AUTHOR:

JUBE, AUGUSTE

TITLE:

HISTOIRE DES GUERRES DES..., v.1-5

PLACE:

PARIS

DATE:

1805

Master Negative #

93-81226

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

945 Jubé, Auguste, baron de La Perelle, 1765-1824.
J87 Histoire des guerres des Gaulois et des Français en Italie... depuis Bellovèse jusqu'à la mort de Louis XII; par Auguste Jubé depuis Louis II jusqu'au traité d'Amiens; par Joseph Servan... Paris an XIII, 1805. O. 5 v. in 7.

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11x
IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB
DATE FILMED: 3-30-93 INITIALS Susan
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

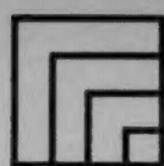
GUIDE TO CONTENTS
for
HISTOIRE DES GUERRES DES GAULOIS ET DES FRANCAIS EN ITALIE

REEL	MASTER NEGATIVE #	DATE	VOLUME
1	93-81225	1805	v.1
		1805	v.2
		1805	v.3.1
		1805	v.3.2
2	93-81226	1805	v.4.1
		1805	v.4.2
		1805	v.5

REEL 2

VOLS. 4-5

1805

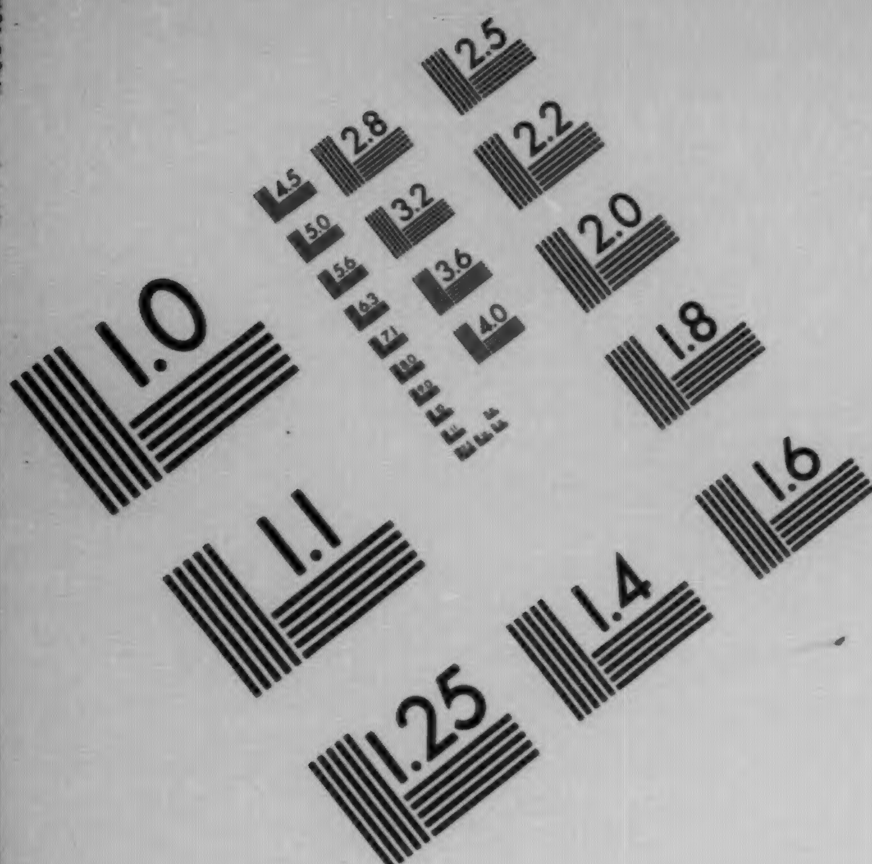


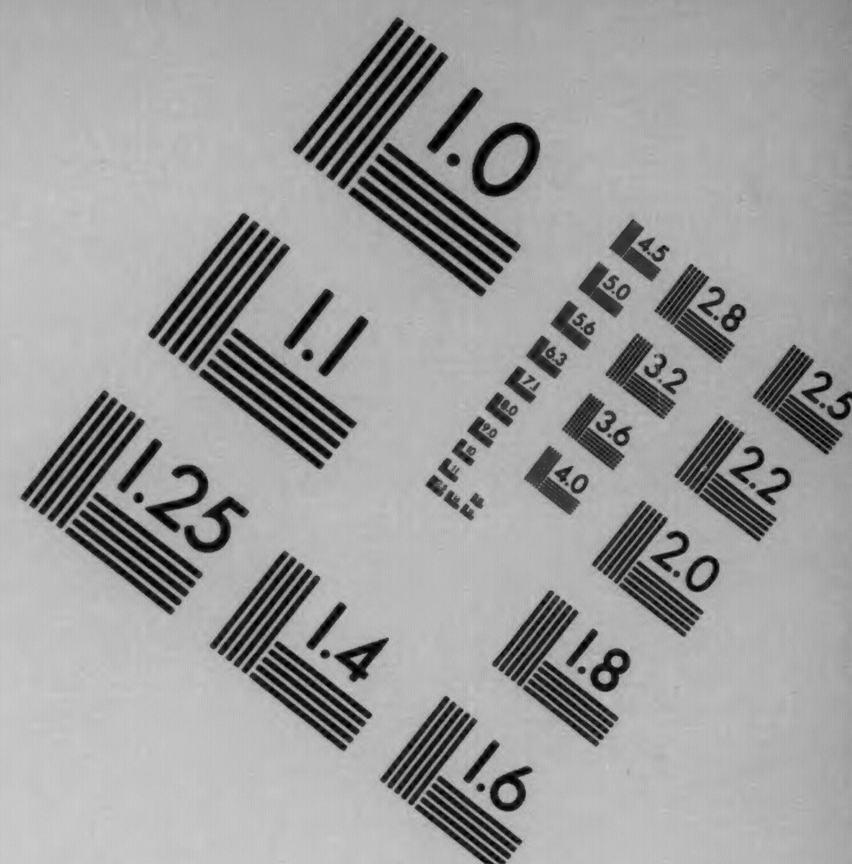
AIIM

Association for Information and Image Management

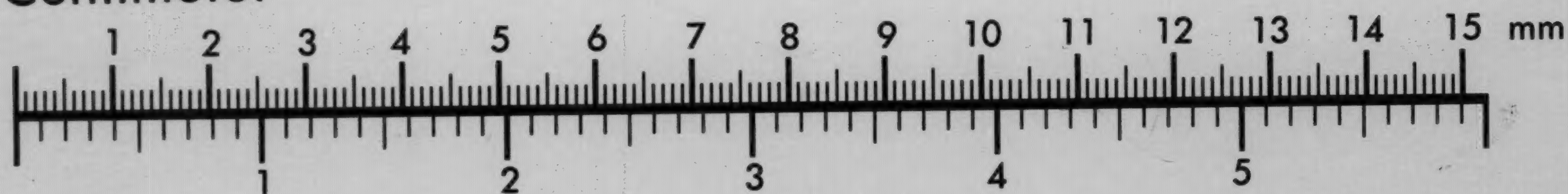
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910

301/587-8202

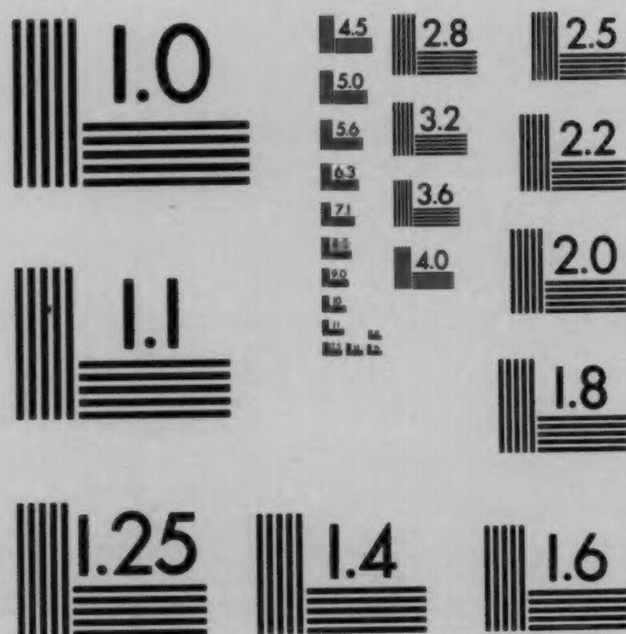


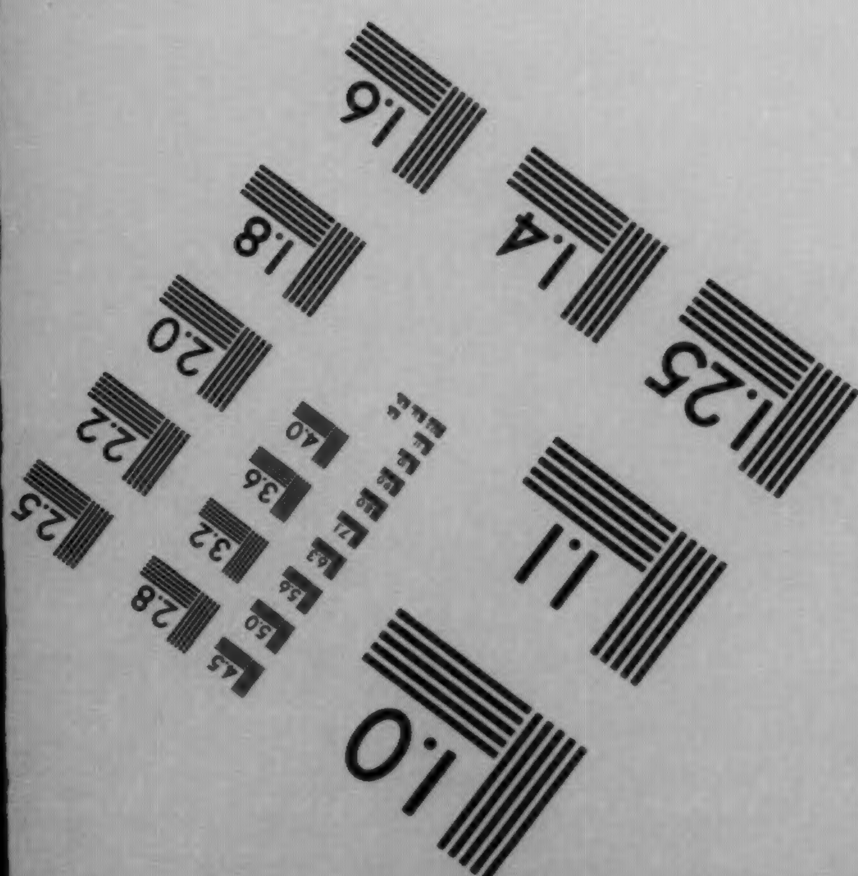


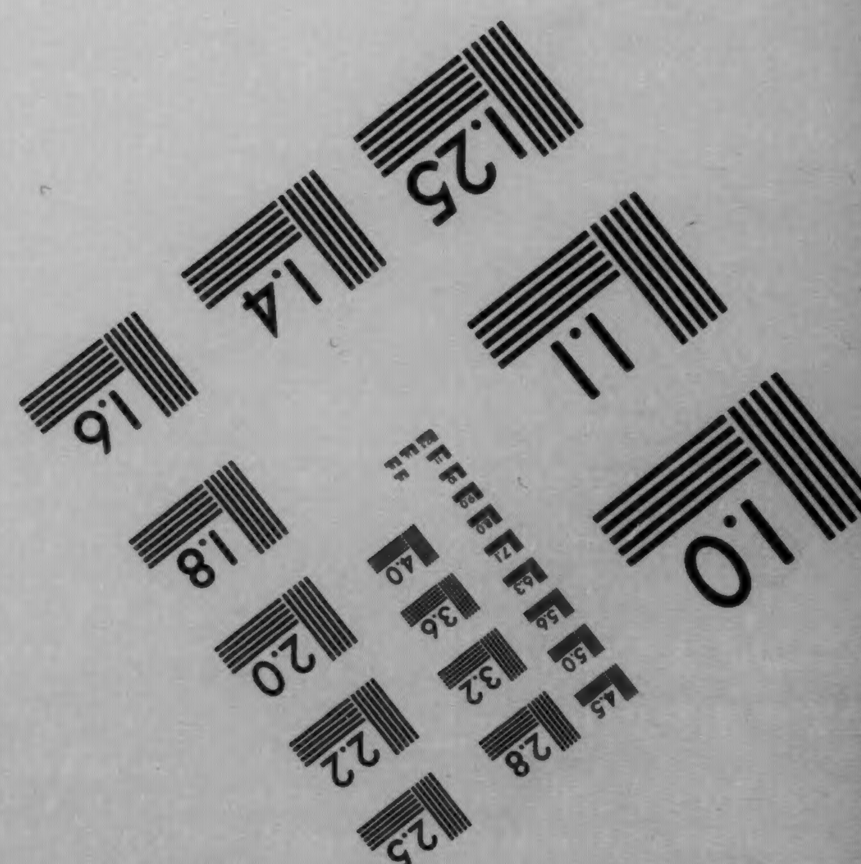
Centimeter



Inches







MANUFACTURED TO AIIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.

VOLUME 4

PART 1

BIBLIOGRAPHIC IRREGULARITIES

MAIN
ENTRY: Jube, A
Histoire des Guerres en Italie

Bibliographic Irregularities in the Original Document

List volumes and pages affected; include name of institution if filming borrowed text.

______Page(s) missing/not available:______

______Volumes(s) missing/not available:______

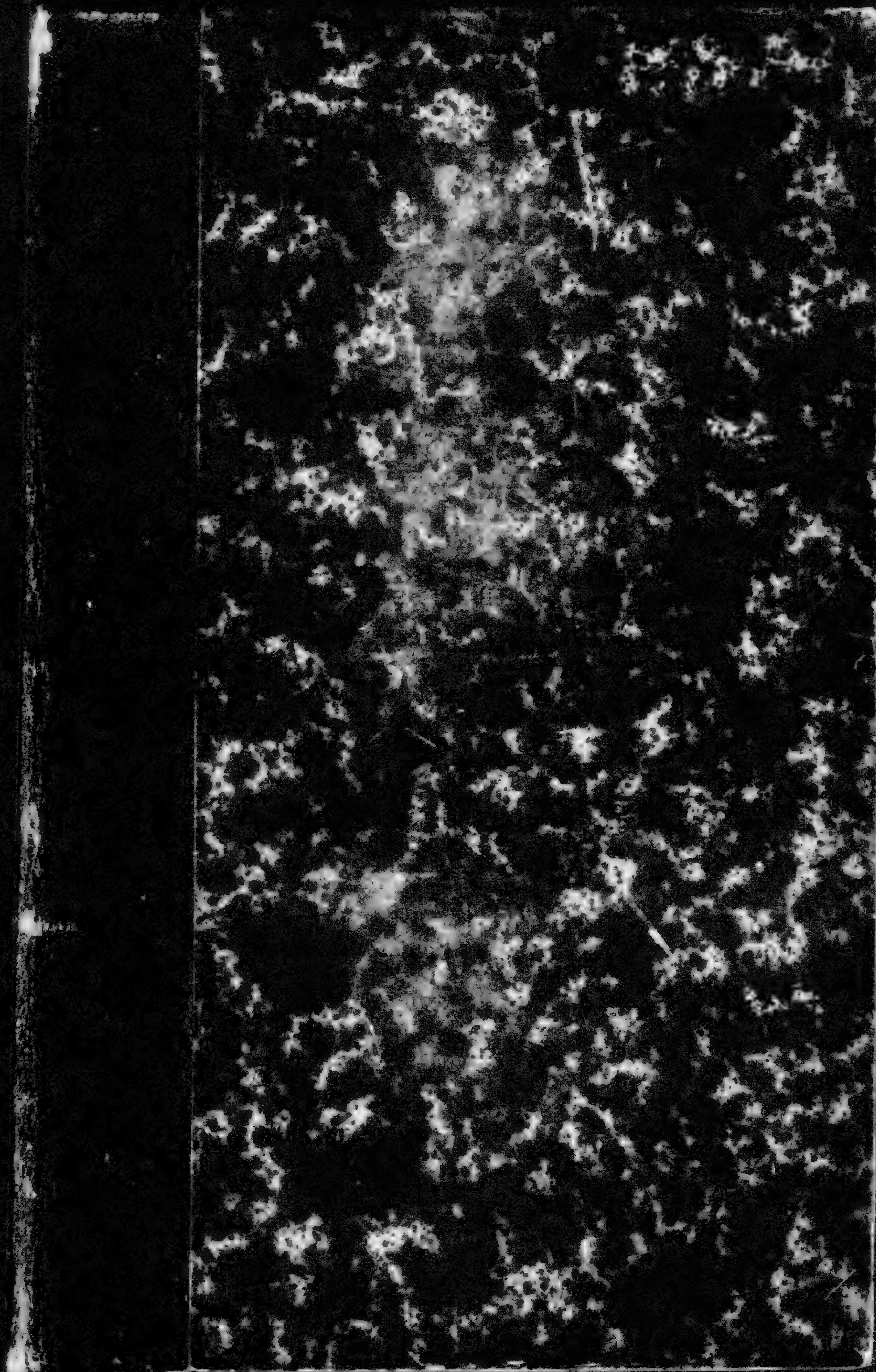
______Illegible and/or damaged page(s):______

✓ Page(s) or volumes(s) misnumbered: P. 363 in Vol 4, Part 7 misnumbered as 36

______Bound out of sequence:______

______Page(s) or illustration(s) filmed from copy borrowed from:______

______Other:______





HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain.

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,
Par l'ancien Adjud. gén. Aug. JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,
Par Jos. SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME IV. — I[ere] PARTIE.

A PARIS,
CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.
AN XIII — 1805.

GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Tableau du monde vers la fin du dix-huitième siècle. — Convocation des états-généraux. — Formation de l'assemblée nationale en assemblée constituante. — Le roi accepte l'acte constitutionnel. — Traité de Pilnitz. Assemblée législative. — Déclaration de guerre contre l'Autriche, la Prusse, le roi de Sardaigne. — Attaque de la Savoie, du comté de Nice, de Genève. — Les Prussiens repoussés au camp de la Lune. — Armée des Alpes. — Armée d'Italie. — Neutralité de Gènes, de la Toscane, de Venise. — Réunion à la coalition de Rome, Naples, la Corse. — L'armée française se soutient dans les Alpes et dans le comté de Nice. — Plan d'une fédération de la part de quelques députés, pour marcher contre la convention. — Il est adopté dans le Midi. — On s'arme à Bordeaux, Marseille, Lyon. — Cette dernière ville est assiégée. — Les Piémontais sont sur le point de reprendre la Savoie. — Les Marseillais étaient déjà entrés dans Avignon. — Le général Kellerman repousse les Piémontais sur les Alpes. — Le général Carteau fait repasser la Durance aux Marseillais, les suit et entre dans Marseille. — Toulon ouvre ses portes aux Anglais et aux Espagnols. — La ville de Lyon est prise. — Siége et prise de Toulon. — Avantages remportés par le général Massena dans le comté de Nice. — Mort de Louis XVI.

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

Iere PARTIE.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

DEPUIS la mort de Louis XV jusqu'à celle de Louis XVI.

Du 10 mai 1774 au 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793).

NOUS voici enfin arrivés à cette partie de l'histoire où il serait prudent de s'arrêter..... Peut-être faudrait-il laisser à des historiens éloignés du temps où nous vivons, le soin pénible et dangereux d'en écrire les événemens; loin du tumulte des passions et de la présence

des témoins, ils y apporteraient peut-être moins de prévention, et plus de courage.

Des malheurs publics, des infortunes particulières, sont nés une multitude d'intérêts, de souvenirs, de haines, de préjugés, qui subsistent encore, et qui rendent difficile l'histoire de la révolution française.

Déjà une foule d'écrivains de toutes les classes, de tous les partis, acteurs ou spectateurs, persécuteurs ou persécutés, ont écrit sur la révolution, et aucun n'a vu les événemens du même œil; nul ne leur a assigné les mêmes causes : selon qu'ils ont été différemment agités, ils ont altéré la vérité de différentes manières; les uns par l'envie de flatter, ou de dénigrer les gouvernans et leurs agens; les autres parce qu'ayant perdu tout courage, ils ont cessé de prendre intérêt à la chose publique, qu'ils ont regardée comme le patrimoine des factions.

A la vérité, les faits militaires sont peut-être un peu moins exposés aux passions et aux fictions. Cependant comment s'assurer de la véracité de ceux qui les ont fait connaître, et qui souvent ne sont pas d'accord entre eux? On sait avec quel soin, pendant la guerre révolutionnaire, on exagérait nos victoires, et on

réduisait à rien nos pertes. D'ailleurs, comment oser écrire sous les yeux de tant de personnes qui, acteurs ou auteurs de tant de triomphes, ayant à peine le temps d'agir, n'avaient pas celui d'observer, ou de consigner dans leurs mémoires, les causes véritables de tant de succès, succès dus presque toujours à la bravoure des chefs et à celle de ces volontaires aux yeux desquels le courage le plus intrépide, le dévouement le plus inouï, étaient un devoir à remplir, ou une dette à acquitter envers la patrie?

Néanmoins, au milieu de ces obstacles, dont je ne saurais me dissimuler tous les dangers, il ne m'est pas permis de m'arrêter. Entraîné par l'intérêt d'un sujet où brille la gloire de la nation, fort de l'avantage de n'être pas aigri par l'adversité, je tâcherai de mériter l'estime et l'indulgence du lecteur; sans prévention, comme sans haine, je dirai avec sincérité le bien comme le mal, ce que je crois enfin la vérité.

Pendant toute la durée du dix-septième siècle, et assez avant dans le dix-huitième, le globe avait été fatigué par des guerres continuelles, des tremblemens de terre, des volcans, des pestes, de grandes variations dans presque

tous les états, de grands changemens dans la politique, le commerce, les sciences, les arts, les mœurs, les usages. La raison avait fait, il est vrai, de grands pas vers le bonheur des hommes; mais, entraînée par l'empire de l'habitude, la majorité des peuples revendiquait un grand nombre de préjugés; quelques sages, plus courageux, avaient eu la force de les combattre; la multitude en était encore la victime. On jouissait depuis plusieurs années d'une paix qui avait ramené l'abondance, augmenté le luxe, multiplié les jouissances, lorsque les deux mondes furent agités par de grandes révolutions, inséparables de l'ordre social.

AMÉRIQUE.

Les Espagnols avaient divisé le Mexique et le Pérou en différentes audiences ou tribunaux, sous l'autorité d'un vice-roi; ils avaient fixé la demeure de celui du Mexique à Mexico, qui est la ville la plus régulière et peut-être la plus belle de l'univers. Ils y avaient multiplié les vastes hôpitaux, les superbes palais et des temples magnifiques. Le vice-roi devait habiter à Lima; cette ville le disputait à Mexico

en grandeur, en population, en édifices publics et en richesses.

Le Mexique, connu, depuis l'établissement des Espagnols, sous le nom de la Nouvelle Espagne, avait été habité, après la conquête, par un peuple mixte, composé d'Indiens, d'Espagnols, d'autres Européens et de Nègres; dès-lors ce fut chez les Indiens, qui conservèrent la liberté dans les montagnes, qu'il fallut chercher le caractère primitif des Mexicains, leur génie et la véritable empreinte de la nature. Braves, généreux, humains, avec des mœurs pures, ils s'occupent de la pêche, de la chasse, de l'agriculture; ne sèment, ne plantent que les choses nécessaires à la vie; perpétuellement affligés par le souvenir de ce qu'ils ont été, ils dédaignent les agrémens et les superfluités dont la jouissance tourmente les Européens. On pourrait les comparer aux Péruviens, sous ce rapport.

Dans l'un et l'autre de ces vastes royaumes, les conquérans espagnols avaient introduit la servitude personnelle, qui a rendu les Indiens si malheureux; ils avaient distribué aux colons espagnols les terres des indigènes, qu'ils firent esclaves sur leur propre bien; obligés de travailler au profit de leurs nouveaux maîtres,

soumis à des châtimens rigoureux et avilissans, s'ils osaient désobéir, ou se plaindre de leur sort. Cependant les deux grands royaumes du Mexique et du Pérou, qui étaient et sont encore les deux plus beaux fleurons de la couronne du roi d'Espagne en Amérique, ne la composaient pas toute entière : outre une assez grande quantité d'îles, dont quelques-unes sont très-vastes, les Espagnols s'étaient établis dans une grande partie de la Californie, du nouveau Mexique et de la Floride; dans la nouvelle Castille, la nouvelle Grenade, la nouvelle Andalousie et le Paraguai, si fameux par les institutions sociales qu'y avaient formées les jésuites. Dans ces immenses possessions, le territoire est aussi varié que le climat; dans plusieurs, on ne voit que de vastes plaines, des champs fertiles, de gras pâturages, des prairies arrosées; d'autres, au contraire, n'offrent à la vue que des déserts arides, des lacs bourbeux, des montagnes escarpées, d'immenses forêts. Ici on est brûlé par le soleil, là glacé par le froid; les cantons même les plus favorisés sont exposés à des fléaux qui auraient dû à jamais en éloigner les humains : mais ce sont ces différens pays qui fournissent aux Espagnols la laine, le coton, le sucre, la soie, la

cochenille, le chocolat, le miel, les plumes, du bois de teinture, du sel, du suif, du tabac, du gingembre, des plantes odorantes et médicinales, de l'ambre, des perles, des pierres précieuses, de l'argent et de l'or. Les Portugais s'étaient fixés dans le Brésil, qui confine au Paraguai et fait partie de l'Amérique Méridionale. Ce pays est remarquable par sa fertilité, ses richesses et son étendue; il est gouverné par un vice-roi, et fournit aux Portugais à peu près les mêmes productions que le Pérou et le Mexique aux Espagnols. Les Hollandais, qui avaient eu des vues sur le Brésil, ayant été repoussés par les Portugais, s'étaient jetés à côté, dans la Guiane, où, à force de travaux, ils avaient rendu habitable et productif ce terrain bas et marécageux, ainsi que quelques-unes des îles qni l'avoisinaient; ils avaient donné le nom de Surinam à la principale ville. Les Français s'étaient aussi approchés de la Guiane, en s'arrêtant dans l'île de Cayenne, où ils s'étaient adonnés avec succès à la culture du café et des cannes à sucre. Quand les Français et les Hollandais voudront s'enfoncer dans ce vaste continent, ils pourront y former des établissemens immenses, et arriver jusqu'au Paraguai.

L'Amérique Septentrionale sembla être devenue plus particulièrement la propriété des Anglais et des Français ; les derniers avaient occupé d'abord les deux grands fleuves de Saint-Laurent et du Mississipi ; les Anglais avaient préféré les pays intermédiaires : mais, dans ce continent, les Français et les Anglais n'avaient pas trouvé, comme les Espagnols dans le Mexique et dans le Pérou, des peuples civilisés, des richesses immenses et de riches productions ; la nature ne leur offrait que de vastes forêts, et ils avaient eu à combattre des sauvages errans, ennemis redoutables que ni l'appât du gain ni le desir du pillage n'engagèrent jamais à troubler les établissemens des nouveaux colons, mais qui furent animés par la vengeance et une haine implacable contre les usurpateurs de leurs anciens domaines : haine qui s'accrut par la conduite impolitique des Anglais et des Français, qui, dans leurs querelles, cherchèrent à s'appuyer de l'alliance de ces sauvages. Bientôt après ils leur fournirent des armes, leur en apprirent l'usage, et se mirent plusieurs fois à la tête de ces expéditions, dont la fin était toujours l'extermination des prisonniers.

On trouve une différence essentielle entre

les entreprises sur ces côtes septentrionales et les éruptions européennes sur les territoires méridionaux. Ici l'on avait pour but la recherche de l'or et de toutes les richesses du luxe ; appelés au contraire sur les bords sauvages de l'Amérique du nord, presque tous les aventuriers y cherchaient une ressource contre le besoin, ou un asile contre les troubles qui agitaient leur patrie.

Les nouveaux habitans de l'Amérique Septentrionale, peu satisfaits sans doute du nouveau continent, dont le sol et le climat leur parurent peut-être moins favorables que ceux de plusieurs îles où le hasard les avait fait aborder, s'empressèrent de transporter le siége de leurs principaux établissemens aux Bermudes, aux Lucaies et dans les Antilles. Les Antilles, ainsi nommées du mot *antè*, parce qu'on les rencontre avant d'aborder au continent de l'Amérique, étaient la possession des différens peuples qui se partageaient les deux Amériques. On les divisa en grandes et petites : les grandes comprirent Saint-Domingue, Cuba, la Jamaïque et Porto-Ricco ; les petites renfermèrent toutes les autres îles qui composent ce vaste archipel...... Les Antilles pouvaient posséder toutes les productions des deux Amé-

riques, à l'exception du blé. Les Anglais s'établirent à la Jamaïque, les Espagnols à Cuba, à Porto-Ricco, à Saint-Domingue, qu'ils partagèrent bientôt après avec les Français. Les petites Antilles, possédées d'abord en grande partie par les Espagnols, passèrent successivement entre les mains des Français, des Anglais, des Hollandais et des Danois. Cependant ces différens pays ne tardèrent pas à devenir infiniment importans aux différens états de l'Europe, dont les peuples, immigrés, fécondèrent en peu d'années les établissemens.

L'Espagne et la France y établirent, sans beaucoup de peine, leur régime absolu; il n'en fut pas de même de l'Angleterre : elle perdit la plus grande partie de ses colonies continentales pour avoir voulu les soumettre au parlement britannique, ou plutôt aux volontés du roi et de ses ministres. [1]

Le reste de l'Amérique continentale et des îles qui forment l'archipel du Mexique, n'avait éprouvé aucun changement important.

ASIE.

LES invasions répétées des Mogols firent couler des flots de sang, jusqu'au moment où

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (1).

un prince de cette nation monta sur le trône de Dehli; alors l'Inde fut divisée en trois espèces d'habitans : les Indous, les Mahométans, les Mogols, qui ne cessèrent de se déchirer.

Le souverain qui précéda Aureng-Zeb partagea l'Indoustan en soubabies, en circars, en purgannals; et les mesures qu'on adopta alors pour ces différentes divisions et subdivisions de l'empire, sont encore en vigueur aujourd'hui.

Ce fut sous le règne de Mahmoud-Scha, en 1738, que Thamas Kouli-Kan, usurpateur du trône de Perse, [1] fit une invasion dans l'Indoustan; il y suivit la conduite de Timur. Après avoir épuisé cet empire, il retourna en Perse. Le départ de Thamas n'avait pas rendu le repos à l'Indoustan, où les omrahs s'efforçaient à l'envi de se rendre indépendans dans leurs gouvernemens, et où le visir se rendit souverain du Décan. Les provinces du Bengale, du Béhore et d'Orixa, étaient démembrées par Ali-Verdi-Kan...... Ali-Mahmoud arrachait, les armes à la main, la zémindarie de Sirhind; enfin on promettait la soubabie de Lahore à l'omrah qui voudrait défendre cette frontière

[1] *Voyez* dans le troisième volume, page 619, la 47e note.

contre Abdhalah, qui, après s'être enrichi des dépouilles de Thamas, maître du Corassan, de Lahore et de toutes les provinces au nord de l'Indoustan, fondait sur lui avec une puissante armée.

Alors s'élevait dans l'Indoustan une puissance qui devait un jour devenir formidable. Sewagi, s'étant rendu indépendant en 1674, se fit roi de sa propre autorité; après avoir résisté au despotisme, il créa, seul, un état indépendant, malgré le plus redoutable prince de l'Indoustan, Aureng-Zeb. Le fondateur de la puissance des Marattes mourut le 5 avril 1680, très-regretté de ses nouveaux sujets. Sa mort ne les découragea pas, leur fortune alla croissant avec leur courage; mais il n'existe aucun renseignement pour remplir le vide depuis 1689 jusqu'à 1745, où les armes européennes commencèrent à briller avec tant d'éclat dans l'intérieur de l'Inde.

On vit tout à coup, dans le Maissour, un homme extraordinaire, célèbre depuis sous le nom d'Haider-Ali, né en 1728, de Nadi-Saëb, possesseur du pays et de la forteresse de Benguelour : la guerre de Chauda-Saëb et des Français à Mahomet-Ali, le mit à portée de se perfectionner dans l'art militaire. La paix

signée entre les Européens avait rendu Haider à son pays, où il avait été suivi d'un grand nombre de Français; bientôt le roi de Maissour le fait généralissime de son armée : une sage administration, des victoires sur les Marattes et sur les Patanes, de vastes territoires reconquis, de grands tributs recouvrés, lui firent donner le titre de *Souba de Scirra* par Bazatet-Zing; il ne tarda pas de s'emparer des royaumes de Bednore, de Cananor et de Calicut. Ces deux états et la côte de Malabar étaient remplis de mapelets[1] persécutés par les naires; Haider prend leur défense. La mort du samorin, plusieurs victoires remportées sur les naires, la prise de Paniani et la soumission du roi de Cochin, inspirèrent au nouveau souverain du Maissour le projet de rassembler les débris dispersés de l'empire d'Aureng-Zeb; mais, pour le remplir, il avait à vaincre des ennemis plus formidables que les Indiens, auxquels il avait eu affaire jusqu'alors.

La Compagnie des Indes anglaise s'était emparée de plusieurs provinces du superbe pays

---

[1] Les mapelets étaient les Juifs, les Arméniens du Malabar.

de l'Indoustan;[1] leur puissance devait s'opposer aux grands desseins d'Haider : élevé pour ainsi dire dans les camps français, compagnon d'armes du célèbre Bussi, Haider avait plusieurs fois signalé son courage contre les Anglais. Sa haine s'accrut avec sa puissance, et prépara cet orage formidable qui fondit sur les possessions britanniques dans l'Indoustan. La puissance de la Compagnie anglaise dans l'Inde était alors à son plus haut degré; ses forces, dans ses différentes possessions, s'élevaient à quatre-vingt-dix mille hommes, dont le plus grand nombre était composé de quelques soldats d'Europe, et de beaucoup de cipayes : les troupes de ses alliés se montaient à vingt-cinq mille combattans. Le sentiment d'un commun danger, les lettres d'Haider, ses ambassadeurs, son éloquence, sa réputation, avaient réuni sous ses drapeaux, contre les Anglais, une grande partie des puissances de l'Indoustan; il était à la tête de deux cent mille hommes, dont vingt mille de cavalerie, au moment où il marcha contre cette nation qu'il paraissait si bien connaître.[2] Il commence la campagne,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

force le général Smith à prendre la défensive, à se tenir renfermé dans son camp, tandis que le roi de Maissour s'empare de plusieurs villes, et que le brave Moctun bravait le général anglais dans ses retranchemens, et lui enlevait ses convois.

Haider, trahi et battu à Tirnumale, continua cependant de faire tête au général Smith; pour s'opposer aux progrès de Nizam et des Anglais, il envoyait secrètement dans le Canara son fils Tippo : celui-ci, jaloux d'acquérir de la gloire, était arrivé devant le camp des Anglais avec la rapidité de l'éclair; il attaqua l'armée, la mit en déroute et la poursuivit jusque dans les rues de Mangalour, où il entra pêle-mêle avec les fuyards.[1] Haider arrive le lendemain de cette victoire, marche devant Ascola, oblige le général Smith, pour venir au secours de cette place importante, de lever le siége de Ballapour, et d'évacuer les possessions d'Haider. Ainsi, sans livrer un seul combat, le roi de Maissour recouvra tout ce qu'il avait perdu, vit revenir à lui son beau-frère Mirza et plusieurs alliés avec de grandes forces, enfin ses succès et la terreur de son nom

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

redoublèrent la crainte et jetèrent la division parmi ses ennemis. Dès cet instant, Haider, volant de succès en succès, s'avance jusqu'à sept lieues de Madras; et, au moment où les Anglais se préparaient à lui disputer le passage de la rivière de Saint-Thomas, il disparaît tout à coup : vainement on cherche les traces de sa marche; il était aux portes de Madras, où il dictait la paix au conseil de la Compagnie anglaise, le 3 avril 1769.[1]

Les Anglais, devenus auxiliaires en apparence de différens princes de l'Inde, s'étaient rendus souverains du Bengale, faisant, défaisant et refaisant les soubabs, se couvrant de leurs noms, se jouant de leur autorité, et mettant ouvertement leur dignité à l'enchère; ils ne tardèrent pas de consolider, par des accroissemens plus étendus et par la concession formelle de l'empereur, leurs rapides envahissemens. M. Dhastings venait de faire disparaître les Rohillas; et il ne manquait plus à l'ambition de la Grande-Bretagne que le district de Bénarès, rapportant plus de six millions de revenus : le nouveau nabab Doude s'était cru trop heureux, en 1775, de s'assurer l'alliance

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

des Anglais en leur cédant ce district. Alors les frontières de cette puissance et de ses tributaires à l'ouest du Bengale s'étendirent, en s'approchant d'Agra, du Gange supérieur jusqu'à Jumnah. Là s'arrêtèrent enfin, du côté de l'est, les incroyables envahissemens de l'Angleterre; mais l'activité de son ambition portait ses regards sur le midi; elle s'était même déjà fait céder l'île de Salcette, pour prix de l'abandon d'une cause inique; et quoique, l'année suivante, le gouvernement supérieur du Bengale eût vu son armée contrainte de signer une honteuse capitulation, en défendant l'assassin Ragobah, ce conseil ne manqua pas de soutenir, par la force, une agression qu'il avait affecté de désapprouver en paroles. Néanmoins ni la marche brillante du général Goddar, en 1778, à travers les états des Marattes, jusqu'à la côte du Malabar, ni les conquêtes des Anglais dans le Guzarate et jusqu'aux pieds des Gauts, n'expieront, aux yeux de la postérité, les torts de cette guerre : personne ne doutera que la Grande-Bretagne n'eût dépouillé les Marattes, si la nécessité de désunir les nombreux ennemis qui s'étaient armés contre elle, ne l'avait obligée de leur offrir la paix et de se borner à l'acquisition de Salcette.

La France, accablée de revers, avait recouvré, à la paix de Paris, Chandernagor, Mahé et Pondichéri, mais de la manière la plus humiliante. Haider-Ali, les Marattes, la France et le soubab du Décan, venaient de s'unir, en 1779, contre la puissance anglaise dans l'Inde; jamais danger plus imminent n'avait menacé les établissemens britanniques; il ne s'agissait de rien moins que d'expulser les Anglais de l'empire mogol.... Les Marattes de Poonah devaient occuper dans le Guzarate l'armée anglaise aux ordres du général Goddar; Haider-Ali devait envahir le Carnatic; le soubab du Décan se réservait l'attaque des Cirkars septentrionaux, et les Marattes du Bérar étaient destinés à se jeter dans le Bengale. Les trois principales armées des Anglais allaient alors se trouver sans communication entre elles, et par-tout attaquées par des forces supérieures : du côté de la France, une flotte, commandée par le bailli de Suffren, venait disputer les mers à la marine britannique.

L'Europe, ainsi que l'Inde, crut les Anglais perdus; et l'événement eût justifié cette conjecture, si les alliés ne se fussent pas désunis.... Les Marattes du Bérar, immobiles dans leur camp, furent achetés à prix d'argent; on s'empressa de donner au soubab du Décan toutes les satisfactions qu'il voulut exiger, et il déserta la confédération, dont il avait été le premier mobile. Les Marattes de Poonah se tinrent sur la défensive; la France elle-même n'avait porté dans le Carnatic que des forces de terre trop peu proportionnées avec la grandeur de l'entreprise; enfin Haider, après trois campagnes glorieuses, mais peu décisives, était encore loin de se voir tranquille possesseur du Carnate, lorsque la paix signée par les Marattes à la fin de 1782, et bientôt après le traité de Paris, achevèrent de tirer la Grande-Bretagne de la terrible crise qui allait lui faire perdre ses plus riches colonies.

Ce fut à l'époque de cette paix qu'on vit Madhajée-Sindia, après avoir commencé ses conquêtes à l'est, et sur-tout au nord et à l'ouest de Malva, tourner ses armes vers le nord, au-delà de Dély, en s'étendant à l'ouest, et s'emparer de l'empereur de l'Indoustan; celui-ci, ayant eu le bonheur de lui échapper en 1788, laissa sur le trône son fils Shah-Zadah, qui règne fictivement, et en qui la dynastie de Tamerlan est destinée à finir.

Des débris de cet empire s'est accru et s'accroît encore le pouvoir des seicks, devenus

maîtres de presque tout le Moultan, au sud, de tout le territoire qui s'élève au nord, vers les montagnes de Cachemire et du Thibet; enfin de la partie occidentale de la soubabie de Dély, en s'approchant de la nababie Doude, poste avancé du Bengale : les limites des seicks vont jusqu'à Jumnah, et leurs excursions jusqu'au Gange.

Ainsi c'est dans l'espace compris entre Agra et Dély, que les conquêtes des seicks du nabab Doude, vassal de l'Angleterre et de l'état formé par Madhajée-Sindia, sont au moment de se rencontrer dans le milieu de l'Indoustan.

La Perse continuait d'être fatiguée, déchirée et dévastée par les différens prétendans qui s'en disputaient la couronne.

EUROPE.

LA tranquillité de l'Europe, au moment où mourut Louis XV, fut troublée par le soulèvement de l'Amérique contre l'Angleterre : la formation des États-Unis, et l'indépendance de la plus grande partie des habitans de l'Amérique septentrionale, en furent la suite.

Cette guerre cependant ne se fit qu'entre les Américains, les Anglais, les Français et les Espagnols; les autres puissances de l'Europe

restèrent neutres; mais, pour faire respecter cette neutralité, les puissances maritimes furent obligées de s'unir entre elles.

Le traité de Paris ramena la paix, et le commerce vint de nouveau resserrer les relations entre les différens peuples du monde.

La Porte paraissait avoir à se plaindre de la Russie; ses prétentions à la suzeraineté de la Géorgie, ses hostilités contre les habitans du Caucase, les intrigues dans l'Archipel et dans la Grèce, le desir manifesté par Catherine de les chasser de l'Europe et de ressusciter l'empire d'Orient, ses intrigues en Égypte, sa conquête de la Crimée, la création d'une flotte formidable à Kerson et à Sevostopol, ses liaisons avec le cabinet de Vienne, son voyage avec l'empereur Joseph II dans ses nouvelles conquêtes, le ton menaçant de son ambassadeur, déplaisaient au divan.

D'un autre côté, on accusait la Porte, à Pétersbourg, d'exciter la Perse contre la Russie. L'impératrice, avide de gloire, enivrée de ses succès, croyait n'avoir pas assez agrandi ses états, par le partage de la Pologne et l'envahissement de la Crimée. La Prusse et l'Angleterre, inquiètes du traité de

commerce que la France venait enfin de terminer avec la Russie (1787), cherchaient à persuader aux Turcs que le cabinet de Versailles les abandonnait pour s'unir contre eux à la Russie. Le voyage de Catherine en Crimée, le rassemblement de cent mille Russes en Ukraine, un camp de soixante mille Autrichiens sur les frontières de la Silésie, accréditèrent cette opinion. Une déclaration de guerre entre la Porte, la Russie et l'Autriche, en fut le fruit.

Le Danemarck, constant dans sa neutralité, était uniquement occupé à étendre son commerce et à augmenter sa prospérité.

La Suède gémissait du triomphe de son roi, qui, plein de vanité et d'ambition, peu content de ses envahissemens sur l'autorité du sénat, attendait, avec impatience, des occasions pour agrandir son pouvoir et ses états.

La Pologne paraissait résignée aux pertes qu'elle n'avait pas su empêcher, et n'en conservait pas moins un ardent desir de vengeance, qu'elle crut pouvoir satisfaire au moment où la guerre s'allumait dans l'Orient.

La Prusse était menacée de perdre le grand Frédéric, et de voir son neveu, qui avait donné de si grandes espérances, s'abandonner à ses

fantaisies, à ses plaisirs, au charlatanisme des illuminés, et laisser aller les rênes d'un gouvernement tenues avec tant de fermeté par son oncle. Elle méditait cependant l'envahissement de Dantzick, et profitant de la conduite aussi faible qu'inconséquente de la France envers les patriotes hollandais, elle envoyait en Hollande vingt mille Prussiens, sous les ordres du duc de Brunswick, qui, n'ayant trouvé aucun obstacle dans sa marche, enchaîna de nouveau, en moins de vingt jours, les Provinces-Unies sous la puissance du stathouder; ce qui donna à la Prusse une assez grande influence en Europe.

Sous un électeur et des lois très-sages, la Saxe réparait rapidement les maux qui l'avaient accablée pendant la guerre de sept ans.

La république de Hollande était mal constituée. Sept provinces indépendantes entre elles, et réunies seulement pour la paix, la guerre et les alliances, quelques généralités, plusieurs villes, sans droits de représentation, formaient un corps trop peu solide et trop faible; les stathouders ayant trop peu de pouvoir par les lois, et trop d'influence par le fait, occasionnaient continuellement des troubles qui devinrent très-violens en 1786, sous le gouvernement de Guillaume V, qui montrait toute l'ambition

de ses ancêtres, sans avoir hérité de leurs talens. Ce prince voulut étendre les priviléges de ses prédécesseurs, en écrivant des lettres pour influencer l'élection des magistrats des villes et des députés aux états : il espérait par ce moyen, réunissant la puissance législative au pouvoir exécutif, ne plus voir de bornes à son autorité. C'était mal choisir son temps. Le parti des patriotes, aidé par le mécontentement national, et soutenu par le gouvernement français, s'éleva fortement contre les abus de l'autorité stathoudérienne : il y eut un soulèvement général. Le stathouder voulut réprimer, par un édit, la liberté de la presse; il fit marcher des troupes contre les villes d'Hattem et Delbourg. Cette démarche imprudente fut le signal de la guerre civile : elle fut excitée par le gouvernement anglais, qui ne pouvait supporter de voir la république tranquille et heureuse, sous la protection de la France, et par les patriotes ardens qui desiraient l'entière abolition du stathoudérat. La mort du grand Frédéric, en changeant la face des affaires, offrit au prince d'Orange un appui que la sagesse politique de Frédéric lui avait constamment refusé. Le nouveau roi de Prusse, poussé par son ministre Hertzberg, prit ouvertement le parti de la princesse d'Orange,

sa sœur. En vain le cabinet de Versailles était parvenu à faire accepter un accommodement qui consolidait le bonheur de la république, rétablissait sur des bases plus solides l'autorité du prince et la liberté du peuple, satisfaisait la Prusse, tranquillisait la France, et garantissait l'Europe des calamités de la guerre; il était trop contraire aux vues ambitieuses du cabinet britannique; il cherchait par tous les moyens de s'y opposer. Pour y réussir, l'ambassadeur d'Angleterre décide le prince d'Orange à rejeter toutes les propositions qu'il paraissait d'abord avoir approuvées. Une démarche si imprévue enflamma le courroux des hommes attachés à la liberté, réduisit au silence les amis de la paix, rompit toute négociation. L'envoyé extraordinaire de Prusse retourna à Berlin; celui de France à Paris. Le prince d'Orange fit avancer ses troupes; les patriotes prirent les armes; la république devint un champ de bataille, et chacune de ses assemblées fut un théâtre d'intrigues et de discordes. Cependant, au moment où les esprits étaient le plus animés, où le stathouder était dépouillé de tous ses emplois par les États de Hollande, on persuada à la princesse d'Orange de se rendre à la Haye, où étaient assemblés les états, et où l'on croyait avoir pré-

paré un soulèvement en sa faveur. La princesse, arrivée sur la frontière, est arrêtée par un poste militaire, à Welche-Sheis. Frédéric Guillaume exige des États une réparation pour sa sœur, et fait marcher en Westphalie vingt mille hommes, sous les ordres du prince de Brunswick. Si la France eût alors rassemblé quelques troupes à Givet, comme on en avait d'abord donné les ordres, le prince de Brunswick n'aurait pas continué sa marche, le roi de Prusse ne voulant pas s'engager dans une guerre avec cette puissance; mais, en apprenant que les Français n'avaient pas un seul corps de troupes sous les armes, le prince de Brunswick, convaincu que la célérité de son exécution en assurerait le succès, arriva sans obstacle à la Haye : il ne lui fallut que quelques jours pour faire recouvrer au stathouder toute sa puissance, et donner à la princesse d'Orange les moyens d'exercer arbitrairement ses vengeances. L'Angleterre alors redevint maîtresse des mers, et la France vit disparaître la considération que lui donnaient ses forces, sa position et ses derniers succès dans les deux Indes.

L'empereur Joseph II, découragé par les résultats de la guerre de sept ans, et de celle pour la succession de Bavière, en 1778, avait renoncé forcément à reconquérir la Silésie, et à exécuter ses projets sur la Bavière; il avait aussi été obligé de renoncer en grande partie à ses projets de réforme dans les provinces de la Belgique, où ses innovations ayant mécontenté le clergé et une partie de la noblesse, avaient donné lieu à des plaintes, à des séditions, à des soulèvemens. Sans le duc des Deux-Ponts, qui devait posséder la Bavière, sans la Prusse, qui n'aurait pas vu d'un œil tranquille l'agrandissement de la maison d'Autriche, l'électeur aurait cédé aux menaces et aux sollicitations de Joseph II.

La Suisse continuait de jouir dans les grands cantons, plutôt de la tranquillité que de la liberté, qui semblait s'être réfugiée dans ses montagnes les moins fréquentées.

L'Italie, qui avait le bonheur de posséder la paix depuis près de quarante années, semblait ne devoir plus être agitée par les orages qui ébranlaient le reste du monde.

Venise était toujours sous les ordres d'un sénat non moins méfiant que tyrannique.

Gènes, sous la protection de la France, soutenait un commerce lucratif qui multipliait dans ses murs le luxe, l'abondance et les jouissances.

Le roi de Sardaigne, assuré des intentions favorables des cabinets de Vienne et de Versailles, jouissait mollement de son pouvoir, sans s'occuper de la prospérité et du bonheur de ses sujets.

A Naples, des liaisons secrètes avec l'Angleterre faisaient croire à une tranquillité imperturbable pour ce royaume, où les souverains voyaient avec indifférence se désorganiser l'agriculture, le commerce, les troupes de terre, la marine et les mœurs.

Le duc de Toscane, occupé à diminuer dans ses états les abus et les préjugés, était estimé des gens sages; aimé du peuple, dont il voulait le bonheur; blâmé des grands, dont il diminuait le despotisme.

Le pontife ecclésiastique était aussi nul en Europe, qu'un simple pasteur de France; et on ne parlait de Rome, que pour citer ses monumens, ses statues et ses tableaux.

L'Espagne continuait d'être la puissance la plus riche et la plus pauvre du monde.

Le Portugal était tributaire et dépendant de l'Angleterre.

Fatiguée d'une guerre d'environ six années, soutenue sur toutes les mers et dans les deux Indes, la puissance britannique, étonnée de la

perte de ses colonies en Amérique, méditait les moyens de s'en venger aux dépens des différentes puissances prépondérantes de l'Europe, dans le cabinet desquelles elle ne cessait d'intriguer, de jeter des semences de soupçons, de haines et de divisions. Pour se venger de la perte des Etats-Unis, pour s'assurer les moyens de ne pas voir diminuer son commerce, l'Angleterre ne cessait d'intriguer dans les différens cabinets, afin d'agiter de nouveau l'Europe; et bientôt elle n'eut que trop à se louer d'avoir réussi au-delà de ses espérances.

La France, trop enorgueillie, peut-être, d'avoir contribué à l'indépendance des Etats-Unis, goûtait sous un roi excessivement faible une tranquillité et une prospérité apparentes; elle venait de terminer assez glorieusement une guerre qui avait porté le dernier coup à ses finances, elle semblait l'ignorer. Renverser la puissance anglaise dans l'Inde, lui enlever le Canada, et peut-être la Jamaïque, n'eût pas été une entreprise impossible: la France n'avait rempli aucun de ces objets. Cependant, après avoir laissé partager la Pologne, humilier et enchaîner les patriotes en Hollande, passer Dantzick sous la domination prussienne, déclarer la guerre à la Turquie, la France au-

rait encore pu réussir à former une alliance avec la Russie, l'Espagne et l'Autriche, pour s'opposer à l'ambition menaçante des Anglais et des Prussiens : par cette alliance elle eût sauvé la Pologne, rassuré la Turquie, contenu la Suède, forcé l'Angleterre et la Prusse à souscrire pour la Hollande à des arrangemens qui eussent ramené tous les partis, sans les fautes trop multipliées, les conseils temporiseurs, la faible politique du ministre de Loménie-Brienne, et les intrigues trop heureuses de la cour de Londres.

FINANCES.

Les finances étaient à peu près dans le même état chez les différentes puissances de l'Europe; preque toutes, avec des dettes, avaient adopté le système ruineux des emprunts, qui n'avait été bien régularisé qu'en Angleterre. En France, la recette dans les finances était élevée au point, que plusieurs provinces ne pouvaient payer la totalité de leurs impositions ; des paysans, en assez grand nombre, abandonnaient le champ de leurs pères, dans les pays arides ou d'une culture difficile, là où les récoltes ne pouvaient couvrir les sommes que des collecteurs impitoyables venaient exiger d'eux.

La dépense surpassait les moyens d'y pourvoir ; le désordre de la cour était au comble : sans une grande réforme l'état était menacé d'une banqueroute générale. Le roi le sentait, il n'avait pas le courage de réformer les abus.

MILICE.

Le grand Frédéric paraissait avoir poussé l'art de la guerre à son dernier point de perfection ; et, dans toute l'Europe, on citait le militaire prussien pour modèle. Celui de France n'avait malheureusement pas à se glorifier de beaucoup d'officiers supérieurs en état de soutenir l'ancienne réputation de ses armées ; et, de toutes les classes, c'était celle des officiers de l'Europe qui était généralement la moins instruite.

COMMERCE.

On s'était imaginé que l'indépendance des Etats-Unis allait ravir aux Anglais une grande partie de leur commerce ; que la France, qui venait de faire de si grands sacrifices en faveur des Anglo-Américains, en profiterait : l'on se trompa. La Grande-Bretagne ayant sur la France l'avantage incalculable de pouvoir faire de plus longs crédits, d'avoir à sa disposition

une plus grande quantité de matière première ou manufacturée, une marine marchande beaucoup plus nombreuse, des négocians et des capitalistes plus riches, l'argent à un intérêt fort au-dessous de celui qu'on pouvait se procurer en France ; enfin parlant la même langue que les Américains, et ayant facilement renoué avec eux ses liaisons d'habitudes, d'usages, de mœurs et de parenté, n'eut pas de peine à s'emparer d'un commerce qui, loin de diminuer, devint plus étendu par rapport à la rapidité avec laquelle la population augmente chaque année dans les Etats-Unis.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Les maximes des économistes français s'étaient répandues en Europe avec la langue française; on commençait à goûter leurs principes contre l'oppression, la barbarie des lois, la dureté dans l'administration; on parlait du respect pour le sang des hommes. On desirait sur-tout un changement dans les réglemens du fisc, et dans ces lois de police qui enchaînaient tout à la fois les hommes, leurs pensées, leurs actions, leurs paroles, leur industrie.

Ces principes se propagèrent aussi en France, sous M. Turgot; l'on y vit Louis XVI approuver l'abolition des corvées et du supplice de la torture, s'occuper des pauvres, des prisonniers et des malades.

RELIGION.

Après la religion mahométane, qui comptait des prosélytes dans les trois anciennes parties du monde, la religion réformée était devenue une des plus étendues sous différentes dénominations : protestans, luthériens, anabatistes, zuingliens, anglicans, presbytériens, moraves, quakers, etc. A l'exception de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, d'une partie de l'Allemagne, de la Suisse et de la France, la religion apostolique et romaine était repoussée de la partie majeure de l'Europe; et, dans les pays où elle était tolérée, le haut clergé vieillissait paisiblement dans la plus grande indifférence sur les intérêts de la religion, tandis que le bas clergé semblait voir augmenter tous les jours son ignorance; et que l'un et l'autre, avec un dégoût bien caractérisé pour les fonctions ecclésiastiques, préféraient la jouissance des plaisirs scandaleux à la considération, et l'oisiveté aux vertus utiles.

Quelques corps religieux cependant s'étaient consacrés à l'instruction de la jeunesse, d'au-

tres, aux recherches historiques. La congrégation de l'Oratoire citait dans ses annales, comme la postérité, les noms à jamais célèbres de Massillon, de Mallebranche, d'Houbigant; les bénédictins avaient défriché le champ inculte et aride de la chronologie du monde, et des premiers âges de l'histoire de France : tous ces ordres ecclésiastiques avaient hérité de l'amour des lettres et des sciences, dont les solitaires de Port-Royal avaient donné l'exemple sous Louis XIV, et que les jésuites avaient partagé après avoir détruit leurs pieux ennemis. La philosophie naissante, en plaisantant sur les disputes théologiques, depuis Pascal jusqu'à Voltaire, les avait rendues moins fréquentes; mais elle n'avait pu empêcher la condamnation d'Olavidès.[1]

SCIENCES ET ARTS.

Les sciences exactes continuaient de faire des progrès; graces à la chimie, les arts se perfectionnaient, l'agriculture était devenue une science soumise à des principes, des expériences et des calculs; les manufactures jouissaient de tous les avantages de la division du travail, et du perfectionnement de la mécanique.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

MŒURS ET USAGES.

L'éloquence de J. J. Rousseau avait inspiré aux mères le desir salutaire de nourrir leurs enfans, et de ne plus les garrotter dans des langes. Les femmes avaient assez généralement adopté le costume grec, les hommes étaient vêtus avec une grande simplicité; et l'élégance, la propreté, les formes agréables des vêtemens s'étaient répandues jusque dans les classes du peuple. Les bonnes mœurs, méprisées à la cour et chez les hommes opulens, s'étaient réfugiées dans les classes laborieuses de la nation.

Le pape Ganganelli était mort le 21 ou 22 octobre 1774; on venait de placer sur la chaire pontificale le cardinal Jean-Ange Braschi, sous le nom de Pie VI.[1]

La Russie menaçait l'empire ottoman de sa destruction totale, par l'occupation de la Crimée.

Joseph II, au milieu de ses vastes projets, battu par les Turcs, alarmé par les Prussiens, inquiété par les troubles de la Hongrie, était sur le point de perdre le Brabant.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

Gustave, dévoré par l'ambition, ayant pris Charles XII pour modèle, avait touché au moment de forcer Catherine II à sortir de sa capitale.

Le grand Frédéric n'était plus; mais la Prusse conduite par Hertzberg, conjointement avec l'Angleterre, voulait troubler l'Europe; elle excitait les Turcs contre la Russie et l'Autriche, soutenait le stathouder en Hollande, s'emparait de Dantzick et de Torhn, entrait dans le partage de la Pologne.

En France, le pouvoir monarchique n'avait plus depuis long-temps d'autre frein que l'opinion publique; elle ne lui était pas favorable. On élevait la jeunesse dans l'admiration de la liberté grecque et romaine, et tout fléchissait au nom du roi. La réunion d'élémens contraires, sur lesquels reposait le gouvernement, ne pouvait subsister long-temps; toutes les classes avaient des prétentions; aucune des chartes anciennes n'étaient en vigueur, mais elles subsistaient toutes; les nobles n'avaient plus que la supériorité des titres; les plébéïens restaient humiliés, les rois abusaient de leur autorité, le clergé était dominant, quoique la foi fût éteinte; la philosophie, secrètement cultivée par les évêques, était par eux proscrite en public. Enfin, les opinions, les lois, les mœurs étaient dans une telle contradiction, que tout nécessitait une grande explosion. Tel était l'état des esprits sous le règne de Louis XV; pendant les premières années de son successeur, tout conspira pour accélérer la crise décisive; les lois d'Athènes et de Sparte mieux connues, les principes de la liberté anglaise expliqués et répandus, la superstition dévouée au mépris, le despotisme attaqué, les préjugés tournés en ridicule; toutes ces causes contribuèrent à changer les idées, le caractère et le langage. Tous les rangs, séparés par les lois, étaient confondus par l'usage; les habitudes étaient devenues républicaines, sous des institutions monarchiques; l'on vit des mœurs et des opinions démocratiques chez des hommes dévoués aux priviléges aristocratiques. Ainsi, chacun se trouvant mécontent de son sort actuel, censurait avec une amertume inconsidérée un gouvernement trop faible, hélas! et contribuait à l'accélération de sa chûte.

Louis XVI était l'homme le moins propre à lutter contre un pareil orage; élevé par des hommes médiocres, dans une cour dissolue, il avait reçu de la nature un caractère indolent et facile. Entouré de ministres opposés dans leurs

principes, il était maîtrisé tour à tour par les événemens, la reine, ses frères, ses tantes, sa sœur et ses courtisans. Après avoir mal à propos consenti, pour secourir les Anglo-Américains, de porter la guerre dans les deux Indes, et d'entreprendre le siége de Gibraltar, on l'avait vu abandonner les patriotes Hollandais, tandis que le moindre simulacre de protection eût empêché les Prussiens de venir les soumettre au despotisme du stathouder. Il avait rétabli l'ancienne magistrature, réformée par son prédécesseur, et ces mêmes magistrats lui disputaient un pouvoir dont l'usage et le temps avaient fondé le droit. Les parlemens demandaient à grands cris les états généraux; mais ils conservaient l'espoir secret de les diriger. Louis XVI avait un trop grand desir de contribuer au bonheur général, pour refuser une demande qui lui paraissait juste, et qui semblait le délivrer du poids importun de la responsabilité. Trompé encore par l'événement, le roi en devint la victime. La noblesse et le haut clergé, en s'opposant à la décision par tête, exaltèrent au dernier degré la fermentation générale. De toutes parts on écrivit pour prouver les droits du tiers état; une guerre terrible fut déclarée entre le peuple et les deux ordres supérieurs; les bons esprits sentirent les dangers qui menaçaient deux classes, si enviées et si peu nombreuses, exposées aux ressentimens d'une nation toute entière. La cour aurait dû prévenir cette guerre sanglante; mais le roi hésita, laissa les esprits s'enflammer, tint la balance d'une main faible, et finit par se dépopulariser en se déclarant à contre-temps en faveur des deux ordres supérieurs.

Tout alors prit une face nouvelle. La minorité de la noblesse, aigrie par la haute noblesse, se joignit au bas clergé et au tiers état; la cour se livra à la terreur et aux plus fausses mesures; sous le vain prétexte de prévenir tout désordre, elle fit environner Paris et remplir Versailles de troupes; le tiers état se crut menacé, le peuple s'indigna, l'expulsion des ministres, dictée par la peur, fut accompagnée de toutes les fautes qu'elle fait commettre; les ministres nouveaux, après avoir irrité la capitale et l'assemblée sans ménagement, s'exposèrent à leur courroux sans précaution, et le gouvernement fut aussi négligent pour sa défense, qu'il avait été précipité et imprévoyant dans son attaque : ses faibles démarches et les résolutions violentes de l'assemblée nationale ne tardèrent pas à changer les mur-

mures du peuple de Paris en déclamations menaçantes, et son ressentiment en fureur; l'insurrection du 14 juillet 1789, la prise de la Bastille, la création de la garde nationale, le rappel de M. Necker, l'éloignement des troupes, l'émigration de plusieurs nobles à l'exemple du prince de Condé et du comte d'Artois, l'isolement du roi, sa présence à Paris, enfin l'explosion de la capitale, se communiquèrent en un instant sur toute la surface du royaume.

Au milieu de ces triomphes apparens, l'assemblée constituante attaquait tous les abus dont le public avait gémi; dans la nuit du 4 août 1789, les nobles eux-mêmes firent le sacrifice inattendu de tous les droits qui les séparaient du peuple; mais les fautes politiques de l'assemblée étaient couvertes d'un enthousiasme qui empêchait d'en prévoir tout le danger; les nobles regrettaient les concessions qu'ils avaient faites; le peuple étendit ses conquêtes pour les consolider. La cour et les privilégiés dépouillés se joignirent à ceux que la réforme des abus portait au mécontentement. Rêvant toujours les temps de la Fronde et de la Ligue, ces hommes nouveaux, bouffis d'orgueil et d'ignorance, se flattaient hautement de voir le roi s'éloigner, rallier ses troupes, rétablir son

autorité, et se venger des rebelles uniquement pour eux. D'un autre côté, les patriotes ne cessaient d'échauffer le peuple contre la cour et ses partisans. La cour n'avait plus de troupes pour combattre, de tête pour gouverner, d'or pour corrompre; comment espérait-elle de diviser ses ennemis, et d'augmenter le nombre de ses amis? Accablée de ces anxiétés, elle osa commettre l'imprudence de donner ce fameux banquet des gardes-du-corps, qui eut de si tragiques conséquences. A peine en connut-on les détails à Paris, que le mécontentement y devint général. Enfin, le 4 octobre 1789, le tocsin sonne, la garde nationale prend les armes, le peuple sort en tumulte avec elle, pour se rendre à Versailles; le roi vient à Paris; l'assemblée constituante l'y suit, elle y est dominée par la méfiance de la multitude qu'enflammaient les propos et les écrits les plus incendiaires. Pour conserver sa popularité, l'assemblée constituante diminue la prérogative du trône, abolit les ordres nobiliaires, monastiques, les parlemens, les communautés; environnée de ces décombres, l'assemblée préparait une démocratie qui n'était que l'anarchie organisée. En vain des patriotes sages veulent parler en faveur de l'ordre, de la justice, de

l'équilibre des pouvoirs; ils sont accusés d'être vendus à la cour, et de travailler à la contre-révolution. L'aristocratie menaçante, faible, désunie, bravait l'opinion générale qu'elle aurait dû regagner; elle ne cessait de répéter que le premier coup de canon dissiperait tous les factieux : ainsi l'exaspération, d'un côté, de l'autre, le mépris, l'imprévoyance et la présomption, occasionnèrent une guerre à mort, d'une part, entre les partisans de la liberté, les hommes à talens, le peuple, et, de l'autre, les rois, les nobles, les prêtres, les riches.

Cependant l'émigration était devenue en France une fureur délirante; le roi lui-même avait pris le parti d'émigrer avec sa famille : arrêté dans sa marche et ramené scandaleusement à Paris, il avait reçu des lettres de ses frères et du prince de Condé, qui l'exhortaient à ne pas accepter la constitution, et qui cherchaient inutilement à le rassurer sur ses dangers personnels qu'ils ne partageaient pas. Le roi, plus intimidé sur sa position qu'encouragé par les promesses d'une délivrance chimérique, accepta l'acte constitutionnel avec des formes qui ressemblaient à un consentement libre et sincère. Cette acceptation inspirait aux uns de l'enthousiasme, elle jetait de l'incertitude dans les résolutions de

ceux qui s'intéressaient à son sort : on craignait de nuire à ses plans, et de compromettre sa sûreté en le servant avec trop de zèle. Gustave, par impétuosité; Catherine, par politique, appuyaient l'avis des princes français, qui voulaient la guerre; mais l'empereur, le roi de Prusse, l'Espagne et l'Angleterre, s'étaient arrêtés à suspendre tous projets hostiles. Le roi de Suède n'en suivit pas moins ses ridicules préparatifs; ils ressemblaient, par les circonstances romanesques, à ceux du cardinal Alberoni, pour rétablir avec douze mille Suédois et quelques Russes, sous les ordres de Charles XII, la maison de Stuart sur le trône d'Angleterre, et changer le système de l'Europe.

Il s'agissait donc de l'invasion de la France, par trente mille Russes et Suédois; ces troupes devaient être débarquées le plus près possible de Paris, pour marcher sur cette capitale; tandis que les émigrés, rassemblés sur le Rhin, auraient pénétré par l'Alsace, et le roi de Sardaigne et d'Espagne, par les Alpes et les Pyrénées. Gustave III, roi de Suède, tourmenté par un amour de fausse gloire, persuadé que son nom lui imposait de grandes obligations, sans interroger ni ses amis, ni ses moyens, voulant à toute force devenir conquérant, devait com-

mander cette expédition; la cour de Madrid promettait un subside de quinze millions. Pour l'exécution de ce plan, les royalistes comptaient essentiellement sur un mouvement intérieur, qui, n'ayant pas eu lieu, rendit tous les autres projets impossibles.

Une coalition plus formidable était celle de Pilnitz,[1] où l'empereur Léopold et le roi de Prusse s'étaient réunis dans les derniers jours d'août 1791, sous le prétexte de prendre des moyens pour terminer les troubles de la France; mais, dans la réalité, avec le projet de la traiter comme on traita la Pologne l'année suivante, et avec la presque certitude que les principales puissances de l'Europe entreraient dans cette coalition; mais l'acceptation de la charte constitutionnelle par Louis XVI, la mort prématurée de Léopold, et l'assassinat de Gustave III, dans le mois de mars 1792, déterminèrent les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, à suspendre leurs projets hostiles. Avant de les entreprendre, elles voulurent mettre à exécution l'envahissement de la Pologne, et son partage.

A cette époque, l'assemblée législative vint

[1] Voyez, à la fin du volume, la note (8).

remplacer la constituante; et, dès les premières délibérations, il fut aisé de prévoir combien la session serait orageuse. Les bulles foudroyantes du pape, les protestations des prêtres et de leurs disciples, la conclusion subite de la paix dans le nord, l'appui donné aux émigrés, leurs mesures impolitiquement publiées, les entrevues à Padoue et à Pilnitz, répandaient l'alarme dans l'esprit de tous ceux qui s'étaient déclarés pour la révolution, et donnaient un plus grand poids au parti démagogue. Un effroi réciproque, qui augmentait les haines, occasionna les fausses mesures de part et d'autre; des passions opposées aveuglaient les partis. Les émigrés et les étrangers haïssaient sans distinction tout ce qui ne partageait pas leur ressentiment, leurs vues, leurs espérances; les patriotes enthousiastes confondaient, dans leur méfiance, les amis de l'ordre et de la propriété avec les partisans de la contre-révolution. Dans cette exaltation de toutes les passions, la raison devait être réduite au silence; aussi ne fut-elle consultée nulle part.

Cependant le désordre et l'effervescence allaient toujours croissant; les émigrés s'armaient à Coblentz, les puissances étrangères intriguaient et prenaient des mesures alarmantes;

la puissance de la cour augmentait en raison de ses périls; enfin, l'assemblée législative, ayant eu alors des notions certaines sur le traité de Pilnitz, effrayée de l'approche d'un orage qui grossissait ses alarmes, se prépara à la guerre qu'elle craignait, et décida le roi à venir lui demander de la déclarer à François II : ce qui fut arrêté et décrété sur-le-champ.[1]

Cette déclaration de guerre soudaine produisit en Europe une surprise générale; les émigrés se voyaient par cette rupture au comble de leurs vœux; ils se flattaient d'avoir en France de nombreux partisans : l'épuisement des finances était connu, et l'on devait croire, avec raison, que la France, alors, était dans l'impossibilité de résister à la ligue puissante qui s'était formée contre elle.

L'armée était dans le plus grand désordre : les sous-officiers, dans l'espérance de remplacer les officiers, avaient élevé contre eux des soupçons d'aristocratie; une grande partie avait été obligée d'émigrer; les soldats fréquentaient les clubs, délibéraient, discutaient, contrôlaient, approuvaient, désapprouvaient, et étaient bien plus occupés à abuser de leurs forces qu'à s'instruire pour se rendre plus redoutables à l'ennemi. On ne pouvait pas compter cent mille combattans dans l'armée française : les corps étrangers étaient dissous; on n'avait pas fait de recrues depuis trois ans; la cavalerie était peu nombreuse et mal montée; une assez grande partie des officiers de l'artillerie et du génie avait été forcée de fuir pour assurer sa vie : on n'avait fait aucune espèce de préparatifs; effets de campemens, chevaux de pelotons, d'artillerie, ambulance, équipages des vivres, subsistances, rien n'avait été prévu; il était donc probable que l'armée française, alors dénuée de tout, commandée par des sous-officiers ou des hommes inexperts au métier des armes, n'opposerait aucun obstacle à la marche triomphante des coalisés.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

Frédéric Guillaume, partageait à cet égard les erreurs des Français expatriés, parce qu'il partageait leurs passions et leurs ressentimens; d'ailleurs les premières opérations militaires des Français, la mollesse de leurs attaques, les querelles de leurs chefs, la terreur de leurs soldats, et le désordre de leurs deroutes, vinrent donner aux illusions du roi de Prusse et de ses coalisés toute l'apparence de la réalité.

Ainsi, pendant que les événemens du 20

juin et ceux du 10 août 1792,[1] annonçaient la résolution des fédérés, de détrôner le roi, l'ennemi s'approchait des frontières septentrionales de la France, pour lui rendre son autorité; en même temps le roi de Sardaigne faisait des préparatifs de guerre contre la France, et intimait l'ordre à son ambassadeur de sortir de ses états.

Le conseil exécutif provisoire, ordonna le 10 septembre 1792, au général Montesquiou, qui commandait alors dans le midi, d'entrer en Savoie; et, le 15 du même mois, le ministre des affaires étrangères vint à la barre du corps législatif, pour lui faire part de cette mesure.

Le général Montesquiou, campé à Cessieux, au dessus de Bourgouin, dans le département de l'Isère, après avoir reçu l'ordre d'attaquer la Savoie, était venu camper aux Abrest; il communiqua de là au général Anselme, qui commandait sous lui du côté du Var, les ordres qu'il venait de recevoir pour une attaque combinée sur le comté de Nice et sur la Savoie.[2]

Le 16 septembre, le général Montesquiou commença son mouvement pour se porter sur

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

Barreaux; mais, forcé de marcher sur une seule colonne, et obligé de traverser Grenoble, où il ne pouvait arriver que par un chemin très-étroit, il lui fallait plusieurs jours pour opérer son rassemblement sur ce point, d'où il avait projeté de commencer ses attaques.

Les Prussiens et les Autrichiens venaient d'être repoussés le 21 septembre, au camp de la Lune, où commandait le général Kellerman;[1] ils l'avaient été en même temps du côté de Sainte-Menehould; et autant les soldats français avaient été intimidés par les premiers revers essuyés à Mons et à Tournay, autant ils furent enivrés de leurs premiers succès sur les bords de la Marne et sur ceux du Rhin. La mauvaise réussite de l'entreprise du duc de Brunswick fit une révolution complète dans l'esprit national, et le même peuple, qui craignait de ne pouvoir se défendre contre un roi, se crut assez fort pour subjuguer toute l'Europe.

Depuis quelques jours, les Piémontais, informés sans doute des projets du général français, avaient redoublé l'activité des travaux de trois redoutes qu'ils élevaient près de Chapareillans, aux abymes de Mians, pour fermer

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

le passage par un feu croisé avec celui du château des Marches. Les canons n'y étaient pas encore; mais on se préparait à les y placer : il était donc très-important de prévenir les ennemis; le général Rossy fut chargé de cette opération. Le général Laroque, qui était sous ses ordres, marcha, dans la nuit du 21 au 22 septembre, à la tête de douze compagnies de grenadiers, de douze piquets, de quatre cents chasseurs à pied et de deux cents dragons. Ces troupes devaient être rendues à minuit à Chapareillans; là, après avoir prêté le serment de respecter les citoyens désarmés et les propriétés du pays où l'on allait entrer, et d'être généreux envers les ennemis qui mettraient bas les armes, le détachement se mit en marche sur deux colonnes, destinées à envelopper les monticules sur lesquels étaient situées les redoutes : à la pointe du jour, elles devaient se trouver postées de manière à couper la retraite aux Piémontais. Ces dispositions furent contrariées par l'intempérie du temps : cet inconvénient, qu'il était impossible de prévoir, retarda la marche du détachement, qui, ne pouvant être rendu avant le jour aux points indiqués, laissa le temps aux Piémontais de se retirer avant d'être entièrement enveloppés.

Cependant les trois redoutes étaient occupées par les troupes françaises avant sept heures du matin; tous les ouvrages qui n'attendaient plus que le canon, et étaient prêts à le recevoir, furent détruits dans la matinée; mais on n'avait pu faire que trois prisonniers, tant les troupes piémontaises avaient mis de la précipitation dans leur fuite.

Les généraux ennemis auraient dû prendre d'autant plus de précautions, soit pour compléter leur défense, soit pour s'assurer d'une plus grande fermeté de la part de leurs troupes, qu'ils avaient commis la faute impardonnable d'établir tout leur système de défense sur ce seul poste; ce qui le prouve, c'est que, dès le moment où ils eurent connaissance de la prise des trois redoutes, des abymes de Mians, ils évacuèrent avec la plus grande promptitude les châteaux des Marches, de Bellegarde, d'Apremont et Notre-Dame-de-Mians.

Dès cet instant, le général Montesquiou, se hâtant de profiter de ces fautes, fit marcher en avant du château des Marches deux brigades d'infanterie, une brigade de dragons et vingt pièces de canon; le lendemain, deux autres brigades d'infanterie, une de cavalerie, et le reste de l'artillerie : au moyen de la célérité de

cette opération, il coupa en deux parties l'armée piémontaise, dont une moitié fut obligée de se replier sur Annecy, tandis que l'autre prenait le chemin de Montmélian, qui ne tarda pas à ouvrir ses portes, les Piémontais ne s'y étant pas arrêtés pour profiter de l'excellence de cette position.

En même temps, le général français poussait tous les postes piémontais qui garnissaient la frontière depuis Apremont jusqu'à Saint-Genis. Il était aussi entré dans son projet de porter une colonne sur la rive gauche de l'Isère, pour gagner la Maurienne et embarrasser la retraite des Piémontais; mais une crue subite de l'Isère, ayant rompu le seul pont qu'il y eût sur cette rivière, empêcha le général de remplir cette partie de son plan aussitôt qu'il l'aurait desiré. Tout avait fui depuis le lac de Genève jusqu'aux bords de l'Isère; quinze mille hommes effectifs de troupes sardes avaient disparu comme un souffle devant douze bataillons français, en grande partie de volontaires nationaux, et la déroute des Piémontais avait été beaucoup plus entière qu'après la plus complète des victoires. Le général Montesquiou arriva sans obstacle à Chambéry, recevant des Savoyards les plus grandes démonstrations de

joie, et paraissant au milieu d'eux plus en libérateur qu'en ennemi.

Cependant la plus grande partie des troupes piémontaises s'était enfoncée dans les Bauges, masse de montagnes immenses qui s'élève derrière Chambéry, et s'étend jusqu'au bord de l'Isère. On assurait de toutes parts que les Piémontais s'étaient suffisamment approvisionnés dans cette partie pour y faire passer l'hiver à un corps de leurs troupes; et, s'ils avaient réellement pris ce parti, ce pays, presque inaccessible, aurait présenté les plus grandes difficultés pour une attaque de vive force. Il fallait donc agir avec prudence et célérité. Le général en chef ordonna en conséquence au général Rossy, qui était à Montmélian, de se porter à Miolans et Freterive avec les huit mille hommes à ses ordres, et, de là, de pousser ses postes jusqu'à l'Hôpital et Conflans, débouchés des Bauges, dans la Tarentèse; tandis que lui, avec sept mille hommes, dont une partie occupait les villages de l'entrée des Bauges, poussait son avant-garde dans l'intérieur de ces montagnes, après avoir rassemblé entre les Marches et Montmélian, pour renforcer sa droite ou sa gauche, suivant le besoin, neuf bataillons de grenadiers, et avoir fait partir des détachemens

pour prendre possession d'Aix, d'Annecy, de Rumilly, de Carouge et de Thonon. Le général avait aussi envoyé un bataillon sur les gorges qui entrent dans la Maurienne, et un autre à Bourg-Doisans, pour s'avancer, par Valoire, au col de Galibier; mais les neiges, ayant rendu ces passages impraticables, rendirent aussi cette combinaison sans effet.

Si le général Montesquiou eût eu plus de forces, par exemple, dix mille hommes disponibles, sous les ordres d'un officier général très-intelligent, il eût peut-être réussi à couper la retraite de l'armée piémontaise; mais, avec aussi peu de troupes, il fut obligé de se borner à inquiéter cette armée sur ses derrières, et, en faisant des démonstrations pour embarrasser sa retraite, à l'obliger de l'accélérer. Dans un pays où les difficultés sont incroyables, s'il eût été possible de suivre l'ennemi avec rapidité, la déroute eût été telle, que toute l'armée aurait été prise, si la rapidité de sa fuite eût permis de la joindre. Outre dix pièces de canon dont on s'empara, on prit une grande quantité de blé, de poudre, de caissons; et on trouva plusieurs magasins très-bien fournis en fourrages, vivres et effets militaires.

En même temps que le général Montesquiou

entrait en Savoie, le général Anselme, qui avait reçu ses ordres, passa le Var, sans obstacle, le 23 septembre 1792, à la tête d'une avant-garde composée de cinq bataillons de ligne, de quelques bataillons de volontaires nationaux, de deux cents chevaux et de douze pièces de position. Huit mille soldats de ligne et douze mille miliciens composaient l'armée piémontaise; ils occupaient les forteresses de Villefranche et de Montalban, qui, en 1742, avaient coûté six mille hommes à l'armée de France.

Aux approches du corps commandé par le général Anselme, la ville de Nice était déjà évacuée; les forts étaient encore occupés : Anselme consulte ses grenadiers; ils demandent à attaquer, marchent droit au fort; on le somme, et le commandant capitule.

Le lendemain, le général marche à Villefranche; instruit que les ennemis l'évacuaient, il prend les devants avec quatorze dragons, menace de l'escalade, quoiqu'il n'eût pas d'échelles, et le commandant se rend à discrétion avec deux cents grenadiers et quelques troupes de milice, en le laissant le maître de cent pièces de canon, d'une frégate, d'une corvette et de tous les magasins du roi de Sardaigne.

Des dispositions maritimes avaient concouru

aux succès du général Anselme. Une escadre de neuf vaisseaux de ligne, aux ordres du contre-amiral Truguet, était partie de Toulon, et avait établi sa croisière depuis la pointe de Villefranche jusqu'au golfe Juan. Cette escadre portait deux mille hommes, aux ordres du général La Houillère; sa destination était d'opérer un débarquement au-dessous de Monaco, et de prendre à revers l'armée qui défendait le comté de Nice. Sa prompte retraite prévint cette opération, et la crainte du débarquement dut décider même de hâter la retraite.

Dès l'instant où le général Anselme fut maître de Nice, de Villefranche et de Montalban, il devint essentiel, pour contenir le pays et empêcher les ennemis de se rassurer, de se porter en avant; mais le Var était débordé, on ne pouvait en tenter le passage : le général fut obligé de se borner, après avoir mis des garnisons dans les forts, d'établir ses avant-postes jusqu'à Sospello, à la vue de Saorgio, où l'ennemi s'était fortifié.

On resta ainsi en présence jusqu'au moment où l'armée piémontaise, ayant été renforcée par douze mille Autrichiens, attaqua, le 18 octobre, le poste de Sospello, d'où l'avant-garde française fit sa retraite en bon ordre.

Mais, dès le lendemain, le général Anselme, dont le reste de l'armée avait passé le Var pour le rejoindre, attaqua, reprit et conserva le poste de Sospello.

Après cette expédition, forcé, par les difficultés du service et des transports, de resserrer sa ligne, le général français établit son avant-garde à Cascarena, et mit le reste de ses troupes en cantonnement, de manière à tenir derrière soi tout le pays conquis, et à rester le maître des débouchés qui conduisaient dans le Piémont.

L'escadre n'ayant plus à opérer de débarquement vers Monaco, se présenta, le 22 octobre, devant Oneille; après avoir mouillé devant la ville, elle avait envoyé un canot parlementaire, qui aborda sous la faveur d'apparentes démonstrations de bienveillance; mais à peine le canot touchait-il le rivage, que déjà une décharge de mousqueterie avait tué cinq hommes de l'équipage, et blessé cinq autres; le reste se hâta de regagner son embarcation, et eut assez de force encore, malgré une grêle de balles et de pierres, pour rejoindre l'escadre, où l'ordre fut aussi-tôt donné de faire feu sur la ville; ce qui fut exécuté sur-le-champ par l'artillerie des vaisseaux, qui tira jusqu'à la

nuit.... Le lendemain les troupes de débarquement, jointes aux garnisons des vaisseaux et à cent matelots, s'emparèrent de la ville, où tout avait fui, mais où l'incendie, le pillage et la destruction firent expier le crime et la perfidie.

Le poste d'Oneille n'étant pas tenable avec aussi peu de forces, ou rembarqua les troupes à l'entrée de la nuit, et l'escadre fit voile, d'abord pour Savone, ensuite pour Gènes, d'où elle rentra à Toulon.

On eut aussi un moment le dessein d'attaquer la Sardaigne; mais l'état de faiblesse et de dénuement de l'armée firent ajourner cette expédition. Ainsi les armées formidables combinées des deux plus puissantes nations guerrières de l'Europe avaient abandonné le sol de la république. Le siége de Lille était levé; et le territoire des ennemis, envahi sur toutes les frontières, payait déjà les frais de la guerre. Dumourier s'avançait dans la Belgique; Custine plantait l'arbre de la liberté sur les deux rives du Rhin; Anselme établissait ses cantonnemens dans le comté de Nice et du côté de la Savoie. Tant que Montmélian avait pu se défendre, tant que le général Montesquiou n'avait pas eu la certitude de l'évacuation des

Bauges, il avait dû être infiniment circonspect dans ses mouvemens; mais, dès l'instant où il fut assuré que l'armée piémontaise avait repassé l'Isère et s'était engagée dans les deux vallées, les ponts une fois rétablis, le général avait fait ses dispositions pour la poursuivre. Cependant l'exécution de ses premiers ordres fut retardée de vingt-quatre heures par un convoi de pain; mais alors le général fut bien plus occupé de ralentir la retraite des Piémontais que de la hâter, dans la crainte que les troupes qui évacuaient la Savoie ne fussent envoyées au secours du comté de Nice, où le général Anselme n'espérait entrer que le 30 septembre. En conséquence le général Montesquiou avait donné ordre au général Rossy d'entrer dans la Maurienne, et au général Caza-Bianca d'entrer dans la Tarantaise; il envoya en même temps un gros détachement pour les soutenir, et recommanda à l'un et à l'autre de joindre l'arrière-garde piémontaise, de la harceler, sans s'engager, en se bornant à retarder la marche de l'ennemi, et à ramasser les traîneurs, les bagages et les munitions. Ces ordres furent ponctuellement exécutés jusqu'au moment où le général en chef, ayant reçu la nouvelle du succès de l'expédition de

Nice, manda aux généraux Rossy et Caza-Bianca de se porter rapidement au Mont-Cenis et au petit Saint-Bernard, où ils arrivèrent sans résistance. A cette époque la Savoie toute entière était soumise ; la chûte des neiges en assurait la possession tranquille pour tout l'hiver, et le général Montesquiou reçut alors des ordres pour se porter sur Genève. [1]

Malgré des ordres continuellement contradictoires de la part du conseil exécutif, relativement à la manière dont il fallait traiter avec les Genevois et avec les Suisses, le général Montesquiou, par sa prudence, sa fermeté, ses connaissances, sa modération et la générosité de ses formes, parvint à obtenir la sortie de Genève des seize cents Suisses qui y étaient entrés; l'éloignement des troupes helvétiques qui s'étaient déjà avancées sur les bords du lac pour secourir cette ville; le désarmement de la Suisse, et la continuation de l'amitié et de la bonne intelligence entre la république française et celle de Genève, et des treize Cantons; mais cette sage conduite contrariait encore davantage les personnages qui, ayant obtenu sa destitution au moment où il prenait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

la Savoie, voulaient se débarrasser de lui à tout prix; elles cherchèrent donc à persuader à la Convention, et elles y réussirent, que le général Montesquiou avait aggravé ses torts en rendant de nouveaux services à sa patrie; dès-lors tout ce qui devait lui attirer des remerciemens, comme excellente conduite, lui fut imputé comme des crimes. [1] En conséquence, on fit revivre le décret de destitution, qui n'avait été que suspendu, et on donna les ordres pour l'arrêter au milieu de son camp; d'où, prévenu à propos par ses amis, il eut le temps de se retirer en Suisse.

Le général Kellerman, qui venait de se distinguer en Champagne, remplaça le général Montesquiou.

Dans le même temps la Savoie et le comté de Nice se démembraient du royaume de Sardaigne, et devenaient des départemens de la république française : la première, sous le nom de Mont-Blanc; le second, sous celui des Alpes-Maritimes, tandis que le général Anselme, prévenu, comme le général Montesquiou, d'avoir trahi les intérêts de la république, était arrêté le 15 février 1793. La veille les Fran-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

çais, au nombre de huit cents hommes, avaient attaqué, à Sospello, les Autrichiens et les Piémontais, au nombre de deux mille ; après la résistance la plus vive et la plus opiniâtre, les ennemis avaient été battus ; on leur avait fait plus de trois cents prisonniers : les généraux Brunet et Dagobert commandaient dans cette affaire sous les ordres du général Biron, qui avait remplacé le général Anselme.

Du côté des Alpes, à son arrivée à l'armée, le géneral Kellerman, instruit des grands préparatifs de guerre du roi de Sardaigne et des troupes autrichiennes qui, après avoir pénétré en Italie, et avoir cantonné six mille hommes entre Pavie et Lodi, défilaient vers le Piémont, crut qu'il était important de mettre en état de guerre Saint-Jean de Maurienne, Moutier, Montmélian et Chambéry ; il partit ensuite pour Nice, dans les derniers jours de mars, d'après une lettre du conseil exécutif, afin d'y concerter avec le général Biron le plan des opérations des armées des Alpes et d'Italie, dont un décret de la Convention fixait la démarcation.

L'armée d'Italie avait la défense des départemens du Var et des Basses-Alpes, en y comprenant les places d'Entrevaux, de Colmar, la

vallée de Barcelonette et le camp de Tournoux ; mais comme les troupes de l'armée qui s'étendaient jusqu'à Entrevaux pouvaient entrer en activité un mois plus tôt que celles du reste de l'armée des Alpes, les généraux Kellerman et Biron convinrent de laisser les troupes dans ces places jusqu'à l'ouverture de la campagne pour l'armée des Alpes. A cette époque, le général Kellerman devait les retirer pour faire partie de la division qui occuperait le camp de Tournoux, dont il se chargerait. Ce camp couvrait la vallée de Barcelonette, et formait une réserve qui devait verser sur les points d'attaque ou de défense dans toute l'étendue des deux armées.

Pendant que le général Kellerman s'occupait à remplir les vues du gouvernement, des ennemis cachés travaillaient à sa perte. Le 30 avril, il reçut l'ordre de venir à Paris pour y rendre compte de sa conduite ; ce qu'il fit d'une manière tellement satisfaisante, que la Convention rendit un décret, par lequel elle déclarait que ce général n'avait point cessé de bien mériter de la patrie, et le nommait commandant en chef des armées des Alpes et d'Italie, le général Biron venant de passer dans celle de la Vendée.

D'après cette nouvelle distinction, il partit de Paris à la fin de mai, vint à Lyon, où les mécontens commençaient à manifester leurs projets de contre-révolution, en arracha les représentans Gauthier et Nioche, qu'il conduisit à Grenoble, et se rendit à l'armée d'Italie. Quelque temps avant son arrivée, on avait repris le projet d'une expédition sur la Sardaigne; une flotte de vingt-deux bâtimens de guerre, avec six mille hommes de débarquement, s'était présentée devant Cagliari, où une chaloupe parlementaire avait sommé la place; là, comme à Oneille, on avait tiré sur la chaloupe; quatorze hommes et l'officier ayant été tués, l'artillerie des vaisseaux avait foudroyé la ville pendant deux jours, mais sans succès. Les vaisseaux avaient beaucoup souffert du feu de la place; deux bâtimens de guerre s'étaient perdus à la côte; les troupes de débarquement n'avaient point trouvé, dans les habitans, l'esprit révolutionnaire sur lequel on avait compté; l'indiscipline et l'insubordination s'étaient mises parmi les troupes, et avaient forcé les chefs de les faire rembarquer. Enfin une tempête avait achevé d'endommager la flotte, qui avait été obligée de rentrer à Toulon, sans aucuns résultats heureux de cette entreprise, dont,

l'année précédente, on avait déjà fait sentir tous les dangers, et dont l'armée d'Italie avait tâché, par quelques succès, de faire oublier la mauvaise réussite.

Dès l'instant où la saison avait permis d'agir dans les montagnes, divers combats de détails avaient rendu les Français maîtres des postes occupés par l'ennemi, depuis Lentosca jusqu'à Belver; bientôt après ils furent chassés, le 11 avril 1793, de leur camp de Pérus, et des postes plus importans de la Rocca et de Dizola. A l'affaire de Lentosca les Piémontais avaient perdu dix-huit pièces de canon, sept cents hommes tués et cinq cents prisonniers. L'armée d'Italie, forte alors de tente-trois mille hommes, occupait par sa position, depuis la Roya jusqu'aux sources de la Nembia. Plusieurs camps, liés par des postes intermédiaires, assuraient la communication de la droite avec la gauche, renforcée indépendamment par un camp placé sur le Mont-Baulet; le centre se trouvant sur le Mont-Fougasse. L'ennemi qui avait sa droite au col de Raus, sa gauche sur la hauteur des Souches, et son centre à Saorgio, se trouvait menacé et contenu; il défendait cette longue chaîne des Alpes, avec trente mille Piémontais et douze mille Autrichiens.

Malgré l'agence anglaise, Gènes avait conservé la neutralité. La Toscane ne s'était pas réunie à la coalition. Venise, après cinq jours et cinq nuits de délibération, s'était décidée à garder la neutralité, mais une neutralité armée, pour la sûreté de laquelle on avait arrêté dans le sénat, de mettre sur pied toutes les forces de la république, tant de terre que de mer.

Il n'en était pas de même de quelques autres puissances d'Italie. La cour de Naples et celle de Rome semblaient avoir oublié leurs anciennes dissentions; leur correspondance pour les nouveaux rapports politiques était devenue très-active; le pape se disposait à la guerre, et le roi de Naples ne voyait pas sans inquiétude le penchant des Napolitains pour la révolution française.

D'un autre côté, Paoli, qu'on avait cru assez ami de la liberté pour le laisser rentrer en Corse, faisait soulever cette île. Les villes de Corte et d'Ajaccio rappelaient leurs députés à la convention nationale, proclamaient Paoli généralissime de leurs cantons, et attaquaient, sous ses ordres, les troupes de la république. Bastia les imitait, le clergé était réintégré, les émigrés étaient rentrés, Paoli était nommé

président de la consulta; on s'était emparé des magasins, on avait armé des corps de mille à douze cents hommes; on fusillait ceux qui se déclaraient pour la France. Paoli avait publié un écrit contre les commissaires français, il les appelait des désorganisateurs; la consulta avait proscrit Caza-Bianca, Salicetti, Arena, etc.

La convention, à la vérité, s'était hâtée de casser la consulta de l'île de Corse, et d'ordonner l'arrestation de Paoli; mais il fallait mettre ces ordres à exécution; et, pour y réussir, le représentant Lacombe Saint-Michel, qui en était chargé, avait été obligé de se mettre en campagne à la tête d'une petite armée, composée de gardes nationales, d'infanterie légère, de gendarmerie, de matelots, et des garnisons qui étaient en Corse; il avait marché contre les rebelles, les avait battus, leur avait pris un fort et trois villages; l'épouvante s'était répandue parmi les Corses, et plusieurs cantons avaient député leurs municipalités pour implorer la clémence de la convention. Lacombe Saint-Michel s'était contenté alors de faire désarmer les villages de Nouza et Dolmetta, et avait marché contre le fort de Farivole, qui, quoique défendu par quatre-vingt-trois hom-

mes, deux pièces de canon et les trois meilleurs capitaines de Paoli, avait été enlevé à la baïonnette.

Mais bientôt on avait vu paraître sur les côtes vingt vaisseaux de ligne ou frégates anglaises, qui cherchaient à intercepter tout ce qui pouvait arriver dans l'île, et qui ne tardèrent pas à canonner et à bombarder par mer les villes que les troupes de Paoli, jointes à des troupes anglaises, attaquaient par terre.

Dès lors, le représentant Lacombe Saint-Michel, convaincu qu'avec le peu de moyens qui lui restaient, il était impossible, malgré le courage et l'ardeur des Français, de se défendre contre des forces si supérieures et pourvues de tout, partit de l'île pour se rendre à Gènes, où il arriva le 1er mai 1793, et d'où il se rendit sur-le-champ à Toulon.

Peu après son départ, les Français rendirent Bastia, et enfin Calvi, plus de deux mois après, ce qui rendit alors les Anglais, secondés par Paoli, maîtres de l'île et des principales villes de la Corse.

Pendant ces différentes intrigues, la lutte s'était soutenue aux barrières des Alpes, qui séparaient encore les nations ennemies; mais l'armée d'Italie et celle des Alpes, avaient hiverné dans les états du roi de Sardaigne, et la saison, devenue toujours plus propre aux opérations militaires, les avait retrouvées, l'une et l'autre, prêtes à entrer dans les passages qu'elles devaient bientôt tenter de franchir.

L'apparition de la flotte espagnole du côté de Monaco et de Villefranche, avait ranimé le courage des Piémontais, auxquels leurs officiers tâchaient de persuader, qu'au moyen de leurs mouvemens combinés avec la flotte, ils ne tarderaient pas de forcer les Français d'évacuer le comté de Nice. Instruit de ces propos, le général Brunet, qui occupait alors le camp de Lascarene, voulut rendre ce projet impossible, en s'emparant de la sommité des montagnes occupées par les Piémontais, d'où ils auraient pu assez facilement déboucher sur les troupes françaises. En conséquence, le 8 juin 1793, il avait fait attaquer les ennemis sur cinq points; la colonne de droite, conduite par le général Dumerbion, avait forcé le camp du col de Pérus; celle qui était conduite par le général Mioskouski s'était emparée de celui de Linières; celle du chef de bataillon Gardanne avait emporté le poste du Molinet; la quatrième, aux ordres du chef de brigade Dottman, avait pris le camp du Mont-Fougasse; et si la

colonne de gauche, aux ordres du général Serrurier, eût pu s'emparer du col de Raus, les ennemis eussent été obligés de se retirer en Piémont. On avait pris dans cette journée beaucoup d'effets de campement, deux pièces de canon, fait cent soixante prisonniers; et les morts, de part et d'autre, étaient montés à environ six cents.

Le 12 juin, le général Brunet avait fait réattaquer au col de Raus et au village de Breglio, dont on avait réussi, après une forte résistance, à chasser les ennemis; mais on n'avait pas été plus heureux au col de Raus que les jours précédens, et on y avait perdu beaucoup d'hommes tués et un grand nombre désertés; un succès complet aurait forcé l'ennemi de repasser le col de Tende, et peut-être permis de le suivre au-delà des monts. Mais quoiqu'il eût incomplètement réussi, on était cependant parvenu à occuper des postes importans, à resserrer l'ennemi, et à faciliter une opération combinée des deux armées.

Le 17 juin, cinq jours après ces dernières attaques, le général Kellermann arriva à l'armée d'Italie; il la trouva occupant un grand arc de montagnes, depuis la rivière de la Roya, jusqu'auprès des sources de la Vesubia. Les

différens camps étaient liés par des postes qui s'opposaient à ce que l'ennemi pût pénétrer entre eux et les attaquer séparément.

Le camp de la droite, composé de huit bataillons, occupait la montagne et le col de Brouis, sur le chemin du col de Tende, et faisait face au fort Saorgio, sur la Roya. . . . Un camp de cinq bataillons sur le Mont-Baulet, couvrait la gauche de celui de Brouis, et empêchait l'ennemi de tourner ce dernier par le col Longué, et de se placer sur le col de Pérus, pour couper sa retraite sur Sospello et Braono. Les avant-postes du col de Brouis, au nombre de deux cents hommes, étaient sur la montagne de Marigon, et cinq compagnies de grenadiers occupaient le prolongement de cette arête jusqu'à la montagne Ventabren. L'objet de ce poste était aussi de garder le col de Linières, ainsi que les vallons de Sambuc et du Molinet. On avait ajouté dix compagnies de chasseurs, qui, en occupant le poste supérieur de la Chapelle, fermaient à l'ennemi le poste de Pietro Cava, qui se trouve en arrière du bois de Lemeris: ces deux postes liaient la droite au centre. Le centre de la position était le Mont-Fougasse, où étaient placés six bataillons. La tête de ce camp, à une petite portée de

canon des hauteurs de la Fourche, occupées par l'ennemi, était garnie de retranchemens et de batteries, ainsi que le mamelon en arrière qui enferme la droite, et protégeait la retraite des troupes sur le bois de Lemeris. Si le premier mamelon était forcé, deux bataillons, campés sur un plateau au revers nord-est de ces bois, étaient là pour soutenir les troupes du premier camp, et empêcher l'ennemi de se porter par la hauteur de Longiteviste, dans les bois et sur les derrières du camp. Des vallons très-difficiles, et dont les hauteurs ont une forte aspérité, séparaient le centre de la gauche, où l'ennemi ne pouvait arriver que par le chemin de Vilet, qui, du mont de Raus, tombe sur Boulène; et cette extrémité de la ligne était défendue par neuf bataillons, dont un des grenadiers et par sept compagnies de chasseurs. Les bataillons occupaient Lentosca, Boulène, Belvédère, le long de la Vesubia; et les troupes légères gardaient St. Vacha, St. Delmas Duplan, etc., sur le grand contre-fort qui sépare les eaux de la Tinea de celles de la Vesubia. L'objet était de couvrir la gauche, de préparer une communication avec les troupes du camp de Tournoux, par le haut de la Tinea, et d'observer ce qui pouvait venir par la

vallée de Sture, par quelque passage de la grande chaîne, et sur-tout par le col de Finistre. Les derrières de la droite étaient occupés par des troupes placées à Sospello, à la montagne de Guésau, au col de Braous, à Castiglione : ce dernier poste maintenait la communication avec Monaco et le quartier général établi à Lescarène. Sur la rivière du Paglione, à distance presqu'égale de la droite et du centre, les troupes de Nice et des bords du Var soutenaient au besoin celles de la gauche. Cette disposition resserrait l'ennemi, dont la droite occupait le col de Raus, le Haut Capel et Guiessard. Le centre occupait la hauteur de la source; la gauche le Mont-Morignon, avec un avant-poste sur la Ghendola; enfin le fort Saorgio, et en deuxième ligne la Formagin, le château de Tende. Après avoir fait une reconnaissance exacte de ces différentes positions, et en avoir rectifié quelques-unes, le général Kellerman, de retour à Nice, jugea à propos de tenir un conseil de guerre, dans lequel on discuta la position respective des deux armées, et on reconnut que celle de la république pouvait se soutenir dans ses positions actuelles, qui lui procuraient l'avantage de contraindre l'ennemi à de grands et successifs efforts, s'il voulait at-

taquer et s'assurer une plus courte communication entre les armées des Alpes et d'Italie. Cependant les ennemis avaient un corps de troupes campé à Saluces; ce corps pouvait en deux marches se porter sur le col de Tende, pour entreprendre avec une grande supériorité de nombre une attaque dont l'objet serait de reconquérir le pays de Nice, d'obliger les Français à repasser le Var, et peut-être, aidés des flottes anglaises et espagnoles, faire une invasion dans les départemens méridionaux. Il était donc essentiel de s'occuper de cet événement possible, afin d'en prévenir les suites, et décider quelle position l'armée devrait ou pourrait prendre, si elle était forcée dans ses camps actuels; quels secours l'armée des Alpes lui donnerait, par quel chemin on les ferait arriver, soit dans le comté de Nice, soit en arrière du Var : enfin, quel serait le projet de défensive qu'il faudrait adopter pour protéger Toulon et Marseille. Ces différens objets ayant fait le sujet des méditations et des discussions du conseil, on y arréta, le 20 juin 1793, un plan d'opérations défensif des armées des Alpes et d'Italie, en attendant que les circonstances pussent permettre à l'une ou à l'autre de prendre l'offfensive. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

Dans le même temps, quelques députés de la Gironde, qui avaient fui la proscription, avaient publié leur protestation et soulevé les esprits; plusieurs départemens, sur-tout dans le Midi, se montraient disposés à les venger et à résister à l'oppression; quelques-uns même s'étaient déjà armés; Lyon avait levé l'étendard de la révolte; les Marseillais étaient en mouvement pour marcher à leur secours; à Bordeaux, à Montpellier, à Nîmes, on formait des fédérations, et l'on se disposait à marcher contre la convention : la France était donc à la fois ravagée par les étrangers qui s'avançaient en Roussillon, en Flandre, en Artois, et déchirée par la guerre civile qu'allumaient les royalistes dans la Vendée, et les girondins dans le centre de la république.

Arrivé à Grenoble, le général Kellerman avait été instruit, par les représentans Gauthier et Dubois Crancé, des insurrections du Midi, et sur-tout de celle de Lyon, qui devenait de jour en jour plus violente; il était donc très-urgent de prendre des moyens efficaces pour l'appaiser, et ramener la ville à l'obéissance. Mais, en cherchant à en imposer aux ennemis de l'intérieur, il ne fallait pas oublier que ceux de l'extérieur étaient à nos portes : on devait être

bien convaincu de leur vigilance à profiter de la moindre de nos fautes, et de leur continuelle attention à chercher les moyens de pénétrer en France, afin d'y donner la main aux insurgés, et de les soutenir dans leur révolte. En vain le général Kellerman appuya-t-il auprès des députés sur ces importantes considérations; en vain leur représenta-t-il que la faiblesse de l'armée des Alpes ne permettait pas de dégarnir les positions qu'elle occupait; il fallait en tirer une partie pour marcher au siége de Lyon.

Ainsi, douze bataillons d'infanterie, un régiment de dragons, un de cavalerie, la moitié des chevaux employés aux canons de position dans la Tarantaise, la Maurienne et les Hautes-Alpes, formèrent le fond de l'armée qui marcha d'abord contre une ville qui pouvait mettre sous les armes plus de trente mille hommes, et dont la position sur deux grandes rivières, et l'avantage de renfermer deux grandes montagnes, nécessitait, pour une circonvallation bien exacte, peut-être plus de quatre-vingt mille hommes.

Pendant qu'on disposait les batteries, les représentans du peuple écrivirent aux autorités de la ville de Lyon, pour les sommer de rendre

à la république et à leurs devoirs le peuple qu'elles avaient égaré; mais les réponses évasives des chefs firent perdre tout espoir de succès.

L'acharnement des autorités qui s'étaient emparées du pouvoir dans la ville de Lyon, paraissait avoir pour base l'espérance de voir arriver à leur secours des émigrés, des Suisses et des Piémontais, qui, en se joignant à eux, pourraient assurer et développer davantage l'insurrection qui s'était déjà manifestée depuis les bords de la Garonne jusqu'à ceux du Rhône et de la Saône.

Malheureusement leurs espérances n'étaient que trop bien fondées, et l'on ne tarda pas à recevoir les nouvelles les plus alarmantes de la part des administrateurs du Mont-Blanc. Ces nouvelles se confirmèrent peu de jours après. Les troupes françaises attaquées par des forces très-supérieures, secondées par les fanatiques des montagnes, avaient été forcées de se replier; le canton du Valais avait même accordé le passage aux troupes piémontaises, par la vallée de Salanges.

Dans l'impossibilité de détacher un seul soldat des troupes qui faisaient le siége de Lyon, les représentans du peuple prirent un arrêté

qui prescrivait au général Kellerman de se rendre dans le Mont-Blanc; et celui-ci, avant de partir, expédia, par des courriers, aux différens généraux sous ses ordres, des instructions pour exécuter un mouvement général sur toute la ligne. Ainsi le général Carcaradec, qui commandait au camp de Tournoux, reçut l'ordre de détacher, par marches forcées, deux bataillons à Valoire, et de les remplacer par deux autres tirés d'Entrevaux; lesquels eux-mêmes devaient l'être par deux autres tirés de l'armée d'Italie, ainsi que l'ordre en fut donné au général, avec l'injonction de veiller spécialement sur sa gauche.

Arrivé à Chambéry, et après y avoir pris les renseignemens nécessaires, le général se rendit à l'Hôpital sous Conflans; il y convainquit les troupes de la nécessité où elles se trouvaient de mourir plutôt que d'abandonner les postes qui leur étaient confiés, et il en reçut le serment de les défendre jusqu'à la dernière extrémité. Dès ce moment tout changea de face; les troupes prirent une attitude imposante, malgré la conviction où elles étaient de la supériorité de l'ennemi, qui dès-lors lui-même n'osa pas entamer cette partie.

Rassuré sur ce point, le général se rendit

dans la Maurienne, afin d'y donner aux officiers généraux et supérieurs des instructions pour une vigoureuse défensive : il revint ensuite à Lyon; mais à peine y était-il arrivé, qu'il fut obligé d'en repartir avec les représentans Simon et Dumas, envoyés dans le Mont-Blanc par la convention, convaincu trop tard des dangers auxquels ce département était exposé.

Dans la Maurienne, les Piémontais avaient repoussé les Français jusqu'à Aigue-Belle, et, maîtres de la vallée de Salanches, ils s'étaient avancés jusqu'à la Bonneville, d'où ils menaçaient Annecy et Chambéry.

D'un autre côté les Marseillais, après avoir passé la Durance, étaient entrés dans Avignon, et les fédérés des départemens de l'Hérault et du Gard s'étaient emparés de la citadelle du Saint-Esprit. A cette nouvelle, le général Kellerman s'était empressé de faire partir le général Carteau, avec l'ordre de chasser les fédérés du pont du Saint-Esprit, de repousser les Marseillais au-delà d'Avignon et de la Durance, et de rester sur la défensive sur les bords de cette rivière, afin qu'aucun événement funeste ne pût empêcher la continuation du siége de Lyon; mais, au lieu de suivre les ordres qu'il avait reçus, le général Carteau, n'écoutant que son

ardeur et les idées du représentant Albite, passa cette dangereuse rivière : néanmoins, à peine fut-il de l'autre côté, qu'il tint un conseil de guerre, à l'effet d'aviser aux moyens de se tirer de la position critique où il se trouvait.

Cette conduite imprudente du représentant Albite aurait infailliblement compromis le sort de la république, si les Marseillais avaient eu à leur tête un chef avec du courage et quelques connaissances militaires; il aurait pu facilement, en attaquant les troupes du général Carteau, les culbuter dans la Durance, et marcher ensuite vers Lyon sans obstacle, bien assuré de voir augmenter le nombre de ses troupes pendant tout le cours de sa route. Heureusement pour le général Carteau, sa marche ne fut troublée en aucune manière; les Marseillais se dispersèrent, et le général, après s'être porté en avant, ne tarda pas d'entrer dans Marseille, où l'on se permit tant d'excès, que l'on força une partie des habitans à se réfugier dans Toulon; mais bientôt la peur de voir arriver dans leurs murs les vainqueurs de Marseille, et d'en être aussi cruellement maltraités, décida les habitans de Toulon à appeler dans leurs ports l'escadre combinée des Anglais et des Espagnols, et à leur livrer leur ville et leurs forts.

Tranquillisé sur les départemens des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Hérault, le général Kellerman ne l'était pas sur celui du Mont-Blanc, dans lequel il ne lui restait plus que sept mille hommes à opposer aux ennemis qui pouvaient pénétrer dans la Maurienne, par six points différens, sur une ligne de quinze lieues d'étendue.

Avant l'arrivée du général, vingt-cinq mille Piémontais avaient attaqué à la fois les deux vallées de la Maurienne et de la Tarentaise; ils avaient forcé le poste d'Entre-deux-Eaux, dans la haute Maurienne; ce qui leur avait assuré la facilité de pouvoir se porter sur Moutier en Tarentaise, en deux jours de marche, et prendre en flanc et par derrière les troupes qui étaient dans la haute vallée, ainsi que de pouvoir marcher sur Modane, Saint-André, par le col des Encombes qui verse sur Saint-Michel.

L'ennemi avait tenté effectivement de pénétrer par ces divers passages; mais le général le Doyen avait eu la sage précaution de faire avancer quelques troupes pour arrêter la marche de l'ennemi dans cette partie; d'un autre côté, le général Badelone, qui commandait dans la Tarentaise, ayant pris le parti de se retirer dans la crainte d'être entièrement

tourné, avait rencontré l'ennemi proche du défilé de Siaix, ou détroit du Ciel, se disposant à s'en emparer; il l'avait attaqué, battu, et s'était retiré sur Moutier, et de là sur Conflans. Beaufort avait été évacué; la colonne de la Maurienne s'était retirée successivement sur Bramans et Aigue-Belle, en se battant tous les jours contre des troupes trois fois plus nombreuses. Cette retraite avait été exécutée en dix-huit jours, sans aucune perte; tous les magasins avaient été repliés; les soldats avaient continuellement bivouaqué sur le sommet des montagnes, dans les neiges, manquant souvent de vivres. L'ennemi, pour établir des communications plus rapprochées entre ses troupes dans le Faussigni, et celles dans la Tarentaise, avait cherché à s'emparer du pont de Cressy, en forçant le col de Balmont et mont Sapuy; mais il avait toujours été repoussé avec perte. Ainsi, les Piémontais étaient campés en grande partie à la Chapelle, tenant les hauteurs de Faussigni; ils s'étaient emparés de Salanches et de Cluse, et poussaient jusqu'à Bonneville; ils avaient en conséquence leur droite dans la vallée de Salanches, leur centre à Beaufort et Aigue-Blanche, et leur gauche en Maurienne. Les Français occupaient encore derrière l'Arc,

Conflans, Ugine, et le chemin qui conduit à Beaufort. Les choses en étaient à ce point, au moment où le général Kellerman reparut pour la seconde fois dans le Mont-Blanc.

Le 1er septembre, il envoya dans le Faussigni le premier bataillon de la Gironde, qu'il avait obtenu de pouvoir tirer du siége de Lyon. Il s'établit aux Marches, point central des trois divisions, ordonna des redoutes à la position de Barreaux, requit les gardes nationales des districts des Chambéry, Annecy, Carouge, Thonon et Gex, ainsi que celles du département de l'Isère. Les unes et les autres s'étant rendues avec empressement aux ordres qu'elles venaient de recevoir, le général en forma une seconde ligne. Enfin, il tira de la droite de son armée un bataillon de grenadiers et trois bataillons de volontaires, dont deux restèrent à Valoire en Maurienne.

Jusqu'au 2 septembre, l'ennemi ne fit que de faibles tentatives; mais, ce jour-là, il se présenta avec un corps considérable et du canon, pour forcer le passage de la Charbonnière, château situé sur l'Arc, proche d'Aigue-Belle: quoique le général Le Doyen, qui s'y trouvait, n'eût que quinze cents hommes à lui opposer, il le battit, le repoussa par-tout, et l'obli-

gea de se retirer avec une perte considérable.

Le 10, sous les ordres du général Le Doyen, on força le col d'Albanette, et l'on repoussa tous les postes avancés que l'ennemi avait sur la rive droite de l'Arc. En même temps, la division de la Maurienne avait reçu l'ordre de harceler continuellement l'ennemi, afin de l'empêcher d'augmenter ses forces dans la Tarentaise et le Faussigni, où le général projetait de faire son attaque principale, vers le 20 septembre. Pour en assurer le succès, il avait fait gagner les extrêmes hauteurs à ses troupes, et établir une communication directe avec l'adjudant général Pressy, qui commandait celles placées à Valoire.

Les neiges qui tombèrent le 16 jusqu'au 18 dérangèrent ses projets, les troupes ayant été forcées en grande partie de descendre des montagnes. Malgré ce contre-temps, le général ne discontinuait pas de faire pousser l'ennemi; déjà il s'était replié du village de la Chambre; un bataillon de grenadiers était remonté par la rive gauche de l'Arc, jusqu'à hauteur de la Chapelle. Quatre cents hommes avaient été portés au-delà de la Chambre, un bataillon s'était avancé vers le col de la Madelaine, où il avait été joint par le général Doyen, qui,

venu de la Chapelle avec quatre cents hommes, avait secondé l'attaque du col de la Madelaine, où l'ennemi avait été battu et obligé de se retirer précipitamment sur Moutier. En même temps, la division de la Tarentaise manœuvrait en gagnant les hauteurs, pour harceler l'ennemi sur ses flancs; et les troupes qui étaient dans le Faussigni, soutenues par les gardes nationales du Mont-Blanc, après avoir repoussé l'ennemi de Cluse jusqu'à Salanches, l'avaient attaqué le 28 septembre avec le plus grand succès.

Le même jour, on avait chassé l'ennemi de Beaufort. Le 30, on l'avait battu à Mont-Cornet, et on lui avait pris trois pièces de canon, tous ses équipages, et tué beaucoup de monde. L'adjudant Pressy avoit emporté le Valmenier, le 1er octobre; tous ces mouvemens préparaient, en tournant les ennemis par le flanc, l'attaque projetée par le général, pour le 2 octobre, des positions de Grand-Cœur et d'Aigue-Blanche. Mais la prise du Mont-Cornet ayant découvert la droite des ennemis, ils se retirèrent dans la nuit du 1er au 2 octobre. Dès qu'il en fut instruit, le général se mit à leur suite, à la tête de son avant-garde, en se faisant suivre par la division toute en-

tière, qui campa le même jour à Moutier.

Cependant, les ennemis gagnaient le petit Saint-Bernard avec une telle rapidité, que le général ne put les atteindre que le 4 octobre, au-delà de Saint-Maurice, au village de Saint-Germain, sur le plateau duquel ils avaient établi une batterie de deux pièces de huit, avec lesquelles ils tirèrent, sans beaucoup d'effet, sur l'avant-garde, depuis sept heures du matin jusqu'à dix heures, où la colonne arriva toute entière avec l'artillerie. Pendant que celle-ci faisait taire celle des ennemis, le général faisait tourner la gauche par un bataillon de chasseurs et de grenadiers. Le feu fut très-vif pendant trois heures; enfin l'ennemi fut chassé du plateau de Saint-Germain vers les deux heures après midi, et se hâta de gagner tout à fait le petit Saint-Bernard. [1]

Ainsi, les Piémontais, après avoir pénétré dans le Faussigni et la Tarentaise, fuyaient devant les troupes de la république, mais ils occupaient encore la Maurienne; il était essentiel de leur faire passer le Mont-Cenis, comme les autres avaient passé le Mont Saint-Bernard; afin d'y réussir, le général Keller-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

man fit passer le col des Encombes au brave sixième bataillon de la Gironde, pour le porter sur Termignon; en même temps le général Doyen marchait sur Saint-Jean de Maurienne, dans le dessein de renforcer l'attaque de toute cette partie par le général Dornac, tandis que l'adjudant général Pressy, qui venait de battre les ennemis à Valmenie, marchait pour les attaquer sur leurs derrières et leur flanc gauche.

Toutes ces attaques ayant parfaitement réussi, l'ennemi fut mis en fuite, sans pouvoir arrêter l'impétuosité des troupes républicaines, qu'en rompant sept ponts, afin de fermer le passage à l'artillerie; car nul obstacle ne put suspendre la marche de l'infanterie; elle la continua par les chemins les plus affreux, qui la conduisirent, le 8 octobre, à Termignon, au pied du Mont-Cenis.

Là se termina cette expédition : de sa réussite devait dépendre, pour les ennemis, celle du vaste plan de l'insurrection de tout le Midi.

Le général Kellerman avait profondément étudié la vaste étendue du pays, dont on lui avait confié la défense; et, à l'instar du maréchal de Berwik, qui, avant lui, avait eu à

défendre les Alpes, et, comme lui, à repousser les ennemis de la Tarentaise et de la Maurienne, il avait savamment placé le point intermédiaire de ses forces au camp de Tournoux, d'où il pouvait, dans le besoin, ou faire renforcer l'armée d'Italie, ou faire donner des secours à celle des Alpes, en faisant toutefois surveiller, de ce point intermédiaire, les ennemis et leurs mouvemens, afin d'en instruire les généraux, et leur donner le temps et les moyens de prendre les précautions nécessaires. Malgré cette conduite, le général Kellerman avait été arrêté et renfermé. [1]

Cependant, au moyen de la fuite des Piémontais, et de leur retraite au-delà des monts, Lyon avait été pris le 17 vendémiaire an 2 (9 octobre 1793). L'armée qui l'avait assiégé fut destinée sur-le-champ à joindre celle qui agissait déjà sur Toulon. La garnison de Valenciennes, dont la capitulation portait qu'elle ne servirait pas d'un an contre les alliés, avait aussi été envoyée sur le même point; on tira de l'armée d'Italie douze bataillons, et bientôt quarante mille hommes furent réunis autour de cette ville, dont les Anglais et les Espagnols étaient les maîtres, ainsi que de tous les forts qui s'élevaient sur les sommités dominantes. Mais au même instant où les Piémontais avaient pénétré dans le Mont-Blanc, ils avaient marché sur le Var, et avaient tenté de couper la communication entre l'armée des Alpes et celle d'Italie, en détruisant un pont établi sur cette rivière, entre le Brok et Saint-Martin. Sept cents républicains occupaient un poste en avant de Gillete, pour protéger et défendre ce pont; ils y furent attaqués le 26 vendémiaire an 2 (18 octobre 1793) par quatre mille Piémontais; et, en leur tenant tête toute la journée, ils donnèrent le temps au général Dugomier de venir à leur secours, et de marcher avec eux, le 19, contre l'ennemi, sur lequel on tomba la baïonnette au bout du fusil : après avoir fait feu à trente pas, on le rompit, et on le mit dans une entière déroute.

Après cette action, l'armée d'Italie resta stationnaire dans les positions où elle se trouvait depuis les journées des 8 et 12 juin, afin de couvrir le comté de Nice et le siége de Toulon. Dans cet espace de temps, le général Brunet, dénoncé, avait été remplacé par le général Dumerbion, et le général Dugomier était

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

allé prendre le commandement de l'armée destinée à assiéger Toulon.

Dès les premiers jours de leur débarquement, les Anglais avaient tenté de se rendre maîtres des gorges d'Ollioules, défilés resserrés entre des montagnes inaccessibles, et seul passage qui communique avec l'intérieur du pays. Le général Carteau les y avait attaqués, et avait resserré la garnison dans l'enceinte des défenses extérieures. Les troupes alors, arrivèrent de toutes parts, et dès qu'elles furent réunies, on les mit en action d'après un plan envoyé par le Comité de salut public.

On forma deux corps d'armée et deux attaques; le général Dugomier embrassa tout le front des défenses extérieures du côté du couchant, depuis le fort Malbousquet, jusque sur le promontoire qui ferme l'extrémité de la rade. Du côté de l'est, le général Lapoipe embrassa depuis la montagne Faron qui commande la ville au nord, jusqu'au Cap-Bron et au fort de Lamalgue, qui défend l'entrée de la grande rade. L'essentiel était de se rendre maître d'abord des dehors et de la campagne, afin de resserrer la garnison dans la ville, et d'exposer la flotte aux batteries de terre, qui, au moyen des feux convergens, dirigés de tous

les points de la circonférence, la forcerait d'évacuer la rade. Dès les premiers jours, on s'empara, à la droite, des hauteurs opposées au fort Malbousquet et à la grande redoute anglaise, et on y établit des batteries. On enleva le fort des Pommets, qui commande toutes les hauteurs au nord de la ville; on établit, alors, un camp sur la montagne des Arênes, ce qui coupa les eaux de la ville, et ferma le pont de la petite rivière de Laz.

A la division de gauche, les troupes s'établirent à la Valette, et de là, par des retranchemens et des batteries, s'approchèrent de la côte méridionale de la grande rade et des forts Lamalgue et Marguerite, qui les défendent. Les renforts n'arrivant que successivement, le siége se prolongeait, et les ennemis restaient maîtres des anciennes défenses, et de toutes celles qu'ils avaient construites. Le 10 frimaire an 2 (30 novembre 1793), les assiégés firent une grande sortie; six mille hommes passèrent la rivière de Laz, se portèrent en deux colonnes, l'une sur la hauteur des Arênes, l'autre sur les batteries opposées au fort Malbousquet. Les postes, d'abord surpris, reculèrent; les Anglais parvinrent jusqu'aux batteries des Arênes, et les enclouèrent; leur colonne de droite s'empara

aussi des postes et des batteries qui défendaient les gorges d'Ollioules, et déjà se portait sur le parc d'artillerie, dont elle était sur le point de s'emparer.

Cependant les généraux, accourus au premier feu, rallièrent les troupes et les ramenèrent. Dugomier se mit à la tête de l'attaque, derrière laquelle on reforma quelques bataillons épars; les postes, plus ou moins rapprochés, envoyèrent des renforts. Les chefs alors donnent l'exemple : cette foule, animée par la volonté et par la bravoure, les suit; on la conduit au poste des Arênes; elle le reprend, ainsi que les batteries; elle attaque, elle presse l'ennemi de toutes parts; elle l'oblige d'abandonner précipitamment le terrain, et de repasser la rivière de Laz; et elle le suit de si près dans sa retraite, qu'elle est près d'entrer avec lui dans le fort Malbousquet. C'est à la palissade de ce fort que l'histoire signale, pour la première fois, la bravoure du chef de bataillon Bonaparte, à peine âgé alors de vingt-quatre ans.

Dans cette action, le général Dugomier reçut deux coups de feu; et le général Ohara, arrivé récemment pour commander dans Toulon, fut fait prisonnier. Les assiégés augmentaient leurs défenses; la saison s'avançait; on avait toutes les forces que l'on pouvait espérer. On assembla un conseil de guerre, dans lequel on retrouve encore le nom de Bonaparte, et où l'on arrêta une attaque générale. A l'armée de droite, le général Dugomier fut chargé d'attaquer la redoute anglaise; le général Mouret celle du fort Malbousquet, et le général Garnier celles des forts sur les hauteurs qui commandent la rivière de Laz. A la gauche, le général Lapoipe dut attaquer la montagne de Faron, et le général Laharpe les batteries qui, du cap Bron, dominent sur l'entrée de la rade. Le chef du génie Marescot dut concourir au succès de ces entreprises par tous les moyens de son arme. Le point le plus important était la grande redoute anglaise située sur le promontoire, d'où elle découvrait les deux rades, où les flottes combinées ne pourraient plus se maintenir, si les Français parvenaient à s'en emparer. D'après une reconnaissance faite par le général en chef, les dispositions furent prises pour faire l'attaque par trois colonnes, dont deux devaient tourner la redoute, afin de couper sa communication avec le camp anglais.

Après avoir ainsi disposé toutes les attaques, le 21 frimaire an 2 (14 décembre 1793), on

se mit en mouvement sur tous les points; à celui de la redoute anglaise, les deux colonnes qui devaient la tourner gravirent à l'envi la hauteur escarpée sur laquelle elle était placée; elles franchissent les obstacles; les soldats pénètrent par les embrasures des batteries; le feu d'un retranchement intérieur les oblige trois fois d'en sortir : dans une quatrième tentative, le poste est emporté, et tout ce qui peut se sauver gagne avec peine les embarcations. En même temps, la division aux ordres du général Mouret et celle aux ordres du général Garnier s'emparaient, l'une des deux forts Saint-Antoine, l'autre du fort Malbousquet; et les troupes qui défendaient ces postes se renfermaient dans Toulon. Au signal convenu, l'armée de gauche s'était aussi mise en mouvement; le général Laharpe, après avoir fait sauter la poudrière du cap Bron, avait attaqué dans cette position l'ennemi, qui, après cinq heures de résistance, s'était retiré dans le fort Lamalgue. Le général Lapoipe avait agi sur les hauteurs de Faron, au nord de la ville; et, après avoir emporté le fort situé sur les sommités, l'ennemi avait abandonné les postes inférieurs des forts Lartigue et Sainte-Catherine, qui se trouvaient alors entièrement exposés aux

feux plongeans de l'assaillant et à ceux du fort Faron. Une partie des troupes qui défendaient ces différens forts se rembarqua; le reste se retira dans Toulon, où la confusion commençait à régner à un point extrême.

Les marins, craignant pour leurs vaisseaux, qui, dès ce moment, se trouvaient exposés aux feux des batteries de terre, dont les Français venaient de s'emparer, et qui les découvraient de tous côtés, voulurent se hâter de quitter les rades. Les troupes de terre ne voulaient pas s'exposer à tenir plus long-temps dans une place dont tous les dehors étaient occupés par un assiégeant victorieux; et les habitans, en proie au désespoir et aux justes craintes d'un avenir menaçant, accroissaient le désordre et l'irrésolution. Bientôt cependant la mer se couvrit de légers bâtimens chargés de familles fugitives qui cherchaient sur la flotte ennemie un asile contre le ressentiment mérité de leur patrie; mais plusieurs de ces bâtimens furent coulés bas, les uns par l'excès de leur charge, les autres par les batteries des rivages opposés, plusieurs par le canon même des vaisseaux anglais : néanmoins dix à douze mille habitans de Toulon évitèrent, de cette manière, la vengeance nationale. Les 27 et 28 frimaire an 2 (18 et 19

décembre 1793), les flottes espagnole et anglaise se réfugièrent aux îles d'Hières, en laissant encore quelques troupes dans la ville et dans le fort Lamalgue, pour protéger leur retraite : pendant qu'elle s'effectuait, on bombardait la ville. Enfin, après quatre mois de siége, l'armée républicaine rentra en possession, le 29 frimaire (20 décembre), d'une ville dont la trahison s'était emparée, et que la valeur venait de recouvrer. Toulon offrit alors le spectacle le plus affreux; les Anglais, avant de s'enfuir, avaient mis le feu à tous les vaisseaux français qu'ils n'avaient pu emmener; l'arsenal était embrasé, la ville presque déserte; on n'y rencontrait, pour ainsi dire, que des forçats qui, dans le bouleversement général, avaient brisé leurs fers. On s'occupa d'abord d'arrêter les progrès des incendies; on visita tous les magasins à poudre : on fit arriver une division de l'armée dans Toulon. Avant d'entrer dans la ville, on s'était emparé d'une grande abondance de porcs, de moutons et de bœufs, envoyés par le pape. On avait aussi trouvé une assez grande quantité de fourrages, de provisions de toute espèce, de tentes, d'équipages, et plus de cent pièces de canon, de gros calibre, dans les forts et les redoutes. En entrant dans

Toulon, on trouva deux cents chevaux espagnols, sellés et bridés, qui n'avaient pu être embarqués; environ trente mille charges de blé; plusieurs autres articles très-importans, et jusqu'au trésor des ennemis. Le 30 frimaire (21 décembre 1793), les représentans du peuple Barras, Fréron, Roberspierre le jeune, Salicetti, écrivirent au comité de salut public, pour faire part à la convention de cette importante nouvelle. [1]

La prise de Toulon donna un grand éclat au gouvernement conventionnel; tous ses ennemis au dedans et au dehors étaient vaincus, soumis ou découragés; le systême d'opposition du Midi devenait impossible à suivre; les restes des partis opposans dans le Calvados, la Bretagne, Bordeaux, Marseille, se dérobaient aux vainqueurs; les Vendéens venaient d'éprouver une défaite totale; au Nord, depuis la bataille de Hondtschoot, on avait repris l'offensive; au Midi, l'armée des Alpes restait entièrement maîtresse du Mont-Blanc; l'armée d'Italie, sous les ordres du général Massena, avait terminé la campagne par un avantage brillant qui assurait les positions de l'armée pendant les quartiers d'hiver.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

Une nombreuse garnison défendait le fort de Castel-Genet, situé sur la sommité d'une montagne; l'avantage du lieu donnait de grands moyens aux Piémontais pour se défendre; les soldats français avaient pris une pièce de canon, l'avaient portée l'espace de deux milles, et, la hissant, à force de bras, sur une hauteur qui dominait le fort, ils y avaient mis une batterie, et avaient bientôt obligé les Piémontais de se rendre.

Le fort pris, on s'était emparé successivement de trois camps et du poste de Figareto, le 21 brumaire (14 novembre); ce qui avait terminé la campagne dans cette partie des Alpes maritimes.

Ici, il est impossible de n'être pas étonné comment, malgré le changement continuel des généraux, les dénonciations dont ils étaient sans cesse entourés ou menacés, les contrariétés sans nombre qu'ils éprouvaient, la pénurie pour les munitions de guerre et de bouche, le despotisme des commissaires de la convention, au moment où Lyon soutenait un siége, et où Toulon se rendait aux Anglais et aux Espagnols, on avait mis encore autant de suite dans les opérations, autant de ténacité et de bravoure dans les attaques, et comment on avait contenu

l'ennemi par une défensive dont l'activité et la sagesse furent très-honorables aux armées françaises.

Au milieu de ces événemens, dont nous avons dû nous borner à indiquer la plus grande partie; après la déclaration de la guerre, l'expulsion des ministres patriotes, la déloyauté dans l'exécution du décret qui concernait la suppression de la garde du roi, l'entêtement à refuser la sanction au décret du camp sous Soissons, et à ceux contre les prêtres et les émigrés; après la journée du 20 juin, où la dignité royale avait été dégradée; après celle du 10 août, où la royauté avait été détruite; après celle du 2 septembre, où des hommes de sang avaient donné la mesure de toutes les horreurs dont ils étaient capables, la convention se permit, le 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793), la sentence inique et impolitique qui traîna l'infortuné Louis XVI sur l'échafaud, où sa femme et sa sœur ne tardèrent pas à le suivre. Ce prince, retenu dans l'ignorance des hommes, accoutumé à voir tout céder à sa volonté, ne pouvait avoir une idée juste d'une résistance durable, ni de la gravité des circonstances dans lesquelles il se trouvait; il les regardait comme une crise orageuse qui ne pouvait se prolonger,

et dont les moteurs se lasseraient les premiers. En conséquence, il crut pouvoir céder à ses conseils qui le poussaient à la résistance, et se perdit avec eux. On ne saurait s'empêcher de s'attendrir sur le sort de ce malheureux monarque, quand on lit que, dans le silence de sa prison, il regardait la Sierra-Morena, en Espagne, comme une terre de repos, comme un asile où les droits de père de famille et de cultivateur ne lui seraient pas disputés. La postérité impartiale lui reprochera peut-être d'avoir trompé la foi publique, en trahissant la nation au moment où il acceptait la constitution, et tandis qu'il faisait déclarer la guerre aux puissances coalisées en sa faveur. Tout le monde s'accordait à reconnaître en lui des mœurs pures, un jugement froid, l'amour et le desir du bien public, des intentions pacifiques; mais sa faiblesse creusa l'abyme où il précipita le trône et sa famille. Les conséquences de cet événement furent terribles; il divisa la convention en deux partis : celui qui avait voté la mort du roi, sentant bientôt que sa puissance reposait sur une injustice, se crut forcé d'exercer un pouvoir tyrannique; tout homme probe lui parut un juge redoutable : alors naquirent les délations, les destitutions, les persécutions, les

prisons, les tribunaux révolutionnaires, les échafauds, la mort, la tyrannie la plus atroce dont les annales de l'histoire aient été souillées.

Après cette catastrophe, Manuel, l'un des plus ardens amis de la liberté, écrivait à la convention, en lui envoyant sa démission : « Citoyens représentans, qu'avez-vous fait ? « Tels que vous êtes (la vérité m'échappe), oui, « tels que vous êtes, vous ne pouvez plus sauver « la France; et l'homme de bien n'a plus qu'à « s'envelopper de son manteau. »[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

FIN DU LIVRE DIX-NEUVIÈME.

SOMMAIRE
DU LIVRE VINGTIÈME.

La mésintelligence se glisse parmi les coalisés. — Les Vendéens sont battus. — L'Angleterre fait de nouveaux efforts pour resserrer les nœuds de la coalition. — L'empereur vient joindre son armée près de Tournay. — Il y est battu, ainsi que le duc d'Yorck. — Pichegru s'empare d'Ypres, et menace les Pays-Bas. — Jourdan bat complètement Cobourg à Fleurus. — Il l'oblige de se retirer sous Maestricht. — Le duc d'Yorck s'était retiré sous Breda. — Les Français se trouvent les maîtres des Pays-Bas, et se disposent à entrer en Hollande. — Sur le Rhin, ils menacent Manheim et Mayence. — Du côté de l'Italie, ils ont déjà dépassé Oneille et Loano, et marchent sur Ponte-di-Nava et Ormea. — Même succès depuis le col de Tende jusqu'au mont Saint-Bernard. — Le général Dumerbion bat les coalisés à Cairo. — Il ne profite pas de sa victoire. — Événemens du 8 thermidor. — Legendre chasse les jacobins de leur club. — La terreur cesse peu à peu d'étendre son voile sanglant sur la France. — Usurpation et partage de la Pologne. — Prise de la Hollande. — Les armées des Alpes et d'Italie soutiennent la défensive, et, malgré la très-grande supériorité de l'ennemi, il ne peut réussir à pénétrer sur le territoire de la république. — Paix conclue avec l'Espagne, la Prusse, quelques états de l'empire germanique. — La convention est attaquée le 1er prairial. — Le représentant Ferraud est assassiné. — Le 3 prairial, la convention fait marcher des troupes contre le faubourg Saint-Antoine. — Les rebelles se soumettent. — La convention nomme une commission pour rédiger une nouvelle constitution.

LIVRE VINGTIÈME.

Depuis la mort de Louis XVI et la reprise de Toulon, jusqu'à la formation du directoire exécutif.

Du 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793) au 14 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795).

On avait dit à la tribune de la convention nationale que le cri de la victoire avait retenti des bords du Var à ceux du Rhin. En effet, placés entre l'échafaud de leurs tyrans et le canon de leurs adversaires, les Français avaient méprisé les dangers du dedans, avaient triomphé des périls du dehors, et la patrie avait dû à la fois au courage de ses guerriers et son salut et sa gloire.

Les Autrichiens, pressés par des bataillons nombreux, étaient battus près de Maubeuge, et contraints de se retirer dans la forêt de Mormale.

Sur le Rhin, les succès avaient été encore plus rapides et plus décisifs ; les Prussiens et les Impériaux s'étaient emparés des lignes de la Lauter, de Weissembourg, du Fort-Louis ; ils avaient investi Landau, et repoussé les Fran-

çais jusqu'à Strasbourg et Saverne : heureusement le duc de Brunswick, qui poussait ces opérations avec ardeur, avait été contrarié dans ses plans par les Autrichiens.

Le général Hoche qui avait battu, près de Sarbruck, un corps d'armée prussienne, s'était réuni, dans les premiers jours de frimaire (6 novembre), au général Pichegru : ils avaient emporté à la baïonnette la redoute de Frechewiler, près de Werth; et les Prussiens étant chassés de ce passage, les Autrichiens avaient évacué la redoute d'Haguenau.

En vain le duc de Brunswick avait-il rallié, l'épée à la main, ses troupes découragées, la valeur brillante qu'il avait déployée dans cette circonstance n'avait eu d'autre résultat que d'empêcher la retraite de devenir une déroute complète; les troupes françaises, profitant de leurs avantages, avaient repris Weissembourg, le prince de Hohenlohe avait levé le siége de Landau, le général Wurmser avait repassé le Rhin, et le duc de Brunswich s'était retiré sur Mayence.

Du côté des Pyrénées occidentales, les Espagnols avaient été battus dans la vallée de Bastan, et forcés de repasser en désordre la Bidassoa; vers les Pyrénées orientales, après

avoir laissé prendre Vernet, ils avaient perdu la bataille de Peyre-Tortes, où sept mille cinq cents Français avaient défait quatorze mille Espagnols, pris leur camp, vingt-six pièces de canon, quatre obus, une forte somme d'argent, tué environ mille hommes, blessé deux cents, et fait seize cents prisonniers. On leur avait pris en outre une grande quantité de postes, et on les avait chassés des hauteurs voisines de Villelongue.

Du côté du Var, Toulon venait d'être repris. Il semblait que les braves défenseurs de la patrie voulaient effacer, par leurs hauts faits, la honte dont on s'était couvert en France par tant de jugemens iniques et d'exécutions injustes.

Enfin la mésintelligence commençait à se glisser parmi les coalisés. L'Empereur, mécontent de voir Frédéric Guillaume s'emparer de Dantzik, de Thorn et d'une partie de la grande Pologne, venait d'ordonner l'évacuation de l'Alsace, et de se borner à la défensive : tandis que le prince de Brunswick écrivait au roi de Prusse, d'Oppenheim, en quittant le commandement de l'armée, le 14 nivose (6 janvier), [1] pour se plaindre que l'égoïsme

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

et la défiance avaient détruit toutes les mesures prises par les armées combinées. En même temps l'Empereur, rappelant à tous les états de l'Empire les périls que courait l'Allemagne, invitait tous les cercles à se lever en masse; mais sa demande était mal accueillie; on ne croyait pas dans l'Empire à l'impossibilité de la paix; et l'ambition des grandes puissances, qui voulaient démembrer la France, n'était point approuvée par les princes allemands, à qui la guerre offrait beaucoup de dangers sans aucun espoir d'indemnité. Frédéric Guillaume, sur-tout, s'opposait le plus hautement à la levée en masse des peuples de la frontière. D'un autre côté, on soupçonnait l'Autriche de traiter avec la France. Enfin le roi de Prusse, ne pouvant pas supporter plus long-temps les dépenses d'une guerre aussi coûteuse, exigeait les indemnités qui lui étaient dues, il demandait que les cercles se chargeassent de l'entretien de son armée.

Sur le refus des cercles, au mois de pluviose (mars), le roi avait signifié qu'il ne fournirait plus que son contingent, comme électeur de Brandebourg, et avait ordonné au général Mellendorf, qui avait remplacé le duc de Brunswick, de se retirer sur Cologne, en

laissant vingt mille hommes sous le commandement du général Kalkreut.[1] Cette défection du roi de Prusse avait encouragé les puissances neutres à résister aux menaces de l'Angleterre, qui voulait les forcer à prendre part à la guerre.

Les Vendéens, faute de secours, venaient d'être battus à Noirmoutiers, et avaient échoué dans leurs attaques sur Granville; dès cet instant ils ne furent plus en état de résister à leurs ennemis.[2]

L'Angleterre, ayant manqué l'occasion favorable de ruiner la France par la guerre civile, résolut de s'emparer des colonies françaises en Amérique; et, pour n'être pas troublée dans cette entreprise, chercha tous les moyens de rendre la guerre du continent plus active; en conséquence elle fit un traité avec le roi de Sardaigne, prêta de l'argent à l'Empereur, et assura des subsides au roi de Prusse.[3]

Cependant, soit que la division d'intérêt et d'opinion, soit que le refroidissement pour la destruction de la France, et la désunion parmi

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).

les coalisés, aient été ou non une des causes des premiers avantages dont se glorifia cette nation, il n'en exista pas moins, dès cet instant, une énergie vraiment aussi étonnante qu'inconnue jusqu'alors. On doit dater de cette époque, non pas les premiers prodiges de valeur des armées françaises, mais une espèce d'émulation entre elles, qui signala continuellement une bravoure peut-être sans exemple, des hauts faits vraiment surnaturels, et une suite étonnante de succès ou de conquêtes. En effet, on vit, dès cette époque, les armées françaises combattre contre les troupes les mieux exercées et les mieux disciplinées de la très-grande majorité des puissances de l'Europe, remporter contre elles des victoires sur tous les points de l'hémisphère. Ainsi, en même temps que de nouveaux ministres du Seigneur, autorisés par le gouvernement, ne pouvaient établir la moindre stabilité dans le nouveau clergé; que de nouveaux magistrats, de nouveaux administrateurs amovibles ne pouvaient mériter de la part du peuple une confiance indispensable dans leurs fonctions; des sous-officiers et des soldats, s'élevant en grade sur les débris des institutions royales, devenaient, les uns des officiers distingués;

les autres des généraux dont la conduite, la hardiesse, l'ardeur et les succès étonnaient les officiers vieillis sous les armes, et qui avaient joint à l'expérience, acquise pendant la guerre, une étude assidue de cet art pendant la paix. Une nécessité continuelle de vaincre ou de mourir n'aurait pas même laissé le temps de recourir à des principes. On ne connaissait q'une émulation, celle de contribuer à la victoire; la célérité des mouvemens, la multiplicité des actions entraînait la volonté, et nécessitait une audace, une témérité couronnées de succès presque toujours inattendus, auxquels la prévoyante et prudente sagesse n'aurait jamais permis de se livrer, tant les chances auraient paru peu favorables, et les tentatives trop hasardées. Ce fut cependant avec ces élémens de soldats, de sous-officiers, d'officiers et de généraux nouveaux, sans expérience; ce fut avec des hommes mal vêtus, à peine nourris, mal armés, non payés, jamais exercés, couchant sur la terre, ne se plaignant jamais, allant au combat en chantant, ne respirant que le bonheur et la gloire de leur patrie, que le monde étonné vit exécuter, dans toutes les saisons et sous tous les climats, des prodiges que l'histoire osera à

peine transmettre à la postérité, et dont nos arrière-neveux douteront peut-être.

Avant l'ouverture de la campagne, les coalisés avaient tenu un grand conseil de guerre en Flandre, où l'on avait arrêté toutes les opérations; mais le duc d'Yorck, ne voulant pas servir sous les ordres d'un général autrichien, l'empereur François II, pour terminer toutes les contestations, s'était déterminé à venir se mettre lui-même à la tête de ses troupes; sa présence en avait ranimé l'ardeur, et leur première opération avait réalisé les espérances que tant d'efforts réunis avaient fait concevoir. Après avoir battu les Français à Cateau-Cambrésis, les coalisés avaient assiégé Landrecy, et, dès le commencement de la campagne, ils se trouvaient à quarante lieues de Paris; mais ce fût là le terme de leurs prospérités. Après plusieurs combats, plusieurs succès alternatifs, Clairfait avait été repoussé près de Tournay. Les Français, après avoir forcé le passage de la Sambre, avaient fait de vains efforts pour chasser le général Kaunitz de sa position, entre Rocroy et Bitche. L'Empereur, arrivant alors à Tournay, avait formé le plan d'une attaque générale; elle devait se faire sur trois colonnes; la première sous le commandement de l'empereur et du prince de Cobourg; l'autre sous celui du prince Charles et de Clairfait; le duc d'Yorck et le colonel Mak étaient chargés de la troisième. Ces trois colonnes furent battues par les Français; la cavalerie hanovrienne, culbutée, mit le désordre dans l'armée du duc d'Yorck, qui ne dut son salut qu'à la vîtesse de son cheval. Après ce revers, les alliés avaient repris leur position près de Tournay, et ils y avaient été attaqués de nouveau par les Français, qui y avaient perdu douze mille hommes. D'un autre côté, Kaunitz et Beaulieu avaient remporté quelques avantages, l'un sur la Sambre, l'autre près de Bouillon; mais tous ces combats n'étaient que le prélude d'actions plus importantes, et d'événemens plus décisifs.

Les Français, pressés par les circonstances, stimulés par un gouvernement terrible, et animés par cet enthousiasme qui franchit tous les obstacles, avaient changé totalement de tactique; profitant de la supériorité de leur nombre, et comptant pour rien les places fortes qu'ils laissaient derrière eux, ils avaient déconcerté, par des marches hardies, le système prudent et méthodique de leurs adversaires. Leur valeur tumultueuse et bouillante avait

triomphé de l'ordre, de la discipline des Autrichiens, qui voyaient la baïonnette française braver leur artillerie et forcer leurs retranchemens les plus redoutables.

Tandis que le général Jourdan occupait la gauche des ennemis; que le général Pichegru, à la tête d'une armée française, battait les Anglais dans la Flandre occidentale, s'emparait d'Ypres, et menaçait les Pays-Bas, une autre armée française marchait vers le duché de Luxembourg, forçait Kaunitz et Beaulieu de se retirer. Dans cette crise périlleuse, le prince de Cobourg, voulant tenter un dernier effort, avait marché pour secourir Charleroy, dont il ignorait la reddition. Jourdan l'avait battu complètement à Fleurus. Cette victoire, plus célèbre que celle de Jemmapes, avait été décisive. Le prince de Cobourg, battu par quatre-vingt mille hommes, et craignant d'être tourné par une autre armée de soixante-dix mille, qui venait de vaincre le duc d'Yorck et Clairfait, et de prendre Ypres, menacé d'un autre côté par la troisième armée française qui forçait Beaulieu à évacuer Namur, avait en vain voulu tenir quelque temps dans la forêt de Soignes; il y avait perdu sept mille hommes, en avait été chassé, et s'était retiré sur Maestricht. Le duc d'Yorck, tardivement secouru par le lord Moira, avait fait sa retraite sur Breda : dès cet instant, l'empereur, perdant toute espérance, était retourné à Vienne, laissant son armée, vaincue à Fleurus et sur la Roër, forcée de revenir en Allemagne.

A la suite de ces victoires, les Français s'étaient emparés sans obstacle de tous les Pays-Bas; ils avaient repris Valenciennes, Condé, Lequesnoy, Landrecy, qu'ils avaient laissés derrière eux, et ils se préparaient à porter la guerre en Hollande.

Sur le Rhin, les Autrichiens et les Prussiens avaient également été battus; les Français menaçaient Manheim et Mayence.

Ainsi avait fini, dans le Nord, la campagne de la seconde année de la république (août 1794), qui avait ressuscité de si brillantes espérances, et qui se termina par la défaite de ces formidables armées dont les maîtres semblaient, quelques mois auparavant, n'avoir à s'occuper que du partage de leurs conquêtes.

Mais, pendant que les armées françaises s'immortalisaient sur les bords du Rhin, en Flandre, dans les Pyrénées, et obtenaient partout des avantages qu'on ne devait pas attendre de leur inexpérience dans l'art de la guerre,

elles n'acquéraient pas moins de gloire vers l'Italie, où leurs succès étaient encore plus décisifs. Maîtres du pied des Alpes, depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, les Français attendaient avec impatience le moment favorable pour commencer les attaques qu'ils avaient projetées sur les différens points des Alpes par où ils pouvaient pénétrer dans les états du roi de Sardaigne. Ce prince, tremblant pour son trône, effrayé des victoires, des maximes et des partisans des Français, même parmi ses sujets, s'était empressé de mettre sous la protection de l'Autriche, Tortone, Alexandrie, Saravalle, dont s'étaient emparés les généraux autrichiens, abandonnant la défense de la Lombardie à des milices, en attendant un corps de troupes que l'empereur faisait marcher sur Mantoue.

Ainsi la droite de l'armée piémontaise se prolongeait sur les hauteurs de Valdieu; la gauche s'appuyait sur Coni; le centre n'était pas éloigné de San-Dalmazo; et la cour de Turin, ayant vu échouer sa dangereuse tentative d'une levée en masse, comptait encore, pour la sûreté de l'intérieur du pays, sur quinze mille étudians appelés à s'enrôler, soixante bataillons demandés aux barons, vingt escadrons projetés, et un corps de cavalerie napolitaine qui était sur le point d'arriver : pour l'extérieur et ses côtes de la Méditerranée, sur une escadre anglaise qui croisait dans les mers de Toscane et de Gènes. Outre le desir des Anglais d'être les maîtres de ces mers, ils voulaient maintenir le grand duc dans la coalition, et forcer les Génois d'y entrer : ceux-ci s'obstinaient à conserver la neutralité, autant que pouvait le faire un état faible, à demi révolutionné, entouré de grandes puissances, qui, en invoquant sa neutralité, ne craindraient pas de la violer dès l'instant où elles le croiraient utile à leurs intérêts ou à leurs projets.[1]

Au moins chercha-t-on, du côté des Français, à colorer, par des formes diplomatiques, la conduite que l'on tint avec Gènes dans la position où l'on se trouvait, et d'après le projet arrêté au comité de salut public, d'enlever au roi de Sardaigne le port et la ville d'Oneille, seule place qui lui restait pour communiquer avec les Anglais, ses protecteurs, et avec l'île de Sardaigne. Oneille servait aussi de retraite aux corsaires des puissances coalisées, qui interceptaient le commerce de Marseille avec la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

côte de Gènes. Pour arriver à Oneille, il fallait traverser quelques lieues du territoire génois. Le sénat, qui voulait maintenir sa neutralité, étayait le refus qu'il faisait d'accorder le passage, de l'appréhension assez bien fondée que les Autrichiens, sous les ordres du baron de Wins, n'exigeassent la même condescendance, et que la république ne devînt le théâtre de la guerre : mais que peuvent les raisons diplomatiques contre la volonté du plus fort? Il importait aux Français d'appuyer le succès de leurs armes dans le Midi par un succès politique, et la force seule pouvait le leur procurer. Néanmoins on voulut conserver l'honneur des procédés; et, soit pour gagner le gouvernement de Gènes, ou seulement pour tranquilliser le peuple, les représentans Riccord, Salicetti et Roberspierre jeune, adressèrent, le 10 germinal an 2 (30 mars 1794), une proclamation aux Génois, qu'ils terminaient par l'engagement formel de la discipline la plus exacte dans l'armée française.[1]

Après cette proclamation, le général Dumerbion fit ses dispositions le 17 germinal an 2 (6 avril 1794); il fit attaquer le camp de Fougasse

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

par le général Bizannet, qui l'enleva le même jour; et, le lendemain, le général Macquart enleva tous les postes aux environs de Breglio. Pendant ces différentes opérations, qui occupaient les ennemis du côté de Saorgio, le reste de l'armée d'Italie marchait, par la Corniche, sur Oneille : afin de l'arrêter, les Piémontais avaient occupé et fortifié les hauteurs de Sainte-Agathe; mais ces obstacles, loin d'arrêter les soldats républicains, ne servirent qu'à enflammer leur courage. Déjà ils ont entraîné des canons sur des montagnes inaccessibles; déjà ils ont gravi les hauteurs de Sainte-Agathe; et la rapidité avec laquelle ce poste a été enlevé a imprimé une telle épouvante, qu'Oneille n'a pas tardé à être évacué et abandonné par les troupes sardes, qui se sont retirées en désordre dans les gorges des Apennins, et s'y sont empressées d'y aller calomnier les troupes françaises et augmenter la terreur qui les avait précédées. Les ennemis avaient affecté de répandre dans les campagnes que les Français, par-tout où ils passaient, mettaient tout à feu et à sang, et se faisaient un jeu des viols, des sacriléges et du pillage : ces bruits avaient produit les plus terribles effets; quarante mille ames avaient fui d'Oneille, et on ne rencontrait dans

cette ville ni femmes, ni enfans, ni vieillards. On doit sentir combien une pareille émigration, en jetant l'épouvante parmi les peuples ignorans des campagnes, devait multiplier les obstacles et rendre toujours plus difficile l'exécution des projets des généraux français et des représentans du peuple : il fallait donc se hâter de détromper tous ceux des habitans, sur-tout de la campagne, avec lesquels on pourrait communiquer. Les soldats ne touchèrent à aucune image, à aucune statue religieuse, dans ce pays, où toutes les murailles en étaient couvertes; ils ne contrarièrent aucun préjugé; ils respectèrent tous les usages; bivouaquant sur des champs d'orangers, éprouvant le besoin d'étancher leur soif, ils respectèrent et les arbres et les fruits; quelques-uns d'eux même, s'étant couchés par mégarde sur des feuillages qu'ils croyaient inutiles, offrirent de les payer, sur la simple réclamation du propriétaire. Ils surent ainsi se rendre dignes de l'estime générale, ôter jusqu'au moindre prétexte à la calomnie, et s'attirer bientôt la confiance et l'admiration des habitans des villes et des campagnes.

On trouva dans Oneille douze pièces de canon, que les ennemis n'avaient pas eu le temps d'enclouer. La prise de cette ville augmenta

l'espèce de stupeur qui s'était emparée de la cour de Turin; elle alla même, dit-on, jusqu'à faire former au roi le projet de sortir du Piémont. Outre la dernière insurrection de Canale, il venait de s'en manifester une nouvelle dans les collines de Saint-Damien; ce qui n'était pas fait pour tranquilliser un roi déjà effrayé, qui, d'un côté, voyait ses états ou envahis ou attaqués là où les Français n'avaient pas encore pu pénétrer; qui, de l'autre, voyait les préparatifs qui se faisaient pour le rassemblement des troupes de la coalition, porter un caractère de lenteur et de découragement que la bravoure et l'audace des troupes françaises semblaient encore augmenter.

L'Italie, en paix depuis plus de quarante-cinq ans, livrée au luxe et à la mollesse, ayant perdu jusqu'aux moindres idées militaires, soumise au despotisme de ses gouvernans et à l'intolérance de ses prêtres, impuissante dans ses moyens d'attaque ou de défense, ne pouvait songer ni à procurer des forces aux puissances coalisées, dont elle avait si imprudemment promis de servir les passions et de seconder les projets ambitieux, ni à résister chez elle à l'irruption des Français, si jamais ils réussissaient à franchir entièrement les barrières qui

s'opposaient encore à leur entrée en Italie.

Cependant la prise d'Oneille n'était que le prélude de succès plus importans : après s'en être rendu maître, ainsi que de Loano, le général Massena s'était porté, le 27 germinal (16 avril 1794), sur Ponte-di-Nava; ce point important et redoutable était défendu par quinze cents Autrichiens que le général fit attaquer avec une telle vivacité, qu'on ne leur donna pas même le temps de faire usage de leur artillerie; on leur passa sur le corps, après en avoir tué une centaine; et l'on marcha vers la ville d'Ormea, dans laquelle on entra le 28 germinal (17 avril), l'épouvante en ayant déjà chassé et dispersé dans les montagnes la garnison, après y avoir abandonné douze pièces de canon, quarante barils de poudre et trois mille fusils : quoique très-avantageusement situé, le fort d'Ormea suivit le sort de la ville, en se rendant à la première sommation, et en consentant à ce que la garnison, de quatre cents Autrichiens, fût prisonnière de guerre. Le lendemain 29 germinal an 2 (18 avril 1794), on envoya un trompette sommer Garrisio, à trois lieues d'Ormea, et Garrisio ouvrit ses portes. On trouva dans Ormea six mille mines de blé, des farines pour le service journalier des troupes,

beaucoup de riz et une superbe manufacture de draps, qui put en fournir sur-le-champ une grande quantité à l'armée; il s'y trouva, en munitions de guerre, mille fusils de calibre, un grand nombre de fusils de chasse, quarante barils de poudre, dix mille cartouches, autant de pierres à fusil, deux belles pièces sur affût de campagne, dix pièces de bronze fondues sous Louis XIV, et différens effets d'armement et d'approvisionnement. On y fit soixante-onze prisonniers; et cent seize déserteurs, venant d'Ormea, se rendirent à Nice. En se décidant à attaquer Oneille, on avait arrêté de mettre en mouvement, dans le même instant, toute la ligne des troupes qui bordaient les Alpes depuis le Faussigny jusqu'au comté de Nice : en conséquence, d'après les ordres donnés par le général Dumas vers la gauche, le 5 floréal an 2 (24 avril 1794), le général Bagdelone, après avoir bivouaqué deux jours sur les plus hautes montagnes, attaqua, par leur droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du mont Valaisin, à la pointe du jour, après avoir marché dix lieues dans la neige, sur la crête des montagnes : ces redoutes emportées, on s'était empressé d'en tourner l'artillerie sur celle de la chapelle du petit Saint-Bernard, qui fut bien-

tôt évacuée. Il en fut de même, le 8 floréal (27 avril 1794), pour le poste important de la Tuile; les redoutes du lac Ardente, de Sels et de la Briga. Les Piémontais, effrayés, prirent la fuite de toutes parts, et, après avoir abandonné leurs redoutes, se retirèrent en hâte sur la ville d'Aoste, au bord de la Doria, poursuivis par les Français plus de trois lieues au-delà des postes qu'ils venaient d'abandonner. Les fruits de cette victoire furent vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, deux cents fusils, treize espingoles, plus de deux cents prisonniers.

Vers le centre, on devait attaquer le Mont-Cenis, défendu alors par toutes les troupes piémontaises que le général Kellerman avait forcé d'évacuer la Tarentaise et la Maurienne, lors du siége de Lyon; mais, pour réussir avec plus de facilité dans cette expédition, pendant qu'une partie de l'armée marchait par la Maurienne, une division de trois mille hommes, assemblée à Briançon, après s'être emparée des forts Miraboux, Maupertuis et du poste des Prats, s'était portée dans les vallées de Bardonauche et de Sézanne, s'était emparée d'Oulx, *Locellum*, dont parle César dans ses Commentaires, avait pris Fenestrelles, et s'était avancée presque sous le canon d'Exiles. En même temps,

les troupes françaises rendues à Lunebourg, ayant à gravir le fameux Mont-Cenis, une première colonne, sous les ordres du capitaine Cherbin, s'était emparée, à la droite de cette montagne, aux cris de *vive la république !* des redoutes des Rivets et de la Ramasse, dont elle avait tourné l'artillerie contre les ennemis, et s'était ensuite rendue maîtresse de toutes les autres redoutes. Une seconde colonne, sous les ordres du général Bagdelone, avait tourné l'ennemi pendant l'attaque de la première, en franchissant des précipices affreux, et forcé les Piémontais à abandonner leur superbe et nombreuse artillerie, leurs équipages et des magasins considérables en munitions de guerre et de bouche. Les Français les avaient ensuite poursuivis jusqu'aux bourgs de Ferrières et de la Novalèse, où ils avaient établi leurs avant-postes, après avoir tué ou fait prisonniers huit ou neuf cents hommes, pris vingt pièces de canon, plusieurs obusiers et une grande quantité de munitions et de provisions de toute espèce, quoique l'ennemi, en fuyant, eût mis le feu à ses magasins.

Ainsi le Mont-Cenis était enlevé dans le centre, tandis qu'à la droite, pénétrant en Piémont par le col de l'Argentière, on s'emparait

de la vallée de Sture et du poste des Barricades; ce qui mettait à même d'établir bientôt la communication entre l'armée française des Alpes et celle d'Italie. Pendant ces succès de l'armée des Alpes, celle d'Italie ne s'était pas bornée à ses premiers avantages. Une colonne de dix mille hommes, après s'être emparée de Lentosca et de Belvedère, menaçait les camps de Marle et de Rauss. Le Mont-Saint-Pélerin, sur les frontières de Gènes et du Piémont, venait d'être emporté; le 10 floréal an 2 (29 avril 1794), les forts de Saorgio, Rocabilière et Saint-Martin, avaient été pris. Dès-lors les ennemis avaient été forcés d'abandonner leur camp des Sources et celui de Rauss. Le général Serrurier s'était porté en avant, dans la vallée de Blouro : partout les Piémontais avaient été complètement battus; on leur avait pris plus de soixante pièces de canon de tout calibre, une grande quantité de munitions, et on leur avait fait environ deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient quelques officiers de marque. Ainsi, repoussés de toutes parts de leurs forts et de leurs positions, les Piémontais voyaient leur système de défense détruit; toutes leurs forces étaient isolées, leur ensemble était rompu, et la terreur qui s'était répandue parmi eux avait

bientôt été suivie du désordre et de la déroute.

Cependant le but des généraux français de l'armée d'Italie n'était pas encore rempli; aussi les généraux Macquart et Massena attaquèrent, le 19 floréal an 2 (8 mai 1794), les Piémontais placés sur les hauteurs qui dominaient l'embranchement du chemin de la Briga avec celui de Tende, où ils semblaient vouloir intercepter la communication des armées françaises sur les Alpes : en vain les ennemis, au nombre de plus de huit mille hommes, voulurent-ils opposer de la résistance; attaqués par trois colonnes, ils furent complètement battus et poussés jusqu'au-delà du village de Tende, dont on s'empara, et où l'on se posta. Néanmoins, instruits par les déserteurs et les prisonniers que les Piémontais étaient dans le dessein de ne s'arrêter au col de Tende que pour assurer l'évacuation de leur magasin, et entrer ensuite dans le Piémont, les généraux ne leur en donnèrent pas le temps : les monts escarpés, les neiges dont ils étaient couverts, les hauteurs jusqu'alors inaccessibles, rien n'arrêta les Français dans leur poursuite; les magasins furent pris; et, à la suite de pareils prodiges, les plaines du Piémont dûrent s'attendre à être bientôt témoins de la valeur et

de l'énergie de ces intrépides républicains. [1]

Après ces différentes actions, le roi de Sardaigne, voyant son armée diminuer et ses finances s'épuiser, créa des billets de crédit, et, afin de se procurer des soldats, accorda une amnistie à tous les déserteurs.

En même temps, dans l'état de Milan, on s'efforçait de faire des recrues, en leur promettant, outre l'engagement d'usage, une assignation de 100 livres, payable à la fin de la guerre, à 6 pour 100. De pareils moyens employés pour avoir des soldats n'annonçaient pas une grande ardeur de la part des peuples de la Lombardie, pour aller se mesurer avec les Français.

Aucune des cours de l'Italie, engagées dans la coalition, n'était tranquille; chacune tremblait de payer bien cher son imprudence. La consternation qui régnait dans Turin était extrême. Pendant que l'on y faisait porter à la monnaie l'argenterie des églises, celles-ci retentissaient des prières qu'on adressait à l'Éternel, pour qu'il daignât s'opposer aux malheurs dont on était menacé. On voyait accourir de tous côtés les habitans du Piémont, qui venaient s'entasser dans la capitale. Le roi avait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

déjà fait partir beaucoup de ses effets pour l'intérieur de l'Italie. Une insurrection, qui venait d'éclater en Sardaigne le 25 floréal an 2 (5 mai 1794), augmentait encore les inquiétudes; le peuple de Cagliari, aigri par l'orgueil du vice-roi et de tous les fonctionnaires royaux, les avait embarqués et portés à Livourne, à l'exception du vice-roi, qui avait été gardé à vue dans le golfe. On crut en même temps avoir découvert à Turin une conspiration, qui tendait à s'emparer de la citadelle, de l'arsenal, de la famille royale, à la faveur d'un tumulte auquel devait donner lieu l'incendie du théâtre.

Ces différens événemens firent prendre à la cour de Turin des mesures de répression qui augmentèrent les mécontentemens; enfin elle eut l'imprudence de faire publier un édit qui mit le comble aux alarmes du peuple, et augmenta les dangers dont la cour était menacée. Tous les habitans capables de porter les armes, de quelque condition qu'ils fussent, devaient se tenir prêts à marcher contre l'ennemi quand ils en seraient requis par le tocsin. [1]

Les succès des Français continuaient. Le 23

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

prairial an 2 (11 juin 1794), le général Almeyras battit quinze cents Piémontais dans la vallée d'Aoste; le 29 du même mois (17 juin), le général Bagdelone les repoussa en avant du petit Saint-Bernard. Du côté de la Méditerranée, la garnison de Loano, après avoir mis en fuite quatre mille Piémontais, les chassa de la Pietra, le 15 messidor (3 juillet). Le général Lebrun, après s'être emparé, le 26 messidor (14 juillet), dans le comté de Tende, du village de Vernante, sur le seul chemin qui sert de passage, par les Alpes, de Tende à Coni, prit de vive force, le 8 thermidor (26 juillet), le village de Rocavione, sur la rive gauche du Gesso, aussi sur le chemin de Tende à Coni, mais beaucoup plus près de cette dernière ville.

Enfin, les quatrième et cinquième jours des sans-culottides de l'an 2 (19 et 20 septembre 1794), le général Dumerbion, ayant marché contre dix à douze mille Autrichiens, qui, après s'être postés entre Finale et Acqui, et avoir poussé leurs avant-postes sur le territoire de Gènes, menaçaient de s'emparer de Savone, au moyen d'une grande route qu'ils venaient d'ouvrir sur ce point,[1] chassa, d'abord le 4, les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).

Autrichiens des villages de Mollare, de Pallare et de la plaine de Carcare, d'où ils filèrent, pendant la nuit, sur Dégo et Cairo, où était leur camp. Il les suivit ensuite le 5 avec une telle rapidité, qu'il les atteignit à Cairo, lorsqu'ils étaient occupés à couvrir leur retraite et à faire filer leurs équipages. Quoique le jour fût très-avancé, le général Dumerbion, profitant de la bonne volonté et de l'ardeur de ses troupes, attaqua l'ennemi sur tous les points; et, malgré la résistance opiniâtre qu'il mit à défendre les positions avantageuses qu'il avait prises pour couvrir sa retraite, il n'en fut pas moins chassé à la baïonnette en moins d'une heure et demie de jour qui restait. L'ennemi perdit dans cette action plus de mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et ne dut son salut qu'à la nuit, dont il profita sagement pour s'échapper : sa déroute fut telle cependant, qu'il laissa une partie de ses blessés, et abandonna ses magasins remplis de vivres et de fourrages.

Les Français bivouaquèrent sur le champ de bataille. L'on peut raisonnablement présumer que, s'ils avaient voulu profiter de leur victoire, ils auraient facilement poussé au moins jusqu'à Bastogno, et même jusqu'à Acqui, sur la Bor-

mida ; mouvement qui pouvait s'opérer en moins de quatre marches, pendant lesquelles le général Massena, qui se trouvait à Garesio, aurait pu, en suivant le Tanaro , se porter sur Ceva et Mondovi, et pousser peut-être jusqu'à Cherasco, au confluent du Gesso et du Tanaro : ce qui, en procurant aux armées françaises l'avantage de prendre des quartiers d'hiver dans le Mont-Ferrat, leur aurait assuré les moyens de commencer la campagne de l'an 3 (septembre 1794), en dégageant les passages des Alpes, en avançant dans le Mont-Ferrat, et en entrant dans l'Alexandrin, le Tortonaise, etc. Des personnes qui prétendent être très-instruites, accusent le représentant Albitte de s'être opposé au desir du général Dumerbion de marcher en avant, et de profiter de la défaite et de l'épouvante des Autrichiens pour pénétrer plus avant dans le Piémont.[1] Quelle qu'ait été la cause d'une faute aussi capitale, elle n'en contribua pas moins à retarder de plus d'un an l'entrée des armées françaises en Italie. En effet, les Français étaient, il est vrai, maîtres du sommet des Alpes partout où ces montagnes étaient accessibles aux hommes; tant en Savoie que dans le comté de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

Nice; mais, lorsqu'après avoir escaladé ces rochers couverts d'une neige aussi ancienne que le monde, on voulait pénétrer dans le Piémont, soit par le col de Tende ou par le Mont-Cenis, il fallait prendre la ville de Coni et celle de Suse : la difficulté de réussir dans l'une ou l'autre entreprise était connue de tous les militaires. Nous avons déjà vu que Coni avait inutilement été assiégé en 1744 par le prince de Conti, après une campagne très-brillante ; les fortifications de cette place avaient été depuis considérablement augmentées. La ville de Suse, bâtie dans un défilé appelé le Pas de Suse, n'était pas une place très-fortifiée par elle-même; mais elle est gardée par deux forts : le plus considérable est celui de la Brunette, dont les ouvrages, creusés dans le roc, sont impénétrables au canon.

Cependant les obstacles qui s'opposaient à la conquête de ces deux places étaient moins dans la bonté des fortifications que dans leur position topographique. Dans les gorges des Alpes, un siége ne peut être continué long-temps ; les neiges qui couvrent tous ces défilés les rendent inaccessibles, jusqu'au mois de mai, à un convoi d'artillerie ; et, lorsque la fonte des neiges commence, les moindres ruisseaux se changent

en fleuves rapides, qu'il est impossible de franchir. Ce n'est que dans les premiers jours de juin, après l'écoulement des grosses eaux, qu'on peut rassembler dans ces agrestes contrées tous les préparatifs nécessaires pour tenter un siége; mais, dès la mi-septembre, les neiges qui commencent à tomber mettent fin à ces entreprises.

Ce furent ces difficultés locales qui sauvèrent Coni en 1744. Le commandant, sachant que l'hiver combattrait bientôt en sa faveur, se défendait avec obstination; et, lorsque les Français se flattaient de jouir de leur triomphe, l'abondance des neiges les força de revenir dans le comté de Nice, pour éviter cet inconvénient.

Nous avons déjà fait connaître comment les Français, maîtres de nouveau du comté de Nice, après la révolution de Gènes en 1746, ayant voulu pénétrer en Piémont par le Mont-Genèvre et le col d'Exiles, cette entreprise, infiniment hasardeuse, avait été suivie de la défaite du chevalier de Belle-Isle au col de l'Assiette, en 1747. Les généraux de la république avaient à éviter les écueils sur lesquels avaient échoué leurs prédécesseurs dans la même carrière. En conséquence, ils s'arrêtèrent à suivre les bords de la mer, sur le chemin appelé la côte du Ponent; à occuper le marquisat de Final,

quoique ce pays appartînt aux Génois, et à pénétrer dans le cœur du Piémont par le Mont-Ferrat.

Après avoir franchi quelques défilés que forment ces montagnes adossées aux Alpes et aux Apennins, on trouve la vallée qu'arrose le Tanaro, et qu'on pouvait suivre jusqu'à Albe ou à Mondovi; c'était le seul chemin par lequel il fût possible d'aller, en tout temps, de Provence en Italie. Mais ce chemin, bordé d'affreux précipices, où l'on ne peut rien porter qu'à dos de mulet, et où, dans quelques endroits, quatre personnes ne peuvent passer de front, ce qui lui a fait donner le nom de Corniche, était encore exposé au feu continuel des vaisseaux anglais. Il fallait d'ailleurs garder une communication de plus de cinquante lieues, et combattre perpétuellement entre des rochers, des précipices, des torrens, où quelques bataillons peuvent à chaque pas arrêter une armée entière, et où la difficulté des convois n'est pas un des moindres obstacles. Mais, après la faute commise de n'avoir pas profité de la victoire de Cairo pour se porter en avant sur la Bormida et dans la vallée du Tanaro, les Autrichiens, revenus de leur terreur, s'étaient empressés d'envoyer au roi de Sardaigne de si

puissans renforts, que, quoique les Français, après avoir franchi les dangers de la Corniche, fussent restés maîtres d'Ormea, de Garesio, d'Oneille, de Loano et de quelques places moins importantes, ils ne réussirent à pénétrer plus avant, qu'environ une année après la bataille de Cairo.

Ainsi se termina, dans le Midi, la campagne de l'an 2 (août 1794), dont le dénouement changea les destinées de l'Europe, et pendant laquelle les Français gagnèrent six batailles rangées, et s'emparèrent de cent vingt-quatre villes.

Mais la république fut aussi malheureuse sur la mer, qu'elle était triomphante sur le continent. Presque tous les officiers de la marine française étaient émigrés, et, dans la guerre maritime, il est impossible au courage de suppléer à l'instruction : les Anglais s'étaient emparés entièrement de la Corse; l'amiral Hood avait battu complètement l'armée navale républicaine, et lui avait pris sept vaisseaux de guerre. [1] Les escadres britanniques s'étaient emparées des îles de Sainte-Lucie, de la Guadeloupe, de Marie-Galande, de la Martinique

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

et de la Desirade. Le parlement avait décerné des remerciemens à sir Charles Gray et à Jones Jerwis. Les Français, pour tous dédommagemens de pertes si graves, n'avaient eu à se féliciter que de l'entrée d'un convoi de cent soixante navires qui leur portaient des grains des États-Unis, et de l'enlèvement d'un grand nombre de bâtimens de commerce que leurs corsaires avaient pris aux Anglais. Les rois de l'Europe dûrent dès-lors s'appercevoir qu'ils n'étaient que des gladiateurs payés par la Grande-Bretagne pour prolonger, au détriment de leurs sujets et au péril de leurs couronnes, une guerre dont le cabinet de Londres devait seul retirer les fruits. [1]

Mais si la haine du gouvernement anglais desirait augmenter les maux intérieurs de la France, elle dut être complètement satisfaite. Jamais aucun pays ne fut la proie d'une anarchie plus sanglante, et d'une tyrannie plus féroce : on aurait cru que l'inhumanité des hommes qui l'opprimaient ne pouvait s'accroître; la division qui s'établit entre eux la porta jusqu'au délire. Depuis le 31 mai, où ces cannibales avaient osé immoler à leur ja-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

louse fureur les hommes les plus instruits, les plus probes, les mieux intentionnés, et les plus courageux de la convention; depuis qu'ils avaient osé en incarcérer une autre partie, dont ils craignaient la moralité, les seuls moyens pour arriver au pouvoir, ou pour éviter d'être traîné dans les prisons et sur l'échafaud, étaient d'enrichir la populace par le pillage, d'effrayer la vertu par des supplices, et de proposer les lois les plus sanguinaires et les plus absurdes. C'est ce dont s'acquittèrent, jusqu'à la frénésie, les comités du gouvernement, et ceux révolutionnaires répandus sur la surface de la république. Si quelque chose fut capable alors de contre-balancer les crimes des décemvirs et de leurs suppôts, ce fut l'amour constant, l'amitié filiale, la douce piété, la générosité héroïque et la véritable philosophie, qui se faisaient remarquer dans toutes les prisons, dans tous les cachots, et au milieu de tous les supplices différens que firent éprouver à leurs compatriotes ces monstres, sur les actions desquels on ne saurait imprimer une horreur et une honte trop ineffaçable pour l'instruction des générations futures. Aussi, en même temps que l'histoire se chargera, quoiqu'avec douleur, de transmettre à la postérité les crimes, les extravagances, les erreurs, sur lesquels on eut à gémir pendant le cours de cette partie de la révolution, elle fera connaître, avec satisfaction, la vertu, la sagesse, la vaillance militaire, le courage civique, dont les exemples furent si communs; elle attestera sur-tout qu'à cette époque tout, dans la nation française, fut marqué d'une empreinte de grandeur, dont les temps antiques les plus célèbres offrent peu d'exemples. Cependant, malgré tous les efforts des tyrans pour voiler la vérité, les yeux de la multitude commencèrent à s'ouvrir; de si longues proscriptions, de si cruelles persécutions, de si nombreux assassinats commençaient à inspirer universellement autant de courroux que de terreur; on s'indignait d'obéir à des hommes qui, en prônant la liberté, ne cessaient d'enchaîner ceux dont ils craignaient le talent et le courage; qui, en prêchant la la vertu, se permettaient le pillage, et qui osaient parler d'humanité à ceux qu'ils livraient aux bourreaux. Ainsi, tandis que Roberspierre donnait le signal d'une destruction universelle, tandis qu'il songeait à en rejeter l'horreur sur ses collègues ou sur ses instrumens; tandis que, depuis six semaines,

il conjurait leur perte, dans le dessein, dit-on, de se faire proclamer dictateur, ses collègues, qui n'ignoraient ni sa haine ni leurs dangers, résolurent de prévenir leur ruine, en tranchant les jours de ce monstre. Ce fut cette heureuse désunion qui occasionna la grande explosion des 8 et 9 thermidor an 2 (26 et 27 juillet 1794), qui se termina en traînant sur l'échafaud l'infâme auteur de tant de maux, et quelques-uns de ses abominables complices. Tous ne subirent pas, à la vérité sur-le-champ, le supplice qu'ils méritaient : Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et quelques autres de leurs semblables, régnaient encore dans la capitale; il n'y avait pas un seul département où l'on ne pût compter plusieurs de leurs complices. Les cheveux se hérissent, en songeant qu'on osa proposer le remplacement des décemvirs, si justement immolés enfin à la vengeance publique. Si l'on eût accepté cette proposition, c'en était fait; la convention et les Français eussent été engloutis dans cet abyme incalculable de cruautés, de despotisme, d'oppression et de crimes : heureusement, les députés qui venaient de renverser Roberspierre, ne voulurent pas perdre le fruit de cette heureuse révolution; ils rendirent la liberté aux membres du corps législatif renfer-

més dans diverses prisons : on décréta que le comité de salut public serait renouvelé tous les mois, au scrutin. Enfin le représentant Legendre, qui avait failli à devenir la victime des tyrans en voulant défendre son collègue Danton, marcha, suivi de quelques hommes courageux, au club des Jacobins, les en chassa, et en apporta les clefs à la convention.

Dès ce moment, la terreur cessa peu à peu d'étendre son voile sanglant sur la France. Une grande partie des suppôts de Roberspierre, des juges, des jurés, des bourreaux du tribunal révolutionnaire, plusieurs membres de la commune de Paris, expièrent leurs forfaits sur l'échafaud; les prisons s'ouvrirent; les comités révolutionnaires furent dissous. Mais la vengeance publique prit bientôt un caractère de férocité qui dégénéra en assassinats prémédités : des compagnies de Jésus et du Soleil se permirent, dans le Midi, des atrocités non moins coupables que celles des Collot, des Couthon, des Lebon et des Carrier; dans d'autres parties de la république, les chauffeurs se distinguèrent par les cruautés les plus inouies; enfin, sous le nom d'émigrés ou de royalistes, on vit se former des bandes de brigands, se croyant autorisés à voler les deniers publics et à mettre

à contribution, ou sur les grands chemins, ou chez eux, tous les acquéreurs de biens nationaux, ou les propriétaires accusés de patriotisme. L'opinion publique, égarée par la soif ardente de la justice, semblait applaudir à ces réactions, et les favoriser, sous le prétexte de venger les crimes de la terreur. Bientôt alors on se permit des crimes aussi horribles, soit en se rendant juge et bourreau, soit en payant des brigands pour noyer, étouffer ou poignarder les personnes sur lesquelles on était bien aise d'exercer sa vengeance, ou dans lesquelles seulement on voulait punir la simple différence d'opinions. Tel est donc le sort fatal des hommes; ils ne savent jamais se fixer à un juste milieu, quand il s'agit de rendre justice. Arrêtés dans leur marche vers le bien public, par l'habitude de vouloir s'établir juges des actions qui leur sont personnellement nuisibles et des personnes qu'ils en accusent, ils oublient que la justice la plus sévère et la plus impartiale est le seul moyen de gagner l'opinion générale; que cette justice seule peut affermir un gouvernement; et que, sans elle, il ne peut y avoir ni société, ni morale, ni vertu, ni puissance. Ces vérités, consacrées par les annales de l'univers, sont aussi respectables qu'anciennes : puissent-elles être gravées à jamais dans le cœur des souverains du monde! puissent les peuples, éclairés par le tableau effrayant des malheurs de la France désorganisée, se rallier sans cesse, avec respect, aux autels de la justice et de l'autorité!

Tandis que les Français, par une heureuse révolution, venaient d'échapper au monstre de l'anarchie démocratique, qui les avait menacés d'une destruction totale, une nation plus malheureuse avait vainement défendu sa liberté et son existence contre le monstre du despotisme, qui avait fini par l'envelopper de ses chaînes, et par l'anéantir. Les Polonais se voyaient en butte à la mauvaise foi scandaleuse, à l'injustice oppressive, à l'ambition sanguinaire de quelques monarques qui, sans aucun motif et au mépris de leur serment, avaient porté le fer et la flamme au milieu d'une nation vaillante, juste et généreuse, qui s'était mise sous leur protection, et méritait leur estime par la sagesse et la modération de sa conduite. En vain les Polonais avaient prouvé, par leur constitution du 3 mai 1791, l'heureux résultat des travaux d'une diète aussi sage dans ses opérations qu'éclairée dans son patriotisme; en vain tous les gouvernemens de l'Europe avaient félicité le roi Stanislas et la nation polonaise de cette heu-

reuse révolution, l'impératrice de Russie, opposant seule son ressentiment personnel à l'approbation générale, résolut de renverser cette constitution qui enlevait la Pologne à son joug, et dérobait une proie à son ambition. Le prétexte de l'impératrice fut de soutenir quelques nobles, qui devinrent honteusement célèbres, sous le nom de fédérés de Targowits : cette fédération, il est vrai, n'alarma pas beaucoup d'abord les Polonais, qui se croyaient assurés de la protection de l'Angleterre et de la Prusse; mais, cruellement joués par Frédéric-Guillaume, ils le comptèrent bientôt au nombre de leurs ennemis, et ne tardèrent pas d'avoir à se défendre en même temps contre l'invasion des troupes russes et prussiennes. Conduits par un roi trop irrésolu, les Polonais nommèrent, pour les commander, Kosciusko, que sa sage conduite, sa bravoure, sa modération, son courage et ses malheurs ont rendu cher à tous les amis de l'humanité et de la liberté. Ce général, malgré la multitude d'ennemis qu'il avait à combattre et la disproportion des forces, aidé de l'enthousiasme de la liberté, eût peut-être triomphé d'une coalition où il régnait peu d'harmonie, et que l'opposition des intérêts pouvait dissoudre d'un instant à l'autre; mais

la trahison rendit inutiles tous les efforts de la vaillance polonaise; et Kosciusko se vit perdu au moment où il croyait, par une victoire éclatante, assurer l'indépendance de son pays. Informé que Fersen voulait opérer sa jonction avec Souworof, Kosciusko marcha rapidement contre lui. Poninski, chargé d'empêcher le passage d'une rivière, le livra aux Russes, et n'obéit point à l'ordre qu'il avait reçu de rejoindre l'armée avec sa division. Kosciusko, privé de ce secours, fut attaqué à Maciciowice par le général Fersen. Quoique les Russes fussent trois fois plus nombreux que les Polonais, la victoire fut disputée avec acharnement pendant toute la journée. Le général polonais repoussa deux fois les ennemis; et, déployant dans cette action les talens d'un général et la bravoure d'un soldat, il rendit long-temps, par des prodiges de valeur, la fortune incertaine: mais enfin, percé de coups, il tomba; et ses troupes, en se retirant, le laissèrent au pouvoir de l'ennemi. Lorsque les officiers russes le firent reconnaître aux Cosaques, qui allaient terminer sa vie, entendant prononcer son nom, ils témoignèrent leur admiration pour son courage et leur pitié pour son malheur. Kosciusko, ouvrant les yeux et apprenant sa défaite, demanda

vainement la mort, qu'il préférait à la captivité. Les Russes le traitèrent avec les égards dus à son caractère; et, dès qu'il put soutenir la route, ils l'envoyèrent à Pétersbourg, où l'impératrice, trop irritée pour être généreuse, renferma dans un cachot cet ennemi si redoutable pour elle; il n'en sortit qu'après la mort de cette princesse. Paul Ier signala le commencement de son règne en lui rendant la liberté; cet acte magnanime lui valut de justes éloges. La victoire de Fersen n'abattit pas le courage des Polonais; mais le sage Kosciusko ne présidait plus à leurs opérations; et, au lieu de suivre ses conseils, de tenir toujours la campagne, les républicains, s'étant renfermés dans les fortifications de Prague, y succombèrent avec la liberté, dans un assaut meurtrier où il périt plus de neuf mille Polonais, et après lequel les maisons furent pillées, les femmes outragées, les enfans égorgés, et plus de trente mille victimes livrées par Souworof à la férocité des soldats russes. Après cet événement, Varsovie, sans défense, fut obligée de capituler. Souworof avait promis une amnistie complète, Catherine refusa de la ratifier. Tous les hommes distingués par leur patriotisme furent proscrits; on confisqua leurs biens; une inquisition terrible poursuivit les actions, épia les pensées, et punit une nation infortunée de toutes les vertus qu'elle avait développées.

Enfin, après autant d'injustices, de massacres, de proscriptions, d'inquisition, fruits amers du despotisme sur un peuple qui ne dépendait en aucune manière des monarques destructeurs, les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, délivrées de tout obstacle, partagèrent tranquillement leur proie ensanglantée, et voulurent anéantir jusqu'au nom de la Pologne; mais l'histoire, en consacrant la gloire des vaincus, couvrira d'une tache ineffaçable l'injuste usurpation des vainqueurs, et apprendra à la postérité combien les atrocités froidement calculées du despotisme monarchique surpassèrent, dans le Nord, les crimes de la démagogie effrénée dans le Midi.

Aussi la révolution qui venait d'effacer la Pologne de la liste des nations, fut-elle très-nuisible au grand intérêt de la coalition formée contre la France. En effet, dans le même temps où les rois coalisés devaient avoir pour but de prouver la douceur et la justice du gouvernement monarchique, de faire haïr les désordres de l'anarchie, la cupidité des factions, les cruautés de la tyrannie popu-

laire, ces mêmes rois, gouvernés par les maximes du despotisme, surpassaient impolitiquement, en cruautés et en injustices, les démagogues qu'ils voulaient renverser.[1] Mais, si les républicains français ne surent pas établir chez eux la justice et la liberté, ils surent au moins maintenir leur indépendance; et l'exemple effrayant de la Pologne fit jurer aux Français de verser tout leur sang, plutôt que de subir les lois de leurs ennemis; ils étaient d'ailleurs trop animés par leurs victoires pour en suspendre le cours.

Les Français, malgré un hiver rigoureux, voulurent profiter de l'effroi que leurs succès répandaient dans l'armée des alliés, pour compléter leur défaite; et, poussant sur tous les points les Autrichiens, les Anglais et les troupes du stathouder, qui se retiraient en désordre, ils profitèrent du secours des glaces pour franchir toutes les rivières et tous les canaux qui, dans tout autre temps, auraient rendu la conquête de la Hollande impossible à leur courage. Dès le commencement de la campagne de l'an 3 (octobre 1794), Maestricht et Nimègue étaient tombés au pouvoir des Français. Le général

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

Pichegru avait attaqué ensuite les alliés sur tous les points, depuis l'Océan jusqu'au Rhin, et les avait battus par-tout. Clairfait, repoussé, avait été obligé de se retirer en Allemagne. Frédéric-Guillaume avait laissé dans l'inaction les soixante-dix mille hommes qu'il fournissait à la coalition. L'armée anglaise, dans un dénuement affreux, avait été obligée de se retirer. Enfin le général Pichegru, avec des talens, des plans très-bien combinés, des moyens immenses, favorisé par la division et la dispersion des alliés, la disposition des Bataves[1] et la rigueur de la saison, avait franchi rapidement toutes les rivières qui pouvaient retarder ses opérations; précédé par le général Magdonal, qui, le premier, avait passé le Vahal, et dont la marche hardie avait déconcerté le stathouder et décidé la conquête de la Hollande.

Dès-lors aucun obstacle n'arrêta les Français. Le prince d'Orange s'enfuit en Angleterre; l'armée anglaise s'embarqua à Brême; on abolit le stathoudérat; et le gouvernement français, qui pouvait regarder les Provinces-Unies comme une conquête légitime, leur rendit généreusement leur indépendance. Cette

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

conquête totale et rapide, l'habileté des généraux, les prodiges de valeur des soldats républicains, qui, bravant tous les dangers et toutes les souffrances, combattaient sans crainte sur des abymes qu'un rayon de soleil pouvait à chaque instant ouvrir sous leurs pas, inspirèrent la plus juste admiration aux puissances neutres, et répandirent la plus profonde consternation dans les cours ennemies. Ce peuple, dont on plaignait l'esclavage, venait, au 9 thermidor, d'immoler ses tyrans; cette nation, qu'on se flattait d'écraser, était par-tout triomphante; ce pays, qu'on voulait démembrer, reculait de tous côtés ses frontières, et semblait même dédaigner de garder tout ce qu'il avait conquis.[1] Dans une pareille position, le gouvernement français, montrant, par sa conduite avec la Hollande et ses décrets contre les anarchistes, son desir de terminer à la fois la guerre et la révolution, il est probable que l'Europe eût pu jouir bientôt de la paix qu'elle souhaitait, si le ministère anglais n'avait pas cru son existence liée à la continuation des hostilités. Profitant habilement et de l'influence de ses richesses et de l'aveuglement des passions irri-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

tées, il ranima l'espoir trompé des Vendéens, des émigrés, des cours de Vienne et de Turin, et parvint à prolonger ainsi les malheurs de l'humanité.[1]

Cependant, tandis que les dangers imminens que l'on avait courus du côté du Nord, où les ennemis avaient pénétré si avant dans la France, avaient fait prendre au comité de salut public les mesures les plus vigoureuses et les plus efficaces pour les repousser, on avait négligé les armées qui avaient couvert le Midi en s'emparant de la sommité des Alpes, et en s'y maintenant; dans le même temps où l'on s'occupait, dans la convention, à ramener la justice et le respect pour les lois, les propriétés et les personnes, on avait laissé prendre, dans les départemens méridionaux, aux anarchistes royaux un empire qui ne tendait à rien moins qu'à opérer une autre révolution. Pour assurer la réussite de ce projet, dont les royalistes de l'intérieur s'occupaient plus activement que jamais, les Anglais avaient préparé des secours formidables pour ranimer le courage et augmenter les forces des rebelles de la Vendée; et on avait arrêté, parmi les puissances coalisées,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).

de diriger les plus grands efforts contre l'armée d'Italie ; ils en connaissaient la faiblesse, et ils espéraient que le défaut de renforts et le manque de fonds, anéantissant tous les services, les mettraient dans le cas de pénétrer facilement, par plusieurs points, dans les départemens qui bordent les Alpes, où ils croyaient être assurés d'une grande prépondérance, par le secours des autorités constituées, des membres des tribunaux, des émigrés rentrés, de leurs parens, des prêtres, etc.

Ce fut dans cet état de choses, au mois de germinal de l'an 3 (avril 1795), que l'on confia au général Kellerman le commandement des armées des Alpes et d'Italie, dans un moment critique où il fallait, avec des moyens bien faibles, tromper l'attente des coalisés au dehors ; déjouer les projets et les menées des conspirateurs au dedans; arrêter tant d'efforts réunis; faire avorter un plan, dont la réussite eût entraîné la destruction de l'armée française; la marche du roi de Sardaigne sur Lyon; l'envahissement, par l'armée austro-sarde, des départemens méridionaux, où dominaient les royalistes, et où l'on attendait le prétendant; tandis qu'en même temps le roi d'Espagne, loin de songer encore à faire la paix, après s'être

emparé avec facilité des départemens limitrophes de ses états, serait venu aider à rétablir le trône des Bourbons au milieu des flots de sang, et à y faire monter Louis XVIII.

Entourés de dangers et d'obstacles aussi multipliés, de circonstances aussi épineuses, le général et les troupes sous ses ordres développèrent, dans la défensive la plus difficile, autant de fermeté, de patience, de courage, d'intrépidité, que les autres troupes de la république en avaient montré ailleurs dans une offensive dont les succès avaient été si brillans; et, si la gloire que ces braves défenseurs de la patrie acquirent alors sur les Alpes eut un moins grand éclat aux yeux du vulgaire, elle n'en fut pas moins bien plus réelle aux yeux des connaisseurs : on en jugera par le détail des opérations de cette campagne, qui dérangea totalement les plans des ennemis, et prépara les succès rapides qui en furent les suites.

Le général Moulin, qui commandait l'armée des Alpes, n'avait à ses ordres que quinze mille hommes, avec lesquels il devait garder, sur des montagnes escarpées, un front d'une énorme étendue, depuis le Mont-Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux, en surveillant les mouvemens et en arrêtant les entreprises de vingt-

quatre mille Piémontais, soutenus par une forte réserve.

La faiblesse de cette armée, l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre quelque siége qui pût opérer une diversion efficace et favorable à l'armée d'Italie, vers laquelle se dirigeaient les principales forces de l'ennemi, enfin le danger que l'on aurait couru, si, en faisant agir offensivement cette armée, elle eût reçu un échec qui eût ouvert le Mont-Blanc aux ennemis; tous ces motifs décidèrent le général Kellerman à se renfermer, pour cette partie, dans la défensive la plus stricte, jusqu'au moment où des circonstances différentes pourraient permettre de prendre l'offensive. Après avoir donné des ordres en conséquence au général Moulin,[1] il se rendit à Nice; mais, en passant à Toulon, il se concerta avec le vice-amiral Martin, pour les opérations respectives pendant la campagne. En arrivant, le général trouva toutes les administrations et les services dans un état de délabrement fait pour donner les plus grandes inquiétudes;[2] d'autant que la campagne était ouverte; que l'ennemi, deux fois plus nombreux, très-bien pourvu et prêt à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (37).

attaquer, menaçait sur-tout la division de droite, sur laquelle il dirigeait ses principales forces. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; il fallait se hâter d'ordonner les dispositions nécessaires, d'après les circonstances; et, tandis que le représentant Beffroy se rendait à Gènes, à travers bien des périls, pour tâcher d'y rassembler des fonds, dont on avait le plus pressant besoin,[1] le général Kellerman se rendit à la tête de l'armée, où il arriva le 1er messidor an 3 (19 juin 1795). Voici les positions hasardées qu'elle occupait : La division de droite, aux ordres des généraux Massena et Serrurier, forte de dix-neuf mille hommes, appuyée, par sa droite, à Vado, occupait les hauteurs en avant, en s'étendant par celles de Saint-Jacques, Corbua, Saint-Pantaléon, Mélogne, Bardinetto, Saint-Bernard et le plateau de la Planète, sur lequel le général ordonna la construction d'une forte redoute; elle descendait ensuite vers Intropa, sur le Tanaro, en avant d'Ormea, et se dirigeait vers les cols de Linfer et de Terme, Viogennes et Carlino. La division du centre, aux ordres du général Macquart, forte d'environ sept mille hommes, ap-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

puyait sa droite au Mont-Bertrand, tenait les cols de Tanarello et de Toxe, son centre au col de Tende, et sa gauche à celui de Sabion. La division de gauche, forte de quatre mille hommes, couvrait les cols de Rauss et de Fenestre, passant par Saint-Martin de Lentosca, proche des sources de la Vesubia; Saint-Dalmas, Tibiano, San-Salvador; Isola, sur la rivière de la Tinea, et San-Stephano, extrémité de la gauche de toute l'armée. Ainsi, d'après ces détails, l'armée d'Italie, en forces disponibles, y compris ce qu'il y avait sur la rivière de Gènes, pour la sûreté des magasins, et dans les points intermédiaires, contre les Barbets, pour assurer la communication, se trouvait forte de trente-un mille hommes, et celle des Alpes de quinze mille; tandis que celle austro-sarde, napolitaine et piémontaise, se montait à cent cinquante-un mille hommes, dont quarante-cinq mille Autrichiens, six mille Napolitains et cent mille Piémontais, y compris les Barbets et les bataillons de milice, dont une partie tenant garnison.

La plus grande partie de l'armée autrichienne, jointe aux Napolitains, sous les ordres du maréchal de Wins, campait en avant de Cairo, où était le quartier-général. Les Piémontais,

aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute la cavalerie piémontaise. La vallée de Sture était occupée par un corps de huit mille hommes; le duc d'Aoste en commandait un de quinze mille dans les vallées de Suse et d'Oulx; le duc de Mont-Ferrat, un de neuf mille dans la vallée d'Aoste. On avait placé une réserve au bourg Saint-Dalmas, proche Coni, et un corps de huit mille hommes sur les hauteurs vis-à-vis le col de Tende. Les Barbets étaient disséminés au milieu de l'armée française, et principalement dans les divisions du centre et de gauche de l'armée d'Italie : c'étaient, pour la plupart, des habitans des campagnes des pays occupés par ces deux divisions, et que l'on avait conquis sur le roi de Sardaigne. Ces hommes, répandus au milieu des troupes françaises, représentés par l'histoire de tous les temps comme des assassins et des voleurs de profession, faisaient à l'armée une guerre très-désagréable. Les militaires et les employés qui voyageaient isolément, les détachemens trop faibles, les convois qui n'étaient pas suffisamment escortés, leur échappaient rarement. Pour se garantir de cet ennemi, pour ainsi dire domestique, et plus

dangereux pour les Français que les troupes réglées du roi de Sardaigne, il fallait réserver sur les derrières, pour employer uniquement aux escortes, une force beaucoup trop considérable pour ce service, et qui eût été beaucoup mieux employée aux avant-postes.

Pendant que le général Kellerman était occupé à organiser les services de l'armée d'Italie, le général Moulin, d'après les ordres qu'il en avait reçus, avait tenté, le 28 germinal an 3 (17 avril 1795), avec dix-huit compagnies, divisées en trois colonnes, l'attaque du col du Mont, dont l'occupation était si importante pour la sûreté de ce point; mais la neige, qui tomba alors en abondance, opposa aux troupes des difficultés qui rendirent inutile cette première tentative. La saison ayant rendu la communication plus favorable, le général Moulin avait repris son projet d'attaque, et ordonné au général de brigade Voillat, commandant en Tarantaise, de faire ses dispositions en conséquence.

Le 23 floréal an 3 (12 mai 1795) ayant été fixé pour l'exécution de cette entreprise, deux mille deux cents hommes partirent de leurs cantonnemens, et, une fois réunis, on les divisa en trois colonnes : celle de gauche, forte

de huit cents hommes, devait suivre la route du col de la Salière, descendre à la Chapelle, et y laisser deux cent cinquante hommes en observation, afin d'empêcher l'ennemi d'arriver par le village de Fournel; le surplus de cette colonne devait pénétrer par le col, et seconder les autres attaques : mais elle fut arrêtée par une tourmente affreuse, et obligée de rétrograder. La colonne de droite, forte de quatre cents hommes, devait tourner les sommités, ou appuyer la gauche des retranchemens du col du Mont, et tâcher de pénétrer, à travers des glaciers, sur un baracon de l'ennemi. Cette colonne ne put pénétrer sur le flanc des retranchemens; mais elle traversa les crêtes, et arriva à sa destination dans le moment où la colonne du centre emportait les dernières redoutes.

La colonne du centre, forte de mille hommes, devait faire le principal effort; elle fut favorisée dans sa marche par un vent impétueux du nord-ouest, qui emportait dans les yeux des ennemis la neige qui, tombant abondamment et à gros flocons, la tenait dans une parfaite sécurité. Cette colonne, après avoir passé, dans le plus grand silence, les premiers retranchemens qui n'étaient point occupés, arriva à une redoute, jusqu'à une demi-portée

de pistolet, sans répondre au feu de l'ennemi; et, dans moins d'une demi-heure, elle eut enlevé successivement tous les retranchemens à la baïonnette; fit deux cent dix prisonniers, parmi lesquels beaucoup d'officiers, et s'empara des magasins et de toute l'artillerie. Le reste des troupes ennemies s'échappa, ainsi que celles cantonnées au Baracon, où elles mirent le feu en se retirant.

Outre leur valeur ordinaire, nos troupes montrèrent, dans cette circonstance, une patience et une constance incroyables; elles marchèrent pendant dix heures dans la neige, en luttant contre une tourmente affreuse; le froid était tellement excessif, que l'eau-de-vie et le vin étaient gelés dans leurs bidons : aussi, après avoir chassé l'ennemi, leur fut-il impossible de le poursuivre pendant plus d'une heure, la fatigue et la dureté du temps les ayant obligées à revenir sur leurs pas.

La nuit suivante, pour faire une diversion, et engager les Français à abandonner le col du Mont, les ennemis tentèrent une attaque sur le Mont-Saint-Bernard avec cinq bataillons, qui furent obligés de se retirer après une perte assez considérable en morts et en prisonniers. La prise du col du Mont fut d'autant plus impor-

tante pour l'armée des Alpes, dont les forces étaient si minces, qu'elle procura l'avantage incalculable de tenir en échec pendant la campagne, avec trois cent cinquante hommes, trois mille hommes que l'ennemi fut obligé d'opposer aux Français, pour les empêcher de se trouver, par une simple marche, au centre de la vallée d'Aoste, et derrière les retranchemens dits du prince Thomas. Pendant tout le reste de la campagne, l'ennemi eut le dessein de reprendre ce poste; mais il n'osa l'entreprendre depuis l'instant où il en fut repoussé avec beaucoup de perte, le 3 prairial an 3 (22 mai 1795).

Quelque temps après ces événemens, qui illustraient l'armée des Alpes, le général en chef de l'armée d'Italie avait jugé que l'intention des ennemis était d'attaquer la droite des Français; il ordonna une reconnaissance le 3 messidor an 3 (21 juin 1795), en avant du col de Spinardo; et, le 4, il en avait fait pousser une autre jusqu'à Murseco, en avant de Garesio. Attaqués dans l'une et dans l'autre reconnaissance par un nombre d'ennemis infiniment supérieur, les grenadiers français, ennuyés de se défendre à coups de fusil, avaient fondu sur les ennemis avec la baïonnette, et les avaient

entièrement mis en fuite, après en avoir tué ou pris un assez grand nombre.

Le 5, le général Laharpe, instruit que les Autrichiens marchaient sur Savone, avait envoyé la vingt-unième demi-brigade sur les glacis de cette place; mais il n'avait pas tardé d'être instruit que la demi-brigade se trouvait cernée sous les murs de Savone par les Autrichiens, réunis sur les hauteurs qui entourent cette ville : ce qui confirma cette nouvelle, ce fut la marche des ennemis, le 6, sur trois colonnes; une le long de la mer; celle du centre se dirigeant sur le pont de la rivière qui se jette dans la mer à Vado; la troisième sur la Chapelle del Monte. Au premier coup de fusil, le général Laharpe se porta aux retranchemens de Vado. L'ennemi ayant emporté la redoute del Monte, qu'on n'avait pas jugé devoir défendre avec ténacité, ne tarda pas à s'emparer du pont, et à se mettre en bataille sur les bords de la rivière; mais les Français, ayant marché à lui la baïonnette en avant, secondés par le feu d'une pièce de douze et de de deux obusiers, qui se trouvaient placés sur leurs flancs, reprirent le pont, et mirent l'ennemi entièrement en déroute, après un combat qui avait duré sept heures, dont cinq avec un feu de la plus grande

vivacité. On évalua la perte des ennemis à douze cents hommes tués ou blessés : parmi ces derniers, on comptait un général et deux lieutenans-colonels. Les ennemis avaient formé cette attaque avec environ dix mille hommes; les Français la soutinrent avec deux bataillons de grenadiers et les carabiniers des hautes Alpes.

Les 7, 8 et 9 messidor an 3 (25, 26 et 27 juin 1795), les ennemis attaquèrent sur la plus grande partie des points de la ligne qu'occupait l'armée d'Italie, et furent attaqués eux-mêmes sur quelques points de la leur. Le 7, ils attaquèrent infructueusement les cols de Linferne et de Terme. Le même jour, ils formèrent une attaque générale sur toute la division de droite; à trois heures du matin, un corps d'environ douze mille hommes, commandé par le général de Wins, attaqua, avec sept bataillons, les huit postes des hauteurs de Saint-Jacques (centre de la division), en même temps qu'une colonne considérable attaquait Vado, d'où elle fut vivement repoussée; mais il n'en fut pas de même à Saint-Jacques, dont les Autrichiens, qui y avaient porté la plus grande partie de leurs forces, s'emparèrent après sept heures de combat le plus opiniâtre.

Les troupes françaises, forcées dans ce poste, se retirèrent sur la position de la Roche-Blanche et de Corbua, où elles tinrent ferme; tandis que le général Argenteau, à la tête de cinq mille hommes, emportait le poste et la redoute de Mélogne, défendus seulement par deux bataillons. L'objet de cette attaque, de la part des ennemis, était de percer par Saint-Jacques et Mélogne, et de couper ainsi l'extrémité de la droite de l'armée française et du centre, sur lesquels les Autrichiens avaient dirigé leurs principales forces.

En vain le général en chef, qui sentait tous les inconvéniens qui pouvaient résulter de la coupure de sa ligne, avait envoyé le général Massena sur Mélogne, pour prévenir cet accident; en vain avait-il donné tous ses ordres, et fait les dispositions nécessaires pour replier l'extrémité de sa droite sur Final; instruit, à deux heures après midi, que Mélogne avait été enlevé, il courut à Saint-Pantaléon, avec un bataillon, pour soutenir les troupes qui s'étaient repliées entre ce poste et Mélogne : mais cette dernière position, dominée par celle dont venait de s'emparer l'ennemi, n'était pas tenable; et il devenait toujours plus important de chasser l'ennemi de Mélogne, à quelque prix que

ce fût. Le général Massena, convaincu de cette vérité, comme le général en chef, disposa en conséquence quatre bataillons qui composaient toutes les troupes employées à la défense de cette partie de la ligne; et, favorisés par un brouillard très-épais, ils en profitèrent pour cacher à l'ennemi leur infériorité, et les attaquer dans le moment où il s'y attendrait le moins. Il était environ sept heures du soir; le signal est donné; les quatre bataillons, en colonnes, se mettent en mouvement; ils tombent tous ensemble, la baïonnette en avant, sur l'ennemi, qui, surpris, effrayé, chercha son salut dans la fuite. Ainsi environ douze cents soldats français jetèrent l'épouvante et le désordre dans un corps de quatre mille Autrichiens, auxquels on fit environ trois cents prisonniers, sans cependant pouvoir reprendre les redoutes, quoique cette affaire décidât les ennemis à abandonner Saint-Jacques, qui leur avait coûté sept heures de combat, et plus de cinq cents hommes tués ou blessés.

Le même jour, dans la nuit du 7, trois colonnes autrichiennes, de deux mille cinq cents hommes, étaient descendues, par les Châtaigniers, au-dessus de Spinardo, pour se poster à Saint-Bernard, où elles s'embusquèrent, pen-

dant que deux cents des leurs allèrent attaquer le camp de Saint-Bernard, en se repliant; mais, cette ruse n'ayant pas réussi, à une heure et demie après midi, ces trois colonnes arrivèrent devant les retranchemens, où elles furent vigoureusement repoussées après une perte assez considérable en morts et en blessés.

Le 8, les ennemis firent de nouveaux efforts pour s'emparer du pont en avant de Vado, prendre en flanc les troupes françaises sur la rivière, et tourner celles des retranchemens; mais ils furent repoussés à cette attaque, ainsi qu'à celle qu'ils firent, vers les six heures du soir, sur la gauche des mêmes postes, par les excellentes dispositions du général Laharpe, qui commandait à Vado, secondé par la bravoure, toujours plus étonnante, des troupes qu'il avait à ses ordres, dont la bonne volonté et le courage ne se rebutèrent jamais, quoiqu'elles fussent plus de six fois moins nombreuses que celles qui les attaquaient.

Le même jour 8, l'ennemi était repoussé du col de Linferne : en même temps, le général Garnier, qui commandait la division de gauche, ayant reçu l'ordre de profiter du moment où l'ennemi avait dégarni sa droite, pour l'inquiéter et l'obliger à reporter des forces de sa

gauche à sa droite, avait attaqué et emporté de vive force le poste de Saint-Barnouil; il s'était ensuite réuni aux Bains de Vinais avec les troupes qui, parties de Sainte-Anne, avaient passé par les hauteurs d'Issandos; il s'était porté, avec elles, sur le village des Bains de Vinais; il en avait chassé l'ennemi, et avait ensuite fait rentrer les troupes à leurs premiers postes : son objet ayant été parfaitement rempli, les ennemis, sur le bruit de ces attaques, s'étaient hâtés de tirer quelques bataillons de leur gauche pour couvrir la vallée de Sture.

Le 9, à la pointe du jour, le général Dallemagne, instruit que l'ennemi avait projeté de s'emparer du camp de Sabion, pour descendre ensuite à Tende, avait envoyé l'adjudant-général Gardanne au pied des neiges, afin de suivre les mouvemens de l'ennemi, et avait en même temps renforcé son camp de droite de quelques compagnies de grenadiers. Le général s'était porté lui-même au pied des neiges; mais, favorisés par un brouillard très-épais, les ennemis étaient parvenus à le tourner et à couper notre ligne : on n'hésita pas alors à les attaquer. L'adjudant Gardanne fut chargé de diriger cette opération; et, malgré des précipices affreux, à la tête de deux cents hommes,

il parvint à mettre en fuite environ douze cents Piémontais.

En même temps qu'on se battait à la gauche, quelques compagnies de grenadiers du quatrième bataillon de Mont-Ferme, qui avaient reçu l'ordre de couper la retraite à la colonne ennemie, l'avaient forcée jusqu'aux derniers retranchemens placés sur la crête au-dessus de Limon, hauteur de Larpiolle, où ils lui avaient enlevé quinze cents rations de pain, et brûlé ses baraques; tandis que trois cents hommes de la troisième demi-brigade, deux compagnies de grenadiers et soixante sapeurs, repoussaient, à la droite, quinze cents Piémontais.

Quoique, dans les différentes attaques tentées par l'ennemi, il eût été repoussé par-tout avec des pertes assez considérables, depuis Vado jusqu'au col de Tende, il avait cependant réussi à conserver la redoute de Mélogne, qui gênait infiniment le dessein qu'avait formé le général en chef de prendre la position de Final : outre l'avantage de sa force, cette position avait celui de resserrer la ligne. Il se détermina donc à tenter un second effort pour s'en emparer, et chargea le général Massena de diriger cette attaque; elle se fit sur trois colonnes : celle de droite devait marcher en arrière, pour arriver

sur le flanc gauche de la redoute; celle de gauche devant l'attaquer sur son flanc droit, de manière à la tourner pendant l'attaque de front de la colonne du centre.

Les troupes se mirent en marche le 9, à quatre heures après midi; mais, dans le moment même, il s'éleva un brouillard si épais, que les colonnes de droite et de gauche, ne pouvant se diriger sur les points qui leur étaient indiqués, se réunirent à celle du centre, et attaquèrent, de concert et de front, les retranchemens défendus par quatre mille Autrichiens et beaucoup d'artillerie. Le feu fut d'abord très-vif, de part et d'autre; mais, malgré la bonne volonté des troupes, les attaques de flanc n'ayant pas eu lieu, l'ennemi était si supérieur en nombre et dans une position si avantageuse, que l'on fut obligé de faire sa retraite sur les points d'où l'on était parti.

Le même jour, pendant qu'on tentait vainement de reprendre la redoute de Mélogne, douze mille Autrichiens attaquaient de nouveau le col Spinardo, Saint-Bernard, Bardinetto : heureusement, le général en chef avait eu la sage précaution de faire construire à la Planète une redoute, défendue par de l'artillerie de position; l'ennemi l'attaqua inutilement;

enfin, après avoir perdu plus de six cents hommes, et s'être battu tout le jour, il fut obligé de se borner à la position de Spinardo, dont il avait repoussé l'avant-garde française. Il n'avait pas été plus heureux au poste de la gorge de Garesio, ainsi qu'à Viogenna et Carlino.

Cependant la conservation de la redoute de Mélogne et l'occupation du poste de Spinardo donnaient aux ennemis des avantages dont ils devaient naturellement profiter pour attaquer de nouveau, et avec des forces majeures, les points les plus importans de la ligne. On ne pouvait plus hasarder une nouvelle attaque à la pointe de Mélogne, avec des troupes aussi harassées de fatigue : d'ailleurs, la redoute de la Planète était devenue bien difficile à conserver.

Tout concourait donc à faire sentir toujours davantage la nécessité de resserrer la ligne de l'armée d'Italie, en repliant l'extrémité de la droite, de manière à rassembler les forces qui occupaient un front trop étendu pour leur petit nombre, afin de rendre la défensive plus sûre et plus imposante ; ce qui devait assurer en même temps la conservation de Loano et d'Oneille, sans compromettre l'armée ni les frontières.

D'après les reconnaissances les plus exactes, le général Kellerman s'était assuré qu'en plaçant l'extrémité de sa droite à Borghetto, il n'avait besoin que de faire replier les première et seconde subdivisions, qui prendraient la position de Borghetto, jusqu'aux hauteurs de Lalpi, où la jonction s'opérait avec la gauche de la division. Quelque nombreux que fût l'ennemi, la bonté de cette position mettait le général dans le cas, malgré l'infériorité de ses forces, de résister à ses efforts; et, s'il était obligé de l'abandonner, de ne le faire qu'après avoir fait essuyer à l'ennemi des pertes très-considérables. Cependant, pour ne rien précipiter, et afin de se replier en bon ordre jusqu'à Borghetto, en y évacuant tout avec sûreté, le général jugea nécessaire de prendre d'abord une première position, dont la droite et la gauche en arrière de Mélogne.

Ce mouvement rétrograde fut exécuté sur Final avec la plus grande précision, les 10, 11 et 12 messidor an 3 (fin de juin 1795), sans obstacle de la part de l'ennemi, qui était attaqué et battu alors par le général Laharpe, entre Savone et Vado. Dans cette nouvelle position, l'armée, plus rassemblée, assurait les moyens d'évacuer sans danger Final et Loano,

et de s'occuper de l'approvisionnement de la droite, en établissant des magasins à Oneille, qui devaient fournir à ceux placés provisoirement à Alassio et à Albenga. La crainte d'être attaqué dans sa marche avait été une nouvelle raison qui détermina le général à s'arrêter d'abord à Final, afin d'assurer son évacuation; et il eut à se féliciter de cette sage précaution, l'ennemi ayant en effet attaqué le camp de Saint-Bernard le 14, d'où, repoussé avec perte, il était descendu le lendemain, pendant la nuit, dans les Châtaigniers de gauche et de droite, sur la redoute de la Planète, au nombre de six mille hommes, formant trois colonnes, qui, après avoir soutenu le feu des quatre pièces de canon de la redoute pendant une demi-heure, prirent la fuite, après beaucoup de perte : la même chose arriva le 16 à Viogenna, et le 17 au col de Terme.

La première position que le général en chef avait fait prendre à la droite de la division de droite n'étant que provisoire, il dut penser à prendre la seconde position de Borghetto dès l'instant où l'on eut effectué entièrement, le 17, l'évacuation de Final et de Loano. Ainsi, le 18, le général ordonna l'abandon de la première position; d'autant encore, qu'après l'occupation du poste de Spinardo par l'ennemi, celui de la Planète n'étant plus tenable, la ligne courrait les dangers d'être coupée entre Rocca-Barbena et le col Saint-Bernard. Elle reçut donc l'ordre de se replier des postes de la Planète, du Signal, de la Chapelle Saint-Bernard, de Rocca-Barbena, Bianco, el Campo di Preti, sur la nouvelle ligne qui s'étendait depuis les hauteurs de Castel-Bianco, de Pezora, de la gauche de Zucarello et ses contre-forts, de sa droite qui remonte au Pizzo-Grande, et qui fait partie des hauteurs qui s'étendent jusqu'à Borghetto. Après avoir eu le plus grand soin de placer des postes avancés pour lier, d'une part, la gauche du Tanaro, et, de l'autre, empêcher l'ennemi de pénétrer dans la gorge de Zucarello, on en fit occuper le château, ainsi que celui de Coscente, où l'on établit une batterie de deux pièces de huit, et un obusier. Tous ces changemens furent exécutés, dans la nuit du 18 au 19 messidor an 3 (6 au 7 juillet 1795), dans le plus grand ordre; toute l'artillerie, les vivres, les effets de campement et les équipages, ayant été évacués dans le même temps.

Quoique cette nouvelle position fût extrêmement forte, et capable, comme elle le prouva,

d'arrêter un ennemi trois fois plus nombreux, le général en chef, ne voulant pas cependant s'y fier entièrement, ni attendre au dernier moment pour faire des dispositions ultérieures, dans le cas que, par des revers ou des événemens imprévus, l'ennemi parvînt à forcer cette position, ordonna une reconnaissance générale de tous les points en arrière de la droite.

Les positions d'Albingo, d'Oneille, du port Saint-Maurice, paraissant faibles et dangereuses au général, il ne les considéra que sous les rapports d'une protection, pendant que l'on ferait une évacuation.

La position de San-Remo, sur les hauteurs de la rive droite de la Taggia, entre Tanarello et la mer, lui parut beaucoup plus imposante; elle avait l'avantage de pouvoir laisser la division du centre dans ses positions, et de pouvoir conserver, par ce moyen, les conquêtes faites sur le roi de Sardaigne, qui se trouvaient couvertes jusqu'à la sommité des montagnes. Les approvisionnemens de la division de droite pouvaient se faire avec beaucoup de facilité; et enfin on pouvait, dans cette position, risquer avec avantage une bataille décisive contre des troupes infiniment plus nombreuses.

Mais il fallait reconnaître toutes les positions

en arrière de la ligne de Borghetto, jusqu'à celle de San-Remo; opération qui présentait des difficultés immenses, que surent cependant surmonter le général Berthier, chef de l'état-major; l'adjudant-général Vignolle, le chef de brigade du génie Clausade, et le chef d'artillerie Andréossi: malgré l'étendue et la nature du pays, couvert de montagnes escarpées, et entrecoupées à chaque pas; malgré les fatigues incroyables que ces officiers furent obligés de supporter, ils firent cette reconnaissance avec une exactitude, avec une précision, qui méritaient les plus grands éloges, et annonçaient les plus grands talens militaires dans cette partie si essentielle de l'art de la guerre.[1]

D'après cette reconnaissance, le général ordonna, en cas d'événement, la marche rétrograde des colonnes et la construction des chemins qui devaient la faciliter; il indiqua tous les points où elles pouvaient s'arrêter pour faire face à l'ennemi et le combattre avec avantage; il y joignit tous les ordres pour l'évacuation et la sûreté des transports, tant par mer que par terre. Après de pareilles précautions et de semblables dispositions de défense, le général

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

Kellerman se mit en état d'attendre sans aucune crainte les secours qu'il ne cessait de solliciter. Le comité de salut public, par sa dépêche du 15 thermidor an 3 (2 août 1795), après avoir approuvé tous ses mouvemens, toutes ses dispositions, avoir rendu justice à l'armée, à sa bravoure, à sa constance, à sa discipline, à la résistance insurmontable qu'elle n'avait cessé d'opposer à un ennemi infiniment supérieur en nombre, annonçait au général qu'il venait de donner des ordres pour diriger sur Nice une colonne de dix mille hommes de l'armée du Rhin, et de l'armée des Pyrénées orientales, six mille hommes avec un régiment de chasseurs. Quoique le général reçût ces heureuses nouvelles, il s'était occupé avant, sans relâche, à se procurer les moyens les plus efficaces pour assurer les succès de la défensive, à laquelle il était forcé de se borner, malgré lui. Les ennemis n'avaient cessé d'attaquer les deux armées sur tous les points où ils avaient espéré d'obtenir quelques succès.[1] Ainsi, pendant l'espace d'un mois, depuis les dernières dispositions du général Kellerman, l'ennemi avait fait de continuelles tentatives contre l'ar-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

mée des Alpes et celle d'Italie; et il avait eu constamment la douleur de se voir repoussé ou battu.

Cependant le général, informé officiellement, le 26 thermidor an 3 (13 août 1795), de l'arrivée du renfort qui lui venait de l'armée du Rhin, s'était empressé d'ordonner au général Moulin de diriger ces troupes par le département des Hautes-Alpes, en les faisant déboucher par le camp de Tournoux, où il se trouverait pour les recevoir, et où il aurait l'attention de retenir les demi-brigades qui seraient trop fatiguées, ou le moins en état de faire la guerre, en les remplaçant par des demi-brigades de la droite de l'armée des Alpes, les plus fortes et le plus en état, sous tous les rapports, de faire la campagne.

Le 27 thermidor an 3 (14 août 1795), le général reçut une dépêche du général Macquart, dans laquelle il lui confiait ses inquiétudes sur la division de droite, d'après les rapports qu'il venait de recevoir du général Laharpe. Obligé d'aller au plus pressé, le général s'était décidé alors à revenir sur ses pas, après avoir demandé au général Serrurier d'envoyer à Tende un bataillon, pour y en remplacer deux qu'il allait faire passer au général La-

harpe, afin de le renforcer. Arrivé le 17 fructidor an 3 (18 août 1795) à Ormea, le général y avait été instruit que, le 29 thermidor, l'ennemi s'était porté à Benarosa, près du col de Tende, et commençait à s'y retrancher au moment où le général Dallemagne l'avait attaqué et l'avait obligé de s'enfuir; que, le 30, un corps d'environ six cents Croates, ayant attaqué à la pointe du jour les avant-postes du côté de Tuirano, était parvenu, par la supériorité du nombre, à repousser les chasseurs, qui s'étaient retirés d'abord dans les retranchemens de retraite, où, dès l'instant qu'ils avaient pu recevoir quelques renforts, ils avaient marché à l'ennemi, la baïonnette en avant, et au cri de *vive la liberté !* l'avaient battu et chassé après un combat très-opiniâtre de quatre heures. Enfin le général avait appris que, depuis quelques jours, l'ennemi était en mouvement; qu'il menaçait tous les points de la division de droite, tandis que l'escadre anglaise, forte de vingt-cinq à trente voiles, tenait sa croisière vis-à-vis Final, Albinga, etc.; que, du 26 au 27 thermidor, elle avait détaché des chaloupes sur les bâtimens mouillés à Alassio, dont sept, tous Génois, avaient été enlevés, et six leur avaient été repris par les chaloupes canonniè-

res qui se trouvaient à Alassio et à Albinga.

Tous ces différens rapports avaient déterminé le général à envoyer son chef d'état-major Berthier, pour examiner les choses de plus près, depuis le col de Terme; et, sur ce que cet officier lui avait assuré à son retour qu'il n'avait rien remarqué qui pût faire présumer une attaque sérieuse, le général s'était rendu le 4 fructidor à Albinga, où il avait établi son quartier-général, après avoir parcouru toute la ligne jusqu'à Borghetto, et s'être assuré qu'il n'y avait rien à craindre de la part de l'ennemi. Ainsi, tranquille sur tous les points de sa défensive, le général était parti le 9 fructidor an 3 (26 août 1795) pour San-Remo, avec son quartier-général, et s'était rendu de là, le 10, à Nice, où il reçut, le 12, le rapport du général Massena sur ce qui s'était passé le 10, dans la rade à Alassio. Une division de l'escadre anglaise, composée de deux vaisseaux de ligne de 74, et six frégates, profitant d'un vent frais, était entrée le matin, à six heures, dans la rade d'Alassio. Le projet des Anglais était de faire un débarquement pour couper les subsistances à la droite de la ligne : cette escadre, après avoir mouillé, se préparait à effectuer sa descente; mais le représentant du peuple

Chiape, qui se trouvait dans ce moment à Alassio pour y surveiller un établissement, instruit de l'approche des Anglais, avait rassemblé les troupes qui se trouvaient sur ce point, les avait fait ranger en bataille sur la partie des bords de la mer où les chaloupes anglaises paraissaient se diriger, et avait fait tirer sur elles dès l'instant où elles s'étaient trouvées à portée du fusil. Au même moment, l'escadre anglaise, de son côté, avait fait jouer son artillerie pour protéger la descente. Cependant ce feu, quoique terrible, n'avait point intimidé les braves défenseurs de la patrie; ils avaient continué à tirer, sans s'ébranler, sur les chaloupes anglaises; ils avaient donné au général Massena le temps d'arriver à leur secours avec deux bataillons, et de se joindre à eux pour faire entièrement échouer et le débarquement et le projet des Anglais.

Le général terminait à peine la lecture des dépêches du général Massena, qu'il en reçut d'autres, non moins agréables, du général Moulin; elles contenaient des rapports sur une tentative que venaient de faire les Piémontais contre le Mont-Genèvre. Ils avaient marché, le 13, sur quatre colonnes, dont trois parties d'Oulx, la quatrième de Fenestre. Une des colonnes de droite, forte de quinze cents hommes, avait passé par Fénil, en tournant la montagne de Chaberton, et était arrivée au col d'Aquitaine, entre les Clavières et le Mont-Genèvre; une autre aussi de droite, forte de douze cents hommes, avait passé par Bonsors, et s'était portée sur les postes français de la Coche et du Renfort du Bœuf, dans l'intention de se réunir à la première, pour couper entièrement les postes français à Clavières et à la Coche; ayant laissé la troisième de droite, forte d'environ huit cents hommes, à Césanne, sur le front des avant-postes français, et devant servir de réserve, au besoin. Quant à la colonne de gauche, partie de Fenestre, et forte de huit cents hommes, elle avait attaqué les postes du Bourget. Pour s'opposer à ces forces de quatre mille trois cents hommes, les Français n'avaient, sur les différens points qui furent attaqués, qu'à peine huit cents hommes: cependant, malgré cette infériorité, l'ennemi avait été repoussé par-tout avec la plus grande vigueur. Il est juste néanmoins de convenir que le plan des ennemis, qui avait été parfaitement combiné, fut fort mal exécuté, et que les colonnes qui devaient attaquer sur tous les points en même temps, n'ayant fait que des

attaques successives, furent battues les unes après les autres.

A la Coche, plusieurs postes furent pris deux fois par l'ennemi, et repris par les Français. Le général Moulin, qui avait déjà fait les meilleures dispositions pour bien recevoir les Piémontais, dès l'instant où il avait été instruit du mouvement, s'était rendu sur le Mont-Genèvre, d'où il s'était ensuite transporté partout, suivi du représentant du peuple Réal, qui avait voulu, comme le général, être le témoin de la bravoure de leurs frères d'armes. La perte de l'ennemi, en morts et en blessés, avait été très-considérable : quatre officiers avaient été tués ; dix-neuf, dont quatre supérieurs, avaient été faits prisonniers; et, sans un brouillard très-épais qui vint favoriser la fuite de l'ennemi et le dérober à la poursuite des Français, ses pertes auraient été bien plus considérables.

Après cette action, le général Moulin avait élevé au grade d'officier le brave sergent-major Janneria, du deuxième bataillon d'infanterie légère, qui, seul, avait arrêté un détachement de trente Piémontais, qui conduisait prisonniers vingt-un volontaires, dont deux officiers. A peine Janneria avait-il apperçu ce détachement, qu'il s'était embusqué sur son passage; et, dès qu'il avait été à portée d'être entendu, il s'était écrié : *A moi, chasseurs, délivrons nos camarades!* A ces mots, les Piémontais, effrayés, ayant témoigné de l'incertitude sur le parti qu'ils avaient à prendre, leurs prisonniers, excités alors par Janneria, étaient tombés sur eux, les avaient désarmés, et, se mettant sous les ordres du brave sergent-major, leur libérateur, les avaient conduits eux-mêmes prisonniers dans leurs quartiers. Balafou, capitaine du second bataillon du soixante-dix-neuvième régiment, avait été de même promu au grade de chef de bataillon. Ce brave vétéran, de quarante-cinq ans de service, avec dix hommes, avait arrêté une colonne ennemie de plus de six cents, qui se portait sur Clavières, et avait assez retardé sa marche pour donner le temps aux troupes qui se trouvaient cantonnées dans ce village, de se former, de se porter sur l'ennemi, et de le battre.

Les troupes aux ordres du général Serrurier n'avaient pas donné de moindres preuves de présence d'esprit et de valeur à Saint-Martin de Lentosca. Les 14 et 15 fructidor an 3 (31 août 1795), la pluie, la neige, les brouillards, avaient favorisé la marche d'une colonne de

quinze cents hommes, qui, après avoir passé par le col de Pierre-Étroite, s'était emparée du poste de la Cerine. Vers minuit, on avait su à Saint-Martin de Lentosca que l'ennemi s'avançait avec une force considérable; aussitôt le général Serrurier avait fait battre la générale, et donné des ordres pour rassembler les trois cents hommes qui composaient toute la force de ce cantonnement. Déjà quelques-uns d'eux s'étaient portés à l'entrée du village, où l'ennemi était aussi parvenu; et, quoiqu'ils fussent accablés par le nombre, que quelques-uns d'entre eux eussent été tués, dix faits prisonniers, ils tinrent cependant ferme, et donnèrent le temps à la totalité de la troupe de se rassembler aux tentes des canonniers, placées au centre du village. Le combat qui s'engagea dans cette partie fut long, vif et meurtrier; les braves soldats français, pressés de tous côtés par le nombre, et obligés de se resserrer, pouvaient à peine avoir l'espace nécessaire pour charger leurs armes et les tirer. Cependant leur constante bravoure l'avait emporté; les ennemis se décidèrent à la retraite, et à se rallier sur les hauteurs. Vers les six heures du matin, les braves défenseurs de la patrie, les ayant apperçus, voulurent absolument les y attaquer;

il fallut céder à leurs instances. On fit battre le pas de charge; ils mettent la baïonnette en avant, gravissent la montagne, vont à l'ennemi, le culbutent et le suivent jusqu'au poste de Cerine. En vain l'ennemi avait eu l'espoir de pouvoir en profiter, et avait voulu y tenter quelque résistance, il avait été culbuté de nouveau, et mis dans une entière déroute, après avoir perdu une assez grande quantité d'hommes, morts ou blessés; six cents prisonniers, non compris dix officiers de différens grades, et une très-grande quantité de fusils; il n'eût même échappé aucun Piémontais, si les Français ne s'étaient pas trouvés en aussi petit nombre pour les poursuivre, ou leur couper la retraite au col de Pierre-Étroite. L'adjudant-général Rambaud avait été un de ceux qui contribuèrent le plus au succès de cette journée, dont cependant chacun de ceux qui s'y trouvèrent pouvait aussi s'attribuer la gloire, tant cette action devait être regardée comme individuelle, par la bravoure avec laquelle chaque combattant avait constamment donné des preuves d'un courage surnaturel. Dans l'après-midi de cette journée, la bonne contenance des troupes françaises et quelques coups de canon avaient déterminé un corps de six

cents Piémontais à abandonner l'attaque du col de Fenestre. Le même jour, ils avaient été repoussés des postes de Saint-Barnouil, quoiqu'ils s'y fussent portés avec des forces considérables; après plusieurs heures de combat avec des succès différens, ils y avaient abandonné une assez grande quantité de morts, de blessés, et cent dix prisonniers.

Le lendemain 16, Saint-Barnouil avait été réattaqué, mais par des forces beaucoup plus considérables : aussi le combat avait-il duré cinq heures; et les ennemis, après avoir laissé une assez grande quantité de morts sur le champ de bataille, s'étaient-ils laissé prendre trois cent soixante-cinq des leurs, parmi lesquels plusieurs officiers, et deux cent cinquante fusils.

Cependant la paix venait d'être conclue avec l'Espagne; il est probable que les mauvais succès des armées austro-sarde et piémontaise, qui ne purent jamais réussir à pénétrer dans les départemens méridionaux, en avaient accéléré la conclusion. Vainement ces armées avaient-elles tenté de se joindre aux révolutionnaires, dont les excès avaient été portés à leur comble pendant le fort de la campagne; le reste des renforts promis au général était en marche,

et sur le point d'arriver : en conséquence, il avait adressé au comité de salut public, le 17 fructidor an 3 (3 septembre 1795), le plan qu'il avait formé pour tirer parti des forces qu'il allait recevoir, prendre l'offensive, débuter par une opération prompte et vigoureuse qui permît de pousser les avantages sans rencontrer des obstacles, et de faire une brillante campagne d'hiver dans l'intérieur de l'Italie,[1] lorsqu'il reçut une lettre du comité de salut public, qui lui annonçait qu'en conservant le commandement de l'armée des Alpes, il allait être remplacé dans celui de l'armée d'Italie par le général Scherer, qui arriva en effet, dans les premiers jours de vendémiaire an 4, à Nice, d'où le général Kellerman partit pour se rendre à l'armée des Alpes, après lui avoir communiqué ses plans, les ordres et les instructions qu'il avait donnés, et les dispositions qu'il avait prises. Il avait aussi écrit au comité de salut public au moment où il avait reçu de lui la nouvelle de son remplacement.[2]

Telle fut, du côté de l'Italie, l'issue de la campagne de l'an 3 (septembre 1795), que nous osons regarder comme l'une des défen-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

sives la plus glorieuse de la part des Français, depuis l'époque la plus reculée où ils aient eu à défendre les Alpes contre les puissances de l'Italie coalisées. En effet, à aucun des points parcourus dans cette Histoire des guerres d'Italie, s'en est-il trouvé une seule où les Français, avec environ trente mille hommes, mal équipés, mal vêtus, mal nourris, disséminés depuis le lac de Genève jusque sur les bords de la Méditerranée, aient eu à défendre les positions qu'ils avaient prises dans le pays ennemi, sur le sommet des montagnes les plus hautes, les plus froides, les plus arides, les plus escarpées, contre plus de cent mille combattans, parfaitement approvisionnés, et occupant des positions en général bien moins âpres, et bien moins dépourvues des objets de première nécessité ?

Les positions occupées par la division de droite, à la droite de l'armée d'Italie, étaient très-hasardées ; le général en fut bientôt convaincu : mais déjà les ennemis étaient en mouvement pour les attaquer. Il eût été aussi imprudent que dangereux de les changer trop vîte ; le général n'en songea pas moins à former son plan, à faire ses dispositions, et à donner ses ordres pour opérer ce changement,

devenu toujours plus nécessaire, sur-tout dès l'instant où, dans les affaires des 7, 8 et 9 messidor an 3 (25, 26 et 27 juin 1795), les ennemis se furent emparés des redoutes de Mélogne et du col de Spinardo, qui dominaient celle de la Planète. Le général exécuta donc alors son plan avec sagesse, en arrêtant d'abord sa droite à Final, afin de protéger l'évacuation des établissemens qui étaient dans cette ville et dans celle de Loano ; et, dès qu'ils furent achevés, il se porta à Borghetto, où il eut encore la prudence de faire reconnaître toutes les positions, depuis celles de Borghetto jusqu'en arrière de la Taggia, pour y porter l'extrémité de sa droite, en conservant les positions de son centre, dans le cas où des revers imprévus l'obligeraient encore à rétrograder. Ainsi le général Kellerman, après avoir déconcerté tous les projets des Prussiens et des Autrichiens en Champagne, repoussé, dans la Maurienne et la Tarantaise, les Piémontais prêts à se joindre aux Lyonnais insurgés, venait encore d'arrêter, pendant trois mois, avec environ trente mille hommes, cent mille Piémontais, Autrichiens ou Napolitains, secondés par une escadre anglaise. Vainement ces troupes coalisées avaient-elles livré quarante-trois combats aux

troupes françaises, sur une ligne de défense de plus de cent lieues de développement; vainement avaient-elles fait des efforts pour pénétrer dans les départemens du Midi, où elles étaient attendues par les factions diverses, elles n'avaient jamais pu réussir.

Les différens événemens militaires dans les autres parties de la république, par la balance dans les succès de part et d'autre, laissaient dans un état incertain les craintes et les espérances de chaque parti.

En Amérique, les Français, ayant soulevé les habitans de Sainte-Lucie et de la Dominique, en avaient chassé les Anglais : une semblable insurrection avait été réprimée par ceux-ci à la Grenade.

Dans la Vendée, l'affaire de Quiberon avait détruit les espérances des royalistes. [1]

Luxembourg, après un long blocus, s'était rendu aux Français, qui y avaient pris le maréchal Bender, fameux par la conquête facile et rapide du Brabant.

Mais, en Allemagne, ils avaient perdu tout le territoire qu'ils avaient envahi en moins de temps qu'ils n'en avaient mis à le conquérir.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

Cette perspective brillante qu'ils avaient eue un moment d'étendre leurs conquêtes jusqu'au centre de l'Empire, s'était évanouie. D'abord maîtres de Manheim, bloquant Ehren-Breistein et Mayence, prêts à entrer dans Francfort, et resserrant les Impériaux entre le Rhin, le Neker et le Mein; bientôt après chassés jusqu'au-delà de la Sieg, forcés dans leurs retranchemens de Mayence, repoussés jusqu'au-delà des lignes de la Keisch, obligés de rendre Manheim, battus sur la Nahe, inquiétés même sur la Moselle; en vain, dans le pays qu'arrosent ces deux rivières, avaient-ils balancé leurs échecs par quelques avantages, ils ne s'en étaient pas moins félicités qu'un armistice vînt arrêter l'essor qu'avaient pris les aigles impériales; ils ne se félicitaient pas moins encore de conserver, en se maintenant à Dusseldorff, une route par laquelle ils pouvaient de nouveau pénétrer au cœur de l'Allemagne.

Cependant la situation de la république, relativement à ses relations extérieures, était devenue plus satisfaisante pendant le courant de l'an 3 (1795). On l'avait d'abord regardée comme facile à détruire; on la crut, peu de temps après, inébranlable; et, au moment où elle était encore déchirée par les plus honteuses

factions, on n'était frappé au dehors que de la chûte de ses tyrans et de l'éclat de ses victoires. Aussi, malgré les protestations des princes de l'Empire, dont les Français avaient conquis les possessions; malgré les intrigues de la Russie, les sollicitations des émigrés, les plaintes de la cour de Vienne et les séductions du ministère britannique, on vit bientôt la plupart des puissances qui formaient la coalition, se refroidir, se séparer et renoncer à une guerre ruineuse qui étendait la révolution, bien loin d'en arrêter les ravages, et dont le seul résultat était d'accroître la force continentale de la France et la puissance maritime de l'Angleterre.

Au grand étonnement des politiques, le grand duc de Toscane reconnut le premier la république française, conclut la paix, et, par un traité formel, rompant ses engagemens avec les coalisés, s'engagea à la plus stricte neutralité.

Le régent de Suède, au nom de son neveu, suivit bientôt l'exemple de ce prince; et son ambassadeur vint, au sein de la convention, assurer la nation française de l'amitié que la cour de Stockolm offrait à la république.

Depuis un an, le cabinet de Madrid voyait la fortune déclarée pour les Français; par-tout leurs armes étaient triomphantes : trois pro-

vinces de la Biscaye étaient tombées dans leurs mains, aucune forteresse ne pouvait arrêter leurs efforts. Le général Pérignon était entré dans la Catalogne; le général Moncey avait pris Bilbao; l'Espagne, par sa position, n'avait de secours à espérer de personne.

Les puissances du Nord restaient neutres; l'impératrice de Russie, qui depuis blâma, en termes peu mesurés, la défection du roi catholique, n'appuyait la coalition que par des promesses.

Dans cette position, le roi d'Espagne, préférant son pays à sa famille, consentit à la paix qui fut signée à Bâle le 4 thermidor an 3 (22 juillet 1795). [1]

Le roi de Prusse, satisfait de ses nouvelles acquisitions en Pologne, et dégoûté de la guerre, oubliait, dans les bras de ses maîtresses, les dangers de l'Empire, la querelle des rois et les intérêts de la princesse d'Orange, sa sœur.

En vain l'Angleterre, par ses subsides, avait voulu ranimer son ardeur; il ne voulut plus s'exposer aux fatigues d'une nouvelle campa-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

gne : désespérant de pouvoir replacer un Bourbon sur le trône français, et voyant sans peine l'Autriche, sa rivale, s'affaiblir, après avoir posé les armes, le roi de Prusse avait accepté la paix signée pour lui à Bâle, le 16 germinal an 3 (5 avril 1795), par le comte d'Hardenberg. [1]

On avait lieu de croire que ce traité conclu entre la Prusse et la France déterminerait la plupart des états de l'Empire germanique à se ranger sous la bannière prussienne, pour traiter avec le gouvernement français ; mais il n'y eut que le landgrave de Hesse-Cassel, qui avait des troupes, de l'argent et des liaisons intimes avec la cour de Berlin, qui osa suivre son exemple, et signer un traité de paix le 11 fructidor an 3 (28 août 1795). [2]

Tel fut le dénouement de ces importantes négociations : si elles n'éteignirent point partout le feu de la guerre, elles en calmèrent la violence ; et, quoique l'ambition de l'Angleterre et le ressentiment de la cour de Vienne les aveuglassent encore au point de leur faire

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

espérer de vaincre seules un peuple qui avait résisté à toute l'Europe, il n'en est pas moins vrai, aux yeux de tout observateur impartial, que le peuple français avait assez de ressources et d'énergie pour maintenir son indépendance, et ne recevoir des lois de personne.

Mais, à la même époque où l'indépendance française paraissait irrévocablement décidée par la victoire, au moment où l'existence des monarchies commençait à devenir un problême, dans le même temps où le comité de salut public négociait avec tant de succès, et réussissait à diminuer tous les jours les forces de la coalition, les factions qui s'entre-choquaient dans l'intérieur, l'ineptie, la mauvaise foi, ou les passions des hommes qui gouvernaient, empêchaient les intrépides guerriers qui commandaient les démocrates français, de profiter de l'opiniâtreté des rois coalisés pour rendre la révolution universelle.

Après le 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), malgré la chûte de ses tyrans, la convention, qui n'avait pas eu le courage ou les moyens de ramener entièrement la justice à l'ordre du jour, était dans une position très-critique ; elle voyait deux partis violens, qui tendaient éga-

lement à renverser de nouveau la France, et à la livrer aux vengeances des puissances étrangères, toujours attentives à profiter de ses divisions pour l'accabler. Le parti des anarchistes était resté redoutable et nombreux; il ralliait sous ses bannières tous ceux que la crainte ou la cupidité avaient engagés à se montrer sur la scène pendant la terreur. Ce parti avait aussi, dans le bas peuple, une foule de disciples aveugles et de complices intrépides. Après avoir commis la faute de transiger avec les chefs, la convention eût peut-être couru les risques de retomber dans ses chaînes. Le parti des royalistes ardens, plus disséminé, moins hardi, plus divisé, mais non moins inflexible dans ses opinions, plus cruel dans ses projets de vengeance, aveugle dans sa politique, confondant avec mépris, sous le nom de jacobins, les anarchistes et tous ceux qui, les premiers, ayant voulu la liberté, persistaient encore à s'opposer au retour de l'ancien régime; incapable de transiger, n'écoutant que la voix des préjugés et de la vengeance, inaccessible à la raison, était aussi devenu un assez puissant obstacle aux bonnes intentions de la convention régénérée. Ce dernier parti devenait d'autant plus nuisible et dangereux pour les législateurs

qui avaient l'intention de réparer les maux auxquels on venait d'être exposé, que, dès l'instant où l'on détruisait quelques-unes des lois du régime de la terreur, et où l'on faisait quelque acte de justice, les royalistes, triomphans, animaient le peuple contre ceux qu'il leur plaisait d'appeler des anarchistes, et lui annonçaient le retour de l'ancien régime; dès-lors la crainte s'emparait de l'esprit des patriotes les plus purs, des amis les plus respectables de la liberté : on voyait l'inquiétude se répandre jusque dans les camps, et le parti des hommes exagérés en acquérait de la force.

Ainsi on avait trop écouté la prudence, trop ménagé les partis; le crédit avait souffert, les malheurs s'étaient multipliés, les esprits aigris. La convention semblait retenue dans une inertie révoltante. Cependant elle avait fait rentrer dans son sein les soixante-treize députés incarcérés par l'anarchie; elle avait purifié le Panthéon, souillé par les manes de Marat; livré à l'échafaud Lebon, Carrier, Fouquier-Thainville, et cet exécrable tribunal révolutionnaire qui avait sacrifié tant de victimes humaines à la terreur; elle avait fait décréter d'accusation plusieurs des anciens membres du gouvernement décem-

viral. Mais, en même temps, elle avait placé avec trop peu de distinction, dans ses comités, dans les armées, dans plusieurs places importantes, des démagogues ardens, des patriotes timides et des royalistes bien prononcés. Intimidée ensuite par l'audace des anarchistes, par celle des décemvirs accusés, elle avait commis la faute impolitique de punir arbitrairement, et sous de faux prétextes, ces hommes qui avaient violé si constamment toutes les formes de la justice.

Cette conduite ambiguë et coupable avait réveillé la fureur des partisans de Roberspierre; elle était devenue le signal de la guerre entre les républicains et les anarchistes. Plusieurs députés, qui avaient contribué à la révolution du 31 mai 1793 et à ses suites, craignant la vengeance des députés qui venaient de rentrer, se rallièrent aux débris de la tyrannie décemvirale. On répandit des alarmes dans le peuple, on lui fit craindre la famine et la contre-révolution; malheureusement il y avait alors une véritable disette; et, dans plusieurs départemens, les patriotes et les acquéreurs de biens nationaux étaient assassinés, brûlés ou volés.

Le 1er prairial, une troupe nombreuse de

furieux et d'artisans égarés, précédés d'une foule de femmes, demandant du pain, se porte vers les Tuileries, force la garde, pénètre dans la salle de la convention, se mêle avec les députés, les insulte, les menace, demande impérieusement le rappel des décemvirs, et répand l'effroi dans l'assemblée. Déjà l'on voyait briller le fer homicide dont s'étaient armés plusieurs membres de la Montagne, et les assassins qui étaient venus les soutenir; déjà quelques citoyens, victimes de leur courage, étaient tombés sous leurs coups : le président tentait vainement de rétablir l'ordre. Boissy-d'Anglas, bravant tous les dangers, le remplace; et, par sa fermeté, sa contenance et son courage, dignes des temps antiques, il sauve sa patrie du danger qui la menaçait. En vain on l'attaque, on le presse, on le menace; en vain tire-t-on des coups d'armes à feu autour de lui; en vain l'on porte à ses yeux la tête sanglante de son collègue Féraud, il reste immobile; et, présentant seul une digue inébranlable au torrent, il empêche, pendant huit heures, qu'on prenne aucune délibération. Cette conduite, si digne d'admiration, avait forcé les assassins à un respect involontaire, enchaîné leur furie, et arrêté

leurs bras. Les forces du président s'étaient épuisées, sa voix ne pouvait plus se faire entendre; le tumulte augmentait, la crainte s'était emparée du plus grand nombre des représentans du peuple. Les démagogues, enragés, avaient déjà rendu quelques décrets qui faisaient revivre l'anarchie, lorsqu'enfin plusieurs sections de Paris, auxquelles la résistance de Boissy avait donné le temps de s'armer, accoururent délivrer la convention nationale. Le député Legendre et quelques-uns de ses collègues, à la tête des citoyens armés, percent la foule, pénètrent dans la salle, et en chassent les brigands qui s'en étaient emparés. Le lendemain, les anarchistes, furieux de leur défaite, communiquent leur rage à la populace égarée des faubourgs de Paris; une foule immense vient, avec du canon, demander aux législateurs l'organisation de la constitution de 1793. La convention, dans la crainte de voir se renouveler les scènes de la veille, promet d'accéder à ces demandes; le peuple, content, se disperse. Le 3 prairial, les chefs de la sédition font enlever, par les habitans du faubourg Saint-Antoine, les assassins du député Féraud : cette audace fit ouvrir les yeux à la

convention nationale. On marche avec un grand appareil militaire contre le faubourg Saint-Antoine; les rebelles, consternés, se soumettent; ils livrent les assassins de Féraud et les chefs de la révolte.

Cette heureuse révolution rendit une entière liberté au parti modéré de la convention, qui, dégagé de ses honteuses entraves, osa enfin vouer au mépris la constitution de 1793, et nommer une commission pour rédiger une constitution plus sage.

FIN DU LIVRE VINGTIÈME.

SOMMAIRE
DU LIVRE VINGT-UNIÈME.

La nouvelle constitution de l'an 3 est acceptée. — Le directoire exécutif est installé. — Fausses protestations de l'Angleterre pour la paix. — Scherer va commander en Italie. — Il bat les coalisés à Loano. — Bonaparte remplace Scherer. — Les Français, repoussés à Voltri le 20 germinal, battent les Autrichiens, le 21, à Montenote; le 25, à Millesimo; les Piémontais, les 2 et 3 floréal, à Ceva, Vico et Mondovi; et, le 7, ils forcent le roi de Sardaigne à demander la paix. — Le 18, ils passent le Pô. — Le duc de Parme, le roi des deux Siciles, la république de Venise, demandent et obtiennent de rester neutres. — Les Français forcent le pont de Lodi; ils traversent l'Adda; ils entrent dans Milan. — Beaulieu se retire derrière le Mincio; il y est forcé, battu et obligé de se retirer derrière l'Adige. — Blocus de Mantoue. — Occupation de Livourne. — Moreau venge, sur le haut Rhin, les Français repoussés à Dusseldorff. — Jourdan reprend l'offensive. — Ferino pénètre jusqu'à Bregens. — Wurmser descend en Italie, et s'approche de Mantoue. — Bonaparte en lève le siége. — Il marche aux Autrichiens, les bat à Brescia, à Castiglione, et, après six jours de combats continuels, les oblige de fuir dans le Tyrol. — Il les poursuit sur la Brenta, les attaque à Bassano. — Au moment où il est sur le point de les envelopper du côté de Legnago, Wurmser se réfugie dans Mantoue. — Il y est assiégé; il veut en sortir, il est battu. — En même temps, la Corse était soumise. — Les Français sont obligés de revenir sur les bords du Rhin. — L'empereur envoie une troisième armée en Italie, dans les premiers jours de brumaire. — Elle force les Français d'évacuer le Tyrol. — Bonaparte attaque cette armée, le 25, à Arcole. — Après trois jours de combat, il la force de se retirer derrière la Brenta. — De nouvelles forces viennent ranimer les Autrichiens consternés. — Ils attaquent, le 23 nivose, depuis la Coronna jusqu'à Vérone. — Ce jour-là, et le lendemain, ils sont complètement battus. — Une de leurs colonnes veut se jeter dans Mantoue; elle est faite prisonnière de guerre. — Mantoue capitule.

LIVRE VINGT-UNIÈME.

DEPUIS la formation du directoire exécutif jusqu'à la reddition de Mantoue.

Du 14 vendémiaire an 4 (6 octobre 1795) au 14 pluviose an 5 (30 janvier 1797).

LA commission des onze venait de rédiger la meilleure constitution que pût tolérer la méfiance républicaine; mieux combinée que les précédentes, elle offrait aux Français l'espoir d'un repos, pendant lequel ils pouvaient l'examiner, l'essayer et la corriger.[1] Tous les bons citoyens, à l'exception des ennemis de l'état, étaient également disposés à accepter cette constitution, qui leur assurait des espérances de quelque tranquillité; mais une précaution très-sage, qu'avaient exigée les membres de la commission, faute d'avoir été comprise comme article de la constitution, et d'avoir été présentée comme une loi à part, vint rallumer toutes les passions, et offrit aux hommes exagérés de tous

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

les partis, ainsi qu'aux étrangers, des prétextes pour rallumer la guerre civile. Afin d'éviter les secousses trop violentes, les membres de la commission des onze s'étaient arrêtés à ne renouveler tous les ans, que par tiers, le corps législatif, afin d'éviter les changemens trop prompts et trop entiers, danger infiniment à craindre, sur-tout dans les circonstances où l'on se trouvait. Ainsi l'on devait s'attendre à voir les deux tiers de la convention nationale former le nouveau corps législatif; détermination qui devint la base des lois des 5 et 13 fructidor, mais que les assemblées primaires, poussées par des instigateurs mal-intentionnés de l'un ou de l'autre parti, se crurent en droit de discuter, d'accepter ou de rejeter, en se soumettant d'ailleurs à l'acceptation pure et simple de la charte constitutionnelle. Excitées par les mécontens, les ambitieux, les royalistes; perfidement échauffées par les anarchistes, une assez grande quantité d'assemblées primaires se déclarèrent en permanence, et rejetèrent les lois des 5 et 13 fructidor. Les sections de Paris, plus aigries et plus mal conseillées, bercées de fausses espérances, déguisèrent encore moins leur opposition et leurs projets, et, s'abusant sur leurs forces, après avoir commis mille imprudences

illégales, en vinrent à croire que rien ne pouvait leur résister. [1]

La convention, effrayée, fit arriver des troupes dans Paris, et eut la coupable faiblesse d'accepter les offres des anarchistes démagogues, et de les armer pour sa défense. Cette détermination inconsidérée exaspéra davantage les sections : sans chef, sans ensemble, sans canons, sans munitions, elles coururent aux armes, et marchèrent, le 13 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), contre les Tuileries avec autant de désordre que d'étourderie. Les troupes réglées et l'artillerie repoussèrent aisément une multitude aussi mal organisée, et encore plus mal conduite. Beaucoup de citoyens, quelques femmes, des enfans même, venaient de perdre la vie; l'effroi remplaça alors bien vîte la fureur. Les assemblées primaires, qui avaient imité les sections de Paris, se séparèrent et se soumirent; et la convention, avant de terminer sa session, mit en activité la constitution, comme elle l'avait voulu.

Mais cette insurrection avortée fit changer de système aux conventionnels, qui crurent devoir employer la crainte là où il était si ur-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

gent de se servir de lois douces et capables de guérir ou de calmer tant de plaies encore saignantes, tant d'actes arbitraires, tant d'injustices criantes. Trop effrayée, au contraire, des dangers qu'elle venait de courir, la convention, oubliant que la modération peut seule terminer les révolutions, n'écoutant que ses craintes, nomma pour membres du directoire exécutif des hommes dont le choix, généralement désapprouvé, perpétua le mécontentement national et l'agitation si funeste qui devait en être la suite.

Heureusement, les Français n'avaient pas perdu le droit qu'ils avaient depuis des siècles d'influer puissamment sur le sort des autres nations; et non seulement ils avaient raffermi ce droit que la révolution avait ébranlé, mais, en le fortifiant par de nouvelles conquêtes et par d'habiles négociations, ils faisaient craindre à l'Europe un abus de force et de succès fatal à son repos et à sa gloire. On voyait toujours régner dans les armées françaises le même esprit, le même amour pour la patrie, le même dévouement, le même courage; et c'était là seulement où se conservait encore le feu sacré et l'enthousiasme pour la liberté. L'armistice avait donné quelque espérance de paix; la

France soupirait après une pacification générale, mais le directoire voulait la guerre. En Angleterre, même vœu de la part du peuple, même répugnance de la part du gouvernement. Mais les besoins de la paix et les ressources pour la guerre n'étaient pas les mêmes dans les deux pays. L'excellence de la constitution anglaise, la grande majorité du parlement assurée au ministre, sa marche vigoureuse et la richesse de la nation, donnaient à la Grande-Bretagne un avantage immense sur un pays dont la constitution était à peine reçue, que les factions déchiraient encore, où les feux de la guerre civile n'étaient pas éteints, qui n'avait d'autres finances que des emprunts forcés, et dont le gouvernement, entouré de défaveur, semblait, par son administration, repousser la confiance.

La composition même du directoire, les pouvoirs trop étendus qui lui étaient délégués, les choix qu'il faisait chaque jour, son acharnement contre les prétendus rebelles de vendémiaire, le régime des réquisitions remis en vigueur, le système des anarchistes perçant souvent dans les opérations du gouvernement; toutes ces circonstances semblaient faire présager de nouvelles secousses.

La Vendée existait encore; Charette avait repris les armes; Stofflet menaçait de relever l'étendard de l'insurrection; les chouans désolaient plusieurs départemens; les anarchistes de toutes les espèces s'agitaient dans le Midi, et entretenaient des communications avec les chefs dans la capitale; le mécontentement était général; l'esprit de parti dominait par-tout, et la lassitude universelle était le seul garant du repos public.

De tous les ennemis de la France, l'Autriche eût été la plus disposée à la paix; mais, n'ayant que des restitutions à réclamer, elle ne pouvait se séparer de l'Angleterre, qui, seule, avait des compensations à offrir : d'ailleurs, l'impératrice de Russie voulait encore moins la paix que le directoire ou le cabinet de Saint-James; et sa volonté faisait à Vienne, ses menaces faisaient à Constantinople, ses promesses faisaient à Berlin, ce que son courroux faisait à Stockolm. L'Espagne, seule, avait su repousser le ton impérieux de ses dépêches, par la dignité et le langage de la saine politique. Quant au Danemarck, il avait su échapper, par sa sagesse, au froissement de tant d'intérêts divers, et maintenir son indépendance entre Paris, Londres et Pétersbourg.

Tel était le tableau de l'Europe au commencement de l'an 4 (fin de 1795). Examinons actuellement le nouvel aspect que vont lui donner les opérations des armées, les négociations des cabinets, la conduite de ceux qui gouvernent, et la puissance du temps.

La paix était desirée par la France comme par l'Angleterre : on pouvait présumer quelques démonstrations de dispositions politiques; elles eurent lieu à Bâle, entre les ministres des deux puissances. M. Pitt, ayant contracté l'engagement d'offrir la paix à la France, pour se faciliter les moyens de faire ratifier son emprunt, avait donné à M. Wickam des instructions qui rendaient ses propositions de paix inadmissibles; aussi le directoire, en les repoussant avec fierté et en continuant la guerre, s'estima-t-il heureux de pouvoir en rejeter tout l'odieux sur la Grande-Bretagne, et de pouvoir en faire l'objet des proclamations qu'il s'empressa d'envoyer à nos armées, et de répandre dans l'intérieur.

Cet événement politique avait été précédé quelques mois auparavant, dans les premiers jours de l'an 4, par des faits diplomatiques et militaires vers les Alpes, le comté de Nice et Gênes; ils étaient les précurseurs de tout ce

qui se passa d'étonnant dans cette campagne et les suivantes, bien moins encore en Allemagne qu'en Italie.

Le général Scherer, en venant prendre le commandement de l'armée d'Italie, y avait conduit une grande partie des troupes qui étaient sous ses ordres vers les Pyrénées orientales; la paix avec l'Espagne avait permis au comité de salut public d'en retirer une partie pour renforcer les troupes trop peu nombreuses qui s'opposaient à l'entrée des armées austro-sardes dans les départemens méridionaux. Ce surcroît de forces et l'habitude des généraux français de préférer l'offensive à la défensive, avaient rendu la situation du roi de Sardaigne très-épineuse; aussi ce prince pressait-il le roi des deux Siciles, le pape, les ducs de Parme et de Modène, d'envoyer sur les bords du Pô les troupes qu'ils s'étaient engagés à lui fournir. Cependant, afin de pouvoir se rapprocher de la partie de l'armée française qui occupait Borghetto, le chemin le plus court et le plus aisé pour les Autrichiens était de pénétrer dans le territoire de Gènes par Campo-Freddo et le col de la Bochetta; l'occupation de ce passage avait, en conséquence, été le sujet d'une note remise au sénat de Gènes par le baron de

Wins. Le sénat avait fait de vaines protestations de neutralité : de même que les Français avaient passé le territoire de Gènes, pour s'emparer d'Oneille, ville appartenant au roi de Sardaigne; ainsi les Autrichiens s'étaient avancés jusqu'aux bords de la mer, pour favoriser les opérations de l'escadre anglaise qui croisait dans le golfe. Le gouvernement de Gènes avait éprouvé alors le sort destiné, par la nature des choses, aux états d'une petite étendue, placés entre deux grands empires qui sont en guerre; ils sont froissés par l'une ou l'autre des puissances, et quelquefois par toutes deux.

Les Français et les Autrichiens se fortifiaient respectivement; les premiers à Borghetto et à Albinga, les seconds à Dégo. Le baron de Wins avait étendu ses redoutes jusque sur le Mont-Balin, qui domine Savone et Vado, pour empêcher les Français d'inquiéter les secours qu'il attendait d'Alexandrie et de Tortone.

La république de Gènes, placée malgré elle sur le théâtre de la guerre, prenait de vaines précautions contre trois puissances qui l'entouraient par mer et par terre, et dont chacune pouvait l'écraser à chaque instant.

Le C[en] Villars était arrivé à Gènes le 15 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), pour

remplacer, en qualité de ministre, le Cen Tilly, et prévenir le sénat que le gouvernement français avait ordonné aux généraux de réparer les dommages commis sur le territoire génois, et de ne prendre désormais aucune part à l'administration du pays.

Les violences, les vexations exercées dans les ports des départemens du Var et des Bouches-du-Rhône envers les navigateurs génois, les avaient éloignés de ces parages : cet acte de justice diminua ces impressions défavorables. Les grains emmagasinés à Gènes parvinrent dans les ports de France, et prévinrent la famine ; mais dès-lors les ministres des puissances coalisées, qui résidaient à Gènes, prirent à leur tour une attitude hostile. Le roi de Sardaigne avait envoyé à Gènes un ministre extraordinaire, chargé de menacer les Génois du ressentiment de son maître. Le sénat lui rendit menaces pour menaces; mais il n'était pas aussi aisé d'éconduire les Autrichiens et les Anglais.

La flotte britannique, après s'être complètement approvisionnée dans la rade de Livourne, croisait devant Gènes ; elle était composée de vingt-un vaisseaux de ligne, de deux vaisseaux napolitains et de quatre frégates. L'escadre de

Toulon, ne pouvant se mesurer avec des forces aussi redoutables, restait dans le port. L'amiral anglais ayant déclaré aux Génois qu'il bombarderait leur ville, s'ils continuaient à favoriser les Français ; le général de Wins publia, de son côté, une proclamation, dans laquelle il déclarait de bonne prise tous les navires chargés de comestibles ou de munitions de guerre pour les Français ou les Espagnols.

Au milieu de ces différentes discussions, la campagne de l'an 4 (fin de 1795) s'était ouverte à l'armée des Alpes, le 1er vendémiaire, par l'attaque des avant-postes de la Montat, placés sur le col de la Croix. Deux cents Piémontais avaient obligé les Français de se replier sur la Montat, où, après un combat assez vif, le général Pouget, ayant pris le parti de harceler lui-même les ennemis, était parvenu à les repousser ; il avait ensuite chargé l'adjudant-général Chambaud de reconnaître les retranchemens de l'ennemi, près le village de Malchaussée, et de les attaquer, si l'occasion s'en présentait. En conséquence, le 3 vendémiaire an 4 (25 septembre 1795), l'adjudant Chambaud était parti à cinq heures du soir du village de Veyrolle, à la tête de cinq cents hommes, divisés en trois colonnes, se dirigeant

chacune sur le village de Malchaussée. Le 4, à trois heures du matin, les colonnes étant arrivées sur les points qui leur étaient désignés, on avait fait le signal convenu, et l'attaque avait commencé par une fusillade très-vive de part et d'autre; mais, comme il était à craindre que les ennemis ne fussent secourus par leur seconde ligne, l'adjudant-commandant avait fait battre la charge : aussitôt le feu avait cessé de la part des Français; ils avaient gravi les montagnes avec leur ardeur habituelle; une des colonnes avait attaqué le baracon, les autres le camp ennemi. En vain les Piémontais avaient fait pleuvoir une grêle de balles; en vain, se croyant assez forts de leurs retranchemens, criaient-ils ironiquement aux assaillans : *Ça ira*. A ces mots, ceux-ci, indignés, ne connaissant plus ni dangers ni obstacles, avaient sauté dans les retranchemens, s'y étaient battus corps à corps avec les Piémontais, avaient terrassé les uns, tué les autres; et, bientôt maitres des retranchemens et du village de Malchaussée, il ne leur était plus resté d'ennemis à combattre.

Le général Pouget n'avait pas voulu s'en tenir là; instruit que les ennemis avaient rapproché leurs avant-postes de la ligne de défense

du Mont-Cenis, il avait résolu de les attaquer, avec le projet de les replier au-delà de la Novalaise. A cet effet, il avait rassemblé six cents hommes le 22 vendémiaire an 4 (14 octobre 1795), dont il avait formé trois colonnes : l'une commandée par l'adjudant-général Lacombe, dirigée sur les montagnes de Larpon, et destinée à couvrir la retraite des troupes. Une seconde colonne avait reçu l'ordre de longer le revers de la montagne de Montpensier, et de prendre à dos l'ennemi par le poste de la Chapelle Sainte-Marie. Une troisième colonne marchait au centre, sous les ordres du général Pouget.

Malgré une défense opiniâtre, le poste de la Chapelle Sainte-Marie avait été forcé de se rendre prisonnier : ce premier succès avait enhardi les troupes. Le général Fournier avait fait tourner le village de la Novalaise, afin d'arrêter les secours qui venaient à ce village, du poste de Venoux, qui avait été prévenu du danger de ses avant-postes par le bruit de la fusillade. Les troupes de la Novalaise, se voyant attaquées de toutes parts, s'étaient rendues prisonnières de guerre après une perte considérable.

Pendant ces combats, le lieutenant Magné,

avec la compagnie des carabiniers du second bataillon d'infanterie légère, avait arrêté trois cents Piémontais qui venaient pour couper la retraite aux troupes françaises.

Le général Kellerman, ne voulant pas que l'armée des Alpes prît des cantonnemens d'hiver avant que celle d'Italie eût exécuté les opérations qu'elle projetait, avait ordonné qu'on harcelât l'ennemi sur tous les points que les neiges n'avaient pas rendus absolument impraticables, afin d'opérer une diversion : en conséquence, malgré les neiges qui obstruaient les cols, et la rigueur du temps, le général de brigade Vaubois avait disposé une attaque contre les postes avancés de l'ennemi, dans la vallée de Sture et dans celle de Mayre. Trois détachemens étaient partis du camp de Malamort et de celui de l'Arche; et trois autres, d'égales forces, s'étaient dirigés par les cols de Jantrons, des Monges, et par Laronay, pour forcer les postes de Surrel, du pont de Mayre et des Salettes. Les cols se trouvant impraticables, et une forte tourmente étant survenue, on n'avait pu poursuivre l'ennemi, qui avait pris la fuite à la nouvelle de l'approche des Français. En même temps, trois autres colonnes avaient été dirigées sur la vallée de Sture, avec ordre d'attaquer les postes ennemis, et de faire une reconnaissance, afin de s'assurer si cette vallée avait des ressources en fourrages. Les postes ennemis de l'Argentière, quoique fortement retranchés, et gardés par un régiment suisse et des milices, avaient été forcés et emportés; vainement l'ennemi s'était-il rallié au village de l'Argentière, et y avait-il opposé une résistance opiniâtre, il avait été obligé d'évacuer sa position; et, si les détachemens de droite et de gauche n'avaient pas été arrêtés par les neiges et les glaces, tout ce qui était à l'Argentière aurait été fait prisonnier. Poursuivi la baïonnette aux reins jusqu'à Brézès, l'ennemi y avait été ensuite forcé, ainsi qu'à Démon, quatre lieues plus loin, et bientôt après aux Barricades. L'ardeur des troupes les aurait même emportées sur Vinay; mais, instruit qu'on venait d'en garnir les retranchemens avec deux régimens suisses et une assez grande quantité de milice, et dans l'impossibilité de les emporter avec huit cents hommes, les troupes, ayant d'ailleurs parfaitement rempli l'objet de leur reconnaissance, et se trouvant éloignées de trois lieues de leurs postes, rentrèrent dans leur camp.

Pour compléter la diversion en faveur de

l'offensive projetée à l'armée d'Italie, trois colonnes avaient été mises en marche dans la nuit du 22 au 23 brumaire. La première, partie de la Chaux, s'était dirigée sur les villages de Boussan et de Champsac, que les postes de l'ennemi avaient évacués à son approche, pour prendre une position près de Size, à la montagne; un autre poste, placé sur le marquisat, avait été tourné, et on avait brûlé tout ce qu'on y avait trouvé appartenant à l'ennemi; une forte redoute, placée dans la gorge de Champsac, avait aussi été tournée, et tous les hommes qui la défendaient avaient été tués ou faits prisonniers. Pendant ces différentes expéditions, l'ennemi avait rassemblé ses forces à Cestrières; mais il n'avait pu s'opposer à la retraite de cette première colonne, qui était rentrée intacte dans ses postes, après avoir ponctuellement exécuté les ordres qu'elle avait reçus. Une seconde colonne, partie du Mont-Genèvre, s'était portée à Cézanes; l'ayant trouvé évacué, elle avait poussé à Feuille et à Donard, d'où elle avait envoyé un fort détachement sur le chemin d'Oulx, qui avait enlevé quelques postes à l'ennemi : celui-ci, ayant alors rassemblé ses forces, avait voulu tenter de tourner cette colonne; mais, toutes les hauteurs se trouvant occupées par la marche combinée des troupes sur la droite et sur la gauche, les Piémontais avaient été obligés de se tenir à une très-grande distance, et hors de la portée du fusil. La troisième colonne, partie de Plampinet, s'était portée sur Pierre-Menoud, d'où, malgré une immense quantité de neiges, elle avait pénétré jusqu'à la Chapelle Saint-Charles, qui domine le village d'Oulx; mais, ne pouvant pénétrer plus avant, elle était rentrée dans ses postes, après avoir essuyé les fatigues les plus fortes.

Les troupes de la vallée de Quiéras avaient voulu attaquer de leur côté; mais il leur avait été impossible de pénétrer jusqu'aux avant-postes des ennemis, tant les neiges étaient considérables. Enfin le général s'était porté lui-même à Barcelonette et à Briançon, pour y ordonner et diriger les différentes attaques projetées de ces points importans les plus rapprochés de l'armée d'Italie; et, au moyen de l'ensemble et de la multiplicité des différentes attaques faites sur tout le front de l'armée des Alpes, il avait parfaitement réussi à empêcher les Piémontais de dégarnir aucun de leurs points de défense pour renforcer les Autrichiens : mais, les neiges ayant augmenté au

point de ne plus permettre de rester sur les hauteurs, ni de pénétrer nulle part, et ayant posé entre les deux armées des barrières insurmontables, il fallut s'occuper, vers le 15 frimaire (6 décembre), à mettre les troupes à couvert de l'extrême intempérie de la saison. Aux mêmes époques, on attaquait aussi avec succès les ennemis, sur plusieurs points, à l'armée d'Italie.

Le 3 vendémiaire an 4 (25 septembre 1795), le général de brigade Miolis, après avoir chassé de leur camp, à Garesio, les Piémontais et les Autrichiens, l'avait brûlé et s'était emparé d'un magasin de poudre.

Le 10 vendémiaire (2 octobre), l'avant-garde des ennemis, s'étant placée sur un mamelon en face de Borghetto, avait commencé à s'y retrancher, pour y élever des batteries de gros calibre; le général Massena, qui s'en était apperçu, avait donné les ordres au général Victor de chasser l'ennemi de cette position, et d'y détruire ses fortifications. En conséquence, dans la nuit du 10 au 11, deux colonnes avaient embrassé le mamelon et l'avaient cerné, tandis que deux cents grenadiers et deux cents chasseurs empêchaient l'ennemi d'y porter du secours. Arrivés au pied des retranchemens, les Français étaient sautés dedans, y avaient tué tout ce qui n'avait pu s'échapper à la faveur de la nuit, et les avaient ensuite détruits.

Cependant les Autrichiens se fortifiaient de plus en plus à Pietri et à Loano; les maladies leur avaient emporté, à la vérité, beaucoup de monde à Vado; mais ils étaient encore infiniment supérieurs en nombre, en positions et en artillerie : ce qui n'empêcha pas néanmoins le général Scherer de se décider à les attaquer. Par les positions qu'occupait l'armée austro-sarde, toute communication était interdite à l'armée française avec le territoire de Gènes; notre armée éprouvait une pénurie en tout genre, difficile à exprimer; et, malgré leur infériorité, les soldats français, sans souliers, souvent sans pain, manquant de tout, demandaient, à grands cris, qu'on les menât à l'ennemi.

La ligne de défense de l'armée française, forte d'environ trente-deux mille hommes, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la Méditerranée, jusque sur la cime des montagnes parallèles aux monts de la Planète et de Saint-Bernard. Deux divisions de l'ancienne armée d'Italie, réunies sous le comman-

dement du général Massena, occupaient les positions de Sucarello, de Castel-Vecchio, et s'étendaient sur une chaîne de montagnes, jusque vis-à-vis le défilé de Garesio, sur le Tanaro : ces deux divisions formaient le centre de l'armée. Une troisième division de la même armée, sous les ordres du général Serrurier, formait la gauche. Les douze mille hommes arrivés des Pyrénées, sous les ordres du général Augereau, formaient la droite.

L'armée austro-sarde, forte de cinquante à cinquante-cinq mille hommes, occupait en face la position de Loano et les hauteurs qui aboutissent au Mont-Carmelo : la gauche de cette armée se liait avec son centre par des hauteurs successives, jusque sur les montagnes escarpées de Rocca-Barbena, où il appuyait à l'armée sarde, placée sur les montagnes de Saint-Bernard et de la Planète, et dont la droite s'étendait jusqu'à Garesio, sur le Tanaro, qu'elle occupait en force. Les positions ennemies, fortifiées par l'art et par leur escarpement naturel, étaient encore défendues par cent pièces d'artillerie, depuis le plus petit jusqu'au plus grand calibre. Un vallon étroit et profond de près de huit cents toises, escarpé sur presque tout son front, séparait les deux

armées, excepté sur le point du village de Loano, occupé par l'ennemi, et en avant duquel il avait établi trois fortes et grandes redoutes sur trois mamelons qui dominaient entièrement cette petite plaine, d'une lieue d'étendue en tout sens.

Le 26 brumaire (17 novembre), le général en chef avait dirigé une attaque sur Campo-di-Pietri, afin de reconnaître la position de l'ennemi et sa contenance; le général Charlet, chargé de cette expédition, avait détruit ce poste avancé, après avoir pris trois canons, quatre cents fusils, cinq cents hommes, et une connaissance assez étendue de la position des ennemis.

Le 29, un petit bâtiment ayant apporté un approvisionnement de souliers, ils furent bientôt distribués aux soldats, et d'autant mieux accueillis, qu'ils étaient nu-pieds, et décidés, pour attaquer, à s'envelopper les pieds avec des lanières tirées de leur sac à peau.

Toutes les dispositions étant arrêtées pour attaquer, afin d'ouvrir une communication avec la ville de Gênes, la véritable et seule mère nourricière de l'armée, le général Scherer avait ordonné aux généraux Massena et Serrurier de partir le 1er frimaire, vers la

nuit, de leurs positions respectives, pour arriver, à la pointe du jour suivant, sur l'ennemi.

Le général s'était arrêté à former trois attaques, une fausse et deux véritables; le corps de gauche, aux ordres du général Serrurier, devait masquer les camps de Saint-Bernard et de la Planète, et, en présentant plusieurs têtes de colonnes d'attaque, menacer les troupes piémontaises, les tenir en échec, et les empêcher sur-tout de porter des secours au centre de l'ennemi, que le général Massena était chargé d'attaquer.

Le général Serrurier avait marché sur quatre colonnes, menaçant tout le front, et sur-tout la gauche de l'armée piémontaise; il avait engagé le combat successivement sur toute la ligne ennemie, se repliant à propos, et faisant soutenir ses têtes de colonne lorsqu'elles étaient trop pressées; et, en renouvelant ainsi continuellement ses attaques, il avait contenu les troupes piémontaises dans leurs positions, et leur avait fait même beaucoup de prisonniers.

Le général Massena, chargé de l'attaque du centre de l'armée combinée, était parti des environs de Castel-Vecchio, à la tête de ses deux divisions, le 1er frimaire (22 novembre), à la nuit tombante; il avait dirigé deux attaques, l'une sur la droite, et l'autre sur la gauche de l'ennemi commandé par le général Argenteau.

Cette attaque exigeait non seulement une grande audace et une valeur héroïque de la part des troupes, mais encore une savante combinaison de la part du général qui la commandait : il ne suffisait pas de battre un ennemi supérieur en nombre à peu près double, dans une position escarpée, garnie de retranchemens et d'une immense artillerie, mais il fallait encore couper sa communication avec le corps d'armée placé à Loano, et, après l'avoir battu, le gagner de vîtesse sur les positions importantes de Melogno et de Sette-Pani, où il devait, en cas d'échec, naturellement se replier. Telles furent les différentes opérations que le général Massena sut exécuter avec audace, habileté et précision.

Les généraux Laharpe et Charlet avaient attaqué l'ennemi sur ses deux flancs, à Rocca-Barbena, et l'avaient renversé par-tout, malgré son opiniâtre résistance. Le général Massena s'était emparé en même temps des positions de Malsabeno et de Banco, et, réunissant alors ses deux divisions, il avait poursuivi l'ennemi jusqu'à Bardinetto, où il s'était rallié : l'atta-

que avait alors recommencé avec fureur; les deux flancs de l'ennemi avaient été emportés, toute son artillerie prise; et tout ce qui n'avait pas été tué ou pris s'était sauvé, en grand désordre, du côté de Bagnasco.

Au moment où l'attaque commençait à Bardinetto, le général Massena avait donné l'ordre au général Cervoni de s'emparer, avec quinze cents hommes, des hauteurs de cette partie et de celle de Melogno, point le plus élevé de toute la contrée, et sur lequel la retraite de toute la ligne ennemie devait s'effectuer, en cas d'échec; mais les ennemis avaient été tellement effrayés de combats aussi terribles et aussi sanglans, et de l'acharnement, dans leur poursuite, de la part des divisions victorieuses de Massena, qu'ils avaient fait leur retraite dans le plus grand désordre du côté de Ceva.

Tandis que l'armée austro-sarde était menacée sur sa droite, culbutée et percée sur son centre, elle était attaquée avec succès sur tout le front de son aile gauche, depuis la mer jusqu'aux hauteurs occupées par le général Argenteau.

A la pointe du jour, neuf chaloupes canonnières avaient pris poste à portée du flanc gau-

che de la ligne ennemie, entre Borghetto et la Pietra, afin de l'inquiéter par leurs feux; l'attaque générale avait commencé à la pointe du jour, au signal de deux fusées parties du Mont-Saint-Esprit. A peine, au signal convenu, les chaloupes canonnières avaient-elles lâché leurs premières bordées, déjà l'adjudant-général Rusca se portait au pas de charge, à la tête de dix-sept cents hommes, sur les trois mamelons retranchés qui formaient les avant-postes de l'ennemi, en avant de Loano. Deux des redoutes avaient été emportées d'assaut en moins de vingt minutes : la troisième, qui était la principale, se défendait avec acharnement, malgré le feu très-vif d'une pièce de 36 et d'un obusier, placés à mi-côte de la montagne du Saint-Esprit. Cette résistance avait décidé le général Augereau à la faire envelopper par la division Victor; mais à peine cette mesure s'exécutait, l'ennemi, désespérant de se maintenir, fuyait, par-dessus les retranchemens, vers le centre de la ligne autrichienne, placée en arrière de Loano.

Pendant l'attaque des redoutes, le général Barnel, à la tête de deux mille cinq cents hommes, avait emporté, avec la plus grande valeur, le village de Tuirano, et gagné sur-le-

champ les hauteurs escarpées auxquelles appuyait la droite de l'aile gauche de l'ennemi. Au milieu de ces actions, le général Barnel ayant été renversé d'un coup de feu, le chef de brigade Lanes avait pris sa place; et, secondé par l'adjudant-général Rusca, il avait emporté successivement cinq positions retranchées, garnies de canons, placées les unes derrière les autres.

Cependant le feu meurtrier qui partait d'une Chartreuse placée dans la gorge et sur le flanc de Tuirano, ayant fait présumer que les troupes sorties de ce village s'étaient réfugiées dans la Chartreuse, le général en chef avait ordonné au général Dommartin de s'y porter avec une réserve de trois bataillons, et avait en même temps fait diriger un obusier pour briser les défenses de ce poste; mais l'ennemi, intimidé par les préparatifs qu'il voyait faire d'un assaut, s'était hâté de capituler. Un général et un colonel, cinquante officiers et plus de huit cents soldats, avaient mis bas les armes, et s'étaient rendus prisonniers de guerre.

Ces différentes attaques contre la gauche des ennemis, après avoir duré depuis la pointe du jour jusqu'à trois heures après midi, les ennemis, chassés de la petite plaine de Loano, et

réfugiés à mi-côte du Mont-Carmelo, paraissaient vouloir se rallier; le général en chef se décide à faire marcher contre eux toute l'aile droite de l'armée française, pendant que le chef de bataillon Suchet, qui s'était emparé des hauteurs presque inaccessibles du Mont-Calvo, descendait de cette montagne pour envelopper la droite de l'aile gauche des Autrichiens. Incertain des événemens qui s'étaient passés à l'aile gauche de l'armée, ainsi qu'au centre, vers Rocca-Barbena et Bardinetto, le général Scherer s'était borné d'abord à serrer l'ennemi de très-près, afin de l'empêcher de s'échapper, si le centre avait eu des succès : lorsque, vers les quatre heures du soir, différens signaux convenus avec le général Massena ayant appris au général en chef les heureux succès du centre, il ordonna à trois bataillons de la gauche de l'aile droite, de se réunir au chef de bataillon Suchet, pour envelopper la droite de l'aile gauche des Autrichiens; et, en même temps, il faisait avancer la ligne toute entière de la droite sur son front.

Un orage violent, mêlé de grêlons, vint couvrir d'une nuit obscure les deux armées: les Français furent obligés de s'arrêter le soir,

et de bivouaquer à un quart de lieue des postes occupés par les ennemis, bien disposés à les attaquer de nouveau, dès le lendemain, avant le jour; mais ils avaient profité de l'obscurité pour se replier sur Final, où était le quartier-général, en abandonnant toute leur artillerie et leurs tentes : ce qui n'empêcha pas le général Augereau de se mettre à leur poursuite, de gravir la montagne de Final, et de talonner l'ennemi de si près, qu'il commençait à lui faire des prisonniers en assez grand nombre, au moment où le général Massena, qui était arrivé la veille sur les hauteurs de Saint-Pantaléon et de Gora, qui commandaient le vallon de Final, s'étant apperçu, le 3 frimaire (24 novembre), à la pointe du jour, de la retraite des ennemis sur le Mont-Saint-Jacques, faisait descendre rapidement son avant-garde dans cette gorge; manœuvre d'autant plus sage, qu'ayant habilement prévu le point de retraite des ennemis, il avait fait marcher, pendant la nuit, quatre bataillons, qui s'étaient emparés de la position de Saint-Jacques, et qui ne manquèrent pas d'en repousser vivement les fuyards de l'aile gauche de l'armée autrichienne, quand ils voulurent s'y présenter.

Pressés par derrière, sur leurs flancs et sur

leurs fronts, tout ce qui restait de cette partie de l'armée austro-sarde se débanda entièrement, et se dispersa par tous les défilés et tous les sentiers qui se trouvent en si grand nombre dans ces montagnes. Cependant le gros de l'armée austro-sarde faisait sa retraite sur Vado; mais, poursuivi par quatre mille hommes, qui se furent bientôt emparés de Vado et des hauteurs de Savone, les débris de cette armée furent obligés de se retirer sur Acqui et Alexandrie.

L'attaque du centre et de la droite ayant été les véritables points du combat dans les journées des 2 et 3 frimaire (23 et 24 novembre), le général en chef s'était empressé, dès le lendemain, de faire passer, sous les ordres des adjudans-généraux Joubert et Menard, cinq mille hommes au général Serrurier. Celui-ci, obligé de s'en tenir jusqu'alors à contenir l'armée piémontaise, l'avait attaquée à son tour; et, après l'avoir rejetée, le 4 frimaire (25 novembre), sur le Tanaro; s'être emparé, le 5, d'Intropa et de Garesio; avoir forcé les ennemis, le 6, sur les hauteurs de Spinardo, les avait vus, dans la nuit du 6 au 7, abandonner toute leur artillerie et leurs positions, et se retirer dans le camp retranché de Ceva, pour s'y

réunir aux débris des corps du général Argenteau, échappés aux baïonnettes des troupes aux ordres du général Massena.

Il avait donc suffi à trente mille Français, sans cavalerie, sans artillerie, sans pain, sans souliers, sans habits, d'oser attaquer cinquante à soixante mille Autrichiens ou Piémontais, postés sur des montagnes escarpées, derrière des retranchemens défendus par cent pièces de canon, pour les voir abandonner tous leurs différens champs de bataille, couverts de plus de quatre mille morts, cinq mille prisonniers, parmi lesquels plus de deux cents officiers de tous grades, ainsi que plusieurs villes et villages, et sur-tout Final, Vado et Savone, dans lesquels se trouvaient tous les approvisionnemens de l'armée austro-sarde.

Malheureusement, des actions aussi brillantes, une victoire aussi mémorable, ne purent avoir les suites heureuses qu'on aurait dû en attendre : on ne prit pas la peine de réfléchir si le général avait eu les moyens de poursuivre ses succès, sans aucune connaissance du pays, des obstacles qu'il présente à chaque pas, de l'immensité d'objets dont il faut être pourvu pour les surmonter ; dans la parfaite ignorance que, par l'impossibilité d'avoir des subsistan-

ces, le général avait été forcé de laisser sa cavalerie sur les bords du Rhône ; et que, dans la pénurie la plus absolue de tous les moyens de transport, il ne pouvait s'éloigner des points qu'il venait de conquérir, et où il avait eu le bonheur de trouver des vivres ; on rejetait sur lui, comme s'il en eût été coupable, les causes qui l'avaient obligé de se borner à établir l'armée française sur la côte du territoire de Gènes, qui s'étend depuis Savone jusqu'à Voltri, pour y attendre les moyens de se remettre en mouvement ; et on l'accusait des suites fâcheuses d'une inaction forcée qui avait donné le temps à l'empereur de renforcer son armée,[1] dont il venait de confier le commandement au général Beaulieu.

L'Italie, à cette époque, indépendamment d'une force armée de deux cent quatre-vingt mille hommes disposés à repousser l'agression des Français, et à tâcher de pénétrer en France, espérait opposer à leurs efforts, s'ils étaient heureux, la chaleur et l'insalubrité d'un climat qui leur avait été si souvent funeste. Elle ne comptait pas moins sur l'opposition et l'influence d'un clergé nombreux et puissant sur

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

un peuple dominé par la superstition, prévenu contre les Français, et sur-tout contre leurs prétendues opinions anti-religieuses, plus redoutables encore que leurs armes.

Pour vaincre d'aussi grands obstacles, il fallait des hommes animés d'un courage et d'une patience surnaturels : pour les diriger, on avait besoin d'un jeune chef doué par la nature de talens extraordinaires, qui réunît à l'audace intrépide l'ambition de la gloire, et sût joindre à cette bravoure qui ne connaît aucun obstacle, le sang froid qui sait préparer de grands événemens. Ce jeune officier d'artillerie avait donné, trois ans auparavant, des preuves de ses talens militaires dans les dispositions qu'il avait conseillées et exécutées pour la reprise de Toulon ; la Corse était sa patrie, Ajaccio le lieu de sa naissance : à vingt-huit ans, il lui était réservé d'étonner l'Europe, en subjuguant l'Italie dans une seule campagne, comme jadis l'Italie elle-même avait dompté la Grèce. Bonaparte fut désigné par le directoire exécutif pour commander l'armée d'Italie, et se rendit dans le comté de Nice.

L'abondance des neiges, qui couvraient les Alpes et les Apennins, ne permettait pas aux armées de tenir la campagne. Les Français,

maîtres d'Ormea, étaient cantonnés depuis Nice jusqu'aux environs de Final ; leur quartier-général à Albinga, leurs avant-postes à Voltri, entre Savone et Gênes.

Les troupes piémontaises, commandées par le général Colli, étaient postées sur les revers des Alpes, depuis le col de Tende jusqu'à Cairo, dans la province d'Acqui. Les Impériaux occupaient les hauteurs de Savone, Sosello, Mosono, Campo-Freddo, la Bochetta, les vallées de la Trebia et de la Scrivia, renfermant dans leurs retranchemens les deux routes qui conduisent de Gènes dans le Milanais ; l'une par Novi et Tortone, l'autre par Bobio et Plaisance.

On portait à quatre-vingt mille hommes les armées françaises dans les Alpes et dans les Apennins. La cour de Vienne, forcée d'économiser ses armemens, considérant combien il était difficile de nourrir une armée aussi nombreuse dans des pays stériles, lorsqu'une flotte anglaise dominait sur les côtes, regardait ce nombre d'ennemis comme exagéré. D'ailleurs, suivant l'usage de rejeter les dépenses sur les coassociés dans les associations hostiles, on calculait, dans le conseil impérial, que le roi de Sardaigne, menacé plus immédiatement,

fournirait un très-fort contingent; le roi des deux Siciles, le pape, le duc de Modène, devaient aussi augmenter les forces destinées à occuper les gorges de l'Apennin, avant le temps où l'écoulement des grosses eaux, produites par la fonte des neiges, rendrait navigables les rivières qui sortent de ces montagnes : pendant l'été, le lit des rivières du Tidone, de l'Orbe, du Neva et de plusieurs autres, est presque à sec; mais, pendant les mois d'avril et de mai, l'eau de ces rivières coule avec la force et la rapidité des torrens les plus redoutables.

Ces circonstances et les dispositions locales de l'Italie antérieure, coupée en tous sens par des canaux et par des haies vives qui forment autant de fortifications naturelles, tranquillisaient les ministres impériaux sur les succès des Français. Les malheurs essuyés dans la péninsule par Charles VIII, Louis XII et François Ier; les défaites plus récentes des généraux de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, semblaient éloigner l'idée que les Français eussent sérieusement le projet d'attaquer les pays autrichiens en Allemagne, en traversant les plaines de la Lombardie : toutes ces raisons déterminèrent le conseil aulique à ne pas envoyer en Italie toutes les forces que demandait le

général de Wins, et de lui préférer le général Beaulieu, qui offrait de faire la campagne avec de moindres frais.

Toutes les puissances de l'Italie étaient entrées dans la coalition, excepté les républiques de Venise et de Gènes. Cependant le roi de Sardaigne était le seul prince italien dont on eût promis de couronner les efforts par un agrandissement de territoire; c'était aussi le seul qui pût rendre de véritables services à la coalition. Maître de tous les passages des Alpes, depuis l'Helvétie jusqu'à la Méditerranée, la nature avait placé dans ses mains les clefs de l'Italie; on était convaincu qu'avec peu d'hommes et d'argent, cette barrière ne serait jamais franchie par les Français.

Ainsi à l'abri derrière un rempart regardé comme inexpugnable, les puissances italiennes étaient poussées dans la coalition moins pour leur intérêt et par les événemens qui agitaient la France, que par leurs relations de famille. Les ducs de Parme et de Modène n'avaient aucune puissance réelle; le grand duc Ferdinand-Joseph se trouvait placé dans un pays ouvert, facile à envahir, sans forces suffisantes pour le défendre : aussi la cour de Florence avait-elle toujours eu la sagesse de rester neu-

tre dans les guerres élevées en Italie dans le dix-huitième siècle. Elle prit le même parti pendant la révolution, dans la crainte de voir bombarder le port de Livourne par l'escadre de Toulon; mais, dès l'instant où une flotte anglaise domina sur la Méditerranée, le grand duc s'était rangé du côté de la coalition : quelque temps après la reprise de Toulon, il était revenu à la neutralité. Néanmoins, dans toutes ces variations, les secours accordés constamment aux ennemis de la France dans le port de Livourne, ne laissaient aucun doute sur les véritables sentimens de Ferdinand-Joseph.

Le royaume de Naples, quoique possédé par un prince de la maison de Bourbon, aurait eu le bonheur de profiter des inclinations pacifiques de Ferdinand IV, si sa femme, sœur de la reine de France, n'avait dirigé les opérations du conseil, et ne s'était empressée de promettre vingt mille hommes à la coalition.

Enfin la cour de Rome ne pouvait rester neutre dans une guerre où tous les princes chrétiens semblaient n'avoir pris les armes que pour venger la mort d'un prince regardé à Rome comme un martyr. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses

forces, le pape lui avait envoyé une médaille d'or qui portait l'empreinte de saint Pierre et de saint Paul, en lui recommandant de combattre au nom de ces deux vaillans soldats du Christ; mais on s'était moqué, même en Italie, de ce charlatanisme qui retraçait le temps des croisades. Le pape avait voulu lever quelques troupes; mais, pour remplir cet objet, il fallait augmenter les impôts : le peuple, soulevé, menaça de brûler les principaux palais de la ville. La cour de Rome s'apperçut alors, mais trop tard, qu'elle s'était écartée de sa politique ordinaire, en ne conservant pas une exacte neutralité; elle joua bien mieux son rôle habituel, en ordonnant des prières publiques et en accordant des indulgences plénières aux soldats de l'empereur.

En arrivant dans la rivière de Gènes, le premier soin de Bonaparte avait été de sonder les dispositions du gouvernement génois. Les opinions révolutionnaires commençaient à agiter le peuple de cette république, éloigné des affaires par une noblesse hautaine et soupçonneuse; il desirait, dans sa constitution, des changemens qui lui procurassent des avantages politiques : mais tous les ressorts du gouvernement se trouvaient dans les mains d'un sé-

tre dans les guerres élevées en Italie dans le dix-huitième siècle. Elle prit le même parti pendant la révolution, dans la crainte de voir bombarder le port de Livourne par l'escadre de Toulon; mais, dès l'instant où une flotte anglaise domina sur la Méditerranée, le grand duc s'était rangé du côté de la coalition: quelque temps après la reprise de Toulon, il était revenu à la neutralité. Néanmoins, dans toutes ces variations, les secours accordés constamment aux ennemis de la France dans le port de Livourne, ne laissaient aucun doute sur les véritables sentimens de Ferdinand-Joseph.

Le royaume de Naples, quoique possédé par un prince de la maison de Bourbon, aurait eu le bonheur de profiter des inclinations pacifiques de Ferdinand IV, si sa femme, sœur de la reine de France, n'avait dirigé les opérations du conseil, et ne s'était empressée de promettre vingt mille hommes à la coalition.

Enfin la cour de Rome ne pouvait rester neutre dans une guerre où tous les princes chrétiens semblaient n'avoir pris les armes que pour venger la mort d'un prince regardé à Rome comme un martyr. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses

forces, le pape lui avait envoyé une médaille d'or qui portait l'empreinte de saint Pierre et de saint Paul, en lui recommandant de combattre au nom de ces deux vaillans soldats du Christ; mais on s'était moqué, même en Italie, de ce charlatanisme qui retraçait le temps des croisades. Le pape avait voulu lever quelques troupes; mais, pour remplir cet objet, il fallait augmenter les impôts: le peuple, soulevé, menaça de brûler les principaux palais de la ville. La cour de Rome s'apperçut alors, mais trop tard, qu'elle s'était écartée de sa politique ordinaire, en ne conservant pas une exacte neutralité; elle joua bien mieux son rôle habituel, en ordonnant des prières publiques et en accordant des indulgences plénières aux soldats de l'empereur.

En arrivant dans la rivière de Gênes, le premier soin de Bonaparte avait été de sonder les dispositions du gouvernement génois. Les opinions révolutionnaires commençaient à agiter le peuple de cette république, éloigné des affaires par une noblesse hautaine et soupçonneuse; il desirait, dans sa constitution, des changemens qui lui procurassent des avantages politiques: mais tous les ressorts du gouvernement se trouvaient dans les mains d'un sé-

nat dont les membres étaient habitués à dominer, et rompus à l'astuce italienne dans les négociations. On devait donc s'attendre de leur part à tous les efforts de l'obstination, pour conserver un mode d'administration qui mettait dans leur main le pouvoir et l'asservissement du peuple. L'état de Gènes avait embrassé la neutralité en apparence; mais, tandis qu'il favorisait les Français dans leurs approvisionnemens, qui étaient pour les Génois une source immense de richesses, il augmentait les fortifications de Gènes du côté de la France, et il laissait passer tranquillement à Novi, à Gavi, à la Bochetta, sous le canon de ses postes, les troupes autrichiennes. Autorisé par cette connivence, le général autrichien voulait engager le sénat à lui confier la forteresse de Savone, afin d'avoir une ville où il pût déposer ses malades, et rassembler ses munitions de bouche. Les Français, de leur côté, sollicitaient la même faveur; mais ils appuyaient leur demande par quinze mille hommes qu'ils faisaient marcher sur Gènes. Ainsi pressés par deux armées, bloqués par une escadre anglaise, les Génois voyaient leur sénat dans un embarras extrême, dont les événemens seuls de la guerre fixèrent les inquiétudes.

Cependant à peine la cour de Vienne fut instruite de la réponse du directoire aux propositions ridicules de M. Wickam, qu'elle donna des ordres au général Beaulieu d'attaquer les Français en Italie. En effet, le 20 germinal an 4 (9 avril 1796), ce général avait fait attaquer par dix mille Autrichiens, secondés par les vaisseaux anglais, le poste de Voltri, défendu seulement par trois mille Français, sous les ordres du général Cervoni. Après un combat très-opiniâtre, ce poste avait été évacué, pendant la nuit, avec le plus grand ordre, et à l'insu de l'ennemi. Le général Cervoni s'était posté, en se retirant, sur la Madone de Savone, où Bonaparte l'avait fait protéger par quinze cents hommes placés sur les hauteurs de Vorragio et les avenues de Sospello. En s'emparant de Voltri, le général autrichien avait rétabli ses communications avec la mer, et coupé celles des Français avec Gènes; mais la fortune, qui se montrait un moment favorable aux Autrichiens, devait bientôt les abandonner pour aller se fixer dans le camp de leurs ennemis.

En effet, Bonaparte parut n'avoir fait reculer ses troupes que pour prendre un élan plus rapide. Le 21 germinal (10 avril), les Autri-

chiens, poursuivant leurs avantages, s'étaient déjà rendus maîtres d'une partie des redoutes qui couvraient l'armée française; celle de Montenote, défendue par quinze cents hommes, opposait seule encore une grande résistance à quinze mille Autrichiens conduits par Beaulieu lui-même. Celui-ci avait ordonné de redoubler d'efforts : de son côté, le chef de brigade Rampon, qui commandait dans la redoute, par une de ces inspirations qui ne viennent qu'aux hommes excessivement courageux au milieu du feu le plus vif, demande à ses soldats le serment de mourir tous dans la redoute avant d'y laisser pénétrer l'ennemi; le serment est prêté; le feu redouble; les Autrichiens sont arrivés à la portée du pistolet; la nuit vient couvrir de ses ombres le courage inébranlable des Français. Pendant cette résistance opiniâtre, qui donnait le temps au général Laharpe de tourner, avec toutes les troupes de la droite, cette redoute si vaillamment défendue, Bonaparte, passant par Altare, portait, à minuit, les troupes de sa gauche et de son centre sur le flanc et les derrières des Autrichiens. Le jour paraît enfin le 22 germinal (11 avril, et vient éclairer la constante résistance des défenseurs de Montenote; le

combat s'engage entre les généraux Beaulieu et Laharpe; mais, pendant qu'ils s'attaquent et se chargent avec différens succès, le général Massena paraît, semant la mort et l'épouvante sur le flanc et les derrières des Austro-Sardes aux ordres des généraux Argenteau et Roccavina, qui, blessés l'un et l'autre, sont emportés du champ de bataille. Le désordre gagne les troupes austro-sardes; elles sont en pleine déroute; et les Français, en poursuivant les fuyards, s'emparent de Carcare et de Cairo, où ils entrent le 23, après avoir laissé sur le champ de bataille quinze cents Autrichiens, et leur avoir pris deux mille cinq cents hommes, dont soixante officiers et plusieurs drapeaux. Cette bataille prit son nom du village de Montenote, situé dans les montagnes, à une lieue à peu près de Monte-Lesimo; il était juste d'immortaliser l'action du chef de brigade Rampon et le courage de ses braves, qui, en se sacrifiant aussi généreusement, arrêtèrent l'ennemi, et donnèrent le temps de le tourner et de le battre.

Par la victoire remportée à Montenote, la position de l'armée française se trouvait fort améliorée; elle occupait tous les pendans des Alpes qui versent leurs eaux dans la Méditer-

ranée; mais la crête de ces montagnes était toujours au pouvoir des Autrichiens, qui communiquaient, par leur droite, avec l'armée piémontaise, à laquelle ils pouvaient donner la main dans les environs de Cairo. Ce n'était donc pas assez d'avoir remporté une victoire : pour en profiter, il fallait en remporter d'autres; il était nécessaire de gravir les Alpes, afin de chasser les ennemis de leurs positions : séparer l'armée des Piémontais de celle des Autrichiens, afin de leur ôter la supériorité qu'elles acquéraient par leur réunion, était un point très-important, et un objet très-difficile à remplir; les sinuosités des montagnes favorisaient les secours que pouvaient se donner mutuellement les généraux Colli et Beaulieu, et, en présence des deux armées, il n'était pas probable de pouvoir tromper la surveillance de l'une et de l'autre. On devait donc tenter de tenir en échec l'une des deux, tandis qu'on battrait l'autre; projet dont le succès dépendait d'une prompte exécution, et qui présentait en même temps de bien grands obstacles, en osant l'entreprendre avec des forces aussi inférieures. Bonaparte était pénétré de ces vérités; aussi à peine avait-il établi son quartier-général à Carcare, dans le Mont-Ferrat, que déjà le général

Laharpe se portait sur Sozello, afin d'y menacer huit bataillons ennemis, mais plus réellement afin de gagner, pendant la nuit, la ville de Cairo. Le général Massena gravissait en même temps les hauteurs de Dégo. Les généraux Joubert et Menard marchaient pour occuper les hauteurs de Biétro, ainsi que l'intéressante position de Sainte-Marguerite; et le général Augereau, après deux jours de marche, était venu bivouaquer dans la plaine de Carcare, avec les 69e et 39e demi-brigades. Ce mouvement, à la suite de l'affaire de Montenote, avait placé l'armée française au-delà des Apennins, sur les pendans qui versent leurs eaux dans le Pô; il lui avait fait franchir rapidement le passage si difficile des Alpes, et les pendans qui versent dans la Méditerranée.

Le 24 germinal (13 avril), dès la pointe du jour, le général Augereau forçait les gorges de Millesimo, au moment où les généraux Menard et Joubert, après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppaient, par une manœuvre rapide et hardie, un corps de quinze cents Autrichiens, à la tête duquel se trouvait le lieutenant-général Provera; mais ce général, loin de poser les armes et de se rendre prisonnier de guerre,

avait gagné le sommet de la montagne de Cossaria, où il s'était retranché dans les ruines d'un vieux château extrêmement fort par sa position. Cette manœuvre courageuse et cette résistance pouvaient seules déconcerter les projets du général en chef; il dut donc porter tous ses soins à forcer le général Provera de se rendre. En conséquence, le général Augereau reçut l'ordre de faire avancer son artillerie, et de la faire tirer sur le château dans lequel s'étaient réfugiés les Autrichiens. A onze heures du matin, n'ayant pu obtenir aucun succès, Bonaparte fit sommer le général Provera de se rendre; mais, dans l'espérance de gagner du temps, le général autrichien avait demandé à parlementer : en effet, la nuit s'avançait, et le général Provera persistait dans des propositions peu raisonnables. Fatigué de tant de lenteurs, le général Augereau rompt la conférence, et donne les ordres de former les troupes sur quatre colonnes, qui seront dirigées sur le château de Cossaria.

Déjà le général Joubert, qui commandait la première, avait pénétré avec sept hommes dans les retranchemens ennemis; mais, frappé à la tête et renversé, ses soldats le croient mort, et ralentissent leur marche. La seconde colonne

marchait en silence vers le point où elle devait attaquer; elle avait atteint le pied des retranchemens ennemis : le général Banel, qui la commandait, fut tué. Le même sort était réservé à l'adjudant-général Quenin, qui conduisait la troisième colonne; et la nuit, qui vint jeter un voile obscur sur les combattans, suspendit leur courage. Néanmoins le général, craignant de voir l'ennemi profiter de l'obscurité pour se faire jour l'épée à la main, fit réunir tous les bataillons, et les plaça derrière des épaulemens faits avec des tonneaux soutenus par des obusiers en batterie à demi-portée de fusil.

Le 25 germinal (14 avril), les armées sarde, autrichienne et française, se trouvaient en présence; la gauche des Français, commandée par le général Augereau, tenait bloqué le général Provera. Le général Menard, qui était au centre, après avoir repoussé les ennemis, qui avaient fait de vaines tentatives pour l'entamer, avait reçu l'ordre de renforcer la droite, où les généraux Massena et Laharpe étaient plus particulièrement chargés d'attaquer la gauche de l'ennemi : le premier, en débordant l'extrémité gauche, et en tournant les retranchemens et les nombreuses batteries dont les

Autrichiens s'étaient couverts dans Dégo; le second, en marchant sur la droite de l'aile gauche de l'ennemi.

Avant une heure après midi, le général Massena avait débordé la gauche des Autrichiens, et poussé des troupes légères sur le chemin de Dégo à Spino. En même temps, le général Laharpe, après avoir formé sa division sur trois colonnes, celle de gauche, sous les ordres du général Causse, avait passé la Bormida, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, malgré le feu de l'ennemi, et attaqué la droite de l'aile gauche. Le général Cervoni, à la tête de la seconde colonne, protégé par des batteries, après avoir aussi passé la Bormida, avait attaqué de front. L'adjudant-général Boyer, secondé par la troisième colonne, en tournant un ravin, avait coupé la retraite à l'ennemi. Tous ces différens mouvemens, toutes ces attaques, s'exécutaient avec ordre et courage au moment où le général Provera se rendait prisonnier de guerre avec les troupes à ses ordres dans le château de Cossaria : bientôt après, le reste des ennemis, enveloppé de tous les côtés, n'eut plus le temps de capituler; et, poursuivi par l'épouvante et la mort, il fut obligé de prendre la fuite, ayant sur ses pas les troupes

françaises, qui s'acharnèrent de tous les côtés à le poursuivre.[1]

La victoire remportée à Millesimo était d'autant plus importante, qu'elle fournissait aux Français, en vivres et en munitions, des moyens de s'avancer dans un pays où, sans ces secours, ils auraient été dans l'impossibilité de se procurer les subsistances nécessaires, de marcher en avant, de se joindre à la division Serrurier qui gardait la vallée d'Oneglia, et d'augmenter leurs forces par ce moyen, tandis qu'ils venaient de diminuer celles des Austro-Sardes d'environ douze mille hommes; enfin ils n'auraient jamais pu remplir leur grand projet de séparer l'armée des coalisés. Cependant, malgré ces avantages, le général Beaulieu, ne désespérant pas de les rendre inutiles, avait rassemblé sept mille hommes de l'élite de son armée, et, le 26 germinal (15 avril), à la pointe du jour, il avait attaqué avec beaucoup d'audace et enlevé le village de Dégo, où les Français, fatigués de la bataille, s'étaient livrés à une entière sécurité. La générale leur annonce le danger où ils se trouvent; le général Massena est le premier qui ait rassemblé

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (50).

quelques soldats, et commencé l'attaque; trois fois il avait été repoussé. Le général Causse, blessé mortellement, n'avait pas été plus heureux : il était cependant déjà deux heures après midi, et les ennemis conservaient Dégo. Bonaparte fait former en colonne la 89ᵉ demi-brigade; le général Victor la commande; l'adjudant-général Lanes rallie la 8ᵉ d'infanterie légère; il marche sur la gauche des ennemis; enfin ces attaques combinées réussissent; Dégo est enlevé; la cavalerie française achève la déroute de l'ennemi, qui laisse six cents morts et quatorze cents prisonniers.

En même temps, le général Rusca s'était emparé de la position de San-Giovani, qui domine la vallée de la Bormida; le général Augereau avait délogé l'ennemi des redoutes de Montezemo, et ouvert la communication avec la division Serrurier, qui avait déjà occupé sur la gauche du Tanaro, et presque sous Ceva, Batisolo, Bagnasco et Nocetto. Par la reprise de Dégo, Bonaparte n'avait plus rien à redouter, pour sa droite, des Autrichiens, qui se retiraient sur Tortone, laissant aux Français la libre possession du territoire de Gênes et l'avantage de les avoir séparés des Piémontais. Ce mouvement rétrograde, dont l'objet pouvait être, en apparence, de faciliter la jonction des Autrichiens avec les troupes napolitaines et pontificales attendues par le général Beaulieu, laissait dans la position la plus critique l'armée piémontaise retranchée auprès de Ceva, sur les bords du Tanaro, qui n'était pas encore guéable, et dont les ponts avaient été coupés.

Aussi, dès le 26 germinal (15 avril), l'infatigable Bonaparte, dont le génie actif ne savait pas se contenter des demi-succès, avait poussé une forte reconnaissance sur Ceva, dont le résultat avait été d'enlever à l'ennemi quelques positions qui rendaient plus certaine l'attaque de leur camp.

Le 27 germinal (16 avril), le général Augereau, parti de Montezemo, avait attaqué les redoutes qui en défendaient les approches; le plus grand nombre était emporté, malgré huit mille Piémontais qui les défendaient. La nuit seule avait mis fin au combat, et empêché les Français de pousser plus loin leurs succès; mais le général Colli, craignant d'être tourné par Castelino, avait profité de ses ténèbres pour prendre une forte position au confluent du Cursaglia et du Tanaro, ayant sa gauche appuyée à ces deux rivières, sa droite vers Notre-Dame de Vico, et son centre au village de la Bicoque.

La position du général Colli était la meilleure qu'il pût prendre; environné de deux rivières profondes, il avait garni leurs bords de fortes batteries; ses lignes protégeaient la place de Mondovi, et il comptait assurer toujours davantage sa défense avec les secours qu'on lui annonçait de Turin, et ceux que le comte de Beaulieu pouvait lui faire passer en suivant la droite du Tanaro; mais toutes ces espérances s'évanouirent en même temps.

La cour de Turin avait ordonné la levée de tous les jeunes gens, depuis dix-huit jusqu'à trente ans : cette mesure, qui faisait espérer quarante ou cinquante mille hommes, avait éprouvé des obstacles invincibles, et répandu dans le Piémont un mécontentement qui avait arrêté tous les efforts auxquels aurait voulu se livrer le roi de Sardaigne pour la continuation de la guerre. Les Piémontais, dès cet instant, demandèrent la paix à grands cris; les généraux et les soldats accusaient les Autrichiens de trahison, et, abattus par leurs derniers revers, étaient entièrement découragés; la noblesse piémontaise abandonnait en foule le pays, pour s'enfoncer dans le midi de l'Italie.

Le grand duc de Toscane, craignant d'attirer dans ses états les armées françaises, refusait le passage aux troupes qui venaient de Naples et de Rome pour se joindre à l'armée du comte de Beaulieu, qui, sous ce prétexte, se refusait entièrement à envoyer le moindre secours aux Piémontais.

Ainsi le plan de Bonaparte, de séparer les armées piémontaises et autrichiennes, était suivi, comme il l'avait sans doute calculé, d'une division entre les généraux piémontais et le général Beaulieu. Celui-ci ne songeait plus qu'à la nécessité où il se trouvait de s'opposer à l'invasion des Français dans la Lombardie; il semblait ignorer qu'en divisant les forces de la coalition il les affaiblissait, et qu'il ne tarderait pas à se repentir d'une conduite aussi perfide qu'impolitique. Il s'occupait donc uniquement à centraliser ses forces, dans la persuasion de les rendre bien plus redoutables, tandis qu'il servait, au contraire, Bonaparte, dont le but devait être d'écraser d'abord le roi de Sardaigne, afin de venir ensuite plus facilement à bout des Autrichiens. Aussi le général en chef de l'armée française se hâta, pour profiter de cette mésintelligence, de faire entrer, le 28, le général Serrurier dans Ceva, dont il investit sur-le-champ la citadelle; et, le 1er floréal, il fit attaquer, par ce même gé-

néral, la droite de l'ennemi au village de Saint-Michel, qui fut enlevé après trois heures de combat.

Mais, le Tanaro n'étant pas guéable, la division qui devait attaquer la gauche ayant été obligée de se borner à une fusillade, et l'ennemi s'étant alors renforcé sur sa droite, le général Serrurier avait été obligé de se retirer, de manière que, la nuit, on se trouvait de part et d'autre dans les mêmes positions que la veille : il fallait donc s'occuper à faire des dispositions différentes, et tâcher, par de fausses manœuvres, de cacher ses véritables intentions. A cet effet, dans la nuit du 2 au 3 floréal (21 au 22 avril), le général Massena avait passé le Tanaro près de Ceva, et était venu occuper le village de Lezegno; les généraux de brigade Guieux et Fiorella s'étaient emparés du pont Della-Torre : mais le général Colli, dont l'armée, après les échecs qu'elle avait essuyés, n'était pas en état de résister long-temps aux colonnes françaises prêtes à l'attaquer de toutes parts, avait abandonné, vers les deux heures après minuit, ses retranchemens, évacué toute son artillerie, et avait pris le chemin de Mondovi. Néanmoins les Français l'avaient atteint, au point du jour, auprès du village de

Vico, où ils avaient commencé à l'attaquer, et où toute son habileté n'avait pu lui servir qu'à se retirer en assez bon ordre pour mettre ses bagages en sûreté derrière les rivières de l'Elero et de Pesio, le reste de l'armée rompue n'ayant pu sauver son artillerie qu'avec beaucoup de peine. En même temps, les Français étaient entrés dans Mondovi, dont on avait lieu de craindre une plus forte résistance.[1]

Après les affaires malheureuses de Vico et de Mondovi, il ne restait guère au général Colli que la Stura qui pût être une barrière capable d'arrêter la marche de Bonaparte sur Turin : le général piémontais, entièrement abandonné par les Autrichiens, fut donc obligé de passer cette rivière, et il campa entre Coni et Cherasco. Cette dernière ville, importante par sa situation au confluent de la Stura et du Tanaro, était munie d'une enceinte bastionnée, fraisée et palissadée.[2] Mais toutes ces probabilités militaires, en faveur des Piémontais, n'avaient pas tardé à devenir inutiles devant la hardiesse, l'activité et la célérité des mouvemens ordonnés par Bonaparte, secon-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

dé par la constante bravoure des Français.

Le général Colli, après avoir perdu la bataille de Mondovi, ne pouvant plus compter sur les Autrichiens pour le soutenir, et encore moins sur aucun secours de la part de la cour de Turin, instruit des préparatifs de Bonaparte pour passer la Stura, après avoir pris Fossano et le Tanaro, après s'être emparé d'Alba, s'était vu forcé d'évacuer Cherasco, afin de se replier sur Carignan, pour couvrir Turin, dont l'armée française ne se trouvait plus qu'à neuf lieues.

Ainsi, depuis seize jours, les Français combattaient sans interruption; et, pendant ce court espace de temps, ils avaient battu les Piémontais et les Autrichiens dans trois combats et trois batailles rangées. Jusqu'alors on n'avait jamais vu, dans la campagne la plus longue, ce nombre prodigieux de combats, et sur-tout de batailles rangées, accompagnées fidellement de la victoire; mais ces événemens merveilleux tenaient au génie de l'homme extraordinaire qui les faisait naître, à l'ardeur de la gloire qui le dévorait, aux soins habiles et constans de profiter de la fortune, et au mérite, rare chez les généraux, de cultiver ses faveurs, sans en être enivré.

Après avoir entièrement rempli le plan si bien conçu de paralyser les Autrichiens, c'était dans Turin que Bonaparte devait vouloir s'assurer de la conquête de la Lombardie. La prise de cette ville était devenue le premier objet de ses desseins, de la marche rapide de son artillerie légère, et de son armée victorieuse, à laquelle il adressa, ainsi qu'aux peuples de l'Italie, une proclamation faite pour enflammer les uns et tranquilliser les autres.[1]

Dès le 4 floréal (23 avril), le roi de Sardaigne, réduit à s'enfermer dans Turin avec les débris de son armée, et à y soutenir un siége pour dernière ressource, s'était enfin convaincu, par une tardive expérience, que ses préparatifs ne sauveraient pas sa capitale. Des murmures, avant-coureurs d'une insurrection, avaient augmenté sa détresse, et l'avaient forcé d'obéir aux lois de la nécessité; il avait donné des ordres au général Colli, de demander une suspension d'armes à Bonaparte :[2] celui-ci, en la refusant, ne cessait de hâter les préparatifs du siége de Turin; il les suspendit au moment où il reçut, le 7 floréal, une seconde dépêche

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

du général Colli,[1] qui lui assurait, au nom de son maître, les forteresses de Coni, de Tortone et de Ceva, pour sûreté, en attendant que l'on fût d'accord sur les articles du traité de paix qui fut signé à Paris le 26 floréal an 4 (15 mai 1796).[2] Ce traité rendait la situation des Français presque indépendante de tous les événemens qui auraient nui aux fruits de leurs expéditions précédentes en Italie. L'armée du général Kellerman, retenue dans les Alpes par les forteresses de Suse et d'Exiles, avait toute liberté de se porter sur les bords du Pô; les communications étaient assurées avec la France par les cols de Tende, du Mont-Genèvre et du Mont-Cenis; l'armée, qui pouvait se recruter avec facilité, et dont les derrières restaient absolument libres, n'avait plus à redouter, en Italie, que le climat lui-même, non moins meurtrier pour les Allemands que pour les Français.

Cependant l'on venait de remettre, les 10 et 12 floréal (29 avril et 1er mai), à Bonaparte les forteresses qui devaient être les garans de la fidélité du roi de Sardaigne.[3] Mais ce général, loin de s'appesantir sur ses succès, songeait encore à les augmenter, en profitant des circonstances dans lesquelles il se trouvait pour aller joindre le comte de Beaulieu, qui fuyait vers Alexandrie; il était important de ne pas donner le temps à ce général de recevoir les renforts de l'Autriche et des princes coalisés en Italie.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

A la nouvelle de la défection du roi de Sardaigne, l'archiduc Ferdinand, gouverneur du Milanais, avait réclamé à Vienne les plus prompts et les plus puissans secours; tandis que le comte de Beaulieu, après avoir tenté inutilement de s'emparer d'Alexandrie, était venu passer le Pô à Valence, dont la citadelle était occupée par un corps de cavalerie napolitaine. Ainsi porté sur la rive gauche du Pô, le général autrichien se fortifiait à la hâte, entre la Sesia et le Tesin, le long du Lagogna et du Trepodio, afin de tâcher de défendre le Milanais, aidé de l'armée du roi des deux Siciles et de quelques renforts qu'il venait de recevoir du Tyrol. D'après la position que venait de prendre le général Beaulieu, il semblait convaincu que Bonaparte chercherait à passer le Pô à Valence, qui venait d'être évacué par les Napolitains, ainsi qu'il s'en était réservé la

faculté par un article de l'armistice. Dans le cas même où les Français eussent voulu tenter de passer ce fleuve au-dessous du Tesin, pour pénétrer dans le Milanais par le Pavésan, le général autrichien eût été encore à portée de s'y opposer; il se serait trouvé d'ailleurs, alors, sur le flanc gauche des Français. Plusieurs militaires instruits blâmèrent, dans le temps, le comte de Beaulieu, peut-être d'après l'événement, de n'avoir pas préféré de placer son front vers le Pô, la gauche au Tesin, et sa droite à l'Adda. Dans cette position, observaient-ils, il aurait mieux défendu le Pô, il aurait couvert davantage Milan, et il aurait été à portée de défendre le Tesin ou l'Adda, suivant l'endroit où les Français auraient réussi à passer le Pô.

Au reste, Bonaparte sût entretenir avec adresse, au moyen de faux mouvemens, le général Beaulieu dans la persuasion où il était que son projet était de passer le Pô à Valence; et, tandis que ce général entourait Pavie de redoutes, et couvrait de retranchemens les bords du Tesin, Bonaparte se transportait, le 17 floréal (6 mai), par une marche forcée, à Castel-San-Giovani, sur les bords du Tidone, après avoir traversé à gué la Scrivia et la Staffora, et

pendant que l'on exécutait une canonnade sur les bords du Pô, assez à portée de Valence. A onze heures du soir, le chef de bataillon d'artillerie Andréossi et l'adjudant-général Frontin avaient parcouru, avec cent hommes de cavalerie, la rive du Pô jusqu'à Plaisance; ils avaient rencontré et arrêté cinq bateaux chargés de riz, d'officiers, de cinq cents malades et de toute la pharmacie de l'armée autrichienne.

Le 18 floréal (7 mai), une division de cinq mille grenadiers et de quinze cents chevaux, se trouvait alors sous Plaisance. Ces troupes se précipitent dans ces bateaux, et abordent sur la rive gauche, où elles ont bientôt dispersé deux escadrons d'hussards qui semblaient vouloir leur disputer le passage : en même temps, les divisions de l'armée française, disposées en échelons, hâtaient leurs marches; et, le 19, elles avaient passé à peu près entièrement le Pô. Inutilement le comte de Beaulieu, abandonnant alors le Tesin, s'était-il hâté de faire marcher un corps de six mille hommes et de deux mille chevaux, pour s'opposer au passage des Français; vainement avait-il porté une autre division dans le village de Fombio, où il s'était retranché, et avait placé vingt pièces de canon en batterie; Bonaparte, instruit à midi, le 19, de

ces dispositions, ne voulant pas laisser aux ennemis le temps de se renforcer davantage, les avait fait attaquer, sur la droite, par le général Dallemagne; sur la chaussée, par l'adjudant-général Lanus; sur la gauche, par le chef de brigade Lanes; et, après une vive canonnade et une résistance assez soutenue, les Autrichiens, ne pouvant s'opposer plus long-temps à l'audacieuse obstination des Français, avaient été obligés de se retirer en abandonnant une partie de leurs bagages, trois cents chevaux et cinq cents morts ou prisonniers. [1]

Cependant le comte de Beaulieu avait encore fait partir, pendant la nuit, de Casal-Puster-Lingo, un autre corps de cinq mille hommes, pour venir renforcer celui qui était à Fombio. Ce corps, arrivé à deux heures après minuit près de Codogno, avait envoyé des tirailleurs, qui avaient d'abord culbuté les vedettes françaises; mais, au premier bruit, le général Laharpe, étant monté à cheval et s'étant mis à la tête d'une demi-brigade, venait, à son tour, de culbuter l'ennemi, lorsqu'il reçut une balle qui le tua sur la place, et priva l'armée d'un de ses meilleurs généraux, et les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

soldats d'un camarade intrépide. En apprenant ce malheureux événement, le général Berthier avait couru à Codogno, où il s'était mis à la poursuite de l'ennemi jusqu'à Casal, dont il s'était emparé, ainsi que d'une grande quantité de bagages.

Pendant que les Autrichiens, qui venaient d'être battus sur deux points, étaient obligés de se retirer sur l'Adda, les potentats d'Italie se hâtaient de négocier avec Bonaparte. Le duc de Parme embrassait une prudente neutralité; le grand duc de Toscane ordonnait aux vaisseaux britanniques de diminuer les vexations qu'ils exerçaient sur les Français dans le port de Livourne; le pape faisait des propositions pacifiques, dont l'exécution fut suspendue par les intrigues des courtisans; le roi des deux Siciles envoyait un ministre à Gênes, pour proposer des termes d'arrangement : les puissances italiennes, par ce moyen, pouvaient fournir de grandes contributions en or, en chevaux, en provisions, et fermer les ports de la presqu'île à la puissance britannique. Le duc de Modène, voulant se soustraire, par de vains subterfuges, à des conditions qu'il regardait comme trop onéreuses, fut bientôt obligé d'abandonner, en fugitif, sa résidence et ses états.

La suspension d'armes entre le duc de Parme et la France fut conclue le 21 floréal (9 mai), entre Bonaparte et les marquis Pallavicini et della Rosa, sous la médiation du ministre d'Espagne à Parme. Le duc s'engageait à payer, dans un court délai, deux millions de francs, argent de France; seize cents chevaux, deux mille bœufs, dix mille quintaux de blé, trois mille d'avoine, et d'abandonner une partie des superbes monumens de peinture et de sculpture qui décoraient ses états.

La république de Venise, à la vue du torrent qui menaçait de l'engloutir, avait d'abord levé une armée pour protéger sa neutralité : abandonnant bientôt le système d'une vaine défense, elle avait eu recours à des moyens qui convenaient mieux à sa situation. Monsieur, frère de Louis XVI, qui résidait dans Vérone, avait reçu l'ordre de quitter sur-le-champ les terres de la seigneurie, et il s'était retiré en Allemagne.

La route de Milan était ouverte aux Français; mais elle ne pouvait être sûre pour eux que lorsqu'ils auraient chassé les Autrichiens des bords de l'Adda. Le comte de Beaulieu, au lieu de tirer parti de sa nombreuse cavalerie, dont il pouvait se servir si avantageusement

dans un pays de plaine, après avoir mis une forte garnison dans la ville de Milan, s'était replié à la gauche de l'Adda, où son armée occupait des retranchemens prolongés depuis la grande route de Lodi à Vienne, jusqu'au confluent de l'Adda dans le Pô, au-dessous de Pizzigithone. Maître du cours d'un fleuve aussi profond que rapide, et dont tous les ponts étaient fortifiés, ses postes inquiétaient les détachemens des Français répandus dans le bas Milanais, tandis que, recevant ses subsistances du Mantouan, il espérait pouvoir attendre, dans cette position, les secours que lui promettait la cour de Vienne, et qui, pour lui arriver, devaient traverser les provinces vénitiennes.

Afin de tromper le général Beaulieu, et de le laisser dans l'incertitude sur les endroits où il chercherait à surprendre le passage de l'Adda, Bonaparte avait tenu ses divisions sur différens points; mais il en avait tellement disposé la marche, qu'en moins de trois heures il pouvait les réunir là où il croirait pouvoir attirer son ennemi dans une affaire générale. Ainsi donc, tandis que le comte de Beaulieu, se voyant menacé sur différens points, était obligé de multiplier ceux de sa défense, le général français, dont le quartier-général était

arrivé à Casal-Puster-Lingo le 21 floréal (10 mai), à trois heures du matin, en était parti à neuf heures. L'avant-garde des Français avait rencontré les ennemis défendant les approches de Lodi; mais, secondée par la division Augereau, qui avait couché à Borghetto, et par celle Massena, qui avait couché à Casal, elle avait culbuté tous les postes, s'était emparée d'une pièce de canon, et était entrée dans Lodi, poursuivant les Autrichiens qui l'avaient défendu, et qui se hâtèrent de passer l'Adda sur le pont, au-delà duquel était rangée en bataille l'armée autrichienne, soutenue par trente pièces de canon de position, disposées de manière à empêcher le passage du pont. Mais ce pont, d'environ cent toises de largeur, devenu si célèbre, le comte de Beaulieu avait commis la faute de ne pas le couper avant l'arrivée de l'armée française; il était persuadé sans doute d'en rendre le passage impossible, en le couvrant du feu d'une nombreuse artillerie; et il était bien loin d'imaginer qu'aucune troupe fût jamais assez audacieuse pour oser tenter de le traverser. Cependant Bonaparte osa vouloir profiter de ces fausses présomptions : quoique la nuit approchât, dès l'instant où les Autrichiens eurent évacué Lodi, aussitôt que

le général en chef se fut assuré que le pont n'était pas coupé, il alla lui-même, sous le feu de l'ennemi, faire placer deux pièces d'artillerie, pour empêcher de tenter la coupure du pont; en même temps, le reste de l'armée française arrivait : on s'empresse de former une colonne de tous les bataillons de grenadiers, à la tête de laquelle se trouvait le second des carabiniers; on bat le pas de charge, et, aux cris de *vive la république !* la colonne s'ébranle; elle entre sur le pont; les Autrichiens, étonnés, ne sauraient le comprendre ni le croire; ils font cependant une première décharge; la colonne alors s'arrête; elle hésite; un moment d'incertitude de plus, et elle allait tourbillonner. Les généraux Berthier, Massena, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lanes, le chef de bataillon Dupas, s'apperçoivent de ce danger; ils courent se mettre à la tête; ils rappellent les soldats à leur courage habituel; ils marchent en avant; on les suit; et déjà la colonne entière est au-delà de l'Adda, déjà elle a renversé tout ce qui s'opposait à elle; elle a rompu l'ordre de bataille des Autrichiens, et semé de tous côtés l'épouvante, la fuite et la mort. Les généraux Rusca, Augereau et Bayrand, qui avaient suivi la colonne

à la tête de leurs divisions, achèvent de décider la victoire; les Autrichiens fuient de toutes parts, abandonnent leur artillerie, leurs caissons, leurs bagages. La cavalerie française, qui n'avait pu passer sur le pont, ayant éprouvé beaucoup de retard en passant la rivière à gué, celle de l'ennemi avait voulu tenter de protéger la retraite, ou plutôt la fuite de son infanterie; mais elle n'avait pu réussir à intimider les fantassins français, et, sans la nuit qui survint et l'extrême fatigue des troupes, dont quelques-unes avaient fait jusqu'à dix lieues dans la journée, l'armée autrichienne aurait été entièrement détruite. Favorisé par l'obscurité, le comte de Beaulieu s'était hâté de passer l'Oglio, et de se réfugier sous le canon de Mantoue. Cette fuite laissait à la disposition des Français les villes de Pizzigithone, Crémone et Pavie, dont ils s'emparèrent, ainsi que des immenses magasins préparés pour les Autrichiens, dans le même temps où leur général en chef entrait à Milan en triomphateur.

Interrompons un moment le récit de tant de succès, pour faire hommage à la bravoure, au dévouement, à l'audace des officiers et des soldats auxquels ils étaient dus. Toujours placés à la tête de leurs colonnes, les généraux les

rendaient invincibles par leur présence et leur exemple; déjà six d'entre eux, dans une campagne d'un mois, avaient mêlé leur sang à celui de leurs intrépides compagnons d'armes. Bonaparte lui-même n'était pas moins accoutumé à partager leurs privations, leur patience et leurs dangers : dès-lors le noble orgueil qui s'empare du soldat quand il se voit, pour ainsi dire, l'égal de ses chefs, ne pouvait qu'accroître sa valeur, et le conduire à la victoire. Telles furent sans doute les causes principales des triomphes des Français, auxquels dûrent aussi contribuer les fautes des généraux ennemis. Ainsi le comte de Beaulieu, en abandonnant l'armée piémontaise à ses propres forces, en laissant surprendre le passage du Pô, en prenant une fausse position pour s'opposer au passage de l'Adda, et en commettant la faute capitale de ne pas couper le pont de Lodi, avait nécessité le découragement des troupes piémontaises, augmenté l'audace des Français, et répandu l'effroi et la consternation parmi les soldats autrichiens. S'il entrait dans les projets du général autrichien de conserver le pont de Lodi, il fallait, à l'instar du maréchal de Catinat, à Villa-Franca, au moment où il voulut empêcher le prince Eugène de passer

le Mincio, rester sur la rive droite de l'Adda avec la majeure partie de son armée, en la renfermant dans des fortifications qui auraient embrassé la tête du pont. Par ce moyen, occupant les deux rives de la rivière, il aurait pu marcher rapidement sur les Français au moment où ils auraient voulu entreprendre le passage, et tomber sur la partie ou qui aurait déjà passé, ou qui se disposait à le faire. Sans s'appesantir sur les causes de succès aussi extraordinaires, bornons-nous à observer que la victoire de Lodi fut entièrement décisive pour la campagne. L'armée autrichienne, désormais trop faible pour résister aux troupes françaises, était obligée d'aller attendre, dans les marais de Mantoue, des renforts qui pussent la mettre en état de reprendre l'offensive : elle abandonnait donc le château de Milan à sa fortune, et la Lombardie toute entière à la discrétion du vainqueur. Ainsi, quoique le château de Milan tînt encore, les enseignes tricolores flottaient depuis le lac de Côme et la frontière des Grisons, jusqu'aux portes de Parme; et les Français, maîtres du Piémont et de la Lombardie, pouvaient enfin se livrer à quelque repos, après un mois de courses, de combats, de batailles, de triomphes et de fatigues.

Cependant la journée de Lodi, très-importante par elle-même, l'était encore davantage par l'impression qu'avait faite en Italie la plus étonnante et la plus audacieuse des actions guerrières; l'exaltation, qui était le germe des triomphes de Bonaparte, se communiquait à une grande partie des peuples de l'Italie, de tout temps amoureux de la liberté. L'archiduc Ferdinand était sorti de Milan avec sa famille, pour se retirer dans le Tyrol; et les individus attachés au gouvernement autrichien avaient abandonné précipitamment cette capitale. En même temps, on célébrait à Paris la fête des victoires;[1] et, tandis que des chants d'allégresse et de reconnaissance retentissaient sur les bords de la Seine, Bonaparte, dominé par son activité, après avoir fait préparer les attaques du château de Milan, se disposait à poursuivre les Autrichiens, et préparait ses frères d'armes à la conquête du reste de l'Italie, par une proclamation :[2] déjà même l'une des colonnes de l'armée française, en approchant de Modène, avait fait prendre la fuite au souverain de ce pays, qui, en fuyant à Venise, avait laissé

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

dans sa capitale le commandeur d'Est, pour traiter avec le général français, dont il obtint un armistice. [1]

Tandis que Bonaparte arrêtait son nouveau plan de campagne, et était sur le point de marcher à de nouvelles victoires, la discorde, le fanatisme et la calomnie, secouaient leurs torches empoisonnées dans Milan, Pavie et les campagnes de l'Italie; et des hommes, qui voyaient avec désespoir leur puissance religieuse ou politique prête à leur échapper, poussaient à la révolte un peuple aveugle qu'ils voulaient retenir dans leur dépendance. Bonaparte avait demandé vingt millions aux Milanais : pour remplir une partie de cette somme, impossible à se procurer depuis le départ de tous les riches propriétaires, on s'était emparé de l'argenterie des églises et des fonds appartenant aux Monts-de-Piété; et déjà les hommes mal-intentionnés avaient saisi cette occasion pour fomenter des troubles populaires. En vain Bonaparte, pour en prévenir les explosions, avait-il établi à Milan une société populaire, dont les membres parcouraient les campagnes pour prévenir les habitans que les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

contributions demandées ne pèseraient que sur les riches, et pour les engager à procurer à l'armée française les vivres et les munitions dont elle pourrait avoir besoin, avec l'engagement de payer les objets mis en réquisition sur le produit de la contribution de guerre. Soit que les habitans, auxquels on enlevait leurs subsistances, n'eussent pas confiance dans le paiement promis; soit que les violences, que se permettent presque toujours les subalternes lorsqu'ils sont autorisés à prendre de force, dans les campagnes, les denrées des paysans, eussent soulevé le peuple; soit enfin qu'il eût été poussé par les prêtres et par les nobles, une insurrection éclata le 5 prairial (23 mai), au moment où Bonaparte était déjà en marche pour aller attaquer le comte de Beaulieu. Mais, à peine arrivé à Lodi, il est instruit de l'insurrection; il rebrousse chemin avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers; sa présence inattendue ramène le calme; il donne des ordres pour qu'il ne soit plus troublé, et marche vers Pavie, où il arrive à la pointe du jour, après avoir fait brûler le village de Bignasco : on enfonce les portes de la ville à coups de hache; la foule des rebelles se disperse, fuit, se cache; les membres de la muni-

cipalité sont fusillés ; on prend deux cents otages, que l'on envoie en France; et cette leçon, qui assure la tranquillité, répand l'effroi parmi les Italiens.[1]

La célérité avec laquelle le général français avait arrêté cet incendie prêt à enflammer toute l'Italie, inspirant aux habitans du Milanais un nouvel esprit, ils invitèrent Bonaparte, avec instance, d'introduire dans le pays le régime de la république française. Soit que ce sentiment politique eût été inspiré par les émissaires de la France, ou que l'amour de la nouveauté portât le peuple à secouer le joug de la maison d'Autriche, cette détermination populaire eut les suites les plus funestes pour la cour de Vienne. Bientôt le gouvernement républicain fut proclamé depuis les montagnes de Chiavenne jusqu'au confluent du Pô et de l'Oglio. Par-tout le parti populaire s'empara du gouvernement; la noblesse héréditaire fut abolie; une armée se leva, s'organisa ; la cavalerie fut montée avec des chevaux de luxe appartenant aux nobles, qui fuyaient de toutes parts; et le Piémont, la Lombardie, Parme, Modène, furent chargés d'armer et de solder ces nouveaux soldats.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

Pendant ces événemens, le comte de Beaulieu, qui, après la bataille de Lodi, n'avait pas trouvé que le cours de l'Oglio lui fournît une barrière assez forte contre les Français, s'était retiré au-delà du Mincio, où il campait, attendant les renforts qu'il devait recevoir d'Allemagne; sa ligne, soigneusement garnie de batteries, avait sept lieues d'étendue; sa droite s'appuyait au lac de Garde et à la forteresse de Peschiera, et sa gauche sur la ville de Mantoue; il était maître de trois ponts sur le Mincio; le premier à Rivolla, le second à Goito, le troisième à Borghetto. Mantoue était la seule ville qui restât alors à l'empereur, en Italie; mais, en présence d'une armée où l'on comptait encore plus de vingt mille hommes, il était difficile de tenter le siége d'une place dont la situation, au centre d'un grand lac, rendait les approches presque impraticables.

D'un autre côté, la république de Venise, infidelle à ses assurances de neutralité, avait laissé occuper aux Autrichiens la forteresse de Peschiera, dont la situation leur était importante; et tous les secours, toutes les facilités qu'on pouvait leur procurer, le sénat s'empressait de les leur assurer.

Bonaparte, qui ne pouvait ignorer ce manége cauteleux, ni s'en plaindre, ou le punir, sur le point cependant de poursuivre les Autrichiens dans les états de Venise, crut devoir adresser au sénat une proclamation.[1] Il avait déjà passé l'Oglio, et établi son quartier-général à Brescia, le 10 prairial (29 mai), et aussi près du Mincio, il s'agissait de tromper le général autrichien sur le point où l'on voulait passer cette rivière. En conséquence, Bonaparte avait fait marcher quinze cents hommes de cavalerie et six bataillons de grenadiers sur Desinzano, tandis que le général Rusca se rendait sur les bords occidentaux du lac à Salo, afin de faire présumer au comte de Beaulieu que l'on voulait le tourner par le haut du lac pour lui couper le chemin du Tyrol, en se portant sur Riva : pendant ces mouvemens sur la gauche, le reste de l'armée occupait Monte-Chiaro, Montsé, les petites villes de Gafoldo, de Solfarino, de Mariana, le long de la rivière de Seriona-Marchionale; de manière que, pour persuader toujours davantage le général autrichien que la droite des Français était destinée à rester sur la défensive, elle se trouvait dis-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (63).

tribuée à une journée et demie de l'ennemi, derrière la Chiusa; tandis que le général Killemaine, qui commandait les troupes postées à Desinzano, allait jusqu'aux portes de Peschiera, où il avait journellement des affaires avec les avant-postes des ennemis. Toute la ligne des Autrichiens se trouvant à peu près menacée par ces dispositions, la défense du comte de Beaulieu était nécessairement affaiblie par la multitude de postes que son armée avait à garder.

Enfin, le 10 prairial (29 mai), la division du général Augereau ayant remplacé à Desinzano celle du général Killemaine, celle-ci s'était portée, dans la nuit, à Castiglione, tandis que les autres divisions de la droite se formaient derrière les hauteurs de Capriana et de la Volta, d'où elles se dirigèrent, à la pointe du jour, le 11 prairial (30 mai), sur Borghetto, où Bonaparte avait formé le projet depuis long-temps de tenter le passage du Mincio. Les approches de ce poste étaient défendues par quatre mille hommes et dix-huit cents chevaux, qui, malgré une assez vigoureuse résistance, ayant vu leur cavalerie mise en déroute, une partie de leurs canons prise, pressés par les carabiniers et les grenadiers

français, abandonnèrent les retranchemens où ils étaient renfermés, pour défendre la tête du pont qu'ils passèrent, et dont ils coupèrent une arche, ayant réussi, par ce moyen, à arrêter, au moins pendant quelque temps, la valeur française, qui, ne trouvant plus là, comme à Lodi, un pont à traverser, devait être obligée d'attendre qu'il fût réparé; ce qui devenait très-difficile sous le feu des batteries des ennemis.

Mais les Autrichiens furent bientôt convaincus de la fausseté de leurs calculs; cinquante grenadiers français, impatiens de se mesurer avec l'ennemi, se jettent dans le Mincio, ayant le général Gardanne à leur tête, et de l'eau jusque sous les bras : dès cet instant, les Autrichiens imaginent revoir la terrible colonne de Lodi; ceux qui sont sur les bords de la rivière reculent, et lâchent le pied. Dès-lors on peut réparer le pont; le reste des grenadiers se hâte de le passer, pour aller se joindre à leurs braves camarades; le Mincio est passé; les Autrichiens, ébranlés, sont en pleine déroute; mais ils se sont bientôt après ralliés, entre Vallegio et Villa-Franca, sur le bord d'un large canal qui communique du Mincio au Tartaro. Pendant qu'ils se défendent avec acharnement derrière ce poste fortifié par la

nature, le général Augereau, en suivant le Mincio, marchait sur Peschiera, afin de l'envelopper et de couper aux ennemis les gorges du Tyrol : pour les empêcher d'appercevoir ce mouvement, il canonnait, en passant, le village de Vallegio. Cependant les patrouilles ennemies avaient soupçonné les desseins du général Augereau, et en avaient averti le comte de Beaulieu; mais celui-ci ne cherchait pas, probablement, à disputer la victoire aux Français; il bornait ses desirs à leur cacher ses dernières dispositions : tandis que ses troupes tenaient ferme derrière le canal, il évacuait rapidement tous les postes qu'il avait à Peschiera, à Castel-Nuovo, et sur la droite de l'Adige; il transportait son artillerie et ses munitions dans Mantoue, et, lorsque les ombres de la nuit étaient venues suspendre la fureur des combattans et jeter un voile sur ses mouvemens, il jetait une partie de son armée dans Mantoue, et passait l'Adige avec le reste, après avoir donné des ordres pour rompre tous les ponts, depuis Vérone jusqu'à Porto Legnago. [1]

Ainsi, en moins de deux mois, les Autrichiens avaient été repoussés des bords de la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (64).

Méditerranée sur ceux de l'Adige, et entièrement expulsés de l'Italie ; ainsi ces Français, si légers dans leurs goûts, dans leurs modes, même dans leurs plaisirs, mais si terribles dans les combats, chantant alternativement l'amour, la patrie et la gloire, se riant du trépas, et couverts de lauriers, avaient offert aux siècles à venir des modèles étonnans d'intrépidité, de bravoure, de sagacité, de résignation et de gaieté ; ainsi Louis-Stanislas, frère de Louis XVI, et sa petite cour d'émigrés, s'enfuyaient de l'Italie, après avoir été chassés de Vérone, par le sénat de Venise, quelques jours avant que le général Massena ne s'en rendît le maître.[1]

Après le combat de Borghetto, le passage du Mincio, la prise de Peschiera, de Vérone, et la fuite des Autrichiens dans le Tyrol, il était important de profiter de l'impuissance où l'on venait de réduire l'ennemi, pour consolider ses conquêtes, par la prise du château de Milan et de la ville de Mantoue, qui se trouvaient alors abandonnés à leurs propres forces : aussi Bonaparte se décida-t-il à investir cette place, bien persuadé que le cabinet de Vienne

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

ne pourrait pas venir assez promptement à son secours pour le gêner dans les opérations du siége qu'il projetait d'entreprendre ; mais, contre toutes ces probabilités, le conseil aulique, pénétré de l'importance de Mantoue, dont la perte entraînait entièrement celle des possessions de l'empereur en Italie, employa tous ses moyens pour tromper les espérances de Bonaparte ; il redoubla d'efforts pour rétablir l'armée qu'il venait de détruire.

Mantoue était défendue par le général baron de Stein, qui commandait auparavant dans Milan. Les Français avaient, à la vérité, environ quatre-vingt-dix mille combattans en Italie ; mais une partie de ces forces gardait les passages de la rivière de Gênes, les villes de Coni, de Ceva, de Tortone, d'Alexandrie, dans le Piémont, et les principales places du Milanais, qu'on n'osait entièrement confier aux troupes levées en Lombardie, malgré le dévouement qu'elles témoignaient à la république française. Cependant la ville de Mantoue était étroitement bloquée : d'un côté, on s'était emparé du faubourg de Saint-Georges et de la tête du pont ; de l'autre, de la tour et du faubourg de Chériale, après avoir obligé les ennemis de se retirer dans le corps de la place. Vérone em-

pêchait les secours que les Autrichiens auraient voulu envoyer en suivant les bords de l'Adige, tandis qu'une nombreuse garnison, placée dans Peschiera, arrêtait les convois autrichiens embarqués à Riva, à Torgoli et dans les autres villes du Tyrol sur le lac de Garde. Mais Mantoue exigeait un siége dans toutes les règles, et l'armée française avait peu de moyens pour l'entreprendre. Sa marche rapide, ses conquêtes, la difficulté des routes par où elle avait passé à travers les plus hautes montagnes de l'Europe, ne lui avaient pas permis de se faire accompagner par ces parcs d'artillerie, dont les ressources facilitent cette espèce d'opération militaire, et contribuent à l'abréger. C'était donc avec les canons du roi de Sardaigne et de l'empereur qu'il fallait prendre la plus forte et la seule place qui restât à la maison d'Autriche en Italie; les grandes chaleurs dont la saison approchait, et qui rendent mortel le voisinage de Mantoue, augmentant encore les difficultés, Bonaparte crut qu'il fallait d'abord s'en tenir à un blocus. Ce général était persuadé qu'avant même qu'on se fût mis entièrement en mesure pour commencer un siége dans les formes, Mantoue se serait rendu dès l'instant où il aurait exécuté son projet

de pousser les Autrichiens au-delà du Tyrol.[1]

Au milieu de toutes ces différentes combinaisons et des préparatifs de l'empereur pour rassembler une nouvelle armée dans les gorges du Tyrol, Bonaparte faisait des traités avec les princes de la péninsule, et arrêtait, dans les fiefs impériaux, des troubles dont les suites auraient été funestes aux communications de son armée avec la rivière de Gènes. Déjà on attaquait ses convois, on assassinait ses courriers; et la politique s'unissait de nouveau au fanatisme pour l'inquiéter sur ses derrières, afin de retarder sa marche vers le Tyrol.

Une division de l'armée française n'avait pas tardé à s'emparer de Bologne, où l'on avait fait prisonniers le cardinal-légat, les officiers de la légation et quelques soldats du pape. En même temps, on s'était emparé de Ferrare, de Faenza; la Romagne était entièrement envahie, et l'artillerie trouvée à Bologne, au fort d'Urbin et au château de Ferrare, venait d'être destinée à former un équipage propre au siége de Mantoue. En même temps, effrayé de tant de pertes, le pape s'était hâté de souscrire à des préliminaires de paix;[2] et la cour de Naples,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

non moins alarmée des progrès des armées françaises, après avoir ordonné des prières publiques et la levée de soixante-dix mille hommes, offrait à Bonaparte huit millions, ou des munitions navales pour cette somme, et obtenait un armistice, ainsi que la cour de Rome.

D'un autre côté, le général Lanes était entré dans les fiefs impériaux, où il avait fait arrêter et fusiller les chefs de la révolte, et brûler leurs maisons, ainsi que celles du fief d'Arquata, dont les habitans s'étaient signalés par les plus grands excès. La même promptitude et la même sévérité avaient été déployées dans les environs de Tortone; et les ordres qui furent donnés après ces exécutions contribuèrent à ramener l'ordre dont on avait besoin, et à le maintenir. [1]

Il restait encore à Bonaparte d'arrêter le cours des faveurs accordées publiquement, ou en secret, aux Anglais dans le port de Livourne, malgré la neutralité de la Toscane : pour mettre un terme à cette partialité, le général français avait résolu de s'emparer de ce port. Afin de cacher son dessein, il avait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (68).

envoyé une colonne de Reggio, à travers les Apennins, sur Pistoïa, menaçant de se rendre à Rome par Florence, sous le prétexte de forcer le pape à signer le traité définitif de paix. La nouvelle de cette expédition ayant jeté l'alarme dans la cour du grand duc, ce prince avait envoyé en hâte un plénipotentiaire à Bologne, qui y avait obtenu de Bonaparte de faire passer ses troupes par Pise, pour se rendre à Rome, en évitant Florence.

En conséquence, le 8 messidor (26 juin), une colonne, commandée par le général Vaubois, était arrivée à Pistoïa; le lendemain, elle avait passé l'Arno à Fucchio; et, le 10, au lieu de prendre la route de Pise, en se dirigeant sur Sienne, elle s'était portée à grands pas sur Livourne. Bonaparte avait informé le grand duc de cette marche, le jour où il était arrivé à Pistoïa : [1] rendu ensuite lui-même à Livourne, et après y avoir donné les ordres nécessaires, [2] le 11 messidor an 4 (29 juin 1796), il était venu voir le grand duc à Florence; et ce fut au moment où il dînait chez ce prince, qu'il reçut, au dessert, la nouvelle

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (69).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (70).

de la prise du château de Milan.[1] Il ne restait donc plus à l'empereur, en Italie, que la seule ville de Mantoue ; encore était-elle investie.

Mais, tandis que Bonaparte se trouvait dans la nécessité de s'affaiblir, en mettant des garnisons à Ancône, à Livourne, dans les places du Piémont et de la Lombardie, et en investissant Mantoue, l'espérance renaissait parmi les aristocrates d'Italie. Le bruit se répandait que le maréchal de Wurmser, qui venait de remplacer le comte de Beaulieu, après avoir rassemblé les débris de l'armée autrichienne, et reçu de puissans renforts, se proposait de descendre l'Adige pour faire lever le blocus de Mantoue, et rentrer ensuite dans la Lombardie. La position des armées françaises en Allemagne semblait encore ajouter aux espérances des ennemis de la France, et assurer davantage les revers dont ils étaient menacés en Italie.

Dès le moment où Bonaparte publiait son manifeste aux Tyroliens, l'Allemagne elle-même venait de provoquer, sur le Rhin, les armées dont elle allait essuyer le joug. Les généraux Jourdan et Kleber préludaient à cette campagne, où ils devaient éprouver toutes les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (71).

vicissitudes de la guerre. Le général Moreau se disposait à cette marche hardie et rapide qui, après avoir effrayé le Danube et l'Iser, devait se changer en une retraite non moins glorieuse que des victoires.

Avant le commencement de la campagne, les armées françaises, répandues sur les bords du Rhin, depuis les frontières de Hollande jusqu'aux montagnes helvétiques, consistaient en trois corps principaux : l'un défendait l'Alsace et le pays de Porentrui ; le second s'étendait à la gauche du Rhin, depuis le pays de Clèves jusqu'aux bords de la Nahe, et à la droite du fleuve, de la ville de Dusseldorff à la rivière de Wupper ; le troisième était destiné à protéger les Hollandais. Les armées impériales se partageaient en deux corps ; le premier sous les ordres de l'archiduc Charles, et le second sous ceux du maréchal de Wurmser : une troisième armée, de soixante-dix mille Prussiens ou Hessois, sous le commandement du duc de Brunswick, campait le long du Weser, pour protéger la neutralité du nord de l'Allemagne, stipulée par le roi de Prusse dans son traité avec la France.

Dans cette disposition des choses, les généraux français n'étaient pas d'accord sur le plan

de campagne qu'il convenait de suivre en Allemagne : les uns penchaient pour une guerre défensive sur les bords du Rhin, tandis que les plus nombreux renforts, envoyés à Bonaparte, l'auraient mis en état de brusquer les attaques de Mantoue, d'enlever dans cette place la grosse artillerie que Beaulieu y avait déposée, et sans laquelle les Impériaux ne pouvaient entreprendre, qu'avec des dépenses énormes, une nouvelle campagne en Italie; d'autres voulaient se porter en force dans la Souabe, s'emparer du lac de Constance, franchir les gorges de Brugens et la chaîne des Alpes helvétiques, entrer dans le Tyrol, vers les sources de la Ram, côtoyer cette rivière jusqu'à l'Adige, donner la main droite à l'armée d'Italie, tandis que l'aile gauche de l'armée d'Allemagne, parcourant les vallées de l'Inn, s'étendrait dans la Bavière, jusqu'aux bords du Danube, dans les environs de Passau. Ce plan se développait avec autant de grandeur que d'audace; les obstacles déjà franchis par les Français empêchaient d'en calculer les difficultés. On prenait pour modèle Annibal, franchissant les Pyrénées et les Alpes, pour porter la guerre aux bords de la Trebia et du lac de Trasimène; mais les armées des peuples de l'antiquité ne

traînaient pas avec elles une multitude de bouches à feu, qui font aujourd'hui le sort des batailles, et qui nécessitent à leur suite tant de caissons, de chariots et d'attirails, aussi lourds qu'embarrassans à transporter : les changemens survenus dans les instrumens propres à faire la guerre, entraînaient, pour la marche des troupes, de nouveaux obstacles à surmonter, qui exigeaient de nouvelles précautions à prendre, de nouveaux détails, et jusqu'à des chemins différens. Quelques généraux, d'ailleurs, n'approuvaient pas qu'on s'enfonçât dans les montagnes, à cent lieues des frontières de France, en laissant derrière soi une ville aussi importante que Mayence.

Cependant les Français, qui s'étaient laissé prévenir pour la rupture de l'armistice, s'empressèrent de prouver aux Autrichiens qu'ils pouvaient les battre en même temps sur le Rhin et sur le Mincio. C'était vers le milieu du mois de prairial que Bonaparte annonçait l'investissement de Mantoue et son entrée dans le Tyrol; ce fut à la même époque que les Français, reprenant les hostilités en Allemagne, d'un côté, repoussèrent, dans le Hundsruck, les Impériaux de leurs positions; de l'autre, marchèrent de Dusseldorff, ou plutôt de la

Wupper, sur la Sieg; chassèrent leurs ennemis au-delà de cette rivière, leur enlevèrent Siegbourg, les forcèrent d'évacuer le poste important d'Uckerath, les attaquèrent dans les retranchemens formidables d'Alten-Kirchen, s'en emparèrent après un combat opiniâtre, et s'ouvrirent ainsi une route jusqu'à la Lahn. Francfort tremblait déjà; mais son heure n'était pas encore venue.

Un jeune prince, l'archiduc Charles, avait remplacé le maréchal de Clairfait dans le commandement général des armées impériales. A la nouvelle des avantages remportés par les Français sur le bas Rhin, il s'était hâté de marcher à eux avec toutes ses forces, et les avait repoussés jusque dans les lignes de Dusseldorff. Dans le même moment, le général Moreau vengeait les Français sur le haut Rhin. Après avoir chassé, le 26 prairial (14 juin), les Impériaux commandés par le maréchal de Wurmser, de la position qu'ils occupaient entre Franckental et la Rehbach, et les avoir repoussés jusque sous le feu de Manheim, le général Moreau s'était décidé à franchir la barrière qui le séparait de leur grande armée, en tentant le passage du Rhin. En vain les eaux de ce fleuve semblent, en

grossissant, devenir les auxiliaires de l'Autriche; leur rapidité n'arrête pas plus les Français que les îles qu'elles forment dans leur cours. Deux mille six cents hommes passent audacieusement près de Kehl, attaquent plus audacieusement encore les Autrichiens, enlèvent leurs redoutes, battent leurs avant-postes, et donnent à quarante mille hommes le temps de venir les joindre. Kehl tombe devant cette armée; elle force les camps qui sont devant elle, repousse les corps envoyés du Mein, s'avance dans la forêt Noire, en occupe les gorges, menace le Brisgaw, force l'armée de Condé à une retraite précipitée, réduit trois princes de l'Empire à demander la paix, et porte l'alarme au cœur de l'Allemagne.

Au milieu de ces événemens, le général Jourdan réparait ses pertes; des troupes fraîches lui arrivaient du Brabant et de la Hollande; il les dirigeait sur la Lahn; et l'archiduc allait se trouver pressé entre des armées nombreuses et triomphantes. Que pouvaient, dans une telle situation, les talens, l'activité, la bravoure? qu'aurait pu l'expérience elle-même? Mettre de l'habileté, de la sagesse, et sur-tout de l'ordre, dans la retraite; contenir l'ennemi, lui disputer le terrain pied à pied,

lui faire acheter cher tous ses avantages : telle fut la marche de l'archiduc, forcé d'abandonner aux Français la Souabe et la Franconie. Au rapport des Français même, la victoire fut si opiniâtrément disputée, qu'il n'y avait dans la retraite des Autrichiens ni désordre, ni précipitation ; mais, malgré leur résistance, l'armée française de Sambre et Meuse, partie une seconde fois du bas Rhin, le 13 messidor (1er juillet), était parvenue, le 3 fructidor (20 août), à Newmarch et à Teiningen, menaçant Ratisbonne sur la gauche du Danube, après avoir pris ou occupé toutes les places qui se trouvaient sur son passage, et enlevé les magasins, les munitions, l'artillerie, qu'elles contenaient; avoir imposé par-tout d'énormes contributions, et saisi de nombreux otages ; enfin avoir tout mis en réquisition, et s'être préparé de grands malheurs par un trop grand nombre d'excès. En même temps que le général Jourdan menaçait Ratisbonne au nord, le général Moreau s'en approchait, à grands pas, du côté du midi : comme le général Jourdan, il avait eu deux mois de succès, en éprouvant deux mois de résistance. Tels étaient, vers la mi-fructidor (1er septembre), les progrès des armées françaises en Allemagne. Ratisbonne

était prête à ouvrir ses portes ; elle n'avait pu servir qu'un moment d'asile aux nombreux fugitifs de la Souabe et de la Franconie, qui, forcés d'aller chercher plus loin leur sûreté, et répandant la désolation sur leur passage, portaient l'alarme jusqu'au centre des états héréditaires. La diète, depuis si long-temps accoutumée à discuter sans trouble et sans hâte les conséquences des événemens les plus désastreux, s'était elle-même ébranlée à l'approche de ses ennemis, et ses membres s'étaient dispersés. La retraite du général Wartensleben sur Egra faisait craindre à la Bohême de devenir dans peu le théâtre de la guerre, et Prague se mettait en état de défense. Les Autrichiens venaient, à la vérité, de remporter quelques avantages sur les Français, et de les repousser jusqu'au-delà d'Amberg ; mais le général Moreau, qui, quelques jours auparavant, communiquait avec l'armée de Sambre et Meuse, ne doutant pas que ses succès n'attirassent sur son armée toutes les forces de l'ennemi, annonçait que le général Jourdan allait être dégagé et reprendre l'offensive.

A cette même époque, le général Ferino avait pénétré jusqu'aux bords de la rivière de Bregens ; et il se consumait en vains efforts

dans les défilés impraticables de Fueldkrick, tandis que le maréchal de Wurmser descendait en Italie, à la droite et à la gauche du lac de Garde, et venait attaquer, avec des forces infiniment supérieures et de grands avantages, les Français, qui, pour couvrir le blocus de Mantoue, se trouvaient dispersés, depuis le lac Disca jusqu'à Salo, à la droite du lac de Garde, et depuis Garde, à sa gauche, jusqu'à Porto-Legnago, sur le bas Adige. Une ligne de défense aussi étendue, dans un pays coupé en tous sens de canaux, de rivières, de lacs, ne pouvait être conservée devant une armée beaucoup plus nombreuse, maîtresse de porter ses plus grandes forces sur les points les moins défendus, et qui venait de s'emparer en effet, sans beaucoup de peine, le 11 thermidor (29 juillet), d'abord de la Coronna, à la gauche, et de Salo, à la droite du lac, et, le 12, de Vérone et de Brescia.

Mais les ennemis de la France et ceux de Bonaparte voulurent en vain profiter de ce revers pour le calomnier auprès du directoire. Ce revers ne fut que passager; l'Italie même eut à peine le temps de s'en réjouir; et les amis de la coalition, qui comptaient déjà le nombre des jours nécessaires au maréchal de Wurmser

pour arriver à Milan, furent interrompus dans leurs calculs par le bruit des nouveaux succès de l'armée française. Bonaparte, voyant les Autrichiens s'avancer, d'un côté, par Brescia et Lonado, et, de l'autre, par l'Adige, pour le mettre entre deux feux, secondé par la vivacité de sa conception, sentit bien vîte que si, même avec toutes ses forces réunies, il était imprudent d'espérer la défaite des deux armées autrichiennes, au moins pouvait-il espérer de battre l'une et l'autre séparément, sur-tout pénétré, comme il l'était, de la bravoure des troupes qu'il commandait, et de leur vélocité dans les marches qu'elles auraient à faire pour remplir ce vaste plan; mais il n'y avait pas un instant à perdre; il s'agissait de lever le siége de Mantoue, de laisser dans les tranchées cent quarante bouches à feu, de rétrograder rapidement pour se porter sur Brescia, d'y envelopper la division ennemie, ou de la battre complètement, et de revenir ensuite se mesurer avec le maréchal de Wurmser, et l'obliger à rentrer dans le Tyrol: tels étaient les prodiges militaires qu'il fallait opérer, et dont eurent à se glorifier Bonaparte et ses invincibles frères d'armes. Instruit que l'ennemi, arrivé à Lonado, se disposait à prendre les Français par

derrière, Bonaparte détacha deux demi-brigades pour renforcer la division reployée de Salo, dont la moitié eut ordre de réattaquer ce poste, pour y délivrer le général Guyeux, qui se défendait encore, au moment où le reste arrêterait les ennemis à Lonado, en les y attaquant.

Pendant ces opérations, l'armée se déployait sur Roverbella, pour protéger la levée du siége; et, dès la pointe du jour, le 14, elle était toute entière de l'autre côté du Mincio, une division à Bozzolo, le reste sur Monte-Chiaro. Dans la nuit, on avait appris que le général Dallemagne avait battu le corps ennemi qui était à Lonado; que le général Sorel avait pris Salo et délivré le général Guyeux; mais que l'ennemi, étant revenu en force, avait repris Salo, et que le corps qui était à Brescia marchait à la rencontre de l'armée française, dont la position devenait toujours plus critique, se trouvant alors en butte à toute l'armée ennemie, qui était en mouvement pour l'attaquer et la poursuivre.

Voilà donc Bonaparte dans une position infiniment plus embarrassante, et auquel il paraît ne rester d'espoir que dans son génie, le courage de ses troupes, et le succès attaché aux

entreprises hardies et imprévues; mais il osera tout entreprendre; il osera, presqu'en présence du maréchal de Wurmser, qui va passer le Mincio pour l'attaquer, rassembler son armée, marcher sur Brescia, le prendre, et en chasser si rapidement l'ennemi étonné, qu'il y retrouvera tous ses magasins encore intacts, et les malades qu'il n'avait pas eu le temps d'évacuer.

Après ces premiers succès, il osera davantage, quoique le général Lavalette eût abandonné, le 15, le poste important de Castiglione, où il était chargé de contenir la division du maréchal de Wurmser; le 16, à la pointe du jour, l'armée française était en présence de l'ennemi; le général Guyeux devait attaquer Salo, sur la gauche; le général Massena, Lonado, au centre; le général Augereau, la droite, par Castiglione. Bientôt le combat s'engage au centre, où les ennemis le commencent, en prévenant le général Massena; déjà ils ont enveloppé son avant-garde, fait le général Pigeon prisonnier, et enlevé trois pièces d'artillerie à cheval : deux demi-brigades, la 18e et la 32e, formées en colonne serrée par bataillon, marchent alors au pas de charge contre l'ennemi, qui, en s'étendant

pour envelopper les Français, s'étant affaibli, ne tarda pas à être percé, éparpillé et culbuté. Au même instant, le 15e de dragons reprenait les trois pièces d'artillerie, après avoir battu les houlans et les ennemis, qui, voulant effectuer leur retraite par Desinzano, afin de joindre le maréchal de Wurmser, étaient forcés de se retirer sur Salo; mais, l'ayant trouvé occupé, ils avaient été obligés de se jeter dans les montagnes, et presque tous avaient fini par être forcés de se rendre prisonniers. De son côté, le général Augereau s'était emparé de Castiglione; et les généraux Saint-Hilaire et Guyeux, après une fusillade assez vive, défaisaient, le 17, une colonne ennemie qui était à Gavardo, et s'emparaient du chemin du Tyrol.

Pendant et après ces opérations sur la droite du lac de Garde, l'armée française prenait sa position sur la ligne de l'Arcade et de Monte-Chiaro. En même temps, le maréchal de Wurmser rassemblait les débris de son armée, faisait arriver sa réserve, tirait de Mantoue tout ce qui était disponible, et rangeait en bataille toutes ses forces réunies, entre le village de Scanello, où il appuyait sa droite, et la Chiesa, où il appuyait sa gauche : avec

vingt-cinq mille hommes environ d'infanterie, soutenus par une cavalerie très-nombreuse, le maréchal espérait décider le sort de l'Italie en faveur de son maître, et se rendre le destin favorable.

Cependant Bonaparte avait donné les ordres pour réunir toutes les colonnes de son armée, et, voulant en surveiller l'exécution dans un moment aussi critique et aussi important, il s'était porté à Lonado, pour juger par lui-même du nombre de troupes qu'il pourrait en tirer; mais, quelle fut sa surprise, à peine entré dans cette place, d'y recevoir un parlementaire qui venait sommer le commandant de Lonado de se rendre aux troupes qui cernaient la place de tous côtés ! En effet, tous les rapports s'accordaient à assurer que les différentes colonnes ennemies touchaient les avant-gardes françaises, et que déjà la route de Brescia à Lonado était interceptée au pont San-Marco. Quelles pouvaient donc être ces troupes qui venaient ainsi prendre l'armée française par ses derrières ? Bonaparte ne s'y méprit pas, en jugeant que ce devait être le reste de cette division déjà battue à Lonado, repoussée à Salo, obligée d'errer dans les montagnes, et cherchant à s'assurer un passage. La circonstance

était critique; il y avait à peine douze cents hommes dans Lonado, et les ennemis paraissaient en avoir au moins quatre mille, deux pièces de canon, et de la cavalerie. Bonaparte ne voit qu'un moyen; il le saisit. Entouré de tous les officiers de son état-major et de ceux des troupes qui étaient dans la place, il fait introduire le parlementaire, lui fait inopinément enlever son bandeau : « Votre général, lui dit-il, en vous envoyant ici, a-t-il eu la présomption de croire qu'il déciderait le général en chef de l'armée d'Italie à se rendre à lui avec l'armée de la république? Allez, et dites à votre général que lui et tous ses officiers ne tarderont pas à être punis de l'injure personnelle qu'ils ont osé me faire; allez, et si, dans dix minutes, la division n'a pas mis bas les armes, je ne ferai grace à aucun. » Le parlementaire, effrayé, s'empresse de rejoindre son général, lui fait part des menaces de Bonaparte, et la division autrichienne met bas les armes.

Certain alors que tous les corps de Gavardo et de Salo étaient détruits, le général en chef ordonne un mouvement général sur Castiglione de Stivère : pour l'exécuter, on marche pendant la nuit; et le 18, à la pointe du jour, on se trouve en présence de l'armée autrichienne. Cependant il était six heures du matin, et l'on n'appercevait aucun mouvement; le général profite de cette inaction pour prendre une position en arrière, dans l'intention de forcer l'ennemi de marcher en avant, et de faciliter à la division Serrurier, qui venait de Marcaria, de pouvoir tourner plus sûrement sa gauche. Cette manœuvre n'avait pas été sans effet; le maréchal en avait profité pour se prolonger sur sa droite, afin de pouvoir dépasser la gauche des Français : mais, au moment où les Autrichiens faisaient mouvoir leur droite, le général Serrurier attaquait leur gauche, et Bonaparte faisait tirer, sur une redoute qui la défendait, vingt pièces d'artillerie; ainsi canonnée, et attaquée en flanc et par derrière, cette gauche fut bientôt en pleine retraite, et poursuivie par le général Beaumont, qui avait marché à la tête de toute la cavalerie, pour soutenir l'artillerie et la division Serrurier. En même temps, le centre avait été battu par le général Augereau, et la droite par le général Massena. Ainsi les Français avaient été entièrement victorieux, et avaient obtenu le succès le plus complet[1] sur le maréchal de Wurmser.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (72).

Cruellement trompé dans ses espérances, le maréchal se vit obligé alors de repasser rapidement le Mincio, pour venir prendre la position qu'avait occupée le général Beaulieu avant la bataille de Borghetto; sa droite au bord du lac de Garde, dans un camp retranché, hors de la portée du canon de Peschiera, qui était occupé par les Français; sa gauche appuyée vers Mantoue, et son centre à Vallegio. Dans cette nouvelle position, il rassemblait les débris de son armée, qui le rendaient encore assez redoutable pour décider Bonaparte à l'attaquer de nouveau. A cet effet, le 19 thermidor (6 août), le général Massena s'était porté contre le camp retranché des Autrichiens devant Peschiera, dont ils avaient commencé le siége, pendant que le général Augereau avait marché sur Borghetto, où il avait engagé une vive canonnade avec l'ennemi, afin de l'empêcher de dégarnir son centre : après avoir emporté les retranchemens du camp des Autrichiens, leur avoir pris douze pièces de canon et sept cents hommes, le général Massena les avait obligés à lever le siége de Peschiera, et à quitter la ligne du Mincio. Le lendemain 20 thermidor (7 août), ce général avait poussé en avant; et, après avoir encore enlevé aux

Autrichiens quatre cents hommes et sept pièces de canon, il avait repris ses anciennes positions vers Castel-Novo, au moment où le général Augereau passait le Mincio à Peschiera, et où le général Serrurier se portait sur Vérone, dont on ouvrait les portes à coups de canon.

Ainsi, après six jours de combats continuels, les Français se trouvaient dans leurs anciennes positions; l'ennemi fuyait une seconde fois vers le Tyrol; et cette armée, qui, quelques jours auparavant, semblait assurée d'envahir l'Italie, avait disparu dans un instant, et le pays qu'elle avait menacé était ramené, malgré les agitateurs, [1] à sa première tranquillité. Il est vrai que Mantoue avait été débloqué depuis le 12 thermidor; que sa garnison avait pu se pourvoir de vivres, et faire entrer dans la place cent quarante pièces de siége, que les Français avaient été forcés de laisser dans les tranchées : mais ces moyens de résistance avaient coûté bien cher à la puissante armée qui avait tenté infructueusement de la délivrer. Néanmoins les Autrichiens n'étaient pas encore à mépriser; et l'on devait naturellement s'attendre à voir Bonaparte, qui, jusqu'alors,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (73).

avait suivi si vivement ses succès, inquiéter vigoureusement la retraite du maréchal de Wurmser.

En effet, le 24 thermidor (11 août), le général Massena s'était emparé de la Coronna, de Montebaldo et de Preabolo, où les ennemis s'étaient arrêtés, en force, dans leur retraite. Le 25, on avait forcé la Roque-d'Enfouce, où l'ennemi avait paru vouloir tenir, tandis que le général Augereau, qui avait passé l'Adige à Vérone, opérait sur sa rive gauche, en poussant l'ennemi sur Roveredo.

Mais, avant de songer à s'engager plus avant contre les Autrichiens, qui se fortifiaient sur l'une et l'autre rive de l'Adige, en avant de Roveredo, tandis que le maréchal de Wurmser portait son quartier-général deux lieues au-delà de Trente, après avoir évacué Riva, et brûlé une partie de la flottille qu'il avait établie sur le lac de Garde, il était essentiel pour les Français de profiter de cette retraite rapide de l'armée autrichienne, pour remettre de l'ordre et de l'ensemble dans les divisions de leur armée, et échanger le petit nombre de prisonniers que les succès éphémères de leurs ennemis leur avaient procurés, et dont ils se trouvèrent bientôt renforcés au nombre d'en-

viron deux mille. Il n'était pas moins important de recommencer le blocus de Mantoue, confié au général Sahuguet, qui venait de forcer tous les ennemis qui se trouvaient aux environs de cette place, de s'y réfugier, en s'emparant en personne, le 7 fructidor (24 août), du pont de Governolo, au moment où le général Dallemagne occupait celui de Borgo-Forte. En même temps, des demi-galères, sorties de Peschiera, avaient pris dix grosses barques ennemies, munies chacune de deux pièces de canon; et l'aide-de-camp du général Berthier, le citoyen Dutaillis, présentait, le 10 fructidor, au directoire, les derniers drapeaux enlevés par l'armée d'Italie. [1]

Après ces différentes précautions militaires indispensables, Bonaparte aurait cru n'avoir rien fait tant qu'il restait encore sur pied une armée autrichienne. Elle avait derrière elle un pays qui lui était depuis long-temps entièrement dévoué, rempli de positions extrêmement fortes, où elle se disposait à faire de nouveaux efforts pour rentrer en Italie, et y venger ses défaites; Bonaparte s'occupa donc sérieusement à déranger tous ses projets, en secondant, par les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (74).

plus sages dispositions, la bravoure de ses troupes et la fortune qui ne cessait de le favoriser.

De son côté, le maréchal de Wurmser s'efforçait, par les mesures militaires qu'il croyait les mieux combinées, de faire oublier la manière peut-être trop légère, trop présomptueuse et trop inconsidérée, dont il s'y était pris pour faire débloquer Mantoue, craignant, si l'armée victorieuse entreprenait de pénétrer dans le Tyrol, et y réussissait, qu'elle n'acquît, par ce moyen, des facilités de se joindre avec l'armée française qui était alors en Allemagne : après avoir multiplié les obstacles sur le chemin de Trente, et confié à quelques corps la garde et la défense de la communication du Tyrol avec l'Allemagne, il avait porté la plus grande partie de ses forces sur la Brenta ; et, se fortifiant auprès de Bassano, il avait espéré que, par cette mesure, il parviendrait à faire négliger le siége de Mantoue. Ce général espérait, en même temps, transporter le théâtre de la guerre au milieu des provinces vénitiennes, et recevoir là les secours qui lui arrivaient par les Alpes Noriques. Mais le maréchal n'avait pu se faire encore une juste idée de l'incroyable activité de Bonaparte, de l'étendue de ses projets, de l'habitude qu'il avait de

ne s'effrayer d'aucun obstacle, et d'attacher sa gloire à les surmonter tous. En effet, d'après les ordres donnés par le général en chef, le 15 fructidor (1er septembre), pour chasser les ennemis des deux rives de l'Adige, la division Vaubois était partie de Store le 16, se dirigeant sur Torbose; elle devait y être jointe par le reste de la même division, venant de Salo, où elle s'était embarquée : la division Massena s'était portée sur Alla, et celle d'Augereau sur les hauteurs entre Zugo et Rovère.

L'avant-garde de la division Massena ayant rencontré, le 17, celle de l'ennemi à Alla, et l'ayant culbutée, les Autrichiens s'étaient repliés sur la forte position de Marco, dans l'intention de s'y défendre. Ils en occupaient une autre non moins formidable sur la rive droite, précisément au point où aboutissait le chemin par lequel la division du général Vaubois devait faire sa jonction et passer l'Adige. Afin de lever cet obstacle, le général en chef donna l'ordre d'attaquer le village de Seravalle, vis-à-vis duquel devait arriver la division Vaubois, et qui se trouvait occupé par l'avant-garde des Autrichiens retirés à San-Marco. Cette attaque ayant complètement réussi, la division Massena reçut l'ordre d'attaquer, le

18, San-Marco, à l'heure où la division Vaubois devait arriver à la même hauteur, sur la rive droite de l'Adige, et où la division Augereau devait avoir occupé les hauteurs qui conduisent sur Roveredo, d'où il devait couvrir la droite de l'armée, donner de l'inquiétude à l'ennemi sur Vicence, et, en cas de besoin, donner des secours à la division Massena.

Vers les six heures du matin, le combat s'était engagé sur les deux rives : la division Vaubois, sur la rive droite, avait attaqué le camp retranché de Mori; la division Massena, sur la rive gauche, s'était engagée dans les défilés inexpugnables de San-Marco, avec le centre, tandis qu'une partie de l'infanterie légère gagnait les hauteurs de la gauche, et une autre partie attaquait l'ennemi en tirailleurs, par la droite. La résistance de l'ennemi avait été long-temps opiniâtre; les deux divisions, séparées par l'Adige, semblaient rivaliser d'émulation : de part et d'autre, on faisait des prodiges de valeur; enfin, après deux heures du combat le plus vif, l'ennemi avait commencé à plier : au même instant, le général Dubois, qui s'était apperçu de ce mouvement, s'était mis à la tête du premier régiment d'hussards, et avait décidé l'affaire; mais il avait

été atteint par trois balles, qui l'avaient blessé mortellement. L'ennemi, forcé dans sa position de San-Marco, à la gauche de l'Adige, et dans celle de Mori, sur la droite, avait fait sa retraite sur Roveredo, profitant de toutes les positions de défense presque inattaquables, que les localités présentaient à chaque pas. Cependant, en vain les Autrichiens avaient été battus par-tout, et avaient perdu une très-grande quantité de monde, ils ne s'étaient pas rebutés : quoique suivis de très-près par les divisions Massena et Augereau, ils s'étaient arrêtés derrière le château de la Pietra, ou Calliano, qui avait sa gauche appuyée à une montagne inaccessible, et sa droite à l'Adige; liées l'une à l'autre par une forte muraille crénelée garnie de plusieurs pièces d'artillerie, et précédée par une gorge ayant à peine quarante toises de largeur. C'est dans une position aussi formidable que les Autrichiens espéraient, en tenant ferme, de couvrir leur retraite, de sauver leur artillerie, d'empêcher les Français d'arriver à Trente aussitôt qu'eux, et même, si on leur en laissait le temps, de rendre le poste qu'ils occupaient tellement fort, qu'il faudrait y sacrifier bien du monde, sans être même assuré de réussir à l'enlever.

Bonaparte, qui s'est pénétré de toutes ces raisons, en sent davantage la nécessité de continuer ses attaques, et de faire de nouveaux efforts pour forcer ce poste : il était une heure après midi; il fait de nouvelles dispositions : pendant que les demi-brigades se rallient, le général Dammartin, qui avait trouvé une position d'où il prenait la gorge en écharpe, avait commencé à faire jouer huit pièces d'artillerie légère; bientôt après des chasseurs se jettent sur la droite, des tirailleurs se répandent sur les bords de l'Adige, et trois demi-brigades, en colonnes serrées, par bataillon, le soldat portant l'arme au bras, entrent dans le défilé; elles ne tardent pas à l'avoir passé : l'ennemi, déjà ébranlé par la vivacité du feu de l'artillerie, intimidé par la hardiesse des tirailleurs, ne pouvant plus résister à la masse des colonnes, abandonne l'entrée de la gorge; la terreur se communique dans toute la ligne; la porte du retranchement est enfoncée; la cavalerie s'élance à la poursuite de l'ennemi, et l'infanterie, malgré toutes ses fatigues, le suit au pas de course; l'ennemi est atteint, culbuté, renversé et poursuivi jusqu'à trois milles de Trente, où l'épuisement de leurs forces oblige les troupes françaises

de s'arrêter, afin de prendre quelque repos.[1]

Pendant la nuit, la division Vaubois avait passé l'Adige, et, le lendemain 19 fructidor (5 septembre), la division Massena était entrée dans Trente à huit heures du matin, et la division Vaubois dans l'après-midi; mais les ennemis, qui en avaient fui, avaient laissé leur arrière-garde dans le village de Lavis, sur la route de Botzen, où elle s'était fortifiée derrière la rivière de Lavisio, à l'issue du pont : la laisser là, c'était s'exposer à être contrarié dans ses projets ultérieurs; Bonaparte, qui le sent, se met à la tête de l'avant-garde de la division Vaubois, avec laquelle il commence à attaquer les Autrichiens, à six heures du soir. Ceux-ci l'arrêtent d'abord par une défense opiniâtre; mais la tête de la division arrive, et l'infanterie passe le pont, au pas de charge, sous le feu de l'ennemi, tandis qu'un détachement de chasseurs à cheval passait la rivière à gué. En même temps, trois chasseurs et douze carabiniers ou grenadiers étaient parvenus à dépasser l'ennemi, et à s'embusquer à une demi-lieue en avant de la cavalerie et de l'infanterie ennemie, qui, se sauvant à toutes jambes,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (75).

ne tarde pas à arriver au lieu de l'embuscade, où elle se trouve tout d'un coup arrêtée; elle veut s'ouvrir un passage, les douze carabiniers croisent la baïonnette, les chasseurs à cheval les secondent par leurs menaces; la nuit était obscure; les Autrichiens, déjà effrayés, ne pouvant juger à quelle quantité d'hommes ils avaient affaire, dans la crainte d'être écharpés, se hâtent de se rendre, au nombre de cent hussards et de trois à quatre cents hommes d'infanterie, aux quinze hommes qui venaient de s'opposer à leur passage.

D'un autre côté, la division Augereau, qui avait trouvé des difficultés insurmontables sur les hauteurs, ayant été obligée de redescendre dans la vallée de l'Adige, avait reçu l'ordre de marcher, le 21 fructidor, à Borgo-di-Val-Sugana, Martello et Val-Suiva, sur le chemin de Trente à Bossano, où la division Massena n'avait pas tardé de la suivre par Levino.

Chassé de Trente par l'armée française, qui menaçait de se répandre dans le Tyrol, le maréchal de Wurmser avait pensé avec sagesse que le meilleur moyen de sauver cette province était, non d'y établir le théâtre de la guerre, mais de chercher encore à le transporter aux environs de Mantoue, d'occuper les Français

devant cette place, de la défendre avec opiniâtreté, et de conserver ainsi quelques espérances pour l'Italie. Le maréchal devait croire, d'ailleurs, que les Français continueraient à remonter l'Adige jusqu'à Bolzano, et qu'ils tenteraient de s'enfoncer dans les montagnes pour joindre la division Ferino, vers les sources de l'Inn. Dans cette conviction, il avait donné les ordres pour faire porter sur Vérone une colonne de dix mille hommes, infanterie et cavalerie, afin de donner de l'inquiétude à Bonaparte sur sa communication avec Mantoue; mais ce détachement l'avait beaucoup affaibli; et, au moment où il y pensait le moins, le général autrichien apprend que Bonaparte, après avoir organisé le gouvernement du Tyrol,[1] l'avait suivi de si près, que ses colonnes attaquaient, le 21 fructidor (7 septembre), les avant-postes autrichiens à Priemolan, à l'entrée des gorges de la Brenta : bientôt après, il est instruit que, forcés dans ce premier poste, en vain les Autrichiens se sont ralliés dans le petit fort de Covelo, qui barrait le chemin au milieu duquel il fallait passer, gagnés sur leur droite par l'infanterie légère, dominés sur leur gauche par

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (76).

trois cents Français, qui avaient passé la Brenta, gravi les hauteurs, et menaçaient de les couper. Après une résistance assez vive, forcée d'évacuer le fort de Covelo, cette colonne de troupes autrichiennes, forte de quatre mille hommes, harcelée et enveloppée de toutes parts, gagnée dans sa retraite par le cinquième régiment de dragons, qui avait mis pied à terre, soulevée par un détachement de chasseurs, avait été contrainte de se rendre prisonnière de guerre avec dix pièces de canon, quinze caissons, huit drapeaux.

La nuit et l'excessive fatigue occasionnée par des combats et des marches forcées continuelles, avaient obligé les troupes françaises de s'arrêter un instant à Cismone, pour s'y reposer. Cependant cette marche rapide et inattendue de vingt lieues en deux jours, et la promptitude avec laquelle les Français avaient forcé et traversé les gorges de la Brenta, avaient entièrement déconcerté le maréchal de Wurmser; l'étonnement et l'embarras de ce général dûrent encore infiniment s'accroître, lorsqu'il apprit que, le 22 fructidor (8 septembre), avant sept heures du matin, les Français attaquaient le village de Solagna, au débouché des gorges de la Brenta, et, bientôt après, que

ce village était forcé, les Autrichiens entièrement en déroute, et les soldats républicains aux portes de Bassano, où la division Augereau entrait au pas de charge par la gauche, tandis que celle Massena, après avoir enlevé les pièces qui défendaient les ponts de la Brenta, y entrait par la droite, partie à la course, partie en colonne serrée, malgré tous les efforts des grenadiers d'élite de l'armée autrichienne, chargés de protéger la retraite du quartier-général. [1]

Après cette victoire, Bonaparte avait donné des ordres au général Massena, pour sortir de Vicence le 23, se porter sur l'Adige, et la passer à Ronço, où l'on s'était assuré d'un bac : en même temps, la division Augereau devait marcher sur Padoue, pour couper aux Autrichiens la retraite sur Trieste. Ces dispositions ne laissaient plus à l'ennemi d'autre espoir que de passer l'Adige à Porto-Legnago, pour se jeter dans la place de Mantoue. Le maréchal de Wurmser prit aussi ce parti : obligé d'abandonner Bassano, il s'était porté de sa personne, avec les débris de deux bataillons de grenadiers, à Monte-Bello, entre Vicence et Vérone,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (77).

où il rejoignit ce qui avait pu échapper de Bassano, et recueillit, non sans peine, la colonne de dix mille hommes qu'il avait envoyée devant Vérone, d'où elle avait été vigoureusement repoussée par le général Killemaine. Ainsi, à la tête des débris d'un des armemens les plus considérables qu'eût jamais levés l'empereur, isolé entre la Brenta et l'Adige, le maréchal s'était porté, par une marche forcée, sur Porto-Legnago, dont il s'était emparé.

Dès l'instant où le général en chef eut été instruit de cet événement, il avait ordonné au général Augereau, qui venait d'entrer dans Padoue, où il avait enlevé cinquante voitures de bagages, de marcher sur Porto-Legnago, pour cerner la place par la rive gauche, et, en même temps, de porter un corps sur Castel-Baldo, dans le cas où l'ennemi voulût filer le long de l'Adige, pour s'échapper du côté de Venise, en tournant Padoue.

La division Massena avait fait une marche forcée pour passer l'Adige : pendant la nuit du 23 au 24 fructidor (9 au 10 septembre), elle avait reçu des ordres pour se porter, dans la journée du 24, à San-Guinetto, afin de couper la route de Porto-Legnago à Mantoue, tandis que cinq mille hommes, envoyés de devant

Mantoue par le général Sahuguet, devaient s'emparer, 1° de Gouernolo, par où l'ennemi aurait pu échapper, en laissant San-Guinetto sur sa droite; 2° occuper Castellano, avec ordre de faire couper tous les ponts sur la rivière Tayoné qui y passe, jusqu'à Ponte-Molino.

Le maréchal de Wurmser ne pouvait présumer que le corps d'armée qui l'avait battu à Trente et Bassano, les 18 et 22 fructidor (4 et 8 septembre), fût en mesure de lui couper la route de Porto-Legnago : après avoir passé l'Adige dans des bateaux, il s'était mis en route le 25, pour gagner Mantoue. La division du général Massena, quoique excédée de fatigue, avait exécuté, de son côté, l'ordre de se porter sur San-Guinetto. Malheureusement, elle n'avait pas pris le chemin qui mène directement sur ce point, et qui y aurait fait arriver les Français avant les Autrichiens : trompée par ses guides, elle avait pris par Cerea, où son avant-garde était arrivée en même temps que celle de l'ennemi. A la vérité, cette avant-garde avait d'abord renversé plusieurs escadrons autrichiens, et s'était emparée du pont sur lequel ils devaient passer la Menago; mais le reste de la division était encore bien éloigné : le maréchal, revenu de sa première

surprise, ayant fait ses dispositions, avait repoussé cette avant-garde, et, après avoir repris le pont et le village de Cerea, avait profité de la nuit pour se porter en avant sur San-Guinetto. Le courage du huitième bataillon de grenadiers et le sang froid du général Victor avaient sauvé en partie, ce jour-là, l'avant-garde des périls qu'elle avait courus dans un combat aussi inégal.

Le 26 fructidor (12 septembre), la division Massena se mit à la poursuite de l'ennemi, dans l'espérance de le joindre au moment où il serait arrêté sur le Tartaro et le Tayoné; mais elle marcha vainement toute la journée, et elle était sur le point d'arriver à Mogara, sans qu'elle eût encore rencontré l'arrière-garde des ennemis, ce qui fit présumer qu'il avait passé le Tartaro; effectivement une nouvelle méprise était encore venue tirer le maréchal d'embarras; ayant trouvé le pont de Castellara coupé et occupé, il s'était jeté sur celui de Villa-Impenta, au moment où le général Charton y arrivait pour s'en emparer et le couper : malgré le peu de forces à ses ordres, le général Charton avait attaqué les Autrichiens; mais, ayant perdu la vie dans ce combat, ses troupes s'étaient repliées sur Castellara, et le

général autrichien avait continué sa marche sur Mantoue, où il était entré avec sa cavalerie et environ quatre mille hommes d'infanterie.

Dans le même temps, la division Augereau s'emparait de Porto-Legnano, où, indépendamment de dix-sept cents hommes que l'on y faisait prisonniers, on y trouvait vingt-deux pièces de canon, toutes attelées, ainsi que leurs caissons, et on y délivrait cinq cents Français pris au combat de Cerea.

Ainsi, le maréchal de Wurmser, grace à deux méprises ou négligences qui arrivent trop souvent à la guerre, s'était tiré d'une position infiniment fâcheuse; elle présentait de si grands avantages aux Français, qu'ils dûrent croire sans présomption que c'en était fait pour cette fois des Autrichiens; ceux-ci, n'ayant plus alors aucune force en Italie, devaient s'attendre à voir Mantoue capituler : événement qui donnerait aux Français les moyens de les poursuivre dans le Tyrol, et de les forcer à se retirer tout à fait dans l'Allemagne. Le bonheur, au contraire, qu'eut le général autrichien, d'échapper aux savantes combinaisons de Bonaparte, et de se jeter dans Mantoue, vint encore donner de l'incertitude

sur le sort de l'Italie, retarder la décision de sa destinée, ainsi que la conquête du Tyrol et du Frioul. En forçant Bonaparte à éprouver de nouvelles difficultés, on lui assura les moyens d'augmenter la gloire qu'il venait d'acquérir : on aurait pu la croire à son dernier terme, si, comme il avait lieu de l'espérer, il avait fait prisonnier le maréchal de Wurmser et les douze mille hommes à ses ordres. Dans le nouvel état des choses, que pouvait, que devait faire le général en chef? rester en force devant Mantoue, après y avoir resserré les ennemis; empêcher ses communications avec les environs, et s'attacher à réduire ses habitans et sa nombreuse garnison aux dernières extrémités du besoin; en même temps, il fallait bien ne pas oublier que les Autrichiens feraient encore de grands efforts pour débloquer Mantoue. Pour rendre ces efforts inutiles, il était donc nécessaire de détruire les nouvelles armées qui se présenteraient, comme on avait détruit celles aux ordres des comte de Beaulieu et Wurmser. Mais les forces confiées à Bonaparte étaient bien peu suffisantes pour vaincre une résistance aussi opiniâtre; en vain avait-il vu disparaître des armées entières, grace à l'or des Anglais, elles renaissaient de leurs cendres, et les mal-

heureux sujets de l'Autriche venaient se faire massacrer, tandis qu'indifférens sur le sort et le nombre des victimes dévouées à leur ambition, les Anglais ravissaient aux gouvernemens qu'ils soudoyaient, l'empire des mers et tous les moyens de commerce.

Afin de remplir le plan qu'il s'était fait, dès le 28 fructidor (14 septembre), Bonaparte avait ordonné l'attaque du faubourg Saint-Georges; mais une partie des troupes s'étant égarée dans sa route, la nombreuse cavalerie des Autrichiens avait arrêté l'infanterie légère des Français; dès-lors la 32e demi-brigade avait été obligée de soutenir, presque seule, les efforts de l'ennemi jusqu'à la nuit, qui, en terminant le combat, avait laissé les Français maîtres du champ de bataille; tandis que, d'un autre côté, le général Sahuguet, qui s'était porté sur la favorite, où il avait déjà obtenu les plus grands succès, avait été obligé de prendre une position en arrière, et d'abandonner trois canons dont il s'était emparé. Fier de ces légers avantages, l'ennemi essaya d'en remporter de plus grands; il n'avait pas tardé à faire des sorties multipliées, à se répandre dans la campagne et à prendre une grande confiance, qu'il était intéressant d'accroître, afin de pou-

voir l'amener à hasarder une affaire sérieuse hors de ses remparts. En effet, le général Massena ayant pris une position en arrière, dans la nuit du 28 au 29 fructidor (14 et 15 septembre), le lendemain, à la pointe du jour, on apprit que les ennemis, enhardis par ce mouvement rétrograde, avaient fait sortir presque toute leur garnison pour défendre la Favorite et Saint-Georges, et par là, se conserver les moyens d'avoir des fourrages, afin de nourrir leur nombreuse cavalerie.

Mais, à deux heures après midi, la division Augereau, après avoir longé le Mincio, arrivait de Governolo, afin d'attaquer les ennemis par leur flanc droit, placé en avant de Saint-Georges. La division Sahuguet occupait la communication de la Favorite à la citadelle. Enfin, un corps de troupes, commandé par le général Pigeon, ayant passé par Villa-Nova, tournait une plaine où la cavalerie ennemie pouvait manœuvrer, afin de couper les communications de la Favorite à Saint-Georges. Dès l'instant où Bonaparte avait jugé que ces différens corps étaient en mesure de commencer leurs attaques, il avait fait marcher droit à l'ennemi différentes demi-brigades en colonne serrée, pendant que la 32e, soutenue par deux

régimens de dragons, marchait par la droite, et manœuvrait pour acculer les Autrichiens et les pousser du côté où était le général Pigeon : en même temps, le général Massena culbutait l'ennemi de poste en poste, enlevait le village de Saint-Georges, et, en s'emparant de la tête du pont, coupait la retraite à tout ce qui ne s'était pas sauvé par là. Les ennemis faisaient encore de la résistance sur leur gauche; la cavalerie, qui se porta de ce côté, et la prise de Saint-Georges, décidèrent l'affaire; les Autrichiens, dans une déroute complète, furent obligés de rentrer dans Mantoue, après avoir perdu en morts ou en prisonniers plus de trois mille hommes; en artillerie, vingt pièces de canon, toutes attelées, et la tête du pont de Saint-Georges. [1]

Après cette victoire, le général en chef qui aurait pu, en occupant le Seraglio, fermer entièrement la garnison de Mantoue dans ses murs, lui laissa au contraire la liberté de se répandre dans cette partie. Bonaparte espérait, par ce moyen, attirer le maréchal de Wurmser dans une seconde affaire, où il réussirait à affaiblir encore davantage sa garnison. En

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

conséquence il se borna à occuper le pont de Governolo, afin de faciliter le passage du Mincio.

Cependant, quoique infiniment occupé de la prise de Mantoue, Bonaparte ne perdait pas de vue un projet qui lui était cher à plusieurs titres, c'était la reprise de la Corse; en mettant une garnison française à Livourne, son projet avait été non seulement d'interdire ce port au commerce anglais, mais de s'ouvrir un moyen de communication avec les patriotes des départemens du Liamone et du Golo. Tous ceux qui, fidèles à la république, avaient cherché un asile en Italie, se réunirent bientôt à Livourne, et commencèrent, par de fréquentes communications avec leurs concitoyens de Liamone, à organiser dans ce département les moyens de le délivrer de la domination britannique. Le prudent Paoli, qui avait prévu cet orage, s'y était soustrait d'avance, en quittant la Corse, dans le dessein d'aller ensevelir à Londres les restes d'une vie déshonorée par ses dernières trahisons : après un espace de vingt ans, on l'avait facilement oublié; il avait saisi avec avidité le moyen d'abuser de la générosité d'un décret de l'assemblée constituante, et de trahir la France, en faveur du cabinet

britannique qui le payait. [1] Heureusement, malgré les appuis que Paoli avait ménagés aux Anglais, en Corse, ce n'avait pas été sans combat qu'ils s'y étaient établis. Le général Lacombe-Saint-Michel y avait déployé une énergie et des talens militaires qui les avaient longtemps arrêtés devant des places dont son courage et ses connaissances étaient la principale, et presque la seule défense. Calvi ne s'était rendu qu'après être devenu un monceau de ruines. Bastia avait opposé une longue et vigoureuse résistance. Ces efforts des patriotes ne les avaient pas tous fait disparaître, et après la soumission de l'île, les exactions des Anglais, leur avarice et l'insolente hauteur de leur domination ne tardèrent pas de ramener aux Français beaucoup de Corses qui s'étaient momentanément tournés du côté de leurs ennemis. Ajaccio s'enorgueillissait d'avoir élevé dans ses murs un jeune héros, l'objet de l'admiration de son siècle. Le nom de Bonaparte conquit les cœurs. Depuis plusieurs mois, les garnisons anglaises étaient réduites à n'oser sortir de leurs quartiers. Le vice-roi, dans une tournée de l'île, avait été arrêté et renvoyé à condition de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (79).

retirer ses troupes de l'intérieur, et l'on avait cessé d'y payer les impositions et d'y reconnaître l'autorité britannique. Les patriotes qui y passaient successivement de Livourne, y portaient des secours et des instructions, et l'on n'attendait que le moment d'une explosion générale. Aussitôt que l'on avait eu connaissance à Livourne des dispositions que faisaient les Anglais pour évacuer la Corse, le général Gentili avait pris le parti d'y faire passer le général de brigade Casalta, avec la 28e division de la gendarmerie nationale; celui-ci, malgré le gros temps et la croisière très-serrée et observée par les Anglais, près de Livourne et sur les parages de la Corse, était parvenu à se jeter dans l'île : à peine débarqué, il avait été joint par un nombre assez considérable de patriotes du pays, et, avec cette force, il s'était porté rapidement sur Bastia. Maître des hauteurs, fortement appuyé par les citoyens de la ville, le général Casalta avait sommé les Anglais, qui tenaient encore le fort, de se rendre dans le délai d'une heure. Ils étaient au nombre de trois mille; ils avaient sur la rade quelques vaisseaux qui menaçaient de foudroyer la ville; mais la peur de voir couper le passage qui les conduisait à la mer, précipita leur fuite. Ils se jetaient

en désordre sur leurs vaisseaux, lorsque le général français, ayant fondu sur eux avec les forces qu'il avait réunies, était parvenu à leur faire huit ou neuf cents prisonniers, et à saisir une très-grande partie de leurs magasins qu'ils n'avaient pas eu le temps d'embarquer.

Après s'être emparé de Bastia, le général avait marché le jour d'après, avec deux pièces de canon, sur Saint-Florent, que les Anglais occupaient encore; il avait forcé les gorges de San-Germano, gardées par l'ennemi; et, malgré le feu des deux vaisseaux embossés, dont les boulets portaient sur le chemin qui conduit à Saint-Florent, il s'était emparé de la ville, où il avait fait une partie de la garnison prisonnière de guerre, et s'était emparé de quelques mortiers et des pièces de canon que l'ennemi n'avait pu enclouer. Dès cet instant, l'escadre anglaise, qui se trouvait encore dans la baie de Saint-Florent, s'était retirée hors de la portée du canon; et le vice-roi, suivi des troupes qu'il avait sauvées de Bastia, s'était réfugié à Porto-Ferrajo. Peu de jours après, la garnison de Bonifacio avait été faite prisonnière de guerre. Le chef de bataillon Bonnelli avait marché sur Ajaccio. Le général Gentili, avec tous les réfugiés corses qui restaient encore sur

le continent, avait mis à la voile pour se rendre en Corse. Enfin les Anglais manquaient de vivres, leurs vaisseaux étaient fort mal équipés, et toute leur armée se trouvait dans le dénuement le plus complet : aussi trois semaines ne s'écoulèrent pas sans que les Anglais ne se vissent totalement chassés de la Corse, et forcés d'abandonner le golfe de San-Fiorenzo, sans avoir pu sauver quelques bâtimens de guerre qu'on leur brûla dans le port d'Ajaccio.

Un ministre de la république française ne tarda pas à y venir organiser le gouvernement constitutionnel. Ainsi s'était terminée en Italie, d'une manière infiniment glorieuse pour les Français, la campagne de l'an 4 de la république (septembre 1796), tandis qu'en Allemagne, les affaires militaires avaient pris une plus mauvaise tournure. Le général Moreau cependant était encore victorieux dans la Bavière; mais le général Jourdan avait commencé à plier dans la Franconie.

A cette époque, il était temps que l'archiduc redoublât d'efforts pour éloigner des états héréditaires les armées françaises, qui, étant, d'un côté, aux portes de Ratisbonne, et, de l'autre, dans les faubourgs de Munich, n'avaient plus que quelques pas à faire pour pé-

nétrer dans la Bohême, l'Autriche et le Tyrol. Le 6 fructidor (23 août), l'archiduc attaque les Français en avant de Newmarck, les chasse de cette ville, et les fait poursuivre sur la route de Nuremberg. Mais au moment où, le lendemain, sept colonnes autrichiennes s'avancent pour envelopper le général Jourdan, il leur échappe, il se retire, il ne leur laisse que quelques bataillons pour barrière et pour victimes. Pendant quelques jours, il paraît n'avoir d'autre but que d'éviter un engagement; mais, à peine a-t-il repassé le Mein et réuni ses troupes, il se croit assez fort pour repousser les Impériaux. En vain a-t-il cherché à garantir Wurtzbourg, il a été prévenu par le général Holze; il ne lui reste que la citadelle. Néanmoins, les 16 et 17 fructidor (2 et 3 septembre), il entreprend de réparer ses malheurs; il hésite dans la première journée, il se perd dans la seconde : le retard d'une colonne ennemie rend d'abord, il est vrai, l'issue du combat équivoque; mais bientôt la cavalerie de cette colonne passe le Mein à gué, se porte sur la gauche des Français, divise les forces du général Jourdan, et affaiblit ses espérances. Elles s'évanouissent à l'aspect d'une colonne de troupes fraîches qui viennent assurer la victoire aux Autrichiens.

Le général français abandonne aussitôt le champ de bataille, il est poursuivi ; le feu de l'artillerie et les hussards de l'ennemi jettent du désordre dans sa retraite, mais la nuit vient le protéger ; la citadelle de Wurtzbourg se rend, la Franconie est libre, l'Allemagne commence à respirer. Dès-lors sont sauvés pour l'Empire ses trois boulevards, Ehrenbrestein, Mayence et Manheim, qui, isolés depuis long-temps, semblaient devoir tomber entre les mains des Français. Dès-lors il ne reste plus d'autre parti au général Jourdan que de mettre la plus grande célérité à franchir ces rivières, à évacuer ces places, à fuir de ces pays qui naguère étaient le théâtre de sa gloire : s'il oppose quelque résistance sur la Lahn, ce n'est que pour pouvoir atteindre la Sieg ; et c'est vainement qu'il veut tâcher de terminer, d'une manière moins désastreuse, une campagne sur laquelle on avait bien moins de reproches à lui faire, qu'à ceux qui en avaient donné le plan.

En vain le directoire abusait le peuple français sur la position de ses armées en Allemagne : depuis le 29 fructidor (15 septembre), le général Moreau, après avoir long-temps espéré de dégager, par ses succès, l'armée de Sambre et Meuse, se voyant forcé d'abandonner le général Jourdan à son malheureux sort, content d'avoir levé 300,000 florins de contribution au-delà du Danube, commençait cette retraite trop vantée par les uns, trop dépréciée par les autres, mais qui, estimée par ses effets, donna à ce général de très-grands droits à la reconnaissance des Français. Ce n'était pas avec des talens ordinaires qu'on avait pu amener une armée victorieuse des bords du Rhin à ceux de l'Iser, et la ramener victorieuse encore de l'Iser au Rhin, lorsque, manquant tout à la fois de l'appui des deux armées, dont elle devait faire le lien, elle semblait dévouée à une destruction inévitable. Concentrer avec soin toutes ses troupes ; mettre toujours à couvert son artillerie, ses bagages et ses munitions ; paraître incertain sur sa route, pour donner le change à son ennemi ; observer tous ses mouvemens, et profiter de toutes ses fautes : tels furent les moyens employés par le général Moreau, moyens auxquels il dut le salut de son armée. Sans doute il ne fut pas toujours aussi heureux qu'à Biberach, où, profitant des fautes des généraux autrichiens, il les battit et les força de reculer de quatre lieues ; sans doute, dans plusieurs autres journées, les succès furent variés, et il éprouva des pertes ; sans doute aussi

c'était pour lui un grand avantage de n'avoir à lutter ni contre le découragement, ni contre l'affaiblissement de ses troupes; d'avoir son aile gauche appuyée à la Suisse, et de marcher sur le Rhin, qui lui offrait plus d'un passage: mais eurent-ils raison, ceux qui lui reprochèrent alors de n'avoir pas dirigé sa marche sur Fribourg, et de n'être pas allé s'emparer, à grandes journées, de quelques positions importantes, de Heilbron, par exemple, où, défendant le Necker, il eût pu couvrir, contre les Impériaux, toute la rive droite du haut Rhin? Ces critiques oiseux, qui ne voient la guerre que sur leurs cartes, ou dans leurs tranquilles promenades, ne cesseront-ils jamais d'oublier qu'on ne peut donner à une grande armée, à son artillerie, à ses munitions, la célérité d'un corps de troupes légères? D'ailleurs, pour les militaires instruits, ne leur est-il pas démontré combien, en prenant ce parti, la situation du général Moreau aurait été périlleuse? Dès-lors il n'était plus maître de ses places; dès-lors il lui était impossible de prévenir l'archiduc, qui n'aurait pas négligé de porter des troupes sur le haut Rhin, et même au-delà de ce fleuve; dès-lors se multipliaient pour lui tous les dangers de ces rivières, de ces montagnes, de ces défilés

qu'il rencontrait à chaque pas dans sa retraite; et, si, arrivé sur les bords du Rhin, il fut abandonné par la fortune, s'il éprouva des revers, s'il perdit enfin, en six semaines, ce qui lui en avait coûté dix à conquérir, les Français n'eurent-ils pas encore à se féliciter de le voir atteindre les villes forestières avec une armée; de voir cette armée passer le Rhin sans désastre; de recevoir dans leurs foyers des milliers de compatriotes, dont tous les jours, pendant si long-temps, ils avaient craint d'apprendre la mort, et de pouvoir s'en reposer sur eux de la défense de leurs frontières? Aussi les personnes sensées, qui pesèrent alors les risques auxquels avait été exposée cette armée; les dispositions de l'archiduc pour l'arrêter sur les bords du Rhin; l'audace qu'avaient dû acquérir les Autrichiens, si long-temps comprimés par les revers, loin de s'étonner que l'armée de la république eût éprouvé des échecs à la fin de sa retraite, s'étonnèrent qu'elle eût pu échapper à tous les dangers qui l'attendaient sur les bords du Rhin.

Les retraites des généraux Moreau et Jourdan n'avaient pas assez affaibli leurs armées, pour terminer la campagne; et ce fut en vain que les bords du Rhin furent ensanglantés,

aucune action ne fut décisive. Les avantages des Français dans le Hunsdruck, leurs succès depuis Binguen jusqu'à Kayserslautern, les tentatives répétées et toujours inutiles des Autrichiens sur la tête du pont de Neu-Wied, leur retraite dans les lignes de Manheim, leurs vives et nombreuses attaques sur Kehl et sur les ouvrages d'Huningue; tous ces combats n'amenaient pas l'armistice si long-temps desiré, depuis si long-temps annoncé comme le prélude de la paix. Une convention signée entre les généraux des deux puissances, sur le bas Rhin, semblait seulement avoir terminé les hostilités dans cette partie de l'Allemagne. Tandis qu'on se battait encore sur le haut Rhin, Mantoue, qui résistait en Italie aux efforts des Français, donnait le temps aux généraux Dalvinzy, Quadanowich et Davidowich, de venir secourir cette place; ce dernier pouvait pénétrer dans le Tyrol.

Des efforts prodigieux, faits dans toutes les provinces de la maison d'Autriche, avaient procuré une troisième armée d'Italie, forte de cinquante mille combattans, qui, vers les derniers jours de brumaire an 5 (premiers jours de novembre 1796), avaient forcé les Français d'abandonner Trente, Roveredo, Bassano, Vicence, et de se concentrer, en se reportant de nouveau sur la ligne de l'Adige: ainsi la quatrième année républicaine était finie, et, malgré la saison déjà très-avancée, la campagne ne l'était pas.

Le général Davidowich, après avoir remporté quelques avantages sur le général Vaubois dans le Trentin, l'avait forcé à prendre, le 18 brumaire (8 novembre), sa position à Rivoli et à la Coronna, pendant que le général Bonaparte, après avoir obligé le général Dalvinzy à repasser la Brenta et la Piave, accourait, de son côté, à Vérone, afin d'y prendre des mesures pour arrêter les progrès de l'ennemi sur les bords de l'Adige. Mais le général Dalvinzy, après avoir passé la Brenta, et s'être porté à Monte-Bello, était venu camper à Villa-Nova, dans le dessein de se joindre à la division du Tyrol; il n'y avait donc pas un moment à perdre. Aussi Bonaparte n'hésita-t-il pas: dès le 21, il ordonna de marcher à la rencontre de l'ennemi, et, arrivé à Saint-Martin, on y avait culbuté son avant-garde; le 22, on s'était trouvé en présence, et l'on s'était attaqué de part et d'autre; le succès des Français commençait à être complet: la division Augereau s'était emparée du village de Caldero; celle Massena

avait gravi les hauteurs qui tournaient l'ennemi, et pris cinq pièces de canon; mais la pluie, qui tombait en abondance, s'étant changée brusquement en une petite grêle froide, qu'un vent violent portait au visage des soldats français, ceux-ci furent obligés d'abandonner les hauteurs : tout se maintint néanmoins jusqu'à la nuit, pendant laquelle les deux armées gardèrent leurs positions.

Le 23, l'armée prit quelque repos pendant que l'on cherchait à pénétrer les intentions de l'ennemi, qui furent bientôt connues par ses mouvemens sur Vérone, toujours dans la même intention d'opérer sa jonction avec les divisions qui étaient dans le Tyrol, et même de livrer bataille le 25, s'il trouvait des oppositions à ses projets.

Il fallut donc faire de nouvelles dispositions; Bonaparte se décida alors à tenter un mouvement rétrograde : en feignant de se retirer, il espéra tromper l'ennemi, enlever ses parcs d'artillerie, ses bagages, et l'attaquer par son flanc et ses derrières, s'il pouvait arriver à Villa-Nova, dans la matinée du 25, au moment où le général Dalvinzy croirait encore le trouver du côté de Vérone pour le combattre.

Afin d'exécuter cette manœuvre, dans la

nuit du 24 au 25 brumaire (14 au 15 novembre), après avoir donné les ordres au général Vaubois de garder le point de Rivoli, pour tenir en échec le général Davidowich ; après avoir disposé des corps légers et de l'artillerie volante, pour défendre l'Adige, tranquille sur les châteaux de Brescia, Vérone, et les places de Peschiera et de Legnago, Bonaparte avait disparu de devant les Autrichiens, était venu passer l'Adige à Ronço, et marchait rapidement sur Villa-Nova, pour y remplir son projet de surprendre l'ennemi. Malheureusement, soit précaution, soit connaissance de quelques mouvemens, le général autrichien avait envoyé un régiment de Croates et quelques régimens hongrois dans Arcole : ce village, extrêmement fort par sa position au milieu des marais et des canaux, battait en flanc la digue sur laquelle il fallait passer pour y arriver, tandis qu'un canal, qui bordait cette digue du côté du village, empêchait de le tourner; il fallait donc, pour s'en emparer, passer sous son feu, et traverser un petit pont défendu par plusieurs maisons crénelées, d'où l'ennemi faisait un feu terrible.

Vainement, à plusieurs reprises, les troupes françaises s'étaient portées, au pas de charge,

pour enlever ce pont; elles avaient toujours été repoussées dans leurs tentatives réitérées : vainement aussi le général Augereau, un drapeau à la main, s'était-il porté à la tête de la colonne d'attaque, rien n'avait encore réussi.

Instruit des difficultés qu'éprouvait la division Augereau, le général en chef avait ordonné au général Guyeux d'aller, avec deux mille hommes, passer l'Adige vis-à-vis d'Albaredo, et de se porter vis-à-vis le village d'Arcole, pour tâcher de le tourner; mais cette marche devait être longue; la nuit s'avançait, et il devenait toujours plus important d'enlever Arcole, afin de se trouver sur les derrières de l'ennemi avant qu'il eût connaissance du mouvement. Bonaparte se décide alors à se porter, avec son état-major, à la tête des troupes; il leur rappelle le passage du pont de Lodi, et, croyant pouvoir profiter d'un moment d'enthousiasme, il se jette à bas de son cheval, saisit un drapeau, s'élance à la tête des grenadiers, et marche vers le pont, en criant : *Suivez votre général.* La colonne s'ébranle, déjà elle approche du pont; le feu terrible de l'ennemi, qui ne tarde pas de l'atteindre, l'arrête un instant; bientôt elle recule : les généraux Lanes et Vignole sont blessés, l'état-major est culbuté, le

général en chef est jeté dans un marais, d'où on le retire avec beaucoup de peine; il remonte à cheval; la colonne se rallie, et l'ennemi n'ose se présenter pour la suivre.

Cependant la nuit commençait à paraître, et le général Guyeux, malgré son obscurité, arrivé sur le village d'Arcole, l'avait emporté; mais il avait été obligé de l'évacuer, après avoir fait beaucoup de prisonniers, et enlevé quatre pièces de canon.

L'ennemi, au moyen de la défense d'Arcole, ayant eu le temps d'être averti du mouvement des Français, après avoir fait évacuer ses équipages, ses magasins et son artillerie, sur Vicence, après avoir réoccupé le village d'Arcole avec des forces considérables, s'était porté, en arrière, vers Ronço, pour y livrer bataille.

D'après ces dispositions, dès le 26, le général Dalvinzy avait fait attaquer les Français sur tous les points. A la vérité, sur la gauche, la division Massena, après un combat opiniâtre, avait réussi à culbuter l'ennemi, et à lui faire quinze cents prisonniers, après lui avoir enlevé six pièces de canon et quatre drapeaux; mais, sur la droite, quoique la division Augereau eût réussi de même à repousser l'ennemi, elle n'avait pu parvenir à forcer le village

d'Arcole, attaqué vainement, de nouveau, à plusieurs reprises.

Dans une position aussi critique, le général en chef s'était décidé, sur le soir, à marcher lui-même sur le canal, à la droite de l'Adige, avec une colonne qui portait des fascines, dans le dessein d'établir un passage; mais la vivacité du courant n'avait pas permis de les fixer: inutilement alors l'adjudant-général Vial s'était-il jeté dans l'eau jusqu'au cou, pour traverser le canal, et donner l'exemple à la tête de la colonne où il se trouvait, personne n'avait voulu le suivre, et il avait été obligé de revenir sur ses pas. Fatigué de tant d'obstacles, Bonaparte s'était enfin décidé, dans la nuit du 26 au 27, à faire jeter des ponts sur les canaux et les marais; il s'était ensuite occupé à combiner une nouvelle attaque pour le lendemain. La division Massena devait attaquer la gauche; la division Augereau, Arcole, à la droite; le général Robert, au centre, devait traverser le canal à la tête d'une colonne, pour tourner le village; et une partie de la garnison de Porto-Legnago, avec cinquante chevaux et quatre pièces d'artillerie, avait reçu l'ordre de tourner la gauche de l'ennemi.

Le 27, à dix heures du matin, on en était

déjà venu aux mains; et l'ennemi, qui s'était porté vigoureusement contre le centre, commençait à le faire plier. Bonaparte, alors, après avoir tiré de la gauche la 32e demi-brigade, qu'il avait placée en embuscade dans un bois; et, à l'instant où l'ennemi, poussant encore davantage le centre, était sur le point de le mettre en déroute, la 32e, sortant à l'improviste, avait pris les Autrichiens en flanc, et en avait fait un carnage horrible. La gauche de l'ennemi, appuyée à un marais, en imposait par sa position et la supériorité de son nombre à la division Augereau, qui, déjà repoussée devant Arcole, se repliait en désordre sur Ronço. Le général en chef ordonne au citoyen Hercule, officier de ses guides, d'en prendre avec lui un certain nombre, avec beaucoup de trompettes; de tourner les marais qui appuyaient la gauche de l'ennemi, et de tomber sur ses derrières, au grand galop, en faisant sonner toutes les trompettes. Cette manœuvre avait parfaitement réussi à ébranler l'infanterie ennemie, qui commença dès-lors, quoique en résistant, à se battre en retraite; arrive, sur cette entrefaite, la garnison de Legnago. En même temps, la division Massena, qui avait suivi le mouvement rétrograde de la division

Augereau, se trouve en mesure de la joindre, et de marcher avec elle contre Arcole. Ce village bientôt emporté, les deux divisions ne tardent pas à joindre les Autrichiens : ceux-ci, attaqués alors de toutes parts, ne pouvant plus résister, après avoir été forcés d'abandonner toutes leurs positions, se retirent sur Vicence, dans une déroute complète, poursuivis jusqu'à San-Bonifacio, où la nuit et l'excès de la fatigue obligent les Français à s'arrêter et à se reposer, après trois jours de combats continuels. [1]

Cependant les succès des armes françaises n'avaient pas été les mêmes du côté du lac de Garde. Le général Vaubois avait été attaqué et forcé dans la position importante de Rivoli, événement qui avait mis à découvert le blocus de Mantoue. Mais Bonaparte, après avoir envoyé, le 28, sa cavalerie à la poursuite de l'ennemi, du côté de Vicence, avait marché, avec une partie de son infanterie, sur Vérone, où, après avoir rallié et renforcé la division Vaubois, le général l'avait portée à Castel-Nuovo, afin de pouvoir être en mesure d'attaquer le général Davidowich, qui y avait ses avant-postes. En effet, dès le 1er frimaire (21 novembre), l'ennemi, attaqué, repoussé de position en position,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (80).

découvert sur son flanc gauche par la retraite du général Dalvinzy sur Vicence, fut obligé, en effectuant sa retraite avec précipitation, de voir son arrière-garde très-maltraitée, en partie coupée à Rivoli, dont on se rendit maître, et fut poursuivi toute la nuit au-delà de la Coronna, le long de l'Adige, après avoir perdu douze cents prisonniers, quatre pièces de canon et six caissons.

Malgré des succès aussi rapides et aussi inouis, qui avaient obligé le général Davidowich de se retirer derrière l'Arisio, et le général Dalvinzy derrière la Brenta, les Autrichiens n'avaient pas perdu tout le terrain qu'ils avaient regagné d'abord; ils occupaient encore Trente, Roveredo, Vicence. Le général Wurmser continuait de se défendre dans Mantoue : à l'exemple du sénat de Rome, qui félicita le consul Varo de n'avoir pas désespéré de la fortune publique après la bataille de Cannes, la cour de Vienne, loin de destituer le général Dalvinzy, forçait tous les ressorts de son gouvernement pour lui procurer une nouvelle armée. Les jeunes gens de Vienne, formés en corps de volontaires, étaient transportés en poste dans le Frioul vénitien; l'impératrice avait brodé elle-même leurs drapeaux. Un

corps levé dans les provinces polonaises soumises à l'Autriche, se portait avec célérité sur les bords de la Brenta ; plusieurs régimens de chasseurs tyroliens s'organisaient dans le Trentin. Lorsque tous ces corps avaient été rassemblés vers le mois de nivose an 5 (janvier 1797), le général Dalvinzy s'était vu à la tête de cinquante mille combattans : ce général avait dû s'occuper alors à tenter de nouveau de forcer les lignes des Français, afin de pénétrer par quelque point, et de donner la main au maréchal de Wurmser, ou de porter ailleurs le théâtre de la guerre, pour rendre inutiles les succès précédens des Français, et les obliger à débloquer Mantoue.

Pour faciliter ces projets, on mettait en usage tout ce que l'entêtement, l'opiniâtreté et la haine contre l'armée française, pouvaient suggérer. La cour de Rome même, sans être très-dangereuse, armait, et portait le peu de troupes qu'elle avait pu mettre sur pied vers la Romagne, pour inquiéter les états de Reggio, Bologne et Modène, qui, par leur propre énergie, venaient de se déclarer libres, mais plus véritablement pour favoriser le maréchal de Wurmser, dans le cas où, ne pouvant être secouru, il voudrait s'évader de Mantoue avec

sa garnison, pour se jeter dans le Ferrarois ou dans les états du pape. Bonaparte s'était porté, le 20 nivose (9 janvier), à Bologne, à la tête d'une colonne, afin d'en imposer à la cour de Rome, et de lui faire adopter un systême pacifique, dont elle paraissait s'éloigner tous les jours de plus en plus ; il voulait en même temps obliger le duc de Toscane à terminer une négociation relativement à la garnison de Livourne. Mais, dans la nuit du 21, le général avait reçu la nouvelle d'un mouvement de l'ennemi sur toute la ligne ; on l'instruisait en même temps que l'avant-garde du général Augereau, qui était à Bevi-Laqua, en avant de Porto-Legnago, avait été attaquée et obligée de se replier, après avoir perdu deux pièces d'artillerie.

Dans une circonstance aussi périlleuse, il n'y avait pas à hésiter ; il fallait courir rapidement vers les points qui étaient les plus menacés. Bonaparte laisse alors dans les quatre provinces cispadanes des forces nécessaires pour les contenir ; il fait passer deux mille hommes au général Augereau, pour le renforcer sur le bas Adige ; il passe à Mantoue, où il donne les ordres nécessaires, et, le 23 nivose (13 janvier), il arrive à Vérone. L'ennemi attaquait

alors, en force, l'avant-garde de la division Massena, postée à Saint-Michel; et ce général sortait de Vérone, avec toute sa division, pour combattre les Autrichiens : bientôt il les a arrêtés; mais le combat devient plus opiniâtre. La 75e demi-brigade, conduite par le général Brune, donne des preuves de la plus grande valeur; ses grenadiers enlèvent, à la baïonnette, une batterie ennemie. La cavalerie, commandée par le général Leclerc, se distingue à l'envi, et, à deux heures, l'ennemi était repoussé sur ce point.

Le même jour, à la même heure, les Autrichiens attaquaient la Coronna, et déjà ils s'étaient emparés d'une redoute. Les généraux Joubert et Meyer, après les en avoir chassés, les avaient forcés de rentrer dans leurs positions.

Sur le bas Adige, les ennemis avaient fait passer, le 24 nivose (13 janvier), leur avant-garde à Anguiari, où ils avaient jeté un pont; en même temps, une de leurs colonnes, assez considérable, avait filé par Montagna, et menaçait de tourner l'avant-garde du général Joubert, à la Coronna. En combinant ces deux mouvemens avec les différens avis qu'il avait reçus, Bonaparte jugea les projets de l'ennemi. Les généraux autrichiens voulaient attaquer

sa ligne de Rivoli, dans le dessein de la percer, et d'arriver plus facilement à Mantoue. Afin de les prévenir, le général en chef donne des instructions pour le bas Adige et Vérone; il envoie des ordres au général Rey, qui était à Desinzano, de marcher sur Rivoli, en plusieurs colonnes, qui y arriveront successivement; il fait partir dans la nuit, pour le même point, la plus grande partie de la division Massena, et il arrive lui-même, à deux heures après minuit, à Rivoli.

A peine arrivé, Bonaparte fait attaquer les ennemis en avant de Rivoli, et notamment le poste de San-Marco, qui est la clef de la position de ce plateau, et le seul point par où l'ennemi pût faire déboucher son artillerie et sa cavalerie, entre l'Adige et le lac de Garde. Pendant cette attaque, le général en chef reconnaissait le terrain et la position de l'ennemi, qui occupait une ligne imposante, forte d'environ vingt mille hommes, sa droite à Caprino, et sa gauche en arrière de San-Marco.

La reprise de la position de San-Marco engagea la bataille plus tôt que ne l'avait projetée le général Dalvinzy, et commença à lui donner de l'inquiétude : il n'en continua pas moins ses dispositions pour enfermer le général

Joubert; il ne soupçonnait pas que Bonaparte fût arrivé, pendant la nuit, avec des renforts assez considérables, non seulement pour rendre son opération impossible, mais désastreuse pour lui.

La gauche des Français, vivement attaquée, ayant d'abord plié, l'ennemi s'était porté sur le centre, où la 14e demi-brigade soutenait le choc avec la plus grande bravoure, au moment où la 32e, conduite par son général de division Massena, vint rallier la gauche, reprendre toutes les positions perdues, et rétablir entièrement les affaires dans cette partie. Cependant on se battait depuis trois heures, et l'ennemi n'avait pas encore fait usage de toutes ses forces, lorsqu'une de ses colonnes, qui avait longé l'Adige sous la protection d'un grand nombre de pièces, marche droit au plateau de Rivoli, et menace de tourner la droite et le centre de l'armée française. Le général Leclerc reçoit alors l'ordre de charger l'ennemi avec la cavalerie, s'il parvenait à s'emparer du plateau de Rivoli, et le général Lasale, de prendre en flanc, avec des dragons, la partie de l'infanterie ennemie qui attaquait alors le centre : au même instant, le général Joubert descendait des hauteurs de San-Marco avec quelques bataillons qui plongeaient sur le plateau de Rivoli. L'ennemi, qui venait d'y pénétrer, est alors attaqué de tous les côtés, et obligé d'y abandonner un grand nombre de morts et son artillerie, afin de se réfugier dans la vallée de l'Adige.

La colonne ennemie, qui était en marche depuis long-temps pour tourner les Français, et leur couper toute retraite, se rangeait alors en bataille, sur des mamelons, derrière eux. Heureusement, on avait placé en réserve la 75e demi-brigade, qui non seulement sut contenir cette colonne, mais qui, impatiente de l'attaquer, sut profiter d'un moment où sa gauche s'était avancée à sa portée, pour l'attaquer, et la mettre sur-le-champ en déroute. Sur ces entrefaites, la division Rey, qui venait de Desinzano, se déployait derrière la colonne ennemie, et la canonnait avec quatre pièces de 12 : bientôt après, tous les différens corps de troupes se trouvent en mesure; la colonne autrichienne est enveloppée, et, quoique forte de plus de quatre mille hommes, elle est forcée de se rendre en entier prisonnière de guerre.

Dès cet instant, l'ennemi, par-tout en déroute, est par-tout poursuivi; toute la nuit du

24 au 25 se passe à faire des prisonniers; et quinze cents hommes, qui se sauvaient par Guarda, sont arrêtés par cinquante de la 18e demi-brigade, qui les forcent, dans l'obscurité, de mettre bas les armes.[1]

L'ennemi, cependant, restait encore maître de la Coronna, où il ne pouvait plus être dangereux. Après avoir donné des ordres pour l'attaquer sur ce point, s'il s'obstinait à le garder, Bonaparte ne dut plus songer qu'à courir du côté de Mantoue, où marchait à grands pas la division Provera. Le 24 nivose (13 janvier), cette division, forte de dix mille hommes, avait forcé le passage d'Anguiari, où le général Guyeux, à la tête seulement de quinze cents hommes, n'avait pu réussir à l'arrêter, et d'où le général Provera s'était hâté de filer sur Castellara, quoique le général Augereau, qui était accouru sur ses pas, lui eût enlevé son arrière-garde, seize pièces de canon et deux mille hommes.

Après avoir ainsi échappé, le général autrichien était arrivé, le 26 nivose (15 janvier), à midi, devant le faubourg de Saint-Georges; il avait d'abord tenté de l'emporter, pour pénétrer dans Mantoue, mais inutilement. Le général Miolis s'était défendu, et avait donné le temps au général Serrurier de se porter à la Favorite avec une colonne de quinze cents hommes, tandis que le général Victor, à la tête des 57e et 18e demi-brigades, se mettait en mesure de tourner les Autrichiens. Le général Provera, n'ayant pu s'emparer de Saint-Georges de vive force, et ne recevant aucune nouvelle du corps d'armée d'Alvinzy, ne pouvait plus avoir d'autre projet que de se réunir à une sortie de la garnison de Mantoue, pour combattre les Français avec avantage. De son côté, le maréchal de Wurmser, pénétré de cette vérité, avait profité de la nuit pour remplir ce projet; mais le général Serrurier, que nous avons déjà vu arriver sur ce point, s'étant hâté d'attaquer les Autrichiens, avait réussi à les arrêter, et, en les empêchant d'occuper la Favorite, les avait mis dans l'impossibilité de se joindre à la colonne Provera : celle-ci, enveloppée alors de toutes parts, assaillie par les 57e et 18e demi-brigades, qui venaient de lui enlever trois pièces de canon, et mettre à pied les hussards de Herdendi; poussée par le général Miolis, qui venait de sortir de Saint-Georges; attaquée par les 32e et 75e demi-bri-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (81).

gades, qui venaient d'arriver, avait été obligée de mettre bas les armes, et de capituler.[1] En même temps, la garnison de Mantoue était obligée de rentrer, après avoir perdu beaucoup de monde tué ou prisonnier.

La veille, 26 nivose (15 janvier), le général Joubert avait attaqué l'ennemi à San-Marco : la division du centre l'avait d'abord chassé de Saint-Martin, où il avait abandonné son artillerie ; et, pendant que la division de droite disputait avec lui les crêtes des montagnes, une colonne, qui avait marché sur la Coronna, en suivant les revers de Montebaldo, ayant réussi à y arriver avant les Autrichiens, avait coupé leur retraite, et les avait forcés, au nombre de six mille hommes, de mettre bas les armes; le reste de cette division avait pris alors le parti de remonter l'Adige, en se dirigeant sur Mori et Torbole, où elle s'était arrêtée, appuyant sa gauche à l'Adige, et sa droite au lac. L'ennemi placé dans cette nouvelle position, le général Joubert avait été obligé de faire de nouvelles dispositions pour l'attaquer. En conséquence, il avait fait embarquer le général Murat avec deux cents hommes, pour aller

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (82).

descendre à Torbole, où il devait se trouver sur le flanc droit de l'ennemi : en même temps, le général Vial, à la tête de l'infanterie légère, était chargé d'exécuter une marche longue et pénible dans les neiges et sur les montagnes les plus escarpées, pour tourner la position de l'ennemi sur sa gauche. Toutes ces dispositions ayant été parfaitement exécutées, malgré la rigueur excessive de la saison, les ennemis s'étaient hâtés de se retirer à Roveredo : les Autrichiens étaient convaincus d'arrêter les Français aux gorges de Callione, dont ils croyaient avoir suffisamment augmenté les défenses, depuis le jour (18 fructidor), où les Français les avaient déjà emportées; mais, vaine espérance! ils sont obligés de fuir vers Trente. Le général Vial, qui les suit, y arrive aussitôt qu'eux, et les oblige d'en sortir avant qu'ils aient pu évacuer leurs magasins, ni retirer des hôpitaux deux mille blessés ou malades. Maître de Trente, le général Joubert s'empressa d'occuper les positions de Lavis et de Segonzano, après en avoir chassé les ennemis, qu'il fit poursuivre jusqu'à Saint-Michel.

Il ne pouvait pas suffire cependant d'avoir repoussé ainsi, dans le Trentin, la seule division des Autrichiens qui se trouvait alors sur

le haut Adige; il n'était pas moins important de repousser, sur le même point, tout ce qui restait de troupes autrichiennes sur les bords de la Brenta. A cet effet, la division Augereau avait marché, par Padoue et Citadella, sur la rive gauche de la Brenta, d'où l'ennemi avait fui à son approche. En même temps, la division Massena s'était portée, le 5 pluviose, par Vicence, sur Bassano, que l'ennemi semblait avoir l'intention de défendre, mais qu'il avait évacué dans la nuit du 6 au 7, pour se porter, par les deux rives de la Brenta, à Carpendolo et à Crespo, où, contre son attente, il avait été suivi avec une si grande célérité, qu'attaqué sur ces deux points à mesure qu'il y arrivait, il avait été obligé de se réfugier sous le château de Lascala, entre Feltro et Primolazo. Il en fut encore repoussé au moment où la division Augereau balayait devant elle tout ce qui se trouvait du côté de Treviso. Les ennemis n'avaient plus à opposer aucun obstacle à la division Massena, dont le but était de se joindre à celle du général Joubert, pour occuper, avec elle, la ligne de Lavisio, qui couvrait Trente, et s'opposer aux nouvelles tentatives que voudraient faire les Autrichiens pour secourir Mantoue : précaution qui ne tarda pas à obli-

ger le maréchal de Wurmser, alors abandonné à ses propres forces, de capituler le 14 pluviose an 5 (30 janvier 1797).[1]

Tels furent les résultats d'une campagne beaucoup plus meurtrière qu'aucune de celles qui l'avaient précédée. Turin humilié; le Milanais enlevé à l'empereur; le duc de Modène dépossédé; Bologne et Ferrare ravis au pape, pour être livrés, avec Milan et Modène, aux patriotes italiens; Parme et Naples pacifiés; le grand duc soumis aux volontés du directoire; l'Autriche privée de la seule ville forte qui pût lui laisser quelque espoir de rentrer dans la Lombardie; une partie de l'Empire conquise d'abord par les Français, et reconquise par le prince Charles : tels avaient été les fruits des flots de sang versés, sans discontinuité, pendant dix-sept mois, des incendies, des brigandages, des dévastations de tous les genres que la guerre entraîne après elle, et que la presque impossibilité de maintenir toujours exactement la discipline dans les armées multiplie encore dans tous les lieux qui deviennent le théâtre de la guerre. Et c'était, du côté de la coalition, pour agrandir la puissance autrichienne de quel-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (83).

ques provinces, pour augmenter l'empire et l'insolence du gouvernement anglais sur les mers; du côté du directoire, pour républicaniser l'Italie, et pour se trouver sur le Rhin au même point qu'à l'ouverture de la campagne, que les puissances belligérantes avaient sacrifié des milliers d'hommes, pompé la substance du peuple, compromis tous les moyens de sûreté, desséché tous les germes de puissance intérieure!

Le directoire, bornant toute sa gloire à se croire assuré de son existence, avait-il pensé pouvoir excuser la continuation de la guerre, en faisant valoir les millions qu'il avait extorqués des pays conquis, l'affaiblissement de l'Autriche, la reprise de la Corse, les Anglais chassés des ports d'Italie, enfin les fruits qu'il avait retirés de la guerre continentale?

Aurait-il osé, pour la guerre maritime, comparer les ravages opérés par un de ses amiraux sur les pêcheries de Terre-Neuve, aux avantages infinis obtenus par les Anglais, ou, pour mieux dire, à leur toute-puissance infinie sur les mers; une escadre de huit vaisseaux de guerre tombée entre leurs mains dans la baie de Saldanha, l'heureuse protection donnée à leur commerce, l'arrivée de toutes leurs flottes marchandes dans leurs ports, les corsaires

français enlevés par leurs habiles croiseurs, l'agrandissement de leur empire dans les Indes orientales, la prise des îles d'Amboine et de Banda, le calme rétabli dans leurs colonies des Antilles, leurs avantages conservés à Saint-Domingue, leur domination maintenue à Sainte-Lucie, à la Martinique, au Cap de Bonne-Espérance, à Ceylan et dans toutes les possessions qu'ils avaient conquises sur la Hollande? Et c'est dans ce moment où l'Angleterre acquérait une si grande puissance, où son ministre trouvait en deux jours, dans la capitale, plus de millions qu'il n'en demandait pour la campagne suivante, que le directoire rejetait les conditions de paix que lui offrait la cour de Westminster, et renvoyait son plénipotentiaire! Ce renvoi décidait en même temps le baron de Thugut à ne pas recevoir à Vienne le général Clarck, qui avait une mission pour traiter de la paix avec l'empereur. Le directoire devait bien s'attendre qu'il ne serait plus écouté à Vienne dès l'instant où il aurait refusé d'accéder aux propositions du cabinet de Saint-James, avec lequel l'empereur voulait bien évidemment continuer de faire cause commune.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (84).

Le directoire pouvait-il être autorisé à une conduite aussi inconséquente, par l'espoir des succès de l'expédition de la flotte de Brest, à laquelle il avait paru attacher une si grande importance? Cependant l'espérance, dont le directoire s'était bercé en préparant le grand armement de Brest, était évanouie;[1] les négociations n'en étaient pas moins rompues, et l'Europe n'en devait pas moins trembler de succomber sous le despotisme de deux puissances, dont chacune voulait dominer, à sa manière, sur les trônes et sur les nations.

Néanmoins l'Europe, trop occupée des entreprises des Français et des projets de ravage et de destruction qu'elle supposait au directoire, semblait trop fermer les yeux sur l'agrandissement monstrueux de ce colosse qui, sans rival sur les mers, préparait un joug aussi dur que honteux à tous les états du continent. En vain parlait-on plus que jamais de raison, de justice, de liberté, de philosophie; les hommes se sont tellement accoutumés à se prosterner devant la force, que presque tous rendaient une espèce de culte à l'un des deux gouvernemens qui voulait les asservir : mais était-il

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (85).

inévitable de fléchir le genou devant l'une de ces idoles?

Malheureusement, les craintes inspirées par l'ambition démesurée du gouvernement anglais étaient attiédies par les dangers, vrais ou faux, dont l'Europe se prétendait menacée par le gouvernement français; et, si tous les peuples étaient intéressés à ce que le cabinet de Saint-James échouât dans ses projets de donner la loi à tout l'univers, les souverains ne l'étaient pas moins à ce que le directoire ne pût répandre chez eux les progrès de la révolution française : ainsi les peuples semblaient ne pas redouter la France, et les gouvernemens redouter trop peu l'Angleterre.

Malheur aux peuples qui se déguiseraient les dangers de l'anarchie ou du despotisme, sous quelque forme qu'il voulût encore les agiter, les déchirer, ou les enchaîner! Malheur aux souverains qui, pour les repousser, ne s'armeraient pas de vigilance, de raison et de justice! Mais malheur encore aux puissances qui, n'appercevant que la moitié des maux qui les menacent, négligeraient d'opposer des obstacles à l'Angleterre dans ses progrès rapides vers la domination imperturbable des mers![1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (86).

Cependant, s'il est donné au spectateur attentif de découvrir et d'indiquer de pareils dangers, il ne lui appartient pas également de tracer la route par laquelle les divers états peuvent y échapper.[1]

Le directoire devait cependant moins que jamais espérer d'amener l'Autriche à des sentimens pacifiques, sans l'assentiment de l'Angleterre; et encore moins, quoique secondé par l'Espagne, de réussir à s'opposer aux progrès de cette dernière puissance, qui devaient lui assurer l'entier empire des mers. En effet, n'était-elle pas sur le point d'enlever à la Hollande le peu qui lui restait dans l'Inde? Ne pouvait-elle pas réussir dans le projet qu'on lui attribuait d'attaquer l'Espagne au Mexique, par les mains de ses propres sujets? N'était-elle pas sur le point de s'emparer de Saint-Domingue? La France enfin pouvait-elle espérer assez d'avantages sur l'Autriche, pour balancer les échecs dont la menaçait l'Angleterre?

Rien n'annonçait alors qu'aucune des puissances neutres se disposât à se mêler de la grande querelle qui agitait une partie de l'Europe. Paul Ier, qui venait de monter sur le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (87).

trône, manifestait dans toute sa conduite politique l'intention d'entretenir les relations amicales qu'il avait trouvées établies.

La Prusse travaillait à faire respecter la ligne de neutralité.

La Porte examinait le projet d'un traité d'alliance que lui avait apporté Aubert Dubayet.

A Turin, le gouvernement n'était occupé que de réparer les maux de la guerre, et de ménager le directoire.

A Stockolm, on jouissait d'une indépendance toute nouvelle.

A Copenhague, on ne songeait qu'à rendre le commerce florissant et le peuple heureux.

Venise et Gènes continuaient à payer leur neutralité, ou plutôt l'amitié de la république, par leur or et leur dépendance; la Suisse, par de nouvelles inquiétudes; les deux républiques naissantes d'Italie, par des contributions qui les épuisaient, et des troubles qui les déchiraient.

Le Portugal et Rome n'étaient pas encore détachés de la coalition.

L'Espagne semblait attendre l'issue des négociations du Portugal, pour déterminer la direction de ses armemens.

La Hollande était sur le point d'être organisée, mais ne pouvait donner à ses alliés des secours efficaces.

En Angleterre, la discussion sur les fonds envoyés à l'empereur, sans la participation du parlement, ne servait qu'à affermir M. Pitt, en l'affranchissant de quelques entraves constitutionnelles.

En France, on paraissait avoir adopté un nouveau système pour la guerre sur le Rhin. Le général Moreau était nommé commandant en chef des deux armées, et on paraissait décidé à les tenir sur la défensive.

Dans ses relations avec les puissances neutres, le directoire refusait de recevoir la notification de la majorité du roi de Suède, par un simple chargé d'affaires ; il rappelait son ministre d'auprès des États-Unis.

L'harmonie entre le directoire exécutif et les deux conseils était troublée.

Le pouvoir judiciaire maintenait son indépendance, et persistait à ne reconnaître d'autre autorité que celle de la loi.

Les finances étaient dans un tel désordre, que les conseils n'osaient s'en occuper.

L'intérieur de la république n'offrait pas un aspect plus consolant que celui des finances : le

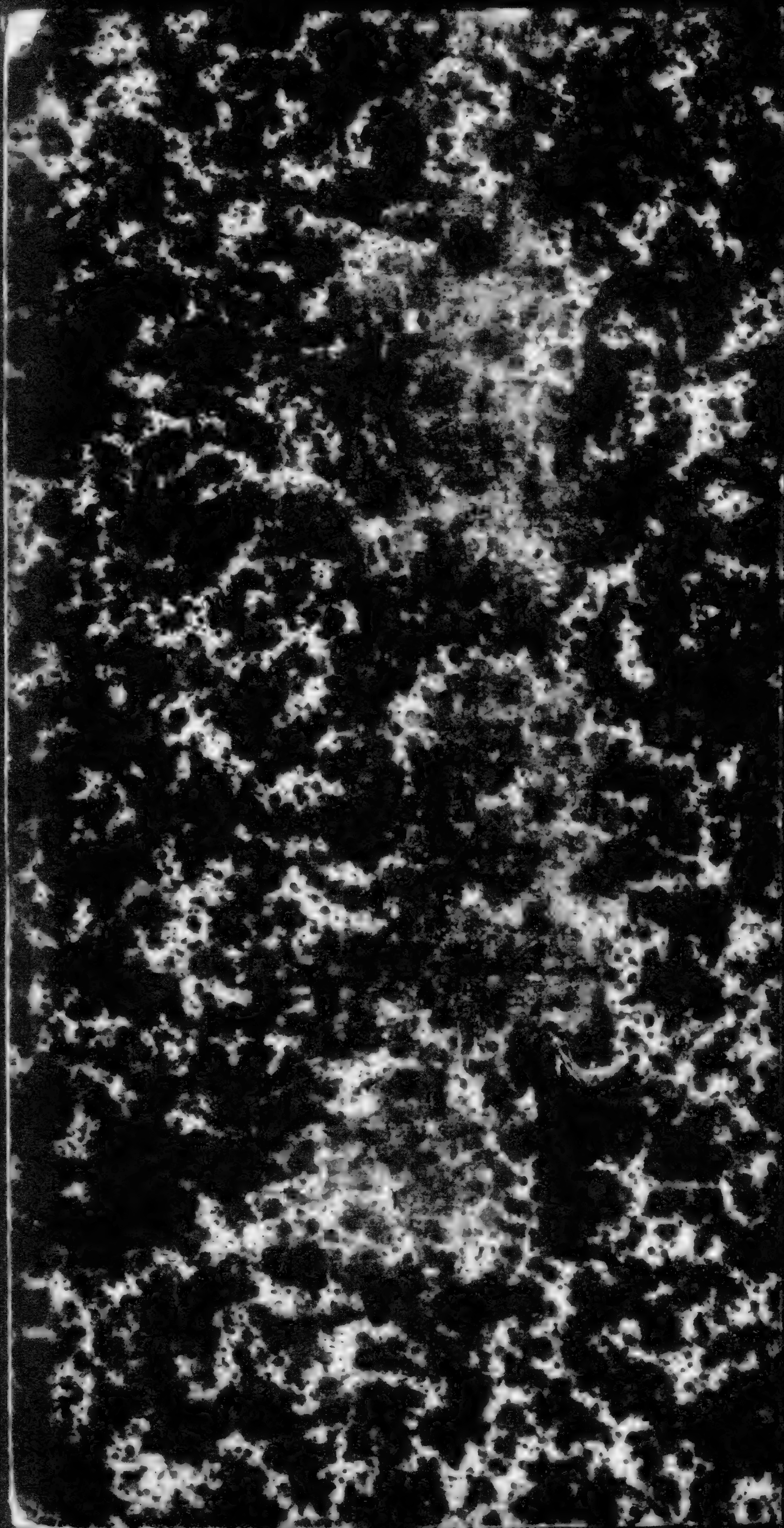
directoire venait d'en envoyer un tableau effrayant au corps législatif.

Quant à l'esprit public, il aurait été bien difficile d'en parler; il n'y en avait pas : un seul sentiment paraissait bien prononcé, c'était le desir de la paix. Du reste, on s'occupait fort peu de législation, de gouvernement, d'opérations militaires, même de victoires, à moins qu'on n'y apperçût des moyens d'espérer la paix. Les riches, les gens aisés, n'étaient occupés que de jouir, et prenaient fort peu d'intérêt à la république; les autres travaillaient pour vivre, ou pour faire fortune, et ne mettaient de prix qu'à ce qui pouvait favoriser leurs petits ou leurs grands projets. Cette indifférence universelle donnait beau jeu aux nombreux intrigans qui spéculaient sur telle ou telle forme, telle ou telle modification, telle ou telle faute du gouvernement.

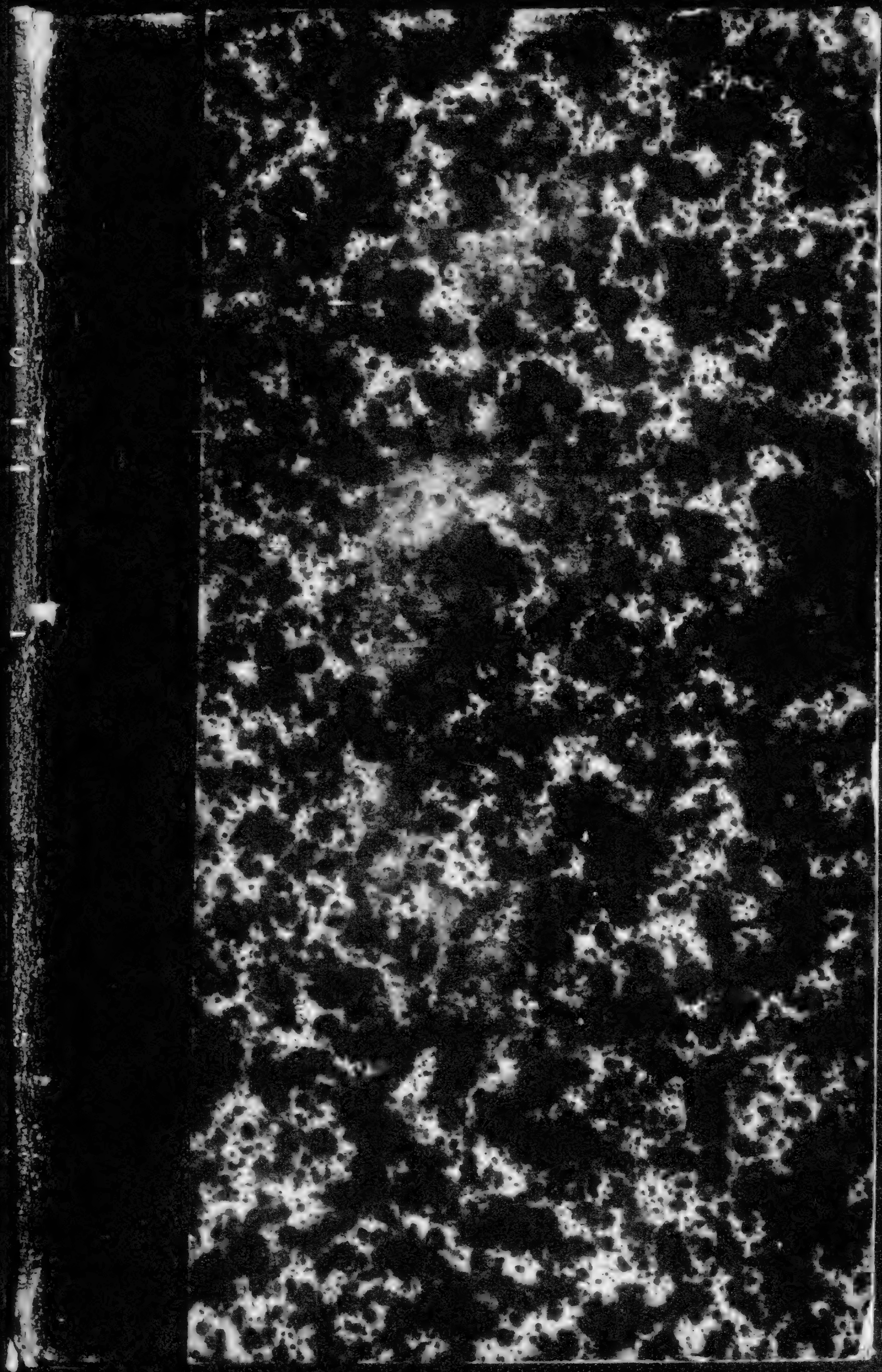
Le commerce languissait, les arts littéraires avaient achevé leur cercle périodique en France; la décadence du théâtre était sensible; l'éloquence avait cédé son empire aux mathématiciens et à la chimie pneumatique française.

FIN DU LIVRE VINGT-UNIÈME.


COLUMBIA UNIVERSITY
0032190956



PART 2





HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE;

AVEC le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ex-Adjud. gén. AUGUSTE JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par JOSEPH SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME IV. — IIe PARTIE.

A PARIS,
CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.
AN XIII — 1805.

GUERRES EN ITALIE.

4.

SOMMAIRE
DU LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

L'archiduc est nommé pour réparer les pertes et les échecs des Autrichiens en Italie. — Conjuration de Brothier, Dunan et Lavilleheurnois. — Sur le point de marcher contre l'archiduc, Bonaparte apprend les dispositions hostiles du pape. — Il s'empare du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, du pays de Perugia, de la province de Camarino ; et le pape est trop heureux de signer la paix à Tolentino. — Bonaparte part de là pour marcher contre l'archiduc, et le pousser en peu de jours des bords de l'Adige sur ceux de la Drave ; bientôt après sur ceux du Muerch, où il signe à Leoben les préliminaires de la paix. — Insurrection à Vérone. — Prise de Venise. — Révolution à Gènes. — Elle occasionne une nouvelle constitution. Révolution à Paris, le 18 fructidor. — Traité de paix conclu à Campo-Formio, entre l'Autriche et la république française.

IIe PARTIE.

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

DEPUIS la prise de Mantoue jusqu'au traité de paix conclu à Campo-Formio.

Du 15 pluviose an 5 (4 février 1797) au 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797).

LES immenses pertes des Autrichiens en Italie, et la reddition de Mantoue, devaient naturellement avoir des suites funestes pour la maison d'Autriche. L'armée française, n'ayant plus rien à craindre pour ses derrières, devait marcher dans le Tyrol, où Bonaparte avait déjà tenté inutilement de pénétrer, mais où il n'existait plus que des débris de l'armée autrichienne, et où les renforts, envoyés de Vienne et du Rhin, n'étaient pas encore près d'arriver pour seconder l'ambition militaire de l'archiduc. Ce jeune prince, qui venait d'être chargé de la défense de tous les états de la maison d'Autriche qui tiennent à l'Italie et aux états vénitiens, brûlait de se mesurer avec Bonaparte, comme lui, jeune, ardent, favorisé par la victoire, mais n'ayant pour appui que des

SOMMAIRE
DU LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

L'archiduc est nommé pour réparer les pertes et les échecs des Autrichiens en Italie. — Conjuration de Brothier, Dunan et Lavilleheurnois. — Sur le point de marcher contre l'archiduc, Bonaparte apprend les dispositions hostiles du pape. — Il s'empare du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, du pays de Perugia, de la province de Camarino ; et le pape est trop heureux de signer la paix à Tolentino. — Bonaparte part de là pour marcher contre l'archiduc, et le pousser en peu de jours des bords de l'Adige sur ceux de la Drave ; bientôt après sur ceux du Muerch, où il signe à Leoben les préliminaires de la paix. — Insurrection à Vérone. — Prise de Venise. — Révolution à Gènes. — Elle occasionne une nouvelle constitution. Révolution à Paris, le 18 fructidor. — Traité de paix conclu à Campo-Formio, entre l'Autriche et la république française.

II[e] PARTIE.

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

DEPUIS la prise de Mantoue jusqu'au traité de paix conclu à Campo-Formio.

Du 15 pluviose an 5 (4 février 1797) au 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797).

LES immenses pertes des Autrichiens en Italie, et la reddition de Mantoue, devaient naturellement avoir des suites funestes pour la maison d'Autriche. L'armée française, n'ayant plus rien à craindre pour ses derrières, devait marcher dans le Tyrol, où Bonaparte avait déjà tenté inutilement de pénétrer, mais où il n'existait plus que des débris de l'armée autrichienne, et où les renforts, envoyés de Vienne et du Rhin, n'étaient pas encore près d'arriver pour seconder l'ambition militaire de l'archiduc. Ce jeune prince, qui venait d'être chargé de la défense de tous les états de la maison d'Autriche qui tiennent à l'Italie et aux états vénitiens, brûlait de se mesurer avec Bonaparte, comme lui, jeune, ardent, favorisé par la victoire, mais n'ayant pour appui que des

troupes, ou vaincues ou non exercées, qu'il ne connaissait pas, tandis que le vainqueur de l'Italie conduisait des troupes aguerries et triomphantes, accoutumées, depuis un an, à vaincre sous ses ordres!! Spectacle vraiment digne des regards et de l'intérêt de l'Europe, mais qui devait lui coûter trop de sang et de larmes, pour qu'elle ne desirât pas de le voir éloigné par la paix.

L'Autriche et l'Europe ne devaient-elles pas réfléchir sur ce qu'elles avaient à attendre d'une armée et d'un général qui allaient enlevant, dans les pays qu'ils envahissaient, les hommes et l'argent dont ils avaient besoin pour marcher de conquêtes en conquêtes? Toutes les puissances ne devaient-elles pas craindre le sort de ce prince qui était obligé de donner deux millions aux Français pour être venus délivrer Livourne de l'oppression des Anglais, et assurer la tranquillité de la Toscane; ou de ce roi placé entre la contagion des principes de ses voisins et les murmures de sa capitale? Sans doute, c'est la destinée de tous les petits états de ne pouvoir échapper à la protection des grandes puissances; et la Bavière était réduite, vis-à-vis de l'Autriche, à la même dépendance dont se plaignaient la Toscane et le Piémont, de la part de Bonaparte. Ainsi l'époque où les individus s'enflammaient le plus pour la liberté, était celle où la plupart des puissances en jouissaient le moins; et l'Autriche, elle-même, quoique incontestablement une des premières puissances de l'Europe, n'était-elle pas captivée par l'Angleterre, et ne refusait-elle pas d'écouter la voix de son intérêt pour repousser l'influence de cette puissance dominatrice?

L'Autriche, après avoir perdu trois armées en Italie, avait vu fuir ses généraux Beaulieu, Wurmser et Dalvinsy, à la tête de ses vieilles bandes. Comment aurait-elle osé se flatter que l'archiduc, secondé des généraux Mak et Bellegarde, à la tête de nouvelles levées, pourrait s'opposer à cette masse invincible de soldats français, accoutumés à des succès sans nombre, et prêts à se répandre dans ses états? Aurait-elle dû livrer au hasard des batailles? aurait-elle dû acheter, par des monceaux d'or et de cadavres, la paix honorable qu'auraient pu encore lui assurer des négociations?

Plus intéressée que l'Autriche à voir sortir les Pays-Bas de la domination française, l'Angleterre employait, sans doute alors, tous ses moyens pour empêcher la cour de Vienne de faire une paix séparée. L'expédition de la baie de Bantri, en Irlande, quoique malheureuse, aurait

dû faire frémir le cabinet de Londres sur les risques qu'avait courus cette partie de la Grande-Bretagne, que les élémens seuls avaient garantie. Cette expédition avait appris au gouvernement anglais que son orgueilleuse marine peut quelquefois être prise en défaut. Le cabinet de Saint-James ne pouvait plus mépriser ces armemens, ces projets de descente dont pourraient s'occuper les Français avec bien plus de suite et d'étendue, dès qu'ils seraient délivrés de la guerre continentale, et avec bien plus de moyens, dès l'instant où ils resteraient les maîtres de l'Océan, depuis Anvers jusqu'à Baïonne. Ce n'était pas aux dangers seuls que pouvaient courir ses côtes que se bornaient les inquiétudes du ministère anglais. L'Inde, le véritable siége de sa puissance, lui en offrait de plus sérieux, peut-être; à la vérité, les nouvelles des Antilles étaient plus heureuses; mais les banqueroutes, dont le nombre s'accroissait chaque jour, n'étaient pas propres à faire bien augurer de la prospérité intérieure, qui souffrait beaucoup des prises considérables faites par les Français : ceux-ci étaient enfin revenus à cette guerre de corsaires, qui, seule, pouvait être si fatale à la Grande-Bretagne, dans un moment où il ne restait plus à ses vais-

seaux, sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée, que quelques points de refuge, tandis que trois nations maritimes pouvaient lui lancer des flots de pirates, depuis le golfe de Gènes jusqu'au Texel; mais, d'un autre côté, l'on devait s'attendre que les efforts du gouvernement anglais seraient au-dessus de leurs dangers, pour faire face à une dette dont les intérêts étaient prêts à absorber le revenu. On devait s'attendre qu'obligé d'accroître ses richesses, d'en conserver, d'en multiplier les sources, il n'oublierait rien pour dépouiller la Hollande, la France, l'Espagne; et, après avoir mis la seule puissance formidable hors d'état de recréer un jour sa marine, dès-lors toutes les nations seraient devenues ses tributaires; dès-lors les finances anglaises auraient pu se rétablir[1] aux dépens de la fortune et de l'honneur de ces nations.

Malheureusement, la France avait alors bien peu de moyens pour s'opposer à toutes les ressources du cabinet de Londres : ne pouvant attendre aucun secours de ses alliés, elle était agitée, dans l'intérieur, par le directoire exécutif, qui croyait acquérir une plus grande

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (88).

importance, en décorant du nom pompeux de conspiration les idées extravagantes de trois ou quatre individus sans forces, sans argent, sans moyens. [1] Il se plaignait au corps législatif *du débordement affreux de tous les vices et de tous les crimes.* Le même embarras, la même obscurité, continuaient à régner dans les finances; le commerce ne pouvait plus rien espérer que par la création d'une marine très-forte, du rétablissement du crédit public, ou de la paix. Cependant cette paix si ardemment desirée, si elle devait être le fruit de la victoire, jamais elle n'avait pu paraître plus prochaine. Tant d'efforts, tant de succès en Italie, et tous ceux auxquels les Français semblaient se préparer sur le Rhin, ne pouvaient avoir d'autres termes que de séparer enfin l'Autriche de l'Angleterre, et de battre sur le continent cette puissance qu'ils ne pouvaient battre sur les mers.

Il faut donc encore revenir, malgré nous, sur ces théâtres de la guerre, dans l'espérance qu'enfin les combats et les batailles forceront le cabinet de Vienne à se pénétrer de ses véritables intérêts. Après avoir entièrement ex-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (89).

pulsé les Autrichiens de l'Italie, ce n'était pas seulement contre l'Allemagne que Bonaparte projetait de diriger ses troupes victorieuses; il paraissait vouloir conduire de front trois projets : celui de battre et d'affaiblir de plus en plus la masse des forces autrichiennes dans les montagnes du Tyrol ; celui d'aller s'emparer des trésors qu'avaient accumulés à Trieste son commerce, les malheurs de l'Italie et les désastres de Marseille et de Toulon ; enfin son troisième projet était d'empêcher la cour de Rome d'effectuer ses plans d'alliance avec l'Autriche et d'hostilité contre les Français, au moment où le prince Charles entrerait en campagne. Déjà tout était prêt pour l'exécution de ce dernier projet; déjà Bonaparte avait dans ses mains et les raisons et les moyens de l'attaque. En surprenant les dépêches de la cour de Rome, il en avait pénétré les secrets, et, dans les expressions de la politique incertaine et ambiguë du ministre papal, de cette politique qui est le propre de la faiblesse, il avait trouvé les couleurs de la duplicité et les preuves de la perfidie; il se disposait à en tirer vengeance. [1] Ses troupes étaient prêtes à entrer dans la Romagne ; et c'est avec une

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (90).

armée composée en grande partie des propres sujets du pape, qu'il projetait de détruire son pouvoir; c'est avec les levées faites dans la nouvelle république italienne, qu'il allait travailler à l'étendre et à la fortifier. Renouant les fils usés de son ancienne politique, la cour de Rome avait essayé de former une ligue avec celle de Naples, sans faire attention que la faiblesse de Ferdinand IV, autant que des considérations particulières, devaient l'éloigner de mettre ses sujets en contact avec les Français: frustré de cette vaine attente, le pape n'avait eu d'autre ressource que dans son alliance avec l'empereur. Les succès de l'archiduc Charles contre le général Jourdan avaient persuadé à François II que ce jeune prince dégagerait le pape, et rendrait aux armées autrichiennes la supériorité qu'elles avaient disputée vainement aux Français dans les plaines de la Lombardie.

Mais, au premier mouvement hostile des troupes papales, Bonaparte avait donné ordre au C. Cacault, agent de la république française, de quitter Rome sur-le-champ; et, en même temps, il avait publié, le 15 pluviose an 5 (4 février 1797), une déclaration de son quartier-général de Bologne, [1] et fait marcher la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (91).

division Victor vers Imola, première ville de l'état du pape, où elle avait couché le 13 pluviose. L'armée de sa sainteté avait coupé les ponts, et s'était retranchée avec le plus grand soin sur la rivière de Senio, qu'elle avait bordée de canons. Mais, d'après les ordres du général Lanes, le chef de brigade Lahoz, qui commandait la légion lombarde, ayant formé ses grenadiers en colonne serrée, avait marché la baïonnette en avant, passé la rivière à gué; et cette légion, qui voyait le feu pour la première fois, s'était couverte de gloire, en enlevant quatorze pièces de canon sous le feu de quatre mille hommes retranchés, au milieu desquels des prêtres, le crucifix à la main, prêchaient, au nom d'un Dieu de paix, la vengeance et le carnage.

Le 15, les Français se portèrent sur Faenza; les portes en étaient fermées; toutes les cloches sonnaient le tocsin, une populace égarée prétendait en défendre l'issue; deux ou trois coups de canon enfoncèrent les portes, et les troupes françaises y entrèrent au pas de charge. Là s'arrêta la vengeance des vainqueurs, qui ne voulurent pas punir tous les habitans d'une ville pour le crime de quelques prêtres; là, Bonaparte substitua la raison et les principes de

l'Évangile à la force et à la violence; il parla aux ministres du Seigneur en ami des hommes, et il se servit de leur influence pour ramener et assurer la tranquillité. Il envoya à Ravennes le général des Camaldules, qui éclaira ses habitans; et, tandis que le général Victor marchait sur Forli et Cesennes, le père don Ignacio, prieur des Bénédictins, le précédait dans cette dernière ville, la patrie du pape. Ainsi les Français s'emparaient de la Romagne, du duché d'Urbin, de la marche d'Ancône, de l'Ombrie, du pays de Perugia, de la province de Camerino; et le peuple romain, qui les attendait avec impatience, espérait voir bientôt renaître, par leur secours, la chimère de son ancienne république. Mais Bonaparte, au lieu d'entrer à Rome en triomphateur, et de renverser la chaire pontificale, s'arrêtait, au grand étonnement, et avec l'admiration de l'Europe entière, aux portes de l'ancienne capitale du monde; là, il écrivit au cardinal Mathei, [1] pour déterminer le pape à s'en remettre à la générosité de l'armée française.

Il ne restait plus au saint père que la Sabine, le patrimoine de saint Pierre et la campagne de

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (92).

Rome. En vain avait-il promis à ses sujets l'assistance de saint Pierre et de saint Paul, cette pieuse charlatanerie n'avait abouti qu'à ridiculiser ces prophéties, et à prouver leur impuissance. Les congrégations se succédaient, et la terreur était dans Rome; la famille du pape, les princes romains, profitaient de l'ombre de la nuit pour sauver leur fortune, et l'envoyer à Naples. Les pays qu'avait traversés l'armée française, comptant sur l'abolition du gouvernement des prêtres, créaient des municipalités, et s'organisaient pour être libres. Réduit à n'avoir d'autre parti à prendre que de quitter Rome, le pape écrivit, le 24 pluviose, au général français, [1] une lettre qui lui fut remise par le cardinal Mathei, chargé de traiter de la paix, qui fut signée à douze postes de Rome, le 1er ventose an 5 (19 février 1797), à Tolentino, où Bonaparte avait établi son quartier-général. [2]

En traversant le duché d'Urbin, Bonaparte n'avait pas oublié de rassurer la république de Saint-Marin, qui s'y trouve enclavée, [3] et qui

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (93).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (94).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (95).

s'était distinguée par la sagesse et la modération de sa conduite. Au retour de Tolentino, il lui fit présent de quatre pièces de canon, au nom de la république française; exempta les possessions de ses citoyens, dans la Romagne, de toute contribution, et fit délivrer gratuitement, à la république, une provision de blé, dont elle demandait à faire l'achat.

Le village de Petiole, dans le Seraglio, avait vu naître Virgile; les champs qui l'environnent, dus à la munificence d'Auguste, avaient été célébrés par ce grand poète, et portent encore le nom de Champs Virgiliens. Après dix-huit siècles, Virgile devait encore protéger sa patrie, comme le nom de Pindare avait jadis sauvé la sienne : Bonaparte voulut que l'ancien patrimoine du prince des poètes latins fût distingué, et que ses colons fussent indemnisés de toutes les pertes que la guerre avait pu leur occasionner. [1]

Mais, tandis que le vainqueur de l'Italie donnait des preuves de sa modération au pape, et de son amour pour les lettres aux habitans de Petiole, le cabinet de Vienne, plein de confiance dans le jeune archiduc Charles, qui ve-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (96).

nait d'avoir des succès en Allemagne, s'était persuadé, en l'appelant au commandement de ses forces en Italie, qu'il leur rendrait cette supériorité qu'elles y avaient si vainement et si longuement disputée. Cependant, quelques talens qu'eût montrés le prince autrichien, il lui était difficile de lutter avec avantage contre une armée accoutumée à vaincre, et dont chaque soldat joignait l'expérience à la bravoure. La guerre que la maison d'Autriche soutenait depuis plusieurs années contre les Ottomans, lorsqu'elle forma la coalition des rois contre les Français, avait dévasté une partie de la Hongrie, et particulièrement le bannat de Temeswar : les recrues continuelles que fournissait ce royaume, avaient enlevé la plus grande partie de la jeunesse; on était obligé de recourir aux hommes attachés aux travaux de l'agriculture. Ces nouvelles levées ne pouvant guère répondre aux grandes espérances que l'empereur fondait sur leurs exploits, on leur adjoignit plusieurs divisions avec lesquelles l'archiduc avait combattu dans la Souabe et la Franconie, et que l'inaction des armées en Allemagne, pendant l'hiver, laissait reposer aux bords du Rhin : cette disposition avait déterminé le gouvernement français à suivre

cet exemple, en faisant passer en Italie une partie de l'armée d'Allemagne. Le général Bernadotte avait été chargé de les conduire; et les Autrichiens dûrent être surpris d'avoir à combattre, au pied des Alpes Noriques, les mêmes guerriers avec lesquels ils s'étaient mesurés dans la forêt Noire et aux bords de la Nahe.

Depuis la bataille de Rivoli, les Français occupaient la rive gauche de Larisio, jusqu'à son confluent avec l'Adige, et la droite de la Piave, depuis sa source, dans les Alpes, jusqu'à la mer Adriatique. Les Autrichiens se rassemblaient entre le Tagliamento et la Piave. A peine Bonaparte avait-il signé la paix avec le pape, que déjà ses colonnes étaient en marche, et se dirigeaient contre l'archiduc. Ce prince s'était avancé sur la rive gauche de la Piave; son centre au bord de la petite rivière de Cordevole; sa droite appuyée à l'Adige, auprès de Falurn; sa gauche du côté de Saletuolo.

Déjà la division qui était dans le Tyrol avait remporté quelques avantages les 17 et 18 pluviose. Le découragement s'était mis parmi les soldats autrichiens. [1] Des escarmouches journalières préludaient à des combats plus sérieux.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (97).

Le général Guyeux s'était emparé, le 4 ventose (22 février), de la position de Treviso. Le général Walther avait culbuté l'ennemi en avant de Lovadina, et l'avait poursuivi jusque dans ses retranchemens de la Piave. Enfin, le 20 ventose (10 mars), le général Massena s'étant rendu à Feltri, les ennemis avaient évacué la ligne de Cordevole, et s'étaient portés sur Belluno, au confluent de la Piave et du Fisadanda. La division Serrurier s'était portée à Solo, et avait passé la Piave le 22, vis-à-vis le village de Vidor. Le corps ennemi qui avait voulu s'opposer à ce passage avait été culbuté, et les Français s'étaient portés à Saint-Salvador; mais, au premier avis de ce passage, l'ennemi, qui avait craint d'être cerné, avait évacué son camp de la Campana. Le même jour 22, le général Guyeux, après avoir aussi passé la Piave, s'était porté sur Conegliano; le 23, il avait poussé à Sacile, où, malgré l'obscurité, il avait attaqué avec succès l'arrière-garde des ennemis.

Sur la gauche, la division Massena, arrivée à Belluno, s'étant mise à la suite des ennemis qui se retiraient du côté de Cadore, après avoir atteint leur arrière-garde, l'avait enveloppée et prise; tandis que le général Joubert, à la

tête d'un corps séparé, et formant la gauche de l'armée française, se disposait à pénétrer dans la Carinthie par le Tyrol, en remontant l'Adige jusqu'à son confluent avec l'Eisach, auprès de Balsano, suivant ensuite cette rivière jusqu'à Brixen, et celle de Rients, depuis Brixen jusque vers les sources de la Drave.

Le 26 ventose (16 mars), les divisions Guyeux, Bernadotte et Serrurier, s'étaient dirigées, à la pointe du jour, de Pardenone, Sacile et Pasiano, sur Valvasone, situé sur la grande route de Conegliano à Udine, à la rive droite du Tagliamento, sur la rive gauche duquel l'archiduc s'était fortifié, avec l'intention d'en disputer le passage aux Français dans des retranchemens qui, s'étendant depuis les montagnes jusqu'à Belgrado, couvraient la grande route de Trévise à Udine et à Palma la Nuova; position dans laquelle il tirait ses subsistances du Frioul autrichien, par Gradisca et par Goritz.

A onze heures du matin, la division Guyeux avait dépassé Valvasone, et était arrivée sur les bords du Tagliamento; la division Bernadotte était arrivée à midi. Bonaparte donne ses ordres sur-le-champ : la division Guyeux doit passer la rivière, sous la protection de douze

pièces de canon, à la hauteur du flanc droit des retranchemens ennemis; la division Bernadotte dut en faire autant à la hauteur du flanc gauche. La canonnade commence avec une grande vivacité. Chaque demi-brigade se forme en colonne serrée, sur les ailes de son second bataillon.

A la gauche, le général Duphot, à la tête de la 27e légère, entre dans la rivière, qui se trouvait guéable; il est soutenu par les grenadiers de la division Guyeux, et il est bientôt sur la rive opposée. A la droite, le général Murat fait le même mouvement; dès-lors toute la ligne s'ébranle : chaque colonne par échelons, avec des escadrons de troupes à cheval en arrière, dans les intervalles. En vain la cavalerie ennemie veut-elle essayer d'arrêter l'infanterie française, en volant plusieurs fois pour la charger; elle est inébranlable, soutenue avec vigueur par sa propre cavalerie, qui protége les flancs de chaque colonne. La rivière est passée, l'ennemi est en déroute. Vainement encore l'archiduc cherche-t-il à déborder la droite des Français avec sa cavalerie, et la gauche avec son infanterie : à la droite, le général Dugua et l'adjudant-général Kellerman, à la tête de la cavalerie de la réserve,

aidés par l'infanterie aux ordres de l'adjudant-général Mireur, attaquent la cavalerie, la culbutent, en font prisonnier le général; à la gauche, le général Guyeux fait attaquer le village de Gradisca, s'en empare, et achève complétement la déroute de l'ennemi.

La division Serrurier, qui arrivait pendant le combat, avait passé la rivière, et s'était formée en bataille, pour se porter par-tout où elle pourrait être nécessaire. La promptitude des déploiemens et des manœuvres, la supériorité du service et du feu de l'artillerie, avaient jeté d'avance l'épouvante dans les rangs des ennemis, qui profitèrent de la nuit pour s'enfuir dans les gorges des montagnes, en abandonnant une partie de leur artillerie, de leurs bagages, les villes de Palma-Nuova, de Ciudad-Friuli, Udine et tout le territoire vénitien. Le 28 ventose (18 mars), la division Bernadotte, après avoir dépassé Palma-Nuova, avait pris position sur les bords du torrent de la Torre; la division Serrurier sur sa droite, celle de Guyeux sur sa gauche. Palma-Nuova venait d'être évacué par les Autrichiens, qui y avaient abandonné trente mille rations de pain et mille quintaux de farine en magasin.

En même temps, la division Massena, après

avoir passé à Saint-Daniel, à Osopo, arrivait à Gemona, sur la rive gauche du Tagliamento, et poussait son avant-garde dans les gorges, en remontant cette rivière.

Le 29, le général Serrurier s'était présenté vis-à-vis San-Pietro, pour passer l'Izonzo, au moment où la division Bernadotte bloquait Gradisca. L'ennemi, fort de quelques pièces de canon, avait espéré pouvoir s'opposer au passage de la division Serrurier; mais, Bonaparte ayant fait exécuter des mouvemens qui effrayèrent l'ennemi, il fut obligé, en se retirant, de laisser le passage libre. La division Serrurier traverse l'Izonzo, et se porte sur Gradisca, en suivant les crêtes supérieures qui dominent cette ville. Pendant ce temps, le général Bernadotte, pour occuper l'ennemi, faisait attaquer les retranchemens par quelques tirailleurs; mais ses soldats, emportés par leur ardeur naturelle, furent bientôt sous les murs de Gradisca. Le général Bernadotte, obligé alors de les soutenir, avait fait avancer quatre pièces de canon pour enfoncer les portes qui étaient couvertes par une flèche bien retranchée : au même instant, la division Serrurier se montrait sur les hauteurs qui dominent la ville; et la garnison, qui n'avait plus de retraite pos-

sible, ni de probabilité de se défendre, s'empressait de rendre Gradisca avec trois mille prisonniers, l'élite de l'armée du prince Charles, dix pièces de canon et huit drapeaux.

Pendant que la division Bernadotte s'immortalisait devant Gradisca, celle du général Massena s'emparait du fort de la Chiusa, culbutait l'ennemi sur le pont de Casasola, malgré ses retranchemens et ses chevaux de frise, le poursuivait jusqu'à la Ponteba, lui faisait six cents prisonniers, et s'emparait de tous ses magasins.

Maître de Gradisca, il importait à Bonaparte de profiter des avantages attachés à la prise d'une ville qui ouvrait aux Français la province de Goritz, la Carniole et le chemin de la Carinthie.[1] Le 2 germinal, l'armée française entrait dans Goritz; le 4, elle s'emparait de Trieste et des fameuses mines de mercure d'Ydria, où on en trouvait pour deux millions tout préparé.

La division Bernadotte, en se portant sur Camiza, avait passé sur le corps de l'arrière-garde ennemie.

La division Guyeux, marchant alors de Ci-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (98).

vidale à Caporetto, rencontrait les ennemis retranchés à Pusero; elle les attaquait, leur prenait deux pièces de canon, et les poursuivait dans les gorges de Caporetto, à la Chiuse autrichienne, en laissant le champ de bataille couvert d'Autrichiens. Arrivée à la Chiuse, nouveaux obstacles à surmonter, nouveaux ennemis à combattre, nouveaux retranchemens à emporter : on les attaque, ils sont enlevés de vive force, malgré les cinq cents grenadiers qui les défendent, et auxquels on fait grace de la vie. Cependant la colonne ennemie, chassée de Pusero, avait espéré se retirer à la Chiuse; elle la trouve prise : elle presse alors sa marche, et elle tombe au milieu de la division du général Massena, qui s'empare de trente pièces de canon, de quatre cents chariots portant les bagages de l'armée autrichienne, et de cinq mille hommes, parmi lesquels quatre généraux. En ayant ainsi l'imprévoyance d'engager leurs bagages dans les Alpes Noriques, les ennemis n'avaient nullement pensé que la gauche de l'armée française aurait déjà passé les Alpes Italia, et occuperait celles qu'on nomme Noriques.

Arrivée à la Ponteba, la division Massena avait marché sur Tarvis, où elle avait été

attaquée par une division ennemie qui était partie de Klagenfurth, pour assurer la retraite de la colonne qui venait d'être faite prisonnière de guerre. Les Autrichiens venus de Klagenfurth ayant été mis complétement en déroute, après un combat très-opiniâtre et la perte de trois généraux, d'un grand nombre de prisonniers, de blessés et de morts, trois divisions se trouvèrent alors campées à Willach, sur les bords de la Drave, après avoir traversé les gorges qui, de l'état vénitien, conduisent en Allemagne.

Quelque temps avant le combat de Tarvis, qui s'était donné sur une sommité qui domine l'Allemagne et la Dalmatie, et où la cavalerie française avait chargé sur la glace, et l'infanterie dans trois pieds de neige, la division Joubert, dirigée sur le Tyrol pour le soumettre, et se porter ensuite sur la Drave, afin de rejoindre l'armée, avait rempli une grande partie de sa mission, et traversé en vainqueur ce pays regardé de tout temps, par l'Autriche, comme un des plus fermes boulevards de son empire.

Le 30 ventose (20 mars), cette division avait enveloppé les ennemis qui se trouvaient sur le Lavis, leur avait tué deux mille hommes, leur en avait pris quatre mille, deux drapeaux et trois pièces de canon.

Après cette défaite, l'ennemi avait passé l'Adige, dans l'intention de se défendre et de se retirer à Botzen, s'il était forcé. Le 2 germinal (22 mars), le général Joubert s'était porté sur Salurn; et le général Vial, qui s'était emparé du pont de Neumarck, y avait passé l'Adige, afin d'empêcher l'ennemi de gagner Botzen. Le combat ne tarda pas à s'engager; et il était très-douteux, lorsque le général Dumas, s'étant jeté, à la tête de la cavalerie, dans le village de Tramin, décida la victoire en faveur des Français, en faisant six cents prisonniers, et en s'emparant de deux pièces de canon.

Dès-lors le général Laudon, à la tête de sa colonne ainsi battue et dispersée, obligé d'errer dans les montagnes, ne put plus se porter sur Botzen, que les Français, au contraire, ne tardèrent pas de traverser, et où ils laissèrent des forces suffisantes pour suivre le général Laudon. Continuant ensuite leur marche, les Français s'étaient portés droit sur Clausen, où l'ennemi, profitant des moyens de défense qu'offrait la nature, les avait augmentés avec le secours de l'art, dans la ferme persuasion

d'empêcher les Français de pénétrer plus avant dans le Tyrol. Mais, vains calculs ! vaines espérances ! l'infanterie légère grimpe les rochers les plus inaccessibles, tandis que les 11e et 30e demi-brigades, le général Joubert à leur tête, marchant en colonne serrée, surmontant tous les obstacles, atteignent le centre de l'ennemi, le percent, et obligent le reste, prêt à être tourné par l'infanterie légère, à prendre la fuite, poursuivi sans relâche par les Français : ceux-ci ne tardent pas, en entrant dans Brixen, et en forçant ensuite, le 8 germinal, les gorges d'Inspruck, de se trouver à portée des sources de la Drave, et en mesure de suivre cette rivière et sa vallée pour rejoindre l'armée, si le général en chef le juge nécessaire, dès l'instant où il aura pénétré dans la Styrie. On avait trouvé à Botzen, Brixen, et divers autres endroits, des établissemens d'hôpitaux, des magasins de toute espèce, entre autres, trente mille quintaux de farine.

Ainsi, à peine la campagne était commencée en Italie, à peine dans d'autres climats on songeait à l'ouvrir, déjà Bonaparte était au cœur des états héréditaires de la maison d'Autriche. La nature était encore morte dans ces âpres contrées, théâtre de la guerre, et déjà les montagnes du Tyrol étaient escaladées, celles de la Carinthie étaient franchies.

C'en était trop, sans doute, pour l'étonnement et l'admiration de l'Europe tremblante; c'en était assez pour les réflexions de l'homme d'état et du militaire qui cherchait à se rendre compte des motifs de l'exécution et des suites probables de cette entreprise miraculeuse. Aux yeux des officiers les plus instruits, une défensive en Italie, comme celle que la nature et ses rapides victoires semblaient avoir disposée pour l'heureux vainqueur de Mantoue, paraissait une position infiniment favorable pour nos armées. Des militaires voyaient, en faveur des Français, sept lignes de défense, plusieurs places de première classe, et toutes les moissons de la plaine du Pô, pour l'entretien de leurs armées. L'occupation du haut Adige et du bas Trentin, celle de la Brenta, retranchée avec le soin dont les Français venaient de faire l'heureuse épreuve devant Kehl et Huningue, semblaient devoir leur assurer, selon eux, la jouissance de leurs conquêtes.... Tranquille derrière des retranchemens créés par la nature et par l'art, Bonaparte devait donc, à leur avis, se borner à compléter la décomposition des petits états d'Italie, qui roulaient dans l'or-

bite des petites républiques; et les Autrichiens, enlevant quelques lignes de la défensive française, auraient encore cru avoir fait beaucoup pour leur gloire, même en faisant bien peu pour leurs intérêts. Qui donc, se demandaient ces mêmes militaires, a pu faire négliger à Bonaparte des avantages aussi solides, aussi bien acquis, pour courir après des hasards incalculables, pour entreprendre une véritable guerre de Titans, pour s'enfoncer dans des contrées absolument inconnues aux Français, sur des routes où, malgré leurs nombreuses incursions en Italie, jamais, depuis Charlemagne, leurs ancêtres n'avaient pénétré? Dans la guerre de la succession, un plan à travers le Tyrol et le Saltzburg, concerté entre les armées françaises, de Bavière et d'Italie, échoua de manière que la division des armées eut toujours lieu, jusqu'à l'entière expulsion des Français de la Bavière, par la bataille d'Hochstet; et de l'Italie, par celle de Turin. Mais, en s'écartant de cette route, tracée, selon ces politiques militaires, par l'évidence de ses propres intérêts, Bonaparte qui n'avait jamais été guidé que par ses propres conceptions, son caractère personnel, son génie particulier, ne joignait-il pas alors à ces premiers mobiles une grande expé-

rience acquise dans l'espace si court d'une année, par cette multitude incalculable de rencontres, de combats, de batailles, de marches, de retranchemens forcés, de villes prises, de rivières passées de vive force, enfin, par cette quantité de faits militaires et de victoires qui surpassaient, par leur nombre, tous ceux dont les capitaines les plus fameux et les plus heureux eurent à se vanter dans le cours de leur vie? Ne joignait-il pas encore les propres fautes de ses ennemis, dont il devait profiter? Ne devait-il pas, enfin, avoir le desir d'aider les armées françaises à rentrer en Allemagne, en attirant sur lui les forces des ennemis, en liant ses opérations aux leurs? La plupart des hommes, dominés par une seule idée, ne s'attachent à considérer que les places; l'homme leur échappe, et reste caché pour eux derrière ses fonctions; ils font trop abstraction du naturel, des inclinations, des passions. Erreur déplorable! Les lois, les empires, les arts, la guerre, sur-tout, reçoivent leur empreinte du chef qui est appelé à les diriger; chaque général, en marquant sa carrière du sceau de son génie, a frappé ses armées de vie ou de mort.... Les débris de Closterseven, recueillis par le prince Ferdinand, couvrirent, par six campagnes de

gloire, la honte de leur capitulation.... Dès son début dans la carrière militaire, Bonaparte avait développé un caractère ardent, une célérité qui prévenait toute détermination de la part de l'ennemi; c'est à coups redoublés qu'il l'avait toujours frappé. Avait-il combattu, négocié, décrété, puni, récompensé, par-tout il avait été le même; il avait transigé avec Turin comme avec Rome, envahi Modène comme brûlé Binasco; jamais il n'avait paru incertain, jamais il n'avait hésité : si on lui avait présenté le nœud gordien, il l'aurait coupé comme Alexandre. Comment donc, avec un si grand caractère, Bonaparte aurait-il pu s'assujettir à l'inaction de la défensive? Comment, au milieu de tant de gloire, de tant de succès, ne pas s'indigner du seul projet de sacrifier tout ce qu'il avait droit d'attendre de l'avenir? Comment enfin n'être pas flatté de l'expédition hardie et glorieuse dont il avait, sans doute, osé calculer la réussite? Le général qui sauva l'Allemagne se présentait dans la lice, avec la prétention d'arrêter Bonaparte dans sa course; l'Europe attentive considérait ces deux jeunes favoris de la victoire. Que de motifs pour inspirer à Bonaparte le projet de s'assurer de l'initiative de la gloire!

Convaincu de l'obstination du cabinet de Vienne à resserrer toujours davantage ses liens avec celui de Saint-James, quoique l'Autriche eût déjà perdu ses plus belles provinces, quoiqu'on lui eût arraché les Pays-Bas et l'Italie, ne devait-il pas entrer dans les desseins de Bonaparte d'aller chercher à Vienne une soumission que rien jusqu'alors n'avait pu arracher? N'était-il pas déjà pleinement justifié de son entreprise, lorsque, de son quartier-général de Klagenfurth, il offrait vainement la paix à l'archiduc, au moment où les Autrichiens, battus par-tout, étaient en pleine retraite, depuis Inspruck jusque sur les bords du Muerch? Aurait-on voulu soutenir qu'il n'en était pas de Vienne comme de presque toutes les capitales, dont la perte laissant le souverain sans ressource, il doit périr ou transiger? Placées à l'extrémité du pays, elles en complètent géographiquement la conquête; il est soumis avant qu'on arrive à elles : ainsi les Français avaient eu à traverser le Piémont, la Hollande, l'État de l'Église, avant d'arriver aux capitales, au-delà desquelles il n'existait plus rien; tandis que, Vienne occupée, il restait à l'empereur la Bohême, la Moravie, les deux Gallicies : une bataille gagnée pouvait

lui rendre sa capitale, dont la conquête et la garde auraient dû infiniment affaiblir l'armée qui l'aurait prise. En effet, depuis trois cents ans, Vienne avait vu régulièrement, chaque siècle, l'ennemi sous ses murs, y trouver son tombeau ou sa honte. Mais toutes ces raisons, si spécieuses en apparence, étaient-elles bien solides? En effet, à l'époque où Bonaparte avait formé le projet de porter la guerre sur le Danube, s'était-il jusqu'alors présenté une circonstance où les troupes de l'empereur eussent jamais été battues aussi souvent du côté du Rhin, et sur-tout en Italie? Dans l'espace d'une année, l'élite du militaire impérial était venue successivement se briser contre un seul général français. Lui seul avait vu fuir la plus grande partie des officiers-généraux allemands les plus renommés; son génie militaire avait fait disparaître tous les hommes de l'art : jamais la maison d'Autriche avait-elle été autant épuisée d'hommes et d'argent? Jamais ses officiers, ses soldats, ses sujets, avaient-ils été autant effrayés et découragés? Enfin jamais les Français s'étaient-ils avancés dans une position aussi formidable pour ses états? Jamais étaient-ils arrivés jusqu'à Vienne par la Bavière et la Carinthie? L'esprit révolutionnaire, porté sur

les ailes de la victoire, ne menaçait-il pas l'aigle germanique?

Tout, de la part de l'ennemi, semblait donc inviter Bonaparte à l'audacieuse résolution de terminer enfin la guerre aux portes de Vienne. La lenteur des préparatifs des Autrichiens devait lui assurer le temps nécessaire pour frapper un coup décisif. Les divisions de l'armée de Sambre et Meuse, parties de Cologne, avaient traversé la France et l'Italie d'un bout à l'autre, et étaient arrivées sur les bords du Tagliamento, avant que les renforts hongrois et autrichiens, qui touchaient au théâtre de la guerre, eussent joint l'armée de l'archiduc; ce qui avait dû lui ôter les moyens de soutenir avantageusement ses premières positions.

Les bataillons autrichiens de l'armée du Rhin couvraient encore la Souabe, lorsque la Piave était déjà passée et le Tyrol attaqué; ils ne pouvaient plus joindre l'archiduc, en passant par Inspruck, Brixen et le Tyrol; ils avaient dû tourner l'archevêché de Saltsbourg, dans le dessein de rencontrer l'archiduc au moins sur les bords de la Drave. Quelle absence de plans, de vues, d'exécution, dans le conseil aulique! Quelle activité, au contraire, quelle prévoyance, quel aplomb dans les idées

de Bonaparte ! Primauté de vues et d'exécution, voilà ce qui assura toujours les succès de ce général : aussi réussit-il parfaitement dans une des idées vraiment militaires auxquelles tenait son plan de marcher sur Vienne, en opérant en Italie une diversion en faveur de l'armée française en Allemagne. De nombreux détachemens accoururent du haut Rhin en Italie, qui appelait encore à elle non seulement les renforts qui marchaient sur le Rhin, mais encore le général Mack, qui fut obligé d'abandonner l'exécution de ses plans au général Werneck, pour se rendre auprès de l'archiduc. Ainsi les malheurs du général Beaulieu, ayant forcé d'envoyer en Italie le maréchal de Wurmser, à la tête de vingt-deux mille hommes tirés de l'armée du Rhin, livrèrent ses bords sans défense à l'invasion des Français.

Il est vrai cependant qu'en faisant une diversion en Italie, en faveur des armées françaises qui allaient se porter sur le Rhin, Bonaparte pouvait courir de grands risques, si, par un de ces événemens si communs à la guerre, il éprouvait quelque revers, ou même si l'archiduc, se bornant à renforcer son armée, à la conserver, à l'aguerrir, en harcelant l'ennemi, réussissait à l'arrêter : dès-lors le général français eût été obligé de demander des renforts, et de les attendre long-temps, si leur marche n'avait pas précédé l'instant du besoin; et, ne pouvant les retirer que de l'armée du Rhin, si alors elle avait entrepris les siéges d'Ehrenbreisten et de Mayence, ou si elle avait passé le Rhin, la moindre diminution de ses forces pouvait l'obliger à rétrograder ou à rester stationnaire : d'où les politiques militaires concluaient que Bonaparte eût dû préférer la défensive dont nous avons parlé, et arriver aux mêmes fins sans courir autant de chances, qui pouvaient être malheureuses. Mais ils s'obstinaient à ne voir dans Bonaparte qu'un général ordinaire, et à circonscrire ses opérations dans le cercle étroit d'une prudente théorie qui, la règle et le compas à la main, ne soupçonne pas même les inspirations du génie.

Le plan de Bonaparte était basé sur la priorité de ses préparatifs, sur la célérité de ses mouvemens, sur la bravoure incalculable de ses troupes et de ses généraux, sur l'épouvante des ennemis. Prêt à agir avant les Autrichiens, il dut chercher à compléter cet avantage par la rapidité de ses marches, la multiplicité et l'audace de ses attaques, et empêcher l'archi-

duc de réunir ses forces. D'une part, il pouvait facilement calculer le temps nécessaire à l'archiduc pour recevoir ses renforts; et, de l'autre, celui d'une marche directe sur Vienne. Aussi Bonaparte, après avoir envoyé douze mille hommes dans le Tyrol, pour en chasser les Autrichiens, et couvrir ses derrières, avait fait avancer, comme nous l'avons déjà vu, le reste de son armée dans la Styrie et dans la Carinthie. La gauche, sous le général Massena, après avoir enlevé M. de Lusignan, s'était avancée, par Ponteba, sur Willach et Klagenfurth; elle devait ensuite poursuivre sa marche par Saint-Vast et Fudenburg. L'avant-garde du centre, sous le général Guyeux, s'était portée par le Loilberg : des corps détachés, qui formaient une droite assez faible, n'ayant point d'ennemis à craindre, avaient occupé Trieste, et marché ensuite sur Fiume et l'Istrie autrichienne. Le centre, sous Bonaparte, s'était avancé par Laybac. Tous ces corps étaient sans doute destinés à se diriger sur Bruck, petite ville au-delà du Muerch, sur la grande route, et à seize stations de Vienne, point central des embranchemens du chemin sur lequel paraissaient se diriger les trois corps.

Dans ces circonstances, pressé par le nombre

et la célérité de l'ennemi, l'archiduc n'avait songé qu'à la retraite; il s'était refusé à tout combat décisif, pour marcher vers ses renforts et vers ses magasins : par ce moyen, il raccourcissait sa ligne de communication et d'opération; il espérait aguerrir son armée; mais, en même temps, il l'avait affaiblie par les hommes laissés, mal à propos, à Gradisca, à Goritz, à Klagenfurth, et ceux qui escortaient la colonne des équipages, tous étant tombés entre les mains des Français. En conséquence de ce plan, il n'avait défendu ni la Save, ni la Drave, et était venu prendre sa position derrière le Muerch; la droite à Lens, la gauche au Raab, dans l'espérance d'être joint par le général Spork, et afin d'y attendre l'armée française, que des petits combats, des détachemens, des garnisons, des escortes de tout genre, devraient avoir fort diminuée, sans avoir aucun renfort à attendre; tandis que, se trouvant sur son terrain, l'archiduc devait profiter de toutes les connaissances locales, et pouvait recevoir tous les secours nécessaires à son armée, sans aucun besoin de s'affaiblir par des garnisons ou des escortes.

L'archiduc devait aussi avoir naturellement une autre espérance; il savait que douze mille hommes avaient paru suffisans à Bonaparte,

pour contenir dans le Tyrol le petit corps du général Kerpen ; il est vrai que les Français s'étaient appropriés les excellentes positions de ce pays, et qu'en s'établissant à Botzen et à Brixen, ils s'étaient rendus maîtres du pays entre l'Adige et la Reinez, et du cours entier de cette dernière rivière, qui couvrait toute la ligne du flanc gauche et les derrières de l'armée française. Mais les Français n'avaient-ils pas, en même temps, fait une faute grave, en s'arrêtant à Botzen et à Brixen, et en souffrant que les Autrichiens s'établissent à Merau et Sterzinguen? tandis qu'ils auraient dû les rejeter au-delà de la Brenner, et garnir les crêtes des montagnes; mesure de rigueur pour s'assurer du Tyrol; mesure sans laquelle l'ennemi, débouchant de Merau et de Sterzinguen, pouvait se porter, en même temps, sur Botzen et Brixen, ainsi qu'il l'avait tenté le 11 germinal (31 mars), sur-tout s'il avait songé et réussi à mettre en mouvement les masses tyroliennes, qui, dans une circonstance aussi critique pour les habitans du Tyrol, pouvaient être mises momentanément sur pied, et auxquelles n'auraient certainement pu résister les douze mille Français qui se trouvaient là, sans avoir pris la sage précaution de s'emparer

des crêtes des montagnes, et de rejeter entièrement les Autrichiens sur le penchant opposé à l'Italie. Cependant il paraît probable que le cabinet de Vienne n'avait calculé aucune de ces possibilités; il aurait envoyé beaucoup plus tôt l'archiduc en Italie, et, au lieu de diriger sur son armée les dix-neuf bataillons détachés du Rhin, il les aurait portés dans le Tyrol, où, réunis à ceux qui y étaient déjà, ils auraient pu s'emparer de Botzen et de Brixen, et, s'affermissant ensuite sur la Piave ou la Brenta, rendre le retour de Bonaparte en Italie, sinon impossible, au moins très-hasardeux.

Mais Bonaparte, bien instruit de toutes ces fautes, convaincu, par l'expérience, de la lenteur des démarches et des résolutions du conseil aulique, attendant tout de la hardiesse de son entreprise, de l'aguerrissement de son armée, certain de la confiance de ses troupes, sachant combien elles avaient acquis pour les marches une rapidité inouie jusqu'à ce jour, devait mettre l'archiduc dans l'impossibité de se reconnaître, ni de recevoir ses renforts à temps : aussi ce général réussit-il à remplir parfaitement ses vues, puisque, dans moins d'un mois, après avoir pénétré des bords de la Brenta sur ceux de la Drave, il établis-

sait son quartier-général à Klagenfurth, d'où il envoyait le général Zazouzech à Lienz, pour y opérer sa jonction avec la division Joubert, qui était à Brixen, tandis que l'armée française avait alors sous ses yeux le bassin du Danube, le cœur des états héréditaires, et les murs de Vienne.

Ce fut dans une position aussi brillante, dans un moment où les débris de l'armée du prince Charles, extrêmement découragée, fuyait devant les Français, que Bonaparte jugeait à propos d'écrire, le 11 germinal (31 mars), à l'archiduc, pour lui faire sentir combien il était temps d'arrêter les fléaux de la guerre.[1] La réponse du prince, très-évasive, suivie de la demande d'une suspension de quatre heures, ayant paru un moyen pour gagner du temps, et opérer sa jonction avec le général Sporck, Bonaparte, qui n'avait précisément pressé sa marche que pour empêcher cette jonction, refusa la suspension, et marcha, le 12 germinal, sur Neumarck. La division Massena, qui formait l'avant-garde, ayant rencontré l'arrière-garde des ennemis dans les gorges entre Freisack et Neumarck, après l'avoir culbutée, s'était acharnée à la poursuivre avec une telle vîtesse, que le prince Charles s'était cru obligé de faire venir en grande hâte les huit bataillons de grenadiers qui avaient pris Kehl, et qui étaient alors l'espoir de son armée; mais ils ne purent réussir à ralentir un seul instant le mouvement de la deuxième légère, qui se précipita sur leurs flancs droit et gauche : dans le même temps, le général Massena, à la tête des grenadiers de la 18e et de la 32e, formés en colonne, les attaquait sur leur centre, les repoussait dans les gorges : malgré l'avantage de leur position, hérissée de canons, il les mettait dans une déroute complète, et il les suivait d'assez près pour entrer le lendemain, à la pointe du jour, dans Neumarck, où les Français s'approprièrent le pain et l'eau-de-vie préparés pour les Autrichiens, qui avaient profité de l'obscurité de la nuit pour marcher sur Hundsmarck.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (99).

Le 14 germinal (3 avril), le quartier-général français, qui s'était arrêté la veille à Freisach, se portait sur Scheifling. Dans la marche de l'armée, l'avant-garde rencontrait l'arrière-garde ennemie, disposée à lui disputer sa couchée, comme la veille. Ce jour-là, elle était

composée de quatre régimens qui arrivaient du Rhin; la deuxième légère était encore d'avant-garde : elle n'hésita pas plus à attaquer qu'elle ne l'avait fait la veille, et elle eut le même succès. Les quatre régimens autrichiens furent mis en déroute, et se retirèrent après avoir laissé plus de trois cents des leurs sur le champ de bataille, six cents prisonniers, et le pain et l'eau-de-vie, qui les attendaient de même que le jour précédent.

Le 15, l'armée française occupait Muerhau, Fidenburg et Kintenfeld, sur le Muerch, tandis que la division Guyeux était occupée à poursuivre le général Sporck, commandant l'avant-garde du corps aux ordres du général Laudon, qui, battu dans le Tyrol, après s'être retiré du côté d'Inspruck, avait marché à grandes journées sur la rive droite de l'Inn, jusqu'à Ratenberg, et ensuite sur la rive droite de la Salzach, jusqu'à Coprun, d'où il avait traversé l'Ens, entre les villages de Radillats et de Schiaming, pour descendre vers le Muerch, afin de se réunir à l'armée de l'archiduc. Mais la promptitude avec laquelle les Français avaient occupé, au bord du Muerch, le poste important de Scheiling, avait rendu cette jonction impraticable; et elle ne pouvait

plus avoir lieu qu'au-delà de la chaîne des montagnes qui couvrent Vienne du côté de Mariæ-Zell.

Les Français, ainsi maîtres des bords du Muerch, depuis Muerhau jusqu'à Leoben, se trouvaient à trente lieues de Vienne, où des ordres violens et précipités augmentaient l'effroi universel : chacun se dérobait, par la fuite, aux malheurs d'un siége prochain. Le dévouement malheureux des volontaires autrichiens, qui n'avaient paru en Italie que pour y trouver la mort ou la captivité, portait dans toutes les ames le découragement : personne n'osait s'offrir pour la défense de son pays. En vain le prince Charles avait bien voulu se sacrifier, en se montrant à la tête des armées impériales; il avait été plus malheureux encore que ses prédécesseurs, et tout l'effet qu'on s'était promis de ses talens, ou du prestige de sa dignité, venait de tromper les dernières espérances. Il ne restait plus d'autre point de défense à son armée que les montagnes qui avoisinent la capitale de l'Autriche, du côté du sud. Et, dans le temps où ses soldats, effrayés, témoignaient hautement leurs craintes de se mesurer davantage avec les Français, l'adjudant-général Kellerman présentait au di-

rectoire les trophées des défaites autrichiennes.[1]

Cependant Bonaparte avait transféré à Fudenburg son quartier-général, autour duquel il avait réuni toutes ses forces. Il se disposait à suivre ses premiers plans, et à profiter de ses victoires : mais, sur le point d'arriver à Vienne, où des succès très-probables pouvaient renverser le trône impérial, la sage prévoyance ne devait-elle pas inspirer à Bonaparte des réflexions sur sa nouvelle position ? Les habitans des pays conquis ne pouvaient-ils pas être séduits par des émissaires de Vienne et de Venise ? Ne pouvait-on pas leur persuader qu'il leur était facile de couper les vivres à l'armée française, et de s'emparer de ses derrières ? L'astucieux sénat de Venise, qui ne voyait pas avec plaisir les Français dans ses états, ne pouvait-il pas vouloir se réunir à la maison d'Autriche, pour les perdre, et s'en faire un mérite auprès du cabinet de Vienne ? Le général Laudon, obligé de remonter vers les sources de la Drave, ne pouvait-il pas vouloir tenter d'attaquer Brixen et Botzen ? Les subsistances ne devaient-elles pas devenir tous les jours plus difficiles ? Ne pouvaient-elles pas le devenir

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (100).

davantage ? L'armée française n'avait-elle pas éprouvé des pertes, ou des diminutions, dans ses marches, dans ses combats, et par les troupes laissées pour garder les magasins et assurer les communications ? Les Autrichiens, se trouvant au cœur de leurs états, ne devaient-ils pas espérer de se fortifier et de s'accroître à mesure qu'ils se concentraient ? Après avoir passé la chaîne méridionale des Alpes, ne restait-il pas la chaîne septentrionale à percer, opération non moins difficile que la première ?[1] Le Muerch roule de l'ouest à l'est, depuis sa source jusqu'à la petite ville de Bruch, à quelques lieues au-dessus de Leoben : arrêté en cet endroit par les montagnes de la haute Styrie, il change de direction, et se porte au sud de la vallée de Gratz. Il n'existe aucune route sur le col d'Afflent, pour descendre avec des voitures, vers le nord, soit à Lilliensfield, au bord du Truzen, ou à Neustadt, au bord de la Leytha : on ne pouvait suppléer à ces obstacles de la nature que par des travaux immenses. L'armée française, cependant, était en mesure de remonter le Muerch par les défilés de Rotterman, et de descendre sur les rives de l'Ens : alors la route

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (101).

devenait moins difficile, mais elle était très-longue; et les corps de troupes que Bonaparte aurait été obligé de laisser sur ses derrières, pour conserver quelque communication avec l'Italie, auraient beaucoup affaibli son armée. Mais Bonaparte était bien informé que les retranchemens élevés sur les bords de la Lahn avaient été abandonnés sans résistance, et que le général Hoche s'apprêtait à pénétrer en Allemagne, et à y venger, à la tête de l'armée de Sambre et Meuse, les malheurs qu'y avait éprouvés le général Jourdan.[1] Cependant le passage du Rhin ne s'était-il pas effectué trop tard? N'aurait-il pas fallu le passer au moment où l'aile gauche de l'armée de Bonaparte occupait une grande partie du Tyrol? N'aurait-il pas fallu que les Français eussent été en même temps aux portes de Francfort et à celles d'Inspruck? Et, quoique les projets des généraux Hoche et Moreau fussent de se porter rapidement sur les bords du Danube, le trajet des bords du Rhin aux extrémités orientales de la Bavière n'était-il pas trop long pour une grande armée? Et Bonaparte n'aurait-il pas couru les risques d'être affamé au milieu des montagnes

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (102).

stériles où il se trouvait, avant d'avoir pu recevoir des secours efficaces du général Moreau ou Hoche?

Telles pouvaient être, sans doute, les craintes de la froide raison; mais les Français avaient pour eux cet esprit belliqueux qui préside aux destinées de la nation, sous les drapeaux républicains, comme sous les étendards monarchiques; ils avaient sur-tout cette théorie nouvelle qui les portait à faire le contraire de tout ce qui s'était fait, se faisait, ou pouvait se faire ailleurs: moyen presque infaillible de réussite en politique, comme dans la partie militaire, sur mer, comme sur terre. Ainsi les Français, en réalisant l'improbable, en se tenant toujours au pôle opposé de leurs ennemis, avaient tout tenté, tout exécuté, et peut-être était-ce à ce mot *impossible* que l'Europe devait la plus grande partie de ses malheurs. En effet, ce mot remplissait encore la bouche de tous les ennemis des Français, et déjà il était rayé de leur idiome; Bonaparte, qui avait contribué à en effacer le souvenir, Bonaparte, dont les regards pénétrans avaient embrassé cette région d'idées, trouva dans son génie le secret de faire disparaître tous ces prétendus dangers: il marchait sur Vienne, lorsque les généraux autri-

chiens, Bellegarde et Melveld, vinrent le trouver à Fudenbourg; et, le 19 germinal an 5 (8 avril 1797), ils lui remirent une note, à laquelle Bonaparte répondit. [1] Des conditions de suspension d'armes; [2] l'occupation des villes et des positions par l'armée française; enfin, le 25 germinal an 5 (14 avril 1797), la signature des préliminaires de paix au château de Neuwald, proche de Leoben, où Bonaparte avait transféré son quartier-général, tels furent les heureux fruits de cette conférence entre les généraux autrichiens et Bonaparte. [3]

Mais, tandis que le vainqueur de Lodi s'occupait à régler les préliminaires de la paix à Leoben, il fut informé que le sénat de Venise, malgré la neutralité qu'il devait observer, malgré les protestations d'amitié et de bonne intelligence qu'il ne cessait de faire, tramait quelque perfidie, et semblait, par quelques mouvemens hostiles, manifester plus que jamais sa prédilection particulière pour l'Autriche, qu'il devait spécialement redouter. Depuis la paix de Passarowits, la politique du

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (103).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (104).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (105).

sénat avait été constamment de se maintenir en paix au milieu des commotions qui agitaient l'Europe. Sans ambition comme sans énergie, ce gouvernement défiant et circonspect, avait laissé traverser et envahir son territoire par les Français et par les Allemands, toutes les fois que la guerre fut portée en Italie. Cette pusillanimité passait pour prudence, et l'expérience l'avait en quelque sorte justifiée, puisque, malgré sa nullité militaire et l'inquiète ambition de ses voisins, cette république était restée intacte et paisible. Le sénat de Venise ne devait craindre que la maison d'Autriche; des demandes impérieuses de sa part, refusées par le sénat; des négociations orageuses avaient précédé de peu d'années la révolution française : ce procès n'était pas terminé. Il semblait donc que les sénateurs auraient dû donner des preuves d'attachement à la république française : mais on était persuadé à Venise, comme dans toutes les cours de l'Europe, que la France serait écrasée par la coalition. L'esprit démocratique, qui gagnait de proche en proche, pouvait détrôner les patriciens. La seigneurie du sénat, adoptant une feinte neutralité, accablait les Français des témoignages de son affection, tandis que, pré-

textant des traités, non seulement elle laissait les Autrichiens occuper les forteresses qui leur convenaient ; mais tous les secours secrets, toutes les facilités qu'on pouvait leur procurer, sans rompre ouvertement avec la France, leur étaient donnés, ou on les leur laissait prendre.

Cependant Bonaparte, qui n'ignorait ni le cauteleux manége du sénat de Venise, ni les motifs de sa conduite, y faisait d'autant moins d'attention, que la marche des Autrichiens dans les provinces vénitiennes lui donnait l'exemple de ne pas respecter le territoire de cette république : ainsi, tous les états vénitiens, à l'exception des lagunes, se trouvèrent insensiblement envahis par les Autrichiens ou par les Français. La république n'osa pas se permettre des protestations contre ces actes arbitraires; mais, fidelle à son système de dissimulation, elle réunit autour de ses lagunes quinze mille Esclavons destinés, en apparence, à protéger la capitale. Bonaparte s'enfonçait donc à peine dans les Alpes Noriques, et déjà il circulait dans l'état de Venise des proclamations qui excitaient les paysans à s'insurger contre les Français, que l'on qualifiait d'athées, de brigands, d'incendiaires.[1] Bientôt après le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (106).

bruit se répandit dans toute la Lombardie que Bonaparte avait été battu au bord du Muerch, et que sa perte était inévitable, pour peu que les Italiens voulussent seconder les Allemands. Cette nouvelle était accréditée par la marche du général Laudon, qui venait de remporter quelques avantages dans le Tyrol. On savait aussi que le maréchal Dalvinzy s'avançait vers le Frioul vénitien, par la Carniole inférieure : on ne paraissait donc pas douter que les Français, environnés de toutes parts, ne fussent obligés de mettre bas les armes. Les nobles Vénitiens crurent le moment favorable pour assouvir impunément leur vengeance. Cependant la politique vénitienne ne permettait pas de se montrer ouvertement; des émissaires furent répandus dans les villes et dans les campagnes, excitant par-tout le peuple, au nom de la religion, à prendre les armes et à massacrer les Français. Au tocsin du fanatisme, plus de quarante mille habitans des campagnes avaient demandé pieusement des armes. Une insurrection générale s'était déclarée, des officiers s'étaient mêlés dans les rangs pour commander; on avait battu la caisse au nom du peuple, on avait ordonné à tout citoyen de s'enrégimenter. Les quinze mille Esclavons

cantonnés près de Venise s'étaient réunis à ces nouvelles troupes ; il fallait des exploits à cette multitude ; on lui avait fait attaquer les Français qui se trouvaient dans Vicence, Padoue, Bergame ; et, au son d'une cloche qui avait donné le signal du meurtre, tous les Français qui se trouvaient dans Vérone, avaient été impitoyablement égorgés : on n'avait pas même respecté les hommes malades ou mourans dans les hôpitaux.

Bonaparte instruit, quoique éloigné du théâtre de ces horreurs, avait écrit au doge ;[1] et le général Augereau, qui commandait en Lombardie, avait pris des mesures pour arrêter le cours de ces attentats et les punir. Ayant réuni quelques faibles corps de troupes françaises aux légions lombardes, il les avait envoyés à Vérone ; mais l'insurrection avait déjà fait des progrès si rapides, que la ville avait refusé d'ouvrir ses portes, enhardie par les troupes esclavones et un grand nombre d'habitans des campagnes, armés et enrégimentés, qui s'étaient retranchés sous le canon de la place, et avaient garni d'une nombreuse artillerie les fortifications dont ils s'y étaient en-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (107).

tourés. La résistance que cette armée pouvait faire était d'autant plus à craindre, qu'elle croyait être fortifiée et augmentée par le corps du général Laudon, qui s'avançait le long de l'Adige, après avoir repris Botzen, Trente, Roveredo, Rivoli ; mais les préliminaires de paix entre la France et l'empereur ayant été signés, le général Laudon ne put arriver dans les environs de Vérone que pour être le témoin de la défaite entière des insurgés sous les murs de cette ville, et pour apprendre en même temps que déjà vingt-cinq mille Français campaient au bord de la mer, à la vue de Venise ; que les troupes qui avaient pris Vérone marchaient sur Vicence et sur Padoue ; que les insurgés fuyaient éperdus ; que les peuples s'empressaient de prêter serment de fidélité à la république française, et que Bonaparte publiait, dans un manifeste, les raisons qui le forçaient de prendre les armes contre Venise.

Depuis l'époque de la fameuse ligue de Cambrai, la puissance vénitienne avait déchu, moins par la diminution de son territoire, que par l'affaiblissement de son commerce, occasionné par la découverte du Cap de Bonne-Espérance. Cependant cette république, dont

les troupes réglées, y compris six mille Suisses, formaient vingt-huit mille combattans, et qui pouvait armer cinquante mille hommes en temps de guerre, semblait être en état de faire quelque résistance : elle avait aussi la ressource de sa marine, plus redoutable encore dans un moment où l'escadre française, retenue dans Toulon, ne pouvait pas tenir la mer; mais la résistance que peut faire un pays d'une médiocre étendue, dépend trop souvent des circonstances dans lesquelles il est attaqué. Le sénat n'avait pu prévoir qu'un traité récent qui lierait la France avec l'empereur, empêcherait ce dernier de lui donner aucun secours, qu'en même temps toutes les villes de terre ferme proclameraient leur indépendance, et que l'esprit révolutionnaire se répandrait même parmi les matelots qui montaient la flotte.

Dans une position aussi critique, les nobles Vénitiens, craignant d'être livrés aux Français par les citadins de Venise, parlementaient avec les envoyés de Bonaparte, qui leur offrait la paix, moins dans l'espoir d'obtenir des conditions plus douces, que pour avoir le temps d'abandonner la ville. Cependant il fallait finir par se rendre, et l'on se rendit. Le 22 floréal (11 mai), le grand conseil ayant remis toute

l'autorité publique à trente sénateurs, ce comité, pour se concilier les citadins, arrêta que l'ancienne forme démocratique serait rétablie dans Venise, comme elle existait avant la révolution de 1296. Dans toute autre circonstance, la publication de cet arrêté eût réuni tous les citoyens pour la défense commune; mais alors il ne montrait que la faiblesse du gouvernement, et il ne servit qu'à faire introduire, sur-le-champ, les Français dans Venise, le 23 floréal (12 mai). En y entrant, le général Augereau, qui était à la tête des troupes, leur fit occuper les principaux postes, les forts, le palais, l'arsenal, et il fit former une municipalité démocratique, qui, le 27 floréal, publia : « Que le grand « conseil, en abdiquant l'autorité publique, « avait bien mérité de la patrie; qu'il serait « fait des remerciemens à l'ancien gouverne- « ment et au commandant français qui avait « arrêté l'effusion du sang pendant la journée « du 23 floréal (12 mai); que le gouverne- « ment accordait une amnistie pour tous les « délits commis dans Venise depuis le moment « où le grand conseil avait abdiqué son pou- « voir, jusqu'à celui où le général français, « Augereau, avait rétabli la tranquillité dans « la ville; que le général Bonaparte serait prié

« de rendre la liberté aux trois inquisiteurs « d'état et aux autres prisonniers ; que la li- « berté de la presse serait rétablie ; que per- « sonne ne pourrait être recherché pour des « événemens antérieurs à l'établissement de la « municipalité ; qu'il serait accordé des pen- « sions aux nobles sans fortune ; que les ci- « toyens qui auraient éprouvé des pertes dans « la journée du 23 floréal (12 mai), seraient « indemnisés par le trésor public ; que les dettes « de l'état seraient mises sous la sauve-garde « publique ; qu'il ne serait porté aucune atteinte « à la sûreté des personnes et des propriétés ; « que tous les individus déjà établis dans la « ville, et ceux qui s'y établiraient dans la suite, « auraient la liberté d'exercer le culte qui leur « conviendrait : enfin, que toute distinction « entre les plébéïens et les patriciens serait « abolie.... »

Ainsi le gouvernement aristocratique de Venise, établi à la fin du treizième siècle, au milieu des flots de sang versé par les citoyens, s'éteignit presque sans secousse, à la fin du dix-huitième. [1] En entrant dans Venise, les Français s'étaient emparés des forces navales

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (108).

vénitiennes ; ils s'en étaient servi pour se porter dans les îles de l'Adriatique, qui faisaient partie du domaine de cette république, et qui furent bientôt soumises à la domination française. [1]

Cependant la signature des préliminaires de la paix avait arrêté la marche des généraux français, sur les divers points de l'Empire, au milieu des espérances les plus flatteuses. Les amis de la coalition ne manquèrent pas de prétendre que, quoique le cabinet de Vienne se fût décidé à signer ces préliminaires, la situation de l'Autriche était bien loin d'être désespérée. Les succès obtenus par le général Laudon, dans le Tyrol, et qui l'avaient conduit presque sous les murs de Vérone ; la reprise de Trieste par le colonel Casimir ; l'armement des Vénitiens et les dispositions non équivoques de leur gouvernement contre les Français, devaient les exposer, selon eux, à se voir entourés de manière qu'il leur eût été très-difficile d'échapper ; et ils croyaient pouvoir appuyer leurs assertions des dépêches fréquentes de Bonaparte au directoire, ce qui ne pouvait être, d'après leurs raisonnemens, que l'effet de l'embarras

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (109).

et dès dangers dans lesquels se trouvait Bonaparte, qui devaient l'obliger à de vives instances sur l'indispensable nécessité de conclure la paix. Mais ici, comme dans tout le cours des actions de Bonaparte, on croyait pouvoir s'étayer des principes ordinaires de conduite militaire et politique, et on ne cessait d'oublier ce dont une expérience constante, de quinze mois, aurait dû enfin donner la conviction; le caractère de Bonaparte, sa manière de voir, de se conduire, de juger, d'agir, excitée, soutenue, encouragée par la valeur impétueuse et toujours croissante des troupes françaises. Ainsi ces courriers si fréquens n'arrivaient sans doute au directoire, que pour se plaindre des instructions pacifiques qui lui avaient été données, et pour réclamer la liberté de poursuivre ses conquêtes, plutôt que de traiter aux conditions qui lui étaient prescrites. A l'égard de ses dangers, la faiblesse des corps des généraux Laudon et Casimir, le peu de moyens et le peu d'union des Vénitiens, et les importans succès des armées françaises sur les bords du Rhin, ne pouvaient pas permettre à Bonaparte de grandes inquiétudes.

Quoi qu'il en soit, quelque probable, quelque certaine même que fût alors la continuité

des succès, en Allemagne, de Bonaparte et des autres généraux français, la saine politique n'en prescrivait pas moins au directoire de s'occuper spécialement de la paix; et, en la faisant avec l'Empire, de faire aux Anglais, sur le continent, le plus de mal qu'il lui serait possible.

Alors, il est vrai, s'écroulait entièrement tout le système politique auquel avait semblé devoir servir de base le traité de la Prusse avec la république française; alors ce n'était plus l'Autriche qui allait être condamnée à un dangereux isolement; l'Autriche que ses ennemis se plaisaient à considérer humiliée par la France, menacée par la Porte, insultée par la Prusse, abandonnée par la Russie, et ne pouvant même plus espérer l'or de l'Angleterre.

Alors la Prusse se serait trouvée frustrée dans ses espérances; mais la santé chancelante de son monarque, les qualités de l'héritier du trône, la révolution probable dans le ministère, devaient faire espérer des changemens qui feraient accueillir avec empressement une paix qui ne pouvait ôter à la Prusse aucune des causes de sa prépondérance dans le nord de l'Europe, et qui lui laisserait le temps et les moyens de réparer les maux que lui avait faits la guerre.

Le Danemarck tremblait alors pour les jours du comte de Bernstorff, qui, dans des temps de délire, de faiblesse et de calamités, avait su, par son énergique sagesse, assurer le calme et le bonheur du peuple, dont le sort lui était confié.

La Suède et la Russie, depuis six mois, étaient gouvernées sur d'autres principes. En Suède, le jour où le nouveau roi avait été déclaré majeur, le duc de Sundermanie avait perdu toute espèce d'influence; et la France s'était vue frustrée de l'autorité que le régent lui avait laissé prendre, pendant quelque temps, à Stockolm.

En Russie, le temps n'était plus où cette puissance se montrait avide de domination. Paul Ier ne semblait occupé que de ses sujets, et il se faisait pardonner beaucoup de sévérité par beaucoup de justice. Dans la crainte que l'équilibre politique de l'Europe ne fût altéré, il s'occupait à empêcher que l'Autriche ne disparût du rang des premières puissances, au moment où elle signait les préliminaires de la paix. Mais ne devait-il pas craindre alors que cet équilibre ne fût rompu de même, en laissant l'Angleterre isolée dans l'un des bassins de la balance? ou pensait-il que l'Angleterre

pouvait seule servir de contre-poids à tout le reste de l'Europe? ou plutôt que la France, maîtresse du continent, et l'Angleterre encore maîtresse des mers, sauraient se balancer sans chercher à se détruire?

Tel semblait devoir être, en effet, le but le plus louable auquel pussent tendre les Français victorieux. L'Angleterre, à cette époque, ne se voyait-elle pas tout à la fois menacée dans ses finances, dans sa force publique, dans son territoire? L'Irlande, la banque, la flotte, l'Inde, tous les motifs de sa sécurité, toutes les sources de ses richesses, n'étaient-elles pas devenues pour elle des sources d'inquiétudes? La flotte, à la vérité, était rentrée dans le devoir; mais c'était au prix des concessions du ministère; et quel exemple pour toutes les troupes, quel encouragement pour l'avenir, quelle situation que celle d'un gouvernement réduit à composer avec ses soldats, et n'ayant, pour leur obéissance, d'autre garantie que sa condescendance et son humiliation! La banqueroute n'était pas faite; le gouvernement n'était pas encore descendu jusqu'à la fatale ressource du papier-monnaie; l'Angleterre n'avait pas encore éprouvé les funestes effets qu'elle devait craindre de la secousse reçue par la banque : mais quel

génie et quel trésor devaient pouvoir suffire à cette dette prodigieuse, dont les intérêts absorbaient les revenus de l'état? Et comment ne pas penser que les paiemens seraient nécessairement suspendus, faute de moyens pour les continuer? L'Inde n'était pas tout à fait perdue pour la Grande-Bretagne; mais, si le mal était connu, le remède ne l'était pas encore, et, là aussi, ce gouvernement si fier n'avait d'autre ressource que de composer avec ses troupes. L'Irlande n'était pas encore séparée de l'Angleterre; mais, en considérant ce vaste plan d'insurrection, où tout était calculé, tout disposé, tout prévu; en songeant à l'immense majorité des mécontens, aux secours qu'ils pouvaient espérer de l'étranger, aux moyens qu'ils trouvaient dans l'embarras même du gouvernement; en voyant le ministère prêt enfin à se rendre aux réclamations des catholiques, si long-temps et si durement méprisés, on pouvait juger s'il trouvait l'insurrection périlleuse et le salut facile.

Dans ses rapports extérieurs, la France n'avait rien à desirer sur terre; et c'était déjà pour elle un avantage inestimable contre les Anglais, que de pouvoir leur fermer la très-grande majorité des ports du continent. La guerre ma-

ritime exigeait sans doute de grands efforts; mais la France pouvait les attendre de ses alliés: la marine de la France, de la Hollande et de l'Espagne, en se bornant à protéger leur commerce, et à gêner celui des Anglais, pouvait soutenir une guerre très-longue; et une longue guerre devait, pour les Anglais, être une guerre ruineuse. Mais la France ne présentait pas au dedans un aspect aussi brillant qu'au dehors. « Les besoins dévorans d'une « guerre si terrible (disait Tronçon-du-Coudray « à la tribune des anciens) ne nous ont pas per- « mis de guérir les plaies que la révolution a « faites; nous avons été forcés d'ajouter les sa- « crifices aux sacrifices; nous sommes environ- « nés de malheureux. Les rentiers, les pension- « naires, les créanciers de l'état, attendent de « nous des secours trop légitimes; le peuple est « affamé de justice, d'ordre et de repos; une « immoralité effrayante a rompu presque tous « les liens de la société; des fortunes fraudu- « leuses nous attestent de nombreuses prévari- « cations; des embarras sans cesse renaissans « ont amené des opérations forcées peut-être, « mais à coup sûr désastreuses, et en opposition « avec tous les principes d'une bonne adminis- « tration. L'instruction publique, cette pre-

« mière base des mœurs, est nulle; nous en « avons souvent parlé, nous n'en avons point : « notre législation est un chaos d'inconséquen- « ces, d'erreurs, de contradictions, d'absurdités « quelquefois, et plus souvent d'injustices; elle « appartient presque toute entière à ce siècle « reculé et barbare, que nous avons appelé *le* « *gouvernement révolutionnaire*. Voilà ce qui « est, voilà ce que, de tous côtés, on nous rap- « pelle; et, ne nous y trompons pas, représen- « tans du peuple, cet enthousiasme qui éclate « de toutes parts, dans nos places publiques, à « nos spectacles, dans nos maisons, et sur-tout « dans la retraite du pauvre, à la première « lueur d'espérance de la paix, est moins pour « nous un remerciement qu'une grande, mais « touchante leçon. C'est nous dire : Le peuple « souffre; voici le terme de ses maux, il y « compte. » Cependant les couleurs si rembrunies de ce tableau étaient adoucies en partie par l'espoir d'une sorte de régénération parmi les législateurs, qui promettaient de travailler à mériter l'estime et la reconnaissance du peuple français. En attendant de voir s'effectuer des promesses aussi flatteuses, on voyait enfin se terminer le procès de la haute-cour de Vendôme, dans lequel avaient paru des hom-

mes d'une énergie digne d'une meilleure cause.[1]

D'un autre côté, après les préliminaires de Leoben, les troupes françaises avaient évacué entièrement le territoire autrichien, dans le Tyrol, la Carinthie et la basse Carniole, pour refluer en Italie ; elles avaient même abandonné le port de Trieste; et, pendant qu'on rédigeait les articles du traité définitif, le général français, voulant témoigner à l'empereur la plus entière confiance, remettait aux officiers du grand duc de Toscane la ville et les forts de Livourne. Tranquille ensuite au milieu de ses triomphes, Bonaparte avait profité du repos que lui laissait la cessation des hostilités, pour consolider la république italienne, qui lui devait son existence. Cette république naissante avait d'abord été partagée en deux gouvernemens : la Lombardie autrichienne et quelques villes de l'état de Venise, situées à la rive gauche du Pô, formaient le premier; le second comprenait quelques légations papales et autres districts placés à la rive droite du Pô, avec le duché de Modène : réunis ensemble, ils prirent le nom de république cisalpine. Le gouvernement en fut formé sur le modèle de celui de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (110).

France; un corps législatif partagé en deux chambres, et un directoire exécutif, composé de cinq membres.

Pendant qu'une partie de l'Italie prenait une forme nouvelle, la même révolution qui s'était opérée à Venise, s'annonçait à Gènes, sans avoir été amenée par les mêmes causes. Nous avons vu André Doria, contemporain de Charles-Quint et de François Ier, changer l'administration de cette république, dans laquelle, malgré la ligne de démarcation entre les patriciens et les plébéïens, le grand crédit obtenu par la banque de Saint-Georges, devenue dans l'état une puissance qui avait ses magistrats pris indifféremment parmi les plébéïens ou les patriciens, rétablissait la balance entre les deux ordres; mais cette balance avait disparu lorsque la banque perdit tout son crédit par les suites de l'invasion autrichienne dans Gènes, en 1746. Depuis cette époque, la haine la plus prononcée subsistait dans Gènes entre les patriciens et les plébéïens; mais les premiers, investis de toute la force publique, arrêtaient aisément les effets d'une vaine malveillance. Il fallait des circonstances particulières pour lui imprimer un caractère capable d'inquiéter le gouvernement; l'expédition des

Français en Italie les amena. Gènes, qui avait cru devoir embrasser la neutralité, avait montré néanmoins, dans beaucoup d'occasions, sa partialité en faveur des ennemis de la France; les succès même de Bonaparte n'en avaient détruit ni la cause, ni les effets; il s'était manifesté à Gènes un soulèvement contre les Français, peu de temps après leur entrée dans le Milanais; les mêmes dispositions s'étaient renouvelées, lorsque Bonaparte levait le siége de Mantoue pour marcher contre le maréchal de Wurmser; mais la masse entière de la nation génoise se laissait visiblement entraîner à l'ascendant des principes de la république française; la ville était donc divisée en deux partis dont les vues étaient entièrement opposées; une fermentation, dont la force augmentait progressivement, annonçait une révolution prochaine, qui se manifesta quelque temps après la signature des préliminaires de la paix à Leoben. Douze mille ouvriers ayant à leur tête Philippe Doria, après avoir enfoncé les prisons et mis en liberté les prisonniers qui n'étaient pas détenus pour crime capital, s'étaient rendus maîtres des principaux postes de la ville, et demandaient à grands cris l'abolition du gouvernement patricial, et le rétablis-

sement de la démocratie. Dans cette conjoncture, le petit conseil avait cru éloigner la catastrophe, en armant d'autres ouvriers; mais, après quelques pourparlers, les deux partis populaires s'étaient réunis, et le danger du gouvernement était devenu plus imminent. Le tumulte augmentait de jour en jour; l'état était en proie à tous les fléaux de l'anarchie; près de trois mille individus, soupçonnés d'attachement au parti des nobles, étaient incarcérés; le peuple était maître du môle, et menaçait d'enfoncer les portes du palais qui renfermait les archives de la république. Le grand conseil se décida enfin alors à déclarer que le gouvernement était dissous; et, ayant nommé quatre nobles et quatre plébéïens pour diriger la république jusqu'à l'établissement d'un nouvel ordre de choses, il avait abdiqué l'autorité que lui donnaient les anciennes lois. Les huit nouveaux éphores ayant refusé d'accepter, le pouvoir était resté dans les mains d'une administration provisoire créée par les plébéïens dès les premiers jours de l'insurrection. On assembla des députés des communes, pour travailler à la confection d'un nouveau code constitutionnel; on forma des gardes nationales, et la nouvelle constitution fut proclamée en fructidor an 5 (septembre

1797) : ses bases étaient celles de la constitution française.

En même temps, l'événement le plus extraordinaire se passait en France entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Depuis long-temps, la guerre était déclarée entre ces deux pouvoirs de la république. Vainement les amis de la paix avaient fixé leurs regards sur Lille, où s'étaient entamées des négociations qui devaient décider du sort de l'Europe; [1] les dissentions entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif arrêtaient les négociations, et servaient de prétexte à l'empereur pour retarder le traité définitif de paix.

Paris paraissait calme, malgré les bruits sinistres qui y circulaient; chaque soir on annonçait des catastrophes pour le lendemain; et le père de famille, après avoir passé sa journée dans les alarmes, rentrait chez lui dans la crainte d'être réveillé au milieu de la nuit; enfin, le 18 fructidor (4 septembre), le canon d'alarme se fait entendre, à quatre heures du matin, sur le Pont-Neuf : à ce signal, des corps de troupes avaient cerné l'enceinte où siégeait le conseil des cinq-cents; d'autres s'étaient em-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (111).

parés des ponts, des places, des quais, garnis d'artillerie. Le directeur Barthélemi était gardé à vue dans son appartement, le directeur Carnot avait disparu vers minuit. Au point du jour, les Parisiens, éveillés par le bruit du canon, s'attendaient à un choc, sans en calculer l'issue. A huit heures, on avait signifié aux députés qui se trouvaient dans la salle des séances, que, le général Augereau étant chargé de mettre les scellés sur les portes des deux conseils, on invitait les représentans du peuple à s'assembler : les anciens, dans l'École de Santé; les cinq-cents, dans la salle de l'Odéon.

Quelques membres du conseil des anciens s'assemblèrent chez leur président Lafond-Ladebat; les cinq-cents, chez André (de la Lozère). Ces derniers s'occupaient d'une protestation; ils furent avertis que les anciens, réunis chez Lafond-Ladebat, venaient d'être enlevés et conduits au Temple; ils se séparèrent à la hâte. A une heure, le conseil des anciens fut réuni à l'École de Santé, et le conseil des cinq-cents, dans la salle de l'Odéon; ils reçurent un message du directoire exécutif, qui leur faisait part des motifs de ces mesures extraordinaires; il alléguait une conspiration qui tendait à rétablir la monarchie en France. Après

cette communication, les deux conseils s'étaient déclarés en permanence, et rendirent, le 19, une loi qui expulsait de leur sein les députés nommés par les assemblées primaires de quarante-neuf départemens, en l'an 5 (1797), et condamnait à la déportation les directeurs Carnot, Barthélemi, et cinquante-deux députés; une autre loi, qui condamnait à la déportation environ cent particuliers, propriétaires, directeurs ou entrepreneurs de journaux; enfin une troisieme loi, qui condamnait à la déportation tous les individus des deux sexes, de la famille de Bourbon. Le corps législatif donna pour successeurs, aux directeurs Carnot et Barthélemi, les citoyens Merlin (de Douay), et François (de Neufchâteau). Après cent heures de séance permanente, les deux conseils revinrent siéger, le 23 frnctidor (9 septembre), dans le lieu de leurs séances ordinaires.

Cette victoire du pouvoir exécutif eut des suites fâcheuses; le directoire employa des moyens subversifs de toute justice et des droits de l'homme les plus sacrés. Les deux conseils s'occupèrent des finances, et les membres du directoire ne cessèrent de poursuivre les émigrés, les prêtres réfractaires, de destituer tous les hommes mis en place par les dernières élec-

tions populaires, pour leur substituer des hommes de tous les partis, et, pour satisfaire la vengeance d'un des directeurs, de faire sortir du tribunal de cassation la moitié de ses membres les plus considérés, pour les remplacer par des hommes dévoués à la puissance dominante. Ce nouveau genre de terreur répandit la consternation dans tous les départemens, détruisit le crédit, anéantit le commerce, asservit tellement le pouvoir législatif aux volontés du directoire, que ses partisans prirent des mesures pour renverser leur idole. La plupart des députés et des journalistes condamnés à la déportation s'étaient soustraits aux recherches; d'autres avaient été transportés à la Guiane française; les individus de la maison de Bourbon étaient partis pour l'Espagne. Le directoire avait nommé l'ex-conventionnel Treilhard et Bonnier, pour traiter de la paix dans Lille, avec le négociateur anglais lord Malmesbury, et y remplacer le plénipotentiaire Letourneur, rappelé à Paris. On avait appris bientôt après que les négociations étaient rompues, et que le ministre anglais retournait à Londres. On regardait cette rupture comme une suite de la journée du 18 fructidor; et l'on était persuadé qu'elle influerait sur les confé-

rences entre Bonaparte et les ministres impériaux, en Italie.

Une proclamation du directoire venait d'ordonner que tous les différens corps de troupes françaises seraient portés au complet et prêts à se mettre en campagne. Cette mesure semblait annoncer la reprise des hostilités, ou une tentative pour faire cesser les irrésolutions et les lenteurs du cabinet de Vienne; mais il ne se hâtait pas beaucoup davantage de se décider, et, pendant qu'il employait les ruses diplomatiques pour tâcher de gagner du temps ou des conditions plus favorables, Bonaparte consacrait ses loisirs à approprier aux différens états de l'Italie une forme de gouvernement analogue aux mœurs, aux habitudes, aux préjugés de ses habitans, et à les consolider par des institutions durables; il liait de plus en plus le sort de la république cisalpine à celui des Français, ouvrait des ressources importantes, en cas de guerre avec l'empereur, et détachait insensiblement les peuples de ces contrées de l'influence de la maison d'Autriche; il saisissait en même temps l'occasion de donner à cette république naissante un accroissement de territoire que les circonstances venaient de lui offrir. Les peuples de la Valteline, de Chia-

venne et de Bormio, n'ayant pu obtenir de former une quatrième ligue-grise, Bonaparte, par un arrêté, déclarait qu'ils étaient maîtres de se réunir à la république cisalpine. [1]

La vigilance de Bonaparte s'étendait aussi sur le peuple génois, qui venait d'opérer dans son sein une révolution provoquée par l'exemple de ses voisins et la conduite tyrannique et tortueuse de ses magistrats et des patriciens. Un des premiers soins du nouveau gouvernement avait été de négocier avec Bonaparte, pour s'assurer un appui, et bientôt après, sous ses auspices, un traité d'alliance avait resserré les liens d'intérêt et d'amitié entre la république française et le peuple génois, sous le nouveau nom de *République ligurienne*. Mais si le nouveau gouvernement génois, de concert avec Bonaparte, s'occupait à fortifier leur ouvrage, d'un autre côté l'aristocratie nobiliaire, repoussée par le nouvel ordre de choses, ne perdait pas l'espoir de le renverser et de recouvrer son antique puissance; elle avait encore un parti formidable, et elle devait d'autant moins rester dans l'inaction, qu'elle avait à craindre que l'établissement de la consitution ne consolidât

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (112).

pour toujours la révolution commencée. Aussi ses émissaires travaillaient avec la plus grande activité; ils cherchaient à alarmer le peuple sur la religion, en semant le bruit que la commission législative était composée d'athées. Le gouvernement provisoire, dans la vue de calmer les inquiétudes, avait annoncé la suspension de l'acte constitutionnel, et rendu les ministres du culte responsables des troubles séditieux qui pourraient arriver. Vaines mesures; le parti nobiliaire était déterminé à tenter l'événement; le mouvement était préparé, les dispositions étaient prises, il se croyait déjà sûr du succès : en vain l'archevêque de Gênes, à la tête de son clergé, essaie de calmer la fureur des factieux; l'or des patriciens et la séduction du fanatisme l'emportent; les rebelles s'emparent des forts de Tenaille et de l'Éperon, qui les rendaient maîtres de la ville; et la nature des demandes des insurgés décelèrent bientôt la main qui les dirigeait; ils réclamaient le maintien de la religion, l'inviolabilité des biens du clergé, le rétablissement du doge et du sénat, la mise en liberté des nobles, etc. Le gouvernement provisoire se montrait disposé à acquiescer à plusieurs articles; mais, pour garantie, il demandait la remise du fort de l'Éperon. Sur le

refus formel des insurgés, il fallut avoir recours au sort des armes. Le général français Duphot, secondé par son état-major, se met à la tête des volontaires génois; l'action s'engage avec un feu très-vif de part et d'autre : bientôt les forts sont enlevés d'assaut, l'armée patricienne est en pleine déroute; deux de ses chefs, pris les armes à la main, sont mis à mort sur-le-champ, et la république doit une seconde fois son salut aux Français.

Bonaparte, instruit de cet événement, s'empressa de donner aux Génois des conseils salutaires sur la réforme de leur constitution et l'administration intérieure. [1] Mais, au milieu de ses soins multipliés, l'œuvre de la paix était l'objet principal de ses sollicitudes, il y travaillait sans relâche, et ne négligeait rien pour lever les obstacles renaissans qui venaient sans cesse s'opposer à sa conclusion.

Cependant plus de cinq mois s'étaient écoulés depuis la signature des préliminaires de la paix de Leoben, les lenteurs des négociations commençaient à jeter de l'inquiétude dans les esprits, et à faire regretter que l'on eût arrêté la marche des armées victorieuses prêtes à se

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (113).

trouver aux portes de Vienne. On semblait douter des dispositions de l'empereur, en le voyant tout à la fois prohiber, sous les peines les plus sévères, l'impression et la vente de tout écrit sur la paix, et envoyer le marquis de Chateler pour coopérer avec les commissaires français à la démarcation des nouvelles frontières. Le directoire exécutif accusait ouvertement le cabinet de Vienne de se laisser encore maîtriser par le ministère anglais, et annonçait hautement sa détermination de faire entrer les armées françaises en campagne le 15 vendémiaire an 6. On croyait être assuré que l'empereur n'était point en mesure de se défendre contre un ennemi qui pouvait encore pénétrer jusque dans sa capitale.

On avait réservé à la prudence de Bonaparte de régler les conditions d'une paix à la conclusion de laquelle il avait si puissamment contribué par ses exploits; il était digne de lui de réunir le titre de pacificateur à celui de conquérant; et, en effet, au moment où l'on commençait à désespérer davantage, arrivaient à Paris le général Berthier et le C^en Monge, envoyés par Bonaparte pour apporter au directoire le traité qu'il venait de conclure le 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797) avec les

ministres plénipotentiaires de sa majesté impériale à Campo-Formio.[1] Admis avec solennité à l'audience du directoire, le général Berthier présenta au président un rameau d'olivier, symbole de la paix, en lui faisant remarquer, et la postérité ne l'oubliera pas, que cette paix avait été achetée glorieusement par cinq cent quatre-vingt-un combats, qui avaient été presque autant de victoires pour les armées de la république.

[1] *Voyez,* à la fin du volume, la note (114).

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

NOTES.

(1) Page 12.

Les Anglo-Américains avaient contribué à la conquête du Canada, pendant la guerre de sept ans : se regardant comme sujets immédiats de la Grande-Bretagne, ils prétendaient avoir des représentans dans le parlement, et ne pas dépendre des caprices du roi ou de ses ministres, pour être gouvernés, et sur-tout imposés.

Le lord Bute, bien loin de céder à de pareilles prétentions, voulut, au contraire, rendre les colonies entièrement dépendantes de la Grande-Bretagne ; il avait fait passer, en 1765, l'acte du timbre, qui défendait d'admettre dans les tribunaux tout titre qui n'était pas inscrit sur du papier marqué, et vendu au profit du fisc. A cette nouvelle, la fermentation fut à son comble au-delà des mers : on y résolut de discontinuer les affaires, plutôt que de se servir du papier timbré ; le peuple s'attroupa, l'acte du timbre fut révoqué. Mais cette révocation rendait les colonies indépendantes du parlement, et leur donnait l'exemple dangereux de résister à ses décrets ; le lord Bute, en 1767, fit mettre sur le verre, le papier et le thé, un nouvel impôt, qui devait se payer à l'entrée de ces denrées en Amérique. Ces taxes jetèrent les colonies dans une nouvelle fermentation ; on y prit des mesures pour empêcher qu'elles fussent levées ; on s'associa pour ne plus importer de marchandises de la Grande-Bretagne : et l'on tint parole. L'année 1769 se passa en plaintes et en murmures ; les négocians des îles britanniques s'apperçurent de la diminution de leur commerce ; le trône fut accablé de re-

quêtes. Pour arrêter les cris importuns, on révoqua en partie l'acte du parlement qui imposait les nouvelles taxes; on conserva seulement celles sur le thé : cet impôt était peu onéreux. Le ministère espérait voir les Américains s'y soumettre; l'autorité du parlement d'Angleterre eût été du moins reconnue : mais, dans l'acte déclaratoire, on avait dit que *le parlement avait droit de lier les colonies, dans tous cas quelconques.* Les colons s'apperçurent du piége; ils sentirent qu'abandonner le droit de s'imposer eux-mêmes, c'était livrer toutes leurs possessions au pouvoir de la nation britannique; ils persistèrent dans leurs résolutions, pendant les années 1771 et 1772. Les animosités augmentaient néanmoins; en 1773, le peuple de Boston enfonça toutes les caisses qui se trouvaient à bord d'un vaisseau, et en jeta le thé dans la mer : le même esprit régnait dans les autres provinces. Le ministère anglais persista dans son système de contraindre les Américains à se soumettre à l'autorité du parlement britannique : le roi fut autorisé, en 1774, à maintenir une armée en Amérique.

Cette nouvelle fut bientôt répandue de Boston dans tout le continent : dès-lors la masse des habitans n'eut plus qu'un même esprit, même desir, même volonté; on ne vit plus qu'assemblées dans toutes les colonies; on n'y entendit plus parler que de résolutions violentes.

Le peuple de la Grande-Bretagne était, au contraire, dans une espèce de léthargie; on n'y savait pas distinguer de quel côté était la justice : tout le monde attendait néanmoins avec impatience l'élection du nouveau parlement; mais le ministère trompa le parti de l'opposition, en faisant casser par le roi celui qui était assemblé, et procéder sur-le-champ à l'élection d'un nouveau. Les membres de l'opposition n'eurent pas le temps de solliciter; la majorité se trouva du côté de la cour, qui, persistant dans son plan relatif aux colonies, informa le parlement, le 30 novembre 1774, de la continuation de la désobéissance des Américains, et demanda son assistance pour ramener les séditieux dans le devoir.

En vain le lord Chatam s'éleva-t-il avec force contre ces mesures hostiles; en vain parla-t-il fortement en faveur des Américains; en vain proposa-t-il un bill de réconciliation, il fut rejeté par une majorité de soixante-une voix, contre trente-deux.

Dès-lors le ministère produisit une esquisse des mesures qu'il avait le dessein de suivre. Il voulait envoyer une force considérable en Amérique, arrêter le commerce des colonies avec les étrangers, et leur interdire la pêche sur le banc de Terre-Neuve, jusqu'à ce qu'elles se soumissent. Le roi accueillit très-mal une nouvelle requête du congrès; les colons furent déclarés rebelles par un acte du parlement. Mais l'unanimité qui régnait dans tout le continent américain était étonnante; par-tout on tenait le même langage, par-tout les actions avaient le même but; et, en attendant la réponse du roi, on commençait à former et à exercer les milices. L'arrivée du discours du roi au nouveau parlement, et de la réponse de cette assemblée au souverain, ôtèrent tout espoir de se réconcilier. Toutes les assemblées particulières d'Amérique reconnurent les actes du congrès général; on encouragea par-tout les manufactures de sel, de poudre à canon, de salpêtre et d'acier. Depuis l'acte du parlement, qui privait les colonies de leurs chartres, les soldats étaient regardés comme les instrumens de la tyrannie; leurs moindres mouvemens pouvaient être le signal de la guerre civile. Lexington devint, le 20 avril 1775, le théâtre de la guerre civile; un détachement, commandé par le colonel Smith, fit feu sur une compagnie de milices qui se trouvait sous les armes, près du grand chemin; il y eut huit miliciens tués,

et plusieurs autres blessés. On attaqua de toutes parts le détachement dans sa retraite : le général anglais avait envoyé seize compagnies, avec de l'artillerie, pour le soutenir ; néanmoins il eut beaucoup de peine à se rendre à Boston.

L'affaire de Lexington fit prendre les armes à toute la province. Boston fut investi ; toutes les autres colonies se préparèrent à la guerre ; on créa un papier-monnaie ; on se saisit des magasins du roi ; on s'empara de quelques caisses publiques, dont on employa les deniers à solder les troupes. Enfin, le 10 mai 1775, le congrès général donna des ordres pour lever une armée, et établit une banque de papier pour servir au paiement des troupes : les colonies unies cautionnèrent la valeur des billets.

Le 25 mai, les généraux Howe, Burgoine et Clinton, arrivèrent d'Angleterre à Boston, avec un corps considérable de soldats de marine et de troupes réglées, qui furent bientôt suivis de beaucoup d'autres : la guerre ne tarda pas à commencer par l'affaire de Bunkert-Hill.

Depuis le 17 juin 1775 jusqu'en 1783, où l'indépendance des colonies fut reconnue par l'Angleterre, et la paix signée à Versailles, les Indes occidentales et orientales, ainsi que l'extrémité du territoire espagnol, où l'on entreprit le siége de Gibraltar, furent le théâtre de la guerre ; par-tout on s'y battit sur mer et sur terre ; et, après huit années de souffrances et de courage, les habitans des États-Unis eurent la gloire d'avoir conquis et assuré leur liberté.

(2) Page 16.

C'est, à proprement parler, sous le règne d'Élisabeth que l'Angleterre commença à étendre son commerce par toute la terre. Tandis que les guerres civiles désolaient la France, tandis que les querelles de religion divisaient la Hollande, les Anglais, s'instruisant dans l'art de bâtir des vaisseaux, de fabriquer leurs draps, élevant une foule de manufactures, ouvraient à leur commerce des chemins de tous les côtés ; ils s'assuraient exclusivement le droit d'importation dans la Russie ; ils cherchaient à partager avec les Portugais l'or de l'Afrique, avec les Espagnols, celui de l'Amérique. Drake et Caven-Dish faisaient respecter le pavillon anglais par cet orgueilleux Philippe, qui ne croyait point avoir d'égal sur la terre : plusieurs navigateurs anglais, après avoir doublé le Cap de Bonne-Espérance, entrevirent la fortune immense qu'on pouvait faire dans les Indes, et, de retour chez eux, allumèrent le desir des richesses et des conquêtes dans la tête de leurs compatriotes. Les premiers qui firent le voyage de l'Inde eurent de brillans succès ; mais ils s'apperçurent qu'en faisant des efforts isolés, ils réussiraient moins : ils s'unirent, et donnèrent, en 1600, naissance à la compagnie qui obtint le privilége exclusif de trafiquer dans les mers de l'Inde. La durée du privilége était fixée à quinze ans ; et il devait être annullé, si l'on découvrait qu'il fût nuisible à l'état. Les fonds de cette compagnie n'étaient pas considérables ; on les employa à équiper quatre vaisseaux, dont le commandement fut confié à Lancaster. Il fut bien accueilli à Achen, à Bantam, d'où il rapporta une cargaison d'épiceries.

Le commerce de l'Inde était alors entre les mains des Portugais et des Hollandais ; ils virent avec peine le nouveau rival qui se présentait pour partager leurs gains, et ils songèrent à l'écraser. Jacques I[er], uniquement occupé d'augmenter les prérogatives de la couronne, et de remplir ses coffres, protégea peu la nouvelle compagnie ; et il la sacrifia aux Hollandais, qui payèrent chèrement son silence.

Cependant la compagnie anglaise fut plus heureuse sur les côtes de Coromandel et de Malabar ; elle établit des

comptoirs à Mazulipatam, à Calicut, et jusqu'à Dehli même : mais, au moment où la nation anglaise allait jouir des succès de la compagnie, elle se trouva plongée dans la guerre civile, et les Hollandais en profitèrent pour écraser la compagnie ; ils ne jouirent pas long-temps de leur triomphe. Cromwel, fier de ses succès, déclara la guerre aux Hollandais, et les força, en leur accordant la paix, à respecter par-tout le pavillon anglais.

La compagnie obtint, en 1657, le renouvellement de sa chartre ; et, dès ce moment, elle déploya une vigueur qui ne cessa plus de se soutenir ; elle eut des succès partout : elle s'ouvrit tous les marchés de l'Inde ; les Hollandais ne réussirent qu'à lui fermer celui du Japon.

Cependant Charles II était remonté sur le trône de ses pères. Ce prince, voluptueux et dissipateur, avait un besoin toujours renaissant d'argent ; une nouvelle association de négocians lui en offrit, il la favorisa. Cette concurrence fut la matière de combats nouveaux et d'atrocités nouvelles qui affaiblirent l'ancienne compagnie. Les Hollandais profitèrent de ces événemens pour détruire quelques-uns de ses comptoirs. La compagnie allait les punir ; avec une somme considérable donnée à Charles, ils conjurèrent l'orage.

La nouvelle révolution qui déplaça du trône le fanatique Jacques, arrêta encore une fois les opérations de la compagnie. La guerre avec la France lui coûta beaucoup de vaisseaux et de matelots. A la paix, elle se releva bien promptement de ses pertes ; mais, au moment où elle commençait à jouir de la tranquillité, un nouvel orage la menaçait de sa destruction. Il était question de renouveler sa chartre ; elle trouva des ennemis nombreux qui, jaloux de ses succès, ne cessèrent de crier à la nation qu'elle épuisait l'Angleterre, que son commerce dans l'Inde était désavantageux pour elle ; qu'il fallait accorder la liberté

de le faire à tous les négocians, et que le monopole était contraire à l'esprit de liberté et à l'intérêt du peuple anglais. Ce débat important fut jugé par le parlement, qui se décida en faveur des marchands. Ils obtinrent la permission de faire le commerce dans l'Inde, soit séparément, soit de concert ; ces marchands formèrent une nouvelle association. Mais, convaincus par l'expérience que les deux compagnies se détruiraient mutuellement, elles se rapprochèrent, et consentirent, en 1702, à unir leurs fonds.

Depuis cette époque, les affaires de la compagnie prirent la tournure la plus brillante ; elle multiplia par-tout ses établissemens. Les guerres de 1740 et de 1756 mirent tous ses établissemens dans l'Inde en danger ; mais l'habileté de ses généraux, les fautes sans nombre de ses ennemis, la laissèrent, à la paix de 1793, plus puissante que jamais, donner la loi dans l'Inde, depuis les montagnes du Thibet jusqu'à la pointe méridionale de l'Indoustan. La compagnie anglaise gouverna long-temps les possessions de l'Inde dans une sorte d'indépendance du gouvernement. Le ministère anglais, voyant les avantages de ses colonies, voulut s'emparer de cette source de richesses, pour la diriger. Le parlement établit, pour le Bengale, un conseil suprême, composé de cinq membres, dont les places, à mesure qu'elles deviendraient vacantes, seraient remplies par la compagnie, avec l'approbation du monarque. L'administration absolue de toutes les provinces fut déférée à ce conseil ; sa juridiction s'étendait sur toutes les possessions britanniques dans l'Inde. Le parlement créa ensuite un tribunal, composé de quatre magistrats à la nomination de la couronne, et dont les arrêts ne pouvaient être cassés que par le roi d'Angleterre. Cette institution fut opposée comme une digue salutaire aux efforts de la cupidité, qui aurait fini par ruiner ces contrées

sans utilité réelle pour la mère patrie, et qui n'aurait pas manqué d'obérer tout à fait les nations indiennes.

(3) Page 16.

« Les Anglais sont venus, disait Haider-Aly aux nababs « et aux poligards des états de Décan et de la côte de « Coromandel, pour échanger leurs productions; ils n'ont « fait que dépouiller le pays de ses richesses, de ses ha- « bitans, de sa fertilité, de sa gloire. En échange des « trésors qu'ils exportent, ils ont apporté dans l'Inde leurs « vices, leurs maladies, leurs misères. Les princes que « leur crédulité ou leurs malheurs ont jetés entre leurs « mains, ont été traités comme des objets de commerce « qu'on expose au marché, et ils n'ont été estimés qu'au- « tant qu'ils pouvaient servir aux intérêts de ces étrangers « avides. Le nombre de leurs trahisons et de leurs parjures « égale celui de leurs traités et de leurs protestations. »

(4) Page 17.

La déroute des Anglais fut si grande, qu'à peine quelques hommes se sauvèrent à bord des vaisseaux, où ils communiquèrent leur frayeur, au point que les cipayes de Tippoo, s'étant jetés dans des bateaux, et ayant attaqué les vaisseaux de transport, s'emparèrent de trois de ces bâtimens. Du reste, toute l'armée fut prise avec les armes et bagages, le général, quarante-six officiers, six cent quatre-vingts Anglais, et plus de six mille cipayes.

(5) Page 18.

Dans le premier traité, qui est au nom du roi d'Angleterre, il est dit qu'il y aura paix et amitié entre le roi d'Angleterre Georges III et Haider, et leurs sujets respectifs; que tous les prisonniers seront rendus de part et

d'autre, et qu'il y aura liberté entière de commerce entre les sujets des deux souverains, et dans tous les pays de leur domination, comme il y avait avant le commencement des hostilités.

Le second traité, entre Haider et Mahomet-Ali, portait, 1° que Mahomet ferait évacuer incessamment la ville et forteresse d'Oscota, qui resteraient dans l'état où elles se trouvaient lors de la signature du traité; que toute l'artillerie, les armes et munitions quelconques, seraient livrées à Haider, la garnison se retirant dans le pays d'Arcate par le plus court chemin.

2° Que Mahomet-Ali paierait annuellement un tribut de six lacs de roupies, dont une année serait payée d'avance et comptant.

3° Que toutes les familles des princes ou autres personnes de distinction, ci-devant établies dans le pays d'Arcate, et qui étaient retenues prisonnières, seraient rendues libres, et auraient la liberté d'aller résider où il leur plairait.

La compagnie des Indes d'Angleterre se rendait caution de ce traité; elle promettait de faire présent à Haider d'un vaisseau de guerre de 50 canons, pour l'indemniser de celui saisi à Bombai. La compagnie s'engageait aussi à fournir douze cents Européens à Haider, pour servir dans ses armées toutes les fois qu'il en ferait la réquisition.

Cette guerre apprit à l'Indoustan que les Anglais n'étaient pas invincibles; elle fit sentir aux princes indiens la nécessité d'une confédération générale, et elle donna à Haider assez de prépondérance dans l'Inde pour devenir le centre de leur réunion.

(6) Page 36.

Le comte Paul Olavidès, né au Pérou, avait offert dans ces climats, où domine le monachisme, le rare spec-

tacle d'un homme éclairé. Son mérite le conduisit à la place de juge de Lima ; son intégrité, ses lumières, sa droiture et sa fermeté, le rendirent odieux aux jésuites ; ils lui intentèrent un procès, qu'il fut obligé de venir suivre à Madrid ; il succomba, et fut ruiné : arrêté pour dettes, il s'attendait à finir ses jours en prison, lorsqu'une veuve très-riche paya ses créanciers, lui fit obtenir sa liberté, et l'épousa. Le comte d'Aranda était alors président de Castille ; il le chargea de dresser, pour la jeunesse, un plan d'études, dans lequel il se fit admirer par l'universalité des talens, et sur-tout par sa profonde connaissance du cœur humain. Lors de l'expulsion des jésuites, on le chargea de la police de Madrid ; il réunit alors aux suffrages de la cour ceux du peuple de Madrid, qui l'investit de la charge de *personnero*, espèce de tribun.

Chargé de l'administration de Séville, il présenta à la cour un excellent mémoire sur le défrichement de la Sierra-Morena, canton qui ne demandait que des habitans industrieux pour devenir un des plus fertiles pays d'Espagne ; ses offres furent acceptées. Employant sa fortune à faire du bien, un désert fut fertilisé ; et une petite ville, entourée de vingt jolis villages, s'éleva dans ces sites heureux.

Toutes ces métamorphoses s'étaient opérées avec le secours d'un grand nombre de familles allemandes et protestantes : un couvent de moines, établi dans ce local, les offusquait ; Olavidès obtint de les faire transporter ailleurs, sans perte ni dommage. Les moines en conservèrent un ressentiment profond : malheureusement, il échappa à Olavidès quelques propos indiscrets sur l'influence que pouvait avoir la religion catholique romaine sur la dépopulation de l'Espagne ; ses ennemis tenaient secrètement registre de ses paroles. La disgrace du comte d'Aranda et le rétablissement de l'inquisition leur fournirent le moyen

d'éclater. La florissante colonie fut dispersée; Olavidès fut accusé d'hérésie, condamné à huit années de réclusion dans un couvent, déchu de ses titres, et déclaré incapable de posséder aucune charge. Heureusement pour Olavidès, il trouva le moyen de s'échapper de sa prison, et vint chercher du repos sur une terre hospitalière : vingt ans plus tôt, il eût péri dans les flammes.

(7) Page 37.

De tous les papes, Pie VI est celui qui a régné le plus long-temps. La nature, par une exception particulière, sembla prolonger son existence, pour le rendre témoin de la chûte soudaine de la domination que ses prédécesseurs avaient fondée avec tant de peines en Italie. Dès les premières années de son pontificat, il eut des difficultés avec la cour de Naples ; la bonne intelligence venait de se rétablir entre les deux cours, lorsque le nonce du pape, à Lisbonne, reçut ordre de sortir du royaume. Pie VI eut encore le bonheur de terminer cette affaire à l'avantage du saint siége. Il s'occupa du desséchement des marais pontins ; mais, malgré son desir extrême de rendre ce vaste terrain à la culture, afin d'en former une principauté à son neveu, de quarante-huit mille arpens, il ne parvint jamais à réduire à une chétive culture plus de trois mille arpens. Des travaux de Pie VI, il résulta cependant une route superbe, qui établit une communication aisée entre les deux principales villes d'Italie. Enfin, obligé de fuir de Rome lorsque les Français s'emparèrent de cette capitale, il végéta quelque temps dans Sienne, d'où il fut transféré, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à Valence, département de la Drôme, où il finit ses jours, et où Bonaparte fit ériger depuis un monument à la mémoire de ce pontife.

(8) Page 46.

Le 4 août 1791, Léopold se rendit à Pilnitz, où il eut cette célèbre entrevue avec le roi de Prusse, qui donna tant d'espérances aux uns, et tant de craintes aux autres, dont le résultat fut aussi nul que l'appareil en avait été imposant, et dont les mystères n'ont pas encore été éclaircis. L'électeur de Saxe y assista; le comte d'Artois s'y trouva sans y avoir été invité. L'on n'y conclut point de traité formel; et le seul acte public que produisit cette conférence fut une déclaration,[1] assez vague dans ses expressions, par laquelle on faisait espérer aux princes français émigrés l'appui des puissances germaniques, si les malheurs du roi de France se prolongeaient : cette note, qui, aux yeux des politiques, prouvait plus d'incertitude que d'énergie, redoubla l'ardeur, le nombre des émigrés, ainsi que leur aveugle confiance, et aigrit les esprits des révolutionnaires français, qui n'étaient que trop disposés à la crainte et à la méfiance. L'enthousiasme de la nation française pour l'indépendance en devint plus vif, et la position de la cour de France plus critique.

1 DÉCLARATION

SIGNÉE EN COMMUN PAR L'EMPEREUR ET LE ROI DE PRUSSE, LE 23 AOUT 1791.

Sa majesté l'empereur et sa majesté le roi de Prusse, ayant entendu les desirs et les représentations de Monsieur et de M. le comte d'Artois, se déclarent conjointement qu'elles regardent la situation où se trouve actuellement le roi de France comme un objet d'un intérêt commun avec toutes les puissances de l'Europe. Elles espèrent que cet intérêt ne peut manquer d'être reconnu par les puissances dont le secours est réclamé, et qu'en conséquence elles ne refuseront point d'employer, conjointement avec leursdites majestés, les moyens les plus efficaces, relativement à leurs forces, pour mettre le roi de France en état d'affermir dans la plus parfaite liberté les bases d'un gouvernement monarchique, également convenable aux droits des souverains et au bien-être de la nation française : alors, et dans ces cas, leursdites majestés, l'empereur et le roi de Prusse, sont résolues d'agir promptement, d'un mutuel accord, avec les forces nécessaires pour obtenir le but proposé et commun.

En attendant, elles donneront à leurs troupes les ordres convenables pour qu'elles soient à portée de se mettre en activité.

Signé LÉOPOLD, FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

A Pilnitz, le 27 août 1791.

(9) Page 48.

« L'assemblée nationale, délibérant sur la proposi-
« tion formelle du roi, considérant que la cour de Vienne,
« au mépris des traités, n'a cessé d'accorder une protection
« ouverte aux Français rebelles; qu'elle a provoqué et
« formé un concert avec les différentes puissances de l'Eu-
« rope, contre l'indépendance et la sûreté de la nation
« française; que François Ier, roi de Hongrie et de Bohê-
« me, par ses notes des 18 mars et 7 avril derniers, a
« refusé de renoncer à ce concert; que, malgré la pro-
« position qui lui a été faite, par la note du 11 mars
« 1792, de réduire, de part et d'autre, à l'état de paix les
« troupes sur les frontières, il a continué et augmenté des
« préparatifs hostiles; .... qu'il a cherché à diviser les
« citoyens français, et à les armer les uns contre les autres,
« en offrant aux mécontens un appui dans le concert des
« puissances; considérant enfin que ce refus de répondre
« aux dernières dépêches du roi des Français, ne laisse
« plus l'espoir d'obtenir, par la voie d'une négociation
« amicale, le redressement de ces différens griefs, équivaut
« à une déclaration de guerre, décrète qu'il y a urgence :
« L'assemblée nationale déclare que la nation française
« ne prend les armes que pour la défense de sa liberté et

« de son indépendance ; que la guerre qu'elle est obligée de « soutenir n'est point une guerre de nation à nation, mais « la juste défense d'un peuple libre contre l'injuste agression « d'un roi......... etc. Délibérant sur la proposition for- « melle du roi, et après avoir décrété l'urgence, décrète « la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême...... »

Cette déclaration de guerre, qui occasionna de si grands débats à l'assemblée nationale, aux jacobins et dans le public, fut imputée comme un crime aux membres de la Gironde, par les amis de la cour, qui les accusèrent d'avoir forcé le roi à une mesure qui lui répugnait. Notre impartialité nous impose la loi de faire connaître quelques pièces qui nous semblent prouver que la cour voulait la guerre, et que, si la Gironde commit une faute, ce fut de consentir qu'on la déclarât avant qu'on fût en état de la faire.

Lettre de Louis XVI au roi de Prusse.

Décembre 1791.[1]

MONSIEUR MON FRÈRE,

« J'ai appris, par M. Dumoutier, l'intérêt que votre « majesté avait témoigné, non seulement pour ma per- « sonne, mais encore pour le bien de mon royaume ; les « dispositions de votre majesté à m'en donner des témoi- « gnages dans tous les cas où cet intérêt pourrait être utile « au bien de mon peuple, a excité vivement ma sensibilité. « Je le réclame avec confiance dans cet instant, où, malgré « l'acceptation que j'ai faite de la constitution, les factieux « montrent ouvertement le projet de détruire entièrement « le reste de la monarchie. Je viens de m'adresser à l'em- « pereur, à l'impératrice de Russie, aux rois d'Espagne et « de Suède, et je leur présente l'idée d'un congrès des prin- « cipales puissances de l'Europe, appuyé d'une force ar- « mée, comme la meilleure mesure pour arrêter ici les « factieux, donner les moyens d'établir un ordre de choses « plus desirable, et empêcher que le mal qui nous travaille « puisse gagner les autres états de l'Europe. J'espère que « votre majesté approuvera ces idées, et qu'elle me gardera « le secret le plus absolu sur la démarche que je fais auprès « d'elle ; elle sentira aisément que les circonstances où je « me trouve m'obligent à la plus grande circonspection : « c'est ce qui fait qu'il n'y a que le baron de Breteuil qui « soit instruit de mon secret. »

[1] En 1792, on mit sous les yeux du conseil exécutif, dont j'étais membre, la lettre que l'on cite ici, et on avait joint toutes les preuves qui pouvaient en constater l'authenticité.

Cette lettre du roi nous paraît prouver assez évidemment que si, à certaines époques, il avait eu le desir sincère de maintenir la constitution, il ne pensait plus de même au moment où il l'écrivait. Mais comment pouvait-il concevoir que les puissances étrangères seraient tout-à-fait désintéressées ? Comment pouvait-il concevoir que ce congrès pût arrêter ces prétendus factieux, et établir en France un ordre de choses plus desirable, si ce congrès ne se servait pas *de cette force armée*, dont il desirait *qu'il fût appuyé?* N'était-ce pas indiquer la nécessité d'entrer en France afin d'empêcher *le mal qui travaillait le royaume?*

On a beaucoup raisonné, beaucoup écrit, pour prouver que le roi avait toujours eu de l'aversion pour les mesures hostiles ; et l'annaliste Mallet-Dupan affirme que *le roi avait tant d'aversion pour la guerre, qu'il voulut avoir la décision de ses ministres lorsqu'ils la décidèrent.* Je puis assurer ici que rien n'est plus faux que cette assertion du folliculaire ; la place que j'ai occupée, et mes liaisons avec les ministres, m'autorisent à affirmer le contraire. On sait assez, d'ailleurs, que le parti qui s'opposait à la guerre, aux Jacobins et dans l'assemblée, était vendu à la cour, et

qu'il soutenait une opinion qui n'était pas la sienne, pour mieux tromper le parti contraire : si donc l'on fit une faute alors, ce ne fut pas précisément d'avoir fait décider la guerre, mais de l'avoir fait décréter avant que la France fût en état de repousser ou d'attaquer les ennemis, dont la coalition n'était plus un mystère.

M. Dumourier n'assure-t-il pas, dans ses mémoires, avoir prouvé au roi la nécessité de la guerre? et n'est-ce pas ce même M. Dumourier, entièrement vendu à la cour, qui en hâta la déclaration, et qui voulut absolument que l'on entrât en campagne et même que l'on attaquât, quoiqu'il fût parfaitement instruit que rien n'était prêt pour cela? La cour, en effet, ne devait-elle pas beaucoup espérer d'une guerre commencée sans moyen, avec des troupes en grande partie désorganisées, et plusieurs généraux à sa dévotion, contre les deux puissances de l'Europe, les plus formidables par l'instruction et le nombre de leurs troupes? M. Dumourier ne fut-il pas aussi le seul qui, dans le conseil, s'opposa fortement à la formation d'un camp sous Soissons, où l'on aurait rassemblé successivement un pareil nombre de gardes nationales de chaque canton, vêtus, équipés et armés, ce qui aurait suffi à compléter sans frais les différens corps de troupes de chaque armée, et ensuite les recruter? Et ne profita-t-il pas de cette circonstance pour faire renvoyer trois de ses collègues, afin de s'emparer du ministère de la guerre et se rendre plus important à la cour?

Mais qui donc nécessita véritablement cette guerre? Le cabinet de St.-James, dont l'insatiable ambition ne saurait jamais être satisfaite, la cour de Vienne dans l'espoir de s'agrandir, les folles espérances des princes, qui les aveuglèrent au point de croire la guerre nécessaire pour assurer leur rentrée en France : aveuglement qui les empêchait de prévoir qu'ils livraient leur patrie à des puissances qui ne tarderaient pas à la traiter comme la Pologne.

(10) Page 50.

Dumourier, auquel ses collègues avaient prouvé trop clairement que l'on se permettait dans son ministère des rapines frauduleuses, était parvenu à les faire exclure de leur place. Les Girondins alors, par une politique dont ils furent la victime, se joignirent aux démagogues les plus factieux : ils avaient pour but de faire rappeler les ministres; ils ne réussirent pas dans leurs projets, et ils se couvrirent de la honte des événemens dont ils n'étaient pas coupables.

Le 20 juin, une multitude féroce se porta au château des Tuileries, le força, et vint accabler le roi d'injures et de menaces. Les instrumens anarchiques, dont on s'était servi dans cette occasion, auraient probablement voulu pousser plus loin cette entreprise; mais le peu d'accord des chefs, la froide fermeté de Louis XVI, suspendirent les fureurs des séditieux. L'administration départementale destitua le maire Pétion pour n'avoir pas prévenu ce désordre : le roi confirma cette destitution; le corps législatif, effrayé par l'effervescence populaire, annulla l'arrêté du département. Les événemens du 20 juin annonçaient évidemment une seconde révolution. En vain les amis de l'ordre espéraient de l'empêcher; l'insubordination des armées, l'approche des ennemis, leurs premiers succès, la faiblesse de la cour, la méfiance qu'elle inspirait, la division du corps législatif, le fanatisme populaire excité par les clubs, tout contribuait à rendre cette catastrophe inévitable. Les clubs, les lieux publics, les sections, retentissaient à Paris de déclamations fougueuses et de dénonciations violentes contre le monarque et sa famille. Dans des comités du sénat, on délibérait sur sa déchéance; dans les carrefours, des orateurs en haillons la demandaient à grands cris : on exigeait l'éloignement des gardes suisses; les bandes furieuses des hommes du Midi venaient en foule, par leur présence redoutable et leur

énergique accent, enflammer la multitude, avide de nouveautés, et effrayer les hommes paisibles. Le roi, les officiers de sa maison, les ministres, les courtisans, les aristocrates, prenaient, pour se défendre, des mesures inefficaces que l'on interprétait en projets d'attaque et de contre-révolution : les royalistes augmentaient les soupçons en formant au prince une garde illégale, et en refusant dédaigneusement de se mêler dans les rangs de la garde nationale.

Enfin, le 10 août, on vit éclater cet orage, annoncé depuis deux mois par tant de craintes, d'intrigues, de fautes et de passions. Le château des Tuileries était protégé par une garde nationale bien disposée, mais méfiante, par des Suisses intrépides, et par des officiers et des courtisans dont l'ardeur indiscrète, le zèle imprudent et les propos inconsidérés, servaient, sans qu'ils s'en doutassent, la cause de leurs ennemis.

Couverts des ombres de la nuit, quelques anarchistes ardens, se disant députés des sections, volent à la commune, destituent la municipalité, la remplacent, massacrent Mandar, commandant de la garde nationale, suspendent Pétion, coupable, à leurs yeux, d'avoir ordonné à Mandar de défendre le Palais; font courir ensuite le bruit que l'attaque n'aura pas lieu, afin de plonger leurs adversaires dans une funeste sécurité; mais, à minuit, le tocsin sonne, la troupe nommée *les Marseillais* marche, les bataillons de la garde nationale courent aux armes, sans savoir quel ennemi les attend. Le roi refuse de défendre son trône : pour lui sauver la vie, on lui conseille de se réfugier dans le sein du corps législatif; il s'y rend, sa retraite ôte tout espoir à ses défenseurs et toute crainte à ses ennemis. Les assaillans, d'abord repoussés par les Suisses, reprennent courage en voyant qu'ils n'étaient pas poursuivis. Bientôt le château est forcé, les Suisses massacrés, les royalistes immolés ou dispersés, le palais, les rues, les places publiques remplies

de sang. L'assemblée législative, instruite de ces événemens, craint de résister aux conjurés. Le canon dicte ses décrets, le vaincu seul fut coupable, et les vainqueurs furent approuvés. Dès-lors, les hommes modérés furent proscrits pour la fidélité de leurs sentimens et la liberté de leurs opinions; ils s'enveloppèrent de leur silence, et se bornèrent à des vœux stériles pour le bien de leur patrie.

(11) Page 50.

Je vous demande, Général, de faire vos dispositions pour agir du 25 au 30 de ce mois, en combinant, s'il est possible, vos opérations avec la flotte qui va mettre à la voile, et je vous en envoie l'ordre. A la même époque j'entrerai en Savoie; et, de la sorte, nous ferons diversion chacun de notre côté. Un manifeste, que je vous ferai passer, fera connaître, au moment de l'irruption, les motifs et l'objet de notre invasion; et si, comme je l'espère, nous brusquons la chose en même temps, elle réussira, et nous aurons l'avantage de modérer, par quelques succès, les malheurs que l'on pourrait éprouver ailleurs. Je vous prie de me mander précisément ce que vous pouvez faire, et sur quoi je peux compter.... Je commence après demain à faire défiler mes troupes sur Barreaux; je compte qu'elles y seront réunies le 23, et qu'à l'époque indiquée ci-dessus j'entrerai en Savoie. 13 septembre 1792.

(12) Page 51.

Le général Kellerman avait reçu à Metz les ordres du conseil exécutif, de marcher rapidement au secours de la Champagne, et sur-tout de couvrir Châlons-sur-Marne; en conséquence, le 4 septembre 1792, l'armée à ses ordres, forte de dix-huit mille hommes, s'était mise en marche, afin de recevoir d'abord quatre mille hommes détachés de l'armée du Rhin. Le 7, l'armée campa à Void, d'où le gé-

néral la Barolière fut détaché sur St.-Mihiel, pour protéger les ateliers établis à Sampigni. Le 8, l'armée arriva à Ligni, d'où l'on poussa deux mille hommes sur la ville de Bar, menacée et requise de fournir des vivres et de l'argent à l'armée prussienne.

Sur le bruit que le roi de Prusse s'était déterminé à renforcer le corps qu'il avait à Clermont, pour se porter avec toutes ses forces sur Bar, en gagnant Châlons, St.-Dizier et Vitri-le-Français, afin de s'emparer des magasins placés sur la haute Meuse et la Marne, le général Kellerman se décida sagement à s'arrêter dans son camp de Ligni, afin de s'assurer plus positivement des intentions du roi de Prusse, de ses projets et de ses mouvemens; en effet, si ce prince avait marché rapidement sur Bar, et si le général français s'en était éloigné, toute la ci-devant Lorraine et les départemens circonvoisins auraient pu fournir aux armées coalisées des subsistances en abondance.

Tranquillisé sur Bar, le général français alla camper, le 10, à Saint-Dizier, où il reçut un courrier extraordinaire du maréchal de Lukner, pour se porter à Revigny-les-Vaches, afin d'être en mesure de joindre le général Dumourier, que l'on croyait dans l'embarras. D'après cet ordre, l'armée arriva le 14 à Revigny-les-Vaches, et le 15 à Vitri. De ce point important, le général se trouvait en mesure de se rendre en une ou deux marches à Bar, à Châlons, ou à l'appui du général Dumourier. Dans tous les cas, d'ailleurs, comme il importait au général de pouvoir arrêter la marche de l'armée prussienne sur Paris, il fit jeter un pont sur la Marne, avec le secours duquel, si les Prussiens marchaient sur Châlons, il pouvait les y devancer par la rive gauche, et prendre des positions sur les monticules au-dessus de la ville et à la sortie pour se rendre à Paris.

Le 16, en apprenant l'attaque des ennemis sur les défilés de Varennes, le général reçut un courrier du général Dumourier, pour le prier de se rapprocher de lui; en conséquence, le 17, l'armée avait été camper à Fresne, à trois heures de marche environ de la gauche de l'armée, aux ordres du général Dumourier, à une journée de Châlons. A huit heures du soir, le 17, nouveau courrier pour presser le général Kellerman d'arriver sur-le-champ vers Dampierre-le-Château, où il alla camper le 18, et où il trouva un officier de l'état-major qui le conduisit dans une position reconnue et choisie par le général Dumourier lui-même, au-delà du ruisseau de Lauve, à la gauche de son armée. Mais, à son arrivée dans ce camp, le général Kellerman, très-mécontent du choix qu'en avait fait le général Dumourier, se rendit à Sainte-Menehould pour le lui faire sentir, et le prévenir de sa résolution de repasser, le lendemain 20, le ruisseau de Lauve, pour aller camper sur les hauteurs de Dampierre et de Voilmont, afin de conserver sa communication avec ses magasins et Châlons.

Pendant ces pourparlers, l'ennemi, qui sans doute ignorait l'arrivée de l'armée aux ordres du général Kellerman, ou qui était instruit de sa mauvaise position, marcha toute la nuit pour attaquer les Français : instruit de sa marche, le général Kellerman se rendit, à trois heures du matin, à son camp, où il fit prendre les armes, monter à cheval, plier les tentes, et filer les équipages à une lieue en arrière. Malheureusement, il n'était plus temps de changer de position; il fallait, au contraire, chercher un champ de bataille en marchant à l'ennemi. Dans cette situation critique, instruit que l'avant-garde était obligée de se retirer, le général détacha sa réserve, sous les ordres du général Valence, pour soutenir son avant-garde; et il la suivit avec sa seconde ligne, en remontant les hauteurs jusqu'au moulin de Valmy, où il s'arrêta et plaça sa seconde ligne, couronnant le moulin avec dix-huit pièces de position : en même temps, il plaça

sur les hauteurs à sa droite, de l'autre côté du village de Valmy, le général Stingel, qui venait d'arriver de l'armée du général Dumourier avec trois mille hommes. La première ligne était restée en bataille dans son camp, en attendant le moment où l'on connaîtrait parfaitement les desseins de l'ennemi.

Vers les six heures, toute l'armée prussienne parut dans la plaine, sur trois colonnes, dont les têtes avaient dépassé le village de Hans, et son avant-garde combattait avec celle des Français et leur réserve. Ce fut alors que le général Kellerman fit avancer sa première ligne, et la mit en bataille sur la crête des hauteurs, sa droite appuyée au moulin de Valmy, tandis que les Prussiens se mettaient en bataille sur les hauteurs de la Lune : en même temps, l'avant-garde et la réserve, après avoir filé entre Valmy et le ruisseau de Lauve, se plaçaient, l'avant-garde, dans la plaine, entre le ruisseau et la maison de poste, la réserve, à la droite de cette maison; des troupes à cheval occupaient les villages de Gizaucourt et de Maupertuis; dix-huit pièces de canon étaient en batterie au centre de la première ligne; la cavalerie se trouvait, partie sur les hauteurs, partie avec les grenadiers.

Depuis sept heures jusqu'à neuf, l'artillerie française tira avec beaucoup de vivacité; mais alors, les ennemis ayant démasqué une forte batterie en avant de la droite de la maison de la Lune, le feu prit à deux caissons d'artillerie; ce qui répandit une telle terreur parmi les charretiers, qu'ils prirent la fuite avec leurs caissons, et occasionnèrent non seulement du ralentissement dans le feu de l'artillerie, mais un mouvement rétrograde dans la première ligne : informé de ce désordre, le général accourt, arrête sa première ligne, la ramène après l'avoir rassurée, et tout rentre dans le calme.

Cependant le feu de l'ennemi redoublait; deux de ses

colonnes se dirigeaient sur le moulin de Valmy, et la troisième sur la maison de poste. De son côté, le général français faisait former les troupes qui étaient au moulin, en colonne, par bataillon, et relever l'artillerie par celle de la réserve : en même temps, il faisait passer l'ordre aux soldats d'attendre l'ennemi avec la baïonnette, sans se permettre de tirer un seul coup; aussitôt on entend crier d'un bout à l'autre de la ligne : *Vive la nation! vive notre général!* Ces cris inattendus étonnent l'ennemi, déjà arrêté par le feu vif et meurtrier de l'artillerie; il ralentit sa marche, il flotte; le feu des mitrailles et des boulets redouble alors de la part des Français, et les Prussiens ne tardent pas à se retirer : il arrivait, peu de temps après, aux Français quatre mille hommes, qui étaient placés à la gauche de la réserve en seconde ligne. De son côté, le général Stingel avait vigoureusement repoussé un corps d'Autrichiens qui l'avait attaqué, sous les ordres du général Clairfait.

Depuis midi environ, où l'ennemi avait été repoussé, il s'occupa à manœuvrer, pour tâcher de donner le change au général Kellerman, jusqu'à quatre heures, où il marcha de nouveau, avec deux colonnes, sur les hauteurs de Valmy; une sur la maison de poste, et le général Clairfait contre le général Stingel : mais le feu vigoureux de vingt-quatre pièces de canon bien dirigé sur la tête de ces colonnes, la bonne contenance des soldats français, leurs chants d'allégresse, ne tardèrent pas à déconcerter encore les projets des Prussiens, et à les forcer, en se retirant avec plus de précipitation que le matin, à laisser aussi beaucoup plus d'hommes et de chevaux sur le champ de bataille.

Vers les sept heures du soir, le général Dumourier étant venu sur le champ de bataille, le général Kellerman lui communiqua son dessein d'effectuer, dès le soir même,

le projet, dont il lui avait déjà fait part, d'aller prendre une position au-delà du ruisseau de Lauve; et l'armée, qui se mit en marche à neuf heures, contrariée par les mauvais chemins, se trouvait en bataille, vers les six heures du matin, au-delà du ruisseau; ce qui fut d'autant plus heureux, que, pendant la nuit, l'ennemi avait fait ses dispositions pour attaquer, le lendemain 21, le général Kellerman dans sa seconde position, où on le croyait encore, le général ayant laissé quelques escadrons de chasseurs et des feux allumés sur toute la ligne qu'il occupait le jour de la bataille.

A cinq heures du matin, l'armée ennemie, formée sur quatre colonnes, soutenues de toute la cavalerie, s'était mise en mouvement: après une marche de quelques centaines de toises, ces colonnes s'étaient arrêtées tout à coup. Les généraux ennemis, s'étant assemblés à la maison de la Lune, d'où ils avaient découvert l'armée française qui arrivait sur leur flanc droit, le ruisseau de Lauve entre deux, leur avaient donné l'ordre de rétrograder, et de se remettre en bataille: en même temps, le général Kellerman avait annoncé son arrivée sur le flanc droit des ennemis par quelques volées de canon, qui l'avaient obligé à replier précipitamment l'extrémité de sa droite, pour la placer en potence, en laissant le grand chemin de Châlons devant lui. Le général français disposa alors son avant-garde derrière le ruisseau de Jèvre, et détacha trois cents chevaux à Fresne, pour assurer sa communication avec Châlons, Vitri et Bar-sur-Ornain, et en tirer ses subsistances, sans que les convois en fussent inquiétés.

Quoique l'affaire de Valmy se fût terminée sans autre événement qu'une canonnade, il n'est point de bataille sanglante dont les résultats aient été plus importans que ceux de cette journée célèbre, qui fixa les destinées de la

France, dissipa les illusions du roi de Prusse, et détermina sa retraite. Le duc de Brunswick, par une manœuvre habile, avait tourné l'armée française, et s'était placé entre elle et Châlons: si l'aile gauche du général Kellerman, composée de quelques bataillons de grenadiers et des carabiniers, eût fait le moindre mouvement rétrograde, elle aurait démasqué la faiblesse de sa position, que l'ennemi devait supposer soutenue par des forces considérables. Il paraît que le roi de Prusse comptait, d'après toutes les assertions des émigrés, sur la défection d'une partie des Français, et sur l'effroi des autres; il fut déconcerté par la fermeté des troupes. La division du général Linck qui soutenait froidement le feu sans céder le terrain, et la contenance également courageuse des grenadiers et des carabiniers, déterminèrent le duc de Brunswick à cesser son attaque, et à abandonner son projet de tourner complétement les deux armées, et de leur couper la retraite, en occupant la rivière d'Aune et le chemin de Sainte-Menehould.

(13) Page 62.

D'après des nouvelles reçues de Genève, écrivait le ministre de la guerre, le 29 septembre 1792; d'après la certitude que, contre la foi des traités, les aristocrates genevois ont sollicité seize cents Suisses, des cantons de Berne et de Zurich, sans la participation de la France, de venir dans leur ville; qu'en outre, cette république avait refusé de reconnaître notre envoyé chez elle, et accueilli nos émigrés, le conseil a résolu que, le plus tôt que vous le pourriez, vous feriez marcher contre cette ville les forces suffisantes pour y assurer le libre pouvoir aux amis de la liberté, qui y sont en grand nombre, d'établir un gouvernement selon leur vœu. Il sera beau pour vous, général, d'être chargé d'aller aider à briser

des fers que notre despotisme avait contribué plus que les autres à y forger, pour accabler les Genevois qui voulaient établir les droits de l'homme.

(14) Page 63.

« MONTESQUIOU, disaient ses détracteurs, a fait une transaction honteuse, dans laquelle les intérêts et la dignité nationale se trouvent compromis. Il a enchaîné, devant Genève, la valeur de nos soldats ; il a terni la gloire du nom français, en faisant, avec quelques aristocrates genevois, une capitulation qu'une poignée de Français avait refusée à Brunswick et à ses nombreuses cohortes. » On croirait honteux de faire appercevoir la fausseté et la méchanceté de pareilles allégations.

(15) Page 76.

L'ARMÉE d'Italie conservera la position qu'elle occupe depuis la Roya jusqu'à la Vesubia. Quatre bataillons de l'armée des Alpes, qui se trouvent depuis la rivière du Verdion jusqu'au Puget-Teniers, sur le Var, iront camper en deux divisions; l'une près de Guillaume, et l'autre en avant de Beuil. Deux bataillons d'infanterie légère garderont la Parpenhe, le haut de la Vesubia et de la Tinea ; c'est-à-dire, depuis San-Vacha et Saint-Delmas, jusqu'à Saint-Étienne inclusivement. Ces six bataillons seront aux ordres du général Camille-Rossi, et à la disposition du général Brunet, commandant l'armée d'Italie.

Si cette armée est attaquée sur son centre ou sur sa droite, les seuls points où l'ennemi puisse porter une grande offensive, et qu'elle soit forcée dans sa position, malgré la vigoureuse résistance dont elle est susceptible, il faudra nécessairement que ces deux portions de sa ligne rétrogradent, quand même une seule serait enfoncée, car l'autre serait trop en l'air, et dans le risque évident d'être tour-

née ; mais elles doivent se retirer chacune sur des points où elles couvriront encore le pays, et pourront même, avec un secours de troupes, reprendre leur première position.

La retraite des camps de Brouis et de Baulet sera donc sur le col de Rauss, maintenant, par la gauche, une communication avec Luceram, et, par la droite, avec Castiglione, en renforçant ce dernier poste.

La retraite des camps de Sougasse et du plateau nord-est des bois de la Mairis sera sur le col Bassa, où il convient de préparer des retranchemens. Cette position se liera, par Luceram, avec le col de Rauss ; et les troupes de la gauche, gardant leurs positions, porteront des postes à Figaret et à Hutel, descendant la Vesubia, pour lier la communication avec les troupes campées au col Bassa.

Si de nouveaux efforts de l'ennemi obligeaient l'armée de quitter cette seconde position, toute la ligne rétrograderait, et camperait dans l'ordre suivant :

La droite se porterait vers le mont Cemboule, occupant Gorbio, la Turbie, pour couvrir le pays de Monaco-Eza et le Mont-Gros, pour couvrir Villefrance, Montalban et Nice.

Les troupes du centre se retireraient en arrière du Paglion sur le Mont-Ferion, occupant les portes de Coaraza, Berra, Comtes, Castel-Novo, etc., et ceux de Tourrete et de Salicou, pour communiquer avec celles campées au Mont-Gros.

Les troupes de la gauche se porteraient en seconde ligne derrière celles du Mont-Feriou, appuyant leur gauche à la chapelle d'Hutel, gardant le pont du Cros, sur la Vesubia, le Venzo, la Rochetta et St.-Martin-du-Var, où il va être sur-le-champ construit un pont de chevalet, fortifié d'un ouvrage qui assure le passage du Kure à une partie de l'infanterie.

Ces deux positions couvriraient et protégeraient long-

des fers que notre despotisme avait contribué plus que les autres à y forger, pour accabler les Genevois qui voulaient établir les droits de l'homme.

(14) Page 63.

« MONTESQUIOU, disaient ses détracteurs, a fait une transaction honteuse, dans laquelle les intérêts et la dignité nationale se trouvent compromis. Il a enchaîné, devant Genève, la valeur de nos soldats; il a terni la gloire du nom français, en faisant, avec quelques aristocrates genevois, une capitulation qu'une poignée de Français avait refusée à Brunswick et à ses nombreuses cohortes. » On croirait honteux de faire appercevoir la fausseté et la méchanceté de pareilles allégations.

(15) Page 76.

L'ARMÉE d'Italie conservera la position qu'elle occupe depuis la Roya jusqu'à la Vesubia. Quatre bataillons de l'armée des Alpes, qui se trouvent depuis la rivière du Verdion jusqu'au Puget-Teniers, sur le Var, iront camper en deux divisions; l'une près de Guillaume, et l'autre en avant de Beuil. Deux bataillons d'infanterie légère garderont la Parpenhe, le haut de la Vesubia et de la Tinea; c'est-à-dire, depuis San-Vacha et Saint-Delmas, jusqu'à Saint-Étienne inclusivement. Ces six bataillons seront aux ordres du général Camille-Rossi, et à la disposition du général Brunet, commandant l'armée d'Italie.

Si cette armée est attaquée sur son centre ou sur sa droite, les seuls points où l'ennemi puisse porter une grande offensive, et qu'elle soit forcée dans sa position, malgré la vigoureuse résistance dont elle est susceptible, il faudra nécessairement que ces deux portions de sa ligne rétrogradent, quand même une seule serait enfoncée, car l'autre serait trop en l'air, et dans le risque évident d'être tournée; mais elles doivent se retirer chacune sur des points où elles couvriront encore le pays, et pourront même, avec un secours de troupes, reprendre leur première position.

La retraite des camps de Brouis et de Baulet sera donc sur le col de Rauss, maintenant, par la gauche, une communication avec Luceram, et, par la droite, avec Castiglione, en renforçant ce dernier poste.

La retraite des camps de Sougasse et du plateau nord-est des bois de la Mairis sera sur le col Bassa, où il convient de préparer des retranchemens. Cette position se liera, par Luceram, avec le col de Rauss; et les troupes de la gauche, gardant leurs positions, porteront des postes à Figaret et à Hutel, descendant la Vesubia, pour lier la communication avec les troupes campées au col Bassa.

Si de nouveaux efforts de l'ennemi obligeaient l'armée de quitter cette seconde position, toute la ligne rétrograderait, et camperait dans l'ordre suivant :

La droite se porterait vers le mont Cemboule, occupant Gorbio, la Turbie, pour couvrir le pays de Monaco-Eza et le Mont-Gros, pour couvrir Villefrance, Montalban et Nice.

Les troupes du centre se retireraient en arrière du Paglion sur le Mont-Ferion, occupant les portes de Coaraza, Berra, Comtes, Castel-Novo, etc., et ceux de Tourrete et de Salicon, pour communiquer avec celles campées au Mont-Gros.

Les troupes de la gauche se porteraient en seconde ligne derrière celles du Mont-Ferion, appuyant leur gauche à la chapelle d'Hutel, gardant le pont du Cros, sur la Vesubia, le Venzo, la Rochetta et St.-Martin-du-Var, où il va être sur-le-champ construit un pont de chevalet, fortifié d'un ouvrage qui assure le passage du Kure à une partie de l'infanterie.

Ces deux positions couvriraient et protégeraient long-

temps le bas pays de Nice, et donneraient le temps à des secours de joindre l'armée, afin de la mettre ensuite à même de repousser l'ennemi.

Des mouvemens de diversion, entrepris par l'armée des Alpes sur le territoire ennemi, pourront rappeler, au-delà du col de Tende, une grande partie des troupes piémontaises.

Mais si l'ennemi, tranquille sur l'effet de ces diversions par la nécessité où est l'armée des Alpes de s'emparer, avant tout, de forteresses importantes pour pénétrer en Piémont, redoublait d'efforts contre l'armée d'Italie, et que celle-ci, après une vigoureuse résistance, fût enfin contrainte de repasser le Var, un gros détachement du camp de Tournoux, partant de Barcelonette en deux colonnes, l'une passant par le vallon de Fours, le col de la Caiolle, Entreau près Guillaume, et Entrevoux; l'autre par la montagne Daloz et Colmar, se dirigerait sur Grasse pour se joindre à l'armée d'Italie; ce serait à cette position de Grasse que l'armée se retirerait, après avoir défendu le passage du Var, celui du Loup, de la Caque; le poste de Mengin restant occupé par l'avant-garde, on jetterait dans Antibes la garnison nécessaire à sa défense. Deux bataillons de troupes légères occuperaient l'entrée de la montagne de l'Estrelle, deux autres seraient portés à Fayence, pour fermer la route de Draguignan, impraticable d'ailleurs aux charrois. L'armée camperait, appuyant sa droite au village Dauvibeau, sur la rive gauche de la Lyanne, et sa gauche à la montagne de Grasse, au travers de laquelle l'ennemi ne peut pas s'ouvrir de communication; la montagne de l'Estrelle se trouverait un peu en arrière de la droite, Tournon et Fayence un peu en arrière du centre. Il serait difficile à l'ennemi de forcer ce camp ou de cheminer devant cette position, qui se trouverait sur le flanc de sa marche. Cependant on profiterait des eaux de la Lyanne, de celles de l'étang de la Napoule, en faisant une rupture à la chaussée de Cannes. On retrancherait le mamelon de St.-Gratien pour retarder la marche de l'ennemi vers l'Estrelle, défilé si facile à lui rendre à peu près impénétrable, dans une longueur de trois lieues, passage déterminé pour un corps d'armée, et sur-tout pour l'artillerie; passage que d'ailleurs l'ennemi ne pourra tourner tant que les Français occuperont Tournoux, Fayence, et les hauteurs de Grasse.

Faire verser sur-le-champ les provisions de guerre et de bouche nécessaires dans les places de Nice, Antibes et Toulon.

Former à Grasse des magasins de vivres pour trente mille hommes, pendant vingt jours, en évacuant ceux de Nice, où il ne doit rester que la subsistance journalière, dont on remplacera continuellement les consommations.

Faire construire un pont sur le Var, vers St.-Martin, pour le passage des colonnes d'infanterie, et en défendre la tête par un ouvrage.

(16) Page 88.

Le général Kellerman écrivit à la convention, du bourg Saint-Maurice, au pied du petit Saint-Bernard : « Le Mont-Blanc a été envahi par des forces supérieures; le Mont-Blanc est libre aujourd'hui; la frontière de Nice à Genève est entière. Cependant on me soupçonne, on m'accuse. On doit présumer, en principes militaires, que la retraite des Piémontais, de la Tarantaise, nécessitera celle de la Maurienne : s'ils faisaient la faute d'y rester, on tâcherait d'en profiter. De nouveaux renforts passent dans cette vallée, pour la délivrer promptement de ses ennemis.

« L'expulsion des Piémontais du territoire du Mont-Blanc, leur a coûté deux mille hommes et des sommes immenses d'argent. »

(17) Page 90.

En même temps que la convention se comportait d'une manière aussi barbarement injuste envers le général Kellerman, il recevait des administrateurs du Mont-Blanc et de ses frères d'armes les témoignages les plus flatteurs de leur reconnaissance et de leur attachement.

(18) Page 99.

« Quand les Anglais, écrivaient les représentans, surent « la prise de leur redoute et de tout le promontoire, et « que, d'un autre côté, ils virent toutes les hauteurs du « Faron occupées par la division du général Lapoipe, « l'épouvante les saisit; ils évacuèrent la place, après avoir « encloué tous les canons des remparts. Ils étaient entrés « en traîtres; ils s'y sont maintenus en lâches, et ils en « sont sortis en scélérats. Ils ont fait sauter en l'air le « vaisseau *le Thémistocle*, qui servait de prison aux « patriotes : heureusement, ces derniers, à l'exception de « six, ont trouvé le moyen de se sauver pendant l'incendie. « Ils nous ont brûlé neuf vaisseaux, et en ont emmené « trois; quinze sont conservés à la république, parmi « lesquels il faut remarquer le superbe *Sans-Culotte*, « de cent trente pièces de canon. Des canots se sont ap- « prochés presque dans le port, tandis que nous étions « dans Toulon; deux pièces de campagne, placées sur le « quai, les ont écartés. Déjà quatre frégates brûlaient, « quand les galériens ont coupé les câbles et éteint le feu : « la corderie et le magasin de bois ne sont point endom- « magés. Les flammes menaçaient de dévorer le magasin « général; nous avons commandé cinq cents travailleurs, « qui ont coupé la communication. Il nous reste encore « des frégates; de manière que la république a encore des « forces navales respectables. Nous avons trouvé des pro- « visions de toute espèce; on travaille à en faire un état, « que nous vous enverrons : une de nos batteries a coulé « bas une frégate anglaise. »

(19) Page 103.

On a trop peu réfléchi sur la multitude des causes fortuites ou irrésistibles qui entraînèrent la faible majorité des représentans à voter la mort du roi, la plus grande partie malgré eux. En vain les Girondins voulurent-ils opposer, mais trop tard, les principes aux passions, la raison à l'ivresse, la justice à la cupidité; ils ne furent qu'orateurs, leurs ennemis étaient conspirateurs, et, dans les troubles civils, la fortune est constamment pour celui qui frappe : ils manquèrent donc également de conduite et d'audace. Leurs intentions étaient louables; leur nouveau langage devint suspect à la multitude, qui trouvait les montagnards plus conséquens. L'invasion des Prussiens avait fait perdre à Louis XVI sa couronne et sa liberté, leur retraite ne lui sauva pas la vie; le manifeste du duc de Brunswick, en exaspérant une partie du peuple français, en excitant la méfiance populaire contre tous ceux qui voulaient soutenir le trône et défendre la constitution, en réduisant les anarchistes au désespoir par des menaces, doubla l'audace et la force du parti révolutionnaire. La coalition, par son attaque téméraire, ses écrits révoltans, le pillage et le désordre que commirent ses troupes, seconda parfaitement les vues des anarchistes; le peuple et l'armée, qui les auraient peut-être désapprouvés, sans les excès des ennemis, gardèrent le silence; tous les partis divisés se rallièrent contre le danger commun d'une invasion étrangère, et l'intérêt pour le trône s'affaiblit en proportion de la haine contre des rois qui se disaient les alliés de Louis XVI : le peuple égaré dut croire la cour parjure, lorsqu'il vit des étrangers ravager la France en

son nom. La retraite des Prussiens, les succès des armées françaises dans le Midi, sur les bords du Rhin, en Champagne, en Flandre, dans la Belgique, portèrent l'ivresse populaire à son comble. Le prétexte du salut public excusa les excès des anarchistes; la multitude suivit avec enthousiasme des hommes qui, en flattant les passions, promettaient les places à l'ignorance, et les richesses à la pauvreté. Cependant la vie du roi pesait alors au parti vainqueur; d'un moment à l'autre, ce prince pouvait exciter la pitié et réveiller la justice. Les astucieux émissaires d'un gouvernement qui déteste la France répandaient de l'or pour fortifier le parti des montagnards, et assurer la désorganisation : on séduisait les uns, on menaçait les autres; on corrompait ceux-ci, on trompait ceux-là. Enfin, après avoir ainsi préparé les esprits, fortifiés du fanatisme excité par la coalition, de la terreur produite par les massacres de septembre, de l'ivresse inspirée par les victoires des Français, et sur-tout par la fuite des Prussiens, les anarchistes espérèrent amener la nation à souffrir la mort du roi. Leur espoir fut rempli.

(20) Page 107.

Sire,

Les motifs qui me font desirer mon rappel de l'armée sont fondés sur l'expérience malheureuse *que le défaut d'intelligence, l'égoïsme, l'esprit de cabale et la défiance*, ont déconcerté toutes les mesures qui avaient été adoptées pendant ces deux dernières campagnes, et continuent de déconcerter toutes celles qui ont été prises par les armées combinées. Accablé de l'infortune d'être exposé, par l'erreur des autres, à la situation malheureuse où je me trouve, je ne sens qu'avec trop d'amertume que le monde n'apprécie les généraux que par leurs succès, sans se donner la peine d'entrer dans aucun examen. La levée du siége de Landau fera époque dans l'histoire de cette malheureuse guerre, et j'ai le malheur d'y être impliqué. Les reproches tomberont sur moi, et l'innocent sera confondu avec le coupable. Malgré tant d'espèces de revers, je n'aurais pas exposé, aux pieds de votre majesté, mon desir de renoncer à une carrière qui a été la principale étude de ma vie; mais, quand on a perdu tous les fruits de ses peines, de ses travaux, de ses efforts, quand il ne reste plus d'espérance pour remplir le but de la campagne, ni qu'une troisième puisse offrir une issue plus heureuse, quel parti reste-t-il à prendre à l'homme le plus attaché à votre majesté, le plus zélé pour vos intérêts, pour votre cause, que celui de ne plus s'exposer à des désastres ultérieurs? Les mêmes raisons qui, jusqu'ici, ont divisé les puissances, les divisent encore; les mouvemens des armées en souffriront, comme ils en ont souffert; ils éprouveront du retard, de l'embarras; il faudra du temps pour rétablir l'armée prussienne, la politique l'exige nécessairement. Ces retards seront peut-être la source d'une suite d'infortunes pour la campagne prochaine, dont les conséquences ne peuvent se calculer. Je n'objecte rien contre la guerre : ce n'est pas la guerre que je veux éviter; mais je crains le déshonneur attaché à ma place, par les fautes que les autres généraux rejetteront sur moi, et parce que je ne pourrai agir ni d'après mes principes, ni d'après mes vues. Votre majesté voudra bien se rappeler ce que j'ai eu l'honneur de vous représenter le jour que vous avez quitté Escheveillers : je vous ai exposé tous mes embarras, mes troubles et mes infortunes; j'ai fait tous mes efforts pour prévenir tous les inconvéniens; l'événement, par malheur, en a prouvé l'insuffisance. C'est donc la seule persuasion intime où je suis de ne pouvoir faire le bien, qui me fait prendre la résolution de supplier votre majesté de me

nommer un successeur le plus promptement possible. Cependant ce parti, tout affligeant qu'il est pour moi, ne vient pas de ces tristes réflexions que ma situation m'a suggérées. La prudence veut que je me retire, et l'honneur me l'ordonne. Quand une grande nation, telle que celle de France, se conduit par la terreur des peines et par l'enthousiasme, les puissances combinées ne doivent avoir, dans leurs mesures, qu'un même sentiment et un même principe; mais, si, au lieu de cette unanimité, chaque armée agit séparément, et sans s'être concertée avec les autres, sans avoir des plans fixes, sans accord et sans principes, les conséquences qu'on doit en attendre sont telles que nous les avons vues à Dunkerque, à la levée du siége de Maubeuge, à la prise de Lyon, à la destruction de Toulon, et quand nous avons levé le siége de Landau. Puisse le ciel préserver votre majesté de grandes infortunes! Mais il y a tout à craindre, si la constance, l'harmonie, l'uniformité de sentimens, de principes et d'actions, ne prennent la place de sentimens opposés qui, dans le cours des deux dernières années, ont produit tant d'infortunes. Je fais les vœux les plus sincères pour votre majesté; je serai heureux de votre gloire.

(21) Page 109.

Les motifs de ce changement de système de Frédéric-Guillaume étaient le dégoût d'une guerre pénible, dont l'objet lui paraissait manqué; l'épuisement de son trésor, que ses campagnes et ses malheurs avaient ruiné; la répugnance que les Prussiens montraient constamment pour l'alliance de l'Autriche; la crainte de voir l'esprit révolutionnaire des Français se répandre dans ses troupes et dans son pays; le desir de s'occuper sans diversion des affaires de la Pologne, et d'y contenir l'ambition de Catherine; le mécontentement des Polonais et l'opposition secrète des Autrichiens; enfin son amour pour les plaisirs, dont la guerre l'éloignait, et, plus que tout, cette versatilité de caractère, qui, pendant dix années, tourmenta ses sujets, étonna ses ennemis, fatigua ses alliés, désola sa famille, dérangea ses finances, et lui enleva toute la considération que devaient lui donner sa position et sa puissance.

(22) Page 109.

Suivant le rapport de Carrier, à cette époque Charette n'avait plus que trois mille hommes, et Stofflet huit cents; le reste était dispersé dans les forêts; mais ils auraient été bientôt rassemblés s'ils s'étaient vus soutenus par des troupes, protégés par des vaisseaux, et animés par la présence d'un prince français.

Les forces de ce parti ont toujours été très-difficiles à calculer. A l'époque de Saumur, on en avait vu trente mille sous les armes; dans le même temps seize districts étaient en pleine révolte; la ligne armée était de quarante lieues carrées. Les généraux républicains, et Carrier, estimaient le nombre des royalistes, combattans, à cent cinquante mille. Dès que leurs chefs projetaient une expédition, les ailes des moulins à vent servaient de signal; on se rassemblait, et, l'expédition finie, chacun cachait ses armes et retournait à son champ, de sorte que les troupes, qui accouraient pour combattre des bataillons rebelles, ne trouvaient plus que des cultivateurs épars et paisibles.

Il est donc bien difficile, en général, de pouvoir rien connaître de positif sur cette partie de la révolution française. Cependant, quand on a parcouru attentivement ce théâtre, aussi singulier que désastreux; quand on a examiné et étudié les habitans, les terrains et les localités où se sont formés et développés les premiers mécontentemens, les associations, les insurrections où se sont passées les différentes

actions; quand on a interrogé et écouté ce qu'il en reste d'acteurs et de spectateurs, on est plus autorisé à donner sur les Vendéens et sur les chouans qui les remplacèrent, sinon des vérités mathématiques, au moins des conjectures et des notions qui pourraient équivaloir aux vérités historiques.

En parcourant les départemens de l'ouest, qui furent le théâtre de la guerre civile depuis la fin de la première année de la république, (1793) on voit régner, sur la longue existence des Vendéens, leur désintéressement, sur leur prétendu héroïsme, des préjugés infiniment difficiles à détruire, parce que deux espèces d'hommes sont intéressés à les maintenir. Ceux d'entre les agresseurs qui ont montré pendant la première guerre les plus fortes frayeurs, et parmi les officiers vendéens, ceux qui ont su calculer que le temps et les vengeances d'un gouvernement inexorable ont couvert d'un voile épais les brigandages des Vendéens, tandis que les brigandages modérés des chouans se trouvent totalement à découvert par la pacification qui les a immédiatement suivis.

La guerre dans la Vendée était si peu connue, qu'au moyen des rapports exagérés qu'on en faisait dans le temps, on ne pouvait fixer son imagination sur aucun pays déterminé. En traversant le théâtre de cette guerre, on voit que ce qu'on a dû regarder comme pays ennemi, était environ trois cents lieues carrées, dont on brûla toutes les habitations. Ce terrain fait partie de trois départemens; on peut le regarder comme la quatre-vingtième partie de la France, avant nos conquêtes. On sait que tout un pays ne se révolte pas à la fois : on nomme encore aujourd'hui les divers bourgs, tel garde-chasse, tel contrebandier, qui furent ou le théâtre, ou les moteurs des insurrections partielles, par lesquelles on préluda long-temps à l'insurrection générale; c'est-à-dire, à cette époque où le gouvernement, irrité de la résistance de ces bandes d'insurgés, voulut que l'on traitât tout le pays en ennemi, et força tout ce qui était en état de marcher à fuir son domicile, et à errer sous la protection de ceux qui portaient les armes. Il ne fut plus question alors de soumettre, mais d'exterminer trois cent mille habitans de tout âge et de tout sexe, que l'on suppose qui existaient alors dans ces trois cents lieues carrées de pays. Tout était censé faire partie de l'insurrection, à l'exception de quelques fonctionnaires publics et de quelques acquéreurs de domaines nationaux, qui, pour se soustraire aux premiers soulèvemens, s'étaient réfugiés dans les pays non insurgés.

Pour mettre à exécution le projet d'exterminer le pays, on assembla de toutes parts des gardes nationales; et, soit pour s'opposer à la contagion, soit pour rassurer les départemens voisins, soit pour cerner l'ennemi dans un pays ouvert de tous côtés, on plaça toutes ces troupes sur un trois quarts de cercle de cent vingt lieues de rayon, passant de Nantes à Angers, au pont de Cé, à Poitiers, à Niort, à la Rochelle. Là, cent cinquante généraux, qui ne se connaissaient pas, obéissaient à des représentans du peuple, dont ils se disputaient la faveur; mais obéissaient encore davantage à des corps administratifs, à des sociétés populaires, à des comités révolutionnaires, etc., et commandaient, sur ce long développement, à deux cent mille citoyens soldats, dont les uns avaient dix fois plus de solde que les autres. Le pays insurgé interceptait toutes les communications nécessaires à la défense de nos côtes; on ne pouvait plus aller de Brest à Rochefort qu'en passant par Tours et Poitiers, les brigands occupant depuis la mer :

1° La route de Nantes par Palluan aux Sables;

2° De Nantes par Montaigu à Fontenay et à la Rochelle;

3° D'Angers par Chollet aux Sables;

4° De Saumur par Thouars, Parthenay, à la Rochelle et Rochefort, etc.

Les détails si incohérens de ces campagnes ne peuvent s'expliquer que par le dessein qu'on devait avoir alors de resserrer de plus en plus la ligne circonscrivante occupée par nos troupes. On voulait s'assurer une communication plus courte; on formait des plans d'attaques générales; on avançait sur toute la ligne : chaque fois on réussissait sur quelques points; mais l'ennemi, en se repliant dans le cercle du terrain qu'il occupait, s'y trouvait plus rassemblé, et plus la pointe faite par la partie victorieuse de l'armée française était avancée dans le pays, plus sa déroute était complète le lendemain.

On fit venir de Mayence des troupes qui arrivèrent en poste; elles avaient une réputation qui devait changer la face des choses, si l'on avait eu la sagesse de suivre un autre système de guerre; mais, loin de le changer, on forma avec ces braves volontaires une avant-garde à chacun des corps, déjà très-effrayés, de cette armée : aussi, peu de temps après, aurait-on eu bien de la peine à retrouver quelque débris de cette troupe.

Des hommes, qui n'avaient d'autres idées sur la bravoure des soldats que par les déclamations qu'ils avaient lues, les condamnèrent à exécuter des absurdités. Le dégoût, l'humiliation, l'injustice, renforcèrent les ennemis, de ceux-là précisément auxquels il restait assez de courage pour prendre un parti extrême.

Ainsi, tandis que les troupes de nouvelles levées désertaient à l'intérieur, l'armée diminuait chaque jour par des meurtres partiels, mais continuels; car les soldats ne voulaient point se borner à la faible portion du pillage légal qu'on avait établi : ils se hâtaient à l'envi d'arriver les premiers, et en petit nombre, dans les maisons écartées, où quelquefois les paysans les assommaient; quelquefois une seconde bande égorgeait la première bande pour lui enlever son butin : ces brigandages, ce vertige de

boucherie ne saurait plus se comprendre aujourd'hui.

Quant aux actions de guerre, en vain parcourez-vous les endroits que l'on donne comme le théâtre de tant de meurtres inutiles, de tant de batailles, dont la renommée n'était pas destinée à l'histoire. On ne peut lier ces actions à aucun nom de lieu, n'ayant eu, dans le temps, de désignation que par leur date que chaque parti prenait dans son calendrier. Un endroit, cependant, passe encore pour fameux dans le souvenir de ceux qui ont fait cette guerre : c'est celui appelé les Quatre-Chemins, qui n'est autre chose, au milieu des campagnes de la Vendée, que le point d'intersection des deux routes d'Angers aux Sables, et de la Rochelle à Nantes. Cette position se trouve au-dessus des sources de la Loire et de la Mayenne; elle serait la maîtresse des routes, et une place forte y couvrirait le pays contre un voisin qui aurait des armées. Mais, dans la guerre de la Vendée, il semble qu'une gageure seule a pu exposer les troupes de la république, dix ou douze fois, à être surprises dans cette position où l'on arrive de toutes parts, et où, racontera-t-on, la république perdit cinquante mille hommes, quoique les personnes sensées doivent être éloignées de croire à toutes ces pertes; trop de gens étant alors intéressés à accréditer ces exagérations, pour couvrir leur lâcheté dans les précédentes occasions, ou pour excuser leurs terreurs paniques et leur pusillanimité dans les circonstances présentes.

Il serait inutile aujourd'hui de chercher une suite à tant d'événemens. On voit les Vendéens passer la Loire pour se faire exterminer sur la rive droite. Cette émigration de tant de monde, de tout âge et de tout sexe, était-elle une invasion ? Était-elle une fuite ? On ne peut guère, sans examen, adopter sur cela les opinions reçues; l'incendie qui succéda à cette émigration, fut une barbarie non seulement inutile, mais funeste : elle motiva la longue résistance des

faibles restes de ce parti, sous des chefs d'abord inconnus. Tout le monde se souvient encore du mot de Charette : *Voilà qui me fait une armée de soixante mille hommes.*

On chercherait vainement une cause uniforme à des troubles que tant de causes secondaires ont successivement dénaturés. Il n'est pas suffisant, sans doute, de citer la loi de la levée des trois cent mille hommes, et celle des suspects, qui furent alors l'occasion des premiers soulèvemens, comme dans les derniers temps la loi sur la conscription et celle sur les otages fut l'époque de la chouanerie; car on pourrait demander pourquoi, dans le mécontentement général, c'est sur ce point seul de la république qu'il se présenta alors un parti de l'opposition armé, et pourquoi ce pays, si dépeuplé aujourd'hui, se préparait encore à la résistance : on croirait pouvoir en trouver la cause dans la topographie du pays et dans la distribution de ses habitans sous le rapport économique.

Quoi qu'il en soit, dans les départemens où cette insurrection prit naissance, le peuple des campagnes était plongé dans une ignorance profonde; la sphère de ses connaissances se bornait à la culture de la terre et à la pratique d'une religion dont, sous Louis XIII, ils avaient déjà payé la conservation par des flots de sang. Façonnés au joug des nobles et des prêtres, ces cultivateurs paisibles ne connurent la révolution, dès son principe, que par les rapports mensongers que leur en firent leurs seigneurs et leurs curés : plus leur simplicité était grande, plus ceux qui avaient intérêt de les tromper parvinrent facilement à leur but. La noblesse qui vivait au milieu d'eux leur fit entendre que des sujets rebelles, des régicides, voulaient précipiter le monarque de son trône; les ecclésiastiques leur annoncèrent que la religion catholique, la religion de leurs pères, le culte du Dieu vivant, penchait

vers sa chûte, que des impies voulaient l'anéantir. Ainsi, dès la fin de la session de l'assemblée constituante, il existait déjà, dans ces malheureuses contrées, un foyer d'insurrection. Ce noyau ne tarda pas à se grossir : une partie des nobles, fatigués par leurs vassaux, se jetèrent dans les départemens insurgés; leur nombre fut renforcé par beaucoup de prêtres, qui vinrent donner ou recevoir la mort dans un pays où ils étaient révérés comme des martyrs; il fut accru par des jeunes gens qui, forcés par la convention d'abandonner leurs foyers, se mirent du parti de ceux qui voulaient l'anéantir : tels furent la cause, la naissance et les premiers moyens de la guerre de la Vendée. Mais cette guerre funeste aurait été bientôt terminée, si les chefs qui conduisaient alors la convention n'avaient cru important de l'alimenter, et si ce n'eût pas été d'après leur volonté que les plaines de la Vendée avaient été couvertes de cadavres des soldats fidèles à la république. Si les monstres, entre les mains desquels résidait toute l'autorité à cette époque, avaient voulu étouffer cette guerre dans son principe, ils auraient d'abord adopté des plans militaires bien plus convenables; et, au lieu de faire passer dans la Vendée ces bataillons levés dans Paris, et composés de jeunes gens qu'ils voulaient faire exterminer, au lieu de mettre presque toujours à leur tête des généraux aussi ignorans qu'inexpérimentés, ils auraient choisi des troupes aguerries et des chefs habiles : d'ailleurs, dans une pareille circonstance, la voie des armes n'était-elle pas la dernière que l'on dût employer? et ces hommes barbares ne savaient-ils pas qu'une partie considérable des agriculteurs insurgés ne demandait pas mieux que de mettre bas les armes, à des conditions raisonnables? Mais, en adoptant ce parti dicté par la sagesse, la Vendée n'aurait plus été le gouffre dans lequel on voulait engloutir une partie de la population, les

prêtres, les nobles, les riches, les artistes, les savans, toute la jeunesse qui avait reçu quelque éducation, ou qui avait quelques talens en partage, enfin tout ce qui pouvait être le plus contraire au gouvernement révolutionnaire. Ce qui servit encore les fondateurs de ce gouvernement exécrable, ce furent les mesures générales si révoltantes, telles que l'appel de trois cent mille hommes, depuis dix-huit jusqu'à quarante ans; la mise hors de la loi de tout homme accusé d'avoir pris part à un mouvement contre-révolutionnaire; le bannissement à perpétuité de tout émigré rentré, la confiscation de tous ses biens présens et à échoir dans l'avenir : d'autre part, les ordres aux troupes envoyées dans la Vendée, de n'avoir nul égard pour l'âge et le sexe, nul respect du droit de la nature et des gens. Armés ou désarmés, hommes et femmes, jeunes et vieux, tous étaient immolés sans rémission; meubles, maisons, palais, chaumières, moissons, forêts, bestiaux, tout était la proie des flammes : et tous ces forfaits, tous ces actes d'une barbarie incompréhensible, étaient couronnés par les noyades inventées et exécutées sous la direction du représentant Carrier, qui, avant de marcher à l'échafaud, soutint à ses juges qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres qu'il avait reçus des comités de salut public et de sûreté générale.

Cependant cette guerre si désastreuse avait paru un moment éteinte; les chefs des insurgés avaient posé les armes; on avait fait avec eux un traité de paix : mais cette apparence de pacification n'avait pas été de longue durée; et, quoique les causes qui avaient alimenté cette guerre ne subsistassent plus, l'or de l'Angleterre était venu de nouveau arracher à leur tranquillité les malheureux habitans de l'Ouest, non pas, comme tâchaient de le faire croire les ministres de la Grande-Bretagne à ces hommes trop crédules, pour leur donner un roi de la maison de Bourbon, mais pour alimenter un ver politique, et miner insensiblement la France par des guerres intestines. La défaite à Quiberon des émigrés réunis aux Vendéens; la manière infâme dont on accusa les Anglais de s'être comportés dans cette occasion; la déroute complète de dix-huit mille insurgés rassemblés par les chefs des Vendéens après l'affaire d'Auray; la mort de Charette et de Stofflet, et la dispersion de leurs troupes, qui se trouvèrent alors sans chef, avaient ramené à la culture de la terre et à la douceur de la vie privée des agriculteurs qui s'appercevaient enfin que la désolation de leurs contrées et la mort étaient les seuls fruits qu'ils pussent recueillir de leur insurrection : d'un autre côté, le général Hoche présentait franchement l'olivier de la paix; il fut accepté de même.

Plusieurs années se succédèrent donc sans que l'on entendît parler, dans ces contrées, de mouvemens insurrectionnels; mais, pour le malheur de la France et la honte de l'humanité, de nouveaux désastres vinrent encore accabler ce pays. Le corps législatif venait de porter les lois si terribles et si injustes des otages et de l'emprunt forcé; elles servirent de prétexte aux malveillans, aux partisans du régime monarchique, pour jeter une consternation générale. Le cabinet de Saint-James profita de cette circonstance, pour rallumer les haines et les passions; les bandes royales se formèrent de nouveau; elles se grossirent d'une foule de mécontens, ou d'hommes qui redoutaient le retour des temps désastreux de la terreur; les départemens de l'Ouest et de la Vendée devinrent le point central de réunion; des chefs distingués débarquèrent d'Angleterre, munis de pleins pouvoirs du prétendant; Frotté, maréchal-de-camp, commandant au nom du roi, était à leur tête; il avait sous lui Saint-Maur, Dautichamp, Châtillon, Bourmont. Leurs efforts se dirigèrent

sur-tout contre la levée de la conscription ; leur cri de guerre était : *Point d'anarchistes, ou la mort.* De toutes parts, ils prenaient des mesures de sûreté et de garantie ; ils faisaient des emprunts forcés partiels ; ils s'emparaient d'otages choisis parmi les parens des représentans, des acquéreurs des domaines nationaux, ou des partisans du régime républicain ; ils arrêtaient les voitures publiques, et s'emparaient des fonds qui pouvaient appartenir à la république : des forces, envoyées par-tout à propos, éteignirent l'incendie sur plusieurs points, l'arrêtèrent dans d'autres, mais ne le détruisirent entièrement nulle part. Enfin Bonaparte vint prendre les rênes du gouvernement, et ne tarda pas de joindre à tant d'autres succès celui de pacifier entièrement la Vendée : le général Hédouville y avait déjà commencé des négociations pacifiques ; cependant la fermentation durait encore ; Bonaparte fit marcher soixante mille hommes contre les départemens où le feu commençait à se rallumer ; le général Brune les commandait.

Retranchés dans les montagnes et les forêts, ne possédant aucune place importante, obéissant assez mal à des chefs peu d'accord entre eux, attendant vainement des secours de l'Angleterre, qui ne leur en envoyait que pour les faire prendre ou tuer ; trop long-temps trompés par l'espérance de voir arriver le comte d'Artois à la tête des émigrés réfugiés en Angleterre, de trente mille Anglais, d'autant de Russes, les agriculteurs enrôlés par les chouans ne tardèrent pas à déserter ; ils forcèrent les différens chefs à traiter de leur paix particulière, et à déposer leurs armes : enfin le curé Bernier, l'un des chefs des insurgés, sur lesquels il avait la plus grande influence, opéra le désarmement de tous ceux qu'il dirigeait ; et dès-lors la tranquillité fut entièrement rétablie dans ces départemens où les malheureux habitans étaient depuis si long-temps

victimes de l'ambition des uns, du fanatisme des autres, de l'égoïsme de tous.

(23) Page 109.

Ce traité, conclu le 25 floréal an 2 (14 avril 1794), obligeait le roi de Prusse à joindre à la coalition, au mois de mai, une armée de soixante-deux mille hommes ; il devait recevoir cinquante millions. Cette somme lui était accordée, selon les termes du traité, *afin de faciliter à sa majesté les moyens d'agir avec vigueur, et conformément au zèle dont elle est animée pour la cause commune.* Sa déclaration précédente pouvait faire juger de ce zèle, et, l'année suivante, son traité de paix en donna au ministère anglais la preuve complète.

(24) Page 117.

Les Anglais avaient déjà donné l'affreux exemple de cette violation. Trois cents Français, sortis de l'Espagne et de Rome, pour obéir aux ordres, les uns, du roi d'Espagne, et les autres, de ceux du pape, s'étaient réfugiés dans le port de Gènes, comme dans un asile momentané, où ils devaient croire qu'ils seraient respectés. Comment auraient-ils pu craindre ou prévoir qu'ils y seraient assassinés par les Anglais ? La république de Gènes observait la plus exacte neutralité ; les vaisseaux de toutes les puissances étaient également accueillis dans son port. Malheureusement pour les Français, il s'y trouvait alors des vaisseaux anglais, et, dans le code du gouvernement barbare de cette nation, le droit des gens est, comme entre les loups et les agneaux, le droit du plus fort ou du plus fourbe. En vain donc les Français qui se trouvaient dans le port de Gènes attendaient-ils avec sécurité le moment où les vents seraient favorables pour remettre à la voile, et rentrer dans leur patrie ; tout à coup le

canon de la flotte anglaise tonne : en vain implore-t-on la clémence de ces féroces assassins ; en vain des cris perçans de douleur et de désespoir se font entendre, les Anglais continuent leur feu ; bientôt il ne resta plus un seul Français. De pareils traits d'inhumanité doivent suffire pour couvrir d'un opprobre éternel et le gouvernement qui les ordonne, et les lâches agens qui les exécutent : aussi cette atrocité révolta-t-elle tous les esprits contre les Anglais, et leur aliéna les cœurs des Italiens.

Cependant la république de Gènes sut résister aux caresses, et mépriser les menaces de ce gouvernement perfide : en présence de quinze vaisseaux de guerre, et sous leurs canons, les Génois eurent le courage de proclamer leur indépendance et de confirmer leur neutralité.

Drack avait été envoyé par le cabinet de Londres en qualité de ministre plénipotentiaire, pour forcer la république de Gènes à entrer dans la coalition, par les mêmes moyens qui avaient réussi à l'égard de la Toscane. Il n'y eut donc aucune espèce de menace dont ne se servît Drack pour intimider le sénat de Gènes, et l'entraîner dans cette démarche aussi immorale qu'impolitique. Intrigues, assassinats, promesses spécieuses, tout fut mis en usage pour parvenir à remplir son but; enfin, n'ayant pu y réussir, il prit le parti de se retirer. En partant, il fit remettre au petit conseil, sans en attendre la réponse, une note officielle, à laquelle le sénat génois fit répondre, diplomatiquement, par son chargé d'affaires à Londres. Cette note était ainsi conçue : « Le soussigné, ministre plénipotentiaire de sa « majesté britannique, ayant lieu de présumer, d'après « plusieurs circonstances, que la marine actuelle du séré- « nissime gouvernement, appuyée sur une base très-éloi- « gnée du véritable point de la question, se croit obligé « à une explication qui puisse faire disparaître toute équi- « voque.

« La négociation que le soussigné a entreprise, avait pour « but d'éviter à la république de Gènes l'exécution des « ordres donnés par l'amiral britannique, en réparation « des insultes faites au pavillon du roi, son maître. Mais, « cette négociation étant annullée par le peu de desir que « le sérénissime gouvernement a montré de s'y prêter, il « a fallu nécessairement que les ordres dudit amiral fussent « suivis.

« En cet état, le soussigné a l'honneur de faire observer « au sérénissime gouvernement, que le vrai point nécessaire « à éclaircir n'est pas de savoir si la république génoise veut « ou ne veut pas se coaliser avec les puissances alliées, mais « si elle veut ou ne veut pas accorder à sa majesté britan- « nique la juste satisfaction, par le contre-amiral Goss, « pour les offenses graves et réitérées par les Français dans « ces mers et dans ce port, contre le pavillon anglais; of- « fenses que la république s'est, en quelque sorte, appro- « priées, en voulant bien les tolérer et les permettre, au « mépris des règles d'une loyale neutralité, sous la foi de « laquelle les vaisseaux de sa majesté britannique sont en- « trés dans ce port.

« Il s'agit par conséquent de savoir si elle veut ou ne « veut pas renvoyer de ses états le nommé Tilly et tous « les autres agens et suppôts de la convention, soi-disant « nationale, qui ont été les auteurs de ces attentats, et « dont la permanence dans le territoire de Gènes ne peut « être regardée que comme un refus formel d'accorder à « sa majesté britannique la satisfaction indispensable qu'elle « a droit de demander.

« Cette satisfaction étant accordée, le blocus annoncé « dans le manifeste de l'amiral anglais, et qui doit in- « cessamment avoir lieu, pourra bien être provisoirement « levé; et, dans le cas où la république montrera des dis- « positions sincères à revenir des démarches fausses dans

« lesquelles elle a été entraînée par des personnes qui veu-
« lent opérer la ruine de leur patrie, le soussigné ne man-
« quera pas de les rapporter à la magnanimité de son
« souverain. »

Avant cette note laissée au gouvernement génois par ce ministre, antérieurement à son départ, il avait, par une autre note, donné aux Génois douze heures, puis vingt-quatre, et ensuite deux jours pour se décider. La réponse fut un décret solennel. La conduite des agens français, le courage des jeunes sénateurs, et les écrits pleins de feu de quelques écrivains, déjouèrent les manœuvres des puissances coalisées : l'ardeur fut générale; un comité délivra des armes à tous les citoyens. Le fort St.-Benigne, qui domine la ville et le port, fut occupé par une nombreuse garnison : on prit de tous côtés les plus fortes mesures de sûreté et de résistance, pendant que le sénat délibérait sur les moyens de se procurer l'argent qui lui était nécessaire; le peuple tout entier était en mouvement : les uns se faisaient raconter comment, en 1747, on écrasa les troupes autrichiennes, qui avaient alors la ville en leur pouvoir; d'autres racontaient comment les Français, à cette époque, s'y prirent pour sauver Gènes. On s'armait de tous côtés, et si on eût alors découvert des gens vendus aux Anglais, la justice en eût été aussi prompte que terrible. On fit un manifeste rempli de force, au nom du peuple génois : il fut lu dans le petit conseil, et se répandit dans le reste de l'Italie. En même temps, le sénat de Gènes expédia un courrier à Vienne; à son retour, il déclara au ministre anglais que la république gardait la neutralité. Les vaisseaux anglais et napolitains reçurent l'ordre de se préparer à partir; les vaisseaux espagnols les suivirent. Le sénat, délivré de la présence des vaisseaux anglais et espagnols, reprit son énergie, et montra à la France sa même bienveillance, en s'occupant à lui envoyer des subsistances, dont elle avait le plus grand besoin : il paraît même que Gènes eût voulu avoir dans le temps une réparation de l'insulte commise envers les Français dans son port; mais elle n'avait pas alors les moyens de faire respecter sa neutralité et de résister à une agression imprévue.

Aussi, la convention nationale eut-elle l'attention de décréter que les Génois n'avaient eu aucune part au massacre de trois cents Français fusillés dans le port de Gènes; qu'on ne devait demander compte de cet attentat qu'aux Anglais, qui avaient commis cette lâche trahison, et que les traités qui liaient la France et la république seraient fidellement exécutés.

On vit avec plaisir à Venise que toutes les intrigues des cabinets coalisés, toutes les menaces des Anglais, quoique appuyées de la présence de leur escadre, eussent échoué contre la fermeté et la justice du peuple génois, et que le gouvernement de cette république, se refusant à toutes les suggestions, eût adopté la partie de la neutralité armée. L'indignation qu'avaient excitée à Venise les atrocités commises dans le port de Gènes par les Anglais, la tyrannie qu'ils exerçaient en Italie, étaient au plus haut degré, et l'opinion générale était contre la cause des coalisés. Tout le monde sentait qu'une alliance avec ces puissances n'était qu'une servitude ruineuse; on était persuadé que, si Gènes n'eût pas eu la fermeté de résister à la volonté impérieuse des Anglais, cette république n'aurait pu se sauver d'encourir la haine et la vengeance des Français, qui combattaient pour la liberté, et l'assuraient par des victoires continuelles contre des puissances qui pouvaient à peine se défendre. Dans toute l'Italie, on regarda la résistance de Gènes aux volontés du cabinet de St.-James, comme un événement mémorable.

(25) Page 118.

« Le peuple français, informé des projets que méditent « les puissances qu'il doit combattre et vaincre, du côté « de l'Italie, instruit du dessein qu'elles ont conçu de s'em- « parer des états de Gènes, pour les mettre sous la domi- « nation du roi de Sardaigne, et se procurer, par ce « moyen, la facilité de pénétrer sur le territoire de la « France, se voit forcé, pour sa propre conservation et « pour prévenir les intentions des ennemis de son indé- « pendance et de son bonheur, de faire passer des trou- « pes sur quelque partie du territoire de Gènes.

« Il déclare, par l'organe de ses représentans, que, bien « loin d'imiter la conduite des Anglais, qui, foulant aux « pieds le droit des gens et les lois les plus sacrées de l'hu- « manité, n'ont pas frémi d'horreur en assassinant de « sang froid, dans le port de Gènes, sous le canon de ses « remparts, des Français qui auraient eu droit à la pro- « tection du gouvernement même le plus barbare; il déclare « que les lois de la plus exacte neutralité seront religieuse- « ment respectées.

« La présence des troupes ne doit pas inquiéter les Gé- « nois. Les Français, en guerre avec les puissances qui ont « follement conçu l'idée de les asservir, sont les amis des « peuples : les Génois trouveront dans chaque Français un « ami ardent et sincère, comme chaque Français trouvera « en eux des hôtes bienveillans et humains. Si par ha- « sard quelques intrus dans l'armée tenaient une conduite « qui n'y fût pas conforme, que vos plaintes s'adressent « aux représentans; ils vengeront à la fois votre injure « et celle faite à la nation française. Que la même jus- « tice, aussi sévère, aussi exacte, soit de votre part ren- « due aux Français, et la bonne harmonie et l'accord « qui règnent entre les nations ne seront pas altérés. »

(26) Page 128.

Une compagnie d'éclaireurs de la 99e demi-brigade occupait tous les postes établis sur les crêtes des montagnes au-delà de Garesio, et l'ennemi, qui se présentait partout, ne permettait pas à ces postes de s'entre-secourir. Quinze hommes de ces éclaireurs, placés en avant, furent attaqués par quatre cents, et soutinrent le feu pendant une heure et demie; par leur fermeté, leur feu bien ménagé et bien dirigé, ils en imposèrent aux assaillans, au point qu'ils n'osèrent jamais monter jusqu'à eux. Cependant, n'ayant plus de cartouches, ils se disposaient à fondre avec la baïonnette et à se faire jour, quand une compagnie d'éclaireurs de la 19e demi-brigade, arrivant à leur secours, ils chargèrent ensemble l'ennemi, qui prit bientôt la fuite. Des quinze Français, cinq avaient été blessés, sans que cela ralentît le courage des dix autres.

(27) Page 129.

Cet édit portait que chaque homme qui marcherait devait être muni de fusil et de toute autre espèce d'armes et de munitions de guerre et de bouche pour quatre jours. Ils avaient ordre de se rendre aux lieux qui leur seraient indiqués par les commandans préposés dans les départemens respectifs; et, quant à ceux qui étaient dans l'impossibilité de se pourvoir ainsi, il devait y être suppléé par les administrations.

Dans le cas où l'expédition durerait plus de quatre jours, et qu'il serait reconnu qu'il fallait une plus grande quantité de munitions de guerre et de bouche, il devait en être envoyé, à ceux qui en manqueraient, à mesure qu'ils en auraient besoin, une quantité proportionnée à la durée de l'expédition.

L'armement devait être organisé et dirigé par des officiers, en nombre suffisant et d'une capacité et expérience

reconnues, selon les instructions qu'ils devaient recevoir de la cour. Dans le cas d'une expédition, non seulement les officiers de justice, les membres des administrations, étaient tenus de se joindre à la masse de leurs départemens, mais encore les vassaux des divers lieux et les personnes aisées, outre leur intervention personnelle, étaient tenus de fournir des vivres à ceux qui en auraient besoin.

Les administrations demeuraient chargées de pourvoir aux dépenses de l'état, pendant le temps de l'expédition, à la subsistance des familles de ceux qui devaient y être employés, lorsqu'elles n'auraient pas d'autres moyens de subsistance.

Ceux d'entre les hommes employés à l'armement général, qui auraient donné des preuves de valeur et de zèle pour le service public, devaient recevoir une récompense proportionnée à leurs actions.

(28) Page 130.

Les Piémontais et les Autrichiens avaient construit un chemin pour conduire d'Acqui à Savone, afin d'éviter un torrent dangereux qui aurait pu retarder ou empêcher leur marche, dans le moment où ils auraient voulu se porter dans les états de Gênes. Le gouvernement génois avait demandé des explications au roi de Sardaigne sur la construction de ce chemin. La conduite de Gênes avait inspiré aux puissances d'Italie, qui étaient entrées dans la coalition, une jalousie qu'il leur était impossible de cacher. De nouvelles intrigues se renouèrent dans cette république pour égarer les Génois par la séduction ou les menaces. On commençait à craindre, dans ces circonstances, le caractère oligarchique de quelques personnes; cependant, il eût été bien impolitique, de la part des Génois, de changer de conduite au moment où les Français étaient à leur porte, où la France triomphait de tous ses ennemis, et où l'empereur et le roi de Sardaigne, pour soutenir le fardeau de la guerre, pressuraient leurs peuples et leurs alliés. Le duc de Parme avait été obligé de fournir trois cents bœufs et sept cent cinquante mille ducats; on venait de proclamer un manifeste de la cour de Turin, pour exhorter les habitans du département de Cherasco, province de Mondovi, à se lever en masse, avec l'approbation du roi et sous l'étendard de la très-sainte Vierge Marie.

De quarante mille hommes, cette levée en masse se trouva réduite à dix mille. Lorsqu'elle fut en présence, les Français marchèrent contre elle les fusils en bandoulière et en dansant. Cette nouvelle manière de se présenter au combat effraya tellement la levée en masse, qu'elle s'enfuit sans oser attendre les Français, qui prirent la bannière à l'effigie de la Vierge, qui lui servait d'étendard. Cette affaire eut lieu auprès de Garresio, le 17 messidor an 2 (5 juillet 1794).

(29) Page 132.

Battu sans cesse par les Français, et irrité contre les Piémontais, le général autrichien Dewins s'en était retourné à Vienne, et l'archiduc gouverneur de Milan était revenu à la hâte à Alexandrie. Les Français marchaient sur Saluces, ville incapable de résister à une attaque sérieuse. Une estafette partit pour porter à Milan l'ordre d'expédier sur-le-champ les recrues qui étaient aux châteaux, avec un corps de volontaires. On fit à Novi les dispositions nécessaires pour leur passage : on regardait cet effort comme le dernier; les provinces paraissaient ne plus présenter aucunes ressources.

Arrivé à Acqui, l'archiduc y trouva tout dans une confusion épouvantable : les Français étaient en force à Bastagno et à Dego, loin d'Acqui de trois à quatre milles; les Autrichiens et les Piémontais avaient un camp volant

à Tergo : ils y étaient toujours dans l'attente de renforts qui n'arrivaient point.

Dans l'affaire de Cairo, les Piémontais avaient perdu le régiment du duc Antoine, qui avait été presque entièrement détruit. Depuis cet événement, l'émigration était incalculable dans le Mont-Ferrat. Comme il existait un édit qui défendait de rien laisser sortir de l'état, chacun cherchait des expédiens pour en faire sortir des effets.

Le total des forces autrichiennes et piémontaises, destinées à défendre le Mont-Ferrat, se réduisait à douze mille hommes, campés dans les environs d'Acqui, sour les ordres du général allemand Wallis. Le camp retentissait des menaces contre les Français et les Génois; les circonstances seules, y disait-on, faisaient différer la vengeance de l'empereur.

En attendant d'effectuer ces menaces, on tremblait à Alexandrie de voir arriver, par la Rochetta ou par Ovada, une colonne française : la ville était remplie de Croates qui s'étaient trouvés à l'affaire de Cairo. On osait cependant dire que les projets de la cour de Turin, échoués sur Savone et sur Final, allaient se renouveler contre Gavi.

C'était pour les Français une des plus belles actions de toute la campagne, que d'avoir délogé les Autrichiens et les Piémontais de Cairo; ils s'étaient assurés par là des chemins qu'auraient suivis les Autrichiens pour aller s'emparer de Savone, ville appartenant au gouvernement génois; tentative dans laquelle ils devaient être aidés par des forces maritimes.

Les troupes battues à Dego formèrent d'abord un camp volant ouvert et sans retranchement; elles commencèrent ensuite à établir des redoutes dans les environs de cette ville : il y en eut une aux capucins pour protéger le château, qui pouvait être canonné du haut de ce poste. Les douze mille hommes qui se trouvaient dans ces environs,

divisés par redoutes et par piquets, devaient être, par cela même, peu difficiles à détruire en détail.

On disait que ces troupes devaient être renforcées; mais il était impossible de diminuer les autres postes, qui étaient également en danger. On avait fait venir six cents hommes de milices, qui, n'étant pas exercées, ne devaient pas être d'une grande ressource. De pareilles troupes, dans une action, n'étaient propres qu'à mettre le désordre et à prendre la fuite, comme cela était arrivé dans l'affaire de Cairo. Ceux que la peur avait fait fuir, voyant que les Français n'avaient fait aucun mal aux habitans de Cairo et des environs, rentrèrent dans leurs foyers.

On mettait continuellement en mouvement les troupes autrichiennes et piémontaises; mais on avait soin de ne pas les conduire où l'on savait que se trouvaient les Français. Cent cinquante hulans qui revenaient de Pozzolo, et quelques autres troupes, arrivèrent pour renforcer l'armée austro-sarde. On tint un conseil pour décider si l'on formerait un camp volant dans les plaines de Bosco : on se décida à se rapprocher plutôt du fleuve. Les troupes étaient très-mécontentes de la fatigue continuelle qu'on leur faisait éprouver par un temps froid et pluvieux; le plus léger mouvement de la part des Français, du côté d'Acqui, y eût jeté le désordre. On parlait d'une nouvelle levée; elle aurait été difficile, sur-tout si elle avait été forcée. Les nobles et les feudataires quittaient le pays avec un grand empressement, dans la crainte de devenir les otages du peuple. La position du roi de Sardaigne était critique; les Français, victorieux, étaient à Vado. Le roi publia un édit, où il pressait ses sujets de le seconder de tout leur amour et de toutes leurs forces; mais, comptant peu sur les dispositions de ses sujets, il multipliait les mesures coërcitives.

On s'occupa, du côté de Valence, d'organiser la masse

des habitans armés, pour la réunir à la masse des habitans de Homellina et de Mont-Ferrat. Grizini, major du régiment de Tortona, devait commander ces rassemblemens. L'archiduc de Milan, commandant de l'armée, distribua quelques médailles d'or et d'argent, par forme d'encouragement.

Les Français avaient formé leur camp à Vado, Savone et Final; il était déjà tombé une quantité de neige, et on ne croyait pas que les opérations de la campagne pussent se prolonger.

Le général piémontais exécuta une attaque sur plusieurs points à la fois, dans l'intention de reconnaître quelles étaient les forces des Français. Cette opération prouva aux ennemis que, dans la vallée de Sture, dans celle de Limon, et vers Ormea, les Français gardaient toujours des positions avantageuses. Après cette reconnaissance, les opérations militaires parurent être momentanément suspendues. Le général autrichien Argenteau était retranché sur la colline qui domine le fort de Ceva; le corps d'armée du général Colli et celui de Colloredo couvraient les flancs. On plaça un cordon de troupes à Ceva et à Dego; des ordres furent donnés pour fortifier Mondovi, Cherasio, Asti et quelques autres places. On discuta ensuite le plan des quartiers. Quelques bataillons de Croates furent envoyés à Acqui, à Silvano, à Dorno, à Pozzolo et à Formigaro; la cavalerie fut à Voghera; trois bataillons furent à Alexandrie, deux à Tortone, trois à Pavie, deux à Lodi, un à Milan et un à Crémone.

(30) Page 136.

Les Anglais dûrent cette victoire à la supériorité du nombre et des manœuvres; mais ils rendirent eux-mêmes une justice éclatante au courage opiniâtre et à la valeur brillante des vaincus. C'est dans un de leurs journaux les plus accrédités, *l'Annuel Register*, qu'on cite le trait héroïque de l'équipage d'un vaisseau près de s'enfoncer dans l'abyme des mers, et qui faisait, en périssant, retentir l'air des cris de *vive la liberté! vive la république!* D'ailleurs, dans le cours de cette guerre mémorable, on n'a pas fait un siége, forcé un retranchement, livré une bataille, où l'on n'ait vu une foule de Français, insensibles au fer qui les perçait, exhaler, en tombant, leurs vœux héroïques pour la gloire et la liberté de leur patrie. Que de merveilles dans tous les genres aurait pu produire un gouvernement vertueux à la tête d'une nation qui a su couvrir de lauriers toutes les taches que voulurent lui imprimer d'absurdes calomniateurs!

(31) Page 137.

Les ministres anglais et autrichiens ont toujours soutenu, pour se justifier, aux yeux de l'humanité, de la prolongation de cette guerre désastreuse, que l'intérêt général de l'Europe était de renverser une tyrannie démocratique, si contagieuse par ses principes, si puissante par son étendue, et si évidemment destructive de tout ordre social; ils ont constamment répété qu'il était impossible de faire et de conserver la paix avec un gouvernement ambitieux et peu stable, qui ne voulait se soumettre à aucune des règles consacrées par le droit des gens.

Ces deux assertions étaient dictées par une violente ambition et une fausse politique. L'expérience récente n'avait que trop confirmé cette vérité de tous les temps, que les démocraties s'affermissent par la guerre, et se dissolvent dans la paix. La coalition réunissait contre un danger commun tous les partis divisés. Ainsi la guerre, loin de remplir son objet, aigrissait les esprits qu'on devait calmer, aguerrissait les démocrates dont on craignait

la force, étendait la puissance territoriale du pays qu'on voulait affaiblir, et perdait sans retour, par le changement de main des propriétés, l'aristocratie qu'on croyait défendre.

Les victoires de la république apprenaient à tous les peuples que, sans noblesse, on pouvait combattre et vaincre. Les soldats allemands pouvaient voir avec envie un ordre de choses où tout brave devenait général, et la contagion de cet exemple était un danger bien plus réel pour les princes que tout ce qu'on avait allégué pour justifier la guerre; enfin l'espoir de subjuguer un million d'hommes armés était chimérique.

D'un autre côté, on prétendait, sans fondement, qu'il était impossible de traiter et de vivre en paix avec la France. La Suède et le Danemarck, par leur heureuse et tranquille neutralité, réfutaient cette allégation; et, peu de temps après, la Prusse et l'Espagne prouvèrent, sans réplique, qu'on pouvait négocier avec succès et sûreté : quelque barbare que fût le système des anarchistes, la France avait besoin de la paix; et l'on sait que les traités trouvent, malheureusement, une garantie plus sûre dans l'intérêt des gouvernemens que dans leur loyauté.

Il paraît constant que, sans l'armement de la coalition, le roi n'aurait pas péri; que les massacres du 2 septembre n'auraient pas eu lieu, et que les émigrés, n'étant point encouragés et trompés, seraient rentrés en France, et n'auraient été ni proscrits ni expropriés.

On peut croire aussi qu'au moment de la défection de Dumourier, et jusqu'au commencement de 1794, si la coalition avait voulu faire la paix avec la république, la famille royale aurait été délivrée, et la plus grande partie des Pays-Bas serait restée à l'empereur. Mais l'abolition de la royauté et la mort de Louis XVI ayant enflammé les passions, la politique prudente ne fut plus écoutée; et l'Angleterre, profitant de la haine générale qui existait contre la France, parut déterminée à éterniser la guerre, pour anéantir le commerce et la marine française, pour s'emparer des richesses de l'Inde et de l'Amérique, et pour établir, sans rivaux, sa domination sur toutes les mers.

Cet ambitieux projet fut bientôt dévoilé, et ouvrit les yeux sur-tout au roi d'Espagne. La conduite des Anglais démontra au duc d'Alcudia qu'il était joué par le ministère britannique, et le décida bientôt à rompre une alliance si peu sûre, et à terminer une guerre si fatale à la maison de Bourbon.

(32) Page 148.

Tout homme modéré était proscrit par ces souverains prétendus réparateurs des torts de l'anarchie, comme le citoyen suspect d'aristocratie l'était par les anarchistes. Ils voulaient propager le système d'autorité arbitraire, comme, en France, on prêchait l'égalité absolue. Les faits prouvent qu'ils violaient la foi des traités, comme les décemvirs. Ils partageaient la Pologne, et prétendaient démembrer la France, comme les comités français se proposaient de démembrer l'Allemagne. Quelques conventionnels voulaient follement faire une république du monde entier, et le gouvernement anglais prétendait audacieusement à l'empire universel des mers.

Le gouvernement français tuait les émigrés qui tombaient en son pouvoir, et les monarques coalisés, qui les avaient armés, les livraient à la mort par une faiblesse qui ressemblait à la perfidie; ils n'exerçaient aucune représaille pour les sauver, et les abandonnaient à leurs ennemis dans toutes les capitulations.

En Pologne, les alliés confisquaient les fortunes, comme les démocrates, et créaient, comme eux, des domaines

nationaux. Divisés entre eux, comme les magistrats de la France, la durée de la coalition ne fut pas plus longue que le pouvoir des comités.

Les rois ne défendirent pas plus loyalement la cause de la royauté, que les anarchistes ne soutinrent celle de la vraie liberté. Enfin l'injuste destruction du peuple qui avait voulu se donner le gouvernement monarchique le plus sage et le plus solide, prouva évidemment que les cours étaient guidées non par la justice, mais par l'ambition; qu'elles attaquaient non pas toute anarchie, mais toute liberté, et qu'elles avaient conspiré la ruine de tout état qui ne serait pas soumis à l'autorité absolue d'une royauté sans limites.

(33) Page 149.

Le stathouder s'était fait investir, à cette époque, d'un pouvoir dictatorial; mais le moment où son ambition constante était enfin pleinement satisfaite, fut le terme de sa puissance; et, comme il manquait de génie pour se soutenir, son élévation ne servit qu'à rendre sa chûte plus douloureuse et plus complète.

La révolution de 1787 avait enlevé au prince d'Orange l'estime et l'affection de tous les hommes qui tenaient à la considération, à l'indépendance et aux lois de leur patrie. La guerre dans laquelle il engagea les états-généraux, contre leur véritable intérêt, qui était la neutralité, acheva d'aliéner les esprits, et le danger d'une ruine totale inspira enfin à toute la nation une aversion prononcée contre la maison stathoudérienne. Plusieurs provinces avaient fortement exprimé leur vœu pour la cessation de la guerre; mais le stathouder, qui craignait que cette paix ne relevât le parti des patriotes, s'y refusa, et fit arrêter un grand nombre de citoyens, qu'il fut bientôt forcé de remettre en liberté. Le gouvernement anglais, qui dirigeait sa conduite, l'affermit dans son opposition à la paix : la cour de Londres ne voulait pas que la cessation des hostilités rendît à la France son influence en Hollande; elle aimait mieux, si l'on ne pouvait résister, que ce pays, conquis par les Français, donnât à l'Angleterre des prétextes pour s'emparer des possessions hollandaises dans les Indes.

L'événement, en effet, ne tarda pas à dévoiler cette politique ambitieuse; et Guillaume V vit, l'année suivante, ses protecteurs se saisir du Cap et de Ceylan, pour augmenter leurs domaines, comme ils avaient pris la Corse pour eux, en défendant la cause des Bourbons.

Le stathouder s'étant décidé, contre le vœu national, à continuer la guerre, voulut que le peuple batave se levât en masse, pour repousser l'ennemi; mais ses ordres ne furent point exécutés. Il voulut aussi arrêter l'invasion des Français par des inondations; mais on s'y opposa.

(34) Page 150.

Le ministère britannique, en prodiguant toutes les richesses de l'Angleterre, s'était flatté de faire perdre à la France la Flandre, la Lorraine, l'Alsace, la Provence, le Roussillon, et peut-être la Bretagne; et, à la fin de la campagne, il n'offrait au peuple anglais d'autre fruit de tant de dépenses, que quelques conquêtes incomplètes et peu solides, en Amérique; tandis que la république française avait pris sept provinces au stathouder, dix à l'empereur; Trèves, Cologne, Mayence, Liége, Spire et Worms, à leurs évêques; une partie du Palatinat, les duchés de Clèves et de Juliers, Aix-la-Chapelle, le duché de Deux-Ponts, le duché de Savoie, le comté de Nice, et la plus grande partie des provinces de Biscaye et de Catalogne. Les Français avaient gagné vingt-neuf grandes batailles; ils avaient triomphé dans plus de cent combats non

moins décisifs; ils s'étaient emparés de cent cinquante-deux villes, de trois mille huit cents pièces de canon, quatre-vingt-dix drapeaux, soixante-dix mille fusils; ils avaient tué quatre-vingt mille hommes, et fait quatre-vingt-dix mille prisonniers. Le roi d'Espagne songeait à la paix; celui de Prusse, décidé à abandonner l'empereur, son allié, l'Angleterre, qui lui donnait des subsides, et même le prince d'Orange, son beau-frère, négociait avec le comité de salut public. Les princes de l'Empire étaient las d'une guerre ruineuse qui étendait l'esprit démocratique, au lieu de l'arrêter : enfin les finances de l'empereur étaient épuisées.

(35) Page 151.

Pour éviter tout reproche de partialité, il faut dire ici les motifs d'intérêt public et national que pouvait alléguer le cabinet de Londres, pour justifier ses intentions hostiles.

1° Il était dangereux, disait-on, de laisser subsister, au milieu de l'Europe, une grande république, dont les principes démocratiques et niveleurs étaient incompatibles avec la sûreté et l'existence des gouvernemens monarchiques et aristocratiques. Observons ici, 1° que cette première assertion n'était soutenable ni dans le droit, ni dans le fait; la justice exigeait de ne point se mêler des affaires intérieures d'une nation indépendante; la raison et l'expérience prouvaient qu'en combattant l'esprit d'égalité, on le portait au fanatisme, et que, si son expansion était à craindre, la gloire des armes était peut-être son moyen de propagation le plus brillant et le plus dangereux.

2° La France étendant ses limites jusqu'au Rhin; possédant le Brabant, rendant au commerce d'Anvers la libre navigation de l'Escaut, et jouissant en Hollande d'une influence prépondérante, acquérait dans la balance de l'Europe un poids trop considérable et trop nuisible aux intérêts de l'Angleterre. Répondons ici, 2° que l'Angleterre, à la vérité, pouvait voir avec regret les conquêtes des Français; mais qu'elle avait laissé les cours impériales et la Prusse détruire l'équilibre des forces par le partage inique de la Pologne; elle-même s'était constamment agrandie dans les Indes orientales, et il était naturel, pour rétablir la balance, que la France étendît proportionnellement ses possessions.

3° Il était essentiel, selon le gouvernement anglais, de replacer la maison de Bourbon sur le trône, et de rendre aux princes et aux nobles dépouillés leurs rangs et leurs biens, pour ne point donner aux autres peuples l'exemple contagieux de l'impunité de la révolte contre les autorités légitimes. Disons, 3° que le rétablissement de la monarchie et de la noblesse en France était plus un prétexte qu'un motif : la coalition l'avait prouvé en enchaînant les pas des ci-devant princes français, en ne leur donnant jamais d'armée à commander, et en s'emparant pour elle-même des provinces qu'on devait ne prendre que pour eux.

4° Enfin, le gouvernement français, ne cessait-on de répéter, loin d'être stable, ne présentait aucune sûreté pour les négociations. Répétons ici, 4° qu'il était contre toute raison de dire qu'un gouvernement, quelque orageux qu'il fût, n'était pas assez stable pour faire la paix, lorsqu'il se montrait si fort en faisant la guerre, et lorsqu'il traitait solidement avec plusieurs des princes membres de la coalition. On voit aisément la vérité au travers de toutes ces mauvaises raisons : le ministère anglais, trompé dans son espoir d'anéantir la France, persista dans son erreur avec plus de passion que de politique, paya par-tout des gladiateurs pour servir ses projets; et voyant que, malgré les orages intérieurs, la république s'affermissait dans ses conquêtes, et les étendait, il chercha à se dédommager

de ses revers sur le continent, en s'emparant exclusivement de l'empire des mers.

Ce projet, l'objet chéri de l'ambition anglaise, a réussi jusqu'à présent, sans cependant satisfaire suffisamment, sans doute, le cabinet de Saint-James, puisqu'il vient de recommencer la guerre pour étendre encore ou pour affermir toujours davantage son empire maritime. Cette conduite inconsidérée n'a pas assez alarmé les différentes puissances de l'Europe, qui ont des ports, des vaisseaux et un commerce. Trop jalouses encore de la gloire et de l'agrandissement de la France, elles n'ont pas assez réfléchi que cette puissance ne pourra jamais leur nuire sur le continent, tandis qu'elles sont sur le point de devenir les tributaires et les esclaves de la nation anglaise, sans la permission de laquelle, avant qu'il soit peu, on ne pourra plus laisser paraître sur la mer, même la plus petite barque de pêcheur. Trop tard, peut-être, ces puissances ouvriront-elles les yeux ; trop tard, peut-être, sentiront-elles combien il était important pour la tranquillité de l'Europe de se réunir à la France, pour punir l'Angleterre de son ambition excessive, assurer la liberté du commerce, et venger les peuples des quatres parties du monde de tout le sang que l'orgueil et l'ambition britannique leur ont coûté.

(36) Page 154.

La gauche de l'armée des Alpes sera appuyée sur la vallée de Chamonix à Chamonix, et la droite vers la vallée de Barcelonette au camp de Tournoux.

Les principales positions de la ligne seront : le petit Saint-Bernard, le val de Tigues, Bonneval et Bessan, le Mont-Cenis, le col de la Roue et la vallée de Neuvache, Plampinet, le Mont-Genèvre, Briançon, Queyras et le camp de Tournoux.

Cinq bataillons occuperont le Mont-Saint-Bernard, dont quatre compagnies seront détachées à Chamonix et à Val-la-Reine. Cette position a pour objet de couvrir la Tarantaise, et particulièrement le chemin de la vallée et celui de Saint-Maxime de Beaufort.

Le général doit donc faire porter beaucoup d'attention à surveiller le col de l'Allée-Blanche, et il doit faire occuper le Sacoha-Bonhomme en poussant des postes jusqu'à l'oratoire du glacier, et au-delà.

Sur sa droite, il portera la plus grande attention à la vallée de Grisanches, par laquelle l'ennemi pourrait tourner la droite de la position du Mont-Saint-Bernard, à l'effet de remplir l'objet important pour lui de pénétrer dans la Tarantaise.

Il fera occuper Sainte-Foix; il tâchera de s'emparer, le plus tôt possible, du col du Mont ou col de Grisanches : il est infiniment urgent de prévenir l'ennemi dans cette position, par la raison que, dans le cas de l'offensive, elle ouvre un débouché intéressant dans la vallée d'Aoste, par la vallée de Grisanches, et, si l'on continue de tenir la défensive, elle couvre le bourg Maurice, et assure la communication avec le Mont-Cenis.

Un bataillon, dans le val de Tignes, Bonneval et Bessan, aura pour objet d'empêcher l'ennemi de pousser des partis par le chemin qui vient de la vallée de Lenzo par Grasse-Cavale et par celui de Roche-Melon et Mont-Pentier, quoique ces chemins ne soient reconnus praticables que pour l'infanterie. Il est important de s'assurer entre le Mont-Cenis par le chemin d'Entre-Deux-Eaux.

La position du Mont-Cenis est très-importante, ayant devant elle la Brunette, Exiles et Fenestrelles, où l'ennemi réunit ses principales forces, et d'où il pourrait tenter un mouvement pour pénétrer dans la Maurienne par la grande route de la Novalaise à Lenslebourg, par Jaillon et le col

d'Albin ; il faut donc occuper le poste des Chamois, en même temps que la plaine du petit Mont-Cenis et Saint-Pierre Destravaches, en poussant de fréquentes patrouilles à la Ferrières et à Savines.

L'objet de cette position est de couvrir les communications venant de Bardonenche par la Roue et Valestroit, et d'assurer celle d'Entre-Deux-Eaux par la vallée de Maurienne, en occupant le val de la Roue, celui de Megnier et le col de Fréjus, ainsi que le Galibier ou une position en avant dans la vallée de Neuvache.

Deux bataillons seront destinés à garder le Mont-Genèvre, Plampinet et la vallée de Neuvache; on en mettra un à Briançon.

Ces postes peuvent être attaqués par les mêmes forces qui menacent le Mont-Cenis, partant de la Brunette, Exiles et Fenestrelles, et passant par les vallées d'Oulx et de Prajelas, ce qui exige que l'on occupe Clavières et Cervières.

Les troupes qui seront au Mont-Genèvre et au col de la Roue, tâcheront d'enlever la mauvaise position qu'occupent les ennemis à Bardonenche.

On placera un bataillon à Queyras, afin de garder le débouché des routes des cols d'Abriez, d'Urnie, de la Croix, Saint-Veraud, pour couvrir la droite de Briançon et assurer la communication de cette ville avec le camp de Tournoux, en couvrant Mont-Lyon avec cinq compagnies d'artillerie.

On placera cinq bataillons au camp de Tournoux, afin de couvrir la vallée de Barcelonette et d'arrêter tous les mouvemens de l'ennemi, venant de la Chenal par Maurin.

Le camp de Tournoux a aussi l'avantage de servir de point d'appui à la gauche de l'armée d'Italie, de couvrir toutes ses communications avec celle des Alpes, et d'être un point central entre les deux armées.

Il faudra occuper les cols de la Portiole, de Sautrou, des Monges ; et sur la droite tous les points jugés nécessaires pour assurer les communications avec l'armée d'Italie, par la vallée de Saint-Étienne.

Dans le cas où l'armée des Alpes serait forcée de faire un mouvement rétrograde, les points à occuper en seconde ligne seraient, dans la Tarantaise, le Mont-Cornet, Beaufort-la-Roche, Sevin et Conflans ; dans la Maurienne, l'Entre-Deux-Eaux et Braman ; enfin, en troisième ligne, Montmélian et le château de Faverge.

En cas de retraite, on fera reconnaître le chemin de Chapieux, qui conduit dans le Faucigni, et on ferait sauter le passage de Bonhomme, qui, détruit, coupe absolument la communication.

(37) Page 154.

Faute de fonds, le service des fourrages était mal fait et souvent interrompu ; celui des transports en tous genres était dans un état pitoyable, et par le manque d'argent, et par le mauvais service des fourrages; le service des vivres-pain était alimenté par les grains qu'apportaient au port de Nice les navires grecs ; mais ces étrangers, n'étant point payés, restaient à Nice, et il fallait nourrir leurs équipages. Le service de la viande était le seul qui n'éprouvait aucune interruption. Les hôpitaux étant dépourvus de secours, et ne pouvant s'en procurer, trente-cinq mille malades avaient été évacués dans l'intérieur, et étaient devenus autant de déserteurs, que la malveillance empêchait de rejoindre.

Il était dû des sommes considérables aux habitans de la rivière de Gênes, qui avaient fait de fortes fournitures, sur-tout à la division de droite, qui occupait ce territoire ; l'inexactitude à remplir les engagemens pris envers les fournisseurs avait détruit tout le crédit, et l'on ne pou-

vait plus compter sur aucune fourniture, si on ne le rétablissait, au moins par des à-compte.

(38) Page 155.

Par les secours du C. Villars, envoyé de la république française près celle de Gênes, le représentant Beffroy appliqua aux besoins de l'armée des fonds destinés aux subsistances de la commune de Marseille. Une partie fut distribuée aux chefs des différens services; le reste fut employé à donner des à-compte aux fournisseurs génois. Ainsi les diverses administrations furent alimentées pour quelque temps; et le crédit, rétabli dans la rivière de Gênes, procura encore quelques ressources.

(39) Page 175.

Reconnaissance de la ligne à prendre en arrière de la Taggia.

La hauteur de Zacarello, en avant de laquelle le Tanaro prend une de ses principales sources, est le point le plus élevé du penchant des eaux entre le Tanaro et la partie de la rivière de Gênes comprise entre l'Etrozia et la Roya: du point de la chaîne principale des hauteurs du même penchant des eaux, elle s'étend, par sa gauche, en soutenant presque son niveau, jusqu'au Mont-Bertrand, et, de là, par le col de Taxe, gagne le col de Tende par la droite; elle soutient son niveau jusqu'au-dessus de Mezza-Luna, par celle qui longe la rive droite du Tanaro, et forme le commencement de l'Apennin: la tête de cette chaîne s'appelle Chiurola, et domine, par sa droite, à quelque distance en avant, le col de Maindaiga, où l'Etrozia prend sa source, et où passe une des principales communications de Ponte-di-Nava au Tanarello.

Le col de Mezza-Luna mérite la plus grande attention, non seulement parce qu'il donne une communication en partant de Ponte-di-Nava avec Albinga, et d'Oneille avec la Briga, mais aussi parce qu'il est le nœud de toutes les ramifications qui s'étendent en divergeant jusqu'à la mer entre la Vuzia et la Taggia.

Au midi de Mezza-Luna est Monte-Pizzo, qui sépare le vallon de Rezzo de celui de Molini, où passe la communication de ces deux pays, à la distance d'environ trois quarts d'heure de Mezza-Luna.

En arrière de Pizzo est le Mont-Grande, dont la direction tourne vers l'est. C'est la tête de toutes les ramifications qui s'étendent entre la Taggia et la vallée d'Oneille; celle-ci prend sa source à la droite, ou à l'est, du Monte-Grande, et, en cet endroit, le col qui donne l'entrée à la vallée d'Oneille est très-bas et soumis à la position de Monte-Grande, ayant toujours devant lui la vallée de Rezzo, et au-delà la hauteur de Saint-Salvador, qui sépare ce vallon de celui de Maindaiga.

C'est par le col de la tête de la vallée d'Oneille que l'ennemi, lors de son évacuation d'Oneille, fit passer son artillerie, qu'il perdit en partie à cause de l'arrivée inattendue des Français à Mezza-Luna.

Il suit de ces descriptions et de ces considérations que, si le pont de Nava tombait au pouvoir de l'ennemi, le col de Mezza-Luna mériterait la plus grande attention, parce que toutes les dispositions que l'armée pourrait prendre dans la partie de la rivière de Gênes, comprise entre la Razia et la Taggia, ne seraient que momentanées, à l'effet seulement d'effectuer en bon ordre ses mouvemens en retraite, sous la protection de Maindaiga, de Mezza-Luna, des hauteurs de Saint-Salvador et de celles en arrière de la Pieva, et soutenir d'ailleurs l'évacuation d'Oneille, mais avec le projet de gagner le plus promptement possible la

position fixe de la rive droite de la Taggia. Cette position au Tanarello par le col Ardente, où passe la continuation de la route du col de Mezza-Luna avec l'embranchement de celui de Triaca, se dirigeant sur la Briga et Tende, le chemin de Mezza-Luna jusqu'à Col-Ardente, longe d'un côté les principes des différentes sources de la rivière de Malin, et de l'autre est soumis au poste de Tanarello.

Le col Ardente prend naissance d'un côté à la vallée de la Briga, descendant la Roya au-dessus de Saorgio, dans la direction du sud-est, se rend à Molini sous Triola où elle reçoit les eaux de Mezza-Luna et Pizzo, et de là se dirige ensuite vers le sud sur Taggia, qui alors donne son nom à cette rivière.

L'importance du col Ardente tient moins à la bonté de son passage qu'à l'utilité dont il serait à l'ennemi pour tourner le col de Tende par la vallée de la Briga, où l'on sent fort bien que, dans la supposition de la perte du pont de Nova et du pays de Viogenne, l'ennemi qui chercherait à déboucher l'un de ces points pour tourner le col de Tende, le ferait avec succès s'il se rendait maître du Tanarello; d'où suit la nécessité de tenir en force et de retrancher avec art cette hauteur. A cet effet, l'emplacement de l'ancienne redoute piémontaise, dite de Pacarello, avec quelques postes avancés également à retrancher, sont les points qui méritent des sollicitudes et doivent fixer toute l'attention. Il en était de même des Piémontais, au commencement de la campagne dernière, lorsque les Français, maîtres de Ponte-di-Nova et d'Ormea, étaient en force dans la vallée de Tanaro, et pouvaient en remonter les sources pour tourner la position du col Ardente, que les ennemis avaient prise dans l'intention de couvrir Saorgio au sud-ouest du col Ardente, et un rocher élevé sur lequel était située l'une des redoutes qui couvrait le flanc droit de la même position des ennemis, dont on vient de

parler. Cette redoute peut être rigoureusement considérée comme inaccessible; en effet, des Français qui, déjà vainqueurs à Oneille et à Ormea, avaient entamé la position des ennemis, à col Ardente, par la prise de la redoute de Filse, redoublèrent en vain d'efforts contre cette redoute de col Ardente, qui résista à toute leur valeur et à une grande supériorité en nombre de la part des assaillans. Cette redoute est séparée de celle de Filse par les ronces et les bois de Sanson, qui tiennent toujours le penchant des eaux, et n'ont devant elles qu'un mauvais sentier qui remonte les pentes rapides des sources de Gesibrate. Cette redoute de Filse, meilleure encore pour nous que pour l'ennemi, se lie, en remontant dans la direction du sud, à la hauteur de Martha, de laquelle se détache la chaîne qui se prolonge sur Saorgio.

La hauteur de Martha se joint à celle de Tanardo par une crête assez large, couverte de pelouses qui ont devant elles le penchant rapide et impraticable de quelques sources de la Gesibrate.

En arrière de cette crête prend naissance le vallon de Saorgio, qui se dirige de l'est à l'ouest jusqu'au-dessous de Saorgio.

Les hauteurs de Tanardo donnent une prolongation de lignes inabordables jusqu'à la pointe de l'Engau, ayant derrière elles, les bois, les prairies et les sources de la rivière de Bugio, désignés sous le nom de Plaine Digrecte. Cet emplacement peut fournir un camp des plus vastes et des plus commodes qu'on puisse trouver dans les montagnes, et défendu sur son flanc et sur son front par des crêtes inabordables.

Il résulte donc de cette description de la partie de la ligne de défense à prendre de Tanarello à la plaine de l'Engau, sur l'espace de huit heures de développement, que la nature a presque tout fait pour la rendre inabordable, et pour

procurer aux troupes tous les avantages que l'on peut attendre des localités.

Du reste, toutes ces montagnes, couvertes de neige pendant sept ou huit mois de l'année, permettaient aux Français, pendant ce temps-là, des cantonnemens à la Briga et Bugio, avec cette sécurité qui tient à l'avantage de pouvoir primer l'ennemi sur les hauteurs, parce que les neiges sont beaucoup plus tôt fondues sur ces revers que sur celui du Piémont.

La continuation de la ligne dirigée sur le penchant des eaux pour les plaines de l'Engau, remonte jusqu'à Monte-Ceppo, que les cartes ont jusqu'à ce moment désigné par le nom de Monte-Cordole. Cette partie peut avoir environ deux lieues de développement, et est traversée dans le col des plaines de l'Engau par la communication des villages de Molini et de Treola, de Bugio et de Castel-Franco. Ce passage mérite, par cette raison, la plus grande attention, et la facilité avec laquelle on peut l'aborder de plusieurs points à la faveur des bois exige que les troupes, chargées de le défendre, soient retranchées et sous la protection des hauteurs de Tanardo et Ceppo, qui serviraient d'abord l'un ou l'autre à la retraite d'un corps, s'il était forcé.

Le Monte-Ceppo est non seulement d'une bonne et sûre défense, mais aussi un excellent point d'observation pour éclairer les mouvemens de l'ennemi qui voudrait tenter une attaque sur l'Engau et sur le col de la droite de Ceppo, dit le col de la chapelle Saint-Bernard; la ligne baisse beaucoup et reçoit la protection de Monte-Ceppo.

Au col est la naissance de la petite gorge qui descend par les moulins de Bayardo au village situé en arrière dudit col.

La défense du col est également protégée par la hauteur de sa droite, dite la pointe Bosconero.

De là, la ligne se rapproche de la Taggia, et n'a souvent sur son front que des escarpemens et des rochers qui la

rendent d'un difficile accès, et elle laisse derrière elle le vallon de Cérine, et se prolonge jusqu'à la mer, vers le village de Lorma, sur un développement d'environ cinq heures de marche.

Le poste de Lorma et le village de Bussana seraient des points importans à occuper sur l'extrémité droite de cette ligne.

Le col qui est en avant de Bussana, et où passe le chemin de Taggia, doit être défendu avec soin et avec art, pour empêcher l'ennemi d'y passer et de tourner le reste de la ligne qui s'étend jusqu'à la mer.

Cette défense doit être soutenue par des redoutes situées sur les sommités de la droite et de la gauche du col, et par une réserve placée à Bussana, où d'ailleurs pourraient se rallier les postes forcés, et résister ensuite à une nouvelle attaque.

Les accès du village et du fort de Lorma peuvent être défendus avec succès par l'artillerie.

Si c'est la partie la plus faible de la ligne, on ne peut disconvenir qu'il n'est pas à présumer que l'ennemi porte ses plus grands efforts sur ce point, parce qu'une réserve placée en arrière de l'embouchure de la rivière Ciriano, Poggio et la mer, l'arrêterait, et que les troupes, ralliées dans cette position sous la protection d'une forte redoute entre Notre-Dame-della-Gardia, et d'une autre sur les hauteurs de Poggio, en arrière de la Croix, présenteraient une ligne plus redoutable que la première.

Il est maintenant une observation plus importante à faire, c'est que, quels que puissent être les succès de l'ennemi dans cette partie de la rivière, ils ne peuvent être dangereux pour le reste de la ligne, parce que les troupes passant à Lorma et à Bussana, outre la bonne position dont on vient de parler, en trouveraient de nouvelles pour couvrir San-Remo, qui se lieraient parfaitement avec le reste de la

ligne, par la tête des hauteurs de la rive droite de la vallée de Ciriena, d'où se détachent tous les contre-forts qui descendent en avant et en arrière de San-Remo; ainsi, le reste de la ligne restant intact, la droite pourrait se replier, après la perte de San-Remo, jusqu'à la hauteur du village de la Colla et du cap de San-Remo.

Ce mouvement se ferait d'autant plus facilement, que les troupes placées au Ceppo, et celles qui se seraient repliées sur la hauteur de la droite de la naissance du vallon de Ciriena, assureraient le moyen de primer l'ennemi dans toutes les positions en retraite sur lesquelles la droite serait obligée de se replier.

La ligne, considérée dans toute son étendue, présente la direction la plus courte de Tanardo à la mer, se liant avec le col de Tende, et ayant devant elle le vallon de la Taggia, très-profond, hérissé de roches et d'escarpemens, présentant peu de moyens à l'ennemi de reconnaître le fort ou le faible de la ligne, et l'obligeant à des marches longues et pénibles, pour tenter une attaque.

Cet avantage réunit celui d'avoir toujours du bois et de l'eau à portée des postes, et celui d'être près des établissemens dont ils peuvent tirer leur subsistance.

Les villages de la Briga, Pligna, Bougio, Ciriena et San-Remo, alimentés par les dépôts en arrière, sont plus que suffisans pour cet objet.

La ligne réunit donc, autant qu'il est possible, les avantages qu'on peut desirer dans une étendue de pays aussi considérable.

Reconnaissance de la chaîne de montagnes qui forme la rive gauche de la vallée de la Taggia, depuis Monte-Grande jusqu'à la mer au-dessous de Saint-Laurent, rivière de Gènes, et de celles qui partent du Mont-Jimiquas, qui sépare la vallée d'Oneille de celle du Port-Maurice.

La chaîne de montagnes qui forme la rive gauche de la vallée de la Taggia, depuis le Monte-Grande jusqu'au village de Saint-Laurent, offre plusieurs bonnes positions militaires; la plus élevée est le Monte-Grande, qui se lie parfaitement avec Banarello, par le Monte-Pizzo et Mezzo-Luna.

C'est entre Monte-Grande et Mezzo-Luna que prend naissance le vallon de Rezzo, qui, dans la direction du nord-est, se jette dans la Volsia, à un quart de lieue au-dessus de la Pieva.

Au midi du Monte-Grande, prend naissance la vallée d'Oneille, qui est séparée de celle de Rezzo par un col très-bas, sur lequel se trouve placée la chapelle de Saint-Bernard, où passe un chemin qui, de Conio, premier village de la vallée d'Oneille, va dans celle de Rezzo.

Le Mont-Jimiquas, qui est le point le plus important après Monte-Grande, se lie avec lui par trois petits mamelons inférieurs, dont la crête est tranchante : c'est de ce mont d'où part en avant une chaîne de montagnes qui forme la rive droite de la vallée d'Oneille, longeant entre Oneille et Port-Maurice.

En suivant la chaîne des montagnes qui se dirige sur Saint-Laurent, on trouve le Monte-Maure et le Monte-Pistone : c'est entre ces deux monts que passe la communication de la vallée de Prayla à celle de Carpagio; et c'est aussi de ces monts que prend naissance la vallée de Prayla.

Le Monte-Faldo, qui donne naissance à la vallée de Saint-Laurent, n'est séparé du Monte-Pistone que par un col élevé où passe un chemin qui communique des vallées de Doludo et de Saint-Laurent à Montaldo, vallée de la Taggia.

Sur la même direction est le Mont-Sulia, au bas duquel se trouve la chapelle de San-Salvador, où passe la grande communication du Port-Maurice à Balamo, vallée de la Taggia.

Tous ces monts, depuis Monte-Grande, présentent de très-bonnes positions militaires, et sont d'une étendue d'environ six heures de marche, pouvant se secourir mutuellement, en cas d'attaque, par un chemin qui communique d'un poste à l'autre.

De la chapelle San-Salvador à Saint-Laurent, la continuation de la chaîne est accessible, et ne présente plus de positions militaires saillantes; il se trouve cependant, dans l'étendue de cette partie de la ligne, d'environ trois heures de marche, des positions qui, avec des ouvrages, pourraient être défendues avantageusement: telles sont les hauteurs des Sept-Fontaines, les trois points les plus élevés sur le col di Prat, la Croix des Galères, la chapelle Saint-Antoine, les hauteurs de Costaimaisa et la tour de Feren, sur la hauteur qui domine Saint-Laurent.

Depuis la position des Sept-Fontaines jusqu'à la chapelle Saint-Antoine, cette chaîne forme un plateau qui présente un grand développement, et sur lequel passe un chemin qui, venant de Saint-Laurent, se rend à la tour de Feren, et suit toute la ligne jusqu'à Monte-Grande.

Cette ligne n'étant en général qu'une pelouse, elle offre peu de ressources aux troupes qui y seraient campées; le bois notamment y manquant presque par-tout, et l'eau, en différens endroits, se trouvant éloignée.

La chaîne des montagnes qui partent du Mont-Jimiquas, qui se dirige entre Oneille et Port-Maurice, offre une position défensive momentanée : dans ce cas, les points à occuper seraient le col de Pradimara, le Mont-Gouspigni, le Mont di Pens, les retranchemens du Mont-Aquarou, les hauteurs de Sainte-Agathe et le Mont-Zasiel, qui termine la ligne sur la mer.

Cette ligne, qui offre plusieurs bonnes positions de défense, est accessible en plusieurs endroits, principalement depuis le Mont-Aquarou jusqu'à la mer, et, en outre, traversée par quantité de chemins qui communiquent des différens villages de la vallée d'Oneille à ceux de la vallée du Port-Maurice.

(40) Page 176.

Ainsi les ennemis avaient attaqué sans succès :

Le 21 messidor, le plateau entre Saint-Dalmas-le-Sauvage, le Prat et Saint-Étienne. — Le 23, à la droite de l'armée des Alpes, les cols de Frepes et de Touéo. — Le 24, au centre de l'armée d'Italie, le poste de Limonet. — Le 28, à la gauche, le poste de Saint-Barnouil. — Le 30, armée des Alpes, le Mont-Cenis.

Le 6 thermidor, à la droite de l'armée d'Italie, ils avaient attaqué Zucarello. — Le même jour, le col de Linferme, dont il s'était d'abord emparé, et d'où il avait ensuite été repoussé. — Le 8, à Loano, un détachement français avait rencontré un détachement autrichien, et l'avait battu. — Le 11, armée des Alpes, ils avaient été repoussés dans le vallée de Sture. — Le 12, armée d'Italie, à Issandos. — Le même jour, même armée, division de droite, les ennemis avaient pris Rocca-Barbena, d'où ils avaient été bientôt repoussés et mis en fuite. — Le 20, armée des Alpes, repoussés du Mont-Cenis. . . . etc.

(41) Page 187.

PLAN

D'OFFENSIVE POUR L'ARMÉE D'ITALIE.

Les forces de l'ennemi sont de plus de cent mille hommes; soixante mille des meilleures troupes, et en grande partie autrichiennes, sont en avant de l'aile droite de l'armée d'Italie, forte actuellement de dix-huit mille hommes, et devant recevoir, vers le 10 vendémiaire an 4, seize mille hommes de renfort des armées du Rhin et des Pyrénées orientales : ainsi, au plus tard, vers le 15 vendémiaire, époque à laquelle la campagne doit finir dans les montagnes, et les ennemis s'occuper de leurs quartiers d'hiver, la droite de l'armée d'Italie pourra être forte de trente-quatre mille hommes.

Il paraît très-important de saisir le peu de temps qui reste, pour attaquer l'ennemi au moment où il pensera à se reposer d'une campagne pénible, et où tous ses efforts et sa grande supériorité ne lui ont donné aucun avantage important sur les républicains.

Mais il faut subordonner les opérations de la fin de cette campagne à ses moyens et à la saison, en se bornant à une opération prompte et vigoureuse, qui chasse l'ennemi des positions qu'il occupe, fasse prendre tous ses magasins, assure des positions capables de procurer des quartiers d'hiver sûrs et commodes, et mette le roi de Sardaigne dans la nécessité de traiter de la paix, en poussant les Autrichiens en Lombardie.

Pour réussir dans ce projet, il faut, 1° la libre disposition de toutes les forces qui sont sous les ordres du général en chef, la plus grande activité, le plus grand zèle de la part des administrations, et de l'argent, afin de pouvoir être assuré de pourvoir, sans retard, à tous les besoins de l'armée; 2° il faut conserver assez de forces à l'armée des Alpes, pour qu'elle puisse menacer le Piémont sur tous les débouchés, depuis le petit Saint-Bernard jusqu'à la vallée de Sture, et en réunir, en outre, un assez grand nombre, pour faire une diversion, soit par quelque fourrage important, soit par quelque reconnaissance, soit par le moyen du camp de Tournoux, qui doit être en état de donner de vives inquiétudes aux Piémontais; 3° il faut occuper toutes les positions de la gauche et du centre de l'armée d'Italie, non seulement de manière à arrêter les Piémontais, mais pour, de concert avec le camp de Tournoux, menacer Démon et Coni, assurer la tranquillité dans le département des Alpes-Maritimes, et en imposer aux Barbets; 4° il faut cacher l'emploi des forces que l'on doit porter à l'aile droite, les disposer de manière que l'ennemi reste dans l'incertitude sur les opérations ultérieures, et manœuvrer de manière à se porter rapidement sur le vrai point d'attaque, en abandonnant celui où l'on en avait tenté une fausse, et sur lequel on avait attiré l'attention de l'ennemi; 5° enfin il faut disposer l'artillerie de siége et celle de campagne avec tant d'avantages, qu'elles puissent suivre exactement tous les mouvemens, et les seconder.

Disposition des troupes de renfort.

COLONNES DE DROITE.

La première colonne, arrivant des Pyrénées, se portera sur la droite de la ligne de Borghetto, pour la renforcer, et empêcher l'ennemi de rien entreprendre, jusqu'au moment où l'on sera en mesure de l'attaquer.

Les deux autres colonnes, venant des Pyrénées, se

porteront à Oneille, où elles camperont jusqu'à nouvel ordre.

Le 22[e] régiment de chasseurs restera à Brignoles, où il attendra de nouveaux ordres.

COLONNES DE GAUCHE.

Une colonne des troupes venant de l'armée du Rhin, se portera à la hauteur de Tende; une autre à Ormea : le reste formera un camp de quatre mille hommes à Ponte di Nova, et un de deux mille à la Pièvre.

Le 10[e] régiment de chasseurs à cheval restera à Draguignan, le 5[e] de dragons à Grasse, l'un et l'autre jusqu'à nouvel ordre.

Projet d'attaque.

L'attaque sera disposée sur trois colonnes.

La première perçant, par Carline et Viogenne, le col de Terme et la Trappa, pour attaquer et repousser toutes les forces des Piémontais qui sont sur les montagnes de la rive gauche du Tanaro, et les couper avec la droite des Autrichiens.

La seconde colonne marchant par la vallée de Garresio, pour tourner et attaquer la droite des Autrichiens à Spinardo, la Planète et Saint-Bernard.

La troisième colonne attaquant la gauche des Autrichiens, pour la tenir en échec, en même temps qu'on en détachera deux mille hommes, pour filer par la vallée de Tuirano, et seconder l'attaque des deux autres colonnes à leur droite : en même temps, toute la ligne fera de fausses attaques.

Si l'on réussit, on aura entièrement coupé les Autrichiens des Piémontais; on sera maître des hauteurs des rives droite et gauche du Tanaro, et de celles de l'Apennin, de Saint-Bernard, la Planète et Spinardo; on aura tourné les Autrichiens, battu leur droite; ils auront été forcés de se replier à la hâte sur Savone et sur les positions qui couvrent leur retraite sur la Bormida, et ils auront abandonné plusieurs de leurs magasins : en même temps, des bâtimens légers auront reçu l'ordre de canonner les leurs sur la mer.

Maître des premières hauteurs de l'Apennin, on marchera sur Mélogne et Saint-Jacques, et alors on coupera tout ce qui sera sur Vado, en poussant un corps pour intercepter, par les hauteurs de Biestro, la route de Savone à Alexandrie : on suivra, en même temps, l'ennemi, qui, naturellement, devra se replier par la Bormida.

Toujours; dans la supposition de la réussite, les troupes de la seconde ligne se porteront alors sur Ceva, pendant qu'avec la première on poussera l'ennemi, qui se retirera sur Acqui; et on occupera Savone.

On sera le maître alors de prendre des quartiers d'hiver sûrs et commodes, à moins qu'on ne jugeât plus avantageux de continuer la campagne, dans le cas où quelques fausses marches des ennemis semblassent asssurer des succès.

Pendant ces opérations, l'artillerie de siége serait partie d'Antibes, pour Oneille et Vado.

Mode d'exécution.

ARMÉE DES ALPES.

Un grand fourrage dans la vallée d'Oulx, dans lequel on ira jusqu'à menacer Exiles; une diversion au camp de Tournoux, par des reconnaissances dans la vallée de Sture; prise des Barricades, afin de menacer Démon : dans tout le reste de l'armée des Alpes, on annoncera

des dispositions offensives, en inquiétant, dans chaque division, les camps ennemis qui sont en avant d'elles, et en harcelant leurs postes.

GAUCHE DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Trois corps principaux seront formés et destinés à la principale attaque.

Le premier corps de gauche, rassemblé à Ponte di Nova et Ormea, sera divisé en deux colonnes; une, forte de deux mille cinq cents hommes, partira de Ponte di Nova, pour se rendre à Carline et Vigone, d'où elle se mettra en marche, passant par le col Lazile, se dirigeant sur Fontan de Sabrosa, pour prendre l'ennemi, qui est à Carnetto, par son flanc; détachant un corps de cinq cents hommes, pour attaquer les derrières de la grande redoute qui est sur la montagne Noire, derrière le Donjon, poste très-fort en avant de Terme.

La seconde colonne, réunie à Ormea, et forte de quatre mille cinq cents hommes, formera deux détachemens, de cinq cents hommes chacun, dont l'un tiendra le chemin qui part du col de Terme, suivra le prolongement du bois qui descend à Casotte, pour prendre Carnetto par son flanc droit; l'autre détachement descendra au camp dit des Barbets, montera à mi-côte, pour prendre Préroude par sa droite. En même temps, le reste de la colonne, fort de trois mille cinq cents hommes, partira de la Trappa, filera par la gorge de Garresio, montera par le chemin des Chartreux, pour attaquer le camp piémontais de Préroude par son front.

CENTRE.

Le corps du centre, composé de cinq mille hommes, partant de la Trappa, passera à Garresio, filera jusqu'à Priola, où il détachera mille hommes, pour monter par Putzelo, pendant que le reste de la colonne marchera par Casal, pour s'emparer de la Sota; les troupes de Putzelo attaqueront Spinardo.

DROITE.

Le corps de droite, composé de quatre mille hommes, partant de Borghetto, détachera un corps de quinze cents hommes, qui montera par la gorge de Tuirano, pour se rendre à Bardinetto, couper et tourner les ennemis à Spinardo, la Planète et Saint-Bernard.

Le reste de la colonne, fort de deux mille cinq cents hommes, chassera ce que l'ennemi peut avoir dans Loano, et attaquera la Pietra : si elle peut la forcer, elle suivra l'ennemi sur les hauteurs de Gora et de Saint-Pantaléon. En même temps, tous les corps de l'armée d'Italie, qui n'auront pas été employés à ces différentes attaques, en feront de fausses, et formeront ensuite une seconde ligne, qui secondera et suivra tous les succès de la première.

(42) Page 187.

Au quartier-général à Nice, 17 fructidor an 3 (13 septembre 1795).

Au comité de salut public.

CITOYENS REPRÉSENTANS, j'ai reçu votre lettre du 16 de ce mois, avec les six exemplaires du bulletin de la séance du 13, relativement à l'armée des Alpes et d'Italie.

Lorsqu'en germinal dernier, le gouvernement m'a confié le commandement de l'armée des Alpes et d'Italie, j'ai revu, avec ce plaisir qu'éprouve un citoyen qui a pu rendre quelque service à son pays, le théâtre d'une guerre

que j'ai soutenue il y a deux ans contre des forces très-supérieures, et pendant laquelle, ayant le commandement des deux armées, celle d'Italie n'a pas perdu un pouce de terrain, quoique j'en aie détaché les troupes nécessaires pour réduire Lyon et Toulon ; tandis qu'au même moment je reprenais le Mont-Blanc sur les Piémontais, qui n'étaient qu'à une marche de Chambéry.

J'attends le général Scherer pour aller prendre le commandement de l'armée des Alpes. J'emporterai avec moi la satisfaction d'avoir, depuis trois mois, combattu avec gloire un ennemi de deux tiers plus fort que moi ; d'avoir fait manquer la campagne combinée entre les Austro-Sardes et l'Angleterre, et de les avoir arrêtés à trente lieues au-delà des frontières du département des Alpes-Maritimes.

La position que j'ai prise en présence de l'ennemi, les mouvemens combinés des deux corps de l'armée des Alpes et d'Italie, le secret de mes marches, de mes dispositions, que l'ennemi a appelé *une énigme ;* la situation de dénuement dans lequel j'ai trouvé l'armée, la désorganisation de la plupart des administrations, la supériorité des Anglais dans la Méditerranée, enfin la pénurie la plus affligeante de tous les objets nécessaires à mes braves frères d'armes, fourniront à l'histoire le développement d'une campagne glorieuse.

Mais, je l'avoue, je pars avec le regret de ne plus combattre avec mes braves compagnons d'armes de l'armée d'Italie, et de ne pas exécuter le projet d'attaque que je vous ai proposé ; plan dont l'exécution, attendue avec tant d'impatience par nos braves soldats, doit chasser les Autrichiens de la rivière de Gênes, nous mettre en possession de leurs magasins, les forcer à prendre leurs quartiers d'hiver dans le Milanais, enfin les couper totalement de l'armée piémontaise, et forcer le roi de Sardaigne à faire une paix qu'il doit desirer.

Il me reste encore un devoir à remplir ; c'est de rendre à mes braves frères d'armes la justice éclatante qui leur est due. Je les ai tous vus aux avant-postes, dont quatre fois j'ai fait le tour, depuis la mer jusqu'à la droite de l'armée des Alpes. . . . .

Signé KELLERMAN.

Après avoir écrit cette lettre au comité de salut public, le général Kellerman, en attendant son successeur, s'occupait à faire accepter la nouvelle constitution, lorsque, le 30 fructidor, s'étant rendu à San-Remo avec son état-major, le général Massena lui fit part des mouvemens de l'ennemi, qui indiquaient des projets d'attaque pour le lendemain ou le surlendemain. Ces avis déterminèrent le général à se porter à Alasio le 1er jour complémentaire, et le 2 à Borghetto. Le 3, l'armée ennemie se forma en colonne d'attaque. Un corps de deux mille hommes d'élite, étant placé à la redoute qu'ils avaient sur le champ di Preti, où ils avaient établi une batterie de cinq pièces de canon et un obusier, commença l'action par une canonnade sur le rocher dit le Petit Gibraltar, entre Borghetto et la rive droite du Tanaro, en avant de Zucarello. Après une canonnade de plusieurs heures, les deux mille hommes avaient marché pour enlever le poste du Petit Gibraltar, tandis qu'un corps de huit mille hommes s'avançait, sur plusieurs colonnes, pour les soutenir. Plusieurs fois, cependant, les ennemis avaient été repoussés ; mais ils avaient mis une telle ténacité dans leurs attaques, qu'ils étaient parvenus à tourner le poste, lorsque les adjudans-commandans Saint-Hilaire et Joubert, sortant des retranchemens, tombèrent sur l'ennemi, le tournèrent et l'attaquèrent avec une telle valeur, qu'il fut mis dans une entière déroute, et poursuivi fort loin. Cette déroute du centre des Autrichiens décida le général

de Wins, qui attendait la nouvelle de son succès pour attaquer la droite, à se replier pendant la nuit, et à reprendre sa position.

(43) Page 190.

La guerre de la Vendée avait paru un moment éteinte, les chefs avaient mis bas les armes, et avaient consenti à un traité de paix; mais, si une apparente pacification était venue tranquilliser un moment les infortunés habitans de l'Ouest, l'or de l'Angleterre n'avait pas tardé à les arracher de nouveau au repos, dont ils avaient un si grand besoin. Poussés par le ministère anglais, les chefs avaient recommencé les hostilités; et bientôt l'espoir des Vendéens s'était accru, en voyant paraître sur leurs côtes une armée navale anglaise qui venait de battre une flotte française auprès de Lorient, et, bientôt après, une flottille destinée à procurer des secours aux rebelles, et à jeter sur la côte sept mille hommes, avec des provisions suffisantes pour armer, habiller, équiper soixante mille hommes, et des subsistances pour les faire vivre pendant plusieurs mois. Pour effectuer cet armement, le ministère anglais s'était principalement adressé aux émigrés français disséminés sur le territoire de la Grande-Bretagne; il avait, en même temps, pris, de gré ou de force, une partie des prisonniers français qui étaient en Angleterre depuis le commencement de la guerre : ces derniers, à la vérité, se révoltèrent; mais on en mit à mort une partie, et on entraîna l'autre malgré elle. Cet événement n'était pas d'un favorable augure pour les émigrés, et ils ne réfléchirent pas assez que l'on ne voulait les jeter dans leur patrie que pour s'en débarrasser, et les faire exterminer par les républicains, dont ils ne manqueraient pas d'en tuer un assez grand nombre eux-mêmes avant de périr.

Instruits du nombre d'hommes qui devaient débarquer, et du lieu de leur débarquement, les Vendéens, pour le protéger, dispersèrent le peu de troupes républicaines qui étaient disséminées dans ces cantons, s'emparèrent d'une batterie qui aurait pu s'opposer à la descente des émigrés, et coupèrent tous les ponts de communication qui auraient pu également servir aux troupes républicaines pour se rallier et former un corps assez nombreux, capable d'inquiéter la descente projetée.

Cette descente eut lieu dans la nuit du 8 au 9 messidor an 4 (26 au 27 juin 1795) : on mit d'abord à terre dix-huit cents émigrés; le reste des troupes, les munitions et les vivres, furent débarqués les jours suivans.

A la nouvelle de cette descente, le général Hoche s'était rendu dans le Morbihan; les émigrés étaient maîtres de la petite étendue de pays entre le lac d'Auray et celui de Kergourich, jusqu'à la grande tour d'Auray à Hennebond : afin de se maintenir dans cette position, il fallait qu'ils s'emparassent du fort Penthièvre; il venait de capituler, et ce qui restait de ses défenseurs avait été transporté sur la flotte anglaise, lorsque les insurgés furent obligés, poussés par les troupes de la république, de se réfugier dans la presqu'île de Quiberon, sous la protection du fort qui venait de se rendre.

De son côté, le général Hoche était très-embarrassé, s'étant convaincu qu'il ne pouvait combattre les insurgés avec quelque succès, qu'après avoir enlevé le fort Penthièvre, qui couvrait leurs retranchemens : dans cette circonstance embarrassante, parmi plusieurs transfuges qui se rendaient en assez grand nombre au camp des Français, quelques-uns vinrent assurer le général Hoche que le fort Penthièvre était commis à la garde d'une très-grande partie des prisonniers et des matelots qui avaient marché malgré eux à cette expédition, et qui ne deman-

deraient pas mieux que de s'emparer du fort, et de le livrer dès l'instant où ils verraient des troupes républicaines prêtes à les seconder.

Le général, se fiant à ces rapports, avait destiné trois mille hommes à cette expédition périlleuse, qui s'étaient mis en marche à onze heures du soir, divisés en trois colonnes, sous les ordres des généraux Humbert, Vatteau, Botta, et de l'adjudant-général Ménage : ces troupes étaient à peine hors du camp, qu'elles avaient été assaillies par un orage affreux ; errantes, au milieu de la nuit, sur des mers de sables, dans des dunes, n'étant éclairées que par le feu du tonnerre, les colonnes se heurtaient, se choquaient; un torrent de pluie les inondait ; la voix des chefs ne pouvait plus se faire entendre. Cependant le ciel était redevenu calme ; il était deux heures du matin, et une colonne se trouvait au pied du fort ; les deux autres venaient d'être apperçues par les Anglais, qui les foudroyaient en flanc avec l'artillerie de leurs chaloupes canonnières ; elles étaient sur le point de rétrograder, elles entendent un bruit confus qui vient du fort : on examine, on voit flotter le drapeau tricolor ; c'était le brave Ménage qui, à la tête de trois cents hommes, bravant l'orage, les flots, gravissant de rocher en rocher, avait pénétré jusqu'au pied des retranchemens de la forteresse, les avait franchis, et, se précipitant dans le fort le sabre à la main, avait massacré tout ce qui opposait de la résistance.

Le fort Penthièvre une fois enlevé, rien ne mettait les émigrés à l'abri d'une attaque des troupes républicaines, qui étaient en plus grand nombre ; bientôt le trouble et la consternation les accablent. Les Vendéens s'embarquent, et se sauvent sur les côtes de l'Ouest, où ils se dispersent ; les émigrés, ralliés sous les ordres du jeune Sombreuil, soutiennent le feu des républicains, pour donner le temps aux femmes, aux vieillards et aux enfans qui se trouvaient parmi eux, de regagner des chaloupes qui les attendaient : mais cette résistance ne pouvait pas être longue ; les émigrés, obligés de céder au nombre, se retirent sur un rocher isolé, à l'extrémité de la presqu'île de Quiberon ; et les malheureux, dont ils protégeaient l'embarquement, voulant éviter d'être pris, s'élancent à la mer, dans l'espoir de gagner les chaloupes, et y périssent pour la plupart, tandis que la poignée d'émigrés qui s'était réfugiée au fond de la presqu'île, était obligée de se rendre.

A l'exception des soldats, qui se trouvèrent n'être pas nobles, tous les autres émigrés pris à Quiberon furent fusillés. Tel fut le fruit de la crédule confiance des émigrés dans les paroles perfides du gouvernement anglais ; tel est le sort qui attend tous les gouvernemens qui se laisseront subjuguer par les insinuations dangereuses du cabinet de Saint-James. Qu'on nous cite une seule puissance, un seul agent qui n'ait été la victime de sa connexion avec la cour de Londres ! Le temps et les embarras où elle se trouve ne peuvent que multiplier le nombre de ses crimes.

(44) Page 193.

Par ce traité, la France abandonna toutes ses conquêtes, et l'Espagne lui céda la partie de Saint-Domingue qu'elle possédait.

Cette modération de la république, et l'intérêt commun de s'opposer à l'ambition anglaise, disposèrent la cour de Madrid à renouer ses anciennes liaisons avec la France, et à faire un traité d'alliance avec elle.

La crainte de voir continuer la guerre, et le desir de la terminer, étaient alors si vifs dans toute l'Espagne, qu'on fit par-tout des prières pour la cessation des mal-

heurs qui accablaient le royaume; et le roi d'Espagne, qui se voyait restituer les provinces qu'il avait perdues au moment où il craignait de voir arriver l'ennemi jusque dans sa capitale, accorda au duc d'Alcudia le titre de *prince de la paix*, comme autrefois, à Rome, on donnait à des généraux le nom des provinces qu'ils avaient conquises.

(45) Page 194.

Les principaux articles furent l'engagement, de la part du roi de Prusse, de vivre en bonne amitié avec la république, tant comme roi de Prusse, que comme membre de l'Empire; de ne point fournir de secours ni de contingent, à quelque titre que ce fût, aux ennemis de la France, et de laisser aux Français l'occupation des possessions prussiennes situées sur la rive gauche du Rhin, en ajournant tout arrangement définitif à l'égard de ces provinces, jusqu'à la pacification générale entre la France et l'Empire.

La France, de son côté, s'engageait à retirer ses troupes des possessions prussiennes situées sur la rive droite du Rhin, à accueillir les bons offices du roi de Prusse en faveur des princes de l'Empire, et à ne pas traiter comme pays ennemis les états dudit Empire situés sur la rive droite du Rhin, en faveur desquels le roi s'intéressait.

Ce traité remplissait également les vues de la France et de la Prusse, en débarrassant les Français de toute crainte du côté du Nord, et en soumettant la partie septentrionale de l'Allemagne à l'influence prussienne.

(46) Page 194.

Par ce traité, le prince retira ses troupes de la solde des Anglais, céda à la France les pays qu'il possédait sur la rive gauche du Rhin, et se dégagea de l'obligation où il était de fournir son contingent, comme prince de l'Empire.

(47) Page 203.

Par ce nouveau code, la législation était confiée à deux conseils élus par le peuple : celui des cinq cents, ou des jeunes législateurs, devait proposer les lois; celui des deux cent cinquante, ou des anciens, devait les accepter ou les rejeter. Le pouvoir exécutif suprême était dans les mains de cinq directeurs, nommés par les conseils; les tribunaux jouissaient d'une pleine indépendance. Les ministres, soumis au directoire, restaient responsables de l'exécution des lois : les directeurs et les députés, également inviolables, ne pouvaient être accusés et jugés que par un décret rendu par les deux conseils. La démagogie était détrônée; le pouvoir suprême se rapprochait insensiblement de l'unité qui devait le centraliser, et le fixer un jour dans les mains d'un seul.

(48) Page 205.

Après les plus affreuses angoisses, une nouvelle constitution et une nouvelle législature devaient laisser entrevoir à la France un avenir moins orageux; mais les agitateurs s'étaient servi avec succès des décrets de réélection, pour détruire cette flatteuse espérance dans l'esprit des nouveaux électeurs, et pour semer la discorde dans les nouvelles assemblées primaires.

On retraçait avec les couleurs les plus vives le long avilissement de la convention, les maux incalculables qu'elle avait répandus ou laissé répandre sur la France pendant le règne de la terreur; on appuyait avec affectation sur l'impossibilité de trouver cinq députés conven-

tionnels qui n'eussent pas avili leur caractère, et qui n'eussent pas été ou complices, ou fauteurs, ou coupables de quelque crime.

Ils ont représenté le peuple français pendant trois ans, disait-on : durant cette longue succession, ils ont cumulé les fonctions législatives, exécutrices et judiciaires, et, sous leur règne, l'anarchie la plus sanglante a dévoré la France. Sans doute, ils ne sont pas tous également coupables ; mais aucun d'eux n'est innocent de la faiblesse dont ils ont donné des preuves journalières et sans nombre ; et la nouvelle constitution exige des hommes purs et courageux.... Et pourquoi, ajoutait-on, vouloir ôter aux assemblées primaires l'entière liberté de choisir ? Pourquoi vouloir porter atteinte à la souveraineté du peuple ? Voudrait-on faire l'injure à la nation, de croire qu'il n'y a plus en France que les conventionnels qui puissent la représenter ?

Ces raisons, sans doute, pouvaient avoir quelque poids, et il était naturel qu'on fût las de cette assemblée et de ses membres ; mais aussi on oubliait trop, peut-être, que, depuis un an, elle avait réparé une partie de ses torts ; qu'elle offrait, les armes à la main, un traité de paix auquel la prudence ordonnait de souscrire ; qu'elle avait encore les troupes et le trésor public à ses ordres ; que les nouveaux propriétaires étaient intéressés à la soutenir, et que, plus elle s'était attiré de ressentiment, moins elle devait exposer et ses membres et ses lois à la vengeance de ses ennemis.

(49) Page 233.

	hommes.
Les forces autrichiennes s'élevaient, à l'ouverture de la campagne, au nombre de . . .	80,000
L'armée de ligne du roi de Sardaigne était de	60,000
	140,000

	hommes.
Ci-contre.	140,000
Ses milices armées et sur pied, de	30,000
Le pape avait rassemblé	30,000
Le roi de Naples pouvait disposer de . . .	80,000

Il en avait quarante mille dans deux camps rassemblés sur sa frontière, tandis que deux mille quatre cents hommes de sa cavalerie s'étaient réunis aux Autrichiens, en Lombardie.

Le duc de Parme, et sur-tout celui de Modène, donnaient à la coalition, en argent et en munitions, ce qu'ils ne pouvaient ou n'osaient offrir en troupes ; et Venise et Gênes n'étaient ni moins perfides ni moins généreuses.

Total.	280,000

(50) Page 249.

Les Français, dans cette journée, firent sept à neuf mille prisonniers, parmi lesquels un lieutenant-général, vingt ou trente colonels ou lieutenans-colonels, et presqu'en entier les régimens suivans :

Corps francs. Trois compagnies de Croates, un bataillon de Peligrini, Stein, Vilhem, Schrœder, Teutsch.

Quatre compagnies d'artillerie, plusieurs officiers supérieurs du génie au service de l'empereur, et les régimens de Mont-Ferrat, de la Marine, de Suse, et quatre compagnies de grenadiers au service du roi de Sardaigne.

Vingt-deux pièces de canon, avec les caissons et tous les attelages, et quinze drapeaux.

L'ennemi eut deux mille cinq cents hommes tués, parmi lesquels un aide-de-camp-colonel du roi de Sardaigne.

(51) Page 255.

L'ennemi, dans ces affaires, avait perdu dix-huit cents hommes, dont treize cents prisonniers; un général piémontais avait été tué, trois faits prisonniers, ainsi que quatre colonels; on avait pris onze drapeaux et huit pièces de canon, dont deux obusiers et quinze caissons.

(52) Page 255.

Le 4, l'armée française avait passé l'Elero, jeté de nouveaux ponts sur le Pesio; et, le soir, son avant-garde était arrivée à Carru.

Le 5, après quelques escarmouches, on était entré dans la ville de Benne; le 6, le général Serrurier, après s'être porté à la Trinité, avait canonné la ville de Fossano, dans laquelle le général piémontais avait établi son quartier-général.

Le général Massena s'était porté contre Cherasco, où il avait d'abord culbuté les grandes gardes des ennemis; on avait ensuite placé des batteries d'obusiers, pour couper les palissades : mais l'ennemi, après quelques coups de canon, avait évacué la ville, en repassant la Sture. Cette conquête était d'une très-grande importance pour l'armée française, dont elle appuyait la droite, et à laquelle elle offrait de grandes ressources de subsistances. On y avait trouvé vingt-huit pièces de canon et des magasins très-considérables.

(53) Page 257.

« Soldats, vous avez, en quinze jours, remporté six « victoires, pris vingt-un drapeaux, cinquante pièces de « canon, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus « riche du Piémont; vous avez fait quinze cents prison-

« niers, tué ou blessé dix mille hommes. Vous vous étiez « jusqu'ici battus parmi des rochers stériles, illustrés par « votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez « aujourd'hui, par vos services, l'armée conquérante de « la Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez « suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans ca- « nons, passé des rivières sans ponts, fait des marches « forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : « les phalanges républicaines étaient seules capables d'ac- « tions aussi extraordinaires. Graces vous en soient ren- « dues, soldats!

« Les deux armées qui, naguère, vous attaquaient avec « audace, fuient devant vous; les hommes pervers qui se « réjouissaient, dans leurs pensées, du triomphe de vos « ennemis, sont confondus et tremblans. Mais, soldats, « il ne faut pas vous le dissimuler : vous n'avez encore « rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent en- « core à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous. Vos « ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des « Tarquins.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la « campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment pour- « vus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. « L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous « de grandes choses : vous justifierez son attente. Vous « brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple fran- « çais; d'humilier les rois orgueilleux, qui méditaient de « nous donner des fers; de dicter une paix glorieuse, qui « indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits; vous « voulez tous, en rentrant dans le sein de vos familles, « dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de « l'Italie.*

« Amis, je vous promets cette conquête; mais il est « une condition qu'il faut que vous juriez de remplir :

« c'est de respecter les peuples que vous délivrerez de leurs « fers ; c'est de réprimer les pillages auxquels se portent « les scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous « ne seriez point les libérateurs des peuples ; vous en se- « riez le fléau. Le peuple français vous désavouerait ; vos « victoires, votre courage, le sang de vos frères morts « en combattant, tout serait perdu, sur-tout l'honneur et « la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre « confiance, nous rougirions de commander une armée « qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais, investi de « l'autorité nationale, je saurai faire respecter, à un petit « nombre d'hommes sans cœur, les lois de l'humanité et « de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds ; je ne souffrirai « pas que des brigands souillent vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous « pour rompre vos fers ; le peuple français est l'ami de « tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos « drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages, « seront religieusement respectés. Nous ferons la guerre « en ennemis généreux : nous n'en voulons qu'aux tyrans « qui vous asservissent. »

(54) Page 257.

En conséquence des ordres qu'il avait reçus, le général Colli avait écrit à Bonaparte :

« Ayant appris que sa majesté le roi de Sardaigne vient « d'envoyer à Gènes des plénipotentiaires, pour y traiter « de la paix, sous la médiation de la cour d'Espagne, je « crois, Général, que l'intérêt de l'humanité exigerait, « pendant le temps que dureront ces négociations, que les « hostilités fussent suspendues de part et d'autre.

« Je vous propose, en conséquence, un armistice, soit « illimité, soit pour un temps fixe, à votre choix, dans « la vue d'épargner l'effusion inutile du sang humain. »

Bonaparte répondit :

« Le directoire exécutif, Monsieur, s'est réservé le droit « de traiter de la paix ; il faut donc que les plénipoten- « tiaires du roi, votre maître, se rendent à Paris, ou « attendent à Gènes les plénipotentaires que le gouverne- « ment pourrait envoyer.

« La position militaire et morale des deux armées rend « toute suspension d'armes pure et simple impossible. « Quoique je sois, en particulier, convaincu que le gou- « vernement accordera des conditions de paix raisonnables « à votre roi, je ne puis, sur des propositions vagues, « arrêter ma marche. Il est cependant un moyen de par- « venir à votre but, conforme aux vrais intérêts de votre « cour, et qui épargnerait une effusion de sang inutile, « dès-lors contraire à la raison et aux lois de la guerre ; « c'est de mettre en mon pouvoir deux des trois forteresses « de Coni, d'Alexandrie, de Tortone, à votre choix : nous « pourrons alors attendre, sans hostilités, la fin des né- « gociations qui pourraient s'entamer. Cette proposition « est très-modérée : les intérêts mutuels qui doivent exis- « ter entre le Piémont et la république française, me « portent à desirer vivement de voir éloigner de votre pays « les malheurs de toute espèce qui le menacent. »

(55) Page 258.

« J'ai communiqué à la cour de Sardaigne, Général, « la lettre que vous m'avez écrite.

« Je suis autorisé, par sa majesté le roi, à vous dire « maintenant que le ministre français à Gènes, auquel le « plénipotentiaire du roi s'est adressé pour lesdites ouver- « tures de paix, lui a déclaré n'avoir, ni personne à

« Gênes, aucune autorisation pour entrer en semblables « négociations, mais qu'il fallait s'adresser au directoire « exécutif à Paris, lequel seul en avait le droit.

« Sur quoi, le plénipotentiaire a dû y diriger ses ul- « térieures démarches à l'effet dont il s'agit. En attendant « que, par ce moyen, qui ne peut être employé, à moins « que d'apporter quelque délai, on puisse arriver à une « conclusion qu'on espère de l'ouvrage salutaire de la paix « entre les deux états, le roi, desirant toujours qu'on « puisse épargner, de part et d'autre, les calamités de « tout genre qu'entraînent les hostilités, n'a point hésité « à donner son consentement à ce que la suspension d'ar- « mes proposée, que vous vous êtes montré disposé à ac- « cepter, sous certaines conditions, puisse avoir lieu, et « être arrêtée sans retard.

« En conséquence, sa majesté m'ordonne de vous dé- « clarer qu'elle consentira à mettre en votre pouvoir deux « de ses forteresses, savoir, celles de Coni et de Tortone, « comme vous l'avez demandé, pendant que dureront les « négociations dont on va s'occuper, et suivant le mode « dont on conviendra : au moyen de quoi, toute hos- « tilité cessera dès à présent, jusqu'à la fin desdites né- « gociations. A l'exception de la rémission de ces deux « places, les choses resteront *in statu quo*, pour ce qui « regarde les pays occupés par les armées respectives, sans « qu'elles puissent outre-passer la ligne des limites, qui sera « fixée respectivement, et le tout de la manière qui sera « convenue plus spécifiquement entre nous. »

(56) Page 258.

« Art. Ier Il y aura paix, amitié et bon voisinage, « entre la république française et le roi de Sardaigne. « Toutes les hostilités cesseront entre les deux puissances, à « compter du moment de la signature du présent traité.

« II. Le roi de Sardaigne révoque toute adhésion, con- « sentement et accession patente ou secrète par lui donnée « à la coalition armée contre la république française ; à « tout traité d'alliance offensive ou défensive qu'il pour- « rait avoir conclu contre elle avec quelque puissance ou « état que ce soit. Il ne fournira aucun contingent, en « hommes ou en argent, à aucune des puissances armées « contre la France, à quelque titre et sous quelque dé- « nomination que ce soit.

« III. Le roi de Sardaigne renonce purement et sim- « plement, à perpétuité, pour lui, ses successeurs et « ayans cause, en faveur de la république française, à « tous les droits qu'il pourrait prétendre sur la Savoie, « les comtés de Nice, de Tende et de Beuil.

« IV. Les limites entre les états du roi de Sardaigne « et les départemens de la république française seront éta- « blies sur une ligne déterminée par les points les plus « avancés, du côté du Piémont, des sommets, plateaux « des montagnes et autres lieux ci-après désignés, ainsi « que des sommets ou plateaux intermédiaires, savoir, « en commençant au point où se réunissent les frontières « du ci-devant Faucigni, duché d'Aoste et du Valais, « à l'extrémité des glacières ou monts maudits ; 1° Les « sommets ou plateaux des Alpes, au levant du col Mayor ; « 2° le petit Saint-Bernard et l'hôpital qui y est situé ; « 3° les sommets ou plateaux du Mont-Alban, du col « de Crisance et du Mont-Iseran ; 4° en se détournant un « peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celst et « du gros Caval ; 5° le grand Mont-Cenis et l'hôpital placé « au sud-est du lac qui s'y trouve ; 6° le petit Mont-Cenis ; « 7° les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de « Bardonenche du val des Prés ; 8° le Mont-Genèvre ; « 9° les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de « Guières de celle des Vaudois ; 10° le Mont de Viso ;

« 11° le col Maurin; 12° le Mont de l'Argentière; 13° les « sources de l'Ubayette et de la Sture; 14° les montagnes « qui sont entre les vallées de Sture et de Gesso, d'une « part, et celles de Saint-Étienne du Tinea, de Saint- « Martin ou de Vesubia, de Tende ou de Roya, de l'autre « part; 15° la Roche-Barbon, sur les limites de l'état de « Gênes.

« Si quelques communes, habitations ou portions de « territoire desdites communes, actuellement unies à la « république française, se trouvaient placées hors de la « ligne frontière ci-dessus désignée, elles continueront à « faire partie de la république, sans que l'on puisse tirer « contre elles aucune induction du présent article.

« V. Le roi de Sardaigne s'engage à ne pas permettre « aux émigrés ou déportés de la république française, de « s'arrêter ou de séjourner dans ses états.

« Il pourra néanmoins retenir seulement à son service « les émigrés des départemens du Mont-Blanc et des Alpes- « Maritimes, tant qu'ils ne donneront aucun sujet de « plaintes, par des entreprises ou manœuvres tendant à « compromettre la sûreté intérieure de ladite république.

« VI. Le roi de Sardaigne renonce à toute répétition ou « action mobilière qu'il pourrait prétendre exercer contre « la république française, pour des causes antérieures au « présent traité.

« VII. Il sera conclu incessamment, entre les deux puis- « sances, un traité de commerce, d'après des bases équi- « tables, et telles qu'elles assurent à la nation française « des avantages au moins égaux à ceux dont jouissent; « dans les états du roi de Sardaigne, les nations les plus « favorisées.

« En attendant, toutes les communications et relations « commerciales seront rétablies.

« VIII. Le roi de Sardaigne s'oblige à accorder une « amnistie pleine et entière à tous ceux de ses sujets qui « ont été poursuivis pour leurs opinions politiques. Tous « procès qui pourraient leur avoir été suggérés à ce sujet, « ainsi que les jugemens qui y sont intervenus, sont « abolis; tous leurs biens, meubles ou immeubles, ou le « prix d'iceux, s'ils ont été vendus, leur seront restitués « sans délai. Il leur sera loisible d'en disposer, de rentrer « et demeurer dans les états du roi de Sardaigne, ou de « s'en retirer.

« IX. La république française et sa majesté le roi de « Sardaigne s'engagent à donner main-levée du séquestre « de tous effets, revenus ou biens saisis, confisqués, dé- « tenus ou vendus, sur les citoyens ou sujets de l'autre « puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les « admettre respectivement à l'exercice légal des actions ou « droits qui pourraient leur appartenir.

« X. Tous les prisonniers respectivement faits seront « rendus dans un mois, à compter de l'échange des rati- « fications du présent traité, en payant les dettes qu'ils « pourraient avoir contractées pendant leur captivité. Les « malades et blessés continueront d'être soignés dans les « hôpitaux respectifs : ils seront rendus aussitôt leur gué- « rison.

« XI. L'une des puissances contractantes ne pourra ac- « corder passage sur son territoire à des troupes ennemies « de l'autre puissance.

« XII. Indépendamment des forteresses de Ceva, Coni « et Tortone, ainsi que du territoire qu'occupent et doi- « vent occuper les troupes de la république, elles occu- « peront les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suse, « de la Brunette, de Château-Dauphin et d'Alexandrie, « à laquelle dernière place Valence sera substituée, si le « général en chef de la république française le préfère.

« XIII. Les places et territoires ci-dessus désignés seront

« restitués au roi de Sardaigne aussitôt la conclusion du « traité de commerce entre la république et sa majesté, « de la paix générale et de l'établissement de la ligne des « frontières.

« XIV. Les pays occupés par les troupes de la ré-« publique, et qui doivent être rendus en définitif, rentre-« ront sous le gouvernement civil de sa majesté sarde, « mais resteront soumis à la levée des contributions mi-« litaires, prestations en vivres et fourrages, qui ont été « ou pourront être exigées par les besoins de l'armée « française.

« XV. Les fortifications d'Exiles, de la Brunette, de « Suse, ainsi que les retranchemens formés au-dessus de « cette ville, seront démolis et détruits aux frais de sa « majesté sarde, à la diligence des commissaires nommés « à cet effet par le directoire exécutif.

« Le roi de Sardaigne ne pourra établir ni réparer « aucune fortification sur cette partie de la frontière.

« XVI. L'artillerie des places occupées, et dont la dé-« molition n'est pas articulée par le présent traité, pourra « être employée au service de la république; mais elle « sera restituée avec les places, et à la même époque, « à sa majesté sarde. Les munitions de guerre et de bou-« che qui s'y trouvent pourront être consommées, sans « répétition, pour le service de l'armée républicaine.

« XVII. Les troupes françaises jouiront du libre pas-« sage dans les états du roi de Sardaigne, pour se porter « dans l'intérieur de l'Italie, et en revenir.

« XVIII. Le roi de Sardaigne accepte, dès à présent, « la médiation de la république française, pour terminer « définitivement les différens qui subsistent depuis long-« temps entre sa majesté et la république de Gênes, et « statuer sur leurs prétentions respectives.

« XIX. Conformément à l'article VI du traité conclu « à la Haye, le 27 floréal de l'an 3, la république ba-« tave sera comprise dans le présent traité. Il y aura paix « et amitié entre elle et le roi de Sardaigne; toutes choses « seront rétablies sur le pied où elles étaient avant la « présente guerre.

« XX. Le roi de Sardaigne fera désavouer, par son « ministre près la république française, les procédés em-« ployés envers le dernier ambassadeur de France.

« XXI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications « échangées au plus tard dans un mois, à compter de la « signature du présent traité. »

(57) Page 258.

Ainsi ce prince, dont la cour avait été l'asile des frères de Louis XVI, et le foyer des intrigues des émigrés; ce prince qui, naguère, avait vu ses troupes dans Toulon, au milieu de cette Provence qu'il s'était flatté d'incorporer, avec le Dauphiné et le Lyonnais, à ses états; auquel le directoire avait fait offrir la Lombardie, après la bataille de Loano; auquel M. Pitt avait prodigué l'or, et auquel les traités de Pavie et de Pilnitz avaient promis un vaste agrandissement, expiait, dans sa vieillesse, la témérité de son ambition par la perte de plus de la moitié de ses états, et ne pouvait se flatter d'en conserver le reste que comme un monument de la générosité de ses vainqueurs.

Le 10 floréal (29 avril), on était arrivé assez à temps à Alexandrie, pour s'emparer des magasins; le 17 floréal (6 mai), les Français avaient pris possession de Tortone, où ils trouvèrent plus de cent pièces de canon de bronze et des munitions immenses. Ceva et Coni avaient été également trouvées dans un état de défense respectable, et très-richement approvisionnées. Ainsi la guerre nourrissait

la guerre, et les succès fournissaient les moyens de s'en procurer de nouveaux.

(58) Page 262.

Le succès du combat de Fombio fut dû, en grande partie, au courage du chef de brigade Lanes, qui, quelques jours auparavant, avait été le premier à mettre pied à terre au passage du Pô.

(59) Page 271.

Déja vingt-un drapeaux, monumens du courage de cette brave armée d'Italie et des défaites des armées autrichiennes et piémontaises, avaient été envoyés et présentés, en son nom, au directoire exécutif, et reçus par lui, en séance publique, aux acclamations de *vive la république!* lorsque le gouvernement, convaincu que, dans une république, les fêtes sont un levier qui remue et dirige les opinions, ordonna la *fête des victoires.*

Cette fête avait été célébrée dans le Champ-de-Mars, le même jour qu'elle l'était dans toute la république. Le directoire placé en avant de la statue de la Liberté, le C. Carnot, président, avait prononcé un discours, dans lequel, après avoir tracé les devoirs de la reconnaissance, il s'écrie : « En ce moment même, un grand peuple « est assemblé tout entier, pour exprimer la sienne aux « citoyens vertueux qui l'ont méritée. Que cette tâche est « précieuse à remplir! que l'on aime à rendre cet hom- « mage à tous ceux à qui la patrie doit son salut, sa « gloire et les bases de sa prospérité!

« Vous, à qui la France a dû sa régénération politi- « que, philosophes courageux, dont les écrits ont préparé « la révolution, limé les fers de l'esclavage, et atténué « de longue main les fureurs du fanatisme;

« Vous, Citoyens, dont le bras intrépide a effectué « cette heureuse révolution, fondé la république, et lutté « depuis sept ans contre le crime et l'ambition, le roya- « lisme et l'anarchie;

« Vous tous enfin qui travaillez à rendre la France « heureuse et florissante, qui l'illustrez par vos talens, « qui l'enrichissez de vos découvertes :

« Recevez le témoignage solennel de la reconnaissance « nationale.

« Recevez-le sur-tout, armées républicaines, vous dont « tout rappelle ici la gloire et les succès. C'est vous qui « nous avez défendus contre dix rois coalisés, qui les avez « chassés de notre territoire, qui avez reporté chez eux « les fléaux de la guerre. Vous n'avez pas seulement vaincu « des hommes, vous avez surmonté tous les obstacles de « la nature; vous avez triomphé des fatigues de la faim « et des hivers : quel spectacle pour les peuples! et quelle « terrible leçon pour les ennemis de la liberté! Une ré- « publique naissante arme ses enfans, pour défendre son « indépendance; rien ne peut retenir leur impétuosité. « Traversant les fleuves, forçant les retranchemens, gra- « vissant les rochers : ici, après une foule de victoires, « ils reculent nos limites jusqu'aux barrières que la na- « ture nous a données, et, poursuivant sur les glaces les « débris de trois armées, vont, d'une nation opprimée et « ennemie, faire un peuple libre et allié; là, ils vont « exterminer les hordes de traîtres et de brigands vomis « par l'Angleterre, punissent les chefs coupables, et ren- « dent à la république des frères trop long-temps égarés : « ici, franchissant les Pyrénées, ils se précipitent de « leur sommet, renversent tout ce qui s'oppose à leur « élan, et ne sont arrêtés que par une paix honorable; « là, escaladant les Alpes et l'Apennin, ils s'élancent à « travers le Pô et l'Adda. L'ardeur du soldat est secondée

« par le génie et l'audace des chefs : ils conçoivent avec « profondeur, ils exécutent avec énergie ; tantôt disposant « leurs frères avec calme, tantôt se précipitant au milieu « des dangers, à la tête de leurs frères d'armes. Oh ! que « ne puis-je dérouler ici l'immense et glorieux tableau de « leurs victoires ! Que ne puis-je nommer nos plus intré- « pides défenseurs ! Quelle foule d'images sublimes et de « noms chéris se presse dans ma mémoire ! ! ! Immortels « guerriers, la postérité refusera d'ajouter foi à la mul- « titude de vos triomphes ; mais, pour nous, l'histoire « n'a plus de vraisemblance.

« Mais ne voyons-nous pas, dans cette enceinte même, « une portion de ces braves défenseurs ? Vainqueurs des « ennemis extérieurs de l'état, ils sont venus réprimer ses « ennemis intérieurs, et maintiennent l'ordre au dedans « de la république, qu'ils ont fait respecter au dehors. « N'y voyons-nous pas encore ces vénérables guerriers « blanchis sous les armes, ceux que d'honorables bles- « sures forcent à un repos prématuré, et dont nous ap- « percevons ici l'asile ? Avec quel plaisir nos yeux se re- « posent sur cette intéressante réunion ! Avec quelle douce « émotion nous contemplons ces fronts victorieux !

« Pourquoi ne nous reste-t-il que votre souvenir, héros « morts pour la liberté ? Vous vivrez du moins à jamais « dans nos cœurs ; vos enfans nous seront chers ; la ré- « publique acquittera sur eux ses dettes envers vous ; et « nous venons payer ici la première, en proclamant votre « gloire et sa reconnaissance.

« Armées républicaines, figurées dans cette enceinte par « une portion de vous-mêmes ; phalanges invincibles, « dont j'apperçois de tous côtés les trophées, dont j'en- « trevois dans l'avenir les nouveaux succès, avancez et « recevez les couronnes triomphales que le peuple français « m'ordonne d'attacher à vos drapeaux.

« Et vous, Français, que l'on voudrait égarer, soyez « sensibles à ce spectacle touchant : nos défenseurs au- « raient-ils en vain triomphé ? Voudriez-vous que les « divisions et les troubles détruisissent tout le fruit de « leurs exploits ? Ils vous convient, par ma voix, d'ab- « jurer aujourd'hui vos haines ; c'est pour vous que le « sang a coulé : ne vous montrez point ingrats au jour « de la reconnaissance. »

Après ce discours, les troupes, qui avaient été distribuées en quatorze corps, représentant les quatorze armées, avaient envoyé des députations, au milieu desquelles on voyait des braves défenseurs de la patrie couverts de blessures pour le service de la république : montées au haut du tertre et au pied de la statue de la Liberté, les députations y avaient reçu chacune un drapeau, au bruit d'une musique guerrière et de salves continuelles d'artillerie. Des évolutions militaires avaient succédé à la distribution, et la fête avait été terminée par des danses.

(60) Page 271.

« SOLDATS, vous vous êtes précipités, comme un tor- « rent, du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dis- « persé tout ce qui s'opposait à votre marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est « livré à ses sentimens naturels de paix et d'amitié pour « la France.

« Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte « dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de « Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre « générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil, ne « trouve plus de barrière qui la rassure contre votre cou- « rage. Le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter « un seul jour : ces boulevards vantés de l'Italie ont été

« insuffisans; vous les avez franchis aussi rapidement que « l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la « patrie. Vos représentans ont ordonné une fête dédiée à « vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la « république : là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos « sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès, et se « vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait;... mais ne « vous reste-t-il plus rien à faire ?... Dira-t-on que nous « avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su pro- « fiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle « d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ?... Mais je « vous vois déjà courir aux armes : un lâche repos vous « fatigue; les journées perdues pour la gloire le sont pour « votre bonheur..... Hé bien !... partons; nous avons « encore des marches forcées à faire, des ennemis à sou- « mettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre « civile en France, qui ont lâchement assassiné nos mi- « nistres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent.... « l'heure de la vengeance a sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquiétude : nous « sommes amis de tous les peuples, et plus particulière- « ment des descendans des *Brutus*, des *Scipion*, et des « grands hommes que nous avons pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les sta- « tues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peu- « ple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, « tel sera le fruit de vos victoires; elles feront époque « dans la postérité : vous aurez la gloire immortelle de « changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français libre, respecté du monde entier, « donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indem- « nisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis « six ans; vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos « concitoyens diront, en vous montrant : *Il était de* « *l'armée d'Italie.* »

(61) Page 272.

Le général en chef de l'armée d'Italie accorde au duc de Modène un armistice, pour lui donner le temps d'envoyer à Paris, à l'effet d'obtenir du directoire exécutif la paix définitive aux conditions ci-après, auxquelles se soumet, et que promet de remplir M. Frédéric, commandeur d'Est, plénipotentiaire de M. le duc de Modène, savoir :

« 1° Le duc de Modène paiera à la république fran- « çaise la somme de sept millions cinq cent mille livres, « monnaie de France, dont trois millions seront versés « sur-le-champ dans la caisse du payeur de l'armée; deux « millions dans le délai de quinze jours, entre les mains « de M. Balbi, banquier de la république de Gènes, et « deux millions cinq cent mille livres entre les mains du « même banquier à Gènes, dans le délai d'un mois.

« 2° Le duc de Modène fournira, en outre, deux mil- « lions cinq cent mille livres en denrées, poudre ou au- « tres munitions de guerre, que le général en chef dési- « gnera, ainsi que les époques et les points sur lesquels « les versemens des denrées devront se faire.

« 3° Le duc de Modène sera tenu de livrer vingt ta- « bleaux, à prendre dans sa galerie ou dans ses états, « au choix des citoyens qui seront à cet effet commis.

« Moyennant les conditions ci-dessus, les troupes de « la république, passant par les états du duc de Modène, « ne feront aucune réquisition; les vivres dont elles pour- « raient avoir besoin seront fournis et payés de gré à gré. »

Des hommes partiaux, ou mal informés, présentèrent,

dans le temps, la conduite des Français envers les ducs de Parme et de Modène comme un abus de la force; ils ignoraient sans doute la part très-active que ces princes avaient prise à la coalition contre la république, et les secours qu'ils lui avaient fournis en hommes, en vivres, en argent et en munitions. Convaincus qu'ils pouvaient servir sans danger les ennemis de la France, et suivre les mouvemens naturels de leur haine contre le système républicain; persuadés qu'ils étaient que les Français ne pourraient jamais pénétrer assez avant en Italie, pour leur faire courir aucun danger, n'était-il pas dans les droits de la guerre d'user de représailles avec eux dès l'instant où l'on avait pu les atteindre?

(62) Page 274.

Pour les hommes qui connaissent l'Italie, il était facile de prévoir que le clergé et la noblesse, qui redoutaient encore plus les opinions des républicains que leurs baïonnettes, et qui, depuis le commencement de notre révolution, n'avaient cessé d'animer contre elle le peuple, afin de le conserver dans une dépendance qui tournait toute entière à leur profit, susciteraient quelques troubles intérieurs embarrassans pour les armées. Cette méthode avait, d'ailleurs, presque toujours réussi aux Italiens dans les précédentes invasions des Français. Le général Dépinoy, commandant à Milan, s'étant apperçu, dès le 5 prairial, que, dans les faubourgs de cette ville, il se formait des attroupemens, avait fait marcher quelques troupes, que les agitateurs avaient voulu désarmer, mais que le détachement français avait mis en fuite, en tirant dessus et en en blessant quelques-uns.

Ce mouvement avait eu lieu au même moment à Varèze, à Pavie, à Lodi: on sonnait le tocsin dans les campagnes; les prêtres et les nobles excitaient au massacre des Français; les paysans assassinaient sur les routes les ordonnances et les employés de l'administration; et la garnison laissée à Pavie, surprise chez ses hôtes, avait été désarmée. On publiait par-tout que les Anglais avaient repris Nice; que l'armée de Condé était arrivée, par la Suisse, sur les confins du Milanais; que le comte de Beaulieu, renforcé de soixante mille hommes, marchait sur Milan. Les nobles avaient renvoyé leurs domestiques, disant que l'égalité ne permettait pas d'en tenir: tous les affidés de la maison d'Autriche, les sbires, les agens des douanes, marchaient au premier rang, derrière les prêtres et les moines, provoquant à la révolte et à l'assassinat, le poignard dans une main, et le crucifix dans l'autre.

Pour prévenir efficacement le retour de mouvemens qui pouvaient trop bien seconder les Autrichiens, et que ceux-ci pouvaient encore tenter de faire renaître, Bonaparte prit une mesure générale.

Bonaparte, *général en chef de l'armée d'Italie, aux peuples du Milanais.*

« Les nobles, les prêtres, des agens de l'Autriche, égarent les peuples de ces belles contrées. L'armée française, « aussi généreuse que forte, traitera avec fraternité les « habitans paisibles et tranquilles; elle sera terrible, comme « le feu du ciel, pour les rebelles et les villages qui les « protégeraient.

« Art. Ier En conséquence, le général en chef déclare « rebelles tous les villages qui ne se sont pas conformés à « son ordre du 6 prairial. Les généraux feront marcher « contre les villages les forces nécessaires pour les réprimer, « y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouve- « raient les armes à la main. Tous les prêtres, tous les

« nobles qui seront restés dans les communes rebelles, se-« ront arrêtés comme otages, et envoyés en France.

« II. Tous villages où l'on sonnera le tocsin seront sur-« le-champ brûlés. Les généraux seront responsables de « l'exécution dudit ordre.

« III. Les villages sur le territoire desquels il serait « commis l'assassinat d'un Français, seront taxés à une « amende du tiers de la contribution qu'ils payaient à « l'archiduc dans une année, à moins qu'ils ne déclarent « l'assassin, qu'ils ne l'arrêtent et ne le remettent entre les « mains de l'armée.

« IV. Tout homme trouvé avec un fusil et des muni-« tions de guerre, sera fusillé de suite, par l'ordre du « général commandant l'arrondissement.

« V. Toute campagne où il sera trouvé des armes ca-« chées, sera condamnée à payer le tiers du revenu qu'elle « rend, en forme d'amende : toute maison où il sera « trouvé un fusil, sera brûlée, à moins que le propriétaire « ne déclare à qui il appartient.

« VI. Tous les nobles ou riches qui seraient convaincus « d'avoir excité le peuple à la révolte, soit en congédiant « leurs domestiques, soit par des propos contre les Fran-« çais, seront arrêtés comme otages, transférés en France, « et la moitié de leurs revenus confisquée. »

La capitale du Milanais exigeant, par sa nombreuse population et l'influence de ses habitans sur le pays, une surveillance particulière, le général Dépinoy avait secondé la mesure générale prise par Bonaparte, en faisant au peuple de Milan une proclamation particulière, basée sur celle du général en chef, et qui était d'autant plus nécessaire, que le chateau de Milan ne s'était point encore rendu, et conservait une garnison autrichienne, qui aurait pu donner la main aux mécontens.

(63) Page 276.

Bonaparte, *général en chef de l'armée d'Italie, à la république de Venise.*

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe, « du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche, que « l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles « à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a « couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se « sont retirés au-delà du Mincio; l'armée française passe, « pour les poursuivre, sur le territoire de la république « de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié « unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, « les usages et les propriétés, seront respectés. Que les « peuples soient sans inquiétude; la plus sévère discipline « sera maintenue; tout ce qui sera fourni à l'armée sera « constamment payé en argent.

« Le général en chef engage les officiers de la république « de Venise, les magistrats et les prêtres, à faire connaître « ses sentimens au peuple, afin que la confiance cimente « l'amitié qui, depuis long-temps, unit les deux nations.

« Fidèle dans le chemin de l'honneur, comme dans ce-« lui de la victoire, le soldat français n'est terrible que « pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement.

(64) Page 279.

L'on évalua la perte de l'ennemi, dans cette journée, à quinze cents hommes et quinze cents chevaux, tant tués que prisonniers : parmi ces derniers se trouvaient le prince Cuto, lieutenant-général des armées du roi de Naples, commandant en chef la cavalerie napolitaine. On prit également cinq pièces de canon, dont deux de douze et trois

de six, avec sept ou huit caissons chargés de munitions de guerre : on trouva des magasins à Castel-Nuovo, dont une partie était déjà consumée par les flammes.

(65) Page 280.

Vérone était, peu de jours auparavant, le refuge de Louis-Stanislas, frère du dernier roi des Français, prétendant à son trône, au lieu de le défendre et de le conquérir, à qui les Vénitiens avaient non seulement donné l'asile, mais fait beaucoup d'accueil. Leur générosité avait fait place à la peur ; et le sénat de Venise, dans sa honteuse politique, s'était déjà déterminé à transférer au vainqueur Bonaparte tous les égards qu'il avait eus pour la majesté du roi de Vérone. Déjà le podestat de Venise avait reçu l'ordre de déclarer à ce prince fugitif qu'il était nécessaire qu'il quittât les terres de sa domination ; et, lorsque la France avait pu se plaindre de l'y voir accueilli, il avait répondu que Louis, étant noble vénitien, avait, en cette qualité, droit d'habiter son territoire, sans que les lois ni le sénat l'en pussent empêcher : mais les armées françaises, alors, n'avaient pas franchi les Apennins. A cette ambassade du podestat, le prétendant, disait-on, avait demandé qu'on lui envoyât le livre d'or, où sont inscrits les nobles, pour y rayer le nom de sa famille, et avait exigé qu'on lui rendît l'épée dont son ancêtre Henri IV avait fait présent à la république. Le podestat, respectant peu l'infortune et la grandeur passée du prétendant, avait répondu que, quant à la radiation, le sénat, sur sa demande, n'aurait nulle difficulté à la faire, mais qu'une somme de douze millions étant encore due à la république par ce Henri, son épée lui serait remise, s'il les voulait payer ; réponse indécente pour le gouvernement dont il était l'organe, et digne, tout au plus, d'un prêteur sur gages.

(66) Page 283.

Dans le dessein de pénétrer dans le Tyrol, Bonaparte avait voulu s'y faire précéder par un manifeste, qui lui procurât des partisans dans ce pays difficile : c'était une manière de battre ses ennemis.

Bonaparte, *général en chef de l'armée d'Italie, aux habitans du Tyrol.*

26 prairial an 4.

« Je vais passer sur votre territoire, braves Tyroliens, « pour obliger la cour de Vienne à une paix nécessaire à « l'Europe, comme à ses sujets. C'est votre propre cause « que je vais défendre. Depuis assez long-temps vous êtes « vexés et fatigués des horreurs d'une guerre entreprise, « non pour l'intérêt du peuple allemand, mais pour les « passions d'une seule famille.

« L'armée française respecte et aime tous les peuples, « plus particulièrement les habitans simples et vertueux « des montagnes. Votre religion, vos usages, seront par- « tout respectés. Nos troupes maintiendront une discipline « sévère, et rien ne sera pris dans le pays, sans qu'il soit « payé en argent.

« Vous nous recevrez avec hospitalité, et nous vous « traiterons avec fraternité et amitié.

« Mais, s'il en était qui connussent assez peu leurs « véritables intérêts pour prendre les armes, et nous traiter « en ennemis, nous serons terribles comme le feu du ciel ; « nous brûlerons les maisons, et dévasterons les territoires « des villages qui prendront part à une guerre qui leur est « étrangère.

« Ne vous laissez pas induire en erreur par les agens « de l'Autriche ; garantissez votre patrie, déjà vexée par

« cinq ans de guerre, des malheurs qui l'affligeraient. « Sous peu, la cour de Vienne, obligée à la paix, rendra « aux peuples ses priviléges qu'elle a usurpés, et à l'Eu- « rope la tranquillité qu'elle trouble.

(67) Page 283.

Suspension d'armes conclue à Bologne, le 5 messidor an 4 (23 juin 1796), entre le général en chef de l'armée française, et le député du pape, Antonio Gnudi.

« Art. Ier Voulant donner une preuve de la déférence « que le gouvernement français a pour sa majesté le roi « d'Espagne, le général en chef et les commissaires sous- « dits accordent une suspension d'armes à sa sainteté, à « compter d'aujourd'hui, jusqu'à cinq jours après la fin « des négociations qui vont être entamées à Paris, pour « la conclusion de la paix définitive entre les deux états.

« II. Le pape enverra, le plus tôt possible, un pléni- « potentiaire à Paris, pour obtenir du directoire exécutif « la paix définitive, en offrant les réparations nécessaires « pour les outrages et les pertes que les Français ont es- « suyées dans ses états, et notamment le meurtre de Bas- « seville et les dédommagemens dus à sa famille.

« III. Tous les individus détenus dans les états du pape, « à cause de leurs opinions politiques, seront mis sur-le- « champ en liberté, et leurs biens restitués.

« IV. Les ports des états du pape seront fermés aux « bâtimens des puissances en guerre avec la république, « et ouverts aux bâtimens français.

« V. L'armée française continuera de rester en posses- « sion des légations de Bologne et de Ferrare, et évacuera « celle de Faenza.

« VI. La citadelle d'Ancône sera remise, dans six jours, « entre les mains de l'armée française, avec son artillerie, « ses approvisionnemens et ses vivres.

« VII. La ville d'Ancône continuera à rester sous le « gouvernement civil du pape.

« VIII. Le pape livrera à la république française cent « tableaux, bustes, vases ou statues, au choix des com- « missaires qui seront envoyés à Rome : parmi lesquels « objets seront notamment compris le buste de bronze de « Junius-Brutus, et celui en marbre de Marcus-Brutus, « tous les deux placés au Capitole, et cinq cents manus- « crits, au choix des mêmes commissaires.

« IX. Le pape paiera à la république française vingt- « un millions de livres, monnaie de France, dont quinze « millions cinq cent mille livres en espèces ou lingots d'or « ou d'argent, et les cinq millions cinq cent mille livres « restant en denrées, marchandises, chevaux, bœufs, « d'après la désignation qu'en feront les agens de la répu- « blique française.

« La somme de ving-un millions, portée dans le présent « article, est indépendante des contributions qui sont ou « seront levées dans les légations de Bologne, de Ferrare « et de Faenza.

« X. Le pape sera tenu de donner aux troupes de la « république française le passage, toutes les fois qu'il lui « sera demandé : les vivres qui leur seront fournis seront « payés de gré à gré. »

(68) Page 284.

Bonaparte, *général en chef de l'armée d'Italie.*

« Les habitans des fiefs impériaux, à l'instigation de « plusieurs de leurs seigneurs et des agens de l'empereur « à Gènes, ont violé le serment d'obéissance qu'ils avaient

« prêté à la république française ; ils ont assassiné plu« sieurs détachemens français, et ont assiégé dans Arquata « les troupes qui y étaient. Il n'est point de crimes dont « ils ne se soient rendus coupables ; il n'est point d'hor« reurs qu'ils n'aient commises. Les insensés comptaient « sur l'impunité ; ils croyaient l'armée éloignée : ils ne « savaient pas que les phalanges de l'armée d'Italie sont « par-tout où il y a des ennemis de la république à punir. « Ils ne savent point encore, leurs instigateurs, qu'il n'est « point de refuge qui puisse les soustraire au courroux « du peuple français ; qu'ils apprennent, par le spectacle « terrible d'Arquata, le sort qui les attend, s'ils ne chan« gent de conduite, et s'ils ne profitent de la porte que « la clémence nationale laisse encore ouverte au repentir.

« En conséquence, le général en chef ordonne :

« Art. Ier Toutes les communes des fiefs impériaux, « en Italie, enverront sur-le-champ trois députés au « quartier-général à Tortone, avec les procès-verbaux de « la prestation de serment d'obéissance qu'elles font à la « république française, et les armes qui existent dans leurs « communes.

« II. Toutes les communes enverront deux otages, pour « être garans de leur fidélité.

« III. Tous les seigneurs possédant fiefs impériaux se« ront tenus de se rendre en personne à Tortone, pour « prêter leur serment d'obéissance à la république ; et, si, « cinq jours après la publication du présent ordre, ils ne « l'ont pas fait, leurs biens seront confisqués.

« IV. Vingt-quatre heures après la publication du pré« sent ordre, les communes porteront à l'agent militaire, « à Tortone, le montant de la contribution militaire, qui « sera augmentée d'un dixième par journée de retard « qu'elles mettront dans le paiement.

« V. Ceux qui, quarante-huit heures après la publica« tion du présent ordre, seront trouvés avec des armes ou « munitions, seront fusillés.

« VI. Toutes les cloches qui ont servi à sonner le toc« sin seront descendues du clocher et brisées, vingt-quatre « heures après le reçu du présent ordre : ceux qui ne « l'auront pas fait seront réputés rebelles, et il sera mis « le feu à leurs villages. Les municipalités et les curés sont « responsables de l'exécution du présent article. »

(69) Page 285.

Bonaparte, *général en chef de l'armée d'Italie, à son altesse royale le grand duc de Toscane.*

Au quartier-général de Pistoia, le 8 messidor an 4.

« Le pavillon de la république française est constam« ment insulté dans le port de Livourne ; les propriétés « des négocians français y sont violées ; chaque jour y « est marqué par un attentat contre la France, aussi « contraire aux intérêts de la république qu'au droit des « gens. Le directoire exécutif a porté plusieurs fois ses « plaintes au ministre de votre altesse royale à Paris, qui « a été obligé d'avouer l'impossibilité où se trouvait votre « altesse royale, de réprimer les Anglais et de maintenir « la neutralité dans le port de Livourne.

« Le directoire exécutif a senti dès-lors qu'il était de « son devoir de repousser la force par la force, de faire « respecter son commerce ; et il m'a ordonné de faire « marcher une division de l'armée que je commande, pour « prendre possession de Livourne.

« J'ai l'honneur de prévenir votre altesse royale que, le « 10 de ce mois, une division de l'armée entrera à Li« vourne ; elle se conduira dans cette ville d'après les prin« cipes de neutralité que nous venons maintenir ; le pa-

« villon, la garnison, les propriétés de votre altesse royale
« et de ses peuples, seront scrupuleusement respectés.

« Je suis, en outre, chargé d'assurer votre altesse royale « du desir qu'a le gouvernement français de voir conti- « nuer l'amitié qui unit les deux états, et de la conviction « où il est que votre altesse royale, témoin chaque jour « des excès auxquels se portent les vaisseaux anglais, sans « pouvoir y porter remède, applaudira aux mesures justes, « utiles et nécessaires, qu'a prises le directoire exécutif.

« Je suis, etc. »

(70) Page 285.

Ordre donné par le général Bonaparte *au consul de la république française à Livourne, le* 10 *messidor an* 4.

« Le consul de la république française à Livourne fera « mettre le scellé sur tous les magasins appartenant aux « Anglais, à l'empereur, à l'impératrice de Russie, et « généralement à tous les princes ou sujets des états avec « lesquels nous sommes en guerre, et en fera l'inventaire.

« Il fera toutes les démarches, prendra toutes les me- « sures, et emploiera tous les moyens nécessaires, pour « découvrir les marchandises qui pourraient avoir été dé- « posées chez les différens négocians de Livourne, et s'en « mettra en possession. »

(71) Page 286.

La tranchée s'était ouverte devant le château de Milan, le 30 prairial (18 juin); le 11 messidor (29 juin), le gouverneur de cette place avait offert de capituler, en demandant une suspension d'hostilités : sur le refus qu'on lui en fit, il se décida à accepter la capitulation que lui avait proposée le général Dépinoy.

On trouva dans ce fort cinq mille fusils, deux cents milliers de poudre, cent cinquante bouches à feu, et des approvisionnemens assez considérables.

(72) Page 301.

Dans ces cinq jours de combats, le maréchal de Wurmser avait perdu soixante-dix pièces de canon de campagne, tous ses caissons d'infanterie, douze à quinze mille prisonniers, six mille hommes tués ou blessés, presque tous venant du Rhin; une partie en restait encore égarée, que l'on ramassait en poursuivant l'ennemi.

(73) Page 303.

A la nouvelle des succès momentanés des Autrichiens, leurs partisans, qui ne doutaient plus que la victoire n'eût irrévocablement abandonné les drapeaux républicains, s'empressèrent de seconder, de tous leurs moyens, des événemens dont ils espéraient qu'une autre révolution complète serait la suite. Dans les villes, dans les campagnes, leurs émissaires s'étaient montrés chargés de fausses nouvelles et des écrits les plus propres à fanatiser le peuple, à le rendre l'instrument et même le provocateur des vengeances les plus atroces, et les avaient répandus avec profusion : parmi ces écrits, on distinguait les *Lettres d'un Dominicain, adressées à une Religieuse*, dans lesquelles on retrouve la doctrine sanguinaire de la sainte inquisition; ils étaient parvenus à produire quelques agitations, et à former quelques rassemblemens à Crémone. Après la surprise de Brescia, on proposa de garder l'arbre de la liberté, pour y pendre ceux qui l'avaient planté et solennisé; des listes de proscription, qui désignaient les victimes dont le sang devait célébrer l'arrivée des Autrichiens, circulèrent; ceux qui ne quittèrent point la co-

garde furent maltraités ; les patriotes, qui cherchaient à se sauver, avaient été poursuivis jusqu'au Pô.

A Casal-Magiore, le commandant, allant s'embarquer, est insulté, et l'on entend au même instant des coups de fusil : on s'oppose avec violence à son embarquement; il s'élance dans le fleuve, et y trouve la mort; sa fille et sa femme l'imitèrent, mais des patriotes parvinrent à les sauver.

Au moment où l'on avait appris à Rome la levée du siége de Mantoue, malgré les représentations du chevalier Azara, le pape avait envoyé un vice-légat pour prendre possession de Ferrare. On ne s'opposa point à son entrée, qui fut assez modeste; mais, ayant replacé sur la porte du palais public les armes papales, la vue de ce monument excita une grande fermentation. La municipalité, la garde nationale, accoururent aussitôt; les armes papales furent de nouveau renversées, et remplacées par celles de la république. A la première nouvelle des victoires des Français, le vice-légat était reparti pour Rome.

On avait insulté à Rome trois commissaires français.

On s'était empressé à Gènes de profiter des avantages remportés par les Autrichiens, pour expliquer les nouveaux miracles opérés par la Sainte Vierge. C'étaient ces événemens qu'ils annonçaient : « Le terme des succès des « armées républicaines est enfin arrrivé, disait-on ; elles « vont être expulsées de l'Italie. Dieu, qui, en permettant « qu'elles y entrassent, ne s'en était servi que comme « d'un moyen pour rappeler les enfans de l'église à la pé- « nitence et aux autres vertus chrétiennes, les a proscrites. » Ces discours, dans l'esprit d'une populace fanatique, pouvaient légitimer les plus cruels excès envers les Français, et en faire même une espèce de devoir ; ils avaient déjà commencé à produire ce terrible effet.....

(74) Page 305.

Citoyens directeurs,

« Vous voyez les étendards arrachés aux ennemis, par « les républicains, en Italie.

« Les Autrichiens, après avoir reçu des renforts consi- « dérables, attaquèrent quelques-uns de nos postes, et « s'en emparèrent : fiers de ces premières tentatives, ils « annoncent à toute l'Italie que bientôt on n'y comptera « plus un seul républicain; mais, quatre jours seulement, « ils connurent les succès. Les Français réunis attaquent, « à leur tour, cette armée un instant victorieuse, formi- « dable par le nombre, et dernier espoir de l'Autriche : « en quatre jours elle est entièrement défaite, toute son « artillerie perdue; et Wurmser, ainsi que Beaulieu, « trouvent en Italie les braves qui, en 1792, les défirent « tous deux à Jemmapes.

« Ces succès, éternellement glorieux, sont dus à la bra- « voure et à l'intrépidité de nos braves soldats, et aussi « aux savantes dispositions et à l'infatigable activité de « leur jeune général : nuit et jour à leur tête, partageant « leurs dangers, leurs fatigues, leurs privations, il con- « duit leurs attaques, dirige leur courage, et leur ouvre « par-tout le chemin de la victoire.

« Citoyens directeurs, nous avons à regretter la perte « de braves et intrépides camarades; mais ils sont morts « dignes de la cause sacrée qu'ils défendaient. J'en ai vu « au lit d'honneur, sur le champ de bataille, blessés à « mort et près d'expirer, arrêter leur dernier soupir, pour « crier à leurs camarades : « *Courage, mes amis, la* « *victoire est à nous*. Un autre, grièvement blessé, « porté par ses camarades, et voyant le général, sus- « pendit le cri que lui arrachait la douleur, pour faire

« entendre celui de : *Mon général, vive la république !*

« Citoyens directeurs, que ces drapeaux, que ces trophées scellés du sang républicain, soient le gage de « l'assurance que la seule et noble ambition de l'armée « d'Italie et du général qui la commande est d'anéantir, « jusqu'au dernier, les ennemis de la république; et leur « plus digne récompense sera d'avoir acquis quelques droits « à la reconnaissance nationale. »

Le C. Lareveillère-Lépeaux, qui présidait alors le directoire, répondit à l'aide-de-camp Dutaillis :

BRAVE GUERRIER,

« C'est avec la joie la plus vive que le directoire exé-« cutif reçoit les trophées de vos victoires.

« L'intrépidité et le dévouement des soldats républicains, « le courage et l'habileté de leurs généraux, ont porté la « gloire des armes françaises au plus haut degré, et af-« fermi pour jamais le gouvernement républicain.

« Les prodiges qu'ils ont opérés ont donné de la vrai-« semblance à ceux qu'on nous raconte de l'antiquité, « puisqu'ils les ont surpassés.

« Puissent tant de constance et de succès forcer un en-« nemi opiniâtre à renoncer enfin au projet insensé de « renverser la république, et le rendre accessible à la « voix de la paix ! la paix, objet constant de nos vœux « et de nos travaux ! Qu'ils apprennent, au surplus, les « ennemis de la France, que, s'il fallait de nouveaux « triomphes pour les y contraindre, ils ne coûteront rien « à nos guerriers; ils sauront achever leur ouvrage. Ils « feront plus : après avoir donné l'exemple des vertus « guerrières dans les camps, ils donneront dans leurs « foyers celui des vertus civiques et du respect dû aux lois.

« Brave guerrier, retournez auprès de vos compagnons « d'armes; dites-leur que la reconnaissance nationale est

« égale à leurs services, et qu'ils peuvent compter sur la « gratitude de leurs concitoyens, autant que sur l'admi-« ration de la postérité. »

(75) Page 311.

CETTE dernière action, qui termina la journée, laissa au pouvoir des Français cinq mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, une quantité immense de fourgons, sept drapeaux, et beaucoup de chevaux, tant d'artillerie que de cavalerie.

Ainsi, dans les différentes actions qui avaient eu lieu depuis le 11 thermidor jusqu'à la prise de Trente, les Autrichiens avaient perdu :

Tués et blessés.	8,000	24,661
Prisonniers.	13,661	
Désertés.	3,000	

Cent pièces de canon, deux cent dix caissons, quatre cents chevaux de houlans.

Tel fut le sort de cette colonne, forte de trente bataillons, tirée de l'armée du Rhin, et l'élite des troupes autrichiennes destinées à reconquérir l'Italie.

(76) Page 313.

BONAPARTE, *général en chef de l'armée d'Italie, aux habitans du Tyrol.*

Brescia, 10 fructidor an 4.

« VOUS sollicitez la protection de l'armée française; il « faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité d'entre « vous est bien intentionnée, contraignez ce petit nombre « d'hommes opiniâtres à se soumettre; leur conduite insen-« sée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre.

« La supériorité des armes françaises est aujourd'hui « constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or « de l'Angleterre, le trahissent : ce malheureux prince ne « fait pas un pas qui ne soit une faute.

« Vous voulez la paix ; les Français combattent pour « elle. Nous ne passons sur votre territoire que pour obli- « ger la cour de Vienne à se rendre aux vœux de l'Europe « désolée, et à entendre le cri de ses peuples. Nous ne ve- « nons pas ici pour nous agrandir ; la nature a tracé nos « limites au Rhin et aux Alpes, dans le même temps qu'elle « a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche.

« Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite passée, « rentrez dans vos foyers ; quittez les drapeaux tant de « fois battus, et que votre souverain est dans l'impuis- « sance de défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de « plus que peuvent redouter les vainqueurs des Alpes et « de l'Italie ; mais c'est quelques victimes de moins que « la générosité de ma nation m'ordonne de chercher à « épargner.

« Nous nous sommes rendus redoutables dans les com- « bats ; mais nous sommes les amis de ceux qui nous re- « çoivent avec hospitalité.

« La religion, les habitudes, les propriétés des com- « munes qui se soumettront, seront respectées.

« Les communes dont les compagnies de Tyroliens ne « seraient pas rentrées à notre arrivée, seront incendiées ; « les habitans seront pris en otages, et envoyés en France.

« Lorsqu'une commune sera soumise, les syndics seront « tenus de donner, à l'heure même, la note de ceux de « ses habitans qui seraient à la solde de l'empereur ; et, « s'ils font partie des compagnies tyroliennes, on incen- « diera sur-le-champ leurs maisons, et on arrêtera leurs « parens jusqu'au troisième degré, lesquels seront envoyés « en otages.

« Tout Tyrolien faisant partie des compagnies franches, « pris les armes à la main, sera sur-le-champ fusillé.

« Les généraux de division sont chargés de la stricte « exécution du présent arrêté. »

Arrivé dans leur capitale, Bonaparte organisa son département par l'arrêté suivant :

Arrêté du général Bonaparte, *portant réglement pour l'administration de la ville de Trente.*

« Art. I[er] Le conseil de Trente, appelé ci-devant con- « seil aulique, continuera toutes les fonctions civiles, « juridiques et politiques, que lui accordent les usages et « le gouvernement du pays.

« II. Toutes les attributions que l'empereur conservait « sur la principauté de Trente, seront conférées au con- « seil de Trente.

« III. Les receveurs du prince, de quelque nom que ce « soit et de quelque nature que soit l'imposition directe « ou indirecte, rendront compte au conseil de Trente.

« IV. Le conseil de Trente rendra compte à la répu- « blique de tous les revenus du prince et de l'empereur ; « il veillera, en conséquence, à ce que rien ne soit distrait.

« V. Tous les actes se feront au nom de la république « française.

« VI. Le conseil de Trente prêtera serment d'obéissance « à la république, et le fera prêter à toutes les autorités « civiles et politiques du pays. »

(77) Page 315.

Dans cette journée, les Français firent cinq mille prisonniers ; ils s'emparèrent de trente-cinq pièces de canon tout attelées, avec leurs caissons ; de deux équipages de ponts, composés de trente-deux bateaux tout attelés, in-

dépendamment de plus de deux cents fourgons également tout attelés, et portant une partie des bagages de l'armée; ils prirent cinq drapeaux, et manquèrent d'un instant le général Wurmser et le trésor de son armée.

Ainsi, en six jours, Bonaparte avait livré deux batailles et quatre combats; il avait pris à l'ennemi vingt-un drapeaux, lui avait fait seize mille prisonniers, parmi lesquels plusieurs généraux; avait tué, blessé ou dispersé presque tout le reste; il avait fait avec son armée plus de quarante-cinq lieues, pris soixante-dix pièces de canon, avec leurs caissons, leurs attelages, une grande partie du grand parc de l'armée, et des magasins considérables répandus sur toute la ligne qu'il avait parcourue.

(78) Page 323.

Tout ce que la prudence, la vigilance et l'activité, pouvaient tenter pour cerner le maréchal de Wurmser, et le forcer à se rendre prisonnier avec le reste de son armée, fut entrepris par Bonaparte. Si le pont de Villa-Impenta eût été coupé, si les guides eussent mieux dirigé la division Massena, de Ronço à San-Guinetto, Bonaparte eût eu la gloire de faire mettre bas les armes au reste de l'armée impériale et à son général; la campagne était finie dès ce moment; Mantoue aurait capitulé, les Français auraient achevé d'expulser du Tyrol et du Frioul le peu de troupes autrichiennes qui y étaient restées.

D'un autre côté, il semble que le maréchal de Wurmser, en se jetant dans Mantoue, aurait dû lier la défense de cette place avec celle du Seraglio; d'autant, comme on le voit, que Bonaparte lui en laissa les moyens, dans l'espérance de l'attirer dans une seconde affaire, de le battre, et d'affaiblir ainsi sa garnison : mais le maréchal, ayant environ vingt-sept mille hommes disponibles, et les employant à défendre le Seraglio à outrance, eût comblé ses magasins; obligé d'ailleurs de l'abandonner, il ne l'aurait fait qu'au moment où il eût vu ses magasins fournis en proportion de sa garnison. C'était, il est vrai, s'exposer à perdre des hommes; mais il valait mieux les perdre sur le champ de bataille, que de les perdre dans les hôpitaux.

A cette époque, le C. Marmont, chef de brigade d'artillerie, aide-de-camp du général Bonaparte, fut présenté au directoire par le ministre de la guerre, en lui présentant vingt-deux drapeaux pris sur les ennemis par l'armée d'Italie.

Le ministre de la guerre.

Citoyens directeurs,

« L'armée d'Italie, toujours triomphante, vous présente « les trophées de ses nouvelles victoires.

« Les ennemis, vaincus à Castiglione, avaient reçu des « renforts considérables; ils préparaient en silence une « nouvelle attaque, avec l'espoir de réparer leurs défaites : « mais ils étaient attendus par une armée accoutumée à « vaincre, et la bataille de Saint-Georges a mis un der- « nier terme à leurs efforts.

« La postérité croira avec peine au témoignage de l'his- « toire, lorsqu'elle apprendra que, dans le cours d'une « seule campagne, l'Italie entière a été conquise; que « trois armées ont été successivement détruites; que plus « de cinquante drapeaux sont restés entre les mains des « vainqueurs; que quarante mille Autrichiens ont déposé « les armes; enfin que trente mille Français et un guer- « rier de vingt-cinq ans ont opéré tous ces prodiges.

« L'armée d'Italie n'a plus de triomphes à obtenir; elle « a rempli la plus glorieuse et la plus étonnante carrière. « Qu'elle renvoie donc la victoire aux armées du Rhin;

« et qu'un ennemi, trop prompt à s'enorgueillir de quel-
« ques avantages éphémères, apprenne bientôt que les
« Français sont par-tout les mêmes, et que, lorsqu'ils
« combattent pour la liberté, rien ne peut résister à leur
« courage. »

Le citoyen Marmont.

Citoyens directeurs,

« L'armée d'Italie, après avoir conquis la plus belle contrée de l'Europe, n'avait pas fait assez pour sa patrie et pour sa gloire; ses phalanges guerrières devaient, avant de se livrer au repos, anéantir l'ennemi qui leur restait à combattre.

« Une expédition est projetée : la sagesse des dispositions, l'infatigable constance des troupes, la confiance entière de chaque soldat dans le général qui le commande, tout promet un heureux succès. L'armée part, elle renverse tout ce qui s'oppose à sa marche; et, pour la première fois, depuis l'existence de la nation, les Français voient les sources de la Brenta, et pénètrent dans l'antique ville de Trente : alors, changeant subitement de direction, l'armée arrive, avec la rapidité de l'éclair, sur les derrières de l'armée autrichienne, et le général Bonaparte force le général Wurmser à recevoir la bataille dans son quartier-général même.

« L'armée de la liberté devait être celle de la victoire; les Autrichiens sont défaits, et le peu qui échappe au fer des Français n'a d'autre espoir que de se jeter dans Mantoue. Des circonstances le favorisent; il pénètre jusqu'à cette place : c'est alors que Wurmser, fort de quelques troupes fraîches qu'il y trouve, veut encore tenter la fortune. Mais un combat est une nouvelle occasion de gloire pour les Français : nos troupes marchent dans le plus bel ordre, et, grace à l'excellente combinaison de nos forces, la victoire ne chancelle pas un moment; les Autrichiens rentrent en foule par le seul passage qui leur reste; nous nous en rendons maîtres, et ce qui reste, ne pouvant ni fuir ni se défendre, se confie à notre générosité.

« Ainsi Wurmser, qui a cherché, avec les débris de son armée, un asile dans Mantoue, et qui avait conçu l'espérance de prolonger la défense de cette place, assure au contraire sa reddition, et en rapproche même l'époque.

« Les vingt-deux drapeaux que j'ai l'honneur de vous présenter sont les témoignages éclatans de ces succès; ils ont été pris en quatorze jours, aux combats de Serravalle, de Lavis, des gorges de la Brenta, et aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges.

« L'armée d'Italie, pendant cette brillante campagne, a détruit deux armées, pris quarante-sept mille hommes, deux cent quatre-vingts pièces de canon et quarante-neuf drapeaux. Ces victoires vous sont un sûr garant, Citoyens directeurs, de son amour constant pour la république; elle sait défendre les lois et leur obéir, comme elle a su battre les ennemis extérieurs. Veuillez la considérer comme une des plus fermes colonnes de la liberté, et croyez que, tant que les soldats qui la composent existeront, le gouvernement aura d'intrépides défenseurs.

« J'ai l'honneur de vous présenter aussi deux drapeaux pris sur les troupes du pape : nous y ajoutons peu de prix, parce que nous avons eu peu de peine à les obtenir; mais ils sont au moins un monument qui atteste l'activité de l'armée d'Italie, et l'étendue de pays qu'elle a parcourue pendant cette campagne. »

Le directeur Lareveillère-Lépeaux.

« Plus rapide que la renommée, l'armée d'Italie vole « de triomphes en triomphes : par elle, chaque jour est « marqué d'un succès éclatant.

« Tant de faits héroïques, tant d'heureux résultats, « l'ont rendue chère aux amans de la gloire et aux amis « de la liberté et de l'humanité ; car, si ses victoires ont « honoré à jamais les armées françaises, elles doivent aussi « forcer nos ennemis à la paix.

« Graces soient donc rendues à la brave armée d'Italie « et au génie supérieur qui la dirige ! Le directoire exé- « cutif, au nom de la république française, reçoit avec « la plus vive satisfaction les trophées qui attestent tant « d'actions étonnantes ; il vous charge de porter à vos « braves frères d'armes les témoignages de la reconnais- « sance nationale.

« Et vous, jeune Guerrier, dont le général atteste la « bonne conduite et le courage, recevez ces armes (une « paire de pistolets) comme une marque de l'estime du « directoire, et n'oubliez jamais qu'il est tout aussi glo- « rieux de les faire servir au dedans pour le maintien de « notre constitution républicaine, que de les employer à « anéantir ses ennemis extérieurs ; car le règne des lois « n'est pas moins nécessaire au maintien des républiques, « que l'éclat de la victoire. »

(79) Page 325.

Le décret dont il est question abolissait les proscriptions contre les Corses qui, en 1769, avaient été les compagnons de la fuite de Paoli, et les réintégrait dans leurs biens, s'ils avaient été confisqués. Paoli, en le lisant, dit que sa patrie lui était restituée ; qu'elle avait, comme la France, recouvré sa liberté ; que, n'ayant combattu que

pour la lui procurer, il allait retourner jouir de celle qu'une grande nation lui assurait. Il passe en conséquence de Londres à Paris, y excite un moment de cet enthousiasme dont les Français ne savent point se défendre, et sont toujours dupes. Cet enthousiasme s'augmente au moment où Paoli demande à prêter son serment civique au sein même de l'assemblée nationale, qui, sur ce simple acte, le croyant un martyr de la monarchie abolie, et devenu cordialement citoyen français, se hâta de le combler d'honneurs, et de l'envoyer en Corse.

La seule imprudence de cette conduite eût, par son excès de générosité, ramené vers la France un homme capable de reconnaissance et doué de quelque vertu, ou il n'eût pas, du moins, accepté les dignités que lui conférait un pouvoir dont il pouvait abuser.

Le premier usage qu'il en fit à son retour en Corse devait apprendre au gouvernement à le juger ; mais, occupé alors de bien plus grands intérêts, il n'y songea guère ; et Paoli put, à son aise, n'écouter que ses anciennes passions, relever son parti, et persécuter ceux qui, jadis, n'avaient pas suivi sa bannière. Se créer un parti, c'était en donner un à l'Angleterre ; aussi tous les soins de Paoli tendirent-ils à trahir la France sans danger. Les Anglais furent appelés, les ports leur furent ouverts, et bientôt les agens de Paoli allèrent offrir au roi d'Angleterre le titre et la couronne du royaume de Corse. On flatta les insulaires du bonheur de posséder la constitution anglaise : on y créa un parlement ; mais, en y admettant des communes, on ne voulut que des nobles, et point de pairs ; ce qui trompa l'une des espérances de Paoli, près duquel on envoya en même temps un vice-roi : par cette disposition, il vit son ambition frustrée des deux titres dont il s'était flatté. Il aurait dû réfléchir avant tout, et se rappeler que le gouvernement anglais sait cal-

culer, et que l'abus des graces et de la confiance de la France apprenait aux Anglais à ne pas s'exposer à faire commettre une seconde fois le même crime à un traître.

(80) Page 342.

Le fruit de la bataille d'Arcole fut cinq mille prisonniers, dont cinquante-sept officiers; quatre mille morts; autant de blessés; quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon, beaucoup de caissons, plusieurs haquets chargés de pontons, et une multitude d'échelles dont l'armée autrichienne s'était précautionnée, dans le dessein d'escalader Vérone.

Bientôt après, le directoire reçut, dans une séance publique, le 10 nivose, les drapeaux pris à Arcole, qui lui furent présentés par le C. Lemarrois, chef de bataillon, aide-de-camp du général en chef. Mais ces cérémonies simples, pourtant augustes et vraiment nationales, n'attiraient point le grand concours dont elles étaient dignes. Cette coupable indifférence était l'effet de l'esprit public qui dominait alors à Paris : à chacun des nouveaux triomphes des armées françaises, il faisait un pas rétrograde.

(81) Page 350.

Dans les deux journées de Rivoli, on fit treize mille prisonniers, et l'on prit neuf pièces de canon.

Extrait d'une lettre du C. Regnier, capitaine dans la 18e demi-brigade, à son père.

« Il m'est arrivé un de ces événemens singuliers qui, pour l'ordinaire, ne sont pas crus, mais dont j'espère que vous serez persuadé, puisque c'est moi-même qui vous le rapporte. Le 25 nivose (14 janvier), époque de la

bataille de Rivoli, le général Monnier me demande si je voulais rester au village de Guarda, avec cinquante hommes, pour surveiller le lac et favoriser un débarquement; j'acceptai. Environ à quatre heures, au moment où je visitais un petit poste que j'avais placé en avant, sept Autrichiens parurent; je commandai de les attendre, et de tâcher de les prendre prisonniers, pendant que j'allais rassembler le reste de mon détachement. Au moment où, à sa tête, je sors du village, je trouve mon poste amenant les sept prisonniers. Craignant d'être attaqué, je me dispose à prendre dans les environs une position avantageuse; mais, à cinquante pas, quelle fut ma surprise de rencontrer une colonne autrichienne, que je n'apperçus qu'à vingt pas, parce qu'il y avait un tournant! Le commandant m'ordonne de mettre bas les armes, me dit que je suis prisonnier. *Non, Monsieur*, répondis-je; *c'est vous : j'ai déjà désarmé votre avant-garde, vous en voyez une partie. Bas les armes, ou point de quartier.* Mes soldats, excités par mon exemple, répètent ce cri. Les prisonniers, voyant qu'au premier feu ils seraient tués, criaient de toutes leurs forces à leurs camarades de se rendre. Tout ce tapage étonna l'officier ennemi; il veut parler, nous ne répondons qu'en répétant : *Bas les armes.* Il propose de capituler. *Non*, lui dis-je; *bas les armes et prisonnier. Mais, Monsieur*, ajouta-t-il, *si je me rends, n'aurai-je pas de mauvais traitemens à éprouver?* Je lui répondis que *non;* et, sur ma parole d'honneur, il ôte alors son chapeau, s'avance et me présente son épée : toute sa troupe met bas les armes. Je n'étais pas à mon aise; je craignais qu'ils ne s'apperçussent enfin du peu de monde que j'avais. Je les fis rétrograder; mais il y avait deux barques sur le bord du lac; une certaine quantité d'Impériaux s'y jettent, et gagnent le large, sans que moi ni leurs officiers puissions

les en empêcher : à peine furent-ils à soixante toises, que les barques, trop surchargées, coulèrent bas, et la majeure partie se noya. Un instant après, beaucoup d'entre eux refusent de marcher ; les officiers eux-mêmes avaient l'air d'y souscrire. Je sentis le danger extrême où j'étais, sur-tout en entendant un capitaine leur dire : *Attendons encore. Qu'appelez-vous, Monsieur?* lui dis-je d'un ton ferme ; *où est donc l'honneur? N'êtes-vous pas prisonnier? M'avez-vous rendu vos armes? Ai-je votre parole? Vous êtes officier, je compte sur votre loyauté : pour preuve, je vous rends votre épée, et faites marcher votre troupe; sans quoi, je me vois forcé de faire agir contre vous la colonne de six mille hommes qui me suit.* Le mot *honneur* et sans doute cette colonne imaginaire le décidèrent. *Je vais vous prouver, Monsieur, me dit-il, que je connais l'honneur ; marchons, et je réponds que tout le monde nous suivra.* Il parle alors en allemand à ses soldats, et le calme se rétablit : nous arrivâmes ainsi sans fâcheuse rencontre. Cette colonne était composée du régiment de ligne impérial Klebeck et d'un corps franc, faisant en tout environ dix-huit cents hommes. »

(82) Page 352.

L'ARMÉE de la république avait donc, en quatre jours, remporté deux batailles rangées et six combats; fait près de vingt-cinq mille prisonniers, parmi lesquels un lieutenant-général, deux généraux, douze ou quinze colonels; pris vingt drapeaux, soixante pièces de canon, et tué ou blessé au moins six mille hommes. Les 32e, 57e et 18e demi-brigades de ligne, en trois jours, avaient combattu l'ennemi à Saint-Michel, à Rivoli et à Roverbella. Les légions romaines faisaient, dit-on, vingt-quatre milles

par jour; celles-ci en avaient fait trente, et s'étaient battues dans l'intervalle.

Capitulation du général Provera, sous Saint-Georges, 27 nivose (17 janvier).

« ART. Ier Les honneurs de la guerre accordés, et toute la troupe prisonnière de guerre.

« II. Les officiers garderont leurs épées, leurs effets et équipages, et les soldats leurs sacs.

« III. Les officiers généraux et les officiers particuliers pourront aller chez eux, si le général en chef y consent.

« IV. Il sera donné connaissance au maréchal comte de Wurmser de la présente capitulation.

« V. Les malades et blessés seront soignés avec tous les sentimens d'humanité, inséparables des républicains. »

(83) Page 355.

UN message du directoire fut adressé, le 23 pluviose, au corps législatif :

CITOYENS REPRÉSENTANS,

« Mantoue s'est rendue le 14 de ce mois, à dix heures du soir : la garnison est prisonnière. »

A cette annonce, le représentant Villetard monte à la tribune :

« La superbe Mantoue est donc tombée au pouvoir des républicains ! Graces en soient rendues à cette armée de héros dont les succès ont étonné l'Italie elle-même, jadis le théâtre des faits d'armes les plus glorieux ! Ainsi s'écrouleront tous les sinistres projets des ennemis de la liberté du peuple. . . . .

« Je propose que le conseil déclare que l'armée d'Italie, victorieuse de Mantoue, n'a jamais cessé de bien mériter de la patrie. »

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Après la capitulation et la reddition de la place de Mantoue, Bonaparte avait dépêché le général Augereau à Paris, pour y présenter les trophées de Mantoue.

Cette présentation eut lieu le 10 ventose (26 février), dans la cour du palais, où les directeurs, placés sur une estrade, entourés de leurs ministres, du corps diplomatique, de leurs gardes et d'une foule de citoyens, attendaient, au bruit d'une musique militaire et de plusieurs salves d'artillerie, le général Augereau, qui était suivi de soixante vétérans, portant chacun un drapeau autrichien.

Le général entre au milieu des acclamations universelles et des cris multipliés de *vive la république !*

Le public était impatient d'entendre le général Augereau : à ses côtés étaient son père, vieux militaire; son frère, compagnon de ses travaux comme son aide-de-camp, et un jeune frère de Bonaparte, âgé de douze ans.

Le général Augereau.

Citoyens directeurs,

« L'armée d'Italie, au nom de laquelle je viens déposer ces enseignes ennemies à côté de celles qui vous ont été présentées depuis le commencement de sa glorieuse campagne, m'a chargé d'être auprès de vous l'organe de ses sentimens, et le garant de son inviolable attachement à la constitution de l'an 3; de vous exprimer aussi le desir qu'elle a de procurer à la république une paix aussi durable que glorieuse.

« Fidelle à son serment, forte de son courage et de l'estime des amis du gouvernement républicain, l'armée justifiera, dans la campagne prochaine, l'opinion avantageuse que lui ont acquise, depuis onze mois, soixante-quatre combats et vingt-sept batailles.

« Ce n'était pas assez pour sa gloire, d'avoir détruit cinq armées nombreuses à l'ennemi; l'opiniâtre ambition de la maison d'Autriche, prodigue du sang de ses sujets, fondait l'espoir de conserver le sceptre de l'Italie, dans la garnison qui défendait la place de Mantoue.... Il était réservé à la gloire de l'armée d'Italie, d'obtenir, pour prix de ses fatigues et de son courage, d'en prendre possession au nom de la république, et d'assurer, par cette forteresse, la conquête de l'Italie.

« Tant de vertus, Citoyens directeurs, ne contribueraient pas suffisamment à la gloire de nos frères d'armes, si elles ne puisaient leurs principes dans l'amour sacré de la liberté, et n'avaient pour but le bonheur de leurs concitoyens, et l'honneur.

« Tandis que vous consacrerez tous vos momens, Citoyens directeurs, à conserver le dépôt constitutionnel et à comprimer les malveillans, l'armée d'Italie ne cessera de concourir à seconder, par sa discipline et son énergie ordinaires, tous les projets qui tendront à donner à la république cette paix qui fait l'objet des desirs de tous ses amis.

Puissent votre sagesse et son courage unir l'olivier au laurier, et forcer les ennemis du gouvernement républicain à le chérir comme nous! »

Le président du directoire.

Citoyen général,

« Qu'il est grand pour tous les Français; qu'il est doux pour le directoire exécutif, le jour où l'on voit dans cette enceinte ces trophées aussi nombreux qu'honorables, présentés par l'un des héros d'Arcole!

« Brave général, apprenez à vos frères d'armes que leurs exploits, couronnés par la prise de Mantoue, ont

excité cet enthousiasme universel qui a réduit au silence jusqu'à l'ennemi le plus implacable de la patrie; portez-leur le tribut de notre reconnaissance. C'est au nom de la république triomphante, qui se plaît à vous compter parmi ses plus fermes appuis, que je vous presse contre mon sein. »

Le général Augereau reçut alors, avec l'accolade fraternelle, un drapeau tricolor, symbole de celui dont il s'était saisi pour marcher, à la tête d'une colonne, sur le pont d'Arcole, et que le corps législatif lui avait décerné : il reçut en même temps une armure complète.

(84) Page 357.

VOILA quel était le fait essentiel : car, d'ailleurs, toutes les déclarations de sa majesté britannique, tous ses messages au parlement, tous les débats des communes, toute la supériorité de M. Pitt; toutes les proclamations du directoire, tous les raisonnemens de ses journaux; toutes les conversations entre le lord Malmesbury et Charles Lacroix : tout cela avait été calculé et prévu par les personnes qui savaient à quoi s'en tenir sur la sincérité des deux gouvernemens et sur les vrais motifs de leurs démarches. On était tellement persuadé du besoin que M. Pitt et le directoire avaient de la guerre; on connaissait si bien la valeur de toutes les notes, de tous les mémoires confidentiels, de toutes les conversations qui avaient eu lieu entre deux plénipotentiaires chargés d'éviter la paix, que tout ce qui s'était passé en propos, en discours, en écrits ostensibles, pouvait être supprimé de l'histoire : c'était le fait seul qui restait; il n'y avait plus de négociations.

(85) Page 358.

EN même temps que le directoire renvoyait le lord Malmesbury, il faisait sortir de Brest cette flotte et ces

transports depuis si long-temps destinés à une expédition dont le but secret donnait un vaste champ aux conjectures. Le commandement confié au général qui avait terminé la guerre de la Vendée et désarmé les chouans; les vingt-cinq mille hommes qu'il devait avoir sous ses ordres; les cinquante mille fusils dont on disait ses transports chargés; les grands pouvoirs dont on le disait revêtu; le voyage du ministre à Brest, pour lui porter les derniers ordres : tout annonçait l'importance de l'expédition; mais rien n'en indiquait l'objet.

Bientôt cependant l'on avait été instruit que l'escadre de Brest s'était dirigée vers la baie de Bantry, et qu'elle n'avait trouvé sur son passage aucun vaisseau anglais. Telles avaient donc été les facilités qu'avait laissées à ses ennemis cette puissance qui se glorifie d'être la maîtresse des mers, et dont les ministres semblent quelquefois trop compter sur un empire qui, pour être conservé, a besoin d'être défendu. Les vents avaient mieux servi l'Angleterre que la vigilance de ses ministres, la force de ses escadres et l'habileté de ses marins. Au moment où les journaux du directoire vantaient les secours favorables que, selon eux, les élémens ne cessaient de prêter à ses entreprises, les élémens séparaient de sa flotte les commandans des forces de terre et de mer, dispersaient ses vaisseaux sur l'Océan, ne laissaient approcher des côtes d'Irlande une partie de ses forces, que pour les y exposer à plus de dangers; leur donnaient à peine le temps de délibérer sur la descente, les repoussaient avec violence des rivages qu'elles menaçaient, les poursuivaient, les affaiblissaient enfin comme eût pu le faire la perte d'un combat naval : c'est au moins ce qu'on pouvait en juger par les rapports de l'Angleterre; car le directoire, en avouant alors que l'expédition était manquée, n'avouait pas ses pertes, et peut-être même ne les connaissait pas. Ses journaux al-

laient encore bien plus loin : non seulement ils justifiaient l'entreprise, mais ils tâchaient d'en démontrer les bons effets pour la France.

Ce n'était pas avec de telles armes qu'à Londres l'opposition cherchait à battre le ministère ; elle censurait avec force et avec justice la négligence de l'amirauté, qui avait ouvert aux Français les avenues de la Grande-Bretagne, qui n'entretenait pas ses remparts, qui retirait jusqu'aux postes avancés, qui laissait rentrer l'amiral Colpoys sans le faire relever, qui, enfin, livrait au caprice des vents l'existence, ou, du moins, la prospérité d'une grande nation.

(86) Page 359.

Telle est, depuis un demi-siècle, la marche de la civilisation ; telle est l'importance que le commerce a acquise pour tous les peuples ; telle est son influence sur leur prospérité, sur leur rang politique, sur leur bien-être, qu'aucun d'eux ne peut plus exister sans commerce, et qu'ils ont tous, par conséquent, le plus pressant intérêt à la liberté des mers. S'il existait donc un peuple qui, dominant exclusivement les mers, fût le maître de toutes les voies du commerce, il serait nécessairement le peuple roi, le tyran de toutes les autres nations.

Quel est le pays où la plupart des denrées et des marchandises des deux Indes ne soient devenues des objets de première nécessité, où quelques-unes ne se trouvent jusque dans la cabane du laboureur, jusque dans l'humble asile de l'artisan, et où celles qui n'appartiennent qu'à la recherche et au luxe, n'occupent, dans les fabriques et les manufactures, une multitude de bras qui, dans l'inaction, languiraient, se dessécheraient, ou, plus malheureusement encore, se vendraient au crime ? Quel est le pays qui n'éprouve à chaque instant le besoin d'acheter ce qui lui manque avec ce qu'il a de superflu, soit en productions territoriales, soit en fruits de l'industrie ? Mais si ces denrées, si ces marchandises qui manquent, et qui sont nécessaires à toutes les contrées de l'Europe, sont au pouvoir d'un seul peuple ; si ce peuple occupe non seulement les pays où les autres nations pourraient aller s'approvisionner, mais encore les places qui les défendent et les chemins qui y conduisent ; s'il leur ferme ces chemins, et si ses forces sont proportionnées à son ambition ; s'il trouve dans son monopole des richesses qui entretiennent sa vigueur, en satisfaisant sa cupidité ; s'il donne à ces nations leurs côtes pour barrières, ou s'il ne leur permet de paraître sur les mers qu'à des conditions onéreuses, qu'en leur imposant des lois humiliantes, ces nations ne seraient-elles pas forcées de passer sous son joug, et de devenir ses tributaires ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que leur indépendance est menacée. Depuis long-temps l'Angleterre aspire à la monarchie universelle des mers, souveraineté mille fois plus insupportable que cette monarchie universelle dont le projet, attribué à Louis XIV, eût pu être repris par les Français d'aujourd'hui, ou changé en projet de république universelle.

L'ascendant qu'un souverain prend, par ses victoires et sa politique, sur son siècle, sur les princes ses contemporains, sur tous les pays qui l'entourent ; le pouvoir qu'il exerce sur les états au-dessus desquels l'ont élevé ses forces, ses talens et sa fortune ; le despotisme, en un mot, de Charles-Quint, de Louis XIV, de Catherine, n'atteint, ne frappe que les gouvernemens ; ce n'est que dans les cabinets que se fait sentir son empire : plus même il est puissant, plus les peuples peuvent espérer de retrouver en tranquillité ce qu'ils perdent en dignité, en puissance ; et les gouvernemens eux-mêmes

ont la certitude que le temps leur fera justice du despote dont ils sont obligés de porter les chaînes.

Mais il n'en est pas ainsi du despotisme maritime. Il n'est pas dû à la tête, aux talens ou aux succès d'un seul homme; c'est un peuple qui l'exerce, et c'est sur les peuples qu'il pèse, comme sur les gouvernemens. Il pèse non seulement sur les individus qui trouvent, dans le commerce, dans le trafic, dans la navigation, leur fortune ou leur subsistance, mais encore sur tous ceux qui consomment des denrées et des marchandises importées par le commerce, et sur tous ceux qui recueillent, qui fabriquent, qui possèdent des objets d'échange : il pèse donc sur toutes les classes, sur le pauvre comme sur le riche, sur le puissant comme sur le faible. Il pèse principalement sur l'industrie, qui, à chaque pas, à chaque entreprise, doit craindre d'alarmer l'industrie rivale du peuple dominateur, d'alarmer sa jalousie, et d'être étouffée par sa puissance. Il pèse sur les gouvernemens dont le pavillon est forcé de s'humilier devant le pavillon oppresseur, à la sortie de leurs ports, à l'embouchure de leurs rivières, dans tous les parages, à toutes les latitudes; et c'est ainsi que les peuples, tremblant devant celui dont ils ont eu l'imprudence de favoriser l'usurpation, sont exilés des mers, ou traités en esclaves sur ce patrimoine commun que leur avait donné la nature.

Il n'est aucune nation qui n'ait desiré d'augmenter sa part dans les richesses que produit ce vaste domaine. Tous les souverains en ont senti l'importance; et, de là, les efforts de la Prusse, pour l'acquisition de Dantzick; de l'Autriche, pour l'ouverture de l'Escaut; de la Russie, pour peupler les mers de ses sujets, tandis que ses terres demeuraient désertes. La marine et le commerce ont entièrement changé le système politique des siècles passés; et le continent sera servilement soumis à la mer, si tous les états ne s'entendent pour s'assurer la puissance, ou du moins la liberté dont ils ont le droit et le besoin de jouir sur cet élément. Depuis long-temps ils ont dû craindre les entreprises de l'Angleterre; mais, si leur inquiétude n'a jamais été proportionnée aux dangers, jamais leur indifférence n'aurait dû leur être plus funeste que dans les conjonctures actuelles.

La marine française très-affaiblie; la marine britannique doublement agrandie et de ses succès et des pertes de ses ennemis; cinq cents vaisseaux de guerre présentant des boulevards sur toutes les mers, et commandant à tous les peuples le respect et l'obéissance; des forteresses redoutables dans toutes les parties du monde; Gibraltar, Ceylan, et tant d'autres places, assurent à leurs possesseurs la domination de l'océan européen, de l'océan américain, de l'océan atlantique, de l'océan indien; des milliers de bâtimens apportant en tribut, à la Tamise, les richesses de tous les fleuves, depuis le Tage jusqu'au Gange, depuis l'Elbe jusqu'au fleuve Saint-Laurent; la Hollande est rayée de la liste des puissances maritimes; la France et l'Espagne sont menacées du même sort : tel est le tableau du despotisme de la Grande-Bretagne. Que lui manque-t-il pour voir l'Europe à ses pieds, que d'être maîtresse du Sund, et de faire flotter son pavillon aux Dardanelles? Que ne peuvent son or et ses flottes, si elle est secondée par les divisions et l'insouciance des rois et des peuples? Ne doit-on pas croire que le moment approche où, comme l'Europe s'était soumise, s'était du moins appropriée l'univers par ses escadres, l'Angleterre achèvera de soumettre l'Europe par sa marine?

(87) Page 360.

L'Europe ignorait encore la mort de Catherine, et le système de la Russie paraissait d'abord changé. En Asie, la

victoire conduisait encore ses armées à de nouveaux triomphes, et l'ordre était expédié à ses armées de ne pas suivre la victoire. A des idées de conquêtes, de grandeur et d'éclat, avaient succédé des idées de paix, de bienfaisance et de bonheur. Les levées d'hommes contremandées; tous les préparatifs de guerre suspendus; Kosciusko et tous ses compagnons d'infortune rendus à la liberté; la Sibérie dépeuplée de tous les malheureux qui gémissaient dans l'exil; des assurances d'amitié données à toutes les puissances : tous ces signes, précurseurs d'un règne pacifique et juste, avaient fait un moment sourire l'humanité, au milieu des douleurs dont l'abreuvent les désastreuses querelles des peuples. Les vrais sages, instruits par de grands malheurs, avaient fait des vœux pour qu'à toutes ces vertus, qui promettaient des années heureuses à la Russie, Paul I[er] joignît ce caractère sans lequel la philantropie des souverains peut préparer pour leur empire d'innombrables calamités; et ces vœux semblent s'être accomplis, en voyant monter sur le trône de la Russie un prince qui, aux vertus de son père, a su en ajouter de nouvelles, sans les obscurcir par les mêmes défauts.

Ainsi la mort de Catherine n'a pas enlevé à l'Europe tout moyen d'échapper aux dangers divers dont la menace l'Angleterre. En songeant à tous les maux qui peuvent en être la suite, à l'énorme difficulté de les prévenir, au besoin qu'ont tous les états de s'unir de vues et de conduite, lorsqu'ils sont unis d'intérêt, on se sent ramené involontairement au projet de l'abbé de Saint-Pierre, revendiqué par l'abbbé Raynal, *d'un banc de l'Empire.* Mais, en réfléchissant sur la nature de l'homme, sur celle des sociétés et sur la situation respective des divers états, on est forcé de craindre que ces idées et ces projets si chers aux amis de l'ordre et de la paix ne restent toujours de beaux rêves.

(88) Page 369.

QUELLE que fût l'idée que l'on s'était faite des talens financiers de M. Pitt, sur-tout dans la crise où se trouvait l'Europe depuis quelques années, on ne pouvait se dissimuler ses embarras, et peut-être ses fautes, à l'époque dont nous traçons l'histoire. N'en commit-il pas une grande, en se décidant à l'émission des billets de 5 livres, dans l'espérance d'envahir tous les bénéfices des petites banques qui avaient imaginé cette émission, et en avaient retiré d'assez grands profits? Ne crut-il pas aussi augmenter, par là, les fonds dont la banque ne pouvait disposer en faveur du gouvernement? Mais ce ministre calculateur avait-il pu oublier que le succès des banques dépend entièrement d'une juste proportion entre l'or et les papiers qui sont en circulation? Cette proportion devait être nécessairement altérée par une émission de petits billets qui, en augmentant la masse du papier, devaient chasser une partie de l'or de la circulation. Dès l'instant où il n'y a pas de billets au-dessous de 10 livres, tous les hommes qui n'ont que 9 livres sont désintéressés sur ce qui regarde la banque, et ces hommes sont les plus ignorans et les plus susceptibles de fausses alarmes. L'homme qui a un billet de 100 livres n'attend pas l'échange de son billet, pour subvenir aux besoins les plus communs de la vie, comme l'homme qui n'a qu'un billet de 5 livres; et c'est ainsi que les billets, descendus à de petites sommes, tombent dans la classe dont les besoins et les plaintes font courir le plus de dangers à la banque.

Pendant que la banque d'Angleterre chassait l'or par l'émission de ses petits billets, la révolution française allait croissant, et un grand nombre de propriétaires s'empressaient d'échanger leurs richesses en or : ainsi cette situation augmentait le nombre des personnes qui vou-

laient acheter de l'or, et diminuait le nombre des vendeurs.

Bientôt plusieurs états furent obligés d'entretenir au loin de grandes armées ; les moyens ordinaires du change ne purent suffire pour leur faire parvenir leur subsistance ; il fallut y pourvoir avec de l'or en nature, ce qui ajouta encore à son prix.

Mais, à mesure que le change baissait en Angleterre, on achetait à meilleur marché, sur le continent, un billet de banque ou une letttre-de-change sur Londres ; et, à mesure que l'or haussait, on vendait proportionnellement les guinées plus cher sur le continent : par cette raison, personne n'avait intérêt à porter ou à envoyer de l'or en Angleterre, d'où il en sortait une grande quantité sans compensation. Il s'ensuivait qu'on présentait un plus grand nombre de billets à la banque, pour les échanger contre l'or dont ils portaient le reçu, et la banque était obligée, par là même, d'acheter de l'or pour le faire frapper ; ce qui augmentait encore ses dépenses, et occasionnait une perte réelle de 2 ou 3 pour 100 des billets contre l'or.

Ainsi pressé par de si grands inconvéniens, froissé entre la crainte de voir la banque arrêtée et le danger d'une multitude de banqueroutes, dont il eût été accusé, M. Pitt perdit de vue que la rareté de l'or, son haut prix, la multiplication des petits billets, la baisse du change, occasionneraient un mouvement d'alarme. En effet, ce mouvement arriva ; la banque suspendit ses paiemens, et elle perdit dans un jour le fruit d'un siècle d'exactitude ; et, en un jour, le commerce, le gouvernement et l'Angleterre, eurent à craindre de voir la source féconde et vivifiante du papier libre se changer en un torrent destructeur de papier forcé : la pureté du crédit fut attaquée ; car le crédit est un peu comme l'honneur, il ne faut pas même qu'il puisse être soupçonné.

Aussi, malgré l'excellent esprit public qui se manifesta dans cette crise, l'Angleterre n'en fit pas moins les premiers pas dans une route qui embarrassa beaucoup la banque et le gouvernement, et qui, dans tout autre pays, auraient été ruineux et subversifs ; mais, en Angleterre, où la banque est le gage de la fortune des particuliers, tous sont intéressés à la soutenir, pour assurer leur fortune. Heureusement encore pour la banque et pour le premier ministre, la victoire de Nelson vint répandre un tel enthousiasme, que l'esprit de parti disparut devant l'orgueil national, et que tous les hommes divisés d'opinion se réunirent alors pour étayer de tous leurs moyens ce gouvernement dont la marine peut si puissamment protéger leur commerce et leurs richesses.

(89) Page 370.

Cependant, malgré les doutes que l'on a cru se permettre sur cette espèce de moyen aussi faux qu'il aurait dû être usé, de chercher à intéresser le peuple et à l'émouvoir par des conspirations, on se croit obligé, pour celle-ci, de faire connaître deux pièces qui, examinées avec soin, paraissent porter un caractère de vérité, par les plans très-vastes et très-bien combinés dont elles donnent la connaissance.

La première pièce est la confession de Duverne-Dupresle, connu sous le nom de Dunan. « Convaincu que les royalistes n'auraient une véritable consistance que lorsque, réunis autour d'un centre commun, ils agiraient ensemble, Dunan s'occupa à ramener à ce centre d'unité tous les chefs de la Vendée, de la Bretagne, et les agens répartis dans les départemens, qui tous tendaient à la même fin par des moyens contradictoires : pour y réussir, il proposa aux princes français, à l'Angleterre et aux chefs de parti en France, son plan. Il divisait la France en deux agences : l'une, celle du Midi, confiée à M. de

Précy ; l'autre, celle du Nord, dirigée par les agens de Paris. Les deux agences devaient avoir une correspondance directe avec le prétendant et les ministres britanniques ; mais, avec ces derniers, uniquement pour des secours, sans leur livrer aucune place maritime, le prétendant étant bien convaincu que les Anglais n'avaient pour but que la ruine de la France. Les agens municipaux devaient subdiviser en commandemens militaires l'étendue de leur direction : ceux-ci correspondront avec les agens supérieurs. Les agens principaux travailleront constamment à ramener au parti du prétendant les membres des autorités constituées, sans exception de personne, pas même ceux qui ont voté la mort du roi, sans cependant laisser croire que l'intention du prétendant soit de rétablir la monarchie sur des bases nouvelles. Le but qu'on se propose est le renversement du gouvernement actuel : pour y réussir, les fréquentes élections offrent des facilités de porter, en majorité, les royalistes dans les places. Ainsi il faut, 1° forcer les royalistes à assister aux assemblées ; 2° les forcer de réunir leurs suffrages sur les individus désignés ; 3° faire voter, dans le même sens qu'eux, les indifférens qui ne desirent que la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés : pour cet objet, on formera deux affiliations ; l'une des royalistes éprouvés, l'autre des royalistes timides, des égoïstes, des indifférens. Les royalistes les plus courageux se formeront en compagnies, qui seront prêtes à se rassembler, sur-tout aux époques des assemblées primaires. Les agens encourageront et faciliteront les désertions ; ils prépareront les paysans à un nouveau soulèvement. Si les moyens militaires paraissaient avoir assez acquis pour réussir à renverser le gouvernement, on les préfèrerait.

« L'Angleterre seule peut fournir les fonds nécessaires pour suivre et développer ces plans ; aussi M. Wickam a-t-il été chargé de cet important objet par le cabinet de Saint-James. On emploiera aussi tous les moyens de séduction pour gagner la police, les membres des deux conseils, les journalistes, et se procurer les plans du directoire ; peut-être même en viendra-t-on jusqu'à gagner les jacobins, qui, en ramenant la terreur, nécessiteront la royauté. »

La seconde pièce est la proclamation du prétendant à l'occasion de l'arrestation de Dunan et ses associés. « Une douleur profonde pénètre notre ame quand nous voyons des Français gémir dans les fers, pour prix de leur dévouement au salut de la France..... Mais suffira-t-il à vos tyrans de s'être procuré de nouvelles victimes ? N'est-il pas à craindre que, supposant des pièces, ils ne s'efforcent de nous peindre à vos yeux sous des couleurs mensongères ? Nous avons dit à nos gens : Ramenez notre peuple à la sainte religion de ses pères et au gouvernement paternel qui fit si long-temps sa gloire et son bonheur ; expliquez-lui la constitution de l'état, qui n'est calomniée que parce qu'elle est méconnue ; elle est opposée à l'anarchie et au despotisme, deux fléaux qui nous sont également odieux autant qu'à lui-même, et qui pèsent sur lui depuis qu'il n'a plus de roi : garantissez de nouveau l'oubli des erreurs, des torts, même des crimes. Dirigez les choix sur des gens de bien, amis de l'ordre et de la paix ; assurez des récompenses proportionnées à leurs services aux militaires de tous les grades, aux membres de toutes les administrations. Français, tous les écrits conformes à ces sentimens, nous nous ferons gloire de les avouer ; tous ceux qui n'auront pas ces caractères, rejetez-les comme des œuvres de mensonge ; ils ne seront pas selon notre cœur. »

Donné le 10 mars, l'an de grace 1797, et de notre règne le deuxième. *Signé* LOUIS.

(90) Page 371.

Lettre du cardinal Busca, secrétaire d'état du pape, au prélat Albani, son nonce à Vienne.

Rome, 7 janvier 1797 (18 nivose an 5).

« Les nouvelles que vous m'envoyez sont de plus en plus consolantes. J'apprends, par les deux derniers courriers, que le baron de Thugut a changé de langage : malgré son air de mystère, nous ne pouvons plus douter des secours de l'empereur, d'autant plus que l'impératrice et lui vous les ont promis. Il semble aussi que le baron de Thugut compte sur vous, à en juger par le prompt départ du général Colli, par l'obligation qu'on lui impose de voir nos troupes, et par la manière dont on nous a excités à reprendre nos pays. Tout nous dit que déjà on nous regarde comme alliés.

« On ne nous parle plus de sacrifices. Je me croirai sûr, lorsque le traité sera signé aux conditions que je vous ai marquées. Muni actuellement, comme vous l'êtes, de pleins pouvoirs, M. de Thugut ne pourra plus tergiverser ; il faudra qu'il se décide.

« Quant à moi, tant qu'il me sera permis d'espérer des secours de l'empereur, je temporiserai relativement aux propositions de paix que les Français nous ont faites. Jaloux de mon honneur, je me croirais offensé en traitant avec eux, lorsqu'une négociation est entamée avec la cour de Vienne.

« Sans doute, au reçu de ma lettre, M. Colli sera déjà parti ; j'espère que, dans peu, il se trouvera à Ancône, d'où il viendra ici pour prendre des mesures. Je suis fâché que ce général s'abouche avec Alvinzi ; je crois que celui-ci pouvait faire plus qu'il n'a fait : mais l'éloge que le général Lascy fait du premier me console.

« Vous devez avoir vu que j'avais pensé à l'expédition de quelques troupes autrichiennes en Romagne, pour s'unir aux nôtres ; et j'avais pensé aussi que, de Trieste, on pourrait les débarquer à Ancône.

« Monseigneur Stay n'a pas encore terminé le bref que vous me demandez. Sa sainteté pense ne devoir pas donner les autres brefs que vous avez proposés, parce que, devant être proposés à tous les souverains catholiques de l'Europe, c'aurait été déclarer une guerre de religion avant le temps : à l'égard de cette guerre, le saint père se résoudra à donner des brefs et à faire d'autres pas, selon les renseignemens que vous me donnez, etc. etc. »

(91) Page 372.

Au quartier-général de Bologne, 15 pluviose an 5 (3 février 1797).

« Art. Ier Le pape a refusé formellement d'exécuter les articles VIII et IX de l'armistice conclu le 2 messidor, à Bologne, sous la médiation de l'Espagne, et ratifié solennellement à Rome le 27 juin 1796 (9 messidor an 4).

« II. La cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter, par ses manifestes, les peuples à la croisade : ses troupes se sont approchées de Bologne jusqu'à dix milles, et ont menacé d'envahir cette place.

« III. La cour de Rome a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal Busca et la mission du prélat Albani à Vienne.

« IV. Le pape a confié le commandement de ses troupes à des officiers autrichiens envoyés par la cour de Vienne.

« V. Le pape a refusé de répondre aux avances officielles qui lui ont été faites par le C. Cacault, ministre de la république française pour l'ouverture d'une négociation de paix.

« VI. Le traité d'armistice a donc été violé et enfreint par la cour de Rome : en conséquence, je déclare que l'armistice conclu le 2 messidor, entre la république française et la cour de Rome, est rompu. »

Cette déclaration fut suivie d'une proclamation.

« L'armée française va entrer sur le territoire du pape ; elle sera fidelle aux maximes qu'elle professe ; elle protégera la religion et le peuple.

« Le soldat français porte, d'une main, la baïonnette, sûr garant de la victoire, offre, de l'autre, aux différentes villes et villages, paix, protection et sûreté..... Malheur à ceux qui la dédaigneraient, et qui, de gaieté de cœur, séduits par des hommes profondément hypocrites et scélérats, attireraient sur leurs maisons la guerre et ses horreurs, et la vengéance d'une armée qui a, dans six mois, fait cent mille prisonniers des meilleures troupes de l'empereur, pris quatre cents pièces de canon, cent dix drapeaux, détruit cinq armées !

« ART. I[er] Tout village ou ville où, à l'approche de l'armée française, on sonnera le tocsin, sera sur-le-champ brûlé, et les municipaux fusillés.

« II. La commune sur le territoire de laquelle sera assassiné un Français, sera sur-le-champ déclarée en état de guerre ; une colonne mobile y sera envoyée ; il y sera pris des otages, et il y sera levé une contribution extraordinaire.

« III. Tous les prêtres, religieux et ministres de la religion, sous quelque nom que ce soit, seront protégés et maintenus dans leur état actuel, s'ils se conduisent selon les principes de l'Évangile ; et, s'ils sont les premiers à les transgresser, ils seront traités militairement, et plus sévèrement que les autres citoyens. »

(92) Page 374.

Au cardinal Mathei.

« J'ai reconnu, dans la lettre que vous vous êtes donné la peine de m'écrire, M. le cardinal, cette simplicité de mœurs qui vous caractérise ; vous verrez, par l'imprimé ci-joint, les raisons qui m'ont engagé à rompre l'armistice conclu entre la république française et sa sainteté.

« Personne n'est plus convaincu du desir qu'avait la république de faire la paix, que le cardinal Busca, comme il l'avoue dans sa lettre à M. Albani, qui a été imprimée, et dont j'ai l'original dans les mains. On s'est rallié aux ennemis de la France, lorsque les premières puissances de l'Europe s'empressaient de reconnaître la république, et desiraient la paix avec elle : on s'est bercé de vaines chimères, et on n'a rien oublié pour commencer la destruction de ce beau pays. Il reste néanmoins encore à sa sainteté un espoir de sauver ses états, en prenant plus de confiance dans la générosité de la république française, et en se livrant toute entière et promptement à des négociations de paix.

« Je sais que sa sainteté a été trompée ; je veux bien encore prouver à l'Europe entière la modération du directoire exécutif de la république française, en lui accordant cinq jours pour envoyer un négociateur muni de pleins pouvoirs, qui se rendra à Foligno, où je me trouverai, et où je desire de pouvoir contribuer, en mon particulier, à donner une preuve éclatante de la considération que j'ai pour le saint siége. Quelque chose qui arrive, M. le cardinal, je vous prie d'être persuadé de l'estime distinguée avec laquelle je suis, etc. »

(93) Page 375.

PIE PP. VI.

CHER FILS,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Desirant terminer à l'amiable nos différens actuels avec la république française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques : M. le cardinal Mathei, parfaitement connu de vous, et monseigneur Galleppi; et deux séculiers, le duc don Louis Braschi, notre neveu, et le marquis Camille Massimo, lesquels sont revêtus de nos pleins pouvoirs, pour concerter avec vous, promettre et souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sous notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tout temps. Assuré des sentimens de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenu de tout déplacement de Rome : et, par là, vous serez persuadé combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février 1797, l'an.... (24 pluviose an 5). »

(94) Page 375.

LES plénipotentiaires du pape, le général Bonaparte et le C. Cacault, agent de la république, sont convenus des articles suivans :

« ART. Ier Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, entre la république française et le pape Pie VI.

« II. Le pape révoque toute adhésion, consentement et accession, par écrit ou secrets, par lui donnés à la coalition armée contre la république française; à tout traité d'alliance offensive ou défensive avec quelque puissance ou état que ce soit. Il s'engage à ne fournir, tant pour la guerre actuelle que pour la guerre à venir, à aucune puissance armée contre la république, aucun secours en hommes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres et argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

« III. Sa sainteté licenciera, dans cinq jours après la ratification du présent traité, les troupes de nouvelle formation, ne gardant que ses régimens existans avant le traité d'armistice signé à Bologne.

« IV. Les vaisseaux de guerre ou corsaires des puissances armées contre la république ne pourront entrer, et encore moins demeurer, pendant la présente guerre, dans les ports et rades de l'État Ecclésiastique.

« V. La république française continuera à jouir, comme avant la guerre, de tous les droits et prérogatives que la France avait à Rome, et sera en tout traitée comme les puissances les plus considérées, et spécialement à l'égard de son ambassadeur ou ministre, et des consuls et vice-consuls.

« VI. Le pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur les ville et territoire d'Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances, et transporte, cède et abandonne lesdits droits à la république française.

« VII. Le pape renonce également à perpétuité, cède et transporte à la république française tous ses droits sur les territoires connus sous le nom de *légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.* Il ne sera porté aucune atteinte à la religion catholique dans les susdites légations.

« VIII. La ville, citadelle et village, formant le territoire d'Ancône, resteront à la république française jusqu'à la paix continentale.

« IX. Le pape s'oblige, pour lui et ceux qui lui succèderont, de ne transporter à personne le titre de seigneurie attaché au territoire cédé par lui à la république française.

« X. Sa sainteté s'engage à faire payer et délivrer à Foligno, aux trésoriers de l'armée française, avant le 15 du mois de ventose courant (mars 1797), la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions en numéraire, et cinq en diamans et autres effets précieux, sur celle d'environ seize millions qui restent dus, suivant l'article IX de l'armistice signé à Bologne le 3 messidor an 4, et ratifié par sa sainteté le 27 juin.

« XI. Pour acquitter définitivement ce qui restera à payer pour l'entière exécution de l'armistice signé à Bologne, sa sainteté fera fournir à l'armée huit cents chevaux de cavalerie enharnachés, huit cents chevaux de trait, des bœufs, des buffles et autres objets, produits du territoire de l'Église.

« XII. Indépendamment de la somme énoncée dans les deux articles précédens, le pape paiera à la république française, en numéraire, diamans ou autres valeurs, la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions dans le courant du mois de mars, et cinq millions dans le courant du mois d'avril prochain.

« XIII. L'article VIII du traité d'armistice signé à Bologne, concernant les manuscrits et objets d'arts, aura son exécution entière, et la plus prompte possible. [1]

[1] Par l'article VIII de l'armistice, le pape devait livrer à la république française cent tableaux, bustes, vases ou statues, au choix des commissaires : parmi ces objets devaient être les bustes de Junius Brutus et de Marcus Brutus, et cinq cents manuscrits, au choix des mêmes commissaires.

« XIV. L'armée française évacuera Lumbria, Perugia, Camerino, aussitôt que l'article X du présent traité sera exécuté et accompli.

« XV. L'armée française évacuera la province de Macerata, à la réserve d'Ancône, de Fano et de leur territoire, aussitôt que les cinq premiers millions de la somme mentionnée à l'article XII du présent traité, auront été payés et délivrés.

« XVI. L'armée française évacuera le territoire de Fano et du duché d'Urbin aussitôt que les cinq seconds millions de la somme mentionnée à l'article XII du présent traité auront été payés et délivrés, et que les articles III, X, XI et XIII du présent traité, auront été exécutés. Les cinq derniers millions, faisant partie de la somme stipulée dans l'article XII, seront payés au plus tard dans le courant d'avril prochain.

« XVII. La république française cède au pape tous ses droits sur les différentes fondations religieuses françaises dans les villes de Rome et Lorette, et le pape cède en toute propriété, à la république, tous les biens allodiaux appartenant au saint siége, dans les provinces de Ferrare, Bologne et la Romagne, et notamment la terre de Mezzola et ses dépendances; le pape se réserve cependant, en cas de vente, le tiers des sommes qui en proviendront, lesquelles devront être remises à ses fondés de pouvoirs.

« XVIII. Sa sainteté fera désavouer, par un ministre à Paris, l'assassinat commis sur la personne du secrétaire de légation Basseville. Il sera payé par sa sainteté, et par elle mis à la disposition du gouvernement français, la somme de trois cent mille livres, pour être répartie entre ceux qui ont souffert de cet attentat.

« XIX. Sa sainteté fera mettre en liberté les personnes qui peuvent se trouver détenues à cause de leurs opinions politiques.

« XX. Le général en chef rendra la liberté de se retirer chez eux à tous les prisonniers de guerre des troupes de sa sainteté, aussitôt après avoir reçu la ratification du présent traité.

« XXI. En attendant qu'il soit conclu un traité de commerce entre la république française et le pape, le commerce de la république sera établi et maintenu dans les états de sa sainteté sur le pied de la nation la plus favorisée.

« XXII. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haye le 27 floréal de l'an 3 (16 mai 1795), la paix conclue par le présent traité, entre la république française et sa sainteté, est déclarée commune à la république batave.

« XXIII. La poste de France sera établie à Rome de la même manière qu'elle existait auparavant.

« XXIV. L'école des arts, instituée à Rome pour tous les Français, y sera rétablie, et continuera d'être dirigée comme avant la guerre. Le palais appartenant à la république, où cette école était placée, sera rendu sans dégradation.

« XXV. Tous les articles, clauses et conditions du présent traité, sans exception, sont obligatoires à perpétuité, tant pour sa sainteté le pape Pie VI que pour ses successeurs.

« XXVI. Le présent traité sera ratifié dans le plus court délai possible. »

(95) Page 375.

Discours du C. Monge, prononcé devant les deux capitaines régens de la république de Saint-Marin.

« Je viens de la part du général Bonaparte, au nom de la république française, assurer l'antique république de Saint-Marin de la paix et d'une amitié inviolable.

« Citoyens régens, je suis chargé, de la part du général en chef, de vous assurer de son empressement à mettre la république française à portée de vous donner des preuves de sa sincère amitié.

« Quant à moi, Citoyens, je me félicite d'être l'organe d'une mission dont l'objet doit être agréable aux deux républiques, et qui me procure l'occasion de vous témoigner la vénération que vous inspirez à tous les amis de la liberté. »

Réponse de la république de Saint-Marin.

. . . .

« L'amour de notre liberté nous fait sentir tout le prix des efforts magnanimes d'une grande nation qui veut recouvrer la sienne; la vôtre a surpassé l'attente commune.

« Votre armée, marchant sur les traces d'Annibal, et surpassant ce que l'antiquité a de plus merveilleux, conduite par un héros qui réunit à toutes les vertus les talens d'un grand génie, a tourné ses regards sur un coin de ce globe, où s'est réfugié un reste de l'ancienne liberté.

« Vous le savez, Citoyen envoyé, la simplicité de nos usages, l'intime sentiment de notre liberté, c'est là le seul héritage qui nous a été transmis par nos pères, que nous avons su conserver intact, et que l'ambition et la haine ne sauraient détruire.

« Retournez donc près du héros qui vous envoie; portez-lui l'hommage libre de notre reconnaissance; dites-lui que la république de Saint-Marin, contente de sa médiocrité, craint d'accepter l'offre généreuse qu'on lui fait d'agrandir son territoire; ce qui pourrait, par la suite, compromettre sa liberté : mais dites-lui aussi qu'elle croirait tout devoir à la générosité de la république française et à celle de son invincible général, si elle obtenait,

pour le bonheur public, de resserrer avec elle ses rapports commerciaux, et de conclure un traité qui assurât son existence.

« C'est là que se bornent tous ses vœux.

« Saint-Marin, 12 février 1797 (24 pluviose an 5). »

(96) Page 376.

Un obélisque a été érigé dans le village de Pétiole, la patrie de Virgile, au milieu d'un bois de chênes, de myrtes et de lauriers, qui lui est dédié. Ce monument est dû aux instances du général français.

(97) Page 378.

Jamais l'armée des Autrichiens n'avait été dans un état aussi triste. Il arrivait des prisonniers de toutes parts; le découragement était tel chez eux, que, du moment où les Autrichiens appercevaient les soldats français, ils jetaient leurs armes, et se rendaient en demandant grace; en un mot, officiers et soldats ne voulaient plus se battre.

(98) Page 384.

La proclamation suivante préparait les esprits des peuples dont Bonaparte allait traverser le territoire :

« Une frayeur injuste a devancé l'armée française. Nous ne venons ici ni pour vous conquérir, ni pour changer vos mœurs et votre religion; la république française est l'amie de toutes les nations, malheur aux rois qui ont la folie de lui faire la guerre! Prêtres, nobles, bourgeois, peuple, qui formez la population de la province de Goritz, bannissez vos inquiétudes; nous sommes bons et humains. Vous vous appercevrez de la différence des procédés d'un peuple libre d'avec ceux des cours et des ministres des rois. Vous ne vous mêlerez pas d'une querelle qui n'est pas la vôtre, et je protégerai vos personnes, vos propriétés et votre culte; j'augmenterai vos priviléges, et je vous restituerai vos droits. Le peuple français attache plus de prix à la victoire, par les injustices qu'elle lui permet de réparer, que par la vaine gloire qui lui en revient.

« Art. I[er] Le culte de la religion continuera à être exercé, sans aucune espèce de changement, comme par le passé : à dater de demain, le service sera célébré dans toutes les églises, comme à l'ordinaire.

« II. Les provinces de Goritz et de Gradisca seront provisoirement administrées par un corps composé de quinze personnes, qui portera la dénomination de gouvernement central : dans ce corps seront concentrées toutes les autorités civiles, politiques et administratives.

« III. Le gouvernement central me présentera, sous vingt-quatre heures, un projet d'organisation civile et criminelle, et un projet d'organisation municipale pour toute la province.

« IV. Le gouvernement central nommera son président, son secrétaire et son trésorier; il se divisera en bureau militaire, bureau de finances, bureau de police, bureau de subsistances. Les différens bureaux ne pourront prendre aucune mesure essentielle, qu'elle ne leur ait été ordonnée par le corps composant le gouvernement, et ils seront spécialement chargés de l'exécution des mesures prescrites par ledit corps.

« V. Toutes les impositions directes et indirectes, qui appartenaient ci-devant à l'empereur ou à la province, seront administrées par le gouvernement central, et seront employées pour subvenir aux dépenses du service public.

« VI. Toutes les lois civiles et criminelles existantes seront maintenues.

« VII. Tous les corps, sous quelque dénomination que

ce soit, qui formaient l'ancienne administration, sont abrogés.

(99) Page 402.

Bonaparte au prince Charles.

Clagenfurth, 11 germinal an 5 (31 avril 1797).

MONSIEUR LE GÉNÉRAL EN CHEF,

« Les braves militaires font la guerre, et desirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous assez tué de monde, et fait assez de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres : quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons, de part et d'autre, quelques milliers d'hommes de plus; et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à sa majesté l'empereur le desir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger ? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, M. le général en chef, que j'entende, par là, qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je pourrais avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. Je vous prie de croire, M. le général en chef, aux sentimens d'estime et de considération avec lesquels je suis, etc.

Le prince Charles à Bonaparte.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

« Assurément, tout en faisant la guerre, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je desire, ainsi que vous, la paix, pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de sa majesté l'empereur, d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre là-dessus, avec vous, en aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs sur un objet d'aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

« Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie d'être bien persuadé, M. le général, de mon estime et d'une considération distinguée. »

(100) Page 406.

L'adjudant-général Kellerman au directoire.

« CITOYENS DIRECTEURS, après l'honneur d'avoir combattu dans les rangs de l'armée d'Italie, je ne pouvais recevoir une mission plus flatteuse que celle de vous présenter, au nom de son illustre général, les prémices de la nouvelle campagne qu'il vient d'ouvrir avec tant de gloire.

« Ce sont les drapeaux pris au prince Charles, dans les affaires de Gemona, du Tagliamento et de Gradisca : dans ces brillantes journées, les troupes de l'armée de Sambre et Meuse ont rivalisé de gloire avec les anciens soldats de l'armée d'Italie ; la victoire est résultée de cette généreuse émulation, présage certain des succès que l'armée n'a cessé d'obtenir depuis. Et que ne devons-nous pas attendre du héros qui nous commande, du dévouement, du courage des généraux, des troupes qui le secondent, et qui exécutent avec tant de bonheur les plans que vous avez sagement conçus !

« Parmi ces trophées glorieux, vous distinguerez plusieurs bannières des troupes de sa sainteté : elles vous rappelleront la modération du jeune vainqueur qui, loin de céder au desir d'entrer en triomphateur dans l'ancienne capitale du monde, et de fouler, sur un char orgueilleux, le sol des Scipions et des Brutus, n'a consulté que l'intérêt de son pays, en présentant le rameau d'olivier au faible ennemi qu'il venait de terrasser, pour voler vers un rival qu'il croit plus digne de lui. L'expédition de Rome terminée, Bonaparte se porte, avec sa célérité ordinaire, sur les bords de la Piave, attaque, culbute le prince Charles, qui lui abandonne l'Italie ; et déjà l'armée française menace la capitale de François II, et sape à grands coups les fondemens de son trône ébranlé. Espérons que le danger pressant qui le menace fera sortir de son aveuglement fatal à l'humanité cette maison d'Autriche, trop obstinée à se refuser aux intentions pacifiques et généreuses que vous n'avez cessé de manifester. C'est le vœu, c'est l'objet des travaux de mes compagnons d'armes et du général qui m'a chargé de vous offrir l'hommage des drapeaux des vaincus, que, dans ce moment solennel, j'ai l'honneur de déposer entre vos mains. »

Le président à l'adjudant-général Kellerman.

« Fils d'un guerrier sage et célèbre dans les fastes de la république, le directoire exécutif reçoit avec d'autant plus de sensibilité les trophées que vous lui présentez, qu'ils sont arrosés de votre sang généreux versé pour la patrie. Si tous les bons citoyens, si le directoire exécutif, comptent sur la valeur des guerriers français, qu'à leur tour ils se reposent sur l'énergie du gouvernement, qui ne les fera conduire qu'aux champs de l'honneur, et ne leur présentera de nouveaux lauriers à cueillir, que pour le salut de la république. Portez dès à présent, à l'armée d'Italie, l'expression pure de la reconnaissance nationale pour l'espoir du bienfait de la paix que la patrie devra à son courage et à celui de toutes les autres armées de la république. »

(101) Page 407.

LA haute chaîne des Alpes, après avoir séparé la France de l'Italie, se partage en deux principales branches dans les environs du Mont-Saint-Gothard : l'une, d'où découlent toutes les rivières qui versent leurs eaux en Italie, à la gauche du Pô, est dirigée vers le sud, sous le nom d'Alpes Réthiques, d'Alpes Juliennes, d'Alpes Noriques,

et se termine à la pointe de l'Istrie; ses bras, qui s'étendent au sud, depuis Creme jusqu'à Vicence, servent de conducteurs au Lambro, à l'Adda, à l'Oglio, à la Chiesa, au Mincio, qui porte le nom de Sarca avant d'entrer dans le lac de Garde; à l'Adige, à l'Astico, à la Brenta, à la Piava, à la Meduna, au Tagliamento, à la Roja, au Lizonto et à quelques autres rivières moins considérables.

Les ramifications de ces montagnes ont beaucoup plus d'étendue dans le nord; elles remplissent la partie du Tyrol appelée Tyrol allemand, l'évêché de Brixen, la Carinthie, la Carniole, une partie de la Styrie, de la Croatie et de l'Esclavonie: dans les vallées coulent le Muerch, la Drave, la Save et toutes les rivières affluentes dans ces fleuves.

La seconde chaîne se rapproche du Danube, s'élève entre l'Ens au nord, et le Muerch au sud, et se termine dans la Hongrie, auprès de Bude. Les rivières qui en sortent au sud sont peu considérables, et se rendent toutes dans le Muerch ou dans la Drave; mais, au nord, ses ramifications remplissent la Souabe, la Bavière, le haut et le bas Vienervald; touchent au Danube, de l'embouchure de l'Ens jusqu'à celle de Trazen, et enveloppent presque Vienne. Toutes les rivières qui tombent dans le Danube, au sud, depuis sa source jusqu'à Savarin en Hongrie, descendent de ces montagnes.

(102) Page 408.

Répétons ici ce qu'on disait dans la tribune du conseil des anciens, le 18 germinal (7 avril):

« Hoche et Moreau, également bien secondés par d'habiles et intrépides officiers, et suivis, avec la confiance et l'enthousiasme de la valeur, par des soldats dignes d'eux, viennent d'entreprendre et d'exécuter l'un et l'autre des choses dont on chercherait vainement des exemples.

« Hoche, après avoir passé le Rhin à Neuwied, combine ses mouvemens avec ceux de sa gauche, de manière à reculer toutes les forces de l'ennemi dans la position retranchée, où il ne craint point de l'attaquer à découvert; et, pour achever le déploiement de ses forces, il engage le combat d'artillerie le plus inégal et le plus audacieux qu'on ait osé concevoir.

« Le général Debelle approche jusqu'à cent pas des redoutes fraisées, palissadées et garnies de canons, trente pièces d'artillerie légère; reçoit, sans s'ébranler, un terrible feu à mitraille, et tire si vivement et si juste, qu'il démonte les pièces des ennemis, brise les palissades, ouvre les redoutes à nos grenadiers, et même à notre cavalerie.

« A Strasbourg, Moreau ose, avec les plus faibles moyens, avec vingt-six bateaux, tenter en plein jour le passage du fleuve. Tous les combats fabuleux, tout ce que l'imagination peut ajouter à l'affreuse réalité, se retrouvent ici: on lutte corps à corps; c'est de vive force qu'on atteint le rivage, et qu'on y gagne du terrain pied à pied; les braves généraux qui conduisent les colonnes, Duhem, Dessaigne, sont blessés: celui qui défendit Kelh si glorieusement, et Fiendoul si long-temps, voulait y rentrer par les mêmes barrières qu'il fut forcé d'abandonner à l'ennemi. »

(103) Page 410.

Judenburg, 7 avril 1797 (18 germinal an 5).

« Sa majesté l'empereur et roi n'ayant rien de plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe, et de terminer une guerre qui désole les deux nations;

« En conséquence de l'ouverture que vous avez faite à son altesse royale, par votre lettre de Clagenfurth, sa

majesté l'empereur nous a envoyés vers vous, pour s'entendre sur cet objet d'une si grande importance.

« Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadés de la bonne volonté comme de l'intention des deux puissances, de finir le plus promptement possible cette guerre désastreuse, son altesse royale desire une suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir avec plus de célérité parvenir à ce but, et afin que toutes les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations soient levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux grandes nations.

Signé BELLEGARDE et MERVELT.

Réponse de Bonaparte.

MESSIEURS,

« Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française ; mais, si elle doit être un acheminement à la paix, tant desirée et si utile aux deux peuples, je consens sans peine à vos desirs.

« La république française a manifesté souvent à sa majesté son desir de mettre fin à cette lutte cruelle : elle persiste dans ses mêmes sentimens ; et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, que, sous peu de jours, la paix ne soit enfin rétablie entre la république française et sa majesté. »

(104) Page 410.

Conditions de la suspension d'armes.

« LE général Bonaparte, commandant en chef l'armée française en Italie, et son altesse royale l'archiduc Charles, commandant en chef l'armée impériale, voulant faciliter les négociations qui vont s'ouvrir, conviennent :

« ART. Ier Il y aura une suspension d'armes entre les armées française et impériale, à dater de ce soir 7 avril, jusqu'au 13 avril au soir (du 18 au 24 germinal).

« II. L'armée française gardera la ligne suivante : Les avant-postes de l'aile droite de cette armée resteront dans la position où ils se trouvent entre Fiume et Trieste ; la ligne se prolongera, en occupant Treffen, Littai, Windischleistritz, Morburg, Chienhauffen, la rive droite de la Muerch, Gratz, Bruck, Leoben, Trasayack, Mantern, le chemin de Mantern jusqu'à Rotenmann, Indinng, la vallée de l'Ems jusqu'à Rastadt, Saint-Michel, la vallée de la Drave, Lientz.

« III. La suspension d'armes aura lieu également pour le Tyrol : les généraux commandant les troupes françaises et impériales dans cette partie régleront ensemble les postes qu'ils doivent occuper.

« IV. Les hostilités ne recommenceront dans le Tyrol que vingt-quatre heures après que les généraux en chef en seront convenus, et, dans tous les cas, vingt-quatre heures après que les généraux commandant les troupes françaises et impériales dans le Tyrol s'en seront réciproquement prévenus. »

(105) Page 410.

Préliminaires de paix.

« TOUT ce qui a été déclaré département par les lois de la convention reste à la république, et la république lombarde se trouve confirmée. »

On ne manqua pas de faire des commentaires, des réflexions et des critiques sans nombre, sur ces préliminaires ; mais le général qui les avait signés avait été beau-

coup plus le maître de la conduite de la guerre, que de celle des négociations : d'ailleurs, était-ce dans un pays divisé par autant de partis, que l'on pouvait juger sainement et avec impartialité de ce qui pouvait intéresser la patrie, ses besoins, ses intérêts et sa gloire ? Bonaparte avait rempli une tâche immense, celle d'avoir donné aux gouvernans français le droit, par ses conquêtes et ses victoires, d'imposer aux ennemis toutes les conditions qui pouvaient convenir à la sûreté et à la tranquillité future de la France.

Il importait à l'avidité anglaise, qui s'appropriait le commerce de la Belgique, que cette belle province n'appartînt jamais à une puissance maritime; et tous ses efforts tendirent sans cesse à en conserver la propriété à la maison d'Autriche : aussi la France en avait-elle toujours vainement fait la conquête; elle devenait toujours la compensation des colonies françaises envahies.

La cession de la Belgique devint donc infiniment précieuse pour la France, tant sous ce point de vue que sous plusieurs autres.

Les préliminaires signés à Neuwied n'eussent-ils donc obtenu que ce seul objet, ils auraient été avantageux; mais, à ce beau pays, on joignit à la France le comté de Nice, la Savoie, le Porentrui; on consolida les républiques lombarde et ligurienne.... Que pouvait-on espérer de plus brillant, sans parler encore des articles secrets, par lesquels on présumait que la France garderait tout ce qu'elle avait conquis sur la rive gauche du Rhin, et même le Piémont ?

(106) Page 412.

Mais le général Augereau était dans la Lombardie, et l'activité connue de ce militaire rassurait le général en chef sur les suites de ces insinuations auxquelles le gouvernement vénitien semblait ne prendre aucune part.

Le général Augereau fit marcher quelques troupes sur Brescia, et fit proclamer et afficher un avertissement ainsi conçu : « Je suis envoyé parmi vous pour détruire les brigands qui ont insulté les troupes républicaines, et troublé la tranquillité publique. Je sais que la plupart d'entre eux ont été séduits par de perfides conseils, et je pense que la vérité suffira pour ramener ces hommes égarés; mais malheur à quiconque désormais ne posera pas les armes, ou insultera un soldat républicain ! La vengeance qui en sera tirée étonnera ses complices. »

(107) Page 414.

Bonaparte au doge de Venise.

« Dans toute la terre ferme, les sujets vénitiens sont sous les armes; leur cri de ralliement est : *Mort aux Français*. Le nombre des soldats d'Italie qui en ont été la victime se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer des attroupemens que vous avez vous-mêmes préparés.

« Croyez-vous que, quand j'ai pu porter les armes françaises au cœur de l'Allemagne, je n'aurai pas la force de faire respecter les Français en Italie ? Pensez-vous que les légions italiennes supporteront patiemment les massacres que vous excitez ? Le sang de nos frères d'armes sera vengé. Il n'est pas un seul bataillon français qui, chargé de cette mission généreuse, ne se sente mille fois plus de courage et de moyens qu'il n'en faut pour vous punir.

« Le sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à la générosité dont les Français ont usé à son égard. Je vous envoie mes propositions par un de mes aides-de-camp : *La paix ou la guerre*.

« Si vous ne prenez pas sur-le-champ les mesures pour

dissiper les attroupemens ; si vous ne remettez pas dans mes mains les instigateurs des meurtres qui se commettent, la guerre est déclarée. Je vous donne vingt-quatre heures pour vous déterminer. Songez que les temps de Charles VIII sont passés.

« Si, malgré la bienveillance que vous a montrée le gouvernement français, vous me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez pas que les soldats que je commande, à l'exemple des brigands que vous armez, aillent ravager les champs d'un peuple innocent et malheureux. Non, je le protégerai au contraire, et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française à l'arracher à votre tyrannique gouvernement. »

(108) Page 418.

Venise faisait remonter son origine jusqu'au commencement du quatrième siècle. Les commencemens de son gouvernement furent excessivement orageux ; cinq ou six doges, qui avaient voulu s'arroger la suprême puissance, furent massacrés dès le principe. Souvent le peuple fit changer la face de ce gouvernement, qui fut tantôt populaire, tantôt aristocratique, tantôt sous la domination d'un seul. Venise avait jeté un très-grand éclat, par l'étendue de son commerce, la sagesse de ses lois, la profondeur de sa politique.

L'arbitraire le plus inouï était devenu la base fondamentale de la politique intérieure de cette république; et c'est sans doute à cette servitude avilissante que les Vénitiens devaient la dégradation de leur caractère, et la perfidie qu'ils toléraient dans leur gouvernement.

(109) Page 419.

Parmi les îles de l'Adriatique, celles de Corfou, de Céphalonie, et quelques autres de moindre grandeur, situées sur les côtes de la Grèce, étaient pour la France une acquisition d'autant plus précieuse, que des expériences déjà faites prouvaient qu'on pouvait y naturaliser les denrées précieuses des îles de l'Amérique. Le comte de Carburi, connu pour avoir transporté, avec Falconnet, à Pétersbourg, la roche immense dont on fit le piédestal de la statue du czar Pierre I[er], retiré dans Céphalonie, y avait établi des plantations de café, de sucre et d'indigo. Pour ne rien omettre d'essentiel à la culture de ces plantes, il avait fait venir de la Martinique plusieurs agriculteurs, pour diriger ses plantations. Le succès commençait à couronner ses travaux, lorsqu'il fut assassiné, en 1782, par des insulaires grecs : ces cultures précieuses périrent avec celui qui les avait fait naître. Mais on pouvait renouveler l'expérience.

(110) Page 427.

A côté de féroces insensés, on voyait, parmi les accusés de Vendôme, quelques hommes que leurs talens et leur éducation ne semblaient point devoir destiner à l'apostolat de la démagogie. Tous déployèrent une grande vigueur de caractère ; Buonarotti sur-tout parla avec une éloquence noble et touchante. Né en Toscane, d'une famille connue, il avait consacré sa jeunesse à l'étude des sciences exactes, de la philosophie et du droit public ; il avait professé cette dernière partie. Possesseur d'une fortune assez considérable, il avait tout quitté pour venir en France servir la liberté. Chargé d'une mission en Corse, il s'était signalé par sa résistance contre Paoli. Les habitans de Saint-Pierre l'avaient invité à leur faire un plan de constitution démocratique ; Buonarotti se livra à un travail si conforme à ses inclinations. Dans ses défenses, il chercha à justifier l'exagération de ses principes par les

opinions des philosophes les plus célèbres. La plupart des accusés furent acquittés.

(111) Page 431.

De nouvelles négociations étaient ouvertes à Lille, entre la France et l'Angleterre, sous des auspices en apparence plus favorables que les premières; mais on ne voyait pas quel pourrait en être le terme. Les Anglais passeraient-ils condamnation sur la Belgique, les colonies, les nouvelles républiques? Rendraient-ils le Cap et les immenses colonies dont ils s'étaient emparés dans l'archipel indien et dans celui d'Amérique? On avait bien de la peine à le croire; et cependant on était persuadé que tout cela serait exigé avec ténacité de la part du directoire. D'un autre côté, la position du ministère anglais était devenue meilleure, soit dans les trois royaumes, soit dans l'extérieur; l'insurrection des matelots et celle de l'Irlande étaient appaisées, tandis que la position de la France devenait incalculable. Les conseils, divisés entre eux, l'étaient encore dans leur propre sein; les membres du directoire n'étaient pas plus unis; enfin, depuis que les finances avaient perdu leurs papiers, l'édifice financier s'était écroulé, et le gouvernement se trouvait sans ressources.

Au reste, une discrétion impénétrable cachait les négociations de Lille et de Monte-Bello; et les unes et les autres étaient inconnues au public, qui était obligé de s'en tenir à des conjectures.

(112) Page 436.

Bonaparte aux chefs des Grisons.

Magnifiques et puissans seigneurs,

« Votre brave nation est mal conseillée; les intrigans substituent la voix de leurs passions, de leurs préjugés, à celle de l'intérêt de la patrie et aux principes de la démocratie.

« Les Valtelins sont irrévocablement réunis à la république cisalpine : au reste, cela n'altèrera d'aucune manière la bonne amitié et la protection que la république française vous accordera toutes les fois que vous vous conduirez envers elle avec les égards qui sont dus au plus puissant peuple de l'Europe. »

(113) Page 438.

Bonaparte au gouvernement provisoire de la république ligurienne.

« Vous avez besoin de diminuer les frais d'administration, pour ne pas être obligé de surcharger le peuple, et pour détruire l'esprit de localité fomenté par votre ancien gouvernement.

« Cinq directeurs, trente membres du conseil des anciens et soixante des jeunes, vous forment une représentation suffisante.

« La situation alarmante où vous vous trouvez est l'effet des menées sourdes des ennemis de la liberté et du peuple : méfiez-vous de tout homme qui veut exclusivement concentrer l'amour de la patrie; si son langage a l'air de défendre le peuple, c'est pour le diviser.

« Lorsque, dans un petit état, on s'accoutume à condamner sans entendre, à applaudir d'autant plus à un discours, qu'il est plus furieux; quand on appelle *vertu l'exagération et la fureur*, et *crime la modération*, cet état est près de sa ruine. »

(114) Page 440.

Ce fut donc au moment où l'on commençait à désespérer de la paix, qu'arrivèrent à Paris le général Alexan-

dre Berthier et le C. Monge, envoyés par Bonaparte pour apporter au directoire le traité par lui conclu le 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797), avec les ministres de sa majesté impériale, à Campo-Formio.

Ces deux envoyés, admis avec solennité à l'audience publique du directoire, le général Berthier, après avoir remis au président un rameau d'olivier, symbole de la paix, lui présenta le traité de paix.

« Art. I[er] Il y aura à l'avenir, et pour toujours, une paix solide et inviolable entre sa majesté l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilités, par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

« II. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir, pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

« III. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces belgiques, connues sous le nom de *Pays-Bas autrichiens*. La république française possèdera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

« IV. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état, le plus tôt possible, au plénipotentiaire de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

« V. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant; savoir, Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo et autres îles en dépendant, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

« VI. La république française consent à ce que sa majesté l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés : savoir, l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de sa majesté l'empereur et roi, la mer Adriatique et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gar-

dola, jusqu'à Lacise; de là, une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô, jusqu'à la mer.

« VII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayans cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possèdera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

« VIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée par l'article VI, pour la frontière des états de sa majesté l'empereur en Italie, le Modénois, les principautés de Massa et Carara, et les trois légations de Ferrare, Bologne et la Romagne.

« IX. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés

par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques mains-levées du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre sa majesté impériale et royale et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif : ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

« Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

« XI. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

« XII. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes, ou par le gouvernement ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

« XIII. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidellement remis.

« Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

« XIV. Les deux parties contractantes, également animées du desir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement rétablie entre elles, s'engagent de la manière la plus solennelle à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

« XV. Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent dans les états respectifs les nations les plus favorisées.

« En attendant, toutes les communications et relations commerciales sont rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

« XVI. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes ou françaises ne pourra être poursuivi ou recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires ou commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

« XVII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

« XVIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince avait en Italie, le Brisgaw, qu'il possèdera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

« XIX. Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

« Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la république cisalpine.

« XX, Il sera tenu à Rastadt un congrès, uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire germanique et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible.

« XXI. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

« XXII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des parties contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

« XXIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

« Sadite majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sa majesté et la république de Venise.

« XXIV. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

« XXV. Le présent traité sera ratifié par sa majesté

l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut; et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

« Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an 6 de la république française une et indivisible). *Signé* BONAPARTE; le marquis de GALLO; LOUIS, comte de COBENTZEL; le comte de MERVELT, général-major; le baron de DEGELMAN. »

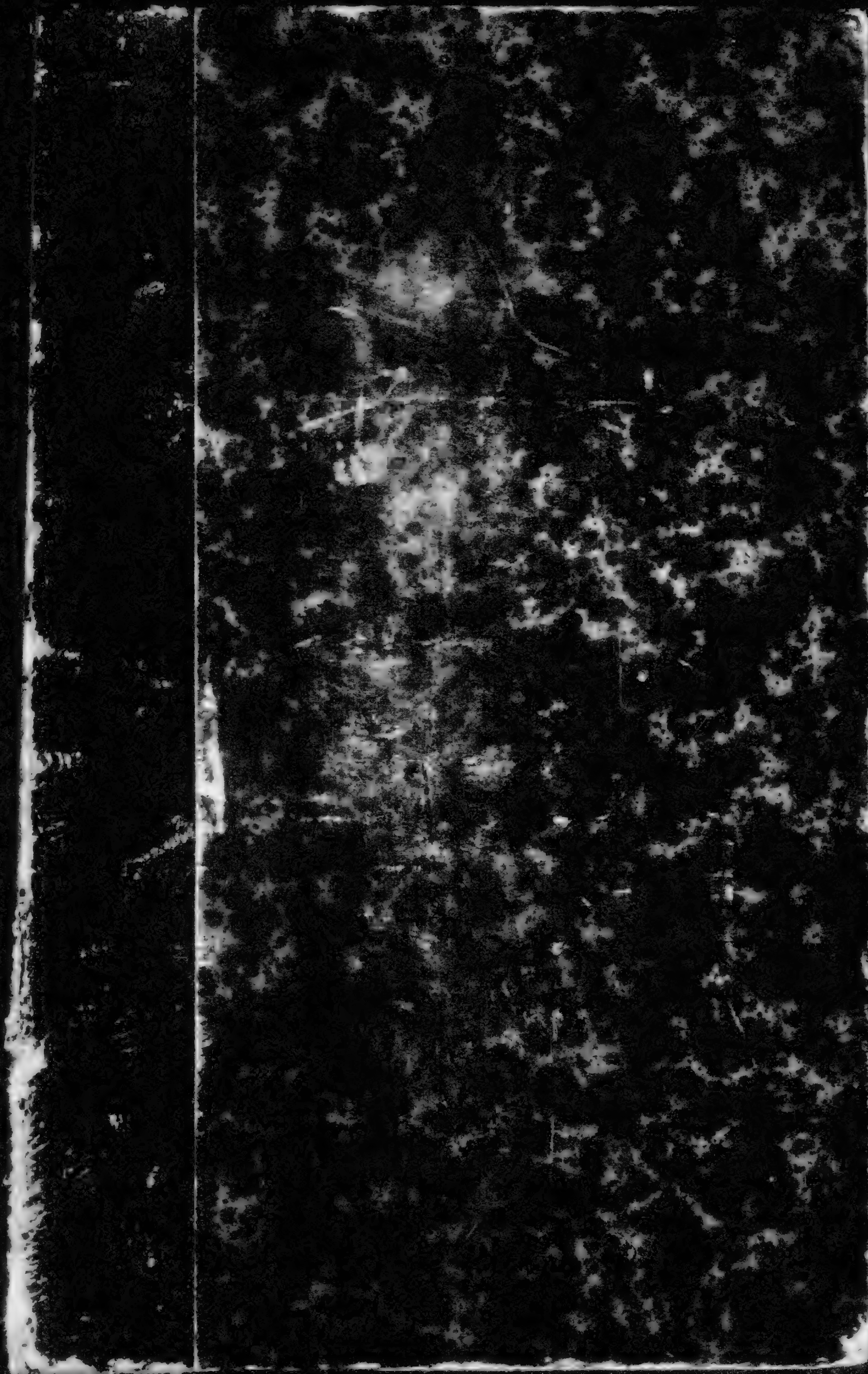
La délivrance des prisonniers d'Olmutz, la Fayette, Latour-Maubourg et Bureau de Puzi, fut la suite de ce traité.

FIN DES NOTES DU QUATRIÈME VOLUME.


COLUMBIA UNIVERSITY
0032190964



VOLUME 5





HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE.

HISTOIRE
DES
GUERRES
DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain;

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ex-Adjud. gén. Auguste JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Joseph SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME V.

A PARIS,
CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.
AN XIII — 1805.

GUERRES EN ITALIE.

5. 1

SOMMAIRE

DU LIVRE VINGT-TROISIÈME.

Bonaparte apporte à Paris le traité de Campo-Formio. — Sa réception au Luxembourg. — Projets et préparatifs pour une descente en Angleterre. — Suites fâcheuses du 18 fructidor. — Les inconséquences du directoire rallument la guerre en Europe. — Insurrection à Rome. — Il s'y forme une république. — Le pape, retiré à Pise, est transféré à Briançon, ensuite à Valence, où il meurt. — Envahissement de la Suisse. — Expédition de Bonaparte en Egypte. — Les Russes marchent contre les Français en Italie. — Le roi de Sardaigne abandonne le Piémont au directoire. — Le roi des deux Siciles est obligé de se réfugier à Palerme. — Le royaume de Naples est conquis. — La république parthénopéenne s'y forme. — La guerre recommence en Allemagne et sur les bords du Mincio. — Le général Jourdan revient sur le Rhin après la perte de la bataille de Stokach. — Le général Scherer revient sur l'Adda après avoir perdu les batailles des 6 et 16 germinal. — Le général Moreau remplace le général Scherer. — Il abandonne les bords de l'Adda, et se retire sur ceux du Tanaro et de la Bormida. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Le maréchal Souworof ne rencontre presque plus aucun obstacle. — Il entre dans Milan. — Mantoue capitule. — Les Français battus sur la Trebia. — Le général Joubert perd la vie et la bataille à Novi. — Le général Championet battu à Savigliano. — Coni est pris. — Le général Massena revient à Zurich. — Le général Moreau à Huningue. — Le général Brune force les Anglais et les Russes à capituler en Hollande. — Le général Muller bombarde Philisbourg. — L'archiduc Charles marche vers le bas Rhin. — Le maréchal Souworof quitte l'Italie pour se rendre en Suisse. — Le général Massena bat le prince Korsakouf. — Il repousse le maréchal Souworof; il force les Russes à passer le Rhin, et à lui abandonner la Suisse.

HISTOIRE DES GUERRES DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

Depuis le traité de Campo-Formio jusqu'au renversement du directoire.

Du 26 vendémiaire an 6 (17 octobre 1797) au 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799).

L'EMPEREUR venait de signer la paix à Campo-Formio; il déterminait la fixation d'un congrès dans Rastadt, pour y traiter du même objet entre la France et l'Empire.

Ils étaient donc bien mensongers les propos de ces ennemis de la tranquillité publique, qui

accusaient le gouvernement français du desir secret de ressusciter la guerre. Ce qui détruit les autres gouvernemens, disaient-ils, devait affermir le sien. Il importait aux directeurs français d'ombrager de lauriers le berceau de leur autorité; de l'environner d'éclat, de terreur, de respect; d'imiter enfin Rome et la Grèce dans leur politique, comme ils avaient emprunté de ces deux républiques, leurs orateurs, leurs tribunes publiques, le goût des conquêtes. Le traité de Campo-Formio était pour ces perturbateurs un traité de partage, plutôt qu'un traité de paix. Ils allaient ainsi, dénonçant le vainqueur de l'Italie, comme le destructeur de la plus ancienne république de l'Europe; ils l'accusaient d'avoir livré le peuple vénitien, pieds et poings liés, à l'empereur, après l'avoir traité comme son bouc émissaire, et l'avoir chargé de toutes sortes d'iniquités; ils voulaient en même temps faire regarder Bonaparte comme un conquérant qui rend ou ravit la liberté aux peuples, suivant que ses intérêts lui disent de briser ou de river leurs fers. Ces hommes ignoraient-ils qu'il en avait été de même dans tous les siècles; que nos pères avaient, comme nous, réservé leurs couronnes pour les généraux qui avaient augmenté leur puissance, et préconisé un conquérant comme le plus grand des hommes, abandonnant à l'impartiale postérité le soin de sanctionner les réputations et de préconiser plus particulièrement les grandes vertus et les actions favorables à l'humanité? Combien ces aristarques atrabilaires n'auraient-ils pas jeté de plus hauts cris, si Bonaparte avait refusé d'indemniser l'Autriche pour les Pays-Bas que le directoire ne pouvait ni ne voulait rendre! Quel est l'homme sensé qui refuserait de convenir que l'état vénitien, sans force, sans influence, sans considération, livré depuis quelques mois à toutes les tempêtes de la démocratie, exposé, comme tous les petits états, à être abreuvé d'inquiétudes et d'humiliations, devait gagner plus de repos, et peut-être autant de liberté, en devenant une portion d'un des états les plus puissants de l'Europe? Sans cette réunion, les Vénitiens auraient vu, plus que jamais, au premier coup de canon en Italie, leur territoire devenir le théâtre nécessaire de la guerre; ils en auraient payé les frais, et eussent été, tôt ou tard, les victimes, en devenant la proie du vainqueur.

Ainsi se disputaient entre eux les prétendus coryphées de la politique sur le traité de

Campo-Formio, qui aurait dû mériter d'autant plus leur approbation, que l'Autriche y trouvait de très-grands avantages : ne voulaient-ils pas aussi, trop tôt, apprécier les conséquences d'un traité dont ils avaient à peine étudié les clauses ? N'eussent-ils pas dû attendre celui qu'on allait négocier à Rastadt, pour bien juger la situation de l'Europe et le nouveau système des liaisons politiques ? Le traité de Campo-Formio avait à peine soulevé un coin du voile, celui de Rastadt devait le déchirer.

Ici, la faiblesse d'une multitude d'états était le garant de leur docilité ; la Prusse seule pouvait jouer un rôle d'opposition dans la pacification de l'Europe, et c'était dans un moment si décisif qu'elle voyait descendre au tombeau un roi accoutumé à la gouverner, et monter sur le trône un prince dont l'expérience n'avait pu mûrir les talens. [1] D'un autre côté, l'Angleterre ne devait-elle pas faire les plus grands efforts pour susciter aux Français de nouveaux ennemis sur le continent ? Ne devait-elle pas s'occuper à rattacher la Prusse à sa cause, et à lier plus efficacement la Russie ?

A peine le traité de Campo-Formio était ra-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (1).

tifié à Paris et à Vienne ; déjà les ex-conventionnels Treilhard et Bonnier, ainsi que les plénipotentiaires des princes de l'Empire, se rendaient au château de Rastadt, célèbre par le traité qui y fut signé en 1714, entre la France et l'empereur. Bonaparte devait s'y rendre ; et, après l'avoir admiré comme conquérant en Italie, on aimait à penser qu'il jouirait d'une gloire bien plus douce, en se montrant comme pacificateur en Allemagne. Chacun, s'arrêtant à cette idée flatteuse, s'enivrait du doux espoir de l'avenir le plus heureux : on voyait l'industrie renaissante, le commerce encouragé sortant de ses ruines, et ouvrant les canaux de l'opulence publique ; la paix devait ramener l'économie dans les finances, la protection de l'agriculture et des arts ; elle eût consolidé le gouvernement républicain. Malheureusement cet espoir ne tarda pas à s'évanouir ; Bonaparte, proclamé par la voix publique, président de la légation française à Rastadt, n'avait fait que se montrer dans cette ville ; après avoir reçu la ratification du traité de Campo-Formio, [1] il était venu à Paris pour le remettre au directoire : ce fut le 20 frimaire (11 décem-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

bre), au milieu de la cour du Luxembourg, que le conquérant de l'Italie reçut solennellement les témoignages unanimes de l'enthousiasme, de l'allégresse et de la reconnaissance publiques. [1]

Mais le directoire, qui donnait publiquement des témoignages de satisfaction à Bonaparte, dut le consulter sur les moyens de forcer l'Angleterre à signer la paix dont le continent allait jouir : quoique la cour de Londres en eût déjà fait très-récemment des ouvertures, on s'aperçut bientôt de ses véritables intentions ; elle n'avait feint de parler de paix que pour tromper le peuple et se procurer les sommes immenses destinées à soulever le globe entier contre la France. On dut à Bonaparte l'idée d'aller attaquer les Anglais dans Londres. Depuis la première époque des longues et sanglantes rivalités entre la France et l'Angleterre, on n'avait jamais vu se multiplier sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée des préparatifs aussi formidables. Tous les genres de bâtimens inventés par les hommes pour favoriser une invasion maritime remplissaient les rades françaises et bataves, depuis Rochefort jusqu'au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

Texel ; des apprêts non moins menaçans se faisaient dans le port de Toulon, une armée nombreuse se rassemblait sur les côtes de la Manche. Les Anglais, fiers de la supériorité de leur marine, avaient d'abord regardé ces préparatifs comme de vaines menaces d'une exécution impossible. La persévérance avec laquelle le directoire réunissait, combinait, multipliait ses efforts sur les rives de l'Océan; les sacrifices généreux des Français jusqu'à cette époque, leurs succès miraculeux dans les choses les plus improbables; l'audace des chefs, la bravoure des soldats, tout devait concourir à diminuer la confiance des Anglais, et les avait décidés à réunir toutes leurs forces dans les provinces voisines de la France. Ces moyens ne paraissant pas suffisans à la cour de Londres, elle avait recours aux intrigues les plus insidieuses; elle retardait les opérations du congrès de Rastadt, excitait les puissances étrangères contre la France, et travaillait à rallumer la guerre civile dans son sein. Une armée de quatre-vingt mille hommes bordait les côtes de l'Océan, et on ne tentait pas l'expédition ; le congrès de Rastadt languissait; [1] l'espoir de la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

paix s'évanouissait comme un songe; des émissaires de l'Angleterre travaillaient à faire revivre les convulsions révolutionnaires, afin de pousser le directoire à des mesures exagérées : les dépenses incalculables pour la guerre avaient procuré mille moyens de s'approprier des places lucratives et de dilapider la fortune publique; les hommes qui avaient abusé avec excès de ces moyens, voyaient avec chagrin le moment où la paix viendrait tarir les sources honteuses de leur brigandage insatiable. La réunion de toutes ces causes devait nécessairement replonger l'Europe dans le chaos.

La conduite du directoire de l'an 6 contribuait à seconder les vues des ennemis de la république. Pour établir son pouvoir sur des bases solides, il n'observait plus aucune convenance; l'audace la plus effrénée avait remplacé la modestie; l'intérêt public était sacrifié aux intérêts particuliers; le vœu du peuple et ses droits étaient méconnus; chaque acte du pouvoir était une augmentation d'usurpation. En vertu de la loi du 19 fructidor, subversive de tout principe d'équité, de justice et de raison, on mutilait la représentation nationale, on arrachait les citoyens de leur pays naturel, pour les livrer à des commissions qui n'étaient

remarquées que par de sanglantes exécutions; on proscrivait indistinctement ceux qui osaient combattre les projets des décemvirs ; la liberté de la presse était anéantie; les capitalistes, échappés aux tourmentes révolutionnaires, faisaient disparaître leurs capitaux ; les ateliers devenaient déserts, et la misère, étendant ses ravages sur tous les points de la république, aidait le directoire à organiser la révolte : elle avait éclaté dans plusieurs villes ; on s'était empresssé de les mettre sous la puissance d'un agent des décemvirs qui faisait fusiller les victimes désignées. [1] Des cités en état de siége, des prisons encombrées de citoyens, des commissions militaires établies dans la plupart des départemens; telle était la situation de l'intérieur de la France au moment où Bonaparte organisait sur les côtes de l'Océan un vaste plan d'agression contre les ennemis les plus acharnés de la république : mais il était loin de soupçonner que les principes de modération dont il avait donné l'exemple à Rome, à Leoben et à Campo-Formio, seraient contredits par l'esprit des décemvirs; ils voulaient tout bouleverser pour tout envahir.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

Ainsi la Hollande,[1] la Cisalpine,[2] l'Helvétie, Rome et Naples, étaient déjà désignées pour assouvir la cupidité des décemvirs et de leurs satellites. Le cabinet de Saint-James secondait parfaitement les vues du directoire; il avait recours à toutes les ressources du machiavélisme pour secouer par-tout les torches de la guerre; il envoyait en France le lord Malmesbury; M. Pitt voulait résoudre aux yeux de l'Angleterre ce problême de la duplicité: paraître desirer la paix lorsqu'on brûlait de continuer la guerre: cette disposition, quoique environnée des mystères diplomatiques, n'avait pas tardé à devenir d'une grande évidence. Le ministre anglais à Hambourg avait fait arrêter en brumaire an 6 (novembre 1797), Naper-Tandy, alors général au service de France, et avait voulu le faire embarquer pour l'Angleterre. Cette insulte faite autant au sénat d'Hambourg qu'au gouvernement de France, n'avait d'autre but que de provoquer le ressentiment des Français contre les Hambourgeois, d'engager le directoire à faire franchir aux troupes françaises la ligne de neutralité

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

convenue avec le roi de Prusse, et de forcer ainsi la cour de Berlin à prendre une part active à la guerre prête à s'éteindre en Allemagne; la même conduite astucieuse avait dirigé le gouvernement anglais dans les mouvemens manifestés, presque en même temps, à Rome et en Suisse; mouvemens qui attirèrent les armées françaises sur ces deux états, et qui furent la cause de l'incendie qui embrasa de nouveau l'Europe. On put alors reprocher au cabinet britannique d'avoir précipité les rois de Naples et de Sardaigne dans des démarches faites pour les perdre; d'avoir poussé la Porte à se ranger parmi les ennemis de la France, et d'avoir fourni par ce moyen à la cour de Russie, la possibilité d'envoyer ses armées sur les frontières de la France.

L'intérêt de la cour de Rome, l'âge avancé de Pie VI ne permettaient pas de supposer que le gouvernement romain voulût rompre la paix qu'il devait à Bonaparte; le frère de ce général, qui remplissait à Rome les fonctions d'ambassadeur de France, y avait reçu l'accueil le plus distingué; cependant, malgré ces apparences, déjà s'annonçait ce vaste plan de trahison qui devait un jour, mais trop tard, imprimer sur le front des directeurs chassés en prairial an 7

(juin 1799), le sceau de l'indignation générale. Le système républicain, établi sur les ruines de la première monarchie de l'Europe, avait pénétré dans les plus belles contrées de l'Italie; la liberté retentissait au fond du cœur des Romains; malgré l'asservissement du peuple de Rome au joug sacerdotal, les chefs-d'œuvre des arts, les monumens pompeux et magnifiques retraçaient sans cesse à ses yeux la grandeur de cette ancienne capitale de l'univers. Combien n'était-il pas facile d'y réveiller les idées d'indépendance et de gloire qui ont tant d'empire sur l'esprit humain, et qui furent, dans tous les temps, les leviers des révolutions! Dès le mois de vendémiaire, on avait parlé d'une correspondance entre la cour de Rome et le roi de Naples; au mois de brumaire de la même année, le directoire de la république cisalpine avait fait signifier au pape que, si, sous deux jours, il ne reconnaissait pas la république, elle lui déclarerait la guerre. Hors d'état de résister aux suites d'un refus aussi grave, le pape, pour conjurer l'orage, avait reconnu formellement, le 8 frimaire (28 novembre), la république cisalpine, malgré les intrigues de la cour de Naples qui, subjuguée par les Anglais, voulait, par une rup-

ture éclatante, lier étroitement le chef du christianisme à une croisade contre la France. En vain le pape, prenant un parti plus sage, avait-il espéré jouir de la tranquillité; l'esprit de novation ne cessait de fermenter, et les perturbateurs du repos public firent éclater une insurrection. Le 6 nivose an 6 (26 décembre 1797), l'ambassadeur de France, instruit qu'il devait se former un mouvement orageux sous le prétexte de la liberté, en avait prévenu le cardinal secrétaire d'état Doria; d'après cet avis, ce ministre aurait dû prendre des mesures promptes et efficaces; il laisse s'attrouper le 8 nivose (28 décembre), une multitude armée dans les rues voisines de l'hôtel du ministre de France. Le nombre des insurgés augmentait, on s'était enfin décidé à faire marcher les troupes du pape; celles-ci, au lieu de disperser les mécontens, les avaient attaqués; dès-lors une grande partie s'était réfugiée dans l'enceinte de la légation française, où la force armée s'était permis de les poursuivre, et de les fusiller jusque dans l'intérieur du palais de l'ambassadeur. En vain Joseph Bonaparte veut haranguer les assaillans, la fusillade continue, ses jours sont en danger : le général Duphot, à la tête de quelques militaires français, veut arrêter ces

frénétiques, il tombe frappé d'une balle dans la poitrine; plusieurs personnes de la suite de l'ambassadeur sont tués à ses côtés. Joseph Bonaparte a le bonheur de rentrer dans son palais; mais il y voit un champ de bataille couvert de blessés, de morts et de mourans : on parvient à fermer les portes de la façade de la rue, et l'ambassadeur profite de ce moment pour fuir brusquement de sa résidence.

Le massacre du général Duphot par la force armée qui aurait dû protéger ses jours, la retraite précipitée et éclatante de l'ambassadeur français, faisaient pressentir une rupture presque inévitable avec la cour de Rome; cependant l'influence qu'une nouvelle guerre en Italie pouvait avoir sur les délibérations de Radstadt, aurait dû faire espérer aux amis de la paix que la punition des coupables aurait suffi pour arrêter les funestes effets de l'indignation du gouvernement français; mais ceux qui, dans l'ombre, avaient ourdi cette trame, étaient bien loin de vouloir perdre le fruit de leurs tragiques combinaisons. Ainsi, malgré l'arrivée à Paris d'un nonce extraordinaire, pour offrir au directoire, de la part du pape, toutes les satisfactions qu'il pourrait desirer, l'ordre avait été donné à l'armée d'Italie de marcher sur Rome,

et le général Berthier, qui la commandait, avait occupé le 22 pluviose an 6 (10 février 1798), le château Saint-Ange; un républicain français campait sous les murs de Rome.

En vain le consistoire se berçait de la chimérique espérance de sauver la puissance pontificale; la foudre grondait sur sa tête. Ses agresseurs, les partisans d'un nouvel ordre de choses, et les agens des puissances qui voulaient faire recommencer la guerre, avaient su tirer habilement parti des circonstances, pour assurer la réussite de leurs projets, en précipitant la chûte du pape. Le mécontentement des Romains éclatait de toutes parts, il se manifesta entièrement le 27 pluviose (15 février), jour de l'anniversaire de la vingt-cinquième année du règne de Pie VI; dès le matin, un très-nombreux rassemblement s'était formé dans l'ancien *Forum Romanum*, aujourd'hui *Campo Vaccino*. Là, on avait rédigé, sous l'intitulé : *d'Atto del Popolo Sovrano*, l'acte solennel d'affranchissement du peuple, [1] qui avait été envoyé à l'instant au général Berthier, et proclamé dans la ville : en même temps, le général français, pour répondre au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).

vœu du peuple romain, accompagné de son état-major, des grenadiers de l'armée et d'un détachement de chaque corps de cavalerie, était monté au Capitole, et y avait déclaré que la république française reconnaissait pour libre et indépendante la république romaine, formée de tout le territoire qui restait au pape après le traité de paix fait avec Bonaparte à Tolentino. Le 30 pluviose (18 février), les églises de Rome retentissaient des actions de graces rendues à l'Être-Suprême, et quatorze cardinaux chantaient le *Te Deum* dans la superbe basilique de Saint-Pierre. Les Romains, de tous les temps amoureux de leur liberté, avaient profité de toutes les occasions pour rétablir dans leurs murs le gouvernement municipal; les avantages prodigieux que leur procurait le séjour de la cour papale au Vatican, les avaient seuls déterminés à se soumettre de nouveau aux papes lorsqu'ils quittèrent les rives du Rhône, pour rétablir leur siége sur celles du Tibre : depuis ce moment, le gouvernement pontifical s'était identifié avec le systême général de l'Europe, et les Romains avaient perdu tous les moyens de faire des innovations dans leur gouvernement. D'un côté, le roi de Naples, vassal du pape, était intéressé à maintenir dans Rome

un gouvernement dont il n'eût rien à craindre; de l'autre, les empereurs de la maison d'Autriche, avec les prétentions d'établir leur domination sur les bords du Tibre, en réalisant le titre de roi des Romains, ne regardaient le pouvoir des papes que comme un dépôt qui devait leur être remis. En conséquence, ceux qui avaient soulevé les Romains contre le pape, et qui avaient mêlé adroitement les Français dans cette querelle, espéraient bien que ces événemens changeraient les dispositions de l'empereur envers la France, et contribueraient à faire rompre les négociations de Rastadt. Cette influence trop directe et trop ostensible du directoire devait nécessairement être un nouvel aliment de haine et de rivalité contre la France, que l'on ne manquerait pas de représenter comme un colosse révolutionnaire tendant à écraser de son poids tous les états monarchiques. Ce furent là sans doute les plus fortes causes qui resserrèrent les nœuds de la coalition nouvelle contre un gouvernement endormi dans une trompeuse sécurité. Cependant les cardinaux, les grands seigneurs et les citoyens distingués de la ville de Rome, avaient pris successivement la fuite, emportant avec eux leurs effets les plus précieux : Pie VI résolut

de les imiter; il sortit de Rome pour n'y plus rentrer, le 2 ventose an 7 (20 février 1799), et se retira dans la chartreuse de Pise. Il fut tiré de cette retraite le 11 floréal an 7 (30 avril 1799), pour être conduit à Briançon, d'où il fut ensuite transféré à Valence, dans le département de la Drôme, où il mourut le 2 fructidor an 7 (19 août 1799.)[1]

Le général Massena, qui avait remplacé le général Berthier à Rome, y avait fait publier le 27 ventose (17 mars) un acte constitutionnel fait sur le modèle de ceux de Paris, de Milan et de Gènes; mais à peine était-il proclamé, déjà les partisans de l'ancienne cour de Rome faisaient les plus violens efforts pour le renverser. Leurs tentatives, astucieusement combinées, faillirent à obtenir un plein succès, succès qui pouvait avoir des suites d'autant plus funestes, que c'était une grande partie de l'armée française elle-même que l'on était parvenu à mettre en insurrection.[2] Heureusement la fermeté des chefs rétablit le calme dans les légions républicaines; elles s'étaient irritées des rapines exercées chez des peuples qui n'au-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

raient dû trouver dans les Français que de généreux libérateurs; mais cette insurrection n'était qu'une ramification d'un vaste plan de conspiration : on voulait anéantir au même instant l'armée française, disséminée sur les différents points de l'Italie, et donner une nouvelle preuve que cette contrée n'avait cessé d'être le tombeau des Français. A peine le général Berthier était-il de retour à Milan, il avait saisi les principaux fils d'un complot qui tendait à jeter des semences de discorde entre les républiques cisalpine et française, et à livrer Mantoue aux ennemis, pendant qu'ils machinaient secrètement dans le Nord une nouvelle coalition contre la France. D'un autre côté, les plénipotentiaires français étaient bien embarrassés d'expliquer à Rastadt la conduite du directoire dans les états du pape; leur assertion de la ferme volonté d'une paix générale paraissait une dérision, quand on vit un nouvel orage se former dans les états du Piémont. Tandis que le ferment révolutionnaire avait embrasé toute l'Italie, c'était une espèce de phénomène de voir la monarchie piémontaise se tenir encore debout au milieu de tant d'états républicanisés; à la vérité, le roi de Sardaigne avait acheté la paix qui lui avait

été accordée en l'an 4 par la république française, et il n'avait conservé qu'une ombre de puissance ; le voisinage des nouvelles républiques, le passage perpétuel des Français, les relations habituelles avec eux n'avaient pas tardé de faire germer les idées républicaines dans l'esprit des Piémontais, et un parti considérable, qui supportait impatiemment l'autorité monarchique, ne tarda pas à vouloir la renverser. Si le gouvernement français sut parfaitement dissimuler la part qu'il avait à ce mouvement, le gouvernement génois et celui de la république cisalpine ne furent pas aussi discrets; l'un et l'autre convoitaient les provinces du Piémont qui seraient le mieux à leur convenance. Les insurgés piémontais, dans une proclamation qu'ils avaient adressée au peuple et aux soldats qui composaient la garde du monarque, les exhortaient à secouer le joug.[1] Cet appel à l'insurrection avait produit de prompts effets; déjà les insurgés avaient attaqué sur trois points, déjà ils avaient fait soulever le peuple de la Novare. En vain avaient-ils été battus dans plusieurs attaques, leurs pertes n'avaient pas diminué leur énergie; ils

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

comptaient sur les dispositions favorables des gouvernemens cisalpin et ligurien, qui ne desiraient pas moins l'un que l'autre de voir anéantir en Italie les derniers restes de la puissance royale.[1]

L'orage qui grondait autour des états du roi de Sardaigne semblait devoir précipiter sa destruction ; le mal n'était pas moins grand dans l'intérieur; entraînés par les promesses des insurgés, les soldats abandonnaient leurs drapeaux pour passer sous ceux des républicains; la citadelle de Turin se dépeuplait chaque jour; le roi de Piémont mit alors sur pied ses régimens provinciaux : les deux partis en vinrent souvent aux mains, et l'avantage des armes se déclarait pour l'armée royale, lorsque quatre mille Liguriens se joignirent aux Piémontais réunis, et, après avoir battu l'armée royale à Serravalle, s'emparèrent de Loano et de Balestina. Dans cette position, qui devenait tous les jours plus critique, le roi de Sardaigne implora les secours du directoire français; celui-ci, qui ne voulait pas que le démembrement de ce royaume pût augmenter les états cisalpins et liguriens, fit annoncer au gouvernement génois que, pour

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

été accordée en l'an 4 par la république française, et il n'avait conservé qu'une ombre de puissance ; le voisinage des nouvelles républiques, le passage perpétuel des Français, les relations habituelles avec eux n'avaient pas tardé de faire germer les idées républicaines dans l'esprit des Piémontais, et un parti considérable, qui supportait impatiemment l'autorité monarchique, ne tarda pas à vouloir la renverser. Si le gouvernement français sut parfaitement dissimuler la part qu'il avait à ce mouvement, le gouvernement génois et celui de la république cisalpine ne furent pas aussi discrets; l'un et l'autre convoitaient les provinces du Piémont qui seraient le mieux à leur convenance. Les insurgés piémontais, dans une proclamation qu'ils avaient adressée au peuple et aux soldats qui composaient la garde du monarque, les exhortaient à secouer le joug.[1] Cet appel à l'insurrection avait produit de prompts effets; déjà les insurgés avaient attaqué sur trois points, déjà ils avaient fait soulever le peuple de la Novare. En vain avaient-ils été battus dans plusieurs attaques, leurs pertes n'avaient pas diminué leur énergie; ils

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

comptaient sur les dispositions favorables des gouvernemens cisalpin et ligurien, qui ne desiraient pas moins l'un que l'autre de voir anéantir en Italie les derniers restes de la puissance royale.[1]

L'orage qui grondait autour des états du roi de Sardaigne semblait devoir précipiter sa destruction ; le mal n'était pas moins grand dans l'intérieur; entraînés par les promesses des insurgés, les soldats abandonnaient leurs drapeaux pour passer sous ceux des républicains; la citadelle de Turin se dépeuplait chaque jour; le roi de Piémont mit alors sur pied ses régimens provinciaux : les deux partis en vinrent souvent aux mains, et l'avantage des armes se déclarait pour l'armée royale, lorsque quatre mille Liguriens se joignirent aux Piémontais réunis, et, après avoir battu l'armée royale à Serravalle, s'emparèrent de Loano et de Balestina. Dans cette position, qui devenait tous les jours plus critique, le roi de Sardaigne implora les secours du directoire français; celui-ci, qui ne voulait pas que le démembrement de ce royaume pût augmenter les états cisalpins et liguriens, fit annoncer au gouvernement génois que, pour

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

rétablir la tranquillité en Italie, les troupes françaises allaient occuper la rivière du Ponent, en même temps qu'elles s'empareraient de la citadelle de Turin. Malgré ces arrangemens, la cour de Piémont avait conservé ses armemens intacts, et paraissait incliner vers l'alliance royale fédérative ; mais le directoire français fit notifier au roi les demandes suivantes : 1° La liberté des insurgés détenus ; 2° l'approvisionnement de la citadelle de Turin pour deux mois, et le rétablissement de son état de munition, tel qu'il était avant l'entrée des troupes françaises; 3° le licenciement des milices, la réduction des troupes sardes sur le pied de paix, et le rappel du comte de Solar, commandant à Alexandrie. Le cabinet de Turin ne put se dispenser d'obtempérer à ces demandes; à ce prix, le monarque chancelant conserva quelque temps une ombre d'autorité prête à lui échapper entièrement.

Cependant l'Europe étonnée apprenait à peine l'usurpation du Piémont par le directoire français, que déjà une nouvelle combinaison de circonstances conduisait les armées françaises dans les montagnes de l'Helvétie. En vain les ennemis de la France avaient-ils réuni tous leurs efforts pour entraîner les Helvé-

tiens dans la coalition de Pilnitz; ils n'y avaient pas réussi, et jamais la bonne harmonie entre ces deux puissances n'eût été troublée, si les Suisses avaient été régis par une constitution uniforme. [1] Le pays de Vaud ayant eu recours à la république française, comme subrogée aux droits des ducs de Savoie, le ministre français près les cantons helvétiques avait été chargé de notifier aux sénats de Berne et de Fribourg, que les membres de ces régences répondraient personnellement de la sûreté individuelle des habitans du pays de Vaud. Le sénat de Berne levait des milices pour comprimer l'énergie des habitans de ce canton, lorsqu'une division de l'armée française rentrait en France par Carouge. Dans cette situation, il fallait peu de choses pour changer en hostilité des mesures purement défensives. La guerre éclata; les Français et les Suisses prétendirent, respectivement, n'avoir pas été les agresseurs : néanmoins les habitans du pays de Vaud profitèrent de cette circonstance pour proclamer leur indépendance, admettre le gouvernement démocratique, et se déclarer canton du Léman. Après cette démarche, par-tout dans le pays

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

de Vaud, on avait arboré la cocarde verte, couleur jadis choisie par Guillaume Tell; partout on avait élevé des arbres de la liberté, et déjà, à la cime du Jura, et sur les rives du Léman, retentissaient ces cris : *Vive la république lémanique!* Dès le 6 pluviose (25 janvier), le général Ménard, qui commandait les troupes françaises, avait envoyé au général Weiff, commandant les troupes bernoises, un aide-de-camp chargé d'une sommation de retirer les troupes, dont le quartier général était à Iverdun, et de laisser aux habitans du pays de Vaud le libre exercice de leurs droits. A l'entrée du village de Thierens, l'aide-de-camp avait été attaqué par un poste de troupes bernoises; deux hussards de sa suite avaient été criblés de balles; un dragon fut blessé, lui-même s'était sauvé par une espèce de prodige.

Cet assassinat d'un envoyé de la république française avait obligé le général Ménard, malgré sa sage modération, d'entrer dans le pays de Vaud, d'en chasser les troupes bernoises et fribourgeoises, et de s'emparer de tous les postes qu'elles occupaient.

Les magistrats du canton de Berne redoutant les suites de l'attentat commis à Thierens, et ne se trouvant pas en mesure d'opposer des

forces suffisantes aux Français, dissimulaient leur rage; ils firent désavouer ce désastreux événement; mais, en même temps, une diète extraordinaire, tenue à Araw par les chefs de l'oligarchie, soulevait l'opinion contre les Français, qu'elle accusait de vouloir asservir la Suisse, et prenait la résolution de renouveler le serment fédératif, afin de lier plus intimement à la cause commune un peuple naturellement religieux observateur de la foi publique. Le canton de Bâle rejeta seul ce fatal engagement, qui allait coûter des ruisseaux de sang; déjà l'incendie révolutionnaire avait fait des progrès rapides dans ce canton; déjà, le 1er pluviose, on avait planté, à Bâle, l'arbre de la liberté, surmonté du chapeau de Guillaume Tell; le drapeau national avait flotté sur les murs de l'hôtel de ville, et le sénat, ainsi que ceux de Zurich et de Lucerne, avaient cru devoir partager l'autorité publique avec les plébéïens; les sénats de Berne et de Fribourg s'étaient crus, au contraire, en mesure de soulever l'ancien gouvernement. Le canton de Berne, à la vérité, pouvait mettre cent cinquante mille hommes sur pied; encore était-il nécessaire, de la part du conseil et des deux cents, de prendre de grandes précautions pour

mettre cette force imposante en action au milieu de la fermentation générale des opinions. Les émissaires bernois cherchaient bien à diriger l'esprit public, intimidaient les uns, séduisaient les autres; mais l'érection du pays de Vaud en canton du Léman était seule capable de briser le faisceau de l'union helvétique; les cantons démocratiques devaient voir, dans cet événement, les moyens d'obtenir la prépondérance dans les diètes générales; et quoique, dans les cantons aristocratiques, le peuple parût attaché aux patriciens, il ne pouvait voir qu'avec plaisir le soulèvement du nouveau canton, dont les sujets allaient défendre, à leurs propres périls, la cause de tous les Suisses plébéïens.

Malgré des considérations aussi importantes, malgré les suites heureuses ou funestes qu'allait occasionner la conduite sage ou impolitique du sénat de Berne, l'ambition de la majorité de ses membres précipitait la Suisse dans tous les malheurs d'une révolution : ainsi, dans le dessein de maintenir la domination de quelques familles, un peuple entièrement étranger aux débats politiques qui divisaient les hautes puissances belligérantes, était enveloppé, sans intérêt pour lui, dans le tourbillon d'une guerre

désastreuse, et en proie à tous les maux qui devaient en être la suite inévitable.

Que pouvaient donc espérer les Suisses, en s'arrachant à la charrue pour combattre les Français? Pauvres, n'aspirant à aucun agrandissement de territoire, tirant leurs principales ressources de leur commerce avec la France, accoutumés au bonheur sur leurs montagnes, au milieu de leurs familles et de leurs troupeaux, connaissant à peine les oligarches qui les gouvernaient, pourquoi condescendaient-ils aveuglément à seconder leur ambition démesurée, et à se dévouer pour maintenir leur domination? Ainsi le peuple, toujours abusé, passe sans cesse de la plus basse docilité à la fureur la plus désordonnée; et, jouet continuel de ceux qui le trompent, il est ou stupidement esclave, ou féroce insurgé. Déjà, par des arrestations multipliées, le sénat de Berne avait cherché à intimider les faibles, et à punir les plus audacieux : beaucoup de patriotes, amis des Français, gémissaient dans les cachots de Soleure et d'Araw; les esprits étaient irrités, l'explosion était prête à éclater, quand le sénat, ne voyant d'autre salut que dans la force des armes, fit attaquer les troupes françaises, et surprendre le village de Leysin, dans

le pays de Vaud, au moment même où l'on était en pourparler avec le général Brune, à qui le directoire venait de confier le commandement des troupes françaises en Suisse. Malgré ces hostilités, le général français était entré sur le territoire de Berne, le 11 ventose (1er mars), précédé d'une proclamation. [1]

Soleure avait ouvert ses portes au général Schawembourg, qui avait brisé les fers des prisonniers détenus, pour leurs opinions politiques. Fribourg avait été pris d'assaut le 13 ventose (3 mars); les patriciens avaient abandonné les rênes du gouvernement; le peuple avait nommé ses magistrats. Après la prise de Fribourg, les Bernois avaient abandonné Morat, ville célèbre par la victoire qu'y remportèrent les Suisses en 1476, sur les troupes de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne.

Le 15, le général Brune avait fait marcher une colonne vers les défilés de Guminé, qui étaient hérissés de batteries. Dans le même temps, une colonne attaquait, sur le Sauzen, le passage de Neuvenez, qui, ayant été forcé le 16 à quatre heures du matin, avait mis la ville de Berne à découvert. L'embarras des

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

deux cents était d'autant plus grand, que le général Schawembourg ayant pénétré par les gorges de Porentrui, à la tête de dix-sept mille hommes, venait de passer l'Aar, et s'avançait rapidement pour opérer sa jonction avec le général Brune. Dans cette position, une partie des troupes bernoises, qui défendaient le poste de Guminé, s'était repliée sur Berne; les batteries avaient été emportées, et, bientôt après, Berne elle-même avait été forcée de capituler le 16 ventose an 7 (6 mars 1799). La prise de Berne avait porté les légions helvétiques au plus affreux désespoir. Dans l'excès de leur fureur, elles avaient inculpé plusieurs de leurs officiers de trahison, et en avaient fait un horrible carnage.

Dès ce moment, l'ancien gouvernement supprimé dans tous les cantons aristocratiques, était remplacé par des formes populaires. Le gouvernement français, fidèle à son système de *propagandisme directorial*, n'était cependant pas encore satisfait; il voulait renverser entièrement l'antique constitution helvétique, et lui substituer une forme de gouvernement combinée sur les élémens de la constitution française, ainsi qu'en Italie et en Batavie; car il n'y avait plus qu'une bonne constitution pour

les montagnes de la Suisse, comme pour les marais de la Hollande et les plaines de la Lombardie; pour un peuple pasteur ou agricole, comme pour un peuple essentiellement commerçant; pour les climats du midi, comme pour ceux du nord. Quels que fussent les régions, la température, le caractère, les mœurs, l'étendue, la position topographique, la population, les habitudes, il n'y avait plus qu'une bonne forme de gouvernement; et la Suisse, dont l'heure était venue, devait se soumettre à accueillir un acte constitutionnel qui réunissait tous les cantons en une seule république. Gouvernés jusqu'alors par des patriciens, plusieurs se soumettaient assez volontiers à admettre un acte qui leur assurait la protection de la France. On ne pensait pas de même dans les cantons démocratiques. Satisfaits de leur ancienne forme d'administration, jaloux de leur indépendance, forts de leur position et de leur courage, ils se refusaient à toute innovation politique, et en donnaient les raisons au général Brune.[1] Réclamation inutile. L'arrêté du directoire était irrévocable; il donna l'ordre de subjuguer, par la force des armes, tout canton

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

opposé à ses volontés. Sans doute on espérait intimider, mais l'on s'était trompé. A la résistance de l'amour de la liberté, se joignirent les insinuations du fanatisme. Les habitans des campagnes, égarés, s'armèrent, et se livrèrent au pillage, au massacre. En vain le commissaire Lecarlier s'efforçait de ramener les Suisses de leur égarement;[1] les avis paternels de cet ami de l'humanité ne purent arrêter l'effervescence des petits cantons, déterminés à s'immoler pour leur indépendance. Les soldats de la république française, les défenseurs d'un peuple libre, se virent donc obligés de massacrer, par ordre du gouvernement, de misérables colons, relégués dans les parties les plus arides des montagnes, presque étrangers au reste des hommes, pour les contraindre à renoncer aux idées d'indépendance démocratique, à leur culte religieux, unique patrimoine qu'ils tenaient de leurs pères.[2] Pendant ces derniers efforts de l'indépendance helvétique expirant dans ses montagnes, pendant que des flots de sang coulaient en pure perte, le parti oligarchique adoptait la constitution envoyée par le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

directoire français, et l'assemblée nationale helvétique se réunissait dans la ville d'Araw. La postérité jugera de la conduite inconvenante, de la barbarie, de la rapacité du directoire exécutif, envers un peuple depuis si long-temps allié des Français, qui formait une barrière impénétrable entre l'Autriche et la France : mais les comtemporains avaient été bientôt instruits du parti que savait tirer le cabinet anglais de ce système de novation et d'usurpation; il lui fournissait les preuves nécessaires pour accuser le directoire d'être essentiellement révolutionnaire, de fouler aux pieds la foi des traités, de semer des germes de discorde et d'insurrection dans tous les états voisins, et de seconder ensuite, à force ouverte, les rebelles qu'ils avaient soulevés.

Quels souvenirs douloureux n'avaient point laissés en effet, dans ces contrées pastorales et agricoles, l'invasion de l'armée française et les rapines de ses agens![1] Ainsi, un peuple qui devait compter sur le secours spécial des Français pour défendre d'anciennes institutions, recevait, malgré lui, des directeurs de Paris, une constitution semblable à celle de la France,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

qui ne pouvait convenir ni aux mœurs, ni aux habitudes, ni aux localités helvétiques. Aussi, le directoire français, en brisant les nœuds de l'indépendance des treize cantons, en forçant les Suisses à se plier à ses combinaisons, ne fit, des plus anciens et des plus fidèles alliés de la France, qu'un peuple de mécontens, impatient du joug français, et blessé dans l'amour propre national; blessures dont les profondes cicatrices sont transmises par de longs ressentimens, de générations en générations.

Pendant que le directoire donnait des lois à la Suisse à coup de canons, il réunissait à la France la petite république de Mulhausen, alliée des Suisses, et enclavée dans l'Alsace, ainsi que la république de Genève, dont on faisait sur-le-champ le département du Léman, en y joignant quatre cantons détachés de celui de l'Ain et une portion de celui du Mont-Blanc. Cependant ces réunions, qui assuraient à la France des avantages réels pour l'avenir, augmentaient l'esprit de défiance et de jalousie contre la république française, dont les limites semblaient destinées à s'étendre à proportion des nouvelles guerres qui lui étaient suscitées : ces expéditions en Italie et en Suisse contrastaient avec l'assurance réitérée par les pléni-

potentiaires français, que la nation française voulait respecter les droits de chaque peuple, et n'avait d'autre desir que de contribuer à la paix de l'Europe. Aussi les négociations languissaient.

Bientôt deux grands événemens, la descente de Bonaparte en Égypte et l'entrée inopinée des Russes sur le territoire de l'Empire, donnaient un nouveau cours à la politique européenne, opéraient la rupture du congrès, après dix-huit mois d'une vaine représentation, et, rallumant tous les feux de la guerre, augmentaient en Europe tous les maux de l'humanité. Les préparatifs maritimes continuaient en France avec la même ardeur sur l'Océan et sur la Méditerranée. Bonaparte, chargé d'une mission secrète, était parti du 15 au 16 floréal an 6 (4 au 5 mai 1798); les uns le croyaient destiné à ranimer les négociations de Rastadt; d'autres assuraient qu'il allait tenter d'envahir l'Angleterre; un grand nombre de savans, de littérateurs, d'artistes, nommés pour l'accompagner, augmentait le mystère qui couvrait ce voyage. On sut bientôt que ce général s'était embarqué à Toulon, sur une flotte de plus de quatre cents voiles, parmi lesquelles on comptait treize vaisseaux de ligne: cette flotte portait, disait-

on, près de quarante mille combattans qui avaient remporté les victoires de Lodi et d'Arcole.

Un mois s'était écoulé depuis le départ de ce grand armement, et on ignorait encore, à Paris, sa destination. La flotte française voguait cependant vers les plages orientales de la Méditerranée; et, laissant à sa gauche les côtes de la Sicile, elle s'avançait vers le rocher de Malte, où elle arriva le 21 prairial (9 juin). Vainement le cabinet de Londres, mieux instruit sans doute que le peuple de Paris, avait déjà expédié, pour la Méditerranée, le contre-amiral Nelson, commandant une escadre supérieure à celle de l'amiral Brueix, avec ordre de la poursuivre et de l'attaquer par-tout où il la rencontrerait. L'amiral anglais n'avait pu remplir sa principale destination; il pénétrait avec sa flotte dans la Méditerranée, au moment même où Bonaparte entrait en vainqueur dans Malte.[1]

Après cette expédition, Bonaparte s'était remis en mer, et la flotte française, voguant sous les plus heureux auspices, avait découvert, le 7 messidor (25 juin), les côtes de Candie; le 11

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

(29 juin), celles d'Afrique ; le 12 (30 juin), elle était arrivée à la vue d'Alexandrie ; le 13 messidor (1er juillet), les troupes étaient descendues à huit milles de cette ville. Bonaparte l'attaque, la prend, et s'enfonce dans l'Égypte, dont il est le maître en moins d'un mois. [1]

La rapidité des expéditions de Bonaparte formait un contraste frappant avec la lenteur du congrès de Rastadt, qui ne faisait pas augurer bien favorablement pour la paix. [2] Les Anglais en profitaient, d'un côté, pour persuader aux plénipotentiaires français, que la France, victorieuse, avait le droit de tout demander ; de l'autre, pour faire sentir aux Allemands que l'acquiescement aux demandes du directoire livrait la Germanie à la merci de la France : ils réveillaient alors, chez l'étranger, l'orgueil national, et poussant les ennemis de la république vers une nouvelle coalition, ils les déterminaient à reprendre les armes, plutôt que de consentir à une paix honteuse. Ces manœuvres et les intrigues continuelles du cabinet de Londres avaient eu, malheureusement, de trop grands succès.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

Les plénipotentiaires de l'Empire, pressés par la nécessité, n'en avaient pas moins adhéré pleinement à l'*ultimatum* qui venait d'être proposé au nom du directoire. Le même jour, la commission impériale y avait donné son assentiment ; les lenteurs du congrès semblaient sur le point de s'évanouir, et les négociations touchaient au moment où elles assuraient une paix solide et durable, lorsque l'entrée inopinée des Russes sur le territoire de l'Empire vint détruire toutes ces espérances. La marche d'une armée russe contre la république française, qui n'avait jamais eu de démêlé politique avec la cour de Pétersbourg, montrait à découvert le nouveau plan de guerre déterminé dans le silence des cabinets ennemis ou rivaux de la France. Quel intérêt particulier pouvait engager l'empereur de Russie à sacrifier cent mille hommes contre une puissance dont aucune portion de territoire ne pouvait convenir à son ambition, ni à l'agrandissement de ses états ? Il était donc bien démontré que ces troupes auxiliaires, parties du fond des marais qui bordent les lacs immenses de la Doya et de l'Oneya, et qui devaient traverser quatre cents lieues, n'étaient que l'avant-garde des armées combinées qui allaient rouvrir la chance ter-

rible des combats. Le congrès de Rastadt n'avait donc été qu'une convention diplomatique pour couvrir des desseins hostiles, et gagner le temps nécessaire aux combinaisons politiques des puissances liguées contre la république française. Cependant, quoique la pompe du congrès de Rastadt n'eût servi, en apparence, qu'à marquer davantage la futilité et la faiblesse de ses transactions, ce congrès avait été très-utile aux vues du directoire; il avait rapproché des états naturellement intéressés à faire cause commune avec la France; il avait fortifié le parti de la neutralité prussienne, désuni le corps germanique en le séparant en deux partis divisés d'intérêt, et désormais irréconciliables, et porté au corps des princes ecclésiastiques un coup mortel, par l'effet des sécularisations adoptées par la majorité. Le congrès, à la vérité, avait favorisé le système évasif de la cour de Vienne; il convenait à l'état d'observation de celle de Berlin; il n'avait pas été moins important pour le cabinet de Saint-James, qui se trouvait exclu des négociations, quoique son accession parût indispensable pour l'établissement des bases d'une paix générale.

Malgré les avantages de ce congrès pour les différentes puissances contendantes, on s'était

préparé de tous côtés à la guerre, quoiqu'on eût l'air de ne s'occuper que de la paix; l'Angleterre, sur-tout, avait poursuivi avec obstination son plan hostile; elle avait réussi à jeter sur le continent un nouvel aliment de guerre, en engageant l'empereur de Russie et la Porte Ottomane à y prendre une part active. En même temps, la cour de Vienne avait cru ne pouvoir arrêter la fermentation révolutionnaire dans ses nouveaux états d'Italie, que par la présence d'une armée. De son côté, le directoire avait regardé comme indispensable, pour consolider les nouvelles républiques en Italie, de leur inspirer le goût des armes; et, pour tenir en mouvement la masse de ses armées, il continuait les apprêts de la descente en Angleterre, il avait favorisé l'audacieuse expédition de Bonaparte, il avait contribué, au midi, à l'établissement d'une nouvelle république romaine, et, au nord, à la destruction de celle des Treize cantons. A la vérité, cet accroissement de puissance, et les avantages offensifs que donnait à la république française l'occupation des états de l'église et de la Suisse, avaient décidé l'empereur à presser la marche des troupes russes, afin de pouvoir recommencer la guerre en Italie, après avoir

mis à couvert l'Empire et les états héréditaires avec le secours de ses nouveaux alliés. On aurait pu croire cependant que la France et l'Autriche, au lieu de faire la guerre, eussent préféré de rester respectivement armées, et redoutables l'une à l'autre, quand une étincelle sortie du Vésuve renouvela l'incendie. On savait que la cour de Londres employait tous les ressorts de la politique pour briser les opérations du congrès de Rastadt, et pour entraîner le nord et le midi dans une nouvelle guerre; on savait que les Russes entraient en Allemagne, et bientôt après on apprit que les armées napolitaines venaient de prendre la route de Rome.

Depuis que l'escadre commandée par l'amiral Nelson s'était montrée sur la mer Thirrénienne, la cour de Naples, malgré son traité de paix avec la France, favorisait les opérations navales britanniques.

Il n'avait donc pas été difficile au ministre anglais, de faire entendre au faible Ferdinand IV, que, tôt ou tard, les Français se vengeraient d'une pareille infraction, et que le meilleur moyen de se soustraire à leur vengeance, c'était de la prévenir : on lui offrait d'ailleurs un subside considérable, des armes, des munitions, des étoffes pour habiller ses

soldats, et on ne cessait de lui répéter que l'armée d'Égypte, composée de l'élite des troupes françaises, privait la France de son plus ferme soutien, et la mettait dans la position du lion malade de la fable. La présence de la flotte anglaise, victorieuse à Aboukir, donnait un nouveau poids à ces considérations, et Ferdinand IV ne tarda pas à vouloir se donner la gloire d'être le vengeur du pape, l'exterminateur des Français en Italie : ainsi quarante mille hommes furent levés en moins d'un mois, dans le royaume des Deux-Siciles, et dès les premiers jours de l'an 7 (fin de septembre 1798), on comptait quatre-vingt mille combattans dans l'armée napolitaine. Pour subvenir aux dépenses de ce formidable armement, non seulement le roi des Deux-Siciles s'était emparé du trésor sacré déposé dans les banques publiques, [1] mais il avait créé une quantité immense de billets de banque, [2] et il avait ordonné de transporter au trésor royal les métaux précieux dont les églises étaient ornées, ainsi que la vaisselle d'or et d'argent des particuliers. [3] En même temps, les Anglais agi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

taient les cours de Florence et de Turin; ils pressaient le duc de Toscane d'ouvrir aux coalisés le port de Livourne, en assurant au directoire qu'il avait été obligé de céder à une force majeure; on lui demandait aussi de fomenter des insurrections dans les montagnes dont les sommets séparent la Toscane du Bolonais, de la Romagne et du duché d'Urbin, en attribuant ces mouvemens à une fermentation populaire. Ils proposaient au chevalier Prioca, ministre du roi de Sardaigne, de décider son maître à armer secrètement les Piémontais, à exciter leur patriotisme par des pratiques religieuses, jusqu'au plus effervescent enthousiasme, et à les engager à massacrer les soldats français vivant sans défiance au milieu d'eux. Il paraissait une lettre imprimée, dans laquelle on supposait que le prince Pignatelli, favori du roi de Naples, mandait au ministre Prioca : « Les Napolitains commandés par le « général Mack, sonneront les premiers le tocsin de la mort sur les ennemis communs, et, « du sommet du Capitole, ils annonceront à « l'Italie et à l'Europe entière que l'heure du « réveil est sonnée : alors, infortunés Piémon- « tais, agitez les chaînes dont vous êtes étreints, « pour en frapper vos oppresseurs. » Dans cette

circonstance, soit que le roi de Sardaigne fût tenté d'acquiescer aux propositions des Anglais, et de donner les mains à leurs projets d'assassinats, soit que le directoire fût instruit de ces desseins, ou seulement que l'occupation du Piémont fût une suite du grand plan d'envahissement qu'il s'était tracé, le général Joubert ne tarda pas à venir dicter des lois dans Turin, et à obliger Charles Emmanuel d'en sortir avec sa famille. Ce prince infortuné, qui, après avoir commis la faute d'entrer dans la coalition, n'aurait pas dû attendre les affronts et le malheur dans son palais, obtint la liberté de se retirer en Sardaigne; mais ce ne fut qu'après avoir signé, le 19 brumaire an 7 (9 novembre 1798), un acte dans lequel il abandonna à la France tous ses droits sur le Piémont, et déchargea les Piémontais du serment d'obéissance prêté à lui et à ses ancêtres.

C'était à peu près à la même époque où les plénipotentiaires français, au congrès de Rastadt, protestant du ferme desir qu'avait le directoire de terminer la guerre, déclaraient que si, dans six jours, à dater du 16 frimaire (6 décembre), la députation n'avait pas répondu à l'*ultimatum*, [1] leurs pouvoirs cesseraient. On

[1] *Voyez* la note 4e de ce volume.

savait, à Rastadt, que le roi des Deux-Siciles campait sur les frontières de l'état romain, à la tête de quatre-vingt mille combattans. Toutes les gazettes à la solde des ennemis retentissaient de la marche de cent mille Russes à travers la Pologne : néanmoins la Germanie occidentale souffrait si horriblement du fléau de la guerre, que, quoique la cour de Vienne attendît l'arrivée des Russes pour pénétrer dans la Cisalpine, la majorité de la députation germanique déclara, par un *conclusum*, le 18 frimaire (8 décembre), qu'elle accédait à l'*ultimatum* de la légation française. La paix semblait donc se terminer au moment où les hostilités recommencèrent. Le roi de Naples ne voulait pas pénétrer sur le territoire romain, avant que les Autrichiens eussent passé l'Adige. L'empereur, de son côté, ne voulait pas entrer en Italie, jusqu'à l'arrivée des Russes dans les états héréditaires. Ces restrictions n'étaient pas approuvées à Naples du parti anglais. Le succès des armes napolitaines lui importait assez peu; il lui suffisait de rallumer le feu de la guerre en Italie, afin de dissoudre le congrès de Rastadt et de forcer l'Allemagne à reprendre les armes. Pour arriver à ce but si ardemment desiré par le cabinet de Saint-James, on prétend que l'on supposa une lettre de l'empereur, qui assurait au roi des Deux-Siciles que les hostilités étaient commencées sur le territoire de Venise, et qu'il ne saurait trop se hâter d'entrer sur celui des Romains : on ajoute que l'amiral Nelson, en déposant au pied de Ferdinand un drapeau français pris sur le rocher de Goze, et en lui annonçant la prise très-prochaine de Malte, avait exalté son imagination au point de lui persuader que la Providence l'avait destiné à raffermir tous les trônes de l'Europe, et de le convaincre de la nécessité glorieuse de se mettre à la tête de son armée vengeresse. Ainsi trompé et aveuglé, le roi des Deux-Siciles, secondé par le général Mack, s'était empressé d'ouvrir la campagne, à la tête de soixante-dix mille Napolitains, avant de s'être assuré bien positivement si les Autrichiens avaient attaqué de leur côté. Il est vrai que la division française, appelée improprement armée de Rome, forte environ de seize mille hommes, se reposant sur la foi des traités, était disséminée sur un terrain immense, avec des corps incomplets et une artillerie mal attelée, manquant enfin de tout, graces à l'imprévoyance du directoire : sa droite tenait de Terracine à Tivoli; son centre occupait Rieti;

les cantonnemens de sa gauche étaient répartis d'Ascoli jusqu'à Ancône; la chaîne de montagnes qui séparait ses ailes en quadruplait la distance; enfin, au moment où elle allait être attaquée, cette armée, malgré les instances de son général, était obligée d'envoyer trois mille hommes à Corfou. Dans une pareille position, manquant à la foi des traités et avec des forces infiniment supérieures, il ne devait pas être difficile au général Mack de surprendre l'armée française, d'en séparer les différens corps, et de les tourner de toutes parts en-deçà et au-delà des montagnes. Depuis trois jours seulement, le général Championet, arrivé à Rome, avait pris le commandement de l'armée, qui venait de recevoir l'ordre de refuser le combat, et de se retirer jusqu'aux frontières de la Cisalpine; la présence du général en chef avait changé la face des affaires. Surprise, assaillie par une force infiniment supérieure, ne pouvant pas se rallier en avant de ses positions, toute la ligne avait effectué un premier mouvement rétrograde, jusqu'à celles reconnues militairement pour des positions de défense.

La gauche, forcée d'abandonner Ascoli, avait gagné Fermo sur les bords de l'Adriatique; là, les généraux Casabianca, Rusca et

Mourcier, avaient rassemblé les détachemens dispersés dans les montagnes; ils avaient attaqué la droite de l'armée napolitaine, et, vainqueurs sur tous les points, ils avaient poursuivi les Napolitains épouvantés, et repris Ascoli. Un petit nombre de soldats formant le centre, encouragés par le général Lemoine qui les commandait, avaient résisté aux ennemis dans l'étroite plaine de Terni; le général s'était acharné à garder une position d'où dépendait le salut de l'armée: cependant il était sur le point de succomber sous le nombre: la 97ᵉ demi-brigade arrive de Spolette à marche forcée, elle se précipite des montagnes; ses soldats avaient à peine trois cartouches chacun, mais ils avaient leur baïonnette, ils la mettent en avant, marchent au pas de charge, et rendent la victoire complète. La droite de l'armée avait dû son salut à ces succès inattendus; elle était la plus avancée; occupant de Terracine à Tivoli, sa retraite devenait très-difficile devant quarante mille hommes commandés par le roi en personne et le général Mack; elle avait un vaste terrain à parcourir, et le désordre qui régnait dans Rome augmentait ses dangers. Malgré de si grands obstacles, la retraite s'était effectuée avec calme et précision;

on avait laissé une garnison au fort St.-Ange, et on était venu s'adosser aux montagnes, après avoir placé une avant-garde à Nepi et à Rignano pour tenir les ennemis en échec, et observer les routes de Rome à Civita-Castellana et à Florence : leur corps de bataille campait en arrière du ravin de Civita-Castellana dont on avait occupé le fortin ; le pont de Borghetto sur le Tibre avait été mis en état de défense; le général Lemoine occupait Rieti avec le centre, le général Rusca avait reçu l'ordre de se fortifier sur le Tronto avec la gauche.

Pendant ces différens mouvemens, le général Mack s'était emparé de Rome sans aucune résistance; le roi des Deux-Siciles y avait fait son entrée solennelle le 5 frimaire (25 novembre), il y avait établi une régence provisoire, et y avait appris, peu de jours après, que l'amiral Nelson venait d'être reçu dans le port de Livourne; celui-ci y avait débarqué sept mille Napolitains, destinés à faire insurger la Toscane et à couper à l'armée française ses communications avec le nord de l'Italie. Ce débarquement s'était opéré sous les plus favorables auspices; les Autrichiens venaient de s'emparer des hauteurs de Coire; maîtres des deux verfans du Tyrol, ils étaient prêts à descendre du mont

St.-Bernardin sur Bellinzone; en même temps, l'empereur rassemblait sur l'Adige des forces considérables, et différentes flottes anglaises croisaient sur l'Adriatique et sur la Méditerranée : ainsi la position de l'armée de Rome était devenue tous les jours plus critique, ayant ses communications menacées de toutes parts, et ses forces disséminées et insuffisantes, pouvaient être battues en détail, sans aucune espérance de pouvoir en réunir la masse. Heureusement, le général en chef n'avait pas désespéré du salut de l'armée; après avoir assuré ses avant-postes, il avait songé à protéger ses derrières en plaçant des éclaireurs à Pérouse.

Cependant l'inaction et l'indécision de l'ennemi continuaient, lorsque les espions du général Championet vinrent lui apprendre que le général Mack était dans la résolution d'attaquer toute la ligne. Ils se trompaient, il voulait se borner à marcher à la tête de son aile gauche, forte de quarante mille hommes, contre les six mille qui formaient la droite de l'armée française; son but étoit de nettoyer la grande route de Rome à Florence, d'enlever Civita-Castellana, et de forcer le pont de Borghetto sur le Tibre. On a prétendu, avec raison, qu'il eût été plus conforme aux règles de l'art militaire de

faire une fausse attaque sur Civita-Castellana, et de marcher avec le fort de l'armée par la route de Rome à Catalupo, en remontant la rive gauche du Tibre, et d'attaquer Terni. Cette opération aurait coupé l'armée française en deux, et l'aurait infailliblement perdue. On a pensé aussi, qu'il aurait fallu préférer à la position défensive qu'occupait l'armée française, celle de Catalupo, après s'être emparé de la totalité de la montagne de Buono, ce qui aurait exigé de défendre le cours de la Neva, en observant celui du Tibre jusqu'au-delà de Prugia : on se fût borné à avoir une avant-garde à Civita-Castellana, appuyant fortement la droite au pont de Borghetto, et la gauche de cette droite à Civita-Ducale, après avoir placé un camp en avant de Rieti, lié à celui de Catalupo par Contigliano. Dès lors, maître du pont du Tibre, de Civita-Castellana, et sur-tout de Catalupo, l'armée française l'aurait été de tous les mouvemens de l'ennemi, et hors de crainte d'être coupée. Quoi qu'il en soit, les Napolitains s'étant avancés sur cinq colonnes, avaient été repoussés par tout ; à Nepi par le général Kellerman ; devant le pont de Civita-Castellana par le chef de brigade Lahure ; le général Kniazeuwitz occupait Falari ; le général Ma-

thieu couvrait le pont de Borghetto ; Magliano avait été mis en état de défense ; enfin le général Magdonal avait tiré le plus grand parti des Français qui étaient sous ses ordres. Cette attaque contre la droite de l'armée française donnait de grandes inquiétudes pour les autres points ; l'ennemi ne tenta rien contre aucun : mais le général Mack, ayant enfin reconnu la route de Catalupo, était venu s'y établir en force ; il avait fait passer le Tibre à une partie de ses troupes ; il en avait rappelé une autre de Rieti, tiré de Rome l'artillerie nécessaire à l'armement de cette colonne, et formé le projet, après avoir jeté de nombreux détachemens dans la montagne de Buono, de la diriger de Catalupo sur Terni, afin de tenter d'attaquer et d'enfoncer le centre de l'armée française.

Sur ces entrefaites, le général Lemoine s'était emparé de Rieti et de Civita-Ducale ; il avait fait camper plusieurs bataillons en avant de cette première ville, pour inquiéter l'établissement de l'ennemi à Catalupo, et il avait jeté un fort détachement dans Contigliano sur le revers de la montagne ; en même temps, d'après les ordres du général en chef, le général Magdonal devait chasser l'ennemi de la montagne de Buono, replier insensiblement

ses troupes en-deçà du pont de Borghetto sur la rive gauche du Tibre, et laisser une garnison dans le fort deCivita-Castellana. D'après ces ordres et ces dispositions, il paraît que les intentions du général Championet étaient de concentrer ses forces, afin de conserver les moyens de paralyser les mouvemens de l'ennemi, et de le combattre si l'occasion s'en présentait.

Mais bientôt une colonne de Napolitains, descendant de Calvi sur Autricoli, après avoir coupé les communications de l'armée française, s'était établie à cheval sur la route, avait égorgé tous les détachemens français qui s'y trouvaient, brûlé les malades étendus sur la paille, et commis les plus horribles excès. Le général en chef attendait à Terni une colonne tirée de la gauche pour renforcer le centre; elle n'arrivait point; cependant, il fallait reprendre Atricoli : on ne pouvait dégarnir le camp en avant de Terni; le général Magdonal offrit de se charger de cette entreprise, qui fut aussitôt achevée que conçue de sa part; l'ennemi chassé d'Autricoli, les relations furent rétablies.

Les Napolitains, qui se retiraient sur Calvi, occupaient toujours en force la montagne de

Buono; le général Mathieu, secondé par le chef de brigade Calvin, marche avec huit cents hommes sur Calvi, défendu par la nature et par quatre mille hommes de garnison: la contenance des Français en impose aux Napolitains; ils mettent bas les armes, et se rendent prisonniers de guerre.

Ces deux actions d'audace et de bonheur avaient déconcerté le général Mack et dérangé tous ses plans, d'autant que le général Duhesme, arrivé à la gauche de l'armée, venait d'enlever Civitella de Tronto.

Enfin la colonne de renfort, si impatiemment attendue, débouche sur Terni; on la dirige sur Osteria; le général Rey la commande, et on se prépare à attaquer le camp de Catalupo. Civita-Castellana est abandonné à ses propres forces; l'aîle droite de l'armée se replie en-deçà du Tibre; le pont de Borghetto est défendu par douze pièces de canon et huit bataillons aux ordres du général Kellerman, prêts à déboucher au premier signal; le général Magdonal doit marcher sur Catalupo en traversant la montagne de Buono; les troupes du camp de Losteria di Vaccone marchent sur le même point en suivant la grande route; elles doivent être jointes dans leur marche par

un bataillon descendant de Contigliano ; le général Lemoine doit se porter à Losteria di Corezze sur les derrières de l'ennemi par la route de Rieti à Rome, afin de couper la retraite à l'ennemi, tandis qu'on l'attaquerait à Catalupo. Telles étaient, le 25 frimaire an 7 (15 décembre 1798), les dispositions qui devaient assurer la victoire ; mais quelques lenteurs, inséparables de marches aussi compliquées, ayant entravé l'exécution des ordres précis, le général Mack, pressé par la colonne du général Lemoine qui le tournait par sa droite, se hâte de quitter Catalupo, traverse Rome et se couvre du Teverone, suivi par les Français et les Romains qui, après avoir fait onze mille prisonniers, rentrent en vainqueurs dans la capitale du monde chrétien, où le château Saint-Ange était resté en leur puissance.

Le général Mack, malgré sa marche rétrograde, ayant alors tenté vainement de rallier ses cohortes découragées, se trouvait obligé de reculer à la hâte sur les bords du Garigliano et du Volturne, et le roi des Deux-Siciles ne revenait un peu de sa frayeur qu'en se retrouvant dans son château de Caserte. Ainsi, autant les Français avaient mis de vigueur dans la défense des positions qu'ils oc-

cupaient, de célérité dans leur ralliement, de science dans leur défensive, d'audace et de courage dans leur offensive ; autant les Napolitains mirent de la mollesse et de la négligence dans leurs attaques combinées, de précipitation dans leur retraite, de désordre dans leur fuite : un seul des généraux, commandant leurs colonnes, un Français (M. de Damas, au courage et au talent duquel ses compatriotes s'empressèrent de rendre justice) exécuta fidellement les ordres de son général, et surpassa ses espérances par son honorable retraite. [1]

Après des succès aussi inattendus, le général Championet, rassuré sur la Toscane par l'attitude menaçante que venait de prendre contre elle le général Joubert, après s'être emparé du Piémont, assuré que l'empereur ne faisait aucun mouvement pour attaquer sur l'Adige, se décida à l'envahissement du royaume de Naples. [2] Après s'être arrêté à cette résolution, le général Duhesme avait reçu l'ordre de marcher sur les bords de l'Adriatique, de chercher l'ennemi, de le combattre et d'arriver à Pes-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

cara. Le général Lemoine devait attaquer et prendre Aquila, se diriger ensuite par Novelli sur Popoli, pour se joindre au général Duhesme; et l'aile droite, après avoir forcé les passages du Garigliano et de la Melfa, devait se diriger sur Capoue. Le général Mathieu passe le Garigliano à Caprano, prend position sur la Melfa. Le général Magdonal passe par Isola, s'empare d'Arpino et de Sora, et se dirige sur Arce par la grande route. Les ennemis fuient de toutes parts; ils abandonnent, sans combattre, quatre-vingts pièces de canons à Castellucio : enfin le quartier-général vient s'établir à Santo-Germano, où l'on fut obligé de s'arrêter pour avoir des nouvelles du centre et de la gauche.

A peine le général Championet y était établi, qu'on lui annonça M. Pignatelli, adjudant-général du général Mack, pour lui proposer une suspension d'armes. Non seulement le général en chef la refusa, mais il fit porter le général Magdonal, de Cajellano sur Calvi, dont il occupa la position, et d'où il alla reconnaître les approches de Capoue. Cette reconnaissance, faite avec une trop grande témérité, ayant été poussée jusque sous les murs de Capoue, les troupes françaises avaient été

obligées de se retirer, après avoir perdu plusieurs soldats, les officiers généraux, leurs chevaux, et le général Mathieu y avait eu un bras cassé. Après cette expédition, on avait quitté Santo-Germano, pour établir le quartier-général à Tora : c'est là qu'on reçut enfin d'heureuses et d'importantes nouvelles, la soumission de Gaete, le passage du Garigliano, et la marche du général Rey sur Capoue. On avait trouvé dans Gaete des magasins immenses, deux équipages de pont, des munitions de guerre en abondance, et une artillerie formidable, qui, dans les circonstances d'une armée sans ressource, étaient d'un prix incalculable : d'ailleurs, la position de Gaete sur la Méditerranée donnait un port excellent, et appuyait la droite de l'armée, qui jusqu'alors avait été dans la crainte d'un débarquement nombreux que pouvait opérer librement l'ennemi dans une ville dont il était le maître, pour marcher ensuite sur le flanc droit ou les derrières de l'armée française. Le général Duhesme, de son côté, en occupant Pescara, avait mis en sûreté l'aile gauche. Le général Lemoine avait fait savoir qu'après s'être emparé de Sulmona, il ne tarderait pas d'arriver à Venafro. Dès-lors le général en chef avait

cru pouvoir s'occuper des approches de Capoue, afin de précipiter la reddition ou la prise de cette place importante. En conséquence, la division Magdonal était venue occuper Ajazzo, la montagne de Jérusalem, et appuyer sa droite à la grande route de Capoue, en resserrant la ville le plus près qu'il avait été possible. La division Rey, établie à la même hauteur, avait longé le Volturno jusqu'à la mer; position téméraire devant un ennemi couvert d'une rivière, protégé dans ses desseins par le canon d'une place forte, maître de toute la rive gauche et de tous les gués du Volturno. On avait placé une réserve à Calvi.

Ces dispositions faites, le projet du général en chef était d'attendre les divisions des généraux Duhesme et Lemoine à l'embranchement des routes de Capoue, à Venafro et à Santo-Germano, en continuant de laisser son quartier-général à Teano. La division Lemoine venait d'arriver à Venafro. Le général en chef s'y rend pour concerter les points qu'occuperait cette division, et dans l'espérance de voir arriver à chaque instant le général Duhesme; mais n'en ayant encore aucune nouvelle, après avoir arrêté les positions que devait occuper la division Lemoine, le général Championet

avait regagné le quartier-général : tout y était dans les alarmes; les Napolitains insurgés s'étaient réunis en grand nombre à Sessa, d'où ils menaçaient de couper les ponts sur le Garigliano, et de venir ensuite attaquer les Français. On rassemble à la hâte de forts détachemens pour rétablir les communications; ils se présentent pour passer sous Sessa, et courir aux rives du Garigliano; mais l'ennemi les reçoit avec audace; il les repousse, il les bat; on les augmente, ils reçoivent de nouveaux échecs, et sont forcés de se retirer. Les insurgés, fiers de leurs succès, se portent alors au pont de Garigliano, le coupent, pillent le parc de réserve de l'armée, incendient les caissons, et se rendent maîtres de toutes les positions. Bientôt après, une foule innombrable couronne les hauteurs de Teano, et se dispose à l'attaquer; déjà les troupes françaises avaient évacué la ville : on court à la réserve; deux bataillons de la 97e demi-brigade marchent sous le chef de brigade Nerin; ils mettent en fuite les insurgés, et couvrent le quartier-général. Le soir du même jour, on avait appris que l'insurrection était générale, que toutes les communes étaient en armes, et commandées par des officiers instruits. Le général Lemoine avait été

assailli dans son quartier-général de Piedimonte, et sa position devenait très-critique : on ne recevait aucune nouvelle du général Duhesme; on le croyait enveloppé par les paysans. Santo-Germano et ses environs avaient arboré l'étendard de la révolte; les équipages du général en chef y avaient été pillés, un de ses aides-de-camp blessé, pris et brûlé vif. Itri, Fondi, n'offraient que des scènes d'horreur; femmes, enfans, voyageurs, tout y était inhumainement massacré. On sera moins étonné de la conduite des Napolitains, en apprenant que l'on trouva, quelque temps après, dans la correspondance du roi de Naples, un ordre signé de sa main, portant : *Qu'aussitôt que les Français auront mis le pied sur le territoire de son royaume, il était ordonné à toutes les communes de se lever en masse et de commencer le massacre.* Et c'est un roi! un roi à la tête de soixante-dix mille combattans contre dix-huit mille soldats disséminés sur un pays conquis, un roi qui, fuyant lâchement devant une poignée de braves, couronnait sa lâcheté en commandant froidement leur massacre! un souverain qui donnait l'ordre d'un crime trop commun chez les Italiens, de se défaire, par le poignard, de valeureux soldats qu'ils n'a-

vaient jamais su vaincre! Cet ordre inhumain ne fut que trop bien exécuté par un peuple accoutumé à la vengeance et à l'assassinat.

Les troupes françaises étaient sans vivres; leur nombre était singulièrement diminué; l'incendie du parc de réserve avait réduit chaque soldat à un seul paquet de cartouches; les communications sur Rome étaient fermées de tous côtés; la jonction du général Duhesme était devenue impossible; l'ennemi faisait des mouvemens, et préparait une attaque générale. Dans une circonstance aussi critique, faire le moindre pas rétrograde pouvait multiplier les dangers : on s'était donc arrêté à laisser le général Lemoine sur la rive gauche du Volturno, quelque mauvaise que fût sa position : on l'avait même fortifié, en lui enjoignant de se tenir serré, sur ses gardes, et prêt à agir, selon les circonstances. On avait augmenté la réserve à Calvi; toute la ligne était sur le qui vive : on était décidé de vaincre ou de périr, lorsqu'un parlementaire se présenta aux avant-postes, annonçant l'arrivée de nouveaux députés. Quelles nouvelles propositions venaient-ils faire dans de pareilles circonstances? Ils sont introduits; on les écoute; ils étaient autorisés

à tout accorder, excepté la ville de Naples.

De pareilles offres étaient trop importantes pour ne pas les écouter. On rédige les articles.[1] L'armistice conclu et signé, le général Éblé entre la nuit même dans la ville, pour prendre possession de l'artillerie des arsenaux, etc. Le lendemain, Capoue reçoit garnison française, et le reste des troupes campe en avant de la ville. On fait partir sur-le-champ le général Dombrowski, avec sa brave légion polonaise, pour châtier les rebelles : enfin l'aile gauche de l'armée, qui avait été enveloppée pendant plusieurs jours par les insurgés, a pénétré jusqu'à Venafro, et le général Duhesme est arrivé en personne au quartier-général à Caserte, où sa division arrive quelques jours après. Pourra-t-on jamais croire que cet armistice, qui pouvait seul sauver l'armée, et qui devait être regardé comme l'événement le plus extraordinaire et le plus heureux qui pût arriver, fût désapprouvé hautement par le directoire? Les hommes qui étaient alors à la tête du gouvernement français peuvent seuls aider à expliquer cette énigme. Pourra-t-on concevoir davantage comment le général Mack, qui devait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

être instruit des progrès des insurgés et de la position des Français, ait osé prendre le parti d'offrir un armistice ? [1]

Après avoir pris les moyens de former un établissement militaire, et de réorganiser l'armée, le général en chef s'était occupé des moyens d'établir des relations avec les patriotes de Naples. A cet effet, il avait créé un comité dont la correspondance ne tarda pas à être très-active; bientôt les patriotes napolitains s'étaient prononcés avec énergie en faveur des Français. Une circonstance particulière précipita le cours des événemens. L'ordonnateur Arcambal avait été envoyé à Naples pour hâter la rentrée de l'argent promis par le traité. La présence de l'ordonnateur, et sur-tout l'objet de sa demande, déplurent au peuple : il faillit à être assommé; les patriotes le sauvèrent. Dès ce moment les deux partis furent en présence dans Naples. Un patriote fut massacré, cet événement jeta le peuple dans le délire de l'anarchie : les uns voulurent venger cette honorable victime; les autres osèrent soutenir l'assassin; la lutte devint terrible. Les Lazzaroni [2] s'emparèrent de toutes les armes; ils si-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

gnalent le général Mack comme un traître, les débris de son armée comme des jacobins vendus aux Français; ils jurent sa perte : le vice-roi même devient suspect; à peine a-t-il le temps de se jeter dans un canot pour se sauver en Sicile; les soldats sont forcés de déserter, et le général Mack est obligé de venir se réfugier chez le général Championet, qui a la générosité de lui donner un passe-port et une escorte pour Milan. Les Lazzaroni, furieux de voir échapper leur proie, se portent, en désespérés, sur un avant-poste des Français au Ponte-Rotto, culbutent les gardes avancées, parviennent jusqu'à la ligne, la trouvent sous les armes; et bientôt le chef de brigade Poitou, sans leur donner le temps de se reconnaître, marche à eux, en tue un grand nombre, et disperse le reste.

L'armistice venait donc d'être rompu. Cette infraction fut le signal de l'attaque de Naples. Pour dominer cette ville et protéger les attaques, les patriotes s'étaient engagés à s'emparer du fort Saint-Elme : enfin ils sont maîtres de ce fort, on se dispose à aller en avant. Les deux divisions chargées d'insulter Naples s'avancent, se serrent et couronnent les hauteurs. L'artillerie est sur le point de foudroyer

la ville.... Tout est prêt.... Naples est menacé des plus grands malheurs.... Le soldat impatient n'attend plus que le signal de l'attaque. Le général Championet veut faire une tentative, en faisant porter au peuple en délire des paroles de paix; mais la ville n'a plus de magistrats, l'anarchie règne. Le citoyen paisible se cache; les Lazzaroni, au nombre de soixante mille, sont seuls sous les armes; ils ont juré de se défendre; ils reçoivent le parlementaire à coups de fusil. Malgré cette insulte, le général en chef veut encore attendre jusqu'au lendemain : cependant gagner les Lazzaroni est devenu impossible; il faut en ordonner le massacre. Les patriotes qui s'étaient emparés du fort Saint-Elme, attendaient impatiemment le signal des Français, pour tonner contre Naples. Le salut de l'armée, le besoin de réduire les rebelles, de faire triompher la cause des patriotes, nécessitent l'ordre de l'attaque : il est donné. Le chef de brigade Girardon, à la tête de deux bataillons, marche, dans le silence de la nuit, vers le fort Saint-Elme, pour y joindre les patriotes; il est relevé à Capo di Monte, par le général Kellerman. A une décharge du fort Saint-Elme, toutes les batteries françaises doi-

vent jouer. A ce signal, les troupes qui investissent la ville ont l'ordre de marcher, d'attaquer, de culbuter tout ce qui se présentera et leur sera opposé. Des colonnes armées de torches doivent porter la flamme par-tout où elle pourra incendier, et marcher de ruines en ruines. Le canon tire; on se met en devoir d'exécuter les ordres donnés; soldats et officiers français se disputent à qui combattra avec le plus de valeur. Les Lazzaroni se défendent comme des lions; ils sont repoussés; ils repoussent à leur tour : cependant ils perdent du terrain, de l'artillerie : on gagne différentes rues; les Lazzaroni sont acculés, mais ils ne sont pas réduits. La nuit survient; le feu continue; la troupe, excédée de fatigues, se partage; une partie veille et combat; l'autre se repose près des cadavres, sur les cendres, sur les décombres. Le jour paraît, l'acharnement des combattans redouble; on fait, de part et d'autre, des prodiges de valeur : cependant rien ne se décidait; le général Kellerman marche sur Castel-Nuovo, le général Duhesme sur le fort del Carmine; une colonne va pénétrer dans le quartier des Lazzaroni, pour l'incendier; la garnison du fort Saint-Elme s'est déjà précipitée dans la ville; la victoire enfin, jusqu'alors in-

certaine, va bientôt couronner la valeur des Français. Le général Championet rencontre quelques Napolitains que la curiosité avaient enhardis à sortir de leurs maisons; il s'afflige avec eux de leurs malheurs; il témoigne le desir de les faire cesser; il s'engage à protéger leur religion et à faire respecter saint Janvier; il promet de pourvoir à la subsistance du peuple, et de réparer ses pertes. La confiance s'établit, elle se propage; les têtes s'électrisent : on crie, *vive les Français !* une garde d'honneur est placée dans l'église de Saint-Janvier. Cette nouvelle se répand; les plus curieux se portent en foule vers leur idole; surpris d'admiration, ils mettent bas les armes; un des chefs des Lazzaroni se met à la tête des Français; il harangue ses soldats; le feu cesse; on dépose les armes; bientôt aux cris de mort succèdent ceux de la joie; le calme se rétablit, la guerre est terminée : on célèbre cet événement par une fête et un *Te Deum* le 6 pluviose an 7 (25 janvier 1779). On s'empare de tous les forts, des réserves sont placées sur toutes les places, le reste de l'armée bivouaque à Capo di Monte, Capo di Chino, sur toutes les hauteurs qui environnent la ville; une chaîne de postes est établie sur les bords de la mer.

Après ces dispositions militaires, le général en chef, afin de faire cesser l'anarchie, s'était empressé d'adresser une proclamation aux Napolitains, [1] de nommer les membres d'un gouvernement provisoire, et les ressorts de la machine du gouvernement n'avaient pas tardé à être remontés et organisés. Ainsi la révolution avait été aussi prompte que générale dans la nouvelle république parthénopéenne. On reçut alors la nouvelle de la dispersion des insurgés; mais ils n'étaient pas encore entièrement vaincus. De son côté, le gouvernement régénéré avait envoyé des ambassadeurs à Paris, pour y porter les vœux, la soumission et la reconnaissance de leurs commettans. Le directoire, toujours plus incompréhensible dans ses principes politiques et diplomatiques, les avait mal accueillis. Bientôt il avait poussé les choses plus loin. Le général Championet s'était cru obligé de chasser la commission incendiaire que le directoire s'était arrogé le droit de créer, en lui donnant des attributions et des priviléges vexatoires et illégaux. Égaré par les passions de ses agens, le directoire avait rappelé le général Championet, et ordonné sa

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

mise en jugement. Les généraux Duhesme, Rey, Dufreise, Broussier et Bonami, avaient partagé cette honorable disgrace. Au moment où tout concourait à ramener l'ordre et le bonheur dans ces contrées, où Naples jouissait de la paix, où les Français étaient aimés, craints et respectés, où enfin on était heureux.

Dès l'instant où le général Mack, réfugié dans Capoue, s'était vu obligé d'y attendre vainement les secours promis par la cour autrichienne, le parti d'Angleterre avait craint que les malheureux événemens qui se succédaient avec rapidité, n'influassent sur le caractère timide du roi, et qu'il ne prît le parti de demander la paix au général Championet; résolution qui aurait déconcerté les longues intrigues du cabinet de Saint-James, au moment même qu'elles décidaient une nouvelle guerre générale. Pour prévenir cette détermination, la reine, le ministre Acton et l'ambassadeur britannique Hamilton, s'étaient concertés avec l'amiral Nelson, afin d'engager le roi à s'embarquer pour la Sicile. On lui avait persuadé que les revers de ses armées étaient la suite d'une vaste trahison, et que les partisans de la révolution française étaient sur le point d'exciter une révolte dans Naples. Pour donner plus de poids

à cette assertion, on avait payé les Lazzaroni du Molo Piccolo, qui avaient fait une émeute dans laquelle avait été assassiné le courrier qui avait apporté la lettre de l'empereur, qui engageait le roi des Deux-Siciles à retarder l'ouverture des hostilités : on avait ainsi fait disparaître un témoin dont la présence pouvait être dangereuse, et on avait réussi a décider le roi à se rendre à Palerme avec toute sa cour, le 3 nivose an 7 (23 décembre 1798).

A la même époque, la cour de Vienne ayant appris la nouvelle inattendue de l'invasion du Piémont par les Français, de la retraite du roi de Sardaigne, et de la défaite des Napolitains, avait tenu un conseil extraordinaire; elle se trouvait dans une position extrêmement délicate. D'un côté, le général Mack déclarait qu'il ne pouvait pas se maintenir plus longtemps dans le fond de la presqu'île de l'Italie, si on ne lui envoyait les plus prompts secours; de l'autre, les dispositions pacifiques de plusieurs états germaniques, faisaient craindre au conseil autrichien de porter seul le poids des hostilités contre les Français, les Suisses, et la moitié des Italiens.

L'armée russe était en marche; mais, arrivée seulement dans les plaines de la Pologne, on

ne pouvait en attendre aucun secours avant plusieurs mois ; les forces autrichiennes en Italie se montaient à peine à soixante mille hommes, et les généraux Joubert et Championet, en réunissant les leurs, pouvaient en avoir de beaucoup supérieures, et se trouver dans les Alpes Noriques, avant que les Autrichiens eussent pu s'y opposer. Cette perplexité était augmentée par la note des ministres français, présentée à Rastadt le 12 nivose (2 janvier).[1]

Cependant, tandis que la nouvelle république parthénopéenne organisait son gouvernement, la forteresse d'Ehrenbreisten ouvrait ses portes aux Français. Mais quoique les négociations ne fussent pas rompues à Rastadt, la disposition des affaires en Italie, et les préparatifs hostiles sur les deux rives du Rhin, annonçaient que l'Europe allait être de nouveau ensanglantée; une grosse colonne de troupes autrichiennes était entrée dans le pays des Grisons, à la demande de ce peuple qui, satisfait des institutions de ses ancêtres, continuait de rejeter le code législatif, envoyé de Paris par le directoire, et adopté par le reste de l'Helvétie.

---

[1] *Voyez* la note 21ᵉ de ce volume.

Une forte armée autrichienne s'assemblait entre Linh et le Leck sous les ordres de l'archiduc Charles; l'avant-garde de l'armée russe entrait sur les terres d'Autriche; une seconde colonne, forte de quarante mille hommes, arrivait sur les frontières de la Gallicie; de leur côté, les Français s'assemblaient en Italie et en Allemagne. Le général Jourdan devait commander l'armée du Danube, ayant sur sa droite en Helvétie une armée sous les ordres du général Massena, et sur sa gauche une autre sous ceux du général Bernadote.

Le général Melas avait soixante mille Autrichiens sous ses ordres en Italie, le général Bellegrade en avait vingt-quatre mille dans le Tyrol, et le général Hotze trente mille dans les montagnes des Grisons.

Ces forces devaient être augmentées par cent mille Russes vers le mois de floréal (mai): ces différentes positions, et l'avantage d'occuper la Suisse, devaient déterminer le directoire français à prendre l'offensive; d'ailleurs, le seul moyen peut-être de prévenir la jonction de l'armée russe à l'armée autrichienne sur l'Adige, paraissait être de la chasser des positions qu'elle occupait sur cette rivière; mais, pour y réussir, il fallait s'emparer des passages

par les montagnes, et distraire l'attention des Impériaux, en attirant leurs principales forces sur le Danube. Le point important était donc de s'emparer du pays des Grisons et de la vallée du Rhin, pour pouvoir pénétrer dans celle de Linh. En conséquence, au moment où le général Jourdan passait le Rhin, le général Bernadote s'avançait dans le Palatinat, dès le 15 ventose (5 mars); il avait pénétré presqu'à Heilbron, tandis que le même jour l'armée du général Jourdan avait franchi tous les défilés, et se dirigeait vers le Danube, en même temps que l'archiduc passait le Leck. Le général Jourdan, n'ayant pas tardé à s'appercevoir que l'armée autrichienne se décidait à tenir une ligne moyenne entre le Danube et le lac de Constance, s'était pressé d'occuper l'intervalle le plus reserré, qui lui offrait des positions avantageuses, et assurait sa communication par Schaffouse, avec l'armée qui était en Suisse. Ainsi, peu de jours après la sortie des troupes de leurs quartiers d'hiver, des armées formidables se trouvaient en présence, dans des positions parallèles, depuis les bords du Danube jusqu'au golfe Adriatique. [1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

Les premières hostilités avaient commencé à la droite des deux armées françaises, opposées à la grande armée. Dans la nuit du 17 au 18 ventose (7 à 8 mars), le général Massena avait marché sur Ganz, et après des actions très-sanglantes, il s'était ouvert le pays des Grisons, et avait forcé le général Aussenberg à se rendre prisonnier avec le reste de ses troupes.

Maître du pays des Grisons, le général Massena, profitant de ses avantages, avait porté, par sa droite, une division entière vers les sources de Linh, et, le 24 ventose (14 mars), le général Casabianca, en entrant dans le haut Engadin, avait obligé le général Laudon à se replier. Mais ce n'était pas assez pour communiquer avec le général Jourdan par Bregents, Lindau et la rive orientale du lac de Constance; il aurait fallu forcer les retranchemens de Feldkirch; c'était le point important: aussi le général Jourdan et l'archiduc s'en rapprochèrent-ils : le premier, pour favoriser les attaques du général Massena; le second, pour mettre ce poste tout-à-fait hors d'atteinte, et il y avait réussi, les Français ayant vainement attaqué Feldkirch les 22, 23 et 25 ventose (12, 13 et 15 mars). Convaincu alors de la force de sa ligne

de défense, l'archiduc avait poussé en avant, tandis que le général Jourdan se repliait sur Engen, dans l'espérance de voir renforcer son armée, d'un tiers plus faible que celle de l'archiduc; mais une action générale devenait inévitable. Après quelques mouvemens de part et d'autre, le vallon et la petite rivière d'Ostrack séparaient seuls les deux armées. Un adjudant du général Jourdan se présente à l'avant-garde autrichienne, s'informe si la dépêche de la cour de Vienne, attendue par le directoire, est arrivée. Sur la réponse négative, il déclare la rupture de l'armistice. Après cette formalité, l'avant-garde autrichienne avait été attaquée et repoussée; ce qui avait permis aux Français de prendre des positions sur les hauteurs d'Ostrack et de Mengen.

Le 2 germinal (22 mars), l'archiduc avait attaqué à son tour, et, malgré sa vive résistance, le général Jourdan, dans la crainte de voir son aile gauche totalement enveloppée par des forces supérieures, s'était décidé à se retirer dans la nuit du 3 au 4 germinal (23 au 24 mars), à Stokak et Engen.

Dans les différens mouvemens qu'avait exécutés le général Jourdan, dans les divers combats qu'il venait de livrer, son prin-

Les premières hostilités avaient commencé à la droite des deux armées françaises, opposées à la grande armée. Dans la nuit du 17 au 18 ventose (7 à 8 mars), le général Massena avait marché sur Ganz, et après des actions très-sanglantes, il s'était ouvert le pays des Grisons, et avait forcé le général Aussenberg à se rendre prisonnier avec le reste de ses troupes.

Maître du pays des Grisons, le général Massena, profitant de ses avantages, avait porté, par sa droite, une division entière vers les sources de Linh, et, le 24 ventose (14 mars), le général Casabianca, en entrant dans le haut Engadin, avait obligé le général Laudon à se replier. Mais ce n'était pas assez pour communiquer avec le général Jourdan par Bregents, Lindau et la rive orientale du lac de Constance; il aurait fallu forcer les retranchemens de Feldkirch; c'était le point important: aussi le général Jourdan et l'archiduc s'en rapprochèrent-ils : le premier, pour favoriser les attaques du général Massena; le second, pour mettre ce poste tout-à-fait hors d'atteinte, et il y avait réussi, les Français ayant vainement attaqué Feldkirch les 22, 23 et 25 ventose (12, 13 et 15 mars). Convaincu alors de la force de sa ligne

de défense, l'archiduc avait poussé en avant, tandis que le général Jourdan se repliait sur Engen, dans l'espérance de voir renforcer son armée, d'un tiers plus faible que celle de l'archiduc; mais une action générale devenait inévitable. Après quelques mouvemens de part et d'autre, le vallon et la petite rivière d'Ostrack séparaient seuls les deux armées. Un adjudant du général Jourdan se présente à l'avant-garde autrichienne, s'informe si la dépêche de la cour de Vienne, attendue par le directoire, est arrivée. Sur la réponse négative, il déclare la rupture de l'armistice. Après cette formalité, l'avant-garde autrichienne avait été attaquée et repoussée; ce qui avait permis aux Français de prendre des positions sur les hauteurs d'Ostrack et de Mengen.

Le 2 germinal (22 mars), l'archiduc avait attaqué à son tour, et, malgré sa vive résistance, le général Jourdan, dans la crainte de voir son aile gauche totalement enveloppée par des forces supérieures, s'était décidé à se retirer dans la nuit du 3 au 4 germinal (23 au 24 mars), à Stokak et Engen.

Dans les différens mouvemens qu'avait exécutés le général Jourdan, dans les divers combats qu'il venait de livrer, son prin-

cipal objet avait été de faciliter au général Massena le mouvement qu'il avait combiné pour prendre à revers et attaquer de front les retranchemens de Feldkirck; mais il n'avait encore réussi dans aucune de ses nouvelles tentatives, lorsque le mouvement rétrograde du général Jourdan devant l'archiduc, ayant fait hasarder au général Massena une dernière attaque qui ne réussit pas mieux que les premières, il fut forcé de repasser le Rhin et de se retirer chez les Grisons, après avoir envoyé le général Oudinot à Rheineck.

Cependant l'archiduc, profitant de son avantage, resserrait de plus en plus le général Jourdan dans sa forte position en arrière de Stokak, lorsque celui-ci, sûr de sa retraite par Schaffouse et les défilés des montagnes, voulut tenter un dernier effort pour éloigner l'armée de l'archiduc du lac de Constance; la réussite de l'ensemble du plan de campagne dépendait de cette entreprise. L'archiduc était venu prendre une position devant Stokak.

Le 6 germinal (26 mars), à la pointe du jour, le général Jourdan avait fait attaquer les avant-postes de l'armée autrichienne; d'abord la droite des Autrichiens avait été repoussée avec une telle valeur, que la position

de l'armée autrichienne allait être tournée, quand l'archiduc se décida à tirer des troupes de sa gauche, qui, jointes à celles de la droite qu'elles venaient de renforcer, attaquèrent, avec une grande supériorité de force, le bois occupé par les troupes françaises, aux ordres du général Saint-Cyr. Cependant les Français ne furent repoussés hors du bois, qu'après une résistance désespérée, après laquelle le général Saint-Cyr dut céder, pour faire sa retraite sur Liptingen.... La nuit seule mit un terme au carnage.

Le 7 germinal (27 mars), le général Jourdan fit sa retraite, par sa droite, sur Schaffouse, et, par sa gauche, en défilant sur le pont de Tutlingen, d'où le gros de l'armée vint prendre position au Hornberg, tandis que l'archiduc établissait son quartier-général à Liptingen.

Les historiens allemands ont fait sonner très-haut cette bataille de Stokak, et ont voulu la faire regarder comme une grande victoire remportée par les Autrichiens; mais l'archiduc lui-même avoue la perte de trois mille hommes, tandis qu'il porte celle des Français à cinq mille, y compris les prisonniers; et, en même temps, le général Jourdan, sans parler des morts, déclare avoir fait quatre mille prisonniers; d'où l'on

peut raisonnablement conclure que l'issue du combat ne fut pas ausi brillante pour les Autrichiens que voulurent le faire croire leurs annalistes, puisqu'ils perdirent plus de monde que les Français; que ces derniers firent à peine un mouvement rétrograde; qu'aux approches de la nuit, le peu de forces aux ordres du général Jourdan ne lui permit pas de pousser plus loin ses avantages contre la droite des Autrichiens; que, si l'obscurité n'eût arrêté ses efforts, aucune résistance ne l'eût empêché de s'emparer des hauteurs de Nellemberg, alors isolées, et de rendre encore bien plus critique la situation du général Staider, à l'aile gauche de l'armée impériale; enfin, que le lendemain seulement le général Jourdan, trop inférieur en forces, prit le sage parti de se retirer sur les bords du Rhin. Bien loin donc de partager l'injustice des censeurs ignorans, mal instruits ou injustes, qui se permirent alors des critiques amères sur la conduite du général Jourdan, il nous semble qu'on doit rendre justice à la grande valeur des troupes françaises, et aux savantes dispositions de leur général, qui, avec environ quarante-cinq mille hommes, sut soutenir les efforts de soixante-dix mille, sans se laisser entamer, et exécuter en leur présence une retraite

que l'archiduc n'osa pas inquiéter. On ne saurait cependant s'empêcher de faire connaître les remarques que firent alors des militaires instruits et impartiaux sur le plan de campagne que l'on chargea le général Jourdan de faire et d'exécuter. Ils accusèrent le directoire français d'avoir commis une grande faute militaire, en faisant avancer l'armée du général Jourdan à travers la Souabe. Depuis long-temps, d'après la conviction où l'on était que la guerre était inévitable, le directoire eût pu rassembler ses forces principales à l'extrémité nord-est de la Suisse; il eût évité, par ce moyen, à l'armée, des marches longues et pénibles. En effet, elle marcha pendant près de vingt jours, ayant à gravir des montagnes escarpées, à traverser des défilés, et à passer des bois impénétrables, avant de rencontrer les ennemis à Osbruch; tandis qu'en partant de Schaffouse et de Constance, l'armée française eût pu arriver, en peu de jours et sans obstacle, sur les bords de Liller, dont l'archiduc était encore très-éloigné. Dans cette supposition, en même temps que l'aile gauche de l'armée française eût occupé Ulm, et que son centre se fût étendu le long de Liller jusqu'à Kemptem, sa droite eût été en position d'agir contre Faldkirch, et d'ouvrir des com-

munications avec l'aile gauche de l'armée du général Massena. En prévenant ainsi l'archiduc, et ayant une grande rivière en avant de sa ligne, le général Jourdan eût compensé l'infériorité du nombre, et l'avantage d'une pareille position l'eût mis en état d'opposer une plus forte résistance aux opérations des Impériaux. En s'avançant au contraire entre le Danube et l'extrémité septentrionale du lac de Constance, l'armée française était obligée d'étendre sa ligne, et de l'affaiblir toujours davantage, à proportion de ses progrès. Son aile droite avait alors à se soutenir contre l'aile gauche des Autrichiens, et à observer les mouvemens du général Hotze, qui s'avançait avec un fort détachement, et menaçait de la prendre à revers et en flanc; mais le général Jourdan ne pouvait plus disposer que de la gauche et du centre de son armée, contre celle du prince Charles, qui, s'étant bientôt apperçu de cet avantage, sut en profiter pour réunir la plus grande partie de ses forces contre la droite des Français, et les obliger, par ce moyen, à se retirer.... Qu'aurait pu faire le général Jourdan, dans une pareille circonstance? Attaquer le centre des Autrichiens, en prenant une partie de son aile gauche; mais, après avoir réussi dans cette attaque, il aurait laissé derrière lui les deux ailes de l'armée autrichienne, et il aurait été obligé de se résoudre à faire une retraite qui lui serait alors devenue à peu près impossible.

Quelques jours avant la retraite du général Jourdan, la division du général Lecourbe était entrée dans l'Engadin, et avait attaqué sans succès les postes de Martinsbruck, Fintersmunz et Nauders. Ainsi la frontière du Tyrol était encore intacte. Le général Laudon s'était posté à Lauffers, d'où il gardait les défilés vers l'Engadin et vers la Valteline, et couvrait la vallée de l'Adige, appelée Venosta.

Le général Lecourbe, ayant reçu des renforts, avait combiné une attaque générale contre tous les postes du général Laudon. A cet effet, il avait marché avec sa division sur Martinsbruck et Nauders, après avoir dirigé les colonnes, aux ordres des généraux de Solles et Loison, sur le Munsterlhal. Pour y parvenir, les Français, conduits par le général de Solles, avaient surmonté des difficultés et des dangers qui auraient effrayé les plus intrépides montagnards; ils avaient gravi, malgré les neiges et les glaces, l'une des plus hautes montagnes des Alpes Juliennes, le Wormeserdoch, qui

sépare les sources de l'Adda de l'une de celles de l'Adige. Après avoir ainsi tourné les défilés retranchés que les Autrichiens gardaient avec la plus entière sécurité, le général de Solles, se précipitant d'une hauteur prodigieuse avec tous les soldats qui avaient pu le suivre, surprit, attaqua à revers Glarentz, et sur-tout le poste de Tauffers. En même temps, le général Loison avait tourné celui de Nauders, et le général Lecourbe avait forcé le passage de Saint-Martinsbruck. Troupes, canons, bagages, tout fut pris; douze cents hommes tués, sept mille faits prisonniers, trente-sept pièces de canon enlevées; le général Laudon, avec quelques fantassins et très-peu de cavaliers, avait eu le bonheur de s'échapper, et d'arriver dans la vallée de Ventosa, où il avait trouvé le général Bellegarde. Ce général marchait à son secours. Il avait attaqué, le 11 germinal (31 mars), les retranchemens du général de Solles, et l'avait obligé de se replier sur Zerneff. Ayant voulu ensuite hasarder l'attaque de ce poste, il en avait été vigoureusement repoussé.

Les Français se trouvaient donc maîtres de la tête des deux grandes vallées du Tyrol, et pouvaient croire qu'ils avaient obtenu le

succès le plus difficile, comme aussi le plus essentiel pour les opérations ultérieures de leurs armées, en-deçà et au-delà des Alpes: ils tenaient, en effet, la clef du Tyrol, la sommité du pays, le partage des eaux; ils couvraient toutes les communications entre la Suisse et l'Italie, et pouvaient, en suivant le cours des rivières par la vallée de Linh et par celle de l'Adige, faciliter les opérations de l'un et de l'autre côté, et pénétrer plus ou moins dans le Tyrol, selon les progrès plus ou moins rapides de leurs armées du Danube ou d'Italie. Mais ces avantages n'étaient relatifs qu'aux plans de guerre offensive, et ceux projetés pour l'Italie avaient encore bien moins réussi que ceux entrepris dans la Souabe. Avant que les armées françaises sous les ordres des généraux Jourdan et Massena, contraintes d'abandonner l'offensive, eussent pris sur la rive gauche, et en suivant tout le cours du Rhin, depuis sa source jusqu'à son embouchure, la plus redoutable ligne de défense, l'armée française avait cherché, en Italie, à déposter les Impériaux de leur forte position sur le bas Adige, pour les rejeter sur la Brenta.

Après avoir éloigné les généraux Joubert et Championet, le directoire, pour commander

en Italie, avait jeté les yeux sur le général Bernadotte : ses talens militaires s'étaient déjà fait connaître avantageusement dans ces contrées, lors de la seconde campagne de Bonaparte, en l'an 5; mais ce général avait cru devoir refuser ce poste périlleux; et, sur son refus, dont il donna les motifs les plus détaillés, [1] le directoire avait fait choix du général Scherer. Quoique ce général se fût distingué dans les armées du nord et des Pyrénées, quoiqu'il eût gagné l'importante bataille de Loano, qui ouvrit l'Italie aux Français, son choix n'avait reçu ni les applaudissemens, ni même l'assentiment du plus grand nombre des Français : on paraissait vouloir lui imputer les déprédations dont on accusait alors les membres du gouvernement, qui semblaient avoir juré la ruine de la république : d'ailleurs, on le croyait peu propre à commander dans un pays rempli de mécontens, dont les ressources étaient épuisées, et dans lequel on ne pouvait trouver à satisfaire les besoins du soldat qu'avec beaucoup de peines, de désintéressement et de sollicitude. A peine donc le général Scherer avait-il pris le commandement de l'armée, que le mé-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

contentement le plus universel s'était manifesté des Alpes au phare de Messine; les insurrections les plus étonnantes se multipliaient de toutes parts; elles étaient presque toutes occasionnées par une nuée insatiable de sangsues qui dévoraient la substance du pays avec un cynisme sans exemple.

On prétend que le général Scherer ayant exigé, en arrivant à Turin, du gouvernement provisoire, une contribution extraordinaire de six cent mille livres, cette demande, sans doute, ordonnée par le directoire, jointe aux sommes exigées par le commissaire Rivaud dans l'Italie antérieure, et par le commissaire Faypoul, dans le royaume de Naples, en comblant le désespoir des Italiens, avait éteint les dernières étincelles des sentimens que plusieurs d'entre eux avaient voués aux Français, et annonçait les triomphes des ennemis de la France.

Le traité de Campo-Formio, qui avait consacré l'existence de la république cisalpine, lui avait accordé une frontière bien difficile à défendre. La destinée de cet état dépendait du sort d'une bataille; il était devenu, dès sa naissance, un objet d'inquiétude pour le gouvernement français, qui craignit que l'explo-

sion de la liberté naissante des Cisalpins, ne devînt contagieuse, et qu'une politique adroite ne réussît aisément à faire naître aux différens peuples de l'Italie l'idée d'une fédération redoutable, [1] qu'il n'eût plus été au pouvoir du directoire de manier comme un instrument soumis à ses volontés. Au lieu de chercher dans les républiques italiennes des alliés puissans, on ne voulait que des états faibles, qui eussent toujours besoin d'être appuyés de la protection du gouvernement français. Ainsi, loin de pousser les pays que l'on venait de républicaniser en Italie, à une grande mesure de fédéralisme, qui aurait assuré la liberté de chacun des états fédérés en particulier, et la puissance générale de tous; loin d'aider les Italiens à développer une grande énergie nationale, à détruire la rouille des anciens préjugés, et à créer une masse imposante de forces auxiliaires, le directoire, croyant appercevoir de grands inconvéniens pour lui dans l'agrandissement de son allié, craignant que la Cisalpine ne s'unît un jour à l'Autriche contre la France, s'était appliqué à maintenir cette république dans un état de faiblesse qui ne lui laissait aucun moyen

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

pour se défendre, et ne la considérait que par les sommes que l'on pouvait en tirer. Une pareille conduite obligea bientôt les Cisalpins à se convaincre que le directoire ne travaillait que pour lui-même; que son but était de tenir sous sa tutelle des peuples auxquels il n'avait donné qu'un fantôme d'existence politique, et qu'il voulait des esclaves, et point d'amis. Cette conviction indigna les Cisalpins, qui, au moment où la puissance française chancela en Italie, ne firent aucun effort pour la soutenir.

Dans ces entrefaites, le bruit se répandit que le directoire avait définitivement résolu la conquête de la Toscane; et le marquis de Manfredini, ministre du grand duc, s'était rendu, en conséquence, au quartier-général, pour y ouvrir une négociation : mais cette démarche n'avait eu aucun succès. Le 9 germinal (29 mars), un corps de trois mille hommes de troupes françaises, sous les ordres du général Gauthier, était entré dans Florence, et en avait occupé les postes principaux, pendant que le général Miollis prenait possession de Livourne avec un peu plus de troupes.

Deux causes cependant avaient empêché de commencer les hostilités du côté de l'Adige; l'armée française était, comparativement, trop

faible, et l'empereur desirait que les Russes, qui devaient renforcer les troupes du général Krai, fussent arrivés assez près du théâtre de la guerre, pour parer au désastre, ou augmenter le succès. Après avoir fortifié Venise et l'avoir mise à l'abri des attaques du côté de la terre et de la mer, les généraux autrichiens s'étaient occupés à faire réparer les fortifications de Legnago, autant que la localité et la briéveté du temps avaient pu le permettre. De Legnago à Vérone, il ne se trouvait aucune place fortifiée. Vérone, vu son immense enceinte, était peu susceptible de défense : on avait néanmoins travaillé à la mettre à l'abri d'un coup de main, et à s'assurer des quatre ponts de pierre sur lesquels on y traverse l'Adige. Dès le moment ensuite où les troupes autrichiennes avaient reçu l'ordre d'entrer en campagne, après avoir fait occuper les villages de Sainte-Lucie et de Saint-Maximin, elles s'étaient réunies dans quatre camps. Le premier, placé à Arqua, dans la Polesine, à deux milles du confluent du canal de la Polisella et du canal Blanc; le second, à Bevilacqua, dans le Véronais, à cinq milles au-delà de Legnago; le troisième, à Consalve, et est dans le Padouan; le quatrième, à Bussolengo, près le lac

de Garde. Par ce moyen, les troupes ne se trouvaient plus dispersées dans tous les villages le long de la ligne, et n'étaient plus exposées à se faire battre en détail. Quoique très à portée de défendre tous les points, les camps, n'étant pas fort éloignés les uns des autres, pouvaient facilement se secourir, et même, si le cas l'exigeait, se réunir en un seul.

Après avoir fait ces premières dispositions, les ennemis avaient placé un gros corps de troupes sur les hauteurs de Pastringo ; ils avaient couvert ces positions, déjà très-fortes par elles-mêmes, de redoutes et de retranchemens garnis de canons. Six bataillons, placés en avant-garde, tenaient le village de Bussolengo, et liaient la communication avec Vérone. L'ennemi avait aussi jeté deux ponts de bateaux; l'un à Pollo; l'autre très-proche de celui-ci, un peu en arrière de Pastringo, à douze milles de Vérone. Quelques mille hommes, avec du canon, garnissaient les hauteurs de la Cize, celle de Calmazin et quelques autres. Ainsi sa droite touchait au lac de Garde, et sa gauche à l'Adige; vingt ou vingt-cinq mille hommes occupaient Vérone, qui était à peu près dans le centre, ainsi que Saint-Maximin et Sainte-Lucie; Legnago et les postes en

avant et en arrière de cette place, qui se trouvait à l'extrémité de la gauche, étaient occupés par dix ou douze mille hommes. Telle était la position de l'ennemi.

De son côté, le général Scherer avait rassemblé son armée sur les frontières de la république cisalpine, derrière les places de Peschiera et de Mantoue, où il avait placé son quartier-général, et où il avait tenu, le 3 germinal (23 mars), un conseil de guerre, dans lequel on avait décidé d'attaquer les Autrichiens avant qu'ils eussent reçu des renforts. Les montagnes du Bergamasque et du Bressan étaient alors impraticables. Le général Scherer n'avait laissé dans Brescia, Bergame et Peschiera, que quatre bataillons; il regardait son flanc gauche comme suffisamment garanti par une division que le général de Solles commandait dans la Valteline, et par les secours que le général Lecourbe pouvait lui envoyer d'Helvétie. Il avait ensuite partagé son armée en six divisions : trois aux ordres du général Moreau : celles Montrichard, Victor et Hatry, étaient chargées de masquer Vérone et Legnago, d'arrêter et de tenir en échec les secours que l'on pourrait diriger de ces places sur Pastringo, par la rive droite de l'Adige;

les trois autres divisions Delmas, Grenier et Serrurier, sous les ordres du général en chef, devaient attaquer et tourner les positions de la droite des Autrichiens.

En effet, le 6 germinal (26 mars), à la petite pointe du jour, les redoutes, et le camp retranché à la droite des Autrichiens, furent attaqués par les divisions Delmas et Grenier. Après quatre heures d'un combat très-acharné, tout fut emporté à la baïonnette; on s'empara du canon de l'ennemi, et de ses deux ponts sur l'Adige.

Pendant cette attaque, la division Serrurier balayait les montagnes, qui de la Cize remontent jusqu'à Rivoli et à la Corona; après avoir chassé tout ce qu'il avait d'ennemis devant lui, et fait beaucoup de prisonniers, il avait pris position à Rivoli.

Dans le temps où la gauche de l'armée française obtenait ces avantages brillans, les divisions Victor et Hatry, au centre, et celle Montrichard, à la droite, aux ordres du général Moreau, avaient été obligées de combattre les ennemis sortis de Vérone et de Porto-Legnago. Déjà les Français s'étaient emparés, dans le centre, de Sainte-Lucie et de Saint-Maximin; et, quoique réattaqués par des troupes fraîches,

ils étaient venus à bout de conserver Sainte-Lucie; ils n'avaient abandonné Saint-Maximin qu'après l'avoir repris trois fois : cependant le général Moreau, après avoir fait quinze cents prisonniers devant Vérone, était venu à bout de conserver le champ de bataille, couvert de morts et de blessés autrichiens.

De son côté, la division Montrichard avait culbuté les troupes qui étaient sorties de Legnago, et les avait poursuivies jusque sur les glacis de cette place; elle avait été attaquée de nouveau par l'ennemi, qui avait reçu des renforts considérables; malgré une résistance opiniâtre, elle avait été obligée, à la nuit tombante, de se replier sur sa première position.

Ainsi l'ennemi avait été, sur tous les points, battu, repoussé, ou contenu, et il paraissait avoir perdu près de neuf mille hommes, dont quatre mille cinq cents prisonniers, outre deux drapeaux, douze pièces de canon, et deux ponts sur l'Adige. La perte des Français paraissait s'élever à environ trois mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers généraux et particuliers.

Mais quelques événemens imprévus, quelques ordres mal conçus, mal exécutés, mal interprétés, ou oubliés dans la chaleur du com-

bat, semblèrent avoir empêché un succès complet dans cette journée, qui aurait pu devenir décisive : 1° en attaquant les retranchemens de Pastringo et de Bussolengo, le général en chef avait recommandé au général Grenier, dès l'instant où il aurait des succès, de s'occuper à détruire les ponts des ennemis, afin de leur couper la retraite, et de les empêcher de repasser l'Adige; et, dans le cas où l'exécution deviendrait trop difficile, il lui avait prescrit de placer un ou deux obus, chargés dans un bateau qui, abandonné au courant, irait faire sauter quelques arches des ponts : mais le général Grenier, après avoir emporté, l'épée à la main, le village de Bussolengo, instruit que le général Delmas éprouvait encore de la résistance à Pastringo, avait marché rapidement sur la droite de ce camp, et après avoir aidé la division Delmas à en chasser l'ennemi, qui se servit de ses ponts pour s'échapper, il n'avait plus été à temps de les couper. 2° Au moment où les ennemis s'enfuyaient par leurs ponts de Pastringo et de Pollo, ils avaient été si vivement poursuivis par les Français, qu'ils n'avaient pu couper qu'un de leurs ponts en se retirant. Quant à l'autre, soit par accident, soit de dessein prémédité, à peine quatre cents Français de l'avant-garde

avaient-ils passé sur ce pont qui restait seul intact, qu'un gros bateau, qui servait de bac au-dessus, se détacha, et, entraîné par la rapidité du fleuve, vint briser deux bateaux du pont, et couper la communication, qui ne put pas être rétablie avant plus de cinq heures de travail. 3° Le général en chef, arrêté par cet accident, était convaincu qu'il ne lui était plus possible, dans cette journée, de suivre ses succès sur la droite de l'ennemi, en le poursuivant sur la rive gauche de l'Adige; il avait pris le parti, après avoir laissé des forces suffisantes pour garder les ponts, de marcher du côté de Vérone. Il ignorait, à la vérité, si l'on s'y était battu, ou si l'on s'y battait, et son incertitude durait encore, quoiqu'il eût envoyé plusieurs officiers pour prendre des informations, et qu'il eût instamment demandé, la veille, au général Moreau, de l'informer, d'heure en heure, de ce qui se passerait le lendemain sur les points où il se trouverait. Le temps s'écoulait, la journée s'avançait, et ce ne fut enfin que très-tard qu'il put apprendre ce qui s'était passé à Sainte-Lucie et à Saint-Maximin; mais il n'était plus temps de seconder les efforts des divisions Victor et Hatry, et l'occasion était manquée d'avoir pris les ennemis qui

étaient sortis de Vérone, ou en flanc ou sur leur derrière, de leur couper leur retraite sur la ville, ou même d'y entrer pendant qu'ils étaient occupés à repousser les attaques du général Moreau avec les deux divisions du centre qui était sous ses ordres; et assurément on peut croire, sans présomption, que le général en chef, venant au secours du général Moreau avec environ seize mille hommes, aurait déterminé la défaite des ennemis vers le centre, et aurait pu probablement entrer dans Vérone, ou avant eux, ou avec eux; et, s'il y avait réussi, il aurait pu couper la ligne de défense des ennemis, et les obliger à se retirer sur la Brenta. Néanmoins, quoique les succès de cette journée n'eussent pas été aussi considérables qu'ils eussent dû l'être, sans l'accident arrivé aux ponts de Pastringo et de Pollo, et ensuite sans les causes qui empêchèrent de recevoir assez à temps des nouvelles de ce qui se passait au centre, le général en chef n'en dut pas moins concevoir les plus flatteuses espérances; il avait lieu de croire qu'une division de l'armée d'Helvétie, réunie à celle de la Valteline, aurait marché sur son flanc gauche, et serait arrivée à Trente au moment où il livrait la bataille du 6. Les suites de cette bataille ayant donné deux ponts sur

l'Adige, le général Serrurier pouvait marcher, sans délai, sur Trente, avec sa division, et la réunir aux deux autres : alors ces trois divisions, menaçant de prendre en flanc et à revers la ligne de l'Adige, forçaient l'ennemi à l'abandonner; Vérone n'aurait pas tardé à être évacuée, et, dès le commencement de la campagne, l'objet le plus difficile était rempli. D'ailleurs, renforcé par les deux divisions de l'Helvétie et de la Valteline, le général en chef se serait trouvé égal en force, ou peut-être supérieur aux Autrichiens, et il aurait pu se flatter d'obtenir des succès.

Mais, après la bataille du 6, on n'avait pas tardé d'apprendre que le général Dessoles était livré à ses propres forces; que, seul, il était obligé de forcer le passage de Sainte-Marie, et d'attaquer ensuite l'ennemi posté à Glarentz; qu'après avoir forcé le Luciensteig, et s'être emparé du pays des Grisons, l'armée d'Helvétie s'était jetée toute entière à gauche; enfin que la division du général Lecourbe ne s'étant pas réunie à celle du général Dessoles; celui-ci, se trouvant trop faible pour percer le Tyrol par son centre, et pour s'avancer sur Trente, était forcé de rester en stagnation, après avoir pris poste au-dessus de Glarentz.

Dès-lors, le général Scherer ne dut plus compter sur les secours qu'il attendait de l'Helvétie et de la Valteline; les succès de la division Serrurier devinrent inutiles, et il se trouva privé de plus de quatorze mille hommes, indépendamment des sept mille qu'il avait été obligé de détacher pour occuper la Toscane : dès-lors aussi, l'armée d'Italie fut dans l'impossibilité de remplir le plan de campagne projeté pour elle. Réduite à aussi peu de forces, elle était hors d'état de se garantir de l'armée autrichienne du Tyrol, sur son flanc gauche, et de celle de Vérone, sur son centre. On était instruit que le prince Charles avait ordonné aux Russes de se rendre dans le Véronais, où plusieurs corps arrivaient en poste. Rien n'était plus naturel; l'armée du Danube s'étant repliée, celle de l'Helvétie se concentrant dans ses positions, et ne menaçant plus le Tyrol, l'ennemi, libre alors de toute inquiétude sur le Danube et dans le Tyrol, devait s'occuper à renforcer l'armée d'Italie. Privé des renforts de l'Helvétie et de ceux de la division de la Valteline, qui restait paralysée sur le sommet des Alpes, le général en chef, maître de deux ponts sur l'Adige, crut pouvoir tenter de faire passer l'armée toute entière dans les plaines du

Véronais, en coupant à travers les montagnes, sur la croupe desquelles les châteaux de Vérone sont situés, quoique ce projet ne fût pas sans inconvénient, puisqu'il fallait, pour l'exécuter, abandonner Mantoue à ses propres forces, et laisser les plaines de la Cisalpine ouvertes aux Autrichiens : cependant, s'il eût été possible, on aurait pu en attendre de grands résultats; mais assuré que les montagnes opposées à l'Adige étaient tellement escarpées qu'il ne pouvait y passer ni artillerie, ni cavalerie, le général Scherer, forcé de renoncer à ce projet, n'ayant plus aucune possibilité d'attaquer le flanc droit de l'ennemi avec des assurances de succès, crut devoir chercher à l'attaquer sur sa gauche, en tentant de passer l'Adige sur des points qui pussent lui donner la facilité de joindre les Autrichiens au-delà de cette rivière, et de les obliger, s'il les battait, à se retirer sur la Brenta : en conséquence, il s'était arrêté à l'idée de passer l'Adige au-dessus de Vérone et de Legnago.

On reprocha dans le temps, au général Scherer, en prenant ce parti, d'avoir évacué tout le pays aux environs du lac de Garde, et d'avoir ouvert la communication du Tyrol aux Autrichiens, qui s'empressèrent alors de pous-

ser leurs patrouilles jusqu'à Peschiera, et même de jeter quelques bombes dans cette place. Si au contraire, disait-on, le général français s'était avancé vers l'Adige supérieure, il lui aurait été facile de forcer les Autrichiens à se rejeter sur la gauche de cette rivière, et, en les y suivant, de rouvrir la communication avec la division Dessoles; il aurait évité en même temps, ajoutait-on, de se trouver sur un champ de bataille infiniment désavantageux par les nombreux canaux et les courans dont il était entrecoupé; il n'aurait pas exposé ses ailes à être tournées, et il aurait été le maître d'accepter ou de refuser le combat : mais n'aurait-il pas en même temps abandonné Mantoue, et aurait-il pu jamais se maintenir dans le haut Adige avec aussi peu de forces, tandis que les ennemis, maîtres du bas de cette rivière, auraient pu agir, à leur gré, sur le Pô et sur le Mincio? Peut-être alors, comme le pensèrent quelques militaires, le général en chef, au lieu de chercher à renforcer son armée par les garnisons du Piémont, aurait-il dû, ne pouvant plus compter sur l'Helvétie ni sur la division Dessoles, faire évacuer momentanément la Toscane, la république romaine, et rappeler la plus grande partie des troupes répandues

infructueusement dans le royaume de Naples : doublant pour ainsi dire ses forces, il eût pu attaquer les Autrichiens avant que les Russes les eussent joints, et rendre alors cette jonction, sinon inutile, à coup sûr bien moins dangereuse. Soit que ces idées ne se fussent pas présentées à l'esprit du général Scherer, soit qu'après les avoir eues et les avoir pesées, il ait craint de n'avoir pas le temps de se faire joindre par les troupes dont nous venons de parler, il persista dans son projet, et donna les ordres en conséquence à cinq divisions de son armée, de se porter à droite, dans le temps qu'il faisait filer un équipage de pont sur Castellara.

Pendant que cette marche s'exécutait, et pour masquer ce mouvement, le général Serrurier avait reçu l'ordre, après avoir laissé quelques bataillons à la garde des ponts de Pollo et de Pastringo, de passer l'Adige avec le reste de sa division, et de se diriger sur Vérone, observant sur toutes choses de ne point se compromettre : en conséquence, ce général, après avoir passé l'Adige le 10 germinal (31 mars), de très-grand matin, s'était avancé, en descendant cette rivière, presque vis-à-vis de Bussolengo; l'ennemi tenait quelques troupes sur le revers des montagnes auxquelles ce village est

adossé. Les Français les attaquèrent avec impétuosité; et, après les avoir culbutées, s'abandonnèrent, malgré les ordres du général, à une poursuite sans ordre. Bientôt l'ennemi, fuyant à toutes jambes, fut recueilli par un gros corps de troupes qui sortit de Vérone. La supériorité triple de l'ennemi lui donnant alors de l'audace, il fit reculer à son tour l'infanterie qui l'avait poursuivi en désordre, et la ramena très-vîte jusqu'au village de Bussolengo. Des charges vigoureuses du cinquième régiment de dragons, et de quelque cavalerie piémontaise, lui donnèrent le temps de se rallier et de rejoindre ses ponts, que le général Serrurier fit couper dès qu'il fut assuré que sa division avait repassé l'Adige.

De son côté, l'armée était arrivée le 10 au soir dans sa nouvelle position; le centre se trouvait vis-à-vis d'Albaredo; une division en réserve sur la droite, deux divisions aux ordres du général Moreau, en équerre, sur le flanc gauche, occupant le village de Butta-Preda et les sources du Tartaro, veillaient sur tout ce qui sortait de Vérone. Le quartier-général était placé à Isola della Scala, au centre de l'armée.

Avant de prendre cette position qui concentrait ses forces, couvrait Mantoue et le mettait

à portée de passer l'Adige au-dessous de Vérone, le général Scherer avait jeté une forte garnison dans la petite ville de Peschiera ; mais le général Kraï avait à peine été instruit de ce mouvement, que, voulant profiter des avantages qu'il lui donnait après avoir reçu des renforts de ses derrières, il avait fait passer l'Adige à toute la droite de son armée, afin d'occuper Castel-Nuovo, de masquer Peschiera, de resserrer la gauche des Français, et même d'en tourner le flanc. Le 14, dans l'après-midi, le général autrichien avait fait une grande reconnaissance sur les divisions commandées par le général Moreau. Celui-ci, après avoir repoussé les ennemis, convaincu que leurs desseins étaient d'attaquer très-incessamment, s'était empressé, dans la nuit du 14 au 15, en faisant connaître ce mouvement au général en chef, de lui demander des ordres pour recevoir la bataille dans sa position, ou pour prévenir l'ennemi, en marchant au-devant de lui.

D'après ces avis, il n'y avait plus à hésiter, ni un moment à perdre. Le général Scherer, pour éviter d'être tourné par sa gauche, ainsi que l'ennemi paraissait le projeter, répondit à deux heures du matin, le 15, au général Moreau, qu'il allait donner ordre à la division

Victor de se mettre en ligne parallèle avec lui, et aux autres divisions de la droite, Grenier et Delmas, de se rendre, à marches forcées, vers la gauche, pour la renforcer ; mais les pluies continuelles avaient tellement dégradé les chemins du Mantouan, déjà très-mauvais, qu'il était à craindre que l'ennemi ne formât son attaque sur la gauche, avant l'arrivée des divisions de la droite.

Cependant le général Scherer s'était mépris sur les desseins de l'ennemi. Pendant qu'il donnait des ordres pour fortifier sa gauche, le général Kraï, d'après un ordre parti de Peschiera, qui était tombé entre ses mains, ayant soupçonné que le projet du général français était de tenter encore le passage de l'Adige, avait pris la résolution de le prévenir et de l'attaquer sur tout son front : les deux armées avaient donc reçu à la fois et présenté la bataille.

Les espions s'étant accordés à dire que l'ennemi avait fait sortir beaucoup de troupes de Vérone dans les journées du 14 et du 15, qu'il avait placées à Sonna et à Somma-Campagna ; qu'en outre il avait placé un corps de sept à huit mille hommes à Villa-Franca, sur le flanc gauche du général Moreau, après un conseil de guerre tenu à Settimo, quartier de ce géné-

ral, le général Scherer avait arrêté son plan d'attaque.

Les divisions Victor et Grenier, réunies, eurent ordre de marcher sur San-Giacomo, et de tenir en respect les troupes qui voudraient sortir de Vérone. La division Delmas devait remplacer à Butta Preda la division Montrichard, se porter ensuite à Dossobono, pour soutenir les divisions Victor et Grenier, ou seconder, au besoin, l'attaque du général Moreau. Celui-ci, avec les divisions Hatry et Montrichard, était chargé d'attaquer l'ennemi à Sonna et Somma-Campagna, tandis que le général Serrurier, placé à la gauche de l'armée, et sous les ordres du général Moreau, attaquerait les troupes ennemis passées à Villa-Franca. L'attaque devait commencer à six heures du matin; mais les mauvais chemins ayant retardé la marche des divisions Grenier et Delmas, le moment de l'attaque le fut successivement jusqu'à onze heures; ce qui était déjà un très-grand mal. Cependant, dès qu'elles se furent réunies, les divisions Grenier et Victor poussèrent vigoureusement l'ennemi jusqu'au-delà du village de Saint-Jean, dont la division Grenier s'empara. Pendant que cette attaque s'exécutait à droite, l'ennemi se portait en force sur

le camp qu'occupait le 16 le général Moreau, qui en était sorti le matin pour se porter en avant; de manière que ce général se trouva attaqué, sur ses derrières, en même temps que la division Delmas l'était sur son front, à mesure qu'elle se formait à la tête du village de Butta Preda. Dans une position aussi critique, le général Moreau, sans s'étonner de la manœuvre des ennemis, après avoir fait exécuter un à droite à ses troupes, laissant Sonna et Somma-Campagna à gauche, avait attaqué lui-même les ennemis, qu'il avait forcés de reprendre le chemin de Vérone. Le général Serrurier attaquait, pendant ce temps, Villa-Franca, et finissait par l'emporter et par faire plusieurs prisonniers.

Cependant l'intervalle laissé entre les divisions Hatry et Montrichard, et celles Grenier et Victor, par la manœuvre qu'avait exécutée le général Moreau, et sur-tout par sa marche en avant en suivant l'ennemi, avait donné à celui-ci la facilité de se porter contre la division Delmas, de l'attaquer de front, et même de la déborder. Celle-ci, quoiqu'elle n'eût pu réunir la totalité des corps qui la composaient que vers les deux heures après midi, avait toujours manœuvré avec tant de courage et de sang

froid, qu'elle avait repoussé toutes les attaques de l'ennemi, lui avait fait douze cents prisonniers, et s'était emparée de cinq pièces de canon.

Le combat durait depuis quatre heures, sans relâche; l'ennemi était repoussé sur la gauche et dans le centre; il se soutenait devant la droite; il se décida alors à faire sortir des troupes fraîches de Vérone, avec lesquelles il réattaqua les divisions Grenier et Victor, qui, dépassées sur leur flanc droit, et accablées par une grande supériorité de forces, furent obligées de se replier sur Isolla della Scala. Malheureusement la division Delmas n'avait aucune troupe dont on pût disposer pour secourir les deux divisions de la droite : il fallut alors prendre le parti de la faire déployer en arrière à droite, pour protéger leur retraite sur Duicastelli et Castiglione Mantouano.

Contenu par la division Delmas, l'ennemi ralentit alors sa poursuite : il était plus de six heures du soir. Ce ne fut qu'à cette heure où le général en chef put apprendre que le général Moreau s'était porté jusque près de Vérone, toujours en poussant l'ennemi, et où il se crut obligé d'envoyer l'ordre à ce général de se replier, pendant la nuit, à Vigasio, et d'y rassembler ses trois divisions.

Il se présente ici, relativement à cette journée, plusieurs réflexions qu'il est peut-être important de développer. Le général Scherer ne pouvait-il pas tirer un grand parti de l'importante position du Mincio, l'une des plus formidables de ces contrées, et déjà si bien connue par l'usage qu'en avaient fait plusieurs généraux depuis M. de Catinat? Ne pouvait-il pas couvrir son aile gauche par la forteresse de Peschiera, renforcée par un camp retranché, placé sur les hauteurs de Cavalcasella, sa droite, appuyée à Mantoue, en occupant Borghetto et Goito, ou bien en s'étendant de Mantoue à Governolo, après avoir aussi pris la précaution de s'y fortifier? Dans une circonstance à peu près semblable, Bonaparte sut se décider à abandonner le siége de Mantoue, et à se porter à Castiglione di Stiviere, et à Solfarino, où il battit ensuite complétement le général Wurmser. Ainsi posté sous Peschiera et Mantoue, le général français n'aurait-il pu refuser assez long-temps la bataille, pour donner aux troupes de la Toscane, de Rome et de Naples, la possibilité de le joindre? Quelques officiers ont prétendu qu'il ne convenait pas à une armée qui avait repoussé les ennemis huit jours auparavant, d'aller se retrancher sous Peschiera et

Mantoue : d'autres ont dit que le directoire, qui voulait prévenir l'arrivée des Russes, avait ordonné à son général d'attaquer l'ennemi avant qu'il eût reçu des renforts ; mais ni l'une ni l'autre de ces raisons ne peuvent être admises pour excuse : il ne s'agissait pas de savoir que l'on avait repoussé les ennemis le 6, mais bien de réfléchir que l'on n'avait remporté sur eux aucun avantage, et que, depuis, on avait appris l'impossibilité au général Dessoles de se joindre à l'armée d'Italie, et au général Lecourbe d'y envoyer des secours. Quant aux ordres du directoire, devenus inexécutables, en consultant les événemens, la force réelle de l'armée, celle des ennemis, ses positions et la raison, rien ne pouvait autoriser à risquer le sort d'une bataille dont la perte entraînait celle de l'Italie. Peut-être dira-t-on que le directoire n'avait pas autorisé le général Scherer à disposer à son gré, et suivant les circonstances, de toutes les forces qui se trouvaient en Italie : si cela était, pourquoi, instruit, dès le 6 germinal, qu'il ne pouvait plus compter sur des secours du Tyrol ou de l'Helvétie, ne s'était-il pas empressé de solliciter du directoire la permission si nécessaire de se mettre en état de repousser les Autrichiens, par

la jonction à son armée de toutes les troupes qui se trouvaient alors en Toscane, dans la république romaine et dans le royaume de Naples? Pourquoi avait-il attendu jusqu'au 18 germinal, deux jours après la perte de la bataille de Magnano, pour prévenir le général Magdonal de se tenir prêt à partir au premier ordre? Pourquoi enfin avait-il attendu jusqu'alors, pour demander au général Gauthier de lui envoyer la plus grande partie des troupes qui se trouvaient à ses ordres dans la Toscane? et, certes, ces troupes faisaient bien partie de son armée.

On a aussi reproché au général en chef d'avoir livré la bataille le 16 : n'aurait-il pas fallu, au contraire, lui reprocher de s'être mis dans le cas de la recevoir? car, dès le 14, il n'était plus maître de la refuser. Mais pourquoi, se trouvant aussi inférieur en forces, ce général s'arrêta-t-il au projet de passer l'Adige au-dessous de Vérone ou de Legnago? Il devait bien prévoir que, dès l'instant où l'ennemi pénétrerait ses projets, il ferait passer cette rivière à la droite de son armée, et serait en état, en se maintenant à Vérone et à Porto-Legnago, de n'avoir rien à craindre des Français qui oseraient se hasarder sur la rive gau-

che du bas Adige : dans ce cas, en effet, comment auraient-ils pu jamais réussir à passer cette rivière en présence d'une armée qui l'occupait sur ses deux rives, et qui pouvait être à peu près assurée de les battre sur l'une et sur l'autre, au moment où une partie, se trouvant sur la rive gauche, le reste encore sur la rive droite, se serait disposée à se porter sur la rive opposée?

On ne croit pas devoir partager l'opinion de ceux qui accusèrent le général Scherer d'avoir perdu la bataille par sa faute. On pense, au contraire, qu'il faut attribuer le non succès de cette journée : 1° A la supériorité de l'ennemi sur sa gauche, sur-tout à la fin de la journée; 2° à l'impossibilité où se trouvèrent les divisions Grenier et Delmas d'arriver assez à temps pour attaquer les ennemis à six heures du matin; 3° à la même cause qui, ayant obligé la division Delmas, au lieu d'être rendue à Butta Preda de très-grand matin, d'y être réunie à peine à deux après midi, empêcha cette division de se porter à Dossobono, où elle aurait vigoureusement secondé les divisions Grenier et Victor, et empêché les ennemis de se porter sur les derrières du général Moreau; 4° au retard dans l'attaque, qui empêcha le général

Moreau de marcher de très-grand matin; de rencontrer les ennemis très-proche de Vérone, et de les y attaquer, au lieu d'être attaqué lui-même dans son camp; 5° enfin à l'acharnement que mirent les divisions aux ordres du général Moreau à poursuivre l'ennemi : emportées par leurs succès et par le desir ou l'espérance d'entrer dans Vérone, elles oublièrent trop long-temps qu'elles abandonnaient la droite de l'armée, et qu'elles encourageaient, par cette démarche, les Autrichiens à porter leurs plus grands efforts contre cette partie ainsi affaiblie, avec la presque certitude, s'ils réussissaient, de tourner et de faire plier les divisions Grenier et Victor, et de rendre inutiles les efforts de la division Delmas, et les succès des divisions Montrichard, Hatry et Serrurier. Les personnes qui transformèrent la journée du 16 en une défaite complète, ne furent pas moins injustes, puisque, indépendamment de trois mille prisonniers, de beaucoup de blessés, et de plusieurs pièces de canon prises sur l'ennemi, celui-ci laissa le champ de bataille jonché de ses morts.

Après la bataille du 16, les deux armées ayant passé la nuit sur le champ de bataille, le général Scherer crut devoir mettre Mantoue

en état de faire une longue résistance : en conséquence, indépendamment de la garnison qui y était déjà, il y fit entrer six mille six cents hommes, et il approvisionna la ville, pour plus d'un an, en munitions de guerre et de bouche. Cette diminution de troupes, jointe aux différentes pertes faites, en morts et en blessés, dans les journées du 6 et du 16, ayant réduit l'armée à vingt-huit mille hommes, le général fut obligé de réduire à trois le nombre de ses divisions : ayant évacué en même temps Isola della Scala et Villa-Franca, il fit sa retraite par Roverbello, où son arrière-garde prit poste le 18 germinal (7 avril).

Pendant que l'armée française passait ainsi le Mincio à Gaeto, le général Krai avait profité de ce moment pour faire passer cette rivière, par une avant-garde, à Vallegio, afin de bloquer complétement Peschiera et Mantoue du côté de l'est, en lui coupant toute communication avec Ferrare, et de s'emparer du poste important de Governolo : en même temps, une portion de l'armée ennemie du Tyrol, descendue par la Rocca-d'Anfo, se dirigeait sur Brescia, en arrière du flanc gauche des Français.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

Dès-lors le général Scherer crut que la ligne du Mincio n'était plus tenable. En effet, on pouvait traverser par-tout cette rivière à gué; et l'ennemi, occupant les hauteurs de Vallegio, faisait, sous ses yeux, de grands préparatifs pour la passer : d'un autre côté, toute la chaîne des postes français et cisalpins, depuis Bormio jusqu'aux lacs d'Idro et de Garde, ayant été attaquée le 19 germinal (8 avril), l'armée française et cisalpine s'était retirée sur Brescia, après avoir évacué les retranchemens de Saint-Antoine et la petite forteresse de Rocca-d'Anfo, sur la droite du lac d'Idro. Forcée alors d'abandonner la position du Mincio, l'armée avait reçu l'ordre de se retirer derrière l'Oglio; et le général avait fait arriver, à marches forcées, des troupes pour garnir les ponts de l'Adda, et empêcher les ennemis de pénétrer jusqu'à Milan. Cette retraite, suite funeste de la bataille de Magnano, enlevait tout appui du côté de l'Helvétie, compromettait le corps d'armée confié aux ordres du général Magdonal dans le royaume de Naples, et allait bientôt ôter tous les moyens de communication avec les états de Parme, la haute Toscane et la république ligurienne.[1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).

Telle était, dans l'Italie supérieure, la position respective des armées française et italienne, au moment de l'arrivée des premières colonnes de l'armée russe. Mais, dans le Tyrol, dès le 7 germinal (27 mars), le général Lecourbe s'était retiré dans l'Engadin; et le général Dessoles, attaqué et repoussé deux fois par le général Bellegarde, avait été obligé d'effectuer sa retraite dans le haut Engadin: le général Massena, ayant réuni le commandement de l'armée du Danube à celui de l'armée de la Suisse, s'était uniquement occupé de la défense du cours du Rhin, tandis que l'archiduc se bornait à des mouvemens peu importans aux environs du lac de Constance et dans le Brisgaw.

La perte des Français et des Autrichiens, dans les deux batailles qu'ils venaient de se livrer en Italie, était à peu près égale; mais la grande supériorité des Impériaux, depuis la jonction des Russes, leur assurait les avantages les plus décisifs.

Le well-maréchal comte de Souworof avait fait son entrée dans Vérone, le 28 germinal (17 avril);[1] il avait pris sur le champ le commandement de l'armée austro-russe, composée alors de plus de cent dix mille combattans, et une partie de cette armée avançait dans la république cisalpine, par les deux bords du lac de Garde, tandis que sa gauche, passant le bas Pô au-dessus de Ferrare, faisait insurger le Ferrarois.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

Les Français alors ne pouvant plus se maintenir dans le Mantouan, le général Scherer n'ayant plus à sa gauche aucun appui, avait été forcé de continuer sa retraite, et de passer la Chiesa, avec le gros de son armée, à Sole, tandis que peut-être il eût été préférable alors de concentrer sur le champ toutes ses forces derrière le Pô.

A mesure que les Français s'étaient éloignés de Mantoue, les Autrichiens avaient resserré cette place; ils n'avaient pas tardé, à cause de la retraite précipitée de l'armée, de faire tomber les postes les plus nécessaires à son avitaillement, en coupant la communication avec Ferrare et Modène, en s'emparant de Ponte-Molino, de Governolo, de trente-deux barques chargées de canons de fer, et, quelques jours après, de Borgo-Forte, et d'un équipage de pontons qui s'y trouvait encore renfermé: ainsi Mantoue, abandonnée à ses propres forces,

était déjà bombardé, et soutenait un siége en forme, conduit par le général Saint-Julien. [1]

Le 3 floréal (22 avril), l'armée autrichienne s'était portée en force sur l'Oglio, pendant qu'un corps de troupes assez considérable marchait sur Crémone. Les Russes, mêlés avec les Autrichiens, se portaient sur la partie du village de Pallazolo, situé sur la rive gauche. Après deux heures de canonnade, l'ennemi avait été forcé d'abandonner ce village. En même temps, les paysans des bords de l'Oglio favorisaient les Autrichiens, et leur préparaient des moyens de passage vers la gauche du général Serrurier, qui allait se trouver en Lair. D'un autre côté, l'ennemi, franchissant les montagnes du Bergamasque, menaçait de prendre à revers cette division. Ces différens motifs avaient décidé le général en chef à se retirer sur l'Adda.

En conséquence, le 4 floréal (25 avril), l'armée française avait évacué Crémone; le 5, le quartier-général était à Inzago. La division Serrurier, après s'être repliée par Bergame, sur le pont de Lecco, devait garder ce pont, qui était retranché, et de là se prolonger jusque près de Vaprio. La division Grenier, qui était

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (37).

venue occuper le pont de Cassano, devait étendre sa gauche jusque vers la droite du général Serrurier, et porter sa droite vis-à-vis de Rivalta. Là, elle se liait avec la gauche de la division Victor, qui, occupant le pont de Lodi, s'étendait très-près de Pizzigithone, d'où l'avant-garde se prolongeait jusqu'au Pô.

Le général Scherer, après avoir ainsi disposé ses troupes, après avoir tiré de la Valteline la 39e demi-brigade, dont il renforça la division Serrurier, donna aux généraux une instruction pour la défense de l'Adda; il avait cru pouvoir se maintenir derrière cette rivière environ quinze jours, et sans doute y recevoir des renforts, ou y aviser aux moyens de faire une retraite honorable; mais si le général croyait devoir paraître tranquille sur les événemens à venir, il n'en était pas de même à Milan, où les derniers événemens si désastreux, arrivés à l'armée française, avaient fait fermenter toutes les passions qui augmentaient encore l'embarras des circonstances. Les hommes dépouillés du pouvoir croyaient le temps favorable pour le reconquérir; ils étaient sortis de leur obscurité, et avaient reparu sur la scène; l'ambition et l'amour propre étaient leurs principaux mobiles. Les insensés se réjouissaient des

malheurs de la guerre, dans l'espérance qu'ils pourraient favoriser leurs vues et leur rendre les funestes emplois dont ils étaient si jaloux; ils avaient cherché en conséquence à diviser le directoire cisalpin, et à faire entrer dans leurs projets quelques-uns de ses membres.

On avait proposé d'armer sur-le-champ les citoyens, le peuple cisalpin ayant été désarmé d'après les ordres du directoire français et ses craintes; l'opération du réarmement était extrêmement difficile dans la circonstance critique où l'on se trouvait. Si la garde nationale eût été organisée au commencement de la campagne, elle eût formé, derrière l'armée, une ligne dont on eût pu tirer des bataillons pour les garnisons, les convois, le service des gardes du camp, etc.; mais alors chacun refusait les armes qu'on lui offrait; les réquisitions de tout genre, augmentées par l'irrégularité du service militaire, avaient rendu odieux le nouveau régime, dans lequel on ne trouvait qu'un changement d'esclavage.

On ne voyait plus dans les Français que des hommes qui avaient employé les mots de bienfaisance et d'humanité comme un talisman pour séduire les peuples, et s'enrichir de leurs dépouilles : ce n'étaient plus ces patriotes zélés accoutumés aux privations et aux fatigues, recevant avec reconnaissance le pain offert par l'hospitalité, et faisant chérir la liberté qu'ils apportaient en Italie; c'étaient des maîtres durs et insatiables, devenus les tyrans et les vampires de ceux qu'ils auraient dû protéger ou soulager. Le soldat, l'officier, voyaient encore dans les Cisalpins des amis et des frères; ils inspiraient encore l'estime et l'admiration, tandis que les malédictions publiques poursuivaient jusque sur leurs chars brillans, et dans le fond de leurs palais, les administrateurs infidèles et ces fournisseurs cupides plus que dans aucune autre guerre, les sangsues d'un peuple malheureux qu'ils épuisaient sans pitié. Les Cisalpins desiraient le retour des Autrichiens, dont le joug était bien plus pénible, mais dont la tyrannie méthodique laissait éclater moins de violence, moins d'emportement.

Dans des circonstances aussi critiques, le directoire cisalpin, effrayé par les succès des ennemis et leur marche rapide vers l'Adda, se préparait à s'éloigner. Cet événement eût paralysé toutes les ressources de l'armée; la solde était arriérée de plus de trois millions; les services étaient prêts à manquer de tous côtés; il fallait de prompts remèdes à d'aussi grands maux.

Le général Scherer s'étant décidé alors à se rendre à Milan pour tâcher de rassurer le directoire et les deux conseils, après avoir fait part, le 6, au général Moreau, de cette résolution, lui avait remis le commandement de l'armée, et était parti le 7. Arrivé à Milan, le général Scherer y ayant trouvé un courrier du directoire, qui consentait à son rappel, et confiait le commandement en chef au général Moreau, il s'était empressé, dans la nuit du 7 au 8, d'expédier à Inzago un officier pour porter sa nomination à ce général, et lui donner un exposé de la situation de l'armée, et des points où se trouvaient les différens corps qui en étaient détachés.

Au moment où le général Moreau recevait le commandement en chef, l'armée, depuis le 16 germinal jusqu'au 6 floréal, malgré la supériorité immense de l'ennemi, n'avait cédé que les pays renfermés entre le Mincio et l'Adda; elle n'en était pas moins réduite à vingt-huit mille hommes, et placée au milieu de l'Italie sans aucun appui, tandis que le général Souworof embrassait avec des forces à peu près triples, et débordait par ses ailes toutes les lignes des postes français sur l'Adda.

Dans une pareille position, en vain le nouveau général en chef, après avoir porté son quartier-général à Milan, s'était-il retranché sur la rive droite de l'Adda, et avait-il rompu tous les ponts; en vain pressé par des forces supérieures, hâtait-il l'arrivée des secours qu'il attendait de la Suisse, de la Toscane et du sud de la France; il n'est pas probable qu'il espérât se maintenir long-temps dans le Milanais: mais s'il abandonnait trop tôt la haute Italie et les lacs qui couvraient sa gauche, il ne pouvait plus songer à recevoir la division Dessoles, détachée de l'armée du général Massena; et, s'il tardait trop à se rapprocher des Appenins et de la côte de Gènes, il ne pouvait rallier à sa droite la division qui avait dû évacuer la Toscane, et encore moins l'armée de Naples. Déjà même les troupes impériales avaient passé le Pô; Pizzigithone était presque investi, et un général autrichien marchait sur Plaisance.

Dans une circonstance aussi épineuse, le général Moreau avait pris le parti de se retrancher sur le haut Adda, sans doute pour y attirer l'attention et les principales forces du maréchal de Souworof, afin de dégager sa droite et de faciliter sa retraite sur Alexandrie; en conséquence, il avait fait fortifier et garnir d'artillerie la tête du pont de Cassano, couverte

Le général Scherer s'étant décidé alors à se rendre à Milan pour tâcher de rassurer le directoire et les deux conseils, après avoir fait part, le 6, au général Moreau, de cette résolution, lui avait remis le commandement de l'armée, et était parti le 7. Arrivé à Milan, le général Scherer y ayant trouvé un courrier du directoire, qui consentait à son rappel, et confiait le commandement en chef au général Moreau, il s'était empressé, dans la nuit du 7 au 8, d'expédier à Inzago un officier pour porter sa nomination à ce général, et lui donner un exposé de la situation de l'armée, et des points où se trouvaient les différens corps qui en étaient détachés.

Au moment où le général Moreau recevait le commandement en chef, l'armée, depuis le 16 germinal jusqu'au 6 floréal, malgré la supériorité immense de l'ennemi, n'avait cédé que les pays renfermés entre le Mincio et l'Adda; elle n'en était pas moins réduite à vingt-huit mille hommes, et placée au milieu de l'Italie sans aucun appui, tandis que le général Souworof embrassait avec des forces à peu près triples, et débordait par ses ailes toutes les lignes des postes français sur l'Adda.

Dans une pareille position, en vain le nouveau général en chef, après avoir porté son quartier-général à Milan, s'était-il retranché sur la rive droite de l'Adda, et avait-il rompu tous les ponts; en vain pressé par des forces supérieures, hâtait-il l'arrivée des secours qu'il attendait de la Suisse, de la Toscane et du sud de la France; il n'est pas probable qu'il espérât se maintenir long-temps dans le Milanais: mais s'il abandonnait trop tôt la haute Italie et les lacs qui couvraient sa gauche, il ne pouvait plus songer à recevoir la division Dessoles, détachée de l'armée du général Massena; et, s'il tardait trop à se rapprocher des Appenins et de la côte de Gènes, il ne pouvait rallier à sa droite la division qui avait dû évacuer la Toscane, et encore moins l'armée de Naples. Déjà même les troupes impériales avaient passé le Pô; Pizzigithone était presque investi, et un général autrichien marchait sur Plaisance.

Dans une circonstance aussi épineuse, le général Moreau avait pris le parti de se retrancher sur le haut Adda, sans doute pour y attirer l'attention et les principales forces du maréchal de Souworof, afin de dégager sa droite et de faciliter sa retraite sur Alexandrie; en conséquence, il avait fait fortifier et garnir d'artillerie la tête du pont de Cassano, couverte

elle-même par le Ritorto-Canale, garni d'avant-postes fortifiés : sa gauche, sous les ordres du général Serrurier, s'étendait presque sur la rive droite de la branche orientale du lac de Côme, dans un endroit resserré, avec un pont dont la tête, sur la rive gauche, était très-retranchée : sa droite, aux ordres du général Delmas, était à Lodi, couverte par Pizzighitone. Quelque sages, quelque suffisantes qu'aient pu paraître ces dispositions, on n'en n'a pas moins blâmé le général Moreau d'avoir tenu aux idées du général Scherer, dans son projet de défense du passage de l'Adda, contre une armée trois fois plus forte que la sienne : on l'a blâmé d'avoir cru qu'il était impossible aux Autrichiens de jeter un pont à Trevizo; on a jugé qu'avec aussi peu de monde il n'eût pas dû étendre son armée depuis le lac de Côme jusqu'à Pizzighitone : on a été étonné qu'il eût aussi peu fortifié le Ritorto et le pont de Cassano : ce point était cependant le plus important de sa défensive, dans le dessein où il devait être de se retirer à Alexandrie si les Austro-Russes passaient l'Adda de vive-force : la raison d'attendre la division Dessoles n'était pas suffisante, a-t-on dit, pour hasarder le sort de toute l'armée, sur-tout dans une circonstance où toutes les probabilités étaient en faveur des ennemis.

Quoi qu'il en soit, pendant ces dispositions, le maréchal de Souworof avait marché de l'Oglio sur l'Adda; et, en arrivant sur les bords de cette rivière, il avait disposé son armée sur trois colonnes : celle de droite s'était portée sur le poste de Lecco; la colonne du centre avait marché sur Vaprio, celle de gauche sur Cassano. Bientôt le poste de Lecco avait été attaqué et emporté : on avait rétabli le pont ruiné par les Français à Trivio, et l'on s'en était servi pour faire passer quelques troupes sur la rive droite de l'Adda. En même temps le quartier-maître général de l'armée austro-russe était parvenu à faire établir un pont sous le château de Trezo, et presque sous les yeux du général Serrurier, malgré les difficultés qu'offraient la violence du courant et l'escarpement du rivage. Quelques troupes russes, après avoir passé ce pont sans être apperçues, avaient surpris, attaqué, délogé et poursuivi les Français jusqu'à Pozzo. Averti de ces événemens, le général Moreau s'était empressé de renforcer sa gauche; la division Grenier avait marché sur Trivio, où elle avait rencontré la partie de la division Serrurier repoussée de Trezo : elle l'a-

vait soutenue dans un combat furieux. Les Français, encore renforcés par une partie de de la division Victor, avaient gagné le flanc droit des Autrichiens, du côté de Trivio, et ils étaient sur le point de l'envelopper et de le culbuter dans l'Adda, quand une nouvelle division de l'armée austro-russe étant accourue, les ennemis, ayant repris l'avantage, avaient emporté le village de Pozzo, bientôt après celui de Vaprio; et, en séparant par ce mouvement la division Serrurier de celles qui avaient tenté vainement d'arriver jusqu'à elles, ils n'avaient pas tardé à l'envelopper à Verderio, et à l'obliger à capituler. Les Français n'avaient pas été plus heureux à la droite; le général Melas, après avoir forcé les retranchemens du Ritorto-Canale, avait remporté si rapidement la tête du pont de Cassano, qu'il avait pu le sauver de l'embrasement, s'en servir pour passer l'Adda, et arriver le soir même à Gorgonzelo. [1]

L'arrêté du directoire, qui confiait le commandement de l'armée au général Moreau, était arrivé trop tard: en vain ce général avait-il donné des preuves de talens dans la journée

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

du 8, en vain s'était-il battu à la tête des colonnes, où il avait eu plusieurs de ses aides-de-camp tués à ses côtés; l'ennemi, infiniment supérieur en force, avait passé l'Adda, et l'avait mis dans la nécessité de s'occuper uniquement d'une retraite qu'il eût dû effectuer plus tôt s'il en eût été le maître. L'armée française, après avoir perdu quatre généraux, cent pièces de canon, trois mille hommes laissés sur le champ de bataille, beaucoup de blessés, et près de quatre mille prisonniers, avait achevé sa retraite pendant la nuit, au-delà de Milan et du Tésin.

Instruit de cette position critique, le directoire cisalpin était sorti de Milan sans prendre aucune précaution; la retraite des Français avait glacé d'effroi les esprits les mieux disposés : l'amour de la patrie était étouffé par la crainte du danger personnel, la représentation nationale était dissoute, et l'état n'avait plus ni chefs, ni défenseurs. Le 9 floréal, (28 avril) à quatre heures du matin, Milan était évacué par l'état-major; un gouvernement provisoire avait été nommé en attendant les Austro-Russes, et le général Bechant avait protesté au général Moreau de se défendre jusqu'à la dernière extrémité dans le château de Milan,

quoiqu'il n'eût que treize cents hommes, six pièces d'artillerie, et très-peu de munitions. Cependant les alliés étaient aux portes de la ville, et tous ceux qui avaient contribué à l'établissement du nouveau gouvernement, et montré des dispositions favorables aux Français, s'enfuyaient avec tant de précipitation et une telle confusion, que, si l'ennemi les avait poursuivis, il eût pu enlever, au passage du Tésin, la divison Grenier, chargée de protéger cette multitude de malheureux, au désespoir de laisser à la merci des Russes et des Autrichiens leurs femmes, leurs enfans, leurs habitations, leurs propriétés.

Après ces différentes marches d'armées, après ces combats, on était surpris qu'au milieu de tant d'opérations hostiles, le congrès de Rastadt ne fût pas séparé. L'archiduc Charles, en quittant les bords du Lech, avait notifié à la légation française près la diète de Ratisbonne, qu'elle eût à quitter cette ville : sur son refus d'obéir, il avait fait conduire militairement, aux avant-postes français, les individus qui la composaient. Cette violence avait pour prétexte l'invasion du général Jourdan en Allemagne : à la veille d'être attaqué, l'archiduc ne voulait pas laisser sur les derrières de son

armée des hommes qui, sous le bouclier de l'inviolabilité diplomatique, pouvaient servir d'espions à ses ennemis.

Les ministres impériaux, craignant des représailles de la part des Français, maîtres des environs de Rastadt, avaient quitté cette ville; et leur absence détruisait, par le fait, l'activité du congrès : cependant les ministres français continuaient leur séjour dans Rastadt; mais, les Français ayant été forcés de repasser le Rhin, les Impériaux s'étant emparés de Rastadt, et leurs patrouilles allant jusqu'à Kelh et à Seltz, les ministres de France et d'Italie se décidèrent alors à passer à la gauche du Rhin, le 4 floréal (23 avril).

Le même jour, un courrier de la légation française, muni d'un passe-port, avait été arrêté sur la route de Seltz, par un détachement d'hussards, et conduit au quartier du colonel Barbatzi, qui avait refusé de lui rendre sa liberté, ni de renvoyer ses dépêches. Sur cette nouvelle, les ministres français faisaient leurs préparatifs pour partir le 9 floréal (28 avril); mais ils crurent important à leur sûreté de demander une escorte. Toute la journée avait été employée en pourparlers à ce sujet, lorsqu'à huit heures du soir ils reçurent ce billet : « Mi-

« nistres, vous concevez facilement qu'au mi-« lieu des postes occupés par les troupes impé-« riales, on ne saurait tolérer aucun citoyen « français. Vous m'excuserez en conséquence, « si je me vois obligé de vous signifier de quit-« ter Rastadt dans l'espace de vingt-quatre « heures. »

D'après ce billet, les ministres étaient partis entre neuf et dix heures du soir. La nuit était sombre : on portait des torches devant leurs voitures. A peine le cortége était-il sorti de la ville, il est attaqué par les hussards de Szeklers ; les trois ministres français sont jetés hors de leurs voitures, et assassinés à coups de sabre. [1]

Tout n'offrait alors que péril et désastre en Italie, tout empêchait le général Moreau de recevoir les troupes alliées ou françaises, qu'il attendait de Naples, de Rome, de la Cisalpine maritime, de la Toscane, des environs du lac de Côme, du Piémont, de la république de Lucques et de la Ligurie. Mantoue et Peschiera étaient assiégés par le général Krai, à la tête de vingt-cinq mille hommes. Une insurrection violente venait de se manifester dans les montagnes du Piémont : on cherchait à inquiéter

Voyez, à la fin du volume, la note (39).

les derrières de l'armée française, et à lui ôter presque l'espoir de sa retraite en France. Dans les états napolitains, l'arrestation du général Championet par le commissaire Faypoult, l'inquiétude causée par les revers continus de l'armée française et cisalpine, avaient altéré la confiance, et rehaussé les espérances de l'ancien gouvernement ; la nouvelle république parthénopéenne était menacée d'une chûte certaine aussitôt que la présence des troupes françaises cesserait de la maintenir : le général Mack organisait une nouvelle armée royale, et le cardinal Ruffo se disposait à commander, au nom du roi et pour le rétablissement du trône et des autels, une armée anti-républicaine qui s'augmentait de jour en jour. [1] Les Toscans, paisibles et heureux sous les grands ducs de la maison d'Autriche, soumis malgré eux à la puissance du directoire, préparaient leurs armes pour attaquer les troupes françaises ; plusieurs même commençaient déjà les hostilités.

La Porte Ottomane avait ouvert aux flottes russes le port de Bisance ; et, tandis que Bonaparte, vainqueur de l'Égypte, préparait dans

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

le Caire de nouvelles conquêtes, les pavillons ottomans, russes et anglais, flottaient sur la Méditerranée, et menaçaient l'Italie d'une nouvelle irruption de barbares. Les îles vénitiennes, dont les Français s'étaient emparés après la destruction du gouvernement de Venise, étaient tombées au pouvoir des Turcs; enfin une escadre française de vingt-six vaisseaux de ligne, qui était entrée dans la Méditerranée, que l'on avait présumé devoir apporter de nombreux secours au général Moreau, des vivres qui manquaient sur toute la côte de la Ligurie, des ravitaillemens à l'île de Malte, et une protection à Bonaparte, venait de rentrer dans l'Océan sans remplir aucun de ces objets, et de laisser l'armée française et toute la côte de Gènes dans un état alarmant, dont la seule présence de cette armée navale aurait pu les faire sortir.[1]

A mesure que le général Souworof, étendant sa droite, pénétrait dans l'Italie supérieure, et séparait la gauche de l'armée aux ordres du général Moreau, des lacs et des vallées qui conduisent aux principales entrées de la Suisse, la position de la droite du général

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

Massena, quelque forte qu'elle fût d'ailleurs, devenait très-délicate.[1]

L'armée de l'archiduc, cantonnée sur la rive gauche du Rhin, n'avait encore, au 12 floréal, (1er mai) fait aucun mouvement; le général Massena avait reçu des renforts, et l'armée, employée seulement à la défense de la Suisse, passait pour être forte de soixante mille hommes, sans y comprendre les auxiliaires Suisses; aussi l'archiduc n'avait-il rien osé entreprendre jusqu'au moment où les progrès de l'armée d'Italie eussent rendu possibles et faciles ses projets d'attaque sur les Grisons.

Jusqu'alors, les difficultés du pays dans le bas Engadin, l'âpreté de la saison, qui s'opposait à ce que l'on pût traverser les hautes montagnes qui séparent les eaux de Lin de celles des rivières de l'Anquarte et d'Albula, qui se perdent vers la vallée des Grisons, et se jettent dans le Rhin au-dessus et au-dessous de Coire, enfin, la défense active des troupes françaises aux ordres du général Lecourbe avaient rendu inutiles les attaques partielles du général Bellegarde. Une attaque combinée avec le général Hotze, et exécutée, du 12 au 13 floréal (du

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

1er au 2 mai), sur tous les points de la ligne, n'avait pas eu un meilleur succès : on n'avait pu pénétrer chez les Grisons.

D'un autre côté, le général Massena avait réussi à raffermir sa gauche ébranlée; mais il ne suffisait pas d'avoir rétabli les communications intérieures : depuis que l'armée française avait passé l'Adda, l'occupation de Côme et de la rive orientale avait ouvert la Valteline, et le corps des troupes françaises qui avait pris poste à Tirano avait eu à peine le temps de se retirer à Tasis. Dès-lors, le général Massena avait dû replier sa droite, et porter rapidement sur Bellinzone la division du général Lecourbe. Ce mouvement s'exécutait le 16 floréal (5 mai); le même jour le général Massena manœuvrait par sa gauche, pour attirer l'attention de l'archiduc sur le Brisgaw, et transférait de nouveau son quartier-général à Zurich.

Toutes ces démonstrations n'avaient pu distraire l'archiduc de son dessein de rentrer dans le pays des Grisons, et le 25 floréal (14 mai), le général Hotze avait réussi à enlever Luciensteig, que l'on pouvait regarder comme la clef de la vallée des Grisons, et qui depuis deux mois avait coûté tant de sang aux deux partis.

Après la prise de Luciensteig, la retraite des Français, quoique très-précipitée, s'était faite cependant en bon ordre, sur trois colonnes investies, et le 28 floréal (17 mai) ils avaient évacué tout le pays des Grisons, excepté les vallons resserrés qui confinent aux petits cantons. Dès-lors le général Massena avait été obligé de concentrer ses forces. Le Khenthal, le pays de Saint-Gal, l'Appenzel et le Thurgau, la partie des Alpes Rhétiennes, la plus couverte et la mieux flanquée, ne tenaient plus à la position générale, et ne pouvaient plus être défendus contre des forces supérieures. Ainsi la rapide invasion du pays des Grisons, les opérations du général Lecourbe, celles des généraux Laudon et Bellegarde, la retraite du général Massena, obligé de concentrer ses forces sur Zurich, de replier sa droite en-deçà du Mont-Saint-Gothard et des petits cantons, et de céder à l'archiduc, en moins de quinze jours, presque tout le cours du Rhin, et la moitié du territoire de la Suisse, vinrent prouver qu'on avait surpris les secrets de la nature, et reconnu son ordre immuable, jusque dans ses caprices les plus bizarres. Dès l'instant où l'on eut appris à gravir les cimes glacées des Alpes; dès l'instant où l'on eut frayé

des sentiers à travers les abymes, et que ces nouvelles régions eurent été fréquentées, on sut porter des corps de troupes et de l'artillerie par des sentiers à peine tentés par les plus intrépides chasseurs. Le chaos des Alpes fut débrouillé, leurs moindres détails recueillis, leurs plans topographiques perfectionnés, les communications plus pratiquées, mieux connues, les grands plans d'attaque et de défense mieux liés, les opérations de la guerre de montagnes plus simplifiées, et réduites, comme celles dans les plaines, à pouvoir déborder les ailes de son ennemi, tourner et ruiner leurs appuis, sans égard à leur position propre, de manière que, dans la guerre de montagne, la force des postes et des positions ne balança plus autant qu'autrefois la supériorité du nombre.

Les progrès de la gauche de l'armée de l'archiduc avaient été préparés par ceux de l'armée alliée en Italie; la supériorité des forces du général Souworof lui avait permis de détacher des corps qui, occupant successivement les vallées, contenaient dans les gorges, et dans les passages vers la Suisse, les troupes françaises, dont les derrières n'étaient plus assurés, à cause des entreprises ou de la fermentation des petits cantons; de manière que la situation des Fran-

çais dans les bailliages italiens devenait tous les jours plus difficile. Parvenu plus rapidement qu'on ne l'eût cru possible au centre de la Lombardie, le général Souworof, après le passage de l'Adda et l'occupation de Milan, avait dispersé une grande partie de ses forces, et poursuivi quatre objets différens. A l'est, il avait suivi ses opérations contre l'armée du général Moreau, pour précipiter sa retraite et le forcer à abandonner le Piémont et la côte de Gènes, avant qu'il eût reçu des renforts; au midi, il avait pénétré dans les vallées au-dessus des lacs, pour faciliter les mouvemens de la gauche de l'armée de l'archiduc, au-delà du Saint-Gothard; à l'ouest, le général Krai assiégeait Mantoue, le général Klenau assiégeait Ferrare et bloquait Bologne; enfin, vers le sud, il avait détaché le général Ott, pour soutenir le général Klenau, aller au-devant du général Magdonal, s'emparer avant lui du passage des Apennins, dans la haute Toscane, et intercepter les communications entre ce pays et la place de Gènes.

Ainsi toute l'Italie était occupée par les armées françaises et impériales, depuis le centre de la Lombardie jusqu'aux deux mers; il n'y avait pas une place, pas un poste, qui ne fussent attaqués et défendus avec vigueur; il n'y

avait pas dans la vaste enceinte des Alpes, ni dans la longue chaîne des Apennins, un seul passage qui n'eût dans ce moment une importance relative aux opérations présentes. L'histoire des anciennes guerres d'Italie n'offre rien de semblable; et comme l'on ne vit jamais de conquêtes aussi rapides que celles de Bonaparte, jamais aussi tant d'avantages ne furent perdus en aussi peu de temps.

Cependant la retraite des Français après le passage de l'Adda, et l'évacuation de Milan, s'était faite en très-bon ordre, sur trois colonnes; celle de droite, de Lodi sur Plaisance; celle du centre, par la route de Milan à Gènes, sur Pavie et Voghera ; celle de gauche, par Vigevano et Novare, où le quartier-général était arrivé le 13 floréal (2 mai) : ainsi le gros de l'armée était porté du côté de Gènes. Ne pouvant plus, avec une armée réduite à environ vingt-cinq mille hommes, défendre les plaines du Piémont, et couvrir le pays de Gènes et ses communications les plus importantes, tant pour sa réunion avec l'armée de Naples, que pour l'arrivée des secours par les départemens méridionaux, le général Moreau avait porté son quartier-général à Alexandrie, et prit une position sur Tortone, étendant les avant-postes

de sa droite vers les Apennins, pour favoriser la retraite du général Magdonal, en retenant, le plus long-temps qu'il se pourrait, le général Souworof sur la rive gauche du Pô. Celui-ci, dont le corps d'armée était fort affaibli par les opérations séparées qu'il avait entreprises, et tous les siéges qu'il avait fait commencer, avait cependant resserré le général Moreau, et tenté de le déposter de la forte position qu'il avait prise entre Valence et Alexandrie.

Le 20 floréal (9 mai), le général Chasteler était entré dans Tortone. Le lendemain, la plus grande partie de l'armée austro-russe s'était remise dans le camp de Voghera. Le général Karaczai avait marché pour s'emparer de Novi, de Saravale et de Gavi. Ce mouvement du général Souworof par son flanc gauche n'avait point ébranlé le général français : celui-ci n'avait pas pris le change sur le dessein du maréchal, dont les mouvemens ne menaçaient la droite de l'armée française et ses communications avec Gènes, que pour surprendre, sur sa gauche, le passage du Pô, l'envelopper et l'engager à une action décisive, qui n'aurait pas manqué de le perdre. En effet, sa position était telle que, s'il eût reçu et perdu la bataille, sa retraite en-deçà et au-delà des Apen-

avait pas dans la vaste enceinte des Alpes, ni dans la longue chaîne des Apennins, un seul passage qui n'eût dans ce moment une importance relative aux opérations présentes. L'histoire des anciennes guerres d'Italie n'offre rien de semblable; et comme l'on ne vit jamais de conquêtes aussi rapides que celles de Bonaparte, jamais aussi tant d'avantages ne furent perdus en aussi peu de temps.

Cependant la retraite des Français après le passage de l'Adda, et l'évacuation de Milan, s'était faite en très-bon ordre, sur trois colonnes; celle de droite, de Lodi sur Plaisance; celle du centre, par la route de Milan à Gènes, sur Pavie et Voghera ; celle de gauche, par Vigevano et Novare, où le quartier-général était arrivé le 13 floréal (2 mai) : ainsi le gros de l'armée était porté du côté de Gènes. Ne pouvant plus, avec une armée réduite à environ vingt-cinq mille hommes, défendre les plaines du Piémont, et couvrir le pays de Gènes et ses communications les plus importantes, tant pour sa réunion avec l'armée de Naples, que pour l'arrivée des secours par les départemens méridionaux, le général Moreau avait porté son quartier-général à Alexandrie, et prit une position sur Tortone, étendant les avant-postes

de sa droite vers les Apennins, pour favoriser la retraite du général Magdonal, en retenant, le plus long-temps qu'il se pourrait, le général Souworof sur la rive gauche du Pô. Celui-ci, dont le corps d'armée était fort affaibli par les opérations séparées qu'il avait entreprises, et tous les siéges qu'il avait fait commencer, avait cependant resserré le général Moreau, et tenté de le déposter de la forte position qu'il avait prise entre Valence et Alexandrie.

Le 20 floréal (9 mai), le général Chasteler était entré dans Tortone. Le lendemain, la plus grande partie de l'armée austro-russe s'était remise dans le camp de Voghera. Le général Karaczai avait marché pour s'emparer de Novi, de Saravale et de Gavi. Ce mouvement du général Souworof par son flanc gauche n'avait point ébranlé le général français : celui-ci n'avait pas pris le change sur le dessein du maréchal, dont les mouvemens ne menaçaient la droite de l'armée française et ses communications avec Gènes, que pour surprendre, sur sa gauche, le passage du Pô, l'envelopper et l'engager à une action décisive, qui n'aurait pas manqué de le perdre. En effet, sa position était telle que, s'il eût reçu et perdu la bataille, sa retraite en-deçà et au-delà des Apen-

mins, devenait presque également impossible.

L'attaque méditée contre la gauche du général Moreau fut d'abord tentée par une avant-garde qui avait été repoussée et fort maltraitée. Le lendemain, l'attaque avait été plus sérieuse; une division, d'environ sept mille Russes, avait passé le Pô à Basiguana, et avait marché vers Pecceto, afin de couper la ligne des Français; la division Grenier avait soutenu le premier choc de cette colonne; la division Victor l'avait ensuite attaquée en flanc, et, apres un combat très-vif, les Russes, obligés de plier, avaient pris la fuite, et plus de la moitié avait été tuée ou s'était noyée dans le Pô.

Après cette tentative, le maréchal de Souworof s'était décidé à se porter en force sur la rive gauche du Pô, et à marcher sur Turin,[1] dans l'espérance de forcer le général Moreau de sortir de son camp, pour se replier sur les frontières de la France, ou pour entrer dans le pays de Gênes. Mais le général Moreau, s'étant aperçu des mouvemens que faisaient dans leur camp de Torre di Garafolo les Austro-Russes, pour passer de la droite à la gauche du Pô, avait, dans la nuit du 26 au 27 floréal (15 au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

16 mai), fait jeter un pont sur la Bormida. Dès le grand matin du 27, après avoir passé cette rivière à la tête de sept mille hommes, et avoir attaqué et rompu la chaîne des postes avancés sur Marengo, le général ayant détaché quelques troupes sur sa gauche pour occuper le comte de Melas, avait marché droit au camp de Torre di Garafolo, avait forcé le général Lusignan à l'abandonner, et, après avoir fort maltraité sa division et celle du général Paukrazian, il s'était retiré vers ses ponts, et était rentré dans Alexandrie.

Cette expédition avait été le dernier effort du général Moreau, pour conserver cette position. Le maréchal de Souworof pressa l'attaque des postes français au-dessus de Valence; le général Vukassowich menaça Verue, attaqua et enleva Casal.[1] Dès-lors, le camp retranché des Français étant ouvert de toutes parts, le général Moreau fut obligé, après avoir évacué Valence et Alexandrie, de se retirer, le 30 floréal (19 mai), sur Coni, où il arriva le 3 prairial (22 mai), après avoir pourvu à la défense de la citadelle d'Alexandrie. Cette position était la dernière et la meilleure où le général Moreau

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

pût recevoir les renforts qu'il attendait; mais comment concevoir que le maréchal de Souworof lui ait donné le temps de les y attendre? comment concevoir que ce général se soit occupé à bloquer ou à assiéger en même temps Mantoue, Tortone, Milan, Turin, Alexandrie, à occuper les défilés de Pignerol et de l'Assiette, à envoyer une armée trop faible pour arrêter celle du général Magdonal? tandis que, s'il eût réuni ses forces, et s'il eût voulu profiter de la faiblesse de l'armée du général Moreau, il l'aurait ou entièrement enveloppée, ou au moins l'aurait-il forcée d'évacuer le Piémont, les états de Gènes, et de se trouver trop heureuse de pouvoir faire arriver ses débris jusque dans le comté de Nice et les départemens méridionaux. L'issue de ces opérations ne pouvait présenter aucun doute; la supériorité des forces impériales, le soulèvement de tous les peuples de l'Italie, en auraient assuré le succès; et dès-lors, l'armée aux ordres du général Magdonal, restant entièrement isolée, ne pouvait plus échapper, et elle était obligée de capituler, ainsi que toutes les places de guerre occupées par les Français dans l'Italie : peut-être aussi le général Souworof aurait-il pu se borner à observer le général Moreau, retiré sous Coni, et à mar-

cher en force contre le général Magdonal.

Pendant que le général Moreau, par sa défense sous Alexandrie, et sa retraite sous Coni, avait donné le temps au général Magdonal de se rapprocher des frontières des états de Gènes, et prenait dans ses nouvelles positions toutes les précautions qui pouvaient favoriser la jonction des deux armées, le maréchal Souworof faisait occuper la place d'Alexandrie, bloquer étroitement sa citadelle, avancer une division sur Acqui, et marcher le reste de l'armée, en suivant les deux rives du Pô sur Turin. Cette ville avait été investie, on avait commencé à la canonner dans la nuit du 7 au 8 prairial (26 au 27 mai). Vainement avait-on sommé le commandant français de se rendre; il l'avait refusé; mais un obus ayant incendié une maison près de la porte du Pô, les bourgeois ayant profité du désordre pour s'emparer de cette porte, et la livrer aux alliés, la garnison, forte de trois mille hommes, avait été obligée de se retirer dans la citadelle.[1]

Ainsi, soixante-et-dix jours après la reprise des hostilités sur l'Adige, le général Souworof campait, à la vue des frontières de la France;

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

mais il lui importait d'empêcher la jonction de l'armée du général Magdonal à celle du général Moreau, et, pour remplir cet objet, il poussait avec ardeur la guerre des siéges, qui l'empêchaient de disposer de toutes ses forces en campagne, et qui avaient retardé ses opérations vers la Toscane, et contre les positions intermédiaires occupées par les Français.

De son côté, le général Magdonal, après avoir laissé une garnison dans le fort Saint-Elme, avait évacué le royaume de Naples, et se retirait par l'État de l'Église; les généraux Gauthier et Miolis, campés entre Florence et Bologne, occupaient Pistoye, et avaient fermé tous les débouchés par les Apennins; les généraux Grenier et Montrichard étaient placés dans le Bolonais : ainsi protégée, l'armée de Naples, qui marchait avec célérité, était sur le point d'avoir réussi dans la retraite la plus difficile qui jamais eût été tentée. Le général Magdonal était arrivé à Florence le 5 prairial (24 mai). On peut présumer qu'après avoir réuni à son armée les différentes troupes qui étaient à Rome, dans la Toscane, dans le Bolonais, avec la division Victor, qui marchait par la rivière de Ponent sur Pontre-Moli, le général devait se trouver à la tête de quarante mille hommes. Son

premier soin, en arrivant en Toscane, avait été de dégager les accès, tant en-deçà qu'en delà des Apennins; il avait ensuite renforcé son aile droite qui avait occupé Bologne, repoussé le corps du général Klenau, et dégagé le fort Urbin; son aile gauche avait repris Pontre-Moli sur les Impériaux; enfin il avait porté son quartier général à Lucques, où il se trouvait vers le 14 prairial, et d'où il put communiquer librement avec Gènes, connaître la véritable position des forces alliées, et combiner un plan d'opérations avec le général Moreau.

Le général Souworof venait de faire occuper les vallées de Lucerne, de Suse, de Maurienne et d'Aoste; il avait porté l'alarme sur l'ancienne frontière de France, et menacé de s'ouvrir dès ce moment le passage des Alpes, en tournant par la Savoie la dernière ligne de défense de la Suisse; il avait poussé des divisions jusque devant Coni, d'autres sur Fenestrelles; quelques-unes étaient venues occuper Suse, la Brunette, le col de l'Assiette et Cézane; enfin, le maréchal avait marché lui-même contre le général Moreau qui, resserré dans sa position de Coni, s'était retiré vers le col de Tende; les autres passages des Alpes, le Mont-Cenis, le pas de Suse, le petit Saint-Bernard

étaient très-bien défendus; mais Briançon ni le reste de la frontière ne se trouvaient garnis d'aucun corps de troupes pour les défendre, ni pour opérer des diversions aussi utiles qu'elles eussent été faciles.

Dans des circonstances aussi épineuses, le général Moreau aurait peut-être dû faire défiler l'armée du général Magdonal par Sarzane et Specia, pour entrer dans la rivière du Levant; mais, outre que cette route passe pour être impraticable à l'artillerie, le général Moreau crut appercevoir sans doute que le général Magdonal se trouvait en mesure d'agir lui-même offensivement au-delà des Apennins, et d'ouvrir une scène toute nouvelle. En conséquence, ayant recu quelques bataillons qui lui étaient venus par Nice, le général Moreau avait défilé par sa droite, et s'était avancé dans une position avantageuse, à quelques lieues de Savone, vers les sources et à la tête de la vallée de Tanaro, affectant de n'avoir d'autre dessein que de recevoir par la mer des secours de la France, et d'attendre l'arrivée de l'armée de Naples sur le territoire génois; loin de dérober sa marche, il s'était efforcé d'attirer sur lui toute l'attention du maréchal de Souworof, et comme il se trouvait à portée de rentrer dans le Mont-Ferrat, et de marcher sur Alexandrie, s'il recevait des renforts suffisans, il n'avait pas manqué d'en grossir le nombre et l'importance; les papiers publics eux-mêmes avaient publié avec emphase un embarquement à Toulon de quinze mille hommes, pour être transportés au port de Vado.

Avant qu'on eût démêlé cette fable, le général Moreau était arrivé à Gènes avec environ dix-huit mille hommes, y avait pris toutes les troupes françaises et liguriennes aux ordres du général Pérignon, et s'était disposé à seconder, par une diversion sur la Scrivia, les mouvemens du général Magdonal. Il paraît que leur plan ne tendait à rien moins qu'à faire lever le siége de Mantoue, forcer le général Kraï à repasser l'Adige, et dégager les citadelles de Tortone et d'Alexandrie, réunir ensuite les deux armées à Voghera, et marcher contre le général Souworof avec des forces supérieures. Le général Moreau, devant supposer que jamais on ne pourrait imaginer que le général Magdonal oserait tenter de se montrer dans les plaines de l'Italie, avait sans doute pensé que son plan n'avait rien de chimérique.

Pour commencer l'exécution des projets convenus, le général Magdonal était parti de San-

Pelegrino, proche Pistoïa, du 20 au 21 prairial (8 au 9 juin), avec le gros de son armée, pour marcher sur Modène; sa gauche s'était dirigée sur Reggio, sa droite avait reçu les ordres de tourner Modène, et de passer le Panaro entre cette ville et le Pô; le 22, l'avant-garde du centre avait poussé les avant-postes du général Hohenzollern jusqu'à une petite lieue de Modène; le lendemain, les colonnes françaises s'étant rapprochées, il y avait eu un combat entre les corps qui soutenaient ceux qui étaient chargés de faire des reconnaissances; mais le général Hohenzollern s'était maintenu à Farciolo, et avait assuré sa communication avec Reggio.

Le 14, le général Magdonal avait attaqué les Impériaux et, après, un combat très-sanglant, les avait forcés d'abandonner Modène, qui avait été pris et pillé pendant le combat. Le général Hohenzollern s'était retiré sur la Mirandole, et le général Klenau sur Ferrare, tandis que le général Krai, après avoir fait retirer l'artillerie de siége des attaques de Mantoue, et enlever tous les ponts sur le Pô, s'était porté sur la rive gauche de ce fleuve avec dix mille hommes pour en empêcher le passage, et couvrir le blocus de Mantoue. Le général Magdonal avait éloigné de lui le corps qui pouvait

l'arrêter en attaquant vivement son arrière-garde, pendant qu'il marcherait pour se rendre à Voghera; il s'était porté avec toute son armée sur Reggio, était entré le 26 à Parme et le 27 à Plaisance, où il avait rassemblé son armée le 28, et fait commencer les attaques de la citadelle.

Ici, l'on est forcé de demander pourquoi, au lieu de se jeter vers Plaisance, le général Magdonal ne poursuivit pas le général Hohenzollern, et ne chercha pas à passer le Pô, afin d'aller détruire l'artillerie, les magasins, les munitions destinées au siége de Mantoue, en renforcer la garnison, y faire entrer des vivres, en faire sortir les malades, et forcer le général Krai à distribuer les troupes à ses ordres dans Pizzigithone, Ferrare, Peschiera, Vérone et Legnago; dispersion qui aurait livré aux Français une grande quantité de magasins, et renvoyé à un temps plus éloigné la reprise du siége de Mantoue. Dira-t-on que les dispositions du général Krai, le manque de pontons ou la crue du fleuve, détournèrent le général français d'une entreprise qui paraissait avoir été une de celles concertées avec le général Moreau? Mais le général Krai n'avait sur la rive gauche que dix mille hommes; il n'est pas probable que le général Magdonal fût sans pon-

tons, avec le projet de passer plusieurs rivières; enfin, avec une armée aussi forte que la sienne, il n'est pas infiniment difficile de surprendre un passage. Et quand on voudrait s'arrêter à ces faibles raisons, pourquoi en changeant de plan, et voulant joindre directement le général Moreau, forcé, comme on le suppose d'abandonner le projet sur Mantoue; pourquoi le général Magdonal, qui se trouvait le 12 à Modène, n'attaqua-t-il que le 17 le général Ott sur le Tidone? Ne pouvait-il pas faire des marches forcées, d'autant que le général Ott, qui n'avait à ses ordres que sept à huit mille hommes, se retirait devant l'avant-garde de l'armée française, pour se rapprocher du général Melas? Celui-ci, dès l'instant où il avait été assuré de la marche du général Moreau, et avait cru pénétrer ses desseins, s'était porté sur Alexandrie; il avait aussi fait mettre en mouvement le corps que commandait devant Tortone le général Bellegarde : mais tous ces corps réunis auraient été trop faibles pour résister à l'armée française, sur-tout si le général Magdonal avait mis dans sa marche autant de célérité qu'en mit dans la sienne le maréchal de Souworof, qui ayant environ un tiers de chemin de plus à parcourir, et plusieurs mon-

tagnes à traverser, tandis que le général français n'avait que des chemins en plaine, parti le 27 prairial (15 juin) de Turin, était arrivé à San-Giovani le 29. Il n'en avait pas été de même du général Moreau; il n'avait pu quitter plus tôt, ni s'éloigner davantage de Gènes. Ces observations sont soumises à la sagesse et aux connaissances de nos lecteurs.

Le général Magdonal s'était décidé à se porter le 29 prairial (17 juin) de Plaisance à San-Giovani, village sur la gauche du Tidone, petite rivière derrière laquelle s'était retiré le général Ott. A peine l'action était engagée, que déjà l'avant-garde du général Melas était arrivée au secours du général Ott, qui, par ce moyen, maintint sa position jusqu'à l'arrivée du maréchal de Souworof avec une forte avant-garde de troupes russes; dès-lors, le combat était devenu général, et, pendant la nuit qui survint et qui le fit cesser, les Français s'étaient portés entre le Tidone et la Trebia.

Le lendemain, le maréchal de Souworof, ayant rassemblé toutes ses forces, avait fait ses dispositions pour attaquer les Français qui l'attendaient sur la rive gauche de la Trebia. Malgré la difficulté du terrain, les colonnes austro-russes étant arrivées à cinq heures du

soir en présence de la ligne des Français, il n'y avait pas eu d'autres manœuvres qu'un choc sur tout le front des deux armées; les Français avaient été battus, et, après avoir perdu ce second champ de bataille, malgré la plus opiniâtre résistance, ils s'étaient retirés en arrière sur la rive droite de la Trebia, avec la résolution de tenter encore le sort des combats.

En effet, le lendemain, 1er messidor (19 juin) le général Magdonal, que l'on croyait en pleine retraite, attaqua à son tour l'armée alliée avec la plus grande impétuosité; il repoussa d'abord tous les avant-postes sur la Trebia, pour tourner la droite, fit passer le Pô par une de ses colonnes pour tourner le flanc gauche des ennemis, en même temps qu'une autre passait la Trebia; mais il ne réussit pas: le carnage fut horrible, et, malgré ses efforts, l'armée du général Magdonal, fort maltraitée, fut forcée de repasser la Trebia. Nous serait-il permis de demander pourquoi, après le combat du Tidone, le général Magdonal ne se retira pas derrière la Trebia, appuyant sa droite à la ville de Plaisance, ce qui en aurait augmenté la force et lui eût permis, peut-être, de renforcer davantage sa gauche, et d'y avoir à sa disposition des corps pour tourner et envelopper la droite des Austro-Russes? Cette précaution n'aurait-elle pas été d'autant plus sage, que, par ce moyen, le général aurait eu le temps de savoir positivement s'il pouvait compter sur la légion ligurienne? En attendant d'être attaqué, au lieu d'attaquer lui-même, le général Magdonal eût laissé à l'ennemi la peine et la fatigue qu'éprouvèrent les troupes françaises en allant le chercher, et il aurait augmenté ses forces, déjà très-inférieures, en se tenant sur la défensive.[1]

Ainsi, le général Souworof avait réparé, par la célérité de sa marche, et par le gain d'un combat et de deux batailles, la faute d'avoir divisé ses forces par des opérations isolées, qui auraient dû donner au général Magdonal le temps d'achever la retraite la plus difficile. Il aurait atteint sans obstacles les places, les positions et les renforts qui auraient doublé ses moyens, s'il n'eût pas attendu aussi long-temps en Toscane la réunion de toutes ses forces, et s''il eût marché plus tôt contre les généraux Hohenzollern et Ott, après avoir donné les ordres aux différens corps qui devaient le joindre, de se rendre auprès de Modène ou de Parme, ou si, arrivé à Modène, il eût préci-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

pité davantage sa marche contre le général Ott, ou enfin si, attendant les ennemis derrière la Trebia, et y faisant quelques dispositions défensives, il leur en eût imposé au point de les contenir devant lui, et d'assurer par là des succès. Le général Moreau pouvait battre les corps laissés devant Tortone et Alexandrie; il pouvait hasarder des démarches ultérieures, en se trouvant placé derrière le maréchal de Souworof, qui aurait peut-être été forcé de se jeter sur la rive gauche du Pô, et d'en abandonner la rive droite aux Français, dont les deux armées se seraient alors réunies sans obstacles. Avec moins d'activité, et sans cette marche extraordinaire, le maréchal de Souworof eût trouvé réunis à Voghera les deux généraux français, qui ne lui auraient pas laissé la chance de la victoire; ce qui porte à le croire, c'est que, dans le temps où il battait l'armée du général Magdonal sur la Trebia, le général Moreau attaquait le général Bellegarde devant Tortone, le forçait, pour se couvrir, de passer précipitamment la Bormida, et d'abandonner le blocus de la citadelle de Tortone.

Après la sanglante bataille de la Trebia, où près de vingt mille hommes furent tués ou blessés, le général Magdonal ne put songer qu'à

effectuer sa retraite; elle eût été peut-être impossible, si le général Souworof eût continué de faire presser son arrière-garde, et qu'il l'eût tournée du côté des montagnes, pendant que les généraux Klenau et Hohenzollern, ralliés entre Modène et Reggio, en les attaquant par le flanc, eussent retardé la marche des Français; mais la diversion du général Moreau ayant heureusement décidé le général Souworof à revenir sur ses pas, le général Magdonal, après avoir divisé son armée en deux colonnes, avait pris avec celle de la gauche le chemin de Modène, surpris cette ville le 5 messidor (23 juin), et s'était rendu de là dans ses anciennes positions, à Lucques et à Pistoïa, où il était arrivé le 10, tandis que la colonne de droite, après avoir gagné Fornovio, était venue prendre à Bobio la colonne du général Lapoipe, que le général Moreau y avait envoyée pour la protéger; dès-lors, ces deux divisions avaient occupé les défilés des Apennins, et protégé de nouveau la route appelée la Corniche, par laquelle le général Magdonal se décida à se retirer. Réduit à quatorze mille hommes, ce général ne pouvait pas contenir plus long-temps au-delà des Apennins les divisions impériales; d'ailleurs, la défection du

général Lahoz avait déjà affaibli sa droite, et les progrès des insurgés de Rezzo ayant commencé déjà à agiter les esprits dans la capitale, il se décida donc à achever sa retraite, et à évacuer entièrement la Toscane. [1]

Du côté du Piémont, le maréchal de Souworof, réuni au général Bellegarde, entre Tortone et Alexandrie, le 8 messidor (26 juin), avait rallié à lui les corps des généraux Kain et Wukassowich; il avait marché contre le général Moreau : celui-ci, qui s'était d'abord replié sur Novi, avait bientôt évacué ce poste, et était rentré dans le pays de Gènes par la Bochetta.

Là s'était terminée cette suite de marches, de manœuvres et de combats, qui, durant cinq semaines, n'avaient pas permis de donner aux troupes le moindre repos. Depuis le 25 floréal (14 mai), jour de l'attaque de Luciensteig dans les Grisons, jusqu'au 17 prairial (5 juin), les armées françaises et impériales avaient été continuellement engagées depuis les cimes des glacières jusqu'au confluent des rivières, qui y prennent leur source et forment trois lignes de défense; dans cet espace immense, la même bataille avait duré

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

dix-neuf jours; le général Massena se crut obligé, après avoir évacué Zurich, de prendre une position sur le Mont-Albis, appuyant sa gauche au Rhin, et sa droite au lac de Zug; le quartier général de l'archiduc avait été établi à Zurich.

Il paraît que le point principal du plan concerté entre l'archiduc et le général Souworoff, était de couper successivement les communications des deux armées françaises de Suisse et d'Italie, et d'ouvrir au contraire, le plus promptement possible, les communications entre les deux armées impériales par la conquête de l'Italie supérieure, du Milanais et du Piémont. On voit qu'ils avaient parfaitement réussi, par la faute capitale du directoire, qui avait cru pouvoir défendre la ligne immense du Danube au golfe de Naples, avec des forces infiniment inférieures à celles des alliés, et beaucoup trop disséminées. [1]

Ainsi le général Moreau, trop faible pour soutenir depuis le mont Saint-Gothard jusqu'à la mer, une ligne de défense parallèle aux attaques, avait été forcé d'abandonner ce grand appui de sa gauche et ses communications avec

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

le général Massena, pour se jeter sur sa droite, afin de couvrir le pays de Gènes et conserver intacte la barrière des Apennins, à la faveur de laquelle le général Magdonal devait le rejoindre : et le général Souworof, en se jetant dans l'intervalle que le général Moreau était forcé de lui abandonner, en soutenant les attaques et la guerre de postes aux débouchés de la Suisse, avait aidé l'archiduc à repousser les Français des Grisons, et à pénétrer jusqu'à Zurich; tandis qu'après ces succès, les prompts secours que l'archiduc avait portés au maréchal avaient déconcerté le projet de réunion des deux armées françaises entre le cours du Pô et les Apennins, et avaient aidé à assurer l'évacuation de l'Italie par la victoire de San-Giulano.

Ces différens événemens avaient coïncidé avec la nouvelle révolution qui eut lieu dans le gouvernement de la république française, le 30 prairial (18 juin). Rewbell, sorti du directoire français par le sort, avait été remplacé par Emmanuel Sieyes; mais à peine celui-ci avait-il été installé, que les directeurs Treilhard, Merlin et Lareveillère-Lépeaux, avaient été accusés d'avoir occasionné, par leur incapacité ou leur trahison, les revers éprouvés par les armées françaises en Italie : la destitution

de Treilhard, la démission de Merlin et de Lareveillère avaient été la suite de cette accusation; le général Moulins, Gohier, ex-ministre de la justice, et Roger-Ducos, ex-conventionel, avaient remplacé ces directeurs. Ces changemens laissaient espérer la réforme des abus, la punition des dilapidateurs, et des plans plus sages pour les finances et la guerre; mais le triomphe que les deux conseils venaient de remporter sur le directoire n'avait pas changé l'opinion publique en leur faveur, et on les accusait hautement de n'avoir brisé le directoire que pour éloigner la catastrophe qui les menaçait eux-mêmes.

Cependant, au milieu de la lutte intestine entre les pouvoirs législatif et exécutif, le directoire, effrayé par les progrès des Austro-Russes, et voyant que toutes les barrières de l'Italie et de la Suisse s'abaissaient successivement devant eux, songea non seulement à envoyer en Italie des renforts, sans lesquels on ne pouvait plus y résister à l'ennemi, mais à former une nouvelle armée vers les frontières occidentales du Piémont, sous le nom d'armée des Alpes, et sous le commandement du général Championet. Le général Joubert avait en même temps reçu les ordres de prendre le comman-

dement de l'armée d'Italie, et le général Moreau de se rendre à Paris pour y prendre des instructions relativement à une armée qu'il devait commander sur le Rhin : ainsi ce général achevait son rôle sur cette grande scène, où les ennemis même lui rendaient cet honorable témoignage, que, manquant de tout, il avait soutenu, avec des forces très-inférieures, sa réputation d'habileté et d'audace dans la guerre défensive.

Le général Joubert, en se mettant à la tête de l'armée d'Italie, la trouva dans les environs de Gènes, à-peu-près dans les mêmes positions que Bonaparte avait occupées avant de franchir les Apennins pour pénétrer dans les vallées du Tanaro et de la Bormida ; mais les forces des alliés entre les Alpes et les Apennins étaient alors bien plus considérables et bien plus redoutables sous tous les rapports, qu'au moment où les Piémontais et les Autrichiens s'étaient réunis pour empêcher les Français de pénétrer en Italie : aussi le projet du directoire était-il de porter cette armée à soixante et dix mille hommes ; celle du général Championet devait en avoir cinquante mille ; celle du Rhin soixante mille, et celle de la Suisse quatre-vingt ou quatre-vingt-dix mille.

Ainsi les événemens politiques qui venaient d'occasionner en France d'aussi grands changemens dans la composition du pouvoir exécutif, et dans la puissance du pouvoir législatif, avaient influé sur les dispositions militaires.

On a vu les succès communs et rapides des deux armées impériales, tant qu'elles purent appuyer réciproquement leur flanc ; mais dès l'instant où une résistance plus opiniâtre qu'on ne l'avait supposée, des fautes graves de la part du maréchal, et des entreprises audacieuses de la part des généraux Moreau et Magdonal, eurent forcé les alliés, malgré leur grande supériorité, à retirer des corps considérables de l'armée de Suisse, elle fut réduite à l'inaction dans la saison et dans les circonstances les plus favorables pour agir.

La cour de Vienne paraissait n'avoir qu'un but, celui de faire évacuer promptement l'Italie par les Français ; elle ne sentait pas assez combien il lui eût été plus avantageux de délivrer d'abord la Suisse, de s'emparer des sommités des grandes Alpes, et de fermer les plus dangereuses issues vers le centre de l'Italie : dès-lors elle aurait atteint plus facilement son but particulier ; ses frontières du Tyrol et de l'an-

cien état de Venise eussent été assurées, et les victoires du maréchal Souworof auraient eu des suites plus heureuses.

Le plan concerté entre les généraux Moreau et Magdonal était avorté; un nouveau théâtre de guerre allait s'ouvrir vers les frontières septentrionales de la république. Les ennemis menaçaient de pénétrer dans les départemens de l'Isère, des Hautes-Alpes et du Var, dans l'espoir d'y armer un parti, et méditaient, du côté du Jura, une invasion plus rapide et plus décisive. Mais le plan de la coalition ne pouvait avoir son exécution avant la fin de thermidor (15 au 20 août); il restait donc quelques instans aux armées françaises pour profiter de l'augmentation des forces que venaient de leur procurer les conscrits; il était important pour elles de faire un grand effort pour reprendre l'offensive sur tous les points à la fois.

Quatre points principaux fixaient alors l'attention du gouvernement français : 1° l'état de Gènes, où les armées étaient en présence, et où l'on avait recueilli tous ses moyens de part et d'autre; 2° la frontière des départemens de l'Isère et du Mont-Blanc, où les ennemis n'avaient que des corps d'observation, qui n'étaient assez forts ni pour enlever les postes sur les sommités, ni pour s'y maintenir; 3° la Suisse, où il était important de déposter les Impériaux des cimes les plus élevées des grandes Alpes, pour occuper de nouveau les passages et les communications avec l'Italie, et y décider l'avantage de la position générale; 4° le Bas-Rhin, où les Impériaux avaient une armée d'observation qui devenait tous les jours plus considérable;

Ordonner au général Joubert de marcher contre le général Souworof, favorisé par les différens corps de l'armée des Alpes; faire engager par le général Massena une action générale, afin de profiter de l'affaiblissement de l'armée de l'archiduc pour le chasser des petits cantons et du Saint-Gothard; opérer sur la rive droite du bas Rhin, où l'on pouvait profiter d'une riche moisson qui semblait réservée aux alliés, une diversion qui forçât l'archiduc à venir au secours du général Sctarey, au moment où il serait attaqué lui-même : tel fut, depuis Mayence jusqu'à Gènes, le plan d'attaque médité et exécuté par les Français.

Le Nord ne présentait encore que des opérations défensives. Le général Championet, arrivé dans les Alpes vers le milieu de ther-

midor (1ers jours d'août), s'occupait de l'organisation d'une armée presque entièrement composée de jeunes gens qui n'avaient jamais fait la guerre; le pays stérile dans lequel cette armée se trouvait, et la difficulté des chemins sur la sommité des Alpes, retardaient la marche de ces troupes, fortement sollicitées par le général Joubert, dont l'armée couvrait la Ligurie depuis Nice jusqu'à Bobbio.

Après avoir réuni les divisions de Naples, de Rome et de la Toscane, le général Joubert avait sous ses ordres environ cinquante mille hommes; mais, obligé de garder les rivières du Levant et du Ponent, le col de Tende, la vallée d'Ormea et la ville de Gènes, il ne pouvait disposer que d'environ trente-six mille combattans.

Le général Magdonal revenait à Paris, tandis que ses talens eussent été nécessaires en Italie, au milieu des bataillons dont il avait la confiance: le général Joubert, qui avait reçu l'ordre précis d'attaquer les Impériaux, avait obtenu du général Moreau de rester dans la Ligurie, pour être présent à la bataille que le directoire ordonnait de livrer aux Austro-Russes; ceux-ci pressaient le siége de Tortone, tandis que le général Kain s'avançait contre

la ville de Coni à la tête d'une colonne de l'armée impériale; que le général Melas, qui en commandait une autre, marchait contre Savone; qu'une division, campée sous les murs de Plaisance, faisait des mouvemens qui semblaient annoncer le dessein de pénétrer par Bobbio jusqu'à la rivière du Levant, et que le maréchal de Souworof, qui, posté sous Novi, menaçait Gènes, attendait dans les plaines, entre la Torba et la Scrivia, l'armée du général Krai, qui venait de soumettre Mantoue. [1] La prise prochaine de la citadelle de Tortone devait être le signal des nouvelles attaques.

Il était donc toujours plus important, d'après les idées du général Joubert, afin de prévenir la jonction de l'armée du général Krai, et d'empêcher la prise de la citadelle de Tortone, de marcher promptement contre l'armée du maréchal de Souworof. A cet effet, le général français, après avoir divisé son armée en deux colonnes, avait levé son camp de Cornigliano le 26 thermidor an 7 (13 août 1799), pour se porter en avant; l'aile droite, commandée par le général Saint-Cyr, ayant sous lui les généraux Vatrin et Laboissière, poussant ses avant-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

postes dans la vallée de Lero et de Lorba, était couverte par la Bochetta, couronnant en avant de ce défilé les revers sur la vallée de la Scrivia, et occupant Gavi par une avant-garde; l'aile gauche, commandée par le général Pérignon, ayant sous ses ordres les généraux Crouchi et Lemoine, s'avançait sur les montagnes du Mont-Ferrat et la vallée d'Acqui, d'où elle éclairait la vallée du Tanaro et celle de la Bormida, donnait à la ligne des avant-postes de l'armée française un appui plus solide, facilitait les mouvemens, et ménageait mieux les moyens de retraite.

Le 27, le général Joubert, après avoir poussé le comte de Bellegarde qui occupait les positions de Trezzo et de Bistagna, en avant d'Acqui, avait rallié, le soir même, sa gauche et son centre à Capriata, où il avait pris son quartier général; en même temps la colonne de la droite destinée au débloquement de Tortone, conduite par le général Saint-Cyr, auquel s'étaient joints les généraux Moreau et Dessoles, sortie par la Bochetta, avait poussé jusqu'à Novi, s'en était emparé, et s'était mise en ligne avec le reste de l'armée, qui se trouvait alors à la vue des alliés sur la croupe des dernières montagnes.

Le général Souworof, qui, ce jour là même, ralliait à son armée celle du général Krai, se trouvant à la tête de plus de soixante-dix mille hommes, indépendamment des paysans piémontais, et étant supérieur, sur-tout en cavalerie, tâcha d'attirer les Français dans la plaine de Rivalta di Scrivia, entre Tortone et Alexandrie; d'après cette idée, il avait refusé son aile droite, en ordonnant au général Bellegarde, qui la commandait, de se replier sur Torba, où le général Krai se joindrait à lui; les divisions autrichiennes qui étaient à Rivalta formaient la gauche; le général Rosenberg, avec les divisions russes, formait le centre, un peu en arrière de Bozolo di Formigaro.

De son côté, le général Joubert s'était affermi dans ses positions, en suivant une ligne oblique, sa droite à la Scrivia, son centre à Novi, sa gauche à Basaluzo, ce qui lui donnait la faculté de couvrir le mouvement d'une colonne, qui, après avoir passé la Scrivia, devait marcher sur Tortone, par Cassano di Spinola, en suivant les montagnes qui continuent à la rive droite de cette rivière.

Ce mouvement avait obligé le maréchal de Souworof à attaquer l'armée française, et il

s'y était décidé le 28 thermidor (15 août). Les attaques avaient commencé par la droite des alliés, commandée alors par le général Krai, contre la gauche des Français, où commandait en personne le général Joubert : l'affaire s'engageait à peine, lorsque ce général, auquel les Français de tous les partis rendent une égale justice, voulant animer une charge d'infanterie, fut frappé d'une balle dans le cœur, et tomba en répétant : *Marchez toujours.* Mais cet événement malheureux, loin de ralentir l'ardeur des Français, avait semblé l'augmenter, et ils avaient repoussé vigoureusement le général Krai, qui cherchait à tourner Novi, et le général russe Pancration qui l'attaquait de front; la division russe du général Doerfelden au centre, et l'aile gauche commandée par le général Melas, avaient alors reçu l'ordre d'attaquer, le premier par la chaussée de Novi, le second en remontant la rive gauche de la Scrivia; mais cette double attaque n'avait pas eu un succès plus heureux que celle de la droite; les deux armées alors se trouvaient engagées sur tout leur front, et le carnage était affreux. Cependant le général Krai avait déjà été repoussé deux fois, et, malgré les charges réitérées de trois divisions russes, les Français

avaient conservé leur position du centre; ils avaient aussi presque entiérement détruit ces trois divisions, dont le maréchal avait fait soutenir et renouveler les attaques jusqu'à trois fois avec une inébranlable constance, afin de contenir le centre de l'armée française, pendant que le comte de Melas cherchait à en tourner la droite : en effet, ce général, après avoir atteint les premières hauteurs de Novi, du côté de Pietale, et avoir longé la rive gauche de la Scrivia; étant parvenu à Seravalle et à Arquata, avait marché par le chemin de Seravalle sur Novi, et fait attaquer le flanc droit des Français; repoussé dans cette première charge, il en avait entrepris une autre avec une seconde colonne, et il avait ordonné à une troisième de dépasser la ligne des Français jusque sur les derrières de leur droite, saisissant les points avantageux qui se trouvaient entre les intervalles des colonnes, et faisant protéger leur mouvement par des batteries qui correspondaient à leur direction; cette manœuvre heureuse avait eu même temps décidé la victoire.

Vers cinq heures du soir, les Français contraints d'abandonner Novi, où ils étaient presque entièrement enveloppés, furent obligés de

se retirer par leur flanc gauche sur Ovada, les Autrichiens ayant coupé toute communication avec Gavi. Cette retraite s'était exécutée d'abord en bon ordre; mais, l'artillerie n'ayant point évacué assez promptement le village de Pastoureaux, la division qui formait l'arrière-garde, trouvant ce village encombré, fut arrêtée, mise en désordre, et bientôt atteinte par le général Karaczay, qui était à la poursuite des Français; en vain les généraux Pérignon, Grouchi et Parthenau, voulurent-ils rallier cette arrière-garde, ils ne purent y parvenir, tous furent blessés, et faits prisonniers, ainsi que le général piémontais Colli.

Cette journée vint mettre le comble aux désastres des Français en Italie, après celle de la Trebia; ils y défendirent avec science, courage et persévérance, contre les attaques multipliées des troupes très-vaillantes, et infiniment supérieures en nombre, une position très-forte par sa nature, couverte d'arbres et de buissons qui en rendaient les accès très-difficiles; mais plus ils déployèrent de talens, de sang froid et de bravoure pendant toute la journée, en tirant parti de tous les avantages du terrain, et en repoussant constamment, sans beaucoup de perte, les attaques réitérées des Aus-

tro-Russes contre leur gauche et leur centre, plus aussi leur perte devint considérable, et leur retraite précipitée, dès l'instant où le général Melas eut réussi à tourner leur droite par d'habiles manœuvres. A l'exception de la bataille de Malplaquet, perdue en 1709 par le maréchal de Villars, où il périt trente mille hommes; de celle de Francfort sur l'Oder en 1759, entre les Prussiens et les Russes, où Frédéric le Grand laissa près de vingt mille hommes sur le champ de bataille, et ne l'abandonna qu'après en avoir fait perdre un aussi grand nombre à l'armée russe, aucune autre bataille dans ce siècle n'avait été aussi sanglante que celle de Novi, où il paraît constant que les deux armées perdirent environ vingt-cinq mille hommes : comme à Malplaquet, les deux armées engagées sur toute la ligne se détruisirent pendant toute la journée : comme à la bataille de Francfort, où la belle manœuvre du général Laudon décida la victoire, elle resta incertaine : comme à Novi, jusqu'au moment où le général Melas eut pu tourner l'aile droite des Français. [1]

Le général Joubert, malgré les ordres du directoire, devait-il se permettre de marcher

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (50).

à l'ennemi dès l'instant où il connut sa grande supériorité? et, s'il l'ignorait lorsqu'il fit ses dispositions pour obéir aux ordres qu'il avait reçus, n'était-il pas instruit le 26 ou le 27 de l'arrivée du général Krai, qui était à Alexandrie dès le 25 thermidor (12 août)? et, quand il l'aurait ignoré, il n'en était pas moins assuré, qu'indépendamment de l'armée du général Krai, et des milices piémontaises, le maréchal de Souworof avait à sa disposition environ cinquante mille hommes, tandis que notre armée en avait à peine trente-cinq mille. Il est vrai cependant que le général français occupa une excellente position : mais si le maréchal la lui avait laissé prendre, il devait bien soupçonner quelles pouvaient être ses raisons; la première était sans doute d'obliger les Français, s'ils voulaient faire lever le siége de la citadelle de Tortone, à descendre dans la plaine, et en quittant la position défensive de Novi, à être exposés aux charges de la cavalerie ennemie, trois fois plus nombreuse que celle des Français, ainsi qu'à être débordés par leurs ailes au moyen de la plus grande quantité de combattans dont pouvait disposer le maréchal de Souworof; la seconde, que c'est commettre une faute capitale à la guerre,

que de vouloir tenter, avec des forces très-inférieures, de faire lever un siége devant une armée d'observation et de secours. Ne pouvait-on pas aussi reprocher au général Joubert d'avoir trop étendu sa position? ne devait-il pas la concentrer davantage, en assurant aussi davantage sa droite, soit en la fortifiant sur la rive gauche de la Scrivia, soit en faisant éclairer la rive droite de cette rivière, qui était à la disposition des ennemis, et par laquelle ils pouvaient facilement faire couler une ou deux colonnes, pour prendre les Français par derrière? Il paraît aussi que le général français s'était trop peu occupé d'assurer sa retraite, pour laquelle il n'avait que deux issues, dont une sur-tout était susceptible d'être facilement coupée, et qui le fut en effet. Enfin, le général Joubert, qui avait pour but unique de dégager la citadelle de Tortone, et de se mettre en mesure d'être renforcé par l'armée des Alpes, ne devait-il pas attendre de connaître la réussite des différentes attaques que devait faire cette armée? et pouvait-il espérer, en prenant une position défensive à Novi, de remplir aucune de ses vues? Ce qui donne un plus grand poids à cette réflexion, c'est que le général Championet (et le général

Joubert devait en être instruit) mettait en mouvement, dès le 10 thermidor, ce qu'il avait de forces disponibles, pour opérer des diversions par sa droite, sur les places de Coni et de Fenestrelles, et par sa gauche sur le Mont-Cenis, la Novalaise, le Saint-Bernard et la vallée d'Aoste, et que ces différentes attaques, sur toute la frontière des Alpes et du Piémont, qui avaient eu lieu du 26 au 27, les mêmes jours et aux mêmes heures où furent livrés les combats de Zurich, de Saint-Gothard, et la sanglante bataille de Novi, eurent les plus heureux succès. On pourrait en inférer, ce me semble, que, si le général Joubert n'eût pas quitté aussi promptement ses premières positions, il eût pu être renforcé par la droite du général Championet, et que le maréchal de Souworof, nécessairement inquiété par les suites heureuses que pouvaient avoir les premiers succès des Français dans les Alpes, n'aurait pas osé quitter la position d'Alexandrie, ou se serait peut-être cru obligé de se rapprocher de Turin par sa droite, en se maintenant par sa gauche sur Tortone; ce général aurait infiniment affaibli la ligne de defense, et donné aux Français plusieurs chances heureuses à courir.

Mais, si l'on a osé hasarder quelques réflexions sur la conduite militaire du général Joubert dans une circonstance aussi épineuse, on parlera avec plus de confiance des fautes capitales que commit le maréchal de Souworof dans cette journée, qu'il aurait peut-être dû et pu rendre décisive. Pourquoi d'abord laissa-t-il les Français passer les gorges de la Bochetta et venir prendre l'importante position de Novi? La raison d'attirer les Français dans la plaine, afin de faire usage de sa nombreuse cavalerie, ne peut être admise, et on peut encore bien moins lui pardonner, dès l'instant où il se voit forcé, le 15, de livrer la bataille, de l'avoir fait d'une manière aussi imparfaite. Pourquoi, en effet, attendre que ses troupes eussent été repoussées deux fois à sa droite et trois fois à son centre de la manière la plus meurtrière, pour faire marcher le général Melas? tandis, au contraire, que ce général aurait dû naturellement attaquer le premier, soit pour la sûreté de la forteresse de Seravalle, soit par rapport à l'avantage qu'il avait de pouvoir, en faisant filer des troupes sur la rive droite de la Scrivia, en dérober le mouvement aux Français, et dépasser leur droite pour la prendre ensuite en flanc et par derrière au même ins-

tant où le général Krai, favorisé par la supériorité du nombre, eût tenté de tourner la gauche, et où les Russes eussent contenu le centre en l'attaquant en tête; manœuvres qui, en ôtant aux Français les moyens de se défendre et de se soutenir, eussent assuré aux Austro-Russes une victoire très-peu sanglante, et la presque certitude de la dispersion totale de l'armée française, peut-être même de sa retraite dans le comté de Nice ou le département du Var.

Dans la nuit du 27 au 28, le général Moreau, qui avait été obligé de prendre le commandement de l'armée, la fit retirer dans les Apennins; il couvrit sa retraite en occupant le mont Rouge, où le général Saint-Cyr, placé avec sa division, se tenait à portée de défendre, vers la route de Gavi, les accès de la Bochetta; le reste de l'armée se rallia peu à peu et rentra dans ses anciennes positions, où le général Championet ne tarda pas de venir prendre le commandement, le directoire ayant réuni l'armée des Alpes à celle d'Italie.

L'état d'épuisement où se trouvait la Ligurie, les alarmes du gouvernement génois, qui à chaque instant s'attendait à l'arrivée des Impériaux, le défaut de vivres, le manque d'ar-

gent pour payer la solde arriérée des troupes, tout concourait à rendre très-embarrassante et périlleuse la position dans laquelle se trouvait l'armée d'Italie; l'on ne saurait comprendre quelles furent les causes de l'inaction dans laquelle resta alors le maréchal de Souworof, à moins de supposer que la victoire de Novi avait été achetée si chèrement par les Austro-Russes, qu'il ne leur était plus possible de prendre l'offensive: cependant, quand même cette armée eût été affaiblie, comme on le croyait, d'environ quinze mille hommes, elle aurait encore été forte de cinquante-cinq mille combattans, et assez supérieure à l'armée française, comptant à peine sous les armes vingt-cinq mille hommes, découragés par la privation des objets les plus nécessaires à leur subsistance et à leur défense. Jusqu'alors le maréchal de Souworof paraissait n'avoir eu aucune inquiétude sur ce que pouvait faire ou tenter l'armée des Alpes; et, quand même il eût détaché un corps de quinze mille hommes pour rendre inutiles les efforts des Français de ces côtés, il lui en aurait encore resté quarante mille, avec lesquels il eût pu marcher en avant, et, après avoir forcé les défilés de la Bochetta, facilement accabler un ennemi extrêmement affaibli. Au lieu de

mettre à exécution un plan qui l'aurait rendu maître de Gènes et du comté de Nice, le maréchal avait d'abord détaché le général Krai à la tête de son aile droite du côté du Valais par Novare ; il avait donné des ordres au général Melas d'observer les Français sur le revers des Apennins, et il marchait avec le centre de son armée vers Asti, pour empêcher la réunion de l'armée des Alpes à celle d'Italie.

Cependant la situation de Gènes devenait toujours plus critique; le général Klenau, qui s'était emparé du fort Sainte-Marie et de Sestri di Levante, s'approchait de ce côté; l'amiral Nelson bloquait le port avec une escadre, sur laquelle se trouvaient quelques troupes de débarquement; les habitans souffraient une véritable famine : ce n'est pas que les Français eussent abandonné cette ville toujours si importante; mais ils n'avaient pas tardé à être attaqués, le 28 fructidor, par le général Klenau, à Recco, poste important à quatre lieues de Gènes : heureusement le général Miolis, dont la division couvrait cette ville, entre Bobbio et la mer, avait arrêté les Autrichiens, et, bientôt après, secondé par quinze cents hommes aux ordres du général Vatrin, qui avait tourné l'aile droite des ennemis par les

hauteurs de Torriglia et de Fontana-Buona, il avait forcé le général Klenau, attaqué en flanc, de se retirer au-delà de Rapallo, après avoir éprouvé une perte considérable.

Ces différens événemens se passaient en Italie, lorsque le général Massena s'était mis en mouvement vers le 23 thermidor (10 août), ayant retardé ses opérations jusqu'à cette époque, malgré les ordres réitérés du directoire; soit qu'il eût calculé la plus grande diligence que pourraient faire les troupes russes pour arriver à l'armée de l'archiduc, soit qu'il préférât de mûrir davantage ses projets et de porter des coups d'autant plus sûrs en les différant, soit que chaque jour augmentât sa force numérique, sans que l'archiduc pût ni l'empêcher ni se procurer le même avantage, soit enfin que le manque de ressources et la difficulté des subsistances eussent retardé ses apprêts, et même découragé une partie de l'armée.

Il entrait dans les projets du général Massena de détacher entièrement son aile droite de son centre, et de rendre ses marches, ses manœuvres et ses attaques absolument indépendantes. Pour opérer cette séparation sans obstacle de la part de l'archiduc, il avait cherché à fixer du côté opposé l'attention de ce prince, en lui déro-

bant, par des attaques très-vives sur le centre de sa position, les renforts qu'il avait donnés au général Lecourbe, et en l'empêchant d'augmenter et de soutenir sa gauche. Ainsi, le 24 et le 25, le général Massena avait fait engager à sa gauche quelques affaires d'avant-postes aux environs de Baden; le 26, il avait porté une colonne au-delà de la Limat, qui avait bientôt répandu l'alarme jusqu'à Zurich, ayant pénétré très-proche de cette ville et sur quelques points des derrières de la ligne.

Pendant cette attaque, les colonnes de la droite, aux ordres du général Lecourbe et au nombre d'environ trente mille hommes, s'étaient ébranlées toutes à la fois, et dirigées sur les principaux postes occupés par les Impériaux. La colonne aux ordres du général Chabran, ayant d'abord réussi à interrompre la communication de l'aile gauche de l'archiduc avec le centre de son armée, avait favorisé le mouvement et les attaques du général Lecourbe sur Schwitz et sur tout le cours de la Reuss, depuis Altorff jusqu'au Saint-Gothard, dans un développement de front d'environ vingt lieues communes. Ainsi le même jour, 28 thermidor (15 août), quarante-huit heures seulement après le commencement du mouve-

ment général d'offensive, le général Lecourbe, maître du Saint-Gothard et de tout le cours de la Reuss, avait rétabli ses communications avec le haut Valais, où la division Thureau, ayant effectué sa jonction avec la colonne de droite, avait rejeté au-delà du Simplon, battu, détruit, pris ou dispersé tous les postes autrichiens. En vain le gros des Autrichiens, en se retirant d'Urseren sur Dissentis, s'était-il rallié sur les montagnes du Crispalt, d'où il pouvait redescendre dans la vallée et fermer l'entrée des Grisons par les sources du Rhin, le général Lecourbe ayant fait tourner le Saint-Gothard par Rivolo, pendant qu'il marchait par le lac d'Oberalp, les Autrichiens, malgré leur courageuse résistance, avaient été entièrement défaits, et ce ne fut qu'en bien petit nombre qu'ils étaient parvenus à achever leur retraite sur Dissentis.

Cependant l'archiduc, qui n'avait quitté ni sa position centrale, ni son quartier de Klainlen, s'était hâté de recueillir et de soutenir, sur la ligne de la Limat, son aile gauche entièrement enfoncée, et il avait forcé de moyens pour rapprocher de lui les premières colonnes russes; en même temps, pour rappeler l'attention du général Massena à sa gauche, il avait

feint de vouloir forcer le passage de l'Aar au-dessous de Baden; mais il n'avait pu réussir à établir un pont sur cette rivière : ainsi l'armée du général Massena avait concouru par de grands succès à l'exécution du nouveau plan d'offensive générale; et l'on est fâché de ne pouvoir pas ici faire partager à ses lecteurs le vif intérêt de cette suite de marches et de combats au moyen desquels les Français réussirent à remplir leur but : les bornes de cet ouvrage nous permettent à peine de recueillir et de fixer les résultats de toutes les scènes qui se passèrent hors du théâtre de l'Italie. [1]

Tels avaient été les mouvemens et les attaques des armées de la Suisse, des Alpes et de l'Italie, lorsque, le 7 fructidor (24 août), les troupes que devait commander le général Moreau sur les bords du Rhin, exécutèrent, sous les ordres du général Muller, l'opération concertée pour diviser l'attention de l'archiduc, en retirant de la rive droite du Rhin et des bords du Necker et du Mein, les ressources que devait y trouver la nouvelle armée impériale, et en tâchant de s'assurer des places et des postes qui pouvaient le plus favoriser son

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

ralliement et ses marches vers le Bas-Rhin.

Sur la première nouvelle des mouvemens des Français vers la Souabe, l'archiduc avait fait partir de Schaffouse huit bataillons d'infanterie autrichienne; mais un secours plus considérable, sans lequel les Français auraient pu faire de très-grands progrès, fut la levée en masse des paysans, appelés par les proclamations de l'électeur de Mayence à la défense de leurs foyers, et organisés par le baron d'Albini.

Cependant le général Muller, après avoir investi Philisbourg, avait commencé, dans la nuit du 19 au 20 fructidor (5 au 6 septembre), à bombarder très-vivement cette ville.

Ce fut sans doute cette nouvelle agression sur le bas Rhin, qui, jointe aux succès de la droite de l'armée française en Suisse, aux positions qu'occupait l'armée d'Italie, aux mouvemens que faisait l'armée de Alpes, et à l'arrière-saison qui s'avançait, que l'on dut les grands changemens que les généraux alliés dûrent apporter dans leur premier plan, en l'étendant davantage.

Ainsi l'archiduc ne pouvant plus reprendre tout de suite ses anciennes positions dans les hautes Alpes, ne pouvant recouvrer les avantages perdus, en sacrifiant au salut de l'armée

d'Italie et à la gloire du maréchal de Souworof, la partie de son armée qui était destinée à percer dans la vallée de l'Aar; n'ayant plus assez de forces pour obliger le général Massena à quitter sa position inexpugnable, afin de couvrir la partie la plus faible des frontières de la France, ce prince crut devoir se disposer à agir sur ses flancs, et, considérant la Suisse entière comme un seul point où les Français avaient porté la plus grande partie de leurs forces, il projeta de faire tourner du côté de l'Italie et de tourner lui-même du côté du bas Rhin, cette masse de montagnes, ce théâtre ensanglanté, épuisé, dépeuplé, où sa nombreuse cavalerie ne pouvait plus ni subsister ni agir.

En conséquence le général Krai, déjà parvenu à Milan, avait été rappelé sous les murs d'Alexandrie; le maréchal de Souworof s'était mis en marche avec ses Russes, pour se rendre en Suisse, et s'y mettre à la tête de tous les soldats de sa nation, à la solde de l'Angleterre, auxquels devait se joindre le corps du prince de Condé; une armée impériale et de l'Empire, forte de soixante mille hommes, s'était rassemblée en Souabe sous les ordres de l'archiduc, et l'on avait confié au général Me-

las les troupes autrichiennes, chargées d'expulser entièrement les Français de l'Italie. Ainsi, la défense active et soutenue des Français, malgré les revers constans et les pertes immenses qu'ils avaient faites en hommes et en munitions de tout genre, semblait avoir fait évanouir des projets que les pertes non moins considérables des alliés avaient rendus inexécutables, sans que, pour le gouvernement français, ou pour la coalition des puissances, il en fût résulté aucun avantage décisif.

Mais pendant que l'on s'était battu en Italie, sur les Alpes, en Suisse et sur les bords du Rhin, les Anglais avaient préparé une grande diversion, en tentant le rétablissement du sthatouderat; le succès de cette vaste entreprise assurait aux alliés les moyens de rouvrir la campagne dans les Pays-Bas avec une armée anglaise, russe et sthatoudérienne, de fomenter le mécontentement des Belges, de devenir, par la possession de toutes les colonies et de la marine hollandaises, maîtres des conditions de la paix, de pouvoir fermer l'Escaut, et mettre entre la France et la Hollande une séparation politique, seule garantie de son influence sur le continent. En conséquence, le 26 thermidor (13 août), l'amiral Mitchel

avait appareillé de la rade des Dunes, avec environ cent trente bâtimens de transport; une seconde division devait le suivre, et compléter en Hollande le débarquement d'environ vingt-sept mille Anglais, qui devaient être joints par vingt mille Russes. La Hollande alors pouvait compter environ vingt mille hommes de troupes nationales, et huit à dix mille Français, sous les ordres du général Brune ; celui-ci, à la nouvelle de l'agression de l'armée anglo-russe, après avoir pourvu d'abord à la défense de la Zélande, avait chargé les généraux hollandais Daendels et Dumonceau, l'un de la défense des côtes de la province de Hollande, l'autre de celle des provinces de l'Est, et il avait conservé pour lui une réserve prête à se porter sur tous les points menacés. A cette époque, les amis exagérés de la liberté s'étaient réunis au directoire, et les amis de la maison d'Orange avaient attendu en silence un succès décisif pour se déclarer.

De son côté, le gouvernement batave avait mis beaucoup d'ordre et de nerf dans les apprêts de sa défense, et il n'avait négligé aucun moyen d'en assurer le succès. Après avoir été contrariée par les vents, la première division des Anglais avait débarqué le 10 fructidor

(27 août), vers la Nort-Hollande, malgré les efforts du général Daendels, vers lequel se portèrent bientôt, à marches forcées, des renforts de troupes françaises et bataves, dès l'instant où il n'y eut plus d'incertitude sur le point de l'attaque. Le général Brune arriva à Alkmaer le 16, et la division française prit poste à la gauche de la ligne.

Le général Albercombrie venait d'achever son débarquement sur la presqu'île du Helder; ce fut alors, et sans qu'on en eût eu aucun soupçon, qu'éclata dans la flotte hollandaise une insurrection, préparée sans doute de longue main par les Anglais et les Orangistes, insurrection qui fut tellement violente, que, dans la nuit du 12, les matelots s'armèrent, s'emparèrent des écoutilles et de la Sainte-Barbe, déchargèrent les pièces, jetèrent à la mer les boulets et les gargousses, forcèrent l'amiral Story, le 13, d'arborer le pavillon d'Orange, et de se déclarer prisonnier de guerre, ainsi que tous les officiers.

Dès lors, il ne resta plus au gouvernement batave que quelques vaisseaux dispersés dans les ports de la Zélande : ce ne fut pas une chose peu extraordinaire de voir les Hollandais, sans marine, défendre eux-mêmes par terre

les approches d'Amsterdam, faire une guerre aussi nouvelle que meurtière dans le pays qui se prête le moins aux combinaisons et à l'application des principes de l'art militaire, et dans lequel on vit quatre-vingt mille hommes prendre des positions, et se livrer bataille au milieu d'un labyrinthe de digues et de canaux.

Du 17 au 18 fructidor (3 au 4 septembre), le général Brune avait concentré ses forces en avant d'Alkmaer, en plaçant sa gauche vers la mer, en occupant Saint-Pankras à son centre, et refusant un peu son aile droite. Les Anglais n'ayant encore reçu qu'une partie de la division du duc d'Yock, et attendant les Russes qui étaient retenus par les vents contraires à Yarmouth, s'étaient retranchés derrière le Zyp avec dix-sept mille hommes, et évitaient tout engagement sérieux avant la réunion des forces alliées. Le général Brune, au contraire, ayant rassemblé environ vingt-cinq mille hommes, avait cru le moment favorable, et avait fait attaquer les Anglais le 23 fructidor (9 septembre), à la pointe du jour, derrière leurs retranchemens; mais le feu meurtrier de deux frégates et deux bricks embossés sur la côte, ayant pris en flanc les Français dès l'instant

où ils furent parvenus sur le revers de la digue, les avait forcés de renoncer à pousser plus loin leur attaque; et, celles du centre et de la droite n'ayant pas été plus fructueuses, l'armée française et batave avait repris son ancienne position. Le même jour, le prince héréditaire avait fait inutilement des tentatives, des proclamations et des sommations sur deux points très-éloignés l'un de l'autre, vers les frontières de l'Over-Issel.

Cependant l'armée alliée se trouvant rassemblée et forte à peu près de trente-cinq mille hommes, le duc d'Yorck avait cru qu'il ne devait pas perdre un instant pour attaquer les Français avant qu'ils eussent reçu les renforts qui leur venaient de la Belgique et du bas Rhin: en conséquence, il avait fait ses dispositions avec une grande précipitation; les troupes russes avaient été réparties entre la droite, où elles formaient la tête de la colonne, soutenue par les Anglais, et le centre, où elles étaient mêlées avec eux.

La colonne de droite, commandée par le général russe Hermann, se trouvait opposée à la gauche des Français, commandée par le général Vandame; le centre des Bataves était aux ordres du général Dumonceau, leur droite

sous ceux du général Daendels; le duc d'Yorck et le jeune prince d'Orange étaient à la tête du centre et de la gauche de l'armée des alliés; le général Albercombrie, à la tête de sept mille hommes, devait s'emparer de Hoorn, et marcher sur les derrières de la droite des Hollandais, afin de l'envelopper au moment où les Russes auraient réussi à culbuter la gauche du général Brune, et l'auraient séparée de la mer.

Le 2e jour complémentaire (18 septembre), le général Albercombrie s'était emparé de Hoorn; le 3e jour, à cinq heures du matin, le général Hermann avait attaqué et fait replier les avant-postes français qui étaient à Kamp et à Grool; il s'était ensuite porté en avant pour envelopper la division Vandame, et s'était emparé de Schoorl-Damm, et bientôt après de Bergen, village autour duquel il y a de très-beaux bois, où les Français se concentrèrent: dès cet instant, le centre de la ligne de bataille de l'armée franco-batave se trouvait déjà dépassé par les Russes, tandis que le duc d'Yorck l'attaquait de front. Dans cette position, le général Brune avait fait marcher au secours du général Vandame l'arrière-garde de la division Dumonceau, et rapprocher du centre, qui s'affaiblissait, la division Daendels; dès-

lors la colonne russe, qui s'était trop avancée, avait été attaquée sur ses deux flancs sans pouvoir communiquer avec le centre; le village de Bergen avait été repris à la baïonnette; en vain les Russes s'étaient battus en désespérés, ils avaient été rompus, dispersés, et la colonne du général Hermann, fait lui-même prisonnier, après avoir perdu son artillerie, avait été presque entièrement détruite. Pendant ces avantages contre la droite des alliés, le centre, obligé de soutenir les efforts des Anglais et de les empêcher de se réunir à leur droite, avait été dans un grand danger; et la droite, après avoir résisté jusqu'à deux heures, avait été dépassée; mais elle s'était ralliée, et, vers la fin de la journée, elle avait recommencé à combattre, et s'était emparée des postes et des batteries qu'elle avait été forcée d'abandonner. Les différentes attaques de l'armée des alliés ayant aussi mal réussi, le général Albercombrie avait été obligé d'évacuer Hoorn dans la nuit du 4e complémentaire, et l'armée anglo-russe de rentrer dans ses retranchemens du Zyp. Les Français et les Bataves avaient aussi repris les mêmes postes qu'avant la bataille. Ce succès avait commencé à dissiper les inquiétudes qu'on avait à Amsterdam, et l'arri-

vée de soixante et dix chaloupes canonnières françaises vinrent y rassurer entièrement sur la défense du Pampus.

En convenant que dans la position où se trouvait le duc d'Yorck, il ne devait pas hésiter d'attaquer, on fut généralement d'accord pour blâmer la précipitation avec laquelle il crut devoir mettre en action les dernières troupes débarquées, sur-tout les Russes. Rarement les hommes qui ne sont point accoutumés à la mer, retrouvent-ils, au moment où ils touchent la terre, leur force et leur agilité: l'ardeur avec laquelle les Russes poursuivirent les Français, dut encore les fatiguer et les désunir à mesure qu'ils avançaient; tandis que les Français, qui connaissaient le terrain, son uniformité, ses coupures, et qui se concentrèrent en se retirant, dûrent acquérir des avantages. On reprochait aussi au général anglais d'avoir uniquement compté sur l'attaque de sa droite, et d'avoir trop affaibli sa gauche en détachant le général Albercombrie; celui-ci, d'ailleurs, ne pouvait espérer des succès qu'autant que la gauche et le centre de l'armée gallo-batave seraient défaits: le duc d'Yorck ne pouvait donc pas se permettre d'affaiblir autant sa gauche, dans l'espoir de profiter de la victoire

avec une réserve fraîche et déjà portée en avant de la ligne, mais dont le secours pouvait être nécessaire pour l'obtenir.

Achevons ce tableau de l'expédition des Anglais et des Russes contre la Hollande, avant de terminer celui des entreprises des Russes et des Autrichiens contre les Français en Helvétie et en Italie.

Depuis la bataille de Bergen jusqu'au 9 vendémiaire (1er octobre), il ne s'était rien passé d'important entre les deux armées; celle anglo-russe avait rétabli et renforcé sa droite appuyée à la mer; celle franco-batave, en attendant les renforts qui lui arrivaient de la France et de la Hollande, avait couvert sa gauche de plusieurs retranchemens, sur-tout en avant du village de Bergen; le centre et la droite étaient presque inabordables, et la défense générale du front d'autant plus avantageuse, que l'armée, pour l'attaquer, passait tout à coup d'une disposition d'attaque trop divergente à l'excès contraire; car en dépassant la position d'Alkmaer, au lieu de pouvoir se déployer, elle était obligée de doubler ses lignes, et de resserrer l'intervalle de ses colonnes, désavantage d'autant plus grand, que, dans le cas d'une retraite, le terrain s'ou-

vrant dans le sens inverse, nuit au ralliement au lieu de le favoriser.

Ce fut le 10 vendémiaire (2 octobre), que le duc d'Yorck se décida à attaquer de nouveau, avec la totalité de ses forces, en portant encore une fois son principal effort contre le centre de l'armée gallo-batave; dans ce premier choc, les avant-postes de celle-ci furent d'abord chassés de Groel, de Kamp, de Schorel et de Schoreldan; après ce premier avantage, le combat s'était engagé plus sérieusement en avant de Bergen, où le général Gouvion avait tenu ferme contre les attaques du général Dundas, quoique déjà dépassé par le général Albercombrie, qui cherchait à tourner Alkmaer, en passant par Egmond sur mer; en même temps le général Vandame, qui ne montrait pas moins de courage que le général Gouvion, avait arrêté les Anglo-Russes, et ce n'avait été que la nuit du 10 au 11, après les combats les plus sanglans et les charges les plus vigoureuses à la baïonnette, que ces deux postes avaient été évacués. Le centre de l'armée franco-batave, ayant aussi été obligé de se replier, le général Brune avait pris alors une nouvelle position très-forte et plus resserrée que la première, la gauche à Wyk-op-Zée,

sur le bord de la mer, et le centre à Kyommen-Dieg, derrière l'étang; dans ce mouvement, la droite, aux ordres du général Daendels, s'était retirée à Purmerand et à Monikendam, derrière les inondations du Schermer. Le général Brune s'était affermi dans cette excellente position, et y avait reçu un renfort assez considérable de troupes françaises. Pendant les journées du 12 et du 13, les deux armées prirent quelque repos; mais, dès le 14 au matin, le duc d'Yorck fit attaquer, pour la troisième fois, tout le front de la ligne gallo-batave; il espérait, sans doute, repousser encore cette armée, et l'obliger à se retirer au-delà de Harlem; cependant il fut trompé dans son attente : d'abord les Russes parvinrent jusqu'à Castricum, où l'action s'étant généralement engagée, le sort des armes ne tarda pas à changer; au moment où les troupes gallo-bataves attaquaient à leur tour celles des alliés, le général Brune, saisissant un moment favorable pour charger à la tête de sa cavalerie, rompit la ligne des ennemis, qui, ne pouvant plus se réunir, ni se maintenir sur le terrain qu'ils avaient gagné, après une perte très-considérable, furent repoussés au-delà de Backkum.

Après avoir combattu jusqu'à la nuit, l'ar-

mée franco-batave était rentrée dans sa position de Beverwick, et les résultats de cette victoire, peu importante en apparence, avaient cependant été infiniment avantageux, puisque du succès de cette attaque dépendait la réussite d'une entreprise aussi majeure que difficile, les moyens de faire subsister une armée, qui ne pouvait recevoir que par la voie de la mer tout ce qui lui était nécessaire, et qu'enfin la saison devenant toujours plus avancée, la navigation périlleuse du Texel ne permettant plus de prolonger le service des convois, le duc d'Yorck avait été obligé de capituler le 26 vendémiaire (18 octobre). Ainsi, les obstacles qui s'étaient opposés à la réunion des quatre divisions anglaises et russes, successivement portées au Helder, la trop grande précipitation du duc d'Yorck dans ses premières attaques, la faute d'avoir affaibli ses forces à la bataille de Bergen, en se privant de la colonne confiée au général Albercombrie; enfin, la sagesse du plan de défense adopté et suivi par le général Brune, avaient concouru simultanément à faire échouer l'expédition maritime, la plus considérable qui eût été tentée par les modernes, expédition qui paraissait devoir, non seulement changer la for-

me du gouvernement en Hollande, mais aussi avoir les conséquences les plus importantes, soit par rapport à la continuation de la guerre, soit pour le rétablissement de l'équilibre politique au moment de la paix générale.

Cependant les tentatives des Anglais et des Russes contre la Hollande avaient fort accru les embarras du directoire français, en l'empêchant de former son armée du Rhin, de manière qu'elle pût agir offensivement, se soutenir sur la rive droite, et sur-tout vivre aux dépens de l'Empire; le général Muller, qui n'avait pu faire qu'une diversion, ne pouvait pas se soutenir devant l'archiduc, qui s'approchait avec des forces supérieures, tandis que la sortie de ce prince de la Suisse, avec la plus forte partie de l'armée autrichienne, n'avait pas procuré au général Massena tous les avantages que l'on paraissait devoir espérer. [1] Après avoir occupé le canton de Glaris, et embrassé les lacs de Zurich et de Vallenstadt, le général Massena n'avait plus eu les forces suffisantes pour attaquer le général Hotze dans ses excellentes positions, ni pour tourner l'armée austro-russe, afin de l'arracher de Zurich,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

sans courir les risques de se voir séparé d'avec son aile droite; peut-être cependant le général français aurait-il pu saisir le moment où les Russes venaient remplacer les Autrichiens, et où les nouveaux officiers qui arrivaient, ne connaissant ni le terrain, ni les postes, ni les positions, et n'ayant calculé ni éprouvé leur importance, ne pouvaient savoir comment s'opposer à un nouvel effort qu'auraient tenté les Français contre la droite et le centre de ce formidable camp de Zurich.

Du côté de l'Italie, le déplacement des troupes russes n'avait pas été plus avantageux aux Français, que celui des Autrichiens en Suisse, et le mouvement du maréchal de Souworof, quoique très-hardi devant un ennemi actif et entreprenant, avait été exécuté avec sagesse et succès.

D'abord, après la reddition de Tortone, toute la partie de l'armée du général Krai, qui était campée à Bozzolo di Formigaro et à Rivalta, avait marché vers Coni par Feliciano et Alba, et l'armée du général Melas, forte d'environ cinquante mille hommes, s'était rassemblée, vers les derniers jours de fructidor, à Bra sur la Sture; c'était une position centrale entre les Alpes et les Apennins, très-bien

choisie pour s'opposer aux progrès du général Championet, et à la réunion qu'il tentait d'opérer en avant de Coni, avec l'armée dont le général Moreau lui laissait le commandement dans les états de Gènes.

Le quartier général de l'armée des Alpes était alors proche de Pignerol; un corps d'environ sept mille hommes, parti des environs de Suse, s'avançait sur Turin, la gauche de l'armée marchait sur Ivrée, où se trouvait la droite des Autrichiens. A la faveur de ces mouvemens, qui menaçaient les Impériaux et la place de Turin, le général français s'était porté près de Stafarde, si célèbre par la victoire de Catinat en 1690; mais vainement avait-il voulu pénétrer plus avant, repoussé de Savigliano et de Fossano, il avait été forcé de se retirer sur Maira, du côté de la vallée de Château-Dauphin; tandis que la colonne qui s'était portée sur Turin, avait été contrainte de rétrograder sur Suse : [1] il ne s'était rien passé du côté de Gènes. Mais, au moyen de ces différentes manœuvres, les généraux Krai et Melas avaient su couvrir et assurer la marche des Russes, qui se hâtaient d'atteindre les passages du mont Saint-Gothard.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

L'effet que le gouvernement français s'était promis de ce dernier mouvement de son armée des Alpes, était sans doute de retenir le maréchal de Souworof en Italie, ou de réunir les armées des Alpes et d'Italie dans les plaines du Piémont, afin d'y prendre l'offensive, ou de faciliter la défense du pays de Gènes, où les Français souffraient beaucoup par rapport à la difficulté des communications. Aucun de ces buts ne furent remplis; l'armée des Alpes était trop faible pour distraire les alliés du siége de Tortone et les retirer des positions dans lesquelles ils resserraient l'état de Gènes; et au moment où elle eût été suffisamment augmentée par le rassemblement des conscrits, au lieu de tenter des diversions, il eût beaucoup mieux valu en renforcer l'armée du général Joubert. Enfin, les dernières tentatives de l'armée des Alpes avaient été trop tardives, et faute de les avoir concertées avec celles de l'armée d'Italie, vers le 23 fructidor (9 septembre), le corps d'observation du général Krai remporta des avantages qu'il n'aurait pu ni dû espérer; car, dans le cas d'une attaque simultanée des deux armées françaises, le général autrichien aurait été obligé de perdre l'un ou l'autre appui de ses ailes : aussi le manque de concert favorisa-

t-il le général Krai, qui sut en profiter avec célérité et précision, afin de se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts qui devaient remplir le vide causé par le départ de l'armée russe. Ainsi, faute d'activité, de plans sagement conçus, de prévoyance ou d'habileté à saisir l'à-propos, les Français assurèrent les nouveaux succès des Autrichiens en Italie; ils avaient laissé échapper le moment favorable, et n'avaient pas su profiter de celui de la faiblesse des Impériaux, faiblesse qui avait été assez indiquée dès le 22 fructidor (8 septembre), par la marche de la première colonne russe sur Novare.

Heureusement le général Massena répara en partie ces légèretés de conduite, en diminuant par ses succès ceux que pouvaient espérer les alliés de leur nouvelle combinaison d'attaque, sans cependant empêcher entièrement les nouveaux malheurs qu'éprouvèrent encore les armées des Alpes et d'Italie. Depuis le succès des attaques du général Lecourbe, le general Massena resserrait la gauche de l'armée des alliés pour attaquer le centre avec plus d'avantage; il venait de porter en avant le général Lecourbe; il cherchait à pénétrer et à tourner entièrement par la vallée des Grisons, les posi-

tions qui couvraient la ligne du général Hotze, et se préparait ainsi à une attaque générale; les nouvelles de la marche du général Souworof, en précipitant ses dispositions, l'avaient décidé à ne pas perdre un instant pour attaquer. En conséquence, l'objet des premières manœuvres du général Massena avait été de déposter le général Hotze, afin de le séparer du général Jellachick, de rendre impossible toute jonction avec le maréchal de Souworof par les cantons de Schwitz et de Glaris, et d'attaquer le centre avec plus de confiance quand les derrières seraient menacés. Le général Hotze, surpris par une attaque aussi inopinée, veut courir aux avant-postes; il est tué. Jamais une armée n'avait perdu un général dans un moment où ses talens et la connaissance particulière du terrain difficile sur lequel il se trouvait fussent plus nécessaires; aussi, après cette perte irréparable, cette aile gauche se trouva-t-elle, du 3 au 4 vendémiaire (25 au 26 septembre), entièrement battue, dispersée, repoussée et séparée du centre de l'armée, dont le flanc gauche et les derrières restèrent découverts.

Les attaques contre Zurich n'avaient pas eu moins de succès, le carnage avait été affreux, la défaite entière, l'artillerie et les bagages

perdus. Une forte arrière-garde renfermée dans Zurich n'ayant pas voulu se rendre, la ville, vainement sommée, avait été emportée l'épée à la main, et les Français étaient entrés dans Zurich en marchant sur les cadavres de leurs ennemis, qui remplissaient les fossés de cette place. Le prince Korsakou s'était retiré alors, trop tard sans doute, sur Schaffouse; mais les Français, maîtres de la position de Zurich, des deux rives du lac et du cours de la Glatt, avaient poursuivi, sur les deux directions de Saint-Gall et de Schaffouse, les Russes et les Autrichiens séparés, et les avaient contraints de passer le Rhin, et de mettre entre eux le lac de Constance.

Pendant que le général Massena remportait de si grands avantages, le maréchal de Souworof, après avoir repoussé, le long de la Reuss jusqu'à Altorff, la brigade du général Gudin, était arrêté par le général Lecourbe, qui, bientôt après, secondé par le général Massena en personne, à la tête de quinze mille hommes, avait forcé le généralissime russe à se retirer dans la vallée des Grisons, abandonnant ses blessés, son artillerie et ses bagages. Néanmoins ces succès réitérés n'avaient pas encore terminé entièrement l'affaire; pendant

que le maréchal s'efforçait vainement d'opérer la réunion des deux corps d'armée, les alliés avaient repassé le Rhin et se portaient sur Vintherthur; mais, à la nouvelle de ce mouvement, le général Massena s'étant hâté de passer de la droite à la gauche de son armée, avait rencontré les alliés, le 15 vendémiaire (7 octobre), entre la Thur et le Rhin, les avait chargés, et après avoir divisé leurs colonnes à peine réunies, les avait forcés de repasser ce fleuve : trois fois dans cette journée la ville de Constance avait été prise et reprise, et les soldats de la république avaient fini par en rester les maîtres. Là finit la bataille de Zurich, qui, depuis les premières attaques des postes avancés, avait duré quinze jours entiers. Il serait difficile d'évaluer exactement la perte des deux armées pendant ces quinze jours; on s'éloignerait peu cependant de l'exacte vérité en l'estimant à quarante mille hommes tués, blessés et prisonniers.

Dès que l'archiduc reçut, à son quartier-général sur le bas Rhin, la nouvelle de la bataille de Zurich, et qu'il fut informé que les généraux français faisaient filer des troupes vers Strasbourg et Bâle, il se mit en marche avec la plus grande partie de celles à ses ordres,

et il arriva du 15 au 16 vendémiaire (7 au 8 octobre), dans la haute Souabe, où il concentra ses forces dans une forte position. La Suisse se trouvait donc presque entièrement évacuée. Les Français menaçaient de rentrer dans les Grisons; le général Muller avait repassé le Rhin, et s'était reporté sur Francfort, Heidelberg et Manheim. Quant à l'Italie, les armées françaises n'y étaient pas aussi heureuses, quoiqu'elles y combattissent journellement, depuis le val d'Aoste jusqu'au golfe de la Spezia : la cour de Vienne, convaincue que c'était surtout dans la péninsule qu'elle avait intérêt de soutenir ses premiers succès, s'était décidée à retenir, à tout prix, des conquêtes chèrement achetées; ainsi, dès que la marche de l'armée russe eût été résolue, elle s'était arrêtée au parti très-sage de porter tous ses efforts sur les ailes, et de rester vis-à-vis de la Suisse dans un état d'observation passive; en conséquence, tous les renforts des troupes autrichiennes qu'on put recueillir dans la Carinthie, le Tyrol, l'état de Venise, furent dirigés vers les armées des généraux Melas et Krai.

Ces généraux, réunis à l'affaire de Fossano, s'étaient séparés depuis; le général Melas cherchait à former l'investissement de Coni, que

que le maréchal s'efforçait vainement d'opérer la réunion des deux corps d'armée, les alliés avaient repassé le Rhin et se portaient sur Vintherthur; mais, à la nouvelle de ce mouvement, le général Massena s'étant hâté de passer de la droite à la gauche de son armée, avait rencontré les alliés, le 15 vendémiaire (7 octobre), entre la Thur et le Rhin, les avait chargés, et après avoir divisé leurs colonnes à peine réunies, les avait forcés de repasser ce fleuve : trois fois dans cette journée la ville de Constance avait été prise et reprise, et les soldats de la république avaient fini par en rester les maîtres. Là finit la bataille de Zurich, qui, depuis les premières attaques des postes avancés, avait duré quinze jours entiers. Il serait difficile d'évaluer exactement la perte des deux armées pendant ces quinze jours; on s'éloignerait peu cependant de l'exacte vérité en l'estimant à quarante mille hommes tués, blessés et prisonniers.

Dès que l'archiduc reçut, à son quartier-général sur le bas Rhin, la nouvelle de la bataille de Zurich, et qu'il fut informé que les généraux français faisaient filer des troupes vers Strasbourg et Bâle, il se mit en marche avec la plus grande partie de celles à ses ordres,

et il arriva du 15 au 16 vendémiaire (7 au 8 octobre), dans la haute Souabe, où il concentra ses forces dans une forte position. La Suisse se trouvait donc presque entièrement évacuée. Les Français menaçaient de rentrer dans les Grisons; le général Muller avait repassé le Rhin, et s'était reporté sur Francfort, Heidelberg et Manheim. Quant à l'Italie, les armées françaises n'y étaient pas aussi heureuses, quoiqu'elles y combattissent journellement, depuis le val d'Aoste jusqu'au golfe de la Spezia : la cour de Vienne, convaincue que c'était surtout dans la péninsule qu'elle avait intérêt de soutenir ses premiers succès, s'était décidée à retenir, à tout prix, des conquêtes chèrement achetées; ainsi, dès que la marche de l'armée russe eût été résolue, elle s'était arrêtée au parti très-sage de porter tous ses efforts sur les ailes, et de rester vis-à-vis de la Suisse dans un état d'observation passive; en conséquence, tous les renforts des troupes autrichiennes qu'on put recueillir dans la Carinthie, le Tyrol, l'état de Venise, furent dirigés vers les armées des généraux Melas et Krai.

Ces généraux, réunis à l'affaire de Fossano, s'étaient séparés depuis; le général Melas cherchait à former l'investissement de Coni, que

les Français, maîtres des hautes vallées, rendaient très-difficile; tandis que le général Krai se portait, avec un gros corps d'infanterie, dans la vallée d'Aoste, et forçait les Français à repasser le mont Jouves. La belle défense d'Ancône par le général Monnier, celle de Rome, de Civita-Vecchia et de quelques autres points, occupaient une division autrichenne sous les ordres des généraux Ott et Frœlich; le général Klenau continuait de resserrer Gènes du côté de la rivière du Levant, et poussait ses postes jusqu'à Rapallo.

Le seul but du général Melas devait être de prendre Coni, afin d'ôter aux Français cette clef du Piémont; et ceux-ci devaient faire d'autant plus d'efforts pour la conserver, qu'elle étendait et affermissait la base de leur défensive du pays de Gènes. Le général Championet, pour être plus à portée de veiller sur sa gauche, avait porté son quartier-général à Finale; celui du général Melas se trouvait à la Trinité, entre la Sture et le Tanaro; les Autrichiens, qui avaient poussé leurs postes jusqu'au débouché de la vallée de Maira, s'étaient hâtés d'avancer l'investissement de Coni par leur gauche, en entrant dans le val de Pesio, pendant que les Français inquiétaient leur flanc

droit du côté de Savigliano. En même temps, le général Klenau avait reçu les ordres de s'avancer sur Gènes; mais le général Saint-Cyr l'avait bientôt forcé d'abandonner sa position de Rapallo, et de rétrograder jusqu'à celle de la Spezia et de Sarzanne.

D'un autre côté, les Français descendant des hauteurs de Saravalle, avaient attaqué, à Rivalla, le corps du général Karazey, et avaient paru vouloir percer du côté de Plaisance, et faire concorder ces mouvemens avec ceux qui, par la Suisse, menaçaient le Milanais. Ces différentes diversions avaient été sans effet, et n'avaient pas empêché le comte de Melas de rassembler, entre la Sture et le Tanaro, l'armée destinée au siége de Coni, d'en presser les apprêts, et de resserrer cette place.

Le général Championet, de son côté, après avoir confié la défense de la Ligurie au général Saint-Cyr, avait rassemblé à Coni tout le reste de ses forces, et s'y était porté en personne dans le dessein de livrer bataille au général Melas; son plan était d'envelopper l'aile droite de l'armée autrichienne du côté de Fossano et de Savigliano, de lui couper ses communications avec ses magasins de Bra et de Turin, et de forcer le général Melas à com-

battre dans une position désavantageuse, ou à s'éloigner de Coni. Ce plan d'attaque était combiné avec les mouvemens que devait faire le général Duhem par la vallée de Suse, en conduisant une colonne sur Pignerol et Saluces. Afin de mieux cacher son dessein, le général Championet avait d'abord manœuvré par sa droite, en faisant attaquer Mondovi et bloquer Ceva; le même jour, les divisions françaises de la gauche et du centre s'étaient portées en avant sur la rive gauche de la Sture, jusqu'à Centallo, Savigliano et Fossano; enfin, le 10 brumaire (1er novembre), tandis que le général Fressinet s'emparait des retranchemens de Castelleto, le général Duhem attaquait et emportait les postes retranchés des Autrichiens à Pignerol.

Jusque là l'avantage avait été du côté des Français, qui, parvenus à rompre les lignes d'investissement et à faire beaucoup de prisonniers, se disposèrent à profiter de ce premier succès; mais dès l'instant où le général Melas eut pénétré les desseins du général français, il porta la plus grande partie de ses forces à son aile droite, proche le camp de la Trinité, fit évacuer Mondovi, refusa son aile gauche, et forma le projet d'envelopper lui-même celle

de l'armée française. Pendant ces mouvemens des Autrichiens, le général Championet, croyant nécessaire de contenir leur gauche, afin de favoriser le déploiement de ses colonnes vers Savigliano, après avoir fait attaquer et prendre Mondovi et Benette, avait fait suivre le cours du Pesio jusqu'à Carri, afin d'inquiéter le flanc gauche et même les derrières de l'armée autrichienne. Dès-lors le général Melas avait abandonné ses retranchemens entre la Sture et le Tanaro, à Sainte-Marguerite et Marozzo, et avait achevé son mouvement rétrograde sur la rive gauche de la Sture, en prenant une position oblique, sa gauche appuyée à Fossano, et sa droite à Marenne, au-dessous de Savigliano, que le général français Grenier occupa le 12, à deux heures après midi. Les deux armées se trouvèrent en présence entre les rivières de Grana et celle de Sture; le général Melas, en étendant sa droite, avait éloigné les Français de Coni, et s'était choisi un champ de bataille où il pouvait tirer parti de sa nombreuse cavalerie.

Le 13 brumaire (4 novembre), les divisions des deux armées se formèrent et se mirent en marche en même temps. L'action commença par celle du général Grenier, qui marchait sur

Marenne; le choc fut long, meurtrier et opiniâtre : enfin le général Grenier, forcé de céder au nombre, sur-tout en cavalerie, se retira en bon ordre sur Savigliano; mais bientôt après, attaqué dans ce poste par deux nouvelles divisions autrichiennes, le général français fut obligé de se jeter sur son flanc droit, du côté de Gènes.

L'attaque croisée sous le feu de la place de Fossano ne fut pas moins vive; trois fois les Impériaux furent repoussés; mais, malgré cette résistance, la perte de Savigliano força le général Championet de retirer cette division sur Valdigio, qui était le centre de la position des Français. Le général autrichien l'y attaqua vers les deux heures après midi, et il était sur le point d'y envelopper les Français, lorsque le général en chef se décida à faire retirer son aile gauche sur Centale, et sa droite vers Ronchi et Morazzo.

Au moment où les Français se retiraient sur Centale, le général Duhem, qui, après une marche forcée et très-pénible, était arrivé trop tard, avait cependant attaqué Savigliano, où, bientôt instruit de la position des deux armées, il avait rétrogradé sur Saluces. Ne rencontrant plus d'obstacles, le général autrichien avait

rassemblé ses colonnes devant Centale; heureusement pour les Français, la nuit était venue mettre fin à des combats où ils avaient éprouvé de si grandes pertes, ayant toujours été pressés et débordés par la cavalerie, secondée par le feu de l'artillerie, dont elle soutenait les positions successives de concert avec les mouvemens et les attaques des colonnes d'infanterie.

Ainsi trompé dans tous ses projets, le général Championet avait jeté une partie de sa gauche dans le val de Grana; la division Grenier ayant traversé Coni, était allée camper à San Dalmazzo; six cents hommes avaient été pris à Ronchi; un corps considérable avait été obligé de mettre bas les armes à Morazzo; le général Victor, qui formait la droite avec sa division, s'était réuni à celle du général Lemoine, près de Mondovi; enfin, quelques troupes dispersées avaient gagné le camp retranché à la Madona-del-Almo.

Après cette bataille, où les Français avaient perdu environ huit mille hommes, le tiers de leur force active disponible, le général Championet se trouvait à la tête d'une armée séparée en trois corps; l'un sous Coni, l'autre couvrant sa retraite par le col de Tende, le troisième sous

Mondovi, pouvant se retirer par la vallée du Tanaro; tandis que le général Melas, après avoir remporté une aussi importante victoire, se trouvait en mesure de former l'investissement de Coni du côté de l'ouest, et d'en commencer le siége; mais, avant de l'entreprendre, il avait voulu profiter de tous ses avantages, en éloignant de cette place les différentes parties dispersées de l'armée française.

En conséquence, les Autrichiens s'emparèrent de Démon, des Barricades et du poste de l'Argentière. Le général Krai poursuivit le général Duhem, qui se retirait par Suse sous Briançon; les divisions restées à Mondovi étaient repoussées d'abord à Garezzio, ensuite à Ormea, d'où elles étaient obligées de se porter dans la Ligurie: enfin le général Melas, voulant ôter tout espoir de secours à la ville de Coni, et achever de forcer les Français à se jeter sur les revers des Alpes et des Apennins, faisait attaquer le général Grenier, et le forçait à se retirer sur le col de Tende.

Après tous ces différens succès, le général autrichien n'avait pas tardé à faire commencer le siége; plus de sept mille travailleurs avaient été employés aux tranchées et aux batteries; on avait détourné les eaux pour rendre inutiles

les moulins du fort; plus de deux cents bouches à feu avaient été destinées à foudroyer la ville. Dans la nuit du 5 au 6 frimaire (26 au 27 novembre), les tranchées avaient été ouvertes à quatre cents pas du chemin couvert; dès le 10, la première parallèle et les chemins de communication avaient été entièrement achevés; dans la nuit du 10 au 11 on avait établi l'artillerie sur dix-neuf batteries, et le lendemain, à sept heures, elle avait commencé à jouer ensemble sur la place, et à faire un feu si terrible, que les assiégés avaient été obligés d'abandonner précipitamment les ouvrages. Dans le même temps, une bombe tombée dans un magasin à poudre, ayant fait écrouler une redoute, les Autrichiens l'avaient occupée; et, dans la nuit du 11 au 12, ils avaient ouvert la seconde parallèle. Le bombardement continuant toute la matinée, vers midi le feu avait pris en plusieurs endroits de la place, et le soir, la redoute du milieu avait sauté en l'air: l'incendie s'étendant alors de plus en plus, le commandant français, qui ne pouvait espérer aucun secours, ne trouvant aucun avantage à prolonger une résistance aussi destructive, s'était déterminé à capituler à huit heures et

demie, le 12 frimaire (3 décembre), et à se rendre prisonnier avec sa garnison, forte de deux mille cinq cents hommes.[1]

Tandis que le général Melas pressait par de savantes manœuvres l'investissement et le siége de Coni, le général Krai, chargé d'opérations non moins importantes du côté de l'Alexandrin et de la Ligurie, repoussait les Français d'Acqui, de Rivalta, de Formigaro, de Frassonara, et bientôt après de Novi, où ils s'étaient fortifiés dans l'intention de s'y maintenir.

Après avoir ainsi forcé le général Saint-Cyr à concentrer ses forces sur l'Apennin ligurien, pour couvrir l'état et la ville de Gènes, le général Krai semblait n'attendre que l'arrivée de quelques renforts au général Klenau pour commencer une attaque générale et déloger les Français de la position de la Bochetta; en même temps la gauche du général Melas pouvait se porter sur la principauté d'Oneille, et leur couper la retraite sur Nice. Heureusement pour les Français tous ces projets s'étaient évanouis; le général Arnaud ayant marché contre les Autrichiens, les avait obligés de rétrograder juqu'à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

la Spezzia, leur avait enlevé deux magasins et fait trois cents prisonniers; en même temps le général Clausel les surprenait à Montenero, et leur faisait aussi deux cents prisonniers. Ainsi, trompés dans leur attente, les Autrichiens avaient été contraints d'évacuer tout le levant de la Ligurie. Dès-lors les Français avaient établi leur quartier-général à la Pietra; ils avaient huit mille hommes au col de Tende; ils occupaient le col de Tanardo, celui de Tanarello, le pont de Nava, Saint-Bernard, Saint-Jacques, Montenotte, Sossello, les hauteurs de Gavi, et couvraient ainsi Gènes et la rivière du Ponent jusqu'à Nice.

Cependant le général Klenau n'avait point renoncé à ses projets sur Gènes; la position de cette ville devenait tous les jours plus critique, par la facilité qu'avaient les Autrichiens de concentrer leurs forces: cette raison décida le général Saint-Cyr à prendre l'offensive, et en conséquence il marcha, le 24 frimaire (15 décembre), contre le général Klenau. Le combat fut d'abord très-opiniâtre; mais les troupes françaises ayant réussi à se rendre maîtresses des hauteurs, avaient bientôt enfoncé le flanc droit des Autrichiens, dont la déroute entraîna

celle de leur aile gauche. L'armée impériale battue, poursuivie et harcelée dans sa retraite, se retira et se rallia derrière la Magra, où elle prit une position, au moyen de laquelle ses avant-postes se liaient à ceux du général Hohenzollern, qui établit ses quartiers d'hiver près d'Alexandrie; la division du général Ott, qui marchait au secours du général Klenau, prit des cantonnemens dans le duché de Modène et de Parme; le général Melas transféra son quartier à Fossano.

Les Autrichiens occupaient donc tous les passages qui séparaient la France de l'Italie, depuis le col de Tende jusqu'aux pieds du petit et du grand Saint-Bernard, la vallée de Suse jusqu'aux gorges du Mont-Cenis, la vallée d'Ossola jusqu'au-delà du Simplon, par les lacs Majeurs de Lugano, de Como jusqu'à Bellinzone et Chiavenne, communiquant par le Saint-Bernard avec l'armée du prince Charles, et investissant la république ligurienne.

Les Français, de leur côté, se maintenaient dans leurs positions depuis Nice, par Loano et Savone, jusqu'au port Maurice et à la Pieva.

Telle était la situation des armées autrichiennes et françaises à la fin d'une campagne

qui sera long-temps célèbre dans les fastes de la guerre, et telles avaient été les suites malheureuses de la bataille de Genola; le général Championet n'en avait pas sans doute assez calculé les désastreuses conséquences, dans le cas où il la perdrait. Peut-être lui reprocha-t-on, avec raison, d'en avoir occasionné la perte en séparant trop les différens corps de son armée sur les deux rives de la Sture, et en donnant par là les moyens au général Melas de se concentrer avec des forces supérieures contre une ligne étendue, morcelée, et qui, quoique dans des positions très-fortes, ne pouvait cependant soutenir dans aucun de ses postes les efforts des colonnes autrichiennes.

Les attaques du principal corps d'armée, l'accord de ses mouvemens avec ceux de la colonne du général Duhem, la diversion exécutée du côté de Mondovi, tout ce plan pouvait être très-bien conçu, si, pour l'exécuter, le général français eût eu des forces plus considérables. En effet, si ces mouvemens avaient réussi, les Français auraient pris leurs quartiers d'hiver entre les Alpes, le Pô et le Tanaro, dans un pays abondant, qui aurait pu fournir des vivres à l'armée et à l'approvisionnement

de Gènes. Mais après avoir embrassé un trop grand front, le général Championet se trouva trop faible sur les différens points de sa ligne; tandis que le général Melas, après avoir réussi à faire quitter aux Français leur forte position sous le canon de Mondovi, avait concentré ses forces de manière qu'il pouvait les porter avec facilité sur les points qui lui présenteraient les chances les plus sûres de succès.

Il paraît que la précision des manœuvres du général autrichien, qui refusait son aile droite pour concentrer sa position et se procurer de plus grands moyens de déborder plus sûrement la gauche des Français, ne fut ni pénétrée ni ni sentie par le général Championet.

Ainsi les Autrichiens s'étaient assurés de la possession du Piémont, et en même temps qu'ils avaient soumis la partie du nord de l'Italie, ils avaient réussi à en reconquérir le sud. [1] En effet, après avoir laissé des garnisons dans Bologne, Florence et Livourne, le feld-maréchal Frolich était entré sur le territoire ecclésiastique et s'était avancé vers Rome, dont il avait d'abord été repoussé, après avoir été mis en

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

déroute, ainsi que les Napolitains; mais cet échec n'avait pas eu des suites bien fâcheuses pour les alliés. Leur nombre s'augmentant tous les jours, le général Garnier n'avait pas tardé à se convaincre de l'impossibilité de résister plus long-temps aux forces des ennemis réunis; il s'était donc décidé à faire une capitulation qui avait donné au général Frolich la liberté de se porter devant Ancône. Il ne restait plus aux Français que cette ville, sa forteresse et son port dans la basse Italie; les insurgés formaient un cordon autour de la place, dans laquelle le général Monnier s'était renfermé pour la défendre, quoiqu'elle fût très-mal fortifiée, et qu'il n'y eût aucun espoir d'être secouru.

Dès l'instant où le général Frolich eut rassemblé toute son armée, il somma le général Monnier de lui rendre la place, et, sur le refus de celui-ci, il se décida à en faire le siége. Afin de suppléer à la quantité de troupes que les ingénieurs ne trouvaient pas suffisante, ceux-ci se décidèrent à profiter de la chaîne de collines qui entouraient Ancône pour occuper tous les sommets des montagnes avec des redoutes détachées, unies par des communications qui formaient une espèce de parallèle:

tous ces travaux étaient terminés le 11 brumaire (2 novembre). A six heures du matin, les ennemis commencèrent un feu très-vif, auquel on répondit très-fortement de la place. Après le lever du soleil, les Autrichiens attaquèrent ensuite le mont Gardette, dont ils furent vigoureusement repoussés : ils ne réussirent pas mieux le 19; de manière qu'ils se décidèrent à envoyer chercher à Venise un train d'artillerie avec des munitions de guerre. Cependant, convaincu que les Français avaient beaucoup souffert dans les attaques du 11 et du 19, le général Frolich voulut essayer de connaître si le général français persistait encore dans une défense qui ne pouvait pas être bien longue, qui était inutile, et qui avait déjà dû être très-meurtrière : il eut à se féliciter de cette tentative. Le général Monnier, après une très-belle défense, [1] ayant senti qu'il y aurait de l'inhumanité à sacrifier uniquement pour sa gloire près de trois mille braves qui pouvaient être encore très-utiles à leur patrie, se décida à entrer en pourparler; le 21 brumaire (12 novembre), quatre membres du conseil

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

de guerre français sortirent de la place, et, dans un conseil entre les deux partis, on arrêta les articles de la capitulation. [1]

Le 25, la garnison en colonne sur la chaussée de la porte de France, le général Monnier lui adresse ces paroles : « Soldats républi-« cains, la longue et opiniâtre résistance que « vous avez faite en défendant Ancône, vous « couvre de gloire; elle sera citée par la posté-« rité. La nécessité a voulu que je traitasse avec « l'ennemi, et je me suis attaché à ce que les « conditions fussent communes au soldat, à « l'officier, au général. *Nous rentrons en France* « *sur parole*. Vous allez traverser l'Italie aban-« donnée,.... mais qu'un jour les armes fran-» çaises, mieux dirigées, sauront reconquérir. « Vous aurez des marches pénibles et la rigueur « de la saison à braver; je veillerai à ce qu'il soit « pourvu à tous vos besoins; je vous recom-« mande le plus grand ordre, afin que, rendus à « la patrie, vous soyez toujours les dignes enfans « de la république. » Il dit, à l'instant les tambours battent la marche du départ.

En même temps, le général Souworof, vi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

vement indigné de la conduite des Autrichiens, qu'il accusait hautement de l'avoir empêché d'arriver assez à temps pour empêcher la défaite du prince Korsakou, s'était retiré d'abord à Lindau; là, après avoir recueilli les débris des armées russes, autorisé par Paul I[er], qui avait partagé son indignation, il s'était mis en marche, et n'avait pas tardé d'entrer en Pologne avec le désespoir dans le cœur d'avoir vu s'évanouir, dans les montagnes de la Suisse, la gloire qu'il croyait avoir acquise et méritée en Italie.

La fortune qui, depuis le commencement de l'année, favorisait les Autrichiens, les Russes, les Anglais, se déclarait en faveur des républiques. A ce changement inopiné se joignait, il est vrai, pour tous les partis, un affaissement général, occasionné par la guerre la plus exterminatrice qui eût jamais menacé tout l'ordre social, et qui pouvait faire rétrograder l'Europe vers les siècles de barbarie. Mais une campagne brillante, terminée par des revers décourageans; la victoire qui se rattachait aux drapeaux de la république française; la portion de la Suisse déjà affranchie qui retombait sous le joug de la révolution; la Hollande

qui restait soumise à un directoire, au lieu de l'être au Stathouder; un bruit sourd de mésintelligence entre les alliés, le directoire français raffermi par les triomphes de ses armées; tout concourait à faire regarder, à la fin de la campagne de l'an 7, la cause de la coalition, sinon comme désespérée, du moins comme fort douteuse.

FIN DU LIVRE VINGT-TROISIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

Situation de la France au commencement de l'an 8. — Arrivée de Bonaparte à Paris. — Événemens du 18 brumaire. — Refus de la paix par l'Autriche et l'Angleterre. — La guerre recommence. — Blocus de Gênes. — Bonaparte, premier Consul, passe le Mont-Saint-Bernard à la tête de l'armée de réserve. — Les Français surmontent tous les obstacles. — Ils occupent la position de la Stradella. — Le général Melas se dispose à arrêter l'armée française. — Gènes capitule. — Le général Ott est battu à Castegio. — Le général Melas l'est à Marengo. Les Autrichiens sont obligés de se retirer sur le Mincio, après avoir abandonné toute l'Italie antérieure. — Bonaparte rentre en France. — Le général Moreau gagne les batailles de Stokach, d'Engen, de Grenbach, de Biberach. — L'armistice, qui promettait la paix, est rompu. — Les armées autrichiennes sont battues à Hohenlinden et à Pozzolo. — Le général Moreau à dix-sept lieues de Vienne, et le général Dupont à Trévise, on se hâte de proposer un armistice pour l'Allemagne et pour l'Italie. — La cour de Naples fait la paix avec la France. — Les Anglais attaquent le Danemarck. — La mort de Paul Ier change la face des affaires du Nord. — L'Autriche et les cercles de l'Empire signent la paix à Lunéville. — La France la fait en même temps avec le Portugal, la Russie, la Porte Ottomane, le pape, et enfin avec l'Angleterre, à Amiens, le 5 germinal an 10 (26 mars 1802). — Tableau du monde au commencement du dix-neuvième siècle. — Influence des dernières guerres des Français en Italie.

LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

Depuis le renversement du directoire jusqu'à la paix d'Amiens.

Du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799) au 5 germinal an 10 (25 mars 1802).

Depuis le 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), la situation de la France était toujours plus affligeante. Dans l'intérieur, ce n'était que découragement, mécontentement, désespoir; chacun voyait la guerre prête à se rallumer plus opiniâtre et plus sanglante que jamais, et chacun était convaincu que le directoire pouvait la prévenir. Le joug des directeurs pesait sur toutes les têtes; la liberté de penser et d'écrire était illusoire; une tyrannie sourde, signe infaillible du despotisme, immolait en silence des citoyens que leur véracité ou leur courage rendaient suspects aux décemvirs. Les charges publiques s'accroissaient à proportion que les fortunes particulières diminuaient; les contributions ne semblaient sortir des mains du peuple que pour engraisser une nuée de vampires qui dévoraient sa substance, et venaient

le braver dans sa misère par le faste le plus insolent; les victoires passées n'étaient plus regardées que comme des calamités meurtrières, puisqu'elles n'avaient servi qu'à multiplier les nouveaux enrichis, et à attirer à la France de nouveaux ennemis; le commerce expirait, le numéraire disparaissait, la confiance s'évanouissait, le crédit s'éteignait, les arts réparateurs n'étaient nullement encouragés, ceux de pur agrément étaient inappréciés; chacun voyait s'approcher à grands pas la misère, et tous, aigris ou désespérés par le malheur, ne lisaient dans le présent qu'un avenir encore plus sombre et plus horrible.

Au dehors, ces nouvelles républiques, que la nature de leur gouvernement et la reconnaissance auraient dû attacher à la France, ne cessaient de maudire l'instant où elles avaient été séduites par les promesses mensongères des chefs du gouvernement français; et, si l'on voulait examiner les causes des plaintes et de la haine de ces nations alliées, on était forcé de convenir qu'on n'avait rien négligé pour leur faire haïr la liberté, et leur faire subir des révolutions qui devaient les entraîner, par lassitude ou par désespoir, dans les bras du despotisme ou du premier ennemi qui se présen-

terait sur la frontière. Et quels étaient les audacieux instrumens de ces bouleversemens? Les directeurs français, que l'on avait vus révolutionner successivement la Hollande, le Piémont, la Cisalpine, la Ligurie, Rome, et soumettre l'Helvétie aux exactions, aux concussions et aux dilapidations.

Mais comment les armées françaises, jusqu'alors victorieuses, avaient-elles pu essuyer tout à coup de grands revers, et éprouver des défaites presque continuelles? Par quelle raison les avait-on vues, malgré la bravoure des soldats et leur patience, repoussées des bords de la Brenta sur ceux de la Bormida, et de ceux du Lech sur ceux du Rhin? Lisez la correspondance des généraux, vous y trouverez à chaque ligne des plaintes sur le trop petit nombre de troupes à leurs ordres, comparées à celles des ennemis; sur l'incurie et l'insouciance du directoire, relativement aux armées. Lisez ensuite les instructions du directoire, et vous ne pourrez vous empêcher d'être révolté de ses plans gigantesques, et de ses ordres réitérés d'attaquer par-tout et de pousser vivement l'offensive avec des forces infiniment inférieures, disséminées depuis le bas Rhin jusque dans la Calabre, et des soldats manquant de tout, ren-

fermés en partie dans des villes dont on avait négligé les approvisionnemens et les fortifications.

Eh! que pouvaient contre tous les périls qui obsédaient la France au dedans et au dehors, des hommes ou cupides ou livrés uniquement à leurs plaisirs, et profondément ignorans en administration militaire et politique? Il est impossible de tracer ici le tableau fidèle des déchiremens de notre patrie: puisse une plume éloquente les offrir à la postérité pour éloigner à jamais les causes qui produisirent des effets aussi funestes! [1]

Cependant l'an 8 commençait; la dureté de la saison dans laquelle on allait entrer faisait espérer qu'on suspendrait, au moins pour quelque temps, les opérations militaires. La guerre était l'objet exclusif des spéculations politiques; elles ne s'exerçaient que sur les succès ou les revers des alliés, sur les divers symptômes qui pouvaient déceler entre eux l'harmonie ou la discorde, et sur la continuation ou la rupture de la coalition. La nouvelle des derniers combats livrés en Italie allait sans doute produire une grande sensation; mais ces affaires opi-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

niâtres, qui avaient coûté la vie à plusieurs milliers d'hommes, et qui avaient singulièrement affaibli les armées des deux partis, ces affaires qui s'étaient prolongées pendant plusieurs journées, obtenaient à peine quelques instans d'une légère attention dans un moment où la France et l'Europe avaient les regards fixés sur Paris. Tous les esprits étaient occupés de l'événement qui, en donnant à la révolution une face nouvelle, était venu réveiller de grandes espérances. Ainsi, que Venise offrît le spectacle assez nouveau d'un conclave tenu sous la domination et l'influence de l'empereur des Romains; [1] que, malgré de grands avantages, la fortune des alliés restât toujours en échec devant les montagnes qui couvrent Gènes; que les Français conservassent encore en Italie des positions et des forces inquiétantes; que l'Allemagne fût menacée dans le midi d'une nouvelle invasion; que quarante mille Russes restassent spectateurs immobiles des dangers des Autrichiens; que même ils s'en éloignassent pour se porter en Pologne; que cette séparation de forces fît craindre une division de volontés, et que la puissance qui

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

forma la coalition fût sur le point d'en dénouer plutôt que d'en resserrer les liens; tous ces grands objets effleuraient à peine l'opinion publique, attachée à ce qui se préparait à Paris, tant on était persuadé qu'au sort de la France tenaient les destinées de l'Europe. Jetons donc un regard sur cette révolution qui intéresse si vivement le monde entier, et, en examinant la manière dont elle s'opéra, en parlant des suites qu'elle eut, peut-être verra-t-on mieux quel était le fondement d'un espoir aussi général.

On assure que Bonaparte ayant appris, par des officiers d'un vaisseau parlementaire anglais, les progrès du maréchal de Souworof, l'incapacité et le peu d'accord des membres du directoire, enfin le danger imminent et l'état déplorable de la France, avait pris la résolution de retourner dans sa patrie pour contribuer à la sauver; mais les Anglais et les Turcs venaient de descendre à Aboukir: Bonaparte remporte sur eux une victoire complète, quitte l'Egypte le 7 fructidor an 7 (24 août 1799), débarque à Fréjus le 17 vendémiaire an 8 (9 octobre 1799), arrive à Paris le 24, s'empresse d'y concerter avec le directeur Sieyes, quelques membres du conseil des anciens, et deux ou trois autres personnes admises dans le secret,

un plan qui pût sauver la république, et, le 17 brumaire (8 novembre), on avait commencé à mettre à exécution toutes les mesures dont on était convenu: les principales étaient le renversement du directoire, et l'admission de la constitution de l'an 8.

De quelque manière que les différens partis pussent envisager cette nouvelle loi fondamentale de l'état, aux yeux des personnes sensées et amies de leur patrie, elle devait avoir l'inappréciable avantage de paraître infiniment préférable à celle qu'elle détruisait, en faisant disparaître avec elle les lois sur l'emprunt forcé, sur les otages, sur les inscriptions arbitraires dans les listes relatives aux émigrés, sur l'impossibilité d'obtenir aucune radiation, sur la patrie en danger, et tant de folies que, depuis cinq mois, on décorait du nom de législation. Le gouvernement était sapé sourdement par les factions; Paris offrait un calme apparent; la patience et la résignation régnaient dans les ateliers, la légèreté et l'insouciance dans les cercles; par-tout la haine du gouvernement, par-tout le desir ardent de voir finir la révolution, et nulle part le courage de la détruire. Les soldats seuls pouvaient donc suppléer à l'apathie ou à l'impuissance des citoyens; des

hommes exempts des souillures révolutionnaires, et entourés de l'éclat des victoires, conservaient seuls des titres à la faveur publique, et pouvaient seuls mériter la confiance de la très-grande majorité de la nation.

Parmi ces hommes, Bonaparte se montrait au premier rang; l'opinion le distinguait de ses compétiteurs; peut-être même aucun d'eux n'aurait su, comme lui, tirer un aussi grand parti des circonstances; aucun n'en eût autant imposé. Quel général, en effet, eût pu tenir le même langage? Lequel eût pu assurer qu'il n'avait dépendu que de lui de monter au pouvoir suprême, et qu'il y avait été appelé par le vœu de l'armée et de la nation? lequel eût osé parler de sa fortune comme César parlait de la sienne? qui eût inspiré aux troupes le même enthousiasme? eût-il obtenu la même confiance? eût-il agi avec la même autorité? eût-il réuni autour de lui autant de généraux? eût-il enfin opposé à ses ennemis le même faisceau de volontés et de forces? Que pouvait-il manquer à Bonaparte dans cette circonstance? d'être menacé de poignards, et de n'en être pas atteint; le coup retombait sur ses ennemis, et la révolution était faite. Le temps des armes était arrivé; quelques grenadiers entraient dans

le sanctuaire de la législation, poussaient hors de l'enceinte sacrée ces hommes qui, la veille, prétendaient gouverner le monde: il n'y avait plus alors ni directoire ni conseils, mais Bonaparte. Le 18 brumaire (9 octobre 1799) voyait éclore un nouveau règne.

Il était important de signaler, par un grand acte de sagesse, les commencemens de son administration. Les négociations de paix fixèrent les sollicitudes du premier Consul; il s'empressa d'en faire des ouvertures à toutes les puissances en guerre avec la France.

Les envoyés de Bonaparte auprès du roi de Prusse et de l'empereur des Russies furent très-bien accueillis; il n'en fut pas de même de ses tentatives auprès des cabinets de Vienne et de Saint-James. [1]

Tandis que le premier Consul négociait avec l'Angleterre et l'Autriche, il s'occupait à étouffer les troubles qui agitaient l'intérieur de la république. Pour y réussir, il employa d'abord la voie de la clémence; mais, malgré ses efforts, de nombreuses troupes de rebelles parcouraient les départemens de l'ouest. Le général Hédouville eut la condescendance de proposer un

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

armistice à leurs chefs; cette indulgence ne fit qu'accroître l'insolence des mécontens. La voie des armes fut nécessaire pour faire cesser ce fléau qui pesait depuis trop long-temps sur une des plus belles parties de la France: on chargea de cette commission le général Brune, qui, à la tête de quarante mille hommes, réussit en quelques semaines à délivrer le pays de tous les brigands qui l'infestaient; et, la pacification une fois conclue, la république signala son triomphe par une amnistie générale. [1]

Il restait à Bonaparte à forcer, par la voie des armes, les cours de Vienne et de Londres à consentir enfin à une paix si desirée de toute l'Europe. La pacification de la Vendée rendait un assez grand nombre de troupes disponibles; on en dirigea une partie vers les bords du Rhin, pour renforcer l'armée destinée à marcher sur le Danube; une autre partie se rendit à Dijon, pour y former le noyau d'une armée, à la tête de laquelle le premier Consul se disposait à passer en Italie: les conscrits furent ensuite appelés de toutes parts à la défense de la patrie, et bientôt on en compta plus de trente mille à l'armée de réserve; celles du Rhin et

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

de l'Italie en reçurent aussi un assez grand nombre; des vétérans, des jeunes gens aisés ou riches, s'empressèrent de rivaliser de bonne volonté avec les conscrits. Ainsi vit-on se former ou se grossir avec rapidité les armées qui allaient entrer de nouveau en campagne sous un gouvernement plus sage, et sous les ordres du vainqueur de l'Italie et de l'Egypte, pour forcer les ennemis à faire enfin une paix plus durable que celle de Campo-Formio.

Un enthousiasme universel éclata, à la voix de Bonaparte, sur tous les points de l'empire, pour voler sous ses drapeaux; une proclamation aux armées répondit aux accens de la voix publique :

« En promettant la paix au peuple français, « j'ai été votre organe; vous êtes les mêmes « hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, « l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs « de Vienne effrayée. Soldats! ce ne sont plus « vos frontières qu'il faut défendre, ce sont les « états ennemis qu'il faut envahir. Il n'est au- « cun de vous qui n'ait fait plusieurs cam- « pagnes, qui ne sache que la qualité la plus « essentielle d'un soldat est de savoir supporter « les privations avec constance. Plusieurs an- « nées d'une mauvaise administration ne peu-

« vent être réparées en un jour. Premier ma-
« gistrat de la république, il me sera doux de
« faire connaître à la nation entière les corps
« qui mériteront, par leur discipline et leur
« valeur, d'être proclamés les soutiens de la pa-
« trie. Soldats! lorsqu'il en sera temps, je serai
« au milieu de vous, et l'Europe se souviendra
« que vous êtes de la race des braves qui l'ont
« déjà étonnée. »

L'Europe s'attendit dès-lors à de grands événemens; la nomination du général Moreau au commandement en chef de l'armée du Rhin, et celle du général Massena à celui de l'armée d'Italie, effacèrent de l'esprit de la nation et des troupes le souvenir des derniers revers.

Mais, tandis que le premier Consul prenait les mesures les plus vigoureuses pour forcer les puissances coalisées à souscrire à la paix, les ennemis de la France travaillaient hautement à décréditer le nouveau gouvernement français, et à saper les démarches pacifiques de Bonaparte. [1] En conséquence, les préparatifs militaires de l'Autriche n'étaient pas moins considérables que ceux de la France, et le ministère anglais n'oubliait rien pour inspirer au

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

cabinet de Vienne l'ambition de jouer le premier rôle en Europe sur le continent. Des troupes nombreuses, levées nouvellement dans la Hongrie, la Pologne, la Bohême, la Moravie, et les autres états héréditaires, marchaient vers le Rhin et vers l'Italie: on formait des magasins considérables; M. Wickam, envoyé britannique, levait, dans la Souabe, un corps de dix mille hommes à la solde de l'Angleterre, afin de servir, disait-il, la cause de l'humanité contre l'ennemi commun, avec un zèle conforme aux sentimens qui l'animaient depuis si long-temps; le même agent faisait, au nom de sa cour, des levées dans Lodenwald, à Francfort, dans les contrées situées sur le Mein et dans la Franconie: l'Angleterre avait pris à sa solde douze mille hommes de troupes bavaro-palatines, six mille du Wirtemberg, les régimens suisses émigrés, et le corps de Condé, alors renvoyé de la Russie, et composé de cinq mille hommes. La coalition, malgré tous ses efforts, ne pouvait plus compter sur la même quantité de forces; Paul Ier, à cette époque, était bien éloigné de vouloir continuer une alliance avec des puissances dont il prétendait avoir à se plaindre, [1] et Bona-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (63).

parte, aidé par la Prusse, profitait de ces dispositions pour négocier avec l'empereur de Russie; il concluait un traité avec la Hollande, et il en obtenait une somme de six millions de francs. [1]

Pendant que l'on se préparait en Europe à rentrer en campagne, les Français étaient exposés aux plus grands dangers en Egypte, et il ne fallait rien moins que la fermeté et les talens militaires du général Kleber pour écarter les malheurs dont ils étaient constamment menacés. [2] Mais on était trop occupé, en France, des grands changemens dont on venait d'être témoin, on pouvait difficilement secourir les braves expatriés en Egypte: attentifs aux débats occasionnés par les différentes ouvertures de paix, avides de connaître toutes les innovations heureuses auxquelles se livrait le nouveau gouvernement, les Français ne songeaient pas aux opérations et aux préparatifs militaires; les soldats qui se rassemblaient et s'exerçaient journellement, étaient presque les seuls qui s'apperçussent de l'obligation de rentrer en campagne.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (64).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

L'armée impériale occupait des quartiers très-étendus, depuis Philisbourg jusqu'aux portes de Gênes; la droite, aux ordres du général Starey, était couverte par des troupes mayençaises et les levées du cercle; la grosse cavalerie se trouvait aux environs de Stutgard; la communication avec l'Italie était assurée par un corps intermédiaire qui occupait Bellinzone et Chiavene. Ces différentes troupes pouvaient se porter à cent mille hommes; le général Melas en avait presque autant sous ses ordres en Italie.

Les Français avaient des forces supérieures à celles des Autrichiens, depuis le Valais jusqu'à la jonction du Neker avec le Rhin; mais le général Massena, en partant pour l'Italie, pouvait compter de s'y trouver à peine à la tête de trente mille hommes, manquant de tout, et la plupart exposés aux ravages d'une maladie épidémique qui moissonna le général Championet. D'après le plan du premier Consul, cette infériorité en Italie pouvait être présumée une espèce de piége tendu aux ennemis; en maintenant les Autrichiens dans les desseins qu'ils paraissaient suivre avec tant d'ardeur, de s'emparer de la Ligurie, et de pénétrer ensuite en France par les départemens des Alpes

maritimes et du Var, Bonaparte les éloignait toujours davantage du point par lequel il voulait tenter de pénétrer en Italie, et s'assurait plus des moyens de rencontrer moins d'obstacles pour se rendre dans la Lombardie et dans le Piémont par la vallée d'Aoste et le Simplon. En rassemblant une armée à Dijon, le premier Consul s'était assuré la facilité ou de se joindre immédiatement à l'armée du général Moreau, ou de pénétrer dans le pays des Grisons et dans le Tyrol, ou de surprendre le passage des Alpes pour arriver inopinément sur Turin et Milan, ou enfin de donner des secours à l'armée d'Italie, en faisant filer des troupes sur le Var, par la Saône et le Rhône.

La cour de Vienne paraissait bien éloignée de s'être procuré les mêmes avantages ; en accumulant en Italie des forces aussi considérables, et en restant inférieur aux Français sur les bords du Rhin en Suisse, on doit présumer que le conseil de guerre autrichien avait projeté de se tenir sur la défensive en Allemagne, et de réserver la plus grande partie de ses forces, soit pour conserver ses conquêtes en Italie, soit pour envahir les départemens méridionaux de la France. Les militaires instruits pensèrent que ce plan avait été mal cal-

culé; en effet, en supposant même, Gènes pris, et le général Massena repoussé au-delà du Var, plus les Autrichiens s'engageaient dans les départemens des Alpes maritimes et des Hautes-Alpes, plus leurs subsistances devenaient difficiles, et plus ils facilitaient à Bonaparte l'entrée en Italie par le Mont-Blanc, la vallée d'Aoste, et le Mont-Genèvre : des-lors les Autrichiens, arrêtés nécessairement du côté de Toulon, étaient exposés à voir leur flanc droit attaqué dans les Hautes-Alpes, et leur derrière par le Tanaro et la Bormida; dès-lors il n'y avait plus pour eux de moyens de retraite, l'Italie était reconquise, et l'armée du baron de Melas obligée de se rendre à discrétion. Si, au contraire, le cabinet de Vienne eût dirigé ses principaux efforts vers la Reuss et le Haut-Rhin pour pénétrer une seconde fois en Suisse, et raccourcir la ligne de communication avec l'armée d'Italie, on devait espérer que l'armée formée à Dijon se dirigerait alors vers les Grisons et l'Allemagne : ce qui aurait facilité les opérations de l'armée du baron de Melas; et, si alors les Anglais eussent menacé les côtes de la Flandre et de la Hollande, tandis que l'amiral Keith eût transporté les douze ou quinze mille Anglais qui se trouvaient dans

l'île de Minorque, dans les directions de Gènes ou de Toulon : en multipliant ainsi les points d'attaque sur toutes les frontières de la France, les armées impériales eussent espéré de plus grands succès.

Ce plan vicieux du cabinet de Vienne fit désapprouver celui de Bonaparte ; on calculait les risques qu'il allait courir, les routes difficiles et inconnues aux armées dans lesquelles il allait s'engager ; les moyens qu'avait le baron de Melas de l'arrêter dans les passages du Saint-Bernard et du Simplon, et ensuite dans les vallées d'Aoste et le long du lac Majeur, à Domo-Dossola ; enfin, la grande difficulté de se faire suivre par la cavalerie, l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche, si nécessaires dans un pays désolé et dévasté par de grandes armées depuis deux ans : ces critiques auraient préféré que le premier Consul envoyât une division dans les Alpes maritimes, et profitât de la faiblesse des Autrichiens sur le haut et le bas Rhin pour marcher vers Zurich, et entrer en Souabe et dans la Bavière en même temps que le général Moreau, tandis que celui-ci, dispersant l'aile droite des ennemis, aurait marché sur l'une et l'autre rive du Danube, en se dirigeant sur Vienne ; dès-

lors, ajoutent ces mêmes observateurs, l'Empereur, tremblant encore une fois de voir les Français aux portes de Vienne, et les pays héréditaires envahis, se serait empressé d'offrir ou de demander la paix, ou de rappeler, en grande hâte, sous les murs de sa capitale, les troupes qui s'en trouvaient le plus à portée en Italie ; dès-lors aussi le baron de Melas, affaibli, aurait été obligé de lever le siége de Gènes ; et le général Massena, pouvant rentrer en campagne, renforcé par les troupes qu'il aurait reçues de France, aurait pu, très-probablement, reprendre, avant peu, l'offensive. [1]

Quoi qu'il en soit de ces conjectures militaires qui auraient peut-être assuré des succès plus infaillibles, mais plus lents, le plan adopté par Bonaparte tenait davantage à son génie, à son amour pour la gloire, à cette espèce de besoin de son ame d'exécuter des choses non seulement grandes, mais regardées jusqu'à lui comme à peu près impraticables ; peut-être aussi, faut-il en convenir, les grands succès à la guerre tiennent-ils sur-tout aux entreprises audacieuses, et dont le vulgaire croit avoir calculé l'impossibilité.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

Vers le milieu du mois de ventose (fin de février), les Impériaux avaient passé, avec des forces nombreuses, du Milanais dans le Piémont, ainsi que de la Toscane et de l'état de Lucques dans la Ligurie; plusieurs actions peu importantes avaient eu lieu dans les défilés des montagnes; la disette qu'éprouvaient les habitans de la Ligurie, et qu'occasionnait principalement le rigoureux blocus du port de Gènes par les Anglais, rendait pénible la situation de l'armée d'Italie, au moment où le général Massena en prenait le commandement. Tout lui présageait d'inévitables désastres; dénuée de tout secours, elle achevait l'hiver le plus rigoureux sur les âpres rochers de la Ligurie. Pâles, languissans, défigurés, nus, affamés et abattus, les soldats n'étaient plus que des spectres ambulans; les routes étaient couvertes de mourans qui, parvenus à se traîner dans les hôpitaux, n'y trouvaient, sur un marbre glacé et au milieu des cadavres, qu'une mort prompte, plus cruelle encore et plus certaine que dans les camps. [1] Toutes les parties du service présentaient d'aussi déplorables résultats; l'armée, au milieu de l'hiver le plus désastreux,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

perdit, sans combattre, près de trente mille combattans.

Le général Massena quitta celle qu'il avait conduite à la victoire, et qu'il laissait dans l'abondance, pour prendre le commandement de celle-ci; mais le nom seul d'armée d'Italie conservait encore le prestige de la victoire, attaché par le nom de Bonaparte : prestige que tous les désastres n'avaient pu lui ôter, et qu'un événement heureux devait bientôt lui rendre avec un nouvel éclat. Depuis Lyon où l'activité du général en chef eut l'occasion de se manifester, jusqu'à Nice où il arrêta l'épidémie par de sages réglemens de police, et jusqu'à Gènes même, le général Massena n'avait cessé de s'occuper avec fruit d'extirper tous les vices qui affligeaient l'armée d'Italie dans les parties administratives, comme dans celles de la discipline militaire, de l'instruction, de la désertion, du recrutement, de la salubrité; rien n'avait été épargné de sa part, ni soins, ni efforts, ni veilles. Mais comment régénérer une armée où il y avait des cadres, et presque point de troupes; où il y avait quelques troupes, et presque point d'hommes en état de faire la guerre; qui était affligée par les désertions, les ravages des maladies et des hôpitaux,

l'abandon, le désespoir?[1] Il était donc urgent d'envoyer à cette armée au moins vingt mille hommes, des chevaux, des vivres, des vêtemens et de l'argent. Cependant tout se dirigeait sur Dijon; et, après avoir passé tout l'hiver en vaines espérances, on était arrivé au moment où, les débouchés des Alpes étant devenus praticables, l'ennemi qui se préparait à entrer en campagne, commençait à se rassembler, manœuvrait sur toute la ligne, et déjà serrait les avant-postes de l'armée française; malheureusement encore, forcée dans ses positions, l'armée n'avait que Gènes pour retraite, et Gènes n'était pas approvisionné, Savone même n'avait pu l'être; pour comble de douleurs, le gouvernement ligurien déclarait ne pouvoir plus concourir à nourrir les troupes; les maladies continuaient leurs ravages; l'on manquait d'argent, l'on ne pouvait rien se procurer sans lui; cette armée ne pouvait plus être secourue assez à temps, et le premier Consul n'appercevait son salut que dans la réussite du plan qu'il avait formé, sur lequel il gardait le plus grand secret.

Le général Massena, qui ne pouvait imaginer quels étaient les projets de Bonaparte, et qui n'avait devant les yeux que les maux de son armée, fit les plus grands efforts pour conserver les communications de sa ligne, et combattit durant vingt jours consécutifs, tua beaucoup de monde, fit beaucoup de prisonniers à l'ennemi, et se retira dans Gènes, en occupant les hauteurs voisines par des détachemens. Ainsi les Français furent bloqués dans le moment où la pénurie et la misère étaient à leur plus haut degré; l'armée était sans fournisseurs, on avait épuisé la plus grande partie des ressources locales, on n'avait pas dans les magasins pour vingt-quatre heures de pain; on attendait enfin trois demi-brigades, trois régimens de cavalerie, deux millions arrivés à Nice, et dix-huit mille quintaux de blé expédiés de Marseille pour Gènes.[1] Cependant, attaqués dès le 15 ger-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (68).

[1] Il importe à la vérité de l'histoire de consigner ici, pour l'honneur national, le nom d'un négociant français, dont le noble désintéressement prodigua constamment à nos armées sa fortune, son appui, sa famille : c'est le digne et vénérable M. la Flèche, ancien échevin de Marseille. Le général Massena, MM. Tilli et Lacombe-Saint-Michel, tous les généraux français, ont répété d'un accord unanime le tribut d'éloges honorables qui sont dus à ses généreux sacrifices pendant toute la guerre d'Italie.

minal (5 avril), les Français renfermés dans Gènes n'avaient pas eu le temps de recevoir ces secours, et ils s'étaient vus enlever à la fois tout espoir d'argent, de vivres et de renfort : s'étant d'abord dirigé sur Vado et Savone, le général Melas, en deux jours d'attaque, s'était emparé de ces deux places, et avait isolé, par ce mouvement, l'aile droite de l'armée française, qui, dès-lors, se trouva chargée seule de la défense de Gènes contre tous les efforts des coalisés.

Il y eut alors des militaires qui auraient desiré que le général Massena se fût retiré vers les Alpes maritimes avant que les Autrichiens entrassent en campagne. Quelque important qu'il fût pour les Français d'occuper la Ligurie et la ville de Gènes, quelques desirs qu'eussent les ennemis de s'en rendre les maîtres, peut-être eût-il été encore plus sage de se porter vers les différens points dont Finale, Loano ou Albinga pouvaient fermer et défendre la droite de l'armée; et alors, retranché dans ses positions, on aurait pu, quoique très-inférieur en nombre, ou arrêter les ennemis comme le fit le général Kellerman en l'an 3 (1795), ou les battre, comme le général Scherer, les 2 et 3 frimaire an 4 (23 et 24 novembre 1795), ou enfin, après avoir reçu quelques secours, reprendre l'offensive, et favoriser les projets ultérieurs du premier Consul.

La gauche des Français, commandée par le général Suchet, séparée de la droite, avait été repoussée jusqu'à Finale, d'où elle avait attaqué plusieurs fois les Autrichiens, postés à San-Giacomo. De son côté, les 22, 23 et 24 germinal (12, 13 et 14 avril), le général Massena avait attaqué, avec un grand acharnement, du côté d'Arbizola, Monte-Larmetto et Sasello, les ennemis, qui avaient eu bien de la peine à y conserver leurs positions. Quelques jours après, le 28, le général Hohenzollern était venu à bout de forcer le passage de la Bochetta, et avait poussé ses gardes avancées jusqu'au faubourg de Saint-Pierre-d'Arena.

Les combats continuels et les suites de fatigues excessives ayant considérablement diminué la partie de l'armée française renfermée dans l'état de Gènes, le général Massena avait été obligé, le 2 floréal (22 avril), de resserrer sa ligne de défense, et de retirer ses gardes avancées; le général Melas resserra aussi de plus près la ville de Gènes, et attaqua les Français, fortement retranchés à Cabano di Voltri. Selon la gazette de Vienne, très-accoutumée

à diminuer les pertes des Autrichiens et à augmenter celles des Français, l'opiniâtreté des combattans fut portée, dans cette action, au-delà de toute expression, et quelques régimens autrichiens furent entièrement exterminés.

Après ce combat, le général français s'était renfermé entièrement dans les murs de Gênes. Il en sortit cependant le 3, et enleva tous les vivres et les fourrages qui se trouvaient dans le village de Rivarole; en même temps le général Suchet, inquiété par les vaisseaux anglais du côté de la mer, tandis qu'il était pressé du côté de la terre par les Autrichiens trois fois plus nombreux, avait été obligé d'abandonner toute la côte jusqu'au-delà de Nice, où le général Melas était entré le 21.

Mais, tandis que le baron de Melas, à la tête des principales forces autrichiennes concentrées vers Nice, enlevait Savone, bloquait Gènes, entrait dans Nice, et semblait menacer d'une invasion la France méridionale, Bonaparte partait de Paris, le 16 floréal (6 mai), pour se rendre à Dijon : c'était aux environs de cette ville que le premier Consul avait fait rassembler une armée de réserve, destinée au plus grand événement militaire de la guerre présente. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (69).

Plusieurs divisions de l'armée de réserve avaient déjà filé vers Lausanne et Villeneuve. Bonaparte, arrivé à Genève le 18, y avait passé en revue, le 23, l'avant-garde, commandée par le général Lanes; le même jour, il en avait dirigé la marche vers le hameau de Saint-Pierre, au pied du grand Saint-Bernard, environ à six milles du couvent des hermites, qui se trouve à la sommité de la montagne : le premier Consul avait jugé à propos de faire stationner le corps de l'armée à l'embouchure de la Drance dans le Rhône, auprès de Martinach, village à quelques lieues du pied de la montagne, soit pour y préparer les troupes, par trois jours de repos, aux extrêmes fatigues qui les attendaient, soit pour les organiser et mettre l'ensemble nécessaire dans ses opérations.

L'artillerie, les bagages, les munitions se trouvaient rassemblés avec l'armée dans le village de Martinach; c'était un beau spectacle, bien nouveau dans ces contrées, que celui du mouvement occasionné par la réunion de tant d'hommes, joint à celui des chevaux et des mulets des environs qui avaient été mis en réquisition, et des paysans qui arrivaient en foule de tous côtés pour disposer les chemins.

Après avoir passé le Rhône auprès de Mar-

tinach, on monte continuellement en suivant un vallon étroit formé par la Drance; on passe par les villages de Vence et de Vuège. La Drance ne laisse en cet endroit aucun espace libre dans les précipices qu'elle franchit avec rapidité. On laisse le val Baquier à la gauche pour monter le col Major, en traversant les villages de Branchie et d'Ozère; le voyageur descend ensuite au hameau de Saint-Pierre, où se trouve la source de la Drance. De Martinach à Saint-Pierre, le chemin, extrêmement mauvais, n'était pas cependant impraticable; on voyageait dans les sinuosités des montagnes couvertes de hauts sapins, et qui fournissent aux habitans d'excellens pâturages pendant trois mois de l'année; mais, après avoir passé Saint-Pierre, la nature est entièrement morte.

Le 27 floréal (17 mai), le général Lanes avait quitté Saint-Pierre avec l'avant-garde. Ici on commençait à gravir la montagne, déjà assez rapide pour ne pouvoir plus y faire usage des voitures, et ne plus y trouver de chemin battu.

Le général Watrin, qui commandait la première division de l'armée, était parti en même temps de Martinach, et avait bientôt été suivi des autres divisions, qui n'avaient pas tardé à

se trouver réunies à Saint-Pierre, avec l'artillerie, les bagages et les munitions.

On compte six milles de Saint-Pierre au sommet du mont Saint-Bernard, par un sentier où ne peut passer qu'un homme de file; c'est le passage le plus fréquenté pour communiquer du bas Valais en Italie; mais ici, les transports ne se font plus qu'à dos de mulet, et passent par la ville d'Aoste pour se rendre dans le Piémont et dans l'Italie. On ne voit sur cette route que des rochers entassés les uns sur les autres, entre lesquels on passe par mille détours. Dans ces agrestes contrées, le voyageur ne rencontre d'autres êtres vivans que le chamois, l'alouette des Alpes et le choquard: à mesure qu'il s'élève, il s'éloigne de tout ce qui respire; il se voit seul; les nuages se forment à ses pieds; il n'aperçoit que des masses énormes de neiges qui se perdent dans les airs; il n'entend que le bruit de quelques avalanches, se précipitant dans les abymes avec un fracas épouvantable. Les rivières de la Drance et de la Doria roulent avec des torrens dans les sinuosités de ces montagnes, et s'y précipitent de tous côtés; la végétation y est insensible; les productions de la terre y sont à peu près nulles; les derniers arbres qu'on y rencontre, sapins ou pins, sont à

une lieue à peu près du bourg de Saint-Pierre; plus loin, trouve-t-on à peine quelques buissons et des arbres avortés; le dernier arbrisseau était un sureau sans fruit: la neige y est constamment entassée; par-tout elle est si ferme, que les pieds des animaux n'y laissent aucune trace; on croit y voir le chaos et le tombeau de la nature, de la nature inanimée. Cependant que serait devenue l'armée, si, malgré le courage des soldats et leur constante patience, on n'avait pu faire passer avec eux l'artillerie, les bagages, les munitions de guerre et de bouche? Le génie et le courage suppléent à tout, et font disparaître tous les obstacles: on démonte les canons pièce à pièce; on creuse des arbres en forme d'auge pour les recevoir; une certaine quantité d'hommes s'attellent à une pièce, suivant la grosseur des calibres; ils la traînent et la montent: [1] soldats, officiers, tous se disputent cet honneur; les roues, les affûts, les caissons, les bagages, les munitions, sont portés à bras sur des brancards, ou tirés sur des traîneaux, ou portés à dos de mulets; le reste des soldats grimpe, un à un, chargés des armes et des sacs de leurs compagnons occupés à tirer

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (70).

les pièces; si quelqu'un avait eu l'imprudence de dépasser son camarade, en s'écartant de la trace étroite que l'on se frayait, il aurait été infailliblement englouti. C'était dans la neige sur laquelle il marchait, que le soldat trempait son biscuit et se désaltérait; c'était en chantant des airs patriotiques qu'il allégeait ses fatigues.

En cinq heures, l'armée était arrivée, le 28 floréal (18 mai), au sommet du mont Saint-Bernard, et entourait l'hospice des hermites. [1] Là, d'après les ordres et les soins prévoyans du premier Consul, [2] on voyait des tables dressées de tous les côtés, où les soldats trouvaieut de quoi se désaltérer et appaiser leur faim: elles étaient dressées sur la neige; chaque soldat y trouvait du pain, du fromage, du vin, et faisait un repas inattendu dont il avait le plus grand besoin. Les respectables cénobites de l'hospice présidaient à la distribution avec une patience et une gaieté admirables; à ce tableau pittoresque se joignait celui du terrain couvert de canons, d'affûts, de caissons, de traîneaux, de brancards, de mulets, de chevaux, de ba-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (71).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (72).

gages, de munitions, sur un plateau glacé qui dominait l'Italie et l'ancienne Gaule.

Arrivé sur la sommité, on n'avait pas surmonté les plus grands obstacles; la descente du mont Saint-Bernard à Verney, premier village du Piémont, promettait moins de fatigue et présentait plus de dangers. Un chemin d'une lieue était pratiqué sur une montagne escarpée; le cavalier est obligé d'y précéder ou de suivre son cheval; il ne peut se placer à côté sans s'exposer à tomber dans un abyme. La route est bordée, d'un côté, de précipices affreux; de l'autre, des montagnes de neige paraissent suspendues sur la tête des voyageurs: on ne pouvait faire un pas sans trouver des crevasses formées par la fonte des neiges. Malgré les plus grandes précautions, on voyait glisser et disparaître beaucoup d'hommes et de chevaux, qui étaient ensevelis aussitôt dans des précipices d'une profondeur effrayante; aussi presque tous les soldats se laissaient glisser sur le dos: Bonaparte lui-même, après s'être reposé une heure chez les hermites, prit, pour rejoindre l'armée, un sentier que suivaient plusieurs fantassins; mais le milieu de la descente, environ à deux cents pieds, avait une pente si rapide, qu'il fut obligé de s'asseoir et de glisser

pour la descendre; ses aides-de-camp Duroc, Lemuroi et Merlin suivirent son exemple.

Arrivé le 1er prairial (21 mai), à Etroubles, très-près d'Aoste, et des avant-postes des Autrichiens, l'armée avait fait halte: il y avait déjà quelques instans que l'on avait revu de l'herbe et les fleurs orner le gazon; une chaleur étouffante se faisait alors sentir, et avait remplacé l'air glacial dont on avait eu tant à souffrir quelques heures auparavant; de sorte que, dans la même journée, l'armée avait éprouvé les trois saisons de l'hiver, du printemps et de l'été. [1]

Dans la crainte de quelque surprise, le général Lanes avait marché en avant avec l'avant-garde, et était arrivé à Aoste à onze heures du matin. Un bataillon autrichien qui était dans la ville, craignant d'y être investi, après quelque résistance sur le pont, s'était replié sur Châtillon, et avait pris poste sur les hauteurs en avant de ce bourg. Le 30 floréal (20 mai), ce même bataillon, attaqué de nouveau par l'avant-garde, avait été obligé de céder au nombre; dès-lors les Français, ne trouvant plus d'autres ennemis à combattre, étaient arrivés

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (73).

le même jour à une demi-lieue du fort de Bard, dont l'armée s'était approchée le 3 prairial (23 mai).

Ici, les difficultés parurent insurmontables; à quelques milles d'Aoste, sur le chemin d'Ivrée, marquisat célèbre dans les anciennes guerres d'Italie, les deux montagnes dont les flancs forment la vallée d'Aoste, se rapprochent, et ne laissent entre elles qu'un espace de vingt-cinq toises, occupé par la Doria-Baltea. Dans ce détroit est bâtie, sur un plateau, la petite ville de Bard, assez mal fortifiée, mais défendue par un excellent château : il est construit sur un rocher, au bord de la Doria, et ferme, de ce côté, l'entrée du Piémont. Les Impériaux regardaient, avec raison, ce rocher comme une insurmontable barrière. La nature avait, sans le secours de l'industrie, fait du rocher de Bard un fort inaccessible; il se termine en pain de sucre, dont il a exactement la forme; la route, qui est au pied de ce rocher, suit un vallon ayant à peine cinq cents toises de largeur; sur sa droite coule la Doria, rivière profonde, rapide et dangereuse, bordée des deux côtés, surtout de celui du fort, de rochers inaccessibles; d'ailleurs celui-ci était encore défendu par vingt pièces de canon, cinq cents hommes de garnison, et beaucoup de fortifications avancées que l'art y avait construites. Cependant l'armée n'avait plus de vivres que pour quatre ou cinq jours, et elle n'avait pas les moyens de s'en procurer assez à temps par le mont Saint-Bernard; il fallait donc enlever le fort d'assaut, ou parcourir un grand circuit pour chercher un autre passage.

Trois compagnies de grenadiers s'étant logées dans les faubourgs, sont suivies de quelques autres. A minuit, toutes marchent en silence sur des quartiers de roches épars; elles atteignent les palissades, les escaladent : vainement sont-elles assaillies par une grêle de balles, rien ne peut les arrêter; elles forcent l'ennemi à abandonner les ouvrages extérieurs et à se retirer dans le château; mais de là la garnison tire à mitraille sur les grenadiers, elle fait rouler sur eux de gros quartiers de roche, et les oblige, malgré leur intrépidité, à se retirer.

Durant cette attaque, quinze cents hommes étaient occupés à rendre praticable un chemin sur la montagne d'Albaredo; des escaliers sont construits dans les endroits où la pente eût été trop rapide; dans d'autres endroits, le sentier, devenu plus rapide encore, se terminait, à

droite et à gauche, par des précipices; des murs sont élevés pour garantir de la chûte, et, lorsque des rochers se trouvaient séparés par des excavations trop profondes, on y jetait des ponts pour les réunir; mais les escaliers de ce rocher, mille fois moins praticable encore que le mont Saint-Bernard, ne pouvaient suffire pour le passage de l'armée, et encore moins pour celui de l'artillerie, des bagages et des munitions. Il fallut donc songer aux moyens de traverser par la ville basse, située à très-peu de distance du fort, entièrement exposée à son artillerie, et dont les grenadiers de la garde du Consul s'étaient d'abord rendus maîtres; il ne restait plus d'autre ressource. On décide de profiter de la nuit, de couvrir le chemin de fumier, d'entourer les roues de foin; durant quelques jours, plusieurs hommes traînent, à minuit, les pièces et leurs caissons, non sans éprouver encore d'assez grandes pertes. Cependant le passage est effectué; on trouve le moyen de porter au haut du clocher de la ville basse une pièce de canon; on bat le château en brèche, et même on démolit une tour au-dessus de la porte. Dès-lors la garnison, mal approvisionnée, craignant un assaut, se rendit prisonnière de guerre.

En même temps, la cavalerie avait effectué son passage sur l'Albaredo, regardé depuis des siècles comme inaccessible à l'infanterie; le reste de l'armée, profitant de la prise du château de Bard, avait continué librement sa marche, précédé par le général Lanes, qui, s'étant emparé d'assaut, le 5, de la ville d'Ivrée, avait marché avec l'avant-garde vers la Chiusella; tandis que, pour faire diversion, le général Thureau menaçait et prenait la ville de Suse et le fort de la Brunette.

Maîtres d'Ivrée, les Français voyaient devant eux deux routes pour marcher au secours de Gènes; l'une par Chivasso, Turin, Asti, Alexandrie; l'autre par Verceil, Novare, Milan, Lodi, Plaisance. Après avoir passé le Pô au-dessus ou au-dessous de la Trebia, la première route était plus courte; mais il fallait passer sous les murs de Turin et d'Alexandrie. On préféra la seconde; elle réunissait à l'avantage d'éviter des places fortes, celui de s'emparer des principaux magasins de munitions de bouche et de guerre, établis par les Autrichiens sur les rives du Tésin, de l'Adda et de l'Oglio.

La prise de Suse par le général Thureau, et la marche du général Lanes sur la Chiusella,

ayant fait présumer aux Autrichiens que ces deux corps allaient se réunir, ils s'étaient retranchés, au nombre de douze mille, auprès du village de Romano. Pour les maintenir dans leur erreur, le général Berthier les avait fait attaquer, et, après les avoir forcés de se retirer sur Turin, il s'était emparé de Chivasso, d'où un régiment de dragons autrichiens s'était déjà retiré à l'approche des Français.

Pendant que les Autrichiens exécutaient ces mouvemens, et prenaient ces précautions, le général Murat, à la tête de la cavalerie, s'était porté rapidement sur Verceil, y avait fait réparer le pont sur la Sesia, avait passé cette rivière, et n'avait pas tardé à entrer dans Novare, le 10 prairial (30 mai), et de là d'aller prendre poste sur les bords du Tésin.

De son côté, le général Lanes, ayant suivi le général Murat, avait passé la Doria-Baltea, et s'était porté, par Crescentino et Verceil, sur Pavie, où il s'était emparé des magasins des Impériaux.

En même temps, le quartier-général s'était porté d'Ivrée à Novare; la colonne qui avait traversé le Simplon, était arrivée à Domo-Dossola; celle aux ordres du général Moncey, à Airolo; les troupes commandées par le général Chabran étaient entrées dans le Piémont par le petit Saint-Bernard; le général Bechi s'était porté à Cassano avec la légion cisalpine; le général Duhem avait passé l'Adda à Lodi, et le général Murat, après avoir forcé le passage du Tésin, était entré dans Milan le 12, où le premier Consul, rendu peu de jours après, avait rétabli la république, et nommé des administrateurs pour la gouverner provisoirement.

Au milieu de tous ces mouvemens, les Français étaient reçus comme des libérateurs dans toutes les villes où ils pénétraient. L'Italie, fatiguée par la tourmente révolutionnaire, offrait alors un tableau bien affligeant; tous les ports des deux rivières de Gènes étaient bloqués par les Anglais, et la disette y était extrême. Cependant le peuple ne murmurait pas; la conduite tenue par les Autrichiens dans les pays dont ils s'étaient rendus les maîtres, lui faisait redouter les mêmes traitemens : dans cette crainte, il réunissait ses efforts à ceux des Français, pour retenir le baron de Melas dans le nord des Apennins.

Les Français, maîtres de l'Italie, avaient épuisé ce beau pays; mais, s'ils avaient renversé des souverainetés, s'ils avaient aboli les

anciennes lois, contrarié les anciennes habitudes, si les besoins énormes de leurs armées avaient anéanti le commerce, l'industrie, et fait disparaître les capitaux, du moins avaient-ils offert au peuple la liberté en échange de leurs sacrifices : l'espoir d'un bonheur peut-être chimérique ou très-éloigné, avait tempéré en partie les angoisses du présent.

Cette illusion avait disparu depuis que les Autrichiens, les Allemands, les Russes, les Ottomans et les Anglais, en publiant qu'ils entraient dans la péninsule pour rétablir le règne de l'ordre, des lois, de la justice, de la religion, des antiques opinions, augmentaient la détresse publique par le joug militaire auquel ils soumettaient le pays. L'Italie, sans éprouver le moindre adoucissement, paraissait destinée à grossir l'héritage de quelque prince dont elle ne connaîtrait pas la langue, et dont elle saurait à peine le nom : la consternation était dans tous les cœurs, depuis les montagnes de la Suisse jusqu'aux extrémités de la Calabre.

En vain le roi de Sardaigne, à la nouvelle des succès des généraux Souworof et Melas, abandonnant son île, s'était rapproché de ses états de terre ferme ; en vain les Piémontais, qui avaient invoqué la présence de leur monarque, manifestaient leur impatience et leur mécontentement par d'éclatantes menaces, cette principauté était devenue une province autrichienne administrée militairement par des Allemands, et à leur profit : troupes, revenus, arsenaux, places fortes, contributions ordinaires et extraordinaires, tout avait changé de maître, tout se passait sous le bon plaisir des généraux et des commissaires de l'empereur. La guerre avait mis le comble à l'infortune et à l'épuisement de ce malheureux pays ; et son monarque, exilé dans une maison de campagne près de Florence par les protecteurs des droits de la royauté, attendait avec anxiété le sort qu'on lui destinait.

La domination autrichienne était exercée avec le même arbitraire dans les anciennes provinces vénitiennes et dans celles qui formaient la république cisalpine, sans qu'on pût conjecturer si on mêlerait enfin quelque administration civile à celle du despotisme militaire. Les gens d'église se plaignaient de ce que leurs biens continuaient d'être séquestrés ; le peuple murmurait bien davantage des recherches inquisitoriales, des emprisonnemens, des exils, des proscriptions, des peines de mort contre les fauteurs de l'invasion française.

Le tableau du royaume de Naples était encore plus sombre que celui de l'Italie antérieure; le monarque fugitif, continuant de mettre la mer entre lui et ses sujets de terre ferme, et gouvernant dans Palerme le royaume de Naples, semblait ne considérer sa capitale que comme un pays conquis. On est effrayé quand on parcourt la liste des supplices qui succédèrent aux bouleversemens populaires; et on est étonné quand on voit que la majorité de ces têtes dévouées aux bourreaux appartenait à la noblesse et au clergé. Les proscriptions ne s'étaient pas arrêtées aux échafauds, les emprisonnemens et les exils avaient été plus multipliés que les peines de mort; on eût pensé que Ferdinand IV, pour régner plus paisiblement, voulait régner sur des déserts.

La même désorganisation s'étendait aux Etats de l'Eglise : la puissance militaire et la puissance civile se partageaient, dans Rome, entre les étrangers qui avaient succédé aux Français, et une junte, ou conseil provisoire, composée de quelques Romains. Ancône était gardé par les Ottomans, Civita-Vecchia par les Napolitains, Ferrare par les Impériaux; les trois légations desiraient la destruction du gouvernement pontifical; sa restauration n'était pas

même souhaitée dans Rome. Ainsi, dans la situation où se trouvaient les choses et les esprits dans toute la péninsule, il ne fallait qu'une étincelle pour causer un vaste embrasement.

Cependant Bonaparte, descendant du sommet glacé des Alpes, se trouvait en moins de quinze jours au centre de ses anciennes conquêtes, et semblait avoir commandé à la destinée. Il avait fait prisonnières toutes les garnisons autrichiennes qu'il avait trouvées dans le haut Piémont, le Milanais, le Crémasque et le Bergamasque; sa position centrale interceptait la communication du général Melas avec le Tyrol; et, tandis qu'il réorganisait la république cisalpine, tandis qu'il rendait aux embrassemens de leur famille les républicains renfermés dans les prisons par les Autrichiens, et ceux qui étaient venus se réfugier en France; tandis qu'il armait la garde nationale, qui se chargeait de garder les places reconquises, toute l'armée française avait la liberté de marcher en avant pour combattre les Autrichiens sur la rive droite du Pô. En effet, la cavalerie, aux ordres du général Murat, et l'avant-garde, à ceux du général Lanes, après avoir parcouru rapidement la rive gauche du Pô, s'étaient

arrêtées devant Plaisance, où se trouvait un pont de bateau construit par les Autrichiens; le général Melas lui-même avait présidé aux fortifications de la tête de ce pont. Le 16 prairial (5 juin), ces fortifications sont attaquées par les Francais, et emportées à la baïonnette; mais les Autrichiens, en se retirant, avaient coupé les derniers bateaux du côté de Plaisance. On emploie la nuit à en chercher d'autres; à la pointe du jour, plusieurs batteries faisaient déjà feu sur différens points du Pô, pour disséminer les forces de l'ennemi: pendant ce temps, deux demi-brigades passaient le fleuve à Nocetto, entraient dans Plaisance, et rétablissaient le pont, qui procurait à l'armée le moyen de traverser le Pô. On avait le projet de marcher au secours de Gènes, en remontant la rive gauche de la Trebia; les bizarres événemens de la guerre ne le permirent pas.

Depuis que les Autrichiens étaient entrés dans Nice, les généraux Melas, Elnits et Latterman employaient quarante mille combattans à forcer la barrière du Var, pour pénétrer dans les départemens méridionaux, où le lord Keith devait conduire une armée, une grande quantité de munitions de guerre et de bouche pour assiéger

Marseille et Toulon par terre et par mer.[1]

Le général Suchet, avec un faible corps d'armée, après avoir approvisionné les forts de Montalban, de Vintimille, de Villefranche et de Nice, avait mis en sûreté dans Antibes les effets militaires, et défendait le passage du Var, avec une intrépidité et une intelligence qui mettaient en défaut tous les moyens des généraux autrichiens; un télégraphe placé dans le fort Montalban, qui se trouvait au milieu de l'armée autrichienne, instruisait les généraux français de toutes les dispositions faites par les ennemis dans les environs de Nice; ainsi prévenu, le général Suchet pouvait diriger sa défense, et se trouver toujours en mesure pour repousser les Autrichiens par-tout où ils se présentaient.

En même temps il arrivait des secours de tous les départemens voisins, qui rendirent nuls pendant dix jours les tentatives des Autrichiens contre les redoutes qui couvraient le pont du Var.

Cependant le bruit de l'expédition de Bonaparte retentissait sur les rivages de la Ligurie; et quoique le général Melas persistât à regarder

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (74).

comme impossible, par les Alpes Pennines, l'arrivée d'une armée de cinquante mille hommes avec son artillerie et ses munitions; quoiqu'il persistât dans le dessein de pénétrer en France par les environs de Vence, le général fut forcé de céder à l'évidence, et de se décider à passer par le col de Tende pour se rendre précipitamment à Turin, où il était arrivé le 6 prairial, (26 mai). Il avait laissé sur les bords du Var, sous les ordres du général Elnits, vingt-cinq mille hommes protégés par deux frégates anglaises, et une nombreuse artillerie; il attendait à Turin, le 17, dans la plus grande anxiété, l'arrivée des troupes aux ordres du général Elnits, [1] et la nouvelle de la reddition de Gènes; il voyait avec douleur le Milanais tomber, sans coup férir, au pouvoir des Français; pressé de tous côtés par leur armée, il avait fait partir des troupes pour Plaisance, et ordonné la levée du blocus de Gènes; mais, le jour même de l'arrivée de cet ordre au général Ott, le général Massena écoutait les propositions d'une capitulation. Depuis le 26 floréal, (16 mai), les Génois étaient sans pain, la garnison n'en recevait que quelques onces; les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (75).

chevaux étaient mangés; la famine arrivée à son comble excitait chaque jour des mouvemens insurrectionnels; le gouvernement ne pouvait plus être écouté par des hommes réduits au désespoir; on ne voyait dans les rues que des squelettes ambulans; les Génois et les Français qui survivaient, privés de forces physiques, n'étaient plus en état de faire le service militaire.

S'il eût été possible alors au général autrichien de traîner la capitulation en longueur, il n'aurait resté au général Massena que l'alternative de se rendre prisonnier de guerre, ou de tenter de se faire jour à travers l'armée autrichienne; mais le général Ott venait de recevoir l'ordre d'abandonner le blocus, et de combiner ses mouvemens pour arrêter les progrès de Bonaparte; sa position ne lui permettait plus d'être difficile: il permit que l'armée française sortît de Gènes avec armes et bagages, et pût se réunir à celle du général Suchet, à la seule condition que les Autrichiens prisonniers dans Gènes seraient remis en liberté; de son côté le général Massena, jaloux de hâter le moment où les malheureux habitans de Gènes et ses troupes recevraient des subsistances, sans lesquelles tous allaient être mois-

sonnés par la famine, se hâta de remplir les conditions de la capitulation. [1]

Cet événement devait influer sur les opérations de l'armée de réserve. Bonaparte, avant d'aller la joindre sur la droite du Pô, avait publié une proclamation : « Soldats, la plus « grande partie du territoire du peuple li-« gurien était envahie, la république cisalpine « anéantie devenait le jouet du régime féodal, « un de nos départemens était envahi, la « consternation se répandait sur le midi de « la France.

« Soldats, vous marchez, et déjà le terri-« toire français est délivré, la joie et l'espé-« rance succèdent dans votre patrie à la crain-« te et à la consternation. Vous êtes dans la « capitale de la république cisalpine; l'ennemi « épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses « frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, « ses magasins, ses parcs de réserve. Le pre-« mier acte de la campagne est terminé; des « millions d'hommes vous adressent leurs re-« merciemens.

« Mais aura-t-on impunément violé le ter-« ritoire français? Laisserez-vous retourner en

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (76).

« Allemagne l'armée qui porta l'alarme dans « vos familles? Vous courez aux armes? Eh « bien! marchons à sa rencontre, opposons-« nous à sa retraite, arrachons-lui les lauriers « dont elle s'est parée. Apprenons au monde « qu'une fatale malédiction tombe sur les in-« sensés qui osent insulter le territoire de la « grande nation. Le résultat de nos efforts sera « gloire sans nuage, et paix solide. »

Les succès constans du général Moreau en Allemagne, le gain des batailles livrées à Stokack, Engen, Gremback, Biberack, et sur les bords de Liller, ainsi que de plusieurs combats particuliers; le général Krai obligé de se renfermer dans son camp retranché de Pfael à une lieue et demie d'Ulm, l'évacuation par les Autrichiens, de Lindau, Bregentz, Feldkirck, Coire, et tout le pays des Grisons, multipliaient infiniment les embarras de la cour de Vienne, et lui ôtaient tous les moyens de venir au secours de ses armées en Italie. La prise de Gênes augmentait encore les obstacles du général Melas; elle lui permettait à la vérité de concentrer ses forces, de prendre des positions défensives très-importantes, et, en cas de défaite, elle pouvait lui offrir une retraite où la flotte anglaise l'eût régulièrement appro-

visionné; mais cette conquête lui devenait infiniment onéreuse, en l'obligeant de laisser une très-forte garnison dans cette place, et de surveiller les généraux Massena et Suchet, qui avaient marché sur Acqui et sur Sasello: d'ailleurs, l'armée du général Berthier était en possession de tous les magasins des Autrichiens, et occupait l'importante position de la Stradella; le général français coupait à l'armée autrichienne toute communication avec le Milanais.

Le général autrichien ne pouvait cependant rester plus long-temps dans cette inaction commandée par les circonstances; il est vrai qu'il avait plus de quatre-vingt mille combattans dans l'Italie antérieure; mais il ne lui était pas aisé de les réunir en un seul corps, une partie était encore assez près de Gènes, une autre vers les sources du Tanaro, pour se joindre à la division du général Ott sous les murs d'Alexandrie; le général Melas, contrarié par les rivières qui coulent dans les vallées très-profondes et très-étroites des montagnes qui couvrent la Ligurie occidentale, était obligé de faire un long détour en suivant le Tanaro; peut-être eût-il pu passer le Pô entre Valence et Vérue, et transporter le théâtre de la guerre

dans le Milanais; mais il abandonnait alors Coni, Ceva, Tortone, Alexandrie, et même Turin; il abandonnait en même temps la division du général Ott, qui aurait été prise. Aussi le général Melas s'arrêta au plan de réunir toutes ses forces pour combattre les Français dans les superbes plaines qui s'étendent entre Alexandrie et Tortone, et où la supériorité de sa cavalerie lui promettait du succès.

En conséquence, le 18 prairial (7 juin), les divisions Kaim et Haddick avaient abandonné Turin et s'étaient mises en marche sur Asti, où le baron de Melas s'était rendu de son côté; le général Ott, qui était arrivé le même jour à Rivalta di Scrivia, s'était porté le 19 à Castegio, et avait poussé ses avant-postes jusqu'à San Giulieta : c'était le lieu où le général Melas avait ordonné le rassemblement de l'armée; ordre qui paraît infiniment inconséquent lorsqu'on sait (et le baron de Melas devait en être instruit) que l'armée française était déjà maîtresse de Stradella; la position du général Ott à Castegio était donc infiniment hasardée; aussi le général Berthier se hâta-t-il de profiter de cette faute, en ordonnant au général Lanes de quitter sa position de Broni pour attaquer les Autrichiens, et en

le faisant soutenir par la division Victor.

Le général Watrin ayant rencontré les postes avancés des ennemis à San-Diletto, après les avoir repoussés, avait attaqué leur ligne de front; en même temps une colonne française les tournait sur la gauche et une autre sur la droite; quatre fois le village de Castegio et les hauteurs voisines avaient été pris et repris; enfin les Français avaient fait une charge générale et forcé les Autrichiens à se retirer en désordre jusqu'à Voghera, d'où ils étaient partis précipitamment pour passer la Bormida. Le général Berthier, dans son rapport sur le combat de Montebello, parle de trois mille morts et de cinq mille prisonniers.

Cette victoire décida le général Berthier à passer la Scrivia, afin de resserrer toujours davantage le baron de Melas; mais que pouvait, que devait faire ce général? Son armée était trop nombreuse pour être dispersée dans Coni et dans les citadelles de Turin, d'Alexandrie et de Tortone. Ces places d'ailleurs n'étaient point approvisionnées; elles eussent été, en peu de jours, obligées de se rendre; se porter sur Gènes dont il était le maître, et s'y enfermer, c'eût été livrer l'Italie à la discrétion des Français sans se sauver soi-même;

pénétrer dans la Toscane par la rivière du Levant, Sarzanne et Lucques, ou s'embarquer pour Livourne; mais ce projet eût exigé trop de temps pour être mené à fin, et les Français eussent été maîtres de la Toscane avant que l'armée du général Melas eût pu s'y rendre; passer le Pô près de Valence, gagner Pavie, Pizzigithone et l'Oglio; mais le corps du général Moncey aurait pu avec la légion cisalpine, en s'opposant à sa marche ou en la retardant, donner le temps au général Berthier de tomber sur ses derrières; il ne lui restait donc d'autre ressource que de battre l'armée française; de percer ensuite directement sur Plaisance, et de se jeter derrière l'Oglio; le baron de Melas se détermina pour ce dernier parti.

De son côté, le général Berthier, ayant fait jeter des ponts volans à Castel-Nuovo, avait dirigé la marche de l'armée pour y passer la Scrivia; le général Victor, avec l'avant-garde, avait déjà passé cette rivière à Dora, et s'était porté vers Marengo, tandis que, sur la droite, les divisions Chabran et Lapoipe avaient reçu les ordres de se placer sur la rive gauche du Pô à la hauteur de Valence, afin d'empêcher les Impériaux de passer le fleuve vers

ce point, et sur la gauche, une division de la réserve avait marché vers Rivalta en tournant Tortone, dans la crainte que le général Melas ne voulût prendre le chemin qui mène d'Alexandrie à Gènes pour venir attaquer l'armée française : ainsi, après avoir passé la Scrivia, l'avant-garde se trouvait à Marengo, le corps de bataille et le quartier général à San-Giuliano, la réserve à Garafolo, deux divisions à la hauteur de Valence, une autre à Rivalta.

Tout annonçait au général Melas que les Français voulaient engager une affaire générale; néanmoins, soit qu'il attendît encore les troupes qui lui arrivaient de Nice, soit qu'il voulût mieux s'assurer des forces ennemies, ou du véritable projet de Bonaparte, il s'obstina, le 24, à refuser la bataille, en restant sur la rive gauche de la Bormida, dont il se borna à couvrir les ponts avec quelques troupes placées exprès sur la rive droite.

On assura dans le temps, et on a répété depuis, que cette obstination apparente de rester sur la rive gauche de la Bormida, avait tellement trompé les généraux qui commandaient l'avant-garde française, qu'ils en étaient venus jusqu'à croire que le général autrichien

avait retiré ses ponts de dessus la Bormida, et qu'ils en avaient fait prévenir le premier Consul. Ce qui porterait à le croire, c'est que ce ne fut qu'à onze heures, le lendemain 25 prairial (14 juin), qu'on fut averti au quartier-général des progrès que faisait l'ennemi après s'être développé, à sept heures du matin, sur trois colonnes, aux ordres des généraux Oreilli, Kaim, Haddick, Ott et Elnits; celle de droite avait remonté la Bormida, pour percer sur Fregarolo, et tourner la droite des Français, où se trouvaient les généraux Kellerman et Gardanne; celle du centre avait attaqué le village de Marengo par la grande route; celle de la gauche s'était avancée sur Castel-Ceriolo, tandis qu'une nombreuse cavalerie, aux ordres du général Elnits, suivant la route de Salé, cherchait à déborder l'aile gauche de l'armée française.

La division du centre des Autrichiens avait d'abord repoussé l'avant-garde française, qui s'était retirée par échelons, et avait pris une position oblique, de manière que la division Victor occupait Marengo, et celle du général Gardanne avait sa gauche à la Bormida, et sa droite au village de Marengo; dans cette disposition, se trouvant sur le flanc de la co-

lonne des Autrichiens qui attaquait ce village, en retardant sa marche par un feu de mousqueterie fortement soutenu, elle en avait éclairci les rangs, et avait été sur le point de l'obliger à prendre la fuite.

Le général Lanes, attaqué à l'aile droite, avait été moins heureux; le défaut de gargousses ayant rendu inutile son artillerie, une partie de ses canonniers qui avait quitté le champ de bataille avait encouragé les Autrichiens à revenir de nouveau à la charge, et leur avait fait obtenir de déborder le général Lanes par sa gauche.

En même temps, les Autrichiens, souvent repoussés au centre, renforcés par des troupes de leur réserve, étaient constamment revenus à la charge, et avaient fini par déborder le village de Marengo.

Ce fut alors que Bonaparte, instruit de cet avantage, était accouru d'abord à la droite, où commandait le général Lanes, pour ralentir son mouvement de retraite; il avait fait avertir en même temps le général Desaix de marcher avec la réserve, et il manœuvrait avec la 72e demi-brigade, sans cependant parvenir à arrêter les Autrichiens, qui continuaient à gagner du terrain, précédés dans leur marche par cent

pièces de canon, qui faisaient de grands ravages dans les bataillons français. La cavalerie autrichienne, de son côté, débordait la droite des Français, et menaçait de la tourner; les cinq cents grenadiers de la garde du Consul, qui formaient la droite de la réserve, marchent à cette cavalerie, s'avançant dans la plaine, formés en bataillon carré, sans artillerie, et soutenant, sans s'ébranler, trois charges successives; ils prouvent aux hussards autrichiens qu'il était plus aisé de vendre leurs bonnets que de les leur enlever. [1]

Mais l'armée autrichienne continuait d'avancer, précédée par un feu à mitraille qui écrasait les Français. Vainement la division du général Monnier, envoyée de la réserve, avait dirigé deux de ses brigades sur Castel-Ceriolo; vainement, après avoir repoussé une charge de cavalerie, cette troupe avait chassé du village l'infanterie qui la soutenait, et s'en était emparée; la gauche et le centre de l'armée fran-

[1] Au moment où la cavalerie autrichienne, au nombre d'environ dix mille, vit paraître dans la plaine cette poignée de grenadiers, elle était si persuadée de n'en laisser échapper aucun, que les hussards vendaient les bonnets qui couvraient encore la tête des grenadiers du Consul.

çaise continuant de rétrograder, les grenadiers du Consul se replièrent sur la réserve; ces deux brigades avaient été forcées d'abandonner Castel-Ceriolo, et de suivre le mouvement rétrograde de l'armée, qui, harcelée par la cavalerie, se portait alors, au pas redoublé, sur San-Giuliano, où se trouvait encore la réserve aux ordres du général Dèsaix. Toutes les routes, dans ce moment, étaient remplies de fuyards, de blessés, de morts, de mourans; généraux, officiers, soldats, tous croyaient la bataille entièrement perdue.

Heureusement il se trouvait, sur la grande route, un défilé à traverser, formé, d'un côté, par un bois, de l'autre, par un coteau de vignes très-serrées et fort hautes; le village de Marengo flanquait ce défilé sur la gauche. Quoique leurs bataillons fussent rompus, la plupart des canons hors de service, les munitions épuisées, plusieurs Français, au nombre d'environ six mille d'infanterie, et mille de cavalerie, avec six pièces de canon et beaucoup d'officiers, tenaient encore ferme dans le défilé, et y opposaient la résistance la plus opiniâtre; les Autrichiens, aidés de leur nombreuse artillerie, étaient parvenus à jeter quelques bataillons dans les vignes et dans le bois, tandis que leur

cavalerie, qui les soutenait, attendait avec impatience l'instant de passer le défilé, et de tomber sur les fuyards: les Français néanmoins résistaient encore.

Dans cet état des choses, le baron de Melas crut qu'il n'avait plus qu'à étendre ses ailes, d'un côté, pour envelopper les Français par derrière; de l'autre, pour leur couper la retraite sur la Scrivia. Il était quatre heures après midi; on se battait depuis sept heures du matin; les Autrichiens étaient parvenus à Cassina-Grossa. Bonaparte, bravant le feu, parcourait le champ de bataille pour ranimer ses soldats, et les arrêter dans leur fuite: ses efforts ne furent pas vains.

On vit alors s'avancer dans la plaine la réserve, conduite par le général Desaix, et, à la voix du premier Consul, les corps mis en fuite se rallier et se ranger derrière elle. Dès l'instant où le général Desaix se trouve à portée des ennemis, il se met à la tête de la 9ᵉ d'infanterie légère, et s'élance avec impétuosité au milieu des bataillons autrichiens, que ses soldats font reculer à coups de baïonnettes; la division Boudet, qui formait la droite de la réserve, suit son exemple. L'armée ralliée, s'avance au pas de charge, et les Autrichiens

assaillis, commencent à plier et à mettre leur artillerie en retraite : ce mouvement permet aux Français de repasser le défilé, de se former en bataille à mesure qu'ils en sortaient, de mettre leurs canons en batterie, et de tomber de nouveau sur la ligne autrichienne; sur la gauche, le général Victor reprend Marengo, et se dirige sur les ponts de la Bormida; sur la droite, l'intrépide Desaix, qui chargeait avec le même succès, est atteint d'une balle, et expire sur le champ de bataille. [1]

La mort fatale de ce général, au moment où il venait de sauver l'armée, loin de ralentir l'ardeur des soldats, les animait d'un nouveau courage; ils s'étaient jetés avec fureur sur la première ligne de l'armée autrichienne, et l'avaient repoussée jusqu'à la seconde : ainsi réunies et devenues plus fortes, ces deux lignes s'étaient mises en mouvement pour faire une charge à la baïonnette. Les Français plient à leur tour, et une division de six bataillons de grenadiers s'avance à pas redoublés pour achever leur défaite; mais le général Kellerman, à la tête de quelques escadrons, marche à ces grenadiers, les enveloppe, et leur fait mettre

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (77).

bas les armes. Ce succès important est le signal pour l'armée française d'une attaque générale. Un accident vient mettre le désordre dans les rangs de la cavalerie ennemie : un caisson saute en l'air; des nuages épais de fumée répandent le trouble et l'effroi; les cris de victoire de la part des Français, l'ensemble de leur attaque, les ravages de leur artillerie, tout se réunit pour achever, à neuf heures du soir, l'entière défaite des Autrichiens. Ceux-ci, excédés de fatigues, après quatorze heures de combat, repassent la Bormida et reprennent leurs positions de la veille : l'obscurité de la nuit empêcha les Français de les poursuivre.

Dans cette bataille mémorable, que le nouvel âge militaire oppose à ce que les siècles ont de plus célèbre, qui, dispersant des ennemis fiers de leur nombre et de leurs succès, fit tomber douze villes fortes dans les mains des Français, rétablit un état allié, termina la guerre du continent, les Français comptaient environ quarante mille combattans, non compris trois mille hommes de cavalerie, et trente pièces de canon; les Autrichiens avaient cinquante mille hommes, y compris dix-huit mille de cavalerie, plus de quatre-vingts pièces de canon, et deux cents caissons parfaitement approvisionnés.

De l'aveu des Autrichiens, ils perdirent dans cette journée, en morts, blessés ou prisonniers, plus de dix mille hommes, deux mille chevaux, et deux cent trente officiers supérieurs, tués ou blessés; deux généraux, deux colonels, quatre lieutenans-colonels, soixante officiers supérieurs faits prisonniers; plusieurs drapeaux et une grande quantité de bouches à feu. Les Français perdirent aussi beaucoup de monde. Le général Melas eut deux chevaux tués sous lui, et fut blessé au bras; le général Berthier reçut plusieurs balles dans ses habits.

Le général autrichien, qui était dans une position singulièrement critique avant de livrer la bataille, se trouva dans une situation désespérante après l'avoir perdue. Dans les combats, dit Salluste, c'est moins la perte réelle faite par les armées que l'opinion du succès, qui décide des opérations ultérieures: une bataille perdue décourage les vaincus; le soldat battu, craint de l'être encore, et il était bien difficile d'arrêter cette influence morale, augmentée encore par la position de l'armée autrichienne: ses soldats étaient sans pain, sa cavalerie sans fourrage, elle ne pouvait plus hasarder aucune démarche avec sécurité. Le général Melas aurait-il voulu se porter sur Gènes? il aurait été attaqué en

tête par les généraux Suchet et Massena, en queue par le général Chabran, en flanc par les généraux Thureau et Berthier; ce qui augmentait ses sollicitudes, c'était cinq ou six mille blessés qu'il ne pouvait faire soigner, et qu'il ne voulait pas abandonner. Il fut donc obligé de se décider à envoyer le général Skal au camp des Français, à deux heures et demie du matin, pour proposer une suspension d'armes de quarante-huit heures, pendant laquelle on pourrait enterrer les morts et échanger les prisonniers. Cette suspension acceptée, fut suivie d'un armistice, signé le 29 prairial (18 juin); et d'une convention, par laquelle l'armée autrichienne devait se retirer derrière le Mincio, et abandonner les villes, forteresses et châteaux de Turin, Coni, Savone, Ceva, Gènes, Alexandrie, Tortone, Arona, Plaisance, Milan, Pizzigithone et le fort Urbin.

Conformément aux articles acceptés, l'armée du général Melas se retira derrière le Mincio, dans trois camps: le premier, près de Villa-Franca; le second, entre Mantoue et Borgo-Forte; le troisième, près de Governolo; le général mit une forte garnison dans la citadelle de Ferrare, et établit deux têtes de pont à Lagoscuro.

Ainsi toute l'Italie septentrionale, jusqu'à la Chiesa, Lucques, la Toscane et le duché d'Urbin, tombèrent au pouvoir des Français, de même que la Valteline et le pays des Grisons; il fut convenu seulement que le pays compris entre la Chiesa et le Mincio ne serait occupé par l'une ni par l'autre armée.

Le premier Consul, avant de s'éloigner de Milan, ordonna que le corps du général Desaix fût transporté à l'hospice du mont Saint-Bernard, où il lui serait élevé un mausolée; en face de ce monument, devait être placée une table de marbre, sur laquelle seraient gravés les noms des demi-brigades, des régimens d'artillerie et de cavalerie, ainsi que des généraux et chefs de brigades qui s'étaient trouvés à la journée de Marengo; enfin, il arrêta que l'armée de réserve et celle d'Italie ne formeraient qu'une seule et même armée, sous le nom d'armée d'Italie, dont il donna le commandement au général Massena.

L'histoire entière n'ayant transmis aucun fait militaire semblable à celui dont nous offrons les détails, on croit pouvoir appliquer quelques réflexions à un événement dont les effets furent aussi heureux pour les Français.

Il est permis, peut-être, d'accuser le baron

de Melas d'avoir commis plusieurs fautes dans la disposition générale de ses opérations; mais la faute capitale dut-être essentiellement imputée au cabinet de la cour de Vienne; il est impossible qu'il ignorât la formation d'une armée à Dijon; dès-lors, il devait faire ouvrir beaucoup plus tôt la campagne en Italie, et porter de plus grandes forces aux passages du Saint-Gothard, du Simplon, des grands et petits Saint-Bernard, du Mont-Cenis et du Mont-Genèvre; il fallait augmenter celles qui étaient en Italie, et avoir une armée d'observation placée d'Asti à Pavie.

Les Impériaux, qui auraient dû entrer en campagne au commencement de ventose (vers la fin de février), perdirent entièrement les mois de ventose et de germinal, en mouvemens et en actions qui n'eurent aucune importance; ce ne fut que dans les premiers jours de floréal (21 avril), qu'ils contraignirent le général Massena à se réfugier dans Gènes avec douze mille hommes: pour les y contenir et se garantir de leurs attaques, le général Melas fit former le blocus avec trente ou quarante mille hommes, dont il confia le commandement au général Ott. Mais pourquoi un blocus devant une grande ville que l'on savait manquer de

tout, et qu'une tranchée ouverte et le jet de plusieurs bombes eussent fait rendre avant huit ou quinze jours, tandis que le blocus dura un mois et demi? D'après ces calculs, Gènes aurait pu être au pouvoir des Autrichiens vers le premier germinal, c'est-à-dire, environ quinze jours avant l'époque où ils entrèrent en campagne; ce qui peut confirmer cette opinion, c'est que le général Massena n'arriva à Gènes que le 21 pluviose (10 février); qu'à cette époque l'armée d'Italie manquait absolument de tout, et que si les Autrichiens l'avaient attaquée à la fin de pluviose, ils auraient eu encore des succès plus faciles: enfin on assure que les paysans des environs de Gènes, au nombre de vingt mille, offrirent de prendre Gènes d'assaut, si l'on voulait leur en accorder le pillage. Dans cette nouvelle hypothèse, Gènes aurait pu tomber bien plus tôt entre les mains des Autrichiens; et, certes, il était sans doute plus politique de sacrifier ces paysans, auxquels l'appât du gain faisait exposer leur vie, que de compromettre les soldats de l'armée, et de faire retomber sur eux tout ce que le sac d'une ville a d'odieux.

Le temps devait aussi être excessivement précieux pour le baron de Melas; et cependant

il ne mit ni hardiesse ni rapidité dans ses mouvemens: après avoir enfermé le général Massena dans Gènes, ne devait-il pas pousser plus vivement le général Suchet, l'obliger à repasser le Var, occuper cette rivière et le col de Tende, et revenir ensuite sur les bords du Pô? Sa conduite devint encore bien plus inexcusable, quand on le vit négliger de s'assurer de tous les passages par où l'on pouvait pénétrer en Italie, de la France, de la Suisse et du Tyrol; à quel propos enfin, ce général fit-il avancer le général Ott, à marches forcées, pour s'opposer au passage du Pô qui était déjà effectué, et l'exposait à être battu à Castegio, où il se trouvait entièrement isolé? Pourquoi ne fit-il pas marcher en même temps sur ce point les généraux Kaim, Haddick et Elnits?

Dès l'instant où le baron de Melas se crut forcé de livrer la bataille, dès l'instant où il eut feint, le 24, de ne pas vouloir l'accepter, pourquoi ne passa-t-il pas, le 25, la Bormida dans la nuit, ou de plus grand matin, pour tomber sur l'avant-garde française qui se trouvait isolée à Marengo? Pourquoi ensuite, dans ses dispositions, porta-t-il toute sa cavalerie sur sa gauche, tandis qu'en la partageant à peu près également, puisqu'il en avait

un si grand nombre, il aurait pu déborder plus facilement les deux ailes de l'armée française? Dès l'instant où il se fut apperçu que les Français pliaient de toutes parts, et ne tenaient, en très-petit nombre, que dans le défilé proche de Marengo, au lieu de redoubler d'efforts contre ce point, pourquoi le général autrichien commit-il la faute capitale d'étendre sa ligne de bataille, dans l'idée d'envelopper l'armée fsançaise, et de lui couper la retraite sur la Scrivia? Mais ne devait-il pas lui suffire d'enfoncer ce centre, et, s'il y eût réussi, ne devenait-il pas le maître de la plaine de San-Giuliano? Les Français, qui commençaient déjà à être rompus, auraient-ils pu se rallier derrière leur réserve, qui aurait pu être facilement enveloppée elle-même?

Au moment, aussi, où le général Melas eut appris que les Français avaient pénétré dans la vallée d'Aoste, pourquoi ne se porta-t-il pas par Plaisance derrière l'Adda, ou même le Tésin? Le général avait appris, à Nice, l'entrée des Français en Italie le 29 floréal, et ceux-ci n'entrèrent dans Milan que le 12 prairial; ils n'occupèrent le poste de la Stradella que le 15: dans une circonstance moins épineuse, le maréchal Souworof s'était porté de Turin à

Plaisance en trois jours; dans cette hypothèse, il abandonnait, à la vérité, le Piémont, mais il se mettait en mesure de défendre la Lombardie, il assurait ses magasins, il avait ses derrières libres; et, dans le cas où la ville de Gènes lui ouvrit ses portes, événement qui devait être très-prochain, le général Ott pouvait venir le joindre par Bobio, et, en grossissant son armée, le mettre toujours plus en état de résister aux Français.

Ainsi, de tous les partis que prit le général autrichien, le plus mauvais sans doute était celui de venir se renfermer entre le Tanaro, la Bormida et le Pô, par la raison que, dans la supposition même qu'il eût battu les Français, ceux-ci pouvaient se retirer sous Plaisance, ou derrière le Pô et le Tésin, y concentrer leurs forces, et reprendre bientôt après l'offensive, puisque les troupes aux ordres du général Moncey, les divisions Lapoipe et Chabran, environ vingt mille hommes sous les ordres du général Massena, dix mille sous ceux du général Thureau, n'avaient point encore combattu, et se seraient trouvés en grande partie sur les flancs et les derrières de l'armée autrichienne: tout ce qu'eût pu faire alors le général autrichien, eût été de prendre la route de Parme, de passer le Pô

à Crémone, ou à Borgo-Forte, et de se poster derrière le Mincio; mais, dans ce cas, le Piémont, la Lombardie, la Ligurie, la Toscane, Parme et Plaisance, étaient perdus pour l'Autriche, et le général Melas n'en aurait pas moins perdu déjà tous ses magasins.

Les gens de l'art ont aussi voulu examiner quelle aurait dû être la conduite des généraux français dans cette circonstance : après avoir occupé savamment la précieuse position de la Stradella, quel devait être, disent-ils, leur principal objet? Celui d'empêcher les Autrichiens de pénétrer dans la Lombardie, en traversant le Pô et le Tésin, ou de se jeter derrière l'Adda et l'Oglio, en passant par Plaisance ou Crémone, et de se procurer, par ce moyen, l'avantage inappréciable de reprendre quelques-uns de leurs magasins, dont ils devaient avoir bientôt le plus extrême besoin. D'après ce plan, on devait vouloir réduire le général Melas à livrer bataille, en conséquence, prendre toutes les précautions pour s'assurer la victoire, se fortifier par tous les moyens de l'art et de la nature, et augmenter ses forces par quelques-uns des corps aux ordres du général Moncey, qui n'avait pas besoin de tant de troupes pour garder les bords de l'Oglio.

Mais, dès l'instant où le général Melas eut

commis la faute de faire marcher les troupes qui venaient de Gènes vers Castegio; après avoir battu le général Ott, et l'avoir jeté de l'autre côté de la Scrivia, on était instruit que les généraux Massena et Suchet avaient réuni leurs forces pour marcher naturellement sur Gavi, Novi et Tortone, tandis que le général Thureau devait s'approcher d'Asti; quelles dûrent être alors les nouvelles dispositions? Celles, sans doute, de se porter sur les bords de la Scrivia, de s'y fortifier, de resserrer toujours davantage les Autrichiens vers Alexandrie, et de les attendre, ou pour livrer bataille, ou pour se rendre.

Ce n'était donc pas dans les plaines de Marengo, observe-t-on, que le général français devait chercher à se mesurer avec le général autrichien, instruit, comme il devait l'être, que ce dernier était trois fois plus fort en artillerie et en cavalerie, et qu'il avait sous ses ordres les anciennes bandes qui, depuis deux ans, remportaient des victoires en Italie, tandis que la majorité de l'armée française était composée de conscrits qui, la plupart, n'avaient jamais vu le feu. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

Sans doute aussi, doit-on le présumer, tels étaient les projets des généraux français : trompés, à la vérité, par les faux rapports que le général Melas avait replié ses ponts sur la Bormida, ils dûrent songer à se porter sur les bords de cette rivière, pour rendre la position des Autrichiens encore plus épineuse : dans ce cas, cependant, peut-être auraient-ils pu remplir ce but par une marche de nuit, se trouver à la pointe du jour sur la rive droite de la Bormida, empêcher les Autrichiens dc passer cette rivière, et les forcer de mettre bas les armes. Sans subsistances, sans magasins, sur le point d'être assaillis de tous les côtés, et acculés au confluent du Tanaro et de la Bormida, quel autre parti auraient-ils pu prendre ?

Mais, pour donner aux suites brillantes de la victoire de Marengo plus de solidité, et faire convertir le traité d'Alexandrie en une heureuse réconciliation entre la France et la Germanie, il fallait le concert des succès des Français en Allemagne. Le général Moreau, pour éloigner le général Krai, avait fait marcher le général Lecourbe vers les bords du Lech ; les Français s'étaient rendus maîtres d'Ausbourg, et menaçaient Munich. Cependant le baron de Krai n'abandonnait pas son camp : le général

Moreau s'était décidé à passer à la gauche du Danube ; il y avait rencontré la division du général Staray, et, le 1er messidor (20 juin), il l'avait complétement battu, dans ces mêmes plaines d'Hochstecht et de Bleinheim, où le maréchal de Tallard avait été défait par le prince Eugène de Savoie, en 1704.

La perte de cette bataille avait obligé le général Krai d'abandonner Ulm à ses propres forces, pour se réunir à l'aile droite de son armée dans la Franconie. Cette position rendait très-difficile ses communications avec le reste de ses forces sur la droite du Danube ; elle livrait aux Français une partie du cercle de Franconie et celui du bas Rhin, depuis la Souabe jusqu'à la ligne de neutralité. Tous les corps impériaux placés dans la Bavière se retiraient derrière l'Iser, et ensuite derrière l'Inn : les Français occupaient presque toute la Bavière ; leur quartier-général était dans Munich le 17 messidor (6 juillet) ; en même temps les Autrichiens abandonnaient les Grisons pour se concentrer entre l'Inn et le Tyrol, et les états qui leur restaient en Italie par la convention d'Alexandrie.

Dans la péninsule, les Français, par une longue chaîne de postes, étendaient leur droite

de Brescia à Lucques, à la Romagne, et à la côte de la mer Adriatique; pendant que leur gauche s'inclinant jusqu'au Mincio, prolongeait leur flanc dans la Valteline, où commandait le général Moncey: de ce point ils communiquaient par Chiavenne, Tusis, Coire et la rive gauche de l'Inn, avec l'armée du Danube; celle-ci, bordant la frontière du Tyrol, gagnait l'Iser, et suivait cette rivière jusqu'à Landshul. Le général Moreau occupait Straubingen et Ratisbonne, sa ligne s'avançant par Kehlheim jusqu'à Laltmulh, et au confluent de la Rednitz avec le Mein.

Dans cette position, il était difficile que le général Krai défendît en même temps les bords du Danube et les montagnes du Tyrol; en portant ses principales forces sur le Danube, pour couvrir ses magasins et maintenir ses communications avec le comte de Klenau, il découvrait le Tyrol; le général Moreau pouvait alors détacher une colonne vers Cleffstein, et pénétrer dans le Tyrol en remontant la gauche de l'Inn jusqu'à Inspruck, tandis qu'une autre colonne se serait portée des Grisons par Martinsbruck, ce qui aurait forcé le corps d'armée qui était dans le Tyrol de se retirer par la Carinthie; si, au contraire, le baron de Krai

portait ses forces vers le Tyrol et le pays de Salzbourg, pour conserver ses communications avec l'Italie, il s'exposait à la perte de ses magasins dans Passau et dans Lintz; les deux rives du Danube restaient en proie aux incursions des Français jusqu'à Vienne; l'armée impériale pouvait être enfermée dans les gorges des montagnes, sans vivres et sans communication directe avec la capitale de l'Empire; le général Moreau pouvait en même temps s'emparer de toute la partie occidentale du Tyrol, jusqu'à Inspruck, Saint-Méran et Botzen, et facilitait au général Moncey l'entrée du Tyrol italien et de l'évêché de Trente; de plus, le général Melas ne pouvait plus se maintenir sur le Mincio, ou même sur l'Adige; il était obligé de précipiter sa retraite dans le Frioul, par la Carinthie, et d'ouvrir par ce moyen, à l'armée française en Italie, les provinces vénitiennes de terre ferme.

Telle était la position respective des armées autrichiennes et françaises, au moment où l'armistice provisoire convenu pour l'Italie, s'étendit aux armées d'Allemagne.

On convint que les Français ne franchiraient pas la rivière d'Iser; que les Impériaux se retireraient à la droite de l'Inn, depuis les sources

de cette rivière jusqu'à Passau, et que le pays situé entre l'Inn, l'Iser et le Danube, serait neutre pendant la durée de la suspension d'armes signée dans Munich, le 26 messidor (15 juillet).

Malgré la position infiniment heureuse des armées françaises en Italie et en Allemagne, on prétendit, à l'époque de la signature de l'armistice à Munich, que, si elle était très-avantageuse aux armées impériales, elle ne l'était pas moins à l'armée sous les ordres du général Moreau.

En laissant, disait-on, des corps destinés à tenir le pays en respect, sa position avancée avait infiniment affaibli cette armée; quelques partis ennemis en avaient même déjà inquiété l'arrière-garde. En formant son plan de campagne, le gouvernement français n'avait-il pas, peut-être, commis une erreur, celle d'avoir fait prendre à l'armée du général Moreau la ligne qu'elle suivit, sans avoir préalablement rassemblé dans la Franconie des forces capables d'attirer l'attention des corps ennemis qui pourraient se trouver sur la rive gauche du Danube? En débouchant entre le haut Rhin et les sources du Danube, le général Moreau était obligé de tenir une ligne très-étendue;

son aile gauche ne pouvait quitter en sûreté la rive droite du Danube, et son aile droite, quoiqu'elle eût à soutenir le centre et la gauche, devait se déployer, non seulement vers le Voralberg et le Tyrol, mais encore vers la Bavière.

Le général Krai, en se repliant sur Ulm et sur Ingolstadt, en s'obstinant à ne pas s'éloigner de la rive gauche du Danube, laissa aux Français de plus grands moyens d'opérer tranquillement sur leur droite. Voulut-il mettre à couvert ou évacuer ses magasins? Mais il lui suffisait de quelques jours pour remplir ce projet. Ulm, à la vérité, offrait à ce général une excellente position, qui cependant ne pouvait empêcher les Français de parcourir le reste de la Souabe, ni de s'avancer jusqu'au Lech, et de menacer de couper la retraite et les vivres à l'armée impériale.

La position de l'ennemi contraignit le général Moreau à faire passer le Danube à son aile gauche, tandis que la gauche de son centre appuyait sur la rive droite; en même temps l'aile droite faisait un grand mouvement par Kemptem et Ausbourg, et, en passant en partie le Danube, elle eut bientôt débordé la ligne de l'armée impériale: ce fut par une marche ra-

pide et détournée que le général Krai porta sa droite à Ingolstadt, quand il vit le général Moreau manœuvrer pour le forcer à quitter cette position, et l'obliger à faire un grand détour sur la rive gauche; il fut pénétré du danger auquel il était exposé, se retira d'Ingolstadt avec précipitation, n'eut que le temps de s'échapper par le pont construit à Moesburg sur l'Iser, et d'atteindre, par des marches forcées, la rive de l'Inn avant l'ennemi. Ainsi les habiles manœuvres du général français privèrent le général Krai de l'avantage que lui eût procuré une rivière placée en avant de sa ligne.

On a cru que, si les Impériaux se fussent avancés des plaines de Stokack jusqu'en Bavière, par la ligne de Memmingen, ils n'eussent peut-être pas éprouvé de si grands revers; harcelant les flancs de l'armée du général Moreau, ils l'eussent obligé d'employer des forces considérables dans tous ses mouvemens: le général Staray eût pu alors, filant par Ulm et remontant l'Iller, serrer la gauche de l'armée française; tandis que le général Moreau, obligé de s'appuyer du même côté sur le Danube, et d'occuper le terrain depuis Ehinguen jusqu'à Bregentz, n'aurait pu opposer que des forces inférieures aux colonnes autrichiennes qui se

seraient réunies pour l'attaquer. Le général Jourdan avait été forcé d'adopter le même plan; et ainsi que lui, probablement, le général Moreau eût été ou repoussé ou battu. Dans ce système, ajoutait-on, la nature du terrain n'eût laissé aucune ressource au général Moreau; car son adversaire eût été le maître de n'engager une action que sur le champ de bataille qu'il eût choisi lui-même; et, dans le cas où il l'eût choisi sur les bords du Lech, la ligne de l'armée française, encore plus étendue, eût été plus aisée à défaire, et sa retraite eût été beaucoup plus difficile. En système général, on a reproché aux généraux des armées impériales d'avoir toujours trop alongé leurs ailes dans les combats; et ce fut sur le point d'être écrasés, que leurs ennemis, profitant de cette faute, leur arrachèrent la victoire. Ainsi, le grand objet du général Krai eût dû être d'attirer les Français en avant, de manière, en les forçant de prolonger leur ligne, à les exposer à de plus grands dangers, et de tirer un plus grand parti des corps aux ordres du général Staray, ou comme réserve, ou comme corps détachés. Au lieu d'adopter ce plan, le général Krai, se repliant sur sa droite, opéra sa jonction avec le général Staray à Ulm, et donna au général

Moreau l'avantage de pouvoir employer son centre contre les Autrichiens sans exposer ses ailes.

Après avoir reçu des avantages aussi immenses dans le traité de Campo-Formio, la cour de Vienne avait paru renoncer aux règles ordinaires de la politique, en reprenant des hostilités qui lui présentaient peu d'espoir d'agrandissement, et qui pouvaient la dépouiller d'un superbe territoire; et, en effet, cette reprise d'hostilités avait eu pour la cour de Vienne des suites assez fâcheuses pour la décider à terminer promptement la guerre. D'un côté, les insurrections qui se succédaient dans le royaume des Deux-Siciles, pouvaient changer la face de tous les gouvernemens de l'Italie; de l'autre, la paix que la France venait de signer avec la régence d'Alger, lui procurait des moyens d'approvisionner tous les ports de la Ligurie. La république cisalpine, réhabilitée, levait une armée nombreuse, à laquelle se réunissaient les milices du Piémont et de la Ligurie: les Français, fortifiés par ces secours, devaient s'emparer, presque sans résistance, du grand duché de Toscane, qui offrait toutes les ressources pour payer et nourrir l'armée, avec les moyens d'éloigner les Anglais des côtes, en occupant le port de Livourne.

Si les Autrichiens étaient obligés de se retirer dans les Alpes allemandes, on devait s'attendre à voir prendre les armes aux Vénitiens pour aider les Français à fermer aux Allemands les portes de l'Italie; la forteresse de Mantoue, abandonnée à elle-même, ne pouvait résister long-temps. Ainsi, la continuation de la guerre pouvait non seulement enlever à la maison d'Autriche toutes ses possessions en Italie; mais il était possible que les suites de cette combinaison conduisissent les différens états de la péninsule à se réunir pour former une république fédérative.

Pour écarter ces funestes présages, les Anglais offraient un subside de cinquante millions de francs; ils promettaient même de conduire dans la Toscane trente-cinq mille combattans.

Cependant Bonaparte proposait la paix; et, quoique le terme de l'armistice conclu dans Munich fût expiré, les hostilités ne recommençaient pas. L'amiral Keith s'était présenté dans la rade de Livourne; mais le commandant avait refusé de le recevoir dans le port, dans la crainte de voir les Français, qui étaient à Lucques, marcher sur Livourne pour en chasser les Anglais.

Au milieu de toutes ces hésitations des

trames de l'Angleterre, des perfidies de monsieur de Thugut, pour éloigner la paix, une nouvelle suspension d'armes avait été signée à Hohenlinden, le 4 complémentaire an 8 (21 septembre 1800), entre le général Moreau et le comte de Lerbach; pour garantie de ses intentions pacifiques, sa majesté impériale consentait à ce que les places de Philisbourg, Ulm, et Ingolstadt fussent remises à la disposition du général Moreau; cette suspension d'armes s'était étendue en Italie, en vertu d'une convention signée, le 7 vendémiaire an 9 (29 septembre 1800), entre le prince Hohenzollern, et le général Marmont.

Déjà le comte de Saint-Julien avait signé des préliminaires à Paris, et on était convenu que les conférences seraient tenues dans Lunéville; mais l'empereur témoignait un desir extrême de voir les Anglais admis à Lunéville pour y traiter de la paix; la cour de Vienne espérait que les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne mettraient en avant un système de compensation qui pourrait conserver la Belgique à la maison d'Autriche: cette conquête intéressait fortement la nation anglaise; tout sacrifice lui eût paru léger pour en empêcher la cession; le premier Consul, mettant à part tout

souvenir, même légitime, contre la conduite du ministère anglais, avait acquiescé avec empressement à une ouverture qui pouvait accélérer la paix générale.

Une difficulté imprévue détruisit tous ces projets; une suspension d'armes avait été le préliminaire des paroles de paix entre la France et l'Autriche; n'était-il pas naturel qu'il y en eût une autre entre la France et l'Angleterre, qui voulait faire cause commune avec son alliée? Le commissaire du gouvernement français donna en conséquence une note au lord Grenville, dans laquelle il observait que la suspension d'armes accordée à l'empereur allait bientôt cesser, et que l'intervention de l'Angleterre compliquait tellement les négociations, qu'il était impossible au gouvernement français de prolonger l'armistice conclu sur le continent, si le roi ne consentait à l'étendre aux opérations maritimes; en même temps, il proposait un projet de trève qui aurait laissé aux vaisseaux de toutes les nations belligérantes et neutres la liberté de naviguer, et qui aurait permis, particulièrement au gouvernement français, de porter des secours aux places de Malte et d'Alexandrie bloquées par les Anglais; ce projet fut rejeté : le ministère anglais en

présenta un autre, il ne fut pas admis.

Alors, le gouvernement français réduisit la question à l'alternative d'entamer une négociation commune avec l'Angleterre et l'Autriche, en concluant la suspension d'armes proposée par son commissaire, ou de négocier une paix séparée avec l'Angleterre en concluant l'armistice proposé par le lord Grenville.

Il n'était pas douteux qu'une trêve maritime ne fût plus avantageuse à la France qu'à l'Angleterre; mais, d'un autre côté, les avantages qui résultaient pour la France compensaient à peine ceux que l'armistice continental procurait à l'Autriche; en effet, cet armistice avait donné à la cour de Vienne le moyen de réorganiser ses armées, et de fortifier ses places avec le secours du subside qu'elle avait reçu de l'Angleterre.

Durant ces négociations, la garnison de Malte, réduite aux dernières extrémités de la famine, avait été contrainte à capituler, le 29 fructidor an 8 (16 septembre 1800): cette circonstance aurait dû faciliter la conclusion de la trêve maritime; elle augmenta les prétentions des Anglais: pour leur donner plus de poids, ils avaient décidé la reine de Naples à se rendre à Vienne avec le comte Hamilton,

ambassadeur de la cour de Londres à celle du roi des deux Siciles; mais ce fut en vain que ces deux nouveaux émissaires anglais voulurent persuader à l'empereur qu'il était en mesure de chasser ses ennemis de l'Italie et de l'Allemagne; on ne sait par quel pressentiment il voulut visiter son armée sur les bords de l'Inn; là, il vit ses soldats découragés, et les Français aux portes de Vienne: il s'empressa alors de conclure la convention de Hohenlinden, et d'envoyer le comte de Cobentzel à Lunéville pour y négocier avec le conseiller d'état Joseph Bonaparte, en continuant cependant d'insister sur l'intention de traiter conjointement avec l'Angleterre; mais cette puissance persistait à ce qu'on lui remît les places qu'elle tenait bloquées, à l'instar des villes de Philisbourg, Ulm, et Ingolstadt, que les Français avaient exigées et obtenues de l'empereur; ces demandes avaient été suivies d'une note du commissaire Otto, du 16 vendémiaire (8 octobre), par laquelle le premier Consul déclarait qu'il était invariablement décidé à traiter séparement avec l'empereur et la Grande-Bretagne: le cabinet de Saint-James avait répondu qu'il ne pouvait prendre aucune mesure qui aurait pour objet d'isoler les intérêts britanniques, de ceux

des puissances qui continuaient de faire cause commune avec l'Angleterre, pour la guerre.

D'un autre côté, le général Moreau avait ordonné la démolition des fortifications des villes de Philisbourg, Ulm et Ingolstadt, prétendant qu'elles ne devaient plus faire partie d'aucun plan d'opérations ultérieures, soit d'attaque, soit de défense: cette démolition avait donné lieu à des discussions très-vives, qui ne tendaient pas à adoucir l'animosité des deux puissances. En même temps, on multipliait les préparatifs dans tous les ports de la Grande-Bretagne, pour envoyer une armée en Italie; elle devait se combiner avec les troupes napolitaines.

Enfin, il se passait en Italie des événemens qui n'étaient pas faits pour donner des espérances de voir la trève prolongée. Au moment où le général Pino quittait la ligne du Rubicon pour se réunir à Bologne, quelques troupes irrégulières, levées dans la Toscane et le Ferrarois, étaient entrées dans la Romagne, où elles avaient commis des excès. Le quatrième jour complémentaire, le général Pino avait marché contre Faenza: mais l'ennemi avait évacué cette place, et s'était retiré par Ferrare, Ravenne et Arezzo; les troupes françaises, divisées alors en trois colonnes, avaient suivi ces différens corps : celle dirigée sur Ferrare avait rencontré les insurgens à Lugo, en avait passé un grand nombre au fil de l'épée, et dispersé le reste; la seconde colonne, arrivée sous les murs de Ravenne, y avait trouvé les ennemis disposés à se défendre; mais, après une faible résistance, la place avait été emportée d'assaut, et tous les hommes trouvés avec des armes, mis à mort; le troisième corps, qui s'était retiré vers Arezzo, avait été atteint et surpris dans sa marche; il avait subi le même sort que les deux autres.

D'après la convention d'Alexandrie, les Autrichiens devaient évacuer le Ferrarois, et, par les préliminaires signés à Paris, ils devaient désarmer les levées de la Toscane, qui formaient environ vingt-cinq mille hommes commandés par des officiers autrichiens aux ordres de M. de Sommariva. Ces troupes avaient fait des dispositions qui semblaient annoncer qu'elles voulaient s'emparer de Lucques, et d'une partie du Bolonais. Instruit de ses intentions apparentes, le général Dupont avait sommé M. de Sommariva de désarmer son corps, en lui déclarant que, s'il ne se hâtait de le faire, il se croirait obligé d'entrer en Toscane, et de pu-

nir les excès commis sur le territoire occupé par l'armée de la république française. Cette sommation avait été sans effet : les Toscans avaient même poussé la témérité jusqu'à s'emparer de Santo-Leo, de Castiglione, et de quelques autres parties de la république cisalpine; ils avaient plus fait, ils avaient levé des contributions dans le cercle occupé par les troupes françaises.

Le général Dupont, indigné, partit de Bologne avec sa division, et ne tarda pas à chasser devant lui ces troupes de paysans armés; le 23 vendémiaire (20 octobre), il était entré dans Florence, après avoir complétement battu, à Barberino, le principal corps des levées toscanes, commandé par le général Spanochi : cependant, les insurgens avaient sonné le tocsin dans tous les districts, et cette imprudence leur avait fait courir les plus grands dangers. Le général Monnier avait marché contre Orezzo, la patrie de Mécène et de Pétrarque; le général Pino contre Prato et Pistoie; le général Clément était entré dans Livourne le 24, et on avait permis à M. de Sommariva de se retirer à Ancône, avec toutes les troupes autrichiennes : ainsi, les troupes françaises parcoururent en tout sens la Toscane, y confisquèrent toutes les marchandises anglaises, donnèrent à cette invasion l'apparence d'une mesure prescrite par la nécessité; forcèrent, par ce moyen, la cour de Vienne à ne la point considérer comme une violation de l'armistice, empêchèrent le débarquement de douze mille Anglais qui parurent à la vue de Livourne, et obligèrent le roi de Naples à retirer bien vîte les troupes qui secondaient, de sa part, cette insurrection.

Les Anglais tentaient infructueusement de menacer Belle-Isle et les côtes de France, de faire une descente au Férol, et de former un plan d'attaque contre Cadix; ils avaient terminé en vaines démonstrations des expeditions qui avaient occasionné des frais immenses, et qui n'avaient pas fait plus d'honneur à leurs armes qu'à leur politique.

Tandis que le midi de l'Europe était alternativement désolé par la guerre, ou trompé par des négociations, il se formait une formidable association dans le nord, entre les cours de Pétersbourg, de Copenhague, de Stockholm et de Berlin, pour une neutralité armée. [1] Cette confédération commençait à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (79).

prendre un aspect menaçant, lorsque le ministère anglais, après s'être compromis avec les cours de Pétersbourg, de Copenhague et de Stockholm, eut la téméraire imprudence d'offenser la cour de Berlin : un vaisseau prussien, sorti du port d'Emden, fut arrêté par un vaisseau de guerre anglais; une tempête s'étant élevée, le vaisseau prussien s'était échappé, et réfugié dans le port de Cuxhaven, où le vaisseau anglais l'avait suivi, et s'en était emparé; le résident de Prusse à Hambourg avait réclamé le vaisseau auprès du sénat; celui-ci, dans la crainte de se compromettre avec l'Angleterre, avait représenté qu'il ne pouvait rendre cette prise. Dès-lors, un détachement de dix-huit cents Prussiens était entré dans Cuxhaven, et s'était, ainsi qu'un autre corps qui le suivait, cantonné sur les rives de l'Elbe, ce qui avait mis le commerce de l'Angleterre avec Hambourg entièrement à la merci des Prussiens. Lord Carisford, alors ambassadeur de la Grande-Bretagne en Prusse, avait fait des remontrances, pour faire cesser l'occupation de Cuxhaven; mais on lui avait répondu que la démarche de la cour de Prusse ne tendait qu'à maintenir le bon ordre, la liberté du commerce et de la navigation, et d'assurer les

relations d'amitié qui subsistaient entre la Prusse et la Grande-Bretagne.

Sur ces entrefaites, tout espoir de paix entre la France et l'Autriche s'était évanoui; les armées respectives s'empressèrent de se rendre sur les différens champs de bataille, et l'on se disposa, des deux côtés, à s'en rapporter à la fortune des armes: on avait espéré, à Londres, que l'insurrection des Toscans romprait l'armistice en Italie, et l'on ne s'était pas entièrement trompé; mais l'on ne s'attendait pas à voir arriver un ministre russe à Paris : c'était la suite d'une négociation entamée directement entre l'empereur de Russie, et le premier Consul de France, [1] à la suite de laquelle le vice-chambellan Kalitzchew était venu serrer les nœuds de la bonne intelligence entre l'empire russe et la république française.

Soit que cette nouvelle combinaison politique n'eût pas été appréciée à Vienne, ou que les Anglais fussent parvenus à y persuader qu'ils étaient les maîtres d'en détruire à leur gré les effets sinistres, l'armistice n'en fut pas moins rompu, et les hostilités recommencées.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (80).

Le général Moreau s'arrachait du sein de sa famille pour voler dans celui de la victoire; le général Augereau, à la tête de l'armée gallo-batave, passait à la droite du Rhin; le général Magdonal, avec celle des Grisons, se préparait à franchir les neiges éternelles qui couvrent les Alpes Rhétiques pour pénétrer dans le Tyrol; le général Brune, qui avait remplacé le général Massena, se mettait aussi en mesure d'attaquer les Autrichiens en Italie.

Mais c'était en Franconie que devaient commencer les premières hostilités. Le général Augereau n'avait point fait encore assez de progrès pour agir sur la même ligne que l'armée du général Moreau; le général Sainte-Suzanne suffisait à peine, avec les troupes à ses ordres, à garder les deux rives du Danube, à contenir les pays conquis, et à assurer les communications de l'armée avec la France; il était donc essentiel que l'armée gallo-batave se mît en mouvement avant les autres : en conséquence, le 3 frimaire (24 novembre), les Français avaient sommé les troupes de Mayence d'évacuer Aschaffenbourg, et, sur leur refus, les avaient forcées d'abandonner la ville avec précipitation; d'Aschaffenbourg, le général Augereau avait marché au confluent de la Rednitz et du Mein, et, pendant qu'il prenait des postes derrière la Rednitz, entre Bamberg et Forchein, le général Moreau annonçait, le 6 frimaire (27 novembre), la reprise des hostilités par une proclamation. [1]

A peine le général Moreau avait-il annoncé la cessation de l'armistice, et déjà il avait pris l'offensive; il s'était avancé avec le centre de son armée sur les bords de l'Inn, afin d'y occuper les positions que les Autrichiens venaient d'abandonner pour se jeter sur la rive droite de cette rivière. Le lendemain, une colonne de troupes françaises avait enlevé les redoutes placées en avant de Wassembourg, ainsi que la ville et toute l'artillerie de l'ennemi; le général Moreau s'était ensuite disposé à passer l'Inn, tandis que le général Lecourbe s'était avancé jusqu'à Rosenheim, sur les frontières du Tyrol.

Cependant l'archiduc Jean avait quitté sa position pour attaquer le général Ney sur la gauche de l'Inn, et l'avait forcé de se replier sur Hohenlinden, où était le centre de l'armée française; ce mouvement rétrograde avait procuré aux Français l'avantage de se concentrer, tandis qu'il avait encouragé les Autrichiens à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (81).

reprendre l'offensive, et à quitter imprudemment la position fortifiée qu'ils avaient sur l'Inn pour se hasarder dans un pays ouvert : c'était ce que pouvait, ce que devait desirer le général Moreau.

Le 12 frimaire (3 décembre), l'armée impériale s'avança vers Hohenlinden sur trois colonnes; le centre suivait la grande route qui, de ce village, conduit à Munich, et les colonnes de droite et de gauche avaient pris par les bois qui la bordent; le corps du général Kieu-Mayer, qui était destiné à prendre les Français en flanc, s'avançait dans la direction de Schwaben : la neige qui tomba pendant la nuit avait retardé les mouvemens et empêché les colonnes d'arriver au même instant à leur destination; le centre était à la sienne environ à huit heures du matin; les deux ailes étaient demeurées considérablement en arrière; la gauche surtout s'étant égarée, exigea beaucoup de temps pour réparer cet accident. Arrivé en face de la ligne des Français, le centre de l'armée autrichienne avait commencé l'attaque contre celui de l'armée française, qui était restée d'abord sur la défensive, pendant que les généraux Richepanse et Decaen pénétraient entre le centre et la gauche des Autrichiens, pour tomber sur le

flanc et les derrières de cette colonne, tandis qu'elle attaquait de front les Français. Après de très-grandes difficultés, le général Richepanse avait atteint le centre des ennemis; mais il avait été séparé du général Decaen qui le soutenait : celui-ci avait été obligé de combattre avec la colonne gauche des Impériaux, qu'il eut le bonheur de défaire. En même temps, le général Grenier tenait tête à l'ennemi sur la gauche; et le général Ney ayant joint le général Richepanse, tout ce qui s'était trouvé dans une forêt d'environ une lieue de longueur avait été tué, pris ou dispersé. De son côté, le général Grouchi avait culbuté la réserve des grenadiers ennemis, qui cherchait à prendre en flanc l'armée française sur sa droite; un autre corps, venant du bas Inn pour tourner la gauche, avait été également battu. A quatre heures après midi, les Impériaux s'étant retirés de tous les côtés, avaient abandonné aux Français quatre-vingts pièces de canon, deux cents caissons, dix mille prisonniers, dont trois généraux; et, sur le champ de bataille, un grand nombre d'hommes blessés ou tués. Le général Moreau évalua sa perte à mille hommes.

Ici les Français combattirent pour conserver leur gloire et augmenter leurs succès; les Au-

trichiens se défendirent comme des hommes auxquels les destinées de leur patrie étaient confiées. Jamais on ne fit un usage plus sanglant de la baïonnette; la victoire changea plusieurs fois de parti; elle se fixa enfin du côté des Français, qui ne tardèrent pas à profiter de ses faveurs, en franchissant rapidement l'Inn, la Salsa, la Traun, l'Ens, et en se rendant maîtres de Lintz, où ils se trouvaient le 4 nivose (25 décembre), à dix-sept lieues de Vienne.

En même temps, le général Magdonal, après avoir escaladé, à travers les glaces, les rochers du Splugen, avait conduit l'armée des Grisons, par les hautes Alpes, dans la Valteline. Jusqu'alors ces montagnes, éternellement couvertes de neige, avaient été considérées comme inaccessibles de ce côté, même au mois de juillet; les franchir au commencement du mois de décembre, semblait une entreprise au-dessus des forces humaines: avec des travaux inouis et beaucoup de constance, des soldats et des pionniers y avaient pratiqué un sentier très-étroit, qui bordait des précipices dont l'œil ne pouvait sonder toute la profondeur. Les troupes alors osèrent s'engager dans la montagne, et avançaient lentement avec une étonnante persévérance; à peine un sentier était-il abandonné, il était effacé et recouvert par la neige: mais, aux deux tiers de la route, accablée de fatigue, la tête de la colonne hésitait, ne songeant pas qu'il était aussi difficile de rétrograder que d'avancer. Le général Magdonal pénètre jusqu'à l'avant-garde, jure, en sa présence, de se précipiter dans l'abyme plutôt que de revenir sur ses pas; tous lui promettent de le suivre, la colonne se met de nouveau en mouvement. Tantôt, parvenus au sommet des montagnes, d'effroyables précipices leur présentaient la mort sous la forme la plus hideuse, les vents se déchaînaient sur leurs têtes; tantôt, enfoncés dans de profonds ravins formés par la neige, ils étaient menacés de la chûte des avalanches. Les soldats de l'armée des Grisons, après huit jours et trois nuits de peines, de travaux, de périls, d'effroi, de lutte, se trouvèrent, le 16 frimaire (7 décembre), établis autour de Chiavenne, où fut placé le quartier-général. [1]

[1] Au moment où le général Magdonal, encourageant ses soldats, s'avançait audacieusement, le premier, sans guide, à travers un tourbillon de neige, sondant à chaque pas, et ne sachant s'il posait le pied sur le sentier ou sur le gouffre, des sons plaintifs frappent son oreille:

Cette entreprise, exécutée avec de faibles moyens, et presque sans subsistance, vint le disputer, par sa hardiesse, au passage du mont Saint-Bernard : l'enthousiasme des troupes françaises osa la leur faire hasarder; leur courage, leur constance, l'exemple et la fermeté de leur général et de leurs chefs en assurèrent le succès.

Après quelques jours de repos, l'armée se remit en marche pour occuper l'Engadine, et soutenir la gauche du corps du général Moncey.

Le 18 frimaire (9 décembre), la seconde armée d'observation, sous les ordres du général Murat, avait passé le Saint-Bernard, et s'était rendue dans le Milanais, pour venir partager la gloire des troupes françaises, qui, dès le 3 frimaire (24 novembre), avaient repris les hostilités en Italie.

Ce jour-là, l'aile droite, commandée par le

---

c'était la femme d'un soldat, engourdie par le froid, mourante, abandonnée, disparaissant peu à peu, et allant se perdre dans l'abyme. Chacun, occupé de ses propres dangers, était loin de songer à la secourir : le général s'arrête; un faible battement de cœur de cette femme annonçait que l'on pouvait encore la sauver; il la fait emporter, et les soins qu'il lui donne la rendent à la vie. En cet affreux moment, le général en chef était peut-être le seul en qui l'excès des souffrances n'avait pas encore éteint tous les sentimens de la nature.

général Dupont, qui avait reçu l'ordre de se réunir sur la Chiesa au reste de l'armée, avait passé le Pô sur un pont établi à Sacca; et, après avoir pris position à Arola, Aqua-Negra et Marcaria, le général avait placé des postes sur l'Oglio pour couvrir son cours jusqu'à son embouchure. En quittant la Toscane, le général Dupont y avait laissé, pour s'en assurer la possession, un corps de troupes aux ordres du général Miolis.

La reprise des hostilités rendit plus sensibles les avantages de l'occupation de la Toscane, le désarmement des insurgés, la retraite des Napolitains, qui se trouvaient déjà sur la route de Sienne, et l'éloignement des Anglais. Le projet des ennemis avait été de réunir ces différentes troupes à un corps autrichien, destiné à opérer une forte diversion sur la rive droite du Pô, afin d'affaiblir l'armée française en partageant ses forces, et en lui enlevant les ressources de ce pays. Les ennemis étaient tellement pénétrés de ces idées, que, dès l'instant où ils avaient vu le général Dupont s'éloigner de la Toscane, ils avaient fait un mouvement du côté de Ferrare, et s'étaient dirigés sur Bologne et sur le fort Urbin. Bologne, si recommandable par la bravoure de ses habitans, se

voyant menacée, s'était mise en état de défense, et avait raffermi, par son exemple, l'opinion des départemens qui l'avoisinent; des troupes, envoyées à propos de la droite de l'armée, avaient dégagé le fort Urbin, et les communications avec la Toscane, qui avaient été interrompues un instant, avaient été rouvertes : l'ennemi, n'osant pénétrer plus avant, avait échappé aux dispositions qu'on faisait pour l'attaquer, en se repliant dans Ferrare; et les Napolitains, qui s'étaient avancés de nouveau sur les frontières de la Toscane, s'étaient trouvés réduits, par la retraite des Autrichiens, à l'impuissance de rien tenter de sérieux.

Pendant que les ennemis espéraient attirer l'attention des Français sur Ferrare, ils méditaient une attaque sur la ligne de l'armée: en conséquence, ils avaient marché le 14 frimaire (5 décembre), sur Marcaria, poste important sur l'Oglio; leur but était de couper les communications de l'aile droite avec Casal-Magiore, où étaient ses magasins, et de prendre à revers la position de l'armée sur la Chiesa. Un poste établi à Saint-Michel avait reçu la première attaque des Autrichiens, et s'était replié sur Campitello: bientôt le général de brigade Calvin, chargé de la défense de

Marcaria, malgré son infériorité en nombre, avait attaqué l'ennemi avec vivacité, n'avait pas tardé à le mettre en fuite, à lui faire trois cent cinquante prisonniers, et à lui tuer environ deux cents hommes. Les Autrichiens, battus à Marcaria, étaient rentrés dans Mantoue.

Le 28 frimaire (19 décembre), l'armée française ayant fait un mouvement général pour reconnaître les forces de l'ennemi, endeçà du Mincio, l'aile droite s'était portée, la gauche sur Gazoldo, la droite sur Ospitaletto; à la droite, l'ennemi avait été repoussé jusqu'à Curtalone, et, à la gauche, jusqu'à Goïto.

Les ennemis persistant à occuper la rive droite du Mincio, le 30, l'armée avait continué sa marche pour s'en approcher, et forcer les Autrichiens de passer sur la gauche de cette rivière; le centre s'était dirigé sur Volta, et l'aile droite sur Goïto: ce poste était couvert par des ouvrages garnis d'une nombreuse artillerie, et protégé par le camp de Santa-Maria. La division Watrin arrive devant Goïto; le combat s'était engagé; l'ennemi avait été obligé d'évacuer le village de Santa-Maria: les Français s'étaient alors déployés sur la droite du village; mais, pendant que le combat

s'animait de ce côté, l'ennemi faisait filer un corps de troupes sur la gauche, afin de prendre à revers l'aile droite des Français : une demi-brigade en réserve marche pour s'opposer à ce mouvement de l'ennemi, et l'oblige de se replier sous la protection de ses batteries. Ainsi le but du général Dupont avait été rempli; il avait forcé l'ennemi de se jeter dans Goïto : en même temps, tous les autres corps de l'armée s'étant approchés du Mincio, le général Brune avait arrêté d'en tenter le passage le 4 nivose (25 décembre); il avait ordonné, en conséquence, au général Dupont de le passer de vive force avec l'aile droite, entre le moulin de la Volta et le village de Pozzolo, pendant que le reste de l'armée effectuerait le passage à Montzanbano. D'après ces ordres, le général Dupont avait fait ses dispositions : la division Watrin était partie de Cerlongo pour se porter à Volta, où elle était arrivée à la pointe du jour, et avait pris position sur la rive du Mincio, là où devait s'effectuer le passage. Pendant qu'on travaillait avec une activité incroyable à établir le pont, des grenadiers, des éclaireurs de la sixième légère, se jettent dans des barques, et s'établissent sur la rive gauche; le pont est achevé à neuf heures du matin, et le

général Musnier, avec la brigade de droite de la division Watrin, est déjà sur la rive opposée, où il repousse les ennemis jusque dans le village de Pozzolo; il est soutenu et secondé par le reste de la division; une partie avait passé la rivière à la nage. Ainsi la marche des troupes se continuait avec célérité, de même que le passage de la rivière, quand le général Dupont apprit que, le reste de l'armée n'ayant pu passer à Montzanbano, l'opération était renvoyée à vingt-quatre heures; mais alors il parut, avec raison, aussi impossible que dangereux, au général Dupont, de faire exécuter un mouvement rétrograde à ses troupes engagées depuis plusieurs heures dans un combat qui leur serait devenu funeste s'il eût fallu le cesser. Comment, en effet, hasarder de se retirer, et de passer une rivière en présence d'un ennemi trois fois plus nombreux, et devenant alors, nécessairement, plus audacieux? Il fallut donc prendre le sage et très-périlleux parti de poursuivre la première opération; et le général Dupont en rendit compte au général en chef, qui approuva sa résolution : il en fit part alors aux troupes, qui firent éclater la plus grande joie.

Du moulin de la Volta à Pozzolo, le Min-

cio forme, dans son cours, un angle du côté de la rive droite, qui, dans cet endroit, s'élève en amphithéâtre, et donne un commandement très-favorable sur l'autre bord de la rivière; c'est au milieu de cet espace que le pont avait été construit, et il était protégé par des batteries placées avec avantage sur le plateau qui domine le village de Pozzolo et la plaine qui l'environne. Après avoir formé des batteries, on s'occupa d'une tête de pont : le général de brigade Petitot se porta sur Pozzolo, s'en empara rapidement, et l'occupation de ce village acheva de former la ligne de l'aile droite, sur la rive gauche du Mincio : mais il était facile de prévoir que l'ennemi, rassuré sur le point de Montzanbano, où les préparatifs du passage venaient d'être suspendus, porterait toute son attention sur Pozzolo; il était donc de la plus grande importance pour le général Dupont de s'affermir dans sa position, que le voisinage du camp ennemi, placé à Villa Franca et à Marengo, rendait très-délicate. Cependant la division Musnier, dont les mauvais chemins avaient retardé la marche, vient de passer le Mincio; elle se place à la droite, en occupant le village de Pozzolo, tandis que la division Watrin, en resserrant sa ligne, va appuyer

sa gauche au Mincio, vis-à-vis le moulin de la Volta.

Dans ce moment, le lieutenant général Suchet, commandant le corps du centre de l'armée, arrivait de Montzanbano, et se trouvait sur le pont avec le lieutenant général commandant l'aile droite; frappé du succès du passage, et sentant que l'ennemi allait accumuler toutes ses forces contre l'aile droite, il s'empressa d'offrir le secours des troupes à ses ordres, et les fit rétrograder de la direction de Montzanbano qu'elles venaient de prendre.

Pendant ces entrefaites, le combat se prolongeait, l'ennemi recevait de temps en temps des renforts, lorsque, tout à coup, on vit déboucher dans la plaine de Pozzolo l'armée autrichienne sur plusieurs colonnes, composées de quarante-cinq bataillons, dix régimens de cavalerie, et une nombreuse artillerie. Le général Bellegarde, qui avait succédé au comte de Melas, sachant qu'il n'avait à faire qu'à un corps de l'armée française, et se croyant assuré du succès, avait d'abord attaqué la gauche des Français avec une grande vivacité; mais il avait trouvé dans le général Watrin, et les troupes à ses ordres, une résistance opiniâtre, et un courage inébranlable : étonné d'une pa-

reille bravoure, enhardi néanmoins par la supériorité du nombre, le comte de Bellegarde avait dirigé sur le flanc droit de la gauche une charge impétueuse de cavalerie : vaine tentative ! la cavalerie autrichienne avait été obligée de se replier en désordre dans la plaine, après avoir perdu beaucoup de monde ; en même temps les batteries, placées si avantageusement sur la droite, faisaient tomber une pluie de mitraille dans la ligne ennemie, et sur les troupes qui s'approchaient du Mincio pour entamer le flanc gauche de la gauche : la terre était jonchée de morts et de blessés. Le comte de Bellegarde, déconcerté de l'étonnante fermeté de la division Watrin, et désespérant de forcer la gauche, avait tout à coup changé son plan de bataille, et porté ses principales forces sur Pozzolo, dont l'occupation devait lui donner un grand avantage, parce qu'étant sur une éminence, on pouvait battre de là le pont et ses approches : aussi, le général autrichien s'était-il décidé à employer les troupes les plus fraîches à cette attaque, dans laquelle il paraissait mettre tout son espoir. En butte à des forces infiniment supérieures, vainement le général Musnier disputait le terrain pied à pied, et soutenait la violence des efforts de l'ennemi,

il s'était vu obligé de céder le village, avec le dessein d'y revenir s'il pouvait être secondé.

Dans une circonstance aussi épineuse, convaincu que le moment était arrivé de mettre en usage toutes ses ressources, le général Dupont s'adresse au général Suchet dont les troupes commençaient à arriver, et qui observait sur la rive droite les mouvemens de l'ennemi ; il sollicite de lui un renfort, et il voit bientôt arriver la division Gazan ; enfin il s'apperçoit qu'il faisait mettre son artillerie en batterie sur le plateau ; la vue de ce secours exalte le courage des troupes, et leur fait oublier qu'il faut arracher la victoire à une armée entière : on rentre dans le village de Pozzolo, et, malgré les Autrichiens qui y reviennent avec deux fortes colonnes, on s'y soutient et on le conserve. Pendant que le combat changeait si souvent de face à la droite, la gauche continuait de se maintenir dans sa position, favorisée par plusieurs bataillons placés au-dessus du moulin, dans les bois qui régnaient sur la rive droite ; de là, ces bataillons faisaient un feu terrible, qui prenait en flanc la droite de l'ennemi, et la faisait infiniment souffrir ; le centre avait aussi ses succès.

Néanmoins, le sort de la bataille n'était

point décidé : à peine l'ennemi était-il repoussé sur un point, qu'il reparaissait avec de nouvelles forces, et réparait ses revers : le jour baissait, il était déjà cinq heures, la victoire ne pouvait rester long-temps incertaine, et l'on se préparait de part et d'autre à un choc décisif. Le comte de Bellegarde, sentant toujours davantage le prix de la possession du village de Pozzolo, qu'il avait pris et perdu plusieurs fois, fait un dernier effort pour le reprendre, et le reprend en effet, en obligeant les Français de céder à la masse des forces qu'il leur oppose. Nouveau recours du général Dupont au général Suchet, qui s'empresse de faire passer le pont à la brigade du général Colli, à laquelle se joint le sixième régiment de dragons : les divisions Musnier et Gazan se reforment en colonnes d'attaque; la 48e demi-brigade, partie de la 116e, marchent au pas de charge : toute la ligne s'ébranle; l'ennemi est renversé; malgré son opiniâtreté et son nombre, le village est enlevé de nouveau, la bataille est complètement gagnée, et l'on se met à la poursuite de l'ennemi.

Le jour avait disparu ; les généraux s'occupaient à placer les troupes pour passer la nuit sur le champ de bataille : on entend tirer des

coups de fusil sur le front de la 28e demi-brigade, de la 6e légère et de la 40e; c'étaient des grenadiers hongrois qui venaient de recommencer l'attaque : on répond à leur feu. On se tirait à vingt pas; à cette distance, et dans l'obscurité, ce combat était terrible : peu d'instans après, le village de Pozzolo avait aussi été attaqué; le général Musnier avait fait répondre au feu. A dix heures, tout avait cessé, et la tranquillité avait remplacé le bruit, le feu, la terreur et la mort; les assaillans, à la faveur de l'obscurité de la nuit, s'étaient retirés : on jugea alors que le comte de Bellegarde avait cru cette attaque nécessaire pour faciliter et couvrir sa fuite. Ainsi, après quinze heures de combat, après avoir tué ou blessé six mille hommes, parmi lesquels le général Kaim blessé à mort, en avoir pris deux mille, plusieurs pièces de canon et un drapeau, les Français, au nombre de quatorze ou quinze mille, n'ayant à regretter que dix-huit cents hommes tués ou blessés, eurent à se glorifier d'une des victoires les plus mémorables qui eussent été remportées depuis le commencement de la guerre de la liberté.

Nous nous sommes arrêtés avec complaisance aux détails d'une action qui honore autant le général Dupont qui y commandait en

chef, le général Suchet qui y concourut, les autres généraux et officiers qui y eurent une si grande part, que les troupes qui y déployèrent une constance de courage étonnante. Cette action, d'ailleurs, faite pour immortaliser toutes les personnes qui y prirent part, fut la seule qui, dans cette campagne de l'an 9, mérita l'admiration des militaires; et on peut la regarder en même temps comme celle à laquelle on dut, à cette époque, tous les succès si rapides des armées françaises en Italie. En effet, le passage du Mincio devait décider des succès de la campagne; et si le comte de Bellegarde eût réussi à battre complètement, comme il devait l'espérer, la droite de l'armée française, et qu'il l'eût rejetée au-delà du Mincio, à coup sûr, le général Brune n'aurait plus osé tenter de quelque temps le passage de cette rivière, et sa campagne était entièrement manquée. Mais, en admirant la résolution si hardie et les dispositions si bien militairement combinées de la part du général Dupont, en lui accordant, ainsi qu'à ses coopérateurs, le tribut d'éloges qu'ils méritèrent, nous ne savons pas expliquer la conduite du général en chef, et les raisons qui purent le déterminer à renvoyer le passage du Mincio à vingt-quatre heures plus

tard que celle où il avait donné des ordres pour le passer, et à abandonner son aile droite sur la rive gauche de cette rivière. Nous venons de voir quelles auraient dû être les suites d'un contre-ordre aussi incompréhensible : s'il eût, au contraire, des suites aussi heureuses, ne les dut-on pas au succès inespéré du général Dupont, et à son établissement sur la rive gauche du Mincio?

Sans vouloir nous permettre d'approfondir davantage une conduite dont les causes nous paraissent impénétrables, reprenons le fil des opérations militaires, et suivons les Français au milieu de la rapidité de leurs succès. Instruit de la victoire brillante remportée à Pozzolo, le général en chef avait rappelé le général Suchet, qui, dans la nuit du 4 au 5, fit repasser le Mincio à ses troupes pour se porter à Montzanbano, où le reste de l'armée allait effectuer le passage de la rivière.

A cinq heures du matin, le 6, le général Marmont avait mis quatre pièces de canon en batterie sur la rive droite; à sept heures, sept compagnies de carabiniers avaient passé la rivière dans des bateaux pour couvrir la confection des ponts; à neuf heures, l'avant-garde avait profité du premier pont achevé pour se

porter sur la rive gauche, où chaque corps, en arrivant, se formait en colonne, et, une fois réunis, ne tardèrent pas à marcher à l'ennemi. Celui-ci fut bientôt repoussé jusqu'à la chaîne des postes placés sur les hauteurs de Vallegio, occupées par le général Hohenzollern avec des forces considérables; trois fois ce village avait été pris, repris, et conservé enfin par les Français : l'ennemi n'avait pas été plus heureux dans les redoutes palissadées de Borghetto. Pendant ces différentes actions, le centre avait passé la rivière, et s'était avancé jusqu'à Saliouza, tandis que la cavalerie était restée en observation à la tête des ponts. Le lendemain, le général Delmas se disposait à enlever de vive force, avec l'avant-garde, les redoutes de Saliouza ; elles se rendirent à discrétion. Outre un grand nombre de tués et de blessés dans la journée du 6, les Autrichiens, en abandonnant les bords du Mincio et les redoutes qui en défendaient le passage, laissèrent aux vainqueurs vingt-huit pièces de canon, et huit mille cinq cents prisonniers.

Après le passage du Mincio, l'armée française s'était portée en avant; la gauche avait occupé Castel-Nuovo; la droite s'était portée entre Legnago et Vérone : là, en gardant sa position jusqu'au 12, elle avait livré plusieurs

légers combats sous les murs de Vérone, et trompé l'attention de l'ennemi, incertain du point où l'on effectuerait le passage de l'Adige : en même temps, un fort détachement avait été envoyé devant Mantoue, pour masquer cette place ; l'avant-garde avait détaché deux demi-brigades pour se placer sur le lac de Garde, et couper toute communication à la garnison de Peschiera avec l'armée autrichienne, tandis que le général Dawbrouscki devait investir cette place, et l'empêcher de communiquer par le Mincio avec Vérone et Mantoue.

Le passage de l'Adige paraissait devoir présenter de grands obstacles ; il s'effectua cependant le 12, au-dessus de Busolingo, sans résistance de la part de l'ennemi ; et l'aile droite ne tarda pas à arriver sur le même point, quoique inquiétée par des partis sortis de Vérone, que l'ennemi évacua néanmoins le 13, et dont le général Gobert prenait possession en même temps que le général Suchet y entrait par la rive gauche de l'Adige.

Le 13 et le 14, l'armée française avait continué sa marche ; les Autrichiens, effrayés, fuyaient devant elle, et le général Brune refusait au comte de Bellegarde un armistice, à moins qu'il ne remît entre ses mains Peschiera,

Mantoue, Ancône et Ferrare; les divisions conduites par le général Murat étaient arrivées du côté d'Ancône, pour y surveiller les mouvemens des Anglais et des Napolitains; les troupes aux ordres du général Magdonal, qui avaient fait soixante lieues dans un pays montueux, dont chaque élévation offrait un point de défense à l'ennemi, un grand nombre de marches forcées et de combats, surmonté les plus grands obstacles, et supporté les fatigues les plus excessives, étaient enfin entrées dans la ville de Trente; toutes les troupes qui occupaient les vallées du Tyrol italien s'étaient retirées par la vallée de la Brenta, où les Français, qui les avaient poursuivies jusqu'à Levico, communiquèrent sur la droite avec le général Moncey, qui était à Royeredo.

Jamais la monarchie autrichienne n'avait éprouvé une crise aussi alarmante : les corps aux ordres du général Augereau s'approchaient des pays héréditaires par la rive gauche du Danube; le général Moreau y arrivait par la droite; le général Magdonal, maître des montagnes du Tyrol, pouvait aussi descendre facilement en Allemagne et en Italie; le général Brune, après avoir fait vingt mille prisonniers, allait entrer dans les montagnes de la

Carinthie, et donner la main à l'aile droite de l'armée du général Moreau, qui occupait les vallées de la Muerch; tout annonçait les approches d'un événement décisif. Le prince Charles venait d'être nommé généralissime de toutes les troupes impériales; il envoyait d'heure en heure des généraux pour représenter à l'empereur l'état déplorable des choses; le monarque autrichien l'autorisa enfin à proposer un armistice, qui fut signé à Steyer le 4 nivose (25 décembre), [1] et devint bientôt commun à l'Italie, par une convention conclue à Trévise, le 26 nivôse an 9 (16 janvier 1801). [2]

La haine aveugle et toujours croissante de la reine de Naples, la condescendance coupable et impolitique du baron de Thugut, avaient conduit rapidement la maison d'Autriche aux périls imminens qui menaçaient son trône, et peut-être l'Europe. A l'époque de la signature des deux armistices, dans l'espace de vingt jours, l'armée impériale avait perdu soixante-six lieues de terrain en Allemagne; elle y avait eu douze ou quinze mille hommes tués ou blessés, plus de vingt-cinq mille faits prisonniers; elle avait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (82).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (83).

abandonné aux Français plus de cent quarante pièces de canon, et une très-grande quantité de magasins parfaitement approvisionnés. Dès l'instant où le général Moreau eut passé l'Inn, chaque combat avait été une victoire, et l'on avait vu le quartier-général de l'armée impériale rétrograder, par des marches précipitées jusqu'à Schoubrunn, aux portes de Vienne: la terreur et la confusion avaient bientôt régné dans la capitale; l'armée était complétement en déroute; les nouvelles levées étaient découragées et sans discipline. Du côté de l'Italie, les succès des Français n'avaient pas été moins rapides, et, dès l'instant où ils eurent passé le Mincio, l'Adige, l'Alpone, la Brenta, rien ne les avait arrêtés; ils étaient déjà dans Trévise, sur les bords de la Silis, lorsqu'ils consentirent à signer un armistice.

Cependant la position du général Moreau n'était pas sans danger; son armée se trouvait fort en avant des autres armées de la république; le général Augereau ne se maintenait qu'avec peine sur la Rednitz, et le corps aux ordres du général Sainte-Susanne, qui devait faire communiquer l'armée gallo-batave avec celle du Danube, était trop faible pour tenir tête au général Klenau, sur-tout si celui-ci eût

reçu les renforts qu'il attendait de la Bohême. D'un autre côté, pour avoir commencé trop tard les hostilités en Italie, les Français, placés sur les bords de la Chiesa, avaient laissé le comte de Bellegarde fort en arrière; ce général se trouvait par là sur le flanc du général Moreau, qui, n'ayant pas encore pu se rendre maître des défilés de la Carinthie, se voyait obligé de garder, avec sa droite, une ligne extrêmement prolongée: peut-être eût-il fallu mettre en mouvement beaucoup plus-tôt l'armée des Grisons, ainsi que celle du général Murat, et procurer, par ce moyen, à l'armée d'Italie l'avantage d'attaquer de meilleure heure les Autrichiens sur le Mincio, et de les pousser ensuite jusque sur la Drave; peut-être enfin.... Mais il est temps d'arrêter nos observations pour reprendre le fil des événemens.

Après l'armistice signé à Trévise, le roi des Deux-Siciles restait seul en guerre, en Italie, avec la France et avec les deux républiques cisalpine et ligurienne; son obstination et sa vaine confiance dans les promesses du ministère anglais, l'auraient réduit dans peu de jours au sort éprouvé par le roi de Sardaigne, si les liaisons entre les gouvernemens de Paris et de Madrid, si la condescendance du premier Con-

sul pour l'empereur des Russies n'eussent conjuré l'orage prêt à fondre sur lui.

Un corps nombreux de Napolitains, sous les ordres du vicomte de Damas, défait en plusieurs rencontres dans la Toscane, avait été forcé de rétrograder vers la terre de Labour. Devenu libre par l'armistice de Trévise, le général Murat avait pu diriger les mouvemens de son armée vers le sud de l'Italie, et il n'avait pas tardé à s'occuper des moyens de faire repentir le roi des Deux-Siciles de ses trop nombreuses infidélités. Le pape, qui avait partagé en partie les fautes de ce souverain, inquiet pour lui de la marche des Français, s'était empressé de faire écrire au général Murat pour connaître ses intentions : celui-ci l'avait tranquillisé, en lui répondant que les troupes de la république s'avançaient pour occuper Ancône, ainsi que l'armistice leur en donnait le droit, et pour rendre à sa sainteté l'entière jouissance de ses états, en obligeant les Napolitains à évacuer le château Saint-Ange et l'Etat Ecclésiastique.

Instruits de cette réponse, les Napolitains, qui occupaient le territoire romain, avaient abandonné brusquement leurs positions ; et les Français, passant le Tibre au pied des Apennins, étaient parvenus à Foligno, au bord de la Neva ; ils faisaient même leurs dispositions pour pénétrer dans l'Abruzze, lorsque, sur quelques propositions faites au général Murat, il écrivit au général Damas :

« Il y a près d'un mois que l'intérêt que sa « majesté l'empereur de Russie prend au roi de « Naples, portait le premier Consul à ne plus « se souvenir des injures nombreuses dont le « gouvernement napolitain s'était rendu cou- « pable envers le peuple français ; cependant « sa majesté sicilienne oubliant, pour la dixième « fois, et ses promesses, et la conduite géné- « reuse des Français envers elle, avait encore « récemment fait pénétrer ses troupes en Tos- « cane ; néanmoins, la guerre entraîne tant de « malheurs après elle, que le gouvernement « français cherche tous les moyens de les évi- « ter..... Evacuez donc tous les états du pape et « le château Saint Ange ; cessez de réclamer le « bénéfice de l'armistice de Trévise, où il n'est « point question de vous ; renoncez à la pro- « tection stérile d'une puissance qui ne doit « plus vous protéger.

« Le seul prince qui puisse aujourd'hui pro- « téger votre roi, par la considération person- « nelle et particulière qu'a pour lui le premier

« Consul, est l'empereur de toutes les Russies : « que votre gouvernement mérite donc, Monsieur, la continuation des bontés de ce prince, « ce qui ne peut se faire qu'en fermant les ports « de la Sicile et du royaume de Naples aux « bâtimens anglais, et en mettant un embargo « sur tous les bâtimens de cette nation, qu'il « est temps enfin d'expulser de tous les points « du continent; cet embargo servira d'équiva- « lent à celui que le roi d'Angleterre vient de « faire mettre si injustement sur tous les bâti- « mens danois, suédois et russes. Faites-moi « certifier par l'ambassadeur de Russie près de « votre cour, que ces préliminaires sont rem- « plis, et sur-le-champ j'arrête ma marche, et « je conclus avec vous un armistice, précurseur « d'une paix juste et équitable. »

En réponse à cette lettre, M. de Damas avait signé, le 29 pluviose (18 février), à Foligno, une suspension d'armes, en vertu de laquelle tous les ports des Deux-Siciles furent ouverts aux Français et fermés aux vaisseaux anglais; le roi de Naples s'engageait en même temps à ne fournir aux Anglais ni munitions ni subsistances pour l'île de Malte. Les conventions de cette suspension d'armes furent la base du traité de paix, signé bientôt après à Florence

par les plénipotentiaires des deux puissances.[1]

D'après ces différentes conventions, vers la fin de floréal, les armées françaises s'étaient retirées sur la rive gauche du Rhin, après avoir rasé les fortifications de Dusseldorf, d'Erenbreisthein, du fort de Cassel et de celui de Kelh; les troupes autrichiennes étaient rentrées en même temps dans la Bohême et dans les états héréditaires. En Italie, la rive droite de l'Adige avait été occupée par les Français; on avait arrangé les difficultés relatives aux frontières de la république cisalpine du côté de l'Etat de l'Eglise. Le général Soult était entré dans le royaume de Naples à la tête d'un corps de douze mille hommes, formant l'avant-garde de l'armée du général Murat; il avait occupé Tarente et la péninsule d'Ottrante, en suivant la ligne de Gravina jusqu'à l'embouchure de la Bradanne: une formidable chaîne de batteries, montées de quatre-vingts pièces de canon, défendait la superbe rade de Tarente. Une autre division de quatre mille hommes était entrée dans Pescara, et avait poussé ses avant-postes jusqu'à Sangro; la Toscane et la partie de l'île d'Elbe qui appartenait au roi de Naples, étaient au pouvoir des Français.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (84).

Mais, tandis que le feu de la guerre était prêt à s'éteindre dans la partie méridionale de l'Europe; tandis que la paix entre la France et ses alliés d'une part, l'empereur et l'Allemagne de l'autre, était signée à Lunéville, le 20 pluviose an 9 (9 février 1801), par Joseph Bonaparte, plénipotentiaire français, et le comte de Cobentzel, commissaire impérial, [1] l'alliance de la Russie, de la Prusse, de la Suède et du Danemarck, menaçait de l'allumer dans le Nord, et de produire des événemens d'une grande importance pour les puissances maritimes. Les vaisseaux anglais continuaient à couvrir toutes les mers; une flotte britannique, commandée par lord Keith, portait sur les plages littorales de l'Asie un corps de quinze mille hommes, aux ordres du général Albercombrie, pour expulser les Français de l'Egypte, en se combinant avec l'armée du grand visir, campée dans la Syrie, à l'entrée du grand désert; en même temps, un autre corps de quatorze mille hommes d'élite était porté vers les bouches du Nil par une flotte redoutable. [2] Le cabinet de Saint-James, qui se voyait le maître

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (85).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (86).

en Asie, et qui régnait en Portugal, voulait aussi dominer sur les mers d'Allemagne; fier de ses forces nautiques, il prétendait régler à sa fantaisie les droits commerciaux de toutes les nations européennes..... Cette prétention, aussi évidemment injuste que gigantesque, avait étonné les puissances même accoutumées à ces vexations par une longue habitude, et le moment était arrivé où l'on avait voulu examiner si les flottes de l'orgueilleuse Albion étaient souveraines de l'Océan; [1] mais cette coalition, bien loin d'effrayer le cabinet de Londres, l'avait décidé à l'attaquer pour la dissoudre. En conséquence, après avoir déclaré la guerre aux puissances du Nord, il n'avait pas tardé d'attaquer le Danemarck, comme la puissance de la coalition qui pouvait l'être avec le plus d'avantage: [2] cependant les succès des Anglais contre les Danois n'auraient pas suffi pour rompre la ligue formée par les puissances du Nord, si la mort inopinée de Paul Ier [3] n'en eût opéré la dissolution.

La cour publia que Paul Ier était mort d'une

[1] *Voyez* la note 79, sur la neutralité armée.
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (87).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (88).

attaque d'apoplexie ; les circonstances de cet événement furent ensevelies dans le plus profond silence. On peut considérer la perte de l'empereur comme l'ouvrage d'une aveugle fatalité, qui se joue des vains projets des hommes et de leur frêle existence. Si le gouvernement anglais ne conduisit pas la main des meurtriers, il recueillit les fruits du meurtre. Alexandre I[er] se hâta d'écarter tous les sujets de discorde entre l'empire russe et la Grande-Bretagne ; ses bons offices arrêtèrent même les hostilités commencées sur la mer Baltique. Cependant le cabinet de Saint-James échoua dans le projet d'entraîner la cour de Pétersbourg dans une nouvelle coalition contre la France; Alexandre I[er], jaloux de maintenir ses états en paix, renonça même aux prétentions de son père sur l'île de Malte, et de nouvelles négociations renouèrent les anciennes liaisons entre la France et la Russie. Il ne restait donc plus aux ministres anglais, pour rallumer le feu de la guerre, que d'agiter l'Allemagne par de nouveaux troubles; heureusement ils furent encore trompés dans cette espérance.

L'Allemagne ne soupirait qu'après la paix : la diète germanique ratifia solennellement le traité de Lunéville ; et, pour prononcer sur

les indemnités qu'on y promettait, on décida que la coopération des états de l'Empire serait exercée par une députation extraordinaire, choisie dans le collége des électeurs, par ceux de Mayence, de Saxe, de Bohême, et de Brandebourg ; et, dans le collége des princes, par les ducs de Bavière, de Wirtemberg, le Landgrave de Hesse-Cassel, et le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique. Cette décision fit évanouir l'espoir britannique, de renouveler la guerre en Allemagne. Les ministres anglais, déconcertés, inclinèrent, malgré eux, vers la paix ; les préliminaires furent signés à Londres le 9 vendémiaire an 10, (1[er] octobre 1801), par le secrétaire d'état des affaires étrangères Robert, Banks, Jenkinson, lord Hawkebourg, et le commissaire français Louis-Guillaume Otto. Ces préliminaires furent suivis d'un traité de paix, signé à Amiens, le 5 germinal an 10 (26 mars 1802), par Joseph Bonaparte, le lord Cornwalis, le chevalier d'Azara, et Roger-Jean Schimmel-Penninck. [1] Dans le même temps, la république française faisait sa paix avec le Portugal, la Russie, la Porte-Ottomane; époque honorable pour l'auteur

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (89).

immortel de cette paix générale: « qui, seule, « pouvait assurer aux nations réunies par un « intérêt commun, les plus heureux effets de « la communication des lumières et de la civi- « lisation perfectionnée ; à l'agriculture, ses « honneurs ; au commerce, son industrie; aux « arts, leurs triomphes; à la liberté, tous ses « charmes; et au gouvernement vainqueur et « pacificateur, la plus grande des récompenses, « l'amour d'un peuple libre, généreux, sen- « sible, et qui donne tant de prix aux palmes « qu'il décerne. »[1]

Ce traité promettait à l'Europe le terme de ses malheurs, et au monde entier de nouveaux liens. Quel en fut le succès? Après tant de dissentions, de batailles, de guerres sanglantes et multipliées, l'humanité respira-t-elle enfin? Les peuples devinrent-ils plus heureux? Les souverains allégèrent-ils le fardeau de la vie, insupportable à tant de milliers d'individus? Nous l'avouerons avec douleur : les guerres, ce terrible fléau de la société, n'améliorent pas toujours la destinée de l'espèce humaine. Quelle fut donc l'influence des dernières guerres des Français en Italie sur les destinées du monde?

[1] Discours de M. Lacepède.

Jetons un dernier regard sur la scène de l'univers : examinons la situation du globe, à l'époque où le pacte solennel de la paix fut signé à Amiens par les souverains de l'Europe, et le lecteur jugera de son importance.

AMÉRIQUE.

Les États-Unis, agités sous la présidence de M. Jonh-Adams, dévoué au parti ministériel de Londres, ont eu la sagesse de ne prendre aucune part aux révolutions de l'Europe sous la présidence de M. Jefferson ; ils se souviennent que la France les aida à secouer le joug d'une métropole oppressive : les premiers, ils donnèrent, au 18e siècle, le spectacle d'un peuple à la fois libre et vertueux. Le 19e siècle est étonné de leur prosperité et de leur puissance.

Les Espagnols étaient peu affermis dans leurs possessions méridionales; les indigènes supportaient leur joug ave impatience:[1] ils favorisaient le commerce de contrebande des Anglais, qui nuisait au roi d'Espagne et à sa nation.

Les Anglais, par le traité d'Amiens, ren-

[1] On a vu M. Miranda colporter en Europe un vaste projet de soulèvement dans le Pérou.

daient aux Français les îles de la Martinique, de Sainte-Lucie, de Tabago; celles de Saint-Domingue et de la Guadeloupe avaient résisté aux troupes anglaises : mais l'épidémie révolutionnaire y avait gagné les noirs, et leurs chefs craignaient de rentrer dans l'esclavage.[1] Depuis, le gouvernement anglais arma les nègres de Saint-Domingue, et couvrit cette colonie de cendres et de crimes.

ASIE.

La Chine, le Japon, et quelques autres puissances de l'Asie, n'offrent rien d'intéressant aux regards de la politique et de l'art militaire : ils semblent rétrograder, au lieu d'avancer dans la perfection du systême social.

L'Inde, seule, fixe l'attention de l'histoire, par les usurpations britanniques. A peine cette vaste et belle contrée suffirait-elle, peut-être un jour, à l'ambition des Anglais.

La Perse, qui jouissait d'une grande tranquillité sous Baba-Kan, depuis 1796,[2] avait été le théâtre d'un événement remarquable; les Wahabis,[3] qui depuis long-temps con-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (90).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (91).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (92).

voitaient les richesses renfermées dans Iman-Hossein et Iman-Aly, avaient assouvi leurs desirs : le 20 avril 1802, les Wahabis avaient fondu à l'improviste sur Iman-Hossein; ils y avaient tué et pillé, sans que le gouvernement de Bagdad eût osé les troubler dans leur retraite.

Mais ce qui datera dans l'histoire des usurpations du monde, c'est la conquête du Maissour, et la chûte du trône d'Hyder-Aly. Les succès de l'expédition des Français en Égypte avaient jeté l'effroi dans le cabinet de Saint-James; ils lui servirent de prétexte pour frapper en Asie tous ceux qui pouvaient servir d'auxiliaires à ses ennemis. En brumaire an 7 (octobre 1798), il attaqua Tippo dans ses états. Les autres souverains de l'Inde, honorés du titre d'alliés des Anglais, se consolaient de la perte de leur indépendance, par leur paisible asservissement à ces tyrans de l'Indoustan. Le 15 pluviose an 7 (3 février 1799), le lord Mornington donna l'ordre au général Harris, qui commandait la côte de Coromandel, de marcher vers les frontières du Carnate, et dans les états de Tippo-Saïb, tandis que le général Stuart se joindrait à lui à la tête des troupes du Malabar. Tippo, vaincu par le sort, s'était réfugié dans sa capitale : le combat fût opiniâtre,

Tippo périt dans la mêlée; sa famille se défendait: Harris promet sûreté et protection; elle se rendit au vainqueur. On évalua à trois millions sterling, ou soixante-douze millions, ses trésors; ainsi les Indiens, successivement conquis par Alexandre, Gengis-kan, Timour, Nadir-Chab, sont la proie d'une compagnie de marchands. Les anciens conquérans de l'Asie leur avaient laissé leurs usages et leurs lois. Les Anglais ont détruit leurs coutumes, leurs temples, et ne leur ont laissé que des oppresseurs et des bourreaux.

AFRIQUE.

La patrie des Ptolomées était rayée de la liste des nations modernes civilisées, lorsque le vainqueur de l'Italie y planta les étendards de la république française : l'Égypte semblait se ranimer à sa voix: la jalousie britannique médita de l'anéantir, pour former, de ses ruines, un rempart à ses possessions indiennes. Mais les cendres de Carthage devraient instruire le cabinet de Londres.

EUROPE.

C'est principalement dans ses nations corrompues par le luxe que l'influence des guer-

res de la révolution apporta des changemens remarquables.

La Porte, cette ancienne alliée de la France, subjuguée par les intrigues du ministère anglais, préféra ses insinuations perfides aux conseils de la sagesse. Elle entra dans la nouvelle coalition de la Russie, de l'Empire, de l'empereur, du roi de Naples, de l'Angleterre. Elle abandonna à la protection de celle-ci, l'Égypte, que les Anglais voulaient envahir ou détruire : sa faiblesse, sa marche chancelante, et le contraste de ses mœurs avec celles de l'Europe, présagent trop sa destinée : elle oublie trop que l'Angleterre aspire au commerce exclusif du Levant et de la mer Noire; que le Cuban, la Crimée, le commerce exclusif de la Perse ont échappé au divan, et enfin que Cherson peut menacer Constantinople.

Inquiets du despotisme anglais, le Danemarck, la Suède, la Russie, la Prusse, avaient formé un traité de neutralité armée qui offensait l'Angleterre: celle-ci, sûre des moyens de vaincre, avait attaqué le Danemarck; la mort inattendue de l'empereur des Russies, la docilité de son successeur aux vues du cabinet de Londres, la déférence inévitable de la Suède en voyant la Russie abandonner les hostilités, tout con-

courut à laisser le Nord sous l'influence britannique. Puisse-t-il sentir, ainsi que la Porte, le prix d'une alliance constante avec la France! Le commerce le commande à la Suède; la saine politique le lui prescrit : les finances du Danemarck l'exigent; la Prusse doit en attendre l'intégrité de son empire, la prospérité de ses forces, l'accroissement de ses états : une tactique profonde, le génie politique, et les succès du grand Frédéric, ont consolidé la couronne que son père avait eu le courage de prendre : la sagesse et la fermeté inébranlable de son jeune monarque en immortaliseront la durée.

La Russie, affermie par les guerres entre les Suédois, les Turcs et les Russes, par les victoires du Czar, par les circonstances orageuses qui ont agité l'Europe, a, dans l'espace d'un siècle, étendu ses bras du pôle à la Méditerranée; un territoire immense, une population sobre, des frontières qui embrassent l'Europe et l'Asie, des ports sur toutes les mers, tels sont les grands effets de la politique, du génie de Catherine, et du temps. La révolution française a fait perdre à la Russie cent mille hommes dans les climats du midi; mais elle a acquis des possessions dans la Méditerranée.

La république batave avait chassé son

Stathouder; conquise par les Français, elle avait subi les lois successivement dictées par leurs gouvernans. La Russie voulait la remettre sous la domination de la maison d'Orange; l'Angleterre tâchait d'anéantir son commerce; mais l'intérêt de l'Europe veut sa conservation : la Hollande lui donne les productions et les marchandises de l'Orient; elle offre un écoulement rapide aux denrées et aux manufactures; elle est la voiturière du commerce maritime, et Amsterdam le marché et l'entrepôt des deux mondes. L'exécution du traité d'Amiens lui rendra, sous l'égide tutélaire de la France, ses colonies, son commerce, sa marine; elle n'aura plus à regretter que ses habitudes et ses mœurs.

La Suisse, entraînée par des factions étrangères dans une guerre civile, est sortie de l'anarchie; elle a changé de maîtres et de lois; la France lui a donné une constitution depuis le traité d'Amiens. Puisse sa modération faire toujours son bonheur!

L'Espagne, malheureuse dans sa coalition contre la France, n'avait pas été plus heureuse dans son allianc avec cette puissance; elle avait perdu, à la paix générale, l'île de la Trinité. Cette île place les Anglais au milieu

des colonies espagnoles continentales de l'Amérique méridionale, et facilite la contrebande si fatale au fisc espagnol : elle dispose les indigènes à la liberté que l'Espagne n'est pas disposée à leur accorder. Depuis la violation du traité d'Amiens, l'Angleterre vient de signaler sa perfidie envers cette alliée de la France : tandis que la cour de Londres carressait l'ambassadeur du roi d'Espagne, le ministère britannique, sans déclaration de guerre, sans aucun sujet de plainte, donnait l'ordre d'enlever les galions qui arrivaient à Cadix, et de s'emparer de tous les vaisseaux espagnols. Puissent les efforts de l'Espagne, réunis à ceux de la France, venger un jour la justice et l'humanité!

Le Portugal, toujours tributaire de l'Angleterre, avait la France et l'Espagne pour ennemies naturelles; la guerre lui avait été déclarée par ces deux puissances : on forçait les Anglais à restituer les colonies françaises et espagnoles; mais le Portugal acheta prudemment la paix. Le Portugais, guerrier sous Alphonse, navigateur sous Sébastien, militaire sous Bragance, audacieux sous Vasco de Gama, intrépide sous Albukerque, négociateur sous Atalide, aidera quelque jour l'Espagne et la France

à briser le sceptre dominateur de Londres.

L'Autriche, et avec elle l'Empire, détrompée, par deux coalitions stériles, de l'espoir de démembrer la France, avait été réduite, après une guerre longue et désastreuse, à signer la paix à Lunéville. Les conditions du traité d'Amiens furent très-avantageuses à la maison d'Autriche, et prouvèrent à l'Europe la modération du gouvernement français : elle devint une puissance maritime.

L'Italie, qui avait été pendant quarante ans l'asile de la paix, était devenue le théâtre des grands événemens militaires et politiques. La mollesse, fille du luxe et des arts, corrompait la patrie des Scipion; les descendans de Paul Emile vivaient au sein d'une paresseuse oisiveté, lorsque la fin du dix-huitième siècle sonna le tocsin de la liberté. La révolution, prédite par tous les bons esprits, changeait la face de la France; elle dut se communiquer à l'Italie. Les cendres des Gracches et des Guelfes se ranimèrent aux accens des descendans de Brennus; les belles contrées de l'Apennin furent en proie aux calamités attachées aux mouvemens révolutionnaires des grands empires voisins. L'Europe était ébranlée dans ses fondemens; le nouveau monde fut épouvanté : l'Italie vit sortir

de ce volcan politique de nouveaux élémens. Le Piémont avait un roi qui céda ses états à son frère, et se retira à Rome pour y vivre en simple particulier : ce pays fut réuni à la France. Quatre cent cinquante députés de la Cisalpine, réunis à Lyon, y arrêtèrent une constitution pour la république italienne, et nommèrent les membres des différentes autorités constituées : la Lombardie choisit pour premier magistrat le chef de l'empire français, au lieu de fléchir, comme auparavant, sous la maison d'Autriche. Les états de Gènes, accrus, devinrent la république ligurienne, gouvernée par un doge et un sénat. La Toscane, érigée en royaume d'Étrurie, passa de la domination autrichienne sous le sceptre d'un Bourbon ; Parme et Plaisance ne sont plus un duché souverain. La mort du duc de Parme donna des facilités pour former les indemnités promises par le traité de Lunéville. Venise et sa terre ferme, gouvernées jadis par un doge et un sénat despote, qui rendaient les peuples heureux, sont sous la dépendance de la maison d'Autriche, qui règne en Italie depuis la mer Adriatique jusque sur les bords de l'Adige. Le royaume de Naples avait recueilli, de ses liaisons avec l'Angleterre et de son mauvais gouvernement, les horreurs que

la guerre, le fanatisme et les factions peuvent enfanter ; tout ce qu'il y avait de plus distingué dans l'état avait péri sur l'échafaud, en exil, ou dans les fers : le roi était revenu dans la capitale pour être spectateur de tant de maux. Rome, prise, reprise, et dépouillée plusieurs fois, se retrouvait encore sous la domination pontificale. Son dernier pape avait fini sa carrière à Valence, dans le département de l'Isère ; son successeur, Pie VII, né à Césène en 1742, avait été élu à Venise, le 18 mars 1800 : l'église romaine reçut les états que le traité de Tolentino lui avait enlevés. Le pape avait consenti à un concordat pour le gouvernement des églises de France, avec des modifications. [1] Tel était le fruit des négociations du traité d'Amiens, et de l'ascendant glorieux du premier Consul.

Ainsi l'Italie, grace à Bonaparte, ne sera plus regardée comme le tombeau des Français ; elle avait été facilement conquise et reperdue tour à tour depuis plus de quatre siècles. Charles VIII, dans deux mois, était arrivé aux portes de Naples ; à peine eut-il le temps de rentrer dans ses états. En vingt jours Louis XII avait fait la conquête du Milanais ; trois fois

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (93).

le Milanais avait été repris et perdu : ce monarque avait abandonné l'Italie, comme étant la ruine de la France. François Ier avait pris et repris le duché de Milan; mais, battu à Pavie, il avait renoncé à cette conquête. La succession de Charles II rappelle toutes les vues d'ambition et tout le néant des prétentions sur l'Italie; mais, par le traité d'Amiens, la France et la maison d'Autriche y ont acquis une prépondérance également imposante : la souveraineté des papes y est modeste comme leur titre. L'Italie, subdivisée en moins d'états, peut espérer cette prospérité destinée à un pays favorisé de tous les dons de la nature, où l'industrie des habitans et l'avantage de la situation se réunissent à la richesse du sol et à la beauté du climat. Puisse le bruit des armes s'éloigner pour toujours de la patrie de Virgile, d'Horace, du Tasse, de l'Arioste, de Raphaël, de Palladio ! elle sera toujours chère aux hommes éclairés. L'Europe reconnaissante ne peut oublier que les beaux jours d'Auguste et de Léon X préparèrent, en Espagne, ceux d'Alphonse X ; en France, ceux de Louis XIV ; en Angleterre, ceux d'Elizabeth ; en Russie, ceux de Pierre-le-Grand et de Catherine ; en Prusse, ceux de Frédéric. Les Français, vainqueurs de

l'Italie, ont rendu hommage au berceau de tant de grands hommes pendant ces dernières campagnes ; ah ! pourquoi le machiavélisme britannique a-t-il porté en Europe la désolation et la discorde ? L'or sera donc toujours le plus cruel ennemi du genre humain !

L'Angleterre, jalouse de la suprématie maritime, et du commerce universel, a tour à tour menacé ou frappé toutes les puissances de l'Europe ; tributaires, envahies, ou opprimées, elles sont destinées, dans sa chimère politique, à fonder son empire ; et, par un machiavélisme profond, elle veut diviser l'Europe pour asservir le monde. Mais l'injustice à la fin produit l'indépendance, les Etats-Unis l'ont prouvé, et Londres ne pardonna jamais à la France ni sa puissance, ni les secours qu'elle accorda à cette nouvelle république américaine : telles furent les causes de la première coalition de l'Angleterre avec la Russie et la Porte contre la France, de la prise des îles françaises dans le golfe du Mexique, des îles hollandaises dans l'Inde, et du cap de Bonne Espérance, de ses usurpations asiatiques, de notre sortie d'Egypte, de la prise de Malte, de la perfide astuce avec laquelle elle méditait les massacres de Saint-Domingue à l'instant

où elle signait le traité d'Amiens, de la violation de cet acte solennel, de ses hostilités contre nos alliés. Quel sera donc le terme de tant de crimes? De quel droit la famille de Chatam opprimerait-elle l'Univers? Non, la France....

A ce mot, on se représente un peuple, fort, courageux, intrépide, qui a bravé les passages du Rhin, du Danube, du Pô, de l'Adige, à l'aspect d'une artillerie redoutable, qui a signalé tous ses pas par des victoires sur les Pyrénées, sur les Alpes, sur les Apennins, en Espagne, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Hollande, en Helvétie, en Italie, en Egypte; dont les exploits, depuis Bellovèse jusqu'à nos jours, forment une chaîne éclatante de prodiges; un peuple né pour la guerre et pour les arts; un peuple enfin, toujours grand lorsqu'il est dirigé par un chef magnanime. Les annales du monde retentiront sans cesse des noms célèbres que les dernières campagnes d'Italie ont signalés : elles seront une époque mémorable dans les fastes militaires : l'antiquité les eût inscrits au Capitole : le héros qui ouvrit à nos guerriers les champs de la victoire sera compté parmi les bienfaiteurs du genre humain. Arcole, Lodi, Tarwis, Tagliamento, Aboukir, les Pyramides, Marengo, le mont Saint-Bernard,

transmettront ses titres belliqueux à la postérité; la paix d'Amiens sera le sceau éternel de sa gloire. Sans doute le bras invincible qui donna la paix au continent assurera la liberté des mers : l'heureux génie qui préside à nos destinées réalisera le rêve du vertueux abbé de Saint-Pierre, et le vainqueur de l'Italie, en léguant son nom pacificateur au dix-neuvième siècle, acquerra de nouveaux droits à la reconnaissance des nations; car telle est aujourd'hui l'existence intime des rapports entre tous les peuples de l'Europe, que leur destinée a une influence réciproque, et que les grandes nations recèlent le bonheur ou le malheur de celles qui les entourent : un anneau de cette grande chaîne, brisé, interrompt et altère les principes de la vie des autres corps politiques. La paix d'Amiens fut donc le salut de l'Europe. Eh! qui ne serait saisi d'admiration à l'aspect de la carrière militaire et politique du législateur des Français, depuis la bataille de Montenotte jusqu'à son avénement au trône? L'agrandissement modéré de la France, l'affermissement du pouvoir exécutif, la consolidation des principes de l'ordre social, la destruction des lois révolutionnaires, l'extinction des factions, la création d'un code civil et criminel,

la restauration des lois, la formation des autorités protectrices; la fondation de l'empire français, l'organisation d'une nouvelle dynastie, l'installation du culte, sur les bases de la tolérance universelle; l'harmonie du pouvoir moral et religieux avec l'autorité civile, que de titres! qui peut refuser son hommage à tant de bienfaits?

Que de maux, en effet, accumulés sur nos têtes, si une main hardie n'eût détourné la tempête prête à fondre sur l'Europe!

Les *finances* de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Europe, étaient épuisées; celles de l'Angleterre étaient prodiguées à stipendier des insurrections, des sicaires, des troupes étrangères: mais ces moyens corrupteurs qui appauvrissaient les capitalistes anglais, ruinaient les cours assez malheureuses pour les accepter. La voie des emprunts fut l'unique ressource du ministère britannique; ils avaient déjà creusé le précipice de la troisième dynastie française, ils préparent celui de la Grande-Bretagne: le produit de la vente du territoire anglais ne paierait pas les créanciers de l'état; les emprunts nécessitent les impôts, les impôts multipliés ruinent les états. La charrue du laboureur est, seule, le sceptre du monde. Les nations

maritimes et commerçantes recueillent les fruits du commerce; mais l'arbre qui les produit appartient seul aux peuples agricoles. Les flottes qui sillonnent l'Océan n'ont préservé ni Tyr, ni Carthage, de leur chûte, et le grand Newton a prédit la catastrophe qui attend le trésor britannique. Les finances de l'Espagne avaient également une source étrangère au continent: l'or de l'Italie avait été dévoré par les armées autrichiennes et françaises: la France, elle-même, dont la richesse reposera toujours sur des bases fécondes, l'agriculture et l'industrie, la France, appauvrie par l'excès de son papier monnaie, était revenue aux signes représentatifs des métaux solides: le premier Consul se hâte de rétablir l'ordre dans les finances, et l'équilibre entre la recette et la dépense. La paix ouvrira sans doute les mêmes espérances aux autres nations.

Ils le savaient bien, les ennemis éternels du repos de l'Europe, qu'il fallait anéantir les finances et le *commerce* européens, pour tout entraîner dans leur chûte. En effet, ils ont ruiné la marine, les colonies, les places commerçantes du continent; et ils ont asservi ainsi tous les besoins, tous les peuples, tous les souverains, à leurs flottes, à leurs comptoirs, à leur

tyrannie maritime. L'Angleterre seule a des flottes ; le commerce universel est dans ses mains, et tout l'or des deux mondes arrive à Londres : on croit voir la fable de Midas réalisée ; c'est le colosse d'or aux pieds d'argile.

Où sont ses *mœurs?* Que sont devenues celles de l'Europe? Sans la morale publique est-il des lois? Qu'est l'ordre social sans la justice et la bonne foi ? Ici la plume tombe des mains de l'écrivain condamné à tracer ce honteux tableau... Mais, des mœurs dans une révolution! corrupteurs de la morale des nations! insulaires perfides! pour qui la foi publique est un jeu, et qui calculez de sang froid l'effusion du sang humain, l'indignation des hommes de bien appelle sur vos têtes la justice du temps! elle vous crie : *Gardez votre or ; laissez-nous nos enfans et nos mœurs.* Puisse le régénérateur de la France ramener la génération naissante aux mœurs simples et pures, et aux principes de vertu dont il offre le modèle ! C'est le cri unanime des nations qui le demande, et la force, appuyée sur l'exemple, l'obtiendra.

Quelle puissance, en effet, déploya plus de génie militaire ? Quel théâtre de gloire plus fécond pour la nation française que l'Italie ? L'Europe retentissait encore des exploits du

grand Frédéric, des manœuvres de ses troupes, de sa tactique : on ne pensait pas que l'avenir pût offrir des méthodes plus avantageuses, des développemens plus lumineux, un usage plus savant de l'artillerie, lorsque les Français, attaqués par sept puissances, et par les troupes les mieux exercées de l'Europe, n'ayant qu'une armée désorganisée, des officiers en fuite, des villes de guerre dont les fortifications tombaient en ruine, nuls approvisionnemens de guerre ni de bouche, se virent obligés d'entrer en campagne sur trois points différens, dans le midi et dans le nord de l'Europe.

D'abord ce ne fut que confusion, trahison, crainte, méfiance, désordre. Mais bientôt tout prend une face nouvelle : on imagine les gardes nationales; [1] succèdent la réquisition et la conscription. [2] Des hommes nouveaux, à peine connus comme soldats, deviennent des généraux qui étonnent les vieilles bandes formées par Frédéric : on s'empresse d'adopter et de perfectionner les moyens de tirer un très-grand parti de l'artillerie légère. Cette arme, apperçue par Gustave-Adolphe, mise en usage par

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (94).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (95).

le grand Frédéric, poussée à une très-grande perfection par les Français, [1] les aide, conjointement avec leur grand nombre et leur étonnante bravoure, à faire disparaître leur inexpérience, et à leur assurer par-tout la victoire. A ces moyens mécaniques s'en joignent d'autres qui tiennent de plus près à l'esprit, et même au génie; les connaissances topographiques, [2] la découverte des aérostats et des télégraphes appliquée à l'art de la guerre, [3] les moyens d'augmenter la force de la poudre, ceux d'accélérer la fabrication des armes à feu, et une foule de riches découvertes; [4] enfin, cet élan du génie, inconnu jusqu'alors, qui osa embrasser un pays immense par plusieurs armées pour n'en faire qu'une seule, et n'avoir pour elle qu'un seul plan de campagne: ainsi, depuis les bords de l'Océan jusqu'à ceux du Rhin, depuis les bords du Mein jusque dans la Calabre ou dans la Ligurie, [5] on vit des armées nombreuses, destinées à faire la droite,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (96).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (97).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (98).

[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (99).

[5] *Voyez*, à la fin du volume, la note (100).

la gauche et le centre d'une seule armée, ayant lié toutes ses opérations, et les faisant correspondre; tous ses mouvemens étaient calculés, tous ses magasins préparés; n'étant arrêtée ni par les montagnes les plus hautes et les plus inaccessibles, ni par les rivières les plus rapides, les fleuves les plus larges, les lacs les plus grands, les places les plus fortes, elle avait entre ses différentes parties le même ensemble qu'avait autrefois un corps de vingt mille hommes. L'espèce et l'organisation de ces armées réalisèrent le système de guerre, regardé comme fabuleux, de ces nations de l'antiquité qui s'ébranlaient toutes entières à la voix de la patrie en danger, ou qui se transplantaient sous un climat étranger pour fonder de nouvelles colonies. La France toute entière s'était précipitée dans le feu de la guerre: chaque famille contribuait de ses forces physiques, industrielles et morales, à venger l'honneur français. Des armées si nombreuses, pourvues d'une artillerie proportionnée, occupant des positions très-étendues, forcèrent d'agrandir les opérations: dès-lors les plans des armées ennemies furent déconcertés par des plans plus vastes; les barrières naturelles furent renversées, les places fortes effacées par la masse immense des

troupes françaises. Leur mobilité augmentait leur force ; des succès continuels sur d'immenses développemens décourageaient l'ennemi ; les lieux renommés pour inexpugnables eurent le sort des places fortes ; leur importance ne fut que relative et momentanée. Jamais on n'avait embrassé une si vaste circonférence de pays, de moyens et de mouvemens ; les prodiges des Grecs et des Romains furent égalés, peut-être surpassés ; l'usage, qu'on pourrait dire immodéré, de la baïonnette, distingua nos armées. Le nom français devint l'objet de l'admiration et de la terreur de l'Europe entière. Telle fut l'influence immortelle des guerres des Français en Italie, à la fin du dix-huitième siècle.

Mais, ce qui étonnera peut-être davantage la postérité, c'est que, parmi ces dissentions civiles, ce tumulte des armes, l'effroi général, le renversement des fortunes, tandis que les *sciences* étaient, pour ainsi dire, stationnaires et languissantes chez les autres peuples de l'Europe, leurs progrès se développaient en France avec une activité remarquable : du principe infaillible, de la mesure exacte de la terre, découla le système uniforme et raisonnable des poids et des mesures ; l'agrandissement du musée d'histoire naturelle fut décrété, ainsi que

l'établissement de l'instruction publique.[1] Le collége de France reprit ses exercices ;[2] à l'école polytechnique se rallièrent les fondateurs de la chimie moderne en Europe, les physiciens distingués, les mathématiciens célèbres qui ont perfectionné les méthodes analytiques et le calcul intégral : tous les savans semblèrent se réunir pour conserver le feu sacré prêt à s'éteindre dans le bouleversement universel :[3] l'école normale,[4] les écoles de médecine,[5] les écoles primaires, secondaires et centrales,[6] une foule de découvertes importantes dans les *arts*, objets des méditations du talent,[7] tels furent en peu d'années les élans du génie français, qui semblait sortir encore plus brillant du sein de la guerre civile.

Quelle nation ! quel siècle ! quel tableau pour l'homme de génie, qui transmettra aux générations futures un monument digne du grand

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (101).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (102).
[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (103).
[4] *Voyez*, à la fin du volume, la note (104).
[5] *Voyez*, à la fin du volume, la note (105).
[6] *Voyez*, à la fin du volume, la note (106).
[7] *Voyez*, à la fin du volume, la note (107).

sujet dont j'ai à peine ébauché une faible esquisse ! Qu'il sera doux de peindre un héros, unissant les palmes de la victoire aux lauriers des arts, assis au sanctuaire des sciences en descendant du champ de Mars, élevant d'une main un temple aux chefs-d'œuvre du génie,[1] et, de l'autre, appelant les artistes pour les égaler ! Rome victorieuse traînait à son char des rois détrônés : la France triomphante ne compte ses trophées que par les richesses de l'esprit humain.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (108).

FIN DU VINGT-QUATRIÈME ET DERNIER LIVRE.

NOTES.

---

(1) Page *6*.

A PEINE les rois tombent, que la postérité se lève pour eux ; leur cendre n'est pas encore refroidie, et déjà ils sont jugés : cependant on ne saurait refuser à Frédéric-Guillaume II ni instruction, ni bravoure, ni amour pour son peuple, ni inclinations bienfaisantes. Sous son règne, le cabinet de Prusse eut de l'influence ; l'état s'enrichit de belles provinces, et le nom prussien fut respecté : mais Frédéric-Guillaume manquait de la qualité la plus essentielle pour les rois, du caractère. De là, cette facilité à dissiper les trésors amassés par le grand Frédéric ; sa condescendance pour une politique astucieuse, qui lui donna un si mauvais renom ; le choix de mauvais ministres ; la violation de ses engagemens avec l'Angleterre ; la mollesse dans ses entreprises ; sa conduite équivoque en Champagne, etc.

Le nouveau roi, au contraire, avait annoncé de la sévérité dans les mœurs, une économie soutenue, des dispositions martiales, de l'ardeur au travail. Ces espérances s'étaient réalisées, et l'administration douce et ferme du jeune souverain avait su conquérir l'amour de ses sujets en même temps qu'elle leur avait commandé le respect. Les difficultés de sa situation lui étaient connues, l'Europe entière était attentive à sa conduite ; il pouvait avoir une grande influence sur la destinée des plus grandes puissances : ces considérations lui étaient présentes.

(2) Page 7.

INDÉPENDAMMENT des articles publiés arrêtés à Campo-Formio, le même traité contenait des articles secrets que l'on sera sans doute bien aise de connaître.

ART. Ier Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent que les limites de la république française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons offices, lors de la paix avec l'Empire germanique, pour que la république française obtienne cette même ligne; savoir :

La rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nèthe, au-dessus d'Andernach, y compris la tête du pont de Manheim, sur la rive gauche du Rhin, et la ville et forteresse de Mayence; l'une et l'autre rive de la Nèthe, depuis son embouchure jusqu'à sa source, près de Broch; de là, une ligne passant par Senscherode et Boslar, jusqu'à Kerpen, et de cette ville à Hedensdorff, Blanhenheim, Marmagen, Foternich, Calegemard, y compris les arrondissemens et banlieues de ces communes, depuis les deux rives de l'Otff, jusqu'à son embouchure dans la Roër; les deux rives de la Roër, en y comprenant Heimbach, Nideckem, Duren et Juliers, avec leurs arrondissemens, jusqu'à Limiech; de là, une ligne passant par Rosserre, Arkelens, Dalenhilar, Pupetermol, Catelfort, Rademberg, Haresloch (s'il se trouve dans la direction de la ligne), Auder, Heider, Kald-Kirchen, Wambach, Herringuen et Grotray, avec la ville de Venloo et son arrondissement : et, si, malgré les bons offices de sa majesté impériale, l'Empire germanique ne consentait pas à l'acquisition, par la république française, de la ligne de limites ci-dessus désignée, sa majesté l'empereur et roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée

de l'Empire que son contingent, qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que, par là, il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être rétablies entre sa majesté et la république française.

II. Sa majesté l'empereur et roi emploiera également ses bons offices, lors de la pacification avec l'Empire :

1° Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la république française et les états de l'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la république batave;

2° Pour que le possesseur de la partie allemande du Rhin, opposée à l'embouchure de la Moselle, ne puisse jamais, ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à la libre navigation ou sortie des bateaux, barques ou autres bâtimens, hors de l'embouchure de cette rivière;

3° Pour que la république française ait la libre navigation de la Meuse, et que les péages et autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Venloo jusqu'à son entrée sur le territoire batave, soient supprimés.

III. Sa majesté l'empereur et roi renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et de ses dépendances.

IV. Les pays que sa majesté l'empereur et roi doit posséder, en vertu de l'article VI du traité patent définitif, signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patens dudit traité, et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de sa majesté impériale et royale occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article VI susdit.

V. La république française emploiera ses bons offices pour que sa majesté impériale et royale acquiert en Allemagne l'évêché de Salzbourg et la partie du cercle de

Bavière située en l'archevêché, les rivières d'Inn et de Saltza, et le Tyrol, y compris la ville de Vasserberg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises.

VI. Sa majesté impériale et royale cèdera à la paix de l'Empire, à la république française, la souveraineté et propriété de Friechtal et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle; moyennant qu'à la paix susdite, sa majesté obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne, qui soit à sa convenance.

La république française réunira lesdits pays à la république helvétique, moyennant les arrangemens qu'elles pourront prendre entre elles, sans porter préjudice à sa majesté l'empereur et roi, ni à l'Empire.

VII. Il est convenu en outre, entre les deux puissances contractantes, que, si, lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique, la république française fait une acquisition en Allemagne, sa majesté impériale et royale doit également y obtenir un équivalent, et réciproquement.

VIII. Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau-Dietz, ci-devant stathouder de Hollande.

Cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la république batave.

IX. La république française n'a point de difficultés à restituer au roi de Prusse les possessions sur la rive gauche du Rhin : en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse; ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

X. Si le roi de Prusse consent à céder à la république française et à la république batave les petites portions de son territoire qui se trouveront sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Lavenaer et autres posses-

sions vers l'Issel, sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, emploiera ses bons offices pour rendre praticables lesdites cessions, et les faire adopter par l'Empire germanique.

L'exécution du présent article ne pourra détruire l'effet de l'article précédent.

XI. Sa majesté l'empereur ne s'oppose pas à l'usage que la république française a fait des fiefs impériaux en faveur de la république ligurienne; sa majesté réunira ses bons offices à ceux de la république française, pour que l'Empire germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie, et spécialement sur les pays qui font partie des républiques cisalpine et ligurienne, ainsi que sur les fiefs impériaux, tels que la Lunigiana et tous ceux situés entre la Toscane, les états de Parme, les républiques ligurienne et lucquoise, et le ci-devant Modénois, lesquels fiefs feront partie de la république cisalpine.

XII. Sa majesté l'empereur et la république française réuniront leurs bons offices, lors de la pacification de l'Empire germanique, pour que les différens princes et états dudit empire, qui se trouveront éprouver quelques pertes de territoire et de droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix, et enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire germanique, et particulièrement les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière, le duc de Wirtemberg et Tech, le margrave de Baden, le duc de Deux-Ponts, le landgrave de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nassau Sarrebruch, de Salm Kirbourg, Lawenstien, Wertheim, et de Wied, Kunckel et le comte de la Legen, obtiennent en Allemagne des indemnités convenables, qui seront réglées d'un commun accord avec la république française.

XIII. Les troupes de sa majesté impériale et royale évacueront, vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, les villes et forteresses de Mayence, Ehrenbreistein, Philisbourg, Manheim, Konigstein, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire germanique, jusqu'à ses états héréditaires.

XIV. Les troupes de la république française évacueront également, vingt-deux jours après l'échange des ratifications du présent traité, la partie des pays vénitiens que doit occuper sa majesté impériale, et notamment les forteresses de Oalma, Nava, Ozopo, Porto-Legnago, et les châteaux de Vérone.

XV. Il ne sera distrait aucune partie de l'artillerie qui se trouvait dans Mayence et dans les forteresses vénitiennes ci-dessus désignées, au moment de leur occupation par les troupes autrichiennes et françaises, ni rien changé à l'état actuel de leurs fortifications.

XVI. Les deux parties contractantes se promettent mutuellement, de la manière la plus obligatoire, de garder le plus profond secret sur les présens articles, patens qu'après la ratification donnée par les deux gouvernemens.

XVII. Les présens articles secrets auront la même force que s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent, signé aujourd'hui.

Ils seront ratifiés, à la même époque, par les deux parties contractantes, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an 6 de la république française une et indivisible). *Signé* BONAPARTE; le marquis de GALLO; LOUIS, comte de COBENTZEL; le comte de MERVELT, général-major; le baron de DEGELMAN.

(3) Page 8.

LES salles du palais étant trop resserrées pour le concours nombreux des spectateurs, le directoire avait jugé convenable de tenir une audience publique et solennelle dans la vaste enceinte de la cour du Luxembourg. On avait dressé un autel à la patrie, où des emblêmes et des trophées retraçaient les faits mémorables de l'armée d'Italie et de son chef; en face s'élevait une estrade destinée à recevoir le directoire, les ministres et les membres du corps diplomatique; au-dessus étaient placées les statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix.

Le directoire avait pris séance: bientôt on entend l'Hymne à la Liberté, et, dans le silence le plus respectueux, on voit s'avancer le ministre des relations extérieures, qui présente au directoire le général Bonaparte. Celui-ci, en remettant au président du directoire la ratification au traité de Campo-Formio, lui dit :

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre; pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre : la constitution de l'an 3 et vous avez triomphé de tous ces obstacles. La religion, la féodalité et le royalisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernemens représentatifs.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. Vous avez fait plus : les deux plus belles parties du monde, si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la Liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées

vont placer deux puissantes nations. J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par sa majesté l'empereur. La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

(4) Page 9.

Il paraît assez sûr que, si la France n'avait pas gardé le silence sur les articles secrets du traité signé à Campo-Formio, le congrès de Rastadt n'aurait pas été exposé à autant de lenteur, ni à d'aussi grands débats. La connaissance de la teneur de ces articles secrets et de la convention militaire conclue à Rastadt aurait empêché d'inutiles discussions sur la base de la négociation; elle eût fait connaître au corps germanique l'étendue du sacrifice qu'on attendait de lui, et le développement successif du plan des plénipotentiaires français n'eût plus paru le résultat d'un projet ambitieux qui menaçait l'indépendance et la sûreté de l'Europe; idée dont s'empara si adroitement le gouvernement anglais, et dont il se servit avec tant de succès pour former une nouvelle coalition, et faire recommencer la guerre.

D'ailleurs, pour donner plus de force aux demandes des plénipotentiaires français, l'armée d'Allemagne, divisée en deux parties, sous les ordres des généraux Hatri et Augereau, s'emparait des forteresses évacuées par les Autrichiens : à mesure qu'elle regagnait les états héréditaires, elle formait le blocus des places occupées par les troupes de l'Empire.

Ainsi tout le poids des armées semblait devoir retomber sur les princes allemands qui s'opposeraient plus longtemps au mode de pacification qui semblait concerté entre la Prusse, l'Autriche et la France : ce qui fit bientôt accorder à cette dernière la cession totale de la rive gauche du Rhin.

Enhardis par ce premier triomphe, les plénipotentiaires français demandèrent d'abord que le mode de prestation des indemnités fût les sécularisations, et, bientôt après, la navigation du Rhin commune exclusivement aux deux nations; la suppression des péages sur les deux rives; la cession à la république des îles du Rhin, du fort de Kelh et de son territoire; la démolition du fort d'Ehrenbreistein; le rétablissement du pont entre les deux Brisach; enfin la cession de cinquante arpens en face de celui d'Huningue, et un chemin pour y arriver.

Cette note inattendue avait jeté la pomme de discorde au milieu du congrès. Où devait s'arrêter, disait-on, cette marche ambitieuse? Maîtresse absolue de la rive gauche du Rhin, fallait-il encore que la France vînt dicter des lois au nord de l'Europe, en dominant également sur la rive droite? Ce n'était plus la nécessité d'une défense légitime par des limites naturelles du Rhin, c'était un plan d'invasion et de conquête. Ces îles demandées comme simple accessoire, par leur étendue territoriale et leur importance pour la navigation et le commerce, équivalaient, ajoutait-on, à une grande principauté, et, par leur position, semblaient compromettre la sûreté et la tranquillité de l'Allemagne. On proposa en conséquence, comme moyen conciliatoire entre les partis, le Thalweg, ou milieu du Rhin, pour limites entre les deux nations, qui auraient chacune les îles qui seraient de son côté.

Mais, tandis que ces négociations se suivaient à Rastadt, le général Bernadotte, ambassadeur de France à la cour de Vienne, était insulté dans son palais; et, au lieu de dissiper l'attroupement qui menaçait de forcer l'hôtel de l'ambassadeur et de se porter aux derniers excès, la troupe, destinée à protéger la sûreté et l'inviola-

bilité de l'ambassadeur français, en était demeurée paisible spectatrice; ce n'avait été qu'après un long intervalle, après que le général Bernadotte eut été abreuvé d'insultes et d'outrages, que la force armée s'était mise en devoir de disperser la multitude.

Le général Bernadotte, n'ayant pu obtenir la réparation qu'il avait droit d'attendre, s'était déterminé à quitter Vienne; mais le gouvernement français, dans l'espoir d'une pacification durable, avait pris la résolution d'envoyer à Seltz, le 28 floréal (17 mai), l'ex-directeur François de Neufchâteau, pour convenir, avec M. le comte de Cobentzel, d'une satisfaction convenable, en réparation de l'outrage fait à la nation française dans la personne de son ambassadeur.

Cependant le député de sa majesté impériale, ayant promis de rendre une satisfaction complète, avait proposé de traiter de quelques objets d'intérêt et d'utilité réciproques entre les deux états. Le directoire y avait consenti; mais, son envoyé s'étant apperçu que, dans le cas où l'Autriche fût de bonne foi, elle voulait s'enrichir des dépouilles des autres puissances, et que ses demandes décelaient l'éloignement de tout arrangement définitif, le comte de Cobentzel ayant d'ailleurs refusé d'accéder à la satisfaction promise, les conférences de Seltz furent entièrement rompues.

En même temps, on se consumait à Rastadt en itératives instances sur les dernières propositions émises de part et d'autre; une force secrète d'inertie semblait enchaîner toutes les volontés; l'impatience française s'en était irritée, elle avait cru entrevoir un projet concerté pour éterniser le congrès et opérer sa dissolution sans aucun résultat; elle se détermina à donner son ultimatum.

La dissémination du cours du Rhin et de ses îles; la liberté de la navigation de ce fleuve; la suppression du péage à Elsfleth, sur le Weser; la faculté d'établir les ponts purement commerciaux sur les deux points du Rhin; la renonciation à toute demande contraire à la constitution française, en faveur de la noblesse immédiate; la république devant se charger des dettes qui auront tourné à l'avantage particulier de la partie des pays devenus français; les lois de l'émigration ne devant avoir leur force que dans les pays réunis, point dans ceux cédés; les troupes de la république ne devant passer sur la rive gauche du Rhin qu'après la pacification; la cession du Fricktal; la renonciation des république française et italienne à toute prétention sur les pays restant à l'Allemagne, moyennant la démolition de Kelh et de Cassel, l'Empire s'engageant à ne plus construire aucun fort ni camp retranché qu'à la distance de huit mille toises de la rive droite du Rhin: si ces articles n'étaient pas acceptés dans le plus court délai, la promesse de la démolition de Kelh et de Cassel ne devait plus avoir son effet, et on devait rester convaincu que l'Empire voulait continuer la guerre.

Ces propositions devinrent, comme toutes les autres, la source de nouveaux débats pendant plusieurs mois.

(5) Page 11.

Ainsi la journée du 18 fructidor avait été une véritable calamité publique; elle avait rompu l'équilibre des pouvoirs; elle avait donné une suprématie absolue à l'autorité exécutive, et porté un coup mortel à la constitution de l'an 3, dont la stabilité dépendait entièrement de l'indépendance réciproque des deux premiers corps de l'état, et de leur sage conduite dans leurs limites respectives.

Dès-lors la puissance législative ne fut plus qu'un ressort mécanique dans la main exécutive, qui ne tarda pas

à abuser de sa force, d'abord en mettant sur les fatales tablettes de proscription des hommes influens sur l'opinion par leurs talens ou leur moralité; en étendant ensuite la déportation à tous les individus inscrits sur la liste des émigrés, et non rayés définitivement; enfin, pour remplir le trésor public, en créant le droit de passe et un code hypothécaire; en étendant les droits du timbre, de l'enregistrement, de l'impôt sur le tabac, et en mobilisant la dette nationale, c'est-à-dire, en la réduisant à un tiers, dérisoirement appelé tiers consolidé.

Mais, pour donner plus de poids à sa conduite, et raffermir l'opinion sur la journée du 18 fructidor, le directoire avait transmis au corps législatif des papiers pris dans les équipages de l'émigré Klinglin, général-major dans l'armée autrichienne, chargé de la correspondance secrète : ces pièces corroboraient celles saisies à Venise dans le porte-feuille de l'émigré d'Entraigues. Le plan de contre-révolution royale prémédité y paraissait développé dans son entier. Bientôt même les découvertes sur les menées contre-révolutionnaires se multiplièrent, en même temps que l'on avait à s'opposer, dans la majorité des départemens de la France, à des insurrections partielles infiniment multipliées; par-tout avaient recommencé le vol des diligences, des deniers publics et des acquéreurs des domaines nationaux, les évasions des prisonniers, les assassinats politiques, les bandes de chauffeurs, etc. Et, quelle que fût la surveillance active du gouvernement français contre les agitateurs payés par l'Angleterre et les partisans des Bourbons, cette famille était loin d'avoir perdu l'espérance de relever en France le trône qu'elle regardait toujours comme le patrimoine héréditaire de ses ancêtres.

(6) Page 12.

Le système de domination politique et absolue sur les peuples et les gouvernemens même des républiques alliées se manifesta ouvertement, de la part du directoire, à l'égard de la république batave, qui subit deux rénovations inopinées dans l'espace de cinq mois.

La première révolution eut lieu le 3 pluviose an 7 (22 janvier 1799). La résistance apportée par quelques provinces, pour fournir les fonds nécessaires à la marche du gouvernement, la détermina; et le parti qui s'empara des rênes du pouvoir accusa les vaincus de fatiguer le peuple pour l'amener à adopter le fédéralisme, l'église prédominante, rendre illusoire la souveraineté du peuple, et ramener le stathoudérat.

Quarante-trois représentans se réunissent dans la nuit du 2 au 3 pluviose (21 au 22 janvier), et signent une protestation; aussitôt les barrières sont fermées, la garde nationale est sous les armes : on convoque les membres de la convention batave; on se forme en comité général; six membres de la commission diplomatique sont arrêtés à domicile, vingt-deux représentans constitués prisonniers dans la salle même de l'assemblée; et, à la déportation près, cette journée fut la répétition de celle du 18 fructidor.

Le lendemain, la représentation nationale, reconstituée, posa de nouvelles bases constitutionnelles, combinées sur les élémens de la constitution française de l'an 3.

Cependant une seconde révolution ne tarda pas à se préparer; le général Daendels en fut le mobile; le 24 prairial (12 juin) fut le jour destiné aux changemens proposés. Le général Daendels, porteur des volontés du directoire français, ne perd pas un instant; il réunit ses amis, ses partisans; tous prêtent le serment de vivre libres, ou de mourir : on nomme un directoire exécutif

intermédiaire ; la fermentation augmente de toutes parts. Le général Daendels, investi d'une dictature suprême, apprend que le corps législatif est formé en comité secret ; qu'il fait prendre les armes à sa garde ; qu'on parle de faire tomber trois ou quatre têtes ; il n'y avait pas un moment à perdre : un directeur est arrêté, les deux autres avaient pris la fuite ; les membres les plus influens du corps législatif sont saisis ; on crée un nouveau pouvoir exécutif, dont le général Daendels est encore l'ame ; et, le 28 prairial (16 juin), on apprend que le pouvoir législatif est confié à d'autres citoyens.

Ainsi l'art de révolutionner ou de changer périodiquement de gouvernement, soit dans la forme, soit dans les personnes, s'étant sensiblement perfectionné par les leçons de l'expérience données sur-tout par la France, on vit s'opérer, sans désordre et sans effusion de sang, le changement des chefs du gouvernement batave, et le peuple, paisible spectateur des rivalités des personnes qui aspirent à le gouverner, célébrer le triomphe du parti vainqueur par des réjouissances publiques.

(7) Page 12.

Après avoir exercé son pouvoir révolutionnaire parmi les Bataves, le directoire français ne tarda pas à troubler la tranquillité naissante de la république cisalpine.

Le 3 ventose (21 février), deux traités d'alliance avaient été signés à Paris par les plénipotentiaires des deux républiques : ces deux actes paraissaient devoir être accueillis avec enthousiasme ; ils excitèrent, au contraire, une discussion des plus orageuses, et ils furent rejetés au conseil des anciens, par une loi du 23 ventose (13 mars).

Il paraît que les motifs de rejet furent l'obligation de fournir, pendant un temps non limité, dix-huit millions pour l'entretien de vingt-cinq mille hommes de troupes

françaises ; celle de fortifier, aux frais de la république, des places destinées à rester entre les mains de garnisons composées en majorité de troupes françaises ; enfin l'engagement de soumettre habituellement l'armée cisalpine au commandement des généraux français.

Le directoire cisalpin publia, à cette époque, une proclamation pour ramener les esprits. Il était aisé de prévoir les conséquences de cette proclamation et du refus du corps législatif.

Le 24 germinal (13 avril), le général Brune, après avoir exigé la démission de deux directeurs et du secrétaire général, après avoir dépossédé de leurs places six membres du conseil des anciens et trois du grand conseil, reconstitua le directoire, en choisissant deux nouveaux directeurs, lesquels s'empressèrent d'ordonner la levée d'une contribution, pour fournir à l'entretien des troupes françaises en Italie, et suspendirent vingt-un membres du conseil des anciens qui avaient refusé leur assentiment aux traités d'alliance. L'adoption de ces traités fut la suite de ces événemens.

Cependant le directoire français n'était pas encore suffisamment satisfait de son ouvrage. Le 13 fructidor (30 août), jour fixé pour consommer l'œuvre préparée clandestinement, vers les neuf heures du soir, les représentans du peuple, mandés par l'ambassadeur Trouvé et le général en chef Brune, se réunissent à l'hôtel de la légation.

Là, l'ambassadeur, en présence du C. Faypoul, commissaire du directoire français, et du général Brune, annonça que, d'après les ordres qu'il venait de recevoir, il était question de substituer, avec quelques modifications à leur constitution, celle que le directoire français avait donnée à la république romaine. La grande majorité des représentans du peuple promit son adhésion, et la minorité crut devoir donner sa démission.

Le plan ainsi concerté, la représentation nationale cisalpine reçut le lendemain un nouveau pacte social, qui fut accepté. Quelle opposition eussent pu apporter les membres d'un corps législatif, frappés de mort par un plénipotentiaire ayant à ses ordres une armée victorieuse ?

(8) Page 17.

DANS cet acte, on déclare formellement que le peuple romain est étranger aux attentats qui ont provoqué le ressentiment de la nation française; on en voue les auteurs à l'exécration publique; on retrace l'oppression sous laquelle a gémi Rome pendant le gouvernement sacerdotal, et on annonce l'abolition, par la volonté du peuple, des autorités civiles et militaires, le renversement de la domination pontificale, et son remplacement par des magistrats populaires, sous les noms de consuls, préfets et édiles : l'arbre de la liberté est planté devant le Capitole et sur toutes les places publiques; les cardinaux, réunis au Vatican, signent leur renonciation absolue au gouvernement temporel.

(9) Page 20.

QU'ÉTAIT devenu le pape pendant le cours des événemens inopinés qui se succédaient à Rome? Ce vieillard, victime de l'imprévoyance de ses conseils, dont l'aveuglement avait précipité sa ruine, avait attendu la destinée qui lui était réservée au fond de ce palais, où jadis ses prédécesseurs faisaient trembler les rois sur leurs trônes: malgré la décrépitude de l'âge, il conservait cette sérénité d'ame qui soutient le courage dans l'adversité, et, ayant été instruit par le général Cervoni, que le peuple avait repris l'exercice de sa souveraineté, il s'était déterminé, le 2 ventose (20 février), à quitter le siége de sa puissance détruite,

et à se retirer en Toscane, dans la chartreuse de Pise.

Mais le sort des armes ayant fait tomber de nouveau Pie VI au pouvoir des Français, à l'époque où le général Scherer entra dans le duché de Toscane, l'évêque de Rome fut arrêté, avec environ quarante personnes qui composaient sa suite.

Ce vieillard, âgé de 82 ans, représenta en vain qu'il lui était impossible de supporter aucune espèce de voiture, on n'eut pas égard à ses justes réclamations; il fut contraint de se mettre en marche. On le conduisit, à travers les Apennins et les Alpes, dans la forteresse de Briançon, où il n'arriva que le 11 floréal an 7 (30 avril 1799), après un voyage de trente-quatre jours, durant lequel on le crut plusieurs fois sur le point de succomber à la fatigue.

Cette conduite impolitique du directoire à l'égard du pontife dépossédé, rattacha à ce vieillard l'intérêt qu'excitent la persécution et le malheur; elle redoubla les sentimens de fanatisme et de haine religieuse contre l'autorité directoriale; elle ébranla de plus en plus la confiance des puissances étrangères; elle confondit toutes les idées des Italiens, que les Français avaient tant d'intérêt à ménager; elle fut improuvée par l'Europe entière: on accusait les Français de manquer au droit des gens, ou du moins de manquer de générosité.

On ne savait à quoi attribuer une pareille conduite, et on cherchait encore quelles pouvaient en être les causes, lorsque, dans la crainte de voir les Russes enlever le pape dans Briançon, le directoire se décida à le faire conduire à travers les Alpes, par Embrun et Grenoble, jusqu'à Valence. Pie VI y trouva la fin de ses longues infortunes; il y mourut le 2 fructidor an 7 (19 août 1799), au moment où l'on voulait encore le transférer à Dijon. Un ministre d'Espagne et l'archevêque de Corinthe, qui l'avaient suivi dans ses pélerinages, firent embaumer son

corps ; ils le placèrent, en habits pontificaux, dans un cercueil de plomb déposé dans l'église cathédrale de Valence.

Le pape Pie VI eut des vertus ; mais il commit l'imprudence d'entrer dans la coalition, au lieu de s'occuper à pacifier l'Europe ; il ne se ressouvint pas d'un mot de ses prédécesseurs : *C'est beaucoup qu'on me le demande.* Enfin il méconnut son siècle, et brisa dans sa main l'anneau religieux, à force de le serrer. On a de lui une réponse précieuse, trop peu connue ; on l'invitait à ajouter un cabinet d'histoire naturelle aux richesses du Vatican : *Non*, répondit-il, *cela mène à l'athéisme.* Cependant Pie VI illustra son pontificat par le Vatican, qu'il orna des chefs-d'œuvres de l'antiquité ; par les magnifiques établissemens qu'il fonda, les voies publiques qu'il ouvrit, les marais Pontins qu'il entreprit de rendre salubres, et le malheur qu'il supporta courageusement jusqu'à la mort.

Le conclave, assemblé à Venise, porta sur la chaire de saint Pierre le cardinal Chiara-Monti, évêque d'Imola, neveu de celui que l'on venait de perdre, et que, dans une partie de l'Europe, on croyait bien devoir être le dernier.

(10) Page 20.

Des séducteurs adroits se répandent parmi les soldats français, exagèrent le tableau de leur dénuement, irritent les mécontens, les excitent à se faire rendre justice, et à exiger le paiement de la solde arriérée qui leur est due ; ils grossissent à leurs yeux l'insatiable avidité de ceux qui flétrissent leurs lauriers ; ils aigrissent leurs esprits : armant ensuite les vertus même des républicains contre les dilapidations nombreuses qui se commettaient par des agens français, ils parviennent à opérer un soulèvement général dans l'armée. Un comité insurrecteur est composé

des officiers de toute arme ; il rédige une adresse, dans laquelle il expose au directoire les griefs qui ont motivé la tenue de leur assemblée.

La première cause de notre conduite, disaient les mandataires de cette armée délibérante, est l'honneur qu'une troupe de brigands cherche à nous enlever : ces hommes se portent dans les plus riches maisons de Rome, se donnant pour receveurs des contributions, et enlèvent l'or, l'argent, les bijoux et tous les objets précieux.

La seconde cause est la misère dans laquelle se trouvent le soldat et l'officier, manquant de tout, privés de leur solde depuis cinq mois.

En vain le général Massena veut-il ramener les insurgés à leur devoir ; en vain veut-il les intimider d'abord, et tente-t-il ensuite de leur parler de leurs propres intérêts ; la fermentation était à son comble. Comment réprimer un tel désordre ? Jamais position n'avait été plus critique : le général Massena remet temporairement le commandement au général Dallemagne, et il se rend à Paris, auprès du directoire.

Les artisans secrets de la discorde crurent alors le moment favorable arrivé pour exterminer tous les Français ainsi divisés ; ils se rassemblèrent, le 8 ventose (26 février), dans le quartier populeux de Transtevère : tout soldat français trouvé isolé est assassiné. Ils eurent bientôt ensuite arboré l'étendard de la rebellion, portant à leur tête l'effigie de la Vierge : ils se précipitèrent d'abord, aux cris de *vive Marie !* vers l'église de Saint-Pierre ; ils en égorgèrent toute la garde ; le massacre allait être général. L'armée reconnaît alors la main homicide qui l'a égarée ; le péril commun rallie tous les esprits ; et déjà les Français, unis et armés, marchent contre les assassins : déjà ceux-ci approchaient du château Saint-Ange avec l'espoir de s'en emparer sans obstacle ; mais ils éprouvent

une vive résistance ; ils sont assaillis de toutes parts ; la garde bourgeoise de Rome vient seconder les Français ; et les rebelles, écrasés par le feu de la mousqueterie, ne tardent pas à être tous mis à mort ou en fuite.

Le général Dallemagne exprima alors, dans une adresse au peuple romain, son indignation contre les vols et les dilapidations, en l'invitant à lui dénoncer les coupables, promettant de les faire punir suivant la rigueur des lois.

Tandis que ces troubles avaient ensanglanté les murs de Rome, le même mouvement s'était communiqué sur les principaux points de l'État Ecclésiastique. Des rassemblemens formés à Castel-Gandolfo, Rocca di Papa, Villetri, s'étaient avancés vers Rome, pour seconder les efforts des rebelles de l'intérieur de la cité ; la commotion avait gagné Marino, Albuno el Castella : la rebellion prenait un accroissement considérable, lorsque le général Murat, se portant à la rencontre des insurgés avec des forces imposantes, les avait attaqués à l'improviste, et était parvenu, après avoir enfoncé leur colonne, à disperser ou à tailler en pièces les débris de cet attroupement. On enleva des otages ; on punit sévèrement les villages qui avaient pris part à la sédition ; on arrêta les principaux moteurs, parmi lesquels beaucoup d'ecclésiastiques et quelques prélats ; et, pour en imposer par un exemple sévère, vingt-deux rebelles pris dans Rome, les armes à la main, furent fusillés.

(11) Page 22.

« L'Italie, disaient les insurgés piémontais, l'Italie elle-même compte sur vous pour être libre ; elle attend de vous le complément de force qui la rappelle à sa première grandeur, et la rende digne des hautes destinées que lui réserve la grande nation, la nation libératrice....

Le génie des héros antiques plane sur l'Italie entière, et leur sang coule dans les veines des vrais Italiens.

« Choisissez entre la gloire et l'infamie : la gloire, c'est d'être libres ; l'infamie, c'est d'être esclaves. Piéféreriez-vous l'amitié factice d'un tyran à l'amitié de la patrie ? ... »

S'adressant ensuite aux Suisses au service de la cour de Turin, ils les engageaient à cesser d'être les satellites volontaires et les soldats stipendiés des rois.

« Militaires de tout grade, de toute classe, voici le jour de l'égalité et de l'indépendance : le brave soldat qui, jusqu'ici, répandit son sang dans les batailles pour un vain despote, sera promu à des grades plus élevés, etc. »

(12) Page 23.

En effet, bientôt le directoire cisalpin avait écrit au général Brune que la cour de Turin, oubliant journellement les droits les plus sacrés d'un bon voisinage, avait souffert que, dans sa capitale, un militaire cisalpin fût traîné par des sbires dans des cachots, lié et garrotté ; que ce grief et beaucoup d'autres lui faisaient réclamer auprès de lui une réparation de la part de la cour de Turin ; que sa conduite envers la république ligurienne, son amie, la violation de son territoire, faisaient douter de la bonne foi des protestasions qu'elle faisait de maintenir la bonne harmonie avec ses voisins.

En même temps, il s'était occupé des moyens de faire respecter sa détermination contre la cour de Turin ; il avait pris en conséquence un arrêté pour la fabrication de cent mille fusils, et avait annoncé que quatre-vingt mille hommes étaient prêts à défendre la république et ses alliés : bientôt après, par ses ordres, le général Lahoz s'était avancé, à la tête des troupes cisalpines, vers les frontières du Piémont, sous le prétexte de soutenir la république ligurienne.

(13) Page 25.

On sait que l'Helvétie formait moins une république que l'association fédérale de plusieurs états indépendans : la forme du gouvernement différait essentiellement dans les treize cantons ; six étaient purement démocratiques ; l'aristocratie dominait dans les sept autres. La différence de ce régime, chez des hommes idolâtres de leur liberté, fut le résultat de la situation politique dans laquelle chacune de ces républiques se trouvait avant son érection en cantons. Les sept cantons, dont le gouvernement était aristocratique, ne consistèrent d'abord que dans une ville principale, dont quelques bourgs et quelques villages dépendaient. Le gouvernement se resserra naturellement parmi les bourgeois de la ville, plus à portée de suivre les assemblées générales. Le temps ayant consolidé ce mode, il subsista malgré les augmentations successives du territoire de ces cités mères. Les cantons démocratiques n'ayant, au contraire, dans leur arrondissement, aucune ville assez considérable pour prétendre à quelque prééminence sur les autres, chaque district fut divisé en communautés, qui avaient un droit égal à la souveraineté, et dans lesquelles les assemblées générales se tenaient alternativement : la pure démocratie s'y conserva. La république des Grisons était aussi démocratique ; elle était partagée en trois cantons, qu'on nommait Ligues.

Cette diversité dans l'organisation politique devait influer sur la manière dont la révolution française serait envisagée chez les Suisses des divers cantons. Des dissentions intérieures augmentaient le ferment de haine, que de fâcheux rapprochemens alimentèrent ; les habitans de Palenza, de Riviera, de Bellinzona, de Lugano, de Locarno, de Mendris, de Valmugio, de Chiavenna, de la Valteline et de Bormio, ayant fait partie autrefois de la Lombardie, paraissaient desirer de se réunir à la république cisalpine.

Le pays de Vaud, situé entre le Jura, le lac de Neuchâtel et celui de Genève, se plaignait des vexations qu'il éprouvait de la part des gouvernemens de Berne et de Fribourg. Les habitans de ce pays sollicitaient vainement de se gouverner eux-mêmes, et de former un quatorzième canton helvétique ; Berne et Fribourg, les considérant comme des sujets qui leur appartenaient par le droit des armes, traitaient ces réclamations d'attentat contre l'autorité légitime. La révolution de France donnait une face différente à ces prétentions réciproques.

(14) Page 30.

Le général Brune aux Suisses.

« Citoyens, les soldats français qui pénètrent dans les vallons que vous habitez, sont vos amis, vos frères ; leurs mains ne portent des armes que pour écraser la tyrannie ; leur seul but est de vous rendre à la liberté que vous chérissez.

« Depuis les premiers jours de la révolution française, la plupart des patriciens qui gouvernent les cantons aristocratiques de la Suisse, ont secondé sourdement les puissances liguées contre la France. Ils ne manqueront pas de publier, pour égarer la bonne foi des plébéiens, que les Français veulent subjuguer l'Helvétie. Braves Suisses, repoussez loin de vous ces perfides suggestions ; l'ambition ni la cupidité ne déshonoreront jamais les démarches que je fais aujourd'hui au nom de la république française.

« Amis des généreux descendans de Guillaume Tell, ce n'est que pour punir les coupables usurpations faites sur votre autorité que je me trouve en armes au milieu de vous. Loin de vos esprits toute inquiétude sur votre sûreté individuelle, sur l'usage de vos propriétés, sur l'exercice

du culte de l'Être Suprême, sur votre indépendance politique, et sur l'intégrité de votre territoire.

« Le gouvernement français, dont je suis l'organe, vous les garantit; ses intentions seront religieusement remplies par mes compagnons d'armes. Soyez libres, la France vous y invite, la nature vous l'ordonne; pour jouir de ce précieux avantage, vous n'avez qu'à vouloir. »

(15) Page 32.

« Il n'est, disaient les généreux descendans de Guillaume Tell, qu'un seul objet sur lequel la France pourrait, d'après ses principes, desirer un changement dans les cantons démocratiques; c'est le régime de quelques districts, regardés par ces cantons comme leurs sujets. Les vœux de la république française ont été prévenus; nous ne reconnaissons plus de sujets, et dès-lors les constitutions, auxquelles nous sommes accoutumés, s'accordent avec les principes professés par les Français. Recevez, Citoyen général, d'un peuple qui, du sein de ses montagnes, ne possède d'autre bien que sa religion et sa liberté, l'assurance qu'il s'efforcera de donner à la république française toutes les preuves de dévouement compatibles avec son indépendance. Nous prenons l'engagement solennel de ne jamais porter les armes contre la république française; donnez-nous l'assurance que l'intention du directoire n'est pas de briser une constitution qui reconnaît pour base la souveraineté du peuple, et qui nous a rendus heureux depuis plusieurs siècles. »

(16) Page 33.

Le commissaire Lecarlier aux peuples des montagnes de la Suisse.

« Défiez-vous des intrigues de l'aristocratie; elle possède, au suprême degré, l'art de dissimuler; elle prend toutes les formes; elle est incorrigible; elle affecte la modération lorsqu'elle est vaincue; mais elle ne cesse de méditer des vengeances, et l'une de ses vengeances est de faire croire qu'il n'y a point de milieu entre la liberté et la licence, et que la liberté n'est autre chose que l'empire du crime et l'absence de toute morale.

« Si, au milieu du tumulte des armes, il s'était glissé, parmi les favoris de la gloire, des enfans perdus de la corruption, du vice et de l'immoralité; si les dilapidations coupables excitaient des plaintes, il est de mon devoir de les examiner, de les rechercher, et de prévenir ou frapper les abus, etc. etc. »

(17) Page 33.

Les Grisons se distinguèrent sur-tout par leur attachement respectueux à leurs anciens usages. L'appareil de la force qui venait de triompher du reste de la Suisse ne put arrêter les efforts des villes d'Appenzel, Schwitz, Underwald, Zug, et de la plus grande partie du canton de Lucerne: à l'aide des retranchemens naturels que lui offrait l'inégalité du terrain, ce peuple belliqueux opposa la plus vive résistance; femmes, enfans, vieillards, tout devint soldat pour la défense commune. Dans cette guerre de postes, au milieu de rochers presque inaccessibles, périrent plus de deux mille Français, attaqués corps à corps par ces montagnards désespérés, qui, en punition de leur attachement à leur ancienne constitution, virent leurs champs dévastés, et leurs sauvages habitations dévorées par les flammes.

Les cantons de Lucerne et d'Underwald se signalèrent par leur énergie: soulevés de toutes parts, ils renversèrent les arbres de la liberté plantés par les Français, les remplacèrent par des croix, et, s'avançant ensuite intrépidement, menacèrent le chef-lieu même de la république hel-

vétique, au point de faire prendre la précautiou de le mettre à l'abri de leur entreprise par une forte garnison française. De son côté, le canton de Zurich s'était ébranlé; il avait armé les habitans des pays de Saint-Gall et de Thurgovie, au nombre de dix mille, et paraissait disposé à opposer une forte défense. Mais la lutte était inégale; la division des esprits avait préparé la chûte de l'indépendance helvétique. Que pouvaient faire quelques cantons isolés, après l'asservissement du plus grand nombre?

Aussi, le 7 floréal (26 avril), les Français entrèrent dans Zurich sans beaucoup d'efforts.

Le 10 suivant, le général Jordy prit 20 canons dans le couvent de Marie, passa aussitôt, sans obstacle, la rivière de Reuss, pénétra dans Zug, où il fit mettre bas les armes à trois mille hommes, qu'il renvoya à leurs charrues, et couronna ce succès par la prise de douze canons, douze drapeaux et six mille fusils.

Le 11, Lucerne tomba au pouvoir des Français.

Le 15, les troupes de Schwitz capitulèrent. Ce fut alors que l'on s'empara des immenses trésors amoncelés au monastère de Notre-Dame des Hermites. Cette riche découverte semblait réservée aux mains du trop célèbre Rapinat, qui venait d'arriver à l'armée en remplacement du commissaire Lecarlier, appelé au ministère de la police, et dont la réputation était demeurée intacte pendant ses fonctions en Suisse.

Le 18, les cantons de Glaris et de Schwitz se déterminérent à conclure leur paix. La prise de Sion vint bientôt après enlever toute espérance aux insurgés, et elle fut le terme de la résistance des habitans des cantons démocratiques, armés pour le maintien de leur antique pacte social.

(18) Page 34.

On avait élevé de fortes plaintes au sujet de ces rapines; mais le directoire français, au lieu de rappeler quelques agens infidèles et oppresseurs qui pesaient sur le peuple helvétique, investit, au contraire, son commissaire près l'armée française en Helvétie, de tous les pouvoirs civils, politiques et financiers, avec toute la compétence et l'étendue convenables aux intérêts de la république française.

Le commissaire Rapinat fit publier cet arrêté comme un acte apologétique de sa conduite; mais le désordre, dès ce moment, fit encore de plus grands progrès.

Cependant le directoire helvétique avait provoqué la révélation, devant lui, des griefs, tant des autorités que des particuliers qui auraient souffert quelques faits graves et oppressifs à la charge d'un individu, quel qu'il fût, appartenant aux armées françaises.

Le corps législatif avait applaudi à cette mesure courageuse, et le gouvernement, pour couper la racine du brigandage, avait fait apposer les scellés sur tous les dépôts et sur les caisses publiques; mais le commissaire Rapinat s'était joué de cette mesure, et, secondé par ses agens Rouhière et Pommiers, il avait fait briser les scellés, et emporter le riche trésor de Zurich.

La conduite de Rapinat, ses écrits, avaient excité la profonde indignation du corps législatif; le commissaire Mengaud s'en était expliqué lui-même avec force, en provoquant le zèle du directoire helvétique: enfin, le C. Zeltner, plénipotentiaire helvétique auprès de la république française, avait aussi porté officiellement les plaintes les plus fortes contre ces excès; il avait représenté au directoire combien ce peuple belliqueux tenait avec énergie à sa religion, à sa démocratie pure et à ses anciennes mœurs; que tout ce qui portait l'empreinte de l'infidélité et de l'op-

pression excitait son indignation, et que l'on courait le danger de rendre l'Helvétie le théâtre de scènes peut-être plus horribles encore que celles de la Vendée.

Le résultat des conférences qui eurent lieu entre les envoyés du directoire helvétique et les chefs du gouvernement français, fut la réduction de six millions sur les contributions imposées, le rappel de Rapinat, et la conclusion d'un traité d'alliance offensive et défensive entre les deux républiques.

(19) Page 37.

Au moment où la flotte française parut devant Malte, on n'y avait fait aucun préparatif de défense; on assure que le consul de France, Carason, avait fait prévenir l'amiral Brueix que les Maltais, mécontens du gouvernement de l'ordre, n'attendaient que des secours pour secouer le joug.

A la vue du péril, le prince de Rohan, grand sénéchal de l'ordre, fut chargé du commandement des milices.

Le 21, à quatre heures après midi, Bonaparte avait requis, par l'organe du consul Carason, le conseil du grand-maître de recevoir dans le port de Malte l'armée française. Elle s'étendait depuis Gose jusqu'à Marsa, Sirocco, et menaçait en même temps tous les points attaquables.

Le grand-maître avait répondu par une lettre, dans laquelle il priait Bonaparte de mettre par écrit ses demandes, en lui observant que les lois de l'ordre et celles de la neutralité ne permettaient pas d'admettre dans le port des forces aussi redoutables. On a prétendu qu'en remettant cette lettre à Bonaparte, à bord de l'Orient, le consul Carason l'assura que quatre mille Maltais offraient de faire main basse sur les chevaliers à la première bombe que la flotte française jetterait sur la ville.

Le conseil assemblé attendait avec inquiétude le retour

du consul français : il ne revint pas. On fut convaincu alors que l'île serait attaquée le lendemain matin : les ordres furent donnés trop tard pour la défense, et la protection d'environ huit lieues de côtes accessibles. L'ordre de Malte disposait d'environ sept mille hommes; deux cents gardes du grand-maître, le bataillon des vaisseaux quatre cents hommes, le bataillon des galères trois cents, environ cent canonniers, un corps de douze cents chasseurs, douze cents matelots servant de canonniers, et trois mille hommes de milices.

Le 22, à quatre heures du matin, l'armée française avait pris terre à Goze, à Cumin, à Molleha, au Salmon, à Saint-Georges, à Saint-Julien, à la Tomborella; elle n'éprouva aucune résistance. Le découragement se montrait par-tout : on disait que l'île était vendue aux Français par le grand-maître, et que ceux qui entreprendraient de se défendre seraient victimes de leur vain dévouement. Ces propos augmentaient l'insouciance générale.

Le grand-maître, enfermé dans son palais, ne donnait que des ordres contradictoires. Les Maltais fuyaient devant une patrouille de Français; cent soldats de cette nation, débarqués à Saint-Georges et à Saint-Julien, avaient fait fuir un régiment de milices.

En même temps, une colonne française marchait rapidement sur la cité vieille; elle n'avait ni munitions, ni canons, ni garnison, ni même de commandant militaire : les habitans n'avaient pas tardé à ouvrir les portes à la première sommation. A dix heures du matin, toute la campagne, toutes les tours, excepté celle de Marsa-Sirocco, étaient au pouvoir des Français. A midi, il ne restait au service de l'ordre que quatre mille hommes, qui marquaient peu de bonne volonté : il fallait défendre la ville, la Coroner, le Bourg, l'île de la Sangle, les forts Mauzel-Tignié, Ricasoli et Saint-Ange. On aurait dû abandonner

les forts éloignés les uns des autres pour rassembler toutes les forces dans la ville, après en avoir fait sortir les personnes suspectes ; par ce moyen, on aurait pu se maintenir pendant quelques mois, et attendre du secours.

Une terreur panique avait saisi le bailli de Saint-Tropes : à neuf heures du soir, il avait abandonné l'île de la Sangle, pour se réfugier dans la ville ; à minuit, les principaux habitans, craignant de voir la ville écrasée par les bombes, s'étaient rendus au palais, et avaient proposé au grand-maître de capituler : on avait assemblé sur-le-champ le conseil privé, où il avait été décidé d'envoyer à Bonaparte le bailli de Sousa et le consul de Hollande, pour traiter de la capitulation ; le 23, à cinq heures du matin, tous les forts avaient reçu l'ordre de ne plus tirer. On était convenu que Bonaparte serait reçu dans la ville, et la flotte dans le port, pendant la journée du 24, et que, sous la médiation du chargé d'affaires d'Espagne, on règlerait la manière dont l'ordre devait être traité.

Ainsi l'île de Malte, célèbre par la bonté de ses fortifications, fut enlevée par un coup de main. Les Français y trouvèrent deux vaisseaux, une frégate, trois galères, trente mille fusils, onze mille barils de poudre, des vivres en abondance, et trois millions de francs dans le trésor, ou dans la sacristie de Saint-Jean.

(20) Page 38.

Avant d'opérer son débarquement, Bonaparte avait fait sonder les habitans de ce pays, et préparer les esprits en faveur des Français ; mais il n'avait pas tardé à se convaincre qu'Alexandrie était disposée à faire une résistance opiniâtre. Il n'y avait donc pas un instant à perdre ; il fallait tout à la fois intimider les assiégés par une attaque violente, écarter tout secours, et gagner de vitesse

avant que la flotte anglaise pût compromettre l'expédition, en s'opposant au débarquement. Il est donc résolu : malgré le déchaînement des vents, une partie des troupes gagne la terre à une heure du matin ; Bonaparte est à leur tête ; on n'a pu débarquer ni chevaux ni canons : mais il fallait profiter de la nuit, et, à deux heures et demie du matin, on se mit en marche sur trois colonnes. On rencontre d'abord, sur les hauteurs qui dominent la ville, un corps de trois cents Arabes qui sont culbutés, et s'enfoncent dans le désert ; on ne tarde pas ensuite à appercevoir la colonne de Pompée : des cris horribles d'hommes, de femmes et d'enfans, et une canonnade qui démasque quelques pièces, font connaître les intentions de l'ennemi. Bonaparte fait battre le pas de charge ; l'attaque d'Alexandrie commence, et bientôt ses murs sont couverts de Français, qui ne tardent pas à pénétrer dans la ville. Bonaparte fait battre la générale, et porter des propositions de paix, avec l'assurance du respect pour les propriétés, les personnes, la liberté, la religion ; dès-lors les imans, les cheikhs, les cherifs, se présentent : on leur renouvelle l'assurance des dispositions amicales et pacifiques de la république française ; ils se retirent pleins de confiance ; et les forts du Phare sont remis aux Français, qui prennent en même temps possession de la ville et des deux ports.

Maître d'Alexandrie, qui donnait un port assuré pour la flotte, et des moyens de défense, en cas d'attaque par les Anglais, il fallait, pour assurer ces avantages, profiter de la terreur qu'inspirait l'armée française, et marcher contre les Mamelouks avant qu'ils eussent le temps de former un plan d'attaque ou de défense : en conséquence, on s'était rendu maître d'Alexandrie le 17 messidor (5 juillet) ; le lendemain, l'armée se mit en marche pour le Caire, et, ce jour-là même, le général Desaix

arrivait, avec sa division, à Demenhour, après avoir traversé quinze lieues de désert; le 20 du même mois, les autres divisions, avec trois cents cavaliers montés sur des chevaux épuisés par la traversée, et une artillerie assez mal attelée, arrivèrent sur le même point: en même temps, le général Dugua, à la tête de la division Kleber, resté blessé à Alexandrie, était parti pour protéger l'entrée de la flottille française dans le Nil, s'emparer de Rosette, et suivre la route du Caire, sur la rive gauche du Nil, afin de se réunir, ainsi que la flottille, à l'armée, par Rahmanié.

Le 22, au lever du soleil, l'armée se met en marche pour Rahmanié; à neuf heures du matin, trois divisions avaient pris position: le soldat découvre alors le Nil; il s'y précipite tout habillé, et s'abreuve d'une eau délicieuse; depuis cinq jours, il n'avait pu s'en procurer une seule goutte de potable.

Arrivé à Rahmanié le 22, on se décide à y séjourner le 23 et le 24, afin d'y attendre la division Menou, la flottille, et donner quelque repos au soldat, épuisé par la marche et les privations, et aux chevaux, affaiblis et harassés par les fatigues de la mer.

La division Menou arrive; elle est suivie par la flottille, le 24; cette nuit même, l'armée part pour Miniel-Salamé; elle y couche, et, le 25, elle se met en marche pour livrer bataille à l'ennemi par-tout où elle pourra le rencontrer.

Les Mamelouks, au nombre de quatre mille, étaient une lieue plus loin; leur droite au village de Chebreisse, où ils avaient placé quelques canons, et leur gauche au Nil, sur lequel ils avaient une flottille.

Bonaparte avait ordonné à la flottille française de se diriger de manière à appuyer la gauche de l'armée sur le Nil: malheureusement, la violence des vents la força

de précipiter sa marche, et elle est bientôt engagée avec la flottille ennemie. Le bruit du canon fait alors connaître cet événement au général en chef; il fait marcher l'armée au pas de charge; elle était composée de cinq divisions, chacune formée en carré, qui présente six hommes de hauteur à chaque face; l'artillerie est aux angles; les grenadiers flanquent les divisions; la cavalerie et les bagages sont au centre; les sapeurs, les dépôts d'artillerie, prennent position, et se barricadent dans deux villages, pour servir de point de retraite.

Les Mamelouks s'ébranlent, on les laisse approcher jusqu'à la portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque, et son feu met tout en fuite. Animée par ce premier succès, l'armée s'ébranle; elle a bientôt emporté le village de Chebreisse: la déroute des Mamelouks est complète, ils fuient, en désordre, vers le Caire; leur flottille prend également la fuite, en remontant le Nil.

Le 26, l'armée se remet en marche, continuellement harcelée par les Arabes, obligée de subsister avec des lentilles, ou de mauvaises galettes que le soldat faisait lui-même en écrasant du blé.

Le 1er thermidor (19 juillet), l'armée arrive à Omm-el-Dinar, à la pointe du Delta, où le Nil se partage en deux branches, celle de Damiette et celle de Rosette.

Bonaparte en part le 2, pour se rendre à Embabé, où Mourad-Bey s'était retranché, à la hauteur du Caire, avec six mille Mamelouks et une foule d'Arabes et de Fellahs.

A deux heures après midi, l'armée n'était plus qu'à trois quarts de lieue d'Embabé; on apperçoit de loin le corps des Mamelouks: la chaleur était brûlante, le soldat excédé de fatigue; on fait halte, et bientôt on voit, sur la droite, les Mamelouks qui se forment. Jamais on ne vit un spectacle plus imposant: les Mamelouks, cou-

verts d'armes étincelantes, paraissaient sur la droite; on voyait en arrière, sur la gauche, les fameuses pyramides, et derrière la droite, le Nil, le Caire, le Mokattam et les champs de l'ancienne Memphis.

L'armée, impatiente d'en venir aux mains, est rangée en bataille comme à Chebreisse. La ligne, formée, dans l'ordre, par échelons et par divisions qui se flanquent, refusait sa droite; elle s'ébranle, les Mamelouks la préviennent : mais en vain essaient-ils de pénétrer dans ces bataillons hérissés de baïonnettes, et couverts de feu; leurs rangs sont éclaircis par le grand nombre de morts et de blessés qui tombent sur le champ de bataille, et bientôt ils s'éloignent en désordre.

Pendant ce combat, trois divisions marchent sur le village retranché d'Embabé; les Mamelouks se démasquent, et font jouer quarante mauvaises pièces d'artillerie; les divisions se précipitent alors avec plus d'impétuosité, et ne laissent pas à l'ennemi le temps de recharger ses canons : les retranchemens sont enlevés à la baïonnette; le camp et le village d'Embabé sont au pouvoir des Français; quinze cents Mamelouks à cheval, et autant de Fellahs, font en vain des prodiges de valeur, aucun d'eux ne veut se rendre, aucun d'eux n'échappe à la fureur des soldats; tous sont ou passés au fil de l'épée, ou noyés dans le Nil; quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les bagages et les vivres de l'ennemi, tombent entre les mains du vainqueur. Il y avait quinze jours que le soldat n'avait pour toute nourriture qu'un peu de légumes, sans pain; les vivres trouvés dans le camp des ennemis leur font faire un repas délicieux.

La prise d'Embabé forçait Mourad-Bey à assurer sa retraite; mais sa cavalerie est bientôt repliée; et l'armée, en marche depuis deux heures du matin, quoiqu'il en fût six du soir, la poursuit jusqu'à Gizeh, où elle prend position, après dix-neuf heures de marches ou de combats, et avoir mis en fuite le reste de l'armée de Mourad-Bey.

Le lendemain 4 thermidor (22 juillet), les grands du Caire se présentent sur le Nil, offrant de remettre la ville au pouvoir des Français; ils demandent protection pour la ville, et protestent de sa soumission.

Bonaparte les reçoit, leur assure amitié, protection et respect pour les mœurs, les usages et la religion du pays; et, le 7, il porte son quartier-général au Caire.

Au moment où les Français étaient entrés au Caire, l'armée des Mamelouks s'était séparée en deux corps : l'un, commandé par Mourad-Bey, suivait la route de la haute Égypte; l'autre, sous les ordres d'Ibrahim-Bey, avait pris la route de Syrie. Le général Desaix avait été chargé de poursuivre le premier; le général Leclerc reçut l'ordre d'observer le dernier, et fut bientôt suivi par les divisions Bon, Regnier et Menou, qui marchèrent pour livrer bataille à Ibrahim-Bey, détruire son corps, le chasser d'Égypte, et qui réussirent, après l'avoir battu au village de Salahié, à le forcer de fuir en Syrie.

Ce fut en revenant de cette expédition, que Bonaparte apprit, le 27 thermidor (14 août), la nouvelle et les détails du funeste combat d'Aboukir.

Cependant, après avoir reçu, d'un autre côté, la nouvelle des succès du général Desaix contre Mourad-Bey, Bonaparte avait formé le projet de marcher en Syrie, pour châtier le Djezzar; il venait de faire mettre aux fers un officier français qui lui avait porté des paroles de paix : c'était d'ailleurs en Syrie où pouvaient se faire les préparatifs d'une expédition contre l'Égypte, dans le cas où la Porte se réunît aux ennemis de la France.

On s'occupait des préparatifs de l'expédition de Syrie; la plus grande tranquillité n'avait cessé de régner dans

la ville du Caire; tout à coup des indices d'une sédition prochaine se manifestent : le 30 vendémiaire an 8 (22 octobre 1799), à la pointe du jour, des rassemblemens se forment dans divers quartiers de la ville, et sur-tout à la grande mosquée. Le général Dupuy, commandant de la place, s'avance, à la tête d'une faible escorte, pour les dissiper; il est assassiné avec plusieurs officiers et quelques dragons : la sédition devient aussitôt générale; tous les Français que les révoltés rencontrent sont égorgés; les Arabes se montrent aux portes de la ville.

La générale est battue; les Français s'arment, ils marchent contre les rebelles avec du canon; ceux-ci se retranchent dans leurs mosquées, d'où ils font un feu violent; les mosquées sont bientôt enfoncées; un combat terrible s'engage; des batteries placées sur différentes hauteurs, et le canon de la citadelle, tirent sur la ville; le quartier des rebelles et la grande mosquée sont incendiés; les cherifs et les principaux du Caire viennent enfin implorer la générosité des vainqueurs et la clémence de Bonaparte; un pardon général est aussitôt accordé à la ville, et, le 2 brumaire (23 octobre), l'ordre est entièrement rétabli.

Après avoir imprimé à tout le pays la terreur de ses armes, s'être occupé de l'administration intérieure, des sciences, du commerce, des arts, Bonaparte était allé visiter Suez, les côtes de la mer Rouge, et le fameux canal destiné à établir la communication entre cette mer et le Nil; il revenait de cette importante course, lorsqu'il apprit que le Djezzar, pacha de Syrie, s'était emparé du fort de El-Arych, qui défendait les frontières de l'Égypte : ces mouvemens hostiles ne laissaient plus de doute sur les intentions du Djezzar et de la Porte, qui venaient de déclarer la guerre à la France. Aussitôt arrivé au Caire, Bonaparte réunit l'armée qui doit le suivre en Syrie.

Cette armée avait commencé à se mettre en mouvement le 4 pluviose (24 janvier); le 30, le fort d'El-Arych était investi, et, le 2 ventose, la garnison, forte de seize cents hommes, avait mis bas les armes; le 6, l'armée, arrivée à Kan-Iounes, avait éprouvé une véritable jouissance à son entrée dans les plaines de Ghazah et à l'aspect des montagnes de la Syrie : après avoir traversé soixante lieues de désert, elle avait trouvé enfin le puits de Reffat, qui donne de l'eau en grande abondance.

Le 7, l'armée s'était mise en marche : en se dirigeant sur Ghazah, elle avait vu les ennemis se retirer devant elle, et, bientôt après, elle s'était trouvée maîtresse de la ville et du fort; il renfermait seize milliers de poudre, une grande quantité de cartouches, des munitions de guerre, quelques pièces de canon, cent mille rations de biscuit, du riz, des tentes, et une grande quantité d'orge.

Le 10, on avait marché sur Jaffa, où l'ennemi rassemblait ses forces; l'on y était arrivé le 13; les ennemis s'étant retirés dans l'intérieur de la place, deux divisions en forment l'investissement; le 14 et le 15, la tranchée est ouverte; le 16, on commence à canonner la place; la brèche est jugée praticable à quatre heures du soir; l'assaut est ordonné; la garnison, poursuivie, se défend avec acharnement; elle refuse de poser les armes, elle est passée au fil de l'épée, et l'on ne tarde pas à être entièrement maître de la ville et des forts.

Le 25, l'armée bivouaque à la tour de Zeta; le 26, la division Kleber entre dans Caissa, où l'on trouve vingt mille rations de biscuit, et autant de riz; le 27, on marche sur Saint-Jean-d'Acre; le 30, on ouvre la tranchée à environ cent cinquante toises de la place, après avoir établi le blocus de manière à repousser les sorties avec avantage, et à empêcher toute communication : mais on

n'avait point encore de nouvelles de l'artillerie embarquée à Alexandrie.

Le 2 germinal (22 mars), le commodore anglais Smith, après avoir été repoussé de Caissa, était venu mouiller devant Acre.

La prise de Jaffa avait donné à l'armée française une confiance qui lui avait fait considérer la place d'Acre avec trop peu d'importance, et traiter comme une affaire de campagne un siége qui exigeait toutes les ressources de l'art; privé sur-tout, comme on l'était, de l'artillerie et des munitions nécessaires à l'attaque d'une place environnée d'un bon mur flanqué de bonnes tours, avec fossé revêtu d'une contrescarpe.

De tous les côtés, les Turcs étaient parvenus à rassembler différens corps de troupes, qui se dirigeaient des bords du Jourdain vers Acre, pour en faire lever le siége. Bonaparte avait reconnu les inconvéniens d'un combat devant la place d'Acre; il avait fait partir le général Murat pour dégager le fort de Saffet, et marcher vers le Jourdain. Le général Kleber s'était porté sur Nazareth, pour soutenir le général Junot; il avait fait savoir qu'il partirait le 25 germinal, pour tourner l'ennemi dans ses positions de Fouli et de Tabarié, le surprendre et l'attaquer de nuit dans son camp.

Bonaparte se décide alors à partir le 26, où il prend position sur les hauteurs de Safarié, afin de marcher, le 27, sur Fouli; à neuf heures du matin, il découvre Fouli et le Mont-Thabor; il apperçoit, à environ trois lieues, la division Kleber aux prises avec l'ennemi, dont les forces paraissaient être de vingt-cinq mille hommes, au milieu desquels se battaient deux mille Français; on voyait aussi, à deux lieues en arrière du champ de bataille, le camp des Mamelouks. Après cette espèce de reconnaissance, Bonaparte fait ses dispositions pour tourner l'ennemi, le séparer de son camp, lui couper la retraite sur Genny, où étaient ses magasins, et le culbuter dans le Jourdain.

Le général Kleber, qui avait déjà plusieurs fois repoussé la cavalerie ennemie, averti par un coup de canon de l'approche de Bonaparte, quitte la défensive, attaque et enlève à la baïonnette le village de Fouli, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, et continue sa marche, au pas de charge, sur la cavalerie, qui est en même temps attaquée par le général Rampon.

Le désordre est dans tous les rangs, l'ennemi ne sait plus à quel parti s'arrêter; il se voit coupé de son camp, séparé de ses magasins, entouré de tous côtés; il cherche enfin un refuge derrière le Mont-Thabor, et voit périr un grand nombre des siens, en traversant le Jourdain à gué.

Le général Murat avait, de son côté, parfaitement rempli le but de sa mission; l'adjudant-général Leturq avait surpris le camp des Mamelouks.

Ainsi le résultat de cette bataille avait été la défaite de vingt-cinq mille hommes de cavalerie, dix mille d'infanterie, par quatre mille Français; la prise de tous les magasins de l'ennemi, de son camp, et sa fuite, en désordre, vers Damas, après avoir perdu plus de cinq mille hommes.

Après cette expédition, Bonaparte était rentré au camp d'Acre, où il avait fait continuer le siége de la place avec une plus grande vigueur; mais, privé de l'artillerie nécessaire pour en précipiter la prise, instruit des projets de descente en Égypte des Anglais et des Turcs réunis, informé de la multitude d'insurrections qui se succédaient de toutes parts, croyant son but rempli, puisqu'il avait déconcerté les plans de ses ennemis, le général en chef s'était déterminé à revenir en Égypte. La peste faisait des

progrès effrayans en Syrie ; le siége d'Acre pouvait encore être long et meurtrier : tout rappelait donc Bonaparte vers le Caire, et il céda aux considérations, qui lui ordonnaient de lever le siége d'Acre.

Pendant la nuit du 28 floréal (17 mars), on avait commencé l'évacuation des blessés, des malades, et du parc d'artillerie ; celle de campagne avait remplacé aux batteries celle de siége : on était parvenu à détruire, par des mines et à la sape, un aqueduc de plusieurs lieues, qui conduisait l'eau à la ville ; on avait réduit en cendres les magasins et les moissons qui étaient aux environs d'Acre ; on avait jeté à la mer tous les objets inutiles ; à neuf heures du soir, le 1er prairial (20 mai), on bat la générale, et le siége est levé après soixante jours de tranchée ouverte ; le 26 du même mois (14 juin), l'armée arrive au Caire dans le meilleur ordre, après quatre mois d'une campagne pénible et sanglante.

Pendant qu'au nord Bonaparte battait, dans la Syrie, les armées qu'Ibrahim-Bey et Djezzar se disposaient à conduire contre lui, le général Desaix, au midi, chassait de la haute Égypte Mourad-Bey, qui s'y était réfugié après la bataille des pyramides, et prévenait le général en chef que la marche des beys, combinée avec le mouvement des Arabes, annonçait le dessein de protéger un débarquement, soit à la tour des Arabes, soit à Aboukir. En conséquence de cette nouvelle, qui confirmait Bonaparte dans la conviction où il était qu'il n'avait détruit qu'une partie du plan général d'attaque combiné entre la Porte et l'Angleterre, le général en chef s'était hâté d'organiser son armée, et d'en remplir tous les cadres, afin de la mettre promptement en état de marcher à de nouveaux combats. Cette sage précaution ne tarda pas à être infiniment utile : Bonaparte reçut bientôt après la nouvelle qu'une flotte turque, de cent voiles, avait mouillé

à Aboukir, et annonçait des vues hostiles contre Alexandrie.

Les ordres sont aussitôt donnés pour la sûreté de la haute Égypte, du Caire, d'Alexandrie, de Rosette, de Damiette ; les dispositions sont faites pour empêcher Mourad-Bey, ainsi que les Arabes, d'occuper l'Oasis du lac Natron ; et, les 2 et 3 thermidor (20 et 21 juillet), l'armée était réunie à Rahmanié : c'est là où Bonaparte apprend que les vaisseaux turcs, mouillés à Aboukir le 24 messidor (12 juillet), avaient débarqué environ trois mille hommes, qui avaient attaqué, le 27, la redoute qu'ils avaient enlevée de vive force, et que le fort d'Aboukir s'était rendu le même jour, quoiqu'il eût pu tenir plus long-temps.

Après de pareils succès, on devait croire que les Turcs deviendraient entreprenans, et marcheraient sur Rosette ou sur Alexandrie ; mais on apprit qu'ils s'établissaient et se retranchaient dans la presqu'île d'Aboukir ; qu'ils formaient des magasins ; qu'ils organisaient les Arabes ; qu'ils recevaient chaque jour de nouvelles forces, et qu'ils semblaient ne plus attendre, pour se porter en avant, que Mourad-Bey et ses Mamelouks.

Bonaparte se décide alors à prendre position au village de Birket, situé sur le canal d'Alexandrie, à l'un des angles du lac Mahadié, d'où il pouvait se porter également sur l'Eter, Rosette, Alexandrie et Aboukir, avec la facilité d'y resserrer l'ennemi, de lui rendre plus difficile sa communication avec le pays, et d'intercepter les secours qu'il pouvait attendre des Arabes et des Mamelouks.

Arrivée le 5 thermidor (23 juillet) à Birket, l'armée en était partie dans la nuit du 5, pour se rapprocher davantage d'Alexandrie, où s'était transporté le quartier-général. D'après des reconnaissances et les rapports des espions, Mustapha-Pacha, commandant l'armée turque,

avait débarqué quinze mille hommes, beaucoup d'artillerie, une centaine de chevaux, et s'occupait à se retrancher : sa première ligne était à une demi-lieue environ d'Aboukir. Mille hommes occupaient un mamelon de sables retranché, à sa droite, sur le bord de la mer, soutenu par un village occupé par douze cents hommes et quatre pièces de canon ; sa gauche était sur une montagne de sables, à gauche de la presqu'île, isolée à six cents toises en avant de la première ligne ; quelques chaloupes canonnières paraissaient placées pour défendre l'espace de cette position à la seconde ligne ; il y avait deux mille hommes environ et six pièces de canon. L'ennemi avait sa seconde position en arrière du village, à trois cents toises ; son centre était établi à la redoute qu'il avait enlevée ; sa droite était placée derrière un retranchement prolongé depuis la redoute jusqu'à la mer ; sa gauche, en partant de la redoute vers la mer, occupait des mamelons et la plage qui se trouvait à la fois sous les feux de la redoute et sous ceux des chaloupes canonnières. Il avait, dans cette seconde position, à peu près sept mille hommes, et douze pièces de canon : à cent cinquante toises derrière la redoute se trouvaient le village d'Aboukir et le fort, occupés ensemble par environ quinze cents hommes. Quatre-vingts hommes à cheval formaient la suite du pacha.

Après deux heures de marche, l'avant-garde française se trouve en présence de l'ennemi ; la fusillade s'engage avec les tirailleurs ; Bonaparte fait ses dispositions d'attaque.

Trois bataillons marchent pour enlever la hauteur de la droite de l'ennemi ; un piquet de cavalerie doit couper la retraite de ce corps sur le village.

La division Lanes se porte sur la montagne à la gauche de la première ligne ; deux escadrons de cavalerie doivent couper la retraite.

Le reste de la cavalerie marche au centre.

La division Lanusse reste en seconde ligne.

La droite de l'ennemi est forcée et sabrée dans sa retraite, la gauche est mise en fuite ; mais, coupés par la cavalerie et un peloton des guides, les deux mille hommes qui la composent sont obligés de se jeter à la mer ; aucun n'évite la mort.

Les trois bataillons qui avaient forcé la droite marchent au village, ils le tournent ; la 32e l'attaque de front ; la résistance est vive : un corps de la seconde ligne marchait pour le soutenir, la cavalerie le culbute dans la mer ; le village est emporté, et l'ennemi poursuivi jusqu'à la redoute, centre de sa seconde position.

Pendant que les troupes reprennent haleine, on met des canons en position au village et le long de la mer : bientôt les trois bataillons qui avaient commencé l'attaque en forment le centre contre la redoute ; la 18e marche le long de la mer, pour enlever la droite des Turcs ; la 32e tient en échec les ennemis, et soutient la 18e ; la cavalerie attaque la gauche ; arrêtée par le feu de la redoute, elle revient plusieurs fois à la charge, et accumule les morts devant elle : la 18e attaquait alors la droite ; les Turcs cherchaient à arracher les baïonnettes ; on se battait corps à corps ; mais le feu de la redoute oblige la 18e à se retirer sur le village. Les Turcs, malgré le feu meurtrier du village, étaient sortis de leurs retranchemens pour couper la tête des morts et des blessés, et obtenir l'aigrette d'argent accordée à tout militaire qui apporte la tête d'un ennemi. Le général Lanes, à la tête d'un bataillon de la 22e légère et d'un autre de la 69e, saisit ce moment ; il attaque la redoute par sa gauche et par sa gorge ; les deux bataillons, auxquels s'en est joint un autre de la 75e, sautent dans le fossé ; ils sont bientôt sur le parapet et dans la redoute : en même temps, la 18e

s'était jetée de nouveau, au pas de charge, contre la droite. La déroute est complète; l'ennemi, en désordre, trouve par-tout les baïonnettes et la mort : pour l'éviter, dix mille hommes se précipitent dans la mer, où ils sont fusillés et mitraillés; aucun ne se sauve. Mustapha-Pacha est pris avec deux cents Turcs; deux mille restent sur le champ de bataille; toutes les tentes, tous les bagages et vingt pièces de canon, tombent au pouvoir des Français.

Dans la nuit, l'escadre ennemie communique avec le fort; les troupes qui y étaient restées se réorganisent; on établit des batteries de mortiers et de canons, pour le réduire; le 15 thermidor (1er août), le château n'était plus qu'un monceau de pierres; l'ennemi n'avait point de communication avec l'escadre, il mourait de faim et de soif; il prend le parti de jeter ses armes, et de venir en foule embrasser les genoux du vainqueur.

Ainsi l'affaire d'Aboukir, qui coûta à la Porte dix-huit mille hommes et une grande quantité de canons, termina les glorieux travaux de Bonaparte en Égypte.

(21) Page 38.

INSTRUITS alors de la marche des Russes dans la Pologne, les plénipotentiaires français avaient déclaré à la députation de l'Empire,

« Que, si la diète de Ratisbonne consentait à l'entrée des troupes russes sur le territoire impérial, ou même si elle ne s'y opposait pas efficacement, la marche de l'armée russe, sur le territoire germanique, serait regardée comme une violation de neutralité de la part de l'Empire; que les négociations de Rastadt seraient rompues, et que la république et l'Empire se retrouveraient sur le pied où étaient les deux états avant la signature des préliminaires de Leoben et la conclusion de l'armistice. »

C'était à regret que les princes, amis de la paix, envisageaient la rupture forcée des négociations; aussi, en réponse à la note des ministres français, déclarèrent-ils qu'ils avaient envoyé leurs réclamations à la diète, en l'invitant à les prendre en considération, afin d'accélérer la paix avec l'Empire. En effet, un parti puissant et éclairé paraissait déterminé à faire une paix séparée et à se détacher de l'empereur.

Deux jours après, la note de la députation de l'Empire fut rejetée par la commission impériale; aussitôt la légation française donna communication officielle de la proclamation du directoire.

(22) Page 43.

DEPUIS une époque assez reculée, la plus grande partie de l'or et de l'argent, dans le royaume de Naples, était déposée dans six banques publiques, fondées par les monts de piété, et administrées avec la plus grande fidélité. Les caissiers de ces banques auraient été punis de mort, s'ils avaient émis le billet de la plus légère valeur, sans en avoir reçu les fonds en numéraire. Ces billets, garantis par le dépôt réel de l'argent, et portant un intérêt raisonnable, s'appelaient *fedi di eredito*; les avantages offerts au commerce par leur circulation, en avaient multiplié l'usage, et leur établissement ayant été confirmé par les cours suprêmes de justice, presque tous les paiemens s'effectuaient par des *fedi di eredito*.

Ni le temps, ni les nombreuses révolutions éprouvées par le royaume de Naples n'avaient altéré le crédit de ces banques; le peuple et le gouvernement montraient à l'envi un respect religieux envers cette propriété publique : les deux tiers du numéraire de Naples se trouvaient concentrés dans les caisses des six banques publiques, au moment où Ferdinand VI osa violer ce dépôt sacré.

(23) Page 43.

Des émissaires de la cour se hâtèrent d'échanger les nouveaux billets de banque dans les caisses des provinces à un escompte considérable ; cette manœuvre fit passer dans les mains du roi tout l'argent des particuliers : ils ne soupçonnaient pas la ruse perfide employée par la cour contre eux.

(24) Page 43.

On paya ces objets en *fedi di eredito*, ou en bons sur des bénéfices ecclésiastiques. Dans le même édit, la moitié de la valeur des objets cachés était offerte en récompense aux dénonciateurs des individus qui, dans un mois, n'auraient pas obéi à la loi. Cette tournure jeta une si grande défiance dans les familles, que presque tous les possesseurs de métaux précieux cédèrent à cet odieux abus du pouvoir.

(25) Page 57.

Quelle était donc cette manière de faire la guerre de la part de ce général Mack, qui jouissait d'une si grande réputation militaire parmi les ennemis, et dont on vit continuellement tous les vastes plans échouer, moins par sa faute, dit-on, que par celle des événemens ou des hommes employés sous ses ordres ? Mais ici, indépendamment de la faute capitale de n'avoir pas cherché à couper l'armée française en marchant sur Catalupo, comment concevoir qu'à la tête de soixante-dix mille hommes, n'ayant à en combattre que dix-huit à vingt, infiniment disséminés et séparés par de hautes montagnes, le général Mack n'ait pas attaqué toute la ligne occupée par les Français, en distribuant ses forces de manière à les accabler par-tout à la fois ? Et, dans le cas où il eût l'unique but de les tourner

avec sa gauche, en les chassant d'abord de Rome, et se portant ensuite rapidement sur le chemin de Florence, pourquoi faisait-il attaquer leur gauche et leur centre par environ quinze mille hommes, tandis qu'il restait dans une espèce d'inaction, à la tête de quarante mille, devant leur droite, qui en avait à peine six ou sept mille ? Pourquoi ensuite, quand il a attaqué cette droite, qui a été obligée de s'acculer aux montagnes, s'est-il amusé à s'arrêter à Rome ? Pourquoi ne l'a-t-il pas poursuivie ? Pourquoi aussi n'a-t-il pas fait passer l'ordre à Livourne, aux troupes napolitaines qui venaient d'y débarquer, de marcher sur les derrières de cette droite déjà si faible ? Pourquoi cette fuite précipitée, après la bataille de Nepi, d'abord derrière le Teverone, ensuite jusque derrière le Volturne ? Ce sont là, ce nous semble, des fautes si grossières, si peu croyables de la part de l'officier-général le plus ignorant, qu'elles nous paraissent des énigmes de la part d'un officier qui avait acquis la réputation du général Mack.

(26) Page 57.

Au moment où le général Championet arriva à Rome, pour y commander l'armée, il n'était peut-être plus temps de délibérer sur le parti qu'on avait à prendre ; menacé ou attaqué de toutes parts, il fallait songer uniquement à tirer parti de la fâcheuse position dans laquelle on se trouvait, moins encore cependant pour entreprendre une guerre défensive, que pour faire une retraite glorieuse. Ainsi le directoire n'avait-il pas eu un si grand tort ; instruit des préparatifs du roi des Deux-Siciles, des mauvaises intentions du duc de Toscane, de la marche des troupes russes, des mouvemens de celles autrichiennes, de donner des ordres à l'armée française pour, à la moindre apparence d'un mouvement hostile, se retirer sur les frontières de la Cisalpine. Sans doute aussi telles furent les in-

tentions du général Championet; mais les premiers succès de la gauche de l'armée française, la résistance opiniâtre et heureuse du centre, l'inaction incompréhensible du général Mack contre la droite, la mauvaise distribution de ses forces, les dispositions fautives de son plan d'attaque; tout dut engager le général français à profiter des avantages inattendus qu'il venait de remporter en prenant la défensive, et à compter sur de nouveaux succès, si le général des Napolitains continuait à tirer aussi mal parti des moyens immenses qu'il avait à sa disposition. Et assurément il ne fut pas trompé dans ses conjectures; d'après la conduite du général Mack, soit après avoir poussé la droite des Français au-delà de Rome, soit par le peu de parti qu'il sut tirer des Napolitains débarqués à Livourne, soit par son attaque sur Nepi, soit enfin après avoir été battu, ou plutôt repoussé à Otricoli, Calvi et Catalupo, par sa retraite précipitée derrière le Teverone, et celle plus incompréhensible encore derrière le Volturne.

Mais, après avoir profité habilement d'événemens aussi inattendus, et pour lesquels il n'avait été permis de former raisonnablement aucune conjecture, tant ils étaient peu dans l'ordre ordinaire des combinaisons militaires, était-il prudent, était-il sage de s'arrêter au projet de conquérir le royaume de Naples? Les forces du général Championet s'étaient-elles accrues? ses moyens s'étaient-ils augmentés? le directoire songeait-il à venir à son secours? avait-il reçu des ordres impérieux de hasarder cette périlleuse entreprise? les Russes n'entraient-ils pas en Allemagne? Livourne n'était-il pas occupé par six mille Napolitains? les Autrichiens n'étaient-ils pas sur le point de pénétrer en Italie par Bellinzone? ne se réunissaient-ils pas sur les bords de l'Adige? le général Mack n'avait-il pas encore plus de cinquante mille hommes à ses ordres? enfin, ces forces n'étaient-elles pas augmentées par la haine des Napolitains

contre les Français, et les moyens sans nombre qu'avait le roi, secondé par les prêtres, pour tirer un grand parti de leur propension au fanatisme?

Et, après tout, en supposant des succès, que l'on ne dut qu'à des événemens surnaturels et à la conduite toujours plus inouie du général Mack, ou des troupes napolitaines et des insurgés, en courant les risques de perdre vingt mille hommes, qui devenaient tous les jours plus nécessaires pour la défense de l'Italie, en quoi pouvait être avantageuse à la France la conquête du royaume de Naples? Etait-ce pour avoir la mince jouissance de faire une république à l'extrémité de la presqu'île italique? Car, quoique favorisé par tous les événemens concourans à une réussite inespérée, on aurait dû calculer d'avance que l'on serait encore bien peu avancé. En effet, le roi, forcé de quitter sa capitale, ne l'était pas de perdre, on oserait dire la certitude d'y rentrer; et, indépendamment de la fausse démarche de jeter les fondemens d'établissemens peu durables, on devait calculer d'avance qu'obligé, plus tôt que plus tard, d'évacuer Naples et abandonner la république parthénopéenne à ses propres forces, on laisserait ces républicains naissans exposés à toutes les cruautés auxquelles se livreraient naturellement un roi faible, une reine, un ministre et des prêtres offensés.

Ce fut donc une démarche bien inconsidérée de la part du général Championet, de penser à envahir le royaume de Naples dans un moment où il aurait été bien plus sage peut-être, après avoir pris les précautions nécessaires, d'abandonner Rome pour se porter sur l'Adige.

(27) Page 64.

Les articles de l'armistice étaient:

1° Qu'on rendrait la ville de Capoue armée telle qu'elle était, et munie de ses magasins en tous genres; 2° que les

Français s'établiraient sur la rivière du Lagni, gardant le ponte Salice, le ponte Rotto, le ponte Carbonara, occupant Accera, Benevento, et longeant jusqu'à l'Adriatique; 3° Qu'il serait payé à l'armée dix millions, dont cinq de suite, les autres dans un temps donné; 4° Que les Napolitains chasseraient de leurs ports tous les vaisseaux en guerre contre la république; 5° qu'on se préviendrait trois jours d'avance en cas de reprise des hostilités: on stipula plusieurs autres conditions, toutes avantageuses aux Français.

(28) Page 65.

On est forcé de marcher d'étonnement en étonnement dans cette campagne de Naples, et c'est à qui y fera le plus d'imprudence ou y commettra les fautes les plus grossières. A voir le général Mack attaquer aussi faiblement les Français à l'entrée de la campagne, à le voir ensuite profiter aussi peu et aussi mal de ses premiers avantages et de la faiblesse de son ennemi, à le voir enfin fuir de Catalupo à Capoue, on croit trouver le mot de l'énigme qu'on avait osé traiter d'abord d'ignorance et même de lâcheté. Lorsqu'on voit tous les peuples du royaume de Naples se soulever, attaquer à la fois, sur tous les points, avec courage et acharnement, les différentes divisions de l'armée française, disséminées des bords de la mer Adriatique à ceux de la mer Méditerranée, depuis Pescara jusqu'aux portes de Capoue; quand, malgré la valeur des Français, on les voit dans le plus grand péril, sans subsistances, sans munitions de guerre, sans argent, harcelés, repoussés, quelquefois battus, enfin dans la position la plus critique, et n'osant entrevoir aucune possibilité de ne pas succomber sous le poids de la multitude de causes destructrices dont ils étaient accablés; cependant quel doit être l'étonnement du lecteur, lorsqu'il voit encore le général Mack choisir ce moment, non pas pour attaquer les Français, qu'il sait aux abois, et qui avaient commis la double faute de hasarder la division Lemoine sur la rive gauche du Volturne, et celle du général Rey, sur la rive droite de la même rivière, exposée aux attaques des Napolitains renfermés dans Capoue, mais pour se mettre à la discrétion du général Championet, et le presser de dicter à l'armée napolitaine les conditions d'un armistice, en lui abandonnant tout le royaume, excepté Naples? Il serait hors d'œuvre de s'appesantir sur une pareille conduite, dont il doit suffire d'avoir donné l'historique pour la laisser ensuite juger par le lecteur, et sur-tout par les prôneurs des grands talens militaires du général Mack.

(29) Page 65.

On donne le nom de Lazzaroni, dans Naples, à la partie des habitans la plus robuste et la plus pauvre de cette ville. Ce nom vient de Lazzare, représenté dans l'Histoire Ecclésiastique sous l'emblème d'un pauvre couvert de haillons. Ces Lazzaroni ont des lois particulières; ils s'assemblent toutes les fois qu'ils en ont besoin, et le gouvernement ne saurait s'y opposer: ils sont en si grand nombre, que le gouvernement ne réussirait pas à les réduire en servitude. Ils aident la police dans les émeutes partielles dont les fautes du gouvernement ne sont pas la cause. Ces Lazzaroni, fort attachés à leur confraternité, ne sont point jaloux des avantages des classes supérieures; ils ne commettent aucun désordre, ils sont honnêtes et bons. Il ne faut pas les confondre, à cause de leur pauvreté, avec la lie de la nation, remplie sur-tout de filous plus industrieux à Naples que ceux de Paris et de Londres.

Les Lazzaroni choisissent un chef, pour qui la cour montre beaucoup d'égards. On l'appelle *Capo Lazzaro;* son devoir est de faire respecter ses associés, et d'empêcher qu'il ne leur soit fait aucun tort. Il est sans exemple qu'au-

cun de ces chefs se soit laissé corrompre. Il nomme des assesseurs; c'est un véritable tribun du peuple, sans robe magistrale et sans gardes. Il a le droit de faire des représentations aux ministres du roi; il est alors accompagné par autant de ses associés qu'il peut en avoir besoin. Le *Capo Lazzaro* a le droit d'assister à certaines cérémonies publiques. Lorsque la reine accouche, il se présente en grand cortége pour être assuré du sexe de l'enfant: cet enfant est mis entre les mains de ce chef; il le présente au peuple. Il est présent au tirage du loto et à plusieurs cérémonies de l'église. Son habit n'est pas différent de celui de ses confrères; mais on le respecte par-tout, comme ayant à ses ordres quarante mille hommes, auxquels se joindraient les bateliers, les pêcheurs de la Chiaïa et tout le bas peuple.

Les Lazzaroni ne sont pas toujours déguenillés: les jours de fêtes on les voit toujours vêtus galamment, mais toujours dans leur costume, avec des mouchoirs de soie, des boucles d'argent aux souliers et aux jarretières.

(30) Page 70.

Le général Championet aux Napolitains.

« Vous êtes libres; profitez, jouissez de ce précieux avantage, c'est le seul prix que le gouvernement français veut obtenir de la conquête qu'il vient de faire. S'il existe parmi vous des hommes amoureux de l'ancien gouvernement, qu'ils fuient loin de vous. Si l'armée française prend aujourd'hui le titre d'armée de Naples, c'est l'effet de son engagement solennel de ne servir désormais que votre cause, de ne prendre les armes que pour maintenir et consolider votre indépendance.

« Le peuple napolitain ne doit pas craindre que les Français attentent sur la liberté de son culte public, ni sur les droits sacrés de sa propriété. Des autorités républicaines, qui vont être créées, rétabliront le bonheur et la tranquillité sur les bases d'une administration paternelle; qu'elles dissipent les frayeurs de l'ignorance, qu'elles calment les fureurs du fanatisme, avec un zèle égal à celui qu'employait la perfidie pour aigrir et irriter les Napolitains contre les Français. »

(31) Page 75.

On devrait juger, par cet exposé, des progrès de la science de la guerre, et sentir combien serait importante une nouvelle étude de l'application des principes et des moyens de l'art à des parties du globe si étendues, que tel pays, dont les limites naturelles circonscrivaient autrefois les plus vastes combinaisons militaires, n'est plus aujourd'hui qu'une portion de l'immense théâtre de la guerre.

Quoique les divers accidens du terrain n'aient rien perdu de leur importance et de leurs avantages, s'ils sont combinés avec la tactique des différentes armes, cependant les positions d'armée, les places et les postes, ont, dans le nouveau système, des rapports différens relativement à l'ensemble et au but général.

(32) Page 86.

Nous avons cru intéressant, pour l'histoire et pour les militaires, de faire connaître ici les raisons du général Bernadotte exposées au directoire, afin de motiver son refus. D'une part, elles donnent la plus haute idée des connaissances militaires et du jugement du général Bernadotte; de l'autre, elles donnent des lumières sur l'offensive et la défensive de l'Italie en général, et en particulier, de la partie comprise depuis le Mincio jusqu'au-delà des états de

Venise ; enfin elles disculpent en grande partie le général Scherer, que des hommes passionnés ou mal instruits accusèrent dans le temps, et accusent encore, d'avoir été la seule cause de tous nos malheurs en Italie dans la campagne de l'an 7.

Les motifs du refus du général Bernadotte avaient deux objets ; la partie purement militaire, et celle d'administration militaire.

Motifs purement militaires.

	hommes.
L'armée d'Italie devait être composée, en infanterie, de vingt-trois demi-brigades, formant	59,070
Troupes à cheval	7,574
Artillerie et génie	4,473
En troupes piémontaises, polonaises, liguriennes, cisalpines, suisses et grisones, dans le Piémont	32,802
TOTAL GÉNÉRAL	103,919

Dans ce nombre ne sont point comprises les garnisons des îles de Corse, de Malte et de Corfou, dépendant de l'arrondissement de l'armée d'Italie.

D'après le plan de campagne arrêté par le directoire, ces troupes devaient être réparties, sans que le général en chef pût rien y changer, dans le Piémont, la Ligurie, Lucques, la Cisalpine, la Valteline et les garnisons des différentes places, cinquante mille hommes, dont la plupart conscrits et troupes auxiliaires ; ces troupes étaient destinées à maintenir le pays, et à alimenter l'armée. Il restait cinquante-trois mille hommes pour agir offensivement sur l'Adige, au premier ordre du directoire, et lier les mouvemens de l'armée d'Italie avec ceux de l'Helvétie.

D'après ce plan, il fallait faire remonter l'Adige à quinze mille hommes, pour se porter sur Trente, attendu que l'armée d'Italie ne pouvait se porter en avant de Vérone, si sa gauche n'était pas couverte.

Dans le cas où l'armée impériale voudrait défendre le passage de l'Adige dans les environs de Vérone, l'armée française serait obligée de lui livrer bataille ; et, si elle battait les Autrichiens et les repoussait sur la Brenta, elle se trouverait encore affaiblie de trois mille hommes, qui devraient rester dans Vérone, et de six mille, qui devraient marcher pour investir Porto-Legnago, afin d'en faire ensuite le siége, conjointement avec un corps de troupes tiré de Mantoue.

L'ennemi battu sur l'Adige, et retiré derrière la Brenta, si l'armée française, déjà réduite à trente mille hommes, marche pour forcer le passage de cette rivière, elle devra, pour conserver son flanc droit, envoyer des partis du côté de la Chiusa, pour observer les débarquemens que l'ennemi pourrait tenter sur ce point, afin de se porter sur les derrières de l'armée : ces petits corps serviraient aussi à couvrir l'investissement de Porto-Legnago.

Si l'ennemi est battu sur la Brenta, et qu'il se retire derrière la Piave, l'armée d'Italie, obligée alors de se porter sur Treviso, ne pourra plus faire un pas au-delà : obligée d'envoyer un corps de cinq à six mille hommes dans les environs de Mestre, pour combattre tous les débarquemens qui pourraient venir de Venise, elle se trouvera réduite à vingt mille hommes, et hors d'état de pouvoir tenter le passage de la Piave ; les troupes restées dans la Cisalpine et la Ligurie pouvant à peine remplacer les malades, les blessés et les morts ; les troupes restées dans le Piémont y étant toutes nécessaires pour protéger les lacs de Côme et d'Iseo, dans le cas où les ennemis eussent quelques succès dans les Grisons, et voulussent

pénétrer sur le flanc gauche et les derrières de l'armée.

On ne doit pas oublier que le front de l'armée d'Italie est immense, et qu'elle a à combattre dans des pays très-difficiles : une simple comparaison entre l'époque où l'armée d'Italie a ouvert la campagne de l'an 5 et sa position présente prouvera la justesse des observations précédentes.

L'armée d'Italie, en débutant dans cette campagne, avait traité avec le pape ; vingt mille hommes pénétraient par Trente ; une autre division venait de la Romagne, se portait sur Mantoue, et suivait le mouvement des quatre grandes divisions, formant quarante-huit mille hommes, qui forçaient le passage de la Piave, de la Livenza et du Tagliamento. L'armée d'Italie n'avait pas encore Venise pour ennemie ; cette ville, au contraire, lui était d'une grande ressource ; Porto-Legnago et les forts de Vérone, dont les Français étaient les maîtres, les mettaient à l'abri d'une insurrection de la part des Vénitiens.

L'armée d'Italie était donc dans une position brillante. Les trésors du pays et les places fortes des Vénitiens étaient à sa disposition ; elle avait à lutter contre une armée découragée, composée des débris échappés de la bataille de Rivoli, commandée par des généraux intimidés ; le prince Charles n'avait pu arriver en même temps que les troupes françaises venues du Rhin ; les corps autrichiens tirés de l'armée du Danube étaient sans direction, errant dans les montagnes de la Carinthie, et n'ayant jamais pu joindre l'armée du prince Charles qu'après la signature des préliminaires à Leoben, tant Bonaparte avait mis de la célérité dans ses mouvemens, et avait multiplié ses attaques pour empêcher cette réunion.

Au moment, au contraire, où le général Bernadotte faisait ses observations, l'armée impériale était forte de cent douze à cent vingt mille hommes ; les places de Palma-Nova, d'Ozopo, de Porto-Legnago et de Venise, lui fournissaient de grands moyens ; et tous les avantages qu'avait l'armée d'Italie en l'an 5 étaient, en l'an 7, dans la main des ennemis.

Cependant, malgré la grande supériorité des Autrichiens en forces et en positions avantageuses, le général Bernadotte pensait qu'avec soixante-dix mille hommes disponibles on pourrait forcer les ennemis dans leurs positions, insurger l'état vénitien, arriver sur Lizonzo, et diriger ensuite sa marche sur Vienne, ainsi que le voulait le plan de campagne projeté.

Motifs d'administration militaire.

La partie administrative d'une armée coïncidant toujours avec les opérations militaires, le général en chef, qui est responsable envers le gouvernement de l'exécution de ces mêmes opérations, doit nécessairement avoir la haute police sur toutes les personnes qui composent l'armée, et les ordres que les circonstances forcent de donner doivent être religieusement suivis, sous la responsabilité du général envers le gouvernement sur les abus de pouvoir qu'il aurait pu commettre.

Les grandes attributions d'un commissaire civil près d'une armée le rendant indépendant d'un général, elles peuvent heurter celui-ci ; dès-lors cette confiance, ce respect que l'armée doit nécessairement avoir pour le chef qui la conduit, se trouvent affaiblis ; et le peuple conquis, qui mesure toujours sa confiance sur la somme d'autorité dont le général se trouve investi par son gouvernement, ne laisse pas échapper une occasion de secouer l'autorité militaire, la seule qui puisse le maintenir.

L'article VII de l'arrêté du 5 frimaire ne permet pas au général en chef de revenir sur une erreur dans les

contributions imposées, et il ne souffre point que le général, mieux instruit sur les localités, les modifie sans l'avis du commissaire civil : dans ce cas, le général d'armée est dépendant de ce commissaire, et il est privé de la douceur d'alléger la misère d'un pays trop rigoureusement imposé.

L'article II ordonne aux généraux qui auront besoin de fonds pour les dépenses extraordinaires ou secrètes, d'en faire la demande au commissaire civil; celui-ci doit délivrer, à la vérité, des ordonnances pour l'acquit, pourvu toutefois que la demande s'accorde avec la situation de la caisse : ainsi un commissaire, en mésintelligence avec le général en chef, ne manquera jamais de trouver un prétexte pour retarder la remise des fonds, et faire manquer en conséquence la reddition d'une place, le soulèvement d'un pays, l'insurrection d'un corps ennemi, l'espionnage, etc. Ainsi les opérations les plus importantes se trouveront à la merci du caractère, et quelquefois de la mauvaise humeur, ou de l'impatriotisme du commissaire civil.

L'article XV donne au commissaire civil le droit de disposer, en faveur des fournisseurs ou tout autre, des caisses, dépôts, magasins, de quelque nature qu'ils soient, pris en pays ennemi. Le général d'armée n'a donc plus alors cette satisfaction agréable et consolante de savoir par lui-même si le gouvernement profite de ses prises, si les dépenses du trésor public sont diminuées d'autant, et si les efforts des défenseurs de la patrie tournent au profit du peuple français.

Ces observations prouvent assez qu'un commissaire, qui peut contrarier, arrêter ou rivaliser le général, est extrêmement nuisible, dangereux, et peut lui seul occasionner la défection d'une armée.

(33) Page 88.

Rien ne prouve mieux sans doute les avantages du gouvernement fédératif, que les immenses progrès en tout genre qu'ont faits les États-Unis, dans un si court espace de temps, sous ce régime paternel, démocratique et représentatif.

Cependant il ne faut pas se dissimuler que le gouvernement fédéral semble sur-tout convenir ou aux vastes états déjà peuplés et policés, qui comprennent, ainsi que l'Allemagne, l'Italie, une assez grande quantité de peuples différant entre eux par leur climat, leur sol, leurs habitudes, leurs mœurs, leurs caractères, leur nourriture; ou aux états que la nature semble avoir séparés, quoique réunis sous le même gouvernement, comme la Suisse, les États-Unis, l'Angleterre.

Ce gouvernement a le grand avantage d'être en même temps à l'abri du despotisme du chef qu'il choisit pour le gouverner, et de n'être pas exposé aux vexations d'une milice qui, quelquefois, peut être tentée d'abuser de sa force, quand on la tient continuellement sur pied.

Il est très-favorable à la liberté et à l'égalité politique, à la sûreté des propriétés et des personnes, à l'émulation, à l'instruction, à l'agriculture, au commerce, aux arts.

Enfin ce gouvernement, dont on écarte les castes privilégiées, où l'on tolère toutes les religions, et dans lequel chaque individu, faisant partie d'un petit état, devient plus nécessairement ami de l'état, et peut être moins exposé que tout autre aux factions, aux bouleversemens et aux variations.

(34) Page 114.

Afin d'inquiéter les Français dans le Brescian, et de faciliter les opérations des Autrichiens sur l'Adige, le comte

de Bellegarde avait fait attaquer les postes qui se trouvaient hors des villages de Genale, Brebione et Gardola; et, après les avoir poussés jusqu'à Piover, ce village ayant été emporté malgré la vigoureuse résistance des Français, ceux-ci s'étaient retirés, partie sur les montagnes, partie à Gargnano : mais, les ennemis ayant emporté d'assaut le poste de Saint-Antoine, les Français avaient été obligés de se retirer de Brebione, de Bagolino, de Gargnano, de la Rocca-d'Anfo, et bientôt après de Vione, où ils s'étaient embarqués, au nombre d'environ huit cents hommes, pour se retirer, par Bertonne, sur Brescia; dès-lors les Autrichiens occupèrent Bertonne, Trevis et Enno, sur la rive gauche de la Chiesa, Idro, Sotto-Fusino et Lavigione.

(35) Page 115.

En considérant les suites funestes pour les Français de la bataille perdue par le général Scherer, entre Vérone et Mantoue, on a pu observer que les avantages qu'il avait pu se promettre de la victoire ne balançaient point les désastres qu'entraînaient la nécessité de sortir du Mantouan, la dispersion des garnisons, la réduction de l'armée, l'isolement des places et des postes sur les deux rives du Pô, et l'abandon de l'armée du général Magdonal; tandis, au contraire, que le général Krai, quand même il eût été complètement battu, trouvait, en repassant l'Adige, les premières colonnes de l'armée russe, et reprenait l'offensive.

A l'ouverture de la campagne de 1701, le prince Eugène, ayant des forces à peu près égales à celles du maréchal de Catinat, qui avait aussi jeté une garnison dans Mantoue, et défendait la rive droite de l'Adige, passa cette rivière après diverses manœuvres, que le général Krai a presque répétées sur les mêmes points. Le fameux combat de Carpi, bien moins important que la bataille de Magnau, força pourtant le maréchal de Catinat à se retirer successivement au-delà du Mincio, de la Chiesa et de l'Oglio; mais le maréchal de Catinat avait été forcé de suivre les plans de la cour, et, quand il s'éloigna de Mantoue pour couvrir le Milanais, objet principal de la guerre, il n'avait pas un tiers de ses forces dans le royaume de Naples, une division dans la Toscane, et il n'avait pas non plus en sa possession toutes les places au-delà du Pô. Ainsi la retraite du maréchal de Catinat, ainsi que celle du général Scherer, furent occasionnées par la perte d'une bataille sur les bords de l'Adige.

(36) Page 116.

L'espoir de la coalition se fondait sur l'expérience et l'habileté du maréchal de Souworof.

Quel était donc cet homme extraordinaire, dont la renommée retentissait dans toute l'Europe, et qui semblait prédestiné à subjuguer les Français, comme il avait fait fuir les Polonais? La singularité de mœurs, d'habitudes et de conduite de ce général russe, était marquée au coin d'un caractère particulier propre à en imposer au soldat. Souworof vivait en Scythe, et combattait en Cosaque; religieux, il excitait le fanatisme par son exemple; artisan de son élévation, il n'oubliait jamais le rang de simple soldat dont il était sorti; ses pratiques superstitieuses frappaient les sens et les idées d'un peuple crédule, encore au berceau des connaissances humaines.... Ardent et infatigable, ferme dans le malheur, habitué à combattre les peuples civilisés comme les hordes barbares, il s'était fait un art de la guerre propre à déconcerter quelquefois le plus habile tacticien.

En arrivant à Vérone, le maréchal fut présenté à l'armée autrichienne comme l'ange tutélaire envoyé pour

lui ouvrir le chemin de la victoire ; on exalta les esprits par le récit de ses brillantes campagnes, et l'on parvint à fanatiser en quelque sorte les soldats, sous les rapports des idées religieuses auxquelles le maréchal se montrait scrupuleusement attaché. On peut observer cependant que, si la réputation du maréchal de Souworof n'avait pas été aidée et soutenue par plus de cent mille excellens soldats, il est très-probable qu'il n'eût eu aucun succès en Italie.

(37) Page 118.

Pour pouvoir poursuivre l'ennemi avec succès, il fallait s'emparer de Brescia ; c'est une grande ville peuplée d'environ quarante mille habitans ; elle est située au pied des montagnes, mais dans une plaine riante, arrosée par les petites rivières de Garza et de Melo, qui la traversent ; elle était environnée d'un mur qui empêchait tout au plus de la prendre par surprise ; son château, placé sur une petite éminence, était très-mauvais.

Le baron de Krai, après avoir fait les dispositions nécessaires pour attaquer la ville, avait fait sommer le commandant français de se rendre : sur sa réponse négative, on avait commencé à battre la ville, et, en moins de deux heures, plusieurs batteries ayant été démontées, la garnison avait été obligée de se retirer dans la citadelle, où elle ne tarda pas à capituler dès l'instant où elle s'apperçut des préparatifs des Autrichiens pour monter à l'assaut.

On blâma, dans le temps, le général Scherer de n'avoir pas fait évacuer Brescia dès l'instant où il se fut convaincu de la nécessité de passer l'Oglio, cette ville n'ayant pu nullement servir pour couvrir sa retraite, n'étant point en état de soutenir un siége, et contenant onze cents hommes, qui auraient été bien plus utiles à l'armée.

(38) Page 126.

Le passage de l'Adda fut tenté vainement, le 16 août 1705, par les alliés, sous les ordres du prince Eugène, contre l'armée française commandée par le duc de Vendôme, précisément à Cassano, poste à jamais fameux par ces deux sanglantes batailles, dont la comparaison et l'issue pourraient donner lieu à une intéressante discussion.

Le général Moreau avait fait à Cassano, pour s'opposer au passage de l'Adda, à peu près les mêmes dispositions de défense que le duc de Vendôme. Le général Souworof était à Treviglio, dans le camp qu'avait autrefois occupé le prince Eugène ; le général Melas attaqua les retranchemens du canal Ritorto à peu près de la même manière que l'avait fait le prince d'Anhalt, à la tête des Prussiens, alors auxiliaires des Impériaux, comme les Russes l'étaient dans ce dernier passage.

Le prince Eugène avait aussi tenté de surprendre au duc de Vendôme, comme le maréchal de Souworof le fit au général Moreau, un passage sur le haut Adda, à la faveur des mêmes escarpemens, au détour rapide du fleuve, à peu près au même endroit où le général Chasteler le fit exécuter ; mais les vues du prince Eugène ne furent pas aussi bien ni aussi heureusement remplies que celles du maréchal de Souworof. Son projet étant découvert, il fut obligé de retirer son pont sur le haut Adda, trop difficilement, trop lentement construit ; il tenta alors de surprendre une marche au duc de Vendôme, en se portant sur Cassano ; mais, quand il attaqua ce poste et les retranchemens qui couvraient le pont, le duc de Vendôme, bien loin d'être obligé de diviser ses forces, comme le général Moreau, fut secondé par une partie de l'armée du grand prieur, tandis que le général Moreau dut dé-

garnir le centre de sa ligne pour renforcer sa gauche.[1] Au reste, dans la circonstance dont il est question, l'armée austro-russe était tellement supérieure en nombre, que la défense du passage de l'Adda aurait dû paraître impossible au général français, qui, comme nous l'avons déjà observé, eût fait peut-être plus sagement de prendre le parti de se retirer sur-le-champ au-delà du Tésin, et de conserver à l'armée plus de huit mille hommes, tués, blessés, ou faits prisonniers.

Ce qui pourrait confirmer encore davantage dans cette opinion, c'est que, vu le peu de monde qu'il avait à ses ordres, le général Moreau, voulant surveiller l'ennemi sur le haut et le bas Adda, avait été obligé de confier à la seule division Serrurier la défense de la rivière, depuis Trezzo jusqu'à Pozzo et Brivio, ce qui contenait un espace de plus de trois milles d'Italie, et fut attaqué par la droite et le centre de l'armée austro-russe; aussi le général Wuckasowich passa-t-il l'Adda à Brivio, et le général Ott à Trezzo : peut-être est-il vrai que le passage à Trezzo eût pu et dû être mieux surveillé, puisque, si l'on en croit les historiens militaires allemands, de minuit à cinq heures du matin, dans la nuit du 7 au 8 floréal (26 au 27 avril), tous les pontons et poutres nécessaires pour jeter un pont sous Treviso furent transportés à bras. Pendant cette opération, on fit passer sur la rive droite de l'Adda trente chasseurs et cinquante-six volontaires, qui restèrent tranquilles au pied du rocher escarpé sur lequel est bâti le château de Trezzo. A cinq heures et demie, le pont étant achevé (sans que les Français parussent en avoir eu la moindre connaissance), quatre compagnies de chasseurs, un régiment de Cosaques

[1] *Voyez*, sur la première bataille de Cassano, le tome troisième de cet ouvrage, page 261.

et quatre bataillons d'infanterie, passèrent le fleuve pour commencer l'attaque contre les corps français postés derrière Trezzo, qui, surpris et tournés de toutes parts, furent obligés de reculer d'abord jusqu'à Pozzo..... L'établissement dans une nuit de ce pont, dans l'endroit le plus difficile de la rivière, sous un château gardé par les Français, et à quelques pas de leur camp, paraîtra toujours prouver une négligence de précautions et de surveillance de la part des commandans des patrouilles et des grandes gardes, d'autant plus condamnable qu'elle fut cause de tous les malheurs de cette journée.

Néanmoins c'est dans ces rapprochemens qu'il faut examiner les progrès de l'art, le perfectionnement des moyens, les changemens qu'apportent aujourd'hui, dans les combinaisons semblables, sur les mêmes terrains, les grands espaces embrassés à la fois dans la même opération de guerre, la célérité des marches et la précision des manœuvres.

(39) Page 130.

Le précis de cet événement inexplicable fut consigné dans un procès-verbal fait à Carstrouch, le 12 floréal (1er mai), et signé par tous les ministres allemands qui se trouvaient encore à Rastadt.

Il résulte de ce procès-verbal qu'on ne pilla guère dans les voitures que les papiers qu'elles contenaient; qu'il ne fut fait aucune violence aux dames, ni même aux officiers de la légation française; enfin que les huit voitures qui formaient le cortége étaient encore *sur la place même où la scène d'horreur s'était passée*, lorsque les ministres allemands, informés de l'assassinat, envoyèrent les secours qui ramenèrent dans Rastadt les épouses de Jean Debry et de Roberjot.

Dans le temps, on révoqua en doute la sincérité des faits exposés par le directoire français et le plénipotentiaire

Jean Debry; on attribua ce récit au desir d'exaspérer les Français à l'ouverture d'une nouvelle campagne; on soupçonna le gouvernement d'avoir cherché à distraire l'opinion publique des malheurs d'une guerre que l'on accusait le directoire de prolonger, pour satisfaire son ambition démesurée; quelques personnes en vinrent même jusqu'à accuser les directeurs d'avoir ordonné cet assassinat, et à assurer que les blessures de Jean Debry étaient feintes ou légères. Étrange assertion!

Mais comment pouvoir s'arrêter à de pareilles insinuations? Lisez le procès-verbal dressé par les ministres plénipotentiaires des principales puissances de l'Europe, vous serez frappé d'indignation en voyant cet assassinat, froidement combiné, exécuté par des soldats à qui on en avait donné les ordres, et qui avaient consenti à remplir le rôle d'assassins; vous y verrez ceux-là même qui avaient accepté la mission de faire égorger les plénipotentiaires français, leur refuser une escorte, en leur donnant l'assurance affirmative *qu'ils ne trouveraient aucun obstacle sur leur route.*

Maintenant, que l'on cherche comment les directeurs français eussent pu parvenir à faire égorger leurs plénipotentiaires par les soldats de l'empereur, avec qui la guerre était déjà recommencée, et que l'on indique quels pouvaient être leurs motifs pour faire exécuter une pareille atrocité!

Si l'on cherche, au contraire, à découvrir quelle pouvait être la main qui conduisait la hache des assassins; si l'on examine attentivement quelles pouvaient être les personnes intéressées à faire disparaître les principaux négociateurs de Rastadt, ainsi que leurs papiers, au moment où l'on projetait de continuer à Strasbourg les négociations que l'on venait de rompre à Rastadt; si l'on considère à qui il était avantageux d'anéantir toutes les opé-

rations secrètes d'un congrès où l'on s'était occupé principalement à dissoudre la puissance suprême des princes ecclésiastiques par le moyen des sécularisations, on sera tenté, avec quelques personnes, d'attribuer cet acte de barbarie à la vengeance ou à la crainte de quelques membres du corps ecclésiastique menacés d'une destruction prochaine: d'autres ont imputé ce forfait aux émigrés, comme agens coupables du ministère anglais, dans le dessein de rendre impossible entre la France et l'empereur un renouvellement de négociations qui eût détruit tout le fruit qu'on se promettait de la marche des Russes, que l'on venait enfin de déterminer à agir d'une manière active pour la coalition.

Le temps n'a pas encore dévoilé, et ne dévoilera peut-être jamais les véritables auteurs de cet assassinat politique; mais il ne m'était permis que d'exposer les faits, sans hasarder aucune opinion, dans la crainte d'être accusé de hardiesse ou d'imprudence.

(40) Page 131.

A PEINE le commissaire Faypoul eut fait arrêter le général Championet, et s'était saisi des rênes du gouvernement de la nouvelle république parthénopéenne, que les Napolitains, réduits au désespoir par ses vexations, avaient abjuré tout dévouement aux Français.

Le gouvernement provisoire créé par le général Championet avait été remplacé par un corps législatif et un directoire, qui s'étaient occupés d'abord à lever une garde nationale et des troupes de ligne, et ensuite de l'administration intérieure; mais la tâche la plus difficile du gouvernement était l'organisation des finances. Le numéraire avait entièrement disparu; les billets de banque perdaient 60 à 80 pour cent: des commissaires français dépouillaient et affamaient les habitans de la campagne,

en leur annonçant l'égalité et le bonheur ; la terreur fermait la bouche aux opprimés ; mais le bruit de ces odieuses manœuvres retentissait dans les provinces les plus éloignées. La Calabre citérieure et ultérieure avait déclaré qu'elle ne souffrirait pas que les troupes françaises missent le pied sur leur territoire.

Ces germes empoisonnés, fomentés par la cour de Palerme, produisirent bientôt les événemens les plus extraordinaires. Cinq aventuriers se dispersèrent dans la province de Leccé ; ils prirent un nom et des titres différens : on excitait la compassion du peuple par des peintures pathétiques de l'abandon dans lequel on supposait la famille royale ; on soulevait la multitude, en exagérant la manière atroce dont quelques Français s'étaient comportés envers des femmes, des filles, et les ministres de la religion ; on prodiguait des proclamations au nom du roi.

Pour compléter ces malheurs, les criminels sortis des prisons et des galères, réunis en bandes armées, répandaient l'épouvante ; la cour de Sicile leur avait adjoint cinq cents malfaiteurs détenus dans les prisons de Palerme et de Messine : à leur tête, un moine apostat, devenu chef de voleurs, sous le nom de Frère Diable, les conduisait au carnage.

Les Anglais, établis à douze milles de Naples, dans la petite île de Procyta, entretenaient une correspondance suivie avec les royalistes de l'intérieur, dont ils dirigeaient les opérations ; ils excitaient les places voisines des côtes à se révolter ; et, lorsque des républicains tombaient dans leurs mains, on les envoyait à un tribunal révolutionnaire qui était à Procyta, et où ils étaient condamnés à mort.

Enfin le cardinal Ruffo, quittant le rochet pour la cuirasse, s'offrit à la cour de Palerme pour diriger l'insurrection dans la Calabre. Cet homme, dont le nom fit un si grand bruit en Europe, élevé dans la cour de Rome, avait d'abord été pourvu de la charge de trésorier apostolique ; bientôt sa conduite scandaleuse avait fait repentir le pape Pie VI de la confiance dont il l'avait honoré ; il le nomma, dit-on, cardinal, pour lui ôter d'une manière honorable la charge dont il abusait. Le chagrin conduisit le nouveau cardinal à Naples, où il obtint l'intendance de Caserte ; le pape, indigné, lui ordonna de revenir à Rome ; Ruffo n'obéit pas, et suivit la cour de Naples en Sicile, où il épia l'occasion de parvenir à la fortune ; il crut l'avoir trouvée, en offrant à la cour de Naples ses services dans la Calabre : on les accepta sans en attendre de grandes choses. Le cardinal partit alors sans soldats et sans argent, accompagné seulement de son frère et de trois domestiques.

Le cardinal s'était procuré des intelligences à Scylla ; cette ville lui fournit trois cents hommes, dont il forma sa garde. Dès cet instant, il se déclara le vengeur de la religion et du trône ; le crucifix d'une main, le poignard de l'autre, et le masque de l'hypocrisie sur la figure, il prêcha, au nom d'un dieu de paix, le massacre et le pillage ; il offrit aux habitans de la Calabre, qui prendraient les armes contre les Français, un bonheur éternel pour l'autre monde, et les dépouilles des républicains pour celui-ci ; il assura un pardon général aux criminels, pourvu qu'ils se réunissent sous ses drapeaux ; il ordonna que tous les vrais catholiques portassent une croix blanche à leurs chapeaux, et que l'on arrachât tous les arbres de la liberté, pour les remplacer par des croix. De pareils moyens ne tardèrent pas à réussir : toute la Calabre retentit bientôt des avantages de la sainte expédition ; tous les chapeaux furent couverts de croix blanches, et les curés conduisirent de toutes parts la jeunesse armée au cardinal.

A cette nouvelle croisade ne tardèrent pas à se réunir les voleurs et les assassins ; Frère Diable se présenta le premier à son éminence ; Pauzanera, convaincu de quatorze homicides, se présenta après lui ; le troisième fut Sciarpa, sbire au tribunal de Falerne, qui condamnait lui-même les criminels dans les prisons, et ceux qu'il ramassait dans les campagnes.

Crotone passait pour une ville très-riche : afin de s'attacher ses nouveaux soldats, et d'en augmenter le nombre, le cardinal Ruffo en promit le pillage à ses troupes. En vain cette ville ouvrit-elle ses portes, en vain implora-t-elle la pitié du cardinal, elle fut abandonnée pendant un jour entier à la barbarie et à la rapacité des nouveaux croisés ; ils marchèrent de là à Coutazaro, capitale de la Calabre ; mais, ici, les excès commis à Crotone ayant donné du courage aux habitans, ils fermèrent les portes de leur ville, et en couvrirent les remparts de canons. Le cardinal, désespérant alors de s'emparer de cette place, proposa une capitulation, qui fut acceptée et observée : la ville se soumit au roi, paya une contribution convenue, fournit une garde nationale ; et l'armée marcha sur Cosenza, capitale de la Calabre ultérieure.

A la nouvelle de ces événemens inattendus, la cour de Palerme crée le cardinal Ruffo vicaire général de la couronne dans le royaume de Naples, et charge le chevalier Micheroux et le prince Leporano de le seconder avec un régiment de cavalerie et un corps de volontaires.

Cependant les habitans de Cosenza étaient dans l'incertitude sur le parti qu'ils devaient prendre ; mais, tandis qu'ils délibéraient, le cardinal pénètre dans la ville, et la plus grande partie des maisons appartenant à des nobles sont saccagées.

En même temps, la nouvelle armée royale reçoit des renforts de la Sicile ; Ruffo publie alors une proclamation

au nom du roi, dans laquelle il promet dix ans d'exemption d'impôt aux Calabrois, s'ils parviennent à ramener le royaume de Naples sous l'obéissance de Ferdinand IV.

Bientôt toute l'Apulie était rentrée au pouvoir du roi ; l'abbé Pronio, célèbre chef de brigands, parcourait l'Abruzze, royalisant et dépouillant les pays dans lesquels il passait : on s'était rendu maître du pont de Campistro, passage important qui assurait la possession de la Calabre et de la Basilicate ; on avait pris et saccagé la ville de Muro ; on s'avançait vers Alta-Mura, et le prince de Leporano s'occupait à introduire quelque discipline dans une armée qui comptait déjà plus de soixante mille combattans.

Ainsi toutes les provinces ne tardèrent pas à être désorganisées ; l'anarchie devint complète, et la république parthénopéenne se trouva circonscrite dans les murs de Naples : en vain le ministre de la guerre Manthone voulut-il tenter de s'opposer à la chûte de la nouvelle république, en vain leva-t-il une armée, et marcha-t-il contre celle des royalistes ; environné par des troupes six fois supérieures aux siennes, Manthone fut forcé de se retirer en abandonnant son artillerie, et de rentrer dans Naples, poursuivi par l'armée de Ruffo, qui ne tarda pas à en commencer le siége, secondé par les Anglais, les Russes et les Turcs.

Cependant les républicains en venaient journellement aux mains avec les avant-postes du cardinal Ruffo ; ils avaient fortifié le petit château de Villiena : sur le soir de la journée du 23 prairial (11 juin), le cardinal attaquait ce poste ; les assiégés s'y défendaient en désespérés ; mais, une brèche ayant permis aux royalistes de donner un assaut, ils avaient pénétré dans la place ; le commandant du fort, Antoine Torcano, se traîne alors, couvert de blessures, au magasin à poudre, y met le feu, et

ensevelit sous les ruines du château les vainqueurs et les vaincus.

Le cardinal Ruffo attaquait, dans ce moment, la ville sur trois points différens; du côté du pont de la Madelaine, de Foria et de Capo di Monte : les assiégés, craignant la famine, se décidèrent à une sortie générale; ils l'exécutèrent le 25, après midi : on se battit jusqu'à la nuit avec le dernier acharnement; les républicains, écrasés par un nombre d'ennemis infiniment supérieur au leur, furent enfin contraints à se retirer dans les forts qui défendaient la rade. Le cardinal, après cette victoire, était entré dans Naples le 26 prairial (14 juin), et la ville n'avait pas tardé à voir couler dans ses rues le sang de la plus grande partie de ses habitans.

Il restait encore à soumettre le château Saint-Elme, le château Neuf, le château de l'Œuf et la forteresse de Castel a Mare : le feu continuel des assiégés, leurs sorties aussi fréquentes que vigoureuses, tenaient en échec l'ennemi, impatient d'être maître de la rade de Naples. Le cardinal craignait aussi pour les otages restés en la puissance des républicains; il proposa un armistice, afin de régler une capitulation, et fit arrêter le pillage et les massacres.

L'armistice ayant été accepté, les républicains capitulèrent, à condition, 1° de traiter avec toutes les puissances coalisées, de sortir des châteaux en armes, de pouvoir se retirer en France, en conservant leurs propriétés, d'avoir des bâtimens neutres pour les conduire jusqu'à Marseille; 2° de pouvoir rester dans le royaume des deux Siciles, sans être inquiétés; 3° que le bénéfice de la capitulation s'étendrait à la garnison de Pescara, et généralement à tous les républicains des deux sexes répandus dans le royaume de Naples, ou libres ou incarcérés; 4° que le cardinal accorderait des otages, au choix du directoire et du corps législatif. Ces conditions acceptées et mises à exécution, les républicains, ayant évacué les forts, s'étaient retirés, les uns à Naples, les autres sur des vaisseaux, lorsque l'amiral Nelson, arrivant dans la baie, publia une proclamation ordonnant à tous les individus ayant accepté des emplois dans le gouvernement républicain, ou qui avaient pris quelque part à la révolution, de se rendre au château Neuf, pour donner leur nom et leur demeure, en promettant à tous ceux qui feraient cette déclaration la certitude d'être désormais à l'abri de toute recherche et de tout reproche : chacun se conforma aux termes de la proclamation, sans se douter que c'était un piége des ministres de Ferdinand, pour découvrir les chefs des républicains, afin qu'aucun n'échappât au châtiment qu'on leur préparait.

Parmi les premiers hommes de marque qui furent la victime de cette perfidie, on distingue Giacento Dragonelli, célèbre par un Traité des Vertus et des Récompenses faisant suite à l'ouvrage des Délits et des Peines; Nicolas Grianotti et Onofrio Colace, tous trois distingués par leurs vertus, leurs connaissances et leur caractère de probité : les deux premiers furent bannis à Marseille, le troisième périt sur l'échafaud; les autres républicains, déjà embarqués et s'éloignant du port, furent ramenés sous les batteries du château de l'Œuf et enchaînés deux à deux.

Après ces exécerables exécutions, on se hâta de faire revenir à Naples Ferdinand IV, et d'ériger un tribunal révolutionnaire, qui, non content d'avoir concouru à l'arrestation et à l'incarcération de tout ce qu'on connaissait de républicains, s'empresse de faire couler leur sang sur les échafauds : cinq cents personnes furent exceptées de ces massacres; on se borna à les expatrier et à s'emparer de leur fortune : on en vint ensuite à cet excès d'extravagance de faire le procès à Saint Janvier, protecteur du

royaume, sous le prétexte d'avoir paru approuver la révolution en opérant la liquéfaction de son sang; atteint et convaincu, les juges le déclarèrent déchu du titre honorable qu'il avait eu sur la terre; défense à lui de faire de nouveaux miracles; son sang fut condamné à une éternelle congélation; ses biens furent confisqués au profit du roi; et on lui donna pour successeur Saint-Antoine de Padoue, dont on célèbre la fête le 13 juin, jour où les troupes royales étaient rentrées dans Naples.

Cependant la terreur régnait dans Naples; et, dans le même moment où Ferdinand était appelé le Titus de son siècle, les parens de ceux qui avaient péri, ne respirant que la vengeance, poignardaient dans l'ombre de la nuit les accusateurs et les juges; les membres du tribunal révolutionnaire ne furent plus assurés de leur existence, et le roi lui-même, troublé de frayeur, retourna promptement en Sicile.

(41) Page 132.

En même temps le général Alciani s'emparait d'Arsi-Novi et des cinq cents hommes que l'on y avait laissés pour défendre cette forteresse, qui ne valait pas la peine que l'on affaiblît ainsi l'armée pour garder ou défendre un poste aussi mauvais et aussi peu important.

De son côté, le général Wuckasowich faisait occuper Novare par son avant-garde, et bientôt après chasser les Français depuis Verceil jusqu'à Crescentin.

Forcés de se retirer avec précipitation, les Français abandonnaient des magasins immenses aux alliés, qui furent un des plus grands avantages qu'ils purent retirer de cette retraite : les magasins seuls de Milan auraient pu suffire au besoin de l'armée austro-russe pendant quatre mois.

La reddition de Peschiera vint augmenter les succès des alliés; cette place, infiniment importante par sa position,

et que les Français auraient dû rendre imprenable depuis près de trois ans qu'ils en étaient paisibles possesseurs, avait été conservée avec tous les vices locaux qui en faisaient une place impossible à défendre.

Les ennemis entrèrent en foule sans résistance dans Modène et dans Reggio; Pizzighitone ne tarda pas à capituler ainsi que Tortone. Quand les villes ne sont pas très-fortes, quand elles ne forment pas entre elles un système général de fortification, quand elles n'assurent pas la défense d'un pays, on commet une grande faute d'y établir impunément des magasins; et, si l'on est forcé de se retirer, on en commet une plus grande encore en y abandonnant de fortes garnisons qui affaiblissent l'armée au point de lui ôter les moyens de se défendre, et qui n'empêchent pas l'ennemi de se porter en avant.

(42) Page 133.

L'occupation de la Suisse était pour les Français un avantage très-essentiel dans leur système de guerre offensive; ayant des armées en Bavière, en Italie, leur ligne devait être bien plus serrée, leur position générale bien plus sûre, en tenant les sommités des Grandes Alpes et en disposant des principales communications entre la Suisse et l'Italie.

Ainsi, après la retraite des deux armées des généraux Jourdan et Scherer, et la nouvelle formation de celles des généraux Massena et Moreau, la défensive active et combinée, qui s'établit du nord au sud, forma tout à coup un autre système de guerre, et soit pour l'attaque, soit pour la défense, ouvrit aux talens un théâtre nouveau.

Mais, dans le cas où les Français n'auraient pas assez de forces pour établir à la fois le théâtre de la guerre en Bavière et en Italie, la neutralité de la Suisse leur

serait plus profitable que l'occupation de son territoire : cette grande masse des Alpes, si la neutralité la rend impénétrable, rompt inévitablement, du côté des Impériaux, toute espèce de combinaison entre leurs armées du Rhin et d'Italie, tandis que, du côté de la France, elle couvre les communications, sans les prolonger, et met hors d'atteinte le centre et la plus importante partie de ses frontières.

(43) Page 140.

Pour augmenter la défection des Italiens, exalter leur imagination, et exciter leur haine contre les Français, le maréchal de Souworof s'était fait précéder par des proclamations.

« L'armée victorieuse de l'empereur est ici, disait-il en « entrant dans Milan; elle combat uniquement pour le « rétablissement de la sainte religion, du clergé, de la « noblesse et de l'antique gouvernement de l'Italie. Peu- « ples, unissez-vous à nous pour Dieu et pour la foi. »

Pavie avait été abandonnée; les alliés étaient entrés dans Parme et dans Plaisance; la retraite précipitée des Français était par-tout le signal d'insurrection contre eux; de tous côtés on sonnait le tocsin; des feux de joie brillaient; le maréchal ajoute encore à cette frénésie.

« Peuples d'Italie, s'écrie-t-il, aux armes! aux armes! « venez vous ranger sous les drapeaux de la religion et « de la patrie, et vous triompherez d'une nation perfide. « Les armées alliées versent leur sang pour la défense de « la religion et le rétablissement de votre ancien gouver- « nement. Les Français ne cessent de vous opprimer; ils « vous accablent de réquisitions, et, sous le vain prétexte « d'une égalité, d'une liberté chimérique, ils portent la « désolation dans vos familles.

« Peuples d'Italie, consolez-vous; il est un Dieu qui « vous protége, et des armées qui vous défendent.

« S'il se trouvait parmi vous des hommes assez perfides « pour seconder, d'une manière quelconque, les manœu- « vres des Français; s'il pouvait exister des hommes traî- « tres à leur patrie, infidèles à leur religion, ils seraient « à l'instant irrémissiblement fusillés, leurs familles pour- « suivies, et leurs maisons détruites, ainsi que leurs pro- « priétés. »

En mettant ensuite le pied sur le territoire piémontais, il cherchait à rallier dans les rangs des coalisés les soldats qui s'étaient rangés sous les drapeaux français.

« Braves troupes piémontaises, la conduite des Français « a appelé la vengeance de Dieu et des hommes; soldats « piémontais, quittez les drapeaux souillés par le crime; « réunissez-vous à vos libérateurs, pour terminer l'af- « franchissement de l'Italie. »

(44) Page 141.

On croit devoir répéter ici que l'on ne conçoit pas comment l'on put se permettre de garder autant de places en Italie, obligé, comme on l'était, de se retirer, et de les abandonner à leurs propres forces : on devait bien savoir qu'aucune de ces villes n'était en état de soutenir un bombardement, et encore moins un siége en règle; et l'on aurait dû calculer que le maréchal de Souworof pouvait ou les masquer avec très-peu de troupes, ou les négliger pour le moment, ou même les prendre, vu la supériorité de ses forces, en conservant encore, pour marcher contre le général Moreau, une armée deux fois plus forte que la sienne.... Que résulta-t-il de cette faute? que l'armée française fut privée de près de dix mille hommes, qui furent faits prisonniers, et d'une quantité immense de munitions de guerre, de bouche, et d'armes

à feu, dont les ennemis profitèrent, et qu'on aurait enclouées, cassées, brûlées ou vendues, si l'on avait évacué les villes qu'il était inutile ou impossible de garder.

(45) Page 143.

Il est fort remarquable que les mêmes places, les mêmes postes, aient été successivement occupés et conquis par les alliés sur les Français, dans cette campagne, comme ils le furent en 1706, sous le prince Eugène, contre l'armée des deux couronnes de France et d'Espagne, qui fut contrainte d'évacuer toute l'Italie.

Après la bataille de Turin, le Piémont et le Milanais furent reconquis; et l'armée alliée, victorieuse au milieu de l'Italie, avait devant elle l'armée du duc d'Orléans, repliée sur Pignerol, au pied des Alpes, et, sur ses derrières, celle du maréchal de Medavi, dont les troupes occupaient encore Mantoue, le château de Milan, Modène, etc.

Le prince Eugène, qui déjà méditait l'expédition de Toulon, pressa l'évacuation de l'Italie, et accorda, par une capitulation générale, retraite et libre passage jusqu'à Suse, avec tous les honneurs de la guerre, à toutes les garnisons, corps de troupes, et individus appartenant aux deux couronnes.

Observons ici que les leçons de l'histoire ne sont pas toujours perdues; et, comme le général Souworof en avait profité au passage de l'Adda, le général Moreau sut éviter aussi les fautes qu'avaient faites les généraux français devant le prince Eugène, en ne balançant pas d'évacuer Turin, et en préférant de prolonger une défensive active en campagne.

(46) Page 153.

La Trebia est célèbre depuis long-temps; c'est le torrent le plus rapide et le plus large qu'il y ait en Italie; mais, dans la saison où l'on se trouvait, à l'époque du 1er messidor (19 juin), on pouvait le passer presque partout au gué. Les deux rives de ce torrent sont à peu près à la distance d'un mille l'une de l'autre, et l'espace intermédiaire est coupé par des canaux qui forment des îles de sable. L'histoire nous apprend qu'Annibal, se trouvant sur les bords de cette rivière, et ayant en tête les Romains, commandés par le consul Sempronius, se garda bien de la passer pour combattre ses ennemis; il avait cherché, au contraire, à augmenter la confiance du consul, afin de l'attirer de son côté; il avait jugé que, si l'infanterie romaine osait passer au gué, et demeurait quelque temps inactive, elle aurait considérablement à souffrir de l'humidité et du froid: en conséquence, dès la pointe du jour, il avait fait passer la Trebia à un corps de cavalerie, auquel il avait donné l'ordre de manœuvrer sur le front des lignes ennemies, et de repasser le torrent dans un désordre simulé, lorsqu'il serait attaqué. En appercevant cette cavalerie, les légions romaines se formèrent promptement en ordre de bataille, et repoussèrent les Carthaginois jusqu'à la rivière: enflé de ce succès, et emporté par sa témérité, Sempronius fit passer la Trebia à ses troupes, afin de poursuivre l'ennemi. Annibal, qui avait prévu ce mouvement, avait rangé son infanterie en bataille, et mis en embuscade, sur les bords de la rivière, un corps assez considérable: accablées de fatigue, et encore toutes couvertes d'eau, les légions romaines eurent bientôt à combattre de front les troupes d'Annibal, qui, secondées par celles qui étaient en embuscade, en firent un grand carnage, et n'en laissèrent échapper que dix mille, qui se réfugièrent dans Plaisance.

Au reste, ce fut la seconde fois, dans ce siècle, que le sort de l'Italie fut décidé sous Plaisance. Le 16 juin 1746,

le maréchal de Maillebois attaqua dès la pointe du jour, et battit d'abord l'aile gauche des Impériaux ; mais la sienne avait été en même temps enveloppée, et, après neuf heures d'un combat très-acharné, les Français avaient été obligés de se retirer sous Plaisance : on croit relire la relation de la bataille de San-Giovani. La victoire du prince de Lichenstein fit rentrer le Milanais sous l'obéissance de Marie-Thérèse ; celle du maréchal de Souworof décida l'évacuation de la Toscane.

Au moment où le général Magdonal s'était emparé de Modène, il crut devoir pousser cinq cents hommes jusqu'à Borgo-Forte, sans doute pour faire une reconnaissance ; mais alors le pont de Borgo-Forte n'était défendu que par un corps très-faible, commandé par le général de Saint-Julien, qui se disposait, dans le cas où il n'aurait pu se défendre, à se retirer derrière l'Oglio ; et, si le général Magdonal avait voulu prévenir le général Foissac de ses mouvemens et du jour où il se présenterait devant Borgo-Forte avec cinq mille hommes, le général Latour, en faisant une sortie, et menaçant les derrières du général Saint-Julien, l'aurait bien vîte obligé à effectuer sa retraite derrière l'Oglio, et à laisser passer sur le pont de Borgo-Forte les cinq mille hommes qu'aurait envoyés le général Magdonal, et qui auraient pu non seulement entrer dans Mantoue, pour en augmenter la garnison, mais favoriser la sortie de plusieurs convalescens ou malades, qui étaient très à charge dans la ville assiégée.

Encore un mot sur ces différens mouvemens, et le plus grand parti qu'on aurait pu tirer peut-être des différens corps de troupes qui se trouvaient encore dans la partie méridionale de la péninsule.

Après que le général Magdonal eut pris le parti d'abandonner le royaume de Naples, n'aurait-il pas été aussi sage que possible de faire diriger sur Ancône toutes les garnisons qui étaient restées dans les différentes villes des républiques parthénopéenne et romaine, sans en excepter Rome, Civitta-Vecchia, ni Perugia, en y joignant tous les patriotes italiens qui auraient voulu les suivre ? Arrivés à Ancône, ces différens corps en auraient formé un de plus de trente mille combattans : ce corps, régularisé, eût pu marcher contre tous les révoltés, remplir les vides entre les généraux Magdonal, Moreau et son aile droite ; il eût pu couvrir la rive méridionale du Pô ; il eût défendu la Polésine et toute l'Adriatique, depuis Commachio jusqu'à l'embouchure du Tronto ; il eût pu soutenir la citadelle de Ferrare, ou raffermir les murs de Mantoue ; peut-être même eût-il concouru à empêcher les défaites de la Trebia et de Novi.

(47) Page 156.

Quoiqu'il fût très-incertain que l'artillerie et les bagages pussent être transportés par mer de Livourne à Gênes, le général Magdonal osa tenter ce moyen désespéré ; et, après avoir pris ce parti, il quitta son camp de Pistoia le 20 messidor (8 juillet), et commença à défiler par Sarzane pour marcher sur Lucques avec le reste de son armée, réduite à environ quatorze mille hommes.

La garnison de Livourne et celle de Porto-Ferrajo formèrent la dernière arrière-garde, et se retirèrent aussi par Sarzane.

Cependant tout arriva à Gênes vers le 15 thermidor (2 août) au nombre d'environ dix-huit mille hommes, après avoir été, un mois auparavant, plus de trente mille ; mais aucun corps de cette armée, entourée de forces supérieures, et dont la perte entière avait dû paraître infaillible, n'avait été enveloppé ni forcé de metre bas les

armes en rase campagne ni dans aucun poste, que lorsque leur défense ne pouvait plus être d'aucune utilité.

Ainsi, le succès de la retraite du général Magdonal ne peut pas paraître équivoque, puisque après avoir vaincu des difficultés, pour ainsi dire insurmontables, il ramèna son armée dans la Ligurie.

(48) Page 157.

Les généraux français disputaient le terrain pied à pied, en Suisse et en Italie, contre des forces supérieures et des troupes mieux pourvues de moyens de toute espèce, et ils auraient repris l'offensive si leurs bataillons et leur cavalerie recrutés et remontés eussent pu atteindre tout à coup la force numérique des alliés; mais des succès partiels n'auraient pu balancer le désavantage du manque d'ensemble et de communications ultérieures entre les armées françaises : en hasardant de faire la guerre en Suisse et en Italie avec des moyens insuffisans, il devenait impossible de pouvoir réparer les suites de l'imprévoyance du directoire.

Jusqu'à la campagne de l'an VII, on n'avait pas imaginé que la Suisse, hérissée de montagnes, divisées parallèlement à la frontière de la France, ne pût être pour elle d'aucun avantage dans une guerre devenue défensive.

Mais les événemens sont venus démontrer cette importante vérité; obligé de se tenir sur la défensive depuis la mer Méditerranée jusqu'à Bâle et Mayence, il est indispensable de couvrir le midi, sur-tout si les ennemis le menacent d'une invasion par terre et par mer; dès-lors, l'armée qui défend la frontière extérieure méridionale de la France ne peut abandonner le col de Tende et le cours du Var, et, si elle était obligée de quitter la plaine pour se retrancher dans des positions avantageuses, il faudrait qu'elle cessât de s'appuyer aux revers des montagnes du

Valais, et c'est alors que l'on commence à s'appercevoir des avantages de l'inviolabilité du territoire des cantons suisses; la défensive même du département de l'Isère, si la barrière est portée entre le petit Saint-Bernard et le Mont-Cenis, devient très-difficile, en ce qu'elle ne se lie plus intimement à celle des hautes Alpes et du Var, et qu'il devient plus important de tenir la plus grande masse de force à portée du centre de la ligne des frontières, et de soutenir l'armée qui défend la Suisse; celle-ci, par les mêmes raisons, ne peut avancer et soutenir long-temps son principal appui, celui de son aile droite, dans le haut Valais, son aile gauche à Bâle, Huningue, Strasbourg et Mayence, étant la plus faible, et les conséquences dans cette partie étant bien plus graves.

Ainsi, quelque forte que puisse être la défense de la Suisse, du moment qu'elle cesse d'être liée à des opérations offensives en Allemagne et en Italie, elle oblige à des morcellemens de force, elle nécessite une connexité et des mouvemens par les flancs des armées depuis le bas Rhin jusqu'à la Méditerranée; elle force le replacement des troupes le plus défavorable et le plus cher pour la formation des magasins et pour les transports de toute espèce de munitions de guerre et de bouche.

(49) Page 165.

La prise de Mantoue fut d'une si grande importance pour les Autrichiens, elle eut des suites si funestes pour les armées françaises en Italie, elle fut la cause d'opinions si erronées, sur-tout, sur l'officier général qui défendit cette place, que nous croyons de notre devoir, comme historien, et aussi comme ami du respectable général Meyer, l'un des défenseurs de Mantoue, de faire quelques réflexions sur cet événement.

Indépendamment de la légèreté avec laquelle se permirent

de juger de la reddition de Mantoue la très-grande majorité des personnes qui en parlèrent, la plupart s'appuyèrent sur des faits faux, et presque aucune n'était en état d'apprécier la conduite des officiers généraux et particuliers qui défendirent cette place.

Parmi beaucoup de faits faussement imputés, nous nous arrêterons à une lettre du général Foissac au général Magdonal, dans laquelle, disait-on, non seulement, le général Latour semblait desirer le siége de Mantoue, mais où il assurait que, quoi qu'il en fût, *on trouverait encore, au bout d'un an, Foissac Latour à Mantoue.*

Cependant nous avons lu et relu attentivement, plusieurs fois, d'un bout à l'autre, cette lettre écrite le 8 messidor (26 juin), au moment où l'on devait présumer que le général Magdonal marchait au secours de Mantoue, et nous n'y avons pas trouvé un mot de cette prétendue jactance.

Une accusation, bien plus grave en apparence, se trouvait dans le rapport du général Suchet, chef de l'état-major de l'armée d'Italie.

« Le 27 thermidor an 8, au soir, arriva au camp « ennemi, la plus grande partie des troupes autrichiennes, « occupées jusqu'alors au blocus de Mantoue, *si préma-* « *turément rendue :* ainsi donc, dans un moment décisif, « l'armée austro-russe acquit une supériorité de force, « qui ne permettait plus d'attaquer. »

Et cependant le général Joubert avait marché sur Novi; et, dans le cas qu'il ne fût pas dans l'intention d'attaquer, au moins s'exposait-il à l'être avec des forces infiniment inférieures, et avant de s'être procuré les secours de l'armée des Alpes.

Mais indépendamment de ces mouvemens, sinon coupables, au moins très-inconsidérés de la part du général Joubert, était-il bien vrai que la prise de Mantoue fût

la cause essentielle de la perte de la bataille de Novi?

Observons d'abord que Mantoue s'étant rendue le 10 thermidor, et la bataille s'étant donnée le 28, quand même Mantoue se serait rendue douze jours plus tard, ce qui aurait été à-peu-près impossible, vu la position où se trouvaient la garnison et le délabrement du point d'attaque,[1] le général Krai aurait pu arriver à temps à Rivalta. Osons dire plus, c'est que, quand même Mantoue se fût défendue beaucoup plus long-temps, rien n'était plus facile que de la soumettre à un nouveau blocus, et d'envoyer vingt-cinq mille hommes au maréchal de Souworof, pour lui aider à battre le général Joubert, et revenir ensuite reprendre le siège.... Ce qui prouve cette assertion d'une manière irrévocable, c'est qu'au moment où le général Magdonal marcha du côté de Plaisance, le général Krai y envoya neuf ou dix mille hommes qu'il retira du siége, et que, lors des premiers mouvemens de l'armée française, dans la Ligurie, le général Krai avait déjà préparé un grand détachement pour renforcer l'armée du maréchal; enfin, et ceci nous paraît sans réplique, le jour où les vingt-cinq mille Autrichiens furent détachés de devant Mantoue fut antérieur à celui où le général Krai fit sa dernière sommation.

Terminons par une observation non moins importante; supposons que le général Joubert, qui n'avait marché sans doute sur Novi, que dans le projet de faire lever le siége de la citadelle de Tortone et celui de la ville de Mantoue, eût battu complétement les Austro-Russes, et qu'après les

---

[1] Le 9 thermidor, Mantoue était réduite à deux cent soixante-un hommes, pour défendre le retranchement en terre qui pouvait être attaqué par trois mille hommes, à couvert de toute défense efficace : indépendamment, chaque jour coûtait trois ou quatre cents malades.

de juger de la reddition de Mantoue la très-grande majorité des personnes qui en parlèrent, la plupart s'appuyèrent sur des faits faux, et presque aucune n'était en état d'apprécier la conduite des officiers généraux et particuliers qui défendirent cette place.

Parmi beaucoup de faits faussement imputés, nous nous arrèterons à une lettre du général Foissac au général Magdonal, dans laquelle, disait-on, non seulement, le général Latour semblait desirer le siége de Mantoue, mais où il assurait que, quoi qu'il en fût, *on trouverait encore, au bout d'un an, Foissac Latour à Mantoue.*

Cependant nous avons lu et relu attentivement, plusieurs fois, d'un bout à l'autre, cette lettre écrite le 8 messidor (26 juin), au moment où l'on devait présumer que le général Magdonal marchait au secours de Mantoue, et nous n'y avons pas trouvé un mot de cette prétendue jactance.

Une accusation, bien plus grave en apparence, se trouvait dans le rapport du général Suchet, chef de l'état-major de l'armée d'Italie.

« Le 27 thermidor an 8, au soir, arriva au camp « ennemi, la plus grande partie des troupes autrichiennes, « occupées jusqu'alors au blocus de Mantoue, *si prématurément rendue :* ainsi donc, dans un moment décisif, « l'armée austro-russe acquit une supériorité de force, « qui ne permettait plus d'attaquer. »

Et cependant le général Joubert avait marché sur Novi; et, dans le cas qu'il ne fût pas dans l'intention d'attaquer, au moins s'exposait-il à l'être avec des forces infiniment inférieures, et avant de s'être procuré les secours de l'armée des Alpes.

Mais indépendamment de ces mouvemens, sinon coupables, au moins très-inconsidérés de la part du général Joubert, était-il bien vrai que la prise de Mantoue fût

la cause essentielle de la perte de la bataille de Novi?

Observons d'abord que Mantoue s'étant rendue le 10 thermidor, et la bataille s'étant donnée le 28, quand même Mantoue se serait rendue douze jours plus tard, ce qui aurait été à-peu-près impossible, vu la position où se trouvaient la garnison et le délabrement du point d'attaque, [1] le général Krai aurait pu arriver à temps à Rivalta. Osons dire plus, c'est que, quand même Mantoue se fût défendue beaucoup plus long-temps, rien n'était plus facile que de la soumettre à un nouveau blocus, et d'envoyer vingt-cinq mille hommes au maréchal de Souworof, pour lui aider à battre le général Joubert, et revenir ensuite reprendre le siège.... Ce qui prouve cette assertion d'une manière irrévocable, c'est qu'au moment où le général Magdonal marcha du côté de Plaisance, le général Krai y envoya neuf ou dix mille hommes qu'il retira du siége, et que, lors des premiers mouvemens de l'armée française, dans la Ligurie, le général Krai avait déjà préparé un grand détachement pour renforcer l'armée du maréchal; enfin, et ceci nous paraît sans réplique, le jour où les vingt-cinq mille Autrichiens furent détachés de devant Mantoue fut antérieur à celui où le général Krai fit sa dernière sommation.

Terminons par une observation non moins importante; supposons que le général Joubert, qui n'avait marché sans doute sur Novi, que dans le projet de faire lever le siége de la citadelle de Tortone et celui de la ville de Mantoue, eût battu complétement les Austro-Russes, et qu'après les

[1] Le 9 thermidor, Mantoue était réduite à deux cent soixante-un hommes, pour défendre le retranchement en terre qui pouvait être attaqué par trois mille hommes, à couvert de toute défense efficace : indépendamment, chaque jour coûtait trois ou quatre cents malades.

avoir chassés de devant Tortone, il eût voulu se porter sur le Mincio, bien assuré que les Austro-Russes étaient tellement battus, qu'ils ne pouvaient plus opposer aucune résistance; eh bien! en supposant encore qu'une armée de trente mille hommes, avec son artillerie et ses bagages, pût faire cinq lieues par jour, dans des routes coupées et difficiles, il aurait fallu que Mantoue se défendît encore trente-un jours de plus, avant que l'armée de secours fût à portée de l'armée assiégeante; résistance impossible, en supposant même le cas d'une place dans un parfait état de défense. Mais si l'on admet, au contraire, ce qui était beaucoup plus probable, que l'armée victorieuse aurait eu à livrer plus d'un combat sur les rives du Pô, dont l'ennemi était le maître; si l'on admet la nécessité de garder le pays depuis Coni jusqu'à Mantoue, celle d'empêcher les Austro-Russes de passer sur la rive droite du Pô, et de se trouver sur les derrières de l'armée française, qui se serait portée vers Mantoue, par Parme et Plaisance; enfin, la facilité de la part des ennemis, même bien battus, d'envoyer sur le Mincio encore au moins vingt mille hommes, qui, joints au quarante-cinq mille qui faisaient le siége, auraient pu donner facilement une armée disponible de cinquante mille hommes pour marcher au-devant des Français et les combattre. Dans ces hypothèses, bien plus conformes à la suite naturelle des choses, quel aurait donc été le terme de la défense de Mantoue, pour n'attendre encore que l'événement d'une seconde bataille, dont le résultat heureux pouvait seul sauver la place?

Que conclure de tous ces faits et de ces différentes observations? Que le général Latour Foissac fut obligé de rendre Mantoue, par une infinité de raisons infiniment pressantes: *La première*, Mantoue n'avait pas été fortifiée comme on aurait pu et dû le faire, depuis le temps qu'on s'en était rendu le maître. *La seconde*, le général Scherer

avait laissé une garnison trop faible, composée en partie de soldats blessés aux affaires des 6 et 16 germinal, en partie de Piémontais et de Suisses, que l'on mettait facilement en insurrection. *La troisième*, le général Magdonal n'avait pas effectué son projet de marcher sur le Mincio. *La quatrième*, aux inconvéniens d'un blocus et d'un siége étaient venus se joindre l'intempérie des saisons, et l'air malsain de Mantoue qui avait occasionné des maladies affreuses. *La cinquième*, la pénurie dans les moyens de défense, le manque de secours, et l'impossibilité de pouvoir en espérer. *La sixième*, enfin, les imprévoyances du directoire qui aurait dû avoir une armée de réserve placée sur le Var ou dans le Mont-Blanc, toujours en état de remplacer les pertes de celles qui se trouveraient en Italie. Les guerres de 1701 et 1734 auraient dû donner des leçons qu'on négligea de suivre. Les secours successifs et partiels ne produisent, communément, d'autres résultats, que de ruiner en détail les forces de l'état.

(50) Page 171.

On est forcé de s'affliger profondément sur le sort de la malheureuse humanité, quand on réfléchit sur cet acharnement, dans les combats, qui va toujours croissant, en raison du courage des soldats, des officiers et des généraux, ainsi que du fanatisme guerrier, qui a été porté à l'excès dans les guerres de la révolution. On pourrait cependant blâmer le général Joubert, qui fut la victime de ce fanatisme, et qui aurait fait bien plus sagement de se mettre à portée de juger des intentions du général Souworof, afin de les rendre de nul effet, ou de les tourner contre lui quand il les aurait eu pénétrées.

C'est aujourd'hui seulement, où l'on fait un si grand usage de l'arme blanche, que l'on peut juger si celles des anciens étaient plus meurtrières, et si l'on n'a pas à gémir

sur des découvertes qui rendent si facile la destruction des hommes, entre les faibles comme entre les forts.

(51) Page 182.

QUAND on suit le débouché successif des colonnes françaises sur la ligne de la Reuss, quand on voit le général Lecourbe rencontrer successivement, et à point nommé, les colonnes qui avaient franchi les plus grandes difficultés, et livré des combats très-vifs, pour arriver à ces rendez-vous, on trouve presque du merveilleux dans le succès, malgré la grande conception du plan des généraux Massena et Lecourbe, l'audace et l'intelligence des officiers et des troupes qui l'exécutèrent.

(52) Page 197.

ON attribuera, peut-être un jour, les revers essuyés en Suisse par les alliés, à ce mouvement de l'archiduc qui pourra paraître faux et précipité, au moment où l'arrivée du maréchal de Souworof allait rétablir la balance des forces, et lui donner les moyens de reprendre le cours de ses premières opérations. Mais, en raisonnant ainsi, on ignorerait sans doute, que, si les Français s'étaient affermis sur la rive droite du Rhin, ils auraient menacé les derrières de l'armée des alliés et les communications, sans lesquelles les subsistances, rassemblées à si grands frais, aux environs d'Ulm et sur le haut Danube, ne pouvaient plus parvenir, dans la Suisse, à l'armée austro-russe qui en était dépourvue; jamais donc il n'y eut de motifs plus déterminans pour se hâter de grossir l'armée impériale, devenue nécessaire sur la rive droite du bas Rhin, et de se servir surtout, pour cet objet, d'une cavalerie nombreuse qui ne pouvait ni agir ni vivre dans les montagnes de la Suisse.

(53) Page 199.

EN se rappelant les siéges et les actions qui, dans les guerres précédentes, illustrèrent les lieux que nous venons de citer, comme de simples postes, pris et repris en peu de jours, on pourrait s'étonner que les passages de l'Assieta, d'Exilles, que Mont-Meillan, Château-Dauphin, Pignerol, n'aient pas eu la même importance qu'autrefois, même pour des corps de troupes à-peu-près de même force, si l'on ne cherchait le motif de cette différence dans l'objet même des opérations qui ne peuvent plus aujourd'hui être ainsi circonscrites.

(54) Page 214.

ON s'étonnera moins de la prompte reddition de cette forteresse, si l'on réfléchit à la situation déplorable dans laquelle elle se trouvait lorsqu'on en fit l'investissement. Les armées françaises, ayant séjourné dans les environs, avaient consommé une grande partie de leurs approvisionnemens; leurs magasins de tout genre étaient entièrement épuisés; la retraite qui suivit la bataille de Genola s'était faite avec tant de précipitation, que la plus grande partie des blessés avait été laissée dans la place; les casemates en étaient encombrées, et ne pouvaient offrir aucun abri à la garnison, qui, sans cesse exposée aux bombes et au feu continuel de l'artillerie, n'avait pas un moment de repos.

Mais, indépendamment des circonstances particulières qui affaiblissaient les moyens de défense de Coni, ce serait à tort qu'on prétendrait juger la conduite d'un commandant de place dans cette guerre, en la comparant à celle des officiers qui commandaient dans les guerres précédentes.

En général, la guerre de siége n'a été qu'accessoire dans

les plans d'une guerre qui ont toujours été plutôt des projets d'invasion qu'un système régulier et progressif d'attaques; aussi citerait-on vingt batailles où les plus grands talens ont été employés de part et d'autre; et il n'y a pas, pour ainsi dire, un seul siége, dont la conduite, soit sous le rapport de l'attaque, soit sous celui de la défense, n'ait illustré les officiers qui en ont été chargés.

Les généraux en chef, décidés à profiter de leurs succès, se sont le plus souvent bornés à bloquer les grandes forteresses, et lorsqu'une place d'une médiocre étendue pouvait gêner leurs mouvemens ou les inquiéter dans la supposition d'une retraite, ils ont employé des moyens si extraordinaires, ils l'ont entourée d'une si formidable artillerie, qu'on a dû renoncer aux calculs qui, autrefois, faisaient juger qu'une place devait exiger trente, quarante, cinquante jours de tranchée ouverte.

La petite place de Coni fut peut-être foudroyée par un plus grand nombre de bouches à feu qu'on ait jamais employées dans les plus fameux siéges de la guerre de la succession; comment s'étonner, d'après cela, qu'une garnison peu nombreuse, placée au milieu d'un incendie, entourée de décombres, découragée par la désolation des habitans, et privée de l'espoir d'une longue et honorable défense, ait été disposée à écouter des offres de capitulation?

Ces réflexions amènent bien naturellement à faire desirer toujours davantage que l'on mette enfin en usage le système de fortification du général Montalembert : avec lui seul on peut braver les bouches à feu, quelque nombre que l'ennemi puisse en mettre en batterie contre la place; avec lui on peut se mettre à l'abri des bombes, et n'avoir pas à craindre des dangers pour la garnison, les malades ou les habitans. Enfin, au moyen de ces fortifications, on peut sur-tout opposer à l'ennemi, sur les points d'at-

taque, une plus grande quantité de canons que celle qu'il peut employer sur le point qu'il cherche à battre en brèche, ou dont il voudrait obtenir de faire taire le feu.

(55) Page 218.

On aura pu voir dans cette histoire que dans tous les temps (du moins chez les modernes) l'Italie fut facilement conquise et reperdue. Bonaparte s'empara de la Péninsule dans deux campagnes, et ne s'arrêta qu'aux portes de Vienne; le maréchal de Souworof vint l'année d'après en reconquérir la plus grande partie en soixante et quelques jours; mais ce qui distingue cette dernière campagne, c'est particulièrement le talent qui a été déployé dans la défensive, et la conduite savante du général Moreau : en choisissant une position ou en trompant l'ennemi sur ses desseins, il sut concentrer ses forces entre Alexandrie et Tortone, et non seulement tenir les armées ennemies en échec, mais même obtenir un succès important contre des forces infiniment supérieures; le ralliement inespéré de l'armée de Naples avec les débris de l'armée d'Italie n'honore pas moins les talens des généraux Moreau et Magdonal.

(56) Page 220.

Déja une escadre russe avait menacé Ancône, lorsque, le 28 floréal an 7 (17 mai), une escadre turque vint se joindre à la première : ces escadres arrivaient sous les présages les plus heureux. L'armée d'Italie rétrogradait; l'armée de Naples se hâtait de la rejoindre; l'armée de Rome, affaiblie, se concentrait dans cette capitale et dans quelques places éloignées d'Ancône; dans la plupart des départemens romains qui avoisinaient cette ville, les peuples, fatigués des vexations et des excès sans nombre

qu'ils avaient éprouvés de la part des troupes qui y avaient passé ou séjourné, avaient sonné le tocsin de l'indignation; la famine avait armé le désespoir, le désespoir avait soulevé tous les cœurs : on avait appelé de toutes parts la vengeance du ciel, et l'arrivée des Mahométans avait été regardée comme une de ses plus insignes faveurs.

Des provinces de Trente, de Barri et de la Capitanate, l'indignation, exaltée au comble par les partisans de l'autel et du trône, s'était propagée dans l'Abruzze.

Au soulèvement des peuples se joignait la situation déplorable de la ville et du port d'Ancône à l'instant où l'ennemi jeta l'ancre à très-peu de distance de la ville : les batteries étaient en très-mauvais état; on manquait de canonniers et de marins; et les habitans d'Ancône étaient ou indifférens ou craintifs, ou faisant des vœux pour le succès des ennemis.

Le 29 floréal, le général Monnier, qui commandait dans la place, avait refusé de recevoir un parlementaire, et s'était préparé à se défendre; mais l'attaque des Russes dura vainement cinq heures : les bordées furent mal dirigées, les boulets des vaisseaux passèrent par-dessus la ville, et le commodore turc, s'étant placé au vent, cribla le pavillon russe et sa manœuvre : après des efforts aussi inutiles, les escadres alliées avaient repris leur mouillage pour se réparer, et revenir faire de nouvelles tentatives, afin de seconder les insurgés. Le général Monnier dut donc faire de nouveaux préparatifs pour se défendre; il en était occupé, lorsque, le 10 prairial (29 mai), il reçut un courrier extraordinaire, qui lui apportait l'ordre du directoire d'évacuer la place; mais cet ordre était si fort hors de mesure, qu'il fut unanimement rejeté et regardé comme non avenu : en l'exécutant, ainsi que l'évacuation de Civitta-Vecchia et de Rome, on eût évidemment sacrifié les garnisons d'Ancône, de Naples, de Capoue, de Gaëte, etc. N'eût-il pas mieux valu les réunir, et en faire un corps assez respectable, pour se retirer en sûreté ?

Cependant la flamme de la rebellion gagnait avec rapidité toutes les villes qui entouraient Ancône, et cette ville se trouvait concentrée dans un quart de cercle, dont la rivière d'Egino et le fleuve Musone formaient les côtés.

Quoique ainsi resserré de toutes parts, le général Monnier n'en avait pas cru moins important de marcher contre Fano et Ascoli; et, après avoir eu le bonheur de corriger les habitans de ces deux villes, de battre plusieurs fois les insurgés qui avaient tenté de s'opposer à sa marche, en moins de vingt jours, le général avait nettoyé sa droite et sa gauche, reconquis son autorité sur un cercle fort étendu, et était rentré dans Ancône.

Après s'être réparée à Venise, la flotte turco-russe avait reparu, le 18 prairial (6 juin), sur les rives du Métaure, et son apparition avait remis de nouveau tout le pays en insurrection : les Cisalpins, insurgés, s'étaient emparés de Pezaro, et la petite ville de Mondolphe s'était mise en pleine insurrection, ainsi que tous les cantons voisins. Instruit de ces événemens, le général Monnier n'avait pas tardé à prendre les moyens d'arrêter ce nouvel incendie; et il s'était associé le général Pino, pour marcher, avec lui, contre Pezaro, avec les Cisalpins fidèles, contre leurs concitoyens en rebellion. Arrivé devant la ville, l'artillerie commençait à en foudroyer les murs, quand on apprend que toutes les paroisses d'alentour sont armées, et marchent sous les ordres de leurs curés, guidés par les bannières de leurs patrons : il ne restait plus aux Français que quelques cartouches, ils s'en servent pour se faire jour à travers ces fanatiques furieux; mais, en se retirant, ils apprennent que les rebelles se sont emparés d'Yesi; ils l'emportent d'assaut, sans cependant pouvoir

y saisir le général Lahoz, qui avait eu le bonheur de s'échapper.

Alors que l'on prenait la ville d'Yesi, et que l'on balayait la plaine féconde qui l'environne, les insurgés de Pezaro, secondés par six cents Esclavons et par des troupes débarquées de la flotte turco-russe, attaquaient Fano : à peine l'officier français en était-il sorti à la faveur des ténèbres, et déjà, au nom de la Madone libératrice, Fano était saccagé. Après s'être reposée trois jours, la sainte ligue avait marché sur Sinigaglia; les portes en avaient été brisées à coups de canon; les paysans s'y étaient précipités avec furie : le troisième bataillon de la 8e légère se trouvait alors dans la ville; il se bat de rue en rue; il fait un carnage affreux, qui dure cinq heures; il atteint enfin la porte qui lui ouvrait sa retraite sur Fiumegino; mais, poursuivi par les hommes qu'il venait de combattre dans la ville, il est menacé par une multitude de paysans qui l'attendaient dans la campagne; il se partage alors : la première moitié fusille et contient les citadins; la seconde moitié fond, avec la baïonnette, sur les paysans, les disperse, et toutes deux, réunies ensuite, gagnent Fiumegino.

Le sac de Sinigaglia avait été encore plus déplorable que celui de Fano, et avait excité une indignation générale; c'était un moment précieux, il fallait en profiter. Les différens corps des insurgés étaient disséminés depuis le Métaure jusqu'au Tronto : le général paraît se renfermer dans Ancône; les ennemis, trompés, menacent alors les positions de Camurano et d'Osimo; ils paraissent, en même temps, vouloir attaquer la redoute de Montagnole et un camp retranché placé à Fiumegino, pour en défendre le pont. Le général alors manœuvre sur leurs flancs et sur leur derrière; et, dès l'instant où il les voit réunis, le général Pino les attaque avec impétuosité, et les culbute au-delà de Castel-Fidardo et de Lorette : quelques jours après, ils se présentent encore devant Osimo; mais une colonne, partie de Monte-Sicuro, s'attache à leur flanc gauche, et les oblige à se retirer dans le plus grand désordre. En même temps, l'escadre turco-russe quittait la rade de Sinigaglia, et les troupes françaises n'avaient pas tardé à entrer dans cette ville si malheureuse, ainsi que dans Fano, qui n'avait pas été mieux traitée.

Néanmoins la république romaine continuait à être inquiétée par les insurgés, qui se comportaient plutôt en brigands qu'en guerriers; et le général Monnier n'était occupé qu'à chercher les moyens d'écraser cette hydre toujours renaissante; mais il ne put empêcher les insurgés de s'emparer des hauteurs de Sainte-Marguerite, de faire flotter leurs étendards sur la redoute de Montagnole, et de l'obliger à se renfermer dans les murs d'Ancône. Ainsi le général Monnier, après avoir donné aux ennemis des preuves de sa capacité militaire dans l'offensive, allait être réduit à leur en donner dans la défensive.

L'ennemi, ne se trouvant pas assez fort pour faire des attaques de vive force, et ouvrir des tranchées, préféra de profiter de toutes les hauteurs qui environnaient Ancône, pour l'enfermer dans une espèce d'enceinte, et se mettre eux-mêmes à l'abri, derrière des redoutes, des abattis et des remblais, à environ trois quarts de lieue de la place. Ainsi renfermé dans des redoutes se communiquant par des boyaux, l'ennemi s'était prolongé vers la place, à la distance de six cents toises; son objet était de dresser une batterie de dix-sept grosses pièces à couvert des sorties, et en avant des redoutes élevées depuis la mer jusqu'à Montagnole. Une fois achevée, cette batterie, malgré les trois forts, lançait la désolation sur eux et sur la ville; bientôt les édifices de la citadelle ne furent plus qu'un monceau de cendres : au crépuscule du soir, les assiégeans

lançaient des obus et des pots à feu ; depuis dix heures jusqu'à deux et trois du matin, vingt-deux chaloupes canonnières s'approchaient du port; et, dès qu'elles avaient formé leur ligne demi-circulaire, elles tiraient du 36 et du 24 contre les maisons, les remparts, les batteries croisées du lazaret, du môle et des trois vaisseaux embossés.

Le 1er fructidor (18 août), les ennemis avaient voulu tenter de s'établir sur le Monte-Pelago; mais le général Monnier, s'étant mis à la tête des carabiniers et des tirailleurs, après avoir dégagé sa cavalerie, et s'en être fortifié, avait culbuté, des monts Galeas et Pelago, les ennemis, qui s'en étaient emparés; il avait balayé ensuite la route de Sainte-Marguerite, et reconduit les assaillans, au pas de course, jusqu'au pied de leurs ouvrages. Le 10, même tentative de la part de l'ennemi, en plus grande force ; même défense et même succès de la part des assiégés.

Le 25, l'ennemi était sorti de sa grande redoute en colonne serrée, et s'était avancé sur le Mont-Gardetto dans la plus ferme contenance : ce fort, qui domine la mer par une falaise de plus de cent cinquante pieds en ligne perpendiculaire, n'avait rien à redouter de ce côté; en avant, la pente était presque aussi rapide; et, pour arriver aux premières palissades, on était forcé de se placer sur l'étroit plateau bordé par les précipices. Le général Pino avait laissé l'ennemi s'y loger, et avait détaché en même temps une colonne, pour pousser les ennemis et les attaquer par derrière au moment où lui-même, sortant du Mont-Gardetto, les chargerait de front. En effet, dès l'instant où le général voit arriver cette colonne, il fait faire une décharge à mitraille de toutes ses batteries; et, coïncidant avec elle dans une attaque vive et simultanée, la masse des ennemis, amoncelée sur le plateau, est ouverte de toutes parts à la baïonnette; le massacre est épouvantable, et, ce qui en augmente l'horreur, c'est que ceux qui veulent échapper ou au fer ou au feu sont obligés de se précipiter, du haut du plateau, sur les rochers ou dans la mer. Comment se représenter ces paysans, fanatisés, arrivés jusqu'aux palissades, et croyant toucher au moment de les renverser; des religieux, le sabre et le crucifix dans les mains, augmentant l'égarement des malheureux qu'ils ont séduits; la valeur des Cisalpins fidèles opposés à la fureur aveugle des compagnons du traître Lahoz; le feu des tirailleurs protégeant les deux sorties; la colonne ennemie resserrée de toutes parts sur un plateau, éparse, écrasée, foudroyée, et n'ayant d'autre ressource que de chercher la mort dans les précipices qui bordent le champ de bataille?

Le 3 vendemiaire (24 septembre), le général Lahoz échoua dans l'attaque du mont Galeas; ce point, qui commande la ville et les forts, à sept cents toises en ligne droite, aurait été infiniment plus avantageux aux ennemis; le Mont-Pelage, sur lequel ils s'étaient établis, était trop éloigné pour battre les forts de la ville avec avantage : mais vainement le général Lahoz avait-il fait creuser des boyaux pour se mettre à couvert, ces travaux sont renversés, et ces fossés ouverts, la nuit par les assaillans, comblés en plein jour par les assiégés, sont arrosés de sang et jonchés de mort.

Le 7, les Russes et les Turcs attaquèrent inutilement la maison brûlée; quelques jours après, tentative également inutile sur le Mont-Gardette.

Cependant les assiégeans, au nombre de vingt mille, ne sont point encore assez forts pour réduire quinze cents braves, fermés dans de mauvais remparts; la Hongrie et la Croatie envoie huit mille six cents combattans; déjà leur camp est assis devant ce mont Gardette, où l'on a vu périr tant de braves; déjà le général Monnier est sommé de se rendre : pour répondre à cette sommation, le gé-

néral imagine d'attaquer les Autrichiens qui viennent d'arriver, et il croit important de ne pas les laisser reposer de la longue marche qu'ils viennent de faire, et de les surprendre avant que leurs chefs aient pu acquérir une connaissance pratique du terrain inégal et fourré qui avoisine leurs tentes.

D'après ce projet, à neuf heures du soir, le 18 vendémiaire, le général français envoie une réponse honnête au général autrichien, et, cinq heures après, son camp était attaqué : on dirige la sortie sur trois points; la marche s'exécute dans le plus grand silence : à quelques toises de l'ennemi, on bat le pas de charge; après trois assauts la grande redoute est forcée, sept canons, deux mortiers sont encloués, sept drapeaux autrichiens sont enlevés, la tranchée est nettoyée; de son côté le général Pino avait forcé la première redoute sur laquelle il s'était dirigé; il marchait à la seconde, il était prêt d'atteindre le sommet de la montagne; tout à coup il est saisi par deux hommes vigoureux; il les terrasse, ils ne lâchent pas prise, il roule avec eux au fond du fossé, là il se défend de ses ennemis à coups de sabre; il entend alors que l'on bat la charge, il se hâte de remonter et de rejoindre les troupes qui sont à ses ordres : l'aurore osait à peine se montrer, on commençait cependant à distinguer les pitons des montagnes; le général Lahoz était à la tête des assaillans; le général Pino, son ancien ami, resté fidèle à sa patrie, veut le joindre pour le combattre; mais c'est en vain, Balbi, grenadier cisalpin, sur le point d'être immolé par le général Lahoz, l'ajuste à bout portant, le blesse à mort, et lui arrache son sabre et son panache.

Cependant les premiers rayons du soleil doraient déjà toutes les sommités, et les Français, protégés par l'artillerie des forts, exécutent leur retraite en bon ordre, laissant aux Autrichiens une haute idée de leur bravoure, et la

conviction qu'il leur fallait pousser le siége pied à pied : en conséquence, ces nouveaux assaillans démasquèrent bientôt de nouvelles batteries, et, à leur faveur, s'emparèrent du mont Galeas et de San-Sthephano, à deux cents toises de la citadelle; dès-lors ils firent serrer la ligne de la mer par les Turcs, les Russes et les Insurgés, qui s'emparèrent du chemin du rivage et de celui qui s'embranche vers Sinigaglia : l'ennemi cependant ne se trouvait point encore assez près des murs; mais, avant d'aller plus loin, il tenta une troisième sommation; et, dans l'espérance de la faire réussir, le général autrichien y joignit la nouvelle de la capitulation du général Garnier; celui-ci venait de remettre Rome entre les mains des ennemis, et de donner la facilité aux Autrichiens, qui se trouvaient devant cette ville, de marcher sur Ancône avec leur général Froelik; mais aucun de ces motifs n'avait pu déterminer le général Monnier à se rendre, et son refus avait décidé les ennemis à emporter la ville, par une attaque générale, le 10 brumaire, jour des Morts.

A la pointe du jour, quatre-vingts bouches à feu vomissent, sur les forts et la ville, des boulets, des bombes et des obus; au jour, tous les avant-postes sont vivement attaqués et repoussés jusque sous les murs de la place; établi à cent toises de la citadelle, l'ennemi déploie toutes ses forces, et seize cents hommes, déjà très-affaiblis par des fatigues continuelles essuyées depuis trois mois et demi, doivent se défendre hors des murs, contre environ dix mille assaillans.

Tandis que deux fortes colonnes, sortant de Monte-Pelago, se portaient, l'une par la mer, l'autre par le grand chemin de la porte Farine, sur le Monte-Gardetto, les grenadiers hongrois et croates s'établissaient sur la hauteur de San-Stephano, à cent toises de la citadelle; plus près, ils enveloppaient la chapelle au-dessous du camp

retranché, et se logeaient sous les murs, à l'abri de la mitraille, en même temps que les Turcs, les Russes, les insurgés repoussaient le poste avancé de la porte de France, et plantaient le drapeau rouge à cinquante toises de la citadelle.

Du côté des assiégés, les portes de France, de Campo di Monte Farina, de la citadelle, et du Monte-Gardetto, s'ouvrent à la fois; la colonne infernale court appuyer la défense du fort de Monte-Gardetto; mais c'était une fausse attaque de l'ennemi, son véritable but était de s'établir sur San-Stephano, d'où l'on plonge sur la citadelle, et d'où l'on domine entièrement Ancône. Déjà même il s'en était emparé et en avait été repoussé; cinq fois ce poste important est pris et repris; il reste enfin aux Français, après qu'ils ont fait mordre la poussière à plus de huit cents grenadiers hongrois. Le général Froelick n'est pas plus heureux contre le Monte-Gardetto.

Cependant, dans le silence lugubre qui succède au bruit sinistre de l'artillerie et de la mousqueterie, au choc des armes, à travers le bruit lointain des tambours autrichiens qui battent le rappel, on entend le son d'une trompette; c'est le général Froelich qui demande une trève de trois heures pour enterrer les morts; on lui en accorde quatre, et, pendant ce court espace de temps, on voit se mêler les soldats et les officiers français et autrichiens, pour se donner mutuellement des témoignages d'estime. La trève expirée, l'ennemi fait encore de vaines tentatives pour s'établir sur San-Stephano; la nuit survient enfin, et chacun reprend le chemin de la ville et du camp.

Depuis ce temps l'ennemi poursuit ses desseins, mais avec plus de circonspection et plus de succès, en se servant uniquement de son artillerie; le 20 brumaire (10 novembre), l'une des courtines du grand bastion de la citadelle s'écroule en deux endroits; l'artillerie des assiégés,

épuisée, annonce leur détresse; de nombreuses colonnes des assiégeans s'ébranlent et menacent le Monte-Gardetto et le camp retranché; au milieu de tout cet appareil menaçant, il arrive un parlementaire chargé d'une quatrième sommation; elle est portée par le major général Skall, lui-même : refuser d'écouter les propositions du général autrichien, c'eût été vouloir, sans avantage pour la patrie, enterrer tant de braves gens sous des monceaux de ruines; le général Monnier se détermina à assembler un conseil de guerre, dans lequel, après que l'on y eut constaté l'impossibilité de se défendre davantage, on arrêta que l'on nommerait cinq commissaires pour se rendre auprès du général autrichien, et là, avec des commissaires nommés par lui, arrêter les articles de la capitulation.

(57) Page 221.

Les troupes de la garnison d'Ancône obtinrent de sortir de la place, avec les honneurs de la guerre, pour se rendre en France, comme prisonnières de guerre. Afin de donner une preuve d'estime aux troupes de la garnison, pour la défense courageuse et hors de toute attente qu'elles avaient faite, le général autrichien accorda aux sous-officiers le port de leurs sabres, pour se rendre à leur destination, et au général Monnier une garde d'honneur de quinze cavaliers et trente carabiniers. Ces troupes devaient se rendre en France, par la route qu'elles jugeraient la plus commode, aux frais de sa majesté l'empereur. Quant aux bâtimens de guerre de la république française, et corsaires, avec leurs officiers et équipages, ils étaient autorisés de se rendre dans un des ports de la république, sous la garantie de l'empereur. Tous les citoyens, sans distinction, qui se trouvaient dans Ancône, devaient jouir du droit des gens; toutes les personnes qui voudraient suivre la division d'Ancône y étaient autorisées.

(58) Page 228.

Dans un petit écrit intitulé : *La Première Année du Consulat de Bonaparte*, voici comment s'exprimait le C. Rœderer :

« Le mérite par-tout persécuté, les hommes honnêtes « par-tout chassés des fonctions publiques, les brigands « réunis de toutes parts dans leurs infernales cavernes, « des scélérats en puissance, des apologistes de la terreur « à la tribune nationale, la spoliation rétablie sous le « titre d'emprunt forcé, l'assassinat préparé, et des mil- « liers de victimes désignées sous le titre d'otages, le si- « gnal du pillage, du meurtre, de l'incendie, toujours « au moment de se faire entendre dans une proclamation « de la patrie en danger ; mêmes cris, mêmes hurlemens « dans les clubs qu'en 1793, mêmes bourreaux, mêmes « victimes ; plus de liberté, plus de propriété, plus de « sûreté pour les citoyens, plus de finances, plus de crédit « pour l'état ; l'Europe presqu'entière, l'Amérique même « déchaînées contre nous ; des armées en déroute, l'Italie « perdue, le territoire français presque envahi ; tel était, « il y a un an, la position de la France. »

(59) Page 229.

Le conclave qui ne fut guère composé que de cardinaux italiens et des cardinaux allemands, se réunit à Venise, où l'élection se fit sous les auspices de sa majesté impériale, et fut terminé le 23 ventose an 8 (14 mars 1800), par l'élévation du cardinal Gregorio Barnaba Chiaramonte sur la chaire de Saint-Pierre, et par la cérémonie ordinaire de l'acclamation ; ce fut dans le mois de prairial suivant (juin) que ce nouveau pape fit son entrée dans l'ancienne capitale du monde, où à peine avait il pris

possession de ses états, qu'il fut menacé de les perdre à la suite de la victoire remportée par les Français à Marengo ; mais, loin d'user des droits qu'ils pouvaient avoir à cet égard, non seulement les Français les augmentèrent, mais ils délivrèrent sa sainteté de l'empire que la cour de Naples exerçait déjà sur elle et dans Rome.

(60) Page 233.

Bonaparte, *premier Consul de la république française, à sa majesté le roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.*

Paris, 5 nivose an 8 (26 décembre).

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire part directement à votre majesté. La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle ? n'est-il aucun moyen de s'entendre ?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier, à des idées de vaine grandeur, le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires ?

« Ces sentimens ne peuvent pas être étrangers au cœur de votre majesté qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre majesté ne verra dans cette ouverture que mon desir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance et dégagée de ces formes qui, nécessaires

peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne décèlent dans les états forts que le desir mutuel de se tromper.

« La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier.

(61) Page 234.

Après avoir pacifié la Vendée, les consuls ordonnèrent que la liste des émigrés fût soumise à un nouvel examen, et ils rappelèrent la plupart des prêtres déportés; ils proclamèrent une tolérance universelle en matière de religion, et mirent un terme aux proscriptions.

(62) Page 336.

Si les Français voyaient, avec satisfaction, s'établir le gouvernement consulaire, il n'en était pas de même de leurs ennemis; le 6 frimaire (27 novembre), l'archiduc Charles avait adressé aux princes des cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière, une proclamation destinée à faire connaître quelles étaient alors les vues du cabinet autrichien. Son altesse royale avait vu avec peine, disait-elle, qu'en conséquence des événemens récemment arrivés en France, et par l'effet desquels l'autorité suprême avait changé de mains dans ce pays, plusieurs personnes, malgré l'exemple du passé, avaient conçu l'espoir d'une paix prochaine. Dans cette supposition, on avait cru pouvoir retarder la formation des contingens, et l'on avait négligé de remplir les obligations imposées par la constitution germanique. Toute faction nouvellement investie du pouvoir en France avait souvent parlé de paix, non pour traiter à

des conditions équitables, mais seulement pour captiver le suffrage du peuple. Examiné avec attention, l'événement arrivé le 9 novembre (18 brumaire) n'était pas de nature à inspirer une grande confiance. Quelques-uns de ceux qui venaient de s'emparer de l'autorité suprême étaient des hommes qui, par les principes qu'ils avaient constamment professés, et par la conduite qu'ils avaient toujours tenue, s'étaient montrés implacables ennemis de tout état qui n'était point constitué comme leur pays; c'étaient des hommes qui, employant tantôt la force, tantôt la séduction, avaient, soit en paix, soit en guerre, renversé un grand nombre de gouvernemens. D'ailleurs, les journaux publiés en France n'annonçaient pas de grandes dispositions à la paix; on y disait fréquemment que la dernière révolution n'avait eu pour objet que d'élever la république au rang qu'elle devait tenir parmi les puissances de l'Europe: on y blâmait le directoire, non d'avoir commmencé la guerre, mais d'avoir essuyé des revers. Le gouvernement français, dans ses proclamations, ne parlait de paix qu'après avoir parlé de victoire, ce qui prouvait suffisamment qu'ils ne jugeaient pas l'instant favorable pour traiter, et qu'il était disposé à tenter la fortune des armes avant d'entrer en négociation; mais, en supposant que les Allemands n'eussent aucun sujet de se défier des nouveaux chefs de la nation française, la révolution qui avait élevé ceux-ci n'était pas encore assez consolidée pour qu'il fût possible d'assurer qu'ils ne seraient pas renversés ainsi que l'avaient été leurs prédécesseurs.

(63) Page 237.

Vers la mi-nivose (premiers jours de janvier), lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à la cour de Vienne, et le général Bellegarde envoyé par le cabinet autrichien, se rendirent au quartier du général Souworof, à Prague.

L'objet de leur mission était d'opérer une réconciliation entre les deux cours impériales. On espérait faire renoncer le maréchal au dessein de se retirer en Pologne, et l'engager à retourner avec son armée vers les bords du Rhin, ou à se rendre vers les Pays Bas par la Franconie. Aucune satisfaction, aucune prière ne put calmer le ressentiment du maréchal, et toute tentative pour appaiser le courroux de son maître ne fut pas moins vaine. La conduite de Paul Ier offrait un singulier mélange de générosité, de caprice et de folie. Les succès passagers de ses troupes avaient inspiré un orgueil excessif à ce prince, qui se donnait, à lui-même, le titre de restaurateur des rois, et de défenseur de la foi et de la liberté de l'Europe. Il avait caressé l'idée de rétablir le stathouder en Hollande, et le roi de Sardaigne en Piémont; de relever le gouvernement vénitien; de rendre à la Suisse sa constitution fédérative, et même de ressusciter la monarchie en France, et de replacer sur le trône le chef de la maison de Bourbon. En quelques semaines, il vit ses armes défaites et presque anéanties; son espoir fut entièrement déçu, et il reconnut que ses alliés, sans foi, s'opposaient eux-mêmes à l'exécution des projets désintéressés qu'il avait formés. Par le traité qu'il avait conclu avec le roi de Naples, la ville et le port de Gaëte devaient lui appartenir à perpétuité, mais l'Autriche et l'Angleterre furent alarmées de ses efforts pour former un établissement dans la Méditerranée. Ses troupes et son pavillon avaient été insultés à Ancône par les Autrichiens, et les plaintes qu'il avait portées contre le général Froelick, qui commandait dans cette ville, n'avaient pu lui faire obtenir aucune espèce de satisfaction.

(64) Page 238.

Le 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), il fut conclu à Paris un traité entre les républiques française et batave, par lequel la république française transporta et céda en toute souveraineté, à la république batave, tous ses droits sur les biens situés dans le territoire de celle-ci, et provenant, soit du clergé français, soit des émigrés, soit enfin de plusieurs princes de l'Empire : elle s'engagea, de plus, à lui faire abandonner, lors de la paix avec le corps germanique, l'irrévocable et absolue propriété de ceux de la dernière classe. Il fut stipulé que les domaines cédés par le traité dont nous parlons l'étaient comme devant faire partie de l'indemnité territoriale promise à la république batave par le seizième article du traité de la Haye; pour la parfaite exécution duquel les parties contractantes se réservaient de prendre des arrangemens ultérieurs et définitifs. Pour prix de cette cession, la république batave promet de payer à la république française, et aux termes convenus entre les deux gouvernemens, une somme de six millions de francs.

(65) Page 238.

A son départ d'Égypte, Bonaparte avait laissé le commandement de l'armée au général Kleber, dont le premier soin avait été de dissiper les alarmes des troupes, en leur faisant part des motifs impérieux qui avaient forcé Bonaparte à s'exposer aux hasards d'une navigation dangereuse dans une saison défavorable, et sur une mer étroite, couverte d'ennemis. Ce départ était fortement lié à leur intérêt; il devait s'occuper à leur envoyer des secours, et une glorieuse paix ne tarderait pas à les rappeler dans leur patrie.

Cependant le grand visir était entré, avec une nombreuse armée, dans l'Asie mineure, et il était enfin parvenu, après plus de six mois, à Ghazah, où il avait fixé son quartier-général. Informé de sa marche, le général Kleber avait fait un circuit dans le désert, et s'était trouvé

derrière le camp de l'ennemi, avec environ quatre mille hommes, montés sur des chevaux ou des dromadaires; en même temps, son infanterie, au nombre de dix mille hommes, avait atteint les puits de Sebabieh, à une lieue et demie du camp du grand visir : celui-ci, effrayé de la position critique dans laquelle il se trouvait, après avoir précipitamment abandonné son camp et ses bagages, s'était retiré du côté de Damas avec les débris de son armée.

Le général Desaix continuait d'observer la haute Égypte, et le général Verdier tuait ou faisait prisonniers environ quatre mille hommes qu'avait fait débarquer près de Damiette le commodore Smith, de concert avec Osman-Pacha.

Malgré tous ces succès, l'armée française se trouvait dans une position désastreuse, et elle était tombée dans un découragement difficile à peindre, en apprenant que les flottes française et espagnole, que l'on croyait destinées à venir apporter des secours en Égypte, avaient passé le détroit, et étaient retournées à Brest; elle avait appris en même temps les revers des Français en Italie et en Allemagne, l'invasion de la Hollande, le soulèvement de la Vendée, et les dangers sans nombre auxquels la république était exposée. Le général Kleber sentit alors combien il était important de renouer avec le grand visir une négociation déjà entamée par Bonaparte.... « Sans « places fortes (disait-il dans ses dépêches au directoire « exécutif), sans vivres, sans argent, sans vaisseaux, je « devais me demander ce que je pourrais faire pour la « conservation de l'armée; il ne restait aucun moyen de « salut. On ne peut traiter que les armes à la main avec « des hordes indisciplinées, de barbares fanatiques qui « méconnaissent tous les droits de la guerre. L'évidence « de ces motifs a frappé tous les esprits; elle a déterminé « mon opinion. »

Heureusement, le grand visir, de son côté, était persuadé qu'il ne pourrait expulser les Français par la force des armes : en conséquence, les plénipotentiaires français et ottomans signèrent, le 4 pluviose an 8 (24 janvier 1800), une convention qui contenait les conditions auxquelles l'armée de la république française consentait à évacuer l'Égypte.

De quelque côté qu'on la considérât, cette convention paraissait devoir être infiniment avantageuse à la Grande-Bretagne. Par l'évacuation de l'Égypte, les établissemens britanniques dans l'Inde cessaient d'être exposés à un très-grand danger, et les Français perdaient une colonie à laquelle ils avaient paru attacher une très-grande importance. On pouvait supposer que les puissances confédérées s'empresseraient d'accélérer l'exécution de cette mesure; et l'Europe apprit avec surprise que la politique du ministère anglais lui avait fait enjoindre au lord Keith de violer la convention, en s'opposant à l'embarquement et au passage des troupes françaises. Ainsi le refus que fit l'Angleterre de concourir aux conditions arrêtées entre le grand visir et le général Kleber mit le grand visir dans le plus grand embarras; il n'osa porter son camp à Belbeys. Cependant il exécuta la convention autant qu'il lui fut possible, en payant trois millions sur la somme stipulée; et, en retour, les Français le mirent en possession des ports qu'ils devaient rendre. Cependant l'Angleterre avait fait déclarer à la Porte, par son ambassadeur, qu'elle ne pouvait souscrire à la capitulation, et qu'elle s'opposerait à son exécution, à moins que les Français ne consentissent à poser les armes, à devenir prisonniers, et à livrer tous les vaisseaux et tous les magasins militaires qui se trouvaient dans le port et dans la ville d'Alexandrie. Le général Kleber, informé de ces dispositions, s'empressa de les faire connaître à son armée par une

proclamation : *Soldats*, leur disait-il en finissant, *nous saurons répondre à une telle insolence par des victoires.... Préparez-vous à combattre....*

Cependant l'aga des janissaires s'était avancé jusqu'à Matarieh ou Héliopolis, à deux lieues du Caire. Dans la position critique où se trouvait le général Kleber, ne pouvant consentir à abandonner le seul poste militaire qui lui restait, il prit le parti que lui dicta son audace, celui d'avoir recours aux armes : il informa donc le commandant turc qu'il se proposait de recommencer les hostilités ; et, bientôt après, il marcha vers Héliopolis, où se trouvait l'aga des janissaires avec la plus grande partie de l'armée turque. L'arrivée des Français fut suivie d'une bataille où presque toutes les troupes de l'aga furent taillées en pièces. A cette nouvelle, le grand visir, qui n'était qu'à deux lieues, voulut se disposer à livrer un nouveau combat ; mais ses soldats, saisis d'une terreur panique, jetèrent leurs armes, abandonnèrent leurs bagages, et se dispersèrent de toutes parts.

Instruits de ces désastres, le nouveau gouverneur de l'Égypte et Osman-Effendi, qui commandaient un corps de troupes turques et de Mamelouks, posté à une lieue à la gauche du janissaire aga, s'étaient rendus promptement au Caire, dont ils s'étaient emparés au moyen d'un soulèvement excité par quelques Osmanlis qui s'y étaient introduits : tous les Français qui s'étaient trouvés dans la ville avaient été massacrés, ainsi que des Grecs et des Cophtes. Pendant cette trahison et ces meurtres, le général Kleber avait poussé ses avantages ; le fort de Belbeys s'était rendu à lui le 1er germinal (22 mars), et celui de Salahieh le lendemain ; les Turcs qui occupaient celui-ci s'étaient enfuis dans le désert, où il périt plus de dix-huit mille hommes de troupes ottomanes. Le 5, le général en chef avait reparu sous les murs du Caire, que l'ennemi s'était empressé d'évacuer, par une capitulation, après une faible résistance : en même temps, le général français conclut avec Mourad-Bey un traité qui, en paraissant satisfaire son ambition, le rendait néanmoins dépendant de la France. Des troupes furent ensuite chargées de reconquérir Damiette, que l'ennemi occupait en vertu de la convention d'*El-Arich;* douze cents Osmanlis furent tués dans l'action qui eut lieu sous les murs de cette place; le reste s'enfuit en Syrie.

(66) Page 243.

Nous aimons à croire que nos lecteurs nous sauront quelque gré de leur faire connaître ici un *mémoire* remis au premier Consul par un officier-général français, peu de temps avant son départ pour Dijon.

« Le gouvernement français, obligé de faire de puissans efforts pour arracher la paix à des ennemis opiniâtres, est dans la nécessité de calculer ses opérations militaires de manière qu'elles produisent des résultats avantageux, sans hasarder ni la gloire de nos armes ni nos moyens d'agir, qu'il serait désormais très-difficile de remplacer, si on risquait légèrement de les perdre ; il faut ajouter à ces considérations celle des troubles que susciteraient certainement les ennemis intérieurs du gouvernement, si le premier Consul ou ses lieutenans éprouvaient des revers marqués. Il importe donc, sous tous les rapports, de n'adopter d'autre plan militaire que celui qui promettra des succès rapides, solides, décisifs, sans avoir l'inconvénient de compromettre.

« L'armée de réserve qu'on rassemble à Dijon, pouvant se porter vers les Alpes ou le Rhin, il est à propos d'examiner laquelle de ces deux directions il vaut mieux lui faire prendre.

« On conviendra que, s'il n'est pas impossible à cette ar-

mée de franchir les Alpes, une semblable entreprise est au moins très-difficile, puisqu'on ne peut se servir que d'un petit nombre de passages, encore remplis de neige, et ordinairement peu fréquentés, tels que le Saint-Bernard et les défilés des Grisons, en supposant toutefois que les Autrichiens commettent la faute de ne les pas masquer par des corps d'observation, et qu'afin que cette périlleuse tentative ne soit pas en pure perte, on ait la certitude que le général Massena pourra attendre qu'on vienne le délivrer. Il faudrait d'ailleurs transporter à bras, les vivres, les munitions et l'artillerie; mesure à la fois lente et dispendieuse, et lorsqu'on arriverait entre les Alpes et le Pô, on s'y trouverait sans autre point d'appui que des places ouvertes, sans magasin et sans autres subsistances que celles qu'on pourrait se procurer à la pointe de la baïonnette, aux dépens des Autrichiens. On ne peut douter qu'à la première nouvelle de notre démarche, ils ne laissent devant Gènes un corps suffisant pour contenir Massena, et n'accourent avec le reste de leurs forces, soit pour nous fermer l'Italie, soit pour nous combattre au débouché des montagnes, avec tous les avantages qu'une armée fraîche, bien pourvue, établie solidement dans un pays dont elle occupe les places fortes, a nécessairement sur des troupes fatiguées et exténuées. Si les Allemands étaient battus, les places fortes leur serviraient de retraite, et notre position ne deviendrait guère plus avantageuse qu'auparavant, puisque nous manquerions des approvisionnemens nécessaires pour profiter de notre victoire en faisant des siéges. Si au contraire les Autrichiens nous battaient, notre armée pourrait être entièrement ruinée et même se trouver dans l'impossibilité de regagner la France. On ajoutera à ces réflexions que, si Gènes avait été forcé de se rendre, l'objet principal de la diversion serait manqué, et que, si la place tenait encore à l'arrivée de notre armée en Italie, celle-ci

ne se verrait pas moins dans la nécessité de vaincre ou de périr : extrémité dangereuse dans laquelle les grands généraux ont toujours évité de se mettre ou de se laisser réduire.

« Ces considérations sont trop évidentes pour ne pas démontrer la convenance de porter l'armée de réserve en Allemagne plutôt qu'en Italie, dont on fera plus facilement, et à moins de frais, la conquête aux portes de Vienne, qu'en se hasardant contre toute prudence au-delà des Alpes, vers lesquelles il faut se borner à envoyer quelques troupes, pour montrer des têtes aux principaux passages, inquiéter le général Melas, et l'empêcher aussi long-temps qu'il sera possible de détacher des forces quelconques ou secours des états héréditaires de l'empereur.

« D'après les bases qu'on vient de poser, l'armée de réserve franchira rapidement l'espace qui sépare Dijon de Bâle, passera le Rhin sur le pont de cette ville ou à Brisach, se portera sur la droite du général Moreau, pour livrer, de concert avec lui, une bataille aux Autrichiens, dans le triple objet de les éloigner d'Ulm, de pouvoir ensuite bloquer ou attaquer cette place, selon l'état où elle se trouvera, enfin de les rejeter entièrement, et de les retenir sur la rive gauche du Danube, tandis que le général Moreau occuperait la rive droite. La valeur de nos troupes et leur supériorité en nombre, par la réunion momentanée de l'armée de réserve, ne permettent guère de douter de la victoire; après laquelle, l'objet du général Moreau sera, 1° de protéger le blocus ou le siége de la ville d'Ulm; 2° d'empêcher les Autrichiens de repasser à la rive droite du Danube; 3° d'assurer les derrières de l'armée de réserve, qui se portera dans la direction de Vienne, sur laquelle l'ennemi, pris au dépourvu, ne pourra lui opposer de forces assez nombreuses pour l'arrêter. Si le général allemand détache de son armée des

forces pour les envoyer défendre l'Autriche, en passant le Danube à Ingolstadt, Ratisbonne ou Regensbourg, Straubing, Passau ou Lintz, le général Moreau renforcera proportionnellement l'armée de réserve, qui se bornera à laisser en arrière deux ou trois garnisons, tant pour assurer sa retraite, au besoin, que pour entretenir sa communication avec le général Moreau, et à envoyer sur sa droite quelques détachemens vers les gorges du Tyrol, afin que les troupes autrichiennes qui pourraient se trouver dans cette partie ne puissent venir inquiéter son flanc droit et ses derrières.

« Il est très-vraisemblable que cette entreprise, bien conduite, permettra au gouvernement français de forcer l'empereur à accepter la paix sous les murs de Vienne; car, si, comme on a déjà dû le pressentir, le maréchal Krai marche avec la totalité ou une partie de son armée au secours de la capitale autrichienne, rien n'empêche le général Moreau de suivre ses mouvemens, en côtoyant la rive droite du Danube : d'ailleurs, le général allemand, supposé à la rive gauche, ne pourrait précéder les Français à Vienne, puisqu'il faudrait qu'il décrivît un arc tandis que ceux-ci n'auraient que la corde à parcourir.

« L'armée d'Italie serait encore bien moins en mesure que celle d'Allemagne, de venir au secours de l'empereur, parce que, indépendamment de la longue route qu'elle aurait à faire, on pourrait la retenir derrière les Alpes, tant par les détachemens dont on a dit plus haut qu'il fallait garnir les passages, que par une seconde armée de réserve que l'on assemblerait, comme la première, à Dijon, soit pour venir renforcer, au besoin, les Français dans l'Empire, soit pour pénétrer en Italie, si le général Melas s'en éloignait ou s'y affaiblissait seulement, soit pour l'empêcher de tenter une diversion en France.

Si, contre toute apparence, l'armée de réserve essuyait un échec en Allemagne, elle se retirerait facilement à la faveur de celle du général Moreau, et on pourrait la remettre bientôt en état de reprendre l'offensive, toujours dans l'objet de menacer Vienne.

« Le plan qu'on vient de lire est basé sur l'expérience du passé, du présent, et sur les idées du maréchal de Turenne. Depuis que la cour de Vienne a un système de politique, elle s'est constamment attachée à éloigner la guerre de son territoire, en la soutenant sur celui de ses alliés ou de ses ennemis, parce qu'elle a senti qu'en supposant qu'elle éprouvât des revers, elle ne pouvait perdre à la paix; et souvent même elle y a gagné, sur-tout avant la création de la puissance prussienne.

« Le maréchal de Turenne, à la sagacité de qui ce calcul ne put échapper, résolut, en 1646, 47 et 48, d'approcher autant qu'il serait possible le théâtre de la guerre des états héréditaires de la maison d'Autriche, par les cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière; et cette combinaison, dans laquelle il fit entrer, quand il le put, les généraux de la Suède, alors alliée de la France, contribua essentiellement à forcer la cour de Vienne à signer à Munster, le 24 octobre 1648, la paix connue sous le nom de *traité de Westphalie*. En juin 1673, M. de Turenne, partant de Soest ou des bords de la Lippe, voulait s'avancer, en remontant le Mein, vers les frontières de Bohême et d'Autriche; mais la jalousie ou de fausses vues du marquis de Louvois contrarièrent ce projet. En 1675, le maréchal, qui s'était affranchi de la dépendance du ministre, allait reprendre son ancien plan (de concert avec l'électeur de Bavière, qui avait traité avec Louis XIV), lorsqu'il fut tué à Sasbach, le 27 juillet. Ceux qui lui succédèrent dans le commandement se bornèrent à défendre l'Alsace; mais, en 1677, le maréchal de Créqui, qui est celui de tous les généraux français

qui, par l'étendue de son génie militaire, a le plus approché de Turenne, termina la campagne par la prise de Fribourg, qui lui permettait d'ouvrir la suivante, en 1678, entre la rive droite du Danube et les montagnes, et, par conséquent, de s'avancer vers la Bavière et l'Autriche. Bientôt la cour de Vienne demanda une suspension d'armes, et signa la paix à Nimègue, le 5 février 1679. En 1714, l'empereur, qui s'était opiniâtré à continuer la guerre contre la France, quoique l'Angleterre et la Hollande eussent traité, en 1713, avec Louis XIV, donna le commandement de son armée du Rhin au prince Eugène de Savoie; mais, comme le maréchal de Villars, à l'exemple du maréchal de Créqui, avait pris Fribourg à la fin de 1713, l'empereur, craignant, malgré la capacité éprouvée du prince Eugène, que les Français ne parvinssent à venir menacer ses états héréditaires, conclut la paix à Rastadt, le 6 mars 1714.

« Ces trois exemples, qui eussent été renouvelés à la fin de 1741, si l'armée française et bavaroise, au lieu de tourner vers Prague, eût marché à Vienne, comme le maréchal de Belle-Isle l'avait proposé, prouvent que, quand la France, en guerre avec l'empereur, veut le forcer à la paix, ou lui arracher des cessions quelconques, elle ne peut prendre de meilleur parti que de se tenir sur la défensive en Italie et sur le bas Rhin, pour concentrer et faire avancer ses principales forces entre la Suisse, les montagnes du Tyrol, de Carinthie et de Styrie, et la rive droite du Danube, avec la volonté bien annoncée de porter le fort de la guerre en Autriche; car, puisque la seule indication de ce projet a déjà déterminé trois fois, dans des conjonctures différentes, la cour de Vienne à la paix, on est fondé à croire que la même tentative produira constamment le même résultat.

« Ce qui s'est passé de nos jours vient encore à l'appui de cette opinion; la paix de Campo-Formio, au moment où Bonaparte était à trente lieues de Vienne, et celle de Lunéville, lorsque le général Moreau n'en était qu'à dix-sept, le confirment.

« L'empereur ne se croira jamais vaincu que lorsqu'il verra les Français aux portes de sa capitale. »

(67) Page 244.

L'horreur que les hôpitaux inspiraient était si grande, que beaucoup de militaires restaient malades à leurs corps et aimaient mieux y mourir que d'aller à l'hôpital; il y en a qui, malgré la neige et les frimas, mouraient à la porte des hôpitaux plutôt que d'y entrer; il y en a qui, pour terminer les insupportables privations que l'on souffrait dans les hôpitaux, et pour échapper au spectale des horreurs qui s'y commettaient, se jetaient par les fenêtres.

Une anecdote achèvera de jeter un jour hideux sur les désordres auxquels cette partie était en proie.

Un officier de santé, ne recevant rien de sa solde, pria l'économe des hôpitaux de Gênes, de lui donner pour subsister (en attendant que l'on payât quelque chose sur l'arriéré) une ration de vivres par jour; l'économe le lui promit, à condition *qu'il mettrait* au quart de portion *des malheureux, qui, pour se rétablir, n'avaient la plupart besoin que de nourriture*. L'officier de santé, révolté, refusa avec indignation d'acheter, à ce prix, le soulagement que le besoin le plus pressant l'avait porté à solliciter.

Tel était le résultat de l'abandon où la régie avait laissé les hôpitaux, qui ne recevaient les principaux comestibles que par les soins de l'ordonnateur en chef et des commissaires des guerres.

(68) Page 246.

Les vingt-deux bataillons auxiliaires, destinés à recruter l'armée d'Italie, ne produisirent pas mille hommes; le bataillon de la Lozère arriva à Nice fort d'un homme; mais cette circonstance, qui, pour l'armée d'Italie, prouva la nullité de cette mesure de l'ancien gouvernement, ne fut pas le seul grand mal qui en était résulté : on peut en citer deux autres; le premier, les dépenses énormes que l'on fit pour ces bataillons auxiliaires, qui, en partant de leurs départemens, étaient armés, habillés et équipés à neuf, soldés à la journée, et qui, en sept ou huit jours de marche, furent à peu prés tous dissous; le deuxième, cette foule d'officiers, qui, après une longue oisiveté, fruit de l'inconduite chez plusieurs d'entre eux, n'ayant pas su conserver un des soldats qui leur avaient été confiés, arrivèrent à l'armée sous le nom du bataillon qu'ils avaient été chargés d'y conduire, et, leur vieux brevet à la main, réclamèrent, suivant la loi, des postes que, de cette manière, ils prétendaient enlever à la valeur et à la bonne conduite.

(69) Page 250.

Avant d'entrer dans les détails de la campagne du premier Consul, on trouvera sans doute à propos de jeter un coup d'œil sur son plan d'attaque, et sur les obstacles qu'il devait s'attendre à rencontrer.

Les forces, destinées à se rendre et à agir en Italie se dirigeaient, par différens points, sur les parties où elles devaient agir de manière à pénétrer à la fois dans la république cisalpine, et dans plusieurs endroits du Piémont.

Ainsi le général Moncey, à la tête d'environ vingt mille hommes, traversait le mont Saint-Gothard, se dirigeait sur Bellinzone, et marchait ensuite sur Milan et l'Oglio.

Le général Berthancourt se portait sur le Simplon*, avec trois mille hommes, pour descendre par Domo Dossola et Arona sur le Tésin.

Le général Berthier gravissait le mont Saint-Bernard, pour se porter, avec quarante mille hommes, par la vallée d'Aoste, sur le Pô, d'où il devait gagner Valence, Tortone, Alexandrie.

Le général Chabran, avec quatre mille hommes, marchait par le petit Saint-Bernard, pour se rendre dans la vallée d'Aoste, par la Thuile et Villeneuve.

Le général Thureau, avec environ dix mille hommes, descendait en même temps le Mont-Cenis et le Mont Genèvre, pour se porter sur Turin et sur Pignerol.

Enfin, le général Suchet défendait les bords du Var, avec sept ou huit mille hommes, tandis que le général Massena était renfermé dans Gènes avec environ douze mille.

Ainsi les Français étaient en mouvement depuis les Alpes Pennines, jusqu'à celles Maritimes, et il entrait dans le plan du premier Consul, en inquiétant ou en attaquant les Autrichiens sur autant de points, de les réduire à une défensive d'autant plus difficile, que dans le cas où il réussît à se porter assez rapidement sur l'Oglio avec la division aux ordres du général Moncey; il espérait leur couper leur retour en Allemagne, et qu'avec l'armée, commandée par le général Berthier, il pouvait avoir passé le Pô, et se trouver dans les plaines du Parmesan et du Plaisantin avant le général Melas.

Au reste, les forteresses au pouvoir des Autrichiens ne pouvaient guère, par leur position, être d'un grand avantage à la défense du pays qu'ils occupaient. Alexandrie, Tortone et Serravale, ne pouvaient empêcher le général Massena, dès qu'il serait débloqué, de se porter de Gènes sur Plaisance, où étaient les magasins de l'armée autri-

chienne ou sur Parme, Sarzane et Lucques. Le général Suchet, n'étant plus contenu par des forces suffisantes, pouvait pénétrer dans le Piémont par le col de Tende, ou par les sources du Tanaro, s'il voulait éviter Coni. Aucune place, aucun point fortifié ne couvrait le Milanais, du côté de la Suisse; le château de Bar et la ville d'Ivrée étaient les postes, qui, dans le nord du Piémont, pouvaient arrêter la marche des Français.

D'un autre côté, à l'époque du 26 floréal (16 mai), la distribution des troupes autrichiennes, dans les différentes positions qu'elles occupaient, ne pouvaient être que très-favorables aux projets de Bonaparte; les principales forces des Autrichiens étaient employées au blocus de Gênes, ou concentrées vers Nice, et se trouvaient à plus de soixante lieues de la frontière septentrionale de l'Italie, où le général Melas avait commis la faute de ne laisser que des corps très-faibles et hors d'état de résister à ceux qui venaient les attaquer.

(70) Page 254.

D'après les ordres du premier Consul, le général Marmont avait fait publier, à son de trompe, dans le bourg Saint-Pierre, et tous les villages environnans, que chaque pièce de canon, avec ses affûts et ses caissons, serait payée pour son transport sur la montagne, et la descente à Etroubles, 600, 800 ou 1,000 francs, selon le calibre et le poids. A cette annonce, une foule de paysans accoururent, des milliers de soldats se réunirent à eux, et se pressaient autour des pièces, pour avoir l'honneur de les traîner; mais, arrivés de l'autre côté de la montagne, ils refusèrent constamment le salaire promis pour ces transports.

(71) Page 255.

Un habitant de la Savoie, nommé *Bernard* de Menthon, fonda, au dixième siècle, sur la montagne où se trouvait alors l'armée française, un monastère qui subsiste encore aujourd'hui, et lui donna son nom. Cette maison passe pour le point le plus élevé où l'homme ait osé fixer sa demeure; un éternel hiver règne dans ce séjour. Le voyageur, ébloui par l'éclat de la neige, y chercherait inutilement un tableau de verdure, sur lequel il puisse reposer ses yeux : on ne rencontre, à deux lieues à la ronde, ni un arbre, ni une plante; et c'est sur la cime de ce mont, dans ce pays oublié de la nature entière, que se trouve une société de bons cénobites, pratiquant tous les devoirs inspirés par la plus sublime vertu. Séquestrés du reste des humains, en communication seulement avec ceux que le hasard, la curiosité ou l'infortune, conduisent dans leur solitude, sans préjugés nationaux ou religieux, ils accueillent, avec le même empressement, tous les hommes qui leur demandent l'hospitalité, sans consulter leur rang, leur pays, leur croyance. Ils ne se bornent pas à cet acte habituel de bienfaisance; le but essentiel de leur institution est de guider les voyageurs égarés, de chercher ceux que le froid aurait saisis au milieu des neiges, ou que des avalanches auraient précipités dans des fondrières.

Lorsque l'atmosphère est chargée d'épais nuages, lorsque la neige tombe à gros flocons, ces hommes intrépides se mettent en marche pour parcourir les glaciers dont ils sont environnés; armés de longues perches, ils sondent le terrain; des chiens, accoutumés à cette chasse, les précèdent et les ramènent sur la route couverte de neige, quand volontairement, ou par accident, ils s'en sont écartés. Ces excellens animaux sentent un corps humain, à quelque profondeur qu'il soit enseveli dans la neige; alors, avec la longue perche pointue, on sonde le terrain, le corps est bientôt dégagé. Que ces hommes soient morts ou qu'ils ne soient qu'asphyxiés, on les porte avec la plus

religieuse précaution au monastère, où tous les secours de l'art leur sont prodigués. Ces secours sont souvent inutiles; mais quelquefois on parvient à rappeler à la vie des individus qui paraissent l'avoir perdue.

(72) Page 255.

Bonaparte, qui savait que, malgré la bonne volonté des cénobites du mont Saint-Bernard, il leur était impossible de fournir des alimens à une armée de quarante mille hommes, leur avait envoyé de Lausanne une somme d'argent pour cet usage; jamais argent ne fut employé avec plus d'exactitude et d'avantage.

(73) Page 257.

Le grand Saint-Bernard, autrefois appelé *Mons-Penninus*, est, après le *Mont-Veland*, la montagne la plus haute de cette chaîne des Appennines, qui sépare la Suisse de l'Italie. La Drôme et la Doria, y prennent leur source; sur ces montagnes, si élevées et si inaccessibles, la nature semble avoir pris plaisir à entasser les spectacles les plus horribles et les plus effrayans. Des neiges éternelles, un froid excessif même pendant l'été, nul signe de végétation, aucune empreinte de traces humaines; ici, des rochers pendans; là, des gouffres et des abymes; plus loin, des avalanches prêtes à fondre sur votre tête; par-tout une solitude profonde, qui n'est interrompue que par le sifflement aigu des aquilons et le cri lugubre de quelques animaux farouches: tel est, en abrégé, le tableau que ces lieux offrent au voyageur isolé. Mais combien ces difficultés et ces dangers dûrent paraître insurmontables à celui qui, le premier, songea à se servir de ce passage, à peu près impraticable aux hommes à pied et aux bêtes de somme, pour transporter en Italie une armée nombreuse, avec sa cavalerie, son artillerie, ses bagages, ses munitions de guerre et de bouche! Que d'obstacles à surmonter! quels dangers à prévoir! que de calculs pour les éviter! que de génie pour les vaincre! La postérité, déjà étonnée par les passages successifs d'Annibal, de Charlemagne et de François I[er], qui n'avaient que peu ou point d'artillerie, des armées assez peu nombreuses, et très-peu de cavalerie, sera bien plus émerveillée quand elle lira dans l'histoire les détails du passage du Saint-Bernard, et les prodiges relatifs à la petite ville de Bard et au rocher d'Albaredo.[1]

(74) Page 269.

Le lord Keith s'était chargé, dans Livourne, d'une armée de débarquement, d'une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, et de tout l'attirail nécessaire pour former des siéges par terre et par mer. La cour de Vienne, oubliant que toutes les tentatives faites par elle, depuis le règne de Charles-Quint jusqu'à la révolution de Gênes, en 1746, pour envahir la Provence, s'étaient constamment terminées par la ruine des armées auxquelles cette dangereuse commission avait été confiée, se croyait parvenue au moment d'opérer le morcellement de la France projeté dans le traité de Pilnitz.

Cet espoir se fondait non seulement sur l'état extrême de faiblesse, de nullité, où tous les émigrés déclaraient, de concert, que la France était réduite, mais aussi sur l'assurance positive donnée par ces émigrés, des dispositions morales montrées par le peuple dans les provinces

[1] *Voyez* la note du premier volume, sur les divers passages des Alpes.

méridionales : à les entendre, il ne fallait que déployer un drapeau blanc fleurdélisé sur les bords du Rhône, et les habitans des deux rives de ce fleuve allaient se rassembler en foule, pour détruire eux-mêmes les trophées de la république. Vaines déclamations follement répétées, et qui ne tendaient qu'à prolonger les maux que toutes les nations avaient un intérêt égal d'arrêter.

La tête du pont du Var était couverte par d'excellentes redoutes; dix jours de suite, les Autrichiens tentèrent vainement de les forcer : enfin, renforcés par six bataillons de grenadiers hongrois arrivés, le 1[er] prairial (21 mai), sur les hauteurs à la gauche du Var, secondés par deux frégates anglaises et une artillerie nombreuse, les ennemis attaquèrent, pour la dernière fois, tous les retranchemens français, le 3 prairial (23 mai), et ils furent repoussés avec beaucoup de perte.

(75) Page 270.

Nice fut évacué le 10 prairial (30 mai) par le baron d'Elnitz; dès-lors les généraux français se portèrent sur la gauche du Var, reprirent l'offensive et harcelèrent vivement les Impériaux, qui ne conservèrent et ne défendirent plus leurs positions que pour protéger la retraite de leurs effets militaires; ils ne les ramenèrent cependant au nord des Apennins, vers les bords du Tanaro et de la Bormida, qu'avec des peines extrêmes, dans des routes presque inaccessibles. Poursuivi par le général Suchet, ayant l'ordre d'éviter le combat, le général Elnitz fut d'abord atteint à son aile droite, chassé du col de Tende, puis de celui de de Brans, et forcé de faire un grand détour pour sortir des montagnes : de manière que le général autrichien n'était encore, le 18 prairial (7 juin), qu'à Ormea; et que le général français avait réussi, en retardant sa marche, à priver plus long-temps le général Melas de cette partie

assez considérable de ses troupes dont il avait si grand besoin.

(76) Page 272.

Dès les premiers jours de prairial, la fermentation dans la ville de Gênes était devenue alarmante : le mécontentement avait éclaté dans quelques-uns des corps de l'armée; des soldats avaient brisé leurs armes au milieu de la place Saint-Dominique; le bombardement avait recommencé très-vivement, mais n'avait pas duré.

Le 10, le général en chef avait reçu une demande d'entrevue de la part des généraux Keith, Ott et Saint-Julien; ils voulaient lui remettre une lettre du général Melas, pour lui renouveler les offres de la capitulation la plus honorable. Accoutumé à ne traiter avec les ennemis de son pays que les armes à la main, le premier mouvement du général Massena avait été de rejeter toute ouverture semblable. Mais on était arrivé au terme fatal où il n'était plus ni prudent, ni possible de résister; le moment où l'on aurait pu débloquer Gênes était passé; d'ailleurs la diversion que la défense de Gênes avait fait faire à l'ennemi, et qui avait facilité à l'armée de réserve le débouché des Alpes et son entrée dans le Piémont et la Lombardie, avait eu son effet; enfin il n'existait plus par homme qu'une ration de pain, encore distribuée par faibles portions. Cet objet ne pouvait pas mener au 14, presque tous les chevaux étaient mangés; il était au surplus temps de faire quelque chose pour des troupes qui, de leur côté, avaient tout fait, et que la patrie était si intéressée à conserver. Il n'était pas moins important de sauver six mille malades ou blessés; et tout indiquait qu'il fallait se soumettre à un événement que tous les efforts possibles avaient vainement concouru à prévenir, à éviter ou du moins à retarder.

Dans cette circonstance, le général en chef rassemble chez

lui les chefs des corps ; il se fait rendre compte par eux de l'état de leurs demi-brigades, et leur demande sur quoi il pourrait compter s'il se déterminait à faire une trouée. A l'unanimité, tous déclarèrent qu'il ne pouvait espérer d'être suivi que par des officiers, les soldats n'étant plus en état de soutenir un combat, ni même une marche ; c'était une des dernières espérances du général en chef. Cependant il ne pouvait pas se dissimuler l'accroissement des maux de toute espèce, le progrès des maladies, le nombre effrayant des morts dont la famine couvrait les rues, le tableau de la misère la plus affreuse, celui du découragement, de la tristesse, du mécontentement et du désespoir qui se manifestaient également sur les visages décolorés des habitans et des militaires : il fallut donc se déterminer à écouter les propositions de l'ennemi, et à lui faire connaître les intentions du général. Il tenait sur-tout à ce que, dans la négociation, il ne fût nullement question de capitulation, à la conservation totale des armes et des bagages de son armée ; et à ce qu'elle eût tous les moyens d'évacuation qui lui étaient nécessaires ; mais les négociateurs ennemis n'étaient nullement disposés à accéder aux demandes du général Massena. Il fallait cependant prendre un parti, il n'y avait plus de distribution à faire pour le 15 à midi : ce fut alors que le général se décida à donner, le 14, à six heures du soir, au C. Morin, [1] des pouvoirs extraordinaires pour traiter, avec cette instruction : *l'armée évacuera Gènes avec armes et bagages, ou bien elle se fera jour demain par la force des baïonnettes.*

Après une conférence de neuf heures, l'adjudant général Andrieux et le C. Morin remplirent les intentions du

[1] Le C. Morin, avantageusement connu par ses qualités personnelles et son livre sur *la Théorie de l'administration militaire*, était alors secrétaire particulier du général en chef.

général en chef, et obtinrent des conventions qui honoraient l'armée, les négociateurs et celui qui, en les commandant, avait su communiquer à tous les hommes sous ses ordres la force de son caractère et la fierté qui lui convenait.

Telle fut la fin de ce blocus mémorable qui dura soixante jours, pendant lesquels le général Massena fit presque sans troupes la guerre à toute une armée, se battit souvent sans munitions, suffit sans fonds à d'inévitables dépenses, et nourrit son armée sans magasins.

(77) Page 284.

QUELQUES mois avant la bataille de Marengo, le général Desaix était encore dans la haute Egypte, d'où le général Kleber l'avait rappelé pour l'envoyer à El-Arich, où il avait signé la capitulation conclue avec le grand visir, et garantie par sir Sidney Smith. Cependant il n'était pas d'avis de l'évacuation de l'Egypte ; mais il obéit aux ordres du général en chef. Muni d'un passe-port signé par les deux commandans des troupes combinées, et accompagné d'un officier anglais chargé de faire respecter le traité, il monte sur un vaisseau neutre pour se rendre en France. Débarqué à Livourne, il fut détenu au lazaret comme prisonnier de guerre, par ordre du lord Keith, qui ne lui alloua que 20 sous par jour pour sa subsistance, ainsi qu'aux simples soldats renfermés avec lui, par la raison, disait l'amiral, que l'égalité française ne permettait pas qu'un général fût mieux traité qu'un simple particulier. « J'ai « traité avec les Mamelouks, avec les Turcs, avec les « Arabes du grand désert, avec les Ethiopiens, avec les « noirs habitans du Darfour, » fit dire Desaix indigné à l'amiral ; « ils respectaient leur parole lorsqu'ils l'a- « vaient donnée, et n'insultaient point aux hommes dans « le malheur. »

L'Angleterre ayant accédé à la convention d'El-Arich,

la liberté fut rendue à Desaix. A son arrivée à Toulon, ce général apprit l'expédition de Bonaparte en Italie. S'étant promptement rendu à Milan, il y reçut le commandement d'une division, et marcha vers Marengo. En route, il sentit une espèce d'abattement : « Voilà long-temps que je ne « me bats plus en Europe, dit-il à ses aides-de-camp ; « les boulets ne nous connaissent plus, il nous arrivera « quelque chose. » Son corps fut porté au monastère de Saint-Bernard, et déposé dans un mausolée, où une inscription rappelle son nom et ses exploits, et où les cyprès s'entremêlent avec les lauriers de Marengo.

(78) Page 295.

Quelques officiers autrichiens, qui ont écrit sur la campagne de l'an 7 et de l'an 8, ont voulu, à l'occasion de la dernière bataille de Marengo, rapeler celle qui fut livrée par le général Moreau, à peu près sur le même terrain, le 27 floréal an 7 (16 mai 1799); ils ont prétendu 1° que le général Moreau avait été battu ce jour-là par le général Lusignan; 2° que ce général voulait faire le siége de Tortone; 3° que, dans cette occasion, il commit les mêmes fautes, qu'une année après le général Melas, en cherchant à tourner les Autrichiens par leur droite et par leur gauche; 4° que le général Lusignan culbuta les Français, et gagna la bataille en faisant un effort sur le centre comme le général Berthier.

Nous avons cru important de nous arrêter à ces assertions de la part de ces historiens militaires, afin d'éclairer les personnes qui, par ignorance, paresse ou difficulté de s'instruire des faits, ne pouvant ou ne voulant pas se donner la peine de les éclaircir, les croiraient aveuglément au détriment des troupes françaises et des généraux qui les commandaient.

1° Le général Moreau ne fut point battu par le général Lusignan, mais, au contraire, remporta sur les Autrichiens et sur les Russes un avantage complet ; ne se laissa point séduire par les mouvemens du maréchal Souworof, et remplit parfaitement le but qu'il avait d'empêcher les Russes de passer le Pô pour le tourner par sa gauche et le forcer à combattre.

2° Le général Moreau ne pouvait penser et ne pensait nullement à faire lever le siége de Tortone, mais bien à déjouer les projets du maréchal ; celui-ci avait exécuté un grand mouvement sur sa gauche, dans l'espérance que le général Moreau, pour mettre en sûreté sa droite et conserver ses communications avec Gènes, dégarnirait sa gauche, et donnerait par-là les moyens à un corps russe de passer le Pô à Combio, de surprendre la gauche des Français, de l'envelopper et de l'engager à une action décisive qui n'aurait pas manqué de les perdre.

3° Toute la conduite du général Moreau, dans la journée du 27, n'eut aucun rapport avec celle que tint, une année après, le général Melas. Le 25, la gauche du général Moreau avait été attaquée par une avant-garde vivement repoussée. Le 26, l'attaque avait été plus sérieuse; une division d'environ sept mille Russes avait passé le Pô à Basignana, et avait marché vers Pecceto, afin de couper la ligne des Français ; mais, attaqués de front et en flanc, les Russes, obligés de plier de toutes parts, avaient été culbutés, et presque tous tués ou noyés dans le Pô. Ces tentatives malheureuses avaient décidé le maréchal Souworof à se porter en force sur la rive gauche du Pô, et à marcher sur Turin, dans l'espérance de faire sortir le général français de son camp pour rentrer dans le pays de Gènes ; cependant, il n'avait pas été plus heureux dans ses conjectures : le général Moreau sortit bien de son camp, mais ce fut pour battre les Austro-Russes : instruit des mouvemens que faisaient les ennemis dans leur camp de Torre

di Garafolo pour passer à la gauche du Pô, le général français fait jeter un pont sur la Bormida, passe le 27, de très-grand matin, cette rivière, à la tête de sept mille hommes, attaque et rompt la chaîne des postes avancés sur Marengo, détache quelques troupes sur sa gauche pour occuper le général Melas, marche rapidement au camp de Torre di Garafolo, force le général Lusignan à l'abandonner, maltraite sa division et celle du général Paucrazian, se retire vers ses ponts, les passe, les replie et rentre dans Alexandrie.

Après ces détails, nous le demandons, quel rapport trouver entre ces actions et celles de la bataille de Marengo en l'an 8? et comment oser dire que le général Lusignan remporta une victoire sur le général Moreau? Quelle sagacité! Au contraire, dans la manière dont ce général pénètre les plans du maréchal Souworof et les déjoue; avec quelle promptitude il sait profiter de la moindre faute des ennemis, et au moment où ils font un mouvement pour passer sur la gauche du Pô, tomber sur leur camp et y battre les Austro-Russes!

(79) Page 313.

On a quelquefois accusé la France, et ensuite l'Autriche, d'aspirer à la monarchie universelle de l'Europe; mais ces reproches tenaient plutôt à de vaines craintes qu'à des raisons solides. Ce projet sera toujours impraticable sur le continent, tant que l'Europe sera partagée entre plusieurs grandes puissances, telles que la Russie, la maison d'Autriche et la France; accablées par leurs victoires comme par leurs défaites, ces grandes puissances sont bientôt obligées de se rapprocher après leurs divisions.

Mais un peuple insulaire n'éprouve pas les mêmes besoins; la guerre ne pouvant guère l'atteindre, il en propage, il en prolonge impunément tous les fléaux jusqu'aux

extrémités du monde, fondant son commerce sur la ruine du commerce étranger; il s'enrichit des pertes des autres peuples, il s'applaudit de son repos au milieu du bouleversement général; son intérêt devient contraire à celui du genre humain.

Jamais cette assertion n'avait été prouvée avec plus d'évidence que durant la guerre dont la révolution française était le prétexte et le principe; à écouter le lord Grenville et le chancelier Pitt, l'Angleterre devait sauver les débris de la civilisation menacée d'une ruine totale par les révolutionnaires français; cependant, tandis que la France, couverte de trophées, rassurait, par sa modération, les états effrayés par l'éclat de ses victoires, le cabinet de Saint-James les alarmait par son despotisme; maître des plus riches contrées de la terre, il en vendait les productions, et payait avec l'argent qu'il en retirait les souverains qu'il avait soulevés contre la France; il ne lui restait qu'un pas à faire pour soumettre l'Europe entière à son joug; il s'agissait d'imposer de telles entraves à la navigation des neutres par le despotisme de son prétendu droit maritime, qu'ils fussent obligés d'abandonner leur commerce pour acheter, des Anglais, tous les objets dont ils avaient besoin; dès-lors, tous les métaux précieux auraient reflué en Angleterre. Tous les peuples se seraient trouvés tributaires de l'industrie anglaise, et le cabinet de Saint-James, avec son or, eût remué à son gré l'Europe entière.

Depuis long-temps les entraves les plus multipliées gênaient la navigation générale, au gré des usages britanniques; ces entraves dérivaient en partie de l'acte de navigation publié sous la régence de Cromwel; d'autres étaient le résultat de traités onéreux avec les nations qui n'avaient pu résister à la marine anglaise; le plus grand nombre s'étaient introduites par la manière arbitraire dont les

amirautés prononçaient sur les prises en temps de guerre.

C'était une maxime chez les Anglais, qu'en temps de paix, les vaisseaux, de quelque nation que ce fût, devaient aborder dans tel ou tel port, ne voiturer que telles marchandises; et, en temps de guerre, que toute contrée où l'Angleterre voudrait porter la famine, serait déclarée bloquée, et que, sur la proclamation du blocus, il serait défendu à tout bâtiment étranger d'y aborder. L'un de ces principes prenait sa source dans l'acte de navigation; les peuples qui avaient une marine pouvaient le rendre nul, en publiant un acte de navigation semblable, et en traitant les Anglais comme les Anglais les traitaient; la seconde maxime dérivait du droit de la guerre.

Un port est assiégé, l'armée assiégeante peut arrêter les convois neutres dont les secours éloigneraient l'instant où ce port doit succomber; c'est un moyen dont elle se sert pour accélerer son triomphe. L'espace maritime, qui sert d'horizon à la portée de l'artillerie de la place, détermine les limites de son domaine, il lui appartient, comme il appartenait auparavant à la ville assiégée; plus loin la mer doit être libre, les assiégeans ne doivent pas avoir plus de droits, sur les vaisseaux neutres, que n'en avait le commandant de la place assiégée. Mais les Anglais, abusant d'un principe reconnu, avaient supposé que tous les ports de France étaient naturellement bloqués par les ports anglais ou par les escadres anglaises disséminées sur les mers. Ils avaient même étendu cette fiction aux places littorales de toutes les puissances avec lesquelles ils étaient en guerre. Dès-lors, le commerce des neutres avait été anéanti. En vain ceux-ci faisaient-ils convoyer leurs navires marchands, par des vaisseaux de guerre; le pavillon n'était pas respecté; les neutres, disaient les ministres britanniques, peuvent transporter chez les nations avec lesquelles nous sommes en guerre, les seules espèces de marchandises

que nous les autorisons à charger, et, puisqu'il ne leur est pas loisible de voiturer des marchandises non autorisées, nous avons le droit de visiter leurs bâtimens, de constater si leurs négocians se sont conformés à nos règles maritimes. D'après cette décision, tous les bâtimens neutres avaient été insultés sur l'Océan. Vainement réclamait-on de toutes parts le droit des gens, les Anglais répondaient par des menaces.

Ce peuple avait presque tout envahi, il voulait envahir encore. Ses flottes égalaient en force celles de tous les autres peuples européens. Se croyant assez puissant pour insulter toutes les nations, toutes étaient insultées. On ne pouvait plus prévoir où s'arrêteraient les interdictions du droit maritime anglais. Après avoir déterminé les espèces de marchandises qu'il était permis aux peuples de voiturer sur l'Océan, qui pouvait empêcher l'amirauté anglaise d'ordonner que telle nation n'aurait que tel nombre de vaisseaux, que tel autre n'en aurait point du tout?

On aurait vu, autrefois, la république de Venise interdire la navigation de l'Adriatique : le doge, à la vérité, épousait cette mer; mais rien n'empêchait au roi d'Angleterre de descendre la Tamise et d'épouser l'Océan.

Pour mettre un terme à des prétentions aussi exagérées, il fut conclu une convention à Pétesbourg, le 16 décembre 1800 (25 frimaire an 9), par les cours de Russie, de Suède, de Danemark; celle de Prusse y adhéra le lendemain. Cette convention était exactement calquée sur la neutralité armée de 1780, durant la guerre d'Amérique. Les puissances contractantes convenaient que les stipulations relatives à la contrebande conserveraient leur force; mais qu'à l'avenir il ne serait conclu aucun traité de commerce sans prendre pour principe que le *pavillon neutre neutralise la cargaison*. La garantie des vais-

seaux de guerre, escortant les bâtimens de commerce, devait affranchir les bâtimens de toute visite de la part des puissances belligérantes. Enfin, on décidait les mesures les plus rigoureuses, pour empêcher qu'aucun commerce illicite, n'eût lieu sous la protection de la neutralité armée.

(80) Page 315.

Sept mille soldats russes se trouvaient en France; les uns avaient été faits prisonniers en combattant, avec les Anglais, dans les marais de la Nord-Hollande, les autres en combattant, avec les Autrichiens, en Suisse ou en Italie. La bravoure de ces troupes avait mérité l'intérêt de tous les militaires contre lesquels elles avaient combattu. Il était naturel que l'échange de ces hommes, accoutumés à un climat si différent de celui de la France eût lieu de préférence à celui des Anglais ou des Autrichiens; le gouvernement des deux nations avait refusé de comprendre les Russes dans les cartels d'échange; Bonaparte, révolté d'une injustice aussi manifeste, avait offert à Paul Ier de lui rendre ces prisonniers sans rançon. Cette générosité fut le germe heureux dont la paix de l'Europe devait éclore. Paul Ier envoya à Paris le général Spreng-Porten, pour régler les conditions de ce cartel. Il n'y eut point de conditions, ce fut un combat de bons procédés entre les deux nations les plus puissantes de l'Europe. Non seulement l'armée russe fut renvoyée sans rançon; mais Bonaparte, ayant ordonné qu'elle se rassemblât dans les départemens du Nord, dont le climat était plus analogue à celui dans lequel elle avait vu le jour, la fit habiller de neuf dans l'uniforme des régimens respectifs, les officiers et les soldats reçurent des armes des manufactures françaises.

Ce procédé généreux contrastait d'une manière assez frappante avec la conduite du gouvernement anglais, qui se donnait pour le réparateur de tous les droits violés en Europe, tandis qu'il accusait le gouvernement français d'être le destructeur de toute morale et de toute bonne foi; il fit la plus vive impression sur Paul Ier, qui ne tarda pas à envoyer à Paris une légation solennelle, dont la négociation fut suspendue par la mort subite de ce prince. Le traité de paix entre la France et la Russie ne fut signé que l'année suivante, sous le règne d'Alexandre Ier.

(81) Page 317.

« Le peuple français était loin de croire que, dans la « saison la plus rigoureuse, ses armées seraient forcées de « combattre de nouveau pour lui procurer une paix que « ses ennemis cherchaient à éloigner par les ruses que la « diplomatie n'emploie que trop souvent. On ne devait « guère s'attendre à voir un négociateur se présenter sans « le pouvoir de négocier. Le gouvernement français, aussi « franc que doit l'être celui d'un état libre, s'était em- « pressé de faire à l'ambassadeur de la maison d'Autriche « les propositions les plus avantageuses, et n'avait nulle- « ment douté de rendre le repos et le bonheur à la ré- « publique. Le comte de Cobentzel avait déclaré qu'il ne « pouvait traiter de la paix que concurremment avec des « plénipotentiaires anglais : en vain lui avait-on observé « qu'un peuple à la solde duquel étaient ceux qui vou- « laient s'armer contre la France, ne consentirait point à « voir cesser une guerre que son gouvernement trouvait « avantageuse, et cherchait à prolonger par les moyens « les plus odieux; la raison s'était tue devant les pouvoirs « impératifs, et de nouveaux succès semblaient devoir « seuls faire changer des dispositions si étranges. C'était « par de telles chicanes que les ennemis de la France « avaient cru gagner une saison qui ne permettait pas « aux troupes françaises de suivre leurs succès. Ils de-

« vraient mieux nous connaître ; ils devraient croire que « les soldats français, aussi peu sensibles aux rigueurs de « la saison qu'ils l'ont été en conquérant la Hollande et « en défendant le fort de Kelh, sauront surmonter les « mêmes obstacles, pour rendre à leur patrie une paix qui « mettra le comble à sa gloire et à sa prospérité. »

(82) Page 339.

Le premier article de cette convention portait que la ligne de démarcation entre l'armée gallo-batave et l'armée impériale serait particulièrement déterminée par les généraux respectifs. Cette ligne devait finir à Bayardof ; et il fut réglé qu'à partir de ce point, l'autre ligne entre l'armée du prince Charles et celle du général Moreau passerait à Ratisbonne, d'où elle longerait la rive droite du Danube jusqu'à l'Erlaph, qu'elle remonterait entièrement ; qu'ensuite elle se rendrait à Leoben, d'où elle suivrait la rive gauche de la Muerch jusqu'au point où cette rivière coupe la route de Saltzbourg à Clagenfurth, et qu'enfin elle passerait à Brixen, à Bolzen, pour s'arrêter à Bormio dans la Valteline. Il fut stipulé que les troupes impériales qui se trouvaient dans le pays des Grisons, dans le Tyrol et dans la Carinthie, se retireraient immédiatement, par la route de Clagenfurth, sur Pruck, pour rejoindre l'armée impériale d'Allemagne. Les forts de Kuffslein, de Schvernitz, et les autres points de fortifications permanentes dans le Tyrol, dûrent être remis à la disposition de l'armée française, pour être rendus, dans le même état, à la conclusion ou plutôt à la ratification de la paix, si elle suivait l'armistice sans reprise d'hostilités. Il dut en être de même des débouchés de Fiutersmuntz, de Nauders et des autres fortifications de campagne dans le Tyrol, ainsi que de Wurtzbourg et de Braunau. Les garnisons ne devaient, en les évacuant, distraire de ces places ni artillerie, ni munitions, ni approvisionnemens quelconques, à l'exception cependant de ce qui serait nécessaire à la subsistance des troupes autrichiennes jusqu'à ce qu'elles eussent atteint la ligne de démarcation. Les levées extraordinaires ordonnées dans le Tyrol dûrent être immédiatement licenciées, et les habitans renvoyés dans leurs foyers. On convint que la suspension d'armes ne pourrait être de moins de trente jours ; qu'à l'expiration de ce délai, les hostilités ne recommenceraient qu'après un avertissement de quinze jours, qui serait prolongé indéfiniment jusqu'à l'avis de rupture. Nul corps, nul détachement des armées respectives, ne devaient passer de l'Allemagne en Italie, tant qu'il n'y aurait point de trêve entre les armées impériale et française dans cette dernière contrée.

(83) Page 339.

On convint que les hostilités ne pourraient être reprises qu'après un avertissement de quinze jours. La ligne dont les Français dûrent être mis en possession suivait la rive gauche de la Livenza jusqu'à la source de cette rivière, et, de là, elle s'étendait jusqu'à Lintz, où aboutissait la ligne de démarcation fixée par la convention de Steyer. Il fut stipulé que l'armée impériale occuperait la rive droite du Tagliamento. Peschiera, Fermione, les châteaux de Vérone et de Legnago, la ville et la citadelle de Ferrare, la ville et les forts d'Ancône, dûrent être remis au pouvoir des Français, auxquels on abandonnait toute pièce d'artillerie qui serait trouvée dans ces places, et ne serait pas de fonte impériale : quant aux munitions de bouche, elles devaient être partagées également entre l'armée impériale et l'armée française. La forteresse de Mantoue devait rester bloquée par les postes français, et recevoir de dix jours en dix jours des vivres pour la

garnison ; mais, en vertu d'une convention signée à Lunéville le 6 pluviose suivant (26 janvier), elle dut être remise aussi à l'armée française.

(84) Page 345.

Les deux hautes parties contractantes convinrent que tous les ports des royaumes de Naples et de Sicile seraient fermés, conformément à l'armistice de Foligno, à tout navire de guerre et de commerce turc et anglais, jusqu'à la conclusion de la paix définitive entre la république française et les deux puissances. Ces ports devaient être ouverts à tous les navires de la république française et de ses alliés ; et, dans le cas où les suites de cette détermination exposerait le roi des deux Siciles aux attaques des Turcs ou des Anglais, la république française s'engageait à faire marcher au secours de Ferdinand IV les troupes dont il aurait besoin.

Ce prince renonçait, pour lui et pour ses successeurs, à l'état des Presides, enclavé dans la Toscane, et à la portion de l'île d'Elbe qui lui appartenait. Ces pays étaient abandonnés au gouvernement français, pour en disposer à son gré. La république française et le roi des deux Siciles s'engageaient à donner réciproquement main-levée du séquestre de tous les biens, meubles et immeubles, saisis, confisqués ou retenus sur les sujets de l'une et de l'autre puissance, par les suites de la guerre, et à admettre respectivement les individus auxquels ces biens appartenaient à l'exercice légal de tous les droits dont ils jouissaient avant les hostilités.

Pour faire disparaître jusqu'aux plus légères traces des malheurs de la guerre, la république française renonçait à toute poursuite au sujet d'événemens quelconques dont elle avait eu lieu de se plaindre. Ferdinand IV, voulant, de son côté, contribuer à réparer les malheurs qui furent

les suites des troubles de ses états, consentait que tous ses sujets, poursuivis en justice, bannis ou forcés à s'expatrier volontairement, à l'occasion des mouvemens révolutionnaires, de quelque nature qu'ils fussent, pussent retourner dans leur patrie, et fussent réintégrés dans leurs biens, et que toutes les personnes détenues à raison d'opinions politiques obtinssent sur-le-champ leur liberté. Il fut stipulé en même temps qu'on restituerait à la république française les statues, les tableaux et les autres objets d'arts qui avaient été enlevés à Rome par les troupes napolitaines. Outre ces articles, il y en eut quelques autres qui accordaient aux Français la faculté de faire entrer des troupes dans les états de sa majesté sicilienne, et d'y occuper quelques places fortes sur la mer Adriatique.

Observation.

L'objet de ces derniers articles, qui furent traités comme secrets dans un temps où la plus redoutable effervescence ébranlait les fondemens de la société, lorsque les arts en pleurs, le commerce en stagnation, une partie du peuple en délire, et l'autre en alarmes, offraient le spectacle le plus effrayant, devait être également de garantir les émigrés napolitains rentrant dans leur patrie des injustices du gouvernement, et le gouvernement lui-même des tentatives ténébreuses auxquelles pouvaient se livrer des hommes ulcérés par de longs malheurs.

La partialité constante avec laquelle le roi des Deux-Siciles avait favorisé les Anglais, dans toutes les époques de la révolution de France, obligeait aussi le gouvernement français à surveiller avec exactitude l'accomplissement de toutes les stipulations maritimes, insérées dans le traité.

(85) Page 346.

La république cisalpine était de nouveau reconnue; elle devait s'étendre jusqu'aux bords de l'Adige. Les possessions autrichiennes, en Italie, se trouvaient bornées par ce fleuve, jusqu'à son embouchure dans la mer. Le grand duché de Toscane était abandonné à la France, par le grand Duc Ferdinand, qui devait être indemnisé, en Allemagne, des pertes éprouvées par lui en Italie. Cet état, sous le titre de royaume d'Etrurie, fut accordé au fils de l'infant, duc de Parme.

Les avantages assurés à la France, par ce traité, et par celui de Campo-Formio étaient les mêmes. Le Rhin et les Alpes devenaient les limites françaises, vers l'Allemagne et l'Italie. L'empereur cédait à la France le petit pays de Frichtal, conservé jusqu'alors par la maison d'Autriche, à la gauche du Rhin, dans les enclaves du canton de Bâle. Le gouvernement français se proposait de donner cette province au corps helvétique, en échange du Bas-Valais, dont la possession aurait livré, à la république française, tous les passages conduisant en Italie, depuis le Simplon jusqu'à la Méditerranée.

Il n'était rien stipulé au sujet du Piémont, dont les troupes françaises étaient en possession. Les princes laïques allemands perdant des souverainetés, à la gauche du Rhin, devaient être indemnisés à la droite de ce fleuve, en sécularisant quelques bénéfices princiers. Ce traité fut ratifié à Ratisbonne, le 16 ventose an 9 (7 mars 1801), par la diète de l'Empire, et à Paris le 28 ventose (19 mars), par le corps législatif.

(86) Page 346.

La bataille d'Héliopolis venait d'assurer de nouveau la possession de l'Egypte aux Français, lorsque le 25 thermidor an 8 (13 août 1800), le même jour où le général Desaix perdait la vie en Italie, un Arabe assassinait le général Kleber dans la maison qu'il occupait au Caire.

A sa mort le commandement de l'armée était passé au général Menou, qui, en se livrant principalement à la partie administrative, avait cru essentiel de faire de grands changemens dans tout ce qu'avait ordonné Bonaparte, et consolidé le général Kleber : on assure que ces innovations ne furent pas heureuses, et occasionnèrent des mécontentemens dans l'armée et dans le pays.

Cependant, pénétré de la mauvaise foi des agens britanniques, dont le gouvernement annullait ou ratifiait les actes, selon qu'il lui convenait, on avait refusé de négocier avec sir Sidney Smith, pour reprendre l'exécution de la convention d'El-Arich; dès-lors le cabinet de Saint-James avait saisi avidement cette occasion pour attaquer ouvertement l'Égypte. Le général Menou n'avait pas même tardé à en recevoir l'avis de la part de Mourad-Bey. L'armée anglaise, d'après son rapport, devait être de dix-huit mille hommes; elle devait opérer son débarquement, avec le capitan pacha, tandis que le grand visir traverserait le désert, et qu'une flotte anglaise, partie de l'Inde, arriverait à Suez avec un corps de troupes considérable. On a prétendu que le général Menou, non seulement n'avait pas voulu ajouter foi à ces avis; mais qu'il avait refusé les offres de secours de la part de Mourad-Bey.

Néanmoins sir Ralph Albercombrie, qui avait parcouru la Méditerranée, s'étant embarqué à Malte, sur la flotte du lord Keith, était arrivé le 11 nivose an 9 (1er janvier 1801), dans la baie de Marmorice, sur la côte de Caramanie, pour y prendre les chevaux, les vivres et les munitions de guerre, que la Porte Ottomane devait lui fournir; mais le divan, qui n'avait demandé que quelques auxiliaires, alarmé en voyant arriver une flotte nom-

breuse et une armée de vingt mille hommes, avait été plus disposé à contrarier l'expédition, qu'à la seconder : ce ne fut donc qu'après deux mois d'attente que la flotte anglaise put être approvisionnée, quitter la baie de Marmorice, et paraître à la vue d'Alexandrie, le 10 ventose (1er mars).

D'après la conviction où paraissait être le général Menou de l'impossibilité d'une pareille expédition, on n'avait envoyé aucuns bâtimens pour observer les Anglais et surveiller leurs mouvemens ; il n'existait sur la côte aucun corps de réserve qu'on pût opposer avec succès au débarquement des Anglais ; on l'avait même dégarnie de troupes, et les places n'étaient pas suffisamment approvisionnées : on savait qu'Aboukir était le seul point où l'ennemi pût opérer une descente ; tous les militaires qui avaient un peu étudié le système de défense de l'Égypte, et qui connaissaient les forces de l'armée française, étaient convaincus que la seule bonne disposition était de la réunir. Quelques généraux représentèrent au général Menou la nécessité de ce rassemblement, et celle bien plus urgente de marcher sur Aboukir ; on le pouvait encore, on avait connu au Caire l'apparition de la flotte anglaise, le 13 ventose (4 mars), et les vents du nord et du nord-est, qui avaient régné jusqu'au 17 ventose (8 mars), avaient empêché les Anglais d'effectuer leur débarquement ; mais le général en chef en avait jugé différemment, en prenant la résolution de rester de sa personne au Caire, et de disperser ses forces sur Belbeis, Damiette, Boulak, le Caire et Aboukir, où il s'était contenté d'envoyer deux cent trente chevaux ; il semblait néanmoins qu'en se portant en force sur le point du débarquement, on aurait pu battre les Anglais avec d'autant plus de facilité, que le visir paraissait ne vouloir marcher en avant, qu'autant qu'il fût assuré du succès du débarquement.

Cependant, à l'arrivée de la flotte anglaise, le général Friant, qui commandait à Alexandrie, s'était empressé de se porter à Aboukir avec quinze cent cinquante hommes d'infanterie et cent quatre-vingts de cavalerie, après avoir envoyé cent cinquante hommes à Rosette, trois cents à la maison carrée, et avoir laissé la garde d'Alexandrie aux marins et aux invalides.

Ces forces étaient trop faibles pour résister au débarquement d'une armée, qui avait à sa disposition une grande quantité de chaloupes, et tous les moyens de la marine anglaise ; il aurait fallu avoir une assez grande quantité de troupes pour culbuter dans la mer les premiers ennemis qui débarqueraient, avant que le reste eût eu le temps de se former ; il aurait fallu aussi pouvoir mettre du désordre dans les chaloupes, par un feu d'artillerie bien dirigé.

Les Anglais, qui ne fondaient leurs espérances que sur la faiblesse du corps chargé de garder les côtes, après avoir embarqué, dans leurs chaloupes, cinq mille huit cent cinquante hommes d'élite, et les avoir partagés en cinq divisions, s'étaient approchés lentement de la côte ; les troupes françaises, pendant ce mouvement, pour se garantir du feu des chaloupes canonnières ennemies, avaient été obligées de prendre position derrière des mamelons de sable ; bientôt les troupes anglaises sont débarquées, déjà elles se sont emparées de la hauteur importante des Puits ; vainement les Français font ils par-tout des prodiges de valeur, vainement repoussent-ils la première ligne, la seconde vient la soutenir, et le général Friant est obligé d'ordonner la retraite.

Lorsque les Anglais furent bien certains de la retraite des troupes françaises, ils envoyèrent un corps sur la hauteur qui domine le village d'Aboukir pour bloquer le fort, et poussèrent leur avant-garde jusqu'au défilé de l'Embarcadaire.

On apprit au Caire, le 20, le débarquement des Anglais, et on y sentit plus fortement encore la faute de n'avoir pas marché au premier avis; ce moment perdu, le parti à prendre devenait bien plus embarrassant. On savait que le visir se disposait à passer le désert; on ne pouvait savoir si on aurait le temps d'aller battre les Anglais, et de revenir sur la frontière de Syrie; on apprenait aussi qu'une partie de la flotte anglaise, venant de l'Inde, était déjà dans la mer Rouge; on ignorait si les Anglais n'avaient pas emporté Alexandrie par un coup de main; cette ville ne pouvait pas tenir huit jours contre une attaque régulière; et, si les Anglais ne l'avaient pas attaquée, au moins avaient-ils eu le temps de se fortifier dans quelque position avantageuse: tous ces motifs devaient déterminer à rassembler promptement tout ce que l'on pourrait avoir de troupes disponibles, en ne laissant dans les postes les plus importans que de faibles détachemens. Au lieu de prendre ce parti, le général Menou s'en tint encore à laisser beaucoup trop de troupes à Damiette, au Caire, à Belbeis, à Salahieh et dans la haute Egypte.

Pendant que les Anglais avaient débarqué, le général Lanus était arrivé à Ramanieh, y ayant entendu le bruit du canon d'Aboukir; il avait marché sur-le-champ au secours du général Friant, et effectué sa jonction avec lui le 19, sur les hauteurs de Nicopolis, en avant d'Alexandrie. Le 21, le corps de l'armée anglaise qui s'était porté le 20 vers l'Embarcadaire, déjà occupée par son avant-garde, s'était mis en marche à huit heures du matin, et avait repoussé la grande-garde française, qui envoya prévenir de leur approche. Le lac Mareotis n'étant pas praticable dans cette saison, et les généraux Friant et Lanus, courant les risques d'être séparé de l'armée, si les Anglais s'établissaient sur les digues du canal d'Alexandrie et du lac Mahadieh, ils résolurent de s'opposer, avec quatre mille

trois cents hommes, à la marche des ennemis, qui comptaient plus de dix-huit mille combattans. En conséquence il s'avancèrent sur les hauteurs voisines du camp des Romains; lorsque les Anglais, qui s'avançaient seulement, virent les troupes françaises posées sur les hauteurs qu'ils voulaient occuper, ils s'arrêtèrent, et on se canonna réciproquement. Le 22, ils se remirent en marche; et, dans la crainte de l'impétuosité française, ils se formèrent sur trois lignes, ayant au centre un carré dont les côtés étaient composés de bataillons en colonnes serrées. L'aile gauche s'était ébranlée la première, en longeant les bords du lac Mahadieh, afin de s'appuyer au canal, et de tourner la droite des Français. Le centre qui marchait plus lentement, étant masqué par une hauteur, laissait croire que l'aile gauche était isolée. Le général Lanus, trompé par cette fausse apparence, espéra la culbuter au moyen d'une attaque très-vive, avant qu'elle pût être secourue; mais, tandis que ce général commence ce mouvement, le centre des Anglais paraît sur la hauteur qui le cachait: on ne peut plus alors arriver sur le flanc de l'aile gauche avant de l'attaquer. On se décide donc à le faire; on traverse la première ligne, le 22e régiment de chasseurs fait mettre bas les armes à deux bataillons; les feux exécutés avec beaucoup de vivacité et de précision, par la seconde ligne anglaise, forcent alors les Français à se retirer et à abandonner leurs prisonniers. En vain, d'un autre côté, avait-on fait plier cette première ligne, et la 18e légère se formait-elle en bataille sur sa gauche, la colonne qui marchait à la droite du centre des Anglais se déploie rapidement sur son flanc, son feu y met du désordre; la 18e ne peut plus achever son mouvement pour lui faire face; la 4e légère et la 22e de chasseurs ne peuvent soutenir seules le combat, et commencent leur retraite. Pendant ces attaques, le général Friant avait tenté inutilement d'inquiéter l'aile

gauche des Anglais; le mouvement projeté par le général Lanus n'ayant pu réussir, il fut obligé de se retirer sur la digue du canal: les deux généraux sentirent alors qu'il serait imprudent de s'engager plus long-temps avec une armée aussi supérieure, et qu'on tenterait mal à propos de l'empêcher d'occuper la position qu'elle venait d'attaquer; avec cette conviction, ils ordonnèrent aux troupes de se retirer, et vinrent prendre position sur les hauteurs de Nicopolis.

Quelques tentatives infructueuses sur le canal avaient décidé l'armée anglaise à camper, la droite à la mer, vers le camp des Romains, la gauche au canal d'Alexandrie, vis-à-vis la pointe du lac Mahadieh, et à fortifier cette position par une ligne de redoutes du côté des Français. Les généraux Friant et Lanus, sentant que la position des hauteurs de Nicopolis n'était pas susceptible d'être défendue, ne songèrent plus qu'à la sûreté d'Alexandrie, et renvoyèrent, pendant la nuit, la plus grande partie de leur cavalerie à Ramanieh, au devant de l'armée, dont la situation devenait très-difficile. Les Anglais, maîtres des digues, mettaient des obstacles à la réunion des troupes sous Alexandrie; heureusement on découvrit une route praticable pour l'artillerie, dans le bassin du lac Mareotis; et l'armée fut enfin réunie, le 29, à Alexandrie. Pendant ces mouvemens, le petit fort d'Aboukir, écrasé par une artillerie supérieure et des bombes, avait été forcé de capituler; et les Anglais, après avoir pressé, avec beaucoup d'activité, la confection des retranchemens de leur position, y avaient transporté beaucoup d'artillerie pour armer leurs redoutes.

Les troupes françaises une fois réunies, on aurait dû attaquer aussitôt les ennemis. Une victoire assurait la possession de l'Egypte, en donnant les moyens d'arrêter la marche du grand visir, et celle des Anglais venant de

l'Inde. En temporisant, au contraire, on consommait les faibles provisions d'Alexandrie; on laissait arriver le grand visir, et on donnait le temps à l'armée anglaise de se fortifier davantage et de recevoir des renforts. Cependant les ennemis étaient tellement supérieurs en nombre, et dans une position si bien fortifiée, qu'il y avait peu d'apparence de succès; on ne pouvait en attendre que d'un coup de vigueur sur une de leurs ailes.

La droite et la gauche des Anglais étaient flanquées par des chaloupes canonnières; la gauche était fortifiée par des redoutes et couvertes par des étangs. Les redoutes placées sur la hauteur occupée par le centre de l'armée prenaient des revers sur toute cette gauche, et le centre était également flanqué par la position de la droite, et par une redoute élevée à côté de l'ancien camp des Romains. L'attaque seule de la droite était praticable; on pouvait espérer de la culbuter par un grand effort, de la déborder par la marche supérieure de l'infanterie française, de faire ensuite agir toutes les troupes sur le centre, tandis que l'aile gauche serait occupée par une fausse attaque; de profiter enfin d'un moment favorable pour décider le succès avec la cavalerie, et d'acculer les ennemis au lac Mahadieh.

Les troupes françaises furent réunies aux avant-postes, une heure avant le jour; le général Lanus fut chargé d'attaquer la droite: l'aile droite française devait se déployer entre les étangs et le centre, pour attaquer celui des ennemis, aussitôt que la gauche aurait enfoncé leur droite; elle devait aussi détacher un corps entre les deux lacs pour occuper la gauche des Anglais; deux régimens de cavalerie devaient remplir le même but dans le lac Mareotis, ainsi qu'une fausse attaque des dromadaires du côté de Bedah; la cavalerie devait marcher derrière l'infanterie, jusqu'à ce que la gauche eût enfoncé la droite

des Anglais, et qu'elle pût saisir l'instant de ce désordre pour décider la victoire par une charge.

Les dromadaires avaient commencé leur attaque au crépuscule, et, en s'emparant d'une redoute, ils avaient fortement attiré l'attention de l'ennemi; le général Lanus se met alors en mouvement, ainsi que les autres divisions; mais l'obscurité ayant mis du désordre dans la marche, presque toutes les troupes ayant attaqué isolément et sans seconde ligne, bientôt le général Lanus avait été blessé mortellement, les principaux chefs mis hors de combat, et les soldats exposés à un feu très-vif sans recevoir d'ordres : dès-lors, ils s'étaient dispersés derrière des mamelons; l'aile droite, d'après les dispositions, attendait les succès de la gauche pour commencer l'attaque. Dès l'instant où le général Regnier qui la commandait est instruit de la blessure du général Lanus et du désordre de la gauche et du centre, il veut s'avancer avec l'aile droite pour les soutenir; mais après le peu de succès de cette dernière attaque, la dispersion des troupes, la perte du général Lanus, des efforts ultérieurs devenaient inutiles, et, si l'on s'était retiré, alors la perte aurait été peu considérable, et l'armée eût resté assez forte pour tenir la campagne et profiter de quelque occasion favorable. Cependant, le général en chef ne donnant aucun ordre, les généraux Regnier et Friant avaient voulu faire une nouvelle tentative avec l'aile droite sur celle de l'ennemi, qui, dès l'instant qu'il avait vu l'attaque se diriger sur ce point, y avait fait marcher sa réserve; en outre, le général Menou, on ne conçoit pas trop pourquoi, avait donné dans le même moment ordre à la cavalerie de charger : vainement lui avait-on représenté l'inconvenance de cet ordre, il avait persisté, et cette cavalerie, en passant dans les intervalles des bataillons qui étaient alors en mouvement, avait arrêté leur marche, de manière qu'il n'y

avait eu aucune troupe à portée de profiter de la déroute dans laquelle la cavalerie avait d'abord mis la première ligne des Anglais, et qu'à l'instant où elles arrivèrent, la cavalerie était repoussée et emportait avec elle tout espoir de succès. Cependant le général Menou ne s'occupait pas de la retraite, et ne songeait nullement à l'ordonner, les troupes restaient sous le feu des lignes et des batteries, sans former aucun mouvement, et perdaient beaucoup de monde; enfin, après deux heures d'indécision, on ordonna la retraite, qui se fit dans le plus grand ordre; les Anglais n'osèrent pas sortir de leurs retranchemens, et l'armée française reprit, à onze heures du matin, sa position sur les hauteurs de Nicopolis; cette position était trop étendue, il aurait fallu se hâter d'en prendre une meilleure, et des considérations majeures auraient dû même faire préférer un plus grand parti : c'était de laisser des garnisons suffisantes à Alexandrie, dans la citadelle du Caire, au fort Julien et à Lesbeh, et de réunnir à Ramanieh tout le reste des troupes qui se trouvaient en Egypte, afin de profiter des occasions favorables pour battre les Anglais lorsqu'ils quitteraient leurs positions pour se porter sur Alexandrie ou sur Rosette, et, suivant les circonstances, marcher contre le visir sitôt qu'il passerait le désert. Ces idées ne furent pas celles du général en chef; il préféra de conserver sa position devant Alexandrie, et de s'arrêter à des demi-mesures; il hésita, il laissa la terreur s'emparer des esprits : les Anglais, qui d'abord avaient été découragés par la mort du général Albercombrie, qui étaient affaiblis par leurs pertes et dégoûtés du pays par les chaleurs de climat brûlant et la disette d'eau douce, reprirent courage; il leur arriva un renfort de six mille Turcs, ils occupèrent la maison Carrée, ils marchèrent sur Rosette, et s'en emparèrent, et forcèrent le fort Julien à capituler; en même temps le grand visir traversait le désert.

L'armée française se trouvait alors divisée en trois corps; l'un à Alexandrie, de quatre mille cinq cents hommes, ne pouvant rien entreprendre contre le camp des Anglais, gardé par huit mille hommes; le second à El-Aft, de trois mille neuf cents hommes, exposé au corps des ennemis qui occupait Rosette, composé de sept mille Anglais et de six mille Turcs; le troisième au Caire, de deux mille cinq cents hommes pour défendre cette ville, contre l'armée du visir de vingt-cinq mille hommes. Peut-être, en s'arrêtant à l'idée du général en chef, de rester devant Alexandrie, aurait-on pu encore dérober quelques marches aux Anglais, porter les troupes qui étaient à El-Aft au Caire, attaquer et battre le visir, le rejeter dans le désert, et redescendre avec toutes les troupes à Ramanieh, en remettant la garde du grand Caire à Mourad-Bey. Dans cette hypothèse, si les Anglais avaient voulu quitter Rosette pour marcher contre les Français, ceux-ci, supérieurs en cavalerie, auraient pu espérer de les battre dans un pays ouvert; telles n'étaient pas les idées du général en chef: ce qui, en encourageant les Anglais à commencer de nouvelles opérations, leur facilita les moyens de repousser les Français de leur camp d'El-Aft, bientôt après de Raminieh, et de s'emparer de la flottille française chargée de munitions, d'artillerie et de vivres, ainsi que d'un convoi considérable qui venait du Caire, et qui, n'ayant pas été prévenu, tomba entre leurs mains.

Les troupes repoussées de Raminieh, obligées de se réunir à celles du Caire, ayant tenté vainement d'attaquer l'armée du visir et celle des Anglo-Turcs, se virent bientôt investies dans la capitale de l'Égypte par ces différentes armées. Dans cette position, malgré le zèle et le dévouement des soldats français, disposés à tout souffrir et à tout entreprendre pour conserver l'Égypte, ou du moins en différer la perte, on manquait absolument de moyens: on ne pouvait sortir pour combattre les ennemis, sans s'exposer à de grands revers; la retraite dans la haute Égypte n'offrait aucune ressource; si les ennemis tentaient une attaque contre l'une des parties de l'enceinte, ils devaient réussir à la forcer, et contraindre les troupes à se rendre à discrétion. Il ne restait donc d'autre parti que d'en imposer à des ennemis aussi timides, par une contenance fière, et de leur dicter les conditions de la retraite avant que des succès leur eussent appris à connaître leur force. On réussit, en effet, à intimider les ennemis; de faibles fortifications leur présentaient sans doute un extérieur redoutable: on signa en conséquence, le 9 messidor an 9 (28 juin 1801), une convention, par laquelle les troupes françaises devaient évacuer le Caire avec les mêmes conditions que celles du traité d'El-Arich. La garnison eut douze jours pour préparer cette évacuation; elle se rendit ensuite à Aboukir, où elle s'embarqua.

L'article du traité d'évacuation du Caire, qui donnait au général Menou la faculté d'en profiter pour la garnison d'Alexandrie, lui fut notifié le 18 messidor (7 juillet), et il ne voulut pas en profiter. Instruits du refus du général en chef, les Anglais se disposèrent à resserrer Alexandrie, et à lui couper tous les moyens de tirer des vivres ou des secours de l'extérieur; ils y réussirent au point que bientôt les vivres et l'eau furent sur le point de manquer dans la ville: les soldats, qui ne recevaient depuis long-temps que du pain composé moitié blé et moitié riz, avec un peu de viande de cheval, étaient épuisés par cette mauvaise nourriture; et l'eau, devenue saumâtre, donnait naissance à beaucoup de maladies; les hôpitaux étaient encombrés de plus de deux mille malades; d'autres, convalescens ou éclopés, n'étaient en état de faire que le service des forts; il ne restait pas trois

mille hommes en état de se battre, et ils étaient accablés par les privations et la fatigue des journées précédentes. D'après cet état, on fut convaincu que, lors même que l'on pourrait défendre encore quelque temps Alexandrie, la famine forcerait bientôt à capituler, et qu'il valait mieux s'y résoudre avant que les Anglais eussent resserré davantage la place et obtenu quelques succès; en conséquence, le général Menou envoya aux Anglais un parlementaire le 9 fructidor (27 août), et la capitulation, signée le 12, fut ratifiée le 13 par les généraux en chef.

(87) Page 347.

Comme le Danemarck avait paru provoquer le premier la querelle, il fut résolu, dans le cabinet de Saint-James, de lui faire sentir le premier poids de l'indignation de l'Angleterre, contre laquelle on était bien convaincu qu'il ne pouvait pas lutter seul. L'étendue, la population, les revenus du Danemarck, sont bien peu considérables, en effet, comparés avec ceux de la Grande-Bretagne : en temps de guerre, ses moyens de défense et d'attaque devaient être proportionnés à la faiblesse de ses ressources; un long repos avait rendu problématiques le courage de ses soldats et l'habileté de ses officiers. Cependant, animée par l'injuste agression de la Grande-Bretagne, la cour de Copenhague s'était empressée de réunir tous ses moyens de défense; il paraît même que les puissances confédérées avaient jugé que l'Angleterre, intimidée, temporiserait une seconde fois, ou qu'occupée de sa guerre contre la France, il lui serait impossible de prévenir l'exécution de leurs desseins, et de les attaquer isolément avant que leurs préparatifs fussent achevés; elles se trompèrent dans leurs conjectures.

La flotte anglaise entra, le 29 ventose an 9 (20 mars 1801), dans le Catégat; et, le jour suivant, M. Drummond, envoyé britannique, transmit une note officielle au gouvernement danois. La Grande-Bretagne, dans son ultimatum, exigeait que le Danemarck abandonnât la confédération du Nord; qu'il permît le passage du Sund à la flotte anglaise, et qu'il renonçât à faire convoyer ses vaisseaux : sur le refus positif, le 30, au matin, la flotte anglaise entra dans le Sund. Les cinq vaisseaux qui passèrent les premiers essuyèrent le feu des batteries de la forteresse, y répondirent, et ne souffrirent pas de grands dommages : le reste de la flotte, ayant rangé de plus près la côte de la Suède, effectua heureusement son passage.

En apprenant l'approche de la flotte anglaise, le gouvernement danois se hâta de mettre la capitale en état de défense. Le port de Copenhague contenait alors dix ou douze vaisseaux de ligne, nouvellement construits ou réparés; on en avait, en outre, armé un grand nombre d'anciens, dont on avait fait une ligne extérieure de défense. Le prince royal prit le commandement de la ville, et se mit à la tête des troupes : des batteries de mortiers et de canons furent dressées sur les points les plus propres à la défense, et sur ceux d'où les vaisseaux ennemis pouvaient être atteints; on fit échouer, sur la même ligne que la ville, et le long du canal, sept vaisseaux de guerre, deux frégates et six bâtimens plus petits; ce cordon était flanqué, au nord, par la batterie des Trois Couronnes, qui elle-même était commandée par deux vaisseaux de soixante-dix canons, et par une frégate mouillée dans la rade intérieure; deux autres vaisseaux, de soixante-quatre, étaient embossés à l'entrée de l'arsenal.

Après avoir reconnu la position de l'ennemi, l'amiral Parker, résolu d'attaquer, sépara sa flotte en deux divisions; il donna le commandement de l'une au lord Nelson, il se réserva l'autre. Le 11 germinal (1er avril), la di-

vision du lord Nelson traversa le canal; dans l'après-midi, elle mouilla à la portée des bombes de l'ennemi; le lendemain, à six heures du matin, le lord Nelson donna le signal de l'attaque : en même temps, la division de l'amiral Parker fit voile vers le fort des Trois Couronnes; mais, autant le vent était favorable à la division Nelson, autant il était contraire à celle de l'amiral Parker.

Dès que le premier vaisseau de lord Nelson eut dépassé ceux des ennemis placés vers le Sud, l'amiral danois Ficher, qui commandait la ligne extérieure de défense donna le signal du combat; en s'avançant, les vaisseaux anglais se serrèrent, mais n'ayant pu franchir les bas-fonds du milieu, plusieurs vaisseaux de cette ligne touchèrent et ne purent occuper la position qui leur avait été assignée: entre dix et onze heures l'action devint générale, et comme les bas-fonds et la sinuosité des canaux ne permettaient pas aux Anglais de se retirer facilement, il n'y avait d'alternative pour eux qu'une victoire complète ou une défaite totale. Dès que toute la ligne fut formée et que les bombardes se furent rangées le long des vaisseaux qui occupaient le milieu, les deux flottes furent enveloppées dans un tourbillon de feu et de fumée; le combat avait duré près de cinq heures avec un ac'arnement inoui, lorsqu'à quatre heures après midi tous les vaisseaux danois, au sud de la batterie des Trois Couronnes, ayant été abandonnés par les équipages, les Anglais s'en emparèrent et les coulèrent à fond ou les brûlèrent; lord Nelson en fit monter le nombre à dix-sept, celui des blessés et des morts, parmi les Danois, à dix-huit cents, parmi les Anglais, à mille. Si l'amiral anglais avait pu, comme il l'avait projeté, serrer de près la partie gauche de la ligne de défense, le succès du combat eût été encore plus complet. On attribua la longue durée de cette action à la bravour des Danois et au peu de profondeur de l'eau qui fit

toucher plusieurs vaisseaux anglais; on reproche aux Danois de n'avoir pas employé, pour couvrir leur ligne de défense extérieure, les batteries formées avec des mortiers, qu'ils avaient dressées sur le rivage.

Vers la fin du combat, le lord Nelson fit porter, par un parlementaire, la proposition d'entrer en pourparler: il demandait au Danemarck de renoncer à la confédération du Nord; de permettre aux Anglais de réparer leurs vaisseaux dans les chantiers danois, et de recevoir les blessés anglais dans les hôpitaux. Le prince royal rejeta les deux premiers articles, et offrit, pour le troisième, de remplir tous les devoirs prescrits par l'humanité; cependant, on convint d'un armistice qui dura jusqu'au 19 germinal (9 avril), jour où l'on en conclut un autre pour quatorze semaines.

Après avoir réparé ses vaisseaux endommagés, et renvoyé en Angleterre ceux qui avaient le plus souffert, l'amiral Parker fit voile directement vers Calscrone, où il s'empressa de faire demander au gouverneur de vouloir bien lui faire connaître les intentions du roi de Suède; il attendait la réponse lorsqu'un message, envoyé par l'ambassadeur de Russie à la cour de Copenhague, atteignit l'amiral anglais, et lui remit des dépêches qui le firent retourner à la baie de Kioge, à l'entrée de la Baltique.

(88) Page 347.

Depuis son avénement à l'empire, Paul Ier s'était aliéné le cœur de ses sujets par ses caprices et sa violence; sa sévérité avait excité le mécontentement des classes supérieures, et leur avait donné de vives alarmes; la police gênante qu'il avait établie, et ses nombreux édits, aussi contradictoires que multipliés et vexatoires, avaient rendu insupportable le séjour de la capitale; de leur côté,

les agens de la Grande-Bretagne ne travaillaient pas à augmenter sa popularité.

Ce fut dans ces circonstances que Paul Ier fut enlevé par une mort imprévue, à l'âge de 46 ans et 6 mois; l'à-propos de sa mort prouvait assez qu'elle n'était pas l'effet d'un accident: voici ce qui nous a paru le plus probable.

A l'époque de la mort de Catherine II, le 19 frimaire an 5 (9 décembre 1796), Paul Ier se rendit à Pétersbourg, où il fut proclamé empereur à l'instant même où sa mère cessait de vivre; dans ce changement de règne, Platon Zoubow, le dernier amant favorisé de Catherine, qui s'était montré constamment à la tête des ennemis du grand duc, fut dépouillé du commandement des gardes, et reçut l'ordre de sortir de l'empire russe; mais Paul Ier, en se bornant à une aussi faible vengeance, vis-à-vis d'un homme dont l'orgueil et l'ambition avaient soulevé la Russie entière, commit la faute de ne priver de leurs biens et de leurs dignités, ni les parens du favori, ni ses nombreuses créatures, par le moyen desquelles il conserva une immense influence. La part active prise par Paul Ier à la coalition continentale contre la France et ses alliés augmenta le crédit des partisans de Zoubow; cette influence eut des suites si extraordinaires, que l'empereur, non seulement rappela Platon Zoubow, mais il lui rendit le commandement des gardes, et se mit ainsi entre les mains d'un homme qu'il avait offensé. Il est probable cependant que cette fausse démarche n'aurait pas eu une suite funeste pour Paul Ier, sans les liaisons que l'Angleterre lui supposait vouloir contracter avec le gouvernement français.

Le 2 germinal an 9 (23 mars 1801), le comte Platon Zoubow vint à minuit dans l'appartement de l'empereur, accompagné de plusieurs gardes sur lesquels il pouvait compter. Il voulut faire croire au monarque que l'apparence seule d'une guerre avec l'Angleterre précipiterait l'empire; il tâcha de l'effrayer, en l'assurant que le mécontentement du peuple et de l'armée était général, et poussé à l'excès enfin, pour extorquer son abdication. Il lui peignit avec les couleurs les plus fortes les dangers qu'il courait pour sa vie et celle de tous les membres de la famille impériale, et il ajouta qu'en abdiquant en faveur de son fils, il conserverait le trône dans sa famille, et s'assurerait abondance, tranquillité et bonheur dans une condition privée.

On assure que Paul Ier, ne pouvant retenir plus longtemps sa colère, se jeta en furieux sur le comte Zoubow, et voulait l'étrangler; Zoubow se défend, le monarque est terrassé dans cette lutte; une table, sur laquelle se trouvaient plusieurs bougies, est renversée; les bougies s'éteignent; les gardes, accourant au bruit, augmentent la confusion; le malheureux monarque est frappé sur la tête d'un violent coup de crosse de fusil.

Ce coup fut-il l'effet d'un dessein prémédité, ou d'une erreur involontaire? On ne sait rien de positif à cet égard. L'empereur, blessé, jette un cri, en appelant du secours; les soldats, étonnés du crime dont ils viennent de se rendre coupables, et ne croyant échapper aux supplices les plus affreux que par la mort de l'empereur, l'étranglent avec sa propre écharpe, et se confondent avec leurs camarades....... La nouvelle de cette catastrophe fut portée sur-le-champ à l'impératrice; on l'assura que le seul dessein du comte Zoubow avait été d'obliger l'empereur de signer son acte d'abdication, et qu'on ne devait attribuer sa mort qu'aux accès de sa rage.

(89) Page 349.

Par ce traité, l'Angleterre restituait aux Français, aux Espagnols et aux Bataves, tous les territoires occupés par les forces britanniques durant la guerre, à l'exception de

l'île de la Trinité, et des établissemens bataves dans l'île de Ceylan, cédés à la Grande-Bretagne en toute souveraineté.

Tous bâtimens appartenant aux Français, aux Anglais et aux Espagnols, obtenaient la liberté de relâcher au cap de Bonne-Espérance, pour acheter les approvisionnemens qui leur seraient nécessaires, sans payer d'autres droits que ceux auxquels les bâtimens bataves étaient assujettis. Le gouvernement des îles de l'Archipel était reconnu par les puissances contractantes sous le nom des républiques des Sept Isles.

Les possessions du Portugal et de la Turquie étaient maintenues dans leur intégrité, telles qu'elles étaient avant la guerre : cependant les arrangemens entre l'Espagne et le Portugal, pour la rectification de leurs frontières en Europe, et entre la France et le Portugal, pour la rectification de leurs frontières dans la Guyane, devaient être exécutés.

Malte resterait sous la domination des chevaliers de Saint-Jean ; son indépendance devait reposer sur la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.

(90) Page 352.

A l'époque à peu près où l'on parlait en France d'y assembler les états-généraux, M. Wilberfox faisait la motion dans le parlement d'Angleterre d'abolir la traite des nègres ; bientôt après il se forma à Paris une espèce de réunion, sous le nom d'amis des noirs, dans laquelle on s'occupa du même objet. Plusieurs des membres de cette réunion, ayant été nommés à l'assemblée constituante, se firent un devoir d'y proposer aussi l'abolition de la traite. M. Mirabeau avait préparé sur ce sujet un discours plein de force et d'éloquence, qu'il prononça aux jacobins, où

il fit la plus grande sensation. Il ne put pas le lire à l'assemblée ; un parti puissant s'y était formé, et s'était attaché à dénigrer les amis des noirs, en prétendant qu'ils ne sollicitaient l'abolition de la traite que pour obtenir ensuite la liberté des nègres. Cependant ni M. Mirabeau, ni M. Brissot, ni aucun membre de la société des amis des noirs, qui desiraient et sollicitaient ardemment l'abolition de la traite, n'avaient songé à la liberté indéfinie des nègres, seulement, disaient-ils, que l'on adoucît leur sort, que l'on ne se permît plus avec eux des traitemens aussi barbares, et que l'on pût voir augmenter dans les colonies le nombre des affranchis.

Cependant quelques ambitieux, qui desiraient représenter dans le corps législatif, parvinrent à faire décréter, le 4 avril 1792, qu'à l'avenir tout homme, de quelque couleur qu'il fût, serait citoyen actif, dans les colonies, aux mêmes conditions qu'en France : de là naquirent tous les maux qui accablèrent ces malheureux pays ; bientôt trois commissaires français arrivent à Saint-Domingue, et l'on ne tarde pas à y voir déporter trois gouverneurs en chef, une assemblée coloniale, la moitié de la commission intermédiaire, trois gouverneurs de provinces, des procureurs-syndics de la commune, et plus de quinze cents citoyens. Enfin, le 30 août 1793, la liberté des nègres est solennellement proclamée. Environ deux mois après, la ville du Mole se livrait aux Anglais, qui s'emparaient en même temps de la Martinique ; de là des désordres, des agitations et des malheurs sans nombre, sur-tout à Saint-Domingue et à la Guadeloupe.

Cependant le nègre Toussaint Louverture, qui avait d'abord servi l'Espagne, après être rentré au service de la France, ne tarde pas à rattacher les colons épouvantés à la défense de la colonie, et à être nommé gouverneur de province. Ce fut à cette époque que la convention nationale vit des

députés nègres prendre place parmi les législateurs; bientôt après Santhonax, qui reparaît à Saint-Domingue, envoyé par le directoire, confère toute l'autorité civile et militaire à Toussaint Louverture; celui-ci, qui exerçait déjà une puissance absolue, réussit à obtenir des Anglais le Mole, le Port-au-Prince, Jérémie, et leur éloignement de Saint-Domingue; dès-lors il arrêta les meurtres, étancha le sang, s'empara de la partie espagnole au nom de la république, et fit une constitution.

Neuf mois plus tard, 17 brumaire an 10 (8 novembre 1801), le général Leclerc parut à la vue de Saint-Domingue, à la tête de forces très-considérables; arrivé devant l'île, il est obligé de descendre de force, et de repousser les noirs qui s'étaient armés, et qui s'opposaient à la descente, sous les ordres de Toussaint, Christophe, Dessalines, et plusieurs autres généraux de la même couleur. Cependant le général Leclerc s'était déjà emparé de plusieurs villes; et, après une résistance sanglante, avait obligé les noirs de capituler, et s'était vu contraint d'envoyer Toussaint Louverture en France. Peu de temps après, les noirs reprennent les armes; le général Leclerc meurt; le général Rochambeau le remplace: mais l'excessive chaleur, les fatigues continuelles, l'intempérance, avaient conduit au tombeau une très-grande partie des soldats français, et le général Rochambeau est forcé d'abandonner l'île au général Dessalines, secondé par les Anglais.

(91) Page 352.

Après la fin tragique de l'eunuque aga Mamet-Kan, en 1796 (an 4), son neveu Baba-Kan, qui commandait ses armées, s'étant concilié l'estime et la bienveillance des grands du royaume, parvint incontinent à s'en faire reconnaître le souverain absolu, et monta sur le trône, sous le titre de Sathali-Chah: depuis cette époque, il a

régné avec applaudissement, et sans avoir eu aucune espèce de concurrent. Toute la Perse, excepté le Candahar et la Géorgie, lui est soumise, et il la gouverne avec beaucoup de douceur: âgé d'environ quarante-cinq ans, il est spirituel, affable, courageux, bon général, et sans ambition.

La belle et vaste contrée de la Géorgie est passée, à la mort d'Héraclius, sous la puissance des Russes, qui paraissent avoir pour but d'assujettir les meilleurs ports de la mer Caspienne, sur-tout la fertile et vaste contrée du Guilan.

(92) Page 352.

La horde des Wahabis, aujourd'hui si puissante, n'était, il y a cinquante ans, qu'un amas de misérables familles nomades qui, par une étroite confédération cimentée par les liens du sang et de l'intérêt, et sur-tout par une conformité de mœurs et d'usages, s'érigèrent à l'indépendance dans l'Yemen, en adoptant un nouveau culte et des institutions absolument différentes des autres Bedouins du désert.

Mais, par la suite, cette horde, si faible, si méprisable dans ses commencemens, s'accrut considérablement par la réunion de plusieurs autres castes d'Arabes; ses succès dans le brigandage furent si rapides, qu'en moins de dix à douze ans elle parvint à s'assujettir toute la province où elle avait pris naissance; et, depuis huit à neuf ans, elle a envahi presque toutes les meilleures contrées de l'Arabie.

Forts, robustes, accoutumés dès l'enfance aux travaux et aux fatigues, leur vie active prolonge la vigueur de leur corps, et ils parviennent à un âge avancé sans presque avoir éprouvé les infirmités naturelles aux humains; graves, flegmatiques, grossiers et superstitieux, leur or-

gueil est moins dans leurs procédés que dans leurs sentimens; inviolablement attachés à leurs coutumes, ils méprisent celles des autres peuples, et rejettent tout ce qui est au-dessus de la sphère de leurs connaissances; sobres dans leur nourriture et leurs boissons, ils ne fument point, et ne boivent jamais que de l'eau, se contentant d'un peu de mauvais pain non levé, de dattes, de riz et de viande de chameau : aussi s'accoutument-ils de bonne heure à se passer, pendant des jours entiers, de toute espèce de nourriture, et se désaltèrent, dans le besoin, avec l'urine fétide de leurs montures.

(93) Page 361.

Le 25 fructidor an 9 (12 septembre 1081), des plénipotentiaires respectifs signèrent, au nom du pape et du premier Consul de France, un concordat, qui fut converti en loi de la république par le corps législatif, dans la séance du 18 germinal an 10 (8 avril 1802); concordat qui statuait le libre exercice public du culte catholique, apostolique et romain en France, et une nouvelle circonscription des diocèses et des paroisses; le Consul devait nommer les archevêques et les évêques, et l'institution canonique leur être donnée par le saint siége; tout le clergé devait prêter le serment de fidélité à la constitution; le gouvernement devait assurer un traitement convenable aux archevêques, évêques, vicaires-généraux et curés; et, dans le cas où les successeurs du premier Consul ne fussent pas catholiques, on devait faire une nouvelle convention.

(94) Page 369.

Dans les gouvernemens tempérés, les engagemens sont volontaires; mais, comme l'on peut supposer la circonstance où la sûreté du pays serait compromise, l'établissement des milices formées par le sort donne le moyen de remplacer, dans les garnisons ou dans l'intérieur, les troupes régulières qui se portent aux frontières ou sur le territoire ennemi.

Dans les gouvernemens militaires, l'usage des milices n'est pas connu; tout sujet naît soldat; à l'exception des pères de famille ou des fils uniques, tout homme requis doit rejoindre les drapeaux, et reste engagé pour la vie.

Dans certains gouvernemens, l'armée excitant l'attention des citoyens, qui craignent que l'habitude nécessaire de l'obéissance ne la livre trop à la disposition de l'autorité exécutive, on a imaginé l'établissement de milices, que l'on regarde comme le plus ferme appui des constitutions légales : en conséquence, l'opinion attache une grande considération aux milices des pays libres, telles que celles levées en Suisse, en Angleterre, dans les États-Unis; et les hommes les plus considérables s'empressent à remplir des emplois que leur confère le choix de leurs concitoyens.

Ces milices, qui ne sont point soldées, qui ne sont pas destinées à combattre hors du territoire, qui doivent être composées de propriétaires qui veillent pour la liberté autant que pour l'indépendance du pays, sont véritablement des *gardes nationales*, dont l'institution, maintenue dans ses véritables bornes, est, selon nous, la plus avantageuse pour maintenir la tranquillité et l'ordre dans l'intérieur, accroître sans danger, et recruter sans peine les armées d'une grande puissance.

L'organisation d'une garde nationale n'est essentiellement autre chose que le recensement des citoyens en état de porter les armes, et leur répartition dans des cadres où ils puissent se former avec promptitude, et agir sans confusion : cette garde doit être destinée à arrêter les en-

treprises de l'autorité qui menacerait la liberté publique, et la populace qui menace la propriété ; sans privilége, sans prérogative, sans solde, n'étant pas un corps militaire, mais le corps de la nation.

Les hommes appelés par le vœu du monarque et le choix de leurs concitoyens à régulariser le gouvernement en France, voulant établir une force publique proportionnée à l'étendue du pays, au développement de ses frontières et à son immense population, saisirent l'idée d'une garde nationale ; et les vrais principes de cette institution n'échappèrent pas aux premiers législateurs : il est vrai que plusieurs circonstances nuisirent aux succès qu'on devait s'en promettre. L'esprit populaire en étendit trop le cercle de l'admission, et la morgue nobiliaire et même bourgeoise fit trop négliger aux grands propriétaires, aux hommes de robe, de finances, aux grands commerçans, aux riches enfin, l'influence que la nature des choses, l'habitude et le consentement général, s'accordaient à leur attribuer. On établit aussi impolitiquement une correspondance de grades dans la garde nationale et dans l'armée : cette correspondance exalta l'amour-propre des citoyens, qui, sans aucun service antérieur, se virent promus à des commandemens, et blessa justement les militaires, qui n'avaient acquis de pareils titres qu'au prix de longs services, ou de leur sang versé dans les combats. Cette institution, dont on abusa, répandit un goût trop vif pour les armes dans une nation naturellement guerrière; et ce goût, devenu une passion, éloigna des travaux productifs, dont le résultat constitue la richesse et le bonheur d'un état.

Au reste, la garde nationale, dans presque toutes les circonstances, a été en France le plus ferme appui des lois, et cette institution peut offrir d'immenses moyens, pour une augmentation rapide des armées de ligne et pour le recrutement pendant la guerre. Le contrôle de la garde nationale en France, dans l'année 1790, présentait une masse de plus de trois millions d'hommes, tous exercés au maniement des armes, à la marche, à l'ordre du service ; la levée d'un seul homme par compagnie, donnait la faculté d'envoyer sur-le-champ soixante mille hommes dans les armées de ligne. Quelle force dont on pouvait disposer dans un moment de crise, quelle ressource pour un gouvernement investi de l'opinion et de l'estime publique; on ne sentit pas assez en 1792, au moment où la guerre commmença et dans les années suivantes, que c'était là le grand, le seul, l'important service à tirer de la garde nationale, et on fit un crime capital au ministre de la guerre qui voulut alors le proposer et le mettre en usage.

(95) Page 369.

Lorsqu'une nation arrive à un certain degré de perfectionnement, le progrès des arts et des sciences donnant un plus grand développement à l'agriculture et au commerce, les travaux de la campagne, les manufactures, toutes les branches de l'industrie, des professions utiles ou d'agrément, réclament et occupent habituellement un grand nombre d'hommes qui ne pourraient, sans un dommage réel pour la prospérité nationale, être distraits et éloignés de leurs travaux ; ainsi, chez les nations industrieuses et commerçantes, il n'est guère possible que l'on puisse prélever, sans nuire à la société, plus de la centième partie des habitans pour la concentrer à la profession des armes. Ainsi l'établissement des troupes réglées devait nécessairement être la suite des progrès des nations vers les sciences, les arts, le commerce et l'opulence. Ainsi, chez les Grecs, les Romains et les Carthaginois, les troupes soldées avaient remplacé le service personnel ; chez les

peuples modernes, les armées permanentes furent substituées à l'appel du ban et de l'arrière-ban.

Mais ce nouveau mode, nécessité par l'accroissement de la population et des richesses, en bornant le nombre des soldats que chaque état peut entretenir, diminue en même temps le moyen de les recruter; la convention, après avoir imaginé en France la réquisition sur les hommes et sur les choses, ne sachant se borner sur rien, avait requis tous les Français pour porter les armes depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de vingt-cinq, ce qui aurait dû procurer environ seize cent mille combattans, et n'en fournit jamais, encore très-momentanément, qu'environ sept cent mille. On crut ensuite devoir remplacer la réquisition par la conscription, bornée aux jeunes gens en état de porter les armes depuis vingt-un jusqu'à vingt-cinq ans; mais, si l'on faisait marcher ces cinq âges, on outre-passerait infiniment la proportion du centième calculée assez unanimement par les plus habiles auteurs en économie publique; aussi ne prend-on ordinairement, chaque année, qu'un certain nombre d'hommes de l'âge de vingt-un ans, partie pour recruter l'armée active, le reste pour l'armée permanente.

(96) Page 370.

Depuis la formation de l'artillerie à cheval, on a pu, sans entraver, ni retarder les mouvemens des avant-gardes fortes en cavalerie, faire marcher et manœuvrer avec elles une plus nombreuse artillerie avec les réserves qui pouvaient être nécessaires à cette arme, ce qui en prouve assez l'importance.

On croit que Gustave Adolphe avait déjà apperçu les avantages que l'on pourrait tirer d'une artillerie à cheval; le grand Frédéric fut le premier à mettre en pratique une idée probablement encore confiée à la théorie. L'artillerie à

cheval fut ensuite introduite dans les armées autrichiennes pendant le règne de Joseph II, mais on n'en fit point un objet principal; elle resta dans un état d'imperfection qui ne permettait pas d'en saisir tous les avantages.

En France, les inventions les plus utiles étaient rarement accueillies dans les corps à talens, parce que les vieux officiers, plus nombreux, y opposent leur expérience et la routine de l'usage aux efforts des jeunes officiers, dont la théorie est ordinairement plus savante; on proposa, vainement, pendant long-temps, de former une artillerie légère; on avait fait cependant quelques essais avant la révolution; on n'avait adopté aucune base. En 1791, M. Duportail, ministre de la guerre, autorisa la formation de deux compagnies de grenadiers à cheval, qui, en quelques semaines, firent voir combien les Français étaient propres à ce service. En 1792, MM. de Narbonne, Graves et Servan, qui avaient succédé à M. Duportail, s'occupèrent de perfectionner et d'étendre dans l'armée française l'usage de l'artillerie à cheval, dont les troupes françaises ont tiré un parti très-avantageux dans les campagnes de la révolution. Cette arme est devenue actuellement indispensable dans toutes les armées; elle peut suivre presque par-tout la cavalerie; elle traverse les rivières, les marais, dont le passage est interdit à l'artillerie à pied; elle se porte rapidement en masse sur un point d'attaque imprévu, tourne un corps ennemi, le bat en flanc ou en queue, peut faire le service des avant-postes, celui de l'artillerie de position, celui de l'arrière-garde, et enfin celui du corps de réserve d'où on la détache au besoin; enfin elle n'a point l'inconvénient tant reproché à l'artillerie à pied de ralentir et de gêner la manœuvre des troupes.

(97) Page 370.

La topographie, bornée d'abord au résultat des opé-

rations de trigonométrie et de géométrie rectiligne, avait beaucoup acquis pour l'art de la guerre; à mesure que l'art du dessin devint plus usuel et que son mérite original fut plus senti, la topographie profita du goût qui se répandait pour ce genre de dessin; on commença à mieux exprimer le terrain, à se rapprocher de la nature; on exigea que les cartes topographiques fussent des images exactes, des vues plates d'un pays, que les moindres plis fussent exprimés, que la différence des niveaux, le jeu des ombres et des reflets fussent sentis. Dès-lors, les travaux topographiques se multiplièrent de toutes parts; ils embrassèrent les plans des différens fronts des frontières, les moyens d'attaque et de défense se perfectionnèrent à mesure que la topographie apprit à mieux connaître, à mieux combiner l'occupation des postes sur les dehors des places avec les positions intermédiaires et les diverses suppositions de la guerre défensive.

Enfin le corps des ingénieurs-géographes des camps et armées porta l'art de lever et dessiner les cartes et les plans au plus haut degré de perfection, multiplia et facilita les applications de la grande tactique aux divers terrains; leurs travaux accrurent les richesses topographiques, et, avec leur secours, il n'y eut presque plus de grandes frontières, de théâtre de la guerre en Europe, dont on ne fût assuré d'être bientôt en possession. Aussi a-t-on éprouvé, dans les dernières guerres, de quel secours pouvait être, pour les opérations militaires les plus compliquées, cette perfection de la topographie.

(98) Page 370.

Après avoir rendu la terre navigable par les canaux, il restait à rendre l'air lui-même navigable par les ballons. On avait long-temps cherché à imiter le vol des oiseaux; mais ce que la nature a fait pour eux, l'art refusait de

le faire pour l'homme: c'était la chimie, et non la mécanique, qui devait lui prêter des ailes.

Le général Meusnier avait fait sur les aérostats un mémoire que sa mort seule empêcha d'achever. Après dix mois de recherches sur l'aréostation, recherches auxquelles le général Meusnier avait eu beaucoup de part, on vit s'élever dans le champ de Fleurus un ballon, dans lequel les observateurs restèrent, pendant plus de deux heures, à la hauteur de deux cents toises, et d'où ils envoyèrent des renseignemens sur la position, les mouvemens et les dispositions des ennemis, qui aidèrent à assurer la victoire, à conquérir bientôt après toute la Belgique, et à délivrer les frontières de la France.

La précieuse découverte des télégraphes, qui, à de grandes distances, transmettaient rapidement les nouvelles, et donnaient les moyens de faire parvenir des ordres avec une célérité incalculable, ne fut pas moins utile à l'art de la guerre.

(99) Page 370.

Il fallait armer neuf cent mille hommes; pour cela les anciennes manufactures d'armes n'étaient rien; celles situées sur les frontières étaient envahies; on les recréa par-tout avec une activité jusqu'alors inconnue. Des savans simplifièrent leurs procédés, perfectionnèrent le forage des canons, et inventèrent l'art de renouveler leurs lumières; la fonte des cloches donna le cuivre nécessaire. L'acier manquait, l'art de le faire était ignoré, des savans le créèrent. On avait besoin de dix-sept millions de poudre, dans l'espace de quelques mois, et la France manquait de salpêtre, celui qu'elle faisait ordinairement ayant pour base du salpêtre tiré de l'Inde: ici les savans sont encore consultés; ils offrent de procurer tout le salpêtre nécessaire, et de l'extraire du sol de la république. Une ins-

truction courte et simple suffit ; bientôt l'art de faire le salpêtre devient une pratique vulgaire ; M. Lavoisier, qui avait fait des expériences précieuses sur cet objet, vient contribuer en même temps à augmenter la force de la poudre ; enfin les sciences contribuèrent puissamment au mouvement général qui avait sauvé la république.

(100) Page 370.

En entendant raconter la nouvelle manière dont on a fait la guerre, pendant les dernières années, sur les bords du Rhin, en Suisse, dans le Tyrol, en Italie, où l'on avait lié les mouvemens des différentes armées qui occupaient ces espaces immenses, de manière qu'ils se correspondissent et ne fissent qu'un, on demandera sans doute si l'on employa alors de nouvelles armées, de nouveaux moyens dans les combats ; si les rapports et l'application des manœuvres, des diverses armes, aux différentes natures de pays et de terrain, furent changés : non, sans doute ; et il paraît présumable que le grand Frédéric a laissé peu de branches à perfectionner dans la tactique moderne.

Mais, sous ce prince, les combinaisons générales ne s'étaient jamais autant élevées ni étendues ; et, de même que les Français avaient appris à l'Europe que la supériorité du nombre, la rapidité des marches, la multiplicité des combinaisons d'attaques et d'affaires de postes, détruisent l'importance des meilleures places fortes,[1] de

[1] Ce qu'on appelait autrefois la guerre de siége n'existe plus ; son influence n'est que secondaire dans les vastes plans de guerre offensive et dans la défensive, nécessairement toujours active, d'une ligne très-étendue. Les forteresses, considérées comme de grandes machines de guerre immobiles, ne peuvent plus arrêter l'ennemi

même ils lui apprirent que, dans les pays de montagnes, des lieux regardés autrefois comme inexpugnables ne l'étaient plus.[1] Depuis que l'on a frayé des sentiers à travers des abymes de glace, et que les talens et l'audace militaires, secondés par la science, en surprenant les secrets de la nature, ont parcouru les grandes Alpes, perfectionné les cartes topographiques, et recueilli les moindres détails, les généraux et les officiers d'état-major ont eu des idées plus grandes et plus simples ; dès-lors on a osé détacher des corps, à de grandes distances, pour s'assurer du point dominant qui peut rendre maître des grands intervalles ; et les coups portés à trente ou quarante lieues des positions centrales des armées, se faisant sentir à l'instant, nécessitaient des mouvemens, faisaient changer des desseins, comme si ces divisions avaient été contiguës au gros de l'armée dont elles étaient détachées, aucun obstacle ne pouvant plus arrêter le mouvement général d'une manière propre à empêcher le parti supérieur en force de chercher à déborder les ailes de son ennemi, de tourner, de ruiner leurs appuis, sans égard à leur position propre et à leur éloignement.

Aussi les lecteurs ont-ils pu voir les succès du général Souworof et la supériorité de ses forces lui permettre de

supérieur en nombre, ni déconcerter ses plans, qu'autant qu'elles s'enchaînent, qu'elles se soutiennent mutuellement, et sur-tout qu'elles soient bien plus fortes qu'elles ne le sont, d'après le système de M. Vauban.

[1] Si ces postes n'assurent pas la possession des sommités les plus hautes et les plus escarpées, s'ils ne sont pas la clef des moindres interstices dans la chaîne, celle des premiers passages ouverts par les eaux, qui, s'agrandissant peu à peu, et s'aplanissant comme leur cours, donnent l'entrée des vallées fertiles et étendues, ils n'ont qu'une importance relative et momentanée.

détacher des corps qui, occupant successivement les vallées, et contenant dans les gorges et dans les passages vers la Suisse les troupes françaises, dont les derrières n'étaient plus assurés, purent donner à l'archiduc les moyens de sa rapide invasion dans le pays des Grisons, et de forcer le général Massena à lui céder, en moins de quinze jours, tout le cours du Rhin et la moitié du territoire de la Suisse.

(101) Page 373.

Ce Muséum, consacré, dans l'origine, à la culture des plantes médicinales, n'offrait que des cours destinés à en faciliter la connaissance, ou à en indiquer les applications; mais Buffon et Daubenton en avaient fait le dépôt général de toute l'histoire naturelle. Pendant le cours de la révolution, il fut constamment défendu par les administrations qui l'eurent successivement dans leur dépendance : cette circonstance singulière, jointe à la grande union des professeurs, avait maintenu ce bel établissement dans un état de conservation. A la renaissance de l'ordre, on songea à lui donner de l'extension : on agrandit le jardin de botanique; on doubla l'étendue du terrain destiné à l'établissement; une ménagerie fut formée; de nouvelles serres, de nouvelles galeries, s'élevèrent; on confirma l'addition des nouveaux professeurs; toutes les dépenses nécessaires furent faites avec magnificence. Ainsi, dans le même lieu où toutes les productions du globe se trouvaient réunies, l'histoire naturelle fut, pour la première fois, enseignée dans son ensemble; et ces cours, devenus célèbres par l'éclat des faits qu'on y expose, le nombre des élèves qui les fréquentent, et les grands ouvrages dont ils ont été la cause ou le motif, ont fait du Muséum d'Histoire naturelle un des premiers établissemens d'instruction qui existent en Europe.

(102) Page 373.

Le Collége de France ne devait sa conservation ni à son antique célébrité, ni à de riches collections qui pussent attirer les regards, ni à des biens particuliers qui pussent tenter l'avidité; il fut simplement oublié par les révolutionnaires, et dut son salut à leur ignorance. Les professeurs partagèrent l'honorable persécution qui s'attachait alors à tout ce qui avait un mérite reconnu; mais aucun d'eux ne perdit la vie : enfin, dès l'instant où le calme, renaissant, permit à la vertu de se montrer, et aux talens de reparaître, les professeurs revinrent dans cette école, illustrée par leurs travaux et ceux de leurs prédécesseurs, reprendre leurs honorables fonctions, seulement animés par l'habitude d'être utiles, bientôt cependant récompensés de leur zèle par le gouvernement et la considération publique.

(103) Page 373.

L'instruction provisoire des corps destinés aux services publics ne répondait ni aux besoins de l'état, ni à sa gloire; les hommes que l'on chargea du plan d'une nouvelle école des travaux publics en conçurent un vaste dans son objet, mais simple dans son exécution et sûr dans ses résultats; en conséquence, on eut dans la nouvelle école des cours de mathématiques pures et appliquées, des leçons de géométrie descriptive, de fortification, de dessin, et d'architecture navale et militaire. Les détails pratiques furent renvoyés aux anciennes écoles, qu'on laissa subsister en élevant toutefois leur enseignement. On rétablit le corps des ingénieurs géographes, on créa une École des Mines.

C'était peu néanmoins d'avoir choisi des professeurs

parmi les premiers savans de l'Europe, si l'on ne fixait leurs leçons dans l'esprit des élèves, pour transmettre leurs actions et leurs idées : il était essentiel de donner à l'École Polythecnique sa forme définitive, et il fallait qu'un essai, fait en grand, assurât la méthode, classât les élèves, et montrât ce que l'on en pouvait attendre. On développa donc à leurs yeux, dans des cours rapides, le plan général de l'instruction : on parcourut en trois mois la matière de trois années.

Les résultats d'une si grande expérience surpassèrent toutes les espérances quon en avait conçues. On répartit alors les élèves en brigades, et l'enseignement prit la marche qu'il devait tojours conserver.

(104) Page 373.

On avait tout fait pour l'École Polythecnique, mais il ne fallait qu'un moment d'orage pour renverser ce phare dressé aux sciences, et replonger la France dans les ténèbres. On voulut qu'un vaste monument conservât en France les lumières, et pût les propager dans l'avenir; ainsi, depuis l'art de la parole, qui réunit les hommes en société, jusqu'à ces méditations profondes d'où sortent les lois générales de la nature, il fallut tout reprendre, tout recréer, et ce vaste projet fut conçu, entrepris et exécuté dans l'espace de quelques mois.

L'École Normale offrit le premier exemple de leçons orales données en même temps sur toutes les parties des connaissances humaines. Des sténographes recueillaient ces leçons qui, sur-le-champ, multipliées par l'impression, se propageaient dans tous les points de la France avec une inconcevable activité. On apprit enfin la véritable manière d'enseigner les sciences; on mit en activité la métaphysique de leurs principes.

(105) Page 373.

Les Écoles de Médecine avaient été supprimées à l'époque où leur service devenait le plus nécessaire pour fournir à nos nombreuses armées les officiers de santé dont elles avaient besoin; leur rétablissement fut un des premiers objets dont on s'occupa quand la tourmente qui avait agité la France commença à s'appaiser. Jusqu'à ces derniers temps, la médecine et la chirurgie s'étaient disputé mutuellement la prééminence; la révolution termina leurs disputes en les réunissant dans les mêmes malheurs; lors de leur rétablissement, elles adoptèrent un enseignement complet sur toutes les parties de l'art de guérir; la physique et la chimie s'y trouvèrent naturellement comprises, et rien de ce qui peut y contribuer dans l'état actuel des sciences ne fut oublié.

(106) Page 373.

Pour compléter les moyens qui pouvaient contribuer au rétablissement des lumières, on songea à l'organisation de l'enseignement élémentaire, le plus difficile et le plus important de tous; on établit des écoles primaires, des écoles centrales, et on négligea les écoles secondaires comme inutiles; on a trop vu, heureusement depuis, combien cet intermédiaire était indispensable pour les anneaux extrêmes de l'enseignement. Cependant, malgré ce vide, les écoles centrales fournirent un grand nombre d'élèves, produisirent d'excellens livres élémentaires, et conservèrent pures à la jeunesse les sources de l'éducation; mais il affaiblit leur force, et fut une des causes qui dut amener leur ruine.

(107) Page 373.

Une instruction simple et lumineuse pour fixer l'art de fabriquer le savon et le mettre à portée de tous les citoyens;

L'invention de la pâte qui compose les crayons que l'on tirait précédemment de l'Angleterre;

Et, ce qui était inappréciable dans ces circonstances, la découverte d'une méthode pour tanner, en peu de jours, les cuirs qui exigeaient ordinairement plusieurs années de préparation.

(105) Page 374.

PRINCIPAUX OBJETS DE SCIENCES ET ARTS CONQUIS EN ITALIE PAR LES FRANÇAIS, ET RECUEILLIS DANS LE MUSÉE NAPOLÉON.

PEINTURE.

MILAN.

Étude de l'école d'Athènes, par Raphaël, ... sur carton.
Une Vierge, par Luini, ... sur bois.
Une Vierge, par Lucas d'Hollande, . *idem.*
Un saint Jean, par Luini, ... *idem.*
Le couronnement d'épines, du Titien, *idem.*
Saint Paul, par Gaudenzio Ferrari, . *idem.*
Saint Sébastien, par César Procaccini. *idem.*
Une Vierge entourée de fleurs, par Rubens, les fleurs sont de Breughel, . sur cuivre.
Quatre tableaux représentant les Élémens, par le même, ... *idem.*
Daniel dans la fosse aux lions, par le même. . . . . *idem.*
Un Concert, par Giorgion, . . sur toile.
L'Assomption, par Salvator Rosa, . *idem.*
Les Ames du Purgatoire, du même, . *idem.*
Seize Dessins, par différens Maîtres, sur papier.

CRÉMONE.

Une Vierge et saint François, école du Corrége, ... sur toile.
Une Circoncision, par Génovèse, . . *idem.*
Un Christ et une Vierge, par Bernardino Campi, ... *idem.*
Le Martyre de plusieurs Saints, par Palma junior, ... sur toile.
Une Nativité, par le Soyaro, . . . *idem.*
La Vierge, saint Jean, etc. par Pierre Perugino, ... sur bois.

PARME ET PLAISANCE.

Un Christ, par Guercino, ... sur toile.
Descente de Croix, par Schidone, . . *idem.*
Mariage de la Vierge, par Hercule Procaccini, ... *idem.*
Saint Sébastien et saint Roch, par Paul Veronèse, ... *idem.*
Christ au tombeau, par Annibal Carache, ... sur toile.
Baptême de Jésus-Christ, par Fiammingo. . . . . *idem,*
Le martyre de saint Placide et sainte Flavie, par Corrége, ... *idem.*

Descente de Croix, par le même, . sur toile.
Une Vierge et saint Nicolas, par Augustin Carache, ... *idem.*
La Mort de la Vierge, par Louis Carache.
Les Apôtres au tombeau de la Vierge, par Louis Carache, ... sur toile.
La Vierge de saint Jérôme, par Corrége, ... *idem.*
Madona della Scodella, par le même, *idem.*
Jésus-Christ, saint Paul, etc. par Raphael, ... sur bois.
La Vierge et Saint-Michel, pesant des ames, par Orsi da Novellara, ... *idem.*
L'Adoration des Rois, par Mazzola, . *idem.*
La Vierge, l'Enfant Jésus, un Ange, et plusieurs Saints, par J. B. Cima Da Conegliano, ... *idem.*
La Vierge, l'Enfant Jésus, saint Joseph, par Michel-Ange Anselmi, ... *idem.*
[illegible] Vierge, l'Enfant Jésus, entourés d'Anges, Saint Etienne et [illegible] . . . . . *idem.*
[illegible] même, ... [illegible]tiste, par le
Jésus-Christ mort, sur les genoux de sa mère, par François Francia, ... *idem.*
La Vierge, l'Enfant Jésus, saint Pierre, sainte Lucie, par P. Hilaire Mazzola.
La Vierge, l'Enfant Jésus, sur les nuées, par Rondani, ... *idem.*
Mélange allégorique, par Jérôme Mazzola.
La Vierge, saint Sébastien et saint Jean-Calybite, par Michel-Ange Anselmi.
Saint Martin, à cheval, partageant son manteau avec un pauvre, attribué à Ribera dit l'Espagnolet, ... sur toile.
Saint Louis Gonzague, par Crespi dit l'Espagnol, ... *idem.*
La Gloire des Saints, par Lanfranc, *idem.*
Saint François recevant les stygmates, par Sisto Badalocchio, ... *idem.*
Un miracle de saint Maur, par Sébastien Ricci, ... *idem.*
Quatre tableaux représentant des figures analogues à la musique, par Samachini, *idem.*
La Nativité de Jésus Christ, attribuée à Jérôme Mazzola, d'après le Corrége, *idem.*
Le Baptême de Jésus-Christ, cru de Fiammingo, ... *idem.*
La Vierge, saint Quentin et saint Benoit, par Sisto Badalocchio, ... *idem.*
L'Assomption, saint Côme et saint Damien, par Crespi dit l'Epagnol, . . . *idem.*
La Déposition de la Croix, par Bernardino Gatti, ... *idem.*
[illegible] Grégoire, par Seb. Ricci, . *idem.*
Une Conc[illegible] par Nuvolone, . . *idem.*
La Vierge, sainte [illegible] et saint François, par Guerchin, ... *idem.*
Saint Conrad, par Lanfranc, . . . *idem.*
Saint Anselme, par l'Espagnolet, . *idem.*
Saint Roch, par le même, ... *idem.*
Saint Alexis, par Lanfranc, . . . *idem.*

MODÈNE.

Saint Roch, par Guide, . . . sur toile.
Saint Pierre, par Guerchin, . . . *idem.*
La Mort de saint Jean, par le même, *idem.*
La Femme adultère, par Titien, . . *idem.*
Joseph et Putiphar, par Spada, . . *idem.*
Renaud et Armide, par Tiarini, . . *idem.*
Echelle de Jacob, par Barocci, . . *idem.*
Vénus et Mars, par Guerchin, . . . *idem.*
La Vierge et le Christ, par le même, *idem.*
Clorinde et Tancrède, par Ludovico Lana, ... *idem.*
Charité Romaine, par Andrea Sacchi, *idem.*
Amnon et Thamar, par Guerchin, *idem.*
Visitation de la Vierge, par le même, *idem.*
Saint François présentant des fleurs à Jésus-Christ, par Leonello Spada, . . . *idem.*
La Vierge et saint Luc, par Annibal Carache, ... *idem.*
La Vierge et autres Saints, par Camille Procaccini, ... *idem.*
Tous les Saints, par Guerchin, . . . *idem.*
Saint Pierre, par le même, ... *idem.*
Sainte Catherine, la Vierge, par le même, *id.*
Une Vierge, par le même, . . . sur toile.
Jésus-Christ chez Pilate, attribué à Michel-Ange de Caravage, ... *idem.*
Saint Bernardin de Sienne, par Louis Carache, ... *idem.*
Martyre de sainte Victoire, par Burrini, ... *idem.*
Le Mariage de la Vierge, par Gennaro, *idem.*
Herodias recevant la tête de saint Jean, par Guerchin, ... *idem.*
Présentation au Temple, par Guide, . *idem.*
Une copie de la Nuit du Corrége, par Nogari, ... *idem.*
Le Martyre de saint Paul et de saint Pierre, par Louis Carache, ... *idem.*
Une Crèche, par Guide, . . sur marbre.
Jésus-Christ en croix et la Madelaine, par le même, ... sur bois.
Le Martyre de saint Christophe, par Leonello Spada, ... *idem.*
L'Enfant prodigue, par le même, . . *idem.*
Quatre Tableaux représentant les Élémens, par les Carache, ... *idem.*

Saint Sébastien, école du Caravage, sur toile.
Saint Sébastien, saint Bernard de Sienne, par Bononi, ... *idem.*
Trois Tableaux de Triomphes et de Batailles, d'après Jules Romain, ... *idem.*
Jésus-Christ en croix, par Pomerancio, *idem.*
Saint François, par Guerchin, . . . *idem.*
Saint Pierre, par le même, ... *idem.*
Saint Paul, par le même, ... *idem.*
Une Tête, portrait, par Lana, . . . *idem.*
Un Dessin représentant la colonne Trajane en trois parties, ... sur toile.
Un Dessin représentant la suite des Empereurs, avec les médailles frappées de leur temps, ... sur toile.
Une Vierge, par Garofolo, . . . sur bois.
L'Adoration des Bergers, par Dosso Dossi, ... *idem.*
Une Femme et des Enfans, école du Parmesan, ... sur bois.
Une Sainte Famille, par Tiarini, sur cuivre.
248 Dessins, par differens maitres, sur papier.
Un volume de 418 paysages.
Un volume de 45 paysages.
Un volume de 62 feuilles, par La Bella.
Un volume de 55 paysages, par divers auteurs.

CENTO.

Jésus-Christ donnant les clefs à saint Pierre, par Guerchin, ... sur toile.
Saint Jérôme dans le desert, la Vierge, etc. par le même, ... *idem.*
L'Apparition de Jésus-Christ à la Vierge, ... *idem.*
La Gloire de tous les Saints, par le même, ... *idem.*
La Pénitence de saint Pierre et saint Bernard, par le même, ... *idem.*
Saint Benoît et saint François, par le même, ... sur toile.
La Vierge et l'Enfant, par Gennaro, . *idem.*
Saint Joseph et la Vierge, par Louis Carache . . . . *idem.*
Une Vierge et l'Enfant, par Guerchin, ... *idem.*
Saint Joseph, saint Augustin et saint Louis, par le même, ... *idem.*
La Madelaine, par Gennaro, . . . *idem.*

BOLOGNE.

Le Massacre des Innocens, par Guide, sur toile.
Saint Hyacinte et la Vierge, par Louis Carache, ... *idem.*
La Vierge du Rosaire, par Dominiquin, ... *idem.*
L'Annonciation de la Vierge, en deux parties, par Annibal Carache, ... *idem.*
Une sainte Famille, école de Guerchin, *idem.*
Le Matyre de sainte Agnès, par Dominiquin, ... *idem.*
Saint Bruno, invoquant la Vierge, par Guerchin, ... *idem.*
La Communion de saint Jérôme, par Augustin Carache, ... *idem.*
Saint Félix, et saint Guillaume, par Guerchin, ... *idem.*
L'Assomption, par Augustin Carache, *idem.*
Saint Bernard, et la Vierge, par Guerchin, ... *idem.*
La Circoncision, par le même, . . *idem.*
Une Résurrection, par Annibal Carache, ... sur toile.
La Vierge, l'Enfant et des Anges, par l'Albani, ... *idem.*
La naissance de la Vierge, par le même, *idem.*
La grossesse de la Vierge, par Tiarini, *idem.*
Le Christ, saint Mathieu, par Louis Carache, ... *idem.*
Saint Eloy et saint Pétrone, par Cavedone, *id.*
Job sur le trône, recevant des présens, par Guide, ... *idem.*
La Vierge, Jésus-Christ mort, par le même, ... *idem.*
Sainte Cécile, la Madelaine, etc. par Raphaël, ... sur toile.
Saint Michel, saint Jean, etc. par Pierre Perugin, ... sur bois.
Une Sainte Famille, par Garofolo, . *idem.*
Jésus-Christ tenant la croix, par Guide, ... *idem.*
La Vierge, et sainte Marguerite, par le Parmesan, ... *idem.*

MANTOUE, FANO, PESARO.

La Vierge de la Victoire, par André Mantegna, ... sur toile.
Un Christ mort, et la Vierge, par Jean Bellini, ... sur bois.

Tentation de Saint Antoine, par Paul Véronèse, ... sur toile.
La Vocation de Saint Pierre et saint André, par Guisoni, ... idem.
La Transfiguration, par Rubens, . idem.
Jésus-Christ remettant les clefs à saint Pierre, par Guide, ... idem.
Saint Jean, par Guerchin, ... idem.
La Vierge et l'Enfant, par Paul Véronèse, *id.*
La Circoncision, par Baroche, . sur toile.
Saint Pierre, et saint André, par Baroche, ... *idem.*
L'Annonciation, par le même, . *idem.*
Sainte Michelnie, par le même, . . *idem.*
Saint Thomas, saint Jérôme méditant, par Guide, ... sur toi'e.
Le Père Eternel, par le même, . . *idem.*
Cinq Dessins, par Guerchin, . sur papier.

LORETTE.

La Nativité de la Vierge, par Annibal Carache, ... sur toile.
L'Annonciation, par Baroche, . . *idem.*
Jésus-Christ devant Pilate, copie d'après Gerardo della Notte, ... sur toile.
Petit Dessin, représentant le baptême du Christ, ... sur vélin.

PÉROUSE.

La Vierge, saint François et saint Antoine, par Pâris Alfani, ... *idem.*
La Résurrection, par Pierre Perugin, ... *idem.*
La Foi, l'Espérance, et la Charité, par Raphael, ... *idem.*
La Vierge couronnée dans le ciel, par le même, ... *idem.*
1° L'Annonciation, par le même, . *idem.*
2° L'Adoration des Rois, par le même, *idem.*
3° La Présentation au Temple, par le même, ... *idem.*
L'Assomption, par Guide, . . sur toile.
Sainte Catherine, la Vierge, et saint Augustin, par Baroche, ... *idem.*
Descente de Croix, par le même . *idem.*
Saint Michel, par Pierre Perugin, sur bois.
Saint Barthélemy, par le même, . *idem.*
Saint Jean Évangeliste, par le même, *idem.*
Une Vierge, par le même, ... *idem.*
Saint Sébastien, et une Sainte, par le même, *id.*
Saint Augustin, et saint Roch, par le même, ... *idem.*
Déposition de la Croix, par le même, *idem.*
La Vierge, saint Augustin, par Pierre Perugin, ... sur bois.
La Vierge et les Saints Protecteurs de Pérouse, par le même, ... *idem.*
La Famille de la Vierge, par le même, *idem.*
L'Ascension, par le même, . . . *idem.*
Trois Sujets:
1° L'Adoration des Rois, par Perugin, ... *idem.*
2° La Résurrection, par le même, *idem.*
3° Le Baptême de Jésus-Christ, par le même, ... *idem.*
Deux ovales représentant des Prophètes, par Pierre Perugin, ... *idem.*
Le Père Éternel, par le même, . . *idem.*
Déposition du Christ, école de Raphael, ... *idem.*
La Vierge, et des Anges, par Pierre Perugin, ... *idem.*
Saint Benoît, par Raphaël, . } à gouache,
Saint Placide, par le même, } sous
Sainte Cécile, par le même, } verre.
Le Mariage de la Vierge, par Pierre Perugin, ... *idem.*
L'Assomption de la Vierge, par Raphaël et Jules Romain, en deux parties, *idem.*

FOLIGNO.

La Vierge, saint François, saint Jean, et un ami de l'Auteur, par Raphaël, sur bois.

ROME.

La Transfiguration, par Raphaël, sur bois.
Le Martyre de saint Pierre, par Guide, *idem.*
La Communion de Saint Jérôme, par le Dominiquin, ... sur toile.
Sainte Pétronille, par Guerchin, sur toile.
Saint Thomas, par le même, . . . *idem.*
La Vierge soutenant le Christ mort, par Annibal Carache, ... *idem.*

Un Christ porté au tombeau, par Caravage, ... sur toile.
La Fortune, par Guide, ... *idem.*
Saint Érasme, par le Poussin, . . *idem.*
Saints Processe et Martinien, par Valentin, *id.*
Le Miracle de saint Grégoire, par André Sacchi, ... *idem.*
Saint Romuald, par le même, . . *idem.*
La sainte Famille, par Garofolo, . *idem.*
Saint François en prière, par l'Albane, ... sur cuivre.
La Vierge et l'Enfant Jésus, par Perrugin, ... sur bois.
Un paysage, par Willaume Virulli, sur toile.
Une tête de Christ, par Carlo Dolci, sur cuivre.
La Vierge, l'Enfant Jésus et saint Jean, par Jules Romain, ... sur bois.
La Vierge et l'Enfant Jésus, par Bernardinus Faxolus de Papia, ... *idem.*
Un paysage, par Teniers le vieux, sur toile.
Le Marquis de Moncade à cheval, par Vandick, ... *idem.*
Saint Jérôme assis, par Ribera, . . *idem.*
Saint Sébastien secouru par les Saintes Femmes, par Alexandre Veronése, sur toile.
Les Vendeurs chassés du temple, par Manfredi, ... *idem.*
Deux Vues du golfe de Naples, par Denis, ... *idem.*
Les Pélerins d'Emmaüs, par Capucino, *idem.*
La Vierge découvrant l'Enfant Jésus, par Raphaël, ... sur bois.
Saint Pierre dans la prison, par Valentin, ... sur toile.
La Résurrection du Lazare, par Mutien, ... sur bois.
Les Pélerins d'Emmaüs, par D. B. Vantudort, ... *idem.*
La Vierge donnant à teter à l'Enfant Jésus, par Albert Durer, ... *idem.*
La Résurrection du Lazare, par Bonifacio, ... sur toile.
Dix cartons du Dominiquin, Baroche, Jules Romain.
Trente-quatre tableaux de différens peintres peu connus.

VÉRONE.

La Vierge, assise avec l'Enfant, par André Mantegna, ... sur bois.
Saint Laurent, et autres Saints, par le même, ... *idem.*
Saint Pierre, et autres Personnages, par le même, ... *idem.*
Le Crucifiement du Christ, par le même. . . . . *idem.*
Jésus-Christ au jardin des Olives, par le même, ... *idem.*
La Résurrection du Christ, par le même, ... *idem.*
L'esquisse d'un tableau représentant le Paradis, par Tintoret. . . . sur toile.
Un portrait de Femme avec un Enfant, par Paul Veronèse, ... *idem.*
La sainte Famille, par le même, . *idem.*
Deux autres Tableaux, par le même, *idem.*
Le Martyre de saint Georges, par le même, ... *idem.*
Saint Barnabas, lisant l'Évangile, par le même, ... *idem.*
L'Assomption de la Vierge, par Titien, ... *idem.*

VENISE.

Un Tableau des noces de Cana, par Paul Véronèse, ... sur toile.
Jésus-Christ chez le Pharisien, par le même, ... *idem.*
Saint Marc, délivrant un esclave des mains des Turcs, par Tintoretto, . . *idem.*
La Foi, saint Marc, et d'autres Saints, par Titien, ... *idem.*
Jupiter foudroyant les Vices, par Paul Véronèse, ... *idem.*
Les Vertus Théologales, par le même, ... *idem.*
Jésus-Christ chez Simon le Pharisien la Madelaine, par le même, . . . *idem.*
L'Enlèvement d'Europe, par le même, *idem.*
La Résurrection de Lazare, par Léandre Bassan, ... *idem.*
Saint Laurent Justiani, et autres Saints, par Pordenone, ... sur toile.
Sainte Agnès, demandant la grace du fils d'un Préfet, par Tintoretto, . . *idem.*
La Vierge, et un Doge, par Contarini, ... *idem.*
Junon versant des trésors sur la ville de Venise, par Paul Véronèse, . . . *idem.*
La Vierge, l'Enfant, sainte Catherine, par le même, ... *idem.*
Un Pêcheur qui présente un anneau au Doge, par Pâris Bordone, ... *idem.*
Saint Laurent martyrisé, par Titien, *idem.*
Le Martyre de saint Pierre jacobin, par le même, ... sur bois.
La Vierge, un Ange jouant du violon, et divers Saints, par Jean Bellin, . . *idem.*

FLORENCE.

LA Madona della Sedia, par Raphaël, sur bois.
Le Père Éternel avec les attributs des Évangélistes, présumé de Jules Romain, mais de Raphaël, idem.
Le Sommeil de saint Jean-Baptiste, par Carlo Dolci, sur toile.
Une tête de petit saint Jean, par Corrége, sur bois.
La Déposition du Christ, et plusieurs autres figures, par Perrugin, idem.
L'Ecce Homo, composition de trois figures, par Cigoli, sur toile.
Le Martyre de sainte Agathe, par Sébastien del Piombo, sur bois.
Les quatre Philosophes, par Rubens, idem.
Une tête d'Homme, par Moroni, sur toile.
Une tête de Femme, par le même, idem.
Une tête de Christ, par Titien, sur bois.
Trois têtes en bustes représentant un Concert, par Giorgion, sur toile.
Une petite sainte Famille, par Jules Romain, sur bois.
Un portrait de femme, dite la maitresse du Titien, par Titien, sur toile.
Portrait de Jules II, par Jules Romain, sur bois.
Les trois Parques, par Michel Ange, idem.
La Madelaine, par Titien, idem.
Cléopâtre mourante, copie du Guide, idem.
Luther, Calvin et un autre personnage, par Giorgion, sur toile.
Portrait de Jules II, par Raphaël, sur bois.
Portrait du Cardinal Bibienna, par le même, idem.
Portrait du Cardinal Inghirami, par le même, sur toile.
Deux Tableaux représentant l'histoire de Joseph, par André del Sarte, sur bois.
Portrait d'une Femme vêtue à la Vénitienne, par Pâris Bordone, sur toile.
Un Vieillard, les mains croisées, par Rembrandt, idem.
Une sainte Famille, de cinq figures, par Rubens, sur bois.
Portrait d'André del Sarte, par André del Sarte, idem.
Portrait d'Homme vêtu en noir avec colerette, par B. Vander Elst, sur toile.
Portrait d'Hippolyte de Médicis, par Titien, sur toile.
Copie du tableau de Salvator Rosa, représentant l'Imposture, idem.
Étude d'une tête de la Vierge, par Barroche, idem.
Étude d'une tête d'Ange, par le même, idem.
Une sainte Famille, par Albane, idem.
Une sainte Famille, sur cuivre, par le même.
Le Christ au jardin des Olives, attribué à Carlo Dolci, sur bois.
La Danse des Muses, par Jules Romain, idem.
Une petite tête de Madelaine, attribuée à Subtermann, idem.
Une tête de Guerrier, par Rubens, sur toile.
Un paysage représentant Ulysse et Nausicaa, par le même, sur bois.
Paysage représentant une vaste campagne, par le même, idem.
La Madona delle Collo Longo, par Parmesan, idem.
La Vierge, saint Joseph, l'Enfant Jésus, et saint Jean, par Jules Romain, idem.
Sainte Famille, composee de sainte Anne, sainte Elisabeth, la Vierge, l'Enfant Jésus, saint Jean, par Raphaël, idem.
Judith tenant la tête d'Holopherne, par Christophe Allori, sur toile.
Portrait de Léon X, avec les Cardinaux Jules de Médicis et Louis de Rossi, par Raphaël, sur bois.
La Vierge sur son trône, tenant l'Enfant Jésus dans ses bras, par le même, idem.
Le Christ accompagné des quatre Évangélistes, par Fra Bartolomeo, idem.
Une descente de Croix, par André del Sarte, id.
Portrait du Cardinal Bentivoglio, par Van-Dick, sur toile.
La Conjuration de Catilina, par Salvator Rosa, idem.
Des Chasseurs, et des Buveurs, par San Giovani, idem.
Saint Marc, par Bartolomeo di San Marco, sur bois.
L'Enfant Prodigue, par Christophe Allori, sur toile.
Mars partant pour la guerre, par Rubens, id.
Une Bataille, par Salvator Rosa, idem.

TURIN.

LA Femme hydropique, par Gérard Dow, sur bois.
Quatre Tableaux représentant les quatre Éléments, par Albane, sur toile.
Adam et Eve, par le même, sur toile.
Le Repos en Égypte, par le même, idem.
Un Vase contenant des Fleurs, par Abraham Mignon, idem.

Portrait de Luther, attribué à Holbéen, sur bois.
Portrait de l'épouse de Luther, copié d'après Holbéen, idem.
Portrait d'Érasme, par le même, idem.
L'Intérieur d'un Estaminet, par David Téniers le fils, idem.
Une attaque de Cavalerie, par P. Wouwermans, idem.
Quatre Vaches et Taureaux dans une prairie, par Paul Potter, idem.
Vue d'un grand chemin : on y remarque un Chariot avec une Femme et un Enfant, par Breughels de Velours, sur cuivre.
Une Fête de Village; sur le devant, une Marchande de Poisson, par le même, idem.
Une Fête de Village; sur le devant, un Chariot couvert d'une toile verte, par le même, idem.
La mort d'Abel, par A. Vanderverff, sur bois.
Pâris et la Nymphe Œnone, par le même, idem.
Une jeune Femme à une croisée, tenant une grappe de raisin, par Gérard Dow, idem.
Une tête d'Astronome, par le même, idem.
Deux Enfans faisant voler des bulles de savon, attribués à Miéris, idem.
Un Peintre à son chevalet, par Scalken, idem.
Portrait d'un Homme le coude appuyé sur une balustrade, par François Miéris, idem.
Un Vieillard vu à mi-corps, par Livens, idem.
Un Tableau représentant des légumes et ustensiles de cuisine, par F. Velde Sybdeler, sur cuivre.
Quatre paysages représentant des vues des bords du Rhin, par Griffier, idem.
Un petit portrait d'homme, par Franç. Miéris, sur bois.
Une Femme tenant un enfant, par le même, id.
Apollon et Marsias, par le Guide, sur toile.
Une Conception, crue du Nuvolone, idem.
Sainte Marguerite, et deux Anges, par Poussin, sur toile.
Les Enfans de Charles Ier, par Van-Dick, id.
Une Bataille, choc de cavalerie turque, par Jacques Courtois, idem.
Saint Jean, copie du Guide, idem.
Un Marché aux Poissons, par Horemans, id.
Vue de la darse de Naples, par Van-Vitelli, id.
Une Bacchanale, imitée du Titien par un élève de Van-Dick, idem.
Dix tableaux représentant les batailles gagnées par le prince Eugène, par Hugtenburch, idem.
Charles Ier, par Mytens, idem.
Adam et Eve, par le Guide, idem.
La Madelaine chez le Pharisien, par Soubleyras, idem.
L'Annonciation, par Gentileschi, idem.
Une Bacchanale, attribuée au Poussin, idem.
Moïse sur le mont Sinaï, attribué au même, id.
Les apprêts du supplice de saint André, présumé de l'Espagnolet, idem.
Une bataille, attaque d'un pont, par Wouwermans, idem.
Un marché de Chevaux, copie d'après le même, sur bois.
Des fruits, des raisins et des oiseaux, par Abraham Mignon, sur toile.
Des fruits et des raisins, par J. David Dehéem, idem.
Une Annonciation, attribuée à Albert Durer, sur bois.
Une Procession, par Salaert, idem.
La Tour de Babel, attribuée, à Breughel.
La Déposition de la Croix, dite de Bramante.
La Vierge, l'Enfant Jésus et le petit saint Jean, par Lorenzo Sabbatini, sur toile.
La Vierge présentant un œillet à l'Enfant Jésus, par un maître inconnu, sur bois.
Le Christ au milieu des docteurs, par Garofalo, idem.

NAPLES.

LA Vierge et l'Enfant Jésus, attribués au Cimabué, sur bois.
La Vierge, l'Enfant Jésus et saint Joseph, par Schidone, sur toile.
La Nativité, par Bibera, sur bois.
La Visitation de sainte Elisabeth, par Andrea da Salerno, idem.
Sophonisbe prenant le poison, par Calabrese, sur toile.
Deux tableaux, esquisses, par Vasari, sur bois.
La barque de saint Pierre, par Jules Romain, idem.
Vénus pleurant Adonis, par Vaccaro, sur toile.

SCULPTURE.

MANTOUE.

Buste de Virgile, ... en marbre.
Buste d'Euripide, ... idem.
Buste de Tibère jeune, . . . en marbre.
Buste de Mantegna, ... en bronze.

MODÈNE.

Buste antique de Commode, . en marbre.
Buste de Lucius Verus, ... idem.
Pallas Etrusque, ... idem.
Centaure tenant un jeune homme, en bronze.
Tête d'un Philosophe, . . . en bronze.
Bras d'un jeune Homme, ... idem.
Tête de Femme, ... idem.

BOLOGNE.

Masque scénique, ... en bronze.
Fragment de deux Pieds antiques, en bronze.

ROME, CAPITOLE.

Buste de Junius Brutus, . . en bronze.
Figure du Tireur d'épine, ... idem.
Buste d'Homère, ... en marbre.
Buste d'Ariane, ... idem.
Buste de Marcus Brutus, ... idem.
Vénus du Capitole, ... idem.
Figure du Gladiateur mourant, . . idem.
L'Amour et Psyché, groupe, . . idem.
Figure d'Antinoüs, ... idem.
Figure, de Zénon, ... idem.
Le Porteur égyptien, figure, . . idem.
Tombeau. Triomphe de dieux marins, ... en marbre.
Tombeau des neuf Muses, . . . idem.
Vestale, portant le feu sacré, . . . idem.
Junon, ... idem.
Flore, ... idem.
Faune, jouant de la flûte, ... idem.
Trépied, ... idem.
Apollon, jouant de la lyre, avec un Hippogriffe, ... idem.
Idole égyptienne, . . . en basalte noir.

AU VATICAN.

Démosthène, statue assise, . en marbre.
Ménandre, statue assise, ... idem.
Phocion, statue debout, ... idem.
Adonis, statue, ... idem.
Vénus accroupie, ... idem.
Antinoüs, buste, ... idem.
Adrien, buste, ... idem.
La Comédie, buste, ... idem.
La Tragédie, buste, ... idem.
L'Amazone, statue, ... idem.
Antinoüs, statue, ... idem.
Hercule Commode, ... idem.
Le Discobole, ou Joueur de disque, courbé, ... idem.
Sardanapale, figure, ... idem.
Jules César sous l'habit de grand pontife, ... idem.
Auguste César sous l'habit de consul, idem.
Apollon Musagette, statue.
Uranie, ... idem.
Euterpe, ... en marbre.
Polymnie, ... idem.
Calliope, ... idem.
Clio, ... idem.
Thalie. . . . . idem.
Melpomène, ... idem.
Erato, ... idem.
Therpsicore. . . . . idem.
Sextus Empiricus, précepteur de M. Aurèle, ... idem.
Discobole debout, statue, ... idem.
Une Chaise curule, ... idem.
Trajan assis, ... idem.
Minerve, buste, ... idem.
L'Océan, buste, ... idem.
Jupiter Serapis, buste, ... idem.
Déesse de la Santé, figure, . . . idem.
Méléagre, figure, ... idem.
Autel en marbre blanc, ... idem.
Ménélas, buste, ... idem.

Cérès, petite figure, ... en marbre.
Uranie, petite figure, ... idem.
Cupidon, torse, ... idem.
Le Torse du Belvedère, ... idem.
Deux chaises curules, ... idem.
Pâris, petite figure, ... idem.
Autel, ... idem.
Autel d'Apollon, ... idem.
Caton et Porcie, deux bustes groupés. idem.
Deux sphinx, ... en granit rouge.
Jupiter, buste, ... idem.
Tibère en toge, figure, . . en marbre.
L'Apollon du Belvedère, figure, . idem.
Laocoon, trois figures groupées, en marbre.
Trois candelabres, ... idem.
Pausidippe, figure assise, ... idem.
Le Tibre colossal, figure, ... idem.
Le Nil, figure colossale, ... idem.
Melpomène colossale, figure, . . . idem.
Cérès, colossale, figure, ... idem.
Cléopâtre, figure couchée, . en marbre.
Un vase, ... en basalte.
Pallas dite de Vélétri, ... en marbre.
Cérès, statue colossale, . . . en marbre.
Deux chaises de bains, . en rouge antique.

GALERIES ALBANI ET BRASCHI.

Auguste, ... en marbre.
Septime Sévère, ... idem.
Domitien, ... idem.
Faune assis, ... idem.
Alexandre, ... idem.
Thétis sur un vaisseau, ... idem.
Quatre Atlas, ... idem.
Leucothée tenant le jeune Bacchus, idem.
Un paysan écorchant un daim, . . idem.
Euripide assis. . . . . idem.
Roi prisonnier assis, ... idem.
Une des filles de Niobé, ... idem.
Statue héroïque d'un Personnage grec.
Hiéroglyphes égyptiens en granit rouge.
Deux colonnes d'albâtre fleuri.
Candelabre du prieuré de Malte.
Quatre colonnes de porphyre rouge.
Obélisque de granit rouge.
Deux coupes d'albâtre fleuri.
Grand trépied avec des supports ornés de feuilles de vigne.
Vase de basalte avec son piédouche.
Vase orné de gaudrons, . . en marbre.
La muse Uranie, ... idem.
Apollon, ... idem.
Herme de Faune en rouge antique.
La muse Melpomène, ... en marbre.
Femme debout, ... idem.
Epervier égyptien, en parangon, avec le pallus sur la tête.
Anubis Cynocéphale assis, en granit.
Tête de jeune homme, avec une étoile de bronze sur le front.
Un Cinéraire, en marbre, de TI CLAUDI, etc.
Un Cinéraire, en marbre, de TI. GI. AVG. L. et autres.
Petite statue de Pêcheur, en marbre.
Buste de Jupiter Sérapis. . . . . idem.
Buste de Mercure enfant, ... idem.
Buste de Trajan, ... idem.
Herme de Jupiter, en marbre.
Satyre portant en tête un panier de Fruits.
Petite statue de femme, ou d'Agrippine.
Buste d'un Romain inconnu, . en marbre.
Buste de philosophe, ... idem.
Tête de femme ou de Muse, . . idem.
Buste de Volusien, ... idem.
Héros avec les oreilles Pancratiastes, idem.
Femme égyptienne, . . en noir antique.
Petite idole égyptienne agenouillée, en . . . . granit noir.
Prêtresse égyptienne agenouillée, en parangon.
Hermaphrodite couché, . . . en marbre.
Enfant jouant avec un cygne, . . . idem.
Buste colossal de Pallas, ... idem.
Herme de Xénocrate, ... idem.
Herme de Philosophe, ... idem.
Herme de Xénophon, ... idem.
Herme de Miltiade, ... idem.
Herme d'Annibal, ... idem.
Buste de Faune avec une tache de cuivre, id.
Buste de Bacchante, ... idem.
Buste de femme inconnue, . . . idem.
Buste de Démosthène, ... idem.
Tête de Jupiter Sérapis, en basalte, et le buste, ... en bronze.
Tête de Jules César, en parangon, avec le buste, ... idem.
Buste et Tête de Ptolomée, . . . idem.
Buste et Tête de Faune, ... idem.
Buste d'Agrippine. . . . . . en marbre.
Buste de Faustine, ... idem.
Buste de Galien, ... idem.
Buste d'Alexandre, ... idem.
Buste de Cicéron, ... idem.
Bas-Relief représentant un Sacrifice, idem.
Ulysse consultant Tirésias, ... idem.
La Concorde conjugale, . . en marbre.
Combat d'Hercule et d'Apollon, . . idem.

SCULPTURE.

MANTOUE.

BUSTE de Virgile, ... en marbre.
Buste d'Euripide, ... idem.
Buste de Tibère jeune, . . . en marbre.
Buste de Mantegna, ... en bronze.

MODÈNE.

BUSTE antique de Commode, . en marbre.
Buste de Lucius Verus, ... idem.
Pallas Etrusque, ... idem.
Centaure tenant un jeune homme, en bronze.
Tête d'un Philosophe, . . . en bronze.
Bras d'un jeune Homme, ... idem.
Tête de Femme, ... idem.

BOLOGNE.

MASQUE scénique, ... en bronze.
Fragment de deux Pieds antiques, en bronze.

ROME, CAPITOLE.

BUSTE de Junius Brutus, . . en bronze.
Figure du Tireur d'épine, ... idem.
Buste d'Homère, ... en marbre.
Buste d'Ariane, ... idem.
Buste de Marcus Brutus, ... idem.
Vénus du Capitole, ... idem.
Figure du Gladiateur mourant, . . idem.
L'Amour et Psyché, groupe, . . idem.
Figure d'Antinoüs, ... idem.
Figure, de Zénon, ... idem.
Le Porteur égyptien, figure, . . idem.
Tombeau. Triomphe de dieux marins, ... en marbre.
Tombeau des neuf Muses, . . . idem.
Vestale, portant le feu sacré, . . . idem.
Junon, ... idem.
Flore, ... idem.
Faune, jouant de la flûte, ... idem.
Trépied, ... idem.
Apollon, jouant de la lyre, avec un Hippogriffe, ... idem.
Idole égyptienne, . . . en basalte noir.

AU VATICAN.

DÉMOSTHÈNE, statue assise, . en marbre.
Ménandre, statue assise, ... idem.
Phocion, statue debout, ... idem.
Adonis, statue, ... idem.
Vénus accroupie, ... idem.
Antinoüs, buste, ... idem.
Adrien, buste, ... idem.
La Comédie, buste, ... idem.
La Tragédie, buste, ... idem.
L'Amazone, statue, ... idem.
Antinoüs, statue, ... idem.
Hercule Commode, ... idem.
Le Discobole, ou Joueur de disque, courbé, ... idem.
Sardanapale, figure, ... idem.
Jules César sous l'habit de grand pontife, ... idem.
Auguste César sous l'habit de consul, idem.
Apollon Musagette, statue.
Uranie, ... idem.
Euterpe, ... en marbre.
Polymnie, ... idem.
Calliope, ... idem.
Clio, ... idem.
Thalie. . . . . idem.
Melpomène, ... idem.
Erato, ... idem.
Therpsicore, ... idem.
Sextus Empiricus, précepteur de M. Aurèle, ... idem.
Discobole debout, statue, ... idem.
Une Chaise curule, ... idem.
Trajan assis, ... idem.
Minerve, buste, ... idem.
L'Océan, buste, ... idem.
Jupiter Serapis, buste, ... idem.
Déesse de la Santé, figure, . . . idem.
Méléagre, figure, ... idem.
Autel en marbre blanc, ... idem.
Ménélas, buste, ... idem.

Cérès, petite figure, ... en marbre.
Uranie, petite figure, ... idem.
Cupidon, torse, ... idem.
Le Torse du Belvedère, ... idem.
Deux chaises curules, ... idem.
Pâris, petite figure, ... idem.
Autel, ... idem.
Autel d'Apollon, ... idem.
Caton et Porcie, deux bustes groupés. idem.
Deux sphinx, ... en granit rouge.
Jupiter, buste, ... idem.
Tibère en toge, figure, . . . en marbre.
L'Apollon du Belvedère, figure, . idem.
Laocoon, trois figures groupées, en marbre.
Trois candelabres, ... idem.
Pausidippe, figure assise, ... idem.
Le Tibre colossal, figure, ... idem.
Le Nil, figure colossale, ... idem.
Melpomène colossale, figure, . . . idem.
Cérès, colossale, figure, ... idem.
Cléopâtre, figure couchée, . en marbre.
Un vase, ... en basalte.
Pallas dite de Vélétri, ... en marbre.
Cérès, statue colossale, . . . en marbre.
Deux chaises de bains, . en rouge antique.

GALERIES ALBANI ET BRASCHI.

Auguste, ... en marbre.
Septime Sévère, ... idem.
Domitien, ... idem.
Faune assis, ... idem.
Alexandre, ... idem.
Thétis sur un vaisseau, ... idem.
Quatre Atlas, ... idem.
Leucothée tenant le jeune Bacchus, idem.
Un paysan écorchant un daim, . . idem.
Euripide assis. . . . . idem.
Roi prisonnier assis, ... idem.
Une des filles de Niobé, ... idem.
Statue héroïque d'un Personnage grec.
Hiéroglyphes égyptiens en granit rouge.
Deux colonnes d'albâtre fleuri.
Candelabre du prieuré de Malte.
Quatre colonnes de porphyre rouge.
Obélisque de granit rouge.
Deux coupes d'albâtre fleuri.
Grand trépied avec des supports ornés de feuilles de vigne.
Vase de basalte avec son piédouche.
Vase orné de gaudrons, . . . en marbre.
La muse Uranie, ... idem.
Apollon, ... idem.
Herme de Faune en rouge antique.
La muse Melpomène, ... en marbre.
Femme debout, ... idem.
Epervier égyptien, en parangon, avec le pallus sur la tête.
Anubis Cynocéphale assis, en granit.
Tête de jeune homme, avec une étoile de bronze sur le front.
Un Cinéraire, en marbre, de TICLAUDI, etc.
Un Cinéraire, en marbre, de TI. GI. AVG. L. et autres.
Petite statue de Pêcheur, en marbre.
Buste de Jupiter Sérapis. . . . . idem.
Buste de Mercure enfant, ... idem.
Buste de Trajan, ... idem.
Herme de Jupiter, en marbre.
Satyre portant en tête un panier de Fruits.
Petite statue de femme, ou d'Agrippine.
Buste d'un Romain inconnu, . en marbre.
Buste de philosophe, ... idem.
Tête de femme ou de Muse, . . idem.
Buste de Volusien, ... idem.
Héros avec les oreilles Pancratiastes, idem.
Femme égyptienne, . . en noir antique.
Petite idole égyptienne agenouillée, en . . . . granit noir.
Prêtresse égyptienne agenouillée, en parangon.
Hermaphrodite couché, . . . en marbre.
Enfant jouant avec un cygne, . . . idem.
Buste colossal de Pallas, ... idem.
Herme de Xénocrate, ... idem.
Herme de Philosophe, ... idem.
Herme de Xénophon, ... idem.
Herme de Miltiade, ... idem.
Herme d'Annibal, ... idem.
Buste de Faune avec une tache de cuivre, id.
Buste de Bacchante, ... idem.
Buste de femme inconnue, . . . idem.
Buste de Démosthène, ... idem.
Tête de Jupiter Sérapis, en basalte, et le buste, ... en bronze.
Tête de Jules César, en parangon, avec le buste, ... idem.
Buste et Tête de Ptolomée, . . . idem.
Buste et Tête de Faune, ... idem.
Buste d'Agrippine. . . . . . en marbre.
Buste de Faustine, ... idem.
Buste de Galien, ... idem.
Buste d'Alexandre, ... idem.
Buste de Cicéron, ... idem.
Bas-Relief représentant un Sacrifice, idem.
Ulysse consultant Tirésias, ... idem.
La Concorde conjugale, . . en marbre.
Combat d'Hercule et d'Apollon, . . idem.

Le repas de Trimalcion, bas-relief, en marbre.
Des Femmes sacrifiant, ... *idem.*
Idem. . . . . *idem.*
Masques, Faunes et Satyres, bas-relief, *idem.*
Idem. . . . . *idem.*
Pallas sur une colonne, bas-relief, . *idem.*
Cérès, bas-relief, ... *idem.*
Claudia Statia, bas-relief, ... *idem.*
Amour dans un char tiré par deux Chevreuils.
Ajax et Cassandre, ... en marbre.
Le jeune Bacchus remis entre les mains des Nymphes.
Amour dans un char tiré par deux Daims.
Faune, le thyrse en main.
Quatre Génies en deux morceaux.
Bacchanale de quatre figures.
Trois Naïades, ... en marbre.
Amour dans un char tiré par deux sangliers.
Jugement de Pâris.
Prométhée et Minerve, ... en marbre.
Esculape et Hygie, ... *idem.*
Diane et une femme ailée, . . . *idem.*
Apollon et trois Déesses, ... *idem.*
Hercule et Cerbère, ... *idem.*
Deux Héros combattant.
Libation, ... en marbre.
Acteur comique en action.
Portrait d'Antinoüs en bas-relief.
Sacrifice à Vesta, ... en marbre.
Bacchus enfant, ... *idem.*
Transmigration de cinq figures, . *idem.*
Trois divinités rurales, ... *idem.*
Sphinx mâles, en basalte, avec leur socle en porphyre.
Lion, ... en basalte.
Buste de Néron, ... en marbre.
Buste de Tibère, ... *idem.*
Buste de Trajan, ... *idem.*
Buste de Domitien, ... *idem.*
Petite statue du Nil couché, . . . *idem.*
Buste de Commode, ... *idem.*
Buste de Galien, ... *idem.*
Bas-Relief représentant un Faune assis tenant un lièvre.
Buste d'Antinoüs sous la forme d'Osiris.
Buste d'Alexandre Sevère, . en marbre.
Buste de Faune avec des cornes, . *idem.*
Buste de Volusien, ... *idem.*
Buste de Nerva, ... *idem.*
Apollon appuyé sur un griffon, en marbre.
Statue égyptienne, en marbre bigio.
Pupien, statue, ... en marbre.
Statue représentant un fécial, en marbre.
Fleuve couché, ... en marbre bigio.

Antinoüs à l'égyptienne, en rouge antique.
Idole à l'égyptienne assise, en albâtre oriental.
Cupidon tendant un Arc, . . en marbre.
Esculape, ... *idem.*
Pallas, ... *idem.*
Figure d'homme égyptien, en noir antique.
Osiris à face humaine. . . . en parangon.
Autre Osiris à face humaine, . . . *idem.*
Osiris, ... en granit rouge.
Isis, ... en basalte noir.
Roi, prisonnier assis, en brèche d'égypte
Lutteur, ... en marbre noir.
Faune debout, ... *idem.*
Pallas, ... statue en marbre.
Apolline, ... *idem.*
Vénus, ... *idem.*
Nymphe, ... *idem.*
Othon, ... *idem.*
Antinoüs avec les attributs d'Hercule, *idem.*
Buste d'Ælius César, ... *idem*
Buste d'Uranie, ... *idem.*
Trépied, ... *idem.*
Cinquante Cypes et urnes cinéraires antiques, en marbre, avec inscription.
Celinus Albinus, ... buste en marbre.
Bacchus avec la panthère, . figurine *idem.*
Bacchus en rouge antique, . herme *idem.*
Une tête de Rome.
Deux bustes romains inconnus.
Lucius Verus, ... buste en marbre.
Galba, ... *idem.*
Philippe père, ... *idem.*
Gordien, ... *idem.*
Auguste couronné de chêne, ... *idem.*
Mercure, ... *idem.*
Pâris, ... *idem.*
Jupiter, ... *idem.*
Junon, ... *idem.*
Bacchus indien.
Un buste dit Pescenius le Philosophe.
Buste dit d'Emilien.
Commode, ... *idem.*
Buste inconnu.
Lucius Verus jeune, ... *idem.*
Caracalla, ... *idem.*
Iole, ... *idem.*
Septime Sévère, ... *idem.*
Tibère jeune, ... *idem.*
Jupiter avec l'aigle à ses pieds, figurine en . . . . marbre.
Un petit Esculape, ... *idem.*
Apollon Delphique, ... *idem.*
Deux autres Esculapes, ... *idem.*

VENISE.

Un bas-relief représentant un de ces sacrifices appelés *Suovetaurilia*, en marbre.
Adrien, ... buste en bronze.
Les quatre Chevaux, . . . en bronze doré.
Le Lion de saint Marc, . en fonte de fer.

VÉRONE.

Auguste, buste, ... en marbre.
Caracalla, buste, ... *idem.*
Huit bas-reliefs, représentant l'histoire de Mausole, ... en bronze.
Deux Autels, ... en marbre.
Trois vases étrusques, . . en terre cuite.
Un testament en grec, . . . en marbre.
Un Fragment d'inscription, porphyre.

TURIN.

Une petite copie du Moïse de Michel Ange, par les frères Colin.
Une copie du groupe de Niobé.
Une copie du groupe de Papirius.
Une table en mosaïque, représentant des colombes et des raisins.
Une table de porphyre ronde.
Une croix, quatre chandeliers, et une fiole en cristal de roche, provenant de la chapelle du ci-devant roi de Sardaigne.
Deux figures égyptiennes, . en granit rose.
Deux bas-reliefs, ... en marbre.
Un dessus de tombeau, . frise en marbre.

FLORENCE.

Vénus, de Médicis, . . . en marbre.
Les sept travaux d'Hercule, en argent, d'après Jean de Bologne.
Phaéton conduisant les chevaux du soleil, en argent, le char est en cuivre doré.
Deux Tableaux en mosaïque, représentant des ports de mer.
4 Tableaux en pierres dures, représentant la Peinture, la Sculpture, l'Architecture et la Musique.
2 Tableaux représentant le tombeau de Cœcilia Metella, et le Panthéon d'Agrippa à Rome.
Plusieurs tables en stuc, porphyre, lapis lazuli et pierres dures dites mosaïque de Florence.
Deux Tritons en argent, soutenant un très-beau corail noir qui sort d'un rocher garni de coquillages et de madrépores. Le rocher est placé sur un plateau que supportent des Chimères.

PARME.

La table alimentaire de l'empereur Trajan, et un fragment des lois de la Gaule Cisalpine, ... en bronze.
Tête de l'empereur Adrien, en bronze doré.
Buste de femme, ... en bronze.
Petite statue de la Victoire, . en bronze.
Hercule ivre, ... *idem.*
Bacchus, ... *idem.*
Prêtre, ... *idem.*

ANTIQUITÉS.

MILAN.

1 Vase étrusque, ... en terre cuite.

MODÈNE.

2 Vases en forme d'urne, . en porphyre.
2 Vases en forme de cassolette, . *idem.*
1 Camée, représentant la tête du Christ, ... en agate veinée.

1 Momie avec sa caisse, en bois de sicomore.
1212 Medailles anciennes et modernes, très-rares, et bien conservées, en or, en . . . . argent, en bronze.

BOLOGNE.

4 Vases étrusques de différentes grandeurs, ... en terre cuite.

2 Patères, dont une dite *caspienne*, ... en bronze.

VENISE.

1 Camée, représentant Jupiter Ægiocus, ... Agate de deux couleurs.

VÉRONE.

39 Médailles grecques et romaines, ... en argent.
28 Idem. . . . . en bronze.

18 Médailles romaines, et d'hommes illustres, ... en argent.
4 Idem. . . . . en bronze.

ROME.

Le grand camée d'Auguste, agate couleur de chair.

Le grand camée représentant le char de Bacchus attelé de Centaures, dans un cadre orné de pierres et pâtes antiques.

Un grand camée représentant deux Faunes et deux Bacchantes.

Deux petits monumens à la gloire de Pie VI.

Trois petits monumens ornés de pierres gravées et pâtes antiques.

Treize grands et précieux vases étrusques.

LIVRES.

MILAN.

1 Manuscrit sur papyrus qui est le livre des *Antiquités de Joseph*, traduit par Rufinus, ayant onze cents ans d'antiquité.
2 Idem. . . . . sur parchemin.
16 Idem. *dont deux de Galilée*, et douze de *Leonardo da Vinci*, autographes.
3 Imprimés du quinzième siecle, sur . . . . parchemin.

11 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.
101 Idem; on en trouve 27 depuis 1460, jusqu'à 1470, et 25 premières éditions, ... sur papier.
23 Imprimés modernes, ... *idem.*
1 Gravé en bois, ... *idem.*
2 Tablettes chinoises et arabes, . . en bois.

MONZA.

134 Manuscrits dont 91 sont écrits avant le siècle treizième, et un est écrit sur du parchemin pourpre en lettres d'or, la plu- . . . . part en parchemin.

83 Imprimés du quinzième siècle, des éditions du quinzième, il y en a 7 avant 1470, et 8 qui sont premières éditions, ... sur papier.
1 Idem. . . . . sur parchemin.

PAVIE.

42 Imprimés modernes, . . sur papier.
76 Idem. . . . . *idem.*

1 Imprimé moderne sur papier de la Chine.
Nota. Les ouvrages de *Haller* sont enrichis de notes de sa main.

BOLOGNE.

3 Manuscrits, ... sur papyrus.
24 Imprimés du quinzième siècle; on y voit la Bible de Mayence de 1462, le *Lactance* de Subjaco de 1465, et le saint Augustin de Rome de 1467, sur . . . . papier.
7 Imprimés modernes, ... *idem.*
34 Manuscrits modernes, qui sont l'herbier et les figures des animaux enluminés d'*Aldrovandus*, ... *idem.*
303 Manuscrits, ... sur parchemin.
189 Idem. . . . . sur papier.
11 Idem. . . . . sur charta bombycina.
1 Idem. . . . . . sur peau de veau.
Nota. Entre ces manuscrits il y a le fameux *Lactance* du siècle sixième ou septième tout au plus, et divers autres manuscrits avant le treizième.

86 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.
8 Idem. Entre autres, la première édition d'*Aristote* et la Bible de Mayence, sur . . . . parchemin.
1 Nécrologe fameux de sainte Marie *del Reno*, ... *idem.*
2 Manuscrits, ... sur parchemin.
2 Idem, en rouleau. Le premier de ces rouleaux, contenant le Pentateuque en hebreu, est si ancien, qu'on l'a cru quelque temps écrit par la main même d'*Esdras*. Le second, contenant le livre d'*Esther*, est du onzième siècle, sur peau de veau.

FERRARE.

2 Imprimés, du quinzième siècle, ... sur papier.

MODÈNE.

30 Manuscrits, . . . sur parchemin.
40 *Idem.* . . . . sur papier.
Nota. Cinq sont antérieurs au siècle quinzième.

24 Imprimés du quinzième siècle, dont douze premières éditions, *le Decor Puellarum*, etc. . . . . . sur papier.
75 Imprimés modernes, ... *idem.*

LIVOURNE.

56 Imprimés modernes, ... sur papier.

MANTOUE.

2 Manuscrits, . . . sur parchemin.
5 Idem. . . . . sur papier.
36 Imprimés modernes, ... *idem.*

6 Manuscrits . . . . . sur parchemin.
1 Idem. . . . . sur papier.
10 Imprimés du quinzième siècle, *idem.*

MASSA.

1 Manuscrit, ... sur papier.

3 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.

FANO ET PESARO.

3 Manuscrits, ... sur parchemin.
2 Idem. modernes, ... sur papier.

7 Imprimés du quinzième siècle, sur papier.

ROME.

BIBLIOTHÈQUES VATICANE ET PALATINE.

59 Manuscrits hébreux, syriens, chaldéens, ... sur parchemin.
1 Manuscrit hébreu, ... sur cuir.
6 Idem, ... sur charta bombycina.
3 Manuscrits, ... sur papier.
Nota. Quarante neuf sont écrits avant le siècle treizième, plusieurs du sixième, septième et huitième.
60 Manuscrits arabes, sur charta bombycina.
3 Idem, ... sur parchemin.
17 Idem, ... sur papier.
Nota. Quatre sont antérieurs au siècle quinzième.
12 Manuscrits cophtes ou égyptiens, sur parchemin.
4 Idem, ... sur charta bombycina.

Nota. Douze sont écrits avant le treizième siècle.
10 Manuscrits abyssiniens, ou éthiopiques, sur parchemin.
11 Manuscrits chinois, . . . sur papier.
36 Manuscrits grecs, . . sur parchemin.
35 Idem, . . . sur charta bombycina.
53 Idem, ... sur papier.
Nota. Dix-neuf sont écrits avant le treizième siècle.
124 Manuscrits latins, dont soixante-six écrits avant le siècle treizième; entr'autres le fameux *Virgile* Vatican, le *Térence*, l'Anthologie, un Ouvrage de Grammaire en lettres unciales du cinquième siècle, ... sur parchemin.
66 Idem, ... sur papier.

VENISE.

138 Manuscrits Grecs, entre lesquels il y en a beaucoup avant le treizième siècle, ... sur parchemin.
34 Idem, ... sur papier.

24 Manuscrits latins, italiens, etc. sur parchemin.
8 *Idem*, ... sur papier.
2 Manuscrits arabes, sur charta bombycina.

VENISE, PADOUE, etc.

40 Manuscrits, ... sur parchemin.
7 Idem, ... sur papier.
10 Imprimés du quinzième siècle, en parchemin.
111 Idem, ... sur papier.
Nota. Il y en a au moins douze avant 1471. entr'autres le *Durandus* de Mayence de 1459 en parchemin, et plus de 50 premières éditions.

1 Imprimé d'Aldus, . . . sur parchemin.
58 Idem, ... sur papier.
50 Livres de musique, dont la plupart anciens, et très-rares, ... *idem.*

VÉRONE.

22 Manuscrits, ... sur parchemin.
7 Idem, ... sur papier.
Nota. Huit avant le treizième siècle.

46 Imprimés du quinzième siècle, dont deux avant 1470, ... sur papier.
23 Imprimés d'Aldus, ... *idem.*
2 Imprimés modernes, ... *idem.*

HISTOIRE NATURELLE ET AUTRES CURIOSITÉS.

MILAN.

1 Aiguille de 18 pouces de long, en cristal de roche.
1 Morceau de 9 pouces de long, dans l'intérieur duquel on voit des aiguilles de Schorl, ... en cristal de roche.
1 Tableau de 22 pouces de long sur 10 de large, en marbre figuré de Florence.

PAVIE.

273 Collections de produits volcaniques, faites par Spallanzani, dans son voyage aux Champs Phlégréens, laves et autres produits volcaniques.

36 Echantillons de bois.
2 Flacons contenant des fruits de bananier, ... fruits de bananier.
60 Volumes de l'Herbier de *Haller*.

MODÈNE.

1 Vase composé de cinq plaques, cristal de roche monté en cuivre.
1 Coupe ovale, ... agate fleurie.
1 Plaque de différentes couleurs. Caillou veiné.
1 Vase imitant deux coquilles, agate.
1 Plateau, ... prisme d'améthyste.
1 Coupe de 7 pouces, . . . jaspe sanguin.
1 Autre coupe, ... jaspe.

1 Autre coupe de Pierre fine, lapis lazuli.
1 Autre coupe de 5 pouces sur 3. *idem.*
Vases du poids de 4 livres, ... *idem.*
1 Pierre de configuration singulière, ... coquillère.
1 Tête d'homme encroûtée d'un sédiment pierreux. . . . . pétrification.

BOLOGNE.

1 Excroissance osseuse venue sur le cou d'un bœuf, avec partie de la peau de la tête et du cou de l'animal, . . . monstre.
16 Perles de différentes grandeurs, couleurs, et formes, ... perles.
23 Pétrifications d'oursins, et autres corps marins, ... pétrifications.
20 Marbres de Moscovie. Pièces d'un pouce cinq lignes sur deux pouces moins une ligne, ... marbres.
157 Marbres de la Sicile. . . marbres.
132 Pierres quartzeuses, parmi lesquelles se trouvent plusieurs pierres fines, ... Pierres quartzeuses.
2 Grès élastique du Pérou, morceau de 6 pouces 3 lignes de large, sur 9 de long. . . . . pierre élastique.

8 Etuis, vases, gobelets, coupes en pierres fines, ... pierres fines.
1 Pepite d'or natif du poids d'environ deux livres, ... or natif.
1 Bezoard monté en or, ... bezoard.
10 Mines d'or, d'argent, et d'autres métaux, ... métaux.
1 Eponge singulière de la mer Adriatique, ... zoophytes.
2 Spath pesant, de Bologne, . . . barite.
1 Chambre obscure, instrumens de physique.
1 Microscope solaire, ... *idem.*
2 Idem de nuit, ... *idem.*

LORETTE.

2 Vases, ... en agate en or.
2 Bénitiers avec leur goupillon, en cristal de roche.

1 Plat circulaire, . . . en cristal de roche.
2 Vases, ... *idem.*

Cette note est d'autant plus intéressante, qu'elle est authentique. Elle nous a été communiquée, avec l'agrément de M. Denon, Directeur général du Musée Napoléon, juge éclairé des Arts, par M. A. Lavallée, Secrétaire général de ce précieux et magnifique établissement.

NOTICE

Des principaux auteurs consultés pour cet ouvrage.

Histoire universelle, par Polybe.
Commentaires sur les guerres des Gaules, par Jules-César.
Histoire romaine, par Tite-Live.
Histoire et Annales des empereurs romains, par Tacite.
Bibliothèque historique, par Diodore de Sicile.
Histoire des Lombards, par Paul, diacre d'Aquilée.
Histoire des Gaulois, depuis le déluge, par Guillaume Postel.
Mémoires des Gaules, par Scipion Dupleix.
Histoire des Celtes, des Gaulois et des Germains, par Pelontier.
Commentaires de Blaise de Montluc.
Mémoires de Philippe de Commines.
Histoire de France, par Paul Émile de Vérone.
Révolutions de Gênes.
Histoire des guerres d'Italie, par Guichardin.
Histoire de Florence, par Machiavel.
Histoire des guerres d'Italie, par Galéas Capella.
Rerum Italicarum Scriptores, par Muratori.
Annali d'Italia, par le même.
Histoire de la Milice française, par Daniel.
Histoire universelle, traduite de l'Anglais.
Histoire de Naples, par Giannone.
Histoire des Gaules, et Conquêtes des Gaulois, par Létang.
Abrégé chronologique de l'histoire d'Italie, par Saint-Marc.
Histoire de la République de Venise, par Laugier.
Notice de l'ancienne Gaule, par d'Anville.
États formés en Europe après la chûte de l'empire romain, par le même.
Histoire de France, par Velly, Villaret, etc.
Histoire générale de Sicile, par Burigny.
Révolutions d'Italie, par Denina.
Histoire des Rois des deux Siciles, de la maison de France, par d'Égly.
Description de l'Italie, par Alberti.
Description du Royaume de Naples, par Scipion Mazella.
Mémoires militaires sur les Grecs et les Romains, par le colonel Guischard.
Histoire littéraire de la France, par des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur.
Considérations sur l'esprit militaire des Gaulois, par Sigrais.
Histoire des guerres du Piémont, depuis 1550 jusqu'en 1561, par Boivin du Villars.
Mémoires de du Bellay.
Journal de Pierre de l'Estoile.
Mémoires de Lanoue.
Mémoires de Sully.
Histoire d'Henri IV, par Péréfixe.
Mémoire du cardinal de la Valette.
Vie du marechal de Toiras.
Vie du maréchal de Créqui.
Les Triomphes de Louis le Juste.
Histoire de Louis XIV, par Saint-Geniès.
Vie de Turenne, par Ramsai.
Vie de Condé, par Désormeaux.
Vie de Catinat.
Éloge du même.
Mémoires de Feuquières.
Vie du prince Eugène.
Commentaires de Folard.
Mémoires du maréchal de Berwick.
Mémoires du maréchal de Villars.
Histoire militaire de Louis XIV, par Quincy.
Mémoires de Saint-Simon.
Campagne de 1733, par d'Espagnac.
Supplément au Dictionnaire de l'Art militaire, par M. Servan.
Campagnes de Maillebois, par M. de Pezay.
Œuvres de Montalembert.
Histoire de François Ier, par M. Gaillard.
Histoire de Charles-Quint, par Robertson.
Histoire universelle, par Condillac.
Essai sur l'histoire générale, siècles de Louis XIV et de Louis XV, par Voltaire.

Histoire d'Italie, par M. Fantin des Odouarts.
Histoire moderne, par Méhégan.
Histoire générale, par Millot.
Dictionnaire des Hommes illustres.
Précis de l'histoire universelle, par M. Anquetil.
Tableau de l'Inde, par Brissot de Warville.
Histoire des progrès et de la chûte de l'empire de Missoure, par M. Michault.
Tableau historique et politique de l'Europe, par M. de Ségur.
Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI.
De l'architecture des forteresses, par M. Mandar.
Esquisse des progrès de l'esprit humain, par Condorcet.
Histoire de la révolution de France.
Histoire de France, depuis la révolution de 1789, par M. Toulongeon.
Correspondance de Louis XVI, avec des observations, par mademoiselle Williams.
Campagnes du général Bonaparte en Italie, par M. Pommereuil.
Le Spectateur du Nord.
Campagnes sur le Mein et la Reidnitz.
Mémoires politiques et militaires sur les principaux événemens, depuis la conclusion du traité de paix de Campo-Formio, jusqu'à celle du traité d'Amiens, traduit de l'Anglais de Ritchie, par Hervey.
Coup d'œil rapide sur les opérations de la campagne de Naples.
Relation des campagnes du général Bonaparte en Égypte et en Syrie.
Précis des événemens militaires, par M. Dumas.
Précis historique de la campagne du général Massena dans le pays des Grisons et en Helvétie.
Campagne des Austro-Russes en Italie, en 1799.
Lettre sur la campagne du général Magdonal dans le pays des Grisons.
Histoire de la défense d'Ancône.
Histoire universelle anglaise, par une société de gens de lettres.
Histoire de François Ier, par M. Gaillard.
Essai sur l'esprit et l'influence de la réformation de Luther, par Charles Villers.
Correspondance du général Montesquiou.
Manuscrits, pièces originales, lettres des généraux consignés au dépôt ministériel de la guerre, qui ont été communiqués officieusement par le général Samson.
Manuscrits des généraux Dupont et Kellerman, dont ces militaires distingués ont bien voulu faire part.
Manuscrits de divers officiers supérieurs de toutes armes, qui ont donné des détails sur les dernières guerres.
Observations sur les combats en Italie, par un officier allemand, en italien.

TABLE

Des Villes et des Positions remarquables des GUERRES DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS EN ITALIE.

A.

B.

C.

D.

M.

N.

O.

P.

Q.

R.

S.

T.

U.

V.

---

(1) Il existe deux Borgo-Forte : l'un sur le Pô, près Mantoue; l'autre sur l'Adige, près la mer.

(2) Castel-Franco sur le Panaro, dans le Trévisan ; un autre dans le royaume de Naples.

(3) Castel-Novo entre le Henza, le Crostolo et le Pô ;
Castel-Novo sur le Tidone ;
Castel-Novo entre Vérone et Peschiera ;
Castel-Novo sur la Scrivia.

(4) Castel-Nuovo dans le Florentin ;
Castel-Nuovo près Feltre ;
Castel-Nuovo dans le royaume de Naples.

(5) Cornigliano près Gênes ;
Cornigliano dans le Trévisan ;
Cornigliano sur la rive droite de l'Adda.

(6) Marengo près Alexandrie ;
Marengo sur le Mincio, près Goito ;
Vico-Marengo sur le Tidone, près San-Giovanni.

(7) Il existe un fort de ce nom et la vallée de Quieras près Mont-Dauphin, dans le ci-devant Dauphiné; mais le Quieras dont il est ici question n'est autre que Cherasco.

(8) Rivoli près Turin ;
Rivoli entre le lac de Garde et l'Adige.

(9) Villa-Franca sur la Magra ;
Villa-Franca sur le Pô, au-dessus de Carmagnole ;
Villa-Franca entre le Mincio et l'Adige.

(10) Villa-Nova entre Mondovi et Coni ;
Villa-Nova sur l'Alpon ;
Villa-Nova entre Asti et Chieri ;
Villa-Nova sur la rive gauche du Pô, près Casale ;
Borgo-di-Villa-Nova dans la Ligurie, près Albenga.

(11) Villefranche dans le département des Alpes-Maritimes.

(12) Villeneuve sur le lac de Genève ;
Villeneuve dans la vallée d'Aoste.

FIN.

DE L'IMPRIMERIE DE GUILLEMINET, RUE DE LA HARPE, nº 117, ancien collège d'Harcourt.


COLUMBIA UNIVERSITY
0032190972

